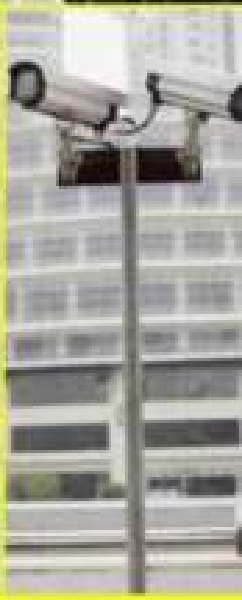
*Avec les Nuls, tout devient facile !*

# Les Services secrets

## POUR LES NULS



- ✔ L'histoire des services secrets de l'Antiquité à nos jours
- ✔ Action clandestine, espionnage, contre-espionnage, renseignement : découvrez toutes les facettes des services secrets
- ✔ La genèse et l'histoire des grands services de renseignement mondiaux (CIA, DGSE, NSA, KGB, FSB, MOSSAD…)
- ✔ La nouvelle guerre secrète contre le terrorisme

**Genovefa Etienne et Claude Moniquet**

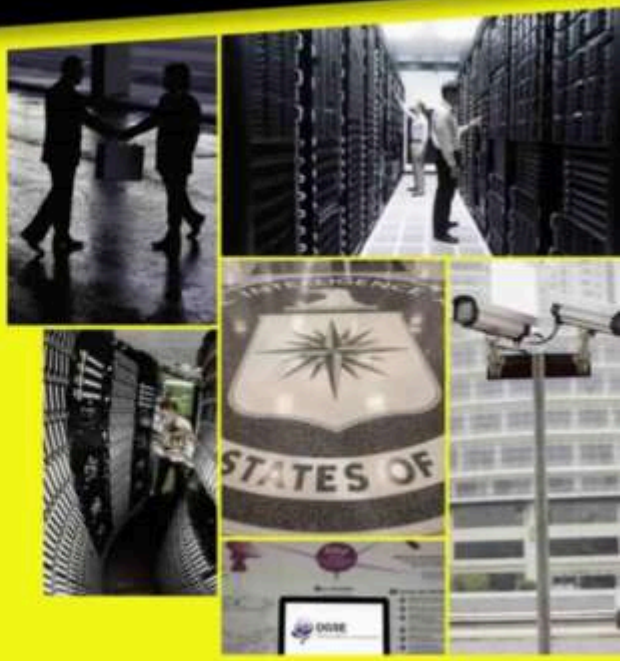
*Avec les Nuls, tout devient facile !*

# Les Services secrets

## POUR LES NULS

- ✔ L'histoire des services secrets de l'Antiquité à nos jours
- ✔ Action clandestine, espionnage, contre-espionnage, renseignement : découvrez toutes les facettes des services secrets
- ✔ La genèse et l'histoire des grands services de renseignement mondiaux (CIA, DGSE, NSA, KGB, FSB, MOSSAD…)
- ✔ La nouvelle guerre secrète contre le terrorisme

**Genovefa Etienne et Claude Moniquet**



# Les Services secrets POUR LES NULS

Genovefa Étienne et Claude Moniquet

FIRST Editions

« Pour les Nuls » est une marque déposée de John Wiley & Sons, Inc.
« For Dummies » est une marque déposée de John Wiley & Sons, Inc.

© Éditions First, un département d'Édi8, 2016. Publié en accord avec John Wiley & Sons, Inc.
12, avenue d'Italie
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01
Courriel : firstinfo@efirst.com
Internet : www.editionsfirst.fr

ISBN : 978-2-7540-5696-0
ISBN numérique : 9782754070089
Dépôt légal : mars 2016

Correction : Ségolène Estrangin
Illustrations : Marc Chalvin
Couverture et mise en pages : Catherine Kédémos

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

# *À propos des auteurs*

**Genovefa Étienne** a derrière elle une longue carrière de journaliste tant dans la presse française que dans des médias internationaux, où elle a exercé des responsabilités rédactionnelles. En 2002, elle est cofondatrice, avec Claude Moniquet, du European Strategic Intelligence and Security Center (Esisc, www.esisc.org), qui conseille entreprises et gouvernements en matière de renseignement, de sécurité et de stratégie. Elle est coauteure, toujours avec Claude Moniquet, de trois ouvrages sur le renseignement et a adapté les souvenirs d'un enfant kosovar dans la guerre (*Le Journal de Lumi. La guerre à 7 ans*, L'Archipel, 1999). À l'Esisc, elle gère, notamment, les opérations de communication de crise et de communication institutionnelle.

**Claude Moniquet** a commencé sa carrière en 1981 comme journaliste au *Quotidien de Paris* et a écrit pour de nombreux médias français et étrangers sur les questions de sécurité (terrorisme, renseignement, crime organisé…) avant d'être recruté par la DGSE, pour laquelle il travaillera vingt ans. Ses missions de terrain l'amèneront souvent derrière le Rideau de fer. Après la chute des régimes communistes, il effectuera encore de nombreux séjours à Moscou, où il observera de près les années Eltsine puis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine. Il « couvrira » toutes les guerres provoquées par l'implosion de la Yougoslavie de la Croatie jusqu'au Kosovo mais sera également présent en Algérie ou au Liban. Après avoir quitté la DGSE, il crée, avec Genovefa Étienne, le European Strategic Intelligence and Security Center, dont il est le porte-parole et où il gère, entre autres, les opérations de renseignement, l'évaluation des menaces et les « affaires réservées ». Il a également travaillé comme consultant pour CNN de 2001 à 2005 et est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages

consacrés au terrorisme international, au renseignement, à la Russie et au Moyen-Orient.

# Dédicace

*À mon père, Guy Étienne (1928-2015).*

Genovefa Étienne

# Sommaire

Page de titre
Page de copyright
***À propos des auteurs***
Dédicace
**Introduction**
***À propos de ce livre***
***Les conventions utilisées dans ce livre***
***Comment ce livre est organisé***
***Première partie : Les origines d'un métier : l'espionnage de l'Antiquité au Moyen Âge***
***Deuxième partie : Renaissance et Temps modernes : diplomatie italienne, suprématie anglaise et montée en puissance française***
***Troisième partie : L'espionnage à l'ère des Lumières et au temps des révolutions***
***Quatrième partie : Le rôle du renseignement au XIXe siècle et au début du XXe siècle : montée des nationalismes et constitution des empires coloniaux***
***Cinquième partie : Le renseignement de 1914 à 1945***
***Sixième partie : La guerre froide***
***Septième partie : Les femmes dans le renseignement***
***Huitième partie : Un monde meurt, un autre naît***
***Neuvième partie : La partie des Dix***
***Annexes***
***Les icônes utilisées dans cet ouvrage***
***Et maintenant, par où commencer ?***

**Première partie - Les origines d'un métier : l'espionnage de l'Antiquité au Moyen Âge**

**Chapitre 1 - Orient ancien : balbutiements, expansion des empires, complots et autres luttes de pouvoir**
***Des origines obscures***
***Des marginaux aimés de leurs princes !***

*L’espionnage ? Une affaire militaire !*
*Le Moyen-Orient : creuset des civilisations et… de l’espionnage*
*Les espions du pharaon*
*Ramsès II (1298-1232) et la bataille de Qadesh : renseignement militaire et intoxication*
*Les yeux et les oreilles du roi*
*Espionnage et contre-espionnage au temps des Assyriens*
*L’Empire perse, un État conquérant*
*La surveillance intérieure élevée au niveau d’un art*
**Chapitre 2 - La Grèce classique n’a que faire du renseignement**
*C’est la faute à l’infanterie !*
*Et hop ! Les hoplites entrent en scène…*
*Quand l’intoxication règne*
*L’espionnage vu par les stratèges grecs*
*Montée en puissance des polices politiques*
*La « krypteia » espionne les esclaves*
*Les proxènes, entre commerce et espionnage*
**Chapitre 3 - Rome (ré)invente les premiers services secrets**
*Les Phéniciens ont appris l’espionnage en Orient…*
*Jules César, premier général à utiliser systématiquement l’espionnage*
*La guerre des Gaules : renseignement systématique*
*Absence de politique de renseignement chez les Gaulois*
*Professionnalisation du renseignement romain*
**Chapitre 4 - Déclin de la pensée stratégique, âge sombre pour le renseignement**
*L’esprit de chevalerie, cette « nuisance »*
*La ruse, c’est le diable*
*Inexistence des armées permanentes*
*Le soldat, un illettré impossible à instruire*
*Les exceptions confirment la règle*
*Complots, trahison et espionnage durant la guerre de Cent Ans (1337-1453)*
*Un réseau de hauts fonctionnaires*
*Édouard III d’Angleterre crée le premier service de renseignement moderne en Occident*
*Des taupes anglaises dans le nord de la France et en Flandres*

*Espionnage français et subversion en Angleterre, apparition du contre-espionnage*
*Naissance de l'homme d'affaires et débuts du renseignement économique*
*Les hérauts ne veulent pas être espions*
**Chapitre 5 - L'Empire byzantin sauve l'honneur de la profession**
*Rome n'est plus dans Rome : mille ans d'Empire romain d'Orient*
*L'empereur Maurice et le « Strategikon »*
*La « Taktika » de Léon VI*
*Des « services » multiples et bien organisés*
*Les « curiosi », ou l'œil du maître*
*« Cubicularii » et « scribones » : la garde rapprochée du souverain*
*Les « akritai » et la protection des frontières*
*Des réseaux à l'étranger*
*Organisation systématique du renseignement militaire*
*Renseignement diplomatique et économique*
**Chapitre 6 - Les « impérialistes » ont besoin de renseignement**
*La reconnaissance, arme secrète des Vikings*
*La conquête de l'Angleterre, un triomphe du renseignement normand*
*Les Templiers : un « État dans l'État » pour les moines-soldats*
*Seuls les Templiers pratiquent le renseignement*
*Un maillage étroit*
*Une connaissance intime de l'Orient*
**Chapitre 7 - Le renseignement dans l'Orient antique et médiéval**
*L'espionnage au service de la puissance*
*Les milliers d'espions de Hârûn al-Rachîd*
*Une grande conscience de la nécessité du renseignement et de la ruse*
*La formidable machine de renseignement mongole*
*Aux Indes, Kautilîya prône intoxication et action clandestine*
*En Chine, Sun Tzu développe une pensée immortelle*

**Deuxième partie - Renaissance et temps modernes Diplomatie italienne, suprématie anglaise, montée en puissance française**

**Chapitre 8 - Italie : naissance de la diplomatie et espionnage**
*Un pays, de multiples États*
*Venise « invente » les ambassadeurs permanents*
*Diplomates ou espions ?*

*Le Conseil des Dix : cruel contre-espionnage*
*Un organe implacable mais étroitement contrôlé*
**Chapitre 9 - L'Angleterre et la naissance des services secrets modernes**
*Londres, protecteur du protestantisme*
*Thomas Cromwell, secrétaire privé d'Henri VIII et chef de ses espions*
*Élisabeth Ire et ses « services »*
*Un recrutement éclectique*
*Les séminaires jésuites de Reims et Douai, écoles de guerre secrète contre Londres*
*Gilbert Gifford, l'agent double provocateur qui perdit Marie Stuart*
*L'Armada n'était pas invincible*
*Christopher Marlowe, dans l'ombre de Shakespeare… et de Walsingham*
*Edward Stafford, une taupe espagnole à l'ambassade*
**Chapitre 10 - Balbutiements du renseignement organisé en France**
*France et Espagne : catholiques toutes deux, mais rivales*
*Traîtres par la grâce de Dieu*
*Guerre secrète aux Pays-Bas*
*Des agents espagnols « traités » au plus haut niveau*
*Le Saint-Siège contre la France et l'Angleterre*
*Anselmo Dandino, un agent du pape à la cour d'Henri III*
*Nonce, espion et homme d'action*
*Le renseignement français se professionnalise… enfin !*
*Un embryon de « service » formé de capucins*
*Des antennes jusqu'au Liban et dans le Caucase*
*Cinq-Mars : complot, trahison et échafaud*
*La légende noire de Richelieu*
*Mazarin ne pérennise pas le travail de renseignement de Richelieu*
*Louvois modernise l'armée de Louis XIV et créé le premier service de renseignement militaire français*
*La section statistique*
*Un renseignement très… théorique*
**Chapitre 11 - L'Europe en guerre(s)**
*Ivan le Terrible crée l'Opritchnina*
*Jusqu'en 1650 : plus de service secret russe durant près d'un siècle*
*Le deuxième souffle du renseignement anglais*
*John Thurloe, l'homme qui renseigne le Lord Protecteur*
*Décadence du renseignement anglais sous Charles II*

## Troisième partie - L’espionnage à l’ère des Lumières et au temps des révolutions


**Chapitre 12 - Un monde en mutation**
*L’abbé Dubois, un agent double ?*
*La diplomatie secrète de Dubois, instrument de paix…*
*Frédéric II, souverain éclairé, stratège et maître des secrets*
*Espionnage et contre-espionnage à Saint-Pétersbourg*
*Les mésaventures d’un ambassadeur de France*
*À Versailles, de la correspondance secrète au Secret du roi*
*Un espionnage militaire médiocre*
*Une quarantaine d’hommes pour le Secret*
*L’affaire de la succession du trône de Pologne*
*Le paradoxe de Louis XV : monarque le mieux informé d’Europe, mais roi faible*
*Le réseau de M. de Bonnac à Londres*
*À Vienne, on lit toute la correspondance de l’Europe*
*Les tribulations du chevalier d’Éon en Russie*
*Mission secrète à Londres*
*Curiosité de Louis XVI*
*« On ne tire pas un coup de canon dans le monde sans que Londres sache pourquoi »*
*Le rôle de l’espionnage dans la guerre de Sept Ans*
*Incontestable supériorité du renseignement anglais*
**Chapitre 13 - La guerre d’indépendance : revanche de la France et naissance du renseignement en Amérique**
*Beaumarchais, aventurier et accoucheur de la liberté*
*Un adepte de la méthode douce*
*Avocat des insurgés et trafiquant d’armes*
*Une société de couverture*
*Le sacrifice du capitaine Nathan Hale*
*Le colonel Benjamin Tallmadge crée le premier service de renseignement américain*
*Culper senior, Culper junior, alias agents 722 et 723*
*Benedict Arnold, portrait d’un traître*
*Secret Office : les Anglais montent au front de la guerre secrète*

*Edward Bancroft pénètre la mission américaine à Paris*
*Paul Wentworth, un officier traitant anglais*
*John Jay, père du contre-espionnage américain*
**Chapitre 14 - Espionnage et basse police pendant la Révolution française**
*La tempête se lève*
*Les agents de la Convention*
*L'ère des comités*
*Les agents des princes contre la Révolution*
*Le comte de Montgaillard, agent multiple*
*La trahison de Pichegru*
*Le comte d'Antraigues, un agent royaliste à Venise*
*Un agent multicarte*
*Fauché-Borel : un Helvète au service des princes*
*Thugut, ennemi juré de la Révolution*
*Le crime de Rastadt*
**Chapitre 15 - Le renseignement sous le Directoire, le Consulat et l'Empire**
*Bonaparte réorganise la police et le renseignement*
*Fouché, inventeur de la police moderne*
*Le consulat et le « système Fouché »*
*La Sûreté générale*
*« Topographie chouannique » et « Bibliographie » des Vendéens*
*Bulletin journalier de renseignement*
*Fin de carrière d'un opportuniste*
*Retournements et provocations*
*Omniprésence du contre-espionnage et de la police secrète*
*L'ère des complots*
*La bombe de la rue Saint-Nicaise*
*Débuts de la « police scientifique »*
*L'affaire de l'Agence anglaise*
*Entrée en scène de Cadoudal*
*Un plan ambitieux*
*La fin de Georges Cadoudal*
*Charles Schulmeister, l'espion de l'Empereur*
*Monsieur Charles, agent d'intoxication*
*De Brunau à Moscou*

*Apogée, chute et retour*
*Le travail systématique des Renseignements militaires*
*Le service secret des Relations extérieures*
*L'Empereur omniprésent*
*La mort du duc d'Enghien : « C'est pire qu'un crime, c'est une faute »*
**Chapitre 16 - Les coalisés contre la France**
*La riposte anglaise*
*Professionnalisation du renseignement aux Affaires étrangères*
*Le SR militaire de Wellington*
*Premières armes du SR naval*
*Les Rothschild : le renseignement au service de la banque privée*
*Les amours dangereuses du colonel Tchernichev*
*Vienne, paradis des espions*

## Quatrième partie - Le rôle du renseignement au XIXe siècle et au début du XXe siècle : montée des nationalismes et constitution des empires coloniaux

**Chapitre 17 - L'Europe centrale entre Berlin et Vienne**
*Comment naît un service de renseignement, l'exemple de la Belgique*
*Wilhelm Stieber, père du renseignement prussien*
*« Un spectre hante l'Europe » : Stieber contre Karl Marx*
*Homme de l'ombre de Bismarck*
*Un objectif prioritaire : l'Autriche*
*À Sadowa, Berlin écrase Vienne après une guerre de 18 jours*
*Après l'Autriche, la France*
*Les « vérificateurs » de Stieber*
*Le « Nachrichtendienst » : une usine à renseignements*
*Inexistence du renseignement français*
*À Sedan, la France paie son insouciance et son arrogance*
*À Vienne, l'empire se protège*
*La belle carrière du colonel Redl*
*L'affaire Hekailo*
*Sur la piste de Nikon Nizetas ?*
*Une querelle d'amoureux aux conséquences tragiques*
*Un suicide qui arrange tout le monde*
**Chapitre 18 - Le renseignement américain dans la guerre de Sécession**

*Pas de SR à la veille de la guerre civile*
*Les détectives privés au secours de Lincoln : l'agence Pinkerton*
*L'amateurisme provoque la mort de Timothy Webster*
*Les agents afro-américains luttent pour leur liberté*
*« Black Dispatches »*
*Création d'un SR militaire professionnel*
*Au service du Sud*
*Sabotage et fausse monnaie*
*Thomas Conrad, le pasteur espion*
*Au cœur du QG nordiste*
*Renaissances du renseignement militaire américain*
**Chapitre 19 - Le renseignement français sort des limbes**
*Un Deuxième Bureau réduit mais efficace*
*Les mésaventures du commissaire Schnaebelé*
*La « Revue militaire de l'étranger » : une tentative de communication*
*Dans la tourmente de l'affaire Dreyfus (1894-1906)*
*Prologue d'un scandale qui va diviser la France*
*La vérité en marche*
*Les doutes d'un honnête homme*
*Picquart arrêté, Zola monte au front*
*La chute du lieutenant-colonel Henry*
*Pourquoi l'« Affaire » ?*
*Un homme prudent*
*La méthode Hennion*
*Hennion sauve Picquart*
*Pendant l'« Affaire », les affaires continuent*
*La police secrète russe en France*
*Sûreté générale contre Okhrana*
*Les polices étrangères en France : comme en terrain conquis ?*
*Sus aux anarchistes !*
*Des espions italiens en France*
*Le coup de balai de la Sûreté générale*
**Chapitre 20 - Londres renoue (douloureusement) avec une tradition perdue**
*La guerre de Crimée : des armées aveugles*
*Absence totale de renseignements*
*Une leçon non apprise*

*En Inde, une incroyable bévue*
*Les guerres zouloues : ignorance et mépris*
*Après les échecs, l'heure de la réforme*
*Amateurs, non-conformistes, explorateurs et aventuriers*
*Affaires irlandaises*
*Reconnaissance de l'importance du renseignement militaire*
**Chapitre 21 - L'Okhrana : au service du tsar**
*Bureau secret, Troisième Section et gendarmerie : aux origines des SR russes*
*Nicolas Ier et sa Troisième Section*
*L'ère des bombes*
*Série noire et fin de la Troisième Section*
*L'organisation tentaculaire de l'Okhrana*
*Sergei Zubatov et ses faux syndicats*
*Quand la police du tsar imprime… des journaux révolutionnaires*
*La révolution de 1905 signe l'échec d'une stratégie*
*Du danger des agents doubles*

## Cinquième partie - Le renseignement de 1914 à 1945

**Chapitre 22 - Les « grands » services secrets à la veille de la conflagration**
*Le renseignement britannique en 1914*
*Sir Vernon Kell et l'essor du MI5*
*Sir Mansfield Cummings fait du petit MI6 l'un des premiers services du monde*
*Sir Basil Thomson à la tête de la Special Branch*
*Démantèlement des réseaux allemands à la veille de la guerre*
*Faiblesse prussienne*
*Démantèlement du renseignement*
*Walter Nicolaï, l'homme providentiel du SR allemand*
*Quelques opérations réussies, mais…*
*La France se remet de l'« Affaire »*
*Les commissaires spéciaux implantent leurs agents en Alsace-Lorraine*
*Le Deuxième Bureau se procure le plan Schlieffen*
**Chapitre 23 - Le renseignement dans la Grande Guerre**
*Un échec allemand : l'affaire Karl Lody*

*Sous étroite surveillance*
*Les Allemands à l'école de l'espionnage*
*La guerre des codes*
*Opération « Cisaille »*
*Les briseurs de code anglais à l'œuvre*
*Room 40, Old Building, le centre nerveux du décryptage*
*Grandeurs et misères de la cryptographie française*
*Une querelle entre l'Intérieur et les Affaires étrangères*
*L'Allemagne joue un jeu dangereux aux États-Unis*
*Le réseau de sabotage du lieutenant von Rintelen*
*Cigares incendiaires*
*« Dark Invader » contre Washington*
*La tentation mexicaine*
*Fin de partie*
*Berlin joue la carte nationaliste contre Londres*
*Aller simple pour Dublin*
*Espionnage et contre-espionnage britannique : succès et échecs*
*Les mystères de l'affaire Szek*
*Un procédé peu élégant*
*Voyage sans retour*
*L'agent « M82 »*
*Les SR français dans la guerre*
*Les réseaux du commandant Andlauer, patriote alsacien*
*Service d'exploitation*
*Verdun, un succès du commandant Andlauer*
*Andlauer annonce l'offensive allemande*
*Le commandant Ladoux, chasseur d'espions*
*Le poste d'Hendaye observe l'Espagne*
*Guerre secrète en Suisse*
*Le Deuxième Bureau se paie la « Tribune de Genève »*
*Une vigilance de tous les instants*
*Les Jésuites contre la République ?*
*L'ennemi, c'est Caillaux*
*Marginaux et aventuriers dans la guerre de l'ombre*
*La curieuse ascension de Luca Cortese*
*Espionnage sous couvert d'édition*
*Thomas Edward Lawrence, l'aventurier absolu*

*Découverte de l'Orient*
*Le roi non couronné d'Arabie*
*Un homme indépendant*
*De Deraa à Jérusalem*
*Trebitsch Lincoln (1879-1943), un espion peu ordinaire*
*Agent double*
*L'heure des comptes*
**Chapitre 24 - L'entre-deux-guerres**
*Une nouvelle carte de l'Europe*
*Évolution des services après la guerre*
*Disparition du renseignement à Vienne, mise en sommeil à Berlin*
*Michael Collins, héros de l'ombre de l'IRA*
*Dimanche sanglant pour l'Intelligence Service*
*En France, pérennisation du renseignement*
*Le SR à l'exercice*
*Garder un œil sur Berlin*
*Renforcement des moyens, réorganisation des méthodes*
*3 000 agents français, dont plus de 1 500 en Allemagne*
*Le SR français au Moyen-Orient et en Asie*
*Un genre nouveau et populaire : le roman d'espionnage*
*Quelques grands auteurs et un miroir de l'époque*
**Chapitre 25 - Naissance de l'appareil de renseignement soviétique**
*Préhistoire : les dernières années de l'Okhrana*
*L'Okhrana favorise les bolcheviques*
*Les révolutions s'enchaînent*
*Guerre civile, ingérences étrangères*
*Lénine, agent de l'Allemagne ?*
*L'or de Berlin*
*Ganetski, l'homme qui en savait trop*
*Felix Dzerjinski et les origines du renseignement soviétique*
*Aux origines de la terreur*
*Dans la fureur de la guerre civile*
*L'INO : mission, exporter la révolution*
*Trotski impose la création d'un SR militaire*
*Le temps des conspirateurs*
*L'infernal culot de Reilly*
*Objectif : renverser Lénine*

*Intense agitation, sous l'œil de la Tcheka*
*Face à la « Terreur rouge »*
*Mission de la Tcheka : liquider toute opposition*
*« Sindikat » : objectif Savinkov*
*Vagues d'arrestations*
*Un procès joué d'avance*
*La formidable imposture du « Trust »*
*Une décision fatale*
*Les réseaux du Komintern : révolutionnaires ou agents secrets ?*
*La grande force de l'OMS*
**Chapitre 26 - Grands recrutements et premiers affrontements Est-Ouest**
*À l'assaut de la forteresse britannique*
*Trois grandes figures du Komintern*
*Ernst Friedrich Wollweber, le chef d'orchestre clandestin*
*Willy Münzenberg, « inventeur » de la désinformation et des « front organizations »*
*Richard Krebs, voyageur sans bagage*
*Officier de marine et saboteur*
*Un homme brisé*
*Les « Magnificent Five » : au cœur de l'establishment britannique*
*Marginal et fils de marginal*
*Arnold Deutsch recrute « Söhnchen »*
*Le couple qui ne fait qu'un : « Strela »*
*« Scott » et le mystérieux « Groupe d'Oxford »*
*Des points communs*
*Au cœur du pouvoir*
*Naissance du renseignement communiste en Chine*
**Chapitre 27 - Les organes de sécurité, principal outil des purges staliniennes**
*Le rôle des organes de sécurité dans les purges*
*L'ascension de Iagoda, premier complice de Staline*
*Au rythme effréné des « complots »*
*La « dékoulakisation »*
*Vers les grandes purges*
*L'assassinat de Kirov, déclencheurs des purges*
*La torture, les aveux*

*Sus aux trotskistes !*
*La mort d'Ignace Reiss*
*Le film d'un assassinat du NKVD*
*Pavel Soudoplatov, « tueur en chef » de Staline*
*Opération « Outka » : cible, Trotski*
*Échec d'une première tentative*
*Le coup de piolet de Jackson-Mercader*
*L'affaire Toukhatchevski*
*Une collaboration contre nature entre le NKVD et la Gestapo*
*Une subtile manœuvre d'intoxication*
**Chapitre 28 - Les services secrets au début de la guerre**
*Avant le conflit : action souterraine, propagande et action psychologique*
*L'alibi des minorités allemandes : un outil de guerre psychologique*
*Manipulation des foules*
*Les services spéciaux allemands*
*Les deux hommes clés du renseignement allemand*
*Une partie serrée*
*La galaxie des services spéciaux anglais : une machine bien huilée*
*Les hommes du SOE : des amateurs héroïques*
*Beaulieu Finishing School, école de la guerre secrète*
*Deux autres enfants de la guerre : SAS et MI9*
*Les filières d'évasion du MI9*
*Les États-Unis redécouvrent l'espionnage*
*Pour la France, deux « capitales » et deux services !*
*À Vichy, les SR français préparent la revanche*
*À Londres, un BCRA créé de toutes pièces*
*Le général de Gaulle défend ses services*
*Séance de conciliation entre le BCRA et les SR anglais*
*De Gaulle joue la carte américaine*
*Débuts d'une étroite coopération*
*Fusion des SR français*
*En Union soviétique, l'aveuglement*
*Des erreurs prévisibles*
*1939-1940 : coopération franco-britannique pour casser les codes allemands*
*L'apport des services polonais : BS4 à l'œuvre*
*La « Source D. » de Paris*

*À Bletchley Park, « Ultra » voit le jour*
*« Ultra », « les œufs » de Churchill*
*Les spécialistes américains contre les codes japonais*
*Magic, l'« Ultra américain »*
**Chapitre 29 - Gloire et échecs du renseignement allié**
*La tragique odyssée de Richard Sorge*
*Découverte de l'Asie*
*En route pour Tokyo, via Berlin*
*Un budget ridicule, d'immenses résultats*
*Le mépris de Staline*
*Une enquête de routine*
*Moscou reste insensible au sort de son agent*
*Tardive reconnaissance*
*L'Orchestre rouge, le réseau devenu légende*
*Recruté par Jan Berzin*
*Constitution d'un réseau*
*Mille cinq cents rapports en moins de deux ans…*
*Le SD sur les dents*
*Chute du réseau berlinois*
*Le « Grand Jeu »*
*« Il arrive que les trains aient du retard »*
*En 1991, des conclusions terribles pour Trepper*
*Questions sans réponses*
*« Lucy », l'espion sans sources*
*Une production exceptionnelle*
*Qui a renseigné « Lucy » ?*
*La bataille pour l'eau lourde*
*L'échec de l'opération « Freshman »*
*Le succès relatif de l'opération « Gunnerside »*
*Point final*
*William Bechtell, un officier français*
*London Controlling Section, XX Committee : la mystification comme un art*
*Naissance de la LCS*
*Opération « Hardboiled » : des débuts peu convaincants*
*Le XX Committee et ses agents doubles*
*Le tri au Camp 020 et jeu radio*

*« Fortitude », le mensonge ultime*
*Une opération extraordinairement complexe*
*Le sacrifice du major Suttill*
*British Security Coordination : le lien secret entre Londres et Washington*
*La guerre du SOE*
*Le général Wingate en Éthiopie et en Birmanie*
*Fitzroy Maclean, conseiller militaire de Tito*
*Omniprésence des équipes SOE*
*Pour la France, la Section F*
*Le commandant Yeo-Thomas, alias White Rabbit*
*Opération « Anthropoid » : l'exécution de Reinhard Heydrich*
*L'OSS rejoint la partie*
*Aux côtés des nationalistes et de Mao*
*Archimedes Patti, un Américain au Vietnam*
*Fritz Kolbe, l'espion volontaire*
*« Jedburgh », une opération tripartite*
*Les Jeds en France*
*Opération « Foxley » : faut-il tuer Adolf Hitler ?*
*Une solution simple et radicale*
*Ce que le renseignement allié savait de la Shoah*
*Le rapport de Jan Karski et les informations de la Résistance polonaise*
*Sources « Ultra »*
*Les rapports de Gerhart Riegner*
*Des rapports d'évadés*
*Des photographies aériennes*
**Chapitre 30 - La Résistance, indispensable au renseignement allié**
*Des débuts difficiles*
*Henri Honoré d'Estienne d'Orves, Jan Doornik, Maurice Barbier : des précurseurs*
*Aux origines de Nemrod*
*Peine de mort*
*La Confrérie Notre-Dame : servir de Gaulle*
*Alliance, l'arche de Noé du MI6*
*Éleuthère : espionnage et contre-espionnage*
*Le renseignement dans les mouvements de résistance « généralistes »*
*La Résistance renseigne sur l'Administration, les milieux industriels, l'aéronautique, l'opinion publique…*

*Une résistance marquée par le renseignement politiquement*
**Chapitre 31 - Les opérations du renseignement allemand de 1939 à 1945**
*Les réseaux de l'Abwehr*
*Condor : les espions de Rommel*
*Une longue suite d'échecs*
*L'épisode « Cicéron »*
*Deux réussites du SD…*
*… et un échec*
*L'espion trahi*
*Opération « Elster »*
*Condamné à mort mais sauvé par le destin*
*Opération « Bernhard » ou les faussaires de Hitler*
*Une main-d'œuvre recrutée dans les camps de concentration*
*Après les livres, les dollars*
*Le mystère du lac Toplitz*
**Chapitre 32 - Immédiat après-guerre : les alliés d'hier…**
*Otto Skorzeny et les « Werewolfs »*
*Opération « Greif »*
*Une résistance sans soutien est condamnée*
*Staline lance l'« operatsiya Mif » (opération « Mythe »)*
*Paranoïa, rumeurs, désinformation*
*La chasse aux nazis*
*La question : arrêter ou… recruter ?*
*Que faire des SS et des anciens de la Gestapo ?*
*Filières d'évasion : la réalité derrière la légende*
*Les ennemis d'hier*
*Toutes les compétences sont-elles bonnes à prendre ?*
*La Rat Line, une « agence de voyages » très spéciale*
*Le revers de la médaille*
*Moscou n'est pas en reste*
*Opération « Safehaven » : objectif, l'or nazi*
*Le carnet d'adresses d'Allen Dulles*
*Les idées du lieutenant Casey*
*La chasse aux cerveaux est ouverte*
*Les armes secrètes allemandes*
*Le V1, première bombe volante…*

*Le V2, première arme spatiale de l'histoire*
*Le mystérieux « Rapport d'Oslo »*
*Une photo vaut mille mots…*
*Le raid sur Peenemünde*
*L'opération « Crossbow » et les réussites de Michel Hollard*
*Les débuts de l'opération « Overcast »*
*« Black List », « Grey List » et liste Osenberg*
*Coup double*
*Russes et Français emboîtent le pas aux Américains*
*Abstention britannique*
*À l'origine du programme spatial français*
*Tous les moyens sont bons*
*Les prémices de la recherche européenne*
**Chapitre 33 - La restructuration du renseignement occidental après 1945**
*Projet « Venona » : décrypter les codes soviétiques*
*Le travail de fourmi des casseurs de code*
*Un coup de chance*
*Coup d'accélérateur à la fin de la guerre*
*Le douloureux enfantement de la CIA*
*La rivalité entre Donovan et le FBI*
*Liquidation du passé et querelles intestines*
*Naissance de l'Agence*
*En France, un amalgame difficile*
*Dix mille agents, 105 immeubles…*
*Naissance du SDECE*
*Création de la DST*
*Les Renseignements généraux survivent à la guerre*
*À Londres : « business as usual »*
*La fin du SOE*
*L'Organisation Gehlen et la renaissance du renseignement allemand*
*L'Organisation Gehlen*
*Aux côtés du BND : MAD, BFV et BKA*

## Sixième partie - La guerre froide

### Chapitre 34 - Espionnage atomique

*La défection d'Igor Gouzenko*
*Un départ bien préparé mais difficile*
*Sur la trace des « espions atomiques »*
*Une fin de vie en pleine paranoïa*
*Le message crucial du 25 septembre 1941*
*L'exceptionnelle importance de l'agent « Elli »*
*Le NKVD chapeaute le renseignement atomique*
*Une galaxie d'agents pour la bombe atomique russe*
*Klaus Fuchs, l'espion au-dessus de tout soupçon*
*Theodore Alvin Hall, alias « Jeunot »*
*Les Cohen : de la guerre d'Espagne à l'espionnage atomique*
*Mise en place d'une Résidence clandestine*
*Un couple au cœur de la clandestinité*
*Chute d'un réseau*
*Fuchs sort de sa retraite*
*Où l'on retrouve… Kim Philby*
*Julius et Ethel Rosenberg, une tragédie américaine*
*Chasse aux sorcières*
*Un procès perdu d'avance*
*Les confidences du colonel Feklissov*
**Chapitre 35 - Premiers affrontements de la guerre froide**
*Les principaux services spéciaux communistes de la guerre froide*
*Un rapprochement avorté*
*VPK et GKNT : à l'assaut de la technologie occidentale*
*Coordonner les partis communistes*
*L'appui des pays satellites*
*Des services « frères » étroitement contrôlés*
*L'Asio, un aperçu du renseignement australien*
*1945-1948 ou les prémices de l'affrontement*
*Guerre d'influence dans les pays fragiles*
*La CIA se lance dans… le syndicalisme*
*Jusqu'où est allée l'Agence ?*
*Gladio : un Glaive pour la liberté*
*Le scoop n'en était pas un*
*Préparer une future résistance contre les Soviétiques*
*Une opération étroitement encadrée*
*Un rôle clairement délimité*

*Les purges s’étendent aux pays satellites de l’URSS*
*Noel Field : agent américain ou prétexte de Staline ?*
*Suspect sans le savoir*
*Les pièces se mettent en place*
*Lever de rideau à Budapest*
*Théâtre d’ombres*
*La guerre froide se réchauffe*
*1948 : la première crise de Berlin*
*1950 : début de la guerre de Corée*
*Omniprésence des réseaux soviétiques*
*George Blake, l’espion qui ne regrette rien*
*La (double) crise de conscience d’Otto John*
*Rudolf Abel, l’artiste*
*Trahi par un lieutenant qui ne sait presque rien de lui*
**Chapitre 36 - De la mort de Staline aux années 1960**
*Le « dégel » et le « nettoyage » des services secrets soviétiques*
*La semaine sanglante de Budapest*
*L’insurrection chasse les communistes*
*Washington attise les braises*
*La fin du rêve hongrois : nouvel aveuglement de la CIA*
*Pour le renseignement soviétique, rien ne change*
*Gordon Lonsdale et l’affaire de Portland*
*Une enquête classique*
*Où l’on retrouve de vieux amis*
*La fin des « Cinq de Cambridge »*
*Premiers nuages*
*« Venona » met la CIA sur la piste*
*L’erreur fatale de Guy Burgess*
*Terminus : Moscou*
*Le « troisième homme » prend la tangente*
*Kim à Moscou : sauvé par l’amour et le travail*
*Rufina, dévouée à la mémoire de Philby*
*Précepteur de jeunes agents*
*Analyste et consultant*
*À Washington, l’ère de la paranoïa*
*Anatoli Golitsine : le transfuge qui tombe à pic*
*Une lettre personnelle de JFK à de Gaulle*

*Des ravages à la CIA*
*Une manœuvre de « deception » ?*
*« AE/LADLE » dénonce M. Wilson*
*Une opération qui durera des années*
*Quelques « taupes », quand même…*
**Chapitre 37 - Du mur de Berlin à la destitution de Khrouchtchev : la période la plus dangereuse de la guerre froide**
*La deuxième crise de Berlin, un sommet de la guerre froide*
*Aux origines de la crise cubaine*
*Opération « JMATE » : le débarquement de la baie des Cochons*
*Les réseaux américains observent les livraisons d'armes d'Europe de l'Est*
*Toutes les ressources du renseignement sont mobilisées*
*Erreur de la CIA, attentisme du Président : l'invasion échoue*
*Une opération mal préparée*
*Cuba, épisode II : la crise des missiles*
*Un intense effort de renseignement*
*Les fusées russes sont détectées*
*Dans le secret du bureau Ovale*
*Le Président tranche : ce sera le blocus*
*Sang-froid de Moscou*
*Les bons offices du résident Feklissov*
*L'affaire Penkovsky, succès majeur du renseignement anglo-américain*
*M. Greville Wynne, agent secret*
*Une approche qui commence mal*
*Le matériel « Ironbark »*
*Une affaire exceptionnelle*
*John Kennedy et Nikita Khrouchtchev, victimes de Cuba ?*
*Les années russes d'Oswald*
*À Mexico, Oswald reprend contact avec les Russes*
**Chapitre 38 - 1970-1990 : les dernières années de la guerre froide**
*Les années Andropov, âge d'or du KGB*
*L'or de Moscou n'est pas une simple légende*
*Mesures actives : l'arme de la désinformation*
*Le talentueux Victor Louis*
*Quand le KGB fait son shopping en Europe*

*Chaque année, 3 500 éléments à « collecter »*
*Le renseignement du bloc communiste : quelques affaires*
*Les multiples difficultés du renseignement occidental*
*La CIA crée sa propre carte de Moscou*
*Un œil sur Cuba, toujours…*
*La DGI cubaine soutient la lutte armée*
*La CIA et la fin d'Ernesto « Che » Guevara*
*La CIA en Bolivie pour y traquer Guevara*
*Les dernières heures d'une icône*
*Retour à des cibles « classiques »*
*Août 1968 : les « illégaux » du KGB précèdent les chars soviétiques à Prague*
*Opérations « Progrès » : les « illégaux » de Moscou dans les pays frères*
*La déprime des « illégaux »*
*« Deception », défections…*
*Le suicide de « l'Agronome »*
*Comment la CIA juge l'URSS en 1975*
*« Affaires humides » : les Bulgares sortent leur parapluie*
*Danger : la gauche au pouvoir en France*
*« Farewell », un brevet de bonne conduite*
*Arne Treholt, un diplomate norvégien au service des Soviétiques… et des Irakiens*
*Gordievsky, la « taupe » devenue écrivain*
*Opération « Ryan » : nouvelle poussée de paranoïa à Moscou*
*Edward Lee Howard, l'espion malchanceux*
**Chapitre 39 - Du côté des satellites**
*La sinistre Sigurimi : Ubu au Pays des aigles*
*Un paradis coincé entre le bloc soviétique et la Yougoslavie*
*Dix-sept ans de camp pour un journal intime…*
*Les services de sécurité touchés par la répression*
*Le difficile travail de la Sigurimi à l'étranger*
*Hasan Luci, un Albanais à Paris*
*Les « enveristes » pris entre la Sigurimi albanaise et l'UDB yougoslave*
*Le régime roumain contre les Russes et… la méditation transcendantale*
*La Securitate, de sinistre mémoire*
*Le DIE infiltre l'émigration roumaine*

*Ion Pacepa, le « défecteur » qui savait tout*
*Les Roumains aiment trop la France*
*Les 500 000 informateurs et les quatre millions de dossiers de la Stasi*
*Markus Wolf, l'espion devenu une légende*
*Un recrutement ciblé*
*Günter Guillaume, la « taupe » qui fera tomber Willy Brandt*
*Le terrorisme, une arme de Berlin-Est ?*
*La Stasi, complice d'un attentat antifrançais à Berlin…*
*La DST fait tomber Carlos*
**Chapitre 40 - Les guerres de décolonisation et le Vietnam**
*En Indochine : la Chine se crée un bouclier*
*Les « services » français ne croient pas à la viabilité du « hérisson » de Diên Biên Phu*
*Pour la CIA, en août 1954, l'Algérie est calme…*
*La mission « Hors-Jeu » décapite le FLN*
*Torture et intoxication*
*La torture légitimée ?*
*La « Bleuite » du capitaine Léger*
*La guerre d'Algérie en plein Paris*
*Qui a tué Jean-Claude Saint-Aubin ?*
*Ben Barka, une bavure française*
*Yves Allain, une victime collatérale ?*
*Au Vietnam, les Américains prennent la relève, mais la CIA doute…*
*Une vision réaliste*
*Les efforts du renseignement militaire : l'exemple du Détachement K*
*Air America et la guerre secrète au Laos*
*Khe San, il est interdit d'informer*
*Quand la CIA lavait les cerveaux*
*Des sommes folles pour un projet fou*
*Les insondables mystères de la Chine*
*La CIA décrypte la Révolution culturelle*
**Chapitre 41 - Le Mossad, une légende du renseignement**
*Préhistoire du renseignement israélien*
*Naissance du Mossad*
*La grève des espions*
*Les agents du Mossad se forment… au cinéma*
*Naissance d'une légende*

*Grâce au Mossad, le rapport Khrouchtchev passe à l'Ouest*
*La traque d'Eichmann*
*Recherche Yossele, désespérément…*
*Eli Cohen : « notre homme à Damas »*
*Wolfgang Lotz, l'aryen…*
*La guerre des Six Jours, gagnée par le renseignement ?*
*L'étrange affaire du « Liberty »*
*Aux origines de « la liste » : la vengeance de Munich*
*Marcus Klingberg, le masque de fer israélien*
*Fidèle à lui-même*
*Jonathan Pollard : l'homme de Jérusalem à Washington*
*Une arrestation qui provoque bien des tensions*
*Objectif Rabin*
*Cana, 100 morts sur ordonnance ?*
*Mauvaise passe pour le Mossad*
*L'officier était un escroc*
*La série noire continue*
*Une opération qui tourne mal à Dubai*
**Chapitre 42 - Guerre secrète en Orient**
*Les analystes de la CIA redoutent un accroissement de l'influence soviétique à Téhéran*
*Washington pèse le pour et le contre*
*« TPAjax » : le M16 et la CIA contre le Dr Mossadegh*
*La CIA règle les derniers détails*
*Du 15 au 19 août 1953 : cinq journées décisives font basculer l'Iran*
*Le « coup » échoue*
*Une erreur de Mossadegh*
*Deuxième manche à Téhéran*
*Leonid Tcherbachine : un résident du KGB au cœur de la Révolution islamique*
*Le KGB craint une prise d'otages*
*La vie d'un homme du KGB en pleine tourmente révolutionnaire*
*Une défection en pleine révolution*
*Au service du prophète de Qom*
*Objectif : Paris !*
*La galaxie du renseignement syrien*
*Au Liban, la France paie le prix fort*

*Jacques Merrin, la mort d'un espion*
*À Beyrouth, les Russes récupèrent leurs otages*
*Le double jeu de Yasser Arafat*
*Le hasard fait bien les choses…*
*Une bombe à Grasse*
*Lockerbie : le vol 103 n'arrivera pas*
*Quand le MI6 veut faire assassiner Kadhafi*

## Septième partie - Les femmes dans le renseignement

### Chapitre 43 - Aventurières, idéalistes et patriotes
*De Gaulle ne veut pas de femmes au BCRA*
*Des exemples à foison*
*Femmes fatales*
*« Fräulein Doktor » : la légende d'une patriote allemande*
*Principale activité de « la Chatte » : la trahison*
*Violette Morris, la drôle de dame a du sang sur les mains*
*Une femme trop libre ?*
*Louise de Bettignies, « the Queen of the spies »*
*Joséphine, « la Perle noire »*
*Elizabeth Pack, nom de code « Cynthia »*
*Du côté de Moscou*
*Daria Levine, maîtresse du tsar et espionne*
*Les malchanceuses*
*Edith Cavell, une héroïne exécutée pour l'exemple*
*Gabrielle Petit, face au peloton d'exécution à 22 ans*
*Mata Hari : ni génie de l'espionnage ni virtuose de la danse*
*Recrutée aux Pays-Bas*
*Le sacrifice de la princesse Noor Inayat khan*
### Chapitre 44 - L'ère des professionnelles
*Les Anglo-Saxons à la pointe*
*En Grande-Bretagne : la course à la féminisation*
*Galerie de portraits*
*Les femmes de la CIA*
*Jeanne Vertefeuille fait tomber la « taupe » la plus importante de l'histoire de l'Agence*
*Mary Ann Baumgartner : notre agente à Paris*

*Valérie Plame : trahie par la Maison Blanche*
*Maya : la « reine de la torture » ?*
*L'ère du commandement*
*Stella Rimington : de l'Inde à la tête du British Security Service*
*Elizabeth Manningham-Buller : une spécialiste du contre-terrorisme*
*À Moscou, de plus en plus de femmes dans les services*
*Anna Chapman : une « illégale » à New York*
*Trahie par… son chef*

## Huitième partie - Un monde meurt, un autre naît

### Chapitre 45 - La fin d'un monde
*Le général Youri Drozdov crée le Groupe Wimpel*
*La crise polonaise*
*Le prêtre qui devait mourir*
*Un « inside job » qui fait vaciller le régime*
*Dernières passes d'armes*
*Vitali Iourtchenko, le double transfuge*
*Francis Temperville, l'espion qui volait des gommes…*
*Un colonel trop tranquille : l'affaire Binet*
*Automne 1989 : la fin du « bloc soviétique »*
*Prague : échec d'une manipulation*
*Berlin-Est : le colonel Kouzmine est sans illusion*
*La chute de la « maison Stasi »*
*Le poison des archives de la Stasi*
*Dernier acte en Roumanie*
*Des problèmes de communication qui se résolvent comme par miracle*
*Heurs et malheurs de la Securitate*
*L'Union soviétique avance vers sa fin*
*Le putsch d'août 1991 : une comédie ?*
*Le KGB hésite puis recule, le putsch échoue*
*La restructuration du renseignement soviétique*
*L'URSS n'existe plus, la coopération demeure*
*Rivalités et guerre des services*
*Conflit de compétences autour du renseignement étranger*
*Le SVR, sûr de lui*
*Le rôle du Conseil de sécurité*

*Le renseignement privé, une nouvelle industrie russe*
*Manque de transparence*
**Chapitre 46 - D'une guerre, l'autre ?**
*Après 1991 : la valse-hésitation du renseignement*
*Mon allié, mon rival*
*Quand Paris espionne Washington*
*Le bal des hypocrites*
*« Échelon » : la pieuvre technologique du renseignement américain*
*Réseaux informatiques infiltrés*
*Aux origines du réseau « Échelon » : le pacte Ukusa*
*Un gigantesque aspirateur virtuel*
*« Prism », le petit frère d'« Échelon »*
*Un scandale énorme, mais justifié ?*
*Un « Prism-Échelon à la française »*
*Moscou contre l'Occident, ou l'inverse…*
*Moscou : échec aux espions de Sa Majesté*
*Richard Ames, le pire cauchemar de l'Agence*
*Le « retour » des Russes*
*Robert Philipp Hanssen, l'espion qui n'avait pas de nom*
*Au Japon, l'économie commande*
*Vers la privatisation du renseignement ?*
**Chapitre 47 - La guerre à la terreur : un « nouveau » front pour le renseignement**
*Pouvait-on éviter le 09/11 ?*
*La fixation des Américains sur l'Iran…*
*… La France, elle, voyait juste !*
*Le « signal » incompris du 26 février 1993*
*La CIA commence à s'intéresser à Oussama ben Laden*
*À Washington, une communauté du renseignement morcelée et morose*
*Alec Station : cible, Oussama ben Laden*
*Le FBI et la DIA ont également leur « cellule Ben Laden »…*
*Malgré tout, le renseignement s'accumule*
*« Tous les clignotants étaient au rouge… »*
*Un dysfonctionnement généralisé et systémique*
*Objectif Bagdad : la politisation du renseignement*
*Rumeurs et manipulations*
*Curveball, « la » source providentielle*

*L’obstination du BND emporte l’adhésion de la CIA*
*Tous les moyens sont-ils bons ?*
*Les « extraordinary renditions », une pratique discutable mais courante*
*Que savaient les services européens ?*
*Quand la CIA torture ses prisonniers*
*Une CIA réticente mais soumise aux pressions*
*Une défaite morale et des résultats mitigés*
*Sur tous les fronts, une guerre sans merci*
*La réorganisation du renseignement américain et la valse des directeurs de la CIA*
*Des résultats inégaux*
*Alliance Base, une coopération exemplaire*
*L’indispensable apport des services arabes*
*Le cas exemplaire de la Jordanie*
*Catastrophe à Chapman Base*
*Le cas unique de la police de New York*
*Une stratégie claire : la ville ne peut compter que sur elle-même*
*Des capacités analytiques propres pour une vision très opérationnelle*
*En France, l’affaire Merah provoque une réforme du renseignement*
*Guerre à l’État islamique : l’heure de vérité pour les services secrets ?*
*Un rôle essentiel mais difficile pour le renseignement*
*Vers de nouvelles réformes ?*
*Quel sera le jugement de l’histoire ?*

## Neuvième partie - La partie des Dix

### Chapitre 48 - Dix idées reçues sur les services secrets
*On ne quitte jamais les services de renseignement*
*Les espions sont des militaires*
*Les services secrets recrutent leurs sources par le chantage et la menace*
*Les services secrets sacrifient leurs sources sans hésiter*
*Les services secrets influencent la politique*
*Les services secrets déstabilisent des pays*
*Les services secrets ne collaborent pas entre eux*
*Les services secrets « font ce qu’ils veulent » et ne sont l’objet d’aucun contrôle*

*Les services secrets pratiquent l'assassinat*
*Les femmes des services secrets se servent de leurs charmes*
**Chapitre 49 - L'espionnage en dix lieux mythiques**
*2, place Loubianka (Moscou)*
*141, boulevard Mortier (Paris)*
*231, boulevard Saint-Germain (Paris)*
*Vauxhall Cross (Londres)*
*18, Carlyle Square (Londres)*
*Baker Street et ses environs (Londres)*
*10, Duke Street (Londres)*
*Pont de Glienicke (Allemagne)*
*101, rue des Atrébates (Bruxelles)*
*Restaurant La Niçoise (Georgetown, Washington)*
**Chapitre 50 - Les services secrets dans dix musées**
*International Spy Museum (Washington)*
*National Museum of American History (Washington)*
*National Air and Space Museum (Washington)*
*Musée canadien de la Guerre froide (Ottawa)*
*Musée du KGB (Moscou)*
*The Israel Intelligence Heritage and Commemoration Center (Tel-Aviv)*
*Stasi Museum (Berlin)*
*Alliertenmuseum (Berlin)*
*Hôtel des Invalides (Paris)*
*Imperial War Museum (Londres)*
**Chapitre 51 - Dix romans d'espionnage**
*« L'Espion » (États-Unis, 1821)*
*« Les Trente-neuf Marches » (Grande-Bretagne, 1915)*
*« Mr Ashenden, agent secret » (Grande-Bretagne, 1928)*
*« Casino Royale » (Grande-Bretagne, 1953)*
*« Un Américain bien tranquille » (Grande-Bretagne, 1955)*
*« L'espion qui venait du froid » (Grande-Bretagne, 1963)*
*« Topaz » (États-Unis, 1967)*
*« Le Treizième Suicidé » (France, 1969)*
*« Le Réseau Brahms » (Grande-Bretagne, 1983)*
*« Un espion innocent » (États-Unis, 1987)*
**Chapitre 52 - Dix films d'espionnage**

*« The Mandchurian Candidate » (États-Unis, 1962)*
*« Le Secret du rapport Quiller » (Grande-Bretagne, 1966)*
*« No Way Out » (États-Unis, 1987)*
*« Munich » (États-Unis, 2006)*
*« The Good Shepherd » (États-Unis, 2006)*
*« Das Leben der Anderen » (Allemagne, 2006)*
*« Body of Lies » (États-Unis, 2008)*
*« Fair Game » (États-Unis, 2010)*
*« La Taupe » (Grande-Bretagne, 2011)*
*« Zero Dark Thirty » (États-Unis, 2012)*
**Chapitre 53 - L'espionnage à la télévision : dix séries et documentaires**
*« Spooks » (Grande-Bretagne, 2002-2011)*
*« Nom de code : DP » (France, 2005)*
*« The State Within » (Grande-Bretagne, 2006)*
*« The Company » (États-Unis, 2007)*
*« Homeland » (États-Unis, 2011…)*
*« The Americans » (États-Unis, 2013)*
*« Le Bureau des légendes » (France, 2015)*
*« The Fog of War : Eleven Lessons From the Life of Robert S. McNamara » (États-Unis, 2003)*
*« The Gatekeepers » (France et Israël, 2012)*
*« Histoire des services secrets français » (France, 2010)*
**ANNEXE - Pour aller plus loin**
*Généralités*
*Histoire du renseignement de l'Antiquité à la Révolution française*
*Sur le XIXe siècle et les débuts du XXe*
*Sur la Première Guerre mondiale*
*Sur l'entre-deux-guerres*
*Sur la Seconde Guerre mondiale*
*Sur la guerre froide*
*Sur le rôle des femmes*
*Sur la restructuration des services spéciaux à l'Est après 1989-1991*
*Sur la CIA et les services spéciaux américains*
*Sur la DGSE et les services français*
*Sur les SR anglais*
*Sur le Mossad et les services israéliens*
*Sur le renseignement japonais*

*Sur la Chine*
*Sur le renseignement dans la guerre contre le terrorisme depuis septembre 2001*
*Sur les lieux et les musées de l'espionnage*
*Sur l'espionnage au cinéma*

# Index

# Introduction

***L***a guerre n’a pas de fin, et la paix elle-même n’est qu’une autre forme de guerre. Cette formule lapidaire pourrait résumer la philosophie des femmes et hommes de l’ombre qui forment les services secrets.

Certains jours, l’actualité nous submerge : un nouvel attentat sanglant au cœur de l’Europe, un massacre en Afrique, une offensive des Talibans en Afghanistan, un complot terroriste déjoué au Canada, de graves tensions politiques en Turquie, des grèves sans fin dans un pays d’Amérique latine, des dizaines de malheureux morts étouffés dans un camion parce qu’ils cherchaient simplement une vie meilleure. Et un nouvel épisode de la guerre commerciale entre la Chine et le Japon, un énième round de négociations commerciales transatlantiques, un contrat perdu pour une grande entreprise, quelque part en Asie.

À la télévision, les images se mélangent, pour ne plus former qu’un kaléidoscope de couleurs auquel on cherche en vain à donner un sens.

Parfois, un fait, un mot, un visage, retient notre attention. Nous augmentons le son, nous fixons l’écran, nous relisons un passage de l’article. Pendant quelques secondes nous regardons la jeune femme en sang qui pleure, assise sur un trottoir, les vieillards et les enfants épuisés ou les visages satisfaits de ceux qui se proclament « seigneurs du monde », maîtres de la vie et de la mort. Et puis nous passons à autre chose. Et nous oublions. Après tout, c’est la marche du monde tel qu’il est. Et

en pensant ces quelques mots, nous ne réalisons pas vraiment que ce monde est le nôtre.

Les gens du renseignement, eux, savent que ce monde est celui dans lequel ils vivent, que ce monde est en guerre. Et leur rôle est de protéger de cette guerre – qu'elle soit ouverte, larvée, secrète, violente ou commerciale – leur pays et leurs concitoyens.

## *À propos de ce livre*

Toutefois, la profession d'agent secret, puisque c'en est une, est mal comprise, objet de fantasmes et de craintes, et parfois de répulsion, elle intrigue autant qu'elle attire.

Le but de ce livre est donc, simplement, de replacer les choses dans leur contexte, d'expliquer d'où vient le renseignement et comment il s'est développé au point de devenir un monde en lui-même, avec ses codes, sa déontologie, ses méthodes et sa manière propre de gérer l'humain.

Cet ouvrage offre aussi, en survolant 4 000 ans de l'évolution du monde (de plus ou moins 2000 av J.-C. à 2015 après…), une autre vision de notre Histoire (avec un grand H). Car souvent, derrière une bataille perdue ou gagnée, derrière une décision, les hommes et les femmes des services secrets se sont agités. On ne les voit pas, on ne les entend pas, sauf quand l'erreur est au rendez-vous. Mais ils agissent. Et parfois, leur intervention est décisive. Ce livre leur rend justice et leur restitue la place qui est la leur dans l'histoire. Ni au premier plan ni à l'arrière-ban. Dans l'ombre, tout simplement…

## *Les conventions utilisées dans ce livre*

« Tous les mots et expressions étrangers sont écrits en italique. Par exemple, *talent spotter* (« chasseur de talents », chargé de repérer un agent potentiel en vue d'un recrutement). À leur première occurrence dans chaque chapitre, les noms d'organisation sont suivis par leur sigle, et par la suite désignés soit par leur nom complet, soit par leur sigle ou acronyme. »

« De manière générale, c'est la règle française en matière de typographie qui prévaudra pour l'écriture des acronymes (une capitale en début de mot) et des sigles (en capitales). Quant aux noms d'opérations, de programmes ou de projets, ils seront écrits en italique. Par exemple, *AE/LADLE* (sigle d'un agent américain) ou opération *TPAjax* (renversement du Premier ministre Mossadegh en Iran, en 1953, par les Américains et les Britanniques). »

## *Comment ce livre est organisé*

Ce livre compte neuf parties découpées en 53 chapitres, ainsi que des annexes, et suit, de manière générale et pour plus de clarté, un fil chronologique, à l'exception de la septième partie, thématique et consacrée aux femmes et, bien entendu, de la partie des Dix.

### *Première partie : Les origines d'un métier : l'espionnage de l'Antiquité au Moyen Âge*

Dans cette partie, nous assisterons aux balbutiements de l'espionnage, avant que l'on puisse parler de « services secrets », depuis leur origine mythique jusqu'à la fin du Moyen Âge. Nous découvrirons la personnalité et les méthodes de ces aventuriers qui étaient, le plus souvent, liés à leurs princes. Nous verrons également naître une conceptualisation du rôle de l'espionnage, à travers les écrits de grands stratèges et

généraux grecs et romains. Nous comprendrons en quoi l'utilisation systématique et intelligente du renseignement a favorisé les projets de conquête de Jules César ou les invasions « barbares » venues d'Asie centrale ou de Scandinavie qui vont submerger l'Europe dans le haut Moyen Âge.

### *Deuxième partie : Renaissance et Temps modernes : diplomatie italienne, suprématie anglaise et montée en puissance française*

Dans cette deuxième partie, nous verrons l'amateurisme et le désordre qui ont caractérisé l'espionnage jusqu'à la fin du Moyen Âge céder, peu à peu, le pas aux premiers services secrets, qui apparaîtront en Angleterre dès le XVI$^{e}$ siècle, tandis qu'en France Richelieu tente, lui aussi, d'organiser la collecte et l'utilisation du renseignement.

### *Troisième partie : L'espionnage à l'ère des Lumières et au temps des révolutions*

Dans les cinq chapitres de cette partie, nous comprendrons, avec l'exemple malheureux de Louis XV, qu'il ne sert à rien de disposer de l'un des services les plus brillants si l'on n'est pas décidé à mener une politique décidée et réfléchie. Nous assisterons également à la naissance de l'espionnage aux Amériques en examinant la guerre d'indépendance américaine et nous verrons le renseignement mal employé durant la Révolution française, devenir une arme redoutable aux mains de Napoléon.

### *Quatrième partie : Le rôle du renseignement au XIX$^{e}$ siècle et au début du XX$^{e}$ siècle : montée des nationalismes et constitution des empires coloniaux*

Dans cette partie, nous comprendrons comment la suprématie du renseignement allemand a permis à Berlin de vaincre l'Autriche puis, en 1870, la France. Et nous verrons les Britanniques renouer avec une pratique tombée en désuétude quand ils constateront à quel point l'espionnage est nécessaire à un pays occupé à consolider son empire colonial. En France, nous nous intéresserons à l'un des plus terribles scandales qui ait marqué l'histoire des services, l'affaire Dreyfus. Aux États-Unis, nous constaterons le rôle des espions durant la « guerre de Sécession » et en Russie, nous verrons les experts de l'Okhrana tsariste tenter de sauver un régime impérial qui s'achemine vers sa fin.

## *Cinquième partie : Le renseignement de 1914 à 1945*

Cette cinquième partie est fondamentale : les deux guerres mondiales vont être le théâtre d'un affrontement sans merci entre les services secrets des belligérants. C'est surtout entre 1939 et 1945 que l'affrontement prendra un tour nouveau avec, pour la première fois, l'implication massive, aux côtés des services alliés structurés des organisations de résistance en Europe occupée.

Par ailleurs, nous assisterons à la naissance de l'appareil de renseignement soviétique, qui mènera de formidables opérations de recrutement en Grande-Bretagne et ailleurs mais qui sera aussi l'instrument des terribles purges staliniennes des années 1930.

Enfin, après 1945, nous verrons les « alliés d'hier » se livrer une compétition sans merci pour mettre la main sur les armes secrètes et les cerveaux scientifiques du régime nazi, mais aussi pour recruter des espions allemands, pour les assister dans la guerre froide qui s'annonce. Et nous assisterons à la restructuration du renseignement occidental. Aux États-Unis,

enfin, nous verrons naître la CIA, première organisation civile de renseignement.

### *Sixième partie : La guerre froide*

Ces chapitres aborderont les décennies décisives qui, de 1945 à 1991, verront des services de renseignement devenir des acteurs majeurs de la guerre froide. Entre infiltrations, trahisons, opérations spéciales et complots, nous revisiterons les coulisses de cette période durant laquelle, plus d'une fois, le monde se retrouvera au bord d'un nouveau conflit armé.

Nous y suivrons la genèse et les premiers pas d'un nouvel acteur de la guerre secrète, le Mossad israélien, et le rôle des services secrets dans les guerres de décolonisation, au Vietnam, et au Moyen-Orient.

### *Septième partie : Les femmes dans le renseignement*

Les deux chapitres de cette partie thématique sont entièrement consacrés au rôle des femmes dans l'espionnage et les services secrets.

### *Huitième partie : Un monde meurt, un autre naît*

Dans cette partie, nous regarderons les services secrets du bloc soviétique se débattre pour tenter de freiner l'inéluctable fin des régimes, puis après la période de flottement qui suivra la chute du mur de Berlin, nous assisterons à la réorientation du travail des services tout en constatant que certaines choses ne changent jamais. Enfin, nous comprendrons que la guerre antiterroriste qui est désormais le lot quotidien des services secrets est aussi l'un des défis les plus graves qu'ils aient à relever.

### *Neuvième partie : La partie des Dix*

Cette partie a été, pour les auteurs, la plus difficile à écrire, car elle suppose un choix. Et choisir, c'est d'abord éliminer. Que privilégier dans les milliers de romans, films, séries télévisées et documentaires consacrés à l'espionnage et aux services secrets ? Nous serons donc ici dans le domaine du subjectif le plus affirmé, mais nous l'assumons.

### *Annexes*

Dans les annexes, une bibliographie non exhaustive mais très complète vous aidera à aller plus loin dans la découverte de ce fascinant univers de l'ombre et un index sera l'outil indispensable vous permettant d'aller « pêcher » l'anecdote ou le nom qui vous intéresse.

## *Les icônes utilisées dans cet ouvrage*

Des icônes placées dans la marge tout au long de ce livre vous aideront à repérer le type d'informations proposées. Elles orientent votre lecture au gré de vos envies ou vous aident à revenir sur tel ou tel point précis. En voici la liste.

Cette icône signale une histoire vraie, un fait curieux ou une « petite histoire » en marge de la Grande.

Signale un élément que vous devez connaître pour comprendre une opération ou un pan de l'histoire du renseignement.

Ce symbole vous prévient qu'un fait est l'objet d'une polémique ou que sa signification exacte, voire sa réalité, demeure encore l'objet de controverses.

Signale un tournant dans l'histoire d'un service ou dans le déroulé d'une opération secrète.

Cette icône souligne une histoire ou une explication à retenir, car elle permet de mieux comprendre le monde des services secrets.

Introduit une information le plus souvent méconnue.

Ce symbole permet de repérer des informations sur la biographie ou la psychologie d'un acteur de la guerre secrète.

Cette icône signale une explication sur une méthode ou un usage en cours dans les services secrets.

Cette icône …

## *Et maintenant, par où commencer ?*

Nous prônons, en ce domaine, la liberté la plus totale. Le lecteur peut donc choisir de suivre le fil chronologique de manière à découvrir progressivement comment sont nés et se sont développés les services secrets, mais il peut également se concentrer sur les périodes qui l'intéressent le plus.

De manière générale, chaque partie peut être lue indépendamment des autres.

# Première partie

# Les origines d'un métier : l'espionnage de l'Antiquité au Moyen Âge

***Dans cette partie***

***D***ans cette partie, nous assisterons aux balbutiements de l'espionnage, avant que l'on puisse parler de « services secrets », depuis leur origine mythique jusqu'à la fin du Moyen Âge. Nous découvrirons la personnalité et les méthodes de ces aventuriers qui étaient, le plus souvent, liés à leurs princes.

Nous verrons également naître une conceptualisation du rôle de l'espionnage, à travers les écrits de grands stratèges et généraux grecs et romains. Nous comprendrons en quoi l'utilisation systématique et intelligente du renseignement a favorisé les projets de conquête de Jules César ou les invasions « barbares » venues d'Asie centrale ou de Scandinavie qui vont submerger l'Europe dans le haut Moyen Âge.

# Chapitre 1

# Orient ancien : balbutiements, expansion des empires, complots et autres luttes de pouvoir

***Dans ce chapitre :***

- Des espions personnellement liés aux princes
- Importance du renseignement militaire
- Des « polices politiques » avant la lettre
- L'information le plus vite possible

***L'***art de l'espionnage, puisqu'il s'agit manifestement d'un art et non d'une science, est indissociable de l'art de la guerre. Et la guerre, comme les autres formes de violence sociale, est apparue sur terre avec l'homme. Il y a 2,5 millions d'années, les hominidés ne produisaient pas leur nourriture mais vivaient « sur le pays » qui accueillait leur communauté. On se battait sans doute pour s'assurer le contrôle d'un plus grand territoire de chasse, pour prendre possession d'une grotte mieux protégée et, probablement, pour capturer des femmes.

À un moment donné, entre 750000 avant Jésus-Christ et 350000 avant Jésus-Christ selon les régions, l'*Homo erectus* a

domestiqué le feu et a commencé à produire des outils (et des armes) plus perfectionnés. Le combat devait alors permettre de voler une « technologie » plus avancée.

## *Des origines obscures*

Avec le néolithique (10000 av. J.-C.), l'homme commence à se sédentariser. Il se tourne vers une économie de production, pratique l'agriculture et l'élevage, construit les premiers villages et commence à commercer, ce qui implique de se déplacer et d'inventer la monnaie. Peu à peu des tribus vont se fédérer et créer des nations.

Une plaisanterie éculée dans les milieux du renseignement consiste à dire que c'est l'espionnage et non la prostitution qui serait le « plus vieux métier du monde » : pour avoir recours aux services d'une prostituée, ne fallait-il pas savoir où la trouver ?

Peu à peu, la guerre est devenue non seulement un moyen permettant de vivre mieux, mais aussi une fin en soi. Investis de responsabilités de plus en plus importantes, les hommes de guerre peuvent se consacrer entièrement à leur art : ils inventent des armes, mais imaginent aussi des tactiques, d'abord inspirées des souvenirs des grandes chasses, avant de penser à de véritables stratégies. Or, tactiques et stratégies nécessitent, avant toute chose, une juste évaluation des réalités, donc une connaissance approfondie de ses propres forces et faiblesses, de celles de l'adversaire et des avantages ou des inconvénients qui résulteraient pour les uns et les autres du choix de tel ou tel terrain de bataille.

## *Des marginaux aimés de leurs princes !*

Quoi qu'il en soit, il faut attendre l'apparition de l'écriture pour pouvoir observer l'existence et le développement de l'espionnage. Et encore, cette observation ne peut être, par la force des choses, qu'extrêmement superficielle et parcellaire. L'espionnage étant, par définition, secret, on a peu écrit à son sujet et peu archivé.

## Dieu aime les espions !

Pour retrouver l'origine mythique de l'espionnage, un détour par la Bible s'impose.

En 1490 avant Jésus-Christ, Moïse conduit 600 000 Hébreux hors d'Égypte pour gagner la Terre promise. Après quarante années d'errance dans le désert, les exilés arrivent donc en vue de cette terre de Canaan, promise par Dieu à Abraham. Le prophète, prudent, décide de mener une opération de reconnaissance afin d'en évaluer les richesses et d'en sonder les dangers. Il convoque ses hommes de confiance, à savoir ses 12 chefs de tribu, qui deviendront ainsi ses meilleurs agents. « Vous verrez le pays, ce qu'il est et le peuple qui l'habite, s'il est fort ou faible, s'il est en petit ou en grand nombre ; ce qu'est le pays où il habite, s'il est bon ou mauvais ; ce que sont les villes où il habite, si elles sont ouvertes ou fortifiées ; ce qu'est le terrain, s'il est gras ou maigre, s'il y a des arbres ou s'il n'y en a point. »

Sur ordre de Moïse, les espions de Canaan voyagent séparément, afin d'éviter qu'en cas d'incident ils ne soient tous démasqués en même temps. À leur retour, leurs récits sont partiellement contradictoires : certains, après avoir décrit le pays qu'ils viennent

d’explorer, concluent : « Nous ne pouvons pas monter contre ce peuple, car il est plus fort que nous. » Seuls Josué, fils de Nun, et Caleb, fils de Jephunné, disent : « Le pays que nous avons parcouru, pour l’explorer, est un pays très bon, excellent. Si l’Éternel nous est favorable, il nous mènera dans ce pays et nous le donnera… » …

Après la mort de Moïse, Josué lui succède, avec pour tâche de conduire les Hébreux à Canaan. À son tour, il fait partir secrètement deux espions en leur disant : « Allez examiner le pays et en particulier Jéricho. »

Les deux agents partent donc et trouvent à se loger chez une prostituée du nom de Rahab. Mais déjà, l’ennemi est sur leurs traces : « On dit au roi de Jéricho : voici, des hommes d’entre les enfants d’Israël sont arrivés ici cette nuit pour explorer le pays. » Les deux envoyés de Josué seront sauvés par Rahab, qui les cache sur son toit et affirme à la patrouille venue pour les arrêter qu’elle ignorait à qui elle avait affaire et que les deux hommes l’ont, de toute façon, déjà quittée.

Ce récit, vieux de plusieurs milliers d’années, nous offre une saisissante description d’une mission d’espionnage !

Ce que l’on devine, à la lecture des quelques textes, c’est que, très majoritairement, les premiers espions devaient être des individus isolés. Courtisans, aventuriers, marginaux, ils jouissaient de la proximité du prince. Et c’est à lui et à lui seul qu’ils en rendaient compte.

Fort peu d’auteurs se sont penchés sur la « préhistoire » des services secrets. Le meilleur d’entre eux était sans doute

Francis Dvornik, un historien britannique. Encore fut-il puissamment motivé par un véritable « seigneur » de l'action secrète, William J. Donovan, le fondateur de l'OSS américaine de la Seconde Guerre mondiale. En 1948, *Wild* Bill Donovan visita Harvard. À la recherche d'un collaborateur, Donovan fut présenté à Dvornik, professeur invité qui enseignait alors la philosophie politique de l'Orient ancien, de Rome et de Byzance à Trinity College, à Cambridge. Ni l'Orient ancien ni le monde romain ou Byzance, pas plus que les principautés russes de Kiev et de Moscovie, la Mongolie ou la Chine n'échappèrent à son insatiable curiosité. Peu à peu, il en vint à se convaincre que la longue survie de ces empires était due, entre autres, à l'organisation de services de renseignement efficaces. De ces trente années de travail est né un livre unique et passionnant, aujourd'hui indispensable : *Origins of Intelligence Services*.

## *L'espionnage ? Une affaire militaire !*

L'objectif des premiers espions semble assez évident : il s'agit, avant toute chose, de trouver des informations de type militaire qui permettront à un général de remporter la victoire ou de limiter ses pertes.

Mais le vocable « renseignement militaire » doit sans doute déjà, ici, être compris dans un sens large. Toute bribe de renseignement sur les effectifs ennemis, leur équipement ou la présence de machines de guerre dans l'armée adverse sera la bienvenue. Mais, à des époques où les déplacements ne sont l'apanage que de quelques marchands aventureux, beaucoup de choses peuvent entrer dans la sphère du « renseignement militaire ».

À commencer par de simples données géographiques ou cartographiques. Il est vital pour tout général en campagne de

disposer d'informations fiables sur les cols permettant de passer des montagnes, sur la présence de récifs le long des côtes ou de gués dans les rivières, sur la distance à couvrir pour gagner une ville, sur l'existence de forêts permettant de l'approcher à couvert. Chacune de ces informations peut décider du sort d'une expédition et même de celui d'une armée.

## *Le Moyen-Orient : creuset des civilisations et… de l'espionnage*

Vers 3000 avant Jésus-Christ, la civilisation est, pour l'essentiel, concentrée le long des rives orientales de la Méditerranée : sur une partie des territoires de ce qui est aujourd'hui la Turquie, l'Irak, la Syrie et le Liban, s'affrontent de petites dynasties locales qui règnent sur les villes de Sumer, Akkad, Uruk, Ur, Larsa ou Lagash. C'est dans ce contexte qu'émerge l'empire babylonien créé en 1750 par Hammourabi. Il se heurte rapidement à la grande puissance régionale de l'époque : le royaume hittite formé par les principales cités anatoliennes.

Dès l'apparition des premiers empires orientaux, l'espionnage a dû jouer un rôle dans l'affirmation de leur puissance militaire, mais aucune indication ne permet de savoir à quel point le renseignement était développé dans les empires.

## *Les espions du pharaon*

C'est en Égypte que nous découvrirons les premiers témoignages d'une activité de renseignement massive et organisée.

Il faudra attendre la 18$^{e}$ dynastie (1550-1298) pour voir apparaître le premier empire égyptien unifié et libéré de toute occupation étrangère. Pour maintenir leur pouvoir, les pharaons

s’appuient sur les populations locales, souvent traitées avec clémence et que visitent régulièrement les « messagers royaux ». Si les pharaons ne semblent avoir aucune crainte à nourrir du côté de la mer Égée et des îles grecques, il n’en va pas de même de la Syrie, de la Palestine, de la Mésopotamie et, dans le sud, de la Nubie : de nombreuses fortifications ont donc été dressées sur les frontières de l’est et du sud de l’empire.

Les pharaons Touthmôsis II et Aménophis III étaient informés en temps réel des complots qui se tramaient en Nubie ; quant à Aménophis II, ce sont des informateurs recrutés parmi la population des villes soumises en Asie Mineure qui le feront prévenir d’un complot visant à chasser l’infanterie égyptienne.

Aux confins de la Palestine, sous le règne de Méneptah (XIII$^{e}$ siècle et 19$^{e}$ dynastie), chaque mois, c’est probablement plusieurs rapports que chaque garnison des frontières transmettait à la cour de Thèbes.

Mais il semble malgré tout que celui qui était chargé de collationner les informations des agents était, le plus souvent, un homme seul, qu’il fut général ou prince, lié à son maître par une relation de grande confiance. La notion de service secret, c’est-à-dire le fait de voir un certain nombre d’hommes se destiner, par spécialisation, à la récolte du renseignement et à son traitement dans le cadre d’une structure spécifique, était encore pratiquement inexistante, même si elle se dessinait parfois. L’espion originel faisait donc surtout figure d’aventurier.

Mais dans les siècles qui suivent, les pharaons vont laisser dépérir cet embryon de « culture du renseignement ». Ce sera particulièrement vrai d’Aménophis IV. Il négligera totalement la politique extérieure. Ce n’est donc pas un hasard si son règne, d’une vingtaine d’années, coïncide avec la montée en puissance des Hittites, redoutables guerriers venus de

l’Anatolie centrale, qui, eux, connaissaient la valeur de l’espionnage.

## *Ramsès II (1298-1232) et la bataille de Qadesh : renseignement militaire et intoxication*

Un demi-siècle après Akhenaton, c’est à Ramsès II que reviendra le mérite de battre les Hittites.

C’est vers 1274 avant Jésus-Christ que les deux armées s’affrontent sous les murailles de la ville syrienne de Qadesh (appelée aujourd’hui Tell Nebi Mend). Les forces en présence sont importantes, puisque, nous disent les textes : « Lorsque Sa Majesté atteignit cette cité, le misérable vaincu de Khéta y était arrivé, après avoir rassemblé depuis les extrémités de la mer jusqu’au pays de Khéta, tous les pays qui vinrent ensemble. »

La bataille commence mal pour les Égyptiens : par ruse et, sans doute, par un travail de contre-espionnage particulièrement bien mené, les Hittites sont parvenus à aveugler les Égyptiens, dont les éclaireurs et les espions ne seront, dans un premier temps, pas capables de suivre les mouvements de l’armée confédérée : les officiers égyptiens sont donc persuadés que les forces ennemies sont encore loin au nord, alors que celles-ci sont déjà prêtes à fondre sur l’armée de Pharaon.

Les débuts du combat sont incertains : le roi hittite, qui fédère la coalition rassemblée contre l’Égypte, attaque l’armée du pharaon, dont une partie est encore en marche. C’est Ramsès II lui-même qui, par sa valeur personnelle et son courage, va rassembler son armée et prendre sa tête sur un char de combat tiré par ses deux coursiers, Victoire-dans-Thèbes et Mout-est-Satisfaite. Il finira par remporter la victoire qui assurera une longue paix à son empire.

Outre la faiblesse du renseignement égyptien, l'état-major a été l'objet d'une intelligente manœuvre d'intoxication. Au premier jour des combats, deux Bédouins se sont en effet présentés au camp royal : « Nos frères, expliquent-ils, chefs de notre tribu, sont dans l'armée coalisée, mais ils veulent faire leur soumission à Pharaon et rompre avec la coalition. » « Ils avaient menti », continue le chroniqueur, qui nous apprend que leurs maîtres « les avaient envoyés pour découvrir où était Sa Majesté, de manière à ce que l'armée de Sa Majesté ne puisse les prendre par surprise ». Mais cette mission semble subsidiaire comparée à l'opération d'intoxication à laquelle les deux émissaires se livrent en faisant croire au pharaon que la coalition est sur le point de se disloquer et que le chef de celle-ci se trouve encore loin de Qadesh. Les Égyptiens n'auraient donc rien à craindre. Il s'en faut de peu que la manœuvre réussisse : Ramsès II croit au mensonge et se contente d'envoyer en avant une seule division pour investir la ville rebelle, les trois autres divisions restant à l'arrière, où elles font lentement mouvement.

Ramsès II n'est pas un grand chef de guerre pour rien. Lui aussi a ses agents : « Deux espions qui étaient au service de Sa Majesté arrivèrent, amenant avec eux deux espions ennemis. Soumis à la question, ils avouent rapidement que l'armée ennemie dans son ensemble est massée derrière Qadesh. Mais il est trop tard : les Hittites passent à l'attaque. Seule la valeur de Ramsès II pourra lui assurer la victoire : le renseignement a bien été recueilli, mais beaucoup trop tard pour être d'une quelconque utilité.

Les pharaons disposent donc d'espions dont les informations, acheminées à temps et correctement interprétées, peuvent modifier le cours des batailles. Mais ils possèdent aussi, dans l'ombre, des hommes qui, à mi-chemin entre la haute police et le contre-espionnage, se dévouent à défendre la sécurité intérieure de l'empire.

## *Les yeux et les oreilles du roi*

Ainsi, à la Cour, un haut fonctionnaire connu comme « les yeux et les oreilles du roi » est chargé des enquêtes délicates et des affaires de sécurité. Il est probable, mais rien n'est certain, que ce conseiller de l'ombre était choisi parmi les juges ou les prêtres. Son pouvoir devait sans doute être sans limite.

C'est ce fonctionnaire qui portera à la connaissance de Ramsès III (1198-1168) l'affaire de la « conspiration du grand harem ». L'une des épouses de Ramsès III complote pour que son fils accède au trône, soutenue par d'autres épouses et par les officiers, les gardes et les serviteurs des « appartements des femmes ».

Le complot est sérieux puisque des officiers commandant les troupes égyptiennes stationnées en Éthiopie ont été convaincus de faire mouvement contre le pharaon. La sœur du commandant en chef de ce corps expéditionnaire, pensionnaire du harem, a gagné son frère à la conjuration. Mais trop de gens sont déjà impliqués dans l'opération et les fidèles de Ramsès III veillent. Un matin, tous les comploteurs sont arrêtés.

Ramsès III nomme alors une cour martiale spéciale, formée de 12 fonctionnaires au-dessus de tout soupçon. Mais le roi se méfie de toute publicité qui pourrait être donnée à cette machination et ses ordres sont clairs : « Ceux qui doivent mourir, vous les ferez mourir par leur propre main, sans m'en prévenir. De même, vous punirez les autres sans que j'aie à le savoir. » Le plus grand secret sera donc de rigueur. À tel point que les papyrus qui nous sont parvenus ne désignent la plupart des coupables que par des pseudonymes. Ces précautions sont nécessaires : le pouvoir royal est menacé de toutes parts et ne peut faire montre d'aucune faiblesse. Mais rien n'empêchera, à terme, l'inéluctable décadence de l'empire…

# *Espionnage et contre-espionnage au temps des Assyriens*

La défaite des Hittites ne permet pas aux Égyptiens de gagner la guerre : après une vingtaine d'années de lutte, les deux empires signeront une paix qui ne sera que le constat d'un nouvel équilibre politique régional. Mais une nouvelle puissance émerge déjà : celle de Babylone et des Assyriens. Manifestement, ces derniers ont beaucoup appris de l'histoire de leurs voisins, et leur premier grand roi, Tiglath-Pileser I$^{er}$ (1116-1078), a retenu qu'il est de toute première importance de disposer d'un réseau routier digne de ce nom. Les routes construites par les Assyriens permettent non seulement le bon acheminement des troupes, mais aussi la rapidité de la remontée du renseignement.

Par une inscription conservée sur une stèle, nous savons que, pour parcourir les 200 km qui séparaient Larsa, en basse Mésopotamie, de Babylone, un messager ne mettait pas plus de deux jours. Le rôle des messagers royaux est d'ailleurs tellement important qu'ils ont rang d'officier. Quant aux nouvelles concernant des mouvements de troupes ou des tentatives de sédition, elles arrivent peut-être encore plus vite à la Cour puisque certains éléments font penser aux spécialistes qu'un système permettant de transmettre, de tour en tour sur de très longues distances, des messages par signaux de feu avait été mis sur pied. Un télégraphe primitif, en quelque sorte.

L'historien Francis Dvornik croit pouvoir affirmer que « les services secrets assyriens étaient tout spécialement présents en Arménie, et nous pouvons déduire des rapports envoyés au roi Sargon que les agents assyriens étaient informés de chaque mouvement effectué par le roi. Ils pouvaient ainsi rapporter que le roi récompensait les déserteurs assyriens en leur offrant des terres ». Et lorsque le même Sargon est averti par son fils d'une importante défaite subie par les Arméniens, celui-ci peut se

payer le luxe de préciser que l'information est absolument certaine, celle-ci ayant été confirmée par trois sources indépendantes approchées par ses espions ! Une preuve que l'appareil de renseignement assyrien était fortement développé.

Les agents assyriens pratiquent avec bonheur non seulement le renseignement offensif, mais aussi le contre-espionnage : plusieurs messages mettant en garde tel ou tel roi contre un visiteur étranger susceptible de l'approcher pour le désinformer en témoignent. Enfin, toute suspicion de déloyauté entraînait l'ouverture d'une enquête immédiate diligentée par des messagers royaux spécialement désignés.

Collecte du renseignement politique et militaire à l'étranger, contre-espionnage « offensif », surveillance intérieure, efforts de propagande et de désinformation ennemis, protection des secrets de l'empire et perfectionnement de moyens de transmission : le service de renseignement assyrien semble bien avoir été la première organisation d'une ampleur certaine totalement dévolue à l'espionnage et au contre-espionnage.

Les Perses, qui prendront bientôt la relève des Assyriens, n'allaient pas être en reste.

## *L'Empire perse, un État conquérant*

Les grands personnages de l'histoire perse sont évidemment Cyrus et Darius : le second complétera les conquêtes du premier et se retrouvera à la tête d'un immense empire qui va des rives de la Méditerranée au Cachemire et du Caucase au fleuve Euphrate et au golfe Persique.

Pour gouverner jusqu'aux terres les plus reculées de l'empire, Darius divise celui-ci en 20 grandes provinces, les satrapies, à la tête desquelles il nomme des gouverneurs (les satrapes)

assistés par des conseils formés de colons perses. Pour s'assurer du bon fonctionnement de l'Administration, Darius entretient une organisation qui lui est directement rattachée et dont le chef est appelé *l'Œil du roi*.

Outre de nombreux informateurs et agents, *l'Œil du roi* – en fait, il doit y en avoir plusieurs – pratique lui-même, tous les ans, une tournée des provinces, accompagné d'une petite armée pour, dit Xénophon, « venir en aide à tout satrape ayant besoin d'aide, corriger tout excès, réparer toute négligence dans une perception de tribut, dans la protection des habitants… »

## Le bureau spécial des satrapes

Grâce à l'historien grec Xénophon (430-355), nous savons beaucoup de choses sur la manière dont fonctionne ce « bureau spécial » de la Cour. Ainsi, c'est en récompensant largement ceux qui se confient à lui, que Cyrus, puis Darius ont développé un service qui les tient tellement bien informés qu'on avait coutume de dire que le roi avait des yeux et des oreilles partout… D'autant que, comme les Assyriens, les Perses ont parfaitement compris l'importance d'un service postal bien organisé pour faire voyager l'information d'un bout à l'autre d'un empire qui, dans sa plus grande longueur, s'étale sur plus de 5 000 km. Et chez les Perses comme chez les Assyriens, les messagers royaux peuvent, indistinctement, se charger du courrier ou accomplir des missions plus secrètes. Mais les distances qui séparent la capitale de chacun des points les plus extrêmes de l'empire obligent Cyrus et Darius à adopter et à améliorer le système de signaux par feux inventé quelques siècles plus tôt à Babylone. Selon

des auteurs grecs, ce système est tellement perfectionné que le roi reçoit le jour même les nouvelles importantes de ce qui s'est passé aux marches de l'empire. Une nouvelle fois, organisation postale et service de renseignement sont fortement imbriqués.

Ayant construit une puissante armée, Cyrus, le fondateur de la dynastie, multiplie les démarches diplomatiques, au besoin secrètes. Ainsi, lorsqu'il se voit contraint d'affronter Crésus, le roi de Lydie, réputé pour sa richesse et sa puissance, il commence par envoyer des émissaires auprès des alliés de son adversaire pour les convaincre de ne pas prendre part au conflit qui s'annonce. Peine perdue, d'ailleurs. Plus tard, Darius se verra accuser par Alexandre le Grand d'acheter les Spartiates et d'autres Grecs pour leur faire déserter le camp hellénique : encore la « diplomatie secrète ».

## La ruse de Zopyre

L'un des plus anciens espions dont le nom soit parvenu jusqu'à nous est sans doute le Perse Zopyre. La conquête du trône de Perse, en 521 avant Jésus-Christ, par Darius I$^{er}$, avait été suivie d'une longue année d'instabilité, marquée par les révoltes de nombreuses villes, dont Babylone. Après moult péripéties, l'armée du roi vient donc mettre le siège devant l'orgueilleuse cité, qui dispose alors d'une double enceinte dont les murs sont séparés par plus de 7 m et renforcés par des tours.

C’est alors qu’un officier de l’empereur, Zopyre – le fils de Megabyze, l’un des plus proches amis de Darius – , a une idée lumineuse : entrer dans la ville, se faire passer pour un allié des rebelles et les inciter à commettre une erreur fatale. Mais, les Babyloniens, qui ont déjà derrière eux une très longue tradition de révoltes. Capter leur confiance pourrait donc s’avérer plus difficile que prévu.

Zopyre a une deuxième idée. Un matin, il se présente devant son roi, le nez et les oreilles coupés, le corps déchiré de coups de fouet, tenant à peine sur ses pieds. Horrifié, Darius exige de savoir qui a osé porter la main sur le fils d’un de ses intimes. Imperturbable, Zopyre lâche : « Je suis le seul coupable », et il expose son plan…

Le lendemain, il se traîne jusqu’aux murailles de la ville et s’en fait ouvrir les portes. Dès qu’il est en mesure de parler, il raconte sa terrifiante histoire : fatigué de cette guerre et de son roi, il a voulu quitter l’armée. Darius l’a alors fait arrêter et l’a livré à ses bourreaux. Rien d’étonnant à ce que ce jeune homme déteste désormais le roi et cherche à s’en venger par tous les moyens. Circonspects, les Babyloniens lui confient, pour le mettre à l’épreuve, un premier commandement : Zopyre accumule les succès, battant à trois reprises des troupes royales pourtant supérieures en nombre.

Les nouveaux maîtres du jeune officier sont ravis. Comment, les pauvres, auraient-ils pu s’imaginer un seul instant que ces victoires ne sont que le fruit de l’accord secret intervenu entre Darius et Zopyre ? Le roi n’a délégué à ces combats que des régiments de

peu de valeur militaire, et les hommes n'y étaient équipés que de simples épées…

Impressionnés, les Babyloniens nomment Zopyre commandant en chef de leur armée.

Quelques jours plus tard, à la faveur d'un assaut de Darius, le nouveau défenseur de Babylone livre aux troupes royales deux portes mal surveillées de la cité. Zopyre reçoit, en récompense de son dévouement, le gouvernement de la ville et l'assurance qu'il n'aurait jamais à payer de tribut…

## *La surveillance intérieure élevée au niveau d'un art*

Les ruses déployées par ceux qui veulent garder leur correspondance secrète permettent de juger de l'efficacité de ce contrôle permanent. Pour faire parvenir une lettre à Cyrus et être absolument certain qu'il sera seul à la lire, un chef mède fait tuer un lapin, l'éventre, cache dans ses entrailles la lettre, fait recoudre la bête et la confie à son serviteur le plus sûr, à charge pour lui d'aller l'offrir au roi et de lui conseiller, de vive voix, de le découper de sa propre main, une fois qu'il sera seul. Hystiée, l'oncle d'Aristagoras, le tyran de la ville de Milet, en Asie Mineure, qui veut pousser son neveu à la révolte, convoque son plus fidèle esclave, lui rase la tête, écrit sur son crâne les consignes qu'il destine à son parent et, une fois que les cheveux de l'esclave ont repoussé, l'envoie à Milet, à charge pour lui de demander à Aristagoras de lui raser les cheveux et d'examiner son crâne.

Mais ni l'espionnage ni une surveillance interne de tous les instants qui évoque assez un État policier ne peuvent rien contre la marche des choses. Les empires orientaux vont

s’effacer. Avec la Grèce et Rome, c’est l’Europe qui va désormais entrer dans l’histoire et la dominer pour une vingtaine de siècles.

# Chapitre 2

# La Grèce classique n’a que faire du renseignement

***Dans ce chapitre :***

- Primauté au combat et au courage, pas au renseignement
- Un goût pour la « ruse de guerre »
- La *krypteia*, une police politique contre les esclaves

***I***l faut être clair : la Grèce classique puis Rome, qui succéderont aux puissances orientales dans la gestion du monde méditerranéen, ne s’intéressaient que très médiocrement à l’espionnage.

Pendant plusieurs siècles, le renseignement sera purement et simplement ignoré ou, dans le meilleur des cas, limité à une simple reconnaissance de terrain et à une collecte du renseignement militaire purement opérationnel, parfois mal organisée et mal interprétée.

Si l’on excepte quelques cas isolés, il faudra, en fait, attendre la conquête des Gaules par Jules César pour rencontrer un chef de guerre qui attache une importance réelle à l’espionnage et l’organise sur une base systématique.

# *C’est la faute à l’infanterie !*

L’histoire grecque a beau être une longue suite de conflits causés par la rivalité entre les innombrables cités-États, la stratégie y est sommaire. Le trait le plus caractéristique de la guerre menée par les généraux grecs est un primat absolu accordé à l’infanterie lourde, à l’endurance du guerrier et à son courage physique.

## *Et hop ! Les hoplites entrent en scène…*

Le hoplite, soldat symbole de la guerre grecque, est un fantassin lourdement armé – cuirasse, casque, bouclier, jambières, longue lance pouvant atteindre 2,50 m et courte épée – qui ne manœuvre jamais seul. La troupe s’avance au pas cadencé, les hommes serrés les uns contre les autres sur une dizaine de rangs de profondeur, et c’est la poussée continue de cette masse impressionnante sur la formation adverse, équipée et disposée à l’identique, qui va déterminer la victoire. Les plus puissants, les plus lourds feront reculer les plus faibles. Même l’innovation de la « phalange macédonienne », au IV$^{e}$ siècle avant Jésus-Christ, n’est rien d’autre qu’une adaptation des règles du combat hoplitique, auquel elle donne encore plus de force : la profondeur est plus importante et peut aller jusqu’à une trentaine de rangs, et la lance voit, en conséquence, sa longueur triplée.

Ce type de combat qui privilégie l’esprit de corps, la lourdeur de l’équipement et la force pure laisse évidemment peu de place à l’initiative individuelle et à l’imagination, indissociables de la pratique du renseignement.

Sauf exception, un bon hoplite ne pourra jamais faire un bon espion. Et, du reste, le renseignement lui-même devient moins important puisque le jugement final se fera sur le champ de bataille par l’affrontement de deux masses.

## *Quand l’intoxication règne*

Pour autant, les « méthodes spéciales » – telles que l’intoxication et la désinformation (ce que les Anglo-Saxons baptiseront 2 000 ans plus tard *deception*), la guérilla – et autres ruses de guerre sont loin d’être inconnues des stratèges et généraux grecs. Ces méthodes, l’historien britannique de la guerre, Liddell Hart, les a résumées d’une phrase courte et lumineuse : « En stratégie, le chemin apparemment le plus long parce que le plus détourné se révèle souvent comme étant le plus court pour atteindre le but. »

### Salamine, un triomphe de la désinformation

Durant les guerres médiques (qui, pendant la première moitié du V$^{e}$ siècle av. J.-C., opposent les Grecs à l’Empire perse), Thémistocle fait parvenir, en 480, à Xerxès, souverain perse, des informations lui permettant de croire que la flotte grecque est prête à passer à l’ennemi. Mise en confiance, la marine perse s’aventure alors dans des passes étroites où l’impossibilité de manœuvrer lui ôte l’avantage décisif qui découle de sa supériorité numérique – 500 navires perses, très lourds, contre 380 galères grecques : à Salamine, les Perses sont écrasés. Cette ruse de guerre, petit chef-d’œuvre d’intoxication, ne peut réussir que parce que la désinformation est crédible : par ses propres espions, Xerxès sait que la coalition grecque est divisée et la défection de la marine lui semble donc plausible. D’autant que ses récentes victoires ont acculé les Grecs à une position désespérée. C’est l’un des axiomes de la guerre

secrète : il ne suffit pas de posséder l'information (en l'occurrence : « Les Grecs sont divisés »), encore faut-il l'interpréter correctement.

Pour s'être trompé dans son analyse et, en définitive, pour avoir cru ce qu'il voulait croire, Xerxès a perdu sa flotte et a dû renoncer à ses ambitions. Mais la victoire de Salamine n'est pas due qu'à la seule intoxication : celle-ci n'aurait été d'aucun secours si les trières grecques n'avaient pas été plus stables et plus faciles à manœuvrer que les navires perses.

Près de huit décennies plus tard, durant la guerre du Péloponnèse, affrontement qui, de 431 à 404 avant Jésus-Christ, a opposé l'empire athénien à la Ligue du Péloponnèse emmenée par Sparte, c'est à nouveau une manœuvre d'intoxication qui décidera du sort de la flotte athénienne. L'amiral spartiate Lysandre surprend et déroute les Athéniens par les brusques changements de direction de ses bateaux, ce qui semble impliquer qu'il est indécis, puis, s'embusque sur le trajet que doivent suivre les convois qui ravitaillent Athènes en grain. Les Athéniens envoient 180 navires pour protéger ces convois. Mais Lysandre fuit le combat et multiplie les manœuvres erratiques. Convaincus de sa faiblesse, les Athéniens ne jugent pas utile de s'abriter dans les ports de la côte et jettent l'ancre à portée des Spartiates pour permettre aux équipages de descendre à terre pour aller au ravitaillement. Une fois les bateaux athéniens dégarnis, Lysandre attaque et, en quelques heures, capture l'ensemble de la flotte de guerre athénienne, mettant ainsi fin à vingt-sept ans de guerre ininterrompue.

## *L’espionnage vu par les stratèges grecs*

Les Grecs s’intéressent également au développement de la poliorcétique (art d’assiéger les villes) et à la logistique (approvisionnement des troupes). Mais le renseignement reste le parent pauvre de la pensée militaire.

Le renseignement pratiqué par les Grecs sera souvent tactique, « de terrain ». Ainsi, les Athéniens utilisent des *péripolos*, sorte de voltigeurs jouant le rôle d’éclaireurs aux confins des régions qu’ils contrôlent.

Certains stratèges, pourtant, se sont penchés sur la question du renseignement. Relatant les conditions de la chute de la ville de Chios (le principal marché d’esclaves de la Grèce antique), aux mains des Perses en 494 avant Jésus-Christ, Énée le Tacticien décrit dans son traité *La Tactique et le Siège des villes* l’importance de la conspiration comme technique de guerre spéciale : « Au moment de la trahison qui allait livrer Chios, l’un des magistrats qui faisait partie des traîtres et qui trompait ses collègues, les amena à son avis en disant que, puisqu’on était en période de paix, il fallait mettre à sécher sur la terre ferme la chaîne du port, puis la passer au goudron, vendre les vieux agrès des navires, remettre en état les parties délabrées des hangars à bateaux, le dépôt attenant et la tour, où résidaient les magistrats, attenante au dépôt, afin d’avoir un prétexte pour procurer des échelles aux soldats qui devaient occuper les hangars, le dépôt et la tour. Il conseilla même, encore, de licencier la majorité des hommes de la garnison, afin qu’à partir de ce moment la dépense soit réduite au minimum pour la ville. Par d’autres remarques de même nature, il amena ses collègues aux mesures qui, précisément, devaient aider les traîtres et les assaillants à prendre la place. »

Dans *L’Hipparque*, Xénophon (426-354 av. J.-C.) insiste lui aussi sur l’importance de l’espionnage.

Jeune soldat engagé aux côtés des mercenaires grecs qui soutenaient la cause de Cyrus le Jeune, qui voulait ravir la couronne de Perse à son frère aîné, il fut choisi comme chef par ses camarades après le massacre de leurs généraux. Il les guidera sur des milliers de kilomètres, en territoire hostile, pour les ramener en Grèce, dans ce qui sera connu comme la « retraite des Dix Mille ».

Non seulement il faut, aux yeux de Xénophon, disposer en avant de ses troupes des éclaireurs (« car il est utile, soit pour attaquer, soit pour se garder, de découvrir l'ennemi d'aussi loin que possible »), mais encore, et surtout, chaque offensive doit être soigneusement préparée : « Il convient que le commandant prenne la peine, pendant la paix, de se familiariser à la fois avec le pays ennemi et le pays ami. »

Enfin, « il faut encore se préoccuper, avant la guerre, d'avoir à son service des espions dans les États neutres et parmi les marchands. Il ne faut toutefois jamais, sur la foi de ces espions, négliger de se garder… »

## Énée et Xénophon, deux stratèges grecs

Énée le Tacticien est l'un des premiers stratèges grecs connus. S'il s'intéresse essentiellement, comme l'indique le titre de son œuvre, à l'art du siège des villes et de leur protection, Énée ne néglige pas les aspects psychologiques de la guerre et l'importance des approches indirectes : espionnage, défections suscitées ou trahisons. Il se préoccupe également de la surveillance intérieure des villes et préconise, par

exemple, le contrôle systématique de l'identité des étrangers qui y séjournent.

Un siècle après Énée, Xénophon (426-355 av. J.-C.), issu d'une famille patricienne et élève de Socrate, participe, comme mercenaire, à l'expédition des Dix Mille recrutés par le prince perse Cyrus. Passé au service de Sparte, il combat contre sa propre cité, dont il est alors exilé. Il consacrera ces années d'éloignement à rédiger de nombreux traités historiques – dont *L'Anabase*, récit de la retraite des Dix Mille – et tactiques – , *Le Commandement de cavalerie*. Il est considéré comme l'une des sources les plus pertinentes pour les techniques militaires, la stratégie, et la mentalité des hommes de guerre de la Grèce ancienne.

## *Montée en puissance des polices politiques*

Si le renseignement, en définitive, n'a pendant longtemps pas une importance énorme chez les anciens Grecs, cela tient peut-être à deux facteurs principaux.

Le premier est d'ordre psychologique. À l'ère héroïque, le guerrier possède deux caractéristiques fortes – un sens de l'honneur très poussé et une totale soumission aux dieux et au destin – , qui limitent l'intérêt du recours à l'espionnage voire l'interdit.

Le second facteur est d'ordre contextuel : longtemps, les Grecs s'affronteront entre eux. Leurs cités sont d'importance moyenne et, partageant langue et culture et ayant tissé entre eux des liens multiples, ils se connaissent bien. S'ils se livrent à des guerres perpétuelles, c'est simplement parce qu'ils y sont

forcés : leurs cités sont trop petites pour pouvoir vivre les unes à côté des autres sans se gêner mutuellement. L'espionnage, dès lors, peut leur sembler très facultatif puisqu'ils peuvent penser ne rien avoir à apprendre sur leurs adversaires.

Pourtant, à certains moments, des embryons de services secrets ou de « forces spéciales » pouvant être employées à des missions particulières existeront.

## *La « krypteia » espionne les esclaves*

Ainsi, à Sparte, la *krypteia* forme une sorte de police politique chargée, notamment, de surveiller les esclaves étrangers, toujours susceptibles de comploter et de se révolter. À Athènes, ce rôle de police politique est joué par les « sycophantes », des délateurs professionnels et rémunérés.

## *Les proxènes, entre commerce et espionnage*

Dans la surveillance intérieure, enfin, on ne saurait passer sous silence la pratique de la proxénie. Le proxène est un citoyen chargé d'accueillir les ressortissants d'une autre cité et de défendre leurs intérêts. Il est très probable que les proxènes ou, du moins, certains d'entre eux, sont également des informateurs de la police, capables de signaler les étrangers indésirables ou suspects.

À Sparte toujours, à l'époque classique (IV$^{e}$ siècle av. J.-C.), les Trois Cents *hippeis* (chevaliers), choisis au sein de la cité et de l'armée pour leurs qualités supérieures et ayant subi un entraînement spécial, forment une unité d'élite qui n'est pas sans évoquer les forces spéciales de notre époque. Les Trois Cents sont non seulement un corps d'exception, apte aux opérations de commando, mais aussi une police intérieure et

même une sorte de Conseil national de sécurité qui se rassemble en conseil nocturne à huis clos.

Paradoxe : c’est dans cette période pourtant fort pauvre pour ce qui concerne notre centre d’intérêt que vont avoir lieu certains progrès intéressants. Ainsi, à Sparte, on invente la scytate, qui passe pour être la première machine à coder et à décoder de l’histoire du renseignement. La machine se compose d’un simple rouleau de bois gravé sur lequel on enroule une mince bande de papyrus sur laquelle on reporte certains des caractères du rouleau. Pour pouvoir lire le message, son destinataire doit utiliser un rouleau identique à celui qui a servi au codage. Deux mille cinq ans plus tard, les Allemands feront à peine mieux avec Enigma !

# Chapitre 3

# Rome (ré)invente les premiers services secrets

***Dans ce chapitre :***

- Pas d'espionnage pour les premiers Romains
- César, génie militaire et adepte du renseignement
- La guerre des Gaules, un cas d'école
- Les Gaulois : des rumeurs, pas de renseignement
- Des espions contre les premiers chrétiens

***P***as plus que les Grecs les Romains n'attacheront une grande importance au renseignement, du moins dans les débuts ; la chose surprend d'autant plus que le territoire contrôlé par Rome est des plus exigus, à tel point qu'il pourrait être traversé de part en part en une journée de marche à peine. Établir ne serait-ce qu'un service de surveillance efficace aurait donc pu être fait avec peu de moyens.

Mais les Romains sont avant tout des agriculteurs. Ils n'ont aucune vision hégémonique et c'est contraints et forcés, en se défendant contre les Barbares ou les Carthaginois qu'ils vont se muer en guerriers et étendre leur domination. Bref, il faudra attendre Jules César et les débuts de l'empire pour que

l’espionnage redevienne une activité professionnelle reconnue et que de véritables « services » s’organisent.

Tout le monde connaît l’anecdote des oies du Capitole : au IV$^{e}$ siècle avant Jésus-Christ, Rome est assiégée et pillée par des Celtes. Ceux-ci ne peuvent toutefois réduire la population qui s’est réfugiée sur la colline du Capitole. Une nuit, les Celtes tentent un assaut par surprise, mais les oies réveillent, par leurs cris, les défenseurs de la colline, qui vont repousser l’attaque. L’histoire nous apprend que les Romains ne pensaient même pas à disposer des sentinelles alors qu’ils étaient assiégés. Voilà qui en dit long sur leur esprit militaire.

En fait, il faudra attendre les guerres puniques pour que Rome comprenne tout à la fois l’importance de l’élaboration d’une véritable stratégie militaire et de l’organisation d’un service de renseignement.

## *Les Phéniciens ont appris l’espionnage en Orient…*

En cent dix-huit années, de 264 à 146 avant Jésus-Christ, se joue l’un des conflits les plus importants de l’histoire de l’humanité : durant les guerres puniques, Carthage et Rome s’affrontent jusqu’à la destruction totale de la première, qui avait pourtant bâti un orgueilleux empire maritime.

Or, Carthage avait noué des relations commerciales suivies avec l’Égypte, la Syrie et l’Asie Mineure. De ces contacts, les Phéniciens qui allaient créer Carthage avaient appris l’importance de l’espionnage dans la conduite de la guerre et même des affaires commerciales. Une pratique assidue des reconnaissances maritimes leur avait permis de fonder des comptoirs jusque sur la côte occidentale de l’Afrique.

En 205 avant Jésus-Christ, le sénat de Carthage est prévenu d'un débarquement romain qui s'est déroulé la veille à 250 km de là. Une telle rapidité ne peut s'expliquer que par l'existence d'un service extrêmement structuré de messagerie, semblable sans doute à celui que les Perses avaient mis en place dans le passé.

Hannibal est né dans une illustre famille carthaginoise : les Barcides. Son père, Amilcar Barca, a été le meilleur général de Carthage. En 221 avant Jésus-Christ, lorsque Hannibal succède à son père, il est âgé de 26 ans. D'abord général en Espagne, il tient en permanence Carthage informée de ce qui se passe sur ses terres ibériques. Et Hannibal n'ignore rien de ce qu'il est important pour lui de connaître. Décrit par ses contemporains comme un homme rusé, il utilise, par exemple, toute une collection de perruques et de déguisements qui lui permettent de se déplacer dans ses propres camps sans être reconnu et ainsi de mieux juger de l'état d'esprit de ses soldats.

Mais s'il s'intéresse à ce qui se passe chez lui, ce qui lui permet de prévenir toute sédition, Hannibal ne reste évidemment pas indifférent aux intentions de ses adversaires : avant l'offensive victorieuse (mais sans lendemain) qu'il mènera contre Rome de 218 à 216 avant Jésus-Christ, il prend soin d'implanter en Italie un véritable réseau d'espions. Hannibal l'a si bien préparée qu'il parvient à éviter le combat avec l'armée romaine dans la région du Rhône et à franchir les Alpes alors que la neige a déjà commencé à tomber sur les cols. Non seulement il a appris qu'une armée romaine avait débarqué à Marseille et le talonnait, mais il arrivera à cacher ses mouvements de telle manière que ce n'est que trois jours après que son armée a quitté ses positions que les Romains, en attaquant un campement vide, comprendront qu'il fait route vers l'Italie.

Mais les agents d'Hannibal, pas plus que sa parfaite compréhension des méthodes du renseignement, ne pourront

changer le cours de l’histoire : la puissance montante, c’est bien Rome.

De Carthage et de la peur que leur a causée Hannibal, les Romains, au moins, ont compris à quel point un service de renseignement était indispensable. Un siècle et demi après Hannibal, Jules César sera le premier général romain à utiliser pleinement les leviers du renseignement militaire.

## *Jules César, premier général à utiliser systématiquement l’espionnage*

En 58 avant Jésus-Christ, Jules César se lance à la conquête des Gaules et vole de victoire en victoire. L’historien romain Suétone résume ainsi ses neuf années de commandements : « Toute la Gaule, qui est comprise entre les Pyrénées, les Alpes, les Cévennes, les fleuves du Rhin et du Rhône, et dont le pourtour mesure environ trois millions deux mille pas, fut, à l’exception des cités alliées et de celles qui avaient bien mérité de Rome, réduite par lui à l’état de province…

Ces succès s’expliquent certainement par le génie militaire de l’un des plus grands généraux de l’histoire. Mais aussi par la préparation méticuleuse de chaque mouvement. Quand il mène les légions au combat, César utilise systématiquement l’espionnage : l’art de la guerre ne souffre l’improvisation. C’est d’ailleurs ce que souligne Suétone : « Au cours de ses expéditions, on ne saurait dire s’il l’emportait en prudence ou en témérité ; jamais il n’emmena son armée par des routes semées d’embûches sans avoir bien examiné la disposition des lieux, et il ne la transporta en Bretagne qu’après avoir étudié par lui-même les ports, la navigation, et les moyens d’aborder dans cette île… »

# Caïus Volusénus, maître espion de César

Cherchant à recueillir le maximum d'informations possible sur l'île qu'il se propose d'envahir, Jules César a commencé par faire rassembler de nombreux marchands qui ont l'habitude de se rendre en Bretagne.

Les questions que César pose à ces marchands ont toutes leur importance, puisqu'elles nous permettent de nous rendre compte de ce qui intéresse les Romains : des renseignements militaires – sur les possibilités de faire accoster la flotte ou sur les techniques de combat des futurs adversaires – , mais aussi géographiques (l'étendue de l'île), et même politiques – le nombre de nations qui habitent le pays, leurs coutumes et leurs institutions.

Il confie donc à Caïus Volusénus une mission dangereuse : « Il lui donne mandat de faire une reconnaissance d'ensemble et de revenir au plus tôt », nous dit Suétone. À peine son fidèle lieutenant parti, César reçoit des émissaires venus de l'île et qui, ayant appris par les marchands interrogés par les Romains que ceux-ci nourrissent l'ambition de les soumettre, lui font des offres de paix. Le général les endort par des promesses. Mais déjà, « Volusénus ayant reconnu les contrées autant qu'il put le faire, revient au bout de cinq jours près de César et lui rend compte de ce qu'il avait vu ». Lors de sa mission, Volusénus n'a pu débarquer, il s'est donc contenté d'observer les côtes

depuis son bateau, mais a ramené, malgré tout, des informations assez précises.

César peut d'autant moins se résigner à l'échec de sa première tentative de recueil de renseignements que la Bretagne est, pour lui, un objectif de choix : dans presque toutes les guerres menées contre les Gaulois, ses adversaires ont reçu des secours de cette île mystérieuse.

## *La guerre des Gaules : renseignement systématique*

Les Bretons ne seront pas les seuls à faire les frais du travail fourni par les espions de César. Les Helvètes ont déjà payé leur tribut à l'efficacité de ces agents : « On rapporte à César que les Helvètes se proposent, en passant par le territoire des Séquanais et des Éduens, de gagner le pays des Santons… »

Ces informations permettront à Jules César de prendre les mesures qui s'imposent, mais après la défaite des Helvètes, le renseignement ne perd pas ses droits : « On trouve dans le camp des Helvètes des tablettes écrites en caractères grecs et qui furent remises à César… Ces tablettes contenaient la liste nominative de tous les émigrants en état de porter les armes… »

Au-delà des exemples et des anecdotes qui illustrent l'existence d'un afflux constant de renseignements, nous avons toutefois quelques difficultés à comprendre comment fonctionnaient les services secrets de César.

La mission de Caïus Volusénus en Bretagne permet cependant de lever un coin du voile puisqu'il est avéré qu'en fait c'est Servius Sulpicius Galba qui a servi d'intermédiaire entre César et Volusénus et lui a confié cette tâche. Or, Galba est le

responsable des communications entre les différents corps d'armée, et est chargé, en particulier, de maintenir la liaison entre les légions présentes en Gaule et l'Italie. Il semble donc que le renseignement militaire, sous César, ait dépendu des officiers chargés de la logistique et de la poste.

Ces hommes de confiance pratiquent quotidiennement l'espionnage et le contre-espionnage et exigent, entre autres, que chaque prisonnier soit interrogé (au besoin, et c'est fréquent, sous la torture), sur l'état d'esprit de l'armée à laquelle il appartient, ses effectifs et ses ressources. Ces interrogatoires sont réellement conduits de manière systématique. La preuve : il ne se passe quasiment pas un chapitre dans les *Commentaires sur la guerre des Gaules* sans que César fasse allusion à des « informations recueillies auprès de prisonniers ».

L'importance de l'espionnage et de cette indispensable « connaissance préalable » qu'il procure est d'autant plus aiguë que le chef militaire combat lui aussi dans la mêlée avec ses hommes. Dépourvu d'une vision d'ensemble, engagé pour la survie, il ne peut donc toujours donner les ordres nécessaires, et le déroulement de la bataille dépend, en très grande partie, de la manière dont elle a été préparée, donc, entre autres, des renseignements obtenus et de l'exploitation qui en a été faite.

Il n'est pas facile de juger de la connaissance exacte que possédaient Jules César et ses généraux avant d'entamer une nouvelle campagne. On peut évidemment se fonder sur les *Commentaires*, mais ceux-ci ont été écrits après coup et sont, très largement – et malgré leur incontestable intérêt historique – , un plaidoyer *pro domo* : on distingue mal dans le texte ce que César savait réellement avant de se mettre en mouvement et ce qu'il a appris par la suite et a amalgamé à ses connaissances originelles au moment de la rédaction du texte.

Il semble toutefois que les renseignements obtenus par les agents de César étaient souvent assez incomplets, voire superficiels ; ainsi, on pense généralement que Jules César, avant de partir pour la Gaule, ne disposait que d'informations assez limitées sur le pays.

Cela ne remet pas en cause la conception intelligente et avancée que César avait du renseignement militaire et de sa nécessité : simplement, il indique que, étant donné le contexte de l'époque – difficultés du voyage, absence de routes sûres, quasi-impossibilité pour un Romain d'entrer en contact avec les tribus gauloises les plus reculées – , les généraux savaient que c'était une fois en opération qu'ils pourraient récolter la masse de renseignements qui leur manquait, en recrutant des agents dans les populations qui se soumettaient et en interrogeant les prisonniers et les déserteurs.

Le rôle des populations ralliées semble avoir été essentiel. Ainsi, quand il apprend que les Belges se liguent contre les Romains, César nous dit qu'il « charge les Sénones et les autres Gaulois qui étaient voisins des Belges, de savoir ce qui se passe chez eux et de l'en informer ».

Puis, recevant des ambassadeurs des Rèmes, une tribu belge qui accepte la domination de Rome, il apprend de leur bouche que « la plupart des Belges étaient d'origine germaine ; qu'ils avaient jadis passé le Rhin, s'étaient fixés dans ces lieux à cause de la fertilité du sol, et en avaient chassé les habitants gaulois ; que seuls, du temps de nos pères, tandis que les Teutons et les Cimbres ravageaient toute la Gaule, ils les avaient empêchés d'entrer sur leur territoire, et que, par suite, ce souvenir leur inspirait une haute idée de leur importance et aussi de hautes prétentions militaires ».

## *Absence de politique de renseignement chez les Gaulois*

Les sources dont nous disposons et les analyses des spécialistes en ce qui concerne l'espionnage du côté gaulois sont contradictoires.

Ainsi, Albert Grenier, professeur au Collège de France, souligne que les Gaulois, qui ne craignaient pas la mort, luttent « à la loyale » : ils se jettent en masse dans la bataille, répugnent aux embuscades et autres pièges et combattent sans tactique réelle. « S'ils étaient vaincus, c'est que les dieux les avaient abandonnés et n'approuvaient pas leur résistance ; il ne restait donc qu'à se soumettre… »

Témoin de cet état d'esprit : à la bataille d'Alésia, qui sera fatale aux rêves de liberté de Vercingétorix, l'armée qui vient au secours du chef gaulois se jette sur les lignes romaines sans avoir pratiqué la moindre reconnaissance. Elle est repoussée…

Ces traits de caractère, rapidement esquissés, nous font évidemment supposer que les Gaulois répugnaient à l'utilisation d'espions.

S'il est un domaine, pourtant, où rien n'est sûr, c'est bien celui-ci. Du reste, César n'hésite pas à affirmer que « les États qui passent pour les mieux administrés ont des lois prescrivant que quiconque a reçu d'un pays voisin quelque nouvelle intéressant les affaires publiques doit la faire connaître au magistrat sans en faire part à aucun autre, parce que l'expérience leur a appris que, souvent, des hommes imprudents et ignorants s'effraient de fausses rumeurs, se portent à des excès et prennent les plus graves résolutions. Les magistrats cachent ce qui leur semble bon, et ne livrent à la multitude que ce qu'ils croient utile de lui dire ».

Et, des années plus tard, quand il va affronter César et se réfugie non loin d'Avaricum (Bourges), Vercingétorix, « au moyen d'éclaireurs réguliers, savait à chaque instant du jour ce qui se passait devant Avaricum… »

Mais à un autre moment, César explique : « On a en effet l'habitude, en Gaule, de forcer les voyageurs à s'arrêter, même malgré eux et de les interroger sur tout ce que chacun d'eux a appris ou connu. Dans les villes, le peuple entoure les marchands, les oblige à dire de quel pays ils viennent et ce qu'ils y ont appris. C'est sous le coup de ces potins et de ces ouï-dire qu'ils décident souvent les affaires les plus importantes, pour se repentir bientôt forcément d'avoir cédé à des bruits incertains, et la plupart du temps inventés pour leur plaire. »

En fait, il semble que l'erreur des Gaulois, dans ce domaine, est de ne pas systématiser la recherche du renseignement utile, comme le font les Romains, de ne pas le synthétiser et de refuser de l'analyser, mais de se contenter de rumeurs. Ce manque de méthode n'est-il pas, en toutes choses, l'un de leurs traits dominants ?

## *Professionnalisation du renseignement romain*

Dans les siècles qui suivront la mort de César, l'État romain, devenu Empire, va générer peu à peu, pour pouvoir administrer ses possessions, une énorme bureaucratie. La machine de renseignement, tant intérieur qu'extérieur, ne sera pas oubliée.

À côté des *speculatores*, les éclaireurs, chargés du renseignement de terrain et rattachés aux légions, se développe un nouveau corps, celui des *frumentarii*. Ces courtiers en grain naguère chargés de l'approvisionnement des armées : leur qualité de commerçants les mettant en relation avec de

nombreuses sources d'information potentielles et leurs liens avec l'armée qui en font des hommes de confiance auraient facilité l'étrange mutation professionnelle qui allait les faire passer du rôle de fournisseurs des troupes à celui d'agents de renseignement. La fonction créant l'organe, c'est, apparemment, à nouveau, le simple jeu des circonstances qui va favoriser cette évolution.

Après l'assassinat de César – aux ides de mars 44 – commence une guerre civile qui oppose Octave Auguste (premier empereur romain sous le nom d'Auguste) et Marc Antoine aux meurtriers de César. Mais Octave comprend rapidement que Marc Antoine, loin d'être un allié sincère, complote contre lui. Il envoie alors des agents, sous couverture de commerçants, au camp de son rival, près de Brindisi, pour se renseigner sur l'état d'esprit de la troupe et la retourner. Ces agents sont, probablement, des *frumentarii*.

Petit à petit, le corps des *frumentarii* va prendre de l'importance, et ne plus s'occuper que de renseignement, jusqu'à prendre la place des *speculatores*. Les *speculatores* ne disparaîtront pas pour autant et formeront la garde rapprochée des empereurs et leur service de renseignement personnel.

Dans l'évangile de saint Marc, nous apprenons que c'est un membre du corps des *speculatores* qui est envoyé par le roi Hérode dans la cellule de saint Jean-Baptiste pour l'assassiner…

Dès le milieu du II$^{e}$ siècle après Jésus-Christ, toutefois, les *frumentarii* remplaceront les *speculatores* à la cour impériale. Plus la décadence de l'Empire romain s'accentuera, plus les *frumentarii* se perdront dans les œuvres de basse police, espionnant non seulement les ennemis de l'empereur mais encore ses amis et éliminant les gêneurs quand on le leur demande. Police secrète toute-puissante, les *frumentarii* seront notamment chargés de combattre la subversion sous toutes ses

formes. Ils se pencheront donc tout particulièrement sur cette nouvelle religion chrétienne venue d'Orient qui nie le caractère divin de l'empereur. Particulièrement actifs dans la persécution des premiers chrétiens, les *frumentarii* pratiqueront l'infiltration des premiers groupes de prière et de l'Église des catacombes. Plusieurs martyrs de la foi témoignent dans leurs lettres du fait que ce sont bien les *frumentarii* qui les ont traqués.

Haïs par la population, qui les craint, les *frumentarii* seront supprimés par Dioclétien quand celui-ci décidera de réorganiser l'appareil d'État. Mais conscient de la nécessité de disposer d'un service de renseignement intérieur et extérieur efficace, Dioclétien crée un nouveau corps, celui des *agentes in rebus*. Ceux-ci, toutefois, ne sont plus dispersés dans les légions, mais rassemblés dans un département particulier de l'Administration impériale.

Parallèlement à la montée en puissance de la police politique, les empereurs vont renforcer la surveillance des frontières en y casernant, dès le III$^{e}$ siècle, des troupes spéciales. Celles-ci fourniront des *exploratores*, qui se chargeront de la reconnaissance en profondeur dans les territoires ennemis ; les *exploratores*, notons-le, pratiquent aussi bien le renseignement tactique, purement opérationnel, que le renseignement politique et stratégique, plus complexe à mettre en œuvre, indispensable aux chefs de l'armée à la veille d'une guerre ou d'une campagne difficile. Ce volet de leur travail nécessite bien entendu la manipulation de sources occupant parfois des positions importantes dans l'appareil ennemi. L'un de ces *explorateurs*, Ammien, dispose, par exemple, à la cour perse d'un agent haut placé, le satrape Jovien, qui a passé sa jeunesse dans une province romaine comme otage et souhaite la victoire de Rome.

La reconnaissance purement tactique sera de plus en plus souvent déléguée aux *procursatores* (« ceux qui courent en

avant »), chargés de fournir aux armées en mouvement un renseignement directement opérationnel à exploiter le jour même.

Plus tard, quand l'empire, en pleine déliquescence, sera de plus en plus confronté aux incursions barbares, les troupes des frontières fourniront aux états-majors des voltigeurs et des spécialistes de l'embuscade aptes à déjouer les guérillas barbares. Des « grands opérateurs » capables de recruter et de diriger des agents de premier plan aux spécialistes des coups de main et des opérations commandos, en passant par les techniciens de la reconnaissance en profondeur et par ceux du renseignement militaire tactique, sans oublier les polices politiques, les empereurs disposeront donc, dans le dernier siècle de la domination romaine, de toute la panoplie des services secrets et des forces spéciales.

## Deux théoriciens : Onosander et Frontin

On l'a vu, l'art du renseignement ne s'était pas perdu avec la mort de César.

Quelques dizaines d'années plus tard, le stratège grec Onosander couche sur le papier, dans le *Stratêgikos*, ce que doit, d'après lui, être la science du chef d'une armée. Sur l'espionnage, il a ces mots surprenants pour l'époque : « L'usage ordinaire est de condamner à mort les espions. Mais si l'armée est en bon état, et supérieure à celle de l'ennemi, on peut leur faire grâce, et les renvoyer après leur avoir fait observer, même, le nombre et la discipline des troupes. Leurs

avis intimideront l'ennemi, bien plus qu'ils ne lui seront avantageux… »

Le même explique aussi à quel point il faut se méfier des ennemis ralliés : « Le général prudent se défie de tout transfuge ennemi qui offre de lui dévoiler des secrets importants. S'il s'en trouve quelqu'un, cependant, qui propose les moyens de surprendre l'ennemi, d'y conduire par des chemins inconnus, et qui marque l'heure propre à l'entreprise, alors, le général intelligent pèse les circonstances du projet, et, s'il y trouve de la probabilité, il s'assure de sa personne, le conduit avec l'armée pieds et poings liés, et lui promet sa délivrance et une récompense s'il a dit vrai, ou le supplice s'il a dit faux… »

En 88 après Jésus-Christ, un stratège romain, Sextus Julius Frontin écrit le *Stratagematicon*, une vaste compilation de faits militaires et de notions stratégiques diverses. Il cite de nombreux exemples de l'utilisation des espions, comme celui de Caïus Lelius, qui rendant visite à Syphax – roi des Numides, après avoir été l'allié de Rome, il la trahira au profit de Carthage et mourra en captivité – amène avec lui, comme espions, des tribuns et des centurions qu'il fait passer pour des esclaves ou des officiers de sa garde afin qu'ils n'attirent pas l'attention et puissent fouiner un peu partout. Il n'hésite pas, rapporte Frontin, à les frapper en public pour mieux les crédibiliser.

# Chapitre 4

# Déclin de la pensée stratégique, âge sombre pour le renseignement

***Dans ce chapitre :***

- L'esprit de chevalerie contre l'espionnage
- Retour du renseignement durant la guerre de Cent Ans
- Naissance du premier « service » en Angleterre
- Importance du contre-espionnage
- Le renseignement économique au Moyen Âge

***L***es mille ans qui séparent la chute de l'Empire romain d'Occident (476 apr. J.-C.) de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb (1492) ont souvent passé pour une période de particulière obscurité. Et, bien que les travaux d'historiens de talent – tels Jacques Le Goff ou Georges Duby – qui se sont succédé depuis quelques décennies accréditent peu à peu l'idée que ce Moyen Âge n'était peut-être pas aussi désespérant qu'on l'a longtemps pensé, force est de constater que, du point de vue qui nous occupe au moins, il marque un recul très net : pendant dix siècles, en Occident du moins, le renseignement va être à peu près ignoré quand il n'est pas purement et simplement condamné et rejeté au nom de l'éthique chevaleresque. Il y aura, bien entendu, des exceptions, comme en Italie, et la

guerre de Cent Ans verra se développer les premiers « services de renseignement » tandis que les marchands « inventeront » l'espionnage économique.

## *L'esprit de chevalerie, cette « nuisance »*

Le premier responsable de cette désaffection, c'est donc, incontestablement, l'esprit de chevalerie. Le chevalier est un soldat professionnel, vassal d'un seigneur. La chevalerie apparaît un peu après l'an mille et connaîtra son apogée au XIII$^{e}$ siècle. Le chevalier est, le plus souvent, un petit propriétaire terrien désargenté, qui ne jouit pas des avantages que procure une lignée noble. C'est le prestige qui les entoure et le prix de son armement et de ses montures qui le fera accéder, à partir du XII$^{e}$ siècle, à la noblesse.

Le chevalier a des valeurs et incarne une morale particulière : il est courageux (et prêt à donner son sang et sa vie pour son seigneur ou pour la religion). Son audace, le respect de ses serments et le désir de plaire aux dames le poussent à combattre parfois follement. Il ne craint pas les blessures et sait se montrer juste et généreux. Bien entendu, il déteste tout particulièrement le mensonge et la dissimulation.

Cet état d'esprit et l'envie de briller pour faire honneur à son suzerain et à sa famille ne l'incitent guère à apprécier le monde de l'ombre et l'espionnage.

## *La ruse, c'est le diable*

Le Moyen Âge occidental est catholique (et ceux qui ne le sont pas, comme les cathares, sont impitoyablement pourchassés et massacrés). Or l'Église prêche l'honnêteté, la soumission à la

volonté de Dieu et la sincérité. Toutes valeurs antinomiques des qualités d'un bon espion. Même si l'Église et la chevalerie ne feront pas toujours bon ménage – la première n'apprécie vraiment la seconde que lorsqu'elle se met au service de la foi, par exemple pour les croisades – , le chevalier est un bon chrétien.

Prompte à prêcher la vertu et à pourchasser le mensonge, l'Église, pour se protéger, n'hésitera pas à inciter ses serviteurs à espionner. La sinistre Inquisition, formée par les Dominicains, un ordre fondé au XII$^{e}$ siècle par le pape Innocent III, formait ses membres aux techniques de la manipulation et de la désinformation.

## *Inexistence des armées permanentes*

Le troisième élément qui milite contre le recours à l'espionnage est l'inexistence, pendant plusieurs siècles, de toute armée permanente. Le roi, « suzerain des suzerains », n'est entouré que d'une garde limitée, destinée à le protéger. S'il veut ou doit faire la guerre, il doit lever l'« ost » (l'armée) qui sera formée par le rassemblement de ses vassaux, eux-mêmes accompagnés de leurs chevaliers et de leurs gens d'armes.

## *Le soldat, un illettré impossible à instruire*

Enfin, la période n'est guère propice à la connaissance. Ceux qui savent lire sont rares : on les trouve pour l'essentiel dans le clergé, dans la partie de l'Administration chargée de la collecte des impôts et chez quelques commerçants et banquiers. L'immense majorité des hommes de guerre et des chevaliers sont des illettrés. Ce n'est sans doute pas totalement par hasard que l'art de la guerre sera, en cette période, nettement supérieur

à Byzance ou dans le monde arabe – où l'écriture est préservée et pratiquée – qu'en Occident, où seules quelques exceptions – on pense aux Vikings et aux Normands, à l'ordre du Temple, aux prémices du renseignement commercial – sauveront l'honneur de la « profession ». Mais pour quelques réussites, combien d'échecs ou de ratés ?

Cette déchéance ne touchera d'ailleurs pas seulement le renseignement mais sera le lot de l'ensemble de la sphère de pensée stratégique. L'historien Basil Liddell Hart résume de la sorte cette évolution : « Dans l'Occident du Moyen Âge, l'esprit de la chevalerie féodale se montra peu perméable à tout art de la guerre, encore que la pitoyable déchéance de ses manifestations concrètes s'illumine parfois de quelques belles lueurs… »

## *Les exceptions confirment la règle*

Bien entendu, nulle vérité n'est absolue. Lors de leurs campagnes, les rois de France du Moyen Âge utiliseront des espions. Il s'agira la plupart du temps de soldats envoyés pour reconnaître les lignes ennemies et rapporter l'ordre de bataille de l'adversaire. Certains souverains recevront également des rapports venus des Cours étrangères, mais ils seront plus souvent l'œuvre de marchands ou de traîtres que de guerriers.

En Italie, en revanche, l'espionnage fut florissant et son développement explique largement la mainmise de la péninsule sur la Méditerranée. Mais le pays était divisé en de multiples cités-États dont les plus prospères, comme Venise et Gênes, régnaient sur le commerce. Or, commercer nécessitait de connaître les sources d'approvisionnement et les routes terrestres et maritimes mais aussi de se tenir informé des agissements de la « concurrence » et des prix pratiqués sur les différents marchés. Ceci explique cela. République d'aristocrates-marchands, puissance économique (et donc

politique) considérable, Venise, dès le XIV$^{e}$ siècle, sera l'une des places disposant des réseaux d'espionnage politico-commercial les plus étendus.

Le marchand vénitien Marco Polo (1254-1324) n'était pas un espion mais un négociant. Chargé d'une ambassade par le pape Grégoire X, il se livra sans doute à l'espionnage pour celui-ci, mais aussi pour Venise et pour le souverain mongol Kubilai khan, qui en fit son « enquêteur privé » et « envoyé adjoint ». C'est pour le « grand khan » qu'il parcourut la Chine, mais se rendit aussi en Inde, et dans des régions qui sont aujourd'hui situées au Vietnam, en Birmanie, en Indonésie, en Iran. Revenu en Italie, il participa sans doute à la création du Conseil des Dix, chargé de veiller à la sécurité de Venise et y siégea probablement les vingt-cinq dernières années de sa vie.

## *Complots, trahison et espionnage durant la guerre de Cent Ans (1337-1453)*

La fin du Moyen Âge verra renaître le renseignement, même si celui-ci reste, le plus souvent, affaire d'hommes plus que de structures. La guerre de Cent Ans, affrontement sans merci entre la France et l'Angleterre (qui se disputent le trône de France), en donnera une belle illustration.

En France, au début du XV$^{e}$ siècle, le conflit va dégénérer, entre 1392 et 1429, en une guerre civile sans merci opposant Armagnacs (qui défendent les intérêts de la famille d'Orléans contre ceux de la cour de Bourgogne, qui finira par s'allier aux Anglais) et Bourguignons. Cette lutte inexpiable est caractérisée par de nombreuses intrigues. La partie est trop belle pour les espions et autres hommes d'influence.

Ainsi, le 13 octobre 1411, c’est grâce à un traître, Colinet de Puiseux, que les Armagnacs prennent le pont de Saint-Cloud. Dix jours plus tard, au cours d’une contre-offensive, Colinet est capturé, dans l’église de Saint-Cloud, déguisé en prêtre. Son châtiment sera à la hauteur de son crime : il est mené à l’échafaud et décapité. Son cadavre sera dépecé et ses quatre membres suspendus chacun à l’une des portes principales de Paris…

C’est qu’en ces temps on ne badine pas avec la trahison. Le 10 juin 1413, c’est l’écuyer Colin de Brie qui est exécuté : reconnu pour un Armagnac, il a été trouvé en possession d’une forte somme d’argent qu’il est chargé de remettre, pour compte de ses maîtres, au prévôt des marchands, Pierre des Essarts, qui sera lui-même décapité.

Le 29 mai 1418, un certain Perrinet Le Clerc, fils d’un riche marchand, secrètement gagné à la cause bourguignonne (Paris est passé sous contrôle Armagnac depuis 1414), dérobe à son père, qui en dispose en tant que chef d’une milice de quartier, les clés de la porte Saint-Germain-des-Prés et, avec quelques autres conjurés, ouvre la porte au sire de L’Île-Adam et à 800 hommes à cheval. En une nuit, Paris change de maître.

Quatre ans plus tard, le duc de Bedford, représentant des intérêts de Londres, découvre un autre complot. Michel de Laillier, un notable que l’on croit dévoué au parti anglo-bourguignon, en est l’âme. Il réussira à s’enfuir, mais plusieurs de ses complices, bourgeois de Paris mourront de la main du bourreau.

En 1436, quatorze années après sa fuite, Michel de Laillier, éternel comploteur, envoie avertir secrètement les hommes du duc de Bourgogne (qui a rompu, l’année précédente, avec les Anglais, pour embrasser la cause du roi de France) qu’il est prêt à leur ouvrir les portes de Paris.

Un accord est conclu et, dans la nuit du 13 avril 1436, les Bourguignons s'introduisent dans Paris : « L'Île-Adam, qui, le premier, était entré dans la ville au nom des Bourguignons le 29 mai 1418, introduit par la conspiration de Perrinet Le Clerc, brigua le danger d'y pénétrer cette fois encore le premier, au nom de Charles VII », nous conte la chronique.

Michel de Laillier ne perd pas son temps : il a rassemblé, aux Halles, les autres conjurés et ceux-ci se répandent dans la ville aux cris de « Vive le roi et le duc de Bourgogne ! » En peu de temps, Paris est en état de siège ; ses habitants, en fait, grâce au courage impétueux de Laillier, se libéreront eux-mêmes sans que les Bourguignons aient réellement à combattre. En récompense de ses bons et loyaux (et longs…) services, l'intrépide bourgeois est fait prévôt des marchands.

## *Un réseau de hauts fonctionnaires*

Mais le parti des Anglais ne l'entend pas de cette oreille et, cruelle, la guerre secrète continue, comme en témoigne la découverte d'un véritable réseau formé de hauts fonctionnaires : « Le 26 mars, trois hommes furent décapités : l'un, Jacques de Luvay, était avocat au parlement ; le second, Maître Jacques Rousseau, était membre de la chambre des comptes ; l'autre était un ancien garçon boucher devenu poursuivant (maître des requêtes) qui livrait aux anciens ennemis de la France tous les secrets de Paris, que lui faisaient parvenir les deux autres… »

Le « complot », qui a pour objet de prévenir les Anglais quand une ville placée sous leur contrôle est prête à faire défection, a d'importantes ramifications puisque, quelques jours plus tard, c'est un nommé Miles de Saulx, procureur au Parlement, qui est arrêté : il s'était fait une spécialité de repérer les souterrains

des anciennes carrières de Paris qui auraient pu permettre aux Anglais de s'infiltrer dans la ville.

## Pas de service de renseignement pour contrer Jeanne d'Arc

Si Jeanne a pu réussir sa formidable épopée, c'est évidemment grâce à son courage et à sa volonté, mais aussi parce que les Anglais ne disposaient d'aucun service de reconnaissance ! Elle bénéficiera, ainsi, à plusieurs reprises de l'effet de surprise. Ainsi, quand les Anglais, furieux des succès de Jeanne à Orléans, envoient à Falstaff, qui commande de fortes réserves à 35 km au nord-ouest de la ville, l'ordre de faire mouvement, Jeanne en est immédiatement prévenue. Et à plusieurs autres reprises, les décisions s'avéreront judicieuses ne peuvent s'expliquer que par l'exploitation rapide et intelligente du renseignement. Qu'une jeune bergère de 18 ans totalement inculte dans l'art de la guerre ait été capable de cela n'est qu'un des mystères de la trop courte vie de la Pucelle d'Orléans.

## *Édouard III d'Angleterre crée le premier service de renseignement moderne en Occident*

Ce n'est que dans les deux derniers siècles du Moyen Âge que le renseignement va devenir en Occident une pratique plus

courante. Ainsi, Philippe de Mézières peut-il écrire, à la fin du XIV$^{e}$ siècle : « L'usage des espions est toujours nécessaire, mais il l'est tout particulièrement en temps de guerre, tout à la fois pour observer l'ennemi et alliés douteux et pour tenir les commandants pleinement informés de leurs intentions. » Mais Mézières, il faut le préciser, avait visité Byzance et c'est peut-être de cette expérience orientale qu'il avait ramené des idées précises sur l'importance de l'« approche indirecte ».

La guerre de Cent Ans est éminemment politique mais aussi particulièrement complexe puisque l'affrontement ne se déroule pas seulement directement entre Français et Anglais, sur le sol de France, mais il oppose aussi la France et la Bourgogne, à certains moments alliée de l'Angleterre. Ajoutons que le duché de Bourgogne est scindé en deux parties : la Bourgogne actuelle et, autour de Bruges, les Flandres, qui sont vitales pour toutes les parties qui entendent bien s'approprier leurs richesses (entre autres la laine). Et pour tout simplifier, ne perdons jamais de vue que l'Angleterre occupe de nombreuses positions sur le continent. En 1380, Londres contrôle ainsi la plus grande partie du sud-ouest de la France, la pointe de Bretagne avec Brest, la pointe du Cotentin avec Cherbourg et une partie du Nord autour de Calais. Ces possessions sont autant de points de départ possibles pour des offensives militaires, mais aussi pour des opérations d'espionnage.

Il importe, en effet, de se tenir au courant des mouvements de l'adversaire, mais aussi de sonder en permanence les populations des villes et des campagnes ennemies pour juger de leur fidélité à l'adversaire ; dans ce jeu complexe à trois (Londres, Paris, Dijon), le renseignement purement politique et diplomatique joue lui aussi un rôle essentiel.

Ce sont certainement les Anglais, et très probablement Édouard III, qui, au début de la guerre de Cent Ans, créent le premier service de renseignement « moderne » d'Occident. La comptabilité de la cour d'Édouard III a été conservée. On peut

y lire de très fréquentes annotations relatives à des dépenses exposées pour faire fonctionner cette institution embryonnaire. À Frank de Hale, capitaine de la ville de Calais, on verse ainsi 110 marks d'argent pour « divers messages et autres espies… as diverses parties pour espier et savoir la volente et les faitz des enemys de France ».

Outre des agents que l'on appellerait, aujourd'hui, « illégaux », car coupés de tout statut et de toute protection officielle, les Anglais (mais aussi les Français) usent également de la couverture facile que leur offrent les multiples ambassades. Plusieurs chroniqueurs insistent sur la nécessité absolue de bien contrôler chaque mouvement des diplomates mais aussi de leur assigner des itinéraires précis et des escortes.

Le 25 octobre 1378, Nicolas Briser, un petit aristocrate terrien français, se voit accorder la somme annuelle de 50 marks pour ses services « particuliers ». Un autre, Nicolas Hakenet reçoit plusieurs primes pour des missions spéciales, entre autres le 21 septembre 1377, relatives au renseignement maritime et à l'état de la flotte française. On notera avec intérêt que ce dernier paiement a été fait par Nicolas Briser. Celui-ci apparaît donc comme un « chef de réseau » susceptible d'avoir organisé en France, avec Hakenet, un ou plusieurs groupes d'espionnage.

## *Des taupes anglaises dans le nord de la France et en Flandres*

L'utilisation de ces « taupes » n'est pas isolée. Des historiens anglais ont conclu qu'à la fin du XIV$^{e}$ siècle la majorité des espions de Londres sur le continent ne sont pas anglais mais français ou flamands. Il n'y a là que des avantages : ils parlent la langue, ils connaissent les us et coutumes et peuvent user de leurs propres relations pour recruter des informateurs fiables. Et ils peuvent, le cas échéant, occuper, dans leurs pays

d’origine, des positions importantes qui ne rendront que plus précieux leurs services.

Ces agents étrangers sont actionnés depuis Londres pour les plus importants d’entre eux mais aussi depuis Calais, ou Middelburg pour la Flandre. On a vu le capitaine Frank de Hale recevoir quelque argent pour faire fonctionner ses réseaux. L’un de ses successeurs réclamera, en 1417, une centaine de livres par an « pour son epiaille en France et ayllours pour le bien et save garde de la ville du Calays… »

Les communications sont essentielles pour garantir que le renseignement arrivera à temps. Et là aussi, les villes tenues par les Anglais ou celles dans lesquelles ils ont des intérêts importants jouent un grand rôle. C’est là que les informations sont rassemblées et, quand la présence d’un chef de réseau, ou même d’un « grand agent », est jugée nécessaire à Londres, pour faire rapport, parfois jusque devant le roi lui-même – le cas est assez fréquent, Nicolas Briser, entre autres, fera fréquemment le voyage de Londres.

On ne peut évidemment estimer clairement, faute d’archives suffisantes, ni le nombre, même approximatif, des agents anglais de la guerre de Cent Ans, ni même leur efficacité réelle. Toutefois, certains indices laissent supposer que l’un et l’autre sont relativement importants. Les traces des « faits divers » de l’époque parlent d’elles-mêmes : les dénonciations pour espionnage sont nombreuses au XIV$^{e}$ siècle et l’on possède plusieurs décisions royales absolvant des criminels qui arguent du fait qu’ils ont pensé tuer des « espions anglais ». Il semble acquis, au minimum, qu’il existait une psychose de l’espionnage, et cette psychose devait bien reposer sur une certaine réalité.

Les Français, quoique ne manifestant pas le même intérêt, au début du moins, pour les affaires de renseignement, ne laisseront toutefois pas passer les bonnes occasions et

organiseront peu à peu leur propre appareil d'espionnage. Non loin de Calais, c'est Saint-Omer qui semble être, dans le Nord, la principale tête de pont. En 1368, c'est à Saint-Omer que Pierret de Bourges est payé « pour aller secrètement à Calais et savoir s'il avoit aucunes gens darmes a Calais et lestat et convenue des Engles ».

## *Espionnage français et subversion en Angleterre, apparition du contre-espionnage*

Peu à peu, cet espionnage français va se développer. On peut en juger par le nombre d'arrestations d'agents français opérées jusqu'à Londres. Si certaines relèvent à l'évidence de la psychose, d'autres permettent de démontrer l'existence de véritables réseaux français sur le territoire ennemi.

Non seulement les agents se livrent au recueil de renseignements militaires et politiques, mais ils pratiquent la désinformation et la subversion. En 1383, plusieurs citoyens anglais sont ainsi arrêtés à Londres et à Norfolk pour avoir répandu de fausses nouvelles et autres rumeurs de nature à inquiéter le royaume et à le désorganiser.

Des agents français sont également actifs en Écosse et au pays de Galles. Plus que pour espionner, ils se rendent dans ces régions pour y susciter des complots et des révoltes contre la domination anglaise, agissant ainsi exactement comme le font les Anglais en Flandres.

Certaines affaires se terminent d'ailleurs tragiquement. Ainsi, Thomas Tuberville, un officier anglais, est capturé en Gascogne, en avril 1295. En échange de sa libération, il accepte de devenir l'espion de la France à la cour d'Édouard I$^{er}$. Il feint donc de s'évader et retourne en Angleterre en août 1295, tout en laissant ses enfants en France comme otages. Peu après son

arrivée à Londres, il commence à envoyer des renseignements de valeurs. Il prévient la France que l'île anglo-normande de Wight est très insuffisamment défendue ou encore que, si l'Écosse se rebelle contre l'Angleterre, le pays de Galles fera très probablement de même. Mais démasqué, Thomas Tuberville est jugé et exécuté.

Ces menaces contre la sécurité de l'Angleterre, prises très au sérieux par le Conseil du roi, pousseront celui-ci à jeter les bases, aux côtés de son service de renseignement, du contre-espionnage. Les capitaines et les maires des grands ports sont invités à redoubler de vigilance pour détecter et arrêter les agents ennemis puis viendront les premiers « spécialistes » de la chose. En 1387, Thomas de Milton et quatre autres officiers sont chargés de découvrir et d'arrêter un rebelle irlandais qui s'est introduit dans l'île pour espionner.

## *Naissance de l'homme d'affaires et débuts du renseignement économique*

On pourrait penser que l'« espionnage économique » est né au XX$^{e}$ siècle. Il n'en est rien.

À compter du XIII$^{e}$ siècle, et jusqu'à la fin du Moyen Âge, une nouvelle classe sociale fait son apparition en Occident : les marchands des villes s'organisent et commencent à développer une économie d'échanges ouverte sur le monde extérieur. Du nord de l'Italie à la Flandre, de Venise à Bruges, hommes de commerce, drapiers, marchands d'épices et banquiers tiennent le haut du pavé.

Mais pour commercer il faut se tenir au courant des affaires du monde, qu'elles soient financières ou politiques. C'est l'époque où les grands marchands sont aussi de grands voyageurs,

comme le prouve le périple entrepris en 1271 par les frères Niccolo et Matteo Polo, qui, partant pour l'Orient, emmènent leur fils et neveu, Marco.

Le cas des Polo n'est pas isolé : aussi étonnant que cela puisse paraître, si l'on pense aux distances à parcourir, à l'inconfort des voyages et à leurs multiples dangers, les marchands voyagent. Ils sont les vrais aventuriers de cette fin de Moyen Âge. Ils essaiment des succursales de leurs banques et commerces, créent des comptoirs, ouvrent des routes et passent de solides accords avec d'autres marchands. Tout les intéresse. Car tout peut rapporter de l'argent ou, à tout le moins, éviter d'en perdre. L'information, plus que jamais, c'est du bon or, sonnant et trébuchant.

L'historien Jean Favier s'est penché sur la question : « Il y a le risque de mévente. Il y a, plus simplement, celui d'un investissement sans profit. Qui dit mode, dit prix. Entre 1350 et 1400, le menu-vair [fourrure du "petit-gris", écureuil de Russie] perd à Paris 40 %, à Avignon 50 % de sa valeur moyenne en argent. Et les variations d'une année sur l'autre peuvent atteindre 30 %. Quand on sait qu'en trois mois de l'été 1384 le port de Londres voit passer 396 087 peaux, dont 377 000 peaux d'écureuil, on mesure ce qu'une erreur dans les achats à Torun, Danzig ou Novgorod signifie de profits manqués ou de stocks invendables. Un informateur perspicace et bien introduit, c'est de l'argent. »

Grâce à leurs filiales, les marchands toscans n'ont aucune peine à mettre en place un bon système de recueil et de transmission du renseignement. De véritables bulletins d'analyses et d'informations – les « lettres confidentielles » de l'époque – circulent donc dans les milieux intéressés.

Le banquier Peruzzi, apprenant à temps, en 1338, la déroute anglaise en Flandre, peut anticiper les mouvements de ses petits déposants qui savent à quel point son établissement est

engagé dans le financement de cette expédition et les rassurer pour qu'ils ne retirent pas leurs fonds.

Mais pour que l'information soit utile, elle doit arriver en temps et en heure. Les marchands le comprennent bien qui, à Florence, s'unissent, en 1357, pour créer L'Escarcelle des marchands florentins, le premier service de poste privée qui, chaque semaine rallie Florence à Avignon. Bientôt ces services se multiplient et leurs émissaires traversent l'Europe en tous sens, transportant non seulement le courrier de leurs mandataires mais aussi celui des clients de ces derniers. Celui-ci, toutefois, n'est remis (les intéressés en sont prévenus) qu'avec un léger retard : le temps, c'est de l'argent… Au début de la deuxième moitié du XV$^{e}$ siècle, les courriers mettent quinze jours pour rallier Avignon à Paris, une vingtaine de jours entre Gênes et Paris, ou Barcelone et Bruges, un mois pour aller de Florence à Londres… Soit 50 à 80 km par jour si le cheval et l'homme sont remplacés à chaque étape.

Mais le renseignement économique et commercial est dès l'origine étroitement lié au renseignement politique et militaire. Philippe de Mézières écrit : « Les epies par lesquelles on puet mieulx savoir lestat de ses ennemis ce sont les marchans Lombars et estranges. »

Chaque puissance en est consciente. En avril 1376, les Communes décident, à Londres, de l'expulsion des changeurs lombards considérés comme des « espions privés » que des ennemis pourraient utiliser pour découvrir les secrets du royaume. Pur fantasme ? Pas vraiment : en juillet 1388, un marchand de Bologne, Hughlin Gerard, est pardonné après avoir été condamné. Depuis son arrivée en Angleterre il a multiplié les crimes économiques mais aussi a « trahi des secrets à son maître, un Français de Paris ». Et en 1377, ce sont des marchands arrivés du continent qui préviennent le Conseil royal que la France planifie une attaque sur le pays de Galles.

Espions et contre-espions du Moyen Âge l'ont donc parfaitement compris : à une époque où les journalistes n'existent pas, les marchands offrent la meilleure des couvertures possibles pour des activités de renseignement.

## *Les hérauts ne veulent pas être espions*

Au Moyen Âge, le héraut, ou « héraut d'armes », est un homme à part, nanti d'un pouvoir considérable. Soldat d'expérience, il est grand ordonnateur des mariages et des funérailles des rois, il est chargé de vérifier les titres de noblesse et de dresser les armoiries (d'où l'héraldique) mais aussi de « dégrader » ceux qui ont failli. C'est lui aussi qui est chargé de déclarer les guerres ou de proposer les conditions de paix.

En temps de guerre, son statut est très particulier : avec ses confrères du camp adverse, il peut aller et venir à sa guise, scrute le combat – dont il a parfois fixé la date et le lieu – afin de voir qui fait son devoir et qui ne le fait pas. C'est lui, avec ses collègues, qui, en cas d'indécision, décrète qui est le vainqueur.

La corporation internationale des hérauts, qui tiennent à la fois de l'arbitre, du diplomate, du notaire et de l'officier de protocole, serait donc tout indiquée pour devenir un vivier d'espions. Mais cela, les hérauts ne le veulent pas. Leur code d'honneur est très strict : le héraut a l'obligation de tenir secret tout ce qu'il voit, dans un camp comme dans l'autre.

Des cas de conscience peuvent évidemment se poser. Si un héraut constate des préparatifs d'embuscade, peut-il en prévenir son roi ? La réponse est en partie positive, car il est confronté ici à l'obligation chrétienne de sauver des vies : il peut conseiller un autre itinéraire, mais il lui est interdit d'expliquer pourquoi. Il est même prévu que le héraut qui

viendrait à révéler à son maître les secrets de l’adversaire serait puni parce que l’ennemi pourrait croire que c’est par traîtrise que la victoire a été remportée. L’« esprit de chevalerie » n’est pas mort !

# Chapitre 5

# L’Empire byzantin sauve l’honneur de la profession

***Dans ce chapitre :***

- Une véritable vision stratégique
- Un contre-espionnage omniprésent
- Des « agents sous couverture » et des réseaux structurés
- Poste et signaux optiques : rapidité de la communication

***S’***il a fallu attendre la guerre de Cent Ans et la fin du Moyen Âge pour voir le renseignement retrouver quelques lettres de noblesse en Occident, on se réjouira de voir qu’une « puissance régionale » chrétienne avait maintenu la flamme : l’Empire byzantin.

## *Rome n’est plus dans Rome : mille ans d’Empire romain d’Orient*

Créée vers 667 avant Jésus-Christ, Byzance, cité grecque, avait bénéficié de son emplacement unique – à la rencontre de l'Europe et de l'Asie et contrôlant le détroit du Bosphore, qui relie Méditerranée et mer Noire – pour se développer. Passée sous la domination de Rome, elle avait pu maintenir son statut durant plusieurs siècles, mais, ayant joué le mauvais cheval dans l'une des guerres civiles qui secouèrent l'empire, elle fut détruite par les légions de Septime Sévère, en 195 après Jésus-Christ, et ne survécut qu'à l'état de bourgade misérable. La chance allait tourner en 324, lorsque l'empereur Constantin décide de faire reconstruire une orgueilleuse cité sur les ruines de Byzance, lui donne son nom et en fait sa capitale : Constantinople est née.

Elle vivra pendant quelques dizaines d'années en rivalité avec Rome avant qu'une décision de l'empereur Théodose I$^{er}$ ne divise l'Empire romain en deux entités distinctes ; un empire d'Occident, dirigé de Rome, et un empire d'Orient, géré par Constantinople.

Constantin avait largement adopté les pratiques de ses prédécesseurs pour administrer l'empire. Il développera ainsi les services de la poste et les rendra particulièrement efficaces, multipliant les *mansiones* (relais) : de vingt-quatre à trente jours pour rejoindre Constantinople à partir de Rome.

En 476 après Jésus-Christ, l'Empire romain d'Occident s'effondre : l'Europe s'enfonce pour près de mille ans dans le désordre. Mais l'empire d'Orient, lui, survit. Il va même prospérer et ira jusqu'à reprendre l'Italie aux Goths. Bon an mal an, confronté à des guerres incessantes – contre les Perses, contre les Turcs, mais aussi contre ses propres vassaux qui, surtout dans les Balkans, entendent conquérir leur indépendance – l'Empire romain d'Orient survit jusqu'en 1204. En 1453, ce sont les Ottomans qui s'emparent de Constantinople, ce qui consacre la fin de l'Empire romain

d'Orient. À travers bien des vicissitudes, il aura quand même survécu près de mille ans à son frère d'Occident…

Raffinée, complexe, bureaucratique à l'excès – « byzantin » n'est-il pas devenu un adjectif désignant la complexité ? – , parfois cruelle, la civilisation byzantine a, elle aussi, marqué l'histoire de la stratégie et, partant, celle de l'espionnage.

Presque constamment en guerre, isolée entre des populations hostiles, Byzance doit rester perpétuellement sur ses gardes. L'empire entretient donc un service de renseignement qui, non seulement, l'informe en permanence des desseins de ses ennemis mais de plus peut, le cas échéant, mener de véritables opérations de « guerre psychologique », l'une des grandes spécialités des Byzantins, passés maîtres dans l'art subtil de diviser et d'affaiblir leurs adversaires par la ruse.

L'un des secrets de la survie de l'Empire byzantin est sans doute son arme secrète, le « feu grégeois », mélange de salpêtre, naphte, soufre et résine, qui provoquait d'impressionnantes explosions et des incendies impossibles à éteindre. Le contre-espionnage de Byzance lui permit d'en garder la composition secrète de 673 au XI$^{e}$ siècle.

Le voyageur arabe Ibn Hawqal témoigne ainsi, au X$^{e}$ siècle : « Ils ont envoyé leurs navires, avec des marchandises de commerce, en pays musulman ; les équipages parcouraient le pays et le visitaient avec soin, prenaient secrètement des informations, puis revenaient, bien renseignés sur la situation de la région, et rapportaient ces renseignements à leurs compatriotes. »

## *L'empereur Maurice et le « Strategikon »*

Experts dans l'utilisation des agents de renseignement, les Byzantins ont, tout naturellement, théorisé cette activité.

Maurice (empereur de 582 à 602) écrit le *Strategikon* vers l'an 600 : il recommande aux chefs de guerre de se préparer en permanence à la bataille, en accumulant les connaissances sur l'ennemi et sa manière de combattre : « Il faut envoyer constamment et à intervalles réguliers des éclaireurs vigilants, des espions et des patrouilles pour obtenir des renseignements sur les mouvements de l'ennemi, ses forces et son organisation, de façon à se prémunir contre les surprises. »

### *La « Taktika » de Léon VI*

Léon VI, *le Sage* (865-911), rappelle dans la *Taktika* la nécessité de recevoir favorablement tous les traîtres venus de villes ou pays ennemis : « Tenez-leur vos promesses s'ils vous disent la vérité, afin de vous en attirer d'autres. L'utilité qu'on retire d'un bon espion est beaucoup au-dessus de ce qu'on lui donne… »

Les stratèges byzantins ne font pas que théoriser le renseignement : ils en appliquent les recettes. Ainsi en témoigne l'historien Procope : dès le VI$^{e}$ siècle : « Quantité de gens étaient, dès l'origine, entretenus aux frais de l'État. Ils allaient chez les ennemis, et particulièrement dans la capitale des Perses, sous couleur de commerce ou exploraient toutes choses avec le plus grand soin et, de retour en terre romaine, étaient en mesure de rapporter aux gouverneurs tous les secrets des ennemis. Ces gouverneurs, instruits au préalable, se tenaient sur leurs gardes et rien d'imprévu ne leur arrivait. »

## *Des « services » multiples et bien organisés*

En fait, entouré d'ennemis – les Barbares, puis les Perses, les Turcs, les Arabes et les croisés – mais également régulièrement secoué par les complots, l'Empire romain d'Orient avait tout

autant besoin de renseignement extérieur que d'une police secrète assurant sa sécurité intérieure.

C'est dans un décret de Constantin pris en 319 qu'apparaissent pour la première fois les *agentes in rebus* (« agents des affaires publiques »), qui seront, entre autres, chargés des missions secrètes de l'empereur.

Jouissant du statut militaire, les *agentes in rebus* formaient pourtant une organisation à part. Ils étaient tenus de vivre au palais impérial pour être disponibles à tout moment.

Il n'était pas facile d'être admis dans la *schola* (le corps) des *agentes in rebus* : le candidat devait être issu d'une bonne famille, intelligent et habile et doté d'un sens moral qui garantissait sa fidélité à l'empereur mais aussi qu'il n'abuserait pas de son pouvoir.

Le nombre des *agentes* devait varier considérablement au cours de l'histoire de l'empire : de quelques dizaines à un peu moins de mille cinq cents suivant les périodes.

## *Les « curiosi », ou l'œil du maître*

Hommes de confiance, leurs tâches étaient multiples, allant de la transmission rapide des ordres et décrets de l'empereur à la surveillance de la vie publique ou des routes ainsi que des ports et de la marine marchande. Chaque année, un certain nombre d'agents étaient envoyés en province à la date anniversaire de l'empereur, pour y exercer leur mission de renseignement. Celle-ci s'apparentait fort au travail d'une police secrète puisque ces hommes, qu'on appelait les *curiosi*, s'assuraient de l'obéissance et de la fidélité des fonctionnaires, surveillaient les étrangers et recueillaient tous les renseignements utiles à la bonne marche de l'empire. Ils ne remplissaient pas cette fonction plus de douze mois et étaient remplacés à

l'anniversaire suivant du souverain, sans doute pour empêcher toute compromission due à un trop long commerce avec les mêmes interlocuteurs.

Constamment en déplacement, les *agentes in rebus* pouvaient compter sur les meilleures montures des *mansiones*.

Peu à peu, les *curiosi* prirent plus d'importance et leur chef se vit confier le contrôle de la poste, qui échappa ainsi au maître des offices. Au VIII$^{e}$ siècle cette mission était devenue tellement importante que le chef des *curiosi* la délégua à l'un de ses adjoints, le *logothetes tou dromou* (« logothète de la course »), qui devait rapidement devenir l'un des plus puissants fonctionnaires impériaux.

### *« Cubicularii » et « scribones » : la garde rapprochée du souverain*

En plus des *agentes* et autres *curiosi*, l'empereur pouvait également compter sur deux corps particuliers pour assurer sa sécurité et déjouer les complots : les *scribones* et les *cubicularii*.

Les *scribones* étaient des officiers chargés de la protection des palais impériaux, auxquels le souverain confiait des missions confidentielles. Les *cubicularii*, souvent des eunuques, étaient plus particulièrement responsables de sa sécurité rapprochée et de celle de l'impératrice.

## Samonas, espion de Léon VI le Sage

Samonas était un prisonnier arabe, converti au christianisme et placé au service de Stylianos Zautzes, père de Zoé, deuxième épouse de l'empereur Léon VI *le Sage* (865-911). Lorsque sa fille mourut, Zautzes craignit de perdre son influence sur le palais et complota pour renverser Léon. Il fit entrer Samonas dans son jeu, mais celui-ci refusa de trahir l'empereur et dénonça les conjurés, qui furent exécutés.

Reconnaissant, Léon VI fit du délateur l'un de ses *cubicularii*. Samonas prouva sa fidélité en dénonçant un autre complot, nettement plus grave puisqu'il impliquait l'amiral de la marine de guerre, Eustace Argyrus. Samonas fit mine de vouloir trahir son maître et s'enfuit, « poursuivi » par deux officiers qui, bien entendu, ne parvinrent pas à le rattraper. Ayant exposé la trahison d'Eustace Argyrus et de plusieurs de ses lieutenants, il fut promu. C'est lui qui imagina ensuite un stratagème destiné à perdre aux yeux des Arabes les derniers comploteurs réfugiés à Bagdad avec l'un de leurs chefs, Andronicus. Une fausse lettre de Léon VI à Andronicus fut rédigée, mais Samonas s'arrangea pour qu'elle tombe entre les mains du grand vizir qui fut ainsi convaincu qu'Andronicus était chargé d'une mission secrète par l'empereur.

Peu après, ce sont encore des agents de Samonas qui rattrapèrent Eustace Argyrus, qui tentait, à son tour, de gagner Bagdad et l'empoisonnèrent.

L'État ne possédait pas de police secrète centralisée. En fait, chaque province, chaque ville importante et chaque haut fonctionnaire territorial disposait de ses propres agents et de sa propre police.

À Constantinople même, la police était divisée en 14 districts, chacun commandé par un chef responsable du maintien de l'ordre, de la surveillance nocturne et de la lutte contre les incendies.

Une nuit, Léon VI, qui souhaitait vérifier l'efficacité des vigiles nocturnes, quitta le palais et feint de vouloir se rendre dans un bordel. Deux postes de gardes l'arrêtèrent mais se laissèrent corrompre, mais au troisième contrôle, il fut interpellé, enchaîné et jeté en prison. Le lendemain, s'étant fait reconnaître, il punit les gardes des deux premiers postes et récompensa ceux qui avaient fait leur devoir en le mettant aux fers.

## *Les « akritai » et la protection des frontières*

Pour se prémunir de ses ennemis extérieurs, Constantinople pouvait également compter sur un système bien rodé, celui des *akritai* qui étaient très mobiles, n'hésitant pas à mener de courtes expéditions en territoire ennemi pour y capturer des habitants ou des soldats auxquels ils arrachaient ensuite tout renseignement utile. Ils étaient postés dans de petites places fortes communiquant entre elles par signaux optiques. D'autres réseaux de tours de signalisation reliaient les frontières au palais impérial. Le système était particulièrement efficace puisqu'un renseignement mettait une heure à parvenir de la frontière jusqu'au palais.

## *Des réseaux à l'étranger*

Mais surveiller les frontières ne suffit pas à se prémunir des menaces, car on ne les détecte, par définition, qu'au dernier moment. Il vaut bien mieux aller chercher le renseignement à la source.

Constantinople l'avait bien compris et entretenait dans les pays voisins des réseaux permanents d'agents rétribués, les *kruptoi philoi*, ou « amis secrets ». Une preuve tragique nous en est donnée par l'histoire de ce khan bulgare, Tzeleric, qui, en 766, sous le règne de Constantin V, feint de vouloir se réfugier à la cour impériale pour échapper à la vindicte de ses boyards : il demande à l'empereur de lui envoyer la liste de ceux sur lesquels il peut compter parce qu'ils sont fidèles à Byzance. Aussitôt la liste reçue, Tzeleric fait exécuter les agents byzantins…

Ces réseaux s'étoffèrent à mesure que les Arabes prirent le contrôle des provinces orientales de l'empire, la Syrie, la côte africaine ou l'Égypte. De nombreuses communautés chrétiennes étaient restées sur place et il était relativement facile de recruter en leur sein des agents. Ainsi, en 757, les Arabes exilèrent Théodore, patriarche d'Antioche dont la correspondance (interceptée) démontra qu'il envoyait de véritables rapports de renseignement à Constantinople.

## *Organisation systématique du renseignement militaire*

L'armée et la marine de guerre ne pouvaient échapper à cette organisation minutieuse.

L'armée byzantine avait repris les traditions et l'organisation de l'armée romaine, en les adaptant. Les légions étaient ainsi devenues des *tagma* de 400 hommes, divisées en quatre compagnies.

Ils pouvaient s'appuyer sur la connaissance du terrain de recrues locales, les *trapezitai*, et agissaient le plus souvent de leur propre initiative, tendant des embuscades pour capturer des prisonniers. Ils avaient également tout pouvoir pour arrêter un citoyen de l'empire trouvé près d'une frontière sans raison valable.

La marine de guerre, quoique jouant un rôle moins important que l'armée, avait elle aussi ses espions. De petits navires armés, les *galaiai* et les *moneria*, se livraient à de petites reconnaissances des forces ennemies et des côtes.

En 911, lors de la préparation d'une expédition contre la Crète, l'amirauté déploya ses *galaiai* au large de la Syrie pour découvrir les plans exacts et les capacités de la marine arabe.

Trois bases permanentes d'où pouvaient appareiller les navires espions furent mêmes créées dans la mer Noire et à l'entrée du golfe d'Aqaba, pour surveiller la mer Rouge.

### *Renseignement diplomatique et économique*

Les ambassades, bien entendu, fournirent leurs lots de renseignements, profitant largement du statut d'immunité reconnu aux représentants d'un État étranger. De même, les ambassades étrangères à Constantinople se voyaient entourées de serviteurs, interprètes, cuisiniers et autres corps de métiers qui étaient, pour beaucoup d'entre eux, autant d'espions.

Mais le domaine de l'espionnage économique ne fut pas non plus inconnu des Byzantins.

La grande affaire de l'époque, c'est celle de la soie. Or, celle-ci n'arrivait à Byzance qu'après avoir traversé la Perse, puisque celle-ci contrôlait totalement la fameuse « route de la soie », de la Chine aux rives de la Méditerranée. Contourner la Perse était donc un objectif stratégique pour l'empire. Malheureusement, la perte de plusieurs possessions qui auraient pu permettre de tracer une route alternative devait interdire à Constantinople de réaliser ce rêve. Une opération secrète allait toutefois changer la donne.

Deux moines perses qui avaient longuement vécu en Chine et connaissaient le secret de l'élevage des vers à soie furent « recrutés » par l'empereur Justinien et renvoyés en Chine, où ils arrivèrent à voler des œufs et à les rapporter à Constantinople cachés dans une canne creuse. Le climat et l'abondance de mûriers permirent à ceux-ci de se multiplier, et l'industrie de la soie fut bientôt en pleine expansion – fournissant à l'empire (qui en fit un monopole d'État) de précieuses ressources.

L'ensemble des renseignements provenant des ambassades, de l'interrogatoire ou de la surveillance des étrangers, des marchands et missionnaires, était centralisé au *scrinium barbarorum*, sorte de « bureau des affaires étrangères ».

Ce que nous avons vu jusqu'ici, ce sont des agents de circonstance recrutés et rémunérés parce qu'ils peuvent avoir accès à des renseignements importants ou encore des soldats occupés à des tâches de recueil du renseignement stratégique. Pour la première fois, à Byzance, de véritables « services de renseignement » emploient sur une base permanente des officiers et des agents de renseignement dont l'unique fonction dans la cité est de pratiquer l'espionnage.

Ce sont des fonctionnaires auxquels leur propre service, pour des missions précises, fournit la couverture *ad hoc*. Le même service dispose, dans les États voisins et rivaux, d'agents implantés en profondeur et capables de renseigner Byzance. La courte description que nous venons de faire de ce service pourrait être celle de n'importe quelle administration moderne active dans le champ du renseignement.

# Chapitre 6

# Les « impérialistes » ont besoin de renseignement

***Dans ce chapitre :***

- Les Vikings : pas de carte, mais une connaissance parfaite de la mer
- Une véritable « culture » du renseignement
- Espionnage et intoxication dans la conquête de l'Angleterre
- Les Templiers : maillage territorial, connaissance intime de l'« ennemi » et richesse au service de la puissance

***L***e Moyen Âge a-t-il été, mis à part à Byzance ou dans ses derniers temps, une période si sombre pour le renseignement ? Pas tout à fait. Il est vrai que les deux grands États centralisés qui dominaient l'Europe, la France et l'Angleterre, n'ont pas vraiment brillé dans cette discipline avant la guerre de Cent Ans. L'Empire romain d'Orient fut une exception. Mais il existe d'autres exceptions : les Vikings et les Templiers.

C'est d'ailleurs assez logique : Français et Anglais évoluaient dans un monde en mutation, certes, mais qu'ils connaissaient bien. Les cités italiennes comme Venise qui bâtissaient leur

puissance sur un négoce lointain faisaient déjà face à une situation toute différente. Les Vikings et les Templiers, eux, entreprirent (ou tentèrent) de créer de véritables empires, très loin de chez eux : ils partaient vers l'inconnu et n'avaient d'autre choix que de préparer le plus soigneusement possible leurs expéditions puis de tout savoir pour maintenir leur emprise. La fonction crée l'organe, en quelque sorte.

Il est possible que les grandes invasions barbares des premiers siècles, qui déstabilisèrent puis anéantirent le pouvoir de Rome, aient donné lieu elles aussi à des opérations d'espionnage. Par ailleurs, dans les premiers temps leur poussée tenait davantage des campagnes de pillage que de la colonisation durable. Le renseignement ne leur était donc pas essentiel.

## *La reconnaissance, arme secrète des Vikings*

Les Vikings sont appelés à un destin exceptionnel. Peuple scandinave aux multiples ramifications, ceux dont on pourra dire un jour qu'ils furent les meilleurs marins et les meilleurs guerriers de leur temps vont coloniser une partie de l'Irlande tandis qu'un rameau de leur peuple va créer un État indépendant en Normandie et, de là, conquérir l'Angleterre.

Les sagas que l'on récitait le soir au coin du feu renfermaient, estime Jean Deuve, « tous les ingrédients de l'espionnage, du sabotage et contre-espionnage » : déguisements, identités d'emprunt, méfiance, nécessité de surveiller à la fois ennemis et « amis ». Les enfants étaient élevés dans ces légendes et développaient ainsi, « naturellement », le goût et l'habitude de l'approche indirecte.

Ils vont assiéger Paris, conquérir la Sicile, créer un royaume à Kiev, commercer avec l'Extrême-Orient et nouer de fructueuses relations avec Byzance. Et même, mais sans le savoir et cinq siècles avant Christophe Colomb, ils vont

découvrir l’Amérique, dont ils exploreront une part minuscule qu’ils appelleront Vinland.

Jamais, sauf peut-être dans le cas de l’Amérique, les Vikings ne partiront à l’aventure en aveugle. Des bases qu’ils prennent le soin d’édifier tout au long de leurs routes maritimes, ils lancent, avant chaque nouvelle expédition, des reconnaissances le long des côtes ennemies et, au besoin, ils débarquent de petites patrouilles légères chargées de la reconnaissance en profondeur.

L’une des grandes supériorités des Vikings sera certainement d’avoir une connaissance précise de la mer. Ils se guidaient grâce à l’étoile Polaire et à la hauteur du soleil. On ne sait pas s’ils avaient conscience, comme ce fut le cas des Grecs, du fait que la Terre était ronde, mais il est certain qu’à une époque où leurs contemporains l’imaginaient plate ils n’étaient pas effrayés par l’idée de tomber dans l’abîme l’entourant et pouvait donc naviguer beaucoup plus loin.

Dans l’historiographie du renseignement, une place toute particulière est occupée par Jean Deuve (1918-2008). Deuve était lui-même un ancien praticien du « Grand Jeu » : il avait dirigé un groupe de guérilla antijaponais en Asie du Sud-Est avant de devenir l’un des chefs du renseignement militaire français au Laos entre 1946 et 1948 – puis conseiller politique du Premier ministre du royaume du Laos (et représentant auprès de lui du SDECE, le renseignement extérieur français) jusqu’en 1964. Rentré en France, il sera responsable des secteurs « Pays de l’Est » et « Asie » du SDECE avant de terminer sa carrière comme directeur du renseignement du même service jusqu’en 1978. Retraité, il consacrera une grande partie de son temps à explorer la pratique de l’espionnage chez les Vikings.

## Les scaldes, bardes et espions

Chargés de chanter les exploits des rois et des grands de leur monde, les « scaldes » vikings bénéficiaient d'une protection absolue, leur art, censé avoir été créé par le dieu Odin lui-même étant, de ce fait, sacré. Rien d'étonnant dès lors à ce que cette « couverture » ait été régulièrement utilisée pour des missions de renseignement. Ainsi, au X$^{e}$ siècle, des rois comme Alfred le Grand se feront passer pour des scaldes pour pénétrer les camps ennemis. Et c'est Golet, le jongleur de Guillaume le Conquérant, qui l'aida à découvrir un complot qui se tramait contre lui à Bayeux.

## *La conquête de l'Angleterre, un triomphe du renseignement normand*

Dès les toutes premières années du XI$^{e}$ siècle, mettant à profit le mariage d'une de leurs princesses avec un roi anglais, les Normands pénètrent en profondeur la Cour et l'« Administration » anglaises. Un secrétaire privé du roi, son chapelain, l'évêque de Londres et d'autres ecclésiastiques de haut rang, plusieurs hauts fonctionnaires de la Cour, des capitaines commandant des places fortes envoient ainsi un flot incessant de renseignements vers la Normandie, où ils sont analysés par le sénéchal du duc, Guillaume de Crépon, issu d'une vieille lignée scandinave et qui était également l'ami le plus proche de celui que l'on nommait encore Guillaume le Bâtard.

Pour mieux assurer l’acheminement rapide de ces renseignements, le duc Guillaume, auquel le roi Édouard a promis qu’il sera un jour son successeur sur le trône d’Angleterre, a « prépositionné » dans plusieurs ports anglais des agents de liaison possédant chacun leur propre bateau. C’est l’un de ces agents de liaison qui, dans les tout premiers jours de 1066, vient apporter à Guillaume la nouvelle de la mort d’Édouard, le 5 janvier. Mais du même coup, le duc de Normandie apprend aussi que le comte du Wessex, Harold, s’est immédiatement fait couronner.

Les réseaux mis en place par Guillaume de Crépon pour le compte de son duc vont alors tourner à plein régime ; bien que Harold ait pris soin d’écarter nombre de dignitaires à ses yeux trop compromis avec la cause normande, les renseignements continuent. Ces informations ont de quoi inquiéter Guillaume, car elles décrivent une armée, et surtout une marine anglo-saxonne très puissantes.

Durant les préparatifs de l’invasion normande, Harold, bien entendu, tente de connaître le niveau de préparation de Guillaume et dépêche des espions au port de Dives, où sont construits les navires de guerre de son adversaire. Mais le port, à l’époque invisible depuis le large, est étroitement surveillé et l’un de ces envoyés est capturé. Loin de le mettre à mort, Guillaume applique, d’instinct, les préceptes de certains stratèges de l’Antiquité et lui montre en détail la force de son armée avant de le libérer. Il n’a laissé planer le doute que sur un seul point, mais il est crucial : il attaquera, bien entendu, mais il ne sait pas encore si ce sera cette année ou l’année prochaine et il ne semble pas avoir déjà choisi la zone.

Harold sait désormais qu’il a en face de lui une puissance avec laquelle il faut compter, mais il ignore encore quand, comment et où elle sera employée, même si l’étude des cartes peut indiquer, pour ce dernier point, que le choix de Dives implique que le débarquement aura lieu dans la région de Portsmouth.

À la fin du printemps, Harold est submergé de renseignements contradictoires – provenant aussi bien de ses propres espions que des manœuvres d'intoxication normandes.

C'est alors qu'une nouvelle menace surgit : le roi viking Harald Hardraata, rejoint par le propre frère de Harold, Tostig Godwinson, débarque près de York. Harold retire sa flotte de la Manche, où elle patrouille face aux côtes normandes et la concentre à l'embouchure de la Tamise, d'où elle peut affronter les Vikings ou combattre les Normands. Aussitôt prévenu, Guillaume fait faire secrètement mouvement à ses propres navires, qui quittent Dives pour aller mouiller dans le port de Saint-Valéry, dans la Somme, d'où il ne faudra qu'une nuit pour traverser la Manche et débarquer les troupes d'invasion à Pevensey (Sussex), lieu à peu près dégarni de troupes anglaises.

Harold se porte, à marche forcée, à la rencontre du roi viking et écrase son armée. Harald Hardraata et Tostig Godwinson sont tués.

Le 28 septembre 1066, Guillaume pose le pied sur la terre anglaise.

Les troupes normandes, guidées par des moines qui ont vécu dans les prieurés normands du sud de l'Angleterre, prennent dès le premier jour le port de Hastings, où vont débarquer les renforts.

Apprenant la nouvelle, Harold se lance dans une nouvelle marche forcée pour redescendre vers le sud. Quelques jours de répit permettent à Guillaume et à ses officiers de déployer leurs moyens de renseignement opérationnels du champ de bataille : patrouilles d'éclaireurs à cheval opérant en binôme – ainsi, un cavalier peut rester au contact de l'ennemi tandis que l'autre va rendre compte de leurs découvertes – , petits groupes légers

pouvant s’infiltrer en profondeur derrière les lignes ennemies, postes de surveillance statiques sur les hauteurs se multiplient.

Revenu à Londres, Harold tergiverse et ne sait quelle attitude adopter. Sous couvert d’une ambassade confiée au moine Huon Margot, Guillaume lui dépêche une mission d’espionnage et d’intoxication.

Harold lui aussi dépêche ses espions auprès de Guillaume, mais le contre-espionnage normand veille et Guillaume n’hésite pas, c’est le cas de le dire, à mettre la main à la pâte : il se fait passer pour un serviteur et se mêle à l’ambassade de Harold, ce qui lui permet de déjouer ses plans.

Les événements vont alors se précipiter : Harold, alarmé par les récits de ses agents, se décide à faire mouvement et quitte Londres. Mais son armée est épuisée, elle a livré une dure bataille contre les Norvégiens et n’a disposé que de deux ou trois jours à Londres pour se reposer avant d’entamer une troisième marche forcée de 80 km pour gagner Hastings. De plus, les soldats de Harold sont démoralisés à cause des rumeurs qui vont bon train sur la force de ces Normands qu’ils vont bientôt affronter.

Informé en temps réel de chaque mouvement des Anglais, Guillaume passe à l’attaque dans la matinée du 14 octobre 1066, bien avant que l’armée adverse soit rangée en ordre de combat. Harold est tué et son armée mise en déroute. Deux mois et demi plus tard, Guillaume est couronné à Westminster.

Victoire incontestable de l’initiative et du courage, la bataille de Hastings est aussi celle de l’intelligence stratégique et des « méthodes spéciales » : renseignement politique et stratégique, contre-espionnage, renseignement tactique de terrain, diversion et intoxication ont largement contribué au triomphe de Guillaume.

# *Les Templiers : un « État dans l'État » pour les moines-soldats*

En 1095, le pape Urbain II prêche, à Clermont, la première croisade, dont le but est de reprendre aux infidèles Jérusalem et le tombeau du Christ. Jusqu'en 1291, huit autres croisades vont suivre, mais elles n'arriveront jamais à installer durablement la présence chrétienne en Orient.

Mouvement de foi – les croisés sont assurés de la rémission partielle ou totale de leurs fautes – , les croisades sont aussi une grande aventure. Dans un Occident où les seigneurs s'ennuient souvent, dans leurs châteaux humides et incommodes, « se croiser » peut permettre de vivre des moments exceptionnels.

Cela dit, seule la première croisade, qui allait aboutir à la prise de la Ville sainte et à l'instauration d'un très éphémère royaume chrétien de Jérusalem (1099-1187), a été, pour l'Occident, un réel succès. Surpris par la tactique franque – la charge d'une chevalerie lourdement armée et protégée qui balaie tout sur son passage – , les musulmans ne peuvent résister et sont défaits.

## *Seuls les Templiers pratiquent le renseignement*

Du côté des croisés, on observe peu de progrès stratégiques. Ainsi, lors de la troisième croisade, durant le siège d'Acre, le roi de France, Philippe Auguste, ira jusqu'à négliger de faire garder, de nuit, ses machines de siège, qui seront brûlées par une opération commando…

L'un des ordres hospitaliers issu de la croisade, l'ordre du Temple, va pourtant amener à un autre niveau le renseignement occidental. Tout à la fois ordre guerrier chargé de la protection des lieux saints et des routes qui y mènent, organisation charitable et véritable « banque » des croisades, les Templiers

disposent, grâce au maillage étroit de leurs commanderies et hospices et à leur présence dans tous les pays d'Occident et en Orient, d'agents discrets capables de les informer (et d'informer leurs « clients ») sur la situation du monde. Ce privilège, qui s'explique en partie, pour ce qui est de l'Orient, par les rapports étroits que l'ordre entretient avec le monde musulman, doit d'ailleurs, plus que probablement, être partagé avec les autres ordres militaro-religieux, et même simplement religieux de l'époque.

Qui mieux que les moines et les prélats – qui ont maintenu la connaissance de l'écriture et de la lecture, disposent tout à la fois d'une vaste organisation européenne de couvents et de monastères mais aussi de riches bibliothèques et d'une langue universelle, le latin, et qui, surtout, voyagent incessamment – pourrait se tenir informé des secrets du monde ?

L'une des forces de l'ordre du Temple sera son immense richesse, due à la bulle pontificale *Omne datum optimum*, promulguée en 1139 par Innocent II. Elle instaure que les Templiers pourront garder « tout le butin pris aux Sarrasins sans que personne ait le droit d'en réclamer une part » et que la « maison avec toutes ses possessions » demeure sous la tutelle et la protection du Saint-Siège. La fortune ainsi amassée permettra au Temple d'être la « banque » des rois tout en jouissant d'un véritable statut d'« extraterritorialité » qui le protège de toute intrusion et de tout contrôle. Cet instrument de puissance sera aussi l'une des causes de la chute de l'ordre…

## *Un maillage étroit*

L'ordre du Temple est présent partout, aussi bien en France qu'en Allemagne, au Portugal qu'en Hongrie, en Italie qu'en Angleterre : les « provinces » ainsi constituées sont indépendantes les unes des autres, certes, mais liées. Et les commanderies et autres établissements templiers sont d'autant

plus aptes à recueillir du renseignement et à l'acheminer qu'ils sont, le plus souvent, implantés sur les routes et dans les ports empruntés par ceux qui se rendent en Terre sainte.

Les commanderies ne s'établissent pas au hasard. Une fois leur indépendance financière acquise, les Templiers, loin de se cloîtrer dans des lieux retirés, comme d'autres ordres monastiques, choisiront au contraire de bâtir leurs châteaux le long des routes et des voies navigables, au cœur des capitales et en ne les espaçant pas trop pour qu'ils puissent servir de relais.

Le rôle de banquiers joué par les Templiers leur imposait de connaître dans le détail les intrigues de cour et l'état des fortunes des seigneurs auxquels ils prêtaient. Il plaçait également l'ordre dans l'intimité des dirigeants de la chrétienté, ce qui leur valut, à plusieurs reprises, de mener de véritables opérations de diplomatie secrète, pour des monarques comme pour le Saint-Siège.

## *Une connaissance intime de l'Orient*

L'une des caractéristiques des Templiers sera également la symbiose dans laquelle ils vivront avec les musulmans. Certes, ce sont des soldats, et ils ne seront jamais les derniers à manier l'épée contre les « infidèles », mais en dehors des périodes de guerre ouverte, ils observent, étudient et tentent de comprendre.

Au contraire des autres croisés, qui étaient considérés comme « grossiers » et barbares par les populations locales, ils entretiennent de bonnes relations avec les Arabes.

Ousâma ibn Moundiqh (1095-1187), prince syrien en étroite relation avec les croisés, raconte l'un de ses passages à la mosquée Al-Aqsa, de Jérusalem, « lieu de séjour de mes amis templiers » : « J'allais commencer la prière lorsqu'un Franc se précipita sur moi, m'empoigna et me tourna vers l'Orient en

disant “C’est ainsi qu’on prie !” Tout de suite, les Templiers intervinrent et l’éloignèrent de moi. » Les Templiers, eux, se considéraient comme des « Levantins » au même titre que les musulmans…

C’est cette connaissance « de l’intérieur » de la Terre sainte et de la civilisation arabe qui fera des Templiers les informateurs privilégiés (et les conseillers les plus écoutés) des rois et des papes. Lorsque Clément V envisage de lancer une nouvelle croisade, en 1306, c’est le Grand Maître de l’ordre du Temple, Jacques de Molay (qui sera arrêté un an plus tard sur ordre de Philippe le Bel), qu’il convoque tout naturellement pour se faire expliquer la situation politique et militaire en Terre sainte.

L’intelligence des Templiers et leurs multiples informateurs ne leur permettront pas, toutefois, d’échapper à la catastrophe qui va s’abattre sur eux. Le 28 mai 1291, Acre, dernière place forte chrétienne en Terre sainte, tombe aux mains des musulmans. La Terre sainte étant perdue, l’ordre perd sa principale raison d’être, mais sa richesse excite bien des convoitises, à commencer par celle du roi de France, Philippe le Bel, toujours à court d’argent. Le Temple a foi en sa propre puissance et en la protection pontificale et se croit donc intouchable. C’est une erreur.

Ses réseaux avertiront bien le Grand Maître, Jacques de Molay, de ce qui se trame et des rumeurs qui courent sur la perversion de l’ordre, mais il se contentera de demander au pape de diligenter une enquête pontificale.

Le 13 octobre 1307, tous les Templiers de France sont arrêtés au même moment pour éviter fuites et résistance. L’opération a été préparée depuis un mois (le temps nécessaire pour prévenir tous les sénéchaux et baillis du pays), et dans le plus grand secret. Une opération de police « moderne » en plein Moyen Âge !

# Chapitre 7

# Le renseignement dans l'Orient antique et médiéval

***Dans ce chapitre :***

- Des espions chrétiens au service de la conquête arabe
- Des milliers d'agents entre Damas et Bagdad
- L'incroyable rapidité des agents mongols
- Kautîliya et Sun Tzu, maîtres de la ruse asiatique

***S***i, mis à part les quelques exceptions, le renseignement n'était pas l'art le plus cultivé par les États chrétiens au Moyen Âge, il en allait tout autrement en Orient.

Qu'il s'agisse des peuples musulmans du Moyen-Orient, des Mongols d'Asie centrale ou des Chinois et Indiens d'Asie du Sud, l'espionnage, la ruse, l'approche indirecte et le stratagème avaient gardé toute leur importance en Asie.

Entre les années 610-612, qui marquent le début de la prédication de Mahomet, et 732, qui marque l'arrêt de la poussée musulmane vers le nord, des tribus arabes provenant d'une des zones les plus désertiques du monde vont conquérir la Syrie, la Perse et le reste du Moyen-Orient (635-651), l'Asie centrale (637-709), l'Afrique du Nord (640-709), une partie de

l'Inde (664-712), et, enfin, une grande partie de la péninsule Ibérique. Cette expansion inouïe s'explique par l'épuisement des grands empires, dans bien des cas par l'absence de pouvoirs forts et par l'attractivité d'une religion nouvelle qui promettait égalité et fraternité à ceux qu'elle convertissait.

## *L'espionnage au service de la puissance*

La grande intelligence des nouveaux conquérants fut sans doute de laisser en place les administrations quand ils les trouvaient utiles. Les Arabes avaient manifestement conscience qu'ils n'étaient pas assez nombreux pour s'occuper de tout et se concentraient sur la conquête et la direction des nouvelles provinces : pour peu qu'ils soient loyaux, les anciens « fonctionnaires », même chrétiens, restaient en poste.

Un certain nombre d'entre eux surent se rendre indispensables en apportant la connaissance et le renseignement qui leur étaient indispensables. Les ambassades et les échanges de prisonniers de guerre (particulièrement fréquents entre Byzantins et Arabes) étaient également l'occasion d'infiltrer des espions en territoire ennemi.

Voyant que les Arabes les laissaient à leurs postes, certains fonctionnaires chrétiens se portaient volontaires pour espionner les territoires encore dirigés par leurs coreligionnaires. En récompense, les conquérants leur rendaient l'argent collecté au titre de taxe…

Conscients de l'importance qu'avait la rapidité dans l'acheminement du renseignement, les Arabes, dans les territoires byzantins, maintinrent les services postaux, qu'ils rebaptisèrent *barid*.

En 669-670, lorsque les Arabes se lancèrent en Asie centrale, leur général prit soin d'établir un service postal régulier à

chaque progression, de manière à ce que ses rapports puissent être transmis rapidement. Par la suite se développa assez rapidement un service postal par pigeons voyageurs.

Alors que le califat (l'État créé par les « califes », les successeurs de Mahomet, dirigé de Damas et Bagdad) établissait son emprise sur les territoires conquis et tandis que la querelle entre les califes et les chiites s'envenimait, le recours à l'espionnage devint de plus en plus indispensable.

## *Les milliers d'espions de Hârûn al-Rachîd*

Le calife Hârûn al-Rachîd (763-809) avait ainsi à son service plusieurs milliers d'espions, dont 1 700 « vieilles femmes » et de très nombreux marchands auxquels leur rôle permettait de s'introduire partout. Sous la direction d'un chef appelé Khaibar, ils étaient chargés de la surveillance générale des fonctionnaires, y compris des ministres, de manière à s'assurer qu'ils restent loyaux. Ce vaste réseau de renseignement était « doublé » par une police, la Diwan al-Shurtah. Son chef, le *shaib al-Shurta*, un haut magistrat, était responsable non seulement de la sécurité publique et du respect de la *hisba*, l'application de la charia, mais également de la sûreté du calife, de ses ministres et des gouverneurs de provinces.

## *Une grande conscience de la nécessité du renseignement et de la ruse*

Les stratèges arabes avaient fort bien compris la nécessité de disposer de renseignements fiables et précis. Nizam al-Mulk, vizir du sultan Malik Shah, qui régna sur Bagdad entre 1073 et 1092, écrit : « Il est indispensable pour un souverain d'obtenir des informations sur ses sujets et ses soldats. » Trois siècles plus tard, vers 1360, Ibn Hodeïl al-Andalusy écrira, dans *L'Ornement des âmes* : « Les ruses sont plus efficaces que

l’action ; une délibération prise à bon escient est plus heureuse qu’un geste violent. »

À la même époque, un *Livre des ruses* stipule : « Ayez à cœur d’employer la tromperie dans la guerre, car elle vous permet d’arriver au but d’une façon plus certaine que la bataille dans un corps à corps sanglant. »

Deux siècles plus tôt, en Perse, Qabus Ibn Iskandar (1020-1085) conseillait, dans *Le Livre des conseils* : « Ne néglige jamais d’envoyer des espions et de t’informer des dispositions de l’ennemi ; ne relâche jamais ta vigilance… »

Mohammed Mahârakshah (1150-1224) défend, quant à lui, le recours systématique à l’« intoxication ». Ainsi, pendant le siège d’une ville, « faut-il propager les rumeurs les plus folles telles que : “Ils vont monter des catapultes capables de fondre les murs par une décharge de feu… ils vont inonder les fossés par le pétrole enflammé capable de brûler totalement les murailles…” »

Et après s’être renseigné sur la situation exacte de l’ennemi, « il faut placer des crieurs tout au long des murs qui vont s’exclamer : “Ô pauvres gens, ne soyez pas si cruels avec vous-mêmes. Avec les quantités de fourrage, d’eau et de provision qui vous restent, vous ne pourrez résister que quelques jours…” Ainsi, les assiégés, se rendant compte que vous savez tout sur leur capacité de résister, préféreront la paix et se rendront… »

Les conquérants arabes savaient la nécessité de protéger les frontières de leurs nouvelles provinces. Dans son traité sur les taxes, Abu Yusuf Ja’kab ibn Ibrahim insiste sur la nécessité d’installer des postes de police sur les routes traversant les frontières. Il souligne que tout courrier en possession des marchands tentant de pénétrer les terres musulmanes doit être lu.

# *La formidable machine de renseignement mongole*

Le XIII$^{e}$ siècle vit la formidable montée en puissance d'un autre peuple d'Asie : les Mongols. Parti de Sibérie orientale, ce peuple nomade conquit, en un siècle, le nord de la Chine, l'Asie centrale, le Moyen-Orient et la Russie. Ils ne s'arrêteront qu'en Asie centrale.

En 1209, Temudjin, dit *Gengis khan* (« le roi universel ») entame la série des campagnes militaires qui vont lui permettre, en vingt ans, de dominer la plus grande partie de l'Asie et de se créer un empire démesuré allant de Samarkand à Pékin et s'étendant jusqu'aux steppes russes.

L'homme est mystérieux. Il a plus de 40 ans et vient de passer les trente premières années de son existence à soumettre à son pouvoir les tribus éparses et à mettre sur pied une véritable « fédération mongole ». Pour mesurer le chemin qu'il a parcouru, il suffit de savoir qu'il est parti de rien : encore très jeune à la mort de son père, il avait été trahi par tous et ne pouvait compter que sur une dizaine de fidèles et autant de chevaux !

Il a dû tout « inventer » : un empire, un code juridique, une armée et… un service d'espionnage.

L'armée de Gengis khan a toujours compté des effectifs assez réduits en regard de ses immenses ambitions – entre 30 000 et 50 000 hommes suivant les périodes et, exceptionnellement, de 120 000 hommes à un peu plus de 200 000 : chaque campagne doit donc être préparée.

Des éclaireurs et des espions s'infiltrent – parfois avec plusieurs années d'avance ! – dans les régions que les Mongols comptent asservir.

Le « service de renseignement » mongol est véritablement multinational puisqu'on y trouve des Mongols, bien sûr, mais aussi des Chinois, des Russes, des Turcs ou des Polonais.

Les espions du khan se font passer pour des marchands sédentaires ou se déplaçant en caravane. Ils rassemblent tous les renseignements qu'ils peuvent trouver et les transmettent aux lieutenants de Gengis khan qui forment le Kouriltaï, le conseil militaire de l'empereur.

L'une des forces essentielles de ce système est la rapidité avec laquelle les informations sont transmises. Dominant une zone immense, Gengis khan a eu l'intelligence de créer un système de poste révolutionnaire pour l'époque connu sous le nom de Yam : tout le territoire de l'empire est couvert d'un réseau extrêmement dense de relais postaux, comptant au total plusieurs centaines de milliers de chevaux, qui permettent à un message d'être acheminé de la Hongrie ou de la Russie au cœur de l'Asie à une vitesse inouïe. Certains cavaliers arrivent à parcourir plus de 2 000 km en dix jours, ne descendant de cheval que pour en changer.

Les généraux disposent ainsi d'une connaissance exceptionnellement précise des pays envahis, de leur nature, des effectifs ennemis, de leur composition et de leur puissance. Et à leur tour, ils savent faire preuve de rapidité : une troupe peut franchir jusqu'à 70 km en une journée.

Ces informations permettent aux Mongols d'appliquer avec succès leur stratégie basée, entre autres, sur la ruse et sur de complexes mouvements tournants leur permettant de prendre les armées ennemies en tenailles.

Du point de vue purement « politique », le renseignement mongol s'intéresse particulièrement aux liens de famille des princes dominant les pays qu'ils veulent conquérir : en sachant

avec qui un prince est apparenté, on peut en déduire les renforts sur lesquels il peut compter.

Une grande partie de nos connaissances sur les Mongols nous viennent de Guillaume de Rubrouck (1215-1295), moine franciscain flamand envoyé en ambassade officieuse par Saint-Louis.

C’est par lui que nous savons que les Mongols pratiquent le contre-espionnage en virtuoses : les visiteurs et les ambassadeurs à la cour impériale sont logés séparément et ne se rencontrent jamais, mais surtout, chacun est soigneusement interrogé.

Les campagnes des Mongols les mèneront en Occident, jusqu’aux portes de Vienne et de Venise. Après avoir défait une armée polonaise et une armée hongroise à deux jours d’intervalle, en 1241, ils ne seront arrêtés que par la mort d’Ogataï, le successeur de Gengis khan.

## Un stratège arabe au service des Mongols

Khadjeh Nassir al-Din Tûssi (1201-1274) était un haut fonctionnaire chiite de Bagdad. Il fut, surtout, grand vizir de l’empereur mongol Houlagou (1217-1265), petit-fils de Gengis khan, qui prit Bagdad le 10 février 1258. Il écrira un traité dont l’ambition était de faire connaître aux Mongols la gouvernance arabe. On peut y lire : « Le prince doit bien garder ses secrets afin de sauvegarder ses capacités de manœuvre et de pouvoir éviter la contradiction. Ses espions et ses informateurs doivent se renseigner

inlassablement surtout ce qui est couvert par le sceau du secret, surtout en ce qui concerne les ennemis et leur situation, leurs activités, leur état d'esprit et leurs projets. L'arme la plus efficace pour combattre un ennemi est de savoir ses projets et ses intentions… »

Non content d'édicter ce principe général, il donne une clé pour parvenir à l'appliquer : « C'est par l'analyse des gestes et des dires banals des enfants, des esclaves, des valets et des serviteurs de l'entourage des personnes proches et de confiance de l'ennemi et de son harem qu'on peut mieux accéder à ses secrets les mieux gardés. Pour parvenir à ce résultat, le meilleur moyen est d'accroître les rencontres et les conversations avec tout le monde. Il faut savoir exploiter ces contacts. C'est par la multiplication de ces contacts et de ces conversations qu'on peut accéder au for intérieur bien dissimulé… »

## *Aux Indes, Kautilîya prône intoxication et action clandestine*

De Kautilîya, on ne sait rien sinon qu'il pourrait s'agir d'un ministre du roi indien Chandragupta Maurya (IV$^{e}$ siècle av. J.-C.) et qu'il aurait laissé un long texte intitulé *Arthasastra*, important traité militaire et politique sur l'art de mener la guerre comme sur celui de gérer les affaires de l'État.

Le maître indien préconise largement l'action secrète. Ainsi, à un roi faible attaqué par un roi plus fort, il conseille : « Dans ses villes fortifiées, des agents secrets agissant à proximité immédiate du Régent devront propager, sous couvert d'amitié, parmi les citadins et les habitants de la campagne, la rumeur

selon laquelle le Régent a dit aux combattants et aux chefs de département : “Le roi est dans une position difficile ; il peut très bien ne pas en revenir vivant ; obtenez la richesse par la force et massacrez vos ennemis.” Quand la rumeur se sera largement propagée, des assassins dépouilleront les habitants de leurs biens durant la nuit et tueront les chefs tout en disant : “Voilà ce qui arrive à ceux qui n’obéissent pas au Régent.” Et ils devront laisser des armes tachées de sang ainsi que des cordes dans les appartements du Régent. Les agents secrets proclameront alors : “Le Régent assassine et dépouille les sujets”… »

Davantage que des espions, les agents secrets chers au cœur de Kautilîya sont des maîtres de l’intoxication et de l’action clandestine, aptes à désinformer l’adversaire et à le frapper ensuite sans qu’il sache d’où provient le coup afin de le déstabiliser ou de le détruire. Le tout en restant dans la plus parfaite clandestinité puisqu’ils doivent vivre « déguisés comme des commerçants… »

Cet esprit retors est mis au service d’une pensée politique de progrès puisque le roi vainqueur devra « instituer une coutume juste qui n’était pas en vigueur avant lui et maintenir la coutume juste initiée par d’autres ; et il ne devra pas instaurer de coutume injuste, et il devra mettre un terme à la coutume injuste introduite par d’autres ».

## *En Chine, Sun Tzu développe une pensée immortelle*

En Chine, à la même époque, un général chinois, Sun Tse (Sun Tzu), dans *L’Art de la guerre*, se penche sur la question du renseignement. « Lorsque la guerre est résolue, que les troupes étant formées sont sur le point d’entreprendre, ne dédaignez pas d’employer la ruse. Informez-vous d’abord de tout ce qui

concerne les ennemis, les rapports qui existent entre eux, leurs relations et leurs intérêts réciproques. À cet effet, n'épargnez pas l'argent. N'ayez pas plus de regret pour celui que vous ferez passer à l'étranger, soit pour créer des connivences, soit pour vous faire parvenir d'exactes informations, que pour celui que vous emploierez à solder vos troupes. Plus vous dépenserez plus vous gagnerez. »

Sun Tzu est un homme de son temps. Il n'hésite pas à conseiller : « Entretenez des liaisons secrètes avec ce qu'il y a de plus vicieux chez les ennemis ; servez-vous-en pour aller à vos fins en leur joignant d'autres vicieux. » Quand il conseille d'avoir des espions « partout », il insiste sur le fait qu'il faut en disposer « dans le propre palais du prince ennemi, dans l'hôtel de ses ministres, sous les tentes de ses généraux ; ayez une liste des principaux officiers à son service ; sachez leurs noms, leurs surnoms, le nombre de leurs enfants, de leurs parents, de leurs amis, de leurs domestiques ; que rien ne se passe chez eux que vous n'en soyez instruits ».

On sait si peu de choses sur Sun Tzu que l'on a été jusqu'à douter de son existence.

C'est, en fait, sur ces agents que repose la victoire. Rien d'étonnant donc à ce qu'il pousse très loin la sophistication de l'utilisation des espions, dont il distingue cinq catégories : les habitants des territoires adverses, les officiers ennemis, les espions ennemis retournés, les espions que l'on peut laisser sacrifier parce que leur capture et leur mort participeront à un plan d'intoxication, et enfin les espions capables de réaliser une reconnaissance en profondeur, de survivre et de ramener les renseignements requis. Quant au profil de l'espion idéal : il doit être intelligent mais paraître stupide ; être fort mais paraître faible et être courageux et capable d'endurer la faim, le froid et l'humiliation. Un homme indispensable puisqu'« une armée sans agents secrets est un homme sans yeux ni oreilles ».

# Deuxième partie

# Renaissance et temps modernes Diplomatie italienne, suprématie anglaise, montée en puissance française

***Dans cette partie***

***D***ans cette deuxième partie, nous verrons l'amateurisme et le désordre qui ont caractérisé l'espionnage jusqu'à la fin du Moyen Âge céder, peu à peu, le pas aux premiers services secrets, qui apparaîtront en Angleterre dès le XVI$^{e}$ siècle, tandis qu'en France Richelieu tente, lui aussi, d'organiser la collecte et l'utilisation du renseignement.

# Chapitre 8

# Italie : naissance de la diplomatie et espionnage

***Dans ce chapitre :***

- La « modernisation » de la diplomatie à Venise
- Des codes « incassables »
- Un contre-espionnage implacable

***D***ans leur ouvrage *Secret Diplomacy. Espionage and Criptography 1500-1815*, paru en 1937, James Westfall Thompson (1869-1941) et Saul Kussiel Padover (1905-1981) pouvaient écrire : « Dans les temps modernes, la république de Venise est la mère de toutes les diplomaties. Elle fut le premier État européen qui employa des ambassadeurs pour la défense de ses intérêts à l'étranger. » Ils savaient de quoi ils parlaient : Thompson est considéré comme l'un des historiens américains les plus prolifiques de son temps et s'était, de longue date, spécialisé dans l'histoire de l'espionnage. Padover, historien lui aussi, avait tâté du renseignement au sein de l'OSS durant la Seconde Guerre mondiale.

## *Un pays, de multiples États*

Au carrefour du Moyen Âge et de la Renaissance, la péninsule Italienne ne ressemblait en rien à ce qu'elle est aujourd'hui : elle était constituée d'une véritable mosaïque d'États de toutes tailles, parfois relativement vastes, parfois réduits à la dimension d'une simple cité. On ne compte pas moins de 70 duchés, principautés ou républiques (parfois éphémères) dépendant du « royaume d'Italie », les « États pontificaux » comptaient 7 provinces sur lesquelles s'exerçait, bon an mal an, l'autorité temporelle du pape, et 25 États souverains (dont Rome). Enfin 24 États étaient réellement indépendants et souverains : parmi eux, la Calabre, le royaume de Naples, la Sardaigne, le royaume de Sicile et, surtout, Venise.

## *Venise « invente » les ambassadeurs permanents*

Les premières ambassades vénitiennes étaient des missions occasionnelles, envoyées auprès d'une cour « étrangère » (bien que parfois située en Italie même) pour une durée limitée.

En 1268, un règlement vénitien stipule que les ambassadeurs doivent présenter leur rapport de mission dans les quinze jours qui suivent leur retour, que les envoyés de Venise ne peuvent se mêler de politique et qu'il leur est interdit d'accepter des présents.

Mais à la fin du XV$^{e}$ siècle la cité va innover en accréditant des missions diplomatiques permanentes. Ce qui implique d'instaurer un corps et une carrière diplomatiques.

À partir de ce moment, les ambassadeurs seront choisis avec soin, ils recevront, avant leur départ, des instructions détaillées et seront tenus de communiquer régulièrement au doge et au Sénat des dépêches. Celles-ci rendaient aussi bien compte de leurs missions que des nouvelles qu'ils pouvaient recueillir et de leurs observations. Paris, Londres, Madrid, Anvers, Vienne

et Constantinople étaient les principales « grandes ambassades » de la Sérénissime.

La correspondance entre les ambassadeurs et Venise avait beau être secrète (et cryptée), certaines dépêches circulaient ouvertement comme autant de « gazettes » informant les marchands et bourgeois toujours curieux de la marche des choses.

Certains codes vénitiens de cette époque étaient tellement complexes que, par exemple, celui utilisé par le représentant de Venise auprès de la reine d'Angleterre Marie Tudor (1553-1558), composé de 374 lettres ou signes, ne fut déchiffré que… plus de trois siècles plus tard, en 1868.

Cryptée ou pas, la correspondance diplomatique intéressait au plus haut point les puissances. À l'époque de Marie Tudor, l'ambassadeur de France à Londres payait le secrétaire de son homologue vénitien pour recevoir copie de chacune de ses dépêches. Les Anglais eux-mêmes interceptaient les lettres, les ouvraient et les lisaient avant de les laisser acheminer.

En ces temps troublés, les voies romaines n'étaient plus qu'un lointain souvenir : les routes étaient, le plus souvent, des chemins défoncés, presque impraticables et sur lesquels on était toujours à la merci d'une embuscade. La rapidité avec laquelle les dépêches arrivaient au doge est d'autant plus surprenante : en 1498, un courrier ne mit que sept jours à apporter à Venise la lettre annonçant la mort du roi de France, Charles VIII : sept jours pour couvrir une distance de près de 1 200 km !

Cette « professionnalisation » de la diplomatie et la rapidité des courriers faisaient de la république de Venise l'un des États les mieux informés d'Europe : le Sénat, disait-on, était à même de connaître tous les jours l'état du monde connu jusque dans les moindres détails.

Cette parfaite information touchait également les « affaires turques ». En 1560, l'ambassadeur écrit au Sénat, à partir de Constantinople : « Face au Turc, il convient d'avancer avec une extrême prudence entre ces deux voies, lui faire la guerre et ne pas lui faire la guerre. Il convient assurément de ne pas la faire, mais cependant de telle sorte qu'il ne s'imagine pas que nous ne pourrions la faire. » Cette approche prudente et attentive fera de Venise un intermédiaire idéal entre l'Occident chrétien et la Sublime Porte musulmane.

## *Diplomates ou espions ?*

Entre la diplomatie et l'espionnage, il n'y avait pour Venise qu'un petit pas. La nécessité pour les envoyés de la République de se tenir informés de tout obligeaient les ambassadeurs à s'entourer d'informateurs.

Les rapports des ambassadeurs arrivaient d'ailleurs aux mêmes destinataires que ceux des agents de renseignement professionnels ou occasionnels (tels que les négociants) : au doge et au Sénat, bien entendu, mais aussi au Conseil des Dix, en charge des affaires secrètes.

Giacomo fut un grand voyageur, un escroc, un joueur, un charmeur et… un espion. Qui fut chargé de plusieurs missions par la République mais n'hésita pas non plus à travailler « pour son compte », louant ses services au prince qui voulait les payer.

## *Le Conseil des Dix : cruel contre-espionnage*

Ce serait sans doute faire un anachronisme que de considérer la Venise du début de la Renaissance comme une « démocratie ». Certes, cette ville de marchands qui avait construit sa puissance sur le commerce du sel et les échanges maritimes était une

république, mais une république aristocratique. Seules les 42 grandes familles avaient voix au chapitre : elles siégeaient au Grand Conseil et élisaient le doge (duc) qui gouvernait jusqu'à sa mort. L'accès au Sénat, doté du pouvoir législatif, était soumis aux mêmes règles.

Pourtant, le peuple ne se révolta jamais. C'est que l'oligarchie eut l'intelligence de traiter convenablement artisans et ouvriers : ceux-ci étaient bien payés, bien logés dans des maisons au prix modique. Mieux : alors que leurs pareils, dans le reste de l'Europe, méprisaient le travail, les aristocrates vénitiens le respectaient et certains d'entre eux n'hésitaient pas à se faire artisans.

Venise respectait les libertés individuelles, y compris la liberté des mœurs (ainsi qu'en témoignent les Mémoires de Casanova) et la liberté de penser : elle fut, de tout temps, un havre de paix pour les scientifiques, les artistes et les philosophes. Si la ville se voulait catholique, tous les cultes étaient autorisés.

Le Conseil des Dix, souvent appelé simplement « les Dix » (même si, en fait, ils étaient 17), vit le jour à la suite d'un complot d'un membre d'une ancienne famille qui avait tenté de renverser la République pour instaurer une dictature personnelle. Il s'intéressera par la suite à toute menace contre les institutions ou contre la Ville et eut même la haute main sur nombre de négociations diplomatiques délicates et sur les espions de la cité…

## *Un organe implacable mais étroitement contrôlé*

Mais le Conseil était loin d'être omnipotent et son activité était même étroitement encadrée : ses membres étaient élus pour deux ans, ne pouvaient siéger que pour deux mandats et deux

membres d’une même famille ne pouvaient en être membres en même temps.

Les Dix travaillaient d’initiative, menant leurs propres enquêtes, ou se reposaient sur des dénonciations anonymes. Celles-ci étaient jetées dans les « bouches de lion », sortes de boîtes aux lettres de dénonciation que l’on trouvait un peu partout en ville.

Tout renseignement donnait lieu à une instruction et, s’il y avait lieu, à un procès. Celui-ci était secret, mais l’accusé pouvait être défendu par un avocat de son choix. En cas de condamnation, la peine pouvait être la prison, l’exil, ou, plus souvent, la mort. Et on ne badinait pas avec la notion de sûreté de l’État.

# Chapitre 9

# L'Angleterre et la naissance des services secrets modernes

***Dans ce chapitre :***

- Une citadelle protestante contre le monde catholique
- Un recrutement très large
- La guerre secrète des Jésuites
- L'ennemi espagnol
- Une reine perdue par des espions

***C'***est à nouveau en Angleterre, mais cette fois au XVI$^{e}$ siècle, que vont naître les premiers « services » modernes, au moins dans le nord de l'Europe.

Si le XVI$^{e}$ siècle est celui où s'épanouit la Renaissance et où scintillent les feux de l'humanisme, c'est aussi l'époque du schisme le plus important que connaîtra l'Occident chrétien : la Réforme. Depuis deux cents ans, le monde catholique est l'objet de graves convulsions. Un peu partout, de la Bohême à l'Allemagne, en passant par l'Italie et les Pays-Bas, des hommes se lèvent pour dénoncer la corruption d'une Église romaine qui ploie sous l'or, conforte le pouvoir des puissants et semble avoir totalement oublié le message évangélique.

Pendant deux siècles, le dernier mot est toujours resté au pape et à ses alliés princiers.

Au début du XVI$^{e}$ siècle, le vent tourne. Le 31 octobre 1517, Martin Luther placarde aux portes de l'église de Wittenberg, en Saxe, ses 95 thèses sur les réformes nécessaires de l'Église. Il vient d'allumer un feu qui ne s'éteindra jamais.

En quelques dizaines d'années, parti simultanément d'Allemagne – où vit et prêche Luther – , de Strasbourg – où sont à l'œuvre des prédicateurs locaux – et de Genève – où, à partir de 1541, travaille Jean Calvin – , le protestantisme s'affirme comme une foi nouvelle et vigoureuse.

Dans un premier temps, la Réforme séduit des artisans, des bourgeois, des communautés catholiques déçues du papisme, des paysans pauvres et de petits nobles. Tous se retrouvent dans un mélange d'aspiration à plus de pureté, de révolte contre les impôts perçus par l'Église, et de revendication sociale. Du point de vue territorial, le mouvement touche, avec plus ou moins de succès, l'Allemagne, la Suisse, la Scandinavie, une partie de la France et les Pays-Bas, qui englobent à l'époque la Hollande et la Belgique actuelles et une partie du nord de la France et sont gouvernés par l'Espagne.

## *Londres, protecteur du protestantisme*

L'Angleterre va suivre son propre chemin : ni luthérienne ni calviniste, la réforme y sera « anglicane ». Le roi Henri VIII s'étant vu refuser par le Saint-Siège le droit de divorcer, il se proclame chef suprême de l'Église, sans toutefois, remettre en cause les grands dogmes catholiques. C'est la réaction de Rome qui va jeter Londres dans le protestantisme : Henri VIII est excommunié et son royaume frappé d'interdit, on ne peut plus y pratiquer le culte ni y délivrer aucun sacrement.

En deux générations, l'île va basculer : l'Église anglicane va affirmer son appartenance au protestantisme tandis que divers groupes calvinistes ou luthériens vont se développer, parfois sous l'influence de réfugiés fuyant les persécutions sur le continent.

Deux camps seront dès lors en présence : les « papistes », soutenus par deux grandes puissances de l'époque – la France et l'Espagne – , et les « huguenots », dispersés mais soutenus et défendus, par l'Angleterre, qui s'affirmera peu à peu comme la grande protectrice du protestantisme.

## *Thomas Cromwell, secrétaire privé d'Henri VIII et chef de ses espions*

Henri VIII comprend rapidement que, dans ses conflits avec Rome et les souverains catholiques, l'action secrète et subversive offre certains avantages. Ne fût-ce que celui de coûter moins cher que les guerres ouvertes. Le roi aura parfois l'initiative de certaines manœuvres, mais la gestion au jour le jour des espions (et contre-espions) de la Couronne est confiée à l'un de ses intimes, Thomas Cromwell, membre du Conseil privé puis, entre autres fonctions, *Lord Privy Seal*, en fait secrétaire privé d'Henri VIII.

Thomas Cromwell (1490-1540) est une figure curieuse et tragique. D'extraction modeste, il fait carrière dans l'armée avant d'être remarqué par le cardinal Wolsey, qui le recommande chaudement au roi. Après avoir joué un rôle clé dans la rupture avec Rome et dans la Réforme, il se serait fabuleusement enrichi lors de confiscations des biens de l'Église, et, victime d'une cabale de cour, perdra la faveur de son souverain.

## *Élisabeth I^re^ et ses « services »*

Mais Henri VIII restera encore au niveau de l'artisanat : son caractère colérique, son côté versatile et la rapidité avec laquelle il se sépare de ses conseillers (ainsi, Cromwell sera décapité quatre ans à peine après avoir été fait Lord du sceau privé et anobli) l'empêchent, malgré trente-sept ans de règne, d'avoir la constance nécessaire à la bonne conception de l'Administration.

C'est sous le règne de sa fille, Élisabeth I^re^ (1533-1603), que se développe vraiment le renseignement anglais.

### William Cecil et Francis Walsingham, les pères fondateurs

William Cecil (1520-1598) est né à Bourne, dans le Lincolnshire, et comme Thomas Cromwell, il est issu d'un milieu modeste. S'étant, très tôt, fait remarquer par d'incontestables qualités intellectuelles, il réussit à entrer à l'université, où sa puissance de travail, sa vive intelligence et sa prodigieuse mémoire attirent l'attention de ses maîtres. Passé au service de Lord Seymour (Lord Amiral, et beau-père d'Élisabeth), il devient, en 1558, secrétaire d'État et le confident de tous les instants de la nouvelle reine.

Ayant pour souci principal de renforcer le pouvoir de la souveraine et de faire de l'Angleterre protestante un pays fort et respecté, il fonde un véritable service secret, la Défense de l'État, dont les attributions

touchent à la fois le renseignement extérieur et le contre-espionnage.

C’est l’un des proches collaborateurs de Cecil qui sera le véritable maître de cet outil secret : Francis Walsingham (1536-1590).

Ce grand voyageur, à l’esprit vif et observateur, a passé plusieurs années sur le continent. Aimant se mêler aux populations locales, il a ainsi appris à parler quatre langues en sus de l’anglais. Entré au Conseil de la Reine après avoir été ambassadeur en France, il se voit rapidement confier la direction du service créé par Lord Cecil. Calculateur et patient, il le mènera vers les sommets de l’art avec une grande froideur. Car Walsingham est un homme de moyens et, pour lui, tous sont bons s’ils aboutissent à la grandeur de l’Angleterre et de la religion réformée. Assisté d’un petit groupe de secrétaires fidèles, il paie et manipule un peu plus de 50 agents permanents en poste dans les principales grandes villes et ports de mer du continent. En tout état de cause, c’est Walsingham qui est considéré comme le grand ancêtre des services spéciaux britanniques. Il est aussi un véritable intime de la reine. Au vu de son teint mat et des éternels vêtements noirs qu’il porte, été comme hiver, celle-ci le surnomme *mon Maure*. Ayant passé sa vie au service de sa souveraine, Francis Walsingham n’en sera pas véritablement remercié. Après avoir dépensé une grande partie de sa fortune personnelle à l’édification du service secret, il mourra dans la misère.

Ayant délégué ses pouvoirs exécutifs en matière de renseignement à Francis Walsingham, Robert Cecil garde pourtant un œil sur les actions poursuivies par son adjoint.

Mais il peut être rassuré : le jeune Walsingham va bientôt s'avérer être un maître ès manipulations.

## *Un recrutement éclectique*

Fasciné par l'Italie, où il a vécu, par sa culture et son art séculaire autant qu'inégalé de la *combinazione*, Walsingham utilise les services de nombreux Italiens, mais il recrute également de jeunes gens de la bonne société étudiant à Oxford ou à Cambridge.

De nos jours encore, les services secrets anglais recrutent une partie de leurs agents dans les grandes universités voire dans l'aristocratie. C'est que, outre-Manche, il n'est pas considéré comme un déshonneur de servir son pays, y compris dans l'ombre. C'est peut-être ce qui explique que l'image que l'opinion publique se fait de l'« espion » a toujours été nettement plus positive en Grande-Bretagne qu'en France.

## *Les séminaires jésuites de Reims et Douai, écoles de guerre secrète contre Londres*

Mais si les agents de Walsingham sont très actifs hors des frontières, c'est aussi pour déjouer les complots qui se trament contre l'Angleterre. Protégés de François I$^{er}$ de Lorraine, duc de Guise, catholique fanatique et allié de Philippe II d'Espagne, les Jésuites ont créé à Reims et à Douai deux séminaires où sont formés de véritables agents secrets. Sous couvert de l'enseignement de la théologie, une pépinière de comploteurs se développe ainsi. C'est de ces deux centres qu'est censée partir la « rechristianisation » de l'Angleterre.

Walsingham fait tout pour y infiltrer ses propres agents. Sa cible principale est le collège anglais de la capitale

champenoise, placé sous la direction du futur cardinal William Allen.

En 1580, une centaine de prêtres issus de ces séminaires « subversifs » sont actifs en Angleterre et si nombre d'entre eux semblent se limiter à un travail purement pastoral quoique secret, d'autres s'agitent dans les coulisses pour hâter la chute d'Élisabeth. Walsingham est donc très intéressé par ce qui se trame derrière les murs de ces collèges et il y dispose de quelques hommes de confiance, au nombre desquels Gilbert Gifford, qui va bientôt jouer un rôle prépondérant dans les manœuvres de l'espionnage anglais.

Qu'ils soient jésuites ou pas, les espions de Madrid ou du duc de Guise débarquaient en Angleterre avec de véritables « listes de courses », comptant parfois des dizaines de questions portant non seulement sur l'importance des défenses et de la marine de la reine, mais aussi sur les dissensions existant entre les anglicans et les autres courants protestants.

## *Gilbert Gifford, l'agent double provocateur qui perdit Marie Stuart*

Issu d'une famille catholique et entré au séminaire de Reims à l'âge de 17 ans, Gifford se passionne pour les intrigues. Envoyé en Angleterre, Gifford est arrêté et se laisse d'autant plus aisément retourner qu'il comprend vite que les hommes de Walsingham savent tout de sa mission. Il devient donc un « agent double ».

À la même époque, au cours de l'été 1584, les protestants des Pays-Bas interceptent, peut-être grâce aux informations fournies par Walsingham, le père Creighton, un jésuite anglais, et quelques autres religieux. La torture arrache à Creighton et à ses amis des aveux circonstanciés qui viennent encore grossir

la masse d’informations que Walsingham accumule sur les menées catholiques.

Dans les mois qui suivent, Walsingham et l’un de ses fidèles lieutenants, Thomas Phelippes, protecteur et « officier traitant » du jeune Gifford, commencent à monter l’une de leurs plus importantes opérations. Leur but : compromettre Marie Stuart, ancienne reine de France, souveraine catholique d’Écosse et, surtout, prisonnière d’Élisabeth. William Cecil, Walsingham et de nombreux autres conseillers d’Élisabeth sont en effet persuadés que Marie Stuart présente une menace grave pour la Couronne et, au-delà, pour la Réforme : si Élisabeth était renversée ou assassinée, Marie Stuart ne serait-elle pas en position de lui succéder ?

C’est alors que Gifford est activé. Le jeune homme parvient à s’infiltrer dans l’entourage du duc de Guise, qu’il arrive à convaincre de financer l’assassinat d’Élisabeth ; un assassinat dont tous croient qu’il pourrait servir de prélude à une invasion de l’île anglaise.

En décembre 1585, le jeune espion anglais rentre à Londres.

Il y ramène quelques sacs d’or destinés à couvrir les frais de son complot et, surtout, de nombreuses lettres d’introduction qui lui permettront d’approcher l’ambassadeur de France et de pénétrer les milieux catholiques. Il annonce aussi qu’il a, de sa propre initiative, recruté le séminariste anglais et un prêtre français.

Gifford, muni de ses recommandations, persuade donc l’ambassadeur de France qu’il est l’homme de la situation pour faire parvenir à Marie Stuart le courrier secret venu de France et d’Espagne. Après quelques hésitations, l’ambassadeur accepte : tout le courrier de Marie Stuart, aussi bien celui qu’elle reçoit que celui qu’elle envoie – correspondance qui entre et sort du château où elle est retenue dans le double fond

du tonneau d'un brasseur acheté par Walsingham… – transitera désormais par la table de travail de Thomas Phelippes.

Walsingham presse son agent d'obtenir de Guise et du roi d'Espagne qu'ils précisent par écrit leurs intentions d'envahir l'Angleterre. Gifford reprend donc le chemin du continent, où il va faire le siège du duc de Guise. C'est ici que le destin va donner un extraordinaire coup de pouce aux tortueuses manœuvres de Gilbert Gifford.

Quelques années auparavant, un jeune noble catholique, tête folle et cœur chaud, est venu secrètement en France pour rencontrer Morgan et Paget, les deux hommes de confiance de Marie Stuart. Anthony Babington a le même âge que Gifford et, comme celui-ci, ne rêve que d'intrigues, plaies et bosses, il n'a qu'une seule idée, une obsession à vrai dire : inscrire son nom parmi ceux des grands acteurs de l'histoire. Il a donc annoncé aux agents de Marie Stuart qu'il était à la tête d'une conjuration qui se faisait fort de libérer l'illustre prisonnière.

Ses projets sont, bien entendu, parvenus aux oreilles de Walsingham, qui ne les prend pas trop au sérieux mais, quand même, en fait part à Gifford.

À Paris, Morgan confirme à l'espion que Babington lui a fait la meilleure impression du monde et que, outre la libération de Marie Stuart, les conjurés entendent mener à bien une autre mission essentielle : l'assassinat d'Élisabeth ! Ballard, le prêtre « retourné » par Gifford, est aussitôt envoyé à Londres pour prévenir Walsingham. Le responsable de la police secrète de la reine entrevoit immédiatement tout le bénéfice qu'il peut tirer de cette nouvelle péripétie. Il s'ingénie depuis des mois à susciter de toutes pièces un complot destiné à compromettre la reine Marie et voici que ses propres partisans lui amènent sur un plateau une véritable conjuration, plutôt chimérique, il est vrai, mais montée par de vrais catholiques, avec l'appui du Balafré, qui plus est ! Il ordonne donc à Ballard de prendre

langue avec Babington et de le persuader que le plein et entier soutien de la France et de l'Espagne lui est acquis.

Marie Stuart commet une première erreur. Ayant une totale confiance dans la filière de courrier mise au point par Gifford, elle rédige une lettre dans laquelle elle encourage Babington : « Il faudra une bonne armée, des forces importantes pour réussir à m'arracher à Chartley. » Deux jours plus tard, Walsingham est en possession de la lettre…

Désormais, les événements vont aller bon train. Mais sans Gifford… Doté d'un sixième sens, ce dernier a en effet compris que le terrain devenait brûlant. Il faut donc laisser les comploteurs s'enferrer tout seuls puis les arrêter afin d'étaler sur la place publique toute leur rouerie. Mais, pour que la conjuration fasse frémir davantage encore les honnêtes gens, il ne serait pas superflu de mettre la main sur l'agent de liaison. Or, cet agent de liaison n'est autre que Gifford lui-même. Il sait, il sent, il devine, que ses jours sont comptés et que son maître n'hésitera pas l'ombre d'un instant à le sacrifier.

Le 22 juillet, il quitte secrètement l'Angleterre, où il ne reviendra jamais. Pas plus qu'il ne se mêlera encore aux affaires d'espionnage.

En Angleterre, cependant, le filet policier se referme lentement sur les conjurés. Le 4 août, Ballard est arrêté. C'est lui qui jouera, dans la sinistre pièce que prépare Walsingham, le rôle sans doute initialement dévolu à Gifford. Quatre jours plus tard, Babington et ses amis sont pris à leur tour. Le 15 septembre, les jeunes conjurés sont exécutés.

Le 8 février 1587, enfin, la tête de Marie Stuart roule dans la sciure de l'échafaud. Elle a 35 ans. La « menace » que sa vie faisait courir à la Couronne est définitivement écartée…

L’affaire Gifford-Babington n’est pas, à proprement parler, une opération de renseignement, mais bien un « coup » de contre-espionnage « offensif », une variation sur le thème de la provocation : comment être plus sûr de démasquer un complot pour faire tomber son adversaire qu’en le suscitant soi-même ?

## *L’Armada n’était pas invincible*

Dans le domaine du renseignement pur, l’un des plus beaux coups des agents de Walsingham sera certainement d’obtenir, grâce à la trahison de son secrétaire, une lettre confidentielle que l’amiral Santa Cruz, chef de la flotte de guerre, a envoyée, en mars 1587, au roi Philippe II pour faire le point sur les préparatifs d’invasion de l’Angleterre, une action projetée afin de punir la reine Élisabeth de l’exécution de Marie Stuart et de rétablir le catholicisme. Tout figure dans le document : le nom de chaque navire, la composition de son équipage, son port d’attache, son armement…

L’un des espions de Walsingham était Richard Gibbes, un Anglais se faisant passer pour un Écossais partisan de sa reine défunte, ce qui lui valut la sympathie des Espagnols. Dès 1587, il faisait parvenir à Londres une évaluation évoquant 150 vaisseaux et 300 galères.

La reine peut prendre ses dispositions et Walsingham ne chôme pas : les agents parviennent à bloquer, plusieurs mois durant, le financement de l’expédition. Et quand celle-ci est enfin prête à appareiller, Londres en est immédiatement averti.

À Florence, Anthony Standen (l’un de ses agents qui a fourni la lettre de l’amiral Santa Cruz) a recruté l’ambassadeur de Toscane. L’ambassadeur du Portugal à Londres, lui-même employé par les Anglais, met à leur disposition le réseau qu’il a tissé en Espagne. Et, *in extremis*, John Dee, l’astrologue de la

reine, s’est procuré le texte d’une lettre au pape dans laquelle Philippe II d’Espagne confirme que c’est bien l’Angleterre qu’il s’apprête à attaquer et non les Pays-Bas. Enfin, Walsingham pourra, au printemps 1588, avertir sa reine que l’Armada appareillerait en mai.

Le courage des capitaines anglais et (surtout) le mauvais temps faisant le reste, l’Armada sera défaite quasiment sans même avoir combattu.

Robert Cecil (1563-1612), l’un des fils de William Cecil, succédera à Francis Walsingham et développera le rôle et les moyens du service. C’est sous sa direction qu’une machination digne d’Alexandre Dumas permettra de subtiliser à un courrier, de recopier et de remettre en place sans que personne s’en aperçoive, le traité de Vervins, qui établit la paix entre Henri IV et Philippe II.

Autres machinations encore que celles de Sir Francis Wotton, ambassadeur à Venise de Jacques I$^{er}$ (1566-1625), fils de Marie Stuart et successeur d’Élisabeth : il dispose d’agents à Rome, à Turin, à Milan et, bien évidemment, à Venise. La ville où il réside n’est d’ailleurs pas celle où il est le plus facile de « travailler ». Mais Wotton ne se laisse pas aller – tout en acceptant volontiers de se laisser corrompre, « un excellent moyen de soulager de son argent un ennemi par trop indiscret » – , pour mieux financer ses actions et son propre train de vie, il s’est fait une spécialité du détournement du courrier des Jésuites. En faisant attaquer la poste si nécessaire afin de mieux « mettre à jour leurs complots et leurs machinations ». Jacques I$^{er}$, du reste, prend grand plaisir à parcourir cette correspondance détournée que Wotton, quand il manque de fonds, ne rechigne pas à revendre en partie à ses hôtes vénitiens…

# Les agents juifs de l’Espagne

L’Espagne issue de la Reconquista est profondément et pour tout dire fanatiquement catholique. Antiprotestante, elle est aussi antijuive. Aux Juifs, les Espagnols reprochent non seulement, très classiquement pour l’époque, d’avoir tué le Christ mais aussi d’avoir été trop proches de l’occupant arabe. Pendant une grande partie du Moyen Âge, pourtant, la présence hébraïque a été tolérée et certains Juifs ont même pu accéder à de hautes fonctions. La règle pourtant était de plus en plus de les pousser à la conversion.

Encore faut-il distinguer ici deux types de « nouveaux chrétiens » : si les *conversos* se sont tournés sincèrement vers l’Église (au point parfois, hélas, comme l’évêque de Burgos au début du XV$^{e}$ siècle de devenir de farouches ennemis de leurs anciens coreligionnaires), d’autres, surnommés *marranos* (les « porcs », « marranes » en français) ont continué, en cachette, à pratiquer. Enfin, le 30 mars 1492, les souverains espagnols Ferdinand et Isabelle ont signé le décret ordonnant l’expulsion de tous les Juifs d’Espagne dans les quatre mois. Si beaucoup rejoignent alors les rangs des « marranes », on estime que 150 000 Juifs vendent leurs biens (pour une fraction infime de leur valeur) et prennent le chemin de l’exil. Et nombre de ces exilés, bientôt rejoints par les Juifs du Portugal, s’installent en France ou dans les Pays-Bas.

Mais les exilés gardent souvent des liens familiaux avec des « marranes ». Il y a là une véritable aubaine

pour les services de renseignement espagnols. Ceux-ci peuvent faire pression sur des Juifs de Paris ou d'Amsterdam pour les forcer à devenir leurs agents.

## *Christopher Marlowe, dans l'ombre de Shakespeare… et de Walsingham*

Assassiné en 1593, dans la banlieue de Londres, Christopher Marlowe, personnalité complexe et attachante, n'est pas seulement l'un des grands dramaturges de l'époque élisabéthaine. Il est aussi l'un des agents de Walsingham et de son service.

La principale mission que lui confiera Walsingham sera d'infiltrer, en 1587, le séminaire jésuite de Reims. Cette opération fera d'ailleurs son malheur.

A-t-il été « retourné » par les Jésuites ou a-t-il, d'une manière ou d'une autre, éveillé les soupçons de ses maîtres ? Rien ne permet de l'affirmer avec précision, mais certaines circonstances bizarres entourant sa mort ont accrédité la thèse qu'il aurait été éliminé, sur ordre de Walsingham, après avoir trahi. Son meurtrier, d'ailleurs, n'a jamais été inquiété alors que son identité était parfaitement connue.

## *Edward Stafford, une taupe espagnole à l'ambassade*

Walsingham ne connaîtra pas que des succès. En 1583, Edward Stafford, lointain parent de la reine Élisabeth, est nommé ambassadeur en France. Le maître espion ne l'aime pas, mais il n'a pu s'opposer à sa désignation. Alors, chaque fois qu'il le peut, il bloque ses courriers et lui fait reproche d'envoyer des dépêches trop longues et inutiles, poussant l'offense jusqu'à lui conseiller d'écrire « quand il aurait quelque chose à dire »…

Walsingham reproche essentiellement à Stafford d'être relativement indifférent aux affaires religieuses et d'entretenir d'excellentes relations avec certains agents de Marie Stuart. Il dépêche dans la capitale française un certain Nicolas Berden qui, sous le nom de Rogers, est chargé de surveiller l'ambassadeur. Le rapport de Berden-Rogers est accablant : non content de faire lire toute sa correspondance diplomatique au duc de Guise, Stafford entretiendrait d'excellentes relations avec l'Espagne. Walsingham, toutefois, ne juge pas avoir assez d'éléments pour faire accuser de trahison un parent de la reine et se contente de remâcher sa rancœur.

Mal lui en prend, car Edward Stafford est bel et bien un traître.

Dès 1585, l'ambassadeur d'Espagne, Bernardino de Mendoza, avait signalé à Madrid qu'à son avis Stafford peut être acheté. Ses relations sont tellement louches qu'Henri IV en vient à se plaindre à Élisabeth, mais sans succès. Mendoza, cependant, continue à travailler l'« environnement » de son homologue britannique, entre autres en utilisant les services d'un gentilhomme anglais auquel sa fidélité à Marie Stuart a fait choisir l'exil, Charles Arundel. Celui-ci, devenu un intime de Stafford, renseigne si bien Mendoza que celui-ci peut écrire à son roi : « Il est très pressé d'argent et, même s'il ne s'était pas offert de lui-même, sa pauvreté suffirait à obtenir de lui tout ce qu'on attend dès l'instant qu'il serait rémunéré… »

Le recrutement aura bien lieu, et Stafford sera désormais désigné dans la correspondance diplomatique comme « notre nouvel ami ». La « taupe » rendra des services inestimables à la couronne d'Espagne, l'informant par exemple des moindres mouvements de la flotte et des amiraux britanniques. Plus tard, il sabotera les efforts de rapprochement diplomatique entre Londres et Paris. Jamais démasqué, Edward Stafford rentrera en Angleterre et mourra paisiblement sur ces terres en 1605.

Mais quelques échecs ne peuvent masquer une réalité : c’est en grande partie à l’existence d’un service secret structuré et bien financé et dirigé par des hommes éclairés et audacieux, que l’Angleterre protestante dut sa survie alors qu’elle affrontait un continent catholique dont les deux principales puissances, la France et l’Espagne, étaient acharnées à sa perte.

# Chapitre 10

# Balbutiements du renseignement organisé en France

***Dans ce chapitre :***

- 43 espions espagnols à Paris en 1600
- Les Pays-Bas, terre d'affrontement entre Paris et Madrid
- Hommes d'Église et espions
- Une éminence grise
- Premiers efforts systématiques du renseignement militaire français

***A***ux principautés, duchés et autres baronnies du Moyen Âge succèdent des États forts, organisés autour d'un souverain puissant et d'une bureaucratie qui va le devenir tout autant. Cette montée en puissance vers les États-nations qui culmineront au XIX$^{e}$ siècle ne se fait pas sans conflits territoriaux, querelles de succession ou combats « idéologiques » avant la lettre – comme celui qui jettera les uns contre les autres, durant deux siècles, catholiques et protestants. Et, bien entendu, qui dit conflit dit diplomatie, guerre et actions secrètes.

Le terme « bureaucratie » peut sembler anachronique. Il ne l'est nullement : ce sont bien de véritables Administrations – parfois lourdes et pléthoriques – qui se mettent en place sur tout le continent. La diplomatie d'une part, la guerre de l'autre – et, bientôt, le maintien de l'ordre et de la paix civile à l'intérieur des frontières – seront de plus en souvent confiées à des professionnels. Mais, mis à part en Angleterre, l'espionnage demeure majoritairement le domaine de prédilection de grands aventuriers et de petits escrocs, qu'ils soient par ailleurs diplomates, soldats ou simplement ambitieux et opportunistes.

Le renseignement français est encore balbutiant et, trop souvent, quand il s'en tire avec les honneurs, il est mal exploité au niveau politique. Du XVI$^{e}$ au XVIII$^{e}$ siècle, c'est le bricolage, parfois génial, qui est le lot quotidien des agents secrets de Paris.

## *France et Espagne : catholiques toutes deux, mais rivales*

Nous allons donc voir une nouvelle « race » d'espions apparaître aux côtés des aventuriers, qui préfigure ce que seront les grands agents qui défraieront la chronique du XX$^{e}$ siècle : des agents « idéologiques » mus non pas par l'appât du gain ou la soif des honneurs ni même par le goût de l'aventure mais par la volonté de servir une cause. Et entre 1500 et 1700, bien entendu, cette cause est, d'abord, religieuse. Elle deviendra peu à peu « nationale ».

L'historien Alain Hugon a consacré une thèse au renseignement espagnol face à la France entre 1598 et 1635. Il identifie, entre autres, 231 informateurs intervenant pour le compte des autorités espagnoles et il s'est livré à un intéressant travail

statistique à leur sujet. D'abord leur origine nationale : 44 % sont français et environ 21 % espagnols. Viennent ensuite les Italiens (près de 9 %) et les ressortissants des îles Britanniques (6 %), des Pays-Bas espagnols (3 %) et des Provinces-Unies.

Il pourrait y avoir là, pour un observateur non averti, un sujet d'étonnement : que des Espagnols pratiquent le renseignement en France et que des Français « trahissent » leur pays au profit de l'étranger, soit, mais que viennent faire des Flamands, des Hollandais et des Anglais dans cette galère ? La réponse est simple : par l'idéologie qui sous-tend cette action.

## *Traîtres par la grâce de Dieu*

Les Anglais catholiques sont motivés par le renversement de la monarchie protestante. Quant aux « traîtres » français, nul doute qu'ils ne se perçoivent point comme tels : traîtres à leur roi, oui, certainement, et à leur pays, sans doute. Ceux-là diraient sans doute qu'ils sont fidèles à une idée, celle du catholicisme combattant.

En 1512, un premier conflit éclate entre France et Espagne : la première cherche à s'étendre en Italie et menace ainsi les intérêts des Habsbourg, dont une branche règne à Madrid, tandis que l'Espagne entend récupérer le duché de Bourgogne, rattaché au royaume de France.

## *Guerre secrète aux Pays-Bas*

Dès 1522, François I$^{er}$ a dépêché ses agents dans les Pays-Bas (sous domination espagnole) pour tenter de découvrir ce que Charles Quint y trame. De préférence, il utilise les services de prêtres, de marchands et d'étudiants, trois catégories de personnes qui peuvent voyager et poser des questions sans qu'on s'en inquiète. Les Espagnols lui rendent d'ailleurs la

monnaie de sa pièce en entretenant leurs propres réseaux dans le nord de la France, mais aussi en envoyant des « agents itinérants » à Paris et Lyon ou sur les côtes normandes et bretonnes. Cette guerre secrète va durer tout au long des XVI$^{e}$ et XVII$^{e}$ siècles.

Si les espions sont des aventuriers, leur moisson est jugée assez importante par les Espagnols pour être traitée au plus haut niveau de l'État : la gouvernante des Pays-Bas, qu'il s'agisse de l'archiduchesse Marguerite ou de la reine Marie de Hongrie, n'hésite pas à centraliser et collationner elle-même les rapports des agents, secondée, dans le cas de Marie, par son capitaine des archers, Louis d'Yves.

## *Des agents espagnols « traités » au plus haut niveau*

Ce dernier ne se borne d'ailleurs pas à lire la production des espions : il les envoie lui-même rechercher le renseignement. Certains agents, infiltrés à la cour de France et désignés dans les dépêches espagnoles comme « de gros personnages que l'on ne veut, ici, être nommés » sont même jugés tellement importants que de hauts fonctionnaires de la Cour sont requis afin de leur faire prêter serment de « bien servir l'empereur ».

Dans la deuxième moitié du XVI$^{e}$ siècle, les paiements faits par Bruxelles (où réside le gouvernement espagnol des Pays-Bas) à ses agents sont tous centralisés par une seule et même personne défrayée pour « le traitement de ses espies [et pour] les voyages extraordinaires que lesdits espions avoient effectués pour le service de Sa Majesté tant au-dedans du pays que sur les frontières… » Cet homme, Charles de Largilla, semble être le directeur de l'espionnage et du contre-espionnage espagnol dans les Flandres. Son rôle est jugé tellement important qu'il sera intronisé dans l'ordre de Saint-

André, créé pour honorer « les naturels des Pays-Bas qui l'ont bien servi ».

Le contre-espionnage n'est pas oublié : des messagers royaux rappellent régulièrement aux bourgmestres et capitaines des ports de Flandre, comme Anvers, la nécessité de rechercher et d'appréhender immédiatement tout marchand français qui serait dépourvu de sauf-conduit.

Les Espagnols disposent de ce que l'on appellerait aujourd'hui un « contre-espionnage offensif », soit des « taupes » infiltrées dans le dispositif français et qui peuvent, le cas échéant, indiquer les noms des « couvertures » et les itinéraires des espions envoyés par Paris.

Un agent espagnol, Corneille Van der Voort, sera à même, en 1604, d'avertir Bruxelles que rien ne se dit au Conseil des gouverneurs sans que cela soit aussitôt su en Hollande. Il y aurait donc une « taupe » protestante dans l'entourage direct des représentants de la couronne d'Espagne. Jean Richardot, évêque d'Arras, sera accusé de trahison mais arrivera facilement à se disculper, expliquant ses contacts fréquents avec les protestants par les missions secrètes au cours desquelles il avait négocié avec Anglais ou Hollandais pour le compte de Philippe II.

Pour s'assurer la fidélité de ces agents, on les traite bien et ils savent qu'en cas de malheur leur famille ne sera pas oubliée. Un exemple : un maître d'école d'Armentières, Philippe le Petit, espionne les Français mais est découvert et mis à mort. Ses enfants se voient accorder une somme de 600 livres puis, pour plusieurs années, une pension de 400 florins.

La guerre de l'ombre sera parfois sanglante. Entre 1604 et 1622, plusieurs agents espagnols ou français seront assassinés. L'effort d'espionnage espagnol est considérable : l'ambassade compte souvent au moins une vingtaine d'espions et parfois jusqu'à 43 (entre 1599 et 1604).

## *Le Saint-Siège contre la France et l'Angleterre*

En 1576 et 1577, les édits de Beaulieu puis de Poitiers établissent une relative liberté de conscience dans tout le royaume de France et, cinq ans après les massacres de la Saint-Barthélémy, mettent provisoirement fin aux guerres de religion.

Les concessions de l'édit de Poitiers – qui garantit, entre autres, aux protestants, la liberté de culte et un certain nombre de places fortes – irritent au plus haut point le pape Grégoire XIII. Du point de vue diplomatique, l'essentiel de son action vise à isoler l'Angleterre d'Élisabeth I$^{re}$. Rome estime en effet, non sans raison, que si l'Angleterre protestante est ramenée à la vraie foi catholique, un coup sévère serait porté à la « religion prétendue réformée ».

En France, il favorise donc la Ligue, un rassemblement de nobles qui défendent la foi catholique et sont hostiles au roi, jugé trop conciliant, et la famille de Guise, dont les comploteurs aimeraient porter un membre (Henri de Lorraine, le Balafré) sur le trône en renversant Henri III.

Pour s'informer de la situation en France, Grégoire désigne comme nonce à Paris l'un de ses jeunes familiers, Anselmo Dandino.

### *Anselmo Dandino, un agent du pape à la cour d'Henri III*

Bien plus qu'un simple ambassadeur, Anselmo Dandino sera le chef d'un puissant réseau d'espionnage qui poussera ses ramifications jusque dans les régions protestantes mais aussi, et surtout, dans l'entourage d'Henri III et de la reine mère, Catherine de Médicis.

Birague, issu d'une noble lignée italienne, avait toujours servi la France. Naturalisé en 1565, après avoir exécuté plusieurs missions délicates dans son pays d'origine pour les comptes de François I$^{er}$ et Henri II, il est fait conseiller au parlement de Paris et devient garde des Sceaux en 1570. Ayant été, semble-t-il, l'un des inspirateurs de la Saint-Barthélemy, il est conseiller de Catherine de Médicis et d'Henri III, auprès duquel il jouera à la fois le rôle de « taupe » de Dandino et d'agent d'influence.

Installé à l'hôtel de Sens, le secrétariat privé de Dandino passe le plus clair de son temps à récolter les renseignements transmis par les agents et autres informateurs du nonce. Parmi eux, de nombreux domestiques servant dans de grandes familles, mais aussi des jésuites, des dominicains, et des princes de l'Église, tous plus ou moins liés à la Sainte Ligue.

Sous l'impulsion de Dandino, ces hommes se livrent à une incessante « pêche » aux documents, permettant à Rome de « prendre le pouls » de ce que l'on ne nomme pas encore l'« opinion publique ».

Pour acheminer ses courriers, tous codés, Dandino n'a pas recours au courrier diplomatique, dont il se méfie non sans raison. Sachant à quel point il est facile de corrompre un homme, il ne se fait guère de doute sur la fidélité des messagers, mais plutôt sur le réseau de communication mis en place par les banquiers italiens.

Anselmo Dandino, tout au long de ses « années parisiennes », s'opposera très régulièrement aux services secrets anglais. C'est lui, en effet, qui supervise les séminaires de Reims et de Douai, où sont formés les prêtres clandestins ayant pour charge de s'infiltrer dans les îles Britanniques.

## *Nonce, espion et homme d'action*

Dandino est aussi un homme d'action qui met au point des plans machiavéliques pour déposséder par exemple Guillaume de Nassau de ses terres ou faire assassiner, jusqu'en Angleterre, ceux qui lui semblent devoir être éliminés. On peut donc dire que le service dirigé par Dandino est autant un réseau d'espionnage qu'un organisme d'influence politique et un Service Action avant la lettre.

Victime des tensions persistantes entre Rome et la cour de France, qui souhaite faire entendre la petite musique de la « différence française », Dandino finira, en 1581, par être rappelé auprès du pape et le service qu'il a mis sur pied ne survivra pas à son absence.

Mais la guerre secrète, elle, continue, avec son lot de succès et de victimes. En 1604, un secrétaire de la chancellerie de Paris, Nicolas L' Hoste, est démasqué : espion à la solde de l'Espagne, ce filleul du secrétaire d'État informe Madrid sur tous les dessous de la diplomatie française, en particulier sur les tentatives d'alliance entre Paris et Londres. Il tente de s'enfuir et se noie dans la Marne. « Condamné » pour trahison et crime de lèse-majesté, son cadavre sera écartelé en place de Grève…

## *Le renseignement français se professionnalise… enfin !*

L'espionnage et le contre-espionnage français, pourtant confrontés à des menées hostiles permanentes, restent, eux, dans le champ de l'amateurisme. Il faudra attendre le règne de Louis XIII pour que les choses commencent à changer.

Le 29 avril 1624, Louis XIII, *le Juste*, cherchant à se réconcilier avec sa mère, Marie de Médicis (fille de Catherine et veuve d'Henri IV), qui quelques années auparavant avait pris

la tête d’une véritable révolte de l’aristocratie contre son fils, annonce sa décision de faire entrer à son conseil Armand Jean Du Plessis, cardinal de Richelieu.

L’homme a 39 ans et restera ministre jusqu’à sa mort, en 1642. Pendant ces dix-huit années, il poursuivra inlassablement un triple objectif : défaire le parti protestant, renforcer le pouvoir central et établir la prépondérance de la France en Europe, ce qui passe par l’abaissement de ses ennemis. Pour arriver à ses fins, Richelieu peut compter sur quelques agents de haut vol dirigés par l’un de ses proches, François Le Clerc du Tremblay (1577-1638).

## Le père Joseph, maître espion de Richelieu

Fascinante figure que celle de Le Clerc du Tremblay, qui se destine à la carrière des armes avant d’embrasser celle de la robe.

Devenu capucin à 22 ans, sous le nom de père Joseph, parlant plusieurs langues, dépositaire de la confiance absolue de Richelieu, il va être l’homme de toutes les missions et son exemple léguera à la langue française une belle expression imagée : « éminence grise ».

« Éminence grise » de l’Homme rouge, donc, le père Joseph est de toutes les intrigues. Sans jamais être ministre, il sera, aux côtés de son maître, le véritable chef de la diplomatie française.

## *Un embryon de « service » formé de capucins*

En 1625, moins d'un an après l'entrée du cardinal au Conseil du roi, on retrouve le père Joseph à Rome, d'où il informe son maître et ami, à l'insu de l'ambassadeur.

Cinq ans plus tard, il est à Ratisbonne, où se réunit la Diète germanique. Il y œuvre contre les desseins de l'empereur Ferdinand II de Habsbourg, qui souhaite unifier l'Allemagne pour mieux s'opposer à la France. Mais il ne néglige pas pour autant de prévenir Richelieu des fuites venant de Paris, qui sont portées à la connaissance de l'empereur. Le père Joseph racontait qu'« il y avait dans le Conseil du roi de France, des gens de grande piété qui donnaient des avis, en Allemagne et près de l'empereur, des mauvais desseins de Richelieu ». Il n'est pas le seul à « sonder » ainsi les États allemands ; trois autres capucins, les pères Alexandre d'Alais, Hyacinthe de Casal et Valerio Magni font d'incessants allers-retours entre Munich et Paris. Rien d'étonnant à cela. Si Richelieu utilise volontiers les moines pour des missions, ce n'est pas tant parce qu'ils sont eux aussi hommes d'Église mais parce qu'ils sont soumis par leurs vœux à l'obéissance passive et que, ayant accès partout ou presque, ils passent inaperçus.

## *Des antennes jusqu'au Liban et dans le Caucase*

Ces capucins seront l'un des principaux instruments des services secrets dirigés par le père Joseph. Le pape a d'ailleurs reconnu le caractère très particulier de leur ministère puisqu'il les dispense, en 1618, de porter l'habit. Cinq ans plus tard, ayant obtenu du pape la création (et la direction) d'une Congrégation de la propagande de la foi, le père Joseph peut se frotter les mains. Non seulement ses chers capucins sont sur toutes les routes d'Europe, mais de plus il dispose de missions à Alep, à Alexandrie et même dans le Caucase. Au Liban, il obtient, grâce aux rapports amicaux noués avec l'émir Fakhr

el-Din, la création d'un collège français et ailleurs, des écoles et des hôpitaux sont fondés. Le tout, bien entendu, *ad majorem Dei gloriam* mais aussi pour le service de la France.

Mais il emploie également des laïcs, comme Rossignol, son secrétaire-cryptographe qui l'aide aussi bien à découvrir les secrets des correspondances chiffrées de ses adversaires qu'à leur dissimuler les siens.

La gestion implique un travail quotidien. Chaque matin, le cardinal est informé de ce qui s'est passé la veille et, chaque soir, il converse avec le père Joseph, dont les appartements sont proches des siens. Une fois les décisions « politiques » arrêtées, leur exécution revient entièrement au père Joseph, qui peut s'appuyer sur un état-major, formé évidemment de capucins.

## *Cinq-Mars : complot, trahison et échafaud*

Extrêmement présent à l'étranger, le service secret de Richelieu ne dédaigne pas, pour autant, la sécurité intérieure de la France et il dévoilera bien des complots qui voient se liguer les nobles, qui craignent de perdre leurs privilèges par le renforcement de l'État central, et l'étranger, toujours avide d'affaiblir Paris. Deux des plus célèbres conjurations sont celle dite « de Chalais » et la conspiration de Cinq-Mars.

Fils d'un intime du cardinal, Henri d'Effiat, marquis de Cinq-Mars, est présenté à Louis XIII par Richelieu lui-même. Devenu grand écuyer du roi, Cinq-Mars s'ennuie, et, par désœuvrement, ne tarde pas à se rapprocher de jeunes aristocrates qui complotent à longueur de temps contre Richelieu.

Le service du père Joseph, qui tient tout ce petit monde à l'œil, est très attentif au rôle que pourrait jouer dans une éventuelle

conspiration un nouveau venu qui est un favori du roi. Ayant appris qu'un ami de Cinq-Mars devait se rendre en Espagne avec certains documents compromettants, le père Joseph dépêche l'un de ses meilleurs agents à Bayonne.

Quelques jours plus tard, les agents de Richelieu à Bayonne entrent en possession d'une copie des papiers, et le 11 juin 1642, les hommes du père Joseph apportent au cardinal un document capital : il s'agit, ni plus ni moins, d'un véritable traité passé trois mois plus tôt entre Gaston d'Orléans (frère du roi) et le Premier ministre espagnol et qui prévoit que l'Espagne arme et finance une expédition séditieuse contre la France. Les lettres saisies ne laissent aucun doute sur le rôle joué par Cinq-Mars : c'est lui qui a joué les intermédiaires dans la négociation du traité de Madrid. Arrêté, Cinq-Mars mourra sur l'échafaud le 12 septembre.

## *La légende noire de Richelieu*

*L'Homme rouge* et son éminence grise ont, bien entendu, leur « légende noire ». Celle-ci doit beaucoup à Alexandre Dumas, qui, dans *Les Trois Mousquetaires*, dresse du cardinal un portrait sulfureux d'intriguant plus préoccupé de perdre la malheureuse Anne d'Autriche, épouse du roi, que de sauver le royaume.

Légende injuste, car si Richelieu est un homme de son temps, ce sont bien de grands desseins politiques qui le font agir. Et en l'occurrence, il a bien des raisons de ne pas aimer Anne d'Autriche. Reine de France mais fille et sœur de rois d'Espagne elle est au centre d'une vaste opération d'espionnage et de manipulation visant à isoler son pays d'adoption. Il reviendra aux services de Richelieu d'en apporter la preuve, mais le roi pardonnera…

Dumas s’est inspiré de quelques personnalités bien réelles et hautes en couleur. Ainsi, la ténébreuse Milady a bien existé. De son vrai nom Lucy Percy, elle est la descendante de puissantes familles aristocratiques. Elle sera la maîtresse de Buckingham avant que celui-ci ne succombe aux charmes d’Anne d’Autriche. Mais ici s’arrête toute ressemblance.

Bien réel, aussi, Rochefort, l’homme de main par excellence. Page de la maison de Richelieu, remarqué pour son intelligence, il sera régulièrement chargé de mission par le père Joseph. C’est à lui, entre autres, qu’incombera la tâche de découvrir, à Bruxelles, les preuves d’un complot visant à assassiner Richelieu et peut-être même le roi aux fins de porter sur le trône de France Gaston d’Orléans, Monsieur, frère du roi. Un malheureux jeune homme, le comte de Chalais – le seul conjuré à n’être ni de sang royal ni hors de portée – paiera pour tous et sera exécuté. C’est Rochefort, encore, qui, se faisant passer pour un postillon, suivra jusqu’à la frontière espagnole le messager de Cinq-Mars et interceptera le traité de Madrid.

## *Mazarin ne pérennise pas le travail de renseignement de Richelieu*

Richelieu meurt en 1642, quatre ans après son éminence grise et, selon sa volonté, c’est un autre cardinal qui lui succède comme ministre du roi : Mazarin. À la mort de Louis XIII, le Dauphin est encore un enfant et le pouvoir va être exercé par le cardinal, fortement aidé par Anne d’Autriche, qui lui voue de tendres sentiments.

L’homme qui va « régner » près de vingt ans n’aura pas de véritable service de renseignement, faute d’avoir rencontré celui qui aurait pu jouer à ses côtés le rôle que le père Joseph a joué auprès de Richelieu. Il se contentera de manipuler, non

sans talent, quelques agents de circonstance. L'un d'eux sera d'Artagnan, le capitaine des mousquetaires.

Déguisé en ermite, d'Artagnan infiltrera Bordeaux, tenu, en 1652, par les « ormistes » (leurs chefs se réunissent sous un orme…), des rebelles issus de ce que l'on n'appelle pas encore les « classes moyennes » et qui ont des visées républicaines. Il deviendra l'aumônier du chef de la conjuration avant d'être obligé de prendre la fuite. La rébellion sera écrasée après avoir contrôlé la ville un peu plus d'un an.

D'autres agents seront toutefois utilisés à des tâches de plus haute politique, comme Wagnée ou Gravel, qui, en Allemagne, travaillent à soutenir un candidat favorable à la France lorsque la mort de Ferdinand III, en 1657, laisse vacant le trône des Habsbourg. Plus que des activités de renseignement, les deux hommes mènent des actions politiques clandestines pour pousser le poulain de Mazarin : c'est la « diplomatie de l'argent ». On achète la voix – le trône est « électif » et le souverain désigné par les « Grands électeurs » – de tout un chacun qui veut la vendre. Le candidat de Mazarin n'est autre que… Louis XIV, mais il ne sera pas choisi. L'argent de la diplomatie secrète a été dépensé en pure perte : l'Empire allemand ne sera pas français.

## *Louvois modernise l'armée de Louis XIV et créé le premier service de renseignement militaire français*

Il faudra attendre Louvois pour voir la France se doter à nouveau d'un service de renseignement à peu près digne de ce nom.

Ministre de la Guerre de Louis XIV, Michel Le Tellier, marquis de Louvois (1641-1691), se veut le modernisateur de l'armée française. Faute de registres bien tenus ou même simplement

existants, les chefs militaires n’ont qu’une vision très limitée et faussée de la force réelle des armées. Et ils se révèlent incapables de lutter efficacement contre la désertion. Louvois crée donc les inspecteurs aux Armées et les charge de faire tenir des registres d’immatriculation des soldats et surtout des officiers, afin de mieux suivre leur carrière.

Car l’autre grande idée de Louvois est de réformer en profondeur le corps des officiers. Jusqu’à présent, ceux-ci sont nommés par « brevet » : à la discrétion du roi, de jeunes aristocrates se voient désignés comme colonels, à charge pour eux, souvent, de recruter leur propre régiment, qui, en quelque sorte, leur appartiendra. Louvois, lui, rend les charges de commandement accessibles aux roturiers et défend la promotion au mérite et à l’ancienneté. Il fonde également une institution qui existe toujours : l’hôtel des Invalides, réservé aux soldats âgés ou blessés. Enfin, il lutte contre l’absentéisme des officiers, et améliore l’équipement et la nourriture des troupes.

## Despinchal et Lefebvre d’Orval, espions de Louis XIV

Gaspard d’Espinchal est né en 1619 à Massiac, dans le Cantal, vaillant soldat mais régnant sur ses terres comme le pire des brigands. Voleur et assassin, il est condamné à avoir la tête tranchée mais s’échappe vers la Savoie puis en Bavière. Il y deviendra l’un des meilleurs espions du ministre des Affaires étrangères de Louis XIV, Arnault de Pomponne. À la tête d’un réseau de Français exilés comme lui, pour des raisons

judiciaires, il fait parvenir à la Cour de très nombreuses et intéressantes informations militaires et politiques. En 1679, il peut rentrer en France et, récompensé par Louis XIV, s'attachera désormais à mener une vie dont la piété fera oublier les débordements de sa jeunesse.

Robert Lefebvre d'Orval (1671-1743) est fils de brasseur et conseiller au parlement de Tournai. Remarqué par Michel Chamillart (1652-1721), successeur de Louvois à la Guerre, il devient son agent dans le Nord. Agent secret aussi bien que stratège en chambre, il sera à l'origine de la manœuvre de Denain qui permettra au maréchal de Villars de remporter, en juillet 1712, l'une de ses plus belles victoires et de sauver la France. Celui-ci, du reste, usera de l'arme de l'intoxication pour appuyer la manœuvre suggérée par son agent en rédigeant une lettre, soi-disant adressée à l'un de ses proches et destinée, en fait, à être interceptée par les agents de l'ennemi. La missive contenait, évidemment, de fausses informations…

Largement récompensé par Louis XIV, Lefebvre d'Orval continuera, pratiquement jusqu'à sa mort, à faire parvenir ses rapports à la Cour.

## *La section statistique*

C’est en 1661 que Louvois crée la Section statistique.

Lorsque Pierre Girardin est envoyé en ambassade en Turquie, en 1686, il est accompagné d’une très nombreuse suite dans laquelle a pris place le capitaine Gravier d’Ortières de la Section statistique, lui-même entouré d’ingénieurs. En un an, d’Ortières et ses officiers visitent Constantinople, Chypre, Smyrne, Salonique, Athènes, la Crète, Alep, Tripoli, Port-Saïd, Alexandrie et Le Caire, en ramenant un gros dossier en trois lourds volumes bourrés de plans et de croquis. L’ambition est au rendez-vous, donc, et d’Ortières a même déjà partagé (sur papier) les possessions de la Sublime Porte entre la France, la Pologne et Venise. C’est aller un peu vite en besogne, car rien ne sortira de ces plans chimériques.

C’est en grande partie à des espions que Louis XIV dut, deux ans avant sa mort, l’un de ses plus grands succès diplomatiques : la paix d’Utrecht, qui mettait fin aux hostilités entre Paris et Londres. Le poète Matthew Prior, attaché au ministre des Affaires étrangère anglais, Lord Bolingbroke, fut introduit secrètement à Versailles pour y rencontrer « fortuitement » Mme de Maintenon et Louis XIV et faire part au souverain des dernières propositions de son maître. En réponse, Louis XIV dépêcha à Londres un de ses agents, du nom de Mesnager, qui apporta à la reine Anne la réponse du roi de France. Le 31 mars 1713, le traité était signé.

## *Un renseignement très… théorique*

Avec Louvois et ses agents, on constate une volonté de réfléchir au renseignement et à sa place dans la politique. C’est d’ailleurs à la mort de Louis XIV, en 1715, que François de

Callières (1645-1717), diplomate chevronné, écrit, à l'intention du Régent, son traité de diplomatie : *De la manière de négocier avec les souverains*. Il y donne des conseils que ne renierait aucun maître espion : « Il faut encore qu'un habile négociateur ne néglige pas de s'acquérir, par des gratifications et des pensions secrètes, certaines gens qui ont plus d'esprit que de fortune, qui ont l'art de s'insinuer dans toutes les cours. On a vu des musiciens et des chanteuses qui, par les entrées qu'ils avaient chez certains princes et chez leurs ministres ont découvert de très grands desseins. Il conclut : « Il arrive d'ordinaire dans les négociations ce qui arrive dans la guerre, que les espions bien choisis contribuent plus que toutes choses au bon succès des grandes entreprises. »

Mais tout cela restera essentiellement théorique, et il faudra attendre le règne de Louis XV pour voir le renseignement français recueillir ses premières vraies lettres de noblesse.

# Chapitre 11

# L’Europe en guerre(s)

***Dans ce chapitre :***

- Naissance du renseignement russe
- Grandeur et décadence à Londres
- Les espions juifs de John Thurloe
- « Aucun gouvernement mieux renseigné » que celui de Londres
- Écrivains et espions

***L’***Europe des XVI$^{e}$, XVII$^{e}$ et XVIII$^{e}$ siècles est un continent en guerre. Ainsi, entre 1618 et 1648, une série de conflits successifs, passés dans l’histoire sous l’appellation de « guerre de Trente Ans », ensanglantera l’Europe. Partie de la révolte des Tchèques protestants contre les Habsbourg d’Espagne et d’Allemagne, la guerre impliquera toutes les puissances européennes à l’exception de l’Angleterre.

Un pays, pourtant, reste en marge de ces grandes déflagrations tout en s’affirmant peu à peu comme une véritable puissance : la Russie.

Du magma informe que composaient les principautés russes du Moyen Âge, un État centralisé s’est peu à peu dégagé. Le

renseignement intérieur et extérieur va, au fil des siècles, y occuper une place de plus en plus prépondérante et aucun doute ne sera permis : les Russes sont réellement très doués pour le « Grand Jeu ».

La Russie, il est vrai, a beaucoup appris au contact des Mongols qui l'ont dominée pendant plus d'un siècle et demi. Les Russes, s'inspirant du Yam des Mongols, seront les premiers Européens à instaurer une poste d'État.

## *Ivan le Terrible crée l'Opritchnina*

En 1565, le tsar Ivan le Terrible crée l'Opritchnina, le premier service russe de sécurité.

L'Opritchnina va rapidement se révéler pour ce qu'elle est : un parfait instrument de terreur. Les *opritchniki*, vêtus de noir de la tête aux pieds, montent des chevaux noirs à la selle desquels sont symboliquement attachés un balai et une tête de chien, leur sinistre apparence leur valant au sein du peuple le surnom de « troupe satanique ».

Tout à la fois gardes du corps du tsar et police secrète toute-puissante ayant droit de vie et de mort sur chacun, l'Opritchnina, forte de près de 6 000 hommes, ne connaît qu'une seule tâche : protéger le trône contre tous ses ennemis réels ou supposés.

En 1570, cette sinistre garde prétorienne, dirigée par Maliouta Skouratov, est lancée par Ivan contre la malheureuse ville de Novgorod, qu'il soupçonne d'être disposée à le trahir au profit de la Lituanie. En cinq semaines, des dizaines de milliers d'habitants de la ville sont assassinés tandis que toute la région est soumise au pillage.

Officiellement, l'Opritchnina a cessé d'exister sept ans à peine après sa naissance, mais son nom continuera pendant des siècles à être associé aux pires excès. La première police secrète russe avait vécu par le fer et par le feu, elle périt, dans un juste retour des choses, par le fer et par le feu : Ivan fera exécuter nombre de ses anciens hommes de main qu'il soupçonne de trahison.

## *Jusqu'en 1650 : plus de service secret russe durant près d'un siècle*

Pendant plus d'un siècle, la Russie va maintenant être privée de service de sécurité, mais, au cas par cas, des commissions spéciales, formées de quelques fonctionnaires, seront créées pour enquêter sur un complot ou une trahison ou pour combattre la subversion. Leurs armes sont la délation, la torture et, bien entendu, la peine de mort.

Le Conseil des boyards, des hommes de confiance du tsar issus de la noblesse, s'occupe fréquemment des affaires de sûreté les plus sérieuses, comme la grande révolte des Cosaques de Stenka Razine (1670-1671), qui sera à un doigt de perdre le régime.

Enfin, Pierre le Grand (1682-1725) fonde le service du Preobrajenski, confié au prince Théodore Romodanovski, auquel succédera son fils, le prince Ivan. Mais cet embryon de service de sécurité ne dispose d'aucun effectif permanent. La plupart de ces missions, notons-le, sont d'ordre intérieur : le service des princes Romodanovski est pour l'essentiel, comme l'avait été l'Opritchnina, un service de sécurité. De plus, il est en concurrence avec une commission spéciale, la Chancellerie secrète.

Avec la mort de Pierre le Grand, en 1725, nouvelle éclipse des services secrets qui sont dissous avant de renaître, le 6 avril 1731, sous l'intitulé de Chancellerie des affaires secrètes, qui ne s'occupera, à la différence des institutions qui l'ont précédée, que des affaires relevant de la sécurité de l'État et du souverain et traitera jusqu'à 1 000 dossiers par an.

## *Le deuxième souffle du renseignement anglais*

À la mort de Robert Cecil, le successeur de Francis Walsingham, c'est Ralph Winwood qui accède à la fois à la charge de Premier secrétaire d'État et de chef des services secrets, dont il maintient, à travers l'organisation imaginée par leur fondateur, la force et la cohésion. Riche d'un demi-siècle d'expérience, le service de renseignement (SR) dont il hérite est alors au sommet de sa puissance. Ne vient-il pas, au début du XVII$^{e}$ siècle, de déjouer la « conspiration des Poudres » ?

### La conspiration des Poudres

Cette conjuration, l'une des plus graves qu'a connues l'Angleterre, est un terrifiant complot imaginé par les Jésuites (encore eux !) pour éliminer d'un seul coup le roi, tous ses ministres et la majorité des parlementaires. Les comploteurs – un groupe de nobliaux de province qui planifie, par ailleurs, un soulèvement armé des catholiques – ont loué à la veuve d'un marchand de charbon un vaste entrepôt désaffecté dont les caves s'étendent en partie sous le palais de Westminster, où se réunit le Parlement. Ces caves seront bourrées d'explosifs et l'on mettra le feu

aux mèches le 5 novembre 1605, jour de session inaugurale de l'auguste assemblée.

Le lendemain, dans une Angleterre privée de direction, éclatera la révolte des catholiques alors que l'armée espagnole des Pays-Bas tentera un débarquement pour appuyer la manœuvre.

Mais le complot a été éventé. Les jésuites venus de France sont filés par des agents britanniques et ceux-ci ne perdent pas de vue les comploteurs londoniens. Le seul résultat de toute l'affaire sera de conduire une dizaine de nobles, parmi lesquels Guy Fawkes, qui avait servi comme mercenaire aux Pays-Bas, à l'échafaud.

Huit ans après la mort de Winwood, un nouveau roi monte sur le trône. Charles I$^{er}$, mal entouré, va laisser péricliter les affaires de l'État et, singulièrement, le service secret, qui ne tarde pas à disparaître purement et simplement. Il va se laisser entraîner dans la lutte qui oppose l'Église anglicane et les puritains. La répression de ces derniers pousse vingt mille d'entre eux à prendre, à compter du départ du *Mayflower*, en 1620, le chemin des colonies américaines. Charles, quant à lui, paiera de sa vie son autoritarisme aveugle : renversé par le Parlement, il est décapité en 1649. L'Angleterre devient alors, pour dix ans, une République dirigée par Oliver Cromwell.

Issu de l'armée et s'appuyant sur elle pour gouverner, Cromwell, Lord Protecteur d'Angleterre, confronté à une situation aussi tendue à l'intérieur qu'à l'extérieur, est conscient de la nécessité de réorganiser un service de renseignement digne de ce nom.

## *John Thurloe, l'homme qui renseigne le Lord Protecteur*

C'est John Thurloe (1616-1668), ancien ambassadeur, secrétaire du Conseil d'État et contrôleur général des postes, qui va s'en charger en créant, en 1653, le Département du renseignement, doté dès sa naissance d'un budget annuel considérable pour l'époque : 70 000 livres.

Pour informer son maître, Thurloe organise un cabinet noir chargé de l'interception de la correspondance et dirige lui-même, depuis Londres, le recrutement des sources par ses agents en poste dans les ambassades anglaises. Chaque poste se doit d'envoyer au moins un rapport hebdomadaire à Londres.

Le département de Thurloe travaille « tous azimuts ». À Rome, il cherche à pénétrer la haute hiérarchie de l'Église, en France et à Madrid, il s'acharne à découvrir les secrets politiques les mieux gardés, aux Pays-Bas, une équipe spéciale s'attache plus particulièrement à récolter du renseignement commercial. C'est à Amsterdam, d'ailleurs, que va voir le jour l'un des plus curieux réseaux de Thurloe, celui des Juifs séfarades.

Un écrivain, Manasseh ben Israel, a en effet conçu l'idée de proposer un étrange marché à Cromwell : en échange de l'autorisation de s'installer officiellement en Angleterre – où ils ne sont que tolérés – et d'y pratiquer librement leur culte, les Juifs mettront au service de Londres leurs contacts dans le milieu des affaires. Les réseaux juifs ne se borneront pas à fournir des renseignements commerciaux : implantés jusqu'au Moyen Orient, en Amérique du Sud ou dans les Antilles, ils seront également à l'origine d'informations politiques de première importance.

Mais la grande affaire de Thurloe, c'est incontestablement, de surveiller en permanence, de Bruxelles à Madrid et de La Haye

à Paris, ce qui se trame dans l'entourage de Charles Stuart, prétendant au trône d'Angleterre qui brûle de restaurer la monarchie.

Si Charles Stuart est étroitement observé, quelle que soit la ville où il tente de se cacher, et si sa correspondance est systématiquement interceptée, il ne se défend pas si mal puisqu'il peut compter sur une source de tout premier choix dans l'entourage de Thurloe : Morland, le secrétaire privé du chef du Département secret, qui est en fait une « taupe » royaliste.

L'un des plus beaux hommages rendu au Département du renseignement est dû à l'ambassadeur Segredo, qui représente Venise à Londres : « Il est certain qu'aucun gouvernement ne peut rivaliser avec celui-là dans l'art de cacher ses décisions et de connaître celles des autres. Ils se réunissent dans un local où l'on ne peut parvenir qu'en passant par quantité d'autres et délibèrent derrière un nombre inimaginable de portes fermées. Ce qui favorise le mieux leurs desseins, c'est qu'un très petit nombre de personnes, seize au plus, s'assemblent pour délibérer sur les plus graves affaires et prendre les décisions les plus importantes. Pour mieux assurer le secret, ils se contentent d'un seul secrétaire qui a sous sa haute main, le politique aussi bien que le criminel. »

## *Décadence du renseignement anglais sous Charles II*

À la restauration de la monarchie, Charles Stuart, devenu Charles II, qui a pu apprécier – et pour cause… – l'efficacité de Thurloe, lui propose, après l'avoir « invité » à séjourner dans ses prisons, de rester à son service, mais celui-ci préfère prendre une retraite bien méritée.

Le nouveau roi souhaite disposer d'un service puissant et présent partout dans le monde mais, hélas, il entend aussi

dépenser le moins d'argent possible pour l'entretenir. Désormais donc, les agents à l'étranger ne sont plus rétribués mais reçoivent une synthèse des principaux renseignements recueillis à travers le monde et sont autorisés à vendre ces informations sous forme de journaux à abonnement. Des « lettres confidentielles » avant la lettre ! Avec plusieurs dizaines de correspondants et en utilisant les services des consuls d'Angleterre installés dans une quarantaine de villes (et qui ne sont pas rétribués par la Couronne mais par les taxes payées par les négociants anglais qu'ils aident), le service de renseignement de Charles II pourrait être l'un des mieux renseignés de l'époque. Ce ne sera pas le cas. Faute d'argent, en effet, les renseignements recueillis sont souvent de qualité médiocre ou alors totalement dépassés. À tel point qu'un parlementaire peut s'écrier, en interpellant le secrétaire d'État : « Nous savions tout ce qui se passait à la junte espagnole, tout ce que contenaient les lettres issues du cabinet du pape, et voyez, maintenant quel étrange et déplorable état de choses ! Tant vaut la dépense, tant vaut le renseignement… »

Les choses, toutefois, ne s'améliorent que très insensiblement, à tel point qu'en 1699, Guillaume III se sentira obligé de demander au vieux Dr John Wallis, professeur à Oxford et spécialiste du déchiffrement des codes depuis l'époque de Cromwell, de former un jeune homme à son art, de crainte qu'il ne meure avec lui…

Comme Cromwell l'avait fait avec le futur Charles II, Guillaume garde en permanence un œil sur les exilés de la famille des Stuarts, réfugiés en France et protégés par Louis XIV.

C'est un poète, Matthew Prior, secrétaire d'ambassade, qui est plus particulièrement chargé de cette mission. Les services secrets anglais semblent d'ailleurs apprécier à leur juste valeur les hommes de plume. Sous George I$^{er}$, ils pourront compter

sur la collaboration efficace du romancier Daniel Defoe – immortel auteur de *Robinson Crusoé*.

# Troisième partie

# L’espionnage à l’ère des Lumières et au temps des révolutions

***Dans cette partie***

**D**ans les cinq chapitres de cette partie, nous comprendrons, avec l’exemple malheureux de Louis XV, qu’il ne sert à rien de disposer de l’un des services les plus brillants si l’on n’est pas décidé à mener une politique décidée et réfléchie. Nous assisterons également à la naissance de l’espionnage aux Amériques en examinant la guerre d’indépendance américaine et nous verrons le renseignement mal employé durant la Révolution française, devenir une arme redoutable aux mains de Napoléon.

# Chapitre 12

# Un monde en mutation

***Dans ce chapitre :***

- Un abbé diplomate considéré comme un traître
- Le roi de Prusse à la manœuvre
- Un grand service français au service d'un roi faible
- L'interception du courrier, arme absolue
- Le travesti le plus célèbre de l'histoire

***L***e XVIII^e^ siècle est certainement l'un des plus fascinants et des plus tumultueux de l'histoire moderne : les guerres de religion s'achèvent, l'emprise de l'Église sur les sociétés des pays catholiques se desserre peu à peu, les progrès du commerce enrichissent l'Europe, qui domine encore le monde. Les expéditions lointaines de navigateurs audacieux et les récits qui leur sont consacrés enflamment les imaginations, tout comme la science, qui quitte le domaine théorique, auquel elle a longtemps été réduite, et devient expérimentale. De nombreux savants suivent les grands voyageurs et les armées, et ramènent à Londres, Paris, Vienne ou Berlin des collections extraordinaires, des animaux et végétaux que personne en Europe n'avait jamais vus. Le XVIII^e^ siècle est celui de la connaissance, de la science et du début de leur vulgarisation, dont l'*Encyclopédie*. C'est aussi le siècle des philosophes, du

combat pour la liberté de pensée ou de la naissance de la franc-maçonnerie. Bref, c'est le « Siècle des lumières ». C'est aussi celui des révolutions. Deux d'entre elles vont secouer le monde : la Révolution américaine et la Révolution française. Pour l'espionnage aussi, ce siècle sera un « grand siècle » ; Paris, Londres mais aussi Berlin et Vienne vont s'y illustrer, chacune à sa manière.

## *L'abbé Dubois, un agent double ?*

Lorsque Louis XIV disparaît, le 1er septembre 1715,son arrière-petit-fils et successeur désigné, Louis XV, n'a que 5 ans. C'est le neveu du roi défunt, le duc Philippe d'Orléans, qui va assurer la régence jusqu'en 1722.

Avec Richelieu et Mazarin, Louis XIII et le jeune Louis XIV avaient eu des cardinaux pour mener, avec plus ou moins de bonheur, leurs affaires secrètes. Le Régent, lui, n'aura qu'un abbé, Guillaume Dubois (1656-1723). La postérité n'a pas été tendre pour l'abbé Dubois, accusé d'avoir acquis son influence sur Philippe d'Orléans en lui procurant des maîtresses, d'avoir nui aux intérêts de la France et, surtout, d'avoir été… à la solde des Anglais.

Cette image négative est probablement due au fait que Dubois mènera une politique de conciliation, dans le but de permettre à la France, épuisée par les guerres, de se relever et de développer son économie.

Les bonnes relations que Dubois entretient à Londres seront utiles à Philippe d'Orléans, qui, pour s'opposer – une fois de plus – à l'Espagne, recherche une alliance avec l'Angleterre.

### *La diplomatie secrète de Dubois, instrument de paix…*

Dubois, alors âgé de 60 ans, après avoir profité d'un déplacement de l'influent ministre anglais James Stanhope à Amsterdam pour l'approcher déguisé en marchand de livres rares, va réussir dans sa mission alors qu'il a été nommé ambassadeur à Londres. Il prend soin d'accompagner son contact d'arguments sonnants et trébuchants. Mais Stanhope refusera l'argent et n'acceptera qu'un « petit cadeau » : plusieurs dizaines de caisses de vins fins…

De ces contacts et du travail acharné et discret de Dubois naîtront, en 1717, la Triple-Alliance, qui unit la France, la Grande-Bretagne et les Provinces-Unies, puis, en 1718, la Quadruple-Alliance (les mêmes plus le Saint Empire romain germanique).

Le vin et les autres produits fins de la France seront d'ailleurs des instruments couramment utilisés par l'abbé durant son ambassade à Londres, où il traitera somptueusement ses invités.

Mais lui-même est loin d'être au-dessus de tout soupçon. Saint-Simon ne nous révèle-t-il pas que le brave ecclésiastique touche 40 000 livres par an des Anglais – qui l'auraient jugé à sa juste valeur – pour se montrer « accommodant » ?

Dubois meurt le 10 août 1723 et Philippe d'Orléans le suit dans la tombe le 2 décembre de la même année.

Louis XV n'ayant que 13 ans, le duc de Bourbon assure à son tour la régence. Les Anglais ne perdent rien au change : ils verseront désormais la pension jadis réservée à Dubois à la maîtresse du duc qui le mène à la baguette…

## *Frédéric II, souverain éclairé, stratège et maître des secrets*

Le roi philosophe Frédéric II de Prusse (1712-1786), protecteur et mécène des plus grands penseurs de son temps, ne suit pas l'exemple donné par les Anglais ou les Espagnols : loin de créer des services spécialisés, il gère lui-même ses « grands agents », par souci de diriger personnellement toutes les affaires de son État autant que par goût de l'intrigue.

L'un de ses espions sera un Français, le baron de Chambrier, un fils d'immigrés protestants, ambassadeur de Prusse à Paris. Il y excelle, non seulement dans son rôle public mais aussi dans les affaires de l'ombre, puisqu'il recrute des fonctionnaires des Affaires étrangères et, peut-être, de l'entourage du roi.

Sur ordre de Frédéric II, Chambrier puis ses successeurs s'intéressent tout particulièrement aux maîtresses de Louis XV : le roi de Prusse est en effet obsédé par l'idée qu'une de ces favorites, Mme de Mailly, ou même la Pompadour, pourrait être achetée.

Frédéric, bien entendu, a des espions ailleurs qu'à Paris : à Londres, Madrid ou Vienne.

À Berlin, Frédéric recrute même le secrétaire de l'ambassade d'Autriche, Maximilien de Weingarten et, en Saxe, un employé aux Archives. Mais le rendement de ces espions est très inégal : faute d'avoir mis sur pied et structuré un véritable service de renseignement, Frédéric aura des « informateurs », certes, mais il lui manquera toujours le « levier » qui peut être utilisé de manière systématique dans les affaires de l'État.

Ainsi, le grand-duc Pierre de Russie, héritier de l'impératrice Élisabeth I$^{re}$, propose ses services et est, bien entendu, royalement accueilli. D'autant que Frédéric est un peu radin et que Pierre ne lui coûte rien. Le grand-duc est un quasi-demeuré qui, quand il en a le loisir, se déguise en général prussien et parade, seul, devant les glaces de ses appartements. Il voue à Frédéric une adoration qui confine au mysticisme. En 1762,

devenu tsar sous le nom de Pierre II, il s'empresse de rétablir la paix entre Berlin et Saint-Pétersbourg, mais sa femme, la princesse Sophie, lasse de son imbécillité congénitale, le fait assassiner un an plus tard et monte sur le trône. En se croyant plus apte que Pierre à gouverner la Russie, elle ne se trompe d'ailleurs pas. Sous le nom de Catherine II, *la Grande Catherine*, elle sera l'un des plus grands souverains de la Russie.

Avec les Anglais, le roi de Prusse jouera un jeu vieux comme le monde mais qui, bien mené, peut faire des ravages : celui de l'intoxication. Un certain Schmettau, agent secret prussien, approche l'ambassadeur de Londres à

Berlin et, faisant mine d'être un traître, lui vend des documents forgés de toutes pièces par l'entourage de Frédéric. Plus tard, le même Schmettau infiltrera l'ambassade de France.

Les scrupules n'étouffent guère Frédéric II. Ainsi, il considère qu'il y a quatre types d'agents secrets : les « grands agents », les « agents doubles », les « petites gens » et les « agents contraints ». Pour mieux forcer ces derniers à « travailler », il conseille, ni plus ni moins, de menacer leurs familles. Une attitude surprenante chez un roi qui, dans ses possessions, avait toujours été attaché à protéger les droits individuels et à construire un État de droit inspiré du modèle britannique.

## *Espionnage et contre-espionnage à Saint-Pétersbourg*

Avec la mort de Pierre le Grand, en 1725, la Russie connaît une nouvelle éclipse de ses services secrets, qui sont dissous avant de renaître sous l'intitulé de Chancellerie des affaires secrètes.

Supprimée à nouveau en 1762, la Chancellerie secrète survivra pourtant, sous des noms divers, dont celui de Bureau secret, et

non sans heurts, avant qu'un premier ministère de la Police ne voie le jour, en 1811.

Quoique minée par des conflits de personnes puis par une « guerre des polices », la police secrète des tsars connaîtra certains succès dans la seconde moitié du XVIII$^{e}$ siècle. Non contente de découvrir les complots (mais, entre 1741 et 1801, elle sera incapable d'en déjouer trois, tramés au sein des régiments de la garde impériale et qui aboutiront chacun au renversement et à la mort du tsar régnant), elle gênera, parfois considérablement, l'action des agents étrangers en Russie.

## *Les mésaventures d'un ambassadeur de France*

L'ambassadeur français Jacques-Joachim Trotti de La Chétardie (1705-1759) en fera l'amère expérience.

Fait plutôt rare pour un diplomate, La Chétardie sera le principal organisateur d'un véritable coup d'État en Russie. Soucieux de rapprocher Paris et la cour impériale, il arrivera à convaincre la princesse Élisabeth Petrovna de prendre le pouvoir pour en chasser les tenants d'une alliance avec l'Angleterre ou la Prusse. Dans la nuit du 5 au 6 décembre 1741, le régiment Preobrajenski porte Élisabeth sur le trône. Plusieurs officiers et soldats de la garde iront jusqu'à baiser les mains de l'ambassadeur de France, qu'ils appellent « leur père et sauveur » et Élisabeth elle-même enverra une lettre à Louis XV pour le remercier du rôle joué par la France dans son avènement…

Mais La Chétardie, imprudent, confie au courrier le détail de ses intrigues. Les lettres sont ouvertes et transmises à la tsarine. Le 17 juin 1743, alors que La Chétardie rentre chez lui, il est accosté par le chef de la chancellerie secrète qui lui annonce qu'il est désormais *persona non grata*. La Chétardie proteste sa bonne foi. Les Russes entreprennent alors de lui lire des

extraits de sa propre correspondance secrète. Humilié, vaincu, La Chétardie n’a plus qu’à faire ses malles et à quitter la Sainte Russie.

## *À Versailles, de la correspondance secrète au Secret du roi*

C’est sous le règne de Louis XV que va naître et se développer, parallèlement au service de renseignement militaire du secrétariat d’État à la Guerre (l’ancienne Section statistique de Louvois) un vrai service secret politique, la Correspondance secrète, que l’on appellera bientôt le Secret du roi.

### *Un espionnage militaire médiocre*

Ne trouvant, apparemment, pas d’officier français pour le diriger, on ira jusqu’à le confier à un mercenaire allemand, par ailleurs digne de tous éloges sur le plan militaire, Jean-Chrétien Fischer.

Fischer, qui avait été un courageux soldat au service de la France, est un homme voué aux opérations de commando, comme on le dirait aujourd’hui : il n’est pas un spécialiste du renseignement. Au début de la guerre de Sept Ans, il fera former ensemble tous ses agents et ce qui devait arriver arrivera : se dénonçant les uns les autres, tous seront arrêtés au cours de leur première mission ! Fischer en mourra de chagrin en trois jours, mais verra le maréchal de Soubise lui rendre un dernier hommage : « Nous le regrettons beaucoup, et je crois, avec raison ! »

### *Une quarantaine d’hommes pour le Secret*

Sur le plan politique, le Secret du roi commence à fonctionner en 1748. Il a pour particularité de n'agir, sous l'autorité du prince de Conti et du comte de Broglie, qu'en marge de toute diplomatie officielle, elle-même disposant de ses propres réseaux d'agents. Curieusement, dans un régime autocratique comme l'est la monarchie française – mais peut-être est-ce dû à la paresse naturelle de Louis XV et à sa grande faiblesse – les services diplomatiques et le Secret vont longtemps mener des politiques divergentes voire opposées. Et plutôt que de servir la politique étrangère de la France, le Secret du roi va, en fait, la miner.

Une quarantaine d'hommes, dont certains deviendront fameux, comme Vergennes – devenu ministre des Affaires étrangères de Louis XVI, c'est lui qui engagera la France aux côtés des insurgés américains durant la guerre d'Indépendance – œuvrent au sein du Secret, auquel sont rattachés, à l'insu de leur propre hiérarchie, plusieurs ambassadeurs de France.

## *L'affaire de la succession du trône de Pologne*

La grande affaire de ce Secret du roi, c'est la succession du trône de Pologne. Belle démonstration des cafouillages auxquels peuvent mener l'indécision et l'incapacité, car si le ministre des Affaires étrangères, Choiseul, donne instruction à ses gens de ne point intervenir dans les affaires polonaises, les hommes du Secret, eux, dépensent une énorme énergie – et une fortune – pour privilégier un candidat qui pourrait faire barrage à celui des Russes. En vain…

Grand utilisateur du « cabinet noir », qui intercepte et lit le courrier de certains de ses sujets, Louis XV, afin de préserver la confidentialité absolue de l'existence et du fonctionnement de son Secret, ira jusqu'à ordonner à son surintendant des postes d'organiser un service parallèle destiné à faire échapper le

courrier des hommes du Secret du roi à la vigilance de sa propre police !

## *Le paradoxe de Louis XV : monarque le mieux informé d'Europe, mais roi faible*

Au final, l'échec du Secret du roi n'est sans doute pas dû aux hommes qui sont chargés de l'animer mais à l'absence de réflexion politique digne de ce nom et à la consternante mollesse de Louis XV. L'instrument est bien pensé, impeccable même du point de vue technique, mais il est au service d'une politique erratique voire inexistante.

Les agents « officiels » des Affaires étrangères n'ont guère plus de succès. En témoignent les mésaventures de l'ambassadeur de Bonnac, qui représente la France à La Haye mais est chargé, en sous-main, du recueil de renseignement en Angleterre.

## *Le réseau de M. de Bonnac à Londres*

Il recrute un premier agent, Maubert, et l'envoie à Londres. Maubert propose d'inonder l'Angleterre de fausses coupures de livres sterling pour pousser l'économie à l'effondrement. Mais Louis XV répond : « La proposition qui vous a été faite par un de vos correspondants de Londres pour contrefaire les billets de la Banque anglaise ne pourrait être écoutée ici qu'avec toute l'indignation et toute l'horreur qu'elle mérite… »

Voltaire, l'immortel philosophe sans qu'on puisse pour autant le qualifier d'« agent secret », profitera de l'amitié que lui témoigne le roi philosophe Frédéric II de Prusse, et de sa protection, pour renseigner la France sur ses intentions. Quoique n'appartenant ni au Secret, ni aux Affaires étrangères, il n'oubliera pas de se faire rétribuer pour ses bons et loyaux services.

# *À Vienne, on lit toute la correspondance de l'Europe*

Si Berlin, au XVIII$^{e}$ siècle, a des agents secrets mais pas de « service », et si à Saint-Pétersbourg on intercepte le courrier diplomatique, Vienne, la grande ennemie de la Prusse, possède un service mais peu d'agents… La Cour, pourtant, est fort bien informée. Et pour cause : tous les efforts de renseignement du gouvernement autrichien portent sur un seul point, l'interception du courrier.

La poste, sous l'Empire, est le monopole des princes de Thurn und Taxis. Une grande partie du courrier européen passe, à un moment ou un autre, entre les mains de leurs employés, car les possessions de Vienne sont tellement étendues – Autriche, Europe centrale, la Belgique actuelle, une partie de l'Italie… – qu'il est difficile voire impossible de ne pas les traverser. C'est le secrétaire privé de l'impératrice Marie-Thérèse, le baron Ignaz de Koch, qui préside aux destinées de ce « cabinet noir ». De nombreuses correspondances étant codées, le cabinet noir dispose évidemment d'une formidable équipe de décrypteurs. L'ambassadeur d'Autriche à Naples, Thurgut, peut ainsi assurer, en 1788, qu'il possède le chiffre de toutes les grandes puissances européennes…

Wenceslas Antoine de Kaunitz, comte de Rietberg (1711-1794), devenu prince et chancelier (Premier ministre) d'Autriche va encore perfectionner le système d'interception. Les principaux relais sont désormais pourvus de leur propre cabinet noir et les maîtres de poste sont tous des hommes de confiance. Tous les messagers prussiens, à l'exception de deux, sont achetés par les Autrichiens et les laissent prendre connaissance des dépêches qu'ils transportent. À tel point que, souvent, Kaunitz, à Vienne, lit la correspondance diplomatique prussienne exactement au même moment que le ministre concerné à Berlin.

La France, elle, ne découvrira le pot aux roses qu'en 1774. Un jésuite nommé Georgel, secrétaire du prince de Rohan, ambassadeur de Paris à Vienne, entre alors en contact avec un employé du cabinet noir. Leur première rencontre est digne d'un roman de cape et d'épée : un rendez-vous nocturne, sur les remparts de la ville, entre le jésuite et un individu enveloppé d'un long manteau et masqué qui lui chuchote à l'oreille.

Moyennant 1 000 ducats, cette « taupe » lui communiquera des doubles des « copies originales » de certaines correspondances effectuées par le cabinet. C'est ainsi que Louis XV apprendra que même la correspondance ultra-confidentielle et le chiffre de son Secret du roi n'ont pas résisté au travail des hommes de Koch et de Kaunitz.

Au-delà des péripéties, le coup d'éclat de Georgel aura une influence fatale sur le Secret du roi : les preuves assemblées par ses diplomates permettront au ministre des Affaires étrangères, d'Aiguillon, de démonter le système parallèle mis en place par son souverain.

Le travail du cabinet noir de Vienne ne se poursuivra pas sans accrocs : on n'intercepte pas des milliers et des milliers de lettres par an sans que se produise, de temps à autre, un accident. Ainsi, l'ambassadeur de Londres à Vienne se plaint un jour d'avoir reçu des copies des lettres qu'on lui envoyait en lieu et place des originaux. Il ne s'attire du chancelier Kaunitz que cette magnifique et cynique réponse : « Dieu ! Comme mes gens sont maladroits ! »

## *Les tribulations du chevalier d'Éon en Russie*

Charles Geneviève Louis Auguste André Timothée d'Éon de Beaumont, plus connu sous le nom de chevalier d'Éon (1728-1810) est l'une des personnalités les plus étonnantes du XVIII$^{e}$ siècle. Une fascination qu'il doit à son talent de diplomate et d'agent secret, certes, mais surtout au doute qu'il a entretenu sur son sexe durant toute sa vie.

De ces deux sexes, lequel a été simulé ? La question, en fait, est purement rhétorique, car il ne fait aucun doute que d'Éon est bel et bien un homme.

Après, il occupe un poste de secrétaire chez M. de Sauvigny, un ami de la famille, qui lui communique sa passion des armes. Et tandis qu'il s'adonne aux plaisirs de l'escrime, il est reçu docteur en droit civil et canon, avocat au parlement en même temps que grand prévôt de salle d'armes. Mais son « asthénie sexuelle » étonne ses compagnons, les abbés de Grécourt et de Bernis, « deux apôtres qui jetaient gaîment la morale aux orties ».

Louis XV, qui le surprend métamorphosé en femme lors d'un bal, imagine aussitôt tout ce que ce déguisement peut lui permettre.

C'est l'époque où la France tente de consolider les relations un peu tièdes qu'elle entretient avec la Russie.

Nommé secrétaire d'ambassade, mais voyageant souvent sous le nom de Lia de Beaumont, le chevalier d'Éon est accompagné d'un second émissaire, le chevalier écossais Douglass. Tandis que ce dernier est refoulé dès son entrée en Russie, *celle* qui se fait passer pour sa nièce parvient à approcher la tsarine, qui, séduite, décide de l'attacher à sa personne en tant que « lectrice intime et particulière »…

Cette dernière ne tarde pas à découvrir, semble-t-il, non sans un certain plaisir amusé, le véritable sexe de son hôte qui, dès lors,

parvient à la rallier à la France. Elle en donne l'assurance et l'engagement, écrit de sa main et aussitôt adressé à Louis XV. Le chevalier d'Éon a brillamment réussi sa mission : la tsarine Élisabeth de Russie signe le traité de Versailles de 1757, par lequel la Russie, la Suède et la Saxe rejoignent l'alliance franco-autrichienne signée l'année précédente.

Après, il quitte la Russie pour rejoindre l'armée, mais sa carrière militaire est de courte durée. En effet la tsarine Élisabeth meurt, laissant le trône à Pierre III. Le chevalier d'Éon est renvoyé à Saint-Pétersbourg, avec le titre de ministre plénipotentiaire. Mais renversé par celle qui deviendra Catherine la Grande, l'empereur de Russie est assassiné et d'Éon se voit rappelé à Paris.

## *Mission secrète à Londres*

Il est alors nommé secrétaire à l'ambassade, à Londres, où il ne tarde pas à prouver une nouvelle fois son talent d'agent secret, en recueillant diverses informations, notamment militaires. En récompense de ses exploits, il est promu ministre plénipotentiaire de France à la cour de Saint-James, et décoré de la croix de Saint-Louis.

S'étant, toutefois, attiré l'inimitié de Mme de Pompadour, favorite de Louis XV, le chevalier d'Éon est pourtant dépossédé de son titre et prié de reprendre sa fonction de secrétaire d'ambassade auprès d'un nouvel envoyé, le comte de Guerchy, qui se trouve être son ennemi personnel. Blessé dans son amour-propre, d'Éon refuse de s'y soumettre, malgré les ordres du roi et, après avoir échappé à une tentative de meurtre, sans doute diligentée par Guerchy, il se réfugie dans une maison de campagne transformée en forteresse.

Déchu de ses grades, privé de ses appointements, abandonné de tous, la rancœur pousse alors d'Éon au chantage : si on ne lui

accorde pas réparation, il publiera des documents compromettants. Louis XV finit par lui accorder une rente, mais, parallèlement, le comte de Guerchy fait courir le bruit dans Londres que le chevalier d'Éon est une femme. Cette nouvelle fait sensation : aussitôt des paris sont organisés sur la nature réelle de d'Éon.

Sous la pression, d'Éon accepte de déclarer publiquement – face à un auditoire incrédule – qu'il est effectivement du sexe féminin.

## *Curiosité de Louis XVI*

À la mort de Louis XV, le 10 mai 1774, Louis XVI, son successeur, décide de tirer au clair une bonne fois pour toutes la « question du sexe du chevalier » et, surtout, de s'emparer des documents secrets dont d'Éon continue à agiter la menace de la publication. Il dépêche donc l'un de ses agents qui n'est autre que Beaumarchais. Apparemment convaincu que le chevalier est bien une représentante du sexe faible, ce dernier n'hésitera pas à la demander en mariage…

Après toute une série de manœuvres et d'intrigues et quatorze mois de négociations, la « chevalière d'Éon » s'engage à lui remettre ses archives secrètes et tous les documents compromettants qu'« elle » possède contre une rente de 12 000 livres. « Elle » signera même un contrat dans lequel « elle » abdique solennellement et définitivement son nom et sa qualité d'homme et s'oblige à porter les vêtements de sexe féminin, dont « elle » se reconnaît membre.

Lorsque éclate la Révolution, d'Éon s'enfuit en Angleterre, où il meurt le 21 mai 1810, à l'âge très respectable pour l'époque de 83 ans, après avoir été un homme pendant quarante-neuf ans et une femme le restant de ses jours. Malgré toutes les mesures prises pour que le secret de son sexe soit enterré avec lui, le

mystère est profané par les hommes chargés de le veiller et qui ne pourront résister à la tentation de soulever le drap mortuaire. De toute façon, son acte de décès ne laissait nulle place au doute : la femme était bien un homme comme les autres…

## *« On ne tire pas un coup de canon dans le monde sans que Londres sache pourquoi »*

Nous avons laissé les services secrets britanniques en bien piètre position, faute de vision politique de leurs maîtres et d'argent. Heureusement, les finances de l'Angleterre vont finir par se rétablir et les moyens du gouvernement de Sa Majesté permettront de recruter des agents de valeur qui trouveront eux-mêmes des sources de qualité. William Pitt l'*Aîné* (1708-1778), Premier ministre de George III, pourra ainsi déclarer un jour à bon droit qu'il « ne se tire pas un coup de canon dans le monde sans que la Grande-Bretagne sache pourquoi ».

Pour atteindre cette connaissance absolue, Londres ne rechigne devant aucun moyen ni aucun effort. Les Archives britanniques conservent 27 cartons de dépêches diplomatiques interceptées entre 1756 et 1763, soit près de quatre cartons par an, un volume énorme pour l'époque.

## *Le rôle de l'espionnage dans la guerre de Sept Ans*

On a pu dire de la guerre de Sept Ans (1756-1763) qu'elle était le premier conflit vraiment mondial. Ce qui importe, c'est d'avoir conscience qu'en fait deux conflits se déroulent, qui auraient pu se développer indépendamment l'un de l'autre mais que les alliances vont faire se superposer et s'enchevêtrer : le premier oppose la Prusse aux États des Habsbourg (Autriche,

Bohême et Hongrie), le second voit s'affronter la France et l'Angleterre.

En Europe, Berlin et Vienne se disputent la Silésie (qui s'étend sur les territoires actuels de la Pologne, de la République tchèque et de l'Allemagne). Londres souhaite, pour des raisons autant politiques que commerciales, mettre la main sur les colonies de la France en Amérique du Nord, aux Antilles et aux Indes. D'un côté, donc, la Grande-Bretagne, la Prusse, le royaume du Portugal et trois petits États allemands (électorat de Hanovre, Hesse-Cassel et duché de Brunswick) ; de l'autre la France, l'Autriche, la Russie, l'Espagne, la Suède, le royaume de Naples, la Pologne-Lituanie (ou « république des Deux Nations ») et deux États allemands (électorat de Saxe et duché de Wurtemberg).

Pendant toute la durée de la guerre, Londres connaît les plans de déploiement des flottes de guerre françaises en Méditerranée, dans la Manche et en Atlantique grâce à une « taupe » suédoise. Souhaitant attirer la Suède dans son orbite et la rassurer, Paris communique ces plans à l'ambassadeur de Suède, qui les fait parvenir à Stockholm, où un agent les vend aux Anglais.

## *Incontestable supériorité du renseignement anglais*

Face à cet ennemi redoutable, le renseignement français ne fait pas le poids : l'ambassadeur de Bonnac, chargé de coordonner l'action des espions français à Londres, et pourtant doté d'un viatique de 180 000 livres par an (un espion français censé être de haut niveau touchait alors 230 livres par trimestre et avec quelques milliers de livres, on s'achetait tout un gouvernement dans certains petits États, cela donne une idée des moyens considérables engagés par Bonnac…), n'arrivera à rien.

Son successeur, Louis-Auguste d'Affry est tellement naïf qu'il n'arrive qu'à se faire escroquer par de soi-disant « agents ».

Malgré de beaux succès militaires de la France, la guerre se terminera par sa déroute. Par le traité de Paris, la France perd le Canada et toutes ses îles (à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon), l'est de la Louisiane et plusieurs îles des Caraïbes. La Grande-Bretagne laisse ses comptoirs indiens, mais avec interdiction d'y stationner des troupes, ce qui donne à Londres le contrôle total du sous-continent indien.

Deux grandes puissances émergent du conflit : la Grande-Bretagne, dont les possessions s'étendent désormais de l'Amérique à l'Asie et dont la marine domine les mers, et la Prusse, qui devient, pour quelques dizaines d'années, la puissance militaire dominante en Europe. La France, elle, est durablement affaiblie.

Il serait certainement abusif de dire que la guerre de Sept Ans a été gagnée par les espions anglais ou perdue par leurs homologues français. Il est certain en revanche que les premiers ont joué un rôle important en mettant leurs maîtres en position de prendre les bonnes décisions au bon moment, tandis que les seconds ont péché par amateurisme et contribué ainsi à l'affaiblissement du pays sur la scène internationale.

# Chapitre 13

# La guerre d’indépendance : revanche de la France et naissance du renseignement en Amérique

***Dans ce chapitre :***

- Un dramaturge-espion devenu trafiquant d’armes
- Le premier martyr du renseignement américain
- George Washington et ses espions
- Mort d’un espion malgré lui
- Importance du contre-espionnage

***D***ouze ans après la fin de la guerre de Sept Ans, les « événements d’Amérique » vont offrir à la France sa revanche sur l’Angleterre.

Depuis longtemps, les liens s’étaient distendus entre les colonies américaines et l’Angleterre. Les guerres européennes des XVII$^{e}$ et XVIII$^{e}$ siècles ayant appauvri la métropole, Londres, à partir de 1763, introduit de nouvelles taxes dont plusieurs (sur le papier, le thé, etc.) frappent durement les planteurs installés de l’autre côté de l’Atlantique. À partir de 1770, les incidents, parfois graves se multiplient et, devant

l’intransigeance des Anglais, la guerre éclate en 1775. Elle ne s’achèvera que huit ans plus tard avec la « paix de Paris ». Le renseignement jouera un rôle important, dans cette première grande guerre coloniale.

## *Beaumarchais, aventurier et accoucheur de la liberté*

Horloger de génie, professeur de musique des filles de Louis XV, dramaturge qui fondera un jour la Société des auteurs, homme à la plume aussi féroce que féconde, Pierre Augustin Caron, dit Beaumarchais, est aussi, sans nul doute, le plus illustre agent secret français du XVIII$^{e}$ siècle.

Ayant perdu un important procès et forcé à l’exil, Beaumarchais s’installe, en 1774, dans la capitale britannique et il écrit à Louis XV pour lui exposer qu’il demeure son fidèle sujet et ne tient à rien tant qu’à lui rendre service. Et cela tombe bien, car le roi de France a, précisément, une affaire assez délicate à régler en Angleterre. Un certain Charles Théveneau de Morande s’est fait spécialité du chantage. Il compose des libelles orduriers sur telle ou telle personnalité et en fait parvenir un exemplaire à l’intéressé. S’il paie, la prose ne paraît pas, sinon tant pis pour lui.

Mais Théveneau prend pour cible la maîtresse de Louis XV. À la Cour, on s’inquiète, puis on se fâche. Le roi demande aux Anglais de livrer Théveneau. Londres répond que cette mesure ne semble pas souhaitable, mais que si, par accident, le sieur Théveneau était discrètement enlevé et qu’aucun Anglais ne soit mêlé à cette pénible affaire, « on » fermerait les yeux.

### *Un adepte de la méthode douce*

Mais Théveneau échappe aux traquenards que lui tendent les envoyés de Paris : il se paiera même le luxe, un soir, de provoquer une petite émeute en criant bien fort que les hommes de main tentent de l'assassiner. La foule, horrifiée les précipite dans la Tamise, toute proche.

Peut-être pense-t-on à Versailles que ce Beaumarchais pourrait régler cette épineuse question ? On le convoque à Versailles, on lui remet des fonds et le voilà reparti pour Londres sous le pseudonyme de « chevalier de Ronac » (simple anagramme de son nom). Non seulement Théveneau accepte de l'argent – on s'entend sur un premier versement de 20 000 livres suivi d'une rente viagère de 4 000 livres par an – pour ne pas publier sa brochure mais, braconnier devenu garde-chasse, il est engagé au service du roi pour lui signaler tous les Français qui, depuis Londres, pourraient être tentés, à leur tour, de faire des misères à la monarchie.

Par la suite, Caron de Beaumarchais rendra encore quelques services du même genre, mais c'est avec la question des Amériques qu'il va jouer un rôle digne de lui et donner un fabuleux coup de pouce à l'histoire.

## *Avocat des insurgés et trafiquant d'armes*

Dès son arrivée à Londres, Beaumarchais s'est en effet intéressé de très près à cette affaire américaine qui le passionne et en a tenu informés le roi aussi bien que son ministre des Affaires étrangères, Vergennes, un ancien du Secret du roi.

Les volontaires et surtout l'argent de la France vont jouer un rôle prépondérant dans la libération des territoires américains.

Au passage, Beaumarchais n'oublie pas de se servir lui-même. Il sait en effet, par deux envoyés des colonies, Benjamin Franklin et Arthur Lee, qu'il fréquente de manière assidue, que

les fusils sont ce qui manque le plus aux rebelles. La France ne pouvant afficher trop ouvertement son soutien aux colons révoltés sans risquer un affrontement ouvert avec l'Angleterre, il jouera les trafiquants et fournira aux rebelles des armes de contrebande achetées avec l'argent fourni par Paris et Madrid, intéressées à une diminution notable de la puissance anglaise.

### *Une société de couverture*

C'est ainsi que naît, durant l'été 1776, la maison de négoce Roderigue-Hortalès. Cette société commerciale n'est rien d'autre que la couverture sous laquelle Beaumarchais – et à travers lui, la France – va agir. En un an, des dizaines de canons, des milliers de grenades, de fusils, d'obus et des dizaines de milliers de balles vont être fournis aux insurgés par la maison Roderigue-Hortalès.

Les Américains ne se montreront pas vraiment reconnaissants. Les armes livrées par Beaumarchais et sans lesquelles, peut-être, l'indépendance n'aurait jamais pu être acquise ne lui seront jamais payées. L'homme de lettres (qui a eu la prudence de se faire couvrir par le gouvernement royal) bataillera jusqu'à la mort pour obtenir gain de cause.

## *Le sacrifice du capitaine Nathan Hale*

Le général Washington, qui commande les troupes américaines, a évidemment besoin de renseignement de première main s'il veut battre une armée supérieure en équipement comme en technique militaire, lui qui ne dirige que des miliciens, des artisans et agriculteurs devenus « soldats du peuple ». Pour ce faire, il utilise dans un premier temps des volontaires inexpérimentés et mal organisés.

L’un d’eux, le capitaine Nathan Hale, se rend dans la zone britannique en se faisant passer pour un maître d’école hollandais. Il passe plusieurs jours dans les environs de Manhattan, situé alors derrière les lignes anglaises, puis il tente de regagner son propre camp. A-t-il été trahi par un cousin favorable aux Anglais ? N’ayant jamais été formé aux techniques du renseignement, s’est-il montré trop imprudent ? Mystère. Toujours est-il qu’il est arrêté le 21 septembre 1776 et qu’on découvre sur lui les notes d’observation qu’il a prises. Il est exécuté le lendemain.

Nathan Hale peut être considéré comme l’un des « pères fondateurs » du renseignement américain. Il n’a que 21 ans lorsqu’il meurt courageusement après avoir déclaré : « Je regrette seulement de n’avoir qu’une seule vie à donner pour mon pays. » Il a ainsi le triste privilège de devenir le premier agent secret américain mort en mission. En 1914, on lui élèvera une statue à Yale.

## *Le colonel Benjamin Tallmadge crée le premier service de renseignement américain*

Ce sacrifice inutile – les renseignements recueillis par Hale ne sont jamais arrivés aux insurgés – convainc George Washington de la nécessité de créer un vrai service d’espionnage. Sa direction est confiée à un ami de Hale, le colonel Benjamin Tallmadge. La grande réussite de Tallmadge, ce sera le réseau Culper.

## George Washington, un homme du renseignement

Ce n’est pas tout à fait par hasard que George Washington est tellement sensibilisé aux questions touchant le renseignement militaire. Il a en effet, lui-même, une expérience dans ce domaine.

En 1753, alors qu’il n’était âgé que de 21 ans, le gouvernement anglais de la colonie l’a dépêché dans l’Ohio, où Paris dispose de comptoirs de commerce de fourrures, pour y recueillir des informations sur le potentiel militaire français. Le jeune homme s’est brillamment acquitté de sa mission.

Deux ans plus tard, Washington participe à la bataille de Fort Duquesne, durant les guerres menées par la puissance coloniale contre Français et Indiens. Le commandant britannique néglige le renseignement ; ses troupes tombent dans une embuscade française et subissent une défaite majeure. Marqué par cette cruelle expérience, Washington écrira plus tard que, à la guerre, « il n’y a rien de plus nécessaire qu’un bon renseignement et rien n’est plus difficile à obtenir ».

Dès le début de la guerre révolutionnaire des colons contre l’Angleterre, George Washington se souviendra de la leçon de Fort Duquesne et consacrera 10 % du budget militaire des révoltés au renseignement.

En 1776, il établit la première unité militaire de renseignement de l’histoire américaine : les Knowlton’s Rangers.

## *Culper senior, Culper junior, alias agents 722 et 723*

Si Nathan Hale est le premier officier de renseignement américain tué en mission, le réseau Culper est certainement la

première organisation de renseignement militaire chargée d'agir en territoire ennemi de l'histoire des États-Unis.

Samuel Culper dirige ce réseau qui agit principalement dans la région de New York. Il recrute Robert Townsend, en apparence calme propriétaire de plusieurs magasins mais ardent patriote dans son cœur. Townsend devient alors Culper junior et se met, à son tour, à « embaucher ».

Seul Tallmadge connaît l'identité de ses deux têtes de réseau, pour George Washington, ils resteront toujours les Culper ou les numéros 722 (Woodhull), 723 (Townsend) ou 355 (l'épouse de ce dernier). Washington, lui, est désigné par le 711 et le colonel Tallmadge par le 721. Ce secret absolu permettra au réseau de traverser la guerre sans encourir de pertes.

Les Culper et leurs agents récoltent leurs informations auprès de journalistes (déjà !), de tenanciers de bar et de commerçants mais aussi en se mêlant aux nombreux clients, en majorité anglais, des magasins de Townsend et même en fréquentant une partie de l'état-major britannique. Les renseignements sont codés et transcrits, à l'encre sympathique, entre les lignes de livres ou de journaux qui sont ensuite dissimulés dans une « boîte aux lettres morte » (BLM).

La technique de la « boîte aux lettres morte » (*dead drop* en anglais), toujours utilisée de nos jours par la majorité des services de renseignement opérant en terrain hostile, est relativement sûre et est censée garantir la sécurité des espions comme de leur agent de liaison puisqu'ils ne se rencontrent jamais.

Dans un lieu convenu à l'avance, l'espion laisse sa production et, prévenu par un signal banal, l'agent de liaison ou l'officier traitant vient relever la boîte dans laquelle il peut, à son tour, glisser des instructions, du matériel ou de l'argent. Enfantin. Mais la découverte accidentelle de la boîte ou la filature de

ceux qui l'approvisionnent peut, évidemment, conduire à la chute de tout un réseau…

Grâce au réseau Culper, en tout cas, Washington disposera durant toute la guerre d'informations quasi quotidiennes sur l'état de l'armée anglaise.

L'un des plus beaux coups des Culper a lieu en 1780. Alors que les 6 000 hommes du corps expéditionnaire français du général de Rochambeau arrivent au large des côtes américaines, le général Henry Clinton fait embarquer une partie de son armée pour aller couper la route aux alliés des rebelles. Les Culper en informent George Washington. Ce dernier fait alors courir le bruit d'une attaque imminente sur Manhattan et effectue des mouvements qui peuvent accréditer cette théorie. Affolé, Clinton fait débarquer ses hommes et les met en position pour faire face à cette attaque. Celle-ci ne viendra jamais et quand Clinton comprend, il est trop tard : les Français ont débarqué.

Premier patron de la puissante CIA, Allen Dulles brosse, dans un de ses livres, le portrait de Woodhull : « Le physique et l'attitude d'Abraham Woodhull le protégeaient fort efficacement. Nul ne semblait moins bien fait pour l'espionnage. Son visage cireux et ses mains maigres et tremblantes, sa voix inquiète qui n'était qu'un murmure, rien ne révélait l'agent secret. Il vivait dans la terreur constante d'être découvert, son estomac se serrait quand un étranger le dévisageait. La force de sa volonté seule l'entraînait à parcourir les camps ennemis et à observer leurs positions. »

Tel est l'homme qui, en deux ans, créera le premier réseau d'espionnage de l'histoire des États-Unis, recrutant les Amos Underhill, William T. Robinson, Joseph Lawrence, et autres Austin Roe. Un réseau qui fonctionnera parfaitement jusqu'à la victoire américaine de Yorktown, en octobre 1781.

Washington a toute confiance en Tallmadge, mais prudent, il prendra quand même le soin d'entretenir d'autres agents à New

York. Comme John Honeyman, un tisserand d’origine écossaise devenu l’agent double personnel de George Washington.

Les insurgés doivent à Honeyman le succès remportésur le fleuve Delaware, où Washington, en écrasant les mercenaires allemands de la Hesse qui combattent pour la couronne d’Angleterre, remporte la première grande victoire de la révolution.

## *Benedict Arnold, portrait d’un traître*

Mais si les États-Unis naissants ont leurs héros de la guerre de l’ombre, ils en ont aussi les inévitables traîtres. L’affaire Arnold en témoigne.

Tous les ingrédients du drame y sont réunis, à commencer par le héros déchu. Le général Benedict Arnold est d’abord, en effet, un pur héros américain, qui s’est illustré avec courage durant les débuts de la guerre d’indépendance. Mais il commet quelques irrégularités d’ordre financier. Malgré sa culpabilité, Washington ne lui retire pas son grade, bien au contraire, puisqu’il lui confie un poste stratégique important, la défense de West Point. Mais Arnold a été humilié et ne rêve plus, désormais « qu’à rétablir sa faveur auprès de son roi en lui donnant quelque preuve éclatante de son repentir ».

Il va donc trahir la cause de l’indépendance et proposer, à un important agent anglais, le major John André, de lui livrer West Point contre une forte somme d’argent.

Malheureusement pour le major André, il habite la maison de Townsend, alias Culper junior, et ses conversations relatives à ce complot arrivent jusqu’aux oreilles de son hôte et ami, qui en informe immédiatement Benjamin Tallmadge.

L’arrestation, par des soldats américains embusqués, du général Arnold et du major André ne se passe pas exactement comme prévu puisque les deux hommes parviennent à s’échapper. André se réfugie dans une maison isolée et troque son uniforme contre des vêtements de paysan. Arrêté dans cette tenue, il n’est plus considéré comme un officier capturé mais comme un espion. Cédons une nouvelle fois la parole à Alexander Hamilton : « Après une fouille minutieuse, on trouva plusieurs documents importants qu’Arnold lui avait confiés. Il y avait là, en particulier, un plan des fortifications de West Point, un mémoire de l’ingénieur sur l’attaque et la défense de cette place forte, des rapports sur la garnison, l’état des pièces d’artillerie, des munitions et des approvisionnements, la copie du procès-verbal d’un conseil de guerre tenu par le général Washington. André fut conduit au quartier général de l’armée, où il passa devant un conseil d’officiers généraux. Le conseil décréta qu’il devait être considéré comme un espion et qu’il devait être puni de mort, ce qui fut exécuté deux jours plus tard. »

Devenu une figure mythique, André sera enterré, le 28 novembre 1821, sous les voûtes de la prestigieuse abbaye de Westminster, honneur qu’il partage avec au moins une autre créature de l’ombre, la dramaturge et espionne Aphra Behn (1640-1689), qui avait été envoyée à Anvers par Charles II pour tenter de recruter des agents.

## *Secret Office : les Anglais montent au front de la guerre secrète*

Les opérations secrètes anglaises se déroulent sous la supervision de William Eden, qui, à Londres, alors qu’il était secrétaire d’État aux Colonies, a réorganisé le service secret (devenu le Secret Office).

Eden ne chôme pas. À Berlin, il fait fracturer la chambre d'hôtel occupée par Arthur Lee, envoyé spécial du Congrès américain venu demander l'assistance de Frédéric II. On copie ses dossiers avant de les remettre en place, mais Lee se rend compte de la manœuvre et s'en plaint au roi de Prusse, ce qui provoque une crise entre Berlin et Londres.

## *Edward Bancroft pénètre la mission américaine à Paris*

À Paris, les agents de l'ambassadeur anglais, Lord Stormont, sont pris de vitesse par un agent directement manipulé par Londres, le Dr Edward Bancroft. Ami de Benjamin Franklin, qui négocie avec Versailles l'assistance financière et militaire de la France, il devient le secrétaire de la petite mission américaine. Franklin, évidemment, ignore totalement qu'il perçoit des Anglais une pension annuelle de 1 000 livres.

Rédigeant de fréquents rapports qu'il glisse ensuite dans une boîte aux lettres morte (un arbre creux des Tuileries) ou apporte lui-même à Londres lorsqu'il s'y rend pour y rencontrer son traitant, Paul Wentworth, et, à l'occasion l'un ou l'autre ministre, Bancroft est considéré comme un agent de toute première importance par le service de renseignement.

Averti par plusieurs de ses proches, dont Arthur Lee, Benjamin Franklin refusera de les écouter et de sacrifier son ami. Chose d'autant plus surprenante que le diplomate manie avec bonheur la diplomatie secrète et l'intoxication. Après la victoire américaine de Saratoga, durant l'hiver 1777-1778, alors que la France continue à hésiter sur l'attitude à adopter, il fait mine d'être prêt à négocier avec les Anglais et multiplie à leur égard les gestes de bonne volonté. Inquiet des conséquences d'une éventuelle réconciliation anglo-américaine, le Conseil royal se décide enfin, le 7 janvier, à proposer à l'Amérique un traité de commerce et une alliance militaire.

Quatre ans plus tard, en 1782, Franklin fabriquera de toutes pièces une fausse édition d'un journal de Boston (petites annonces comprises) relatant comment le gouverneur anglais du Canada paie des mercenaires indiens pour chaque scalp américain qui lui est apporté. Nombre de ces scalps, note le journal, sont ceux de femmes et d'enfants. La nouvelle, bien entendu, provoquera un sentiment d'horreur dans l'opinion anglaise et donnera de nouveaux arguments aux adversaires de la guerre à Londres.

Mais Benjamin Franklin a beau être un spécialiste du coup tordu, il se refuse à croire qu'un vieil ami puisse le trahir.

Ce sont les Anglais qui finiront par mettre fin au double jeu de Bancroft. Le roi George III, ayant appris qu'il spécule sur une défaite anglaise, décide de le licencier. Bancroft ne sera toutefois jamais démasqué de son vivant et, à la fin du siècle, aura renoué avec les Anglais et jouera à nouveau les agents doubles, mais cette fois contre la France.

## *Paul Wentworth, un officier traitant anglais*

Wentworth n'est rien d'autre que l'un des principaux responsables de l'espionnage anglais en France. Le 17 décembre 1777, alors qu'il gagne Paris pour participer, sans le savoir, à la vaste manœuvre d'intoxication que prépare Franklin pour forcer la main aux Français, l'incontournable M. de Beaumarchais écrit à Vergennes, parlant de Wentworth : « Il est employé par tous les ministres dans les choses difficiles », et d'ajouter : « Ce Monsieur Wintweth [*sic*] parle le français comme vous et mieux que moi. C'est un des hommes les plus adroits de l'Angleterre. »

Pour combattre les insurgés, il ne ménage ni ses efforts ni ceux de ses agents. Pénétrant l'entourage de Franklin, d'un côté, et

surveillant tout ce qui compte à la cour de Versailles, de l'autre, il trouve encore le temps de se renseigner sur la contrebande organisée par l'audacieux Beaumarchais au profit des rebelles et permet à la Navy d'arraisonner, en moins d'un an, plus de 150 bateaux suspects !

## *John Jay, père du contre-espionnage américain*

Les efforts du renseignement britannique n'échappent pas à George Washington. Il est d'autant plus conscient des dangers que représentent ces manœuvres qu'il sait que le courant favorable à l'indépendance est minoritaire dans la colonie. On pense aujourd'hui que moins d'un tiers des colons souhaitaient alors se séparer de Londres et, en tout état de cause, le nombre d'« Américains » servant dans l'armée anglaise fut largement supérieur à celui des volontaires de la liberté. Il lui faut donc un service de contre-espionnage.

Dès les débuts du mouvement pour l'indépendance, un homme a paru particulièrement qualifié pour traiter de cette matière délicate : John Jay, magistrat et député. En 1776, il mène une première enquête et découvre un complot tramé par le gouverneur britannique, William Tyron, pour capturer ou assassiner George Washington. À la mi-février 1777, nous retrouvons Jay à la tête du New York State Committee and Commission for Detecting and Defeating Conspiracies, premier service de contre-espionnage américain.

Tout à la fois commission d'enquête et tribunal – une solution qui n'est qu'un pis-aller plaisant peu au très rigoureux John Jay, qui plaide pour une justice impartiale – le comité emploie une dizaine d'agents de contre-espionnage. L'un d'entre eux, au moins, Eljiah Hunter, le favori de Jay, passera plus tard dans les rangs du renseignement militaire et travaillera comme agent double en zone britannique.

Le contre-espionnage de John Jay ne se contente pas de mener des enquêtes, il est offensif, c'est-à-dire que ses agents pratiquent l'infiltration des milieux opposés à l'indépendance et des groupes qui complotent au service de Londres.

John Jay est aussi un juriste de talent et de conviction auquel on doit d'avoir imposé à ses concitoyens l'idée que le pouvoir exécutif a le droit de mener secrètement des opérations de renseignement et de sécurité. Il écrit : « Dans certains cas, le renseignement le plus utile ne peut être obtenu que si la personne y ayant accès peut être assurée qu'elle ne sera jamais découverte. […] Ces personnes se confieront plus sûrement si elles savent pouvoir compter sur la discrétion du Président plutôt que sur celle d'une grande assemblée comme le Sénat… »

# Chapitre 14

# Espionnage et basse police pendant la Révolution française

***Dans ce chapitre :***

- Les scrupules hors de propos de Vienne
- Les comités de la Convention
- Douze tyrans minuscules au service de la Terreur
- Des complots inventés de toutes pièces
- Des aventuriers au service de la contre-Révolution
- Un chancelier autrichien paranoïaque

***L***a conjonction du vent de liberté, d'une crise financière née entre autres du financement de l'aventure américaine, de l'incapacité d'un régime sclérosé à mener les réformes politiques indispensables, de la lassitude des paysans face aux droits de l'aristocratie et de l'aspiration d'une « nouvelle » classe sociale, la bourgeoisie urbaine, à jouer un rôle prépondérant, va précipiter la fin de l'Ancien Régime.

## *La tempête se lève*

Et tout va se jouer très vite : entre l'ouverture des états généraux le 5 mai 1789 et la chute de la Bastille, le 14 juillet, il ne s'écoule que quatre-vingt-un jours. Et il ne faudra que trois ans, deux mois et sept jours pour aller à l'abolition de la royauté, le 21 septembre 1792.

Dès qu'elle a les mains libres, la Convention organise un vaste service de renseignement et d'action politique. Deux chiffres donnent la mesure de cet effort sans précédent pour la France : en janvier 1793, la Convention dépense 1 300 000 livres pour l'espionnage et la propagande révolutionnaire. Les mois qui suivent, 1 400 000 livres sont encore engagées dans les mêmes buts.

Les partisans du roi, eux, n'ont pas les mêmes moyens. Et les souverains qui les finançaient font parfois preuve de bien curieux scrupules. À la fin de 1792, alors que Louis XVI et sa famille viennent d'être enfermés à la prison du Temple, l'un de ses agents, Louis Charles Auguste baron de Breteuil propose de fabriquer une quantité astronomique d'assignats (les billets de banque mis en place par la Convention) afin de ruiner la France. L'archiduc d'Autriche décrétera qu'un « projet aussi infâme ne saurait être retenu ».

## *Les agents de la Convention*

Dans les premiers temps, les agents de la Convention, triés sur le volet, sont peu nombreux et n'œuvrent qu'à l'intérieur des frontières. Mais ils vont rapidement, parcourir l'Europe dans le double but d'y « exporter » la Révolution et de se renseigner sur les actions préparées par les ennemis de celle-ci.

## *L'ère des comités*

Le service de renseignement de la Convention est un organe unique qui traite aussi bien l'action extérieure que les menaces

intérieures. Structurellement, il est rattaché au ministère des Affaires étrangères. Dans l'armée, des agents spéciaux ont pour mission de surveiller les approvisionnements et les officiers, et d'enquêter discrètement sur les plaintes des soldats.

L'action des espions de la Révolution à l'extérieur sera pour ainsi dire nulle et non avenue. De qualité souvent médiocre, paralysés par des règlements stupides, les espions de la République seront, au mieux, les spectateurs désabusés des catastrophes qu'ils n'ont pas été capables d'éviter.

Mais la Révolution c'est aussi l'« ère des comités », qui s'approprient peu à peu les prérogatives et missions de la Partie secrète. Pour les citoyens qui s'exercent pour la première fois à l'art difficile du pouvoir, ils sont le lieu où, par délégation des pouvoirs de la Convention, doivent se prendre, de manière collégiale, les décisions du gouvernement.

Plusieurs comités se partageront, en sus du Bureau de la partie secrète, la responsabilité des affaires de sécurité. Cette dispersion des centres de décision, souvent rivaux et la plupart du temps inaptes et voués aux luttes de factions, aggravera encore l'incurie du renseignement français.

Ainsi, il y a le Comité de défense générale et les Comités de surveillance, dits aussi Comités révolutionnaires, chargés des enquêtes sur les suspects. Deux autres de ces organes éphémères sont compétents durant la période la plus sanglante de la tourmente : le Comité de salut public et le Comité de sûreté générale. Le premier sera déchiré par d'inexpiables querelles dont le point culminant sera l'élimination physique de Danton et des Girondins. Quant au second, « s'occupant de toute ce qui est relatif aux personnes et à la police générale et intérieure », il sera l'un des principaux instruments de la Terreur. Bien davantage que dans la haute politique et la stratégie, on est, ici, dans le domaine de la basse police que symbolise particulièrement l'action des douze

administrateurs – ceux que l'écrivain Frédéric Lenormand a baptisé « les Douze Tyrans minuscules » – qui seront les artisans de la Terreur à Paris, la ville dont ils sont censés assurer la sécurité.

En deux ans, de l'été 1792 à l'été 1794, la Terreur fera entre 40 000 et 45 000 morts, tous suspects de participer à des complots très souvent imaginaires. Au moins 25 000 de ces victimes seront guillotinées sans procès, après un simple constat d'identité.

Quand il y a « procès », les prévenus sont jugés par fournées de plusieurs dizaines de personnes et leur sort est expédié en quelques heures. Ils sont guillotinés le soir même. Durant toute cette période, les hommes chargés de la sécurité seront, la plupart du temps, les auxiliaires de basse police de la Terreur. La réalité, pour Robespierre et ses amis, compte beaucoup moins, en effet, que l'idée qu'ils s'en font, et la Terreur n'est pas seulement un moyen mais aussi une fin en soi : en multipliant les exécutions, les terroristes entendent purger le peuple de ses éléments contre-révolutionnaires et le régénérer.

Faute de trouver de vrais comploteurs, les comités en créent parfois de toutes pièces. En témoigne, notamment, l'affaire dite « des chemises rouges ». Le 17 juin 1794, 54 personnes, dont une dizaine de femmes, sont jugées et exécutées pour avoir préparé l'assassinat de Robespierre et de son ami Collot d'Herbois. L'affaire est montée de toutes pièces par le Comité de sûreté générale. Les condamnés, considérés comme « parricides » pour avoir voulu attenter à la vie des « pères de la Révolution », seront revêtus de chemises écarlates avant de monter à l'échafaud, d'où le nom qui leur est resté.

Les « terroristes » ne survivront qu'une quarantaine de jours aux « chemises rouges ». La chute de Robespierre marque la fin de cette terrible période et, bientôt, les comités seront dissous.

### *Sanglantes aventures irlandaises*

Plus efficace, le renseignement français ne connaîtra pourtant pas énormément de succès. Ses tentatives de soulever l'Irlande contre l'Angleterre, par exemple, se solderont par un échec qui entraînera, le 23 mai 1798, la mort de 30 000 Irlandais. Cet échec est très largement imputable au bon travail des services secrets anglais, qui ont, à plusieurs reprises, infiltré le cœur de la conspiration soutenue par Paris et particulièrement la société secrète des United Irishmen.

## *Les agents des princes contre la Révolution*

Mais sur la patrie de la Révolution les nuages s'amoncellent dès 1792, et les complots ne vont pas tarder à se multiplier. Dans cette tempête, quelques figures étonnantes se détachent. Les plus intéressantes sont, incontestablement, les agents secrets des princes et de l'émigration qui combattent les révolutionnaires.

### *Le comte de Montgaillard, agent multiple*

Ainsi en est-il de Jean Gabriel Maurice Rocques, dit comte de Montgaillard, un agent double, si ce n'est, même, triple. Bref, un traître sans scrupule. Mais aussi l'un des plus grands espions de son temps.

Issu d'une famille noble, Montgaillard participe à la guerre d'Amérique. « La Révolution donne à Montgaillard l'occasion d'exercer la pleine mesure de son goût prononcé pour l'intrigue, l'aventure et les voyages… »

Devenu donc, à la veille de la Révolution, l'un des agents secrets du roi, Montgaillard a le pied à l'étrier et exécute diverses missions. Une fois le souverain déposé, il fréquente les milieux monarchistes dispersés dans les pays limitrophes de la France et s'épuise en une interminable succession de complots. Douvres, Londres, Soignies, Bruxelles, les Pays-Bas autrichiens : suivre les pérégrinations de Montgaillard, c'est un peu établir la carte de l'émigration royaliste.

Volage et mythomane, l'homme se vante d'avoir défendu les Tuileries, mais aussi d'avoir participé à l'un des complots visant à faire libérer Marie-Antoinette. Surtout, il affirme avoir prêté une importante somme d'argent à Louis XVI. Il en réclamera encore la restitution en 1828, mais sans apporter le plus petit début de preuve de ce prêt. C'est que Montgaillard ne cesse jamais de veiller à ses intérêts.

Arrivé en Angleterre, en juin 1794, il y rencontre d'importants personnages, dont William Pitt *le Jeune* (1759-1806), Premier ministre, qui avait d'abord été assez favorable à la Révolution française avant de devenir son adversaire le plus acharné. À Pitt, il révèle l'état d'esprit dans lequel se trouve le général Pichegru, qui, d'après lui, songe à trahir.

## *La trahison de Pichegru*

L'affaire, à laquelle seront mêlés plusieurs agents secrets, est complexe et tragique. Charles Pichegru (1761-1804), ancien de la « guerre d'Amérique », tout comme Montgaillard, commande, au début de la révolution, l'armée du Nord et l'emmène jusqu'en Hollande. Porté à la tête de l'armée du Rhin, il fait face à une petite troupe royaliste de 5 000 hommes commandée par le prince de Condé. Comme la coalition antifrançaise a bien besoin de victoires et que l'on ne peut imaginer que Condé ait la moindre possibilité de vaincre Pichegru, on suivra les conseils de Montgaillard et on

l’achètera. Les Anglais avaient espéré que Pichegru leur livrerait son armée, mais il n’ira pas jusque-là et se bornera à s’enfermer dans une place forte et à signer un armistice qui permettra à la coalition de porter tous ses efforts contre l’armée de Hoche. Soupçonné de trahison puis blanchi mais finalement confondu par une de ses lettres, Pichegru sera arrêté, jugé et déporté. Évadé, il sera repris quelques années plus tard à Paris, après s’être mêlé d’un complot contre Napoléon Bonaparte, alors Premier consul. Au matin du 6 avril 1804, on le trouvera étranglé dans sa cellule.

La tentation est forte de penser que Pichegru est victime d’un assassinat d’État. Mais rien ne le prouve et la thèse officielle reste celle du suicide.

Homme de plume autant que d’intrigues, Montgaillard profite d’un séjour à Londres pour publier un très remarqué *État de la France en mai 1794*. Ses talents étant ce qu’ils sont, il y devient rapidement l’agent du prince de Condé tout en ne dédaignant pas de donner des gages de fidélité aux hommes du Directoire. C’est d’ailleurs aux côtés de Bonaparte, qui, à compter de 1804, l’attache à son cabinet secret, qu’il passera les années suivantes, en qualité de conseiller politique et diplomatique auprès du « cabinet secret » de l’empereur. Éternel survivant de toutes les convulsions de l’histoire, il sera conseiller des ministres des Affaires étrangères de Louis XVIII et Charles X mais mourra, oublié de tous, en 1841.

## *Le comte d’Antraigues, un agent royaliste à Venise*

Dans les sombres grenouillages de ces années de sang, de deuil et d’espoir, le plus important – et le plus dangereux – concurrent de Montgaillard est un autre aristocrate.

Curieuse figure, encore une fois, que celle de Louis-Alexandre de Launay, comte d’Antraigues. Député aux états généraux, il

s’y signale par des positions violemment opposées aux intérêts de sa caste. Mais la suppression des privilèges, qui entraîne la perte de ses droits féodaux, le ruine et provoque chez lui un virage politique à 180 degrés. Désormais, il sera un fidèle serviteur de la cause monarchiste.

En octobre 1789, Louis XVI le charge d’une mission secrète en Espagne, où il ne tarde pas à créer sa propre agence d’espionnage. Reconnu par les princes émigrés à Coblence comme l’un de leurs meilleurs agents, il prend, après l’exécution du roi, la nationalité espagnole et installe son service à Venise, où son principal associé, Las Casas, est ambassadeur d’Espagne.

Pas plus que celle de Montgaillard, la moralité d’Antraigues n’est franchement sans faille et l’homme joue sur plusieurs tableaux. Ainsi à Venise, où, officiellement, il dirige une officine de l’émigration royaliste, il prend langue avec des émissaires de Paris qu’il songe rallier. Le tout non sans s’être (prudence, prudence…) assuré d’une nouvelle nationalité : d’Antraigues est désormais un très fidèle sujet (et serviteur) du tsar de toutes les Russies…

Arrêté lors de l’entrée des troupes françaises en Italie, il obtient de rencontrer Bonaparte. On ignore ce que se diront les deux hommes, mais une certitude existe : à compter de cette entrevue, les conditions de la détention de l’aristocrate-espion s’améliorent considérablement.

## *Un agent multicarte*

En 1806, l’étoile de Napoléon étant au zénith, d’Antraigues, qui craint de voir les troupes françaises occuper toute l’Europe, se réfugie à Londres, où il devient, tout naturellement, agent anglais.

D’Antraigues, contrairement au comte de Montgaillard, connaîtra une fin tragique. Avec sa femme, il sera assassiné, le 12 juillet 1812, par un domestique. Crime crapuleux, vengeance d’un serviteur maltraité et remercié ? Possible, comme il est possible que Lorenzo ait été payé par l’un ou l’autre des nombreux anciens commanditaires de son maître, l’homme qui en savait trop. Avant de succomber à ses blessures, d’Antraigues tentera de détruire ses papiers. En vain.

## *Fauché-Borel : un Helvète au service des princes*

Troisième et dernier portrait de cette tragique galerie des espions royalistes de l’ère révolutionnaire : celui de Louis Fauché-Borel. Rien ne prédestinait ce fils d’un célèbre éditeur de Neuchâtel à devenir un espion. Si ce n’est son incurable romantisme.

Au printemps 1795, Fauché-Borel entre en relation avec Montgaillard, qui, voyant tout l’intérêt qu’il peut tirer de la citoyenneté neutre du Suisse, le présente au prince de Condé, et le persuade d’accepter d’aller, à sa place, sonder le général Pichegru sur ses intentions réelles.

Pour emporter la décision de l’éditeur, le prince de Condé a promis à Fauché-Borel qu’aussitôt la monarchie rétablie, il hériterait de la direction de l’Imprimerie royale et de l’inspection générale de la Librairie, avec le prestigieux cordon de Saint-Michel en prime.

Fauché-Borel s’en tire sans trop de mal mais attire l’attention de la police de la République. Sous le coup d’un mandat d’arrêt, il se cache, mais il ignore encore que dans les papiers que Bonaparte vient de saisir, à l’autre bout de l’Europe, en arrêtant le comte d’Antraigues (tout se tient…), figure déjà un compte rendu circonstancié des entretiens qu’il a eus avec le

général Pichegru. Fauché-Borel, toutefois, a la bonne fortune d'échapper à ses poursuivants et de pouvoir rentrer chez lui.

### *Espion malchanceux*

Nullement assagi par l'expérience, l'éditeur va continuer à intriguer. Arrêté à plusieurs reprises, s'évadant parfois de manière rocambolesque, il finit par entrer au service de Joseph Fouché, qui l'utilise comme « agent d'intoxication » dans l'entourage de Louis XVIII.

Hélas, les promesses, c'est connu, n'engagent que ceux qui les reçoivent, et la récompense tant attendue par Fauché-Borel n'arrivera jamais. Certes, lorsque Louis XVIII revient en France, l'éditeur suisse est bien du voyage, mais il attendra longtemps (et surtout en vain) ses récompenses. Dépité, il écrit alors quatre volumes de Mémoires, mais ceux-ci ne lui apportent pas davantage la fortune. Fauché-Borel décide alors d'en finir d'une manière spectaculaire. Revenu dans sa bonne ville de Neuchâtel, il monte sur le toit de sa maison et se jette dans le vide. Rideau.

## *Thugut, ennemi juré de la Révolution*

L'un des soutiens les plus fidèles des agents royalistes sera le chancelier (Premier ministre) d'Autriche, Johann Amadeus Franz de Paula, baron von Thugut (1736-1818). D'origine modeste, Thugut s'élève par son mérite et est remarqué pour son don des langues. Il est envoyé à Paris pour négocier avec Robespierre et sauver la reine Marie-Antoinette. C'est peine perdue, mais sa mission lui permet d'assister aux crimes de la Terreur.

Paranoïaque et misanthrope, il met sur pied une police politique qui excelle dans l'utilisation d'agents provocateurs chargés de dépister tout signe d'opposition. Sans aucune pitié, il fait arrêter et exécuter quiconque défend des idées « libérales », quel que soit son rang.

## *Le crime de Rastadt*

À la fin de 1797, un congrès diplomatique se réunit à Rastadt. Les Autrichiens apprennent que les envoyés français abusent de leur statut pour se livrer à l'espionnage. Ceux-ci, Bonner, Roberjot et de Bry obtiennent un sauf-conduit et une escorte pour rentrer en France. À la sortie de la ville, ils sont attaqués par une trentaine de hussards autrichiens. Bonner et Roberjot sont tués et de Bry grièvement blessé. Cette attaque contre des ministres plénipotentiaires, par définition protégés, scandalise l'Europe. Thugut se défend d'en être l'instigateur et nomme une commission d'enquête chargée de découvrir et de châtier les coupables. Les conclusions ne seront jamais rendues publiques…

Assez curieusement, pour un homme aussi méfiant, Thugut ne s'intéresse guère aux rapports de ses ambassadeurs et espions : lorsqu'il quittera son poste, en 1801, on découvrira dans un secrétaire de son bureau plus de 150 mémoires et 2 000 lettres qui n'avaient jamais été ouverts…

# Chapitre 15

# Le renseignement sous le Directoire, le Consulat et l'Empire

***Dans ce chapitre :***

- Bonaparte, grand marionnettiste du renseignement
- La police de M. Fouché
- Modernité des méthodes et débuts de la « police scientifique »
- Les agents de Talleyrand
- Savary, homme de confiance de l'Empereur
- L'empereur des espions
- Complots, manipulations et tragiques décisions

***L***a chute de Robespierre et des « Terroristes », en juillet 1794, met fin à l'une des périodes les plus sanglantes de l'histoire de France et est suivie de quelques mois de flottement. Une nouvelle Constitution, celle de l'an III, est votée le 17 août 1795 et un nouveau régime voit le jour dès la fin du mois d'octobre : celui du Directoire.

Le Directoire voit la montée en puissance d'un jeune général corse, Napoléon Bonaparte, commandant de l'armée d'Italie, qui bat les armées ennemies et oblige l'Autriche à signer la paix (Traité de Campo Formio, 17 avril 1797). La République

est désormais sous la tutelle de l'armée et, deux ans plus tard, Bonaparte en termine avec le Directoire par le coup d'État du 18 brumaire an VIII (9 novembre 1789). L'homme, en quelques mots, définit son programme : « Citoyens, la révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée, elle est finie. » Le temps d'un pouvoir fort revient. Et un nouvel essor est donné au renseignement.

En matière d'espionnage, c'est lui qui définit les missions et choisit les hommes les plus aptes à les mener ou à diriger les « opérations spéciales ». Ainsi, il charge un jeune colonel de cavalerie, Jean Landrieux, de mettre sur pied un service de renseignement de campagne qui sera également un très bon service de renseignement politique. Landrieux a des espions dans toutes les villes, toutes les principautés et tous les duchés d'Italie, à tel point qu'on le surnommera *l'Homme qui sait tout*. Mais il dispose aussi d'agents à Vienne et à… Paris, où ils espionnent le Directoire.

## *Bonaparte réorganise la police et le renseignement*

Après le 18 Brumaire, le général maintient Fouché au ministère de la Police. Le principal collaborateur du ministre dans les affaires secrètes est Charles Desmarets, prêtre défroqué.

Louis-Gabriel Michaud, le décrit ainsi dans son édition de 1837 : « D'un caractère souple et rusé, ayant beaucoup de mémoire et une aptitude particulière à poser des questions insidieuses, il était parfaitement à sa place… Il conserva son emploi pendant quinze années, et fut successivement chargé de surveiller, de réprimer, et même, on peut le dire, quelquefois d'inventer ou tout au moins d'arranger tous les complots qui occupèrent la police impériale… »

Pour veiller plus particulièrement à la sécurité dans la capitale, Fouché supprime le Bureau central et le remplace par la

préfecture de police, dont le premier titulaire sera Louis Nicolas Dubois (1758-1847) et qui ne tardera pas à s'imposer comme un centre de pouvoir considérable. Les affaires politiques (ce que l'on appellera un siècle plus tard les « Renseignements généraux ») sont confiées à Bertrand, qui compile scrupuleusement les faits et gestes des uns et des autres.

Le renseignement extérieur est aux mains du *Diable boiteux*, Talleyrand (1754-1838), ministre des Affaires étrangères tandis que Savary, compagnon de la première heure de Bonaparte, qui en a fait son aide de camp, a la haute main sur le renseignement militaire et les « opérations spéciales », utilisant plus particulièrement la gendarmerie pour parvenir à ses fins.

Ces trois hommes se détestent et rivalisent dans leur volonté de s'attirer les bonnes grâces de Napoléon (mais seul Savary lui restera fidèle du début à la fin…) et de cette « guerre des polices » avant l'heure naissent bien des complications et des conflits mais aussi une réelle émulation qui pousse chaque service à donner le meilleur de lui-même.

## *Fouché, inventeur de la police moderne*

En novembre 1799, donc, Napoléon Bonaparte renverse le Directoire et s'installe au pouvoir. D'abord consul (1799), puis Premier consul à vie (1802) et enfin empereur des Français (1804), Bonaparte restera à la tête de l'État durant quinze ans. Quinze années durant lesquelles il devra faire face à de nombreux complots intérieurs et à une menace extérieure constante. Dans son ombre gravite et va s'imposer un homme dont on peut dire qu'il créera la police française moderne : Joseph Fouché.

## Joseph Fouché : du clergé à la police

Rien, en apparence, ne prédestine Joseph Fouché à jouer le rôle politique de première importance qui va pourtant être le sien.

Fils d'un officier de marine marchande, il envisage de suivre la même voie, mais sa santé fragile l'en dissuade. Pendant la Révolution, il est élu à la Convention, où il votera, sans état d'âme particulier, la mort de Louis XVI. Chargé de réprimer une insurrection fédéraliste et royaliste, il se rend coupable d'épouvantables massacres dans le Sud-Est – ce qui lui vaut le surnom de *Mitrailleur de Lyon*. Dénoncé après la chute de Robespierre comme l'un des principaux agents de la Terreur, il est sauvé par le Directoire. Nommé ministre de la Police le 20 juillet 1799, il se maintient à ce poste jusqu'en 1810 (avec une courte interruption de 1802 à 1804, mais comme ce sont les hommes qu'il a nommés qui restent en place, il continuera à diriger les affaires dans l'ombre). Il forge ainsi un outil policier particulièrement efficace et moderne qui servira d'exemple à de nombreux pays, entre autres dans le domaine délicat du contre-espionnage.

## *Le consulat et le « système Fouché »*

Sitôt nommé, l’ancien séminariste divise son ministère en quatre directions principales : les Affaires réservées ; la Sûreté générale et la police secrète ; la Direction des libertés individuelles, et celle des émigrés.

## *La Sûreté générale*

Fouché décrit ainsi la mission de la Sûreté générale : « Cette division est chargée de toutes les affaires relatives à la découverte des manœuvres qui tendent à porter atteinte à la sûreté générale. Elle est particulièrement chargée de la recherche de tous les complots et projets contre la

Constitution, le gouvernement et la personne des premiers magistrats, ainsi que de la poursuite des provocateurs et auteurs ou complices de ces manœuvres… »

## *« Topographie chouannique » et « Bibliographie » des Vendéens*

Parallèlement, Fouché met en place des méthodes modernes de réflexion et d’investigation. En 1804, il fera ainsi rédiger sa *Topographie chouannique*, qui recense précisément les routes, gîtes, lieux de rassemblement et points de débarquement des chouans et des agents anglais ainsi que les communes qui leur sont favorables. Il y ajoutera une *Bibliographie*, véritable fichier de 1 800 officiers et sous-officiers des armées vendéennes. Fouché est le premier à comprendre l’intérêt exceptionnel que peut représenter, pour un service de police ou de renseignement, une documentation exhaustive, précise et de grande qualité. Ses hommes s’attacheront donc à constituer sur toutes les personnalités importantes des dossiers qui serviront le moment venu.

### *Bulletin journalier de renseignement*

Sous l'Empire, ses services fournissent un *Bulletin journalier* de renseignement divisé en cinq sections. La « Correspondance ministérielle » résume les lettres et rapports envoyés aux différents départements et permet d'avoir une vue de la situation générale des affaires ; les « Bulletins » s'intéressent à la province ; le « Bulletin du troisième arrondissement de police » à la situation dans la capitale ; les « Bulletins de l'extérieur » à celle des étrangers, réfugiés, émigrés et aux faits marquants de la vie des Cours étrangères ; et enfin, en cinquième partie du *Bulletin journalier*, l'Empereur peut prendre connaissance des délits commis dans les dernières vingt-quatre heures.

## Une vue fascinante sur l'époque

Feuilleter les bulletins quotidiens de la police de Fouché ouvre, aujourd'hui, une fenêtre fascinante sur les complots de ces années décisives.

Prenons au hasard le *Bulletin* du 16 frimaire an XIII (7 décembre 1804) : on y trouve, pêle-mêle, un article sur la circulation de « fonds anglais » suspects à Bordeaux, un autre sur la négligence des garde-côtes de Toulon, un troisième sur le blocus de l'Elbe et une notice sur l'embarquement de Hanovriens pour l'Angleterre. Suivent une dizaine d'« éléments divers » : la mort d'un officier anglais détenu à Verdun, une bagarre entre deux prisonniers, le meurtre

d’un fou dans les Basses-Pyrénées, un débarquement d’émigrés en Hollande, un parricide à Arras…

On imagine, au vu des moyens de l’époque – pas de mécanisation du classement, déplacements à cheval ou en voiture attelée, inexistence des moyens de communication moderne – , la patience, la méticulosité et le dense réseau d’informateurs répartis non seulement en France mais dans toute l’Europe pour livrer, chaque jour, une telle masse de renseignements à vocation opérationnelle.

## *Fin de carrière d’un opportuniste*

L’homme, en définitive, n’a qu’un (gros) défaut : il ne se distingue pas par sa fidélité aux hommes ou aux causes. Disgracié et remplacé par Savary en 1810, Fouché passera sans complexe dans le camp royaliste en 1814 avant de redevenir ministre de la Police durant les Cent-Jours, après le retour de l’Empereur. Réaliste, il comprend que cette nouvelle épopée sera courte et que le régime est condamné et négocie avec les uns et les autres. Nommé à nouveau ministre de la Police, le 6 juillet, il est démissionné le 19 septembre, en butte à la soif de revanche des milieux monarchistes qui ne lui pardonnent pas d’avoir été un régicide. Nommé ambassadeur à Dresde, il s’installera ensuite à Prague, où il est naturalisé autrichien en 1818, et se retire enfin à Trieste, où il meurt en 1820.

L’homme peut paraître peu sympathique et opportuniste, et il l’est incontestablement. Mais il n’est pas *que* cela. Même s’il n’oublie jamais de se servir au passage, il sert aussi une grande idée : celle de la nécessaire continuité de l’État et de la souveraineté de la France. Les régimes passent, la France reste.

« Premier policier de France » pendant près de vingt ans, il a fortement marqué l'institution qu'il a eu pour charge de gérer, mais, non content de faire progresser ses structures et ses méthodes, il a aussi modifié sa mentalité.

C'est avec Fouché que disparaît, par exemple, définitivement, l'usage de la violence dans les interrogatoires. Les policiers de M. Fouché ne seront pas des bourreaux mais des hommes subtils qui, forts de leurs dossiers et en grands spécialistes de l'interrogatoire, amènent les suspects à s'enferrer tout seuls dans leurs contradictions. Quand ils ne peuvent plus sortir du filet où ils se sont laissé enfermer, il ne leur reste plus qu'à avouer.

Pas plus que de la violence, Fouché, malgré un passé qui ne plaide guère pour lui durant la Révolution et la Terreur, n'est un adepte de la punition. En tout cas dans les affaires touchant à la sûreté de l'État. Une fois que les preuves ont été accumulées, il préfère tenter de « retourner » l'adversaire afin de l'utiliser contre ses anciens amis plutôt que le mettre hors circuit.

## *Retournements et provocations*

De même il sera un artiste de la provocation. Un grand agent anglais, Francis Drake, en fera d'ailleurs les frais. Un ancien agent de Louis XVI en Pologne, Méhée Delatouche, vient offrir, en 1803, ses services à Londres. Ses talents impressionnent favorablement les Anglais et on le met en contact avec Francis Drake, qui, depuis Munich, est l'un des principaux organisateurs de l'action clandestine contre Paris. Après avoir soutiré une fortune à Drake sous prétexte de financer une Agence jacobine, censée comploter contre Napoléon, Delatouche le ridiculisera en publiant un ouvrage relatant son escroquerie au renseignement. Une manœuvre et un livre largement encouragés par Joseph Fouché.

### *Omniprésence du contre-espionnage et de la police secrète*

La grande affaire de Fouché, ministre de la Police, c'est bien évidemment la sécurité intérieure. Il doit faire face aux menées royalistes et aux réseaux d'espionnage installés par les puissances étrangères qui s'opposent à la France, son plus formidable adversaire étant, ici, la Grande-Bretagne. Mais Napoléon a un deuxième ennemi, tout aussi décidé : le milieu des républicains. Ceux qu'on nomme, depuis 1793, les « exagérés », soit les plus radicaux des Jacobins qui s'opposèrent même à Robespierre, et les « anarchistes » sont particulièrement surveillés : entre le 26 juillet 1804 et le 27 mars 1805, les rédacteurs des *Bulletins* leur consacrent une dizaine de notices. Mais la police les juge pour ce qu'ils sont : des exaltés qui rêvent de renverser le « tyran » mais incapables de passer à l'acte. Ainsi, en mars 1805, peut-on lire au sujet d'un certain Declanchet : « Il n'a pas assez de prudence ni d'influence pour être dangereux… » Néanmoins : « Il est surveillé avec soin, et le préfet a employé tous les moyens convenables pour découvrir si ces assemblées ont eu lieu et si ce projet a été proposé. » Prudence est mère de sûreté…

## *L'ère des complots*

Au fur et à mesure que le pouvoir du Premier consul puis de l'Empereur s'affirme, les complots se raréfient. Certains sont l'œuvre de déments ou d'agités, comme celui du général Sarrazin, qui passe aux Anglais en 1810 et qui mourra à Bruxelles, en 1848, après avoir été condamné à dix ans de travaux forcés pour… bigamie. Citons encore Claude Villaume, qui approche l'Empereur avec deux pistolets chargés, ou Staps, un jeune Allemand qui tente de poignarder Napoléon.

Napoléon le rencontre après son arrestation et leur dialogue nous est resté :

« Vous avez la tête exaltée, dit l'Empereur, vous verrez la perte de votre famille. Je vous accorderai la vie si vous demandez pardon du crime que vous avez voulu commettre…
– Je ne veux pas de pardon. J'éprouve le plus vif regret de n'avoir pu réussir.
– Diable. Il paraît qu'un crime n'est rien pour vous.
– Vous tuer n'est pas un crime, c'est un devoir. »

Le jeune homme sera exécuté.

Mais les complots les plus sérieux remontent aux débuts du Consulat, quand le nouveau pouvoir est encore fragile. Les plus redoutables seront ceux de Georges Cadoudal et de l'Agence anglaise.

## *La bombe de la rue Saint-Nicaise*

Georges Cadoudal (1771-1804), général de la rébellion chouanne, dans l'Ouest, est l'un des derniers chefs insurgés à ne pas avoir déposé les armes.

Il comprend cependant que seul un miracle peut sauver la cause. Et le « miracle » ne pourrait être que la mort de l'homme qui veille désormais sur les destinées de la France.

Le 17 décembre 1800, trois des agents qu'il a envoyés à Paris achètent un cheval et une charrette. Ils fabriquent une machine infernale constituée par une grande barrique de vin remplie de poudre à canon et de ferraille. Le 24 décembre, la charrette est positionnée rue Saint-Nicaise, sur le parcours que Bonaparte doit suivre pour se rendre à l'Opéra. L'un des comploteurs avise une jeune fille de 14 ans, Marianne Peusol, et lui donne

12 sous pour garder sa jument et sa charrette durant quelques moments. Un peu après 19 heures, la bombe explose. Mais il est trop tard. La voiture du Premier consul est déjà passée. Le bilan est terrible : la jeune Marianne est déchiquetée et 21 autres personnes tuées, on relève une centaine de blessés et 46 maisons sont détruites ou gravement endommagées.

Immédiatement, Fouché désigne les chouans. Mais Bonaparte ne l'écoute pas et voit, bien au contraire, dans cette tragique affaire l'occasion de se débarrasser une bonne fois pour toutes des plus virulents de ses opposants républicains. Des dizaines d'arrestations ont lieu dans les milieux jacobins et une liste de 133 proscrits est dressée. La moitié d'entre eux sera déportée aux Seychelles, une quarantaine à Cayenne, et les autres emprisonnés sur les îles de Ré et d'Oléron.

## *Débuts de la « police scientifique »*

En marge de cette manipulation purement politique, la police, elle, travaille. Et fort bien !

Sur ordre de Fouché, le préfet Dubois se livre à ce qui apparaît bel et bien comme une « première », digne de la police scientifique moderne. Ses hommes rassemblent les restes épars de la jument et les débris de la charrette et des dessinateurs établissent ainsi une sorte de « portrait-robot » de l'animal et une esquisse de la voiture. Munis de ces croquis, les inspecteurs de Dubois arpentent le pavé de Paris, approchant tous les vendeurs de chevaux de la ville. Quinze jours après l'attentat, l'homme qui a acheté le cheval et la carriole est identifié. C'est François-Joseph Carbon, un chef chouan proche de *Georges,* comme l'appellent les policiers. Carbon livre ses complices : Joseph Picot de Limoëlan et Pierre Robinault de Saint-Régeant. Carbon et Saint-Régeant seront exécutés le 20 avril 1801.

# *L’affaire de l’Agence anglaise*

Le 12 décembre 1799, le petit village de Pouancé, en Bretagne, voit se réunir les principaux chefs de la rébellion chouanne. Mais ce n’est plus pour préparer de nouveaux plans de bataille : cette fois, il s’agit pour les chefs royalistes de dresser le constat de leur échec et de se mettre d’accord sur les conditions dans lesquelles ils pourraient déposer les armes.

Le général Fortuné d’Andigné de Maynent est donc chargé de se rendre à Paris pour y discuter des termes de la reddition. Mais le jeune chouan s’en est vu confier une autre, beaucoup plus secrète : sonder le Premier consul sur ses intentions profondes – certains royalistes, se berçant d’illusions, prêtent en effet à Bonaparte le souhait de restaurer le trône de France.

À Paris, le général ne tarde pas à entrer en contact avec Hyde de Neuville, envoyé secret – mais quelque peu agité – des émigrés royalistes de Londres et qui dirige un groupe de conspirateurs – théoriquement placé sous les ordres du chevalier de Coigny – subventionnés par le gouvernement britannique et surnommé l’« Agence anglaise ».

Le 28 décembre 1799, Hyde de Neuville et l’envoyé des insurgés de l’Ouest rencontrent, au palais du Luxembourg, Bonaparte et Talleyrand. L’historien Georges Lenôtre relate cette entrevue : « La porte s’ouvrit et Hyde vit entrer un petit homme maigre, les cheveux collés aux tempes, la démarche hésitante, si différent du héros imaginé qu’il le prit pour un domestique… » Ce « domestique », c’est Bonaparte, bien entendu.

Le Premier consul expose son point de vue : la guerre civile n’a que trop duré et il est grand temps de se réconcilier. Pourvu que les régiments chouans soient dissous et que chaque officier vienne à Paris en personne pour faire sa reddition, tout rentrera dans l’ordre. Certains pourraient même se voir confier des

commandements dans les armées de la République. C'est dire que le général corse est prêt à bien des concessions. Mais de la Restauration, il ne souffle pas un mot, et quand ses interlocuteurs tentent de l'entreprendre sur ce sujet, il se cabre, et finit par lancer nettement : « Je ne suis pas royaliste ! »

Orphelins de leurs illusions, renâclant à déposer les armes, les négociateurs chouans se replient alors tout naturellement sur l'arme éternelle des opposants : le complot.

## *Entrée en scène de Cadoudal*

On dresse donc des plans pour enlever ou assassiner Bonaparte sur la route qu'il emprunte régulièrement pour se rendre de Paris à sa campagne de La Malmaison.

L'arrivée d'un nouveau venu va bouleverser les plans des comploteurs : le 4 mars, Georges Cadoudal débarque à Paris. Le Premier consul propose au jeune rebelle breton un commandement prestigieux, celui d'une brigade de la garde territoriale qu'il se propose de former dans les départements de l'Ouest pour y assurer la pérennité de la pacification, et une rente fort enviable, mais rien n'y fait : on n'achète pas Cadoudal. Capituler honorablement, oui, trahir, non ! Un refus qui irrite fortement Bonaparte, stupéfait de rencontrer un adversaire aussi ferme et déterminé que lui.

Entré en rapport avec Hyde de Neuville, Cadoudal n'a aucun mal à lui faire abandonner son projet. Certes, l'assassinat de Bonaparte ne serait pas, techniquement parlant, très compliqué à exécuter, mais quel bénéfice pourrait-on en attendre ?

Pour les conjurés royalistes, il semble évident que la mort du Premier consul déclenchera, au sein du peuple de Paris, un vaste mouvement insurrectionnel permettant de ramener les Bourbons sur le trône. Le jeune chef breton, plus réaliste, ne

doute pas que ce sont plutôt les Jacobins qui en profiteraient pour revenir au pouvoir. Il faut trouver une nouvelle tactique.

## *Un plan ambitieux*

Hyde de Neuville et Cadoudal en viennent donc à envisager une action beaucoup plus ambitieuse qui verrait la flotte britannique débarquer sur le continent, sous le commandement d'un prince royal : de préférence le comte d'Artois, frère du futur Louis XVIII. À marche forcée, se renforçant à chaque étape et ralliant, entre autres, les bataillons chouans, le parti royaliste gagnerait Paris, et ce n'est que lorsqu'il serait à courte distance de la capitale que le Premier consul serait abattu.

Les deux hommes prennent le chemin de Londres pour présenter leur plan à l'entourage du comte d'Artois et au cabinet de Sa Majesté. C'est peu dire que les comploteurs sont fraîchement accueillis. Louis XVIII et son entourage se révèlent, en l'occurrence, indignes de ceux qui les servent, en France, au péril de leur vie.

Mais, le Premier ministre anglais, William Pitt, lui, est ravi, et il accepte le plan.

Las, la stratégie mise au point, à grand-peine, par Cadoudal et Hyde de Neuville fera long feu. Car à Paris, les choses se sont précipitées.

Sans le savoir, les comploteurs royalistes agissaient sous le regard du terrible Fouché, qui dispose d'agents partout et, entre autres, au sein de l'Agence anglaise. Patient, il attend son heure et frappera quand le complot sera arrivé à maturité.

Seulement, Fouché a des ennemis, et non des moindres. À leur tête, Lucien Bonaparte, le propre frère du Premier consul et ministre de l'Intérieur. Ses propres agents ont eu vent du complot de l'Agence anglaise mais sont loin d'en percevoir

tous les rouages et d’en comprendre toute l’ampleur. Qu’à cela ne tienne ! Le ministre de l’Intérieur tient là, du moins le pense-t-il, l’affaire qui va lui permettre de faire tomber Fouché en l’accusant d’incapacité.

Mais Fouché, bien informé, dispose d’yeux et d’oreilles dans l’entourage même de Lucien Bonaparte. Prévenu du danger, il le pare de la seule manière possible : en déclenchant préventivement la rafle dirigée contre l’Agence anglaise. Il sauve ainsi son siège, mais, du point de vue policier, les résultats sont décevants : les arrestations ont été opérées durant le séjour londonien de Cadoudal et Hyde de Neuville, et les hommes de Fouché ne mettront la main que sur des seconds couteaux.

## *La fin de Georges Cadoudal*

En raison de son caractère entier et impétueux, Cadoudal ne peut rester sur l’échec de l’Agence anglaise. Nommé lieutenant général par Louis XVIII, il organise, en août 1803, le débarquement de la falaise de Biville, avec la complicité de Pichegru, qui vit dans la clandestinité depuis son évasion. Revenu à Paris, il rêve toujours de renverser Bonaparte, mais ses jours sont comptés.

Son domestique est le premier arrêté, rue du Bac. Il ne révèle rien et déclare préférer mourir plutôt que de dénoncer son maître. Puis, ce sont ses officiers qui, l’un après l’autre, tombent dans les mailles de plus en plus serrées de la police. Parmi eux, Bouvet de Lozier, qui se révèle trop bavard. Dès lors le signalement de Cadoudal – dépeint comme un monstre féroce – est publié par tous les journaux, distribué dans les rues, placardé sur les murs. Traqué de toutes parts, le 9 mars, il est débusqué, rue de la Montagne-Sainte-Geneviève – sans doute a-t-il été dénoncé – , et incarcéré à la prison du Temple ;

il y retrouve Pichegru, qui se « suicidera » quelques jours plus tard.

Le 28 mai débute son procès, suivi par une foule de curieux. Mme Récamier, qui y assiste, écrit : « Cet intrépide Georges… on le contemplait avec la pensée que cette tête si librement, si énergiquement dévouée, allait tomber sur l'échafaud ; que, seul peut-être, il ne serait pas sauvé, car il ne faisait rien pour l'être. J'entendais ses réponses toutes empreintes de cette foi antique pour laquelle il avait combattu avec tant de courage et à laquelle, depuis si longtemps, il avait fait le sacrifice… »

Le verdict est sans surprise : Cadoudal et une vingtaine de ses lieutenants sont condamnés à mort. Napoléon, qui est moins sanguinaire qu'on ne le pense, ne souhaite nullement la disparition de ce Breton intrépide et l'invite à solliciter sa grâce. « Entre mes mains, un pareil homme aurait fait de grandes choses », confie-t-il à Bourrienne, son secrétaire. Vaine tentative.

Le 25 juin 1804, sur la place de l'Hôtel de Ville, l'échafaud est dressé. Cadoudal réclame et obtient la faveur de mourir le premier. Il s'écrie alors, d'une voix forte : « Vive le roi ! Vive le roi ! Vive le roi !… » Exécuté à l'âge de 33 ans, il reste l'une des figures les plus attachantes de la chouannerie.

Hyde de Neuville, lui, sauvera sa tête. La Restauration, qu'il a tant souhaitée, le fera député et même ministre de la Marine. Mais ses idées libérales lui vaudront de tomber en disgrâce.

## *Charles Schulmeister, l'espion de l'Empereur*

Napoléon ne se repose pas que sur Fouché pour la conduite des affaires secrètes. Il bénéficie également des renseignements acquis par plusieurs autres organes, comme le service de

renseignement des Relations extérieures (dépendant de Talleyrand), le SR (service de renseignement) de la gendarmerie ou celui de l'armée, tous deux dirigés par Savary.

Le réseau du ministère des Relations extérieures est, sans nul doute, le plus étoffé : il dispose de dizaines d'agents dans toute l'Europe. Très attentif à ces questions, Napoléon n'hésite jamais à se mêler de la gestion des réseaux et des agents.

Mais de tous les espions de l'Empereur, s'il n'y en a qu'un qui est passé à la postérité, c'est évidemment le Strasbourgeois Charles Schulmeister, un homme de Savary.

Fils et petit-fils de pasteurs luthériens, Charles Louis Schulmeister est né en 1770 à Neu-Freistett, une petite enclave alsacienne sur la rive droite du Rhin. Outre l'allemand et le français, il parle couramment l'anglais et l'italien, et, après la Révolution, ouvre à Strasbourg un petit commerce d'épicerie en gros.

Mais sa boutique ne constituera bientôt qu'une simple façade : trouvant bien monotone, et de peu de rapport, la vente du sucre et du tabac, il devient rapidement contrebandier et, passant des marchandises d'une rive du Rhin à l'autre, arrondit ainsi son pécule en jouant au gendarme et au voleur. Il n'est pas impossible qu'il serve alors d'agents aux Autrichiens, farouches adversaires de la France.

C'est en 1799, lors d'une campagne en Rhénanie, que le général Savary rencontre l'Alsacien. Il découvre que ce petit homme trapu au visage rusé sous une chevelure rousse montre des dispositions remarquables pour le renseignement, et l'enrôle dans ses services. En le présentant à Napoléon, il s'écrie : « Sire, voici un homme qui n'est qu'un cerveau et n'a pas de cœur… »

## *Monsieur Charles, agent d'intoxication*

La première mission importante de Schulmeister est une opération d'intoxication : il est chargé de tromper l'ennemi sur l'état d'esprit des troupes françaises. En 1805, *Monsieur Charles* – comme il se fait nommer – se rend à Vienne et se fait passer pour le descendant d'une famille aristocratique hongroise émigrée en France contraint de fuir son pays d'adoption en raison de sa sympathie pour les Habsbourg. Le *feldgeneral* Mack, commandant en chef des troupes autrichiennes d'élite, le prend en amitié et, le trouvant particulièrement bien informé sur la situation des armées napoléoniennes, décide d'en faire son conseiller personnel en matière d'espionnage.

Comme tout bon agent d'intoxication, Schulmeister lui livre effectivement d'authentiques renseignements, mais il entreprend surtout de le persuader que les Français, las des guerres de l'Empereur, sont au bord de la Révolution et que Napoléon ramène ses troupes en France.

Pour appuyer ses dires, il montre au général des centaines de lettres, soi-disant écrites par des mécontents et même un journal clandestin bourré d'articles antinapoléoniens. Ce que Mack ignore, c'est que ce matériel a été intégralement fabriqué par l'officine de renseignement de Savary. Le général autrichien décide de marcher sur Munich et de poursuivre les troupes françaises qui battent en retraite. Il les rencontre effectivement à Ulm, mais Ney, loin de faire retraite, avance vers l'Est. De plus, trois autres armées françaises, dont Mack ignorait la présence, apparaissent sur ses flancs. Le 19 octobre, l'Autrichien, complètement encerclé, capitule et 40 000 hommes rendent leurs armes.

## *De Brunau à Moscou*

Au lendemain de cette victoire, l’espion, accompagné de Rippmann, un ancien contrebandier, se déguise en marchand ambulant, traverse clandestinement les lignes françaises et se porte au-devant de l’armée russe pour en évaluer les effectifs et l’équipement. À Muhldorf, il rencontre un ancien ami, le lieutenant Rutzki, qui doit se rendre à Brunau auprès de Koutouzov, pour lui remettre un pli. Schulmeister lui propose aussitôt de l’accompagner : il peut fournir aux Russes d’importants renseignements sur les mouvements de l’adversaire.

Présenté à Merveld, il donne, à nouveau, des informations précises mais sans grande importance. En revanche, il récolte nombre de détails de prix sur les armées russes et autrichiennes. Après quoi, il revient à Munich et transmet son rapport à Savary, qui, aussitôt, le renvoie en mission à Vienne.

Toujours accompagné du fidèle Rippmann, il s’arrête dans une auberge à Linz où il fait la connaissance d’un voyageur, un certain Joseph von Rueff qui prétend fuir devant l’avance des Français. Les trois hommes décident de poursuivre ensemble leur chemin. Mais des soldats autrichiens passent les menottes à Schulmeister et à son complice : Rueff n’est autre qu’un agent autrichien chargé de démasquer les espions.

Encadrés de gendarmes, les deux complices sont ramenés vers Vienne pour y être interrogés ; ils risquent la pendaison. La cupidité humaine va leur sauver la vie. Contraints de marcher dans de mauvais sentiers détrempés par les pluies d’automne, les soldats décident d’en finir avec leurs prisonniers, qui, roués de coups et dépouillés, sont laissés pour morts dans la boue. Quand ils retrouvent leurs esprits, ceux-ci décident de gagner séparément la capitale autrichienne. Tandis que Rippmann retombe aux mains des Autrichiens, Schulmeister, lui, reste caché chez un aubergiste en attendant l’arrivée des troupes françaises. Savary, tout heureux de retrouver son agent qu’il

croyait perdu, lui remet 100 louis d'or et le nomme commissaire général de police à Vienne.

## *Apogée, chute et retour*

Au cours des campagnes suivantes, Schulmeister dirigera dès lors plusieurs équipes d'espions. Envoyé à Strasbourg par Savary, pour enquêter sur des menées séparatistes, il fait preuve d'un grand courage en abattant le chef de la conjuration d'un coup de pistolet.

En 1809, il est nommé commissaire général des forces impériales en campagne. Mais cette promotion marque, en même temps que son apogée, la fin de sa carrière. L'année suivante, en effet, Napoléon épouse Marie-Louise d'Autriche, et le père de celle-ci, l'empereur François I$^{er}$, qui n'a pas oublié le rôle joué par l'Alsacien à Ulm, exige que son gendre se sépare de celui qui est devenu l'un de ses meilleurs agents.

Ce dernier retourne donc vivre auprès de sa femme et ses enfants, près de Strasbourg, mais la guerre se rallume et Schulmeister reprend du service : à la tête d'une poignée de hussards, il enlève la ville de Wismar ; à Friedland, il est blessé d'une balle en plein front ; il participe à la bataille de Wagram.

Pendant les Cent-Jours, il se cache dans la région parisienne, mais les Alliés le retrouvent. Interrogé sur ses activités passées, il affirme qu'il a travaillé beaucoup plus pour Vienne que pour Paris et les Autrichiens lui proposent d'entrer au service des alliés. Mais les policiers prussiens décident de l'incarcérer. Enfermé dans la forteresse de Wesel, en Prusse, il n'est libéré qu'après la signature du traité de Paris, en 1815, non sans avoir versé une appréciable rançon.

Louis XVIII remonté sur le trône, son habileté naturelle permet à Charles Schulmeister d'échapper aux mesures d'épuration de

la Restauration. Écarté de la vie publique et des affaires de l'État, il se consacre désormais à ses commerces.

Devenu un petit vieillard, en apparence insignifiant, il se console de sa gloire perdue en compagnie de ses chats angoras. Peu de gens connaissent son activité passée, mais, en 1851, lors d'un voyage officiel en Alsace, le prince-président – qui deviendra bientôt Napoléon III – rend visite à l'ancien agent secret de son oncle.

Cette entrevue l'aura peut-être consolé de n'avoir pu réaliser son vœu le plus cher : obtenir la Légion d'honneur. Schulmeister meurt peu de temps après, à l'âge de 83 ans.

Il quitte la scène quelques années avant que le monde du renseignement ne commence à prendre à peu près l'aspect que nous lui connaissons encore, dans les grandes lignes, aujourd'hui.

## *Le travail systématique des Renseignements militaires*

Les SR militaires de Napoléon Bonaparte seront d'autant plus efficaces qu'ils travaillent de manière systématique. Partout, des agents sont recrutés et des réseaux mis sur pied. Les renseignements de ceux-ci sont confrontés aux informations possédées par Bacler d'Albe, le chef du cabinet topographique de l'Empereur, et reportés sur des cartes soigneusement tenues à jour. Ainsi chaque mouvement des armées ennemies peut être prévu, anticipé. Dans les villes occupées, les premiers lieux visités sont ceux où l'on sait pouvoir trouver des cartes et des plans. Les hommes de Savary arriveront même, à Saint-Pétersbourg, à dérober les plaques d'impression des cartes de l'Empire russe.

# Anne Jean Marie René Savary, le fidèle des fidèles

Fils d'un officier issu de la roture, entré très jeune dans les armes, Savary (1774-1833) liera très vite son destin à celui de Bonaparte, qui en fait son aide de camp en 1800. Totalement dévoué à celui qui va devenir empereur, il est l'homme des missions délicates mais aussi l'un des principaux responsables de la protection du chef de l'État, qu'il assure grâce aux deux escadrons de la gendarmerie d'élite qu'il commande personnellement.

Sa position lui vaudra d'être mêlé à certaines des plus sombres affaires de la période, tel que l'enlèvement du duc d'Enghien, mais aussi à la plus haute politique : en 1807-1808 il sera ministre plénipotentiaire à Saint-Pétersbourg.

Il prend part à la guerre en Espagne avant de succéder à Fouché comme ministre de la Police, le 1er juin 1810. À ce poste, il n'aura de cesse que de renforcer le pouvoir impérial, multipliant le « fichage » des notables, tentant de marier (parfois au sens premier du terme) l'aristocratie de l'Ancien Régime et la noblesse d'empire, ou renforçant la censure.

Retiré à la campagne durant la première Restauration, il est fait pair de France pendant les Cent-Jours. Après l'abdication, il accompagne l'empereur déchu jusqu'à Plymouth, mais les Anglais lui interdisent de suivre son maître à Sainte-Hélène.

Proscrit par Fouché dès le début de la seconde Restauration, condamné à mort en 1817, puis acquitté deux ans plus tard à l'issue d'un second procès (1819), il passe quelques années en exil.

En 1830, la disgrâce prend fin et, en 1831, Savary est nommé commandant en chef des troupes françaises en Algérie par Louis-Philippe. Acquis à la colonisation, il se fait remarquer autant par la construction d'écoles que par une répression parfois aveugle de toute insoumission.

Il meurt à Paris, le 3 mars 1833.

Mais Savary va plus loin. Dans les territoires conquis, il organise de véritables réseaux de renseignement politique, chargés de surveiller les opposants, les agents ennemis et les sociétés secrètes.

Dans les pays avec lesquels la France entretient encore des relations diplomatiques, il poste dans les ambassades des officiers de carrière, qui préfigurent ce que sont, de nos jours, les attachés militaires.

La confiance que l'Empereur accorde à Savary sera fortement émoussée par une affaire rocambolesque : le complot du général Malet.

Républicain convaincu, Claude-François de Malet (1754-1812) réprouve la dérive autoritaire de Bonaparte et démissionne quand ce dernier se fait sacrer empereur. En 1812, alors qu'il est en résidence surveillée, il conçoit ce qui sera sa grande idée. Pendant des mois, il rédige des dizaines de proclamations et autres actes officiels annonçant la mort de l'Empereur et la nomination d'un nouveau gouvernement. Dans la nuit du 22 au 23 octobre, il s'évade, se présente à la prison de la Force, dont

il fait libérer deux autres généraux républicains, Victor Fanneau de La Horie et Maximin-Joseph Emmanuel Guidal. Toujours à l'aide de ses actes forgés de toutes pièces, les trois hommes rallient la garde de Paris. Savary est arrêté peu après, au pied de son lit, en chemise de nuit. Mais le colonel Doucet et le chef de bataillon Laborde éventent la supercherie et y mettent fin. Ce coup d'État d'un seul homme (un cas sans doute unique dans l'histoire), qui tient plus de la blague de potaches que de la conspiration, se terminera tragiquement : Malet, Guidal, Lahorie et une douzaine d'autres hommes qui n'ont commis que le seul crime d'être trop naïfs sont fusillés le 29 octobre. Mais Savary, même s'il conserve son poste, ne retrouvera jamais toute la confiance de l'Empereur…

## *Le service secret des Relations extérieures*

Hors de France, le grand rival de Savary est évidemment Talleyrand, le ministre des Relations extérieures, qui, jusqu'en 1811, sera lui-même le grand ordonnateur de l'espionnage politique à l'étranger.

### Talleyrand, l'évêque devenu ministre

Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord est né le 2 février 1754, à Paris, dans une famille de la grande aristocratie qui veut en faire un homme d'Église. Ordonné en 1779, évêque d'Autun en novembre 1788, il entre en politique en se faisant élire député du clergé aux états généraux de 1789. Ami de Mirabeau, son action de député est marquée par la modération et

l'esprit des Lumières : il plaide, par exemple, pour l'instruction publique et pour que l'on accorde le statut de citoyen aux Juifs.

Il échappe à la Terreur en se faisant envoyer en mission à Londres, avant de gagner les États-Unis. Rentré en France en 1796, il est nommé ministre des Relations extérieures par le Directoire et le restera jusqu'en 1807, avant de le redevenir en 1814. Porté à la tête du gouvernement provisoire le 1er avril 1814, il restera aux affaires jusqu'en 1834, mais à des postes de moindre importance.

Détesté par beaucoup qui lui reprochent opportunisme et corruption, admiré par les élites politiques, il incarne la continuité de l'État et la défense pragmatique des intérêts fondamentaux de la France. Il cherche aussi à imposer l'idée d'un équilibre raisonnable en Europe, ce qui l'amènera à se brouiller, à plusieurs reprises, avec Napoléon.

Il meurt à Paris, le 17 mai 1838.

À partir de 1811, ce sera Hugues Bernard Maret, duc de Bassano (1763-1839), qui assumera la tâche de « secrétaire pour les affaires secrètes » avant de devenir lui-même ministre des Affaires étrangères.

Bien que Maret ait occupé de très hautes fonctions, Talleyrand dira de lui, avec toute la cruauté dont il était capable : « Il n'y a qu'une personne plus bête que M. Maret, c'est le duc de Bassano. »

L'action des agents du service de renseignement des Relations extérieures est parfois placée sous la responsabilité des

ambassadeurs, mais ils obéissent le plus souvent à des « correspondants clandestins » agissant sous les ordres directs du ministre. Ainsi, le lieutenant-colonel de Baudus se fait passer pour un historien, lors de ses missions en Allemagne, ou Théobald Bacher, un ancien du renseignement militaire, utilise sa profession d'ingénieur.

## *L'Empereur omniprésent*

L'Empereur sera, derrière ses ministres, le grand marionnettiste manipulant tout ce petit monde. Il ne se contente pas de fixer les grandes orientations, de donner des ordres : il décide des budgets des différents services, s'intéresse aux effectifs, aux méthodes, aux détails, bref à la « cuisine » la plus quotidienne du monde de l'ombre.

Un jour il donne son avis sur le nombre d'espions à placer dans telle ou telle ville d'Allemagne, un autre il commente les relations entre agents de Fouché et de Talleyrand, un troisième il s'intéresse à la « couverture » qui devrait être donnée à un agent envoyé en Syrie et en Égypte.

Sur un plan plus politique, l'Empereur poursuivra, par exemple, le grand rêve du Directoire : susciter en Irlande une révolte contre l'occupant anglais qui obligerait celui-ci à distraire des forces importantes du continent pour y faire face. Celle-ci n'aura jamais lieu, pas plus d'ailleurs que l'insurrection, mais cette menace perturbera les plans de guerre de Londres durant tout le règne de Napoléon…

Malheureusement cette ingérence permanente dans les affaires secrètes le conduira également à prendre des initiatives funestes.

# *La mort du duc d'Enghien : « C'est pire qu'un crime, c'est une faute »*

L'une des plus tragiques décisions prises par Napoléon dans le domaine des affaires secrètes sera certainement l'enlèvement du duc d'Enghien.

En 1804, après la découverte du énième complot de Cadoudal pour en finir avec le Premier consul, *Georges* révèle qu'un « prince de sang royal » devait rejoindre Paris après la mort de l'« usurpateur ». Or seul le duc d'Enghien, résidant à Ettenheim, semble assez proche de la France pour y arriver rapidement.

Louis-Antoine-Henri de Bourbon-Condé, 10e duc d'Enghien (1772-1804) est le fils unique du prince de Condé. Engagé à 17 ans dans les armées de l'émigration, il s'est retiré à Ettenheim, à quelques lieues de Strasbourg. Son implication réelle dans le complot visant à assassiner Bonaparte est des plus discutables.

Sur ordre de Bonaparte, Savary organise pourtant son « arrestation », en fait un véritable enlèvement. Le 15 mars 1804, un millier de cavaliers du 22e dragons franchissent la frontière, s'emparent du duc et le ramènent à Strasbourg, d'où il est transféré à Paris. Immédiatement traduit devant un tribunal militaire réuni en toute hâte, il n'a aucun défenseur. Condamné à mort en moins de deux heures, le duc d'Enghien est conduit dans les fossés de Vincennes vers 3 heures du matin. Il demande à rencontrer Bonaparte ou à lui écrire mais se voit opposer une sèche fin de non-recevoir. Il est fusillé et enterré sur place.

La mort de ce jeune homme de 32 ans contre lequel n'existait aucune preuve émut profondément l'opinion. Antoine Boulay, député de la Meurthe, et l'un des pères du Code Napoléon, aura

ce mot, souvent attribué à Fouché : « C’est pire qu’un crime, c’est une faute. »

Savary, lui, mettra beaucoup d’énergie à minimiser son rôle dans ce drame et ne consacrera pas moins de deux chapitres de ses Mémoires à s’en dédouaner et (toujours fidèle) à exonérer le Premier consul de toute responsabilité. À le lire, la « faute » n’aurait été que le tragique résultat de la mauvaise exécution d’ordres mal compris par des subalternes trop zélés…

# Chapitre 16

# Les coalisés contre la France

***Dans ce chapitre :***

- Réorganisation du renseignement anglais
- Efficacité des agents de Londres
- Les Rothschild et la naissance du renseignement privé
- Vienne : bal des espions pour la naissance d'une Europe nouvelle

***L***es capitales européennes qui se coalisent contre le Directoire, le Consulat ou l'Empire, comme elles l'ont fait contre la Révolution, ne restent évidemment pas les bras croisés.

Vienne, Berlin, Saint-Pétersbourg vont diriger de nombreuses manœuvres occultes contre Paris, mais c'est Londres qui sans conteste va exceller dans ce domaine.

L'Angleterre sera, en effet, l'ennemi le plus acharné de Napoléon. C'est certes pour des questions d'intérêts – commerciaux et d'État – et pour défendre sa suprématie sur les mers et son empire naissant que Londres mène les coalitions contre la France, mais pas seulement.

Beaucoup avaient donc vu avec sympathie les événements de 1789 qui jetaient à bas une monarchie absolue de droit divin. Mais les excès et les crimes de la révolution avaient très vite fait évoluer les esprits. Dans les révolutionnaires des années 1790, l'Angleterre avait surtout vu des sanguinaires et, en Napoléon, elle discernait, outre un usurpateur, un despote militaire. La lutte de Londres contre Paris, c'est, donc, aussi (mais pas seulement) une guerre pour des idées et des principes. Un exemple ? Londres abolira l'esclavage dans ses colonies dès 1807. Malgré de louables efforts, il faudra attendre le 27 mai 1848 pour que la France fasse de même…

## *La riposte anglaise*

Londres peut s'appuyer sur les multiples réseaux royalistes mis sur pied par les émigrés et leurs sympathisants restés en France. C'est ainsi que naîtra l'Agence anglaise.

Tout réseau clandestin a un besoin vital de deux choses : des fonds et des liaisons sûres permettant d'acheminer le renseignement et de recevoir des instructions. L'ensemble des filières qui y participeront sont connues sous le nom de « Correspondance anglaise ». Le courrier et parfois l'argent sont acheminés des îles Britanniques par des vaisseaux rapides puis, le plus souvent, par barques. Une fois la Manche franchie, les envois sont centralisés à Boulogne, d'où ils sont, ensuite, expédiés partout en France.

De nombreux prêtres participent aux réseaux britanniques sur le sol français, comme l'abbé Ratel, qui aura, plusieurs années durant, la haute main sur le « centre de tri » de Boulogne, ou l'abbé Leclerc.

Leclerc, qui change régulièrement de nom, se déplace sans cesse le long des côtes de la Manche, logeant rarement deux nuits de suite au même endroit. Il ne se contente pas de

collecter le courrier, mais crée et dirige un vaste réseau d'agents. Il dispose d'antennes dans les principaux ports, de Boulogne à Brest, mais aussi à Paris aux ministères de la Guerre ou de la Marine. La police de Fouché finira par détruire cette organisation et par saisir ses archives, mais l'abbé Leclerc échappera à l'arrestation.

L'âme de la guerre impitoyable menée par l'Angleterre n'est autre que William Pitt *le Jeune* (1759-1806), qui sera chef du gouvernement à deux reprises, de 1783 à 1801 puis de 1804 à sa mort. Plus jeune Premier ministre de l'histoire britannique il organise les services de renseignement en répartissant la tâche entre les Affaires étrangères, l'armée et la marine.

## *Professionnalisation du renseignement aux Affaires étrangères*

Aux Affaires étrangères, c'est George Canning (1770-1827) qui va donner aux services secrets les moyens de montrer leur valeur.

Sur le continent, il dispose d'agents et de chefs de réseau dans chacune de ses ambassades mais recrute également des diplomates étrangers, danois, américains, hanovriens.

L'efficacité redoutable de Canning sera démontrée en 1807. Le 25 juin, Napoléon et le tsar Alexandre se rencontrent à Tilsit. Leur but est d'éliminer toute influence anglaise sur le continent et de se partager l'Europe. Pour assurer le secret de leurs délibérations, le « sommet » se déroule sur un radeau, au centre du fleuve Niémen. Le 9 juillet deux accords sont signés : un traité de paix et un traité secret détaillant leur politique et leur stratégie à l'encontre de l'Angleterre. Quelques jours plus tard, ce texte est en possession de George Canning.

Quelques années plus tard, c'est Mackenzie, un agent des Affaires étrangères, qui apportera la preuve que Napoléon s'apprête à envahir la Russie. Il informe ses chefs que les hommes de l'Empereur sont en train d'écumer toutes les librairies d'Europe centrale et du Nord pour y acheter tout ouvrage portant sur la géographie et la topographie russes ou sur l'organisation de l'armée du tsar…

L'empire d'Autriche ayant été « neutralisé » par Napoléon, les agents anglais installent deux quartiers généraux, à Prague et à Carlsbad : les émissaires occultes de Londres y arrivent ou en repartent par un long voyage qui les fait passer par la Suède et la Saxe.

### *Le SR militaire de Wellington*

Dans l'armée, c'est autour d'Arthur Wellesley, duc de Wellington, (1769-1852) que s'organisent les meilleurs services. Chef du corps expéditionnaire anglais dans la péninsule Ibérique puis commandant en chef des armées portugaise et britannique, Wellington peut se reposer sur des hommes d'exception comme le major Colquhoun Grant (1780-1829).

## Colquhoun Grant, maître espion de Wellington

Né dans une famille de l'aristocratie écossaise, Colquhoun Grant intègre l'armée à 15 ans. Major en 1809, il est envoyé en Espagne, où le futur duc de Wellington l'attache à son état-major et l'affecte à une

unité d’éclaireurs spécialisée dans les reconnaissances derrière les lignes ennemies.

Grant, qui se voit davantage en officier qu’en espion, se déplace toujours en uniforme, même pour ses missions les plus risquées. Cette habitude lui sauvera la vie : capturé par les Français le 16 avril 1812, il est traité en prisonnier de guerre. Depuis sa captivité, il arrivera à faire parvenir plusieurs rapports à l’armée britannique.

Transféré à Paris, pour interrogatoire, Grant s’évade et vit plusieurs semaines dans la capitale, se faisant passer pour un officier américain. Rentré en Angleterre et promu lieutenant-colonel, il rejoint Wellington, qui en fait le chef de son SR.

Durant les Cent-Jours, il est en France et recueille nombre d’informations.

Après les guerres napoléoniennes, il reprendra une carrière militaire plus classique.

Les hommes de Wellington arriveront entre autres à « casser » le code des armées impériales en Espagne mais, surtout, ils recueilleront une masse d’informations sur les mouvements de troupes. Une tâche grandement facilitée, il est vrai, par la haine viscérale que les Espagnols vouent à l’envahisseur français.

Durant les Cent-Jours, les rapports fournis par Grant et son successeur Henry Hardinge, permettront à Wellington de tout savoir des plans de l’Empereur, entre autres des diversions qu’il a prévues. Une connaissance parfaite qui amènera Wellington à arrêter définitivement le vol de l’Aigle à Waterloo, le 18 juin 1815.

### *Premières armes du SR naval*

Le service de renseignement de la marine n'a pas grand-chose à envier à ses homologues des Affaires étrangères et de l'armée. On y retrouve le même savoir-faire et le même goût de l'intrigue.

Confronté à la difficulté de recueillir du renseignement sur les ports de la Manche, l'amiral Nelson pousse son SR à déployer des frégates légères qui patrouillent au large des côtes et les observent les ports. Régulièrement, des navires battant pavillon neutre sont discrètement arraisonnés et ne peuvent reprendre leur route que sous condition d'embarquer deux agents anglais munis de faux documents et se faisant passer pour des marins. Ceux-ci ont alors tout loisir d'espionner chaque port dans lequel ils font escale.

C'est au même SR naval qu'incombe, par la force des choses, de mettre au point les filières et les routes permettant au flux de la Correspondance anglaise de quitter l'Angleterre et d'y revenir. Pour ce faire, des frégates sont utilisées mais également des navires de pêche ou de commerce dont les patrons sont rétribués. Sans interruption, le courrier pourra ainsi atteindre la France, l'Allemagne, l'Espagne (*via* Gibraltar) ou l'Italie (par Malte).

## *Les Rothschild : le renseignement au service de la banque privée*

L'une des curiosités de l'époque sera la naissance du renseignement privé, en Angleterre.

Certains banquiers du passé avaient déjà bénéficié de réseaux d'informateurs leur permettant, par exemple, de juger de la

solvabilité de clients prestigieux, qu'ils soient princes, rois ou papes.

Sous Pitt le Jeune, Nathan Rothschild fondera, lui, le premier service de renseignement privé principalement consacré à des fins politiques.

Fils de Mayer Amschel Rothschild (1744-1812), fondateur de la dynastie, Nathan (1777-1836) fut envoyé à Londres alors que son frère James l'était à Paris. Ayant bâti sa propre fortune sur le commerce du textile, il devint l'un des principaux banquiers du gouvernement, lui avançant plus de 10 millions de livres pour financer les guerres contre la France.

Mais son rôle dépasse rapidement celui d'un banquier « classique » : dès le Consulat, il crée son propre service, appuyé sur le réseau d'établissements financiers que contrôle la famille Rothschild sur le continent. Tout au long des quinze années de l'épopée napoléonienne, les quelque 200 agents des Rothschild transmettront à Londres des renseignements politiques autant que militaires : le courrier clandestin aussi bien que des fonds occultes destinés à financer les opérations secrètes ou la diplomatie parallèle transitent par les banques de la famille.

Le réseau de Nathan est d'une telle qualité et ses communications si rapides qu'il apprend que Napoléon a été battu à Waterloo un jour avant que la nouvelle ne parvienne officiellement à Londres. Le Pr Niall Ferguson, enseignant à Harvard, explique qu'il liquida alors les énormes quantités d'or qu'il avait amassées, prévoyant une baisse du cours de ce métal et qu'il le convertit en emprunts publics. Deux ans plus tard, en les revendant, il réalise le bénéfice fabuleux de 600 millions de livres…

## *Les amours dangereuses du colonel Tchernichev*

En Russie également, la peur de la contagion révolutionnaire va pousser les organes de sécurité à se livrer à une guerre sans merci contre toute forme de pensée libre.

La police secrète s'y fait rapidement une spécialité de surveiller et de traquer les auteurs, acquis aux idées libérales. Le colonel Tchernichev, représentant personnel du tsar Alexandre I$^{er}$ à Paris à partir de 1811, sera l'agent russe le plus important en France.

Son entregent, sa fortune et son charme lui ouvrent toutes les portes et en font la coqueluche des belles Parisiennes. La princesse Pauline Borghèse, propre sœur de l'Empereur, est loin de rester indifférente au beau cosaque auquel elle confie potins et secrets d'État.

Sur le plan politique, il entretient des relations étroites avec de nombreux opposants déclarés ou plus discrets, comme Talleyrand, alors en disgrâce. Il arrivera également à recruter un agent au ministère de la Guerre ; un certain Michel, qui créera pour les Russes une petite cellule d'espionnage des armées. Mais une faute de Tchernichev perdra Michel, qui, arrêté et confondu sera fusillé. Michel et ses complices, il faut le préciser, avaient transmis à Tchernichev des renseignements décisifs prouvant que Napoléon s'apprêtait à s'attaquer à l'Empire russe, ce qui poussera le tsar Alexandre à joindre ses forces à celles de la coalition.

## *Vienne, paradis des espions*

À la chute de l'Empereur, un congrès se réunit à Vienne pour décider du futur de l'Europe. Les centaines de diplomates et de hauts fonctionnaires travailleront sous l'œil attentif de la police

secrète de François Hager, aristocrate cultivé et dangereux. Hager contrôle tout. Le courrier, bien entendu, mais aussi le personnel de maison des négociateurs, les précepteurs de leurs enfants, leurs médecins et les amis qu'ils se font dans la capitale autrichienne. On fouille les poubelles et on récupère, dans les foyers des cheminées des documents que le feu n'a que partiellement consumés.

Chaque jour, le prince de Metternich, auquel sa fermeté et sa longévité politique vaudront le surnom de *Gendarme de l'Europe* (il restera ministre des Affaires étrangères de l'empire d'Autriche de 1809 à 1848 !), reçoit des officiers qui centralisent ces renseignements des *Materiellen Rapporte*. Ainsi, Metternich peut apprendre que : « Le tsar de Russie aime, le roi de Danemark boit, le roi de Wurtemberg mange, le roi de Prusse pense, le roi de Bavière parle et l'empereur d'Autriche prie. »

Mais Vienne est un nid d'espions, car chaque délégation importante dispose, bien entendu, de ses propres agents. Ainsi, tandis que les fêtes somptueuses s'enchaînent et que le « congrès s'amuse », les espions s'agitent : les Français embauchent un major prussien et jusqu'au chambellan de l'empereur d'Autriche. Bref, tout le monde se renseigne sur tout le monde.

L'Europe « nouvelle » qui naît à Vienne sous l'œil des espions est un continent équilibré, mais où l'ordre est maintenu par des souverains « légitimes » et où aucun cas n'est fait des aspirations des peuples à l'indépendance. Ce maintien du statu quo entre les « grands », toutefois, annonce déjà les grands bouleversements qui conduiront aux tragédies du XX$^{e}$ siècle.

## Quatrième partie

# Le rôle du renseignement au XIX$^{e}$ siècle et au début du XX$^{e}$ siècle : montée des nationalismes et constitution des empires coloniaux

***Dans cette partie***

***D***ans cette partie, nous comprendrons comment la suprématie du renseignement allemand a permis à Berlin de vaincre l'Autriche puis, en 1870, la France. Et nous verrons les Britanniques renouer avec une pratique tombée en désuétude

quand ils constateront à quel point l’espionnage est nécessaire à un pays occupé à consolider son empire colonial. En France, nous nous intéresserons à l’un des plus terribles scandales qui ait marqué l’histoire des services, l’affaire Dreyfus. Aux États-Unis, nous constaterons le rôle des espions durant la « guerre de Sécession » et en Russie, nous verrons les experts de l’Okhrana tsariste tenter de sauver un régime impérial qui s’achemine vers sa fin.

# Chapitre 17

# L’Europe centrale entre Berlin et Vienne

***Dans ce chapitre :***

- Un renseignement prussien systématique et centralisé
- Berlin contre Vienne… et Paris
- Mépris de la France pour le renseignement
- L’Evidenzburö : au service de l’empereur d’Autriche
- Redl un traître si bien élevé

***N***ous nous sommes habitués, depuis la plus haute Antiquité, à voir alterner les périodes durant lesquelles l’art du renseignement était poussé vers les sommets et où s’organisaient des embryons de service ou même de véritables réseaux très professionnels, et d’autres au contraire où cette pratique tombait en déshérence et était négligée ou même méprisée.

Le plus souvent, les souverains avaient préféré se constituer des réseaux personnels d’agents qui ne rendaient compte qu’à eux. Enfin, presque toujours, cinq fonctions se mélangeaient. Ainsi, les mêmes hommes – et les mêmes services quand ils existaient – pouvaient s’occuper tout à la fois de renseignement pur, de contre-espionnage, d’intoxication et de manœuvres

politiques occultes, enfin, d'« action », au sens premier du terme, ou même de police, comme ce fut le cas sous Fouché.

Au XIX$^{e}$ siècle, les choses vont considérablement évoluer. À l'exception notable de la Russie et, dans une moindre mesure de la « double monarchie » austro-hongroise, les États d'Europe continentale vont, plus ou moins rapidement, évoluer vers le modèle de la démocratie parlementaire. Il ne s'agira plus de dynasties autoritaires et de droit divin mais de monarchies constitutionnelles.

Dans le même temps, le fonctionnement des États favorise la création d'une véritable « classe » de fonctionnaires et, au sein de cette classe, d'une caste de la haute fonction publique. Dans ces deux groupes va se développer, petit à petit, un véritable sens du service de l'État qui sera partagé par les militaires, de plus en plus conscients de servir une patrie plutôt qu'un souverain.

Enfin, sur le continent, on assiste à la montée en puissance des nationalismes et à l'affirmation des États-nations, qui aboutiront à la naissance de deux nouveaux et grands États : l'Allemagne et l'Italie. Hors d'Europe, la France et l'Angleterre poursuivent la constitution d'immenses empires coloniaux. Bref, toutes les conditions positives (évolution de l'État et de sa conception) et négatives (tensions nées des nationalismes et des guerres et rivalités coloniales) sont réunies pour que ce siècle soit propice au développement des services de renseignement.

## *Comment naît un service de renseignement, l'exemple de la Belgique*

L'exemple d'un petit pays en gestation permet de mieux comprendre à quel point la sécurité commence à être

considérée par les responsables politiques comme un tout nécessitant, pour être bien géré, l'intervention d'une administration spécialisée.

À l'automne 1830, la Belgique se sépare des Pays-Bas, auxquels elle avait été intégrée au congrès de Vienne. Le 4 octobre, l'indépendance est proclamée et dès le 15 octobre, le gouvernement provisoire nomme cinq administrateurs généraux, dont l'un est plus particulièrement chargé de la Sûreté publique. Le gouvernement belge estime nécessaire de désigner un haut fonctionnaire qui traitera cette matière et uniquement celle-là. Preuve de son importance : en cas de besoin, il a accès au gouvernement à toute heure pour être entendu « toutes affaires cessantes ».

Notons également que le responsable de la Sûreté publique n'est pas à la tête d'une police politique. Dès 1831, la Belgique se dotera d'une Constitution garantissant les grandes libertés considérée comme un modèle de libéralisme. L'administration de la Sûreté publique est un service de contre-espionnage et lutte contre la subversion. Ni plus ni moins.

Mais, dans la deuxième moitié du XIX$^{e}$ siècle, les tensions vont monter sur le continent. Deux puissances s'observent de part et d'autre du Rhin. La France est sûre d'elle, de sa force et de son bon droit. Accumulant les succès militaires (en Crimée entre 1854 et 1856 ; en Italie en 1859), le second Empire est également caractérisé par une très forte expansion coloniale en Afrique, ainsi qu'au Levant et en Extrême-Orient.

Pourtant, aussi bizarre que cela puisse paraître, il n'existe en France, avant la guerre de 1870, aucun service de renseignement permanent : « Des organismes d'information avaient bien été mis sur pied à différentes époques… mais ils n'avaient été que l'outil d'un moment, d'un événement, d'une opération, et ils avaient disparu avec leur utilisateur, ou avec les circonstances qui les avaient rendus nécessaires… »

L’autre puissance est l’Allemagne, qui est morcelée en une multitude d’États, mais qui très bientôt va réaliser son union. Événement considérable puisque l’Allemagne unifiée sera à l’origine de trois guerres entre 1870 et 1940.

L’homme qui fera passer l’Allemagne de l’état de quasi-féodalité à la modernité de l’État-nation s’appelle Bismarck. Entré en politique sous les couleurs de l’extrême droite nationaliste, Otto von Bismarck (1815-1898) ne poursuivra, tout au long de sa carrière, qu’un objectif et un seul : la grandeur de la Prusse, dont il fera le cœur de l’Allemagne à venir. C’est lui aussi qui va présider à la création d’un puissant service de renseignement.

## *Wilhelm Stieber, père du renseignement prussien*

Wilhelm Johann Carl Edouard Stieber (1818-1882) est né le 3 mai 1818 dans une honorable mais modeste famille de Saxe. Amoureux de l’ordre et peu travaillé par les scrupules inutiles, il dénonce son oncle parce qu’il a incité des ouvriers à la grève.

Il entame alors une brève double carrière : avocat le jour, il défend gratuitement opposants politiques et syndicalistes dont il rapporte, le soir venu, les propos à la police, qui finance secrètement ses activités de « défenseur des opprimés ».

Ce rôle d’indicateur lui vaut d’être intégré à la police judiciaire de Berlin avant d’être nommé commissaire. En 1848, le roi Frédéric-Guillaume IV remarque le jeune policier et en fait le directeur de la police judiciaire. Il voyage alors en France et en Angleterre et devient l’un des meilleurs spécialistes policiers du mouvement socialiste naissant.

## *« Un spectre hante l'Europe » : Stieber contre Karl Marx*

L'homme qui grimpe l'escalier en colimaçon qui mène à l'appartement londonien de Karl Marx, en cette fin d'après-midi neigeuse, dispose d'un passeport établi au nom de « Schmidt, journaliste ». Les apparences étant souvent trompeuses dans le petit monde que nous étudions, l'intéressé ne s'appelle évidemment pas Schmidt. Pas plus qu'il n'est journaliste.

En ces années, la Prusse est inquiète. Un peu partout souffle le vent de la révolution. Au centre de cette agitation se trouve un petit groupe d'hommes rassemblés en une association secrète : la Ligue des communistes. Lors d'un congrès à Londres en novembre 1847, la ligue a chargé deux de ses membres de rédiger son programme.

Karl Marx et Friedrich Engels se sont mis au travail et, de leurs cogitations, est née une petite brochure : le *Manifeste du Parti communiste*.

Ce texte a placé les deux hommes au cœur de la conspiration qui menace l'ordre établi, et c'est, précisément, ce rôle prépondérant qui a amené le jeune Wilhelm Stieber dans l'escalier d'une demeure londonienne.

Introduit auprès du philosophe avec lequel il fait mine de sympathiser, Stieber obtient de lui le nom du militant de la ligue chargé de la garde de son fichier et n'aura guère de peine, dès lors, à le lui ravir. Ce premier succès vaut à Stieber d'être nommé, en 1853, directeur de la Division de sécurité de la préfecture de police. Dans le même temps, il rédige, à la demande de Frédéric-Guillaume IV, le récit de son enquête, qui sera publié par l'Imprimerie royale sous le titre *Les Conspirateurs communistes du XIX$^{e}$ siècle*. « Dans ma conclusion, j'expliquais, écrira-t-il bien plus tard, qu'à mon

avis, toutes ces tentatives visant à un bouleversement général de la société résultaient de la misère sévissant dans les différents pays concernés et que, par conséquent, l'arme efficace pour les combattre ne pouvait être forgée qu'à partir d'une meilleure instruction et d'une meilleure rémunération des travailleurs… »

On est loin, ici, de l'image de provocateur et d'homme de basse police que certains tenteront d'accoler au nom du père du renseignement prussien. Ce genre d'opinion, jugée trop libérale, n'est certes pas fait pour s'assurer des amis. Le ministre de la Justice, en tout cas, ne les apprécie guère.

Inconscient du danger qui le menace, Stieber continue à œuvrer pour la défense de l'État et à accumuler les succès. En 1858, il démasque un véritable réseau d'espionnage intérieur monté par un officier endetté qui a vendu ses services à différents journaux et, s'appuyant sur quelques serviteurs du palais royal, alimente celui-ci en documents exclusifs provenant des bureaux mêmes du roi de Prusse et de ses plus proches conseillers…

Mais trois ans plus tard, c'est Stieber lui-même qui se retrouve sur la sellette. Frédéric-Guillaume IV mort des suites d'une tumeur au cerveau, son fils Guillaume lui succède et s'entoure de « libéraux ». À force de contorsions, le très réactionnaire ministre de la Justice, Simons est arrivé à se maintenir en cour, mais il doit trouver un bouc émissaire. Stieber fera l'affaire. Arrêté, incarcéré, mais bientôt évadé, caché par la tenancière d'une maison close, il arrivera cependant à obtenir justice. Voici notre homme placé en disponibilité. Mais pas pour longtemps.

## *Homme de l'ombre de Bismarck*

Ayant déjoué un attentat contre Bismarck, Premier ministre de Guillaume, l'ex-directeur de la Division de sécurité se voit chargé de créer un service d'espionnage en… Autriche. Vienne est en effet, par le biais du Deutscher Bund (confédération allemande) créé au congrès de Vienne, la grande rivale de Berlin dans la course à la domination des États allemands.

## *Un objectif prioritaire : l'Autriche*

Après quelques jours de réflexion, il remet un projet à Bismarck : « Mon service d'espionnage devrait compter un nombre d'agents aussi important que possible. Il s'agirait de mettre sur pied une véritable "armée" d'observateurs infatigables. Le flot d'informations reçues serait ensuite filtré. La synthèse qui en résulterait permettrait à ses destinataires de travailler sur des bases solides… »

Mais Stieber ne s'arrête pas là. Homme décidément moderne, il entrevoit l'usage qui peut être fait de la presse : « Je voulais utiliser la puissance, également nouvelle et sans cesse croissante, de la presse. Le droit de questionner étant unanimement reconnu aux journalistes, ceux-ci pouvaient devenir des collaborateurs insoupçonnables d'un service secret, d'autant qu'ils possédaient la faculté de relater les événements d'une manière compréhensible et de savoir distinguer les faits des simples rumeurs. Même les secrets économiques et militaires les mieux protégés ne peuvent décourager les journalistes, car ils connaissent souvent si intimement les hommes politiques et les militaires les plus haut placés que ceux-ci ne se gênent pas pour parler de tout en leur présence. »

Spéculant donc tout à la fois sur l'impossibilité pour l'adversaire de contrer une véritable « armée secrète », sur la « vanité de nombreuses personnalités, désireuses d'étaler leur savoir en public » et sur le « besoin d'argent chronique des gens de presse », le plan de Stieber séduit Bismarck. D'autant

plus que le roi vient d’exprimer le désir que l’on « réagisse énergiquement contre l’Agence télégraphique Reuters », fondée en 1851 à Londres et qui inonde les journaux allemands de nouvelles jugées tendancieuses.

Doté de sa propre « agence télégraphique », l’Agence Wolff, payant ses agents autrichiens avec de la monnaie de singe réalisée par des faussaires sortis de prison pour la circonstance, Stieber est bientôt en mesure d’informer le Premier ministre que si l’Autriche souhaite bien se retrouver à la tête d’une Confédération des États allemands, elle n’est absolument pas préparée à la guerre.

## *À Sadowa, Berlin écrase Vienne après une guerre de 18 jours*

Bismarck en est ravi, car il la veut, la guerre ! Mais la Prusse ne saurait apparaître comme l’agresseur. Il faut donc pousser Vienne à fournir à Berlin un prétexte à intervention.

C’est à nouveau Stieber qui s’en charge, mettant en branle une véritable opération de désinformation dans la presse des pays neutres et finançant – toujours avec sa fausse monnaie ! – des centaines d’agitateurs qui réveillent les aspirations patriotiques des Tchèques, Hongrois, Slovènes et autres Dalmates, soumis, au sein de l’Empire austro-hongrois, à la domination de Vienne.

La guerre finit par éclater, le 19 juin 1866. D’un côté la Prusse, la Thuringe, quelques États du nord de l’Allemagne et l’Italie, qui souhaite récupérer la région de Venise, et de l’autre l’Autriche et ses alliés : la Bavière, le Hanovre, la Saxe, le Wurtemberg et le pays de Bade. La coalition menée par Berlin applique les méthodes les plus modernes : autonomie de décision des officiers de terrain sur le plan tactique, transport des troupes et équipements par chemin de fer, utilisation du

télégraphe. Le conflit sera donc de courte durée. En deux batailles, les Prussiens écrasent les armées autrichiennes, mal commandées et divisées.

Content de lui, Wilhelm Stieber peut dresser le bilan de l'activité de son service : « Plus de 20 000 "comptes rendus d'observation", établis dans toute l'Autriche, avaient permis d'obtenir plus de 2 000 renseignements intéressants, dont 400 d'une grande importance. D'autre part, 530 Autrichiens occupant de hautes fonctions purent être manipulés jusqu'au bout par mes "résidents". Bref, il est probable que les Autrichiens eux-mêmes étaient loin de connaître aussi bien l'état d'esprit et les habitudes de leur peuple que les principaux membres de mon service secret à Berlin. »

Dès le début des hostilités Stieber, nommé chef de la police aux armées, a la haute main sur la Geheim Feldpolizei (police secrète de campagne), qu'il transforme en un très efficace service de contre-espionnage militaire.

Mais déjà, Bismarck pense à lâcher son chien de chasse contre une autre victime : la France…

## *Après l'Autriche, la France*

En novembre 1869, Stieber lui-même et quelques-uns de ses hommes effectuent donc une première mission en France, où, tout en s'intéressant de près à deux armes révolutionnaires pour l'époque, le fusil Chassepot et la mitrailleuse, ils déploient de louables efforts en vue de recruter le maximum de sources possibles.

Le maître espion prussien recommande à ses « chasseurs de talents » de concentrer leurs efforts sur « trois sortes d'individus » : « Les personnes appartenant aux classes pauvres qui rêvaient de gagner de l'argent sans fatigue ; les officiers et fonctionnaires qui avaient besoin de sommes importantes, pour

dettes de jeu, par exemple, ou ruminaient une vengeance, qu'ils aient subi une injustice ou qu'ils soient mus par des motifs politiques ; enfin, tous ceux qui pouvaient être soumis à un chantage… »

## *Les « vérificateurs » de Stieber*

À Berlin, pendant ce temps, des « vérificateurs » épluchent tous les décrets publiés concernant les nominations dans l'administration civile ou militaire et dressent des listes de promus aussitôt comparées à celles des « nominables ». Une approche prudente permet alors, parfois, de repérer et d'attirer ceux dont la rancœur et l'amertume sont telles qu'elles peuvent les pousser dans la voie de la trahison.

Enfin, le service de Stieber s'intéresse aussi, et surtout, à la « crème de la crème » : les adversaires résolus du régime impérial français à l'intérieur même de l'appareil d'État, permettant « d'obtenir très vite des renseignements de haute valeur en provenance directe des milieux gouvernementaux français ». Ces opposants sont d'autant plus courtisés que leur motivation essentiellement politique – précipiter la chute du régime honni – leur fait, le plus souvent, mépriser toute rémunération. Il n'y a pas de petites économies…

Les agents prussiens continuent donc à tisser leur toile et enregistrent de nombreux succès. Un certain F.M., ainsi, se faisant passer pour un peintre en bâtiment, parvient, sans difficulté, à pénétrer au ministère de la Guerre, où, profitant de l'invraisemblable négligence de hauts gradés, il recopie… le plan de mobilisation et l'ordre de bataille de l'armée française.

## *Le « Nachrichtendienst » : une usine à renseignements*

Face à cette offensive en règle d'un service de renseignement structuré et expérimenté, que fait la France ? La réponse est

simple : rien !

## *Inexistence du renseignement français*

Non seulement le contre-espionnage est balbutiant, mais le concept d'espionnage est apparemment totalement inconnu de l'état-major français : « À la veille de 1870, écrit, lapidaire, le général Navarre, la France n'avait pas, en Allemagne, un seul agent de renseignement à demeure, et cette carence fut amèrement constatée au cours de la campagne. » Le « seul organisme militaire permanent » d'information avant la guerre de 1870 était, en effet, une très vague Section statistique, dont l'une des activités principales était de lire les ouvrages publiés à l'étranger et pouvant intéresser la défense nationale.

À cette absence d'une politique du renseignement s'ajoute un tel aveuglement (et un tel sentiment de supériorité !) que l'état-major est persuadé que l'armée allemande ne pourra opposer qu'une faible résistance à la « meilleure armée du monde ». La preuve la plus éclatante est que les officiers en campagne, s'ils disposent de nombreuses cartes géographiques de la Prusse, ne sont pas dotés d'une seule carte des régions frontalières françaises puisque l'on n'envisage pas un seul instant que la guerre puisse se porter sur le sol français !

## *À Sedan, la France paie son insouciance et son arrogance*

Le 19 juillet 1870, l'Allemagne déclare la guerre à la France, un mois plus tard, le maréchal Bazaine se laisse encercler à Metz et, le 2 septembre, c'est la bataille de Sedan, qui se termine par la capitulation de Napoléon III. L'Empire français sombre dans la déroute de ses armées lorsque Léon Gambetta proclame la déchéance de Napoléon III, le 4 septembre. La France perd, pour près de cinquante ans, l'Alsace et une partie

de la Lorraine et des Vosges. Elle devra, en outre payer des dommages de guerre à hauteur de 5 milliards de francs or.

Le 18 janvier 1871, le II$^{e}$ Reich allemand est proclamé dans la galerie des Glaces de Versailles et Guillaume I$^{er}$ devient empereur. Le rêve de Bismarck, l'unification de l'Allemagne, est désormais une réalité. Wilhelm Stieber et ses réseaux y ont puissamment contribué.

***En Allemagne, le renseignement est une affaire de civils***

Dans les années qui suivront, Wilhelm Stieber, devenu un homme riche et considéré, continuera de diriger son service, jusqu'en 1877.

Le Nachrichtendienst de Wilhelm Stieber est un service politique et civil, même si la part qu'il prend à la préparation des opérations militaires est importante. Les militaires en effet seront, jusqu'au début du XX$^{e}$ siècle, à peu près absents du terrain du renseignement. Sans doute faut-il voir là l'influence des idées négatives que les stratèges prussiens nourrissaient à l'égard de l'espionnage.

Ainsi Carl von Clausewitz (1780-1831), qui, après avoir connu la défaite à la bataille d'Iéna, participera à la réforme de l'armée prussienne avant de se mettre brièvement au service du tsar puis de revenir diriger l'école militaire de Berlin de 1818 à sa mort. Dans *De la guerre*, il écrit : « Une grande partie des renseignements que l'on reçoit à la guerre est contradictoire. Une partie plus considérable encore est fausse et encore plus nombreux sont ceux qui baignent dans une grande incertitude. »

Helmuth von Moltke (1800-1891), qui commandera les armées allemandes dans les guerres contre l'Autriche puis contre la

France, reprendra les idées de son maître Clausewitz : « Le temps de la réflexion tranquille ne fait généralement pas défaut aux chefs des plus hauts grades, mais ce qui leur manque le plus souvent, c'est le renseignement certain que seule procure une connaissance complète des circonstances du moment. Les rapports qui doivent former la base de cette connaissance sont parfois insuffisants, peut-être contradictoires ou même n'arrivent pas du tout. »

## *À Vienne, l'empire se protège*

L'autre grande puissance germanique du XIX$^{e}$ siècle, c'est l'Autriche.

Celle-ci a tiré les leçons de ses déboires militaires face à Napoléon Bonaparte : dès 1811, elle s'est dotée d'un service de renseignement militaire puis d'une Section d'évidences (Evidenzburö), plus particulièrement chargée de la collecte de la « documentation ouverte » (c'est-à-dire que l'on peut acquérir sans recourir à l'espionnage) sur les armées étrangères.

Le SR est centralisé à Vienne, directement rattaché à l'état-major général, dont il devient la Section B, et travaille sous la couverture du Service historique de l'armée avant d'être rebaptisé Kundschafts Stelle, ou KS, qu'on appellera aussi Evidenzburö.

À l'étranger, la KS dispose d'agents dans les ambassades et consulats en France, en Belgique, en Suisse et en Allemagne. Dans l'empire, elle dispose d'un poste important à Sarajevo. C'est cette galaxie du renseignement autrichien qui va être le théâtre d'un drame : l'affaire Redl.

## *La belle carrière du colonel Redl*

Le capitaine Alfred Redl a 36 ans à peine lorsque, le 1er octobre 1900, le colonel baron Giels von Gieslingen le nomme à l'Evidenzburö.

### *Un officier plein d'avenir*

Redl, qui vient d'effectuer un séjour de plusieurs mois à Kazan, dans l'empire tsariste, principal adversaire potentiel de l'Autriche, se voit confier la direction de la Section russe et prend aussi la tête de la Section des opérations du service, qui organise les missions des agents, ventile les informations recueillies et assure la sécurité de la maison et le contre-espionnage.

Homme intelligent et dynamique, estimé de ses supérieurs, Alfred Redl figure alors parmi les officiers les plus brillants de l'armée impériale.

Installé dans ses nouvelles fonctions, Alfred Redl, travaillant jour et nuit, commence par moderniser son service. Il fait appel à des procédés tout à fait révolutionnaires pour l'époque : dans certains bureaux du service, des appareils photographiques sont dissimulés derrière des tableaux et « clichent » systématiquement tous les visiteurs, tandis qu'un coffret à cigares, un briquet et un cendrier traités chimiquement conservent toutes les empreintes digitales. Et pour les non-fumeurs, il prévoit un faux dossier marqué « Secret », dont la couverture est également traitée, « oublié » sur le coin d'un bureau. Mieux encore : toutes les conversations sont enregistrées, toujours à l'insu des visiteurs.

Dès son arrivée, les procès témoignent de son succès dans le domaine du contre-espionnage : le capitaine Alexandre von Carina est accusé d'avoir livré des secrets aux Français et aux Russes ; un serrurier est condamné à son tour pour avoir

communiqué aux Russes des informations sur les routes et fortifications de Galicie ; un déserteur de l'armée autrichienne est arrêté pour avoir vendu des renseignements à des agents étrangers…

Dans toutes ces affaires, le témoin clé est toujours le même homme : le capitaine Alfred Redl lui-même. Dès lors Redl devient une autorité reconnue en matière de renseignement et de contre-espionnage. « Solide, honorable, loyal, doué d'un tempérament égal, grand travailleur, plein de zèle et d'un commerce agréable ; respectueux envers ses supérieurs, amical et plein de tact avec ses collègues », écrit dans l'un de ses rapports le colonel Eugen Hordliczka. Et d'ajouter : « […] exerce une très bonne influence sur les jeunes officiers. »

Redl est effectivement toujours prêt à rendre service non seulement aux jeunes officiers mais aux jeunes gens en général. C'est ainsi qu'une de ses anciennes ordonnances lui demande un jour d'intervenir pour l'un de ses amis. Dès leur première rencontre, Redl se prend d'amitié pour le jeune Stephan Hromodka et court même le risque de prétendre qu'il est son neveu, afin de le faire entrer à l'école des cadets de Vienne.

## *L'affaire Hekailo*

Fin 1903, arrive, au ministère autrichien des Affaires étrangères une information alarmante. Les Russes seraient en possession des plans de guerre de l'Autriche et de l'ordre de déploiement de ses armées dans le Nord.

Ces renseignements leur auraient été livrés par un officier autrichien. Redl identifie l'espion en question, en la personne du lieutenant-colonel Sigmund Hekailo. Mais l'homme s'est réfugié au Brésil. Redl le fait aussitôt extrader pour fraude et détournement.

Lors de son procès, Hekailo reconnaît avoir détourné des fonds publics et avoir vendu des documents secrets aux Russes. Cependant, il n'a jamais livré le plan de déploiement des forces autrichiennes vers le nord et sa fonction ne lui permettait pas d'avoir accès à ce document. Il ajoute alors – en fixant intensément Redl – que le responsable ne peut être que quelqu'un de l'état-major général à Vienne. Finalement, Hekailo révèle le nom d'un de ses complices, le major von Wieckowski. Ce dernier clame son innocence.

Mais Redl ne veut pas lâcher sa proie. Il utilise alors la fille de Wieckowski, qui n'a que 6 ans, et parvient à lui faire indiquer l'endroit où son père conserve ses papiers. Une simple pression sur un bouton dissimulé dans un meuble fait apparaître un compartiment secret. Son contenu suffit à prouver la culpabilité du Polonais.

Alors que le procès des trois officiers débute, Redl, pour une raison apparemment inexplicable, change brusquement d'opinion sur ce lourd dossier et, dans une étrange volte-face, se met à plaider leur innocence. Malgré ce brusque revirement de leur principal accusateur, ceux-ci sont déclarés coupables et condamnés aux travaux forcés.

En septembre 1905, Redl, promu major, reçoit la croix de la Valeur militaire et est nommé chef d'état-major de la 13$^{e}$ division de l'armée territoriale.

En 1907, alors que la plupart des pays européens sont entraînés dans une crise qui les amènera au bord du conflit et que la Grande-Bretagne, la France et la Russie sont liées par une alliance défensive, le général von Hötzendörf, chef de l'état-major général impérial et royal, décide qu'en cas de conflit Alfred Redl prendra la direction de l'ensemble des services de renseignement.

Rien n’arrête plus Redl dans sa course à la promotion. Mais nul ne sait rien sur sa vie privée. De temps en temps, il prend quelques vacances… le plus souvent avec le jeune et beau Stephan Hromodka, son « neveu » ?

Arrive enfin le moment tant espéré : le colonel Hordliczka annonce son départ de la direction des services de renseignement. Mais contre toute attente, ce n’est pas Redl qui est appelé à lui succéder, mais le colonel Urbanski von Ostrymiecz.

Profondément déçu, Redl bénéficie toutefois de chance dans un tout autre domaine – c’est en tout cas ce qu’il annonce à ses amis – , il vient d’hériter d’une somme très importante. Son train de vie se modifie alors radicalement : il meuble luxueusement son appartement, achète une Daimler rouge, loue les services d’un chauffeur en uniforme et commande une seconde voiture de luxe pour son « neveu », à qui il verse une rente de 600 couronnes par mois.

Ses supérieurs ne trouvent rien à y redire : il a hérité d’un parent fortuné et il en profite.

## *Sur la piste de Nikon Nizetas ?*

Au début du mois d’avril 1913, alors qu’il est muté à Prague comme chef d’état-major du 8$^{e}$ corps d’armée, une lettre, demeurée pendant plusieurs semaines à la poste centrale de Vienne sans avoir été réclamée par son destinataire, est ouverte par les services de sécurité.

Adressée à « Monsieur Nikon Nizetas », elle a été expédiée d’une ville frontière de Prusse-Orientale et contient 600 couronnes en billets de banque. Qui est ce Nikon Nizetas ? Le service de contre-espionnage, est persuadé qu’il s’agit d’un

espion d’envergure et décide de lui tendre un piège en postant en permanence deux agents de la police secrète.

## Maximilien Ronge, dernier chef de l’Evidenzburö

Né à Vienne, Maximilien Ronge (1874-1953) est un officier de carrière. Après avoir joué un rôle clé dans la découverte de la trahison de son chef, il accédera à la direction du service, dont il sera le grand patron jusqu’à la fin de l’Empire austro-hongrois, en 1918. Retraité en 1932, il sera rappelé un an plus tard pour prendre la tête du Sonderburö de la Staatspolizei (Bureau spécial de la police d’État, le contre-espionnage). Ayant refusé d’intégrer la SS après l’Anschluss, il est brièvement interné à Dachau, d’où il sortira grâce à l’intervention de Canaris, chef de l’espionnage militaire du III$^{e}$ Reich. Après la guerre il aidera les Américains à créer un nouveau service de renseignement autrichien.

Mais Nikon Nizetas ne donne aucun signe de vie. Un mois plus tard arrivent deux autres lettres contenant chacune 7 000 couronnes autrichiennes. La seconde est signée par un certain F. Dietroch, qui demande à son destinataire de lui écrire en Norvège.

### *Une querelle d’amoureux aux conséquences tragiques*

Quelques jours plus tard, un drame personnel secoue Redl : le jeune Stephan Hromodka annonce à son « oncle » qu'il veut quitter l'armée pour se marier. Le lieutenant-colonel lui écrit aussitôt : « Je ne peux croire que tu veux vraiment me quitter… Je suis au désespoir […]. Ce que je souhaite le plus est de partir avec toi en voyage […]. » Mais il ne poste pas sa missive. Il se précipite à Vienne, où il a donné rendez-vous à son jeune amant. Ce dernier accepte d'oublier, pour l'instant, ses projets de mariage, en échange d'une grosse somme d'argent et d'une nouvelle Daimler. Redl, couvert de dettes, court alors à la poste centrale. « Avez-vous quelque chose pour Nikon Nizetas ? » demande-t-il à l'employé de service. Ce dernier lui remet, sous le regard attentif des deux policiers, les enveloppes qui l'attendent.

Le chef du contre-espionnage autrichien est aussitôt informé. On imagine l'effet que cette nouvelle provoque sur la plupart des officiers supérieurs : Redl n'a-t-il pas eu à portée de main les secrets militaires les plus jalousement gardés de toute l'Autriche-Hongrie ?

## *Un suicide qui arrange tout le monde*

Mais avant tout il faut éviter le scandale. Le lendemain, quatre officiers frappent à la porte de Redl. « Je sais pourquoi vous êtes venus », leur dit-il. Et dans la nuit, il se suicide à l'aide du pistolet qu'il a réclamé à ses visiteurs. Sur une feuille de papier, il laisse un ultime message : « La frivolité et la passion m'ont détruit. Priez pour moi. Je paie pour les péchés que j'ai commis dans ma vie. »

Voilà pour la version officielle. Mais Redl s'est-il vraiment suicidé ? Le doute est semé par son ordonnance qui tire argument du fait que l'arme avec laquelle il s'est donné la mort ne lui appartenait pas. Bientôt, toutefois, la presse s'emparant de l'affaire, le gouvernement n'a plus d'autre choix que de

confirmer que Redl était bien un traître, homosexuel de surcroît, et d'annuler les obsèques militaires initialement prévues.

Entre-temps, la fouille de l'appartement occupé, à Prague, par Redl a permis de se faire une idée de l'étendue de la catastrophe, qui dépasse toutes les appréhensions. On dira plus tard que les renseignements fournis par le colonel à la Russie ont entraîné, entre autres, le désastre rencontré par l'armée autrichienne en 1914 devant les Serbes.

La vérité sur l'affaire Redl ne sera connue que quelques années plus tard. En 1915, alors que l'Europe est à feu et à sang, les Allemands, à Varsovie, mettent la main sur l'ensemble des archives du Centre de renseignement russe pour l'Ouest. C'est ainsi que l'on découvre la correspondance échangée entre Alfred Redl et le colonel Nikolai Stepanovitch Batyuchine, l'officier d'état-major russe qui dirigeait ce centre. Les deux hommes avaient conclu, dès 1902, un accord unique dans l'histoire de l'espionnage : échangeant les noms de leurs agents respectifs, ils procédaient ensuite à leurs arrestations afin d'obtenir des décorations et des promotions. Parallèlement Redl fournissait de précieux renseignements au Russe – qui le tenait sous sa coupe en le menaçant de révéler son homosexualité – , informations pour lesquelles il était d'ailleurs grassement rétribué.

C'est lui, bien entendu, et non Hekailo qui avait vendu aux Russes les plans de déploiement de l'armée autrichienne. Et dès qu'une fuite provoqua la panique dans l'état-major viennois, Redl, pour se couvrir, demanda à Batyuchine de sacrifier l'un de ses agents. Ce qu'il fit en livrant Hekailo. Mais l'opération se compliqua lorsque ce dernier, se voyant perdu, communiqua aux enquêteurs les noms de ses complices, qui n'étaient autres que les meilleurs agents de l'officier russe. Redl reçut l'ordre de les sauver à tout prix, ce qui explique sa brusque volte-face lors du procès. Mais il était trop tard.

# Chapitre 18

# Le renseignement américain dans la guerre de Sécession

***Dans ce chapitre :***

- Des nordistes sans services de renseignement
- Des détectives privés au secours du Nord
- Héroïsme et amateurisme
- Des Afro-Américains, héros oubliés
- Un pasteur au service du Sud
- Naissance du renseignement militaire

***À*** suivre les exploits contemporains de la CIA ou de la NSA, il est difficile d'imaginer que les États-Unis ont, longtemps, dédaigné l'art du renseignement. C'est pourtant le cas.

## *Pas de SR à la veille de la guerre civile*

Pendant la plus grande partie du XIX$^{e}$ siècle, les États-Unis, puissance économique montante, seront caractérisés par une politique étrangère isolationniste.

Il en va évidemment tout autrement en période de conflit. Nous avons ainsi vu naître et se développer, pendant la guerre d'indépendance, les premiers services de renseignement américains. À la veille de la guerre de Sécession, qui va déchirer le pays en opposant, entre 1861 et 1865, le Sud, agricole et esclavagiste, et le Nord, industriel et abolitionniste, il n'existe aucun service de renseignement aux États-Unis.

À tel point que les belligérants devront faire appel à des aventuriers et à des officines de renseignement privées pour les aider à acquérir une information qui ne jouera qu'un rôle relativement marginal dans la conduite des opérations de guerre. L'un de ces aventuriers sera Philipp Henson, un agent double ; un autre : le capitaine sudiste Coleman, que les nordistes n'arriveront jamais à capturer. Mais la figure la plus curieuse de l'époque est certainement Belle Boyd, une jeune fille de 18 ans, fille d'un officier qui deviendra une héroïne pour tout le Sud.

## *Les détectives privés au secours de Lincoln : l'agence Pinkerton*

Né en Écosse, Allan Pinkerton (1819-1884) s'installe aux États-Unis en 1842. Après avoir multiplié les petits métiers, comme tant d'immigrés, il démasque et fait arrêter une bande de faussaires et devient shérif, avant d'entrer dans la police de Chicago. Il la quitte en 1850 pour créer une agence de détectives privés, la Pinkerton National Detective Agency, dont la devise est *We never sleep* (« Nous ne dormons jamais »). Il se spécialise alors dans la lutte contre les pilleurs de trains et remporte de nombreux succès.

C'est en 1861, alors qu'il enquête à Richmond, qu'il découvre par hasard un complot visant à assassiner le président Abraham

Lincoln, élu en 1860. Il infiltre l'un de ses adjoints dans la bande et fait échouer le « complot de Baltimore ».

Lorsque la guerre éclate, le général George McClellan le charge d'organiser un SR pour son armée du Potomac. Se faisant appeler *major E.J. Allen*, Pinkerton disperse ses agents dans tous les États sécessionnistes. Devenu commandant en chef des armées de l'Union, McClellan l'emmène à Washington, où il est chargé de créer un service de contre-espionnage. Ses succès seront nombreux, mais il connaîtra au moins un cuisant échec.

Alors qu'il a arrêté Rose O'Neal Greenhow, une veuve très en vue qui en profite pour recueillir les renseignements qu'elle fait parvenir aux confédérés, il tend un piège en transformant la maison de l'espionne en souricière. Mais personne ne s'y aventurera. Et pour cause, la plus jeune des filles de Rose, passant son temps à jouer dans le jardin devant la maison, chantonne « Maman a été arrêtée » chaque fois que quelqu'un s'approche…

## *L'amateurisme provoque la mort de Timothy Webster*

S'il est un assez brillant chasseur d'espion, Pinkerton se révèle être un amateur en matière de renseignement. Ayant perdu le contact avec l'un de ses principaux agents, Timothy Webster – introduit dans l'entourage du secrétaire d'État à la Guerre, Judah Benjamin, qui décidera d'en faire son espion et lui communiquera des informations capitales – , il envoya deux de ses hommes à Richmond, capitale confédérée. Ils furent rapidement arrêtés et l'un d'eux parla pour sauver sa tête. Découvert, Webster finira au bout d'une corde. Un autre de ses agents, Lafayette Baker, se fait passer pour un photographe. Mais son appareil ne fonctionne pas. Démasqué du fait de cette incroyable négligence, il ne sauvera sa tête qu'au prix d'une fuite rapide.

La suite de la carrière de Baker (1826-1868) ne sera malheureusement pas à son avantage. Rentré dans le Nord et ayant succédé à Pinkerton à la tête du renseignement de l'Union, il confondra contre-espionnage et police politique, laissant parfois échapper de dangereux espions mais faisant arrêter des centaines d'innocents sur de simples soupçons.

On lui doit pourtant quelques innovations intéressantes : il sera le premier à introduire un système de classement des dossiers criminels aux États-Unis et à faire inclure des photographies des suspects. Il mettra également au point des techniques d'interrogatoires basées sur la « désorientation » et la manipulation psychologique. Il fera arrêter les suspects au petit matin et les fera immédiatement interroger, jouant sur la confusion qui suit le réveil en sursaut, et « inventera » la technique du « bon flic/mauvais flic ».

Notons qu'il se rachètera quelque peu en 1865, après l'assassinat du président Lincoln par John Wilkes Booth : ce sont ses hommes qui, en quelques jours à peine, identifieront et arrêteront les comploteurs…

## *Les agents afro-américains luttent pour leur liberté*

En fait, les meilleurs espions de l'Union seront des Afro-Américains, mus par une puissante motivation : ils combattent pour leur propre liberté.

Leur premier rôle sera de monter des filières d'évasion qui permettent aux esclaves en fuite mais aussi aux prisonniers de guerre évadés de gagner le Nord.

### *« Black Dispatches »*

Mais les esclaves qui parviennent à franchir les lignes permettent également à l'Union de rassembler les renseignements qui nourrissent les *Black Dispatches* (« dépêches noires ») envoyées au quartier général.

Non seulement les *Black Dispatches* fournissent, grâce au débriefing systématique des évadés, des informations appréciables, mais certains de ces anciens esclaves accepteront de regagner le Sud pour y être utilisés comme agents de pénétration : le *major Allen* et ses collègues ont compris tout l'intérêt des informations qui peuvent être récoltées auprès des esclaves qui affluent vers les lignes nordistes : certains d'entre eux ont occupé des postes de confiance auprès de décideurs politiques ou militaires du Sud et ceux-ci ont pris l'habitude de parler librement devant des esclaves qu'ils considèrent comme des « meubles ».

L'un d'entre eux est George Scott, un esclave en fuite d'une plantation proche de Yorktown, qui effectuera plusieurs missions de reconnaissance pour le compte du général Benjamin Butler. Autre esclave, John Scobell utilisera les réseaux d'entraide de la Legal League, une organisation clandestine militant pour l'affranchissement des esclaves et fournissant assistance à ceux qui arrivent à s'évader pour amasser les renseignements ou lui servir de courrier lors des missions en solitaire qu'il effectue dans le camp sudiste.

## *Création d'un SR militaire professionnel*

En novembre 1862, Allan Pinkerton, qui travaillait pour l'armée au titre de contractant privé, se retire et, deux mois plus tard, le colonel George H. Sharpe, un magistrat new-yorkais engagé volontaire, est chargé de mettre sur pied un SR militaire. Ce sera le Bureau of Military Information (BMI).

Uniquement compétent pour la collecte et le traitement du renseignement tactique, le BMI reprend les méthodes initiées par Pinkerton et continue à « traiter » des agents noirs.

Tout au long de la guerre, les généraux du Nord disposeront également de deux sources bien placées : deux esclaves travaillant comme domestiques dans la résidence de président sudiste Jefferson Davis, à Richmond.

## *Au service du Sud*

Le Sud aura, bien entendu, ses propres espions. L'un des plus fameux est certainement Henry B. Shaw, alias *Captain Coleman*, un batelier sudiste actif entre le Tennessee et le Kentucky. Commandant une compagnie irrégulière, les Coleman's Scouts, il suivra tous les mouvements des troupes de l'Union au Tennessee. Ses hommes lui resteront totalement dévoués.

### *Sabotage et fausse monnaie*

Clement C. Clay, un autre agent sudiste, installé au Canada, concevra un plan de sabotage ambitieux : provoquer des incendies simultanés dans de nombreux bâtiments de New York et Chicago. L'interception des courriers relatifs à cette opération la fera échouer.

Un véritable centre d'espionnage sudiste sera même découvert en plein cœur de New York. Ses animateurs avaient créé une industrie clandestine chargée de réaliser des faux dollars permettant d'acheter des armes à l'étranger.

### *Thomas Conrad, le pasteur espion*

L’un des espions sudistes les plus surprenants sera certainement le révérend Thomas Conrad, qui avait étudié la théologie au Dickinson College de Carlisle, en Pennsylvanie.

L’une des difficultés rencontrée par l’Union pour assurer le secret de ses décisions politiques et militaires sera certainement le fait que Washington, capitale fédérale, est la première ville importante du Sud et qu’une part importante de ses habitants est acquise aux confédérés. Conrad saura en profiter. Après avoir été le chapelain de la cavalerie du général Stuart, en Virginie, il est renvoyé derrières les lignes nordistes, où il prêche aux soldats de l’Union tout en recueillant des renseignements.

## *Au cœur du QG nordiste*

Il obtient de tels résultats que ses chefs décident de le renvoyer à Washington, où s’il s’installe à une encablure de la Maison Blanche et du Département de la guerre. C’est d’ailleurs dans cette administration qu’il trouvera ses meilleurs agents, recrutant des sympathisants sudistes. Le manque de culture de la sécurité leur permet de s’emparer des documents les plus confidentiels : ordres de marche, plans de bataille, tableaux des effectifs. Lorsque le Sud apprend que le général McClellan envisage de s’enfoncer en Virginie pour attaquer Richmond, il arrivera à mettre la main sur ses plans, sans doute l’un des plus beaux coups de sa carrière.

Quelques mois plus tard, en août 1862, il fera encore mieux lorsqu’il apprendra que la capitale fédérale est virtuellement sans défense, McClellan ayant dû emmener le gros de ses troupes pour renforcer une armée sudiste à la veille d’une bataille.

Un autre coup de maître de Thomas Conrad sera de recruter Edward Norton, qui travaille pour le service de contre-espionnage de Lafayette Baker et qui est particulièrement bien placé pour prévenir son chef des progrès des enquêtes nordistes.

Averti par Norton que Baker devenait menaçant, Conrad ordonne à son agent de le dénoncer comme probable espion sudiste. Lorsque les hommes du contre-espionnage font une descente dans sa maison, il a évidemment déjà pris la fuite, mais Norton, qui a prouvé son efficacité et sa fidélité, peut rester en place et rendre des services encore plus grands.

La chance de Thomas Baker ne tournera qu'après la guerre. Lors de l'enquête sur l'assassinat de Lincoln, il s'avéra que l'espion, désormais à la retraite forcée, ressemblait fortement à John Wilkes Booth, l'assassin du Président. Arrêté, il sera rapidement identifié et conduit devant Lafayette Baker. Celui-ci le fera aussitôt relâcher et les deux hommes, le chasseur d'espions et son ancien gibier, se serreront même la main. La guerre est bien finie…

## *Renaissances du renseignement militaire américain*

Dans les années qui suivent la guerre de Sécession, l'état-major américain comprend enfin qu'il est du plus haut intérêt de créer des services de renseignement militaires permanents.

Le premier d'entre eux sera l'Office of Naval Intelligence (ONI), créé le 23 mars 1882 par Theodore Mason, qui s'inspirera de ce que fait la France dans ce domaine.

En 1885, c'est l'armée de terre qui se dotera de son propre organisme de renseignement avec la fondation du Military Information Department (MID) du capitaine Daniel Taylor.

Désormais, avec des hauts et des bas, le renseignement militaire américain n’arrêtera plus de se développer et le MID deviendra, en 1903, la deuxième section de l’état-major, le G2, qui s’illustrera durant la Première Guerre mondiale.

# Chapitre 19

# Le renseignement français sort des limbes

***Dans ce chapitre :***

- Des débuts difficiles
- Budget de misère pour un service squelettique
- Provocations allemandes
- L'affaire qui manqua de détruire le SR
- Un grand flic républicain
- Une deuxième affaire Dreyfus
- Des policiers étrangers en France

***À*** la veille de la guerre de 1870, la France ne disposait d'aucun service de renseignement efficace. Mais à toute chose malheur est bon : la défaite entraîne, enfin, une profonde refonte des structures de l'état-major et la création d'un Deuxième Bureau, dont l'essentiel des activités, dans les premières années du moins, sera d'accumuler les informations sur les troupes allemandes d'occupation.

## *Un Deuxième Bureau réduit mais efficace*

Les débuts difficiles du « service spécial » n'empêchent pourtant pas l'un de ses premiers chefs, le colonel Paul-Adolphe Grisot, de placer des agents à l'étranger, en l'occurrence, en plein cœur du monde germanique, l'ennemi numéro un.

Notons qu'au nombre des officiers de la Centrale, on compte les Henry, Esterhazy et Weil, dont les noms entreront dans l'histoire à l'occasion du triste rôle qu'ils joueront tous dans l'affaire Dreyfus.

## Cuvinot, Samuel, Campionnet : des précurseurs

Des pionniers qui ont nom Cuvinot – au ministère de la Guerre – , Samuel (chef d'escadron et l'un des deux premiers « patrons » du SR [service de renseignement]), ou Campionnet – lui aussi chef d'escadron – , à l'état-major, vont donc, de toutes pièces et avec des moyens de misère (*186 000* francs en 1878 ; à titre de comparaison, le service allemand dispose d'un « trésor de guerre » de 20 millions !) jeter les bases d'un service offensif.

Cuvinot crée un « Service de reconnaissance », discrètement installé à Bordeaux, où gouvernement et Parlement se sont retirés après la défaite de Sedan et les débuts de la Commune de Paris.

Il lui faut tout inventer : les règlements autant que les méthodes. Il s'y emploie jour après jour, presque seul, pendant six mois.

Le 10 août 1871, le capitaine Samuel est chargé de mettre sur pied le service de renseignement dans les zones occupées par l'Allemagne.

Deux ans plus tard, Campionnet lui succède. Celui-ci restera sept ans à la tête du service, mais ses moyens sont dérisoires. Ce sont ces hommes, démunis mais dévoués et inventifs, qui jetteront les bases du service spécial de renseignement.

## *Les mésaventures du commissaire Schnaebelé*

Depuis plusieurs années, le « commissaire spécial » Guillaume Schnaebelé, en poste à Pagny-sur-Moselle, d'où il surveille officiellement le rapatriement des prisonniers et, pour le compte du SR, les mouvements de l'ennemi, exaspère les Prussiens.

Au printemps 1887, Schnaebelé est enlevé, accusé d'espionnage et incarcéré à Metz. La France et l'Allemagne se retrouvent à nouveau au bord de la guerre. Il faudra toute la diplomatie du président Jules Grévy et l'honnêteté de l'empereur Guillaume I$^{er}$ pour désamorcer la crise : Schnaebelé est libéré et les choses rentrent dans l'ordre. D'autant que la décision de tendre un guetapens au commissaire alsacien avait été prise au plus haut niveau.

Toute l'affaire commence le 11 février 1887. C'est ce jour, en effet, qu'est arrêté, à Strasbourg, alors intégré au Reich allemand, un dénommé Tobias Klein, accusé de trahison. L'enquête établit rapidement que Klein appartient à un réseau dirigé depuis la France par Schnaebelé.

### *La « Revue militaire de l’étranger » : une tentative de communication*

Dès cette époque, alors que le SR agit dans l’ombre et par des moyens le plus souvent illégaux, le Deuxième Bureau, officiellement, se fait remarquer en publiant quelques monographies remarquablement documentées sur les questions militaires mais aussi une *Revue militaire de l’étranger* qui informe les élites civiles et militaires de l’évolution des structures et de la stratégie des armées étrangères. La diversité et la qualité de traitement des sujets donnent une idée de l’importance du travail fourni par les attachés militaires dans les ambassades de France.

Tout semble bien parti, mais l’« Affaire », outre ses aspects humains tragiques, va venir remettre en question cette évolution positive et ces fragiles constructions.

## *Dans la tourmente de l’affaire Dreyfus (1894-1906)*

La femme de ménage de l’ambassade d’Allemagne qui, un soir de la fin du mois de septembre 1894, ramasse dans une corbeille les morceaux d’une lettre qu’elle s’empresse de porter à ses employeurs officieux du SR, ne se doute pas que ce geste insignifiant marque le début d’une des plus scandaleuses affaires de l’ère contemporaine.

## *Prologue d’un scandale qui va diviser la France*

Marie Bastian est, pour le SR, l’agent *Auguste* : cela fait des années qu’elle fournit, presque quotidiennement, des documents. Au moment de l’« affaire Schnaebelé », elle est même parvenue à voler un dossier confidentiel dans le coffre-fort de l’attaché militaire.

Les officiers qui prennent connaissance de la lettre apportée par *Auguste* sont atterrés et ne doutent pas un seul instant de sa signification : il s’agit d’une liste de documents dérobés à l’état-major et transmise à l’attaché militaire allemand à Paris, le major Schwartzkoppen. Une seule interprétation est possible : un officier d’état-major trahit les secrets de l’armée française au profit de l’Allemagne.

L’enquête est, très logiquement, confiée au Deuxième Bureau de l’armée, qui cumule les rôles d’un service de renseignement (SR) et du contre-espionnage (CE), et est dirigé, à cette époque, par le colonel Sandherr. Ce dernier est lui-même assisté du commandant Henry.

On commence par comparer, sans succès, l’écriture du bordereau avec celle de tous les officiers d’état-major.

Mais l’armée française, et surtout son élite, est alors en proie au travail insidieux mené par la presse antisémite contre la présence d’officiers juifs en son sein.

Assez rapidement, le Deuxième Bureau s’est persuadé, au vu de la diversité des documents que le traître était en mesure de fournir, qu’il s’agit d’un stagiaire, un officier, donc, qui n’a pas encore d’affectation précise et qui a accès à divers services, et donc à des dossiers très différents.

Or, depuis 1893, un officier juif, le capitaine Alfred Dreyfus, est, précisément, en stage à l'état-major. Et, après examen minutieux de la pièce dont ils disposent, les officiers enquêteurs en arrivent sans trop de peine à se convaincre que, en définitive, c'est bien son écriture qui se rapproche le plus de celle de la lettre fatale.

Le 15 octobre, le commandant du Paty de Clam le convoque dans son bureau et, simulant une blessure à la main, lui demande de prendre sous sa dictée une lettre dont le contenu n'est autre que celui de la missive. À l'issue de cet exercice, Dreyfus est arrêté, inculpé d'intelligence avec l'ennemi et incarcéré.

Le capitaine a beau clamer son innocence, rien n'y fait. Quand vient le procès, les juges pourtant semblent hésiter. À la demande de l'accusation, le huis clos est alors décrété pour permettre au commandant Henry de présenter les conclusions auxquelles est arrivé le Deuxième Bureau. Il remet aux juges un « dossier secret » composé de quelques documents qui sont censés accabler Dreyfus.

À vrai dire, une seule de ces pièces pourrait avoir trait au malheureux capitaine : une lettre de l'attaché militaire allemand à son collègue italien Pannizardi, dans laquelle il évoque l'existence d'un agent qu'il appelle *ce canaille de D.* Le « dossier secret » emporte la décision et, en décembre 1894, Dreyfus est condamné à la dégradation et à la déportation à vie dans une enceinte fortifiée de Guyane, sur l'île du Diable.

L'« Affaire » bouleversera profondément l'histoire du monde : c'est au procès Dreyfus qu'un journaliste autrichien, Theodore Herzl, se persuade que les Juifs ne pourront être libres et protégés de toute persécution que dans leur propre État national. Herzl jettera les bases du sionisme en organisant, en 1897, le premier congrès sioniste, et lancera un mouvement qui aboutira à la création de l'État d'Israël.

En juillet 1895, le lieutenant-colonel Georges Picquart prend la suite de Sandherr au Deuxième Bureau. Il s'intéresse de près à l'affaire.

## *La vérité en marche*

Honnête homme, doué pour le renseignement, Picquart comprend vite que quelque chose ne tourne pas rond dans ce dossier.

La chance va le servir puisque dans la corbeille à papier – décidément inépuisable – de l'attaché militaire allemand, on découvre un nouveau document : le brouillon d'une lettre qui passera dans l'histoire sous le nom de « petit bleu », adressé au commandant Esterhazy. Or, Esterhazy est loin d'être un inconnu pour Picquart : l'homme, qui a un passé assez obscur, se dit apparenté à une grande famille hongroise. Mais surtout, l'officier est lié au commandant Henry et à Maurice Weil, qu'il a tous deux connus lors d'un détachement au SR, quelques années auparavant.

Si Henry apparaît comme un homme borné, envieux, Weil, lui, a déjà une exécrable réputation.

Cependant, les informations recueillies auprès de sources militaires allemandes à Bruxelles, et sans doute également à Berlin, font état, à la même époque, de l'existence d'un agent français travaillant pour les Allemands et qui pourrait être un officier d'infanterie d'une quarantaine d'années. Et certaines pièces fournies par ce traître sont passées entre les mains d'Esterhazy. Un Esterhazy qui avait écrit à une de ses maîtresses : « Je ne ferais pas de mal à un chien, mais je ferais tuer cent mille Français avec plaisir. »

## *Les doutes d'un honnête homme*

En quelques mois, Picquart se forge une certitude : le coupable, le traître, ce n'est pas Dreyfus, mais Esterhazy.

Il fait part de ses convictions au ministre de la Défense, qui le renvoie au général Gonse, chef d'état-major adjoint. Certes, on peut poursuivre Esterhazy, sur la base du « petit bleu », mais cela n'implique pas que l'on revienne sur le cas Dreyfus. À la fin de l'entretien, il lâche à Picquart : « Si vous ne dites rien, personne ne saura rien ! »

Horrifié, Picquart n'en croit pas ses oreilles, car l'homme a beau être antisémite – comme nombre de ses camarades de l'époque – , il n'en est pas moins profondément, viscéralement, honnête.

Les choses vont alors s'accélérer : Henry, qui cherche à protéger Esterhazy, fabrique de toutes pièces une nouvelle lettre qui incrimine Dreyfus. Picquart rue dans les brancards. Mal lui en prend : il est muté en Tunisie. Et c'est Henry, promu pour l'occasion lieutenant-colonel, qui lui succède à la tête du SR.

L'« Affaire » est donc étouffée. Enfin, presque, car Picquart ne désarme pas : il raconte tout à l'un de ses amis, l'avocat Louis Leblois, qui, lui-même, livre les dessous de l'affaire au vice-président du Sénat, l'Alsacien Scheurer-Kestner. Convaincu, ce dernier devient immédiatement un ardent « dreyfusard ».

## *Picquart arrêté, Zola monte au front*

Entre-temps, Esterhazy a été gravement mis en cause : l'un des banquiers auprès desquels il s'est lourdement endetté a reconnu son écriture sur un fac-similé du bordereau attribué à Dreyfus et publié dans un journal. Le jugement de l'officier d'infanterie

devient dès lors inévitable. Parodie de justice, puisque Esterhazy, décidément bien protégé, est acquitté.

Picquart, accusé de « divulgation de secrets militaires », est mis aux arrêts, et, le jour même, Zola, prenant la défense de Dreyfus, publie dans *L'Aurore*, le journal de Clemenceau, « J'accuse », l'un des plus formidables pamphlets jamais écrits pour défendre une cause juste. En portant de graves accusations contre une demi-douzaine d'officiers, tous mêlés directement ou indirectement à la manipulation – , Zola sait qu'il s'expose à des poursuites en diffamation. Mais il le fait sciemment, afin de pouvoir exposer au grand jour, devant la justice, les preuves sinon de l'innocence de Dreyfus, du moins du fait qu'il n'a été condamné qu'à l'issue d'un procès inique précédé d'une instruction tronquée et partiale. Et, de fait, « J'accuse » lui vaudra un an de prison et 3 000 francs d'amende.

Le ministère estime désormais que, pour classer définitivement l'« Affaire », il faut charger Picquart et prouver de manière « définitive » la culpabilité de Dreyfus. Picquart est donc arrêté le 13 juillet tandis qu'un nouvel officier, proche du ministre de la Guerre, le capitaine Cuignet, est chargé de reprendre tout le dossier et se rend compte que plusieurs documents dont la fameuse lettre *Alexandrine* sont des faux.

## *La chute du lieutenant-colonel Henry*

Convoqué chez le ministre, Henry avoue avoir falsifié des documents mais déclare avoir agi dans l'intérêt supérieur de l'armée. Il est pourtant incarcéré à son tour. Mais le lendemain de son arrestation, on le découvre mort dans sa cellule, la gorge tranchée, et l'on conclut au suicide.

La mort d'Henry, dans laquelle beaucoup voient, à raison, une preuve de sa culpabilité, rend le scandale impossible à gérer pour le gouvernement : le ministre de la Guerre, Cavaignac – qui, pour prouver la culpabilité de Dreyfus, avait fait état au

Sénat des faux réalisés par Henry – démissionne, imité par le général de Boisdeffre, chef d'état-major.

Le jugement condamnant Dreyfus est cassé le 3 juin 1899, le prisonnier est à nouveau condamné « avec circonstances atténuantes », avant d'être gracié par le président Loubet.

Dreyfus sera réhabilité, réintégré dans l'armée au grade de commandant, et décoré de la Légion d'honneur en 1906. Dégoûté de l'armée, il demandera et obtiendra sa mise à la retraite en 1907, un an après sa réintégration.

En 1914, toutefois, il se portera volontaire pour le front et terminera la guerre lieutenant-colonel et commandeur de la Légion d'honneur. Il meurt le 12 juillet 1935.

Picquart est nommé général. Fait ministre de la Guerre par Clemenceau le 25 octobre 1906, il mourra, le 19 janvier 1914.

## *Pourquoi l'« Affaire » ?*

Les motifs profonds qui se cachent derrière l'acharnement de l'état-major et du Deuxième Bureau contre Dreyfus restent encore, aujourd'hui, assez mystérieux. Quelques certitudes demeurent toutefois. D'abord, si la culpabilité d'Esterhazy ne fait plus aucun doute – dès 1930, la publication des carnets de Schwartzkoppen a prouvé définitivement l'innocence de Dreyfus et la culpabilité d'Esterhazy – , il est clair aussi que l'officier occupant une position subalterne dans un régiment d'infanterie n'était pas en mesure de se procurer les pièces livrées à l'ambassade d'Allemagne.

Il avait donc nécessairement des complices ou des commanditaires. Esterhazy était-il, en fait, un « agent double », manipulé (peut-être à son insu) par le SR français pour intoxiquer l'Allemagne ? L'hypothèse expliquerait en tout cas

que, pour protéger son travail, le CE ait tout fait pour que Dreyfus soit accusé et condamné à la place de son agent.

L'affaire a pu paraître d'autant plus importante aux yeux de l'état-major que de subtiles manœuvres, auxquelles Esterhazy n'était pas étranger, étaient alors engagées pour sauvegarder le secret du canon de 75, une pièce d'artillerie ultramoderne qui allait donner un avantage décisif à la France en 14-18. Et il est probable que le fait que le bouc émissaire choisi ait été un officier juif n'ait pas été un hasard, loin de là.

L'affaire Dreyfus nous apprend, du point de vue du renseignement, qu'il est extrêmement dangereux, en démocratie, de laisser un SR travailler sans contrôle et juger seul de ce qui est bon pour lui, pour les institutions et pour le pays.

De même, il peut s'avérer mortel d'engager ou de maintenir au sein d'un service aussi puissant des hommes travaillés par une idée extrémiste quelle qu'elle soit. Dans le cas de l'« Affaire », ce fut l'antisémitisme. Dans d'autres cas, cela aurait pu être – et cela l'a parfois été – l'intégrisme religieux, un anticommunisme trop primaire et trop radical, ou n'importe quel autre sentiment exacerbé. Les hommes du renseignement n'ont souvent, en effet, en dernière analyse, que leur seule intelligence et leur bon sens pour discerner le vrai du faux et le probable de l'impossible. Pour jouer son rôle, cette intelligence doit rester lucide, aiguisée, libre de toute idée préconçue, et ne pas être esclave d'un dogme.

Largement impliqué dans le montage de l'affaire Dreyfus, le SR mettra des années à s'en remettre. En 1899, le général Gaston de Galliffet, nouveau ministre de la Guerre, lui retire toute prérogative de contre-espionnage, qui, de même que les missions à l'étranger, passe à la Sûreté générale, dépendant du ministère de l'Intérieur. La réforme va, certes, nuire à l'efficacité du service, mais il faut avouer que la Sûreté

générale vient de faire ses preuves en résolvant un cas délicat, qui n'avait jamais été révélé avant l'édition de notre *Histoire mondiale de l'espionnage*, en 1997. Sans la vigilance et l'impartialité de policiers intelligents, cet autre dossier aurait pu dégénérer en une deuxième « affaire Dreyfus ».

### *Les Gougenheim, des Dreyfus manqués*

C'est au début de 1898, alors même que l'affaire Dreyfus bat son plein, que le procureur de la République de Brest, Pérussel, dénicheur de complots légèrement obsessionnel ordonne l'ouverture d'une enquête sur les frères Gougenheim, des commerçants de la place qu'un informateur louche lui a signalés comme étant susceptibles de travailler pour l'Allemagne.

Après dix-huit mois d'enquête ubuesque, Pérussel n'hésite pas à porter une terrible accusation : « J'estime que l'on peut, avec toute la certitude permise en semblable matière, conclure que les Gougenheim et Kahn (leur beau-frère) se livrent à l'espionnage [car] ils sont allemands et dissimulent avec soin leur nationalité. Le père est fournisseur de l'armée allemande, le gendre et les fils font partie de cette armée. »

Mais Pérussel est bien malheureux : il a la nette impression de prêcher dans le désert. Il demande donc qu'on envoie à Brest un « agent intelligent, discipliné, ayant déjà fait ses preuves… » Pour une fois, Pérussel va être écouté. Au-delà de tout espoir. Quelques semaines plus tard arrive le commissaire Célestin Hennion.

## Célestin Hennion, un grand flic républicain

Originaire du Nord, Célestin Hennion est le prototype du grand flic. Il entre dans l'Administration puis dans la police comme inspecteur adjoint de la police spéciale des chemins de fer (qui ne dédaigne pas le renseignement). De sensibilité « centre gauche », franc-maçon, Hennion se voit confier quelques missions des plus délicates. Sa carrière est exemplaire et l'amènera, en 1907, à être le créateur et le premier patron des brigades mobiles, les célébrissimes « brigades du Tigre ».

Homme de raison, Hennion a tôt fait de comprendre que l'« affaire Gougenheim » n'est que le produit de la rencontre hasardeuse d'un esprit envieux et rancunier, l'informateur, et de la personnalité confuse du procureur. Plus grave, il voit immédiatement que, au mépris des devoirs de sa charge, Pérussel n'a accumulé que les éléments pouvant nuire aux Gougenheim et a systématiquement rejeté les autres.

### *Un homme prudent*

Prudent autant qu'intelligent, Hennion n'attaque pas de front : « Je m'empresse de faire remarquer que je ne m'étonne nullement de la surveillance exercée sur cette famille de cosmopolites : c'était là un devoir élémentaire de la police… » Mais, une fois cette précaution prise, il démolit consciencieusement le « dossier » de Pérussel, qui n'est qu'un tissu de racontars, sans preuves, bâti sur les révélations d'un

« informateur qui a inscrit la plupart des israélites de Brest sur sa liste de suspects, uniquement parce qu'ils sont juifs… »

Hennion s'étonne encore de « la facilité avec laquelle on accueille trop souvent les dénonciations d'espionnage. Je crains bien que l'espèce d'hystérie patriotique qui sévit chez quelques hommes de ce pays ait atteint plus profondément qu'on ne le pense certaines consciences en d'autres temps plus clairvoyantes… »

Et l'envoyé de Paris de conclure par une belle leçon donnée à la magistrature : « Que Monsieur le Procureur de la République attende le succès ou l'insuccès de nos efforts. Il examinera nos arguments, les pèsera dans le silence de son cabinet, avec tout le sang-froid d'un homme qui n'a pas été mêlé à la lutte intense que nécessite la recherche des délits de cette nature. Cette façon de procéder offrira une double garantie : la première pour les inculpés qui pourront être assurés de trouver, dans le représentant de l'action publique, un magistrat sans passion. La seconde pour nous, qui aurons ainsi la certitude que nos erreurs humaines, nos partis pris professionnels et inconscients pourront être redressés avant d'avoir causé d'irréparables injustices… »

## La police spéciale des chemins de fer : un embryon de Renseignements généraux

C'est sous le second Empire que deux décrets créent ce qui deviendra bientôt la police spéciale des chemins de fer. Sous couvert d'assurer la sécurité du transport ferroviaire, la police spéciale n'est rien

d'autre, dans les faits, qu'une police politique à la main du gouvernement.

Installés dans les gares principales du pays, ses inspecteurs et commissaires se déplacent rapidement sur tout le territoire et sont donc à même de rendre compte de l'état d'esprit des populations. Ils s'intéressent tout particulièrement aux affaires politiques, à la recherche des déserteurs, aux mouvements des étrangers et aux affaires criminelles plus classiques. En 1911, ils seront également chargés de la police des jeux et de la répression des paris illicites.

En 1898, la police spéciale compte 337 fonctionnaires, dont une moitié de commissaires. Une trentaine d'années plus tard, leur nombre aura doublé.

## *La méthode Hennion*

Quoi qu'il en soit, l'incontestable réussite de Célestin Hennion, qui évite au gouvernement de s'enfoncer dans une nouvelle « Affaire » lui vaudra de continuer son ascension.

Durant l'été 1899, il est chargé du transfert du capitaine Dreyfus à Rennes, où doit se tenir un nouveau conseil de guerre, mais aussi du maintien de l'ordre dans la ville pendant toute la durée du procès. Et il n'oublie pas, ainsi qu'en témoignent abondamment ses archives, de renseigner très régulièrement et fidèlement son ministre.

Ainsi, le 21 juillet 1899, il envoie une lettre dans laquelle il ne cache pas le mépris dans lequel il tient les officiers du SR (à

l’exception du colonel Picquart) : « Ce personnel a toujours été d’une moralité très douteuse ; ces agents n’étaient que très partiellement au courant des affaires traitées, et leur imagination avait beau jeu pour tirer des conclusions plus ou moins absolues de faits imparfaitement connus de chacun d’eux. »

Au passage, Hennion nous en dit un peu plus sur la technique qui est à l’origine de ses succès : « Comme j’ai l’habitude de ne dire ni oui ni non quand on me parle des affaires de mon service, on a conclu de mon silence, dans certains milieux, que j’étais parfaitement renseigné. C’est d’ailleurs un bénéfice moral qu’il est important de ne pas perdre au point de vue de nos fonctions… » Se taire et écouter : toute la sagesse de Hennion est bien là.

### *Hennion sauve Picquart*

Se taire et écouter certes, mais également agir vite quand il le faut : en novembre 1897, Célestin Hennion avait ainsi sauvé la mise à Picquart que d’anciens membres de son service voulaient compromettre par un habile « montage ».

Un peu plus tard, il devait démasquer l’un de ses anciens agents, Victor Décrion, devenu escroc au renseignement et qui touchait des services allemands de substantielles primes en leur dénonçant de soi-disant agents du SR français.

## *Pendant l’« Affaire », les affaires continuent*

La quasi-paralysie du contre-espionnage français à laquelle aboutira l’affaire Dreyfus est d’autant plus regrettable que, pendant que les espions de Paris s’enlisent dans ces sables mouvants, les services étrangers, eux, s’en donnent à cœur joie.

Ainsi, l’Okhrana, la puissante police secrète russe multiplie les opérations sur le sol français.

## *La police secrète russe en France*

Pour traquer les révolutionnaires et autres anarchistes installés à l’étranger, l’Okhrana dispose d’une « agence extérieure » dont l’intense activité ne se démentira jamais.

C’est en 1882, donc, pour surveiller les nihilistes réfugiés dans la Ville lumière que l’Okhrana obtient l’autorisation d’ouvrir un bureau à Paris : « La police du tsar avait la conviction que la plupart des meurtres commis en Russie étaient préparés à Paris », écrira Célestin Hennion dans un rapport.

Très vite, l’Okhrana se retrouve, en France, aussi confortablement installée que le rat dans le fromage. Elle le doit à la personnalité hors du commun de son premier représentant, le conseiller d’ambassade Piotr Ratchkowsky : « Ce fonctionnaire, d’une éducation parfaite, se créa parmi nous une situation exceptionnelle : traité d’égal à égal par les plus hauts fonctionnaires français, il fut même reçu à plusieurs reprises par deux présidents de la République. »

Le charme du « diplomate » russe se double d’un zèle tout à fait louable. C’est ainsi qu’en 1890, « sur indication de la police russe », la Sûreté générale peut procéder à l’arrestation du groupe « conspiratif » dirigé par l’artificier Boris Reinstein et qui s’est fait une spécialité d’envoyer en Russie de la littérature révolutionnaire et des engins explosifs. Ce que Ratchkovsky omet de préciser à ces homologues français, c’est que, avant de dénoncer ce groupe, il l’a manipulé par l’intermédiaire d’un agent provocateur, Lavrov.

## *Sûreté générale contre Okhrana*

Ce n’est que quelques années plus tard que la police parisienne a commencé à nourrir certains doutes sur l’orthodoxie des méthodes de l’ambassade russe. Dans la nuit du 30 au 31 janvier 1905, le prince Troubetzkoï échappe par miracle à un attentat. Le lendemain, une bombe explose à l’issue d’une réunion de l’opposition russe. Attentat nihiliste ? Que non, puisque « l’enquête de la police française établit à peu près sûrement que les deux attentats ont été commis par des agents de la police russe… » Rataïev, le successeur de Ratchkowsky, est donc prié de regagner ses pénates.

Après un cours intermède assuré par le pâle Manouilov, c’est le général Harting qui arrive à Paris pour prendre la tête du plus important bureau de l’Okhrana. Pendant deux ans, la collaboration entre la police russe et la Sûreté générale va s’intensifier. L’année 1908, en particulier, est marquée par d’importantes arrestations, dont celles, à la gare du Nord, de deux « terroristes » suspectés d’avoir mené l’attaque à la bombe qui a permis de s’emparer de 600 000 francs-or à la banque de Tiflis.

Mais en juillet 1909, les choses se gâtent. Un journaliste russe, Vladimir Bourtzeff, signale à qui de droit que Harting n’est autre que Landesen, alias Hoekelman, mieux connu, enfin sous le pseudonyme de… Lavrov. Eh oui, le flamboyant patron de l’Okhrana à Paris est, en fait, l’ancien agent provocateur que Ratchkovsky avait infiltré dans le groupe de dynamiteurs de Boris Reinstein seize ans plus tôt.

Harting-Landesen-Hoekelman-Lavrov prend la tangente sans demander son reste, mais l’émotion est telle que Clemenceau n’a d’autre choix que de demander à Saint-Pétersbourg de modérer son enthousiasme. Le bureau de l’Okhrana est supprimé.

Quelques années plus tard, c’est l’« Agence privée de renseignement, Bint et Sambain » qui prendra la relève. Bint,

ancien agent français de l'Okhrana, est un vieux routier de l'infiltration. Mais Bint et Sambain ne pourront jamais faire leurs preuves. La Grande Guerre éclatera, reléguant au second plan toute autre considération.

## *Les polices étrangères en France : comme en terrain conquis ?*

Notons-le, si l'Okhrana se comporte à Paris, entre 1882 et 1909, comme en terrain conquis, elle n'est pas seule.

### *Sus aux anarchistes !*

La fin du XIX$^{e}$ siècle est marquée par la flambée de la violence anarchiste. En 1898, une conférence internationale réunie à Rome décide que « les administrations centrales chargées par les différents pays de la surveillance des anarchistes entreront en rapport direct et se communiqueront réciproquement les renseignements utiles ».

En juin 1899, le ministre de l'Intérieur autorise, par une circulaire, les préfets à correspondre directement avec les consuls italiens « en vue d'assurer, dans un intérêt commun, la rapidité du service d'information relatif à la surveillance des anarchistes ». D'autres pays vont se ruer dans cette brèche et, profitant du flou juridique ainsi créé, installer un peu partout des services de police « sans qu'aucun arrangement ait conféré à ces organisations un caractère régulier, ne bénéficiant en somme que d'une tolérance de fait… »

En réalité, cela fait parfois longtemps que de telles missions étrangères ont été mises en place. Depuis 1860, la Grande-Bretagne dispose ainsi, à Calais, à Boulogne, à Dieppe,

au Havre et à Cherbourg, de « détectives » chargés de repérer les activistes irlandais.

L'Espagne, elle, a « débauché » un ancien fonctionnaire, Nicole, qui « connaît très bien les milieux anarchistes et entretient des agents dans diverses localités ». Son activité est d'autant mieux tolérée qu'il agit avec « tact » et « n'a jamais hésité à faire bénéficier la police française des renseignements qu'il a pu recueillir ».

Bref, ce système ne fonctionne pas trop mal. Seul « mouton noir » de cette coopération, l'Italie. C'est que, à Rome, on a fort bien compris ce que tout le monde feint d'ignorer, à savoir que cette pratique permet, sous couvert d'une meilleure coopération entre les polices, de se livrer à un fructueux travail de recueil de renseignements.

## *Des espions italiens en France*

Premier abus de la monarchie italienne : chercher à se procurer des renseignements sur ses nationaux, qu'ils soient socialistes ou simplement républicains en les présentant abusivement comme des anarchistes. Mais il y a plus grave. Comme lorsqu'on apprend que le délégué Poli, en poste au consulat de Nice de 1893 à 1903, « s'occupait surtout de surveiller les officiers chargés du service des renseignements militaires à la frontière du Sud-Est ». Poli est donc remplacé, en juin 1903, par un certain Rughini, qui n'a rien de plus pressé à faire que de reprendre la tâche.

## *Le coup de balai de la Sûreté générale*

Autre brebis galeuse, le *delegato* Benjamin Wenzel qui tente, sans succès, d'entrer dans les bonnes grâces de la Sûreté générale. Le 5 mai 1912, la Sûreté expulse l'aviateur Nardini,

qui, fréquentant de manière assidue les bases aériennes de l’armée, récolte nombre de renseignements que Wenzel s’empresse de communiquer à Rome. Le gouvernement décide alors de donner le coup de balai final : en décembre 1912, Wenzel est rappelé à Rome, et début janvier 1913, c’est le poste de Nice des SR italiens qui est décimé.

# Chapitre 20

# Londres renoue (douloureusement) avec une tradition perdue

***Dans ce chapitre :***

- L'influence des lieux saints sur la grande politique
- Une guerre sans cartes
- Dans les colonies, des erreurs à répétition
- Des aventuriers au service de l'empire
- Une Section irlandaise bien fournie
- Une réforme longtemps attendue

***L***a Grande-Bretagne avait été le premier pays européen à se doter d'un service de renseignement « professionnel », dès le règne d'Élisabeth I$^{re}$. Durant les guerres napoléoniennes, elle avait récidivé. Mais après la bataille de Waterloo, les Anglais n'ont guère capitalisé sur cet acquis et le pays s'est même, peu à peu, désintéressé des questions militaires. L'armée était utile, certes, mais elle servait surtout à maintenir l'ordre dans les colonies et à les protéger des appétits des concurrents de Londres. Or la tâche n'était guère difficile. La flotte britannique restait la première du monde, mais l'armée ne comptait que 153 000 hommes, dont les deux tiers étaient déployés dans les colonies. Le renseignement était donc réduit

à sa plus simple expression : quelques unités d'éclaireurs chargées de la collecte des informations « tactiques » nécessaires aux mouvements de troupes et à la répression des troubles.

Certes, le coup d'État du 2 décembre 1851 et la création du second Empire ravivèrent bien des peurs. L'empereur s'attacha à les calmer en proclamant « L'Empire, c'est la paix », pour bien se démarquer de son illustre parent. Tout en souhaitant rétablir l'influence politique de la France en Europe, il n'eut donc de cesse que de favoriser le rapprochement avec le Royaume-Uni.

## *La guerre de Crimée : des armées aveugles*

À l'origine de ce conflit, une méchante querelle qui oppose le tsar de toutes les Russies à la Turquie, qui refuse de reconnaître aux Russes le droit de protection des orthodoxes vivant en terre ottomane. Mais aussi une rivalité avec le monde catholique, donc avec la France, pour la protection des Lieux saints en Palestine.

Le jour de Pâques 1846, des affrontements entre orthodoxes et catholiques, autour de la grave question de la priorité pour célébrer la messe au Saint-Sépulcre, se soldèrent par un affrontement qui fit 40 morts. Insensiblement, les relations se dégradaient entre la France et la Russie.

Au-delà de l'affaire des Lieux saints, ce qui irritait surtout les capitales européennes, c'était l'expansion de l'empire des tsars vers le sud et l'autocratie de son régime. Dans le premier élément, les Anglais voyaient une menace sur leur colonie indienne et sur la suprématie de la marine britannique en Méditerranée. La brutalité du régime, elle, indignait les milieux libéraux à Londres et Paris. De plus, en France, le souvenir du

désastre de la campagne et de la retraite de Russie (au moins 200 000 morts, entre 150 000 et 190 000 prisonniers…) restait extrêmement prégnant.

Alors que les tensions se cristallisaient, peu à peu, entre Paris et Saint-Pétersbourg (l'Angleterre restant prudemment attentiste), le conflit se déplaça aux confins de l'Empire ottoman, où les troupes du général Ivan Paskevitch occupèrent, en juin 1853, les principautés danubiennes (Moldavie et Valachie, deux provinces roumanophones appartenant théoriquement aux Ottomans). Vienne déploya aussitôt 25 000 hommes pour empêcher les Serbes de se soulever contre son joug avec le soutien de la Russie. Les pourparlers entre Russes et Ottomans ne débouchèrent sur aucun accord et, le 4 octobre 1853, ces derniers déclarèrent la guerre au tsar.

Le 22 décembre, Londres et Paris décidaient d'envoyer une flotte mixte en mer Noire pour protéger les vaisseaux ottomans. Le 16 février 1854, Saint-Pétersbourg rompait les relations diplomatiques avec le Royaume-Uni et la France.

La guerre commençait, opposant la Russie à une coalition comprenant l'Empire ottoman, l'Angleterre, la France et le royaume de Sardaigne.

Le rapport des forces jouait nettement en faveur de Saint-Pétersbourg, qui pouvait compter sur l'armée la plus puissante du monde (1 250 000 hommes et 750 000 réservistes), même si elle était défaillante. De leur côté, les quatre pays coalisés ne pouvaient compter que sur 675 000 hommes…

Ajoutons les divergences entre Paris et Londres, qui n'arrivèrent jamais vraiment à se mettre d'accord sur une stratégie globale et lancèrent des opérations souvent mal préparées.

## *Absence totale de renseignements*

L’absence quasi totale de renseignements crédibles ne va évidemment pas arranger les choses. La faute en incombe autant à Paris qu’à Londres. Ainsi, en débarquant dans la baie de Kalamita, à une cinquantaine de kilomètres de Sébastopol, les coalisés ne disposent d’aucune carte de la péninsule de Crimée. Pas plus qu’ils n’ont la moindre idée de l’état des défenses russes ni même des effectifs réels de l’armée du tsar : leurs estimations varient de 20 000 à 100 000 hommes !

La première bataille, celle du fleuve Alma (20 septembre 1854), tournera pourtant à l’avantage des envahisseurs, mais ils n’exploiteront pas leur victoire en attaquant Sébastopol, pourtant sans défenses. À nouveau, le déficit en renseignements joua un rôle dans cette décision : les fortifications de la ville portuaire furent jugées plus redoutables qu’elles ne l’étaient en réalité.

Le 25 octobre, à la bataille de Balklava, ce sont des erreurs de communication qui entraînèrent la perte du tiers des cavaliers de Lord Cardigan (200 morts sur un effectif de 600 hommes…) dans la célèbre « charge de la Brigade légère ».

Mais le pire était encore à venir. Présomptueux, les états-majors alliés avaient tablé sur une campagne courte, se déroulant entièrement entre la fin de l’été et le début de l’automne. Aucun équipement hivernal n’avait donc été prévu.

Et en novembre, le « général hiver » fit son apparition et tua près de 11 500 Français et de 9 000 Anglais.

Ce sont pourtant les coalisés qui l’emportèrent, mais à un prix terrible : si les Russes perdirent plus de 400 000 hommes et les Ottomans environ 120 000, les pertes françaises s’élevèrent à environ 90 000 hommes et les Britanniques à 22 000.

# *Une leçon non apprise*

Les leçons de cette sanglante défaite ne furent pourtant pas tirées immédiatement.

## *En Inde, une incroyable bévue*

Ainsi, la révolte des Cipayes, en Inde (1857-1859), fut provoquée par une incroyable bévue : l'introduction d'une nouvelle munition dont l'emballage (qui devait être déchiré avec les dents…) était enduit de suif, c'est-à-dire de graisse de porc ou de bœuf. Personne ne s'était avisé que la consommation du porc était interdite aux musulmans et que les Hindous considéraient le bœuf comme un animal sacré…

De même, aucun service ne fit remonter vers Londres les informations sur l'agitation populaire qui s'étendait en réaction aux réformes impopulaires imposées par les Anglais. La révolte et sa répression firent plusieurs centaines de milliers de morts.

## *Les guerres zouloues : ignorance et mépris*

Au début de 1879, ce sont les Zoulous qui se révoltent, en Afrique du Sud. Et à nouveau, les erreurs s'accumulent. Londres et ses représentants au Cap n'ont absolument pas anticipé le fait que le royaume zoulou ne pouvait accepter le projet de confédération.

Or, les Anglais ne peuvent ignorer qu'ils affrontent la seule véritable armée d'Afrique noire et que les guerriers zoulous sont tout à fait capables de développer de vraies tactiques, malgré l'infériorité de leur équipement, leur permettront de mettre en danger la puissante armée britannique.

Les pertes ne seront, cette fois « que » de 1 727 Britanniques et de 8 250 Zoulous.

## *Après les échecs, l'heure de la réforme*

Cette longue suite d'errements entraîne une réforme de l'armée. Avant même la fin de la guerre de Crimée, un Service topographique et statistique a été créé, mais il ne se penche, comme son nom l'indique, que sur des questions de cartographie. Le major général Sir George Aston a pu écrire : « Ce service avait joui d'un long sommeil à partir du moment où le souvenir des scandales de Crimée s'était évanoui dans le passé. Il fut réveillé par l'intérêt que soulevèrent dans le public les succès remarquables de l'armée allemande remportés sur l'Autriche en 1886 et sur la France en 1870. »

C'est donc l'exemple des succès permis par l'inlassable travail de Wilhelm Stieber, davantage que l'analyse de leurs propres errements, qui incite les Anglais à se pencher sur l'organisation de leur service de renseignement.

Enfin, le 1er avril 1873, la section topographique est dépoussiérée et renommée Intelligence Branch (IB) tandis que ses prérogatives sont élargies et des officiers dynamiques, comme le lieutenant Baring (futur Lord Cromer) du Royal Artillery, y font leur apparition.

### *Amateurs, non-conformistes, explorateurs et aventuriers*

Pour pallier l'insuffisance de ses moyens (humains et matériels), l'IB doit faire preuve d'imagination et s'appuyer sur toutes les bonnes volontés. Elle forme ainsi un véritable cadre

de « supplétifs », des amateurs qui ne demandent qu'à se dévouer pour la plus grande gloire de la Couronne.

## Richard Burton : linguiste de génie et voyageur infatigable

Richard Francis Burton (1821-1880) est du nombre. « Bon à rien d'autre qu'à se faire tirer dessus pour six pence par jour », comme il l'écrira plus tard, il s'engage dans l'armée de la Compagnie des Indes orientales. En Inde, il apprend l'hindoustani, le gujarâtî et le marâthî mais aussi le persan et perfectionne l'arabe.

Ayant quitté l'armée, il est mandaté par la Royal Geographical Society pour explorer la péninsule Arabique et en profite pour faire le *hadj* (pèlerinage à La Mecque) en se faisant passer pour musulman (1853). En 1854 et 1855, il explore la Somalie. En 1856, toujours pour le compte de la Royal Geographical Society, il prend le départ, à Zanzibar à la recherche des sources du Nil, en Afrique centrale. Avec son camarade, le lieutenant John Hanning Speke, il découvre, au terme d'un voyage effectué dans de terribles conditions, les lacs Victoria et Tanganyika.

En janvier 1861 il épouse Isabel Arundell, qui sera la compagne de ses voyages ultérieurs, et entame une carrière diplomatique qui le conduira en Guinée, au Brésil, à Damas et finalement à Trieste, où il mourra le 20 octobre 1890. Il laisse une trentaine d'ouvrages : récits de voyages, guides, souvenirs et récits

érotiques. Des traductions aussi : dont celles des *Mille et Une Nuits* et du *Kama-sutra*…

Il est en effet fasciné par les pratiques sexuelles des populations qu'il rencontre et s'intéresse tellement à ce sujet qu'on le suspectera longtemps d'avoir mené une vie débridée.

Un avis de décès publié dans *The Athenaeum*, le 25 octobre 1890, donne, peut-être, la clé de cette réputation sulfureuse : « Il n'était pas fait pour plier sous le harnais officiel et avait la passion byronienne de choquer les gens et de raconter sur lui-même des légendes en fait dénuées de fondement. »

Son extraordinaire don pour les langues (il en parlait vingt-neuf !), sa parfaite connaissance des cultures indigènes et son courage à toute épreuve feront de lui, en tout état de cause, l'un des meilleurs « honorables correspondants de l'IB ».

C'est pendant la guerre des Boers, en Afrique du Sud, que l'IB fera ses premières armes, entre 1899 et 1902. Mais les résultats sont médiocres. Et pour cause : « l'officier de renseignement était considéré comme une sorte de factotum » dont on attendait « des services de toute nature » juge Sir John Aston.

## *Affaires irlandaises*

Mais l'une des grandes affaires traitées par les services britanniques sera évidemment le dossier de l'Irlande, où les agents de Sa Majesté doivent affronter les indépendantistes républicains, les Fenians. C'est ce qui explique que la « Section irlandaise » sera, longtemps, la plus importante.

L'un des plus remarquables agents de la section sera Thomas Miller Beach (1841-1894). Dès l'âge de 19 ans, il s'enflamme pour la cause nordiste dès le début de la guerre civile américaine et gagne les États-Unis, où il rejoint les troupes de l'Union sous le nom d'Henri Le Caron. Il se lie avec John O'Neil, un Américain d'origine irlandaise. Mais O'Neil est dévoué à la cause de son pays natal et met Le Caron dans le secret de son plan : mettre sur pied une armée irlandaise aux États-Unis pour attaquer des installations militaires anglaises au Canada. Le premier raid aura lieu le 1er juin 1866, ne rassemblant pas moins de 600 hommes. Mais les renseignements transmis par Beach-Le Caron permettent à Londres et à Ottawa de mettre en échec les offensives fenianes qui continueront jusqu'en 1871.

## *Reconnaissance de l'importance du renseignement militaire*

Une nouvelle réforme s'ensuivra, et, preuve de l'importance reconnue du SR, celui-ci sera finalement logé à Whitehall, Queen Anne's Gate, où il cohabitera avec les plus hautes autorités militaires.

Le Directory of Military Intelligence, divisé en huit sections – cinq sections géographiques, l'ancienne Section topographique, les Archives et la documentation, et enfin les Opérations – , ne compte alors que quelques dizaines d'officiers, mais il s'appuie sur le réseau des attachés militaires à l'étranger. Le renseignement militaire, toutefois – miné par les rivalités de personnes et de services – est loin de donner entière satisfaction et, au début du siècle, les dirigeants anglais sont plus que jamais convaincus de la nécessité de mettre sur pied, parallèlement aux efforts d'organisation de la marine et de l'armée, un SR civil.

# Chapitre 21

# L’Okhrana : au service du tsar

***Dans ce chapitre :***

- Un empire qui ne peut se réformer
- Assassinats en série
- Une police experte en manipulation
- Des agents doubles à la pelle

***N***ous avons déjà jeté un coup d’œil sur les activités des polices politiques mises en place par les tsars et les activités de la police secrète russe à Paris au tournant du XIX$^{e}$ et du XX$^{e}$ siècle. Reste à nous faire une idée plus précise de l’organisation du renseignement russe.

# *Bureau secret, Troisième Section et gendarmerie : aux origines des SR russes*

C'est sous le règne de Pierre I$^{er}$ le Grand (1672-1725) que la police commença à prendre la forme qui allait rester la sienne jusqu'à la Première Guerre mondiale. Sous le nom de Bureau secret, elle fut le soutien de la politique de Pierre qui visait à faire évoluer son pays vers un statut de puissance européenne.

Le tsar lui-même ne répugnait pas à la vie clandestine et avait une curiosité insatiable qui aurait pu faire de lui un parfait espion. En 1697, il se rend sous une fausse identité en Prusse, aux Pays-Bas et en Angleterre, où il étudie respectivement l'artillerie et la construction navale, n'hésitant pas à travailler sur les chantiers comme simple ouvrier.

On sait peu de chose du Bureau secret, sinon qu'il était chargé, pour l'essentiel, de veiller à la sécurité intérieure du régime et en particulier de la surveillance (et de la répression) de ceux qui s'opposaient à ses réformes ou complotaient contre lui. Le tsar pouvait également se reposer sur le régiment Préobrajensky et sur le régiment Semionovsky qui appartenaient à la garde impériale et étaient chargés de sa sécurité personnelle mais dont certains officiers pouvaient être chargés de missions secrètes. Leur rôle était d'autant plus important que le Bureau secret ne comptera jamais plus d'une dizaine de membres.

## *Nicolas I$^{er}$ et sa Troisième Section*

Après la mort de Pierre, le Bureau secret périclitera et finira par disparaître. Il faudra attendre l'avènement, en 1825, de

Nicolas I$^{er}$ (1796-1855) pour voir renaître un vrai service de sécurité intérieure.

Autocrate affirmé, Nicolas I$^{er}$ décide de tout et gouverne par le biais de comités spéciaux *ad hoc*, dont il choisit les membres, chargés de la préparation des dossiers qui lui sont nécessaires et de la « chancellerie privée », sorte de « supersecrétariat ».

Le 26 décembre 1825 éclate l'insurrection décembriste, un coup d'État militaire tenté par des aristocrates et officiers libéraux qui veulent instaurer une monarchie constitutionnelle. Le complot échoue.

Le 15 juillet 1826, Nicolas instaure, au sein de sa chancellerie, une Troisième Section, chargée de la police politique, c'est-à-dire, pour l'essentiel, de la lutte contre les propagateurs des idées libérales.

Il en confie la direction à Alexandre von Benckendorff, qui, avant même de diriger la répression des décembristes, avait tenté d'attirer l'attention d'Alexandre puis de Nicolas sur l'influence que les idées pernicieuses venues de Paris ou de Londres pouvaient avoir sur une partie de l'aristocratie et leur avait conseillé de prendre exemple sur les services naguère fondés par Fouché pour conforter le pouvoir de Napoléon.

## *L'ère des bombes*

La Troisième Section, malgré son zèle et ses moyens, n'arrivera pas à remplir sa mission. Ou plus exactement, peut-être la remplira-t-elle trop bien. La pression mise sur les libéraux est telle que certains en arrivent à se convaincre que toute volonté de réforme politique est condamnée à l'échec et qu'il n'y a d'autre issue, pour secouer le joug, que le régicide. L'Empire russe entre dans l'ère de la violence et de la répétition *ad nauseam* du cycle complot-répression.

Le premier à tenter de s'en prendre à la personne du tsar est Dmitri Vladimirovitch Karakozov, un jeune révolutionnaire, qui attente à la vie d'Alexandre II (pourtant souverain réformiste, qui abolira le servage, modernisera la justice, assouplira la censure et ouvrira l'enseignement aux enfants des classes défavorisées, toutes choses qui lui valent le surnom de *Libérateur*), le 4 avril 1866.

## *Série noire et fin de la Troisième Section*

Le 14 avril 1879 (attentat d'Alexandre Soloviev), en novembre et décembre de la même année (attentats à l'explosif de Narodnaïa Volia, la « Volonté du peuple », contre le train impérial), ou le 17 février 1880 (le même groupe place une charge explosive sous la salle à manger de l'empereur).

La Section survit pourtant à ces multiples échecs. Et elle paie le prix fort dans sa lutte contre les « nihilistes », comme on appelle alors les terroristes russes. Plusieurs de ses cadres succombent dans la campagne d'attentats lancée contre de hauts fonctionnaires du régime.

Aucun de ces complots ne sera découvert en temps utile et la Troisième Section n'arrivera même pas à retrouver ni même, parfois, à identifier les tueurs.

Il faut dire que la partie est rude. Plusieurs organisations terroristes se succèdent dans une semi-clandestinité, chacune plus décidée et plus violente que la précédente : les Narodniki (des populistes socialistes), Zemlia i Volia (« Terre et liberté ») et enfin, Narodnaïa Volia.

Le 18 août 1880, la Troisième Section est dissoute. Le Corps spécial de gendarmerie, doté lui aussi de compétences de sûreté, ne survivra pas à sa rivale : les effectifs des deux

administrations sont transférées au Département de la police d'État du ministère de l'Intérieur.

Mais celui-ci n'aura guère plus de chances que les organes dont il est l'héritier : le 13 mars 1881, les terroristes de Narodnaïa Volia lancent deux bombes contre le cortège d'Alexandre. L'empereur, grièvement blessé, meurt quelques heures plus tard.

## *L'organisation tentaculaire de l'Okhrana*

Après la mort du tsar, son successeur, Alexandre III, crée immédiatement l'embryon de ce qui deviendra bientôt l'Okhrana.

Installée, elle aussi, au 16 de la rue Fontanka, elle établit des bureaux dans de nombreuses régions de l'empire tandis que sa « Section étrangère » installe ses hommes dans des capitales étrangères, où elle traque et infiltre les organisations et réseaux anarchistes. Sans oublier de recruter de hauts fonctionnaires de police qui peuvent rendre des services appréciables en mettant leurs dossiers et leurs services à disposition des envoyés de Saint-Pétersbourg.

Elle organise un vaste réseau d'informateurs stipendiés qui pénètrent, jusqu'à l'éclatement de la Première Guerre mondiale, tous les mouvements d'opposition : anarchistes, socialistes-révolutionnaires, sociaux-démocrates, bolcheviques.

Le tout est méticuleusement organisé : au « Service intérieur » la charge de tenir les fichiers et de gérer laboratoires et « Service extérieur », fort d'un millier d'agents, effectue les surveillances, mène les filatures et se livre à l'infiltration des milieux qui l'intéressent.

### *Sergei Zubatov et ses faux syndicats*

Adepte de méthodes parfois fort peu orthodoxes, l'Okhrana ira jusqu'à créer de… faux syndicats, pour gêner le travail des véritables organisations ouvrières qui commencent à s'organiser un peu partout dans l'empire. Une manœuvre soutenue par le grand-duc Serge Alexandrovitch Romanov, le propre frère du tsar Alexandre III et oncle de Nicolas II, gouverneur de Moscou.

Cette intéressante innovation est due à l'imagination fertile de Sergei Zubatov, directeur du bureau de Moscou de l'Okhrana de 1896 à 1902, d'où le nom donné à cette pratique : la *Zubatovshchina*.

## Le curieux (et tragique) parcours de Sergei Zubatov

Né à Moscou, le 15 mars 1864, Zubatov milite, à la fin de l'adolescence, dans les cercles révolutionnaires. Déçu par ses camarades, il se laisse recruter comme informateur par l'Okhrana mais est démasqué en 1888. Un an plus tard, il entre, officiellement cette fois, au service de la police secrète, dans laquelle son intelligence et son talent de manipulateur vont lui permettre de gravir tous les échelons avant de devenir le directeur du bureau de Moscou.

S'inspirant des méthodes en Europe, il base son travail sur une parfaite compréhension de la relation complexe existant entre les fonctionnaires du service et leurs informateurs. C'est aussi un interrogateur né. Parfaitement rodé à la dialectique révolutionnaire qu'il a, lui-même, pratiquée dans sa jeunesse, il arrive

parfois à les « retourner » et à en faire des collaborateurs de l'Okhrana.

C'est ce qui lui donnera l'idée de proposer à ses chefs la création de « syndicats jaunes ». Malheureusement pour lui, il n'arrive pas à freiner la montée en puissance des organisations ouvrières de gauche, et les grèves qu'il est obligé de financer pour crédibiliser ses propres syndicats indisposent le régime. Forcé de quitter la police, il prend une retraite anticipée en 1904.

Son protecteur, le grand-duc Serge, tombe sous les bombes des socialistes révolutionnaires, le 17 février 1905.

Sergei Zubatov lui survivra douze ans mais se suicidera, en 1917, à l'annonce de l'abdication du tsar.

## *Quand la police du tsar imprime… des journaux révolutionnaires*

Autre pratique surprenante pour une police secrète : le soutien à certaines organisations révolutionnaires. En 1882, le lieutenant-colonel Gregory Sudeykin et l'un de ses informateurs, Sergei Degayev, fonderont une imprimerie clandestine entièrement financée par le service pour publier *La Volonté du peuple*. Tous les articles passaient entre les mains des experts de l'Okhrana qui, sous couvert de corrections, infléchissaient subtilement le discours des agitateurs et tentaient de les éloigner de la violence.

Cette autre tentative de « socialisme policier » démontre que la police secrète faisait la part du feu et tentait de comprendre et d'influencer la mouvance révolutionnaire plutôt que de se

limiter à une répression brutale. L'idée était bonne, mais elle ne débouchait sur rien, le pouvoir n'ayant aucune envie d'assouplir son emprise sur le peuple.

La collaboration entre Sudeykin et Degayev se termina tragiquement. L'informateur fut démasqué par ses camarades de Narodnaïa Volia, qui lui offrirent la vie sauve s'il assassinait son officier traitant. Ce que Degayev fit, le 16 décembre 1883, après avoir attiré le lieutenant-colonel dans un piège. Il s'enfuit ensuite aux États-Unis, où il entama une brillante carrière de mathématicien.

## *La révolution de 1905 signe l'échec d'une stratégie*

En 1905 éclatèrent un peu partout dans le pays des émeutes plus ou moins spontanées. L'Okhrana n'avait rien vu venir, et les organisations ouvrières qu'elle avait créées ne lui furent d'aucune utilité, débordées par la base populaire.

Le retour de balancier fut radical : la police secrète renonça à son approche en finesse et se lança dans une politique nouvelle de répression brutale et massive.

## *Du danger des agents doubles*

Les révélations ne permirent pas au service de redorer son blason.

Il apparut ainsi, en 1909, que le ministre de l'Intérieur et le grand-duc Serge avaient été assassinés par un informateur de l'Okhrana, Evno Azeff. Azeff avait profité de cette opportunité pour faire arrêter le chef de l'Organisation de combat du parti socialiste révolutionnaire, ce qui lui permit de prendre sa place et de planifier les assassinats de hautes personnalités.

Le 14 septembre 1911, c’est le Premier ministre, Piotr Stolypine, qui tombait sous les balles de Dmitry Bogrov, à l’opéra de Kiev, lui aussi un informateur de la police secrète.

Mais en 1911, la guerre approche. Pour la Russie, elle débouchera sur la révolution. Les jours de l’Okhrana sont comptés.

# <u>Cinquième partie</u>

# Le renseignement de 1914 à 1945

***Dans cette partie***

***C***ette cinquième partie est fondamentale : les deux guerres mondiales vont être le théâtre d'un affrontement sans merci entre les services secrets des belligérants. C'est surtout entre 1939 et 1945 que l'affrontement prendra un tour nouveau avec, pour la première fois, l'implication massive, aux côtés des services alliés structurés des organisations de résistance en Europe occupée.

Par ailleurs, nous assisterons à la naissance de l'appareil de renseignement soviétique, qui mènera de formidables opérations de recrutement en Grande-Bretagne et ailleurs mais qui sera aussi l'instrument des terribles purges staliniennes des années 1930.

Enfin, après 1945, nous verrons les « alliés d'hier » se livrer une compétition sans merci pour mettre la main sur les armes secrètes et les cerveaux scientifiques du régime nazi, mais aussi pour recruter des espions allemands, pour les assister dans la guerre froide qui s'annonce. Et nous assisterons à la restructuration du renseignement occidental. Aux États-Unis, enfin, nous verrons naître la CIA, première organisation civile de renseignement.

# Chapitre 22

# Les « grands » services secrets à la veille de la conflagration

***Dans ce chapitre :***

- Trois hommes à la tête du renseignement britannique
- Un colonel pour la machine d'espionnage allemande
- Le renseignement français affaibli par le scandale
- Civils et militaires au coude-à-coude
- Une bévue criminelle de l'état-major

***L***a Première Guerre mondiale constitue un basculement géopolitique majeur qui déclenche des réactions en chaîne dont, un siècle plus tard, nous ressentons encore les effets.

Depuis les premières années du siècle, deux « blocs » s'opposent en Europe. D'un côté, les « empires centraux » (Allemagne et Autriche-Hongrie), de l'autre, la France et la Grande-Bretagne rejointes en 1907 par la Russie. L'Italie est à mi-chemin entre l'Allemagne et la France, avec laquelle elle a signé un accord secret de neutralité ; le Japon est allié à la Grande-Bretagne ; les États-Unis sont neutres ; la Belgique aussi.

Les deux principaux foyers de tension résident dans le vieil affrontement entre la France et l'Allemagne, d'une part (l'Alsace-Lorraine, conquise en 1870 par les Prussiens, est toujours annexée au Reich, et Paris entend bien la récupérer), et, d'autre part, dans les Balkans, où les peuples slaves, soutenus par la Russie, veulent se libérer du joug de la Turquie et de l'Autriche-Hongrie. Le fer de lance de ce courant « panslaviste » dans les Balkans est la Serbie.

Le 28 juin 1914, l'héritier du trône austro-hongrois, l'archiduc François-Ferdinand, est tué à Sarajevo par le terroriste serbe Gavrilo Princip. Le 28 juillet, l'Autriche déclare la guerre à la Serbie. Par le jeu des alliances, en quelques jours, l'Europe bascule dans la guerre.

Pour une fois, cette guerre va voir les services secrets jouer un rôle majeur mais aussi s'ancrer dans la durée. Mais que sont ces services avant l'été 1914, et qui les dirige ?

## *Le renseignement britannique en 1914*

L'architecture des services britanniques est un service de contre-espionnage et de sécurité intérieure (MI5), un autre chargé de la collecte du renseignement à l'étranger (MI6) et un service de renseignement militaire rattaché à l'état-major. Qu'on y ajoute la Special Branch de Scotland Yard, qui agit souvent comme le bras armé du MI5 à l'intérieur des frontières, et le tableau sera complet.

### *Sir Vernon Kell et l'essor du MI5*

Né en 1873, Vernon Kell fait ses premières armes en Chine durant la révolte des Boxers. Parlant cinq langues, Kell, après ses années chinoises qui l'ont vu être tout à la fois officier de

renseignement et correspondant du *Daily Telegraph* pour l'empire du Milieu, dirige la section allemande du War Office.

En 1906, on le charge, tout naturellement, de créer un service de contre-espionnage. Ce sera le MO5, qui, en 1916, prendra le nom de MI5.

Littéralement insubmersible, voire indestructible, Kell, qui signe ses courriers et mémos d'un sobre « K. », se maintiendra à la tête du MI5 durant trente-trois ans. Une longévité exceptionnelle dans le monde de l'ombre.

## *Sir Mansfield Cummings fait du petit MI6 l'un des premiers services du monde*

Né en en Inde le 1er avril 1859, Cummings intègre l'École navale, dont il sort sous-lieutenant pour participer aux campagnes contre les pirates malais avant d'être posté en Égypte. À 36 ans, en 1885, une santé chancelante lui vaut toutefois d'être considéré comme « inapte au service » et placé à la retraite. Treize ans plus tard, en 1898, il est rappelé au service au sein de la Naval Intelligence.

Mais la grande aventure de sa vie va commencer comme un roman d'espionnage. Le 11 août 1909, il reçoit une courte lettre qui se termine par ces mots : « Vous pourriez peut-être être intéressé par quelque chose de neuf. Si c'est le cas, je pourrais vous proposer une chose intéressante et si vous passez me voir jeudi vers midi, je vous dirai ce que c'est. »

La missive étant signée par le contre-amiral Bethell, *Director of Naval Intelligence*, l'invitation ne se refuse pas. Mansfield Cummings repart donc sur le sentier de la guerre en prenant la direction du British Secret Intelligence Service, ou MI6. Parti de rien, le service de Cummings deviendra en quelques années

l’une des organisations de renseignement les plus efficaces du monde. L’homme, il faut le dire, a du caractère.

Après la Première Guerre mondiale, Mansfield Cummings arrivera à se maintenir à la tête du MI6 alors que celui-ci passe du giron du ministère de la Guerre à celui du Foreign Office. Il fera alors de sa maison le fer de lance de la croisade antibolchevique des services spéciaux européens.

À l’homme dont a dit qu’il ne laissait jamais rien au hasard, on doit une tradition qui s’est perpétuée à la tête du MI6. Le patron signe toutes ses notes de la lettre *C*. De son temps, le *C* signifiait évidemment Cummings. Par la suite il deviendra l’empreinte du *Chief of Intelligence Service*.

## *Sir Basil Thomson à la tête de la Special Branch*

En 1913, Basil Thomson est le chef de la Special Branch de Scotland Yard. Typiquement *British*, Sir Basil Thomson, est un mélange d’aventurier à la Lawrence d’Arabie et de grand commis de la couronne britannique. À 29 ans, il devient Premier ministre du roi de Tonga avant de partir explorer l’intérieur des terres de la Nouvelle-Guinée occidentale. Rentré en Angleterre, il passe quelques années dans l’administration pénitentiaire avant de devenir le patron du Service des recherches criminelles de Scotland Yard. Durant toute la guerre, il portera sur les épaules le poids du contre-espionnage avant de se voir nommer, la paix revenue, coordinateur général des services de renseignement.

La Special Branch avait été créée dans les années 1880 pour combattre la sédition irlandaise. Thomson en fera le bras armé du MI5, le contre-espionnage anglais, qui ne dispose pas, lui, de pouvoirs judiciaires et ne peut donc procéder à aucune arrestation.

## *Démantèlement des réseaux allemands à la veille de la guerre*

Mais en 1914, le tandem MI5 Special Branch est extrêmement efficace : il mettra fin, dès avant le premier coup de canon, aux activités de la quasi-totalité des réseaux allemands présents dans les îles Britanniques.

Dans ses Mémoires, Thomson raconte : « Tout le mérite de la découverte des organisations d'espionnage allemand avant la guerre revient au service d'un département du ministère de la Guerre dirigé par des officiers d'une grande habileté. Ils avaient appris depuis longtemps qu'un certain Karl Gustave Ernst, coiffeur dans la Caledonian Road, effectivement sujet britannique parce que né en Angleterre, était la boîte aux lettres d'espions dispersés par tout le pays… Ses correspondants espions étaient au nombre de 22… Il fut décidé d'attendre la déclaration de la guerre avant de les arrêter. Le matin du 5 août, la police civile reçut l'ordre de procéder à leur arrestation. Vingt et un d'entre eux furent arrêtés ; un seul s'échappa, s'étant embarqué pour l'Allemagne peu avant la déclaration de guerre. »

Le climat d'« espionnite » qui règne ne facilite pourtant pas le travail des contre-espions anglais, qui se voient vite submergés par les informations et les dénonciations les plus fantaisistes.

Thomson rapporte une anecdote piquante qui résume bien l'ambiance. Deux opérateurs du service sont envoyés, avec un appareil de TSF, intercepter d'éventuelles émissions ennemies : « Ils quittèrent Londres à midi ; trois heures plus tard ils étaient sous les verrous à Essex. Après un échange de télégrammes, on leur rendit la liberté, mais à 7 heures du soir ils télégraphièrent des cachots de la prison d'une autre région, implorant aide et secours. Quand on leur rendit de nouveau la liberté, ils refusèrent de continuer leur voyage sans l'escorte d'un officier en uniforme ; on le leur accorda, et le lendemain matin la

police d’une autre localité s’emparait d’eux et télégraphiait : “Trois espions allemands arrêtés avec une automobile et une installation complète de TSF. L’un d’eux est en uniforme d’officier anglais”… »

## *Faiblesse prussienne*

Après la guerre de 1870 et la mort de Stieber, les officiers qui avaient fait les grandes heures du renseignement allemand et avaient permis la victoire prussienne contre l’Autriche et la France désertèrent en masse les rangs du renseignement.

### *Démantèlement du renseignement*

L’état-major impérial, qui avait toujours méprisé l’espionnage, n’eut aucune peine à se persuader que seule la valeur des armes avait permis la victoire, l’unification de l’Allemagne et la naissance du II$^{e}$ Reich. Il toléra l’existence d’une petite section de renseignement militaire, mais s’opposa farouchement à la survivance d’un grand service de renseignement.

Les budgets furent rognés et le SR ne compta plus, bientôt, qu’une douzaine d’officiers. Il était devenu, dira son chef « l’un des services les plus faibles d’Europe ».

### *Walter Nicolaï, l’homme providentiel du SR allemand*

L’homme qui, du côté allemand, est en charge du renseignement, en 1914, est déjà un vieux routier de l’espionnage. Né en 1873, Walter Nicolaï rejoint le corps des cadets et entre à l’état-major comme sous-lieutenant en 1904. En 1906, il est officier de renseignement, stationné à

Königsberg et s'emploie à organiser un réseau d'espionnage en Russie.

Ses succès lui vaudront de diriger la section russe du Département III B, le contre-espionnage militaire, avant d'être appelé à la tête de ce service en 1913, avec le grade de colonel. Nicolaï a beaucoup œuvré pour que le corps des officiers surmonte la répulsion et le désintérêt qu'il nourrissait, depuis Clausewitz et von Moltke, à l'égard du renseignement. Mais il a réussi. Fort de plusieurs centaines d'officiers, le III B offrira, tout au long du conflit, une image contrastée.

## *Quelques opérations réussies, mais…*

Il va remporter de nombreux succès et porter de rudes coups à l'adversaire et à ses réseaux. Mais si l'on compare le service de Nicolaï à celui créé, quelques décennies plus tôt, par Wilhelm Stieber, on demeure frappé par l'amateurisme du premier. « Pendant la période qui va de 1908 à l'explosion de la guerre, pour chaque agent que nous eûmes en Europe centrale, il y avait cinq ou six émissaires allemands en Grande-Bretagne. » Cependant « les méthodes allemandes étaient essentiellement dénuées d'imagination, maladroites et sans effet ; elles incluaient une bonne part de pseudoespionnage et très peu d'analyse ou de déduction… c'était pour nous une source constante d'étonnement. »

En fait, Nicolaï commettra trois erreurs majeures : d'abord en ne s'apercevant pas que les États-Unis sont appelés à entrer dans la guerre, il négligera d'y installer des réseaux. Ensuite, il va totalement négliger le renseignement économique, pourtant essentiel dans une guerre moderne. Enfin, il négligera tout renseignement sur une arme nouvelle appelée à révolutionner l'art de la guerre : le char d'assaut.

Pourtant, Nicolaï survivra à la guerre et continuera, en sous-main, à assurer la direction de son service jusqu'en 1921. Il

deviendra alors, à travers une société secrète, Die Spinne (« l'araignée »), l'homme de toutes les intrigues et de tous les complots qui lient les nationalistes allemands et jouera un rôle occulte mais important dans l'appareil de renseignement du parti et de l'État nazi. C'est lui aussi qui, à compter de 1923, négociera avec la Russie soviétique les accords qui permettront à l'armée allemande de se reconstituer et de s'entraîner en URSS.

C'est à Nicolaï que l'on doit la célèbre maxime *Der Nachrichtendienst ist ein Herrendienst* : « Le service de renseignement est un service de seigneurs. »

## *La France se remet de l'« Affaire »*

À Paris, le SR avait été durablement ébranlé par l'affaire Dreyfus avant d'être purement et simplement dissous. Les officiers de renseignement suscitaient la méfiance des politiques, qui voyaient surtout en eux une considérable source d'ennuis potentiels. Le contre-espionnage fut dès lors confié au ministère de l'Intérieur par le biais de la Sûreté générale, jugée plus « républicaine » que ne l'était l'armée.

L'état-major, pourtant, travaillait sans relâche à préparer la « revanche de Sedan ». Bon an mal an, il préservera donc de réelles capacités opérationnelles.

### *Les commissaires spéciaux implantent leurs agents en Alsace-Lorraine*

Entre 1904 et 1914, de Belfort, Verdun et Nancy, des dizaines de « commissaires spéciaux » observent le Reich, recrutant de très nombreuses sources. Ce dispositif civil est « doublé » par une structure militaire. L'armée a interdiction d'envoyer des officiers à l'étranger mais coordonne ses efforts depuis des

« postes » aux frontières : de Chambéry, Briançon et Nice, elle observe l'Italie et l'Autriche, tandis que Nancy, Épinal, Remiremont et Belfort scrutent le Reich allemand. Civils et militaires collaborent tant bien que mal. L'Allemagne est également pénétrée par les agents français, dont certains réussiront de véritables coups de maître.

## *Le Deuxième Bureau se procure le plan Schlieffen*

En 1904, un officier allemand se disant victime de graves injustices était spontanément venu offrir au capitaine Frédéric Lambling, à la mission militaire de l'ambassade de France à Bruxelles, une importante liasse de documents. Parmi les papiers livrés par celui qui sera appelé *le Vengeur*, figurait le « plan Schlieffen » : rien de moins que le projet d'invasion de la France par la Belgique.

Ainsi, dix ans avant le déclenchement de la guerre, Paris connaissait par le détail les plans que Berlin allait appliquer à la lettre durant l'été 1914 ! Mais l'état-major refusa d'en tenir compte. Quelques années plus tard, après l'invasion, il fut décidé, pour masquer cette énorme bévue, de brûler tous les dossiers relatifs au *Vengeur*…

# Chapitre 23

# Le renseignement dans la Grande Guerre

***Dans ce chapitre :***

- Reconstitution des réseaux allemands en Angleterre
- Guerre des codes
- Un télégramme aux conséquences incalculables
- Manœuvres allemandes aux États-Unis
- La carte irlandaise
- Un patriote alsacien
- Le roi non couronné d'Arabie

***L***e 4 août 1914, au moment où la Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne, les hommes de la Special Branch de Scotland Yard, par une suite de perquisitions et d'arrestations, désorganisent les réseaux entretenus dans l'île Britannique par le SR allemand du colonel Nicolaï, qui évoluaient sous l'œil attentif et intéressé du MI5. Mais la menace persiste. Privé de ses « yeux » en Angleterre, Nicolaï n'a en effet pas d'autre choix que de créer de toutes pièces un nouveau réseau.

## *Un échec allemand : l'affaire Karl Lody*

Ce n’est guère pour ses qualités d’espion que le lieutenant de réserve Karl Hans Lody est envoyé en Angleterre en août 1914. Les réseaux allemands en Grande-Bretagne ayant été anéantis, l’empereur Guillaume II demande à ses services de renseignement de recruter de toute urgence non pas un professionnel mais un « patriote », en qui il pourra avoir totalement confiance. L’officier de marine Lody, qui connaît bien l’Angleterre et les États-Unis, répond aux exigences du Kaiser. Mais, recruté dans la hâte et n’ayant reçu aucune formation spécifique, il ne maîtrise guère les rudiments de son nouveau métier.

C’est sous l’identité d’un touriste américain du nom de Charles A. Inglis qu’il débarque à Édimbourg et il est le premier agent allemand à remettre le pied sur le sol britannique après la déclaration de guerre.

Tout en sillonnant à bicyclette les environs des bases navales d’Écosse et d’Angleterre, il fait parvenir à Adolf Burchard, un agent allemand basé en Suède, ses rapports, camouflés en de banales lettres dans lesquelles il se réjouit, avec un peu trop d’enthousiasme, des défaites allemandes. L’outrance de ses propos germanophobes et surtout le fait que Burchard soit déjà repéré attirent immédiatement l’attention des services de contre-espionnage britanniques. En provenance des États-Unis, une information confirme bientôt les soupçons de la police anglaise : le passeport de Charles Inglis, envoyé à Berlin pour être remis à un ressortissant américain bloqué en Allemagne, avait été « égaré » au ministère des Affaires étrangères. Le véritable Inglis, par ailleurs, se trouve déjà sur un bateau voguant vers sa patrie.

## *Sous étroite surveillance*

Surveillé par les hommes de Thomson, l’usurpateur n’est toutefois pas arrêté, malgré l’accumulation de ses erreurs. La

Special Branch, qui cherche simplement à rassembler le maximum d'informations sur le *modus operandi* de Lody-Inglis, ignore alors qu'en laissant l'espion allemand en liberté, elle va contribuer à changer le cours de la guerre.

Car une étrange rumeur circule alors en Angleterre : des troupes russes auraient débarqué en Écosse et se dirigeraient vers le front, en France, afin de renforcer les troupes alliées. Karl Lody transmet immédiatement la nouvelle à ses supérieurs, sans prendre la peine de la vérifier.

Alarmé, l'état-major général allemand ne met pas en doute l'information de son agent. La situation est grave, car si les Russes arrivent en Belgique, l'armée du Kaiser qui progresse en France court à la catastrophe. Deux divisions sont aussitôt détachées pour monter la garde sur les côtes belges. Détail qui a son importance : ces événements se déroulent quinze jours avant l'un des affrontements décisifs de la Première Guerre mondiale, la bataille de la Marne. L'échec de l'offensive de la Marne – dont la réussite aurait entraîné la chute de Paris – , en tout cas, va rapidement transformer la guerre de mouvement en guerre d'usure.

Karl Lody, quant à lui, n'aura guère l'occasion de prolonger sa carrière d'espion. Arrêté et enfermé à la tour de Londres, il est jugé les 30 et 31 octobre 1914 et condamné à mort.

Karl Hans Lody est le premier agent allemand fusillé par les Anglais en 14-18. Mais pas le dernier.

Si la mission de Lody est un échec, d'autres réussiront. Comme Julius Silber, auquel une longue fréquentation de l'armée britannique dans sa jeunesse, en Afrique du Sud, permet de se faire embaucher au service de… la censure. Durant toute la guerre, il fera parvenir à des « boîtes aux lettres » dans des pays neutres un flux ininterrompu d'informations militaires et politiques.

### *Les Allemands à l'école de l'espionnage*

Contrairement à Karl Lody, la plupart des agents allemands reçoivent bien sûr une formation avant d'être envoyés en mission à l'étranger. Des écoles du renseignement ont été créées à cette fin. Dans ces centres d'entraînement – celui d'Anvers, réservé à l'élite des agents, mis à part – règne parfois un climat quelque peu rocambolesque.

À Baden-Baden, par exemple, où se côtoient Allemands et Autrichiens, les élèves sont masqués et ne doivent sous aucun prétexte se connaître ni communiquer entre eux, de peur que, tentés de trahir s'ils sont capturés, ils ne soient en mesure de livrer trop d'informations.

En règle générale, ces écoles dispensent une formation de qualité et assez complète : aucune matière n'y est négligée – les codes, la radio, la photographie, le travail sur microfilm, et détail d'une extrême importance, l'étude psychologique de personnalités étrangères.

Des centaines d'agents sortiront de ces centres et seront envoyés en France, en Angleterre et parfois même en Russie.

## *La guerre des codes*

Nous venons d'évoquer l'apprentissage des codes par les élèves espions allemands. Ils joueront, dans cette guerre, un rôle considérable.

### *Opération « Cisaille »*

Au tout début de la guerre, un petit cargo civil britannique quitte, nuitamment, la Grande-Bretagne et gagne le large des côtes hollandaises. À son bord, une équipe de techniciens

chargés d’une mission de sabotage cruciale : cisailler les câbles télégraphiques reliant Berlin au monde. C’est chose faite. L’Allemagne ne peut plus, désormais, communiquer avec le monde que par radio. Or, une émission radio, ça s’intercepte.

## *Les briseurs de code anglais à l’œuvre*

Encore faut-il déchiffrer les messages ainsi récupérés. C’est là le rôle de la brillante équipe d’universitaires rassemblée par Sir Alfred Ewing à la demande de Winston Churchill, nommé Premier Lord de l’Amirauté (ministre de la Marine) en 1911. Un coup de chance va considérablement faciliter leur travail : au début de la guerre, la flotte russe a récupéré sur le corps d’un officier du croiseur allemand *Magdeburg* le code de ce bâtiment, qui a permis de découvrir la clé de chiffrage de l’amirauté. « On établit des stations d’écoute le long des côtes britanniques, écrit Sir Basil Thomson dans ses Mémoires, leur moisson nocturne était envoyée à la Chambre 40 OB à l’amirauté pour y être déchiffrée : apprendre les plans secrets de l’ennemi de sa propre bouche valait mieux qu’une tonne de rapports envoyés par l’armée d’espions employée par les Alliés… »

## *Room 40, Old Building, le centre nerveux du décryptage*

Cette opération, menée sur une grande échelle, sera l’un des secrets les mieux gardés de la Grande Guerre (il ne sera d’ailleurs révélé qu’en 1931). C’est au cœur de la Naval Intelligence Division – le SR de l’amirauté – , dirigée par l’amiral Sir Reginald Hall, que se niche la section concernée : Room 40, Old Building ou « 40 OB ». C’est dans ces quelques pièces que travailleront, quatre années durant, les « briseurs de code » anglais.

Les messages déchiffrés, dont le nombre s'élevait parfois à 2 000 par jour, étaient soigneusement gardés et même les chefs des gouvernements alliés qui profitaient de ces nouvelles ne connaissaient pas toujours leur source.

Le 40 OB est le produit de la volonté d'un homme hors du commun : Winston Churchill, qui se passionne pour les questions de renseignement autant que pour les techniques modernes dont il perçoit les avantages qu'elles peuvent donner, en temps de guerre, à la puissance qui les domine.

## Le télégramme Zimmermann : un succès stratégique des casseurs de code

L'un des succès au moins de 40 OB aura des conséquences stratégiques majeures. Le 16 janvier 1917, von Eckhardt, ambassadeur d'Allemagne à Mexico, reçoit une dépêche envoyée de Berlin par Arthur Zimmermann, alors sous-secrétaire aux Affaires étrangères. Ce message intercepté est capital. En voici, donc, les termes : « Nous commencerons le 1er février une campagne sous-marine sans restriction. Nous espérons néanmoins que les États-Unis resteront neutres. Si nous ne réussissons pas, nous proposerons au Mexique une alliance aux conditions qui suivent : nous ferons la guerre et conclurons la paix en commun. Nous accorderons notre concours financier et nous stipulerons que le Mexique devra récupérer les territoires du Nouveau-Mexique et de l'Arizona perdus en 1848. Vous êtes

priés de sonder Carranza [président du Mexique de 1915 à 1920] de la manière la plus confidentielle et dès que la guerre contre les États-Unis sera certaine, vous lui conseillerez d'entrer de sa propre initiative en négociations avec le Japon en lui offrant de servir d'intermédiaire entre l'Allemagne et vous. Accusez réception. Zimmermann. »

Sir Reginald Hall gardera secret le contenu du télégramme pendant un mois afin d'une part de pouvoir prouver son authenticité, et d'autre part de tromper les Allemands sur la véritable source de cette information. Pour que Berlin ne comprenne pas que ses codes sont caduques, il fera courir le bruit que le texte a été volé dans une ambassade. Le 1er mars 1917, Robert Lansing, ministre des Affaires étrangères américaines, le publie dans la presse. Le 6 avril, les États-Unis déclarent la guerre à l'Allemagne.

## *Grandeurs et misères de la cryptographie française*

Les Anglais seront les grands pourvoyeurs de messages allemands décryptés pour les Alliés. La France serait sans doute bien incapable de fournir un tel effort : le pays ne dispose d'aucun service de cryptage-décryptage digne de ce nom. C'est en tout cas ce qu'apprend, le 7 juillet 1917, le ministre de l'Intérieur, qui prend connaissance du rapport que lui adresse le directeur de la Sûreté générale sur « L'organisation et le fonctionnement du service cryptographique de la Sûreté générale ».

Première surprise : aucun service n'existe, donc, avant 1904. On fait appel alors aux compétences d'un unique spécialiste, le

commandant Bazeries, qui travaille à la fois pour l'Intérieur, la Guerre et les Affaires étrangères.

Aux débuts de la guerre russo-japonaise de 1904, certains éléments concernant le chiffre nippon parviennent à la Sûreté générale. Mais, après huit jours de travail, le commandant Bazeries renonce à casser le code. L'un de ses collaborateurs, le commissaire adjoint Haverna, y parviendra, lui, après deux mois de labeur acharné. Son succès permettra à Paris de lire « en temps réel » toutes les dépêches échangées entre l'ambassade impériale en France, Tokyo et les autres missions japonaises dans le monde.

## *Une querelle entre l'Intérieur et les Affaires étrangères*

Waldeck-Rousseau, président du Conseil et ministre de l'Intérieur, ordonne alors au directeur de la Sûreté générale de communiquer ces textes décodés à « notre alliée la Russie », ce qui sera fait grâce aux bons soins du « résident » de l'Okhrana à Paris, Manouilov. Mais le président du Conseil insiste pour que ce service gracieux soit rendu à la Russie à l'insu du ministère des Affaires étrangères. Et c'est ici que les choses vont se corser : le chiffre utilisé par Manouilov pour envoyer à Moscou les renseignements obtenus de la Sûreté est trop simple et est, dès lors, aisément interprété par Bazeries. Apprenant qu'on lui a caché cette collaboration entre l'Intérieur et la Russie, le ministre des Affaires étrangères pique une colère et ordonne au commandant de rompre ses relations avec la Sûreté.

L'officier y perdra 300 francs par mois mais gagnera des appointements fixes de 12 000 francs aux Affaires étrangères… Le Quai d'Orsay, qui ne jure que par Bazeries et ignore tout du rôle du commissaire Haverna dans le « cassage » du code de guerre japonais, pense ainsi priver l'Intérieur de l'un de ses principaux moyens d'interférer dans les affaires du monde.

Paradoxalement, cette crise va permettre à Haverna, soutenu par Célestin Hennion, de constituer, sous couvert du Service photographique, en plein essor, une section du Chiffre qui arrivera à quelques honnêtes résultats : entre 1907 et 1913, Haverna décrypte successivement les codes russe, turc, espagnol, italien et… monégasque, ainsi que les codes financiers utilisés par les banquiers russes, serbes et roumains actifs en France.

Mieux : la cellule d'Haverna essaime : c'est l'un des collaborateurs du commissaire spécial, le lieutenant-colonel Givierge, qui proposera, en 1909, de créer un Service du chiffre au ministère de la Guerre.

Jusqu'en mai 1913, toutefois, les Affaires étrangères continueront à mener une véritable guérilla administrative contre ces sections et interviendront, à plusieurs reprises, pour qu'on ne leur communique pas les télégrammes diplomatiques…

## *L'Allemagne joue un jeu dangereux aux États-Unis*

Si les États-Unis sont neutres, ils fournissent à l'Angleterre d'énormes quantités de munitions, entre autres des obus particulièrement meurtriers, pas en fonte mais en acier. Ces projectiles sont pourvus de côtes et, quand ils éclatent, ils se dispersent en milliers de fragments frappant leurs victimes à une vitesse terrifiante. Circonstance aggravante : au moment où ces obus font leur apparition sur les champs de bataille, l'armée allemande souffre terriblement, en dépit des efforts considérables de l'industrie, du manque de munitions.

### *Le réseau de sabotage du lieutenant von Rintelen*

La situation semble sans issue lorsque le lieutenant de vaisseau von Rintelen propose à ses supérieurs un plan diabolique. Ce qu'il propose semble impossible à réaliser, mais le jeune officier a déjà fait ses preuves. Les démarches qu'il a effectuées pour fournir les fonds nécessaires à l'entretien des équipages allemands dispersés à l'étranger lui ont en effet valu la réputation d'un homme sachant se débrouiller en matière de transactions financières occultes.

Le 22 mars 1915, muni d'un *kaiserpass* et d'un faux passeport suisse au nom d'Émile Gaché – une identité destinée à déjouer les risques d'un éventuel arraisonnement par un navire anglais – , von Rintelen quitte Berlin et embarque sur le vapeur norvégien *Kristianiafjord*. Destination : New York.

Dès son arrivée aux États-Unis, il reprend sa véritable identité et s'empresse de remettre de nouveaux codes secrets à l'attaché naval, le capitaine Boy-Ed, et à l'attaché militaire, le capitaine von Papen. Puis il rend visite à divers fabricants d'explosifs. Très vite, il réalise qu'il lui sera impossible d'acquérir de grandes quantités d'explosifs disponibles sur le marché américain. Et pour cause : l'industrie arrive à peine à suivre les commandes de l'Italie, qui s'apprête à prendre part à son tour à la guerre contre l'Allemagne.

Von Rintelen établit toutefois de nombreux contacts, notamment avec le Dr Bünz, ancien consul général d'Allemagne à New York, devenu représentant de la Hamburg-America Line, avec qui il fonde une société d'import-export, l'EV Gibbons et C$^{ie}$ – les initiales étant celles de son pseudonyme suisse – , et loue des bureaux, en plein centre du quartier des affaires.

Il découvre alors un fait qui lui semble pouvoir être exploité : la majorité des dockers sont des Irlandais qui vouent une haine sans merci aux Britanniques et aux alliés de l'Angleterre.

## *Cigares incendiaires*

Le jour où il reçoit la visite du Dr Walter Scheele, chimiste allemand, dans ses bureaux, il réalise qu'il va enfin pouvoir détruire les cargos transportant des armes. Scheele jouit d'une excellente réputation aux États-Unis, où il dirige la New Jersey Agricultural Cheminical Co et effectue même des expertises pour la police de New York.

Ce matin-là, il est simplement venu proposer à von Rintelen l'une de ses inventions qui ne dépareillerait pas la trousse à outils d'un James Bond : des cigares incendiaires

Mais où fabriquer ces petites bombes destinées à être introduites subrepticement sur les bateaux qui transportent des munitions en Europe ? Il est impossible d'imaginer qu'une telle opération puisse se dérouler sur le territoire des États-Unis. Von Rintelen a alors une idée de génie : pourquoi ne pas les fabriquer sur l'un des bateaux allemands bloqués par la guerre dans les ports américains, à savoir le vapeur *Friedrich der Grosse* ? Il s'entoure de quelques hommes de confiance, habiles et courageux, des officiers – les capitaines Karl von Kleist et Wolpert – et des ingénieurs qui, toutes les nuits, circulant sur des radeaux de liège, transportent les tubes de plomb, les disques de cuivre et tous les outils nécessaires à bord du grand bateau, véritable usine clandestine.

C'est alors que survient, début mai 1915, un événement inattendu. Le *Lusitania*, soupçonné de transporter clandestinement des munitions, est coulé, entraînant dans la mort plusieurs centaines de passagers, dont près de 200 Américains. Von Rintelen pense aussitôt que ce torpillage va contraindre les États-Unis à déclarer l'embargo, et que sa mission a pris fin. Hélas pour lui, rien de tout cela ne se produit.

Les dockers irlandais manipulés par von Rintelen reçoivent dès lors l'ordre de placer les cigares incendiaires sous la coque des

navires britanniques en voie de chargement, à commencer par le *Phoebus*, parti pour Arkhangelsk, et dont la cale est bondée d'obus. Suivront des dizaines d'autres bateaux qui, sabotés, brûleront et sombreront corps et biens avec leurs munitions.

Malgré les risques encourus, von Rintelen crée des succursales de sa société d'import-export dans tous les principaux ports des États-Unis. Ce sont toujours les dockers irlandais qui font la tournée des ports, les poches pleines d'appareils incendiaires.

Tandis que ces sabotages provoquent l'indignation générale, les docks grouillent de détectives et de policiers. Von Rintelen s'aperçoit qu'il est surveillé. Il liquide aussitôt la société EV Gibbons et ordonne à son équipe de disparaître quelque temps. Après une courte retraite forcée, il crée une seconde société, la Mexico North-Western Railway Company. Les sabotages reprennent. Mais le nombre de transports de munitions a décuplé en quelques mois et il est impossible de les atteindre tous. Il est donc indispensable d'avoir recours à une autre méthode.

## *« Dark Invader » contre Washington*

Or, von Rintelen, qu'on surnommera un jour *The Dark Invader*, a remarqué que les manœuvres des ports américains se mettent régulièrement en grève, afin d'empêcher les transports de munitions.

Ces mouvements de grève sont réprimés par Samuel Gompers, président de la Fédération américaine du travail, un anglophile convaincu. Von Rintelen fonde alors son propre syndicat, le Labor National Peace Council (« Conseil national ouvrier pour la paix »), et organise des réunions de propagande auxquelles sont invités à prendre la parole des membres du Congrès, des professeurs d'université et des dirigeants de partis ouvriers qui,

tous, ignorent qu'ils sont, en fait, au service d'un officier allemand.

Cependant, l'affaire débute mal : pas une seule recrue ne se présente. Le lieutenant de vaisseau décide alors de verser des indemnités de chômage à tous les hommes inscrits à son syndicat et acceptant de cesser le travail sur les transports de munitions. Le lendemain, près de 1 500 hommes font grève dans le port de New York et quelques jours plus tard, plus un seul transport ne peut effectuer son chargement.

Puis, l'un après l'autre, tous les ports suivent le mouvement, de même que la plus grande fabrique d'armes des États-Unis, les aciéries de Bethlehem…

## *La tentation mexicaine*

Von Rintelen va encore plus loin. Après avoir étudié la politique extérieure des États-Unis, il comprend que le seul pays qu'ils ont à craindre est le Mexique et que, si celui-ci les attaque, les Américains auront besoin de toutes leurs armes disponibles, qui dès lors ne seront plus exportées vers l'Europe. Il tente de convaincre des politiciens mexicains en exil qu'il les mettra au pouvoir s'ils l'aident et câble à Berlin pour réclamer des fonds.

Mais il est désormais surveillé en permanence par la police américaine et les services spéciaux anglais, qui ont percé son jeu. Le 16 juin 1915, il reçoit l'ordre de rentrer en Allemagne. Il redevient donc le Suisse Émile Gaché et embarque sur le *Nordam* de la Holland-America Line, persuadé de revenir quelques semaines plus tard.

## *Fin de partie*

Le 13 août, à 7 heures du matin, un maître d'hôtel frappe à la porte de sa cabine afin de l'informer de la visite de quelques officiers britanniques. Débarqué à Ramsgate puis interrogé par Sir Reginald Hall, son bras droit, Lord Herschell, et le chef de la Special Branch, Sir Basil Thomson, von Rintelen commence par nier être allemand. Sur le point d'être confondu, il finit pourtant par avouer pour pouvoir bénéficier du traitement réservé aux officiers prisonniers de guerre.

Avant de l'incarcérer, l'amiral Hall et Lord Herschell, gentlemen jusqu'au bout des ongles, l'invitent à dîner à leur club et lui révèlent les circonstances qui ont permis son arrestation : « Sans doute, capitaine, cela blessera vos sentiments d'officier allemand, mais ce n'est pas tant grâce à nos agents que vous êtes tombé dans nos mains, qu'à vos attachés militaire ou naval… Avez-vous toujours vécu en bonne harmonie avec… avec le capitaine von Papen ? […] Il a si souvent télégraphié votre nom à Berlin en clair et bon allemand qu'il vous a tout bonnement livré à nous… »

Interné en Grande-Bretagne puis livré aux États-Unis, von Rintelen est jugé pour attentats sur des bateaux en pleine mer, détention et transport d'explosifs sur le territoire des États-Unis, violation des lois de grève, constitution de syndicats illégaux, attentat contre la sûreté des États-Unis à la suite d'une conspiration avec une puissance étrangère (le Mexique). Il écope de quatre années de travaux forcés. Début 1921, à sa sortie de prison, il recevra une lettre de l'amiral Behncke, chef de l'amirauté allemande : « Il n'entre pas dans mes attributions de vous remercier pour les services rendus au pays sur territoire étranger ; mais je n'hésite pas, en ce qui concerne la marine, à vous exprimer ma reconnaissance pour tout ce que vous avez fait. »

## *Berlin joue la carte nationaliste contre Londres*

Von Rintelen n’est pas le seul à tenter de jouer de la fibre patriotique des nations soumises à l’Angleterre. L’un des acteurs, tragiques, de ce théâtre des coulisses est Sir Roger Casement.

Durant les premières années du siècle, il avait été vice-consul britannique en Afrique avant d’être nommé en Amérique du Sud. De ces deux continents, il envoyait à Londres des rapports réguliers et circonstanciés sur les mauvais traitements que les colons faisaient subir aux indigènes.

En 1915, Basil Thomson est prévenu que Casement – vivant, alors aux États-Unis – , qui est certes irlandais mais protestant et non catholique comme le sont généralement les nationalistes, entretient d’étroites relations avec le comte Bernstorff, ambassadeur d’Allemagne à Washington. Invité en Allemagne, Casement tente en vain de recruter des volontaires irlandais dans les camps de prisonniers de guerre britanniques. C’est un échec.

## *Aller simple pour Dublin*

Ce manque d’enthousiasme n’empêchera pas les Allemands, à la veille de l’insurrection irlandaise du lundi de Pâques, en 1916, de renvoyer Casement en Irlande à bord d’un cargo rempli d’armes. C’est que le III B a reçu quelques gages d’actives sympathies des nationalistes irlandais.

Voici donc Roger Casement à bord de l’*Aud*, un cargo de 1 100 t qui transporte dans ses flancs 20 000 fusils destinés aux révoltés de Dublin. Intercepté par la marine britannique, l’*Aud* se saborde. Capturé, Roger Casement est condamné à mort pour haute trahison et pendu. Privée de ses fusils, l’insurrection du lundi de Pâques 1916 se terminera dans un bain de sang.

S’il est, au regard du droit anglais, traître à la Couronne, Casement n’est pas vraiment un « espion » mais plutôt une

sorte d' « agent d'influence » manipulé dans le but d'ouvrir un nouveau front mobilisant des troupes britanniques.

## *Espionnage et contre-espionnage britannique : succès et échecs*

Pendant toute la durée de la guerre, les services de renseignement britanniques rivaliseront d'audace pour remplir leurs missions. Mais celles-ci se termineront parfois tragiquement.

### *Les mystères de l'affaire Szek*

Si les parents d'Alexandre Szek n'avaient pas vécu en Angleterre, le jeune radio n'aurait sans doute pas trahi l'Allemagne.

D'origine viennoise, parlant couramment cinq langues, Alexandre Szek est un jeune ingénieur brillant, que la guerre n'empêche pas de poursuivre des recherches sur les communications par voie hertzienne. Sa passion le perdra.

Le 27 novembre 1914, en effet, une panne généralisée paralyse les moyens de transmission de la kommandantur allemande de la capitale occupée. Pour déceler les origines de l'incident et remettre en état le matériel, l'état-major réquisitionne tous les spécialistes radio, et Szek est bien entendu du nombre.

Les qualités dont il fait montre, autant qu'une de ses récentes inventions dont le commandement a eu vent, un appareil de réception radiotélégraphique capable de s'adapter à toutes les longueurs d'onde, incitent le gouverneur militaire de Bruxelles à recruter le jeune homme.

Chaque nuit, jusqu'en février 1915, Szek dirige donc l'interception du trafic radio allié. Mais Alexandre Szek est avant tout un esprit indépendant, et le fait d'appartenir à l'armée allemande ne l'empêche pas de fréquenter des patriotes belges du réseau La libre Belgique, avec lesquels il se lie d'amitié. Il se rapproche plus particulièrement d'Edith Cavell, une jeune Anglaise installée à Bruxelles.

Sait-il que ses propos font l'objet de rapports régulièrement transmis à l'Angleterre ? Ce n'est pas impossible puisqu'il se confie à ses amis au point de leur révéler que, bien qu'il soit lui-même de nationalité autrichienne, sa mère est anglaise. Mieux : il est né dans la banlieue de Londres.

À leur réception à Londres, ces précisions intéressent au plus haut point le Secret Intelligence Service. Les spécialistes de la 40 OB réclament d'ailleurs sans cesse, poussant les hauts cris, aux services secrets des copies des codes en dotation dans les différents états-majors allemands.

## *Un procédé peu élégant*

Bruxelles les intéresse tout particulièrement : les « casseurs de code » ont, en effet, tout lieu de penser que s'y trouve un exemplaire du code diplomatique secret dont Berlin use pour communiquer avec ses ambassadeurs. Mais le moyen choisi par les Anglais pour convaincre le jeune Autrichien est loin d'être élégant.

La Special Branch ne met pas longtemps à retrouver les parents de Szek et les place en résidence surveillée. Un émissaire est alors envoyé à Bruxelles et Szek est brutalement placé devant la douloureuse réalité : la liberté de sa famille en échange de sa collaboration.

## *Voyage sans retour*

L'idée de voler le document est très vite abandonnée : si Berlin se rend compte de la disparition de ce code précieux entre tous, il sera aussitôt modifié. Alors, nuit après nuit, durant tout le printemps et une partie de l'été 1915, Szek recopie bribe par bribe l'interminable protocole. Au début du mois d'août, l'ingénieur autrichien achève son ouvrage. Grâce à ses amis des milieux patriotiques belges, et plus particulièrement à Philippe Baucq, l'éditeur de la *Libre Belgique*, il quitte secrètement Bruxelles à destination de La Haye, en emportant l'inestimable butin destiné au 40 OB. Embarque-t-il comme prévu avec ses traitants sur le petit bateau de pêche par lequel le major Oppenheim, « résident » du SIS (Secret Intelligence Service) en Hollande, envoie le code en Grande-Bretagne ? On ne le sait pas, mais c'est fort peu probable : la piste se perd là. Alexandre Szek n'atteindra jamais l'Angleterre et personne ne le reverra vivant.

Le code diplomatique secret, lui, entre bien en possession des services de renseignement anglais, et ce dès le 25 août.

Une seule certitude demeure dans cette triste et ténébreuse affaire : volé ou non par Alexandre Szek, c'est le code recopié à Bruxelles qui permettra aux spécialistes de 40 OB de déchiffrer le fameux « télégramme Zimmermann ».

## *L'agent « M82 »*

Né près de Bruxelles en 1875, interprète à la légation de Belgique en Chine en 1902, Henri Van Bergen est surpris en Belgique par la guerre. Il ne rêvera plus que de s'évader. En février 1917, c'est chose faite, il se retrouve à Rotterdam, où un membre du consulat et un officier britannique, le capitaine Landau, arrivent à le persuader qu'il sera plus utile comme chef de réseau que comme soldat.

Henry Landau n’a sans doute pas eu trop de mal à trouver les arguments propres à décider Van Bergen, car lui-même n’est pas un « espion né ». Remarqué à Londres par un chasseur de talents de Cummings, une jeune femme qui travaille à la censure, le jeune capitaine rejoint les rangs du MI6 et est affecté en Hollande, d’où il dirige un formidable réseau installé en Belgique et qui comptera jusqu’à un millier de membres, La Dame blanche. Landau, donc, persuade Van Bergen de rentrer en Belgique.

Après une courte période d’initiation, celui qui est devenu *M82* s’attelle aussitôt à sa tâche. Grâce à l’une de ses recrues, le contremaître Arthur Wattiez, employé aux chemins de fer, il met en place un réseau spécialisé dans l’observation des transports de troupes et de matériel. Petit à petit, son organisation grandit. *M82* est à la tête d’une petite armée qui le renseigne inlassablement sur les mouvements de troupes, les dépôts de munitions, les hangars de zeppelins ou les champs d’aviation.

La matière devient tellement abondante, et la police allemande serre de si près le réseau de *M82* que ce dernier doit, en juillet 1917, se résoudre à modifier le service de courrier secret qui lui permet d’acheminer ses rapports aux Pays-Bas. Il recrute, pour ce faire, un inspecteur de la police judiciaire d’Anvers, nommé Wouters, qui lui est présenté comme un patriote.

Mais Wouters, qui travaille en fait pour la Polizeistelle allemande de la métropole anversoise, est, bien entendu, le traître qui perdra *M82*.

Le 4 août, il y est arrêté avec deux de ses plus proches collaborateurs, l’abbé Moons et Mlle Ballegeer. Au même moment, un peu partout dans le pays, la police cueille, toujours sur indication de Wouters, tous les membres du réseau qu’il a pu approcher. Après quelques mois de prison et un procès hâtif,

Henri Van Bergen et cinq de ses complices sont condamnés à mort. Ils seront exécutés le 16 mars 1918, rejoignant ainsi la longue cohorte des patriotes belges passés par les armes par l'occupant.

## *Les SR français dans la guerre*

En 1912, certaines des implantations frontalières de la Sûreté générale et du Deuxième Bureau avaient été supprimées. En 1913, il ne reste que trois postes dirigés vers l'ennemi principal, l'Allemagne : Nancy, Mézières et Belfort. Peu après l'éclatement du conflit, un poste de renseignement interallié auquel participe la France s'installe sur les côtes anglaises, à Folkestone. Mais c'est incontestablement le poste de Belfort qui va jouer le plus grand rôle dans la collecte du renseignement. Depuis 1913, il est dirigé par un officier d'origine alsacienne, le commandant Andlauer.

### *Les réseaux du commandant Andlauer, patriote alsacien*

Quand il prend possession de son poste, le 14 avril, Andlauer, qui ne dispose que d'un lieutenant et d'un gendarme à la retraite, s'aperçoit qu'il est logé dans des locaux sordides, insalubres et n'offrant aucune sécurité.

Mais le plus grave est encore à venir : dès le début des hostilités, le contre-espionnage allemand porte des coups très durs aux réseaux implantés derrière les lignes par les Français : sur les 12 exécutions capitales d'agents français que l'on peut rattacher directement à Belfort pour toute la guerre, dix datent des tout débuts du conflit…

Andlauer doit donc, selon ses propres termes, « rebâtir ». Il va construire, de bric et de broc, un service qui, un siècle plus

tard, reste un exemple. Ses agents sont multiples et divers : un réformé alsacien, un médecin, soignant les officiers allemands atteints de maladies vénériennes, la mère supérieure des Sœurs de Ribeauvillé, des officiers ennemis à court d'argent…

## *Service d'exploitation*

Pour analyser les renseignements, Andlauer crée un Service d'exploitation (SE) dont le socle est formé d'Alsaciens triés sur le volet qui tous ont accompli leur service militaire en Allemagne mais se sont engagés dans l'armée française au début de la guerre.

L'un de ces hommes se rend compte, début 1915, que le *Reichanzeiger* (le *Journal officiel* allemand) comporte trois rubriques du plus grand intérêt. La première concerne les séances des conseils de guerre tenus pour connaître des faits de désertion ; les jugements sont datés et présentés division par division. La deuxième est une liste des promotions récentes indiquant la date de la promotion, le grade et l'unité de l'intéressé. La troisième, enfin, est une liste des pertes, par unité et par combat, indiquant les lieux, dates, noms et grades des victimes.

Durant toute l'année 1915, la confrontation de ces trois listes permettra à Andlauer de dresser l'ordre de bataille exact de l'armée allemande, de discerner quelles unités sont au repos, d'indiquer les pertes de chacune et de recueillir d'intéressantes informations sur l'état d'esprit qui y règne.

Un autre adjoint d'Andlauer mettra sur pied un système de « poste parallèle » permettant aux Alsaciens mobilisés du côté allemand mais ayant de la famille en France de correspondre avec leurs proches. Entre 400 et 500 soldats seront concernés par cette mesure et, bien entendu, leur courrier est soigneusement épluché. L'information la plus intéressante, toutefois, reste souvent la provenance même de ces lettres : un

système de fiches, strictement tenues à jour, permet aux hommes du commandant Andlauer de suivre le déplacement des unités adverses.

## *Verdun, un succès du commandant Andlauer*

L'un des plus grands succès d'Andlauer concerne l'offensive de Verdun.

En 1929, le maréchal Pétain écrit : « À la fin de décembre 1915 et au début de janvier 1916, nos services de renseignement enregistraient des bruits nombreux, le plus souvent vagues et contradictoires sur la possibilité d'une offensive allemande sur le front occidental. Ils en concluaient que les points menacés étaient, d'une part, le nord du secteur franco-anglo-belge, d'autre part le centre et la droite du secteur français, c'est-à-dire la Champagne, Verdun, la Lorraine ou Belfort ; autant dire que les indices se neutralisaient puisqu'ils se rapportaient à l'ensemble de nos positions… »

Pour être assez précis, ces souvenirs sont cependant faux, le Maréchal se trompe ou travestit délibérément la vérité pour cacher les erreurs du haut commandement.

En effet, ce n'est pas en « décembre 1915 ou en janvier 1916 » que le SR a prévenu de la possibilité d'une offensive sur Verdun, mais bien quatre mois plus tôt. Le rapport envoyé le 6 septembre 1915 par le poste de Belfort à la suite des confidences d'un officier allemand recruté par Andlauer témoigne : « On parle beaucoup d'une offensive de grande envergure qui sera dirigée, dans quelques mois, sur le front français. Il est question de deux points d'attaque principaux, Arras et Verdun. Des travaux de bétonnage pour pièces de très gros calibre auraient été faits récemment, un certain nombre de grandes unités seront transportées du front russe vers le front français. »

En octobre et en décembre, les renseignements vont se préciser : ce sera une « offensive puissante, sans souci des pertes » ; des troupes se concentrent dans la plaine de la Woëvre, non loin de Verdun ; des pièces d'artillerie de 420 et de 380 arrivent dans la région ; le 7e corps de réserve allemand, engagé jusque-là entre Soissons et Reims est retiré du front et mis au repos dans la région de Charleroi, etc.

Pétain, pourtant, persiste et signe en affirmant que du 10 au 18 février, les renseignements transmis sont « tellement contradictoires » qu'ils ne permettent pas au GQG de prendre de décision.

## *Andlauer annonce l'offensive allemande*

Encore une fois, rien n'est plus faux. Le 10 février 1916, Andlauer rédige le rapport dont rêve tout officier de renseignement : « D'excellentes sources : les Allemands vont tenter une offensive très sérieuse dans la région de Verdun. Les troupes chargées de cette offensive sont placées sous les ordres du Kronprinz… L'offensive doit commencer à une date aussi rapprochée que possible du 10 février. »

L'officier qui, en septembre, renseignait Andlauer sur les préparatifs de l'offensive ayant été démasqué et fusillé en même temps qu'un agent de liaison, ce sont des Alsaciens qui ont averti le commandant. L'un d'eux, professeur de médecine à Strasbourg, mobilisé comme médecin, n'a pas hésité à quitter son poste pour faire parvenir ses informations à l'« organe collecteur ». Dirigée par le Kronprinz, l'attaque débute le 21 février.

On notera que le poste de Belfort alimente aussi, régulièrement, un discret petit organisme entièrement voué à la « guerre psychologique » : des spécialistes y sondent en permanence le

moral allemand et rédigent ensuite des brochures, journaux et tracts disséminés sur les tranchées allemandes par le service de propagande aérienne…

## *Le commandant Ladoux, chasseur d'espions*

Tour à tour lieutenant de chasseurs alpins, instructeur à Saint-Cyr, officier d'ordonnance, journaliste plutôt marqué à gauche, puis chef du contre-espionnage militaire quand la Grande Guerre éclate, le commandant Ladoux est l'un des officiers les plus doués et les moins conformistes du SR français.

Responsable, entre autres, de l'organisation de la censure, on lui signale, dès le 6 août 1914, le flux quotidien de dépêches provenant du siège de la société Stucker à Londres, à destination de ses bureaux parisiens. Les vérifications ne laissent rien apparaître de suspect : la succursale parisienne de la maison Stucker, rue Vivienne, est semblable à n'importe quelle autre entreprise d'import-export au monde.

C'est finalement une coïncidence, comme seule la réalité voit parfois s'en produire, qui, un matin, lui ouvre les yeux. Les longues colonnes de chiffres – relatifs, entre autres, à des tonnages de charbon – régulièrement expédiées de Londres correspondent en fait aux effectifs anglais en voie d'embarquement pour la France. La maison Stucker n'est autre qu'une officine d'espionnage allemand implantée dans les deux principales villes alliées !

Ladoux parvient, avec l'aide d'amis américains et anglais, à intoxiquer le bureau Stucker à Paris : les télégrammes sont retenus par la censure et de fausses informations sont communiquées aux correspondants parisiens du réseau. Les données truquées fournies aux espions allemands influenceront

les décisions de l'état-major impérial dans les premiers mois de la guerre.

### *Le poste d'Hendaye observe l'Espagne*

En 1916, Ladoux, qui a pris conscience de l'importance de l'Espagne, neutre, comme base de repli pour les services secrets allemands, installe à Hendaye une antenne de ses services – le poste spécial militaire, ou PSM. Il met sur pied deux équipes, l'une fixe, l'autre « volante » (délicat euphémisme pour désigner un réseau de renseignement agissant en territoire étranger), composée de militaires connaissant bien le pays et la langue et autorisés à porter des tenues civiles pour circuler librement et débusquer les Allemands, prisonniers évadés, et les déserteurs français. C'est le sergent Cirot qui dirige la colonne volante.

En trois ans, le PSM rendra bien des services, permettant notamment de détecter les mouvements de sous-marins allemands autour du golfe de Gascogne, de dépister un foyer d'espionnage allemand à bord du *Frankenwald*, bateau ennemi séquestré dans le port de Portugalata, ou de participer à la filature de la célèbre Mata Hari lors de son dernier voyage en Espagne.

## *Guerre secrète en Suisse*

Au début de 1918, le représentant de la Sûreté générale en Suisse est bien ennuyé. Non seulement il doit faire face aux menées de ses adversaires allemands, mais son propre camp donne des arguments à l'ennemi. Depuis début janvier, en effet, les Alliés ont cessé de passer des commandes de munitions et autres équipements militaires à 11 usines qui, auparavant, travaillaient exclusivement pour eux et au nombre desquelles on trouve Picad-Pictet à Genève ou Breguet à La Chaux-de-

Fonds. De ce fait, plus de 3 000 ouvriers se retrouvent au chômage technique. Or, ces ouvriers de l'armement sont le fer de lance de la Ligue des travailleurs suisses du député Marcel Guinand, une organisation portée à bout de bras par les SR français dans le double but de combattre les courants socialistes révolutionnaires (et pacifistes) qui agitent le parti ouvrier suisse et d'influencer les décisions du gouvernement de Berne. Et, sans travail, ces braves militants sont « à la merci des agitateurs soldés », d'autant plus que, « déjà, Berlin a envoyé des négociateurs pour placer pour dix millions de commandes allemandes ».

## *Le Deuxième Bureau se paie la « Tribune de Genève »*

Autre souci : le procès intenté par Esterhazy-Wyps aux propriétaires de *La Tribune de Genève*. En fait, il ne s'agit que d'un banal conflit d'intérêts commercial. L'intéressé a été abusivement écarté du conseil de *La Tribune* par son administrateur délégué, Marcel Rouff. Mais, pour obtenir gain de cause, l'administrateur éjecté entend bien faire flèche de tout bois. En l'occurrence, il est prêt à révéler au procès que la direction de *La Tribune* fait chanter le gouvernement français.

En fait, la direction de *La Tribune* entend simplement faire monter les enchères, puisque, dès avant l'arrivée de Clemenceau au pouvoir, le gouvernement français s'intéressait financièrement à ce journal pour des raisons de propagande.

Et le crime paie, puisque le gouvernement de la République aurait versé 900 000 francs supplémentaires « pour éviter de voir un organe de presse important de Genève tomber dans les mains allemandes ».

## *Une vigilance de tous les instants*

Sur cette question et sur beaucoup d'autres, le « suivi » du poste de Genève de la Sûreté est quotidien. Tout défile, à commencer par l'extrême corruption qui règne dans la haute société genevoise : journalistes indélicats, politiciens vendus, juges fédéraux couvrant des opérations illégales, ou chef de la police de Berne mensualisé à hauteur de 5 000 marks par l'Allemagne…

De temps à autre, on peut apercevoir les manœuvres occultes, des services adverses. Ainsi quand Genève, le 10 mai 1918, répercute sur Paris un rapport envoyé de Stockholm et dont il ressort que les services allemands achètent, au prix fort, autant de devises américaines, anglaises et françaises que possible : il s'agit évidemment de constituer un « trésor de guerre » permettant de payer les agents travaillant pour Berlin dans les pays concernés.

Et le poste de Stockholm d'annoncer qu'il dispose d'un agent qui se fait fort de relever les numéros des billets et de les marquer, ce qui permettrait de suivre leur parcours. Opération d'autant plus intéressante que l'agent en question, « payé par le bénéfice sur le change », agirait gracieusement…

## *Les Jésuites contre la République ?*

Mais les hommes de la Sûreté à Genève, qui ont décidément fort à faire, s'intéressent de très près à une autre menace contre la France : celle de l'Église…

« Il est notoire, écrit, le 13 avril 1918, le chef de poste Farichon, que, dans les pays où ils ont une influence politique prépondérante, les Jésuites ont agi ouvertement, dès le début des hostilités, en faveur des empires centraux… »

Certes, reconnaît le bon M. Farichon, « on ne saurait accuser les Jésuites français de n'avoir pas rempli leur devoir. Mais « ils n'ont pas rompu avec les dirigeants de l'ordre, sujets des puissances ennemies… »

Et d'épingler le système de courrier clandestin mis au point par le père Édouard Finé, proche collaborateur du père Ledochowski, général de la Compagnie de Jésus, vivant en Suisse depuis l'entrée en guerre de l'Italie, pour permettre aux Jésuites français de communiquer avec la tête de l'ordre en échappant à la censure. Le père Ledochowski étant sur le point de créer une organisation pacifiste, cette information ne peut que passionner le contre-espionnage français.

« La Compagnie de Jésus a la réputation d'être un ordre unifié, où l'obéissance aveugle aux décisions des supérieurs est imposée à tous les membres » ; donc, « il ne paraît pas téméraire de dire qu'ils ne pourraient résister que très difficilement aux ordres de leur général… »

Dès lors, l'activité des bons pères et, au-delà, celle de l'ensemble des congrégations et même du Vatican seront passées à la loupe.

Le Souverain Pontife reçoit-il « secrètement », à plusieurs reprises à la mi-avril 1918, Mgr Staniero, cardinal italien soupçonné d'être lié à l'« internationale » pacifiste ? Une note est aussitôt rédigée. Comme on souligne soigneusement le fait qu'un évêque allemand se voit remettre la somme de 50 000 marks destinés au Sinn Féin irlandais. Le 23 mars, déjà, le poste de Genève signalait à Paris que la cour de Bavière, *via* la nonciature apostolique de Munich et la représentation de la Deutsche Bank, mettait 500 000 marks à la disposition d'un autre homme d'Église, Mgr Todeschini, aux fins de financer l'action pacifiste en France et en Suisse…

## *L’ennemi, c’est Caillaux*

Autre souci permanent pour la Sûreté, en ces temps de guerre : les faits et gestes de Joseph Caillaux, député radical et pacifiste notoire.

Sa farouche opposition à la guerre lui vaut d’être au centre d’un vaste dispositif d’« environnement » de la Sûreté générale. Ainsi, une note « très secrète » du 13 avril 1918 affirme que l’ancien ministre a eu, lors d’un séjour à Rome, « un long entretien avec Monsieur Kappenberg, correspondant de la *Gazette de Cologne* » et, surtout, agent des services allemands, et, lorsqu’un avocat de Paris, de passage à Genève, confie au coiffeur de l’hôtel Bristol la grande admiration qu’il a pour Joseph Caillaux, le coiffeur, agent de la Sûreté, rapporte fidèlement ses propos.

Basse police ? Oui, et elle portera ses fruits lorsque Caillaux, arrêté, en 1917, sur ordre de Clemenceau, se verra condamné, en 1920, pour « aide involontaire à l’ennemi », un concept qui laisse rêveur.

Comment s’étonner en voyant ainsi les hommes du ministère de l’Intérieur dépenser sans compter leur énergie dans le seul but de nourrir les fantasmes anticléricaux (pas toujours dénués de fondement, cela étant dit) de leur ministre, si les professionnels du renseignement, comme Andlauer, jugent souvent très négativement leur travail ?

## Les Sections spéciales d’écoute, ancêtres du renseignement électronique…

En 1915, des ingénieurs français s'aperçoivent que, grâce à un phénomène technique lié au mode de communication de l'époque, il est possible d'écouter les conversations adverses. Et ce, d'autant plus que les premières années de la guerre se feront dans les tranchées et que les lignes ennemies sont parfois proches de quelques mètres. Dès 1916, pendant la bataille de Verdun, un premier poste d'écoute artisanal donnera de bons résultats, et l'expérience se généralise avant la création officielle, début 1917, des Sections spéciales d'écoute mises au service du SR. Elles se composent de techniciens et d'interprètes capables de les écouter en temps réel.

Le rôle de ces interprètes est d'autant plus difficile qu'il leur faut comprendre non seulement l'allemand mais aussi ses différents patois et être familiarisés avec la terminologie militaire. La plupart des interprètes travaillant déjà pour l'état-major, les Sections spéciales se rabattront sur quelques professeurs et sur des volontaires de la Légion étrangère d'origine allemande ou suisse.

Durant les deux dernières années de la guerre, les écoutes téléphoniques rendront d'inappréciables services, permettant de juger du moral des troupes ennemies, de tenir à jour leurs mouvements, et d'être informé de leurs offensives et de capter les informations destinées au réglage de l'artillerie.

## *Marginaux et aventuriers dans la guerre de l'ombre*

Comme dans les siècles précédents, l'espionnage va, évidemment, attirer son lot de marginaux, de têtes brûlées ou

même d’escrocs. Galerie de portraits.

## *La curieuse ascension de Luca Cortese*

Le 3 avril 1918, la Sûreté générale rédige un rapport qui démonte les mécanismes d’une affaire qui défraie la chronique, en Italie.

Au centre de cette histoire, on trouve un certain Luca Cortese, accusé d’avoir escroqué deux établissements bancaires (la Banca Latina et le Credito Centrale del Lazio) de plus de 15 millions de lires, une somme assez considérable. Comment des banques ont-elles pu avancer de l’argent à un homme criblé de dettes et connu pour de multiples escroqueries ? Certes, Manfredini, le directeur du Credito Centrale, se trouve à ses côtés dans le box des accusés. Mais n’a-t-il agi que par pur esprit de lucre ? Rien n’est moins sûr…

### *Espionnage sous couvert d’édition*

En janvier 1916, la vie de Cortese change du tout au tout. En quelques mois, il met sur pied un véritable trust de maisons d’édition et de troupes artistiques diverses. Il n’a pas de fonds propres ? Qu’à cela ne tienne ! Le Credito Centrale reçoit, par la valise diplomatique de la nonciature de Munich, des lettres garantissant tous les versements faits à Luca Cortese…

Cependant, la chance insolente de Cortese a attiré l’attention du SR/mer italien et de l’Ufficio Investigazioni de Rome, qui se rendent assez rapidement compte que les maisons d’édition règlent d’importantes avances à des spécialistes des questions militaires pour des ouvrages qui ne voient jamais le jour…

Mieux, Cortese pousse le patriotisme jusqu’à organiser des tournées artistiques pour les soldats du front. Ses techniciens

profitent de ces déplacements pour tourner des images censées servir à des documentaires de propagande.

À la fin de 1917, le chevalier Gasti, directeur de la Sécurité italienne, a rassemblé assez d'éléments pour faire arrêter le fringant entrepreneur. Mais le scandale risque d'être énorme. « L'instruction est confiée au juge Mosca, ordinairement désigné lorsqu'il s'agit d'étouffer une affaire ». Ses consignes ? Ignorer tout l'aspect « espionnage » du dossier pour n'en faire ressortir que des abus de confiance et, bien entendu, brouiller toute piste conduisant au Vatican. Il s'y emploiera à merveille…

## *Thomas Edward Lawrence, l'aventurier absolu*

« Je ne suis pas de ceux que l'on peut résumer en trois mots », dira un jour Lawrence lui-même. Il n'est guère facile, en effet, de narrer en quelques lignes l'extraordinaire destin de cet homme à la personnalité ambiguë et très controversée, qui fut tour à tour archéologue, explorateur, agent de renseignement, soldat, stratège, diplomate, écrivain, mais reste avant tout dans l'histoire comme l'organisateur de la révolte des Arabes contre la puissance ottomane et leur libérateur.

Thomas Edward Lawrence naît le 16 août 1888, au pays de Galles.

Durant ses premières années, la famille Lawrence voyage beaucoup avant de se fixer, en 1896, à Oxford. *Ned* est déjà un garçon assez solitaire. Lorsqu'il a 16 ans, au cours d'une récréation, il se fracture la jambe ; il attendra courageusement la fin des cours pour se plaindre. Cet accident a pour effet d'arrêter sa croissance, et sa taille ne dépassera jamais 1,64 m. « Je suis un Hercule de poche », s'exclame-t-il amèrement.

## *Découverte de l'Orient*

En juin 1909, muni d'un pistolet Mauser, d'un appareil photographique et de quelques vêtements, Lawrence, à peine âgé de 21 ans, s'embarque à destination de Beyrouth. L'Orient le submerge. « Les Arabes exercent un attrait particulier sur mon imagination. » C'est au retour d'un périple de 1 750 km effectué à pied qu'il rédige sa thèse de doctorat, *L'Influence des croisades sur l'architecture militaire européenne*.

L'un de ses professeurs, David Hogarth, lui obtient alors une bourse afin qu'il puisse se joindre à la mission archéologique anglaise qui effectue des fouilles à Karkemish, sur l'Euphrate.

Dès son arrivée, Lawrence, qui, contrairement aux autres membres de la mission, parle la langue des Bédouins et mène la même vie qu'eux, est très populaire.

Malgré la passion qu'il voue à son activité archéologique, Lawrence est convaincu qu'il a une autre mission à mener. Le vieil Empire ottoman commence à craquer de toutes parts et la France, l'Allemagne, l'Angleterre et la Russie n'attendent que sa chute pour bondir sur son cadavre.

En 1914, peu avant la déclaration de guerre, Lawrence et l'un de ses amis, l'archéologue Leonard Woolley, effectuent une prospection archéologique du désert du Sinaï. Officieusement, ce voyage d'étude sert en fait de couverture aux travaux d'un officier du génie, le capitaine C.F. Newcombe, chargé d'établir la carte de la région en prévision d'un conflit éventuel avec la Turquie. En juin 1914, il participe à une nouvelle mission de Newcombe, sur la ligne de chemin de fer Berlin-Bagdad.

## *Le roi non couronné d'Arabie*

Quatre mois après le déclenchement des hostilités, Lawrence se retrouve au Caire, où il est affecté tout à la fois au SR et au

Service cartographique de l'armée d'Égypte. L'accueil qu'on lui réserve est, c'est le moins qu'on puisse dire, glacial : « Je vis apparaître à la porte de mon bureau un petit freluquet incroyablement fagoté, qui m'expliqua ce qu'il venait faire, d'un air à la fois goguenard et embarrassé. Après son départ, les officiers du service se demandèrent, ahuris, si ce clown était naturellement grotesque, ou s'il le faisait exprès. »

Le 21 mars 1916 est créé l'Arab Bureau (MO4), rattaché au SR britannique et auquel *Ned* obtiendra d'être affecté en octobre.

Quelques jours plus tard, T.E. Lawrence remplit sa première mission d'importance. On le charge d'aller à Bassorah afin de soudoyer le commandant turc Halil Pacha, pour l'amener à lever le siège de Kout-al-Amara, où une garnison anglaise est encerclée. C'est un échec. Lawrence songe aussitôt à fomenter une révolte locale, mais il se heurte à un veto absolu de l'état-major anglais.

Envoyé sonder les quatre fils du chérif Hussein, chef des armées arabes dressées contre la domination turque, il tombe rapidement sous le charme de l'émir Fayçal, troisième fils de Hussein.

En janvier 1917, il apprend son détachement auprès du chef arabe comme officier de liaison.

## *Un homme indépendant*

Le 6 juillet 1917, l'armée arabe prend le port d'Akaba, écartant ainsi toute menace sur Suez et couvrant le flanc droit de l'armée du général Allenby. Lawrence, seul officier britannique présent, est considéré comme un héros national, promu major, décoré et cité à l'ordre de l'Armée. Un succès d'autant plus mérité que Fayçal, qui devait commander l'expédition, s'est récusé, et c'est lui-même qui a dû mener les Arabes au combat.

Cette victoire a d'énormes répercussions psychologiques sur Lawrence : elle marque le début de sa prise d'indépendance à l'égard des autorités du Caire. Si, pour les Britanniques, la révolte arabe n'est qu'un instrument destiné à faciliter l'avancée de leurs armées, elle est devenue une fin en soi pour Lawrence. C'est à ce moment que Lawrence, sommé de choisir entre les intérêts de l'Angleterre et ceux des Arabes, a opté pour ces derniers.

## L'art de manipuler les Arabes

En août 1917, il rédige un document majeur, « 27 articles sur l'art de manier les Arabes de Hedjaz », véritable vade-mecum des agents envoyés auprès de dirigeants arabes.

« L'art de manipuler les Arabes, conclut-il, est un secret dont l'alpha et l'oméga sont de les étudier sans cesse. Soyez toujours sur vos gardes ; ne dites jamais rien d'inutile, surveillez-vous et surveillez vos compagnons sans arrêt : écoutez tout ce qui se passe, veillez à découvrir ce qui se trame sous la surface, déchiffrez leur caractère, découvrez leurs goûts et leurs faiblesses, et gardez pour vous toutes vos trouvailles. Enfouissez-vous dans les cercles arabes, ne montrez aucun intérêt, n'apportez aucune idée excepté pour le travail en cours. Votre succès sera en proportion de la masse de travail mental que vous lui aurez consacré. »

### *De Deraa à Jérusalem*

Le 20 novembre 1917, Lawrence, déguisé, effectue, seul, une reconnaissance à Deraa. Capturé par les Turcs, qui le prennent pour un déserteur, il est violé et flagellé.

Évadé, c'est en tenue d'officier britannique qu'il pénètre, à pied, vingt et un jours plus tard, juste derrière Allenby, dans la ville de Jérusalem.

Sous couvert de se rendre auprès de sa famille, il entend bien tout faire pour torpiller les accords Sykes-Picot, qui, signés le 16 mai 1916 entre la France et la Grande-Bretagne, prévoient secrètement le partage du Moyen-Orient entre les deux puissances.

Il vient d'apprendre l'existence de ce texte et en est profondément choqué : « Si j'avais été un conseiller honnête, dira-t-il, j'aurais dû renvoyer mes hommes chez eux au lieu de les laisser risquer leur vie… »

La honte amère d'avoir menti à ses compagnons d'armes le poursuivra le restant de ses jours. Il est, par ailleurs, persuadé que ses supérieurs se sont servis de lui pour tromper les Arabes.

C'est pourquoi il refuse, le 20 octobre, les insignes de commandeur de l'ordre du Bain, au palais de Buckingham. Churchill raconte : « Le roi se prépara à l'accrocher à l'agrafe sur la tunique de l'uniforme ; Lawrence l'arrêta, et, à voix basse, sur le ton du plus profond respect, lui expliqua qu'il ne pouvait recevoir aucune distinction de la main de Sa Majesté aussi longtemps que la Grande-Bretagne trahirait les engagements pris en son nom envers les Arabes, ses courageux alliés. »

En janvier 1919, Lawrence participe aux négociations du traité de paix, à Paris, comme « conseiller technique » de la délégation du Foreign Office pour le Proche-Orient. Mais il est aussi (surtout ?) présent comme conseiller et interprète de

Fayçal. En même temps, il entame la rédaction de ce qui restera l'œuvre de sa vie : *Les Sept Piliers de la sagesse*.

Extraordinaire histoire que celle de ce manuscrit ! Le texte, long d'environ 330 000 mots, connaîtra trois versions : Lawrence égarera la première dans une gare et réécrira complètement la deuxième.

Winston Churchill, nouveau ministre des Colonies, l'engage comme conseiller pour les affaires arabes. Durant toute l'année, il remplit diverses missions, qui l'envoie au Caire puis à Djeddah et à Amman pour y négocier avec les Arabes et y conseiller Hussein et son fils, Abdallah, devenu roi de Transjordanie. Début 1922, il termine la version définitive des *Sept Piliers*… qu'il fait imprimer en… huit exemplaires : il refusera pendant des années toute édition commerciale. Il démissionne de son poste et s'engage comme simple recrue, sous le nom de John Hume Ross, dans la Royal Air Force.

La deuxième carrière militaire de T.E. Lawrence ne sera pas de tout repos : en décembre 1922, le *Daily Express*, qui a retrouvé sa trace, publie un article qui fait du bruit sur un « Roi sans couronne, soldat de deuxième classe ». Exclu, dès lors, des rangs de la RAF, il vit pendant quelques mois comme un clochard, jusqu'à ce que le War Office l'autorise, en mars 1923, à s'engager dans l'armée blindée. En août 1925, il est réintégré dans la RAF.

Lui-même dira, à la fin de ses jours : « Je trône dans ma petite maison, plutôt étonné de découvrir ce qui m'est arrivé, ce qui m'arrive et ce qui va m'arriver. »

Mélancolique, il mène une double vie. Simple soldat le jour, il reçoit régulièrement la visite d'auteurs en vue et il poursuit sa propre œuvre d'écrivain, traduit *L'Odyssée*, fréquente George Bernard Shaw, ou Thomas Hardy, des députés et des éditeurs.

Le 13 mai 1935, alors qu'il tente d'éviter deux jeunes garçons à vélo, il perd le contrôle de sa motocyclette. Après avoir passé cinq jours dans le coma, il décède le 19 mai.

La cérémonie funéraire réunira le surlendemain politiciens, militaires et hommes de lettres. Mais, dans le petit cimetière de Moreton, un seul homme suivra le cercueil de Thomas Edward Lawrence : Winston Churchill…

## *Trebitsch Lincoln (1879-1943), un espion peu ordinaire*

C'est une personnalité moins noble mais néanmoins très curieuse que celle de Trebitsch Lincoln, un homme qui renoncera à l'Église pour devenir espion et aventurier et qui finira pourtant sa vie dans un… couvent chinois.

Il est difficile, en fait, de retracer en détail l'existence de cet homme. Une chose paraît toutefois évidente : partout où il apparaît, la révolution ou la guerre civile semblent immédiatement éclater.

Fils de commerçants juifs pratiquants qui le destinent au rabbinat, le jeune Timothy Trebitsch Lincoln fréquente les écoles supérieures de Budapest. En 1899, il quitte la Hongrie pour tenter sa chance à Londres. Il se convertit au christianisme et devient tour à tour luthérien, prédicateur méthodiste au Canada, puis pasteur, dans le Kent. Naturalisé citoyen britannique, il épouse la fille d'un Juif hongrois fortuné. S'apercevant alors qu'il n'a aucune vocation religieuse, il abandonne l'Église pour se tourner vers la politique.

En 1910, il est élu aux Communes. Dilettante et dépensier, ne s'occupant guère de sa circonscription, il n'est pas réélu, et en 1914, lorsque la guerre éclate, il se retrouve sans situation et sans argent. Il offre alors ses services au ministre des Affaires étrangères, puis à l'Amirauté, à laquelle il soumet un plan

destiné à attirer une partie de la flotte allemande en mer du Nord. Évidemment, l'exécution de ce projet sous-entend que l'ordre de bataille de la flotte anglaise soit révélé à Trebitsch. L'amiral Hall, directeur du service de renseignement naval, refuse.

## *Agent double*

Trebitsch Lincoln ne se décourage pas. Il tente de prouver sa valeur au service de contre-espionnage en lui proposant un autre plan génial : se faire embaucher par les services secrets allemands et devenir un agent double. Il se rend à Rotterdam et remet à un agent allemand des messages chiffrés pour le commandant de la marine de guerre. Revenu en Angleterre, il affirme s'être procuré les codes secrets de la Kriegsmarine. Mais méfiant, Vernon Kell, le chef du MI5, l'a fait suivre en Hollande et il a acquis la conviction que Trebitsch est effectivement bien un agent double, mais un agent double allemand.

Sentant le vent tourner, Trebitsch Lincoln se rend alors à New York, où il travaille comme journaliste. Il prend contact avec l'espionnage allemand.

## *L'heure des comptes*

Mais Trebitsch, qui a une confiance exagérée en son intelligence, fait une erreur en sous-estimant ses ennemis. Les Anglais décident de le faire revenir au pays.

Jugé à Londres en 1915, il est condamné à trois ans de prison comme faussaire et non comme espion ; le fait est surprenant, mais peut-être n'a-t-on pas voulu offenser le Parlement en fusillant l'un de ses anciens membres.

À sa sortie de prison, Trebitsch Lincoln sera expulsé d'Angleterre. Vouant une haine sans merci à la Grande-Bretagne et dominé par la volonté de se venger, il se rendra en Allemagne, devenue le lieu de rendez-vous des agents, aventuriers et autres conspirateurs du monde entier.

Il continue à comploter, rêvant de susciter soulèvements et révolutions. Mais, connu de tous les services de contre-espionnage d'Europe, il a de plus en plus de mal à mener à bien ce qui lui semble être sa « mission historique ».

Il vogue alors vers la Chine, un pays dont il ne connaît rien, et pourtant, quelques mois plus tard, il devient conseiller militaire du général Wu Peï Fu, le plus puissant seigneur de guerre chinois, contribuant ainsi à faire entrer dans une nouvelle phase la guerre civile qui dévaste alors le pays.

Converti au bouddhisme et devenu moine, il dit définitivement adieu au monde en s'enfermant dans un vieux couvent.

# Chapitre 24

# L’entre-deux-guerres

***Dans ce chapitre :***

- Vienne et Berlin au régime sec
- Sanglantes péripéties irlandaises pour le MI6
- Le SR français à l’école
- Un œil grand ouvert sur Berlin
- Des espions de papier

***L***e 11 novembre 1918, à 11 heures du matin, toutes les cloches de France sonnent pour saluer l’armistice. Neuf millions de morts, huit millions d’invalides, 10 % de la population masculine active française tuée ou disparue (soit 1,4 million d’hommes) : le bilan est effroyable.

## *Une nouvelle carte de l’Europe*

L’Allemagne, où le Kaiser a abdiqué, est ruinée par le conflit et en proie à la guerre civile ; la monarchie austro-hongroise a sombré corps et biens et il n’en reste que l’Autriche, devenue elle aussi une république. En Russie, le régime tsariste a été balayé. Les États-Unis accèdent désormais au statut de grande puissance.

# *Évolution des services après la guerre*

La fin de la guerre est évidemment marquée par une démobilisation massive, les populations, elles, veulent oublier le carnage et se lancent dans les ébouriffantes « Années folles ». Mais que deviendront les services secrets la paix revenue ?

## *Disparition du renseignement à Vienne, mise en sommeil à Berlin*

En Autriche, l'Evidenzburö a vécu : le 31 octobre 1918, Max Ronge réunit ses officiers pour leur annoncer la dissolution du service.

En Allemagne, les services sont officiellement dissous, mais ils vont survivre dans une semi-clandestinité et préparer la revanche.

En Russie, l'Okhrana disparaît avec le régime impérial pour céder la place aux services de sécurité.

En Grande-Bretagne et en France, en revanche, les services ont prouvé leur efficacité et ils sont désormais solidement installés dans les coulisses du pouvoir.

## *Michael Collins, héros de l'ombre de l'IRA*

À Dublin, après le sanglant échec de l'insurrection de Pâques 1916, le mouvement républicain s'est repris. Mais la Special Branch anglaise, la police spéciale irlandaise et les services secrets de Londres mènent la vie dure aux partisans de l'indépendance.

C’est alors que Michael Collins, le jeune chef d’état-major de l’IRA (Irish Republican Army), décide d’utiliser les mêmes armes que l’ennemi. Celui-ci a des indicateurs ? Collins en aura. Il a des agents secrets ? Collins en formera et deviendra un maître de l’action clandestine.

Alors que, jusqu’à présent, la question irlandaise a été traitée par les services de sécurité intérieure, le gouvernement décide donc d’envoyer à Dublin une équipe d’officiers du MI6 dont on pense qu’ils pourront échapper à la vigilance du SR de l’IRA et travailler à l’élimination physique des principaux dirigeants républicains.

### *Dimanche sanglant pour l’Intelligence Service*

Mais avant même d’avoir mis le pied sur le sol irlandais, les hommes du MI6 sont identifiés, grâce à des « taupes » parfois haut placées dans l’Administration britannique.

Ces informations permettront à Collins de réaliser son coup d’éclat : l’assassinat à Dublin, le 21 novembre 1920, de quatorze des agents secrets d’élite. Ce « dimanche sanglant » marquera longtemps la mémoire du MI6…

## *En France, pérennisation du renseignement*

Dès mai 1925, l’état-major prévoit l’organisation régulière de stages de formation pour les officiers du SR afin de les garder dans une « forme honorable ».

## *Le SR à l’exercice*

Ce premier stage est destiné aux chefs de postes « encerclant l'Allemagne » et à leurs interlocuteurs parisiens. Mais d'autres exercices seront organisés pour d'autres zones géopolitiques : Méditerranée occidentale, Russie, Balkans…

Au menu (particulièrement chargé) de cette studieuse semaine : « organisation du SR en temps de paix ; mobilisation des SR ; la TSF ; les lignes régulières d'aviation utilisables en période de tension internationale ; l'utilisation des pigeons ; les encres sympathiques ; le fonctionnement d'un SR d'armée et d'un poste SR dépendant du GQG », et enfin le « bilan de ce que nous savons sur l'Allemagne ».

De plus, les stagiaires bénéficieront d'une conférence donnée par un « grand ancien », en l'occurrence le colonel Andlauer, venu leur expliquer l'histoire et le fonctionnement du poste de Belfort durant la Grande Guerre. La cerise sur le gâteau, c'est l'exercice pratique qui clôture le stage.

## Un exercice particulièrement révélateur

Le contexte du principal exercice pratique de ce premier stage (du 21 au 28 octobre 1925), tel qu'il est défini en introduction, parle de lui-même : « Depuis plusieurs mois, la situation économique en Europe est très mauvaise. En Allemagne, en Grande-Bretagne, en France, sévissent des crises qu'exploite une propagande communiste intense. On signale de graves troubles en Inde et en Égypte. L'Afrique du Nord est travaillée, en particulier la Tunisie. La Pologne est agitée, les fabriques de guerre travaillent à plein en Espagne, Italie, Suisse, Hollande et Suède…

L’Allemagne est agitée de manifestations nationalistes. Cependant, aucune instruction de Paris n’arrive aux postes concernés. Que doivent-ils faire ? »

Ainsi sont présentes les trois préoccupations majeures du SR : la menace communiste, l’instabilité de l’Allemagne et l’agitation dans les colonies.

## *Garder un œil sur Berlin*

Les officiers de renseignement sentent en effet que la querelle franco-allemande n’est pas entièrement soldée. Certes, l’Alsace et la Lorraine ont été récupérées. Mais l’Allemagne n’a pas capitulé : elle a demandé un armistice, ce qui est très différent. Elle a gardé quelques capacités militaires, la fièvre nationaliste n’est pas éteinte.

Il n’est pas inutile, ici, de souligner comment, le 1er janvier 1933, un mois avant l’accession de Hitler au pouvoir, le SR voit l’armée allemande : « La Reichswehr est une armée en voie d’évolution. Très proche, encore, de l’armée imposée par le traité de Versailles, elle s’en éloigne à grands pas par l’esprit qui l’anime, l’activité qu’elle déploie dans des domaines qui lui sont encore théoriquement interdits, la place qu’elle réserve déjà dans ses rangs à des spécialités, à des méthodes, à des armes nouvelles. »

### *Renforcement des moyens, réorganisation des méthodes*

Le SR français n’aura donc de cesse, tout au long des années 1930, que d’affiner sa connaissance de l’Allemagne.

En 1932 arrive à la tête de la centrale le colonel Roux. Il va contribuer au renforcement des moyens mis en place par Paris mais en privilégiant deux des sections géographiques : les sections « allemande » (Allemagne et Europe centrale) et « Midi » (Italie, Méditerranée, et Proche-Orient).

Que ce soit en SR ou en CE, le travail de la centrale s'organise à travers le réseau tissé qui couvre toute l'Europe nordique, centrale et orientale. Au niveau du Deuxième Bureau, les renseignements fournis par le SR sont recoupés avec ceux provenant des rapports des attachés militaire, de la presse et des échanges avec les pays amis (la Grande-Bretagne, mais aussi la Roumanie, la Pologne ou la Yougoslavie).

### *3 000 agents français, dont plus de 1 500 en Allemagne*

En tout, le SR, jusqu'à la guerre, va manipuler environ 3 000 agents, dont plus de la moitié sur l'Allemagne. À ces agents il faut encore ajouter, en contre-espionnage, les « W » et les « W2 ». Les premiers, choisis pour leur intelligence et leur loyauté, ont été infiltrés volontairement dans le SR adverse, les seconds sont des agents « retournés ». L'un des meilleurs W français est un certain Doudot, chef du CE du BREM. Doudot, qui réussit le tour de force de travailler sous deux identités différentes pour deux postes de l'Abwehr, permettra à Paris d'identifier plusieurs officiers ennemis et une trentaine de Belges et de Français travaillant pour l'Allemagne.

## Les postes de recherche régionaux français dans les années 1930

- BENE (Bureau d'études du Nord-Est) : basé à Lille, antennes à Anvers et Rotterdam.
- BREM (Bureau régional d'études militaires) : basé à Metz, antenne à Luxembourg.
- SCM (Services de communications militaires) : basés à Belfort avec une annexe à Strasbourg, antennes à Bâle et Zurich.
- SER (Section d'études régionales) : basée à Marseille.
- SEA (Services d'études algériennes) : basés à Alger, annexe à Tunis.
- BEP (Bureau d'études pyrénéennes) : basé à Perpignan.

## *Le SR français au Moyen-Orient et en Asie*

Le SR français est également actif dans le monde musulman.

Ainsi, René Bertrand est-il affecté, en 1923, comme attaché militaire près des légations de Kaboul et de Téhéran.

Il y restera jusqu'en 1929, alternant exploits sportifs (il sera, en 1929, l'un des organisateurs de la « Croisière jaune ») et collecte de renseignements.

Placé sous l'autorité du poste de Beyrouth, il l'inonde de rapports passionnants sur la politique intérieure. Tout l'intéresse et il tire magnifiquement parti de la localisation de son poste ; il s'intéresse aux armes que Moscou livre à l'Afghanistan et aux menées révolutionnaires en Inde ; enfin, il n'oublie pas de rendre compte de chaque mouvement de ses collègues britanniques.

Mais bientôt, ces rivalités vont passer au second plan et même s'effacer. Dès 1935, la menace allemande se précise.

## *Un genre nouveau et populaire : le roman d'espionnage*

L'après-guerre voit fleurir un genre littéraire « nouveau » : le roman d'espionnage. Certes, il y a eu quelques précédents. En 1821, l'Américain Fenimore Cooper publiait *The Spy* (« L'Espion »), généralement considéré comme le premier ouvrage du genre. Conan Doyle avait lancé son Sherlock Holmes, et Rudyard Kipling, décrit dans *Kim*, en 1901, l'apprentissage d'un jeune agent de l'Angleterre en Inde.

Mais la fin de la Première Guerre mondiale va littéralement faire « exploser » ce genre.

Le premier grand professionnel du genre est sans doute William Le Queux, ancien correspondant de guerre et lui-même ancien agent du MI6. Aujourd'hui très oublié, il a laissé plus de 150 ouvrages.

### *Quelques grands auteurs et un miroir de l'époque*

L'immense Agatha Christie elle-même se frottera à ce genre : les romans *The Big Four* en 1927, *They Came to Baghdad* en 1952.

La production se nourrit des peurs ou des fantasmes de l'époque : péril jaune, communisme, militarisme allemand ou nazisme, sociétés secrètes, armes nouvelles et terrifiantes…

Beaucoup ont sombré dans l'oubli, mais ils ne doivent pas nous faire oublier quelques très grands noms : Joseph Conrad (*The*

*Secret Agent*, 1907), John Buchan (*The Thirty Nine Steps*, 1915), Somerset Maugham (*Ashenden*, 1928) ou Graham Greene (*The Confidential Agent*, 1939).

# Chapitre 25

# Naissance de l'appareil de renseignement soviétique

***Dans ce chapitre :***

- Les dernières erreurs de l'Okhrana
- La terreur au service de la révolution
- Des aventuriers anglais contre les bolcheviques
- Triomphe de la Tcheka
- Des militants devenus espions

***L'***histoire du renseignement soviétique est indissociable de celle de l'Okhrana, la police secrète tsariste.

Il y a quelques années, nous avions eu le (rare) privilège de visiter l'ancien « musée du KGB », non loin de la place Loubianka, à Moscou. Cette institution est toujours fermée et l'entrée y est strictement réservée aux officiers des SR russes, à des délégations de « services amis » et à quelques spécialistes. Dans la salle d'honneur, la moitié des vitrines étaient consacrées à l'histoire des services de sécurité russes avant la révolution. Intelligente façon de replacer l'histoire des « organes » soviétiques dans leur contexte général.

# *Préhistoire : les dernières années de l'Okhrana*

Pour comprendre la situation des services russes à l'époque où se produit la Grande Révolution d'Octobre, il faut s'intéresser aux dernières années de la police secrète tsariste.

## *L'Okhrana favorise les bolcheviques*

La politique étant loin d'être une science exacte, l'exercice de la police politique peut réserver de surprenants « retours de manivelle ».

Ainsi, par une de ses erreurs de calcul, l'Okhrana décide, sans doute vers 1910, de favoriser la fraction bolchevique du parti social-démocrate. Le raisonnement des policiers est simple : les bolcheviques, trop extrémistes et doctrinaires pour rassembler largement autour de leurs idées, vont rester minoritaires et ne peuvent donc pas représenter une menace réelle. En revanche, en les aidant, on peut affaiblir les autres composantes du mouvement démocratique et révolutionnaire.

L'Okhrana s'emploie donc à faciliter la carrière d'un petit délinquant de Saint-Pétersbourg, qui montre quelques talents pour l'action révolutionnaire.

Après une adolescence difficile, Roman Malinovski a été attiré par le militantisme révolutionnaire dès 1902. Ses dons d'orateur et son dévouement le portent rapidement à la tête du syndicat des métallurgistes de Saint-Pétersbourg. Recruté par la police secrète, il est chargé de se rapprocher de Lénine.

Nommé au Comité central, Malinovski est aussitôt désigné comme candidat aux élections législatives pour la région de Moscou. Difficile de dire qui l'aide le plus de ses camarades de parti ou des policiers qu'il renseigne. L'Okhrana ne se borne

pas à lui procurer l'indispensable certificat de bonne vie et mœurs, elle ira jusqu'à arrêter ses rivaux les mieux placés.

Élu à la Douma, il y sera le porte-parole de Lénine, qui dira un jour de lui : « D'une main, il envoya des dizaines des meilleurs bolcheviques au bagne ou à l'échafaud, de l'autre, il ne pouvait s'empêcher d'en former des millions d'autres… »

Toute l'ambiguïté de l'action de l'Okhrana se trouve résumée dans la phrase de Lénine : certes, ses agents infiltrés sont de fidèles auxiliaires de la police politique, mais dans le même temps, pour pouvoir rendre les services que l'on attend d'eux, ils sont bien forcés de déployer la plus grande activité : les bombes d'Azev déciment la haute Administration et les mots de Malinovski mobilisent les masses contre le régime.

Enfin, en luttant sans distinction contre l'ensemble de l'opposition, l'Okhrana interdit, de fait, toute évolution du régime. Les modérés éliminés, ce sont, par définition, les extrémistes qui tirent les marrons du feu.

Le paradoxe est là : d'une certaine manière, la victoire bolchevique et les décennies de régime communiste qui s'ensuivirent sont inscrites dans l'action même de la police censée défendre le régime tsariste.

Finalement démasqué, Malinovski s'enfuit à l'étranger. Il reviendra en Russie en 1918 pour se constituer prisonnier et être jugé. Il sera exécuté dans une cour du Kremlin.

## *Les révolutions s'enchaînent*

En février, éclate la première révolution. Elle est démocratique mais sera sans lendemain. Divisés et faibles, les démocrates sont renversés, huit mois plus tard, le 25 octobre (le

7 novembre, dans notre calendrier), par la fraction bolchevique de Lénine. La Russie s'enfonce alors dans le chaos et la terreur.

## *Guerre civile, ingérences étrangères*

La France et la Grande-Bretagne mènent une politique agressive contre le pouvoir des soviets, n'hésitant pas à envoyer sur place des corps expéditionnaires et soutenant à bout de bras les Armées blanches.

Les services secrets français et, surtout, anglais, vont mener de multiples opérations pour saper les bases du jeune gouvernement communiste, la plupart se terminant par de cuisants échecs. À compter de 1924 (le 2 février, la Grande-Bretagne reconnaît, *de jure*, le gouvernement soviétique ; elle sera suivie par la France), l'URSS « normalise » ses relations avec ses voisins et adversaires. Les SR (services de renseignement) occidentaux n'auront plus qu'une attitude essentiellement défensive face à l'URSS, mais l'action des services secrets soviétiques, elle, va croître dans d'énormes proportions.

Chacun comprend alors, à Paris comme à Berlin, que l'empire, en proie à de terribles tensions internes, ébranlé par la guerre, est le maillon faible de l'alliance qui combat les « puissances centrales » et que le sort des armes pourrait bien se décider dans les steppes russes. Un simple coup de pouce pourrait suffire à rompre la chaîne qui encercle l'Allemagne et l'Autriche. Ce coup de pouce, Lénine pourrait le donner. Encore faut-il l'y aider…

## *Lénine, agent de l'Allemagne ?*

Si Lénine n'a sans doute jamais été un « agent de l'Allemagne », il est clair néanmoins que son sort est loin

d’être indifférent à Berlin, qui croit, à raison, pouvoir utiliser les talents du chef de file du parti bolchevique pour neutraliser la Russie et en profiter pour retirer du front oriental des troupes qui seraient jetées contre la France et l’Angleterre. L’historien et général russe Dimitri Volkogonov écrit à ce propos : « Il serait difficile de trouver dans l’histoire un parti politique ayant travaillé à la défaite de son pays avec autant de zèle et de détermination que les bolcheviques. Mais c’était un maillon essentiel de la chaîne : l’effondrement de l’État consécutif à la défaite militaire serait suivi par la prise du pouvoir. »

Mais pour que Lénine puisse jouer le rôle qu’attendent de lui les Allemands, il faut qu’il rentre en Russie. Or, la première révolution, celle des 26 et 27 février 1917, qui renverse le régime tsariste, trouve Lénine en exil à Zurich. Encouragé à la fois par l’état-major et par les milieux sociaux-démocrates, Berlin « avait prodigué une aide financière substantielle aux compagnons de Lénine. »

## *L’or de Berlin*

Pour Volkogonov, la recherche de la « clé d’or » allemande, qui a permis aux bolcheviques d’arriver au pouvoir, impose de s’intéresser de plus près à deux personnages : Alexandre Lazarevitch Helphand, dit Parvus, et Iakov Stanislavovitch Fürstenberg, connu sous le pseudonyme de *Ganetski*.

Le premier, révolutionnaire, pamphlétaire, et agent littéraire de Maxime Gorki, est aussi un homme d’affaires avisé. Durant la guerre il organise d’importantes opérations commerciales requérant souvent l’accord, au moins tacite, des Allemands, et engrange de fructueux bénéfices dont une part importante va aller grossir le trésor de guerre des bolcheviques.

Quant à Ganetski, lui aussi révolutionnaire devenu homme d'affaires, il joue un rôle plus effacé et semble, surtout, avoir été l'un des principaux contacts entre Lénine et Parvus. Autre financier des bolcheviques : le social-démocrate suédois Karl Moor, en réalité un agent de renseignement allemand.

Lénine est-il totalement conscient de l'origine de l'argent ? Mystère…

Seule certitude, établie elle aussi par le général Volkogonov : à peine arrivés au pouvoir après la révolution d'Octobre, Lénine et Trotski n'auront rien de plus pressé que de faire disparaître du ministère de la Justice les documents compromettants rassemblés durant l'enquête, que le gouvernement provisoire a fait ouvrir contre les bolcheviques pour « trahison ».

## *Ganetski, l'homme qui en savait trop*

Lénine reviendra à Petrograd dans un train blindé mis à sa disposition par les Allemands. Les conditions exactes de l'accord lui permettant de jouer un rôle de premier plan sont obscures, mais Volkogonov a retrouvé, entre autres, un rapport de 1917 dans lequel le contre-espionnage fait état d'une entrevue entre Lénine et un représentant de l'ambassade allemande, à Berne. But de l'entretien : définir les modalités du futur voyage de Lénine en Russie.

Les témoins, en tout cas, se sont tus : Parvus meurt avant d'avoir achevé ses Mémoires et le fidèle Ganetski, « l'homme qui en savait trop », victime des purges staliniennes, sera exécuté le 26 novembre 1937.

Notre vieille connaissance, Farichon, chef du contre-espionnage français à Genève, cite un incident rapporté, en juin 1917 par le lieutenant Timroth, de la garde russe. Celui-ci a croisé, à Stockholm, l'ambassadeur allemand, von Lucius. Manifestement ivre mort, von Lucius s'entretient, à haute voix,

avec un inconnu, et, au beau milieu de la conversation, il lâche : « Il ne peut y avoir de doute, Lénine nous est très cher. Il économise notre sang qui est beaucoup plus précieux que l'or… »

## *Felix Dzerjinski et les origines du renseignement soviétique*

Au début de décembre 1917, quelques semaines à peine après la prise de pouvoir, la direction soviétique, constituée en un Conseil des commissaires du peuple (Sovnarkom, d'après son abréviation russe), est inquiète. Partout, l'opposition s'exacerbe et s'organise : les troupes « blanches », fidèles à la monarchie, ne s'avouent pas vaincues, les démocrates renversés par Lénine ont encore la prétention de reprendre le train de l'histoire, et à l'extrême gauche, anarchistes et socialistes-révolutionnaires nourrissent la plus grande méfiance envers les bolcheviques.

Face à cette menace, les aventuriers ne peuvent avoir qu'une seule réaction : tout faire pour protéger les acquis de la « grande révolution prolétarienne d'octobre ».

Le 4 décembre 1917, le Sovnarkom crée la Commission de lutte contre la contre-révolution et le sabotage, avant de donner naissance à son tour à la Commission panrusse extraordinaire de lutte contre la contre-révolution et le sabotage, en russe : Vserossiiskaïa Tchrezvytchaïnaïa Kommissia po Borbe s Kontrrevoliutsiei i Sabotazhem. On ne la désignera bientôt plus que par les premières syllabes : Tcheka.

Le jour même de sa création, le chef de la Tcheka, Felix Dzerjinski, dans une déclaration au Sovnarkom, délivre à l'organisme qu'il dirige le sinistre certificat de baptême : « Ne croyez pas que je cherche des formes pour une justice révolutionnaire ; actuellement, nous n'avons pas besoin de

justice. Aujourd'hui, nous sommes engagés dans une lutte au corps à corps, jusqu'au bout ! Je propose, j'exige, l'organisation d'une répression révolutionnaire des agents de la contre-révolution. »

## *Aux origines de la terreur*

Tout sera permis à la Tcheka, qui cumulera rapidement les rôles de la police politique et économique, du contre-espionnage, des magistrats instructeurs, des juges, mais aussi de l'administration chargée de les appliquer.

### Felix Dzerjinski, l'homme de fer

Né en 1877 dans une famille de la petite aristocratie terrienne polonaise, Felix Edmundovitch Dzerjinski a passé une dizaine d'années dans les geôles du tsar avant de goûter au pouvoir (quasi) suprême que lui offre la direction de la police politique.

En quelques années, celui qu'on surnomme *Felix de fer*fera de la Tcheka – avant de mourir d'une crise cardiaque, en 1926 – , devenue, en 1922 la Guépéou « Direction politique d'État », un organisme tentaculaire le plus puissant et le plus actif du monde. Fanatiquement dévoué au parti, l'homme ne ménage ni ses efforts ni sa santé pour arriver aux résultats qu'attendent de lui ses camarades.

Il est sans doute, avec le chef de l'Armée rouge, Léon Trotski, l'un des deux seuls membres du

gouvernement à avoir de réelles qualités d'organisateur. Dès le début des années 1920, il cumule diverses fonctions, notamment membre du « comité scientifique » chargé de la politique, de l'emploi et de la construction. Tout en participant aux négociations internationales. Ce qui ne le détourne nullement de sa tâche principale. Dans les années 1920-1921, il écrase ainsi, grâce au régiment blindé qu'il vient de créer au sein de la Tcheka, les troupes rebelles d'Alexandre Antonov à Tambov. À cette occasion, il inaugure ce qui deviendra une pratique courante des organes de sécurité soviétique : l'exécution ou la déportation des proches des opposants.

## *Dans la fureur de la guerre civile*

C'est en 1921 que Dzerjinski crée la Commission pour l'amélioration de l'existence des enfants : la guerre civile a laissé six millions d'orphelins et la délinquance juvénile est devenue un problème terrifiant. La Tcheka organise un réseau d'orphelinat qui lui servira, le cas échéant, de vivier de recrutement.

Mais 1921, c'est aussi l'année de la première grande famine : la guerre civile qui dévaste le pays a désorganisé l'agriculture et détruit tout système de distribution.

Le patriarche Tikhon, chef de l'Église orthodoxe, s'est mis en tête de récolter des dons pour venir en aide à ses compatriotes, mais le parti, seul bienfaiteur du peuple ne peut évidemment souffrir cette concurrence du clergé. Lénine lance alors la première campagne antireligieuse d'envergure. Des églises sont détruites, des prêtres arrêtés, déportés ou exécutés. Dzerjinski,

lui, crée un comité d'État pour la lutte contre la famine surtout utilisé pour mettre la main sur les biens du clergé.

En 1922, il se lance dans l'organisation du procès des « socialistes révolutionnaires ». Ce parti, qui a été le premier à lutter contre l'autoritarisme tsariste, voit d'un mauvais œil l'emprise totale des bolcheviques sur la vie politique russe. Le procès sera un échec : certes les accusés ont été « préparés » et convaincus de plaider coupables, mais à l'audience nombre d'entre eux se rétractent et le gouvernement hésite à confirmer les peines de mort requises par le procureur. La Tcheka ne s'avoue pas battue pour autant : elle éliminera sans pitié les dirigeants socialistes révolutionnaires.

Lorsque, au début de 1923, la maladie éloigne Lénine du pouvoir, trois candidats sont jugés assez sérieux pour lui succéder : Léon Trotski, le chef de l'Armée rouge, Joseph Staline, le secrétaire du parti à l'organisation, notamment responsable de la promotion des cadres, et Felix Dzerjinski, le maître de la Tcheka. C'est le secrétaire à l'organisation qui succédera au fondateur de l'URSS. Avec l'appui de la Tcheka : Dzerjinski s'empressera d'escamoter le testament dans lequel ce dernier émettait les plus expresses réserves quant à la personnalité de Staline.

## *L'INO : mission, exporter la révolution*

Dès décembre 1920, Dzerjinski avait créé, au sein de la Tcheka, l'INO (Inostrannyi Otdel ou Département extérieur [la section internationale du NKVD]), qui dirige, dans les premières années, l'essentiel de ses activités contre les milieux russes de l'émigration, la France et la Grande-Bretagne.

L'appareil de renseignement soviétique est complexe : formé à l'école clandestine et dès lors conspiratif par nature, le parti communiste multiplie les structures. Parallèlement aux services secrets d'État, le secrétariat exécutif de l'Internationale

communiste (Komintern) fonde, dans les années 1920, l'OMS (Otdel Mejdounarodnykh Svyazey ou « Service des liaisons internationales »), qui met sur pied ses propres réseaux de renseignement.

L'OMS et l'INO collaborent d'ailleurs étroitement. Ces hommes déploient leurs talents dans le cadre de sections très spécialisées de l'OMS : S-Apparat (espionnage) ; M-Apparat (pénétration des forces armées « impérialistes ») ; P-Apparat (noyautage des services de police) ; BB-Apparat (coordination du travail des correspondants ouvriers, les « Rabcors » dans les usines)…

## *Trotski impose la création d'un SR militaire*

Dans le domaine militaire, Léon Trotski avait obtenu de Lénine la création d'un service de renseignement de l'armée : le GRU (Glavnoïe Razvedïvatelnoïe Upravelnïe ou Direction principale du renseignement de l'état-major général des armées).

Le GRU est en théorie totalement indépendant de la Tcheka ou, plus tard, du NKVD. En théorie seulement, car les communistes se méfiant de l'armée, les services secrets « civils » feront tout pour recruter des agents à l'intérieur de la machine de renseignement militaire.

### *Les renseignements français et anglais contre les soviets*

Dès sa création, la Tcheka a fort à faire pour lutter contre des ingérences étrangères, en l'occurrence, françaises et anglaises. Deux hommes hauts en couleur vont jouer un rôle de premier plan : Robert Bruce-Lockhart et Sidney Reilly.

## *Le temps des conspirateurs*

Robert Bruce-Lockhart a été, avant la Révolution, consul général de Grande-Bretagne à Moscou. En 1918, l'ambassadeur est renvoyé en Russie, avec pour toute recommandation une lettre de Maxime Litvinov, ambassadeur officieux des soviets à Londres pour Léon Trotski.

La mission de l'envoyé britannique est, à ce moment, de pure conciliation : il doit convaincre Moscou que Londres souhaite maintenir des relations officieuses avec le nouveau régime et tenter d'amener celui-ci à continuer la guerre contre l'Allemagne.

Mais il doit bien se rendre à l'évidence : entièrement préoccupé par la situation intérieure du pays, le gouvernement soviétique est farouchement décidé à ne pas rouvrir les hostilités contre l'Allemagne.

Dès lors, Bruce-Lockhart va se lancer dans une activité conspiratrice aussi large que désordonnée. Son premier contact opérationnel sera l'ancien terroriste socialiste-révolutionnaire Boris Savinkov, devenu un farouche opposant du régime.

Le deuxième acteur de la tragi-comédie est un aventurier. Né dans une riche famille juive de Pologne, Sidney Reilly, exilé à Londres, y a séduit Sir Mansfield Cummings, le chef des services secrets, mais aussi Winston Churchill, conseiller écouté du Premier ministre Lloyd George.

## *L'infernal culot de Reilly*

La première rencontre entre Bruce-Lockhart et Sidney Reilly est particulièrement révélatrice de l'immense culot de l'agent secret. Le 7 mai 1918, le diplomate britannique reçoit un coup de téléphone de l'un de ses interlocuteurs du Kremlin qui le presse de venir le retrouver séance tenante. En tête à tête, le Russe raconte à l'Anglais une invraisemblable histoire.

Le matin même, un homme se prétendant officier anglais et envoyé en mission secrète par Lloyd George, s'est présenté à la garde et a demandé à voir… Lénine. Le mystérieux visiteur parvient à rencontrer un ami intime du nouveau maître de la Russie, Vladimir Bronch-Brouïevitch, auquel il explique qu'il est envoyé par Londres pour sonder les bolcheviques sur leurs véritables intentions.

À peine le visiteur a-t-il eu le dos tourné que l'on a appelé Bruce-Lockhart qui apprend que l'inconnu est bel et bien un agent britannique. Suffoquant de colère, Bruce-Lockhart convoque l'impudent et menace de le faire renvoyer dans ses foyers. Laissons-lui la parole : « Il prit la chose avec calme et fit des excuses. Je pus heureusement arranger l'affaire de telle sorte que ses soupçons ne fussent pas éveillés indûment. L'homme était Sidney Reilly, le plus mystérieux agent du service secret et connu aujourd'hui du grand public comme le maître de l'espionnage britannique. »

Un sentiment partagé par Oleg Gordievsky, qui fit défection au KGB, écrivait à la fin du siècle dernier : « Reilly stupéfie encore les spécialistes soviétiques qui étudient sa trajectoire inhabituelle. »

Gordievsky n'invente rien : au musée du KGB, une vitrine entière est consacrée à Reilly et à la « conspiration des ambassadeurs ».

## *Objectif : renverser Lénine*

Après l'échec de sa tentative d'incursion au Kremlin, l'agent de Londres se fond dans le paysage, et il décide de se faire passer pour un Grec du Levant. Son ambition est simple : renverser Lénine.

Plusieurs complots vont, dès lors, se chevaucher. Bruce-Lockhart finance avec le consul général de France, Fernand Grenard, et le chef de poste du SR français à Moscou, le capitaine de frégate Martial Marie Henri de Verthamont, un groupe contre-révolutionnaire lié à Savinkov ; Reilly, en cheville avec le capitaine Cromie, se lance dans une tentative de retournement des régiments lettons de Moscou ; un autre joyeux larron, le capitaine George Hill (nom de code *IK 8*), est devenu, lui, conseiller technique de Léon Trotski, tandis qu'un Américain d'origine russo-grecque, Xénophon de Blumenthal-Kalamatiano, renseigne son gouvernement sous couvert de commercer avec les « rouges »…

## *Intense agitation, sous l'œil de la Tcheka*

Bien entendu, tout ce petit monde se fréquente.

Mais ces gens ignorent que *Felix de fer* ne les perd pas de vue. Les « agents » lettons de Reilly ne sont rien d'autre que des provocateurs envoyés par la Tcheka, et le confident des comploteurs, René Marchand, secrètement gagné à la cause communiste, ne laisse pas ses amis du 2, Bolchaïa Loubianska perdre une miette de ce qu'il apprend quotidiennement.

## *Face à la « Terreur rouge »*

Toujours est-il que, le 30 août 1918, tout bascule : le chef de la Tcheka de Petrograd, Moïsseï Ouritsky, est assassiné par un étudiant de gauche. Le même jour, la socialiste-révolutionnaire Fanny Kaplan tire sur Lénine, qui sera grièvement blessé.

Moïsseï Ouritsky est parfaitement représentatif de la première génération des tchékistes : des révolutionnaires courageux devenus bourreaux par idéologie. Il milite au parti social-démocrate dès son adolescence. Arrêté à 23 ans, il est déporté en Sibérie. Nouvelle arrestation et nouvelle déportation en

1906. Élu au Comité central du parti après la révolution de Février, il est nommé à la tête de la Tcheka de Petrograd. En cinq mois et demi, il fera éliminer 5 000 personnes dans l'ancienne capitale des tsars, soit une moyenne de 30 exécutions par jour…

Avec ces deux attentats, les bolcheviques comprennent qu'ils sont en train de perdre le contrôle de la situation. Felix Dzerjinski réagit en décrétant la « Terreur rouge », qui fera 140 000 morts en quelques mois. Kalamatiano, Bruce-Lockhart et Boyce sont arrêtés et le capitaine Cromie est tué en tentant de défendre l'entrée de son ambassade. À la mission de France, six officiers de renseignement sont capturés, mais leur chef arrive à s'enfuir par les toits. Reilly, muni d'un faux passeport, est lui aussi en fuite.

Bruce-Lockhart et Boyce finiront, après avoir été condamnés à mort, par être échangés contre des diplomates russes retenus à Londres.

Ses aventures russes vaudront à George Hill d'être décoré du *Distinguished Service Order*, Sidney Reilly recevant pour sa part la *Military Cross*.

## L'agent Somerville, ou Somerset Maugham à Petrograd

En août 1917, un véritable dandy fait son entrée à Petrograd, l'ex-Saint-Pétersbourg, devenu capitale du gouvernement provisoire de Kerensky. William Somerset Maugham est, déjà, un écrivain réputé. Quoi d'étonnant qu'il vienne se documenter pour un

nouveau livre ? Voyant comme une Bentley dans un quartier pauvre, homosexuel affiché, Maugham n'a rien pour faire un espion. Et pourtant, il travaille depuis deux ans pour le MI6.

Sa mission est nettement définie : il doit évaluer les chances que le gouvernement démocratique de Kerensky a de se maintenir au pouvoir et estimer ce que peuvent faire les alliés pour l'y aider. Mais l'écrivain ne peut que préconiser une aide financière et une assistance militaire massive. Ses commanditaires n'auront jamais l'occasion de mettre ses conseils en application : la révolution d'Octobre survient et balaie les réformistes. Maugham n'a que le temps de s'embarquer sur le destroyer que les Anglais ont envoyé pour le récupérer. Ce sera sa dernière mission pour le SR anglais.

## *Mission de la Tcheka : liquider toute opposition*

Désormais débarrassée de la « menace » (toute relative) des comploteurs étrangers, la Tcheka peut se consacrer entièrement à sa mission première : l'élimination physique de toute forme d'opposition qu'elle soit « blanche » ou « rouge ».

### *« Sindikat » : objectif Savinkov*

Le 1er décembre 1920, Felix Dzerjinski convoque ses adjoints. Lénine lui a ordonné de mettre au point un plan permettant de « neutraliser » définitivement l'émigration blanche. Quelques jours plus tard, Dzerjinski lui propose la création de groupes d'élimination pouvant travailler à l'étranger et l'utilisation d'agents provocateurs. Son idée va donner lieu à l'une des plus

exceptionnelles réussites de l'histoire mondiale du renseignement.

Selon Gordievsky (qui écrit ces lignes en 1989) : « Le KGB cite encore, parmi ses plus grands triomphes passés, les opérations de mystification montées contre l'émigration après la guerre civile. Deux opérations de ce genre, appelées respectivement *Sindikat* et *Trust*, figurent en bonne place dans les cours d'entraînement.

Première cible de *Sindikat* : Boris Savinkov, qui s'active au sein d'une nébuleuse d'organisations tsaristes. En décembre 1920, alors qu'il tente précisément de mettre sur pied, à Varsovie, L'Union du peuple pour la défense du pays et de la liberté (NSZRiS), il reçoit la visite d'Alexandre Eduardovitch Opperput, se présentant comme un haut responsable de l'état-major des forces intérieures.

Opperput, évidemment l'un des « provocateurs » de Dzerjinski, s'appelle en réalité Pavel Ivanovitch Selianinov et sa mission est d'attirer Savinkov en Russie.

## *Vagues d'arrestations*

Devenu le lieutenant de Savinkov, Opperput a tout loisir d'identifier les membres de l'Union du peuple infiltrés en URSS : plusieurs dizaines d'entre eux sont arrêtés durant l'été 1921.

Si les SR français et anglais commencent dès lors à nourrir des doutes assez sérieux sur la réalité de l'opposition anticommuniste intérieure en Union soviétique, il n'en va pas de même pour Savinkov.

Dans le courant de l'été 1922, un des adjoints de Savinkov est intercepté à son tour lorsqu'il passe la frontière. Mais son interpellation est gardée secrète, et, sous la pression de la

Guépéou, il écrit à son chef qu'il est entré en contact avec un réseau clandestin très structuré. Sous le nom de Moukhine, un prétendu dirigeant de ce réseau va effectuer plusieurs voyages à Paris, où réside Savinkov, pour convaincre ce dernier que l'opposition russe, divisée et mal encadrée, a besoin de sa présence.

L'exilé délègue un autre de ses lieutenants à Moscou. Arrêté et « retourné », celui-ci lui envoie à son tour à son chef de nombreux messages le pressant de le rejoindre. Après s'être concerté avec son vieux complice Sidney Reilly, Boris Savinkov accepte enfin de prendre ce risque insensé, et part à son tour pour la Russie soviétique.

## *Un procès joué d'avance*

Lors de son procès, sachant évidemment qu'il parle au public pour la dernière fois, Savinkov retracera longuement sa carrière de révolutionnaire professionnel avant de conclure : « Enfin, je sais ! Ici devant cette cour dont je connais déjà le verdict, je dis que je reconnais sans réserve votre droit de gouverner la Russie. Je ne vous demande pas grâce : je vous demande simplement de laisser votre conscience révolutionnaire seule juger un homme qui n'a jamais rien ambitionné pour lui-même, qui s'est dévoué toute sa vie à la cause du peuple russe. »

Condamné à mort, il verra sa peine commuée en dix années de détention. En prison, on lui permettra de rencontrer des journalistes étrangers qu'il rassurera sur la sincérité de sa « conversion » et le grand humanisme des méthodes utilisées par la Guépéou. Enfin, quand celle-ci n'aura plus besoin de lui, il mourra, le 7 mai 1925. Officiellement, Savinkov, déprimé, s'est jeté par une fenêtre ouverte de sa prison. Gordievsky affirme pour sa part qu'il a été précipité dans une cage d'escalier de la Loubianka.

## *La formidable imposture du « Trust »*

Mais le plus ahurissant est à venir. En toute logique, les arrestations des agents de Savinkov, puis de ce dernier, son procès et sa mort auraient dû convaincre les émigrés qu'ils avaient été manipulés. Il n'en sera rien.

À peine l'opération *Sindikat* passe-t-elle dans sa phase finale que l'opération *Trust* arrive. *Trust* vise à faire croire au Conseil monarchiste suprême (VMS) de Berlin et à l'Union russe des forces combinées (ROVS), dirigée à Paris par le général Koutiepov, qu'existe en Russie une Association monarchiste de Russie centrale qui leur est toute dévouée. C'est à nouveau un officier du KRO, Alexandre Iakouchev, qui est chargé de prendre les contacts.

Mais dans l'ombre c'est toujours le terrible « Alexandre Opperput » qui tire les ficelles, se servant d'un diplomate balte, Roman Birk comme d'un « agent de liaison » neutre censé accréditer l'existence de l'Association Monarchiste. Les services soviétiques vont repérer et éliminer les derniers véritables opposants tsaristes. Mais ce succès ne leur suffit pas. Les cibles, cette fois, sont Sidney Reilly et le général Koutiepov.

Depuis son départ précipité de Russie, Reilly s'est quelque peu écarté du renseignement. À sa grande déception, les Anglais ne lui ont pas permis de travailler au sein de leur SR. Il est resté en contact avec le gotha de l'émigration, qui ne semble pas s'inquiéter des signes de dérangement mental.

De plus, il peut toujours compter sur l'appui d'Ernest Boyce, son chef de l'époque « glorieuse » de la conspiration Bruce-Lockhart, devenu chef de poste du MI6 à Helsinki. C'est le malheureux Boyce qui va pousser Reilly vers son destin.

En janvier 1925, il demande à Reilly de le rejoindre à Paris pour rencontrer des émissaires de *Trust*. Réticent et prudent, Koutiepov conseille à Reilly de ne pas partir pour la Russie, mais celui-ci décide d'accompagner Boyce en Finlande.

### *Une décision fatale*

À Vyborg, le 21 septembre, Iakouchev arrive à convaincre Reilly de l'accompagner pour une réunion de la plus haute importance avec des responsables de l'organisation qui ne peuvent quitter le territoire soviétique. Reilly hésite, puis flatté, et sans doute curieux, il accepte la proposition.

Reilly accompagne donc Iakouchev à la frontière. Plus personne, à l'Ouest, ne le reverra vivant. La nuit où il est censé repasser la frontière, une fusillade éclate à proximité. C'est là, d'après la version que la Guépéou fera courir, qu'il aurait été tué. En réalité, il sera fusillé le 3 novembre 1925.

Mais la vie du *Trust* n'est pas terminée. Sa collusion avec les services spéciaux soviétiques ne deviendra évidente aux yeux de tous que le jour où, en 1926, le général Pilsudski, président de la Pologne, démontrera que des plans de mobilisation soviétiques fournis par Iakouchev sont des faux grossiers. Ce qui n'empêchera pas la Guépéou de tirer tout le bénéfice de son opération : passé en Finlande, Opperput affirme qu'il a été trompé par les services soviétiques et que l'Association monarchiste de Russie centrale n'a jamais été qu'une couverture de ces derniers.

## *Les réseaux du Komintern : révolutionnaires ou agents secrets ?*

Lorsque l’Internationale communiste – qu’on appellera bientôt de son abréviation russe Komintern – est créée, en 1919, elle a pour but d’unifier les mouvements révolutionnaires du monde entier.

Mais, à partir de la deuxième partie des années 1920, quand la lutte entre Trotski et Staline tourne à l’avantage de ce dernier, le combat pour la révolution communiste va de plus en plus se confondre avec la « défense de la patrie des travailleurs », c’est-à-dire de l’Union soviétique.

Insensiblement, les « révolutionnaires professionnels » – ou du moins certains d’entre eux – vont se faire espions. Entre les activités d’un Jules Humbert Droz, envoyé spécial du Komintern en France, en 1921, et celles des hommes du Bureau occidental de Copenhague dans les années 1930, il n’y a rien de commun. Le premier est un pasteur suisse devenu communiste en 1919, et élu secrétaire du Komintern en 1921. Il sera secrétaire général du parti socialiste suisse dans les années 1950. En 1921, s’il se trouve à Paris, c’est pour conseiller la direction du PCF, naissant.

Pour Oleg Gordievsky, « l’OMS rendit à l’INO [la section internationale du NKVD] le service d’attirer dans la mouvance des services secrets des communistes étrangers et des compagnons de route plus sensibles, au départ, à un appel de l’Internationale communiste qu’à une approche directe de l’espionnage soviétique ».

## *La grande force de l’OMS*

Le service de renseignement du Komintern, c’est l’OMS, le département secret des liaisons internationales. Elle dispose dans de nombreux pays, de la Chine à la France, en passant par l’Angleterre, l’Autriche ou la Palestine sous mandat, de ses hommes et de ses propres réseaux.

Formés à l'action clandestine, ces réseaux sont fortement cloisonnés et l'on y trouve, bien entendu, des propagandistes et des agitateurs mais aussi des spécialistes des faux papiers et des techniciens du sabotage et de l'infiltration.

Ce formidable réservoir humain est une mine d'or pour les SR soviétiques.

Agent secret donc, l'envoyé du Komintern ? Oui, mais il faut bien comprendre que dans les années 1920, et surtout dans les années 1930, caractérisées entre autres par la montée des périls fasciste et national-socialiste, mais aussi par des luttes sociales très âpres, l'agent du Komintern qui renseigne Moscou sur son pays n'a pas l'impression de trahir.

Il se considère comme un militant révolutionnaire en mission spéciale : certains camarades font de l'agitation dans les usines ou les universités, d'autres militent au grand jour dans les syndicats, d'autres enfin mettent des dons plus particuliers au service de la révolution prolétarienne mondiale et combattent sur le front de l'ombre.

Méfions-nous d'un autre écueil : il est trop facile de juger ces hommes au regard de ce que nous savons aujourd'hui. Les hommes qui servaient à l'étranger étaient bel et bien des « croyants ». Sincères, généreux et « honnêtes ». Cette sincérité, beaucoup, d'ailleurs, la paieront de leur vie.

# Chapitre 26

# Grands recrutements et premiers affrontements Est-Ouest

***Dans ce chapitre :***

- Le Komintern aux ordres du renseignement soviétique
- Les techniques de la désinformation
- L'Angleterre, « ennemi principal »
- De grands « illégaux »
- Un couple au service du NKVD
- Des recrutements d'importance en Grande-Bretagne
- La méfiance permanente de Moscou

***A***vant même la naissance de l'INO, en décembre 1920, la guerre civile avait obligé la direction bolchevique à envoyer derrière les lignes ennemies des agents « illégaux », agissant sous pseudonyme et déguisements, pour mieux découvrir les buts de leurs adversaires. Dès juin 1919, il y a tellement d'illégaux qu'un Département spécial des opérations illégales voit le jour. Il sera, plus tard, intégré à l'INO.

L'un des premiers chefs de l'INO sera Mikhaïl Abramovitch Trillisser, un Juif russe qui restera en place jusqu'en 1929 et

sera liquidé durant les purges de la « Grande Terreur » avant d'être réhabilité après la mort de Staline.

Sous Trillisser et ses successeurs, l'« ennemi principal », c'est la Grande-Bretagne, soupçonnée d'être le fer de lance de la croisade que sont censés mener contre l'URSS les pays capitalistes ligués pour écraser la révolution.

## *À l'assaut de la forteresse britannique*

Un premier succès est remporté dès le début des années 1920, avec le recrutement, à Rome, de Francesco Constantini (nom de code : *Duncan*), un coursier italien employé par l'ambassade anglaise : Constantini arrivera à mettre la main sur des dizaines de documents et même sur des livres de codes utilisés pour crypter les dépêches.

### Des consignes claires et nettes

Même si les motivations de Constantini sont purement vénales, il est le bienvenu. Le « Centre » ne vient-il pas de faire parvenir des instructions claires à ses officiers à l'étranger ? « L'Angleterre est la puissance instigatrice d'une attaque probable contre l'URSS dans un futur proche. Un cordon continu d'États hostiles est en train de se former contre nous à l'Ouest. […] Votre tâche en priorité absolue, est de trouver des documents et des agents qui révèlent les détails du plan anglais. »

*Duncan* travaillera plus de dix ans pour le renseignement soviétique. Et lorsqu'il finira par être licencié pour indélicatesse (en plus d'espionner ses maîtres, il les vole…), il assurera sa propre relève en faisant embaucher par les Soviétiques son frère, Secundo, lui-même domestique à la chancellerie et enregistré sous le nom de code *Dudley*.

## *Trois grandes figures du Komintern*

Au cours de ces terribles années 1920 et 1930, la vie des agents du Komintern est souvent tragique. Le fait que nombre d'entre eux passent progressivement du contrôle de l'OMS à celui de l'INO, donc de l'OGPU, est loin de leur garantir la sécurité. De fait, certains mourront dans les prisons et les camps allemands, mais beaucoup d'autres seront assassinés par leurs camarades, et d'autres encore rappelés à Moscou et déportés ou exécutés à leur retour en Union soviétique.

Ceux qui survivent sont des hommes et des femmes d'une trempe exceptionnelle. L'Internationale communiste a été, au moins, une formidable école pratique de renseignement et d'action clandestine.

### *Ernst Friedrich Wollweber, le chef d'orchestre clandestin*

À la tête du Bureau occidental de l'OMS, qui couvre, de Copenhague, toute l'Europe du Nord-Ouest, se trouve dans les années 1930 Ernst Friedrich Wollweber.

# Wollweber : le marin devenu agent du NKVD

Mesurant à peine 1,50 m et pesant près de 100 kg, amateur de femmes et de boissons fortes, l'homme dénote un peu dans le cercle des agents du Komintern. Il sera, en revanche, totalement à sa place dans l'appareil stalinien. Fort peu intéressé par les joutes intellectuelles, il est avant tout un homme d'action.

Né avec le siècle à Hambourg dans une famille d'une extrême pauvreté, Wollweber adhère très tôt au communisme et devient membre du Spartakusbund de Rosa Luxembourg, le précurseur du parti communiste allemand. En 1918, à peine âgé de 18 ans, il est l'un des dirigeants de la mutinerie de la flotte allemande de la Baltique. En 1920, il détourne un bateau allemand vers le port de Mourmansk pour l'offrir au jeune État soviétique. Cet exploit lui vaut d'être nommé par Lénine président de l'Union internationale des gens de mer, qui, sous des dehors de syndicat, n'est rien de plus qu'une machine d'agitation, de sabotage et de renseignement.

Revenu en Allemagne, élu au Parlement de Prusse, Wollweber dirige l'action clandestine en Allemagne.

En février 1933, il quitte Berlin pour Copenhague, d'où il dirigera les opérations de renseignement soviétiques.

## *Willy Münzenberg, « inventeur » de la désinformation et des « front organizations »*

Autre figure surprenante : Willy Münzenberg, l'homme-orchestre de la propagande communiste. Né en 1889 en Allemagne, il n'a pas 20 ans quand il se lance dans le journalisme engagé. À 30 ans, il est à la tête d'un véritable groupe de presse, mais il assume également la direction du secteur de la « solidarité » du Komintern *via* le Secours ouvrier international. Avant 40 ans, l'homme gère une véritable multinationale, active aussi bien dans l'édition que dans le cinéma, et camoufle ses activités derrière un véritable écran de fumée formé de comités répartis dans toute l'Europe.

La victoire de Hitler force Münzenberg et ses proches à fuir, et c'est de Paris qu'ils continueront leurs activités à travers le Comité contre la guerre et le nazisme, le Comité de juristes internationaux, ou encore le Comité international d'aide aux victimes du fascisme hitlérien, présidé par Albert Einstein.

La technique est toujours la même et a été dévoilée par l'écrivain Arthur Koestler, qui fut l'un de ses collaborateurs : Münzenberg approche des personnalités libérales de premier plan et parvient à les convaincre de la justesse de sa cause « humaniste » que le nazisme est effectivement un régime épouvantable.

La même technique continuera d'être utilisée pendant des dizaines d'années par les services secrets communistes, qui créeront des syndicats, des organisations humanitaires, scientifiques, culturelles, pacifistes : autant de *front organizations*, comme disent les Anglo-Saxons, qui serviront de paravent à l'activité politique et de renseignement de l'URSS.

Münzenberg n'est pas, à proprement parler, un « agent » soviétique, il ne s'occupe pas de renseignement, mais son

activité permet de faire circuler la propagande communiste. De plus, les services soviétiques ont tout loisir de se servir de ses structures pour repérer et approcher des recrues potentielles.

C’est par le biais de l’appareil de Münzenberg, par exemple, que commencera le recrutement de l’une des plus grandes « taupes » de l’histoire contemporaine : Kim Philby lui-même. Enfin, Münzenberg coordonne personnellement, de Paris, l’envoi de volontaires et d’armes aux Brigades internationales espagnoles…

À la fin des années 1930, Münzenberg entame un cheminement intellectuel qui va le conduire à rompre publiquement avec Staline, qu’il accusera de trahir la cause de l’antifascisme.

Au début de la « drôle de guerre », il est interné comme citoyen allemand. Il s’évade avec un camarade de détention et, le 22 octobre, on le retrouve pendu dans une forêt de la région lyonnaise.

L’ordonnateur de son « exécution » serait l’un des jeunes cadres du parti communiste allemand, encore quasi inconnu : Erich Mielke. Il sera l’un des fondateurs de la sinistre Stasi est-allemande et ministre de la Sécurité de RDA.

## *Richard Krebs, voyageur sans bagage*

Un beau jour de 1930, Richard Krebs, qui rentre des États-Unis, où il a passé quelques mois en prison après une mission en Chine, débarque à Berlin et se rend au Centre Karl-Liebknecht.

Krebs ne va pas rester à Berlin. Le voici en route pour Moscou, puis à Anvers, où il continue son travail d’agitation parmi les marins. Il est toujours sous les ordres de Wollweber, qui a autorité sur toute la « zone Europe centrale », à savoir, pour le

Komintern, la Suisse, la Tchécoslovaquie, la Belgique et les Pays-Bas.

Krebs recrute des agents d'infiltration puis organise un trafic d'armes destinées aux sections clandestines du KPD. Les missions se succèdent, et, parfois, se mélangent. Alors qu'il est encore embringué dans son trafic d'armes, Krebs doit réorganiser à Anvers un service de courrier clandestin par bateau à destination de l'Amérique du Sud : en essayant de casser les filières secrètes des partis communistes de Syrie et du Proche-Orient, la Sûreté générale française est tombée, par pur hasard, sur l'« organisation sud-américaine » du Komintern à Marseille…

Puis, au retour d'un long voyage au Chili, c'est le rappel en Allemagne, toutes affaires cessantes.

## *Officier de marine et saboteur*

Quelques mois passés à perturber les réunions électorales nazies, dans la région de Hambourg, n'empêchent pas Krebs de réussir son examen d'officier de marine, ce qui ravit Wollweber, qui y voit aussitôt l'occasion de noyauter les organisations corporatistes d'officiers. Mais le jeune Krebs n'a aucune expérience réelle du commandement d'un navire. C'est sur un bâtiment soviétique, le *Pionnier*, qu'il fera son apprentissage.

En Orient, l'armée japonaise est sur le point d'envahir la Mandchourie, et les relations entre l'URSS et le Japon sont de plus en plus tendues. Venu de Moscou, l'ordre tombe : les navires japonais doivent être sabotés, la priorité étant aux bateaux transportant du matériel de guerre.

Après la prise de pouvoir par Hitler, Krebs assiste, impuissant, au saccage du Centre Karl-Liebknecht par la police. L'heure de

la clandestinité a sonné pour le PC allemand.

## *Un homme brisé*

Chaque jour le nazisme se renforce, chaque jour de nouveaux coups ou de nouvelles désertions frappent le parti communiste allemand et ses activistes. Le 30 novembre 1933, après sept semaines de clandestinité en Allemagne, où il a essayé, une fois de plus, d'assurer la survie de ses réseaux, Richard Krebs et sa femme, Firelei, une Flamande épousée à Anvers, tombent aux mains de la Gestapo.

Cent et un jours d'interrogatoires et de tortures, deux procès, la prison et les camps de concentration : trois années vont passer.

Mais les camarades ne le perdent pas de vue. Dans son camp de concentration, ils lui envoient Rudolf Heitmann, un agent soviétique infiltré au cœur de la Gestapo et qui lui annonce une nouvelle mission : s'infiltrer à son tour dans la Gestapo pour collaborer au travail des quelques hommes du PP-Apparat soviétique (noyautage des services de police ennemis) qui y survivent tant bien que mal.

En plusieurs mois pourtant, après avoir demandé à lire *Mein Kampf*, affirmé avoir rompu avec le communisme, multiplié les manifestations publiques de reniement, Krebs va remporter la partie la plus difficile, et certainement la plus dangereuse, de sa carrière. Après quelques entrevues de plus en plus détendues, l'inspecteur Krauss, chef de la Gestapo de Hambourg, l'homme qui l'a torturé pendant trois mois, l'engage dans la police secrète et organise son « évasion » après lui avoir assigné sa mission : infiltrer la nouvelle organisation du Secrétariat international, à Copenhague.

Mais ses chefs ne tiennent pas la parole qu'ils lui ont donnée de faire sortir sa femme et son fils d'Allemagne. Krebs se révolte.

Séquestré, menacé d'être renvoyé à Moscou, il arrive à s'enfuir, mais désormais il est traqué à la fois par le NKVD et par la Gestapo. Passé aux États-Unis, il y écrira un formidable livre autobiographique, *Out of the Nights* (traduit en français sous le titre « Sans patrie ni frontières ») qui se termine par ces mots : « En décembre de la même année [1938], un message me parvint, m'informant que Firelei était morte en prison. Avait-elle mis fin à ses jours ? L'avait-on froidement assassinée ? La Gestapo ne plaisante jamais ! Jamais non plus, elle ne donne d'explications. Notre fils, Jan, devint pupille du III$^{e}$ Reich. Je n'ai plus jamais entendu parler de lui. »

## *Les « Magnificent Five » : au cœur de l'establishment britannique*

Le 12 mai 1988, alors qu'à la une des quotidiens britanniques on annonce « la mort du traître Philby, âgé de 76 ans, le troisième homme du plus célèbre réseau d'espionnage de l'avant-guerre », l'agence Tass, elle, rend hommage au maître espion en le présentant comme un « homme ayant accompli, dès les années 1930, son devoir international contre le fascisme ».

Frappée du sceau de la prudence diplomatique, cette dépêche ne rend que très imparfaitement compte du véritable « monument de l'espionnage » que fut la vie de Philby. L'homme, qui s'est converti au communisme par haine des milieux les plus huppés de la société britannique, dont il est issu, restera une figure exceptionnelle, et peut-être l'agent le plus doué de toute l'histoire du KGB.

Le colonel Oleg Tsarev, formé en partie par Philby avant de gagner son poste en Angleterre en 1975, aujourd'hui « consultant » du SVR et auteur de livres remarquables, nous a

longuement parlé de celui qui fut l'un de ses maîtres. Et à sa dernière épouse, Rufina, nous devons des confidences qui éclairent la face la plus cachée de Kim.

## *Marginal et fils de marginal*

Né le 1er janvier 1912 au Pendjab, où son père est inspecteur des Colonies de l'empire, Harold Adrian Russell Philby – surnommé Kim – est placé, dès son enfance, sous le sceau de la marginalité. Certes, son géniteur est issu de la meilleure société britannique, mais l'homme est surtout un invraisemblable aventurier. Il se convertit à l'islam et devient conseiller privé du roi d'Arabie, Ibn Séoud. Politiquement, l'homme flirte avec la droite la plus extrême et ne cache pas son admiration pour les régimes de Hitler et de Mussolini.

Toujours est-il que Kim entre au Trinity College de Cambridge en 1929 afin d'y étudier l'histoire. Fasciné par Maurice Dobb, son professeur d'économie, marxiste convaincu, et déçu de la modération du parti travailliste, il se convertit lui aussi au communisme, en 1933.

C'est à la même époque qu'il entre dans la très secrète Société des apôtres (en fait une amicale étudiante très fermée, qui réunit les enseignants et les étudiants les plus brillants) et se lie d'amitié avec deux autres étudiants, Guy Burgess et Anthony Blunt.

Après ses études, Philby part à Vienne. Chez ses logeurs, les Kholmann, Kim rencontre leur fille qui deviendra sa première femme. Il milite dans les rangs des milices ouvrières pendant les brefs combats qui entérinent la naissance de l'« austro-fascisme ».

Selon Youri Ivanovitch Modine, l'un des officiers traitants de Philby, ce séjour en Autriche a été capital pour la suite du

parcours du jeune Anglais : « Je crois que les massacres de Vienne qu'il a vus de ses propres yeux ont été un facteur déterminant dans son engagement communiste. »

En fait, à l'origine de tout, il y a le travail d'un homme, l'illégal Arnold Deutsch.

## Arnold Deutsch, le grand recruteur

Deutsch est une figure complexe. Il a terminé de brillantes études de chimie, mais il s'intéresse aussi à la philosophie et à la psychologie. Il est par exemple très attiré par les travaux d'un psychologue viennois, Wilhelm Reich, qui prêche que la libération de l'homme par le socialisme est inséparable de son épanouissement personnel réalisé à travers une pleine liberté sexuelle.

« Travailleur clandestin » du Département des liaisons internationales (OMS) du Komintern, Deutsch met sur pied des filières clandestines d'acheminement de matériel et d'hommes à travers la frontière franco-belge, il est envoyé à Londres au début de 1934. Il n'y recrutera pas moins d'une vingtaine d'agents. Il choisit des jeunes gens brillants, promis à de brillantes carrières dans l'establishment. Encore faut-il qu'ils renoncent à toute appartenance au parti communiste qui leur fermerait, *ipso facto*, les portes de la haute Administration britannique. Ainsi écrit-il au Centre : « Les gens ont la mémoire courte. Si d'aventure quelqu'un venait à se rappeler leur passé communiste, cela sera mis au compte d'une lubie de jeunesse,

surtout pour des fils de bourgeois. À nous de fabriquer à chacun une nouvelle personnalité politique… »

### *Arnold Deutsch recrute « Söhnchen »*

Peu avant que Philby ne revienne à Londres, en 1934, une amie, Edith Suschitsky, qui vient d'épouser un médecin anglais (et agent soviétique), Alex Tudor-Hart, a signalé à Deutsch l'ardeur de l'engagement de Philby. Deutsch le recrute sous couvert du Komintern. Pour le centre, il sera, désormais, *Söhnchen* (« fiston »). Aussitôt, il propose à ses amis d'enrôler, sous la même bannière, deux de ses camarades de Cambridge, Donald Maclean et Guy Burgess. Le premier est le fils d'un ancien ministre libéral et le second un étudiant en histoire. Pour Moscou, Maclean devient *Waise* (« orphelin »), tandis que son homosexualité affirmée et assumée vaut à Burgess le nom de code plus que discutable de *Mädchen* (« fillette »…) En 1935, Donald Maclean est admis au Foreign Office.

Dans les premiers mois de 1936, un autre illégal de tout premier plan arrive à Londres : Teodor Maly. Un an plus tard, Blunt, à son tour, est recruté, il jouera les « dénicheurs de talents » et fera rapidement ses preuves en amenant à Deutsch un « cinquième homme » : John Cairncross (*Molière*).

## Teodor Maly, le prêtre rouge

Teodor Maly est l'un des plus grands « illégaux » des années 1930. Surnommé, *der Lange* (« le Grand »), il fera notamment équipe avec un autre illégal, Gabor Peter. Prêtre défroqué venu au communisme par générosité et haine de la guerre, Maly dira un jour :

« Quand la révolution a éclaté, j'ai rejoint les bolcheviques. J'ai complètement rompu avec mon passé. »

Devenu suspect lors de la chasse aux trotskistes de la fin des années 1930, Maly sera rappelé à Moscou ; avant de s'y rendre, il déclarera : « Ils me tueront là-bas et ils me tueront ici. Mieux vaut mourir là-bas. » Maly sera effectivement fusillé à la fin de l'année 1937.

Gabor Peter, lui, sera l'homme de la terreur stalinienne en Hongrie. Sous sa direction, la police secrète hongroise, l'AVO, persécutera des milliers de Hongrois. Gabor Peter, lui, finira tranquillement ses jours à Budapest, en 1993.

« Je crois franchement, écrira Modine à propos de Cairncross, que la cause principale de sa collaboration avec le NKVD, ce ne sont ni ses convictions communistes, ni son antifascisme, c'est sa haine envers ses supérieurs, ces aristocrates qui se moquaient ouvertement de lui. »

### *Le moteur des grands recrutements*

Notons-le, les *Cinq de Cambridge* sont très loin d'être les seules recrues du NKVD en Grande-Bretagne dans ces années 1930.

## *Le couple qui ne fait qu'un : « Strela »*

Il y a eu le couple Edith et Alex Tudor-Hart, qui porte un nom de code particulièrement révélateur : *Strela* (en russe « la

Flèche »). Intéressant pour deux raisons. D'abord parce qu'il est rarissime que deux personnes se voient attribuer un nom de code commun. Moscou entend les « actionner » ensemble pour atteindre un but déterminé. Le couple Hart doit agir comme une « tête chercheuse ».

Aux côtés de *Strela*, il y aura Norman John Klugmann, recruté par Deutsch en 1936. Encore un « dénicheur de talents », chargé de convaincre les jeunes étudiants contestataires les plus brillants. Bien plus tard, Klugmann deviendra un membre influent du Bureau Politique du PC anglais et son historien officiel. Autre recrue, amorcée par Anthony Blunt : Michael Straight (*Nigel*), un étudiant américain fortuné dont le NKVD entend bien faire une véritable tête de pont à New York.

La question qui se pose, devant de tels succès, est de comprendre quel a été le ressort caché sur lequel jouaient les recruteurs du NKVD.

Dans la majorité des cas, ce n'est pas pour un salaire qu'ils travaillent mais pour la « cause ».

Cette cause est-elle bien celle du communisme ? En apparence oui, bien entendu : Philby et consorts sont des marxistes, mais ils se dévouent à une idée abstraite dont, parfois, la réalisation concrète peut leur faire horreur. Les purges, par exemple, seront des moments difficiles pour les *Cinq de Cambridge*. La véritable clé de ces recrutements est donc sans doute à chercher ailleurs.

Lorsque nous lui avons posé la question, le colonel Oleg Tsarev a répondu : « L'antifascisme ! Il est clair que c'est la montée du fascisme en Europe qui a été l'élément déclencheur du ralliement de ces gens à notre cause. Ils voyaient l'Europe s'enfoncer dans la barbarie et ils étaient témoins de l'aveuglement et de la veulerie des classes dirigeantes de leur

pays. Les seuls qui leur semblaient être de taille à faire un barrage au fascisme, c'étaient les Soviétiques… »

Mais était-il nécessaire d'aller jusqu'à la trahison ?

Tout le génie des recruteurs et la part la plus difficile de leur tâche ont donc été de faire comprendre à ces volontaires qu'un agent bien placé peut rendre davantage de service à la « lutte contre le fascisme » que mille militants déclarés.

Ce fut là le travail de Deutsch, de Maly ou encore d'Alexandre Orlov, un autre « illégal » de poids. Et leur guide, ce sera *la Flèche*, et plus précisément Edith Tudor-Hart, dont Oleg Tsarev dit : « Pratiquement, tous nos succès des années 1930 en Grande-Bretagne, c'est à Edith que nous les devons. C'est elle qui a été la clé qui nous a donné accès aux étudiants de Cambridge et d'Oxford… »

## *« Scott » et le mystérieux « Groupe d'Oxford »*

Le « Groupe d'Oxford » auquel le colonel Tsarev fait allusion, au détour d'une phrase, reste, à ce jour, l'un des réseaux les plus secrets du renseignement soviétique en Grande-Bretagne.

Il jouera pourtant, jusqu'en 1945, un rôle important. Le SVR, successeur actuel de la Première Direction principale du KGB, accepte, dans certaines limites, d'ouvrir des dossiers appartenant à l'histoire mais par déontologie, le SVR s'interdit de révéler les identités d'anciens agents qui n'ont pas été découverts *et* n'ont pas, eux-mêmes, décidé de tomber le masque.

On est là au niveau de la déontologie : le lien qui l'unit à ses agents est secret et de confiance. Même des années après la mort d'un agent, la révélation de son identité par ses anciens employeurs peut être de nature à porter préjudice à ses descendants. Le secret doit donc être préservé.

Quelques traces en subsistent, qui permettent de se faire une idée de son importance. Comme ce rapport, le 8 octobre 1936 : « Grâce à Edith, nous avons obtenu SÖHNCHEN [Philby]. Dans le rapport ci-joint vous découvrirez les détails relatifs à un second SÖHNCHEN, qui, selon toutes vraisemblances, offre encore de plus grandes possibilités que le premier… »

En janvier 1937, le travail opérationnel commence par ce « second SÖHNCHEN », baptisé *Scott* et qui ne tarde pas à recruter *Bunny* avant de se lancer dans une vaste étude sur les étudiants communistes.

Selon Oleg Tsarev : « Le Groupe d'Oxford est beaucoup moins important que celui de Cambridge du point de vue numérique et ne nous a pas fourni de renseignement politique. Il y a eu deux phases au travail de ce groupe. La première phase a été assez courte : la répression et la décimation de la Résidence de Londres ont très rapidement empêché les "Oxfordiens" de communiquer avec Moscou. Le contact n'a pu être rétabli qu'en 1940, au début de la guerre. Le groupe comptait encore cinq personnes actives. Durant la guerre, elles ont fourni, pour l'essentiel, du renseignement scientifique et technique mais qui n'était pas lié aux recherches sur la bombe atomique. Puis, après la guerre, les liens ont été définitivement rompus… »

## *Des points communs*

Outre l'origine du recrutement (*Strela*), il existe un second point commun : c'est le mode de fonctionnement des deux réseaux. Traditionnellement extrêmement cloisonnés.

Dans l'idéal, les membres d'un réseau ne se connaissent pas et n'ont, chacun, que des rapports individuels avec un officier traitant.

Or, à Cambridge comme à Oxford, les membres des réseaux se connaissent et travaillent même parfois ensemble : ainsi, c'est Kim Philby qui fera recruter Guy Burgess et Donald Maclean. En termes de renseignement, c'est une véritable hérésie, mais cette hérésie devait déboucher sur un immense succès…

En octobre 1935, Donald Maclean a été le premier à pénétrer la haute Administration. Burgess, lui, deviendra l'assistant d'un parlementaire et se servira de ses relations homosexuelles pour se bâtir un sous-réseau personnel. Quant à Kim Philby, envoyé en Espagne en 1937 comme correspondant du *Times*, il y couvre la guerre aux côtés des forces franquistes. Décoré par Franco lui-même, il accède facilement aux milieux dirigeants de la nouvelle Espagne et entretiendra un moment l'idée de tuer le Caudillo…

## « Chon », la première école de renseignement soviétique

Dès l'automne 1938, il est évident qu'il est nécessaire, après les purges (voir chapitre suivant) de reconstituer le service de renseignement extérieur. Dès la fin de 1938, on crée la première école de renseignement étranger : *Chloa Osobogo Naznacheniya* (ou « École spéciale »), que ses élèves désigneront rapidement par ses initiales, « Chon » et qui, en 1943, sera rebaptisée « École 101 ».

L'enseignement y est intensif : quatre heures de langue par jour, deux heures de techniques du renseignement, des cours d'histoire mais aussi des conférences portant sur des sujets de culture générale qui devront permettre aux apprentis de se sentir chez

eux une fois à l'Ouest. On les initie ainsi à la peinture et à l'histoire de l'art, à la philosophie ou aux usages diplomatiques. Des cours de « bonnes manières » et des concerts de musique classique viennent compléter ce cursus. La formation dure un an et l'école admettra, à ses débuts, 120 élèves par session.

## *Au cœur du pouvoir*

À la fin de 1938, alors que Donald Maclean est en poste à l'ambassade britannique de Paris et que Cairncross entre au ministère des Finances, Guy Burgess, lui, est coopté au sein du MI6, et affecté à sa section D, plus particulièrement chargé de la guerre psychologique. Paradoxalement c'est à ce moment que le Centre décrète, à Moscou, que la Résidence de Londres ayant été dirigée par des « ennemis du peuple », tous les recrutements sont « douteux ». Les renseignements envoyés par les *Cinq* sont donc regardés avec suspicion voire ignorés…

Durant l'été 1940, toutefois, les choses s'améliorent. Burgess est arrivé à faire recruter Kim Philby à la section D du MI6 et celui-ci est chargé de « l'instruction politique des saboteurs destinés à être envoyés en Europe ».

Ses maîtres moscovites continuent toutefois à se méfier et s'étonnent, par exemple, d'apprendre que la Grande-Bretagne n'envisage pas d'envoyer de saboteurs… en URSS.

On touche là à ce qui sera longtemps une faiblesse caractéristique du renseignement soviétique. Outil d'un État où se mêlent étroitement réalisme politique et idéologie, il a tendance à ne croire que ce qui va dans le sens de la sacro-sainte doctrine.

Pour confondre les *Cinq*, soupçonnés d'imposture, Moscou ira en pleine guerre jusqu'à envoyer à Londres huit agents chargés de surveiller les membres du réseau de Cambridge. Ils n'arriveront, évidemment, jamais à établir le double jeu des meilleurs agents soviétiques de l'époque.

Détail qui en dit long sur le niveau auquel les purges avaient réduit l'appareil central du renseignement : aucun des huit ne parlait un seul mot d'anglais…

## *Naissance du renseignement communiste en Chine*

En 1927, à Shanghai, se croisent, pour le malheur de la Chine, les chemins de deux hommes que tout sépare.

Le premier, Zhao Jung, né en 1898 dans une famille de propriétaires terriens, n'a pas 17 ans quand il quitte le domicile paternel, écœuré par l'exploitation des paysans. En 1924, le jeune homme qui se fait désormais appeler Kang Sheng est l'un des premiers membres du parti communiste chinois et y fait montre d'exceptionnelles dispositions pour le travail de contre-espionnage. Le deuxième homme, Dai Li, a passé sa prime jeunesse dans l'entourage d'un « seigneur de la guerre » avant de rallier le camp « nationaliste » de Tchang Kaï-chek.

En 1927, les deux hommes se combattent, par partisans interposés dans les rues de Shanghai : Dai Li est chargé de réprimer l'insurrection communiste. C'est lui qui décidera de brûler les communistes capturés dans les chaudières de locomotives…

Quelques années plus tard, il est nommé à la tête du Bureau d'investigation et de statistiques du Conseil militaire. Son adversaire, mais toujours dans l'ombre, Kang Sheng dirige le Tewu, le service de renseignement du PC chinois qui deviendra

en 1939 le Département des affaires sociales (Shehuibu). Les deux services vont s'affronter durant des années.

Dai Li dispose, par exemple, de plusieurs bordels pour piéger ses cibles. Mais peu à peu, alors que le prestige de Dai Li grandit à l'étranger, et notamment aux États-Unis, où il tire les ficelles d'un véritable lobby nationaliste, il perd de l'influence en Chine.

En 1946, alors que la guerre civile entre nationalistes et communistes fait rage, Kang Sheng apprend que son rival effectue de fréquents voyages en avion pour rendre visite à sa maîtresse, une actrice de Shanghai. Il présente alors au pilote de Dai Li un marché peut-être unique dans les annales de l'espionnage moderne : que celui-ci se sacrifie en précipitant son avion au sol lorsqu'il transporte son chef, et sa famille sera richement entretenue. En mars 1946, l'avion s'écrase près de Nankin.

Kang Sheng, lui, régnera sans partage sur l'appareil de sécurité chinois jusqu'en 1970. À ce titre, il sera l'un des principaux acteurs des deux grands drames de la Chine, le « Grand Bond en avant » et la « Révolution culturelle ».

# Chapitre 27

# Les organes de sécurité, principal outil des purges staliniennes

***Dans ce chapitre :***

- Des chefs du renseignement au service du dictateur
- Des « complots » à n'en plus finir
- Des millions de morts et de déportés
- Le NKVD contre Trotski
- La collaboration entre le NKVD et la Gestapo
- L'Armée rouge décapitée

***L***a mort de Felix Dzerjinski, le 20 juillet 1926, était arrivée fort à propos pour Joseph Staline.

Certes, la haine que les deux hommes vouent à Léon Trotski les a rapprochés, un temps, mais il est probable que leurs chemins se seraient assez rapidement séparés.

Certes, Dzerjinski était impitoyable : on attribue à la Tcheka, entre 1917 et 1921, au moins 250 000 morts ! Mais c'était la guerre civile. À la « Terreur rouge » répondait, comme en écho, la « Terreur blanche ».

Il n’en reste pas moins que, durant ces années, le poing de fer de la Tcheka s’abat sur les ennemis du parti et de la révolution. Pour Dzerjinski, comme pour la plupart des vieux bolcheviques, c’est par la parole, par le débat, que devaient se trancher les querelles politiques. Pas par la force des armes.

Staline, bien entendu, ne l’entend pas comme cela. Individu retors mais relativement médiocre, il ne pourrait se maintenir à la tête du parti par des moyens normaux. Il va donc, « simplement », éliminer ses adversaires politiques et ennemis.

L’État lui fait des funérailles nationales : au musée du KGB, on peut encore voir une curieuse « gerbe » mortuaire réalisée par les travailleurs d’une usine d’armement avec… des fusils.

## *Le rôle des organes de sécurité dans les purges*

Pour succéder au fondateur de la Tcheka, on choisit Viatchseslav Rudolfovitch Menjinsky, qui a longtemps travaillé avec le maître. D’une intelligence exceptionnelle l’homme est assez terne et manque de personnalité. Trotski dira : « L’impression qu’il me fit sera traduite le plus exactement si je dis qu’il ne me fit aucune impression. Il avait plutôt l’air d’être […] l’esquisse mal réussie d’un portrait inachevé. »

### *L’ascension de Iagoda, premier complice de Staline*

Sa santé fragile ne permettra jamais à Menjinsky d’assumer la réalité de ses fonctions. Celles-ci sont donc dévolues à Henrik Grigorievitch Iagoda, son adjoint. Autant Menjinsky est fin et cultivé, autant Iagoda est brutal et grossier. Avec Staline, Iagoda jouera un jeu très personnel et des plus dangereux.

Les ennemis les plus farouches de Staline se regroupant au sein de l’« opposition de gauche » (Léon Trotski et Grigori

Zinoviev), l'OGPU découvre fort opportunément, en septembre 1927, une prétendue « imprimerie clandestine ». L'affaire permet d'exclure du parti une centaine de « trotskistes » occupant des positions importantes.

## *Au rythme effréné des « complots »*

Un peu plus de six mois plus tard, les hommes de Iagoda découvrent le « complot des ingénieurs » dans la région minière du Donbass. Pour des raisons obscures, ces techniciens auraient tenté de saboter les mines dans lesquelles ils travaillaient. Le dossier, nourri de divers incidents et accidents sans signification réelle et fréquents dans les milieux industriels permettra de monter un procès à grand spectacle.

L'opposition de gauche vaincue, Staline s'en prend à l'« opposition de droite », dirigée par Nicolas Boukharine : nouvelles purges. Mais les dossiers sont hâtivement bouclés, les preuves manquent, les accusés se rétractent.

Dès le début des années 1930, les choses s'organisent. L'industrialisation forcée et la modernisation du pays réclament une main-d'œuvre abondante. Ce sera celle des camps : les prisonniers purgeant une peine de plus trois ans passent sous la responsabilité de l'OGPU, qui développe, avec le goulag (Direction centrale des camps) un vaste réseau de travail forcé.

En septembre 1930, l'OGPU répète, avec quelques dizaines d'agronomes, le « procès des ingénieurs. » Puis, vient le procès du « parti industriel » (des ingénieurs, au nombre de deux mille, qui auraient tenté de renverser le régime avec l'aide de la France). Mais la grande affaire du début des années 1930 c'est la « liquidation des koulaks en tant que classe » voulue par Staline.

### *La « dékoulakisation »*

Les koulaks, ou « paysans riches », sont pour le maître de la Russie et ses proches, le principal obstacle à la collectivisation de l'agriculture. S'appuyant sur un contingent de 25 000 jeunes communistes volontaires, l'OGPU s'attaque à des millions de paysans forcés de quitter leur habitation pour prendre le chemin de la Sibérie.

Le résultat ne se fait pas attendre : l'agriculture est complètement désorganisée, tandis qu'éclate la plus grave famine du XX$^{e}$ siècle en Europe. Le prix payé par le peuple russe pour la folie de Staline s'élèvera à sept millions de morts environ.

Mais le parti, par définition, ne peut pas se tromper. Pour cet échec, il faut donc des responsables. Ce seront les vétérinaires félons qui empoisonnent le bétail, le personnel de l'office météorologique qui fausse les prévisions, les fonctionnaires qui sabotent le plan. Nouvelles arrestations, nouveaux procès, nouvelles exécutions.

Cette catastrophe, pourtant, fait grincer quelques dents au sein même du parti : des membres des anciennes oppositions de droite et de gauche vont jusqu'à signer une plate-forme proposée par Mikhaïl Rioutine, ancien secrétaire du parti à Moscou et proche de Nicolas Boukharine. Staline demande son exécution immédiate, mais il n'est pas suivi, entre autres parce qu'un homme a osé le défier : Sergueï Mironovitch Kirov, « patron » de l'organisation du parti à Leningrad.

## *Vers les grandes purges*

En 1934, Iagoda succède officiellement à Menjinsky, qui vient de mourir et, en juillet, l'OGPU devient le NKVD (Narodnii

Komissariat Vnoutrennikh Diel ou « Commissariat du peuple à l'Intérieur »).

## *L'assassinat de Kirov, déclencheurs des purges*

Le 1er septembre 1934, Sergueï Kirov est assassiné à Leningrad par Leonid Nikolaïev.

Il semblerait que Iagoda ne soit pour rien dans la mort de Kirov, orchestrée par Staline, le dictateur traitant directement avec le chef du NKVD de Leningrad, Filipp Medvedev.

Officiellement, celui-ci et son adjoint seront limogés, mais les deux hommes réintégreront leur service en Extrême-Orient soviétique avant d'être exécutés, en 1937. Deux témoins essentiels des prémices des grandes purges disparaissent.

Le soir même de la mort de Kirov, Staline publie un décret extraordinaire autorisant l'OGPU à utiliser des procédures sommaires et à recourir aux exécutions. Les années les plus sombres de l'histoire soviétique commencent.

L'« enquête » des organes de sécurité révélera rapidement un complot impliquant deux dangereuses organisations contre-révolutionnaires : le Centre de Moscou et le Centre de Leningrad. Les premières arrestations, bientôt suivies par l'exécution des comploteurs, prennent place dans les dernières semaines de l'année.

En janvier, Grigori Zinoviev et Lev Kamenev sont condamnés à cinq et à dix années de prison. Staline est mécontent, une fois de plus, c'est la peine de mort qu'il souhaitait. Durant toute l'année 1935, quelques exécutions ont lieu. Le 19 août 1936 s'ouvre le deuxième procès de Zinoviev et Kamenev. Cette fois, il a été soigneusement préparé par les organes : les deux hommes avouent être directement responsables de la mort de

Kirov et avoir planifié d'autres assassinats. Dans sa déclaration finale, Zinoviev ira jusqu'à déclarer : « Le trotskisme est une variété du fascisme et le zinoviévisme est une variété du trotskisme. »

## *La torture, les aveux*

Si le procès d'août 1939 apparaît comme la répétition générale de ceux qui vont suivre, c'est en grande partie à cause de ces aveux.

Leur fonction est double : devant l'opinion soviétique et mondiale, ils justifient les procès engagés. Ensuite, ils alimentent les dossiers qui permettront de monter les procès suivants.

Au procès Zinoviev-Kamenev, des « opposants de droite », comme Boukharine, sont mis en cause. Leur tour viendra bientôt. Ces aveux, bien entendu, sont obtenus par les pires méthodes. Les détenus sont affamés et privés de sommeil, pour les « préparer », on les enferme souvent dans des sortes d'étroits placards.

Arrêtons-nous sur la journée type d'un inculpé dans les premiers jours de l'instruction. Il a été arrêté chez lui, à l'aube. Après plusieurs heures de « placard », il se trouve face aux instructeurs. Les interrogatoires ont lieu la nuit, interdiction de s'asseoir, répondre aux questions plus absurdes les unes que les autres. Parfois, son persécuteur disparaît sans rien dire. On ne lui parle pas, on ne l'interroge plus, mais il doit toujours rester debout. S'il tombe, on le relève à coups de pied. Puis, l'interrogatoire reprend. Un peu après cinq heures et demie du matin, on ramène le détenu en cellule. Il tente de s'endormir. Quinze minutes plus tard, il est six heures, c'est le réveil. Obligation de rester debout dans la cellule. Douze nouvelles heures passent ainsi. Quand la nuit revient, l'homme, à

nouveau, tente de dormir. Quinze ou vingt minutes plus tard, on le secoue pour le réveiller : interrogatoire !

Après deux ou trois jours de ce régime, l'homme vit dans un brouillard permanent, il étouffe, il est pris de vertiges, ne comprend plus vraiment ce qu'on lui dit. S'il refuse de signer les aveux préparés pour lui, on menace sa famille.

Et il reste les coups. Des hommes meurent durant leurs interrogatoires, d'autres se suicident. Et puis, il y a l'humiliation : on insulte, on crache, on urine sur les prisonniers. Tout un monde interlope de brutes fanatisées et de sadiques ont remplacé les militants révolutionnaires de la première heure.

Quel pouvoir, quand on est un paysan inculte, que de tenir dans ses mains la vie et l'honneur d'un professeur d'université ou d'un officier supérieur ! Ces scènes dantesques se déroulent dans les bureaux confortables de la Loubianka, où le NKVD dispose de sa propre prison. Contrairement à une légende, celle-ci n'est pas abritée dans les caves mais dans les étages d'un bâtiment annexe.

Après le procès d'août 1936, la mécanique peut passer à la vitesse supérieure. Mais Staline n'a pas confiance en Iagoda, qu'il juge trop opportuniste. Il le relève de ses fonctions, le 25 septembre, et le remplace par Nikolaï Iejov. Les deux années suivantes resteront comme celles de la « Grande Terreur ».

Nombre de cadres du parti, d'écrivains – comme Isaac Babel ou Ossip Mandelstam – disparaîtront, parfois sans procès. Mais les coups les plus durs sont réservés aux « ennemis historiques » de Staline : les trotskistes. Ils sont désignés sous un nom de code peu élégant et révélateur : *Khorki* (« putois »).

## Le bilan de la terreur

Les chiffres avancés donnent le vertige puisqu'on parle de 5 à 7 millions de morts et de 12 à 14 millions de déportés. L'ouverture des archives soviétiques, après 1991, a permis une révision à la baisse de ces estimations et certains historiens pensent qu'il y aurait eu de 1 à 2 millions de personnes exécutées et que le goulag ne compta jamais plus de 2 à 3 millions de pensionnaires. Mais ces fourchettes sont déjà effrayantes, et si l'on considère qu'il n'est pas évident qu'une stricte comptabilité ait été tenue, mais aussi que les décès intervenus dans les camps n'étaient pas pris en compte. Un dernier chiffre pourtant, sorti des statistiques officielles dressées à Moscou, est révélateur : alors qu'entre 1932 et 1936, années durant lesquelles s'organise la mainmise définitive de Staline, on ne compte « que » 10 000 exécutions, leur nombre passe à 353 074 en 1937 et à 329 618 en 1938 ! Et le NKVD a été le fidèle instrument de cette terreur. Mais aussi, explique-t-on à Moscou, sa victime : environ 25 000 « tchékistes » seront eux-mêmes « épurés ».

### *Sus aux trotskistes !*

Faute de pouvoir atteindre Léon Trotski lui-même – exilé d'abord en Turquie puis en France et en Norvège, enfin, au Mexique – le NKVD s'intéresse de très près à son fils, Lev Sedov. Installé à Paris en 1933, celui-ci se charge de la publication du *Bulletin de l'opposition*. Dès 1934, Sedov a pour

plus proche confident un communiste polonais, Mark Zborowski.

Sous les pseudonymes de *Maks*, *Mak*, *Tulipe* ou encore *Kant*, Zborowski. est bien entendu un agent du NKVD.

Le 7 novembre 1936, il organisera, avec l'aide de Iacha Serebryansky, le responsable des « opérations spéciales » du NKVD, le vol d'une partie des archives de Trotski.

Enfin, le 8 février, 1938, Sedov est hospitalisé pour une crise d'appendicite. Huit jours plus tard, alors qu'il semble en voie de guérison, Lev Sedov meurt, peut-être empoisonné. Il a 32 ans…

Zborowski en profitera pour se rapprocher de Léon Trotski, qui lui confie la direction du *Bulletin de l'opposition*. Il profitera de cette position éminemment stratégique pour brouiller le célèbre exilé avec certains de ses meilleurs amis politiques.

## *La mort d'Ignace Reiss*

Au milieu de l'été 1937, une lettre des plus désagréables arrive sur le bureau de Staline. Elle est signée par Ignace Poretsky (alias Ignace Reiss), un communiste d'origine polonaise qui est devenu, sous les pseudonymes de *Ludwig* ou *Raymond*, l'un des principaux chefs de réseau des services secrets soviétiques en Occident.

Sa missive est sans appel : « Jusqu'alors, j'ai marché avec vous. Je ne ferai pas un pas de plus à vos côtés. Celui qui se tait aujourd'hui devient le complice de Staline et trahit la classe ouvrière. Je me bats pour le socialisme depuis l'âge de 20 ans… Je veux continuer le combat, car seule notre victoire – celle de la révolution prolétarienne – peut sauver le monde du capitalisme, et l'URSS du stalinisme. En avant pour de

nouveaux combats ! Vive la IV$^{e}$ Internationale ! » Dans le même geste, il renvoie à Moscou l'ordre du Drapeau rouge, dont il avait été décoré en 1928.

La révolte de Reiss ne surprend pas vraiment le NKVD : le monde communiste est en ébullition. Trotski, à la tête de la IV$^{e}$ Internationale, organise l'opposition au maître du Kremlin.

## *Le film d'un assassinat du NKVD*

Mais d'abord, laissons la parole à la police française : « Le quatre septembre dernier [1937], la police suisse découvrait, dans le canton de Vaud, le corps d'un homme affreusement mutilé, criblé de balles de browning. Dans les poches du mort, on trouva un passeport au nom de Eberhardt, Herman, mais c'était un faux nom. La victime se nommait en réalité Reiss, Ignace [il s'agit, en fait d'une autre identité fictive, puisque le vrai nom de Reiss est Poretsky], né le 1$^{er}$ janvier 1899 à Palwoloczysk (Pologne), et les premières investigations dans les archives internationales établirent qu'il appartenait à un service secret étranger. »

L'enquête est confiée au chef de section Belin, de la police nationale, qui va étroitement collaborer avec un collègue français, Charles Chenevier.

C'est une légende de la police française que le commissaire Chenevier. De la mort du conseiller Prince au dossier Stavisky, de la Cagoule à l'affaire Dominici, en passant par la traque de *Pierrot le fou* ou celle d'Émile Buisson, il a participé à bon nombre des plus grandes enquêtes criminelles françaises de 1930 à 1960. Sans compter une très belle guerre dans les réseaux de renseignement de la France libre.

Belin et Chenevier cernent la personnalité mystérieuse de Reiss : « Reiss, qui jouissait d'une très grande influence dans l'organisation qui l'employait devait, au cours de cet été, se trouver en complet désaccord avec la politique suivie par celle-ci […] dès la fin du mois de juillet 1937, il donna à son entourage l'impression d'un homme traqué, changeant d'hôtel très fréquemment… »

Traqué, Reiss l'est. Bien davantage encore qu'il ne le croit. Le 26 août 1937, dans un café, à Paris, une jeune étudiante suissesse, Renate Steiner, qui a été recrutée par le NKVD, est présentée par son « contrôleur » à « un certain Rossi, François. Il lui désigne Reiss comme une cible à surveiller.

Une deuxième femme rejoint, presque aussitôt, la jeune Renate Steiner. Gertrude Schildbach, a un immense avantage sur l'étudiante : elle connaît Reiss depuis des années : « Elle seule peut approcher Reiss. Il accepte une invitation à Lausanne, le 4 septembre 1937… » Le déjeuner se passe bien puis, « après une courte promenade à pied, en compagnie de Schildbach, Reiss fut assailli et poussé de force à l'intérieur de la voiture. Une fois dans l'automobile, Reiss fut tué de huit coups de revolver, son corps fut jeté en évidence sur la route. »

## *Pavel Soudoplatov, « tueur en chef » de Staline*

Le 23 mai 1938, le soleil se montre enfin sur Rotterdam. À la terrasse du restaurant Atlanta, Yevhen Konovalets lit un journal en attendant son contact, un jeune Ukrainien qui lui sert d'agent de liaison. Farouchement dévoué à la cause nationaliste ukrainienne, Konovalets a combattu l'Armée rouge pendant la guerre civile.

Il met, dans les années 1930, l'Organisation nationaliste ukrainienne, qu'il dirige, au service des renseignements militaires allemands. Il les alimentera régulièrement en

informations de choix sur la Russie et manœuvre dans l'ombre pour favoriser les visées expansionnistes hitlériennes, persuadé que Berlin libérera l'Ukraine.

Aujourd'hui, Konovalets attend Vassili Lebed, qui dirige la branche clandestine du mouvement en Union soviétique. Ils se serrent la main, discutent et conviennent d'un autre rendez-vous. Avant de partir, le jeune homme remet une boîte de chocolats à Konovalets. Quelques minutes plus tard, le dirigeant ukrainien est déchiqueté par la bombe contenue dans la boîte.

Vassili Lebed a été « retourné », treize ans auparavant, par les services spéciaux moscovites et celui qu'il présente comme son neveu n'est autre qu'un jeune officier particulièrement prometteur du NKVD, Pavel Anatoliévitch Soudoplatov. C'est dans le bureau de Staline que le jeune homme a reçu l'ordre d'éliminer Konovalets.

Pavel Soudoplatov passe quelques semaines en Espagne et y fait une rencontre, qui, deux ans plus tard, se révélera être de première importance, en la personne d'un jeune militant communiste du nom de Ramon Mercader del Rio. Revenu à Moscou, Soudoplatov y fait un rapport à Lavrenti Beria, le numéro deux du NKVD mais qui va bientôt en prendre la tête et qui sera le grand protecteur du jeune Soudoplatov.

Soudoplatov entame son ascension. En mars 1939, il est à nouveau convoqué chez Staline en compagnie de Beria, qui lui annonce qu'il est nommé directeur adjoint des services de renseignement étrangers (INO) du NKVD.

Staline lui révèle à quelle tâche prioritaire il doit désormais s'atteler : « À part Trotski en personne, il n'y a aucune figure politique importante dans le mouvement trotskiste. Si on élimine Trotski, tout danger disparaîtra… il faut en finir dans l'année. »

Or, Leonid Eitington, le fidèle second de Soudoplatov, a déjà un homme dans l'entourage de Trotski, émigré au Mexique : le jeune Ramon Mercader qui, en 1939, se lie d'amitié avec Alfred et Marguerite Rosmer, qui ont hébergé le célèbre exilé en France, et, surtout, avec Sylvia Ageloff, qui va devenir la secrétaire personnelle du dirigeant en exil.

## Fiches d'identité express des chefs de l'OGPU-NKVD

**Menjinsky, Vyatcheslav Rudolphovitch**. Nommé après la mort de Felix Dzerjinski, il ne partage pas seulement avec ce dernier des racines polonaises : à l'exception d'Ignatiev les deux hommes sont les seuls chefs des services de sécurité de Staline à être morts dans leur lit !

Extrêmement cultivé, Menjinsky est aussi un homme faible. Même si c'est sous sa direction que se déroulent les procès des ingénieurs et des agronomes ou, surtout, la dékoulakisation, il n'y jouera qu'un rôle marginal. Il meurt d'une crise cardiaque, le 10 mai 1934.

**Iagoda, Henrik (Ghenrikh) Grigoriévitch**. Fils d'un paysan juif letton et pharmacien de profession, Iagoda devient, dans les années 1920, le responsable du laboratoire toxicologique du Kremlin. En 1926, il est le second de Menjinsky. Entre novembre 1931 et août 1933 il s'illustre par la construction du canal de la mer Blanche à la Baltique. Environ 300 000 déportés sont employés à ces travaux

pharaoniques et cent mille y laisseront la vie. Il succède à Menjinsky en 1934, et transforme l'OGPU en NKVD. Relativement corrompu, il se préoccupe énormément du protocole qui entourent ses fonctions. Mais Staline n'a pas confiance en lui, et il est déchu en 1936. Il est arrêté par son successeur le 3 avril 1937 et exécuté un an plus tard.

**Iejov, Nikolaï Ivanovitch**. Ce personnage sinistre reste le symbole des purges. Il est intéressant de souligner que Iejov est le seul « Russe ethnique » à avoir dirigé les organes sous Staline : le maître du Kremlin préférait nommer à ce poste des membres de minorités, comme des Juifs ou des non-Russes ; peut-être parce qu'ils seraient plus fidèles.

Le 30 septembre 1936 il succède à Iagoda. Il arrive accompagné de plusieurs centaines de ses collaborateurs fidèles de l'appareil du parti et son premier objectif est de liquider les anciens cadres du NKVD. Quelque 3 000 tchékistes seront ainsi les premières victimes des purges de grande ampleur des années 1936-1938. C'est Iejov, aussi, qui crée les « groupes de combat » employés à traquer et à assassiner les opposants réfugiés à l'étranger. Mais il inquiète et, le 8 décembre 1938, il est démis de ses fonctions. Il aurait été exécuté en 1939.

**Beria, Lavrenti Pavlovitch**. Seul chef des « organes » à avoir survécu à Staline, il dirige le NKVD 1938 à 1953. Durant la Seconde Guerre mondiale, il est le plus proche conseiller de Staline et remplit de nombreuses fonctions. Il continue toutefois à coiffer leurs activités, mais de loin. À partir de 1944, il sera le principal responsable de l'espionnage atomique et de la fabrication de la bombe A soviétique.

Il semble que Staline se soit méfié de lui et de son immense pouvoir. Il est arrêté le 26 juin 1953 en pleine séance du Politburo. Officiellement, il aurait été exécuté le 23 décembre 1953, mais certains historiens pensent qu'il aurait pu être abattu dans les heures qui suivirent son arrestation.

**Merkoulov, Vsevolod Nikolaïevitch**. Membre de la « mafia géorgienne » de Beria, il dirige les services spéciaux de février à juillet 1941 puis d'avril 1943 à mars 1946. Il est exécuté le 23 décembre 1953.

**Abakoumov, Viktor Semionovitch**. Dirige le MGB (l'un des avatars du NKVD) de 1946 à 1951, après avoir été le chef du Smersh (organe chargé de liquider les espions ennemis) entre 1943 et 1946. Arrêté sur ordre de Staline, qui, semble-t-il, prépare alors la liquidation de Beria, il est libéré par ce dernier en 1953. Exécuté en décembre 1954.

**Ignatiev, Semyon Denisovitch**. Successeur d'Abakoumov mis en place par Staline, il joue un rôle clé dans le montage du complot des Blouses blanches. Le 7 mars 1953, il est limogé par Beria. Il mourra de mort naturelle en 1983.…

## *Opération « Outka » : cible, Trotski*

Durant l'été 1939, Soudoplatov et Eitington gagnent Paris et commencent à y exécuter leur plan qui a reçu le nom de code *Outka* (« Canard »). Le NKVD sait que Staline ne lui pardonnera pas un échec. À un peintre mexicain, David Alfaro Siqueiros, communiste et ami personnel de Staline, on ordonne

de former une équipe qui prendra d'assaut la villa où vit Trotski. D'autre part, les Mercader, mère et fils sont expédiés au Mexique avec l'ordre formel de renouer le contact avec Sylvia Ageloff.

À New York a été créée, sous la direction d'Eitington, une société écran permettant de fournir couvertures et argent aux agents soviétiques ; à Mexico, Ramon Mercader, se faisant passer pour le Canadien Frank Jackson, a entamé une liaison avec Sylvia Ageloff tandis que Siqueiros monte son groupe d'assaut ; à la demande de Beria, un troisième réseau, de réserve, est mis sur pied sous l'autorité de Iossif Grigourievitch. En tout, des centaines de milliers de dollars ont été dépensés.

## *Échec d'une première tentative*

Le 23 mai 1940, un peu avant l'aube, Sheldon Harte, un trotskiste américain dont Grigourievitch a conquis la confiance et qui est l'un des gardes du corps de Trotski est de permanence. Voyant Grigourievitch, il ouvre le portail ; le groupe Siqueiros se jette alors dans la propriété et mitraille la chambre de Trotski. C'est l'échec : Trotski n'est même pas blessé, et Siqueiros est arrêté. Sheldon Harte, lui, est tué quelques jours plus tard : on craint qu'il ne parle.

## *Le coup de piolet de Jackson-Mercader*

Trois mois plus tard, le 20 août, Mercader-Jackson, *Gnome* pour le NKVD, réussira là où Siqueiros a échoué : ayant gagné, grâce à Sylvia Ageloff, la confiance de l'exilé, il se trouve seul avec lui dans son bureau sous prétexte de lui faire corriger le texte d'un article et lui plante un piolet dans la tête. Trotski mourra le lendemain sans avoir repris connaissance. Ramon Mercader passera vingt ans en prison. Libéré le 20 août 1960 et

fait héros de l'Union soviétique, *Gnome* occupera divers emplois importants avant de devenir conseiller de Fidel Castro.

Pavel Soudoplatov, lui, deviendra général. Chargé de l'organisation du travail des Partisans, il sera l'une des premières victimes de la déstalinisation mais, contrairement à Beria, il sauvera sa vie. Soudoplatov sera même réhabilité dans les années 1980.

## *L'affaire Toukhatchevski*

Durant la seconde moitié des années 1930, le pouvoir de Hitler est établi sur toute l'Allemagne. De tous les ennemis potentiels qu'il sait devoir affronter tôt ou tard, c'est l'Union soviétique qui inquiète le plus le haut commandement allemand.

### *Une collaboration contre nature entre le NKVD et la Gestapo*

Durant l'hiver 1936, le général Nikolaï Vladimirovitch Skobline l'un des responsables du ROVS (Russki Obschtche-Voyenski Soyouz), l'organisation russe blanche des anciens combattants tsaristes, basée à Paris, demande à rencontrer Reinhard Heydrich. À la tête du RSHA (Reichssicherheitshauptampt) – l'Office central de sécurité du Reich – Heydrich est bien placé pour savoir que Skobline, informateur occasionnel de la Gestapo, est surtout un agent du NKVD.

Pour un service de renseignement, bénéficier d'une « relation » comme Skobline peut être d'un excellent rapport. À condition de savoir qu'on a affaire à un agent double.

Pour rester crédible, l'agent double doit en effet fournir régulièrement des informations sensibles et véridiques. Mais la

désinformation peut, elle aussi, se révéler intéressante : le service qui en est la cible peut déceler les axes de travail de la « maison » adverse.

Le 6 décembre 1936, Heydrich écoute donc religieusement Skobline lui expliquer qu'une conspiration est en train de se nouer contre Staline au cœur de l'Armée rouge et que le principal instigateur est le maréchal Mikhaïl Toukhatchevski.

Certes, si l'on s'arrête aux apparences, les choses sont claires : Skobline, conspirateur russe blanc, demande l'aide de l'Allemagne pour un autre conspirateur, particulièrement bien placé au sein de la direction soviétique, et qui s'apprête à renverser Staline.

Mais sachant que Skobline travaille en fait pour le NKVD, que signifie exactement cette histoire ? Heydrich prend conscience des confidences de Skobline : le NKVD, pour des raisons qui lui sont propres, veut se débarrasser de Toukhatchevski.

Et s'il a été fait allusion aux sentiments germanophiles du maréchal – une pure invention, Heydrich est bien placé pour le savoir – , c'est uniquement pour lancer un discret appel du pied à la Gestapo : « Nous ne sommes certes pas dans le même camp mais il peut nous arriver d'avoir des intérêts communs. » Message reçu : Heydrich va fabriquer de toutes pièces les preuves qui permettront au NKVD d'impliquer Toukhatchevski dans un complot imaginaire.

Ce ne sera d'ailleurs pas très difficile, le maréchal a collaboré, au début des années 1920, à un programme militaire commun et ultrasecret réunissant l'Allemagne et l'URSS. L'Union soviétique garantissait aux Allemands la possibilité d'installer sur son territoire des usines fabriquant des chars, des avions et autre matériel militaire lourd, interdit par le traité de Versailles et Berlin avait créé, toujours en URSS, des académies

militaires dans lesquelles des instructeurs allemands dispensaient leurs cours à des élèves soviétiques.

Cette collaboration, pour secrète qu'elle fut, avait donné lieu à un important échange de notes, de lettres, dont un grand nombre était signé de la main de Toukhatchevski.

En 1937, Heydrich n'a pas grand mal à se procurer ce matériel : il le fait voler dans les locaux de ses rivaux du SR de l'armée, l'Abwehr.

Une équipe de faussaires trafique habilement les documents. On change des dates, on modifie des lieux et des données chiffrées, on crée quelques lettres, et la correspondance assez anodine entre Toukhatchevski et de hauts responsables de la Reichswehr se transforme en une arme mortelle.

## *Une subtile manœuvre d'intoxication*

Mais comment faire parvenir ces preuves à Staline ? Car, en 1937, le dictateur n'est pas encore totalement libre de ses gestes. Il doit d'abord convaincre le Politburo. Et les membres de cet organisme pourraient se montrer réticents s'ils ont le moindre soupçon.

Heydrich, qui sait tout cela, va mettre au point une subtile opération d'intoxication. D'autant qu'il se laissera, probablement, plus aisément convaincre de l'authenticité des documents si ces derniers ne lui sont pas remis par les Allemands mais par d'autres. Par les Tchèques, par exemple…

Dans cette deuxième phase, le NKVD et les SR nazis agissent de manière telle qu'il est difficile d'imaginer qu'ils n'ont pas coordonné leurs opérations. La Gestapo mène la danse. Ses agents disséminés à travers l'Europe activent leurs réseaux

pour faire courir le bruit que Mikhaïl Toukhatchevski n’attend que la bonne occasion pour prendre le pouvoir.

Un effort particulier porte sur l’entourage du président de la Tchécoslovaquie, Edvard Benes ; les SR allemands n’ignorent pas, en effet, que le NKVD possède quelques oreilles dans l’entourage du président.

Le deuxième coup va être joué par le NKVD, qui organise l’arrestation à Prague d’un de ses agents chargé de se faire passer pour un envoyé de Toukhatchevski.

L’homme se montre prolixe devant les enquêteurs de la police tchèque. Convaincu que « quelque chose » se prépare, l’entourage de Benes fait prévenir Staline.

La machine est désormais en marche. Lors d’une rencontre organisée, apparemment par le général Skobline, la Gestapo remet à trois envoyés du SR soviétique les fameux documents incriminant le chef de l’Armée rouge.

En juin 1937, six mois après la fatidique entrevue entre Skobline et Heydrich, Mikhaïl Toukhatchevski est arrêté et, après un simulacre de procès à huis clos, il est fusillé pour avoir « projeté de conspirer contre l’Union soviétique avec le soutien de l’état-major général allemand et de la Gestapo en vue de renverser le camarade Staline et le gouvernement soviétique ».

Mais la purge ne s’arrête pas là. On ne sait, au juste, combien d’officiers soviétiques ont été éliminés, sans doute entre 35 000 et 50 000. En clair, c’est toute la direction et tout l’encadrement de l’Armée rouge qui disparaît, victime de la folle paranoïa de Staline et de son entourage. Cette terrible saignée aura des conséquences tragiques quand Hitler jettera ses troupes à l’assaut de la forteresse soviétique quatre ans plus

tard : il faudra aller rechercher certains officiers dans les bagnes sibériens.

La guerre qui arrive en 1941 va donner un coup d’arrêt aux purges massives. Tous les efforts doivent désormais être consacrés à la lutte contre l’ennemi fasciste.

# Chapitre 28

# Les services secrets au début de la guerre

***Dans ce chapitre :***

- Une guerre psychologique autant que militaire
- Rivalité entre services de renseignement allemands
- L'effrayante machine de guerre du RSHA
- Professionnels et amateurs dans la guerre secrète britannique
- Pour la France, deux services
- À la suite des purges, l'aveuglement de Moscou
- Un grand service précurseur pour les États-Unis
- La guerre des codes

***D***eux différences majeures peuvent être constatées entre les deux guerres. D'abord, en 39-45, deux nouveaux acteurs du « Grand Jeu » vont s'affirmer : les États-Unis et l'Union soviétique.

Ensuite, la guerre de 40-45 est une guerre totale. Pour la première fois, l'action clandestine va donc se développer simultanément dans tous les domaines. Pour les services spéciaux aussi, cette guerre est un conflit global, qui met en jeu des techniques aussi diverses que l'espionnage politique,

militaire ou économique classique, la propagande, la guerre psychologique et les pratiques d'intoxication, l'action politique clandestine, le renseignement technique, les interceptions et décryptages, ou encore l'action militaire non conventionnelle (telle que la guérilla ou le sabotage) menée par des forces spéciales régulières (commandos) ou irrégulières (groupes de résistance armée).

Pour la première fois en effet, du fait du caractère idéologique et même éthique de cette guerre, les civils y participent massivement.

Pour toutes ces raisons il y a clairement, pour les services secrets un *avant* et un *après*-Seconde Guerre mondiale. Avant 1939, les dirigeants politiques et militaires pouvaient encore entretenir l'idée fallacieuse que le renseignement et ses corollaires appartenaient à la gamme des maux nécessaires et étaient du ressort des militaires ; après 1945, plus aucun État ne pourra ignorer l'importance de la guerre secrète et subversive.

## *Avant le conflit : action souterraine, propagande et action psychologique*

La guerre proprement dite est précédée de nombreuses actions secrètes. L'Allemagne, au terme du traité de Versailles, ne peut se réarmer ni posséder une force armée de plus de 100 000 hommes.

Aussi, à partir de 1923, les anciens responsables des services secrets du Kaiser et singulièrement l'ancien chef du III B, le colonel Walter Nicolaï, un spécialiste des « questions russes », vont négocier avec Moscou la possibilité de former et d'entraîner plusieurs divisions sur le sol soviétique tandis que les usines russes tournent à plein régime pour produire les armements que l'Allemagne ne peut fabriquer sur son sol.

Cette collaboration sera tellement étroite qu'elle débouchera sur le pacte germano-soviétique du 23 août 1939, qui va laisser les mains libres à l'Allemagne nazie pour envahir la Pologne et défier ainsi les puissances occidentales.

## *L'alibi des minorités allemandes : un outil de guerre psychologique*

Quant aux quatre opérations militaires avant le 1er septembre 1939 – la réoccupation de la Rhénanie en 1936, l'Anschluss et l'annexion de l'Autriche puis l'annexion des Sudètes en 1938, et enfin l'occupation de la Tchécoslovaquie en mars 1939 – , elles ont toutes été accompagnées par des opérations de propagande et de guerre psychologique.

À côté des services de Joseph Goebbels – le très officiel ministre de l'Information et de la Propagande – , des officines, parfois concurrentes, s'activent au sein du parti nazi, au ministère des Affaires étrangères ou dans les services spéciaux convaincre la population allemande et les États étrangers du bon droit de Berlin ou de l'inanité de toute tentative d'opposition à ses visées.

Dès 1935, le ministère de la Guerre s'était doté d'un Laboratoire psychologique, dirigé par le colonel Blau, auteur d'un ouvrage au titre révélateur, *Propaganda als Waffe* (« La Propagande comme une arme »), dans lequel il expliquait : « Les tâches de la guerre psychologiques consistent à donner au peuple et à l'armée une conscience nationale homogène, par une formation nationale, une éducation militaire, l'éveil de la volonté de résistance nationale.

## *Manipulation des foules*

La propagande ne perdra d'ailleurs jamais ses droits dans l'Allemagne d'Adolf Hitler. Les spécialistes de Joseph Goebbels s'emploieront à manipuler les foules, par exemple en répandant par la technique « artisanale » du bouche-à-oreille les rumeurs les plus diverses sur les atrocités commises par les Alliés, ou en agitant le spectre de l'entrée en jeu imminente d'« armes nouvelles ».

La guerre proprement dite commence le 1er septembre 1939, par une opération spéciale mêlant techniques commandos et opération psychologique. Une petite unité de SS vêtus d'uniformes polonais fait mine de traverser la frontière entre les deux États et attaque une station de radio allemande à Gleiwitz avant de se replier en abandonnant sur place les cadavres de détenus des camps de concentration eux aussi revêtus d'uniformes de l'armée polonaise. Hitler tient son *casus belli*.

## *Les services spéciaux allemands*

Deux services allemands vont, dès les premiers jours de la guerre, rivaliser dans la course au renseignement. Un affrontement que l'on peut résumer à celui des deux hommes qui sont à leur tête : l'amiral Wilhelm Canaris et le SS *Reichsführer* Heinrich Himmler.

### *Les deux hommes clés du renseignement allemand*

Le premier préside aux destinées de l'Abwehr, le SR de l'armée ; le second est le chef suprême de la SS et du Reichssicherheitshauptamt (« Office central de la sécurité du Reich »), ou RSHA.

## L’Abwehr en 1938

Créée en 1921, l’Abwehr comprend, à ses débuts, une section de reconnaissance, une autre consacrée au chiffrage et aux écoutes radio et une troisième qui mène des opérations de contre-espionnage.

Lorsque l’amiral Canaris est nommé à sa tête, il remanie de fond en comble son service. Une « Division centrale » (Abteilung Z), dirigée par le général Hans Oster, gère le service, son personnel et ses finances.

La « Division extérieure » (Amstgruppe Ausland) est en charge des relations avec le haut commandement (OKW, ou Oberkommando der Wehrmacht), les Affaires étrangères et les autres ministères concernés et de l’analyse des données provenant de l’étranger. Enfin, les Abwehr I (Hans Pieckenbrock), II (Erwin von Lahousen) et III (Egbert Bentivegni) s’occupent respectivement de la collecte de renseignements à l’étranger, du sabotage et du contre-espionnage.

Le service entretient évidemment des réseaux clandestins dans les pays ennemis et dispose de représentants dans chaque région militaire du Reich, d’officiers en poste dans les ambassades dans les pays neutres et d’un « bras armé », la Geheime Feld Polizei (GFP, ou « Police secrète de campagne »).

Himmler, l’homme des basses besognes du régime hitlérien, grand ordonnateur de la Solution finale, patron de la Gestapo et des camps de concentration et d’extermination, et sans aucun

doute « criminel contre l'humanité numéro un » du régime, est un être abject.

Wilhelm Canaris offre une image nettement plus contrastée. Canaris n'est pas Himmler et l'organisation qu'il dirige ne sombrera pas dans les horreurs commises par la SS. Mais là devrait s'arrêter le « certificat de bonne conduite » de cette organisation, car si l'Abwehr ne torture pas ses prisonniers, il lui arrive de les livrer à la Gestapo…

Mais si Canaris est l'un des hommes les plus puissants du régime, il n'en reste pas moins qu'il entretiendra des rapports ambigus avec les services anglais et sera mêlé à différents complots contre Hitler.

Il ne sera d'ailleurs pas le seul. Son adjoint, Hans Oster, a été mêlé à un premier complot contre le Führer dès 1937 et communiquera secrètement aux Pays-Bas et à la Belgique des informations capitales sur la date de l'invasion de 1940. Erwin von Lahousen (espionnage autrichien absorbé par l'Abwehr après l'Anschluss de 1938) fournira la bombe utilisée lors de l'attentat raté du 20 juillet 1944.

Enfin, Canaris, Oster et plusieurs autres cadres de l'Abwehr protégeront des Juifs en les maintenant ou en les intégrant dans le service sous de fausses identités…

## *Une partie serrée*

L'Abwehr et le RSHA vont régulièrement se combattre, affrontement qui va tourner à l'avantage définitif de l'« ordre noir » SS.

L'un des nœuds du problème réside dans la volonté hégémonique de Himmler, qui a pu installer dans tous les pays occupés des services de la SS et du RSHA et qui enrage de ne

pouvoir étendre ses activités hors des limites des conquêtes allemandes.

## Le Reichssicherheitshauptamt : une administration tentaculaire

Le RSHA est fondé le 27 septembre 1939 par Heinrich Himmler, par la fusion du Sipo (Hauptamt Sicherheitspolizei, ou « Office central de la police de sécurité), qui regroupe la Gestapo (police politique) et la Kripo (police criminelle), et le SD (Sicherheitsdienst, ou « Service de sécurité), le service secret de la SS.

L'Amt III du RSHA correspond au SD Inland (« Service de sécurité intérieure »), et l'Amt VI ou SD Ausland (« Service de sécurité extérieure ») s'occupe de l'espionnage à l'étranger.

La sinistre Amt IV, c'est la Gestapo, elle-même divisée en directions s'intéressant aux « adversaires politiques », aux « Églises », aux « territoires occupés », au « contre-espionnage » et à la « police des frontières ». Une sous-direction de la Section Églises est en charge des Juifs, et, à partir de 1941, de la Solution finale.

Reinhard Heydrich dirige le RSHA (sous le contrôle direct de Himmler) de 1939 à son exécution

par la résistance tchèque, le 4 juin 1942. Ernst Kaltenbrunner lui succède.

Otto Ohlendorf, Walter Schellenberg, Arthur Nebe et Heinrich Müller resteront respectivement les chefs du SD Inland, du SD Ausland, de la Kripo et de la Gestapo pendant toute la guerre, tandis que l'Amt IV B 4 sera dirigée par Adolf Eichmann.

Dotée de moyens techniques et financiers considérables et d'effectifs très importants, le RSHA est, après la Wehrmacht et la SS la troisième organisation la plus importante du III$^{e}$ Reich.

L'Abwehr lui donne des arguments : si elle enregistre de grands succès à l'Est, notamment grâce aux réseaux du général Gehlen, elle se montre incapable de lutter contre les réseaux montés par Moscou, qu'il s'agisse de l'Orchestre rouge en France, en Belgique et au cœur même de l'Allemagne, ou du groupe Dora en Suisse.

Petit à petit, Himmler va prendre la barre de l'Abwehr. Dès 1943, il a de fait la haute main sur toutes les opérations de renseignement allemandes. Et en août 1944, lorsque Canaris sera arrêté et déporté, les SR allemands seront unifiés sous sa férule.

## Fiches d'identité des principaux chefs du

# renseignement et de la sécurité nazis

**Canaris, Wilhelm** : né en 1887 à Aplerbeck. Entré dans l'armée en 1905, il fait la Première Guerre mondiale dans les services de renseignement, et est mêlé, après l'abdication du Kaiser, à l'action des corps francs nationalistes et antibolcheviques dans les régions baltiques. Imposé à la tête de l'Abwehr par les nazis, il en prend la direction le 1er janvier 1935. Compromis dans le complot de juillet 1944 contre Hitler, il est exécuté le 9 avril 1945 au camp de concentration de Flossenburg.

**Heydrich, Reinhard** : né à Halle en 1904. Prototype de l'aryen. Membre précoce du parti nazi, capitaine dans la SS dès 1934, il est chargé par Himmler de l'organisation du SD et de la Gestapo.

Instigateur de l'« incident de Gleiwitz », une provocation qui aboutira au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, il est chef du RSHA en 1939. En janvier 1942, c'est lui qui préside la conférence de Wannsee, qui jette les bases de la « Solution finale de la question juive en Europe ».

Il est exécuté, à Prague, par deux résistants tchèques, le 27 mai 1942. Pour le venger, les SS détruiront et raseront le village de Lidice et extermineront ses centaines d'habitants…

**Himmler, Heinrich** (1900-1945) : milite, après la Première Guerre mondiale, dans les cercles nationalistes, avant d'adhérer au NSDAP en 1923 et entre dans la SS, la garde rapprochée de Hitler, en

1925. Quatre ans plus tard, il est le chef de la SS, qui comptera plus d'un million de membres à son apogée, il est également à la tête de toutes les polices du Reich et grand ordonnateur du système concentrationnaire et de la Solution finale.

Dans les derniers jours de la guerre, il trahira Hitler. Capturé par les Britanniques le 22 mai 1945, il se suicide le 23 mai.

**Müller, Heinrich** (1900- ?) : né avec le siècle à Munich. Entré dans la police en 1919, il est inspecteur en 1929 lorsque ses chefs le chargent de la surveillance du NSDAP, le parti nazi. Müller est persuadé que l'accession de Hitler au pouvoir le 31 janvier 1933 va se traduire, pour lui, par la perte de son emploi. Il ne cache pas sa surprise lorsque Heydrich lui demande de créer une Section antisoviétique au sein de la police.

Entouré d'une équipe de policiers professionnels qu'il choisit avec soin, entre autres pour leur apolitisme – car l'homme est un opportuniste et un réaliste – , il va porter des coups terribles aux communistes et aux organisations clandestines soviétiques. Resté à Berlin jusqu'à la chute de la ville, Heinrich Müller ne sera plus vu vivant en Allemagne après le 29 avril 1945. Officiellement, il aurait alors trouvé la mort en tentant de fuir.

D'après certains, il aurait été aperçu en 1953 en Albanie et en Allemagne de l'Est. Pour tout compliquer, une nouvelle théorie a vu le jour à la fin des années 1990 : ce ne sont pas les Russes mais les Américains qui auraient récupéré Müller en 1945. Aucun élément ne permet, à l'heure actuelle, d'infirmer ou de confirmer l'une des trois hypothèses.

**Nebe, Artur** (1894-1945) : intègre la police de Berlin en 1920 et entre au parti nazi, le NSDAP, en 1932. Directement impliqué dans le programme d'« euthanasie » massive des handicapés mentaux qui fera 70 000 morts en 1940-1941, il dirige ensuite l'Einsatzgruppe B, qui exterminera plus de 45 000 Juifs et « communistes » en URSS.

Revenu à Berlin, il est impliqué dans le complot du 20 juillet. Arrêté, il est pendu à la prison de Plötzensee, le 21 mars 1945.

**Ohlendorf, Otto** (1907-1941) : rejoint le NSDAP en 1925, à 18 ans, et la SS en 1926. Universitaire brillant, il partage son temps entre l'enseignement et l'activisme politique entre 1930 et 1936. Il entre au SD comme consultant pour les matières économiques.

Après l'invasion de l'URSS, Heydrich le nomme à la tête de l'Einsatzgruppe D, actif dans le nord de l'Ukraine. Il le commandera de juin 1941 à juillet 1942, période pendant laquelle le groupe D fait, au moins, entre 90 000 et 100 000 victimes.

Arrêté en 1945, il accepte de témoigner à charge au procès de Nuremberg. Prévenu par la suite dans le procès des *Einsatzgruppen* (Nuremberg, 1947-1948), il ne manifeste aucun remords pour ses crimes. Condamné à mort le 18 avril 1948, il est pendu dans la nuit du 7 juin.

**Schellenberg, Walter** (1910-1954) : intelligent, élégant, cultivé, mais nazi jusqu'au bout des ongles, Walter Schellenberg étudie le droit avant de rejoindre l'appareil de sécurité du parti d'Adolf Hitler.

Véritable « boîte à penser » de Heydrich, il est en grande partie à l'origine de la création du RSHA.

Il sera obsédé par l'idée de contrôler l'ensemble du renseignement allemand et deviendra le principal instrument de Himmler dans la lutte contre Canaris. Schellenberg est toutefois un homme complexe. Ainsi, il sera l'un des protecteurs du Dr Kersten, le kinésithérapeute de Himmler, l'homme qui fait payer ses soins en demandant la libération de résistants et d'internés juifs des camps de concentration. Il sauvera ainsi des milliers de vies.

Véritable maître de l'espionnage nazi, Walter Schellenberg cherchera, dès 1943, à entrer en contact avec les américains, et plus particulièrement avec Allen Dulles, qui dirige l'antenne de l'OSS à Berne. Condamné à une peine de prison légère à Nuremberg, l'homme mourra d'un cancer à Turin en 1954, à l'âge de 44 ans, en laissant la désagréable impression d'un grand talent dévoyé au service d'une idéologie monstrueuse.

## *La galaxie des services spéciaux anglais : une machine bien huilée*

En Grande-Bretagne, plusieurs services vont collaborer étroitement, ou parfois rivaliser dans la lutte contre l'appareil de renseignement nazi.

D'abord, le MI5, le MI6 et la Special Branch de Scotland Yard continuent leur action dans leurs domaines respectifs.

Mais l'importance de la Résistance armée dans les pays occupés pousse bientôt les Anglais à créer un nouveau service qui deviendra une gigantesque organisation, comptant plus de 13 000 membres (dont 3 200 femmes…) avant de disparaître avec la fin des hostilités : le Special Operations Executive (SOE), qui voit le jour le 22 juillet 1940.

## *Les hommes du SOE : des amateurs héroïques*

La tâche du SOE est surhumaine puisqu'il est programmé pour coiffer les activités paramilitaires des réseaux clandestins armés derrière les lignes ennemies sur tous les terrains d'opérations ! Des maquis français aux neiges de la Norvège, en passant par les montagnes de Yougoslavie et la jungle birmane.

En théorie, seule l'action militaire « irrégulière » – Winston Churchill lui a ordonné de « mettre le feu à l'Europe » – relève de l'autorité du SOE, dirigé par le major général Sir Colin Gubbins.

L'une de ses missions centrales étant d'organiser le sabotage systématique de la production industrielle, essentiellement militaire, des Allemands, le service est placé sous la responsabilité du ministre de l'Économie de guerre, le travailliste Hugh Dalton.

En théorie, les activités de renseignement, du seul ressort du MI6, échappent au SOE, qui, en revanche, est chargé d'expédier armes et matériels divers aux réseaux de résistance et souvent de participer à leurs actions. En théorie seulement. Si dans les zones de maquis son activité est le plus souvent purement « politico-militaire » (propagande et action), elle se révèle plus complexe dans les régions urbaines et semi-urbaines. Un même réseau peut donc mener à la fois un travail politique (impression et diffusion de journaux, propagande

dans les troupes allemandes, organisation d'activités syndicales), militaire (sabotage et attentats) et de renseignement.

Ce flou sera à l'origine de bien des frictions entre le SOE et le MI6, surtout quand, à partir de 1942, le premier, fort de ses relations privilégiées avec l'OSS américain, empiétera de plus en plus sur la chasse gardée du second.

Autre caractéristique : sur les milliers d'agents qui combattront sous les ordres du SOE, on compte peu d'Anglais. La majorité sont des résistants des pays occupés, les Anglais qui partent sur le terrain ont souvent longtemps vécu dans les pays où ils sont envoyés et y occupent, le plus souvent, des postes d'encadrement des maquis. Et comme tous, ou presque, sont des amateurs, le SOE, qui à la fin de la guerre disposera de très nombreux bâtiments à Londres, essentiellement autour de Baker Street, a également ses écoles.

## *Beaulieu Finishing School, école de la guerre secrète*

L'une d'elles, en particulier, a laissé un souvenir impérissable. La Finishing School de Beaulieu, dans le Hampshire, abritera un centre de formation très spécial où les recrues apprennent aussi bien les techniques radio que celles du sabotage et du meurtre, et sont initiées à la guerre psychologique et à la propagande par un certain… Kim Philby, la plus importante « taupe » jamais implantée dans les services secrets anglais par les Soviétiques.

## *Deux autres enfants de la guerre : SAS et MI9*

Parallèlement, les Britanniques mettront sur pied, à l'initiative du major David Stirling, les SAS (Special Air Service), des bataillons parachutistes spécialement taillés pour les coups de main et autres missions d'« interdiction stratégique ». Loin

d’être purement britanniques, les SAS recruteront, comme le SOE, dans les rangs de la Résistance. Il y aura ainsi des SAS français, belges, danois, hollandais, etc.

### *Les filières d’évasion du MI9*

Londres crée un deuxième service « particulier » : le MI9 (Military Intelligence Nine), spécialisé dans la mise sur pied de filières d’évacuation pour les pilotes abattus et les prisonniers de guerre évadés.

Au niveau central du MI9, comme à celui des services de renseignement créés de toutes pièces par les prisonniers eux-mêmes dans leurs camps, la collecte d’information est vitale, comme le souligne Aidan Crawley : « Comme pour les opérations militaires, le renseignement est la base de chaque évasion. Avant qu’un prisonnier ne coupe les barbelés, il faut qu’il étudie les systèmes défensifs du camp, là où il risque le moins d’être vu par les sentinelles […] une fois, plus l’évadé était bien “renseigné”, plus il avait de chances de voyager sans incident à travers l’Allemagne […] Pour mettre au point tous ces détails indispensables, un service de renseignement fut établi dans chaque camp. On interrogeait soigneusement les nouveaux arrivants. Tous les civils allemands étaient contactés avec précaution […] Chaque renseignement précis représentait des heures entières d’un labeur insipide. »

Enfin, ce rapide panorama des moyens spéciaux britanniques serait incomplet si l’on ne mentionnait pas, au moins pour mémoire, le Political Warfare Executive (PWE), chargé de la propagande de guerre et cornaqué à la fois par le Foreign Office et le ministère de l’Information.

Cette multiplication des services n’ira pas, évidemment, sans engendrer rivalités et tensions et, tout au long de la guerre, les responsables politiques et militaires devront se livrer à de

savants équilibrages. Et le plus extraordinaire, c’est que cela marchera parfaitement.

## *Les États-Unis redécouvrent l’espionnage*

Le 7 décembre 1941, en bombardant Pearl Harbor, les Japonais précipitent les États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale.

Curieusement, jusqu’à l’été 1941, les Américains, s’ils possèdent plusieurs SR militaires, ne disposent pas d’un service de renseignement civil digne de ce nom.

Cette lacune va être comblée par un véritable personnage de roman : William *Wild* Donovan. Avocat d’origine irlandaise, vétéran de la Première Guerre mondiale, Donovan convaincra, non sans peine, le président Roosevelt de lui laisser créer un service spécial civil, qui prendra, dans un premier temps, le nom d’Office of the Coordinator of Information (COI) avant de devenir l’Office of Strategic Services (OSS).

Voici comment fonctionnait Donovan : « Un professeur d’histoire de Harvard arriva à Washington. On l’avait fait venir pour prendre la direction du Bureau des recherches de l’OSS. Il y trouva quelqu’un qui se présenta comme directeur du Bureau des Recherches de l’OSS. Le professeur se sentit perplexe. À tout hasard, il décida d’en référer à l’autorité supérieure. “Ah ! je vois. Bon, eh bien nous allons arranger ça. Lui sera le directeur et vous, vous serez le chef”. »

Le plus incroyable, c’est que c’est cet homme, génie inégalé de l’art subtil de la désorganisation et du désordre, qui va bâtir de toutes pièces un immense service de renseignement. La première grande idée de Donovan sera de recruter les meilleurs cerveaux des États-Unis : diplomates, universitaires, avocats, hommes d’affaires, artistes. Aussi bien James Phinney Baxter III, l’historien « perplexe » qui prend, en août 1941, la

direction de la Section recherche et analyse, que le philosophe Herbert Marcuse ou le cinéaste John Ford.

Nombre de ces hommes continueront, après la guerre, à faire carrière dans la CIA. Le plus célèbre de tous étant Allen Dulles, qui, après avoir dirigé le bureau new-yorkais, se retrouvera à Berne avec pour mission d'implanter des réseaux dans toute l'Europe occupée et deviendra l'un des premiers patrons de la CIA.

Deux chiffres permettent de juger du succès de Donovan : au temps du COI, il ne peut compter que sur une quarantaine de collaborateurs, mais à la fin de la guerre, il règne sur une OSS forte de 12 000 hommes et présente sur tous les théâtres d'opérations.

## *Pour la France, deux « capitales » et deux services !*

L'occupation de la France crée une situation très particulière : deux pouvoirs s'affrontent, l'un à Vichy, l'autre à Londres.

Très logiquement, deux services de renseignement vont donc se développer parallèlement.

### *À Vichy, les SR français préparent la revanche*

À Vichy, le colonel Rivet crée le 25 août 1940 le Service des menées antinationales (MA), admis par les Allemands et les Italiens dans le cadre des accords d'armistice, et qui s'adjoint deux petites sections de renseignement axées sur la Grande-Bretagne et l'URSS. Les « menées antinationales » à réprimer sont celles qui sont dirigées contre le nouvel « État français ».

En réalité, le SR, comme une bonne partie de l'armée d'armistice, au sein de laquelle naîtra bientôt l'ORA

(Organisation de résistance de l'armée), est bien décidé à poursuivre la lutte contre l'envahisseur.

Sous couvert du Service MA, le colonel Rivet et ses adjoints ont, en effet, créé toute une structure clandestine de renseignement (MA1) et de contre-espionnage (MA3) qui renseigne Londres et lutte contre les ingérences allemandes et italiennes dans la zone libre.

Le MA3, commandé par le capitaine Paul Paillole et camouflé sous l'apparence d'une entreprise de travaux ruraux (d'où la désignation TR), développe une activité et des « postes » séparés, mais les deux branches collaborent étroitement.

## *À Londres, un BCRA créé de toutes pièces*

À Londres, le général de Gaulle a délégué au capitaine André Dewavrin (*colonel Passy*) la lourde tâche de créer et de faire tourner un Bureau central de renseignement et d'action (BCRA).

Le BCRA doit en effet mener, en coordination avec les Anglais du MI6, des opérations de renseignement, mais aussi actionner, seul ou avec le SOE, les réseaux de sabotage et les maquis. Enfin, il est chargé d'importants travaux d'analyse politique.

Les renseignements gaullistes bénéficieront à partir de décembre 1942, d'une source extrêmement bien placée (connue sous le pseudonyme de *Bertrand*) dans les milieux du cinéma.

## *Le général de Gaulle défend ses services*

Selon une légende tenace, le général de Gaulle s'intéresse peu au renseignement et aux services spéciaux.

Les *Mémoires de guerre* du chef de la France libre témoignent d'une autre réalité : le Général n'hésite pas à défendre les prérogatives de ses hommes face aux « grands alliés » anglais.

Plusieurs questions opposent en effet Français et Anglais. L'une des plus importantes est le passage obligé par Patriotic School, infligé par le MI5 à tout ressortissant d'un pays occupé. En soi, l'existence de cet organisme n'a rien de choquant. Il est normal que l'Angleterre tente de se protéger (et de protéger ses alliés) des tentatives de pénétration d'agents ennemis se faisant passer pour des résistants.

Des questions en apparence anodines – « À combien de mètres se trouvait la bouche de métro la plus proche ? Parlez-nous de tel magasin » (qui peut être fermé depuis des années), etc. – permettent, en théorie, de réduire à néant les couvertures des agents ennemis. À condition qu'ils aient été mal préparés.

Les vrais résistants qui ont pris tous les risques pour servir leur pays, prennent très mal la suspicion qui les entoure.

Et parfois, le drame éclate : début 1943, un jeune Français, Stéphane Manier, se donne la mort entre deux interrogatoires, désespéré d'être considéré comme un suspect. À la suite de cette tragédie, de Gaulle lui-même prendra la plume, le 10 mai 1943, pour protester contre le traitement des volontaires français par le MI5.

Georges Boris, proche collaborateur du Général, propose alors que les Français soient divisés en trois catégories : les premiers, « en provenance d'un territoire relevant de l'autorité de la France combattante ou d'un pays allié », seraient dispensés du passage par Patriotic School ; les deuxièmes, « déjà connus des services de la France combattante et qui arrivent de France avec le concours des services britanniques », se verraient eux aussi exemptés ; les autres, « qui ne sont pas connus » et

arrivent par leurs propres moyens, resteraient soumis au système de contrôle.

Or, outre le fait qu'elle agace profondément le BCRA, cette pratique désorganise son travail : des parachutages sont soumis à des plannings stricts, et les retards enregistrés à Patriotic School se répercutent d'autant sur le retour des agents en France. De même, les Français voient d'un mauvais œil leur ami et allié britannique tenter de recruter certains des hommes qu'ils interrogent.

Mais la question des interrogatoires de sécurité n'est qu'un des éléments qui opposent « Français libres » et Anglais.

Le 7 mai 1942, Charles de Gaulle dresse, dans une lettre à Anthony Eden, l'état des lieux : « Les services spéciaux français apportent à la cause alliée des résultats déjà substantiels. Ils seraient en mesure de concourir d'une manière efficace à des opérations d'envergure sur le continent. Mais il ne saurait vous échapper que cette contribution de la Résistance française, très périlleuse pour nos concitoyens, et très difficile, constitue un tout. Nous estimons qu'il nous appartient de l'organiser. Ce point de vue ne paraît, malheureusement, pas partagé par certains des services spéciaux britanniques. Il en résulte de continuelles frictions. De là, beaucoup d'occasions perdues et, en tout cas, de grands retards. Je crois devoir vous proposer, une fois de plus, que les relations entre les services spéciaux britanniques et français soient décidément établies sur des bases de confiance et de collaboration qui n'existent pas pour le moment […] En attendant, les nôtres se borneront, avec les vôtres, à l'expédition des affaires en cours. »

## *Séance de conciliation entre le BCRA et les SR anglais*

Deux mois plus tard, le colonel Passy envoie un « mémo » confidentiel au chef d'état-major du général de Gaulle. « Ce

dernier reconnaît le commandement supérieur britannique pour la conduite de la guerre, mais reste seul maître de ses troupes » – , Passy insiste : « Par analogie, le général de Gaulle doit être le seul maître de l'action secrète à entreprendre en France à l'aide de ses moyens propres, qu'il devra mettre en œuvre, dans le domaine des opérations de guerre, conformément à un plan d'ensemble étudié entre le gouvernement britannique et lui-même. »

Le plan d'action en France étant « fonction des événements », Passy propose de créer un « comité dirigé par de Gaulle, chargé de l'action en France et où siégeront un ou plusieurs Britanniques ».

Ce choix de commandement étant posé, Passy s'en prend à la règle voulant que, pour le renseignement, le BCRA doive travailler avec le MI6 mais que son interlocuteur pour l'action soit le SOE.

Or, « la France étant un pays en guerre, on ne peut distinguer clairement les deux domaines et tout réseau de renseignement possède toujours un certain nombre de membres capables de faire de l'action ». Doivent-ils donc en être empêchés pour des raisons bureaucratiques mais qui sont tout à fait défendables ?

La question n'est pas de pure rhétorique. Car si, très légitimement, le MI6 se borne à organiser des activités de renseignement, les gaullistes font non seulement la guerre mais aussi de la politique.

Et voilà que le colonel Clarke, chef de la section française du MI6 et officier de liaison de ce service avec le BCRA, vient de faire savoir à Passy que, le contact avec les communistes « entendait que l'on fasse subir aux communistes le chantage suivant : "Donnez-nous des renseignements, nous vous donnerons des armes." »

Le colonel Passy demande que le courrier et les télégrammes arrivent directement à la France libre sans être décodés par les Anglais, il revendique des moyens aériens indépendants et suggère que, en vue d'établir un « climat moral satisfaisant, les officiers du BCRA soient autorisés à accompagner leurs agents à l'avion de départ et à les accueillir aux champs d'aviation ».

Début septembre, une réunion rassemble au Paddington Hotel des responsables français (dont le ministre de l'Intérieur, André Philipp, et le colonel Passy) et anglais (au nombre desquels le brigadier Gubbins, patron du SOE). Philipp propose la création de deux comités, l'un politique, l'autre technique, rassemblant le SOE et le BCRA.

## *De Gaulle joue la carte américaine*

Cette tentative de conciliation des positions anglaises et françaises tournera court, au moins partiellement. Si le gouvernement de Churchill voit d'un bon œil la création du « comité technique », il refuse d'entendre parler de coordination politique.

Durant toute la guerre, ces frictions, qui tiennent pour beaucoup aux personnalités propres de Charles de Gaulle et de Winston Churchill, se poursuivront. Mais les *Free French* pourront bientôt se consoler. Une excellente nouvelle vient d'arriver de Washington : le colonel de Chevigné, représentant des services français à Washington, câble le 13 juillet 1942 que l'OSS, qui « cherche une collaboration étroite et loyale entre lui et nous », vient de lui demander comment il pouvait aider le BCRA.

### *Débuts d'une étroite coopération*

Le soir même, la France libre accepte les propositions américaines… Et elle n'aura qu'à s'en féliciter.

À partir de l'automne 1942 et de l'opération *Torch* (le débarquement allié en Afrique du Nord), l'OSS multipliera ses opérations en France et aidera efficacement la Résistance.

Drôle de boutique que ce BCRA, dont le chef, *Passy*, ira jusqu'à se faire parachuter lui-même en France, en février 1943 – au grand dam des Anglais – pour étudier personnellement « les possibilités paramilitaires des divers groupes de résistance » et porter sur les fonts baptismaux le Conseil national de la Résistance. Du jamais vu à la tête d'un SR.

## *Fusion des SR français*

Dès l'été 1943, les SR britanniques, qui n'ont jamais porté le BCRA dans leur cœur, feront tout pour que celui-ci se fonde dans les services « militaires », dirigés, à Alger, par le colonel Rivet.

À l'évidence, il faut trouver une solution : le BCRA et la DSR-SM (Direction des services de renseignement et de la Sûreté militaire) ont affirmé, chacun, leur légitimité à exister. Et la France libre ne peut se permettre d'entretenir deux services de renseignement.

Mais les SR militaires souffrent d'un double handicap aux yeux des gaullistes. D'abord, ils ne font *que* du renseignement et du contre-espionnage. Or, il est évident que la reconstruction de la France sous-entend un intense travail d'unification des forces de la Résistance, auquel excellent les hommes du BCRA. Deuxième point faible de la DSR-SM : elle est étroitement liée au général Giraud.

Le 27 novembre 1943, par décret, le général de Gaulle contourne la difficulté en créant une Direction générale des services spéciaux (DGSS), qui absorbe et les SR militaires et le BCRA. Sa direction est confiée à Jacques Soustelle.

## *En Union soviétique, l'aveuglement*

Jusqu'au tout dernier moment, Staline, à titre personnel, choisira de faire confiance à Hitler, auquel le lie le pacte Molotov-Ribbentrop de 1939. Tout au long du printemps 1941, du reste, les nazis s'emploieront à le persuader qu'ils n'ont aucune intention de l'attaquer. Ainsi, le 1er mai 1941, une importante délégation de la Wehrmacht assiste au défilé de la place Rouge. Cinquante et un jours plus tard, le 22 juin à 3 h 15 du matin, 133 divisions allemandes, soit plus de trois millions d'hommes, passent à l'offensive.

### *Des erreurs prévisibles*

Cet aveuglement s'explique. Alors que l'espionnage soviétique est omniprésent en Allemagne au début des années 1930 le Kremlin, à la fin des années 1930, est quasiment aveugle et sourd concernant ce qui se passe à Berlin.

La chasse aux espions (et aux communistes) menée par la police hitlérienne et les purges staliniennes qui ont décimé l'*Apparat* communiste ont additionné leurs méfaits.

Pourtant, parfois à l'insu du dictateur, l'un de ses deux services de renseignement, le GRU, va mettre en place, notamment sous la direction du général Jan Berzin – qui sera liquidé en 1938 – , trois réseaux qui vont jouer un rôle décisif : ceux de Leopold

Trepper (Belgique et France), Richard Sorge (Japon) et Alexandre Rado (Suisse).

Établis par le GRU, ces groupes seront, de fait, activés et contrôlés par le NKVD.

## *1939-1940 : coopération franco-britannique pour casser les codes allemands*

La carrière de la machine *Enigma* commence mal.

En 1933, alors que Hitler vient d'arriver au pouvoir, le colonel Erich Fellgiebel, l'un des responsables des transmissions de l'état-major, découvre son existence et comprend immédiatement tout l'intérêt.

### *L'apport des services polonais : BS4 à l'œuvre*

Deux pas décisifs vont pourtant être faits, à Paris et à Varsovie. En Pologne, le pays qui dispose peut-être, avec la section BS4 de l'état-major, du meilleur service de cryptage-décryptage d'Europe, une équipe d'experts travaille sur une vieille version commerciale d'*Enigma* ; ils enregistrent quelques progrès, mais leurs résultats sont encore insuffisants : les Allemands ont en effet modifié le modèle civil d'*Enigma* pour l'adapter à son usage militaire.

### *La « Source D. » de Paris*

Mais, durant l'été 1937, à Berne, un officier allemand se présente spontanément à l'ambassade de France, où il offre ses services au SR. Baptisé *Source D.*, l'Allemand va fournir un manuel secret d'utilisation d'*Enigma,* et, surtout, un texte

chiffré et sa traduction en « clair ». Par la suite il enverra régulièrement les nouveaux codes mensuels utilisés par la Wehrmacht.

C'est un réfugié juif qui amènera aux Anglais un autre élément décisif : ayant travaillé à l'usine de Berlin où l'on fabrique *Enigma*, il se dit en mesure de construire une machine et de livrer le secret de son « cœur », son système de codage.

## *À Bletchley Park, « Ultra » voit le jour*

Alors que la guerre menace, les trois SR concernés décident de concentrer en Angleterre tout leur matériel, le faisant ainsi échapper au risque d'être découvert par les Allemands en cas d'invasion de la Pologne ou de la France.

Les experts britanniques parviendront à fabriquer une machine hybride, abritée dans une baraque de bois de Bletchley Park. L'engin tient tout à la fois de la machine à calculer géante (elle mesure 2,60 m de haut) et d'un ancêtre de l'ordinateur. « La bombe » ne fournira ses premiers décryptages satisfaisants qu'en avril 1940. Le matériel qu'elle fournit est alors baptisé *Ultra*.

## *« Ultra », « les œufs » de Churchill*

Depuis son arrivée au pouvoir, le 10 mai 1940, Winston Churchill s'y intéresse énormément. Tous les matins, les décryptages de la veille sont livrés au chef du SIS, le colonel Stewart Menzies, qui les apporte personnellement au 10, Downing Street. Et rituellement, le Premier ministre interroge : « Où sont mes œufs ? » Le vieux lutteur surnomme en effet les experts de Bletchley Park « les oies qui pondent des œufs d'or sans jamais cacarder »…

*Ultra* jouera un rôle décisif dans la bataille d'Angleterre dont les résultats dépendront autant du courage des pilotes anglais et polonais de la RAF que des informations précises acquises par le décryptage des communications *Enigma* de l'état-major de la Luftwaffe.

Mais la protection absolue du secret d'*Ultra* posera sans doute quelques problèmes moraux aux responsables britanniques.

On commence par réduire de manière drastique le cercle de ceux qui « savent » : sauf exception notable, aucun ministre et même aucun chef militaire ne connaît la réalité d'*Ultra*. L'affaire se passe strictement entre les spécialistes de Bletchley Park, quelques hommes des services spéciaux et le Premier ministre.

Mais jusqu'où peut-on aller sans éveiller les soupçons de l'adversaire ? Une légende qui a la vie dure veut, par exemple, que les Anglais aient été parfaitement instruits du bombardement de Coventry, le 14 novembre 1940, et que Churchill se soit opposé au renforcement de la défense aérienne de la ville et à l'intervention préventive de la chasse pour ne pas alerter les Allemands.

L'histoire est tragique et fascinante, mais elle est fausse. On sait aujourd'hui de manière à peu près certaine qu'*Ultra* permettra effectivement aux services britanniques de savoir qu'un bombardement de terreur, cyniquement baptisé *Sonate au clair de lune* (*Mondscheinsonate*), est en préparation, mais ils penseront jusqu'au dernier moment que l'opération vise Londres.

## *Les spécialistes américains contre les codes japonais*

À Washington aussi quelques hommes connaissent les secrets d'*Ultra*. Et c'est normal puisque des Américains travaillent à Bletchley Park.

## *Magic, l'« Ultra américain »*

Non contents de participer à *Ultra*, les Américains mènent leur propre opération de décryptage avec *Magic*, qui s'est attaqué aux codes japonais.

Les efforts des casseurs de code américains donneront un avantage tactique certain à leur armée mais ne permettront pas d'éviter la catastrophe de Pearl Harbor.

Les plus hautes autorités militaires sont prévenues qu'« une attaque surprise est désormais possible dans toutes les directions ». Trois jours plus tard, nouveau message : « Les négociations avec le Japon tendant à stabiliser la situation dans le Pacifique ont échoué. Il faut s'attendre à une action offensive dans les jours qui viennent… »

Le 7 décembre, *Magic* permet l'interception de la dernière partie du message ordonnant à l'ambassadeur de remettre, le même jour à 13 heures, la déclaration de guerre. Le message est émis de Tokyo à 2 h 38, heure de Washington.

Il est décrypté et diffusé à 6 h 30, le général Marshall, chef d'état-major général, en prend connaissance à 11 heures et réalise que l'heure prévue correspond à l'aube dans le Pacifique. Cinquante-huit minutes plus tard (11 h 58, soit 6 h 38 à Pearl Harbor) Marshall communique sa décision de placer en alerte toutes les bases et unités américaines du théâtre Pacifique. Les conditions atmosphériques rendent certaines liaisons téléphoniques impossibles et Pearl Harbor sera prévenu par câble. Un câble qui arrivera dans les bureaux de l'île quatre heures après le début du bombardement japonais…

# Chapitre 29

# Gloire et échecs du renseignement allié

***Dans ce chapitre :***

- Trois grands réseaux soviétiques
- Pas de bombe atomique pour l'Allemagne !
- Déception, agents doubles et *Ultra* : un cocktail mortel
- La guerre non conventionnelle du SOE
- L'OSS dans la cour des grands
- Un Prix Nobel affabulateur
- La Shoah, un drame ignoré ?

***P***enchons-nous maintenant sur quelques grandes opérations menées par les services secrets alliés.

## *La tragique odyssée de Richard Sorge*

Fils cadet d'un ingénieur allemand travaillant pour une firme pétrolière du Caucase, et né de mère russe, Richard Sorge voit le jour le 4 octobre 1895 à Bakou. Brillant étudiant, à Berlin il interrompt sa scolarité par patriotisme et s'engage en 1914 dans

l’armée du Kaiser. Blessé à plusieurs reprises, il est réformé, ce qui lui permet de reprendre ses études à l’université de Hambourg, où il obtient son doctorat en sciences politiques.

Il adhère au KPD et se rend à Moscou, en 1924, et il devient membre du parti communiste soviétique et permanent du Komintern. Après quelques missions effectuées en Allemagne, en Scandinavie et en Grande-Bretagne pour l’OMS, il est muté, en 1929, au Quatrième Bureau, une des six sections du directorat des services de renseignement militaire (GRU), dirigé par le général Jan Berzin.

## *Découverte de l’Asie*

En 1930, Sorge est envoyé à Shanghai. Tout en travaillant comme correspondant étranger, il y rencontre Hotsumi Ozaki qui va devenir son principal lieutenant : avec le journaliste, secrètement communiste, il crée un réseau d’espionnage s’étendant sur toute la Chine centrale.

Rappelé à Moscou trois ans plus tard, convoqué par le général Berzin, il est informé de sa nouvelle mission : découvrir si le Japon envisage d’attaquer ou non l’Union soviétique.

## *En route pour Tokyo, via Berlin*

Le 7 mai 1933, Sorge quitte Moscou pour Berlin, première étape de son voyage.

Pour entrer au Japon en toute légalité comme correspondant de presse allemand, il sollicite son adhésion au parti nazi – en prenant d’énormes risques, car la Gestapo, qui vient d’être créée, est en possession de dossiers le concernant et pouvant révéler son appartenance au parti communiste.

Il entreprend de circonvenir différents directeurs de journaux. C’est donc sous l’étiquette officielle d’un journaliste nazi qu’il débarque le 6 septembre 1933 à Yakohoma.

En quelques semaines, après son installation à Tokyo, il devient une personnalité en vue. À cela il faut ajouter sa carrure athlétique et cette séduction indéfinissable auxquelles aucune femme ne résiste. Il commence alors à tisser son réseau, établissant les premiers contacts parmi lesquels figure, évidemment, Hotsumi Ozaki devenu, entre-temps, conseiller du prince Konoye, Premier ministre de l’empereur.

## *Un budget ridicule, d’immenses résultats*

Sorge cultive en même temps ses relations avec les membres de l’ambassade d’Allemagne et en particulier avec le colonel Eugen Ott, attaché militaire adjoint.

Les deux hommes deviennent rapidement de très bons amis. Quand Ott finira par obtenir le poste d’ambassadeur d’Allemagne à Tokyo, en 1938, il proposera d’ailleurs à Sorge de travailler en qualité d’attaché de presse, ce que le journaliste refusera prudemment, prétextant une surcharge de travail.

Son refus n’empêchera pas l’ambassadeur de montrer à Sorgela plupart des documents qui passent entre ses mains.

Sorge n’hésite jamais à rendre service : « Le meilleur moyen d’obtenir des informations, c’est d’en fournir », confie-t-il.

Cette grande proximité avec Ott a permis à certains de soulever l’hypothèse d’un Sorge agent double, renseignant l’Union soviétique mais aussi l’Allemagne nazie. Mais l’espion soviétique déclarera que le Centre de Moscou l’a autorisé à fournir des informations à l’ambassade d’Allemagne pour cultiver ses contacts.

En mai 1941, Sorge est en mesure d'avertir Moscou que Hitler attaquera la Russie le 20 juin (il ne se trompe que de deux jours). Mais Staline ne le croit pas.

## *Le mépris de Staline*

Pour le génial *Petit Père du peuple*, « Sorge n'est qu'une merde, qui a monté de petites affaires et des bordels au Japon » !

Dans les semaines qui suivent, il multiplie les messages alarmistes, mais rien n'y fait. L'attaque contre l'URSS sera un coup terrible pour le moral de Sorge. Une seule question se pose alors à l'agent : le Japon déclenchera-t-il une attaque le long de la frontière sibérienne ?

Sorge transmet sa conclusion avant le 15 octobre : Tokyo a décidé d'étendre sa domination vers le sud et ne franchira pas les frontières soviétiques.

Ce renseignement, d'une importance capitale, le plus important sans doute jamais transmis par Sorge, change le cours de l'histoire : Staline, qui, désormais, a confiance dans son agent, peut déplacer ses divisions pour les amener en renfort sur le front occidental, où elles permettront au général Joukov, durant l'hiver, de reconquérir une partie du terrain perdu.

Sorge pense alors que sa mission est terminée et rédige un message pour demander son rappel en Union soviétique. Mais son opérateur radio, pense que ce départ est prématuré et n'expédie pas le message. De toute façon, il est trop tard : Richard Sorge est arrêté trois jours plus tard.

## *Une enquête de routine*

C’est une simple enquête de routine qui va provoquer l’anéantissement de tout son réseau. Dénoncé pour ses liens avec le parti communiste américain, Miyagi Yotoku, un des agents japonais de Sorge, est arrêté et interrogé. Ne résistant pas à la torture, il dénonce tout le réseau. Le 18 octobre 1941, Sorge est donc interpellé à son tour, après Hotsumi Ozaki.

La nouvelle de son arrestation parvient à l’ambassade d’Allemagne, où Ott, sceptique, est persuadé que son ami est victime d’un complot antiallemand monté par des politiciens japonais.

Ce n’est qu’au bout d’un mois que la vérité finit par éclater comme une véritable bombe. Sorge, nie tout d’abord avoir travaillé pour les Russes. Il reconnaît seulement avoir recueilli des informations secrètes pour le compte de l’ambassadeur d’Allemagne. Mais le 24 octobre, il passe aux aveux et reconnaît être un agent du Komintern.

L’agent de Moscou sera interrogé sans interruption pendant dix-huit semaines. Mais, très vite, il en vient à entretenir des relations presque amicales avec les enquêteurs, Ohashi et Yoshikawa. Une fois de plus, le charme de Sorge lui a gagné ses adversaires.

Le procès débute en avril 1943. Sorge est accusé d’avoir livré des secrets d’État à une puissance étrangère, mais ses relations avec le SR soviétique ne seront jamais évoquées au cours du procès. Sorge et Hotsumi Ozaki sont tous deux condamnés à mort.

## *Moscou reste insensible au sort de son agent*

Sorge espère être sauvé par le gouvernement soviétique, qui, de toute évidence, manifestera son désir de payer une rançon ou de l’échanger.

Mais rien de tel ne se produira.

L'espion n'a-t-il pas commis l'impardonnable faute d'avoir raison contre Staline ? Voilà une réalité que le maître du Kremlin ne peut ni oublier ni pardonner : Sorge lui sera plus utile mort comme instrument de propagande que vivant et lui rappelant ses erreurs.

### *Tardive reconnaissance*

En 1949, Miyake Hanako, après quatre années de recherche, découvrira le corps de Richard Sorge au triste cimetière de Zoshogaya ; elle fera transporter son cercueil à Musashi Koganei auprès de ses camarades de combat Ozaki Hotsumi et Miyagi Yotoku. Sur une stèle érigée par la Société d'aide aux victimes de l'affaire Ozaki-Sorge est gravée cette inscription : *Here lies a hero who gave his life for opposition to war and for world peace* (« Ici repose un héros qui a sacrifié sa vie pour que s'instaure la paix dans le monde »).

Un bloc de marbre noir, ajouté plus tard, porte en russe la simple mention : « Richard Sorge, héros de l'Union soviétique ».

## *L'Orchestre rouge, le réseau devenu légende*

Alors que Sorge joue son destin au Japon, l'Orchestre rouge (ce nom, Rote Kapelle en allemand, sera donné par l'Abwehr à une vaste filière de renseignement coiffant plusieurs groupes distincts du GRU en Europe) de Leopold Trepper est pris dans un mortel double jeu entre Moscou et Berlin.

### *Recruté par Jan Berzin*

Né en Pologne, dans une famille juive, Trepper a déjà eu l'occasion d'effectuer quelques opérations pour le GRU. Mais cette fois, Berzin veut lui confier une mission ambitieuse : « Je vous propose de venir travailler avec nous parce que nous avons besoin de vous. Pas ici dans l'appareil ; mais pour établir en Europe occidentale les bases de notre action […] Vous avez environ deux ans avant que la guerre n'éclate. Votre travail, c'est de combattre le III$^{e}$ Reich, et uniquement le III$^{e}$ Reich… »

## *Constitution d'un réseau*

Pour Trepper, qui dispose désormais d'un passeport au nom d'Adam Mikler, industriel canadien, la meilleure manière de mettre sur pied son réseau, c'est de constituer des « sociétés écrans ».

Cette technique a deux avantages. D'abord, elle lui permet de voyager sans se faire remarquer et, quand la guerre éclatera, il ne fait guère de doute que les liaisons avec l'URSS seront très difficiles. Il est donc indispensable de disposer de structures locales pouvant financer les activités du réseau.

C'est à Bruxelles que Trepper jette les bases de son organisation et crée une firme d'import-export, The Foreign Excellent Trench Coat, avec son ami Leo Grossvogel et deux Belges, Jules Jaspar et Nazarin Drailly. Au printemps 1939, deux envoyés soviétiques le rejoignent : Carlos Alamo – en réalité l'officier Mikhaïl Makarov – et Vincent Sierra – Anatoly Gourevitch, dit *Kent* – , qui jouera un rôle déterminant.

## *Mille cinq cents rapports en moins de deux ans…*

En mai 1940, quand la guerre éclate à l'Ouest, le réseau commence à fonctionner, mais au ralenti : l'URSS n'est pas

encore en guerre, et la couverture du groupe Trepper (nom de code : *Otto*) pas encore totalement étanche.

Avec Hillel Katz et Alfred Corbin, il fonde, en janvier 1941, deux nouvelles sociétés, la Simex à Paris et la Simexco, dirigée à Bruxelles par *Kent*.

Toutes deux travaillent pour l'organisation Todt, qui assure les travaux de fortification en Europe occupée. L'aspect financier de la couverture se double ici, évidemment, de la possibilité de recueillir des informations aux meilleures sources.

De 1941 aux rafles de 1942, les « pianistes » – c'est ainsi qu'on appelle les opérateurs radio – de l'Orchestre rouge enverront au Centre à peu près 1 500 dépêches.

Parmi les coups de maître du groupe : la transmission à Moscou des plans du char Tigre-T6 et d'un nouvel avion de chasse ; l'évaluation des forces engagées sur les différents fronts – et d'abord bien sûr à l'Est – ; les chiffres des pertes quotidiennes sur le front russe.

D'après diverses estimations, les activités de l'Orchestre rouge ont sans doute causé la perte de 200 000 soldats allemands. L'un des groupes les plus secrets du Reich, à Berlin, et dirigé par Arvid Harnack et un jeune aristocrate gagné à la cause du communisme, Harro Schulze-Boysen.

Les deux hommes animent plusieurs cellules totalisant quelques dizaines de membres, dont certains ne savent pas que les informations qu'ils transmettent finissent à Moscou. Peu de domaines échappent à l'attention des « taupes ». Les renseignements affluent de la Luftwaffe, du ministère de l'Air, de l'état-major, des Départements de la propagande, des affaires étrangères, de la politique raciale.

## *Le SD sur les dents*

Mais le 26 juin 1941, une station d'écoute militaire de Prusse-Orientale intercepte un message qui diffère de ceux que les Allemands captent habituellement. Trois mois plus tard, 250 radiogrammes ont été comptabilisés – mais pas déchiffrés – et l'état-major découvre avec stupeur qu'ils sont manifestement destinés à… Moscou !

Les services nazis sont sur les dents. Le 12 décembre, à Bruxelles, l'Abwehr met la main sur un émetteur. Frôlant l'arrestation, Trepper décide de mettre en sommeil l'organisation belge de l'OR (Orchestre rouge), mais les dégâts sont énormes : un poste perdu et plusieurs arrestations dont celle d'Alamo, qui ne parlera pas malgré les tortures.

L'affaire ouvre les pages les plus noires de l'histoire du réseau. Le Centre a confié – malgré l'avis négatif de Trepper – au capitaine Constantin Loukitch Efremov, ancien chef de la filiale hollandaise de l'OR, la direction des survivants du groupe de Bruxelles. Victime de sa stupidité, Efremov est arrêté, et trahit presque immédiatement ses amis : une trentaine de personnes sont arrêtées, dont plusieurs responsables de la branche hollandaise de l'Orchestre rouge.

## *Chute du réseau berlinois*

Pendant ce temps, à Berlin, le groupe des casseurs de code découvre le chiffre employé par les « pianistes ». Le 14 juillet 1942 est décodée une dépêche contenant les adresses des chefs du réseau berlinois ; le 30 août, Harro Schulze-Boysen est arrêté ; le 3 septembre, c'est au tour d'Arvid Harnack. Plus de 80 autres membres du réseau suivront.

Si l'offensive des services nazis contre l'OR s'accélère, c'est parce que Himmler, le chef suprême des SS, a décidé de

centraliser l'enquête entre les mains d'un seul homme : le commissaire (*Kriminalrat*) Karl Giering, qui dirige désormais le *Sonderkommando Rote Kapelle*.

## *Le « Grand Jeu »*

Giering est le prototype de l'opportuniste, prêt à servir n'importe quel régime. C'est aussi un très bon flic qui préfère la méthode psychologique, l'enquête minutieuse et l'art des recoupements à la torture.

Les arrestations continuent donc, et le 9 novembre 1942, *Kent* tombe à Marseille avec sa compagne, Margaret Barcza.

D'après Leopold Trepper, l'officier soviétique a rapidement trahi ; ce serait lui qui aurait livré à Giering des informations décisives sur la Simex et la Simexco. Mais *Kent*, que l'on a longtemps cru mort, a survécu. Dans les années 1990, seul survivant de haut niveau de l'Orchestre rouge, il contestait farouchement la version de son ancien chef, allant jusqu'à le mettre en cause…

Toujours est-il que, le 19 novembre, le siège de la Simex est investi par la police allemande. Bruxelles, Berlin, Amsterdam et maintenant Paris : l'Orchestre rouge a vécu. Le 24 novembre, Leopold Trepper est interpellé à son tour par les hommes du *Sonderkommando*. C'est le début du « Grand Jeu ».

Karl Giering annonce à Trepper – en présence de plusieurs officiers de la Gestapo, dont son chef, Heinrich Müller – que le *Sonderkommando* souhaite retourner le réseau dans le but… de parvenir à une paix séparée avec l'URSS.

D'après Trepper, Giering prétend vouloir utiliser les « pianos » de l'OR pour maintenir ouvertes les liaisons avec Moscou.

Mais le *Grand Chef* (par opposition à *Kent*, le *Petit Chef*) pense qu'on le manipule.

Pendant de longs mois, Trepper fera tout pour mettre Giering en confiance, et simulera la collaboration. Finalement, après avoir fait prévenir le Centre du retournement de l'ensemble des pianos, le 13 septembre 1943, Trepper s'évade. Il vit caché, et regagne Moscou en 1945.

L'écrivain Patrick Rotman, qui a assisté Trepper dans la rédaction de ses Mémoires, confiait, en 1981 qu'« à chaque minute, il refaisait l'histoire de son réseau, en se demandant s'il n'avait pas commis d'erreur et s'il ne portait pas une part de responsabilité dans l'arrestation et la mort de ses camarades… »

## « Kent », traître ou héros ?

C'est un vieil homme calme et souriant qui nous accueille, un après-midi de mai 1995, dans un grand hôtel européen. Il est le dernier témoin de l'une des plus extraordinaires affaires d'espionnage de la guerre. L'homme n'est autre que *Kent* alias *le Petit Chef* – de son vrai nom, Anatoly Gourevitch…

Trepper accuse Gourevitch de trahison. Mais l'homme se défend, et n'est pas plus tendre pour son ancien chef. Ainsi, « le *Grand Chef* aimait bien exagérer son rôle et son importance ». À la question « qui a trahi ? », l'ancien du GRU a évidemment sa réponse, qui ne correspond pas vraiment avec celle de Trepper : « Dès son arrestation, il a promis aux Allemands de collaborer, mais il ne connaissait ni le chiffre de codage ni les programmes de transmission.

C’est pourquoi il a tout fait pour que Katz et Grossvogel soient arrêtés. Il a aussi dénoncé Harry Robinson et les Maximovitch. C’est moi qui ai ramené Pannwitz à Moscou. Est-ce que je l’aurais fait si j’avais trahi ?… »

Les propos de *Kent* ne sont évidemment pas parole d’Évangile, et nul n’est obligé de le croire. Mais le point fort de son dossier est bien le fait qu’il ait « retourné » Heinz Pannwitz, successeur de Karl Giering à la tête du *Sonderkommando Rote Kappelle* et qu’il l’ait convaincu de le suivre à Moscou avec ses archives (Pannwitz y restera détenu jusqu’en 1955).

## *« Il arrive que les trains aient du retard »*

En janvier 1945, Leopold Trepper arrive à Moscou et demande « des éclaircissements sur les graves erreurs de la direction » du Centre. Pour seule réponse, on l’enferme à la Loubianka. Il passe ainsi près de dix années dans différentes prisons, et ce n’est qu’après la mort de Staline et de Beria qu’il est libéré et réhabilité.

Revenu en Pologne, il y dirige une maison d’édition juive. Mais en 1967, devant la terrible vague d’antisémitisme qui balaie le pays, Trepper demande à émigrer pour Israël, où se sont installés sa femme et ses enfants. Il devra se battre plusieurs années pour obtenir le droit à l’émigration.

En 1973, enfin, Leopold Trepper débarque à l’aéroport Ben-Gourion. Il avait coutume de dire, en haussant les épaules : « Le voyage Paris-Varsovie aura duré onze ans. Mais il arrive que les trains aient du retard… »

## *En 1991, des conclusions terribles pour Trepper*

Les propos de Gourevitch sont, en tout cas, largement confirmés par les conclusions rédigées à Moscou le 16 juillet 1991, à l'occasion de son procès en réhabilitation.

Ce document contient quelques passages très durs à l'encontre du *Grand Chef*.

Premier grief : « Trepper, qui, en sa qualité d'agent-chef dirigeait le réseau d'agents secrets soviétiques en Belgique et en France, n'a pas pris de mesures efficaces pour assurer le secret de l'activité de ses agents en temps de guerre. »

Plus grave, Trepper lui-même accuse Gourevitch, lors d'un interrogatoire, le 15 mai 1945, d'avoir dénoncé la société Simex, plusieurs agents soviétiques et « deux médecins français avec lesquels il devait rentrer en contact suivant les instructions du GRU ». Plus tard, en 1953, il accuse Gourevitch d'avoir « livré aux Allemands les membres du réseau Schulze-Boysen et deux clés de chiffrement dont l'une n'était pas connue de la Gestapo ».

Première constatation : *Kent*-Gourevitch ne peut pas avoir dénoncé le groupe de Berlin « après son arrestation » puisque le malheureux et héroïque Harro Schulze-Boysen a été pris le 30 août, soit neuf semaines avant que *Kent* soit arrêté à Marseille.

Quant à l'affaire des médecins : « Il ressort des pièces de l'enquête de la Gestapo que Trepper a nommé le premier les médecins français. » Mieux : « Gourevitch a été interrogé à la Gestapo après les dépositions de Trepper, il a caché des faits qu'il connaissait, parlé vaguement desdits médecins et des lieux de leur résidence et déclaré qu'il ne les avait jamais rencontrés… »

Trepper ayant révélé que Corbin, le directeur de la Simex, connaissait les buts réels de la société mise en place pour servir de couverture (ce qui semble d'ailleurs possible), c'est Gourevitch qui s'acharnera à disculper le malheureux.

Bref, Gourevitch se conduit, tout au long de sa détention aux mains des Allemands, en officier de renseignement responsable : il en dit le moins possible : « Gourevitch a prétendu accepter devant les représentants des services de contre-espionnage allemands, de participer au "jeu radio" dont était informé le GRU, ce qui n'a pas porté préjudice à l'État soviétique. Accomplissant la mission dont il était chargé par le GRU, il a enrôlé et conduit à Moscou le chef du *Sonderkommando* allemand et ses subalternes, et il a apporté dans la capitale de l'URSS des documents importants de la Gestapo. »

## *Questions sans réponses*

Si nous nous sommes longuement étendus sur cette polémique, c'est parce que ce cas permet de toucher du doigt toute la tragique complexité du travail de renseignement en temps de guerre.

D'abord, peut-on faire une confiance absolue aux documents venus de Moscou ? Si c'est le cas, pourquoi Trepper a-t-il collaboré et quelle fut l'étendue de ses révélations aux Allemands ? Pourquoi (et comment) s'est-il évadé ?

Mais surtout, la plus importante de toutes les interrogations est toujours ouverte et le restera peut-être à jamais.

Quelques auteurs glosent sur l'appartenance de Gestapo Müller au SR soviétique. Pierre de Villemarest (1922-2008), ancien résistant et ancien officier du contre-espionnage français,

affirme que Heinrich Müller aurait « renseigné le GRU de 1943 à 1948 ».

Or, Müller fit personnellement un voyage à Paris en 1942, après l'arrestation de *Kent* et *Otto*, et il plaça à la tête du « Grand Jeu » (le retournement des pianos de l'Orchestre rouge) ses hommes de confiance.

De là à penser qu'il voulait user de cette façade pour faire passer de vrais renseignements à Moscou, il n'y a qu'un pas. La vérité officielle reste, à ce jour, celle du chef du Quatrième Bureau de la Gestapo, Friedrich Panzinger (1903-1959), qui déclarait en 1951 que les Allemands « ont poursuivi leur jeu radio avec Moscou dans le but de dépister les agents des services de renseignement soviétiques qui restaient cachés en Allemagne, en France et en Belgique ».

## *« Lucy », l'espion sans sources*

Au début de la guerre, Sandor Rado (1899-1981), un communiste hongrois travaillant avec succès en Suisse pour le GRU soviétique, se voit proposer un étrange marché. Rudolf Rössler (1897-1958), un réfugié allemand, servant pour sa part le SR militaire suisse, lui offre de devenir son agent et de mettre à sa disposition les renseignements que lui font parvenir les amis qu'il a gardés dans les hautes sphères allemandes.

Il met à sa collaboration une seule condition : Moscou doit ignorer son identité. Le GRU, on s'en doute, apprécie peu cette clause : pour tout SR qui se respecte, connaître le nom de ses agents est une condition absolue.

Ce n'est qu'en identifiant clairement la source d'une information que l'on peut juger de son degré de fiabilité…

Le 17 juin 1941, Rössler, devenu, pour Moscou, *Lucy* (parce qu'il réside à Lucerne ; Rado, lui, est *Dora*) arrive avec une incroyable nouvelle : l'Allemagne va envahir l'Union soviétique. Le 18 juin, c'est l'ordre de bataille complet des armées allemandes et le nom de code de l'offensive – opération *Barbarossa* – que *Lucy* remet à *Dora*. Celui-ci se fait d'ailleurs sérieusement remettre à sa place par Moscou.

## *Une production exceptionnelle*

Il y a de tout dans les renseignements de *Lucy* : des analyses de l'Abwehr sur la situation en URSS, des consignes du grand quartier général du Führer pour la conduite de la guerre à l'Est, l'annonce des offensives et les déplacements de divisions.

Mieux : le GRU ne met pas longtemps à se rendre compte que, souvent, *Lucy* est en possession d'ordres de marche « qui ne sont pas encore parvenus aux unités concernées ».

*Lucy* transmettra ainsi des informations de valeur exceptionnelles sur les troupes allemandes bloquées à Stalingrad ou, mieux encore, sur l'offensive de Koursk (du 5 juillet au 23 août 1943), où se déroulera la plus grande bataille de blindés de l'histoire et où, en deux semaines, les Allemands passeront définitivement de l'offensive à la défensive et entameront une longue retraite qui ne se terminera qu'en mai 1945 à Berlin.

Ces informations capitales seront les dernières à être transmises par *Lucy* : à la même époque, le contre-espionnage suisse arrête tous les membres du réseau Dora, à l'exception de Rado, qui parvient à se cacher, et de Rössler lui-même, protégé par ses liens avec le SR suisse. Le rôle historique de *Lucy* s'achève, le « mystère *Lucy* » commence.

## *Qui a renseigné « Lucy » ?*

Depuis un certain temps, les Soviétiques ont compris que *Lucy* ne pouvait pas posséder assez de sources de haut niveau capables de lui procurer les renseignements tellement diversifiés qu'il envoie à Moscou sans que l'attention de la Gestapo soit éveillée par une erreur d'une de ces « taupes ».

Quelle est, dès lors, la source de *Lucy* ? La réponse mettra des années à émerger. Rössler n'avait effectivement aucun agent en Allemagne : tout ce qu'il a fourni lui a été remis par l'un des responsables du SR suisse pour lequel il travaillait, Hans Hausaman.

Hans Hausaman (1897-1974) est un photographe et homme d'affaires suisse. Franc-maçon et résolument démocrate, il milite pour le renforcement de la défense suisse et, à partir de 1939, pour le soutien à la cause alliée puis rejoint les SR de l'armée suisse.

Il reçoit le « matériel » envoyé à Moscou par un homme d'affaires tchèque, Karel Sedlacek. Agent chevronné du SR de Prague, connu sous le pseudonyme d'*Oncle Karl*, celui-ci bénéficiait lui-même des largesses de son chef, le général Frantisek Moravec (1895-1966), installé à Londres.

Dans la soirée du 14 mars 1939, à quelques heures de l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne, Moravec embarque avec une dizaine de ses hommes et les archives du renseignement militaire de Prague dans un DC-3 qui les amènera à Londres. Il livre l'ensemble de sa documentation au MI6 et deviendra, en 1940, le responsable du renseignement au sein du gouvernement tchécoslovaque en exil.

Les renseignements de *Lucy* n'étaient, en définitive, *que* le produit des interceptions et des décryptages du trafic allemand des machines *Enigma* : du matériel *Ultra*, ni plus ni moins.

Pour Londres, cette filière compliquée avait deux avantages : d'abord, elle évitait de mettre Moscou au courant de l'existence de l'opération *Ultra*, ensuite, elle permettait de fournir à l'URSS des informations n'éveillant pas la suspicion paranoïaque de Staline : estampillés *Lucy*, donc GRU, les renseignements devenaient ainsi un « pur produit soviétique ».

Après la guerre, Rössler, recruté par Sedlacek, passé au service des communistes, travaillera quelque temps pour les SR du bloc soviétique. Arrêté en 1952, il ne devra qu'à la protection des services secrets suisses de s'en tirer avec une légère peine de prison.

Le général Moravec, lui, rentré à Prague en 1945, quittera la ville à nouveau clandestinement après la prise de pouvoir par les communistes, en 1948, et installé ensuite aux États-Unis, travaillera comme consultant pour le Département de la défense.

## *La bataille pour l'eau lourde*

En 1942, alors qu'aux États-Unis débute le projet *Manhattan*, qui dotera Washington de la bombe atomique, le MI6 britannique découvre avec stupeur que l'Allemagne est peut-être sur le point de posséder l'arme nucléaire.

En effet, les savants allemands qui ont mis la main sur l'usine électrochimique de Norsk Hydro, au sud de la Norvège, ont ordonné à ses ingénieurs d'augmenter la production d'eau lourde. La destruction de l'usine devient dès lors, aux yeux des Alliés, une nécessité absolue.

Le MI6 fait aussitôt appel au Pr Leif Tronstad, ancien directeur technique de Norsk Hydro, devenu chef du service secret du gouvernement norvégien en exil. Ce dernier peut annoncer d'emblée que la tâche ne sera guère aisée : l'usine et sa centrale

hydroélectrique sont perchées au bord d'un précipice de 300 m et entourées de montagnes pratiquement infranchissables.

L'homme désigné pour cette mission impossible s'appelle Einer Skinnerland. Résistant norvégien : c'est un excellent skieur et tireur et, de plus, il connaît parfaitement la région. Le 29 mars 1942, l'agent est parachuté par la RAF près de Norsk Hydro, où il obtient un emploi à la construction d'un nouveau barrage destiné à augmenter la production d'eau lourde. Il entre aussitôt en contact avec Jomar Brun, l'ingénieur en chef de l'usine, et établit un réseau d'espionnage chargé d'obtenir des renseignements qu'il transmet aussitôt à Londres *via* Stockholm.

Les montagnes déchiquetées de la Norvège et ses puissants torrents ne se prêtent guère à une intervention des parachutistes ou à une attaque par planeur. C'est pourtant la solution que choisit le MI6.

## *L'échec de l'opération « Freshman »*

L'opération, baptisée *Freshman*, débute le 18 octobre 1942. Quatre Norvégiens sont parachutés dans les environs de l'usine avec pour mission de guider, par radio et balisage, les planeurs du commando de sabotage. Mais les planeurs s'écrasent au sol. Les survivants seront tous exécutés par des patrouilles allemandes.

Malgré l'échec cuisant de cette opération, Londres prépare une seconde attaque qui reçoit le nom de code de *Gunnerside* et que l'on confie au colonel Jack Wilson, chef de la section norvégienne du SOE.

Wilson sélectionne six hommes et leur fait subir un entraînement intensif en Écosse. Le 16 février 1943, les six Norvégiens atterrissent sur les glaces du lac Skryken. Surpris

par le blizzard, c’est avec grand peine qu’ils parcourent les 45 km qui les séparent de la cachette des commandos.

## *Le succès relatif de l’opération « Gunnerside »*

Le 27 février à 20 heures, neuf hommes munis d’explosifs entament la descente de la pente abrupte, franchissent un torrent à demi gelé, escaladent un mur rocheux de 152 m pour finalement atteindre une corniche à 150 m de l’usine. Rapidement, les explosifs sont placés sur les réservoirs, les conduites et les machines. À 1 heure du matin, l’équipe *Gunnerside* a déjà retraversé le torrent lorsque l’explosion détruit près d’une tonne d’eau lourde.

Douze mille hommes, une division complète de la Wehrmacht, sillonnent aussitôt les montagnes à la recherche des saboteurs norvégiens, qui, après une marche de 400 km, ont atteint la frontière suédoise pour regagner Londres. Quant à Skinnerland, il a rejoint sa cachette pour continuer à surveiller l’usine.

## *Point final*

En Angleterre, on jubile. Cependant, vers la fin de 1943, Skinnerland annonce que l’usine a repris le travail. Le haut commandement américain ordonne alors à la 8$^{e}$ armée aérienne de bombarder la centrale de Norsk Hydro. Les dégâts sont importants et Goering décide de transporter les installations de Norsk Hydro en Allemagne.

Ce succès retentissant des services secrets britanniques, marqué, pour une fois, du sceau de la bonne collaboration du MI6 et du SOE, aidés par la Résistance norvégienne, met un terme définitif aux espérances allemandes de construire, à temps, la bombe atomique.

# L’enlèvement du savant atomiste Niels Bohr

Le 9 avril 1940, lorsque les troupes allemandes envahissent la Norvège et le Danemark, Niels Bohr, Prix Nobel de physique en 1922 pour ses travaux sur l’atome, se demande s’il a bien fait de décliner l’invitation de venir s’installer à Londres. Mais les Allemands s’emparent de ses laboratoires.

Alors que les Britanniques, qui viennent de créer un groupe rassemblant tous les chercheurs des pays alliés, auxquels se sont joints des savants juifs allemands émigrés, souhaitent qu’il se joigne à eux, Niels Bohr commence à expliquer en toute tranquillité à ses confrères allemands les techniques de l’énergie nucléaire.

En Angleterre, c’est la panique. Il faut récupérer le doyen des physiciens nucléaires, de gré ou de force. L’Intelligence Service tente alors de l’approcher par le biais de la résistance danoise. Mais Niels Bohr les rassure : il n’y a rien à craindre, ses écrits sont dissimulés dans des livres « inaccessibles aux Allemands »…

En 1943, le Danemark connaît ses premières persécutions antisémites et le physicien risque lui aussi d’être arrêté.

Le 3 septembre 1943, un commando britannique l’embarque à bord d’un sous-marin qui l’emmène en Suède. Il ne reste plus qu’à le persuader de se rendre

en Grande-Bretagne… dans la soute d'un bimoteur Mosquito.

Le savant danois livre finalement aux Anglais tous les renseignements recueillis auprès de ses confrères allemands. Il rejoint ensuite la base atomique de Los Alamos, au Nouveau-Mexique, et contribue à la fabrication de la bombe qui s'abattra sur Hiroshima.

## *William Bechtell, un officier français*

L'homme qui s'apprête à se lancer dans le vide, a dépassé l'âge de pratiquer ce genre d'exercice. Mais le capitaine Bechtell a tout fait pour être là.

Ingénieur chimiste, blessé et médaillé de la guerre 14-18, William Bechtell est mobilisé, en 1940, au Service des poudres. À la capitulation, il fait sauter le dépôt dont on lui a confié la garde et gagne en barque l'Angleterre, où il sera l'un des premiers enrôlés des Forces françaises libres.

Affecté en Afrique, il y combat sous les ordres de Koenig mais s'ennuie assez rapidement et demande à effectuer un stage de parachutisme. Étant donné son âge (il a alors 48 ans), il doit faire preuve de toute l'énergie possible pour obtenir gain de cause.

C'est sa désignation comme officier observateur de l'Équipe Orange du plan *Sussex* qui lui vaut d'être parachuté en France occupée.

La mission est primordiale : implantées sur les arrières des armées allemandes, elles devront renseigner Londres sur les

mouvements de celles-ci dans la période précédant et suivant le débarquement.

Se retrouvant avec son radio, le sous-lieutenant Vallade, privé de matériel, Bechtell mettra plus de deux mois à le récupérer. Finalement installé dans la région de Rouen, Bechtell (qui se fait appeler *Claude Bonnet* et signe ses messages « Dagobert ») travaille sans relâche.

À la tête d'un réseau de fortune, il accumule les informations que Vallade (*Adalbert*) envoie chaque nuit à Londres. Gravement blessé dans un accident de vélo, il fait installer sa radio au chevet de son lit pour continuer à émettre.

Promu commandant, décoré de la *Military Cross* anglaise et de la Légion d'honneur, William Bechtell a mérité cette belle citation signée le 22 mai 1945 par le général de Gaulle : « Officier d'un courage remarquable, s'est acquitté de sa mission de la façon la plus brillante malgré de très grandes difficultés. »

## *London Controlling Section, XX Committee : la mystification comme un art*

En septembre 1941, le Cabinet de guerre britannique crée, à l'initiative de Winston Churchill, la London Controlling Section (LCS), dont le seul but est de coordonner les opérations de *deception* des armées alliées.

Les opérations de *deception* sont un condensé complexe de méthodes relevant à la fois de la désinformation, de la guerre de l'information et de la guerre psychologique visant à créer ou à augmenter le « brouillard de guerre » (*fog of war*), en d'autres termes à dérouter l'ennemi en le plaçant en situation d'incertitude qui perturbera sa prise de décision.

## *Naissance de la LCS*

Au début de 1941, le lieutenant-colonel Dudley Clarke (1899-1974), qui s'était illustré en créant au Caire le Quartier général avancé A, avait été convoqué à Londres pour exposer ses méthodes. Particulièrement impressionné, le cabinet de guerre décide de mettre sur pied la LCS.

Voulue au plus niveau, la création de la LCS ne déchaîne pas l'enthousiasme des armées. Mais elle attire quelques excentriques. Comme l'écrivain Dennis Weathley (1897-1977), l'un des auteurs de thrillers les plus prolifiques des années 1930.

## *Opération « Hardboiled » : des débuts peu convaincants*

Les débuts de la LCS sont assez médiocres. Comme l'opération *Hardboiled*, destinée à faire croire à Berlin que les Alliés comptent envahir la Norvège occupée. Les Allemands ne peuvent croire que les Alliés ont les moyens de planifier une opération militaire de grande envergure et aucun avantage stratégique ne résultera de la manœuvre.

Le 21 mai 1942, le lieutenant-colonel John Bevan est nommé à la tête de la LCS. Le même jour, Churchill reçoit du général Archibald Wavell (1883-1950), commandant des forces britanniques au Moyen-Orient, qui avait encouragé Dudley Clarke, une note dans laquelle Wavell recommande l'adoption d'une stratégie de déception plus ambitieuse.

La personnalité de Bevan et l'intérêt de Winston Churchill vont permettre à la LCS de faire ses preuves. Désormais, la LCS agira en étroite collaboration avec le XX Committee et aura accès aux décryptages *Ultra* de Bletchley Park, ce qui lui permet à la fois d'adapter ses opérations à ce qui est connu des

plans allemands, de les adapter en temps réel et de juger de leurs résultats.

### *Le XX Committee et ses agents doubles*

Le XX Committee, aussi connu sous les noms de Twenty Committee ou Double Cross Committee, a été mis en place pour gérer les agents de l'Abwehr et du SD Ausland « retournés » par le MI5. Il est dirigé par Sir John Cecil Masterman.

Professeur d'histoire moderne à Oxford, John Cecil Masterman (1891-1977) intègre le renseignement militaire. Sa parfaite connaissance de la langue et de la culture allemandes le désignent particulièrement pour veiller aux destinées du Double Cross Committee.

### *Le tri au Camp 020 et jeu radio*

Les espions allemands sont parachutés en Angleterre, d'autres y arrivent en sous-marin ou avec de faux papiers les présentant comme des réfugiés : ils seront une vingtaine, entre septembre et novembre.

Nombre d'eux, peu motivés et mal entraînés, se rendent à la police dès leur arrivée, la plupart des autres sont capturés.

Leur première étape est le Camp 020 où ils sont interrogés. C'est le colonel Robin Stephens qui effectue le tri entre ceux qui refusent de collaborer et les autres, qui passent sous le contrôle de la LCS, pris en main par le major Thomas Argyll Robertson (*TAR*).

Les Anglais se lancent avec eux dans un « jeu radio » (par l'envoi de massages cryptés *via* des pays neutres) qui vise à

désinformer l'Abwehr, à attirer de nouveaux agents ou encore à conforter les opérations de *deception* de la LCS.

Mais certaines opérations seront beaucoup plus complexes.

## Quelques réussites de la « deception » britannique

**Opération *Tricycle*** : Dusan Popov (1912-1981) est un agent yougoslave ; il en informe le MI6. Il « informera » Berlin pendant la guerre, s'employant entre autres à faire croire que les Alliés comptent débarquer à Calais.

**Opération *Zigzag*** : criminel de droit commun, Eddie Chapman (1914-1997) est incarcéré à Jersey lorsque les Allemands envahissent les îles Anglo-normandes, le 30 juin 1940. Il manifeste aussitôt sa volonté de les servir. Après avoir organisé (avec la complicité du MI5) le sabotage fictif des usines de Havilland, qui fabriquent le chasseur Mosquito, il retourne sur le continent *via* Lisbonne. Sous prétexte de saboter un navire anglais, il parvient à s'y procurer du matériel de sabotage allemand qu'il confie aussitôt aux services britanniques. Après avoir enseigné dans une école d'espionnage allemande en Norvège (il en profite pour identifier et photographier des agents…), il est renvoyé à Londres, en 1944. Il arrive à convaincre les Allemands que les fusées allemandes touchent bien le centre de la capitale. Ses exploits lui vaudront une prime substantielle et l'amnistie pour tous ses délits.

**Opération *Garbo*** : Joan Pujol Garcia (1912-1988), un ressortissant espagnol, se lance, dès 1940, dans sa guerre personnelle. Se faisant passer pour un nazi fanatique, il se met au service du renseignement allemand, qu'il va inonder, jusqu'en 1942, de rapports fantaisistes. Il est ensuite recruté par le MI5, pour lequel il devient *Garbo*. Il arrivera à faire croire à Berlin qu'il a recruté une trentaine d'agents, non seulement en Grande-Bretagne mais aussi au Canada et aux États-Unis. Il jouera un rôle important dans *Fortitude*.

**Opération *Mincemeat*** : sans doute la plus imaginative lancée par la LCS et le XX Committee. Désirant faire croire, en 1943, que les Alliés veulent attaquer dans les Balkans et en Sardaigne, alors qu'ils s'apprêtent à débarquer en Sicile, le renseignement britannique se procure le cadavre d'un sans-abri, et lui crée une nouvelle identité : celle du major William Martin, des Royal Marines. Le 30 avril 1943, son corps est immergé à un mile des côtes espagnoles, revêtu d'un uniforme et d'un gilet de sauvetage, une serviette de cuir attachée à son poignet par une chaîne. Il est découvert par un pêcheur et ramené à Huelva. La légende a été tellement bien construite (les poches de *Martin* contiennent des photographies de sa fiancée, des tickets de cinéma, …) que les Allemands ne se douteront jamais de la mystification. Ils acceptent donc pour argent comptant les documents trouvés dans la serviette, entre autres une lettre contrefaite du sous-chef d'état-major Archibald Nye au général Harold Alexander, commandant les troupes britanniques en Algérie et en Tunisie. L'Abwehr n'y verra que du feu et le débarquement en Sicile prendra les Allemands par surprise.

# *« Fortitude », le mensonge ultime*

Le plus grand exploit de la *deception* de Londres sera certainement l'opération *Fortitude*.

Les hauts responsables militaires alliés réunis en Écosse, le 28 juin 1943, n'ignorent pas qu'ils sont en train de prendre deux décisions capitales. La première, c'est le lieu du débarquement. La seconde, c'est de tout faire pour cacher la première derrière un épais rideau de fumée. Ils décident ainsi d'une opération d'intoxication comme on en a rarement vu dans l'histoire de la guerre.

Selon Anthony Cave Browne, historien de la guerre secrète de 1940-1945, « *Fortitude* se proposait de clouer au sol pas moins de 90 divisions allemandes dans des zones éloignées de la bataille de Normandie.

*Fortitude* se compose de deux volets. *Fortitude Nord* vise à intoxiquer l'état-major allemand en lui faisant croire que les Alliés s'apprêtent à lancer une opération sur la Norvège. Pour se faire, les Anglo-américains créeront de toutes pièces une prétendue 4$^{e}$ armée britannique de 350 000 hommes, basée en Écosse. *Fortitude Sud* a pour but de faire croire aux Allemands que le débarquement, en France, aura lieu dans le Pas-de-Calais. Mêlant adroitement le faux et le vrai, *Fortitude Sud* fera tout pour que Berlin pense que le 21$^{e}$ groupe d'armées de Montgomery et le 12$^{e}$ groupe de Bradley s'apprêtent à se jeter sur le nord de la France et disposera aussi de son armée fantôme : le Fusag ou First US Army Group.

## *Une opération extraordinairement complexe*

Mais *Fortitude* ne s'arrête pas là : des opérations connexes (*Ironside* dans la région de Bordeaux, *Vendetta* dans celle de

Marseille, *Zepellin* dans les Balkans, *Diadème* en Italie) ont pour but de « fixer » des troupes allemandes en lançant la Résistance dans d'intenses opérations de guérilla et de sabotage.

De même, des missions de bombardement seront lancées sur des objectifs soigneusement sélectionnés, dans toute l'Europe.

Pour accréditer l'existence des armées fantômes d'Angleterre, les services spéciaux alliés créeront de toutes pièces de faux trafics radio destinés à être interceptés par les Allemands.

En France et en Norvège, des réseaux de résistance seront lancés dans des opérations de diversion.

*Fortitude* a été précédée d'une autre opération allant dans le même sens : *Starkey*, dont le but est de mobiliser les Allemands autour du Pas-de-Calais.

## *Le sacrifice du major Suttill*

L'un des aspects les plus tragiques de *Starkey* est certainement la chute des réseaux Prosper et de leur chef, le major Francis Suttill.

Né à Lille en 1910 d'une mère française et d'un père anglais, Suttill est chargé de monter en France le réseau auquel il donnera son nom de guerre, Prosper.

Les réseaux Prosper s'étendent sur l'ensemble des départements du nord de la Loire. Mais, à Londres, des responsables de la guerre secrète ont déjà décidé de passer par pertes et profits les réseaux Prosper. En mai 1943, on lui demande de placer tous ses groupes en alerte en vue d'un débarquement qui aura lieu, dans la région de Calais, au début du mois de septembre.

Au tout début de l'été 1943, alors que, officiellement, *Fortitude* commence à peine à se mettre en place, Sutill est arrêté à Paris.

Suttill, après trois jours d'interrogatoires, livrera ses réseaux (des dizaines de tonnes d'armes et un millier de résistants) contre la promesse de voir les Allemands traiter ces derniers comme des prisonniers de guerre. Une promesse qui ne sera jamais tenue.

Les renseignements arrachés à ses prisonniers par la Gestapo renforceront Berlin dans l'idée que le Pas-de-Calais est bien la zone choisie. Suttill sera pendu au camp de concentration de Flossenburg, et son radio, Norman, sera lui aussi exécuté.

Les archives de *Starkey* ont fort opportunément brûlé après la guerre, et bon nombre de dossiers restent interdits d'accès.

Au total, *Fortitude* a probablement coûté plusieurs milliers de vies humaines : résistants et agents parachutistes anglais délibérément livrés à l'ennemi pour lui communiquer (souvent sous la torture) de fausses informations, ou sacrifiés dans des opérations de diversion.

À son actif, on peut penser que cette opération, certainement l'une des plus cyniques et cruelles de toute l'histoire de la guerre secrète, a permis la réussite du Débarquement du 6 juin 1944.

## *British Security Coordination : le lien secret entre Londres et Washington*

En mai 1940, quelques hommes venus de Grande-Bretagne s'installent à New York. Leur but est de renouer des contacts avec le FBI et les services de renseignement militaire, mais

aussi de prévenir le sabotage d'intérêts anglais et de contrer la propagande de l'Axe.

La loi de neutralité avait en effet entraîné une rupture des relations entre le MI5 et le MI6 d'un côté et leurs homologues militaires et du FBI de l'autre.

Si les officiers du BSC, le British Security Coordination, sont britanniques, leur chef, lui, est… canadien.

Sous couvert d'un Office britannique de contrôle des passeports, installé en plein cœur de Manhattan, le BSC se focalise sur la lutte contre les agents d'influence allemands (il s'emploiera à tenter de discréditer le pilote Charles Lindbergh) et recueille les renseignements utiles à la protection des convois qui alimentent la Grande-Bretagne en armes et équipements.

## *La guerre du SOE*

Le SOE peut éventuellement collecter le renseignement utile à ses propres opérations, mais il s'agit bel et bien d'une structure vouée à l'action. Sabotage, assassinats, appui aux maquis, organisation de guérilla sur l'arrière des lignes ennemies sont sa raison d'être. N'a-t-il pas été créé pour « mettre le feu à l'Europe » ?

### *Le général Wingate en Éthiopie et en Birmanie*

Il agira d'ailleurs parfois très loin des frontières européennes. On le verra ainsi organiser une force irrégulière en Éthiopie pour soutenir le négus, Hailé Sélassié, chassé par les Italiens, ou mettre sur pied, en Birmanie, les *chindits*, une troupe de

plusieurs milliers de soldats locaux, *ghurkas* népalais et volontaires birmans.

Sur le terrain, les *chindits* ont été appuyés par les Merrill's Marauders, une troupe américaine commandée par le général Frank Merrill pour combattre aux côtés de la république de Chine.

Ces deux campagnes ont pour point commun d'être dirigées par le même homme, le général Orde Charles Wingate, une véritable légende.

En Europe, les personnalités originales marqueront également l'histoire du SOE.

## Orde Charles Wingate, le précurseur

Né en Inde dans une famille militaire, Orde Wingate (1903-1944) entre à l'Académie militaire de Woolwich en 1921.

Envoyé en Palestine en 1936, il est employé comme officier de renseignement. Lors de la Grande Révolte arabe de 1936, il convainc ses chefs et l'organisation clandestine juive Haganah de créer des commandos juifs commandés par des officiers britanniques, les Special Night Squads. Moshe Dayan dira que Wingate « lui a tout appris ».

En janvier 1941, il est en Éthiopie ou, en moins de cinq mois, il ramène Hailé Sélassié à Addis-Abeba.

Devant ce succès, le général Archibald Wavell (1883-1950), qui avait été son chef en Palestine, le fait venir en Inde, où il a été muté, et lui demande de monter une guérilla en Birmanie. Ce seront les *chindits*.

Il se tue dans un accident d'avion le 24 mars 1944, alors qu'il vient d'être élevé au grade de général.

## *Fitzroy Maclean, conseiller militaire de Tito*

Ainsi en est-il de Fitzroy Maclean (1911-1996), un jeune diplomate qui a été en poste à Paris et Moscou, cousin de David Stirling (1915-1990), cofondateur du SAS…

En 1943, le SOE le fait parachuter en Yougoslavie avec pour mission de découvrir qui, des partisans royalistes ou des résistants communistes, « tue le plus d'Allemands et de déterminer les moyens par lesquels ils pourraient en tuer plus encore ». Sa religion est vite faite : les Tchetniks (royalistes) sont d'une loyauté douteuse. C'est donc les communistes que Londres doit soutenir ! Il arrive à en convaincre ses chefs (et Churchill, pourtant farouchement anticommuniste) et se retrouve conseiller militaire de Tito.

## *Omniprésence des équipes SOE*

Les commandos du SOE seront actifs, entre autres, en Albanie, en Belgique (armement des partisans communistes), au Danemark, en Grèce (sabotage des chemins de fer), en Italie (formation des unités de partisans qui harcèleront les troupes allemandes, dans le nord du pays), en Norvège (opérations contre la production d'eau lourde), en Pologne (parachutages d'armes durant l'insurrection de Varsovie, en 1944).

## *Pour la France, la Section F*

La France sera l'un des pays où le SOE diligentera le plus d'opérations : plus de 70 entre 1941 et 1944. Les hommes de Baker Street mettent sur pied des réseaux de communication pour la Résistance, organisent des filières d'évasion, coordonnent des parachutages d'armes aux maquis et leur fournissent des opérateurs radio, encadrent des unités de partisans et font parvenir des fonds aux réseaux (402 millions de francs, soit l'équivalent d'environ 100 millions d'euros). C'est là également que le SOE connaîtra ses pertes les plus lourdes.

C'est aux Pays-Bas que le SOE connaîtra, sans doute, son pire échec. La résistance hollandaise ayant été profondément pénétrée par les agents allemands, les premiers radios anglais parachutés seront arrêtés et émettront sous contrôle ennemi. Le SOE fera preuve d'une incroyable négligence en ignorant tous les signaux d'alarme et continuera à parachuter des agents : 59 seront arrêtés et 54 périront en déportation…

## *Le commandant Yeo-Thomas, alias White Rabbit*

Né à Londres, Forest Yeo-Thomas (1901-1964) grandit à Dieppe. En 1932, il dirige une maison de couture réputée, Molyneux.

Entré au SOE en 1942, il est d'abord affecté aux liaisons entre la France libre et son service. Celui qu'on surnomme *the White Rabbit* mais dont le pseudonyme opérationnel est *Shelley* effectue une première mission sur le terrain en accompagnant le colonel Passy (André Dewavrin), qui se livre à une dangereuse inspection des forces de la Résistance, c'est l'opération *Arquebuse-Brumaire*.

En septembre et octobre, c’est l’opération *Marie-Claire* : une évaluation de l’action des maquis et de leurs besoins en armes.

Enfin, dans la nuit du 24 au 25 février 1944, il est parachuté près de Clermont-Ferrand pour organiser l’évasion de Pierre Brossolette (1903-1944). Militant socialiste, Brossolette est commandant au BCRA et a été chargé d’organiser les liaisons entre la Résistance intérieure et la France libre.

Arrêté en Bretagne, le 3 février, Brossolette a été identifié le 16 mars et transféré à Paris pour interrogatoire. Pour le BCRA et les services britanniques, il est vital de sauver l’un des hommes qui en sait le plus sur la Résistance, Yeo-Thomas en fait une affaire personnelle : Brossolette est l’un de ses meilleurs amis.

Mais la mission *Asymptote* tourne mal. Yeo-Thomas est arrêté par la Gestapo. Il est torturé et déporté à Buchenwald.

Le 22 mars 1944, Pierre Brossolette se jette par une fenêtre du 84, avenue Foch, où il est détenu.

Une substitution d’identité, réalisée par un membre du réseau Prosper (rattaché au SOE), déporté en janvier 1944, lui permet d’échapper à la mort : lui-même, Harry Peulevé (1916-1963), qui avait monté un maquis de 4 000 hommes en Corrèze, et Stéphane Hessel (1917-2013), un agent du BCRA, prennent les noms de trois autres détenus décédés du typhus. Fin avril, Yeo-Thomas s’évade avec dix autres prisonniers français et parvient à gagner les lignes américaines.

Après la guerre, couvert d’honneurs, il quittera l’armée et reprendra sa carrière dans la haute couture.

## *Opération « Anthropoid » : l'exécution de Reinhard Heydrich*

Chef du RSHA, Reinhard Heydrich avait été nommé protecteur de la Bohême-Moravie le 27 décembre 1941, avec résidence à Prague. Or la Tchécoslovaquie représentait un vrai problème pour Londres : la résistance y était timide alors que le pays produisait en quantité des armes pour l'Allemagne. Il faut donc créer un électrochoc.

Le SOE commence à préparer l'opération *Anthropoid* : l'élimination du représentant du Führer à Prague. Dans la nuit du 28 au 29 décembre, un commando de l'armée tchécoslovaque en exil s'envole pour mener à bien la mission. Parmi eux, Jozef Gabcik et Jan Kubis.

Le 27 mai 1942, Heydrich est grièvement blessé par les éclats d'une grenade lancée sur son véhicule par Kubis. Il décédera huit jours plus tard d'une septicémie.

Le commando sera livré par un autre agent du SOE, Karel Curda, qui dénonce la planque du commando. Après deux heures d'un siège mené par plusieurs centaines de soldats allemands, trois des commandos sont tués et les quatre autres se suicident. Pour prix de sa trahison, Curda, lui, sera exécuté en 1947.

La mort de Reinhard Heydrich donne lieu à de terribles représailles : 13 000 personnes seront arrêtées et le village de Lidice rasé, tandis qu'un autre village, Lezaky, est partiellement détruit.

## *L'OSS rejoint la partie*

Au début de 1941, Roosevelt demande à William Donovan de tracer les contours de ce que devrait une vaste organisation de renseignement calquée sur l'exemple du MI6. Nommé coordonnateur de l'information, le 11 juillet 1941, Donovan se retrouvera à la tête de l'Office of Strategic Services (OSS).

Les deux principaux terrains de jeu de l'OSS seront l'Europe et l'Asie.

## *Aux côtés des nationalistes et de Mao*

En Asie, les envoyés de l'OSS entraînent les troupes du Kuomintang (la résistance nationaliste, à la fois antijaponaise et anticommuniste) en Chine ou mènent la guérilla en avant-garde des troupes régulières en Birmanie. Comme le SOE, l'OSS ne répugne pas à s'allier aux communistes quand ceux-ci se révèlent les plus à même de « livrer la marchandise ».

Ainsi, bien que lié au Kuomintang, en Chine, l'OSS collaborera avec l'Armée populaire de libération de Mao Zedong et, en Indochine, il entretiendra des relations étroites avec le Viêt-minh, qui s'est donné pour but de lutter à la fois contre l'occupant japonais et, plus tard, contre le colonisateur français.

## *Archimedes Patti, un Américain au Vietnam*

L'homme de l'OSS au Vietnam sera Archimedes Leonidas Attilio Patti (1913-1998), un lieutenant-colonel de l'US Army.

La feuille de route de Patti est claire : mettre sur pied un réseau de renseignement et appuyer la résistance locale mais, en aucun cas, collaborer avec la France libre. Roosevelt est un fervent partisan de l'autodétermination des peuples.

Quand il arrive à Kumming (province de Yunnan), dans le sud-ouest de la Chine, Patti ne reçoit donc aucune aide des Français et estime que sa seule possibilité est de travailler avec les communistes. Il rencontrera donc Hô Chi Minh, chef du Viêt-minh, qui sera, dès lors, une « relation de travail » des Américains.

Ce n'est sans doute pas tout à fait par hasard que l'OSS emploie ou soutient des communistes : le recrutement avait visé les milieux intellectuels et universitaires. Un grand nombre de ses officiers étaient donc des hommes « de gauche ». Parmi eux, le cinéaste John Ford.

## L'OSS en Europe

En Europe, l'OSS se montrera particulièrement efficace en France et en Allemagne. Contrairement aux Anglais du SOE, les Américains arriveront en effet à implanter plusieurs réseaux au sein même du III$^{e}$ Reich. Pour ce faire, l'OSS recrute des qu'il forme avant de les parachuter sur le terrain. Par la force des choses, un nombre important de ces volontaires sont des sociaux-démocrates et même des communistes.

Mais il arrivera à recruter l'un des plus importants agents alliés de la Seconde Guerre mondiale en Allemagne.

***Fritz Kolbe, l'espion volontaire***

Fritz Kolbe (1900-1971) est un diplomate de rang intermédiaire qui a été en poste à Madrid et au Cap. Son refus de rejoindre les rangs du NSDAP lui a interdit toute progression de carrière.

En 1943, l'un de ses supérieurs qui partage son aversion pour le nazisme parvient à le faire désigner comme courrier diplomatique. Le 19 août 1943, il convoie la valise diplomatique jusqu'à Berne. Il se présente à l'ambassade britannique avec des documents confidentiels, mais les Anglais croient à une provocation et refusent de le voir. Il tente sa chance auprès des Américains.

L'accueil y est tout différent : les hommes de l'OSS décident de prendre le risque de lui faire confiance et lui attribuent le pseudonyme de *George Wood*.

Ils s'en féliciteront : en dix-huit mois, Kolbe ne leur fournit pas moins de 1 600 documents de la plus haute importance.

La « production » de Fritz Kolbe donne, en effet, le vertige. Il communiquera aux Alliés les prévisions allemandes sur le lieu du débarquement en France, les plans du chasseur Messerschmitt ME-262, les programmes des fusées V1 et V2, des informations sur les plans de guerre japonais en Asie. Mais il fournira également des informations permettant d'identifier des « taupes » nazies et des données sur l'état d'esprit des cercles dirigeants hitlériens.

L'après-guerre sera des plus tristes pour Kolbe. Ayant échoué à trouver un travail aux États-Unis, il deviendra agent commercial pour une société américaine. En butte au mépris de ses concitoyens pour sa « trahison », il mourra d'un cancer en février 1971.

## Allen Dulles, l’homme de l’OSS à Berne

Allen Welsh Dulles (1893-1969), né dans une famille de l’establishment américain, étudie à Princeton avant d’entrer dans la diplomatie.

Au déclenchement des hostilités, il est recruté par l’OSS, qui l’assigne à Berne en qualité de chef de station. À ce titre, c’est lui qui dirigera le travail de Fritz Kolbe. Sachant tout des complots qui se trament pour renverser Hitler, il entretient également des contacts avec certains dirigeants des services secrets nazis.

En mars 1945, il négociera avec le général SS Karl Wolff le retrait des troupes allemandes du nord de l’Italie (opération *Sunrise*), mais cette initiative sera torpillée par les Soviétiques, qui vivent dans la crainte de voir les Alliés occidentaux signer une paix séparée avec Berlin.

Après la guerre, il sera l’un des premiers directeurs de la CIA.

## *« Jedburgh », une opération tripartite*

En juillet 1942, les Alliés décident de lancer l’opération *Jedburgh*, dont le but est de parachuter derrières les lignes

ennemies, en France et aux Pays-Bas, de petites unités de trois hommes, chacune afin d'épauler et de coordonner les maquis.

### *Les Jeds en France*

Les trois services impliqués dans *Jedburgh* sont le SOE, l'OSS et le BCRA.

Entre juin et septembre 1944, 94 équipes sont lâchées sur les deux pays concernés. Dans chaque trio (formé de membres de l'OSS et du SOE) figure un officier français (BCRA) ou néerlandais.

Sur ce total de 94 groupes, 87 seront larguées en France. Car c'est en France qu'auront lieu les deux débarquements alliés (en Normandie et en Provence…).

En Normandie, après le Débarquement, ils désorganiseront la riposte allemande. Dans le sud de la France, ils libéreront plusieurs villes, dont Briançon.

L'opération *Jedburgh* rencontrera un tel succès qu'elle sera reproduite, quelques mois plus tard, en Indochine et en Birmanie. Par la suite, l'exemple des *Jedburghs* sera étudié avec soin dans plusieurs pays, entre autres en France. Et pour cause, le colonel Jean Sassi (1917-2009), le général Guy

Le Borgne (1920-2007) ou le général Paul Aussaresses (1918-2013), qui joueront tous un rôle décisif dans les guerres de décolonisation, étaient tous d'ancien *Jeds*.

## Ernest Hemingway, escroc au renseignement ?

Les dix années d'expérience accumulées par le colonel John Thomason Jr., au sein de l'ONI (Office of Naval Intelligence), ne l'empêchent pas de commettre une grossière erreur de jugement le jour où il engage son vieil ami Ernest Hemingway comme informateur. Censé profiter de ses voyages pour glaner des renseignements qui pourraient aider l'ONI, l'écrivain-reporter se laisse entraîner par son imagination et ne ramène en général à Thomason que des rumeurs sans fondement. Fatigué de ne pas être pris au sérieux, ce n'est pourtant pas à l'ONI mais au Département d'État que Hemingway va vendre sa plus belle histoire.

Vivant à Cuba, l'écrivain arrive à persuader un autre de ses amis, l'ambassadeur Spruille Braden, que la colonie des réfugiés de la guerre civile espagnole abrite en fait une véritable cinquième colonne de 20 000 fascistes prêts à prendre le pouvoir dès que les États-Unis entreront dans la guerre. Personne ne mettra en cause une seule ligne de ce roman abracadabrant. Bien au contraire : le SR du Département d'État n'hésite pas à dégager des fonds pour permettre à Hemingway d'embaucher quelques Espagnols sûrs avec lesquels il se charge de traquer les agents nazis. Entre son quartier général du Floradita Bar et son bateau de pêche, le *Pilar*, Hemingway et ses acolytes ne feront pas grand-chose pour le renseignement américain, mais ils dépenseront allègrement l'argent de l'Oncle Sam. À tel point que l'agent spécial Raymond Leddy, représentant du FBI à La Havane, ne mettra guère de temps à se convaincre qu'Ernest Hemingway a trouvé là un bon filon. Mais toute chose a une fin et les rapports de Leddy finiront par pousser l'ambassadeur Braden à en finir avec cette expérience.

D’après l’écrivain Ernest Volkman, c’est à compter de cette royale « magouille » que le FBI mettra Hemingway sous surveillance permanente. Volkman souligne aussi que ce sont ces fameuses parties de pêche financées par l’Administration qui permettront à Ernest Hemingway de rassembler la matière du *Vieil homme et la mer*, qui lui vaudra le prix Nobel de littérature en 1954…

## *Opération « Foxley » : faut-il tuer Adolf Hitler ?*

Juin 1944. Le Débarquement a été un succès, mais la bataille de Normandie piétine. Que se passera-t-il, par exemple, si les scientifiques allemands arrivent à mettre au point des armes de destruction massive ? C’est alors que le SOE jette les bases de l’opération *Foxley*.

Pendant six mois, les agents secrets anglais vont récolter toutes les informations sur les habitudes d’Adolf Hitler et plus particulièrement sur Berchtesgaden, un « nid d’aigle » où il a ses habitudes.

### *Une solution simple et radicale*

La solution imaginée par l’état-major du SOE est simple et radicale : éliminer le problème en assassinant Adolf Hitler. Plusieurs hypothèses sont envisagées : envoyer une équipe de tireurs d’élite dans la région, empoisonner les réserves du train dans lequel se déplace Hitler, miner les voies ou les gares, ou encore larguer sur Berchtesgaden un bataillon SAS…

Au début de janvier 1945, le dossier *Foxley* est déposé sur le bureau de Winston Churchill.

Un moment, une variante du plan, *Foxley II*, sera même envisagée : l'élimination simultanée de Hitler et Himmler.

Mais le SOE lui-même est divisé : on craint à Londres que l'assassinat – outre le risque d'échec – ne galvanise la résistance allemande et ne favorise la naissance d'un mythe dangereux qui pourrait mener l'Allemagne sur la voie du revanchisme.

L'issue la plus souhaitable de la guerre est un écrasement total, définitif de la puissance militaire allemande.

Enfin, des spécialistes font valoir que la fin est proche (en janvier 1945, c'est sur le sol allemand que les combats se déroulent) et que, à vouloir gagner tout au plus quelques semaines, on risque de perdre des mois.

Winston Churchill se rangera à ces arguments et les plans *Foxley I et Foxley II* iront dormir dans les archives.

## *Ce que le renseignement allié savait de la Shoah*

Avant de refermer ce chapitre, il reste à aborder un point particulièrement sensible : que savaient les services de renseignement alliés de la Solution finale, la Shoah ?

### *Le rapport de Jan Karski et les informations de la Résistance polonaise*

Le 25 novembre 1942, Jan Karski (1914-2000), un officier polonais qui sert d'agent de liaison à l'Armia Krajowa (Armée de l'intérieur, résistance nationaliste), arrive à Londres. Les informations qu'il apporte permettent, entre autres, au gouvernement polonais en exil de rédiger un long rapport sur

l’extermination des Juifs transmis, le 10 décembre, aux gouvernements alliés.

Le 17 décembre, les Alliés publieront d’ailleurs une déclaration commune condamnant la politique raciale nazie.

Par la suite, Karski rencontrera plusieurs hauts responsables britanniques et américains et leur confirmera les informations du 17 décembre : il est personnellement entré à plusieurs reprises dans le ghetto de Varsovie et dans un camp d’extermination, non loin de l’usine de mort de Belzec, et il témoigne de l’extermination par la faim et de l’utilisation des chambres à gaz.

Le flot de renseignements de Varsovie ne tarira pas durant la guerre : le 23 mars 1943 la Résistance polonaise est en mesure d’annoncer que le nouveau crématoire d’Auschwitz-Birkenau « traite 3 000 personnes par jour ».

## *Sources « Ultra »*

À partir de 1941, les décryptages réalisés à Bletchley Park permettent d’avoir une idée claire et chiffrée des massacres de Juifs et de communistes commis en URSS par les *Einsatzgruppen*.

## *Les rapports de Gerhart Riegner*

À l’automne 1941, le représentant du Congrès juif mondial à Berne envoie à ses chefs une évaluation des assassinats collectifs massifs perpétrés à l’Est. Le 8 juin 1942, le même Riegner fait état de la conférence de Wannsee, qui vient de jeter les bases de l’intensification de la Solution finale.

## *Des rapports d’évadés*

En avril 1944, deux évadés d'Auschwitz, Walter Rosenberg et Alfred Wetzler, témoignent, ils dressent une liste de convois de déportés venus de toute l'Europe et évaluent le nombre de victimes à 1 750 000.

## *Des photographies aériennes*

Enfin, en 1943 et 1945, Anglais et Américains réalisent plusieurs photographies aériennes d'Auschwitz et des voies de chemin de fer y conduisant.

Reste « la » question. Pourquoi ne pas avoir bombardé les voies de chemin de fer utilisées pour les déportations, ou même les installations de mort des camps ?

La réponse tient sans doute en trois points. D'abord, malgré cette abondante documentation, la Shoah est « incroyable » et même certains responsables juifs douteront de la réalité de cette inconcevable mort industrielle. Ensuite, la priorité, c'est la destruction des usines et du potentiel militaire allemand. Enfin, les experts du bombardement estiment que pilonner Auschwitz risquerait de tuer plus de déportés…

# Chapitre 30

# La Résistance, indispensable au renseignement allié

***Dans ce chapitre :***

- Des « résistants espions » dès juin 1940 !
- Une arche de Noé conduite par une femme
- La spécialisation du contre-espionnage
- Des écrivains dans la tourmente
- Une Résistance idéologiquement « marquée » ?

## *Des débuts difficiles*

Il faut tout construire, mais alors que l'on réfléchit, à Londres, en France, dès l'été 1940, quelques patriotes sont déjà en action. Ils n'ont pas de chefs, n'ont pour la plupart aucune expérience, et ne disposent d'aucun moyen de liaison avec Londres, mais ils possèdent courage et détermination.

## *Henri Honoré d'Estienne d'Orves, Jan Doornik, Maurice Barbier : des précurseurs*

En France, l'un des pionniers est Henri Honoré d'Estienne d'Orves (1901-1941).

Il naît dans une famille royaliste. Proche de l'Action française (extrême droite monarchiste et antisémite) durant son adolescence, il renonce à l'activisme politique lors de son entrée à l'École polytechnique, en 1921, et s'engage ensuite dans la Marine nationale.

Fin septembre, d'Estienne d'Orves arrive à Londres, où il se met au service de la France libre, qui l'affecte au renseignement de ses forces navales. Il est envoyé en France, avec son radio, Alfred Gaessler, pour prendre en main le réseau Nemrod.

Au début de janvier 1941, il passe quinze jours à Paris pour y reprendre des contacts. Trois jours après son retour à Nantes, il est arrêté.

D'origine alsacienne, le radio Gaessler est en fait un agent du contre-espionnage allemand. Il sera à l'origine de la chute de l'ensemble du réseau.

## *Aux origines de Nemrod*

Nemrod avait été monté par Jan Doornik. Doornik, de nationalité néerlandaise, est né à Paris et a étudié en France et en Suisse. Ayant gagné la Grande-Bretagne le 18 juin 1940, il s'engage dans l'armée néerlandaise en exil et participe durant l'été à plusieurs coups de main. Il est envoyé reconnaître les installations de la Kriegsmarine.

Maurice Barlier (1905-1941), lui aussi l'un des chefs du réseau, est un officier des FFL envoyé par Londres. Il est le premier

officier du BCRA à débarquer en France occupée.

D'Estienne d'Orves a été envoyé pour diriger le réseau qui, le 25 décembre 1940, avait établi la première liaison radio entre la France et Londres.

### *Peine de mort*

À la mi-février, un petit bateau à bord duquel se trouve un agent du SOE est arraisonné par les Allemands au large d'Ouessant.

Henri Honoré d'Estienne d'Orves et huit de ses camarades sont condamnés à mort, mais leurs juges envoient spontanément une demande de grâce à Berlin.

Les trois chefs de Nemrod seront exécutés deux mois plus tard, le 29 août 1941, en même temps qu'une centaine d'otages, à la suite de l'assassinat d'un officier de marine allemand, au métro Barbès.

Le traître Alfred Gaessler continuera à duper Londres pendant quelques mois avant d'être démasqué.

## *La Confrérie Notre-Dame : servir de Gaulle*

Autre grand précurseur : Louis de la Bardonnie (1902-1987), un viticulteur de Dordogne. Dès juin 1940, il jette les bases, avec ses amis, d'un réseau qui prend le nom de Confrérie Notre-Dame (CND), l'une des premières « succursales » du BCRA en France.

Sous la direction de Gilbert Renaud, mieux connu sous son nom de guerre, *colonel Rémy*, la CND se développe. Partie du Sud-Ouest, elle recrute, crée des sous-réseaux, et spécialise ses

agents. Les uns s’occuperont de renseignement politique, d’autres d’informations économiques et sociales, et bien entendu certains se livrent à la collecte d’informations militaires. Ce sont des renseignements recueillis dans le port de Brest qui permettront aux Alliés, en mai 1941, de détruire le cuirassier Bismarck, orgueil de la flotte allemande.

Autour de la CND vont graviter quelques sous-réseaux qui pourront profiter de la Confrérie, notamment pour leurs communications avec Londres.

Ainsi en est-il de Centurie, en Bretagne, en 1940, par Rémy, avec pour tâche de surveiller les ports, aéroports et gares.

Après la guerre, 1 544 agents de la CND, dont 291 femmes, seront reconnus officiellement comme résistants).

## Le colonel Rémy, de l’Action française à la Résistance

Gilbert Renaud naît à Vannes et sympathise avec l’Action française.

Après avoir commencé sa carrière dans la banque, il traverse la Manche pour gagner l’Angleterre après l’armistice et s’engage immédiatement dans la France libre. Fidèle aux convictions de sa jeunesse, il attribuera le choix de la Résistance au nationalisme teinté de haine du Prussien distillé par l’Action française.

Envoyé en France afin de créer un service de renseignement pour le BCRA (ce sera la CND), il est

persuadé que tout doit être fait pour battre l'ennemi allemand et libérer la France. Ainsi, il travaillera à organiser, après 1941, les premiers contacts entre le parti communiste et la France libre. En janvier 1943, il accompagnera à Londres Fernand Grenier, membre du Comité central du PCF dont le général de Gaulle fera l'un des deux ministres communistes du Comité français de libération nationale.

Fait Compagnon de la Libération dès le 13 mars 1942, il consacrera une grande partie de son temps, dans l'après-guerre, à entretenir la mémoire de la Résistance.

Rémy ayant organisé les premiers contacts entre la résistance communiste et le général de Gaulle, ceux-ci permettront aux réseaux du parti de bénéficier de fonds, d'armes et de moyens de transmissions. Ce sera également le cas pour Fana, le réseau des Francs-tireurs et partisans (FTP), dirigé par Georges Beyer, beau-frère de Charles Tillon, que le Comité central avait chargé d'organiser la lutte armée.

## *Alliance, l'arche de Noé du MI6*

Si la Confrérie Notre-Dame est une émanation du BCRA, d'autres réseaux poseront des choix différents. Comme Alliance, fondé par Georges Loustanau-Lacau, qui choisira de se mettre au service du MI6.

## Georges Loustanau-Lacau, un officier pétainiste dans la Résistance

Georges Loustanau-Lacau (1894-1955) est un officier de carrière appartenant aux milieux d'extrême droite.

En 1936, il fonde un réseau de renseignement anticommuniste clandestin dans l'armée (Corvignolles).

Entre 1937 et 1939, il milite activement à la droite de la droite afin de l'unifier et fréquente nombre de ceux qui deviendront, en 1940, des collaborateurs de l'occupant.

Grièvement blessé pendant la bataille de France, il se retrouve à Vichy, dans l'entourage de Pétain. Pétainiste, Loustanau-Lacau est pourtant totalement opposé à la politique de collaboration. Il entreprend de créer le réseau Navarre, qui sera rebaptisé Alliance et qui se veut antiallemand, mais aussi anticommuniste, antigaulliste.

Arrêté par la police de Vichy dès 1941, il est livré à la Gestapo. Déporté au camp de Mauthausen, il rentre en France, se fait élire sur une liste de droite et meurt le 11 février 1955.

Après l'arrestation de Loustanau-Lacau, c'est une jeune femme, Marie-Madeleine Bridou (connue comme Marie-

Madeleine Fourcade), qui reprend la direction d'Alliance. Journaliste, elle n'a que 32 ans. Arrêtée en novembre 1942, elle s'évade et gagne Londres. En 1944, après la fusion entre les services d'Alger et le BCRA, Alliance rejoint les services de la France libre.

Avec ses 3 000 agents homologués, Alliance est l'un des plus importants réseaux français et le plus grand contrôlé par le MI6. Marie-Madeleine Fourcade est la seule femme à avoir dirigé un réseau de résistance pendant la guerre.

## *Éleuthère : espionnage et contre-espionnage*

Le réseau Éleuthère présente une nouvelle facette de la Résistance : entièrement destinée au contre-espionnage.

C'est en mai 1943 que deux officiers, le capitaine de Lagarde et le commandant Bardin, créent, à Paris, le réseau Villars, qui changera de nom pour devenir Éleuthère.

Hubert de Lagarde (1898-1945), proche de l'Action française, romancier, reste très lié à l'armée et à son Deuxième Bureau après l'avoir quittée en 1930. Membre de l'Armée secrète, c'est pour renseigner ce mouvement qu'il fonde Éleuthère. Arrêté par la Gestapo le 26 juin 1944, torturé, il est déporté et meurt de dysenterie au camp de Dora, le 25 janvier 1945.

Éleuthère comptera 419 agents, servi par sa stricte discipline et par le cloisonnement, malgré plusieurs arrestations, dont celles de Lagarde et de son assistante, Yolande Férier de Thiérache (qui survivra à la déportation).

Le cloisonnement consiste à organiser l'activité de collecte par « secteurs » étanches. On protège ainsi à la fois les méthodes et les sources mais aussi les agents eux-mêmes.

L’un des plus beaux coups d’Éleuthère permettra aux Alliés de pilonner, dans la nuit du 4 au 5 mai 1944, la 9e panzerdivision SS Hohenstaufen : 400 blindés sont détruits et 12 000 hommes tués ou blessés.

## Pierre Nord : un « espion » par vocation

André Brouillard (1900-1985), dit Pierre Nord, voit le jour au Cateau-Cambrésis et entre très tôt dans le monde du renseignement : durant la Première Guerre mondiale, il observe les mouvements de troupes allemandes. Arrêté à 16 ans, condamné à mort (mais gracié du fait de son âge), il entre à Saint-Cyr en 1920.

Blessé durant la campagne du Rif, il est intégré au Deuxième Bureau et poursuit dès lors une double carrière d’officier de renseignement et d’auteur à succès.

Proche de l’extrême droite, il entre en résistance dès 1940 (Armée secrète) et devient le principal collaborateur d’Hubert de Lagarde à Éleuthère.

Après la guerre il quitte l’armée et se consacre à l’écriture.

# *Le renseignement dans les mouvements de résistance « généralistes »*

Nous appelons mouvements « généralistes » les organisations qui sont actives dans tous les secteurs de l'action secrète : presse clandestine et propagande, sabotage, groupes de combat et même organisation de maquis. Chacune sera dotée de son propre service de renseignement. La mission principale est, le plus souvent, d'assurer la sécurité du mouvement et de préparer ses actions, mais du renseignement militaire ou politique pouvant intéresser la France libre et les Alliés est également recueilli.

## *La Résistance renseigne sur l'Administration, les milieux industriels, l'aéronautique, l'opinion publique…*

Combat, par exemple, a organisé le NAP (pour Noyautage des administrations publiques), d'abord chargé du recrutement parmi les fonctionnaires, mais qui évoluera de plus en plus vers la collecte de renseignements, comme NAP-Police, ou NAP-Fer.

Le réseau Ceux de la Résistance (CDLR) organise quant à lui des réseaux d'espionnage dans les milieux industriels. Libération-Nord donnera naissance, à la demande expresse du BCRA, à deux réseaux spécialisés : Phalanx en zone sud (études de l'opinion publique et renseignement militaire) et Cohors-Asturies en zone occupée. L'Organisation civile et militaire (OCM) travaillera en collaboration avec le Réseau Hector, fondé par Alfred Heurtaux (1893-1985), un as de la chasse en 14-18, qui orientera l'activité vers les milieux aéronautiques.

Au total, l'intense activité déployée par les réseaux de renseignement de la Résistance permettra au BCRA de disposer d'une masse d'informations qui en feront un interlocuteur obligatoire (et respecté) pour les services anglais et américains…

## *Une résistance marquée par le renseignement politiquement*

Reste un constat troublant. On l'a vu, tous les chefs des réseaux de renseignement « purs » partagent une caractéristique commune : ils viennent de la droite voire de l'extrême droite. Pourquoi ?

Il est difficile de répondre à cette question, mais on peut tenter deux hypothèses.

D'abord, le travail de renseignement est primordial mais peu exaltant et, par ailleurs, il nécessite des compétences « professionnelles » et « techniques ». Ce n'est donc pas un hasard si ce sont des militaires qui sont à la manœuvre. Deuxième élément d'explication : beaucoup de grands mouvements de résistance « généralistes » étaient motivés par des conceptions idéologiques (de droite ou de gauche). Or, pour peser sur l'avenir, il fallait établir un rapport de force, et ce n'était possible que par la propagande ou l'action armée. Mais ces considérations politiques intéressaient assez peu les militaires.

Ce constat, en tout cas, a un intérêt : la Résistance n'avait pas de couleur. On pouvait être de droite ou de gauche, mais détester le nazisme et, surtout, l'occupation du pays par une puissance étrangère. Simple question de patriotisme…

# Chapitre 31

# Les opérations du renseignement allemand de 1939 à 1945

***Dans ce chapitre :***

- Le bilan mitigé de l'Abwehr
- Réussites et échecs du SD
- Des faussaires recrutés dans les camps de concentration

## *Les réseaux de l'Abwehr*

En 1942, les troupes allemandes apparaissent victorieuses en Afrique du Nord. Les troupes britanniques du général Auchinlek ont été obligées de se retirer dans la région d'El-Alamein, et Erwin Rommel rêve désormais à la conquête de l'Égypte, qui lui permettrait de prendre le contrôle du canal de Suez. Mais les Allemands ont très peu d'agents en Égypte et décident d'y déployer deux agents. L'opération *Salam* commence.

## *Condor : les espions de Rommel*

Elle est confiée à Laszlo Almasy (1895-1951), un aristocrate hongrois qui, dans les années 1930, a longuement exploré les déserts libyen et égyptien.

Les deux agents choisis sont Johannes Eppler, qui a grandi et vécu en Égypte, et Hans Gerd Sandstede.

Leur odyssée commence le 29 avril 1942. Lorsque la colonne conduite par Almasy les amène à Assiout, en haute Égypte et que l'aristocrate hongrois repart vers la Libye (occupée par les Allemands) l'opération *Salam* se termine et l'opération *Condor* commence.

Les Britanniques savent déjà que quelque chose se trame : les interceptions *Ultra* leur ont révélé qu'une colonne allemande était en mouvement derrière leurs lignes.

*Condor* sera loin d'être un succès. En fait, Eppler – qui a repris le nom sous lequel il était connu en Égypte, Hussein Gaffar – et son complice, Peter Monkaster, ne récolteront aucune information intéressante. Et, s'ils avaient été en possession de renseignements valables, ils auraient été bien en peine de les transmettre : ils n'arriveront jamais à « accrocher » la radio vers laquelle ils doivent émettre…

Ils entrent donc en contact avec le Mouvement des officiers libres, une organisation clandestine qui souhaite chasser les Anglais d'Égypte et est en contact avec l'Abwehr.

Capturés par les Anglais, Eppler et Sandstede sauveront leur tête en collaborant totalement avec les enquêteurs…

## *Une longue suite d'échecs*

À Berlin cependant, l'Abwehr consacrera beaucoup de moyens à d'autres opérations qui ne donneront aucun résultat. *Tannenbaum* (« Arbre de Noël »), un plan d'invasion de la Suisse, ne sera jamais mis en œuvre. Même issue pour *Felix* (invasion de Gibraltar), que Franco verra échouer en mettant des conditions inacceptables pour Hitler.

Échec, à nouveau pour l'opération *Pastorius*, qui vise à organiser des campagnes de sabotage aux États-Unis. Deux membres du groupe, George Dasch et Ernest Burger, se rendront immédiatement au FBI en dénonçant leurs camarades, qui seront exécutés le 8 août 1942.

Le service n'aura pas davantage de succès aux États-Unis dans le domaine de l'espionnage. En 1941, une enquête menée par le FBI permettra l'arrestation de 33 membres du réseau Duquesne. William Sebold, un Allemand forcé de travailler pour l'Allemagne par crainte de représailles contre sa famille, s'était confié au FBI et accepta de mener une opération d'infiltration de vingt-quatre mois dans le réseau.

Le seul succès réel de l'Abwehr sera, en définitive, l'*Englandspiel* (aussi appelé *Unternehmen Nordpol*, ou « opération *Pôle Nord* »), opération réalisée aux Pays-Bas au détriment du SOE : elle causera la capture et la mort de dizaines d'agents anglais.

## *L'épisode « Cicéron »*

Une autre réussite, relative, de l'Abwehr sera le recrutement d'Elyesa Bazna (1904-1970), un Albanais d'Ankara devenu le valet de chambre de l'ambassadeur britannique en Turquie. C'est Bazna lui-même qui viendra leur proposer ses services, en octobre 1943, après avoir photographié des documents confidentiels. Par ailleurs, le SD, toujours mû par la haine qu'il voue à son rival militaire, interférera dans l'opération et finira

par décréter que *Cicéron* (nom de code attribué) est un agent d'intoxication.

Ledit *Cicéron* sera démasqué en avril 1944 grâce aux révélations de Nelly Kapp, la jeune secrétaire du représentant de l'Abwehr à Ankara.

Il est probable que le manque de motivation d'officiers dont beaucoup n'adhéraient pas à l'idéologie nazie et l'isolement relatif d'un service en butte à la méfiance (justifiée) du régime furent pour beaucoup dans ces multiples fiascos.

## *Deux réussites du SD…*

Le Sicherheitsdienst (SD) du RSHA aura (un peu) plus de succès. En septembre 1939, c'est l'opération *Himmler*, conduite par Alfred Naujocks, l'adjoint de Heydrich, qui fournit à l'Allemagne le prétexte cousu de fil blanc du plan justifiant l'invasion de la Pologne.

Naujocks rencontrera la même réussite deux mois plus tard, avec l'incident de Venlo. Avec Walter Schellenberg et Helmut Knochen, il réussira à attirer à Venlo (Pays-Bas) deux officiers de renseignement britannique, Sigismund Payne Best et Richard H. Stevens, sous prétexte de les informer d'un complot contre Hitler. Enlevés, les deux Anglais sont transférés en Allemagne. La manœuvre permettra à la Gestapo d'identifier et d'arrêter plusieurs agents anglais actifs en Tchécoslovaquie.

## *… et un échec*

Mais aux États-Unis, le SD allait connaître les mêmes désillusions que l'Abwehr avec l'échec d'Erich Gimpel (1910-2010), dont l'infiltration durera très exactement trente-trois jours.

## *L’espion trahi*

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, au Pérou, débute la carrière d’espion de ce technicien radiotélégraphiste. Engagé quelques années auparavant par une société allemande d’import-export implantée à Lima, Gimpel mène une vie mondaine débridée. Lorsqu’un diplomate allemand lui demande de mettre ses relations au service de la patrie, il n’y voit aucun inconvénient. Au contraire, il trouve amusant de devenir un agent en smoking. Sa mission consiste à recueillir des informations sur les navires américains basés à Lima et à les transmettre aux sous-marins allemands.

Lorsque la guerre éclate, il est expulsé vers les États-Unis et rentre chez lui. C’est alors que débute sa véritable carrière d’espion.

## *Opération « Elster »*

Après une formation rigoureuse à Hambourg, Berlin et enfin La Haye, Gimpel est envoyé aux États-Unis pour mener l’opération *Elster* : recueillir des informations sur le potentiel industriel et scientifique américain et, plus particulièrement, sur le projet *Manhattan*.

On choisit de lui adjoindre William *Billy* Colepaugh (1918-2005), un Américain né de mère allemande. Signe particulier : une instabilité chronique.

Le 15 octobre 1944, Gimpel et Colepaugh embarquent à bord du sous-marin *U1230*. Débarqués, les deux hommes gagnent New York, mais déjà *Billy* accumule les erreurs.

Fin décembre, Colepaugh se rend au FBI et dénonce son partenaire. Le 31 décembre 1944, Erich Gimpel achète quelques journaux au kiosque de Times Square. Il tend 1 dollar et le vendeur lui rend 25 cents. Il glisse les pièces dans la poche

supérieure gauche de son veston, une manie que sa mère a tenté en vain de corriger. L'homme qui, près de lui, allume une cigarette et qui appartient au contre-espionnage vient de l'identifier grâce à ce signe particulier que *Billy* a transmis au FBI.

### *Condamné à mort mais sauvé par le destin*

Contrairement à *Billy*, considéré comme un traître, Gimpel est traité par les Américains avec une bienveillance particulière, mais il sait qu'il n'a aucune chance de s'en sortir, sauf… s'il accepte de collaborer en envoyant en Allemagne quelques messages dictés par le FBI. L'Allemand refuse. Jamais il ne trahira. Au septième jour du procès, le 13 février 1945, le verdict est sans surprise : « Condamné à être pendu jusqu'à ce que mort s'ensuive. » Et pas d'appel possible…

Les mois passent et son sort demeure incertain jusqu'à ce soir du mois de septembre. Le président des États-Unis l'a gracié et a commué sa peine en détention perpétuelle. Gimpel sera libéré sur parole après onze ans de détention et mourra, centenaire, au Brésil.

## *Opération « Bernhard » ou les faussaires de Hitler*

En mai 1945, quelques jours après la capitulation des armées hitlériennes, des soldats américains assistent à une scène stupéfiante à Redl-Zipf, un petit village d'Autriche. Les riverains sont, très consciencieusement, en train de repêcher des milliers de billets de banque dans l'Enns. Au même moment, non loin de là, un capitaine de la Wehrmacht, qui vient de se constituer prisonnier, remet aux Américains le chargement de son camion. Le contenu de la cargaison – qualifiée de *reichwichtig* (d'importance nationale) – n'est

guère moins impressionnant : 23 caisses remplies de livres sterling.

Le major George Mc Nally, spécialiste en fausse monnaie, et un émissaire de la Banque d'Angleterre sont aussitôt dépêchés sur place. Leur rapport fait sensation : les coupures sont des falsifications.

## *Une main-d'œuvre recrutée dans les camps de concentration*

En 1942, Himmler, qui projette de ruiner l'économie britannique en fabriquant de faux billets de banque anglais, confie l'opération à un jeune nazi, le capitaine Bernhard Krüger. Ce dernier recrute alors des techniciens et des experts en imprimerie, non pas auprès de l'Imprimerie nationale du Reich mais dans les camps de prisonniers.

Tous ces hommes sont transférés au camp de concentration de Sachsenhausen, au nord de Berlin. Et c'est au bloc 19 que débute, dans le plus grand secret, l'opération *Bernhard*.

Équipé d'un matériel de pointe, l'atelier de contrefaçon devient très vite rentable. Walter Schellenberg se charge, sans difficulté, d'écouler les premiers billets en les distribuant aux agents de la Gestapo en poste dans les pays neutres.

La production s'intensifie – 400 000 billets par mois – , à tel point qu'elle nécessite la construction d'un deuxième bâtiment. Les faussaires sont à présent près de 150.

Au cours de l'année 1943, des dizaines de milliers de faux billets commencent à circuler à Londres. C'est à cette époque que l'astucieux Krüger parvient à donner aux coupures l'aspect du vieux, en ajoutant certains produits chimiques à l'encre. Dès

lors, plus rien ne l'arrête et il envisage de fabriquer de faux dollars.

## *Après les livres, les dollars*

Mais il se heurte cette fois-ci à quelques difficultés : aucun faussaire ne réussit à imiter correctement le papier américain.

L'oiseau rare, un Tzigane bulgare du nom de Solly Smolianoff, n'est pas un débutant. Ses activités lui ont déjà valu quelques séjours dans plusieurs prisons européennes. Fin 1944, les premiers billets de 50 et 100 dollars sortent donc du bloc 19.

Mais l'Allemagne subit des bombardements terribles. Krüger décide alors de transférer sa petite entreprise à Redl-Zipf, dans une galerie souterraine des Alpes autrichiennes.

Lorsque la défaite semble inévitable, Himmler donne l'ordre de brûler les archives et les faux billets.

On installe donc une grande chaudière qui, pendant trois jours, engloutit des centaines de milliers de fausses coupures.

Mais quelques officiers SS ne résistent pas à la tentation d'en enterrer une partie. Un soldat allemand a préféré jeter le chargement de son camion dans l'Enns.

## *Le mystère du lac Toplitz*

Au cours de leurs recherches, les enquêteurs américains retrouveront d'anciens détenus ayant participé à l'opération *Bernhard*. Ils refusent de parler. Seul un Tchèque, Oskar Skala, accepte de remettre au major Mc Nally un petit carnet contenant le récit des activités des faux-monnayeurs.

Selon ses déclarations, 12 millions de billets d’une valeur d’environ 150 millions de livres sterling ont été imprimés. Sur ces 150 millions, un million et demi serait parti pour la Turquie et le Proche-Orient, trois millions à destination de la France, de la Belgique et de la Hollande et sept millions et demi auraient servi au règlement des créances allemandes en Espagne, au Portugal, en Suisse et dans les pays scandinaves.

Mais les plongeurs britanniques ne retrouvent pas le matériel immergé dans le lac, car ils ne peuvent descendre à moins de 50 m. Le lac, en fait, a un double fond. Continuellement, des troncs d’arbres s’abîment dans l’eau.

Avec le temps, ce bois s’est empilé et serré jusqu’à former une sorte de plancher mouvant à quelques dizaines de mètres de la surface.

Mais au cours des années suivantes, cette région habituellement peu fréquentée voit bizarrement passer de nombreux « touristes ». En 1952, Wolfgang Löhde, reporter allemand, décide de reprendre les recherches.

Il réussit à convaincre son journal de financer l’achat d’un détecteur de métal et d’une puissante caméra sous-marine pour explorer le fond du lac. C’est ainsi que le 27 juillet 1959, les planches à billets et les coffres emplis de livres sterling seront enfin remontés à la surface.

Le tableau de l’espionnage allemand pourrait faire sourire. Mais ce serait oublier un peu vite que les deux organisations se sont en revanche révélées mortellement dangereuses dans les pays occupés.

# Chapitre 32

# Immédiat après-guerre : les alliés d'hier…

***Dans ce chapitre :***

- Des loups-garous peu efficaces
- L'encombrant fantôme de Hitler
- La filière des rats pour les amis
- Hier ennemis, aujourd'hui collègues ?
- L'or nazi dans les coffres suisses
- Des armes secrètes en pagaille
- Origine du programme spatial français et de la recherche européenne

***L***e 30 avril 1945, à 15 h 30, Adolf Hitler se suicide dans son bunker. Huit jours plus tard, l'armée allemande capitule.

Sur le théâtre d'opérations européen, la Seconde Guerre mondiale vient de s'achever. Dans le Pacifique, il faudra encore attendre les bombes atomiques larguées les 6 et 9 août sur Hiroshima et Nagasaki pour que le Japon rende à son tour les armes. Cette fois, la guerre est vraiment terminée. Elle a fait près de 60 millions de morts et 3 millions de disparus. Mais le répit sera de courte durée pour les services spéciaux.

Bientôt, une autre guerre va commencer, la guerre froide.

## *Otto Skorzeny et les « Werewolfs »*

Ceux qui ont pris part aux combats ne peuvent oublier le fanatisme dont ont fait preuve les hommes du « premier cercle » nazi, mais aussi les recrues de la dernière heure. Ainsi, dans son rapport d'activité, le lieutenant-colonel Robert O'Brien peut noter, en date du 26 avril : « Les troupes ont fait mouvement vers le village de Rossbach où des lignes téléphoniques militaires avaient été coupées la veille. Le lieutenant Harf a découvert que le saboteur était un membre des jeunesses hitlériennes âgé de 9 ans. L'enfant et sont père ont été arrêtés. La première punition avait d'ores et déjà été administrée à l'enfant par son père sous la forme d'une solide correction. On a procédé à l'arrestation d'un arrogant cadre local de la jeunesse hitlérienne qui était le véritable maître des lieux. Il est intéressant de noter que ce garçon de 16 ans gouvernait pratiquement la ville ; le *Burgmeister* lui-même le craignait… »

Il est pourtant évident qu'outre des actes individuels sporadiques et souvent désespérés, un certain nombre de ceux qui s'agitent derrière les lignes alliées et tentent d'y mener des actions de sabotage ou des activités de renseignement appartiennent à des groupes clandestins plus ou moins structurés.

Dès que les armées anglo-saxonnes d'un côté et russes de l'autre s'étaient approchées des frontières allemandes, les dirigeants nazis avaient en effet commencé à développer une stratégie prévoyant l'utilisation massive des moyens de la guerre non conventionnelle.

## *Opération « Greif »*

Ainsi, durant l'offensive des Ardennes, le légendaire chef des commandos SS, Otto Skorzeny (1908-1975), avait organisé l'opération *Greif* : ayant sélectionné 150 hommes parlant l'anglais, il les avait munis d'uniformes, de faux papiers avant de les larguer sur les arrières des Alliés.

L'action n'avait eu, en définitive, que fort peu d'impact sur la résistance des Américains à l'attaque allemande, mais avait montré une certaine efficacité, notamment en désorganisant quelque peu les mouvements de troupes.

Toujours est-il que, dès septembre 1944, Otto Skorzeny avait reçu de Himmler l'ordre de mettre son savoir-faire des opérations spéciales au service du *Gruppenführer* Hans Prützmann (1901-1945), ancien chef de la SS et de la police en Ukraine, afin de l'assister dans la mise au point d'une organisation clandestine calquée sur la Résistance.

Les *Werewolf* (« loups-garous »), organisés en petites cellules étanches de trois à six hommes, devaient s'infiltrer dans les arrières ennemis et s'y livrer au sabotage, à la guérilla et aux assassinats ciblés.

Prützmann avait été jusqu'à doter certaines usines stratégiques de groupes de *Werewolf* de manière à ce qu'elles puissent être sabotées au moment où les Anglo-Américains tenteraient de relancer leur production.

## *Une résistance sans soutien est condamnée*

L'idée pouvait sembler bonne, mais elle ne tenait pas compte d'une réalité stratégique essentielle. Quelle que soit son importance politique et morale, la Résistance n'avait eu de réelle importance militaire que parce que des nations avaient jeté toutes leurs forces dans la bataille et s'opposaient à Hitler.

Dès lors, son action pouvait être comparée à celle de plusieurs divisions. Mais si elle avait été seule, la Résistance n'aurait, évidemment, pu l'emporter contre la machine de guerre nazie. Or les Allemands, en 1944-1945, sont seuls, et qui plus est, démotivés. Ils n'ont plus qu'un seul désir : que la guerre s'arrête enfin.

Le 12 octobre 1944, Himmler a interdit aux officiels allemands de travailler avec les occupants, excepté pour le « service minimal » nécessaire à la survie des populations. Un certain nombre de ceux qui ont passé outre tomberont sous les balles des *Werewolf*. Ainsi, à Aix-la-Chapelle, le 25 mars 1945, le commando *Werewolf* du sous-lieutenant Herbert Wenzel abat le maire mis en place par les Américains.

Mais, même si sa capacité de nuisance est réelle, l'organisation des « loups-garous » ne peut changer le cours des choses.

Il n'empêche que l'image du loup-garou nazi tapi dans la nuit et ne sortant des forêts que pour frapper agira durablement sur les esprits des officiers alliés.

## *Staline lance l'« operatsiya Mif » (opération « Mythe »)*

Ce sentiment sera encore accru par le doute relatif qui subsistera, après mai 1945, sur le sort réel des élites nazies.

On sait aujourd'hui que les principaux chefs nazis sont morts ou ont été capturés dans les semaines précédant et suivant la reddition.

Ainsi, qu'en est-il de Martin Bormann, le bras droit du Führer ? Ou encore de Heinrich Müller, le chef de la Gestapo ? Même le sort de Hitler ne semble pas clair aux Alliés. Il faut dire que les

services soviétiques vont y aller, dans ce dernier cas, de leur petite opération d'intoxication.

Les faits historiques sont nets : Adolf Hitler s'est donné la mort dans son bunker, le 30 avril 1945, après avoir aidé Eva Braun, sa maîtresse, à se suicider.

Ses proches ont traîné les corps dans les jardins de la chancellerie et les ont brûlés, ils les ont, ensuite, sommairement enterrés avant de tenter d'échapper à la tenaille russe.

Le 4 mai, une unité de la 3e armée de choc soviétique, commandée par le lieutenant-colonel Klimenko, découvre les restes calcinés. Ils sont immédiatement transférés dans une morgue improvisée où, le Dr Faust (ça ne s'invente pas !) Chkravaski conclut, sur la base de preuves relevant de l'odontologie, que l'un des crânes découverts est bien celui du Führer.

L'identification est donc absolument certaine. Le 9 mai, lorsque les autopsies sont définitivement terminées, Staline sait que le Führer est mort.

## *Paranoïa, rumeurs, désinformation*

Curieusement, le maître du Kremlin refuse de croire aux conclusions de l'équipe Chkravaski : il envoie Lavrenti Beria, le chef de sa police secrète, à Berlin pour ramener à Moscou toutes les preuves accumulées par les médecins légistes.

Quelques jours plus tard, le 26 mai, Staline reçoit Harry Hopkins, le conseiller spécial du président américain, et deux diplomates : Averell Harriman et Charles (Chip) Bohlen. Il leur affirme alors qu'il est persuadé que Hitler a survécu et qu'il a pu quitter Berlin. Le 28 mai, deux jours plus tard, l'hebdomadaire *Time* publie le témoignage d'un officier

soviétique, Ivan Nikitine, qui explique qu'un passage secret mène du bunker à un tunnel ferroviaire. Dans cette retraite, le chef nazi attendrait que la dégradation de la situation internationale lui permette de refaire surface et de mener le peuple allemand à la victoire finale sur le bolchevisme.

Le 9 juin : lors de la première conférence de presse soviétique à laquelle les journalistes occidentaux aient été invités, le maréchal Joukov déclare à Berlin que le sort de Hitler « reste inconnu ».

Staline reprendra ce thème, au sommet des Alliés de Postdam ; cette position officielle soviétique devient le socle sur lequel s'édifie l'opération *Mif* (« Mythe »). L'un de ses objectifs est de collecter toute information ou document disponible sur les derniers jours du Führer.

Des dizaines de milliers de pages de rapports confus émergeront peu à peu de cette enquête dénuée de tout sens. Elles permettront d'alimenter rumeurs et campagnes de presse sur le thème « Hitler est vivant ».

Un demi-siècle s'est écoulé depuis, mais on ignore toujours les raisons exactes qui ont poussé Staline à rejeter l'évidence.

De fait, le FBI mènera sa propre enquête pendant onze ans et, trois décennies durant, il scrutera chaque témoignage faisant état de la survie du Führer.

Mais peut-être le dictateur a-t-il souhaité disposer d'un outil de propagande lui permettant d'accuser les Occidentaux de cacher Hitler et de protéger d'autres criminels nazis.

Ces deux hypothèses sont plausibles, mais il ne s'agit probablement là que d'une partie de la vérité. Les moyens considérables affectés à l'opération *Mythe* suggèrent que Staline, paranoïaque jusqu'au bout des ongles, cherchait peut-être simplement à conforter sa propre vision de la réalité.

Toujours est-il qu'il faudra attendre 1968 pour qu'un journaliste soviétique autorisé, Lev Bezymensky, publie certains des documents et éléments en possession des Soviétiques depuis le printemps 1945, entre autres les résultats de l'autopsie effectuée par le Dr Chkravaski.

Mais, au fond, que sont devenus les restes du Führer ? En avril 1970, Iouri Andropov, le chef du KGB, lancera l'opération *Arkhiv* (« Archive ») : une équipe spéciale du KGB mènera des fouilles dans ce qui était devenu le garage d'une base militaire soviétique, à Magdeburg (Allemagne de l'Est). Les « KGBistes » exhument les restes de neuf personnes, y compris ceux de Hitler et d'Eva Braun.

Ils sont pulvérisés, mélangés à du mazout et brûlés. Les cendres restantes seront dispersées dans un affluent de l'Elbe. Vingt-cinq ans après les débuts de l'opération *Mythe*, l'opération *Arckhiv* fait ainsi, réellement et définitivement, disparaître l'un des hommes les plus haïs du XX$^{e}$ siècle.

## *La chasse aux nazis*

En marge des délires de *Mythe*, une véritable « chasse aux nazis » a bel et bien commencé. Les premiers à la mener sont des acteurs de la grande mêlée confuse qui vient de s'achever. Et ils ont, pour certains, vu s'ouvrir les grilles des camps de concentration.

### *La question : arrêter ou… recruter ?*

Certains anciens espions nazis et des membres de la Gestapo vont donc se retrouver sur la liste des priorités des vainqueurs.

Mais ceux-ci ne tenteront pas toujours de les capturer. Il leur arrivera également de… recruter leurs anciens adversaires.

Dans les premiers temps, Anglais, Américains, Russes et Français adoptent une attitude radicalement différente suivant qu'ils aient en face d'eux des hommes dont le potentiel technique et scientifique les intéresse ou d'autres qui ne furent rien de plus que des combattants de la guerre de l'ombre, ou encore des responsables de la répression nazie.

Puis, le tableau général va, imperceptiblement, évoluer vers une attitude plus « compréhensive » voire vers une collaboration ouverte.

Quelques dizaines d'hommes collaborant à des programmes bien spécifiques et ultra-secrets savent qu'une chasse aux cerveaux sans précédent est en cours.

Excusées par l'urgence après le Débarquement, des opérations comme *Crossbow* ou *Paperclip* se justifient d'autant plus qu'ils peuvent s'imaginer qu'ils n'ont en face d'eux que des savants civils, qui ne portent, en tout cas, aucune responsabilité dans la conduite des hostilités et encore moins dans les atrocités.

## *Que faire des SS et des anciens de la Gestapo ?*

Il en va évidemment tout à fait différemment de ceux qui ont été au cœur du système.

Pour eux, la procédure est claire. Tous les soldats allemands capturés doivent être transférés vers des camps de prisonniers de guerre et un tri sévère y être effectué. Si on laisse tranquilles les simples soldats et officiers, on traque les hauts responsables et les membres des « organisations criminelles ».

L'acte d'accusation du tribunal de Nuremberg qui servira de jurisprudence à la « chasse aux nazis » s'intéresse, en effet,

outre aux hauts dignitaires, à un certain nombre d'organismes d'État : la SS, la Gestapo, l'état-major et le haut commandement accusés d'avoir participé au « complot contre la paix ». Ceux qui ont appartenu à ces corps doivent être incarcérés séparément et soumis à des enquêtes visant à définir les limites exactes de leur responsabilité.

La tâche se révèle, toutefois, doublement difficile. D'abord, la plupart n'ont pas attendu les troupes alliées. Les plus conscients et les plus responsables ont fui et tentent de gagner l'étranger (l'Espagne ou l'Amérique du Sud).

## *Filières d'évasion : la réalité derrière la légende*

Les SS, par exemple, ont mis au point dès 1944 les filières. C'est ainsi que verront le jour des réseaux comme Odessa ou Die Spinne (« L'Araignée »), généreusement financés par les biens volés aux victimes de la répression.

Deuxième obstacle à une prompte et sévère administration de la justice : si l'on sait beaucoup des crimes nazis, les preuves manquent souvent pour relier des individus précis à des crimes. Surtout si les criminels sont interceptés à des milliers de kilomètres du théâtre de leurs sinistres exploits.

Certes, il y a des archives, mais une partie d'entre elles a été détruite.

Il faudra parfois des années pour comprendre la logique interne de ces archives, les classer et les exploiter.

C'est ce qui explique, entre autres, que les premières années de l'après-guerre ne verront que des actions désordonnées où l'on juge, au petit bonheur la chance, ceux qui ont eu la malchance de tomber dans les mailles du filet. Ce n'est qu'après 1960, quand on aura à la fois une vue d'ensemble du système nazi,

que l’on pourra entamer une série de nouveaux procès. Mais à ce moment-là, vingt ans ou plus se seront écoulés et ce sont les témoins qui feront défaut ou leur mémoire qui sera moins précise.

Les criminels de guerre se doutent bien de ces immenses difficultés. Il leur suffira le plus souvent de rester dans l’ombre, de faire le dos rond et d’attendre pour échapper au glaive de la justice.

## *Les ennemis d’hier*

Un autre facteur va, considérablement, modifier la vision que les Alliés ont de la chasse aux criminels. En mai 1945, les tensions montent entre ce que l’on appelle désormais les deux « blocs ». À l’Est comme à l’Ouest, les spécialistes des services tentent donc de mettre la main sur des agents allemands prêts à monnayer la moindre information pour survivre.

Ce fut longtemps l’un des secrets les mieux gardés de l’après-guerre : l’utilisation d’anciens nazis par les services secrets occidentaux dans la lutte contre le communisme.

En 1945, certains responsables américains estiment que la guerre contre l’Allemagne sera suivie, à très courte échéance, d’une autre guerre, dirigée celle-là contre l’Union soviétique. À tel point que quelques hauts gradés sont partisans de laisser leurs hommes continuer leur route vers l’Est. Ils ne seront pas écoutés, mais, plus sérieusement, les responsables des services secrets – qui mettent ainsi en pratique l’adage selon lequel « la guerre ne s’arrête jamais, elle change seulement de forme » – songent déjà à installer des réseaux qui pourront lutter contre les filières soviétiques.

Seulement voilà, les Américains connaissent, au fond, assez mal l’Europe, et encore moins le monde communiste. Et, sans

une connaissance approfondie du terrain, pas question de monter des services de renseignement efficaces.

C’est à ce moment que certains cadres de l’OSS et du G2, le renseignement militaire, penseront à utiliser toutes les compétences disponibles et d’abord celles de leurs anciens adversaires nazis.

## *Toutes les compétences sont-elles bonnes à prendre ?*

Tous les spécialistes sont, en effet, d’accord pour reconnaître l’excellence du travail de renseignement effectué pendant la guerre par les différents services allemands. Sans complexe, on va donc commencer à recruter des officiers qui y ont appartenu.

Cette opération provoque d’autant moins de vagues dans les rangs des services américains que la plupart des officiers de l’OSS qui ont fait la guerre en Europe ont été remplacés par de jeunes loups, pas toujours « très au courant » de ce qui s’est passé sur le Vieux Continent.

En clair, pour eux, crimes contre l’humanité ou crimes de guerre, c’est une vieille histoire et ce qui compte par-dessus tout, aujourd’hui, c’est la lutte contre le communisme.

Dans un premier temps, c’est le service X2 – le contre-espionnage de l’OSS – qui est chargé de mener ces recrutements, dont la responsabilité passera, après la dissolution de l’OSS au contre-espionnage militaire, le CIC.

## *La Rat Line, une « agence de voyages » très spéciale*

La réalité est plus nuancée. Si le CIC a, de temps à autre, bel et bien traqué les nazis, certains cadres se sont surtout fait une spécialité de leur recrutement. Ainsi en est-il du major James V. Milano, chef de la branche opérationnelle du G2 en Autriche

entre 1945 et 1950, qui restera comme l'homme qui a été à l'origine de la création de la Rat Line (« filière des rats »).

La Rat Line va être utilisée dans un premier temps pour faire sortir des informateurs et des transfuges des zones d'occupation soviétique d'Allemagne et d'Autriche.

La filière les mènera ensuite, une fois leurs renseignements vérifiés et exploités, vers des ports italiens où ils embarqueront vers l'Amérique du Sud. Nombre sont d'anciens agents nazis et certains des criminels recherchés.

Parallèlement à l'action des SR, d'autres forces occultes se mettent en branle pour offrir aide aux nazis en cavale, en échange de leur assistance. C'est le cas, entre autres, de l'OPC – Office of Policy Coordination – , créé en 1948 par le Département d'État et contrôlé par Frank Wisner. C'est ce service, entre autres, qui permettra à d'anciens SS biélorusses de s'installer aux États-Unis pour y être entraînés en vue d'être renvoyés en URSS.

Wisner n'hésitera pas à contourner la législation américaine qui interdit aux criminels de guerre et aux anciens membres du parti nazi de fouler le sol américain.

## *Le revers de la médaille*

Mais les apprentis sorciers du CIC et de l'OPC seront pris à leur propre piège. Le contre-espionnage soviétique, qui possède des quantités d'archives saisies à Berlin, a d'autant moins de mal à identifier les anciens agents allemands « retournés » qu'il a commencé à s'intéresser à eux dès les années de guerre.

L'une des plus importantes « opérations noires » (clandestines) montées pour le compte de Wisner par son principal collaborateur biélorusse, Radoslav Ostrovsky, se terminera ainsi par un véritable désastre. Convaincu que les nazis

biélorusses disposent de contacts haut placés dans la bureaucratie de Varsovie, l'OPC créera en Pologne un réseau qui permettra aux services communistes d'identifier les véritables agents occidentaux.

Le moins que l'on puisse dire est que les Soviétiques auront plus que de la chance dans cette affaire. En Grande-Bretagne, en effet, ce sont des agents… de Moscou, dont Kim Philby et Donald Maclean, qui sont chargés, à la fin des années 1940, de coordonner l'action des organisations d'émigrés anticommunistes de l'Est européen, largement noyautées par d'anciens nazis.

Cette conclusion est d'ailleurs particulièrement intéressante : il était non seulement moralement douteux mais, de surcroît, particulièrement dangereux d'utiliser d'anciens nazis. La première règle de sécurité quand on recrute un agent n'est-elle pas de s'assurer qu'il ne peut subir aucune pression ? Ce n'était évidemment pas le cas d'anciens SS…

### *Moscou n'est pas en reste*

Ne pouvant évidemment leur faire miroiter la participation à la lutte anticommuniste, les hommes de Moscou utilisent plutôt l'arme du chantage. La possession des archives de la Gestapo leur facilitera la tâche. On notera, enfin, le cas très particulier de l'Allemagne de l'Est, où, dans les années 1960, plusieurs dizaines de nazis de haut rang seront ouvertement employés par le gouvernement.

## Klaus Barbie : un cas d'école

En France, le plus connu des anciens nazis « retournés » par les services américains est sans aucun doute Klaus Barbie, l'un des chefs de la Gestapo de Lyon – tortionnaire de Jean Moulin et de beaucoup d'autres, et responsable de la déportation des enfants d'Izieu. Condamné à la réclusion perpétuelle, à l'été 1987, il mourra dans une prison lyonnaise.

Dès la libération de Lyon, en août 1944, la Résistance, puis la police et les services officiels tentent de mettre la main sur Barbie et ses complices. En vain. Ce n'est qu'à l'automne 1947 que le commissaire Louis Bibes retrouve la piste de Barbie, qui se fait appeler Klaus Altmann.

En mai 1948, Bibes est autorisé à interroger Altmann-Barbie en présence de deux fonctionnaires américains. Mais les Américains sont peu coopératifs : pas question de laisser l'Allemand répondre à des questions portant sur ses activités actuelles, pas question non plus de communiquer son adresse. « Pour des raisons de défense nationale de l'USA, les autorités américaines ont fait connaître que le nommé Barbie ne pouvait être rendu aux autorités françaises. »

Ces « raisons de défense nationale » sont des plus simples : Barbie travaille, sous le matricule X-3054, aux ordres du CIC. Son rôle : infiltrer des groupes communistes, quand il ne renseigne pas les Américains sur ce qui se passe dans… la zone d'occupation française en Allemagne.

Barbie est loin d'être un cas isolé : à la même époque, le SS *Obersturmbannführer* Friedrich Buchardt, impliqué dans le massacre de Juifs à Lublin puis à

Lodz, avant de diriger un *Einsatzgruppe*, travaille lui aussi pour les Américains (plus précisément pour Wisner en personne).

Les hommes du CIC, chargés entre autres de pourchasser les criminels de guerre, ne peuvent ignorer qui est vraiment Klaus Barbie.

Ses nouveaux employeurs sont-ils, au moins, satisfaits de leur homme de main ? Ehrard Dabringhaus, l'un des chefs américains de Barbie, déclarait il y a une trentaine d'années au quotidien *Le Monde* : « Il bluffait, il ne nous a pratiquement rien donné de valable. En fait, il encaissait les dollars et c'est tout… »

En 1951, c'est pourtant le CIC qui organisera l'exfiltration vers l'Amérique latine de *Barbie le bluffeur*.

## *Opération « Safehaven » : objectif, l'or nazi*

En 1944, Henry Morgenthau, le secrétaire au Trésor, avait convaincu Roosevelt que l'Allemagne continuerait à présenter un risque pour la paix du monde si on la laissait se reconstruire.

Son plan était simple (mais surréaliste…) : diviser le pays en plusieurs États indépendants, démanteler l'industrie et forcer les nouveaux États à vivre dans une économie agraire antérieure à la révolution industrielle.

Il fallait donc bloquer les fonds de Berlin pouvant servir à la reconstruction de l'Allemagne et à l'émergence d'un

IV$^{e}$ Reich. L'opération *Safehaven*, visant à repérer et placer sous séquestre les actifs allemands, est lancée.

Pendant plusieurs mois, elle souffrira cependant des rivalités entre le Trésor et le Département d'État. À la fin de 1944, pour sortir de l'impasse, Washington décide de centraliser l'opération *Safehaven* à l'ambassade américaine de Londres et à l'OSS.

## *Le carnet d'adresses d'Allen Dulles*

C'est la branche SI (Secret Intelligence) de l'OSS qui est alors chargée de *Safehaven* tandis que X2 (le contre-espionnage) prend en charge la prévention de la pénétration des économies étrangères par l'Allemagne. L'un des hommes clés de *Safehaven* sera Allen Dulles, le chef de poste de l'OSS à Berne.

Durant la guerre, Dulles s'est servi de son prodigieux carnet d'adresses pour monter de toutes pièces un réseau de renseignement et d'influence politique et économique. L'un de ses proches amis, et informateurs réguliers, n'est autre que Thomas B. McKittrick, le président de la Banque des règlements internationaux (BRI) à Bâle.

Or, c'est entre autres par le biais de cette banque privée que l'Allemagne nazie a pu continuer à organiser les transits financiers indispensables à son commerce international. Commerce qu'elle a poursuivi, y compris avec des puissances avec lesquelles elle était officiellement en guerre depuis 1939…

En avril 1945, le poste de l'OSS à Berne est en mesure de transmettre à Washington un rapport évaluant les transferts d'or et de devises *via* la Suisse. Le document révèle notamment l'existence des dépôts d'or et d'actions volés en Europe,

l’utilisation de sociétés écrans de Zurich, ou encore l’identité des titulaires de comptes, ainsi que des dépôts au Liechtenstein.

### *Les idées du lieutenant Casey*

À la fin de 1944, le bureau SI de Londres avait été transféré à Paris et confié au lieutenant William J. Casey.

Ses idées sur l’avenir de l’Allemagne ne correspondent pas vraiment à la philosophie du plan Morgenthau. Pour lui, la meilleure manière de neutraliser l’Allemagne serait d’y favoriser l’émergence d’un marché libre. De plus, cette approche aurait l’intérêt de permettre de faire pièce aux menées communistes.

L’opération *Safehaven* ne se déroule pas seulement en Suisse : les agents de l’OSS sont également actifs en Espagne et au Portugal, et surtout en Suède, principal partenaire commercial et industriel de l’Allemagne.

À l’automne 1945, l’OSS est dissoute par décret présidentiel et ses composantes et activités se voient dispersées entre différentes branches de la bureaucratie américaine. *Safehaven*, rebaptisée *Jetsam*, va pourtant continuer avec d’autant plus de résultats que les hasards des combats ont permis aux Américains de s’approprier les archives de la Reichbank.

Les Alliés estiment que 785 millions de dollars (une somme colossale pour l’époque) ont transité par les banques helvétiques. Mais à Berne, on sait que cette prospérité dépend largement, pour se réaliser, de l’attitude des vainqueurs et des accords commerciaux qu’ils voudront bien signer. Il faut donc faire des concessions.

C’est la première fois qu’une agence de renseignement américaine contribue de manière importante à des pourparlers diplomatiques poursuivis par le Département d’État.

Le SSU fournira aux diplomates des informations et des moyens de pression. Ainsi, l'OSS a découvert une correspondance qui prouve que Berne poursuivait des tractations commerciales avec Berlin alors même qu'elle discutait du séquestre des biens allemands en Suisse avec les Alliés. Ambiance…

Les agents américains à Berne reçoivent alors pour mission de rassembler « toutes informations sur les instructions données à Walter Stucki », le chef de la délégation helvétique. Les anciens de l'OSS vont dès lors tenter de se faire une idée plus précise de ce que veulent réellement les membres du Conseil fédéral, le gouvernement suisse, et particulièrement Max Petitpierre, à la tête du Département politique. L'attitude de Stucki, qui dispose d'une confortable marge de manœuvre et se révèle être un redoutable négociateur, va pourtant introduire le doute dans l'esprit des Américains. Le 27 mars, le général Magruder, responsable du SSU, se plaint à Berne que « tout ce que la délégation suisse a fait ou dit jusqu'à ce jour contredit les renseignements recueillis sur le terrain ».

Enfin, la Suisse acceptera de payer 58 millions de dollars de compensation aux Alliés et de leur verser 50 % des fonds réalisés en liquidant les possessions allemandes en Suisse.

## *La chasse aux cerveaux est ouverte*

La chasse aux criminels de guerre, le recrutement d'anciens nazis et la recherche du trésor de guerre allemands ne sont pas les uniques préoccupations du renseignement allié en 1945.

Dès la fin des opérations, il était devenu évident que la fin des hostilités risquait de déboucher sur un nouveau conflit.

Si elle saute aux yeux de Winston Churchill et de nombre de militaires anglais et même américains, cette réalité échappe en revanche totalement à Franklin Roosevelt.

C’est en partie pourquoi il acquiesce sans réserve au plan proposé par Henry Morgenthau et visant à la « pastoralisation » de l’Allemagne.

## *Les armes secrètes allemandes*

Depuis plusieurs années, les Allemands poursuivaient des programmes de recherche sur des armes nouvelles comme la bombe atomique.

Washington et Londres vont donc, dès 1943, se lancer dans un jeu compliqué – à travers, par exemple, le *Manhattan Project*.

Le but est double : dans un premier temps, détruire la capacité allemande de fabriquer des armes nouvelles et, ensuite, capturer le plus grand nombre possible de savants et de techniciens.

## *Le V1, première bombe volante…*

Le 13 juin 1944, une bombe téléguidée, le premier V1, touche Londres et fait six morts. En trois jours, pas moins de 244 bombes volantes, pour la plupart tirées du Pas-de-Calais, tomberont sur la capitale britannique et sa banlieue. Certes terrifiant pour les populations civiles, le V1 n’en est pas moins une proie assez facile pour la chasse anglaise, sa portée est assez limitée. Des bombardements massifs sur les bases de lancement fortifiées installées entre Boulogne et Saint-Omer élimineront rapidement la menace.

## *Le V2, première arme spatiale de l'histoire*

Mais deux mois plus tard, le 8 septembre, c'est une fusée, tirée cette fois de Hollande, qui s'abat sur Londres. Autant le V1 était vulnérable, autant le V2, première arme spatiale de l'histoire, est imprévisible et imparable. Lorsque le dernier V2 touchera Londres, le 27 mars 1945, les bombes volantes et les fusées allemandes auront fait plus de 8 700 morts et 24 000 blessés. Si elles ont traumatisé les populations, les armes secrètes allemandes n'ont pas vraiment surpris les chefs de guerre alliés.

## *Le mystérieux « Rapport d'Oslo »*

Dès l'automne 1939, le MI6 était, en effet, entré en possession d'un curieux document : le « Rapport d'Oslo ». Le petit colis contenait, outre une lettre, un manuel technique allemand et, soigneusement emballé, un tube de verre ressemblant vaguement à une ampoule de radio et décrit par l'expéditeur comme un « détonateur électronique ».

En une petite dizaine de pages, l'auteur de ce texte anonyme dressait un tableau aussi précis qu'impressionnant de l'état de la recherche militaire allemande.

Le document était circonstancié, documenté et accompagné de précisions techniques et de schémas qui en augmentaient encore l'intérêt. Étant donné le contexte on ne pouvait totalement écarter l'idée qu'il s'agissait là d'une manipulation destinée à effrayer les Anglais.

Au cours des premières années de guerre, les rapports fragmentaires sur des essais d'armes secrètes par les Allemands continueront toutefois à s'accumuler.

Ils provenaient des mouvements de résistance danois, norvégiens ou polonais et de quelques informateurs installés en

Suède.

Certains rapports, venus de Pologne, relataient les informations qu'un déporté employé dans la base secrète de Peenemünde avait pu faire sortir : il avait observé une sorte d'avion miniature en forme de torpille, équipé d'ailerons mais dépourvu de tout poste de pilotage.

Bref, en avril 1943, assez de renseignements étaient parvenus à Londres pour que les services spéciaux proposent à Winston Churchill de nommer un coordinateur chargé de l'affaire. L'état-major impérial lui proposa de désigner son gendre, Duncan Sandys, pour ce poste. Et ce fut un bon choix.

## *Une photo vaut mille mots…*

Duncan Sandys se penche sur des photographies aériennes prises fortuitement, le 15 mai 1942, par le lieutenant Stevenson, en survolant le village de Peenemünde. Les clichés sont soumis à l'examen, et c'est une femme, Constance Babington Smith, qui repère la présence d'avions qui lui semblent être de très petite taille.

Au même moment, d'autres missions d'observation révèlent, dans le nord de la France, la construction de blockhaus d'un genre très particulier. Fort éloignés des côtes, ils ne sont pas intégrés au mur de l'Atlantique et ne peuvent donc jouer aucun rôle défensif. Selon toute évidence, ces « constructions spéciales » pourraient être destinées à abriter les sites de lancement.

## *Le raid sur Peenemünde*

Le 29 juin 1943, Winston Churchill décide que Peenemünde sera bombardé, le plus rapidement possible. Objectif : raser la

base et tuer le maximum de savants.

Certes, les destructions semblent relativement importantes, mais Londres ne peut savoir que les Allemands ont délibérément omis de dégager les décombres pour rendre plus difficile toute évaluation de l'attaque. En fait, les installations vitales de la base – les chaînes de montage, les bancs d'essai et la soufflerie – n'ont pas été endommagées ; et toute la documentation a été sauvée.

Mais la leçon a été apprise par les Allemands : désormais, leur programme de recherches secrètes va s'enterrer. Entre autres, près de Nordhausen, où 60 000 déportés venus du camp de Dora ont construit, dans des conditions épouvantables, une usine souterraine. La base de Peenemünde, elle, ne servira plus qu'à des essais.

## *L'opération « Crossbow » et les réussites de Michel Hollard*

L'irremplaçable Constance Babington-Smith découvre, sur de nouvelles photographies aériennes prises le 28 novembre 1943, « quatre petits objets en signe de croix posés exactement sur la partie inférieure de rails inclinés – en fait un avion miniature en position de lancement ».

Les « rails inclinés », des rampes de lancement, évoquent irrésistiblement quelque chose aux experts du renseignement allié. Les hommes de l'ombre vont faire une découverte terrifiante : pas moins de 70 sites de lancement de ce type ont été localisés dans le nord de la France. Viennent encore s'ajouter huit autres « constructions spéciales » majeures manifestement destinées à accueillir des bases de lancement de fusées.

La situation est catastrophique. En décembre 1943, il est décidé de structurer et de centraliser les efforts alliés et les opérations dirigées contre le programme allemand d'armes secrètes : ce sera l'opération *Crossbow* (« Arbalète »). Le degré d'importance de l'affaire est tel que le Comité est placé sous la direction personnelle de Winston Churchill.

Le premier objectif est de faire remonter l'information récoltée sur le terrain par la Résistance française. À la tête du réseau Agir, Michel Hollard, un dessinateur industriel, sera l'un des hommes clés.

Non seulement il arrivera à fournir à Londres la localisation et les plans de quelque 500 (!) sites, mais encore ses relations privilégiées avec les réseaux dans les chemins de fer français lui permettront de préciser la nature exacte des livraisons effectuées dans certaines bases.

Pour livrer ses informations, Hollard réussira un autre tour de force : celui de passer clandestinement plus de 100 fois la frontière, pourtant étroitement surveillée, séparant la France de la Suisse.

De manière concomitante, les actions purement militaires vont en s'intensifiant : durant le seul mois de mars 1944, ce ne sont pas moins de 4 000 t de bombes qui sont déversées sur les « installations militaires spéciales » du Nord de la France…

## *Les débuts de l'opération « Overcast »*

Le débarquement allié et l'élimination, durant l'hiver 1944-1945, de la menace directe que font planer sur Londres V1 et V2 vont ouvrir une nouvelle ère dans la lutte contre le programme d'armement spécial des Allemands. En apparence toujours unis dans l'effort, Anglais et Américains vont désormais, en réalité, s'opposer en une sourde rivalité.

En janvier 1945, un officier d'artillerie de 28 ans, le capitaine Robert Staver arrive discrètement à Londres. Sa mission : repérer et capturer le plus grand nombre possible de savants et de techniciens allemands et mettre la main sur leurs archives et prototypes. Officiellement, Staver travaille pour le compte du Combined Intelligence Objectives Sub-Committee, ou CIOS pour coordonner l'action de renseignement.

Mais derrière cette façade, il a une tout autre feuille de route. Une fois ses prises effectuées, il doit, en effet, transférer le tout – hommes et papiers – sur le sol américain. Autant pour la coopération avec l'Angleterre… L'opération *Overcast* (« Obscurcissement ») commence.

## *« Black List », « Grey List » et liste Osenberg*

En deux mois, Robert Staver rédige deux documents essentiels. La *Black List* recense les objectifs prioritaires, qu'ils soient matériels ou humains, tandis que la *Grey List* reprend les objectifs secondaires. En tête de la *Black List*, Wernher von Braun, un des hommes clés du programme de fusées du Reich.

Dans les premiers jours de mars 1945, ils mettront, en effet, la main sur la liste Osenberg. Ancien professeur de mécanique, membre de la SS et directeur du Bureau de planification du conseil de recherches du Reich, Osenberg a dressé l'organigramme intégral des projets scientifiques et a soigneusement répertorié les 15 000 savants et techniciens. Une mine d'or pour Robert Staver.

Les ingénieurs de Peenemünde ont compris, dès janvier 1945 que la guerre était définitivement perdue.

Peu soucieux de tomber aux mains des Russes, von Braun a organisé, dès février 1945, la transhumance de ses collaborateurs : plusieurs centaines de techniciens et savants ont pris la route de l'ouest. Les archives, elles, ont été enfouies

dans une chambre forte dissimulée au fond d'une galerie de mine.

## *Coup double*

Le 11 avril, dans les usines souterraines de Nordhausen, les Américains mettent la main sur plusieurs centaines de fusées V2. Un peu moins d'un mois plus tard, le 2 mai 1944, dans le Tyrol autrichien, un homme se constitue prisonnier auprès du 324$^{e}$ régiment de la 44$^{e}$ division d'infanterie américaine. Magnus von Braun, le jeune frère de Wernher, vient offrir la reddition des savants réfugiés dans un hôtel voisin.

Une partie serrée va alors s'engager, d'une part entre les prisonniers allemands et leurs interrogateurs et, d'autre part entre les Américains, les Anglais, et les Russes.

Pour von Braun, Dornberger et les autres, l'important est moins de révéler les secrets du passé que de faire comprendre tout l'intérêt de la recherche sur les fusées.

Robert Staver doit également se concentrer sur une autre tâche. Nordhausen et son usine souterraine sont en plein cœur de la zone d'occupation que les accords interalliés ont réservée aux troupes soviétiques : il s'agit donc d'en évacuer le plus possible de V2 et de machines ayant servi à usiner les pièces et à les assembler avant l'arrivée des rouges.

Mais à Anvers, les agents britanniques veillent. Londres tente l'épreuve de force pour obtenir que les fusées soient placées sous embargo. Mais quand la décision tombe, une quinzaine de bateaux voguent déjà, en route vers les États-Unis. Dans leurs flancs : les fusées de Nordhausen.

Le 22 mai, enfin, ce sont les 6 t d'archives de von Braun et Dornberger que Robert Staver saisit. L'opération *Overcast* est un succès.

## *Russes et Français emboîtent le pas aux Américains*

Le 1er juillet 1945, les troupes russes arrivent enfin à Nordhausen et ont la bonne surprise d'y découvrir des usines et des installations en parfait état de marche. Mieux : il reste dans les galeries souterraines assez de pièces détachées pour reconstituer des centaines de V2.

L'Armée rouge récupère également un nombre important de savants et de techniciens que les Américains ont été forcés de laisser derrière eux, entre autres un ingénieur, Helmuth Gröttrup.

Le 22 octobre 1946, imitant les Américains, l'état-major soviétique décide de transférer en Union soviétique l'essentiel des savants sous son contrôle. Mais les Russes, eux, vont faire les choses en grand.

En une nuit, 5 000 chercheurs et techniciens sont raflés dans toute l'Allemagne orientale, avec les familles.

Dispersés dans toute l'URSS selon le programme auquel ils se rattachent, ils seront correctement traités et bien logés.

### *Abstention britannique*

Tandis qu'Américains et Russes se lancent dans ce qui va bientôt être la compétition spatiale, la Grande-Bretagne et la France suivent une autre voie.

Londres avait bien capturé une quarantaine de savants allemands, mais les Anglais répugnent à s'engager dans une collaboration suivie avec d'anciens nazis. D'autre part, elle n'a que fort peu de moyens à consacrer à la recherche sur les fusées. La Grande-Bretagne se reposera sur Washington pour la

fourniture de missiles et elle sera la seule puissance alliée à ne pas développer de programme spatial.

## *À l’origine du programme spatial français*

Les Français, eux, ont reçu neuf wagons de pièces détachées de V2 et installeront 123 spécialistes allemands à Vernon, dans l’Eure.

En tout, la France va recruter un peu plus d’un millier de savants et de techniciens. La démarche a été enclenchée dès le printemps 1945, alors que la première armée française commandée par de Lattre de Tassigny progresse dans le sud de l’Allemagne. Dans ses rangs, des spécialistes dont l’ordre de mission est de récupérer le maximum d’installations, de documents et de spécialistes possible. Ainsi, des documents provenant des bureaux d’études de Messerschmitt, surgiront plus tard une part importante des programmes de chasseurs *Ouragan* et *Mystère*.

Le 16 mai 1945 l’état-major envoie au général de Gaulle un rapport soulignant que « l’activité et l’ampleur des résultats obtenus [par les Allemands] dans le domaine des armes secrètes notamment ont vivement impressionné ceux qui les ont examinés ».

Mais la France sait qu’elle ne peut rivaliser avec les Américains ou les Russes et qu’elle doit se montrer sélective dans son recrutement. Le général Pierre Koenig, commandant en chef des Forces françaises en Allemagne, peut ainsi écrire, en octobre 1946 : « Chaque technicien qui vient se fixer à demeure en France correspond à une diminution du potentiel allemand et à une augmentation du potentiel français. » Mais il souligne : « Soyons sûrs que du jour où un gouvernement allemand sera reconstitué, il fera tout son possible pour arrêter cette véritable hémorragie humaine. »

## *Tous les moyens sont bons*

Pour recruter, tout est bon ; des rétributions attractives, des avantages en nature (nourriture, bois de chauffage et vêtements sont rationnés) et, surtout, la liberté.

Si les Américains (et surtout les Russes) surveillent de près leurs hôtes allemands, les Français, eux, les laissent à peu près libres de leurs déplacements et contacts. Seule restriction : il leur est interdit de parler de ce qu'ils font.

L'affrontement feutré qui commence entre Français et Américains ne sera pas exempt de cynisme. Ainsi le chimiste Otto Ambros, lorsqu'il était à la direction d'IG Farben, a été l'un de ceux qui permirent l'utilisation du sinistre Zyklon B dans les chambres à gaz. Mais, auteur remarqué d'un rapport secret sur le gaz de combat, il se voit néanmoins invité à faire des conférences à Paris. Les Américains, qui l'ont inscrit sur les listes de criminels de guerre, réclament alors qu'il leur soit livré. En 1948, il est condamné à huit ans de prison à Nuremberg. Libéré trois ans plus tard, il gagnera discrètement les États-Unis, où il deviendra conseiller d'un important groupe industriel…

## *Les prémices de la recherche européenne*

À la fin des années 1940, les Allemands sont partout en France. On les trouve à Vernon, bien entendu, mais aussi à Cherbourg (recherches sur les moteurs de sous-marins), à Mulhouse (armes légères), à Saint-Tropez (torpilles aéroportées), à Puteaux (radars, infrarouges), à Boulogne (guidages de missiles). Des entreprises comme la future Aérospatiale, Thomson, Matra ou la Snecma bénéficieront de leurs lumières. Hermann Oestrich, concepteur d'un turbopropulseur pour la chasse allemande, mettra (entre autres) au point le moteur du Mirage.

Rentrés chez eux après quelques années, nombre des savants allemands seront à la pointe de la coopération industrielle et scientifique entre Paris et Bonn. Par exemple, en matière spatiale. Une fois de plus, Charles de Gaulle s’est montré visionnaire : il a jeté les bases du renouveau industriel qui fera de la France l’une des grandes puissances économiques du monde.

# Chapitre 33

# La restructuration du renseignement occidental après 1945

***Dans ce chapitre :***

- Les messages secrets du NKVD
- Un enfantement difficile à Washington
- Désordres du SR français
- Un service qui survit à ses heures les plus sombres
- Simplification des structures britanniques
- Un ancien stratège de la Wehrmacht pour la renaissance du renseignement allemand

***L***a Seconde Guerre mondiale à peine terminée, un nouvel affrontement se profile déjà.

On a pris l'habitude de dater le début de la guerre froide en se référant au fameux discours prononcé par Winston Churchill à Fulton, dans le Missouri.

Le 5 mars 1946, donc, Churchill se lance dans une fulgurante envolée : « L'ombre s'est emparée de la scène illuminée naguère par la victoire alliée. Personne ne connaît les intentions

de la Russie soviétique […]. De Stettin sur la Baltique à Trieste sur l'Adriatique, un rideau de fer s'est abattu sur le continent européen. Derrière cette barrière se trouvent les anciennes capitales de l'Europe du centre et de l'Est. Toutes sont soumises non seulement à l'influence soviétique mais à un contrôle croissant de Moscou. »

## *Projet « Venona » : décrypter les codes soviétiques*

En réalité, la guerre froide commence avant même la fin de la guerre.

Dès le 1er février 1943, le renseignement militaire américain et plus précisément sa branche spécialisée, le Signal Intelligence Service (SIS), avait, par exemple, lancé un programme ultra-secret d'interception et de décodage des messages soviétiques. Nom de code : *Venona Project*.

Première découverte : les Soviétiques travaillent avec cinq codes différents ; il s'agit des Représentations commerciales, des Affaires étrangères, du NKVD, du renseignement militaire (GRU) et enfin, toujours au GRU, du renseignement naval.

### *Le travail de fourmi des casseurs de code*

Plusieurs spécialistes du décodage – Gene Grabeel, Richard Hallock et Cecil Phillips – apporteront leur petite pierre à l'édifice. Mais l'avancée décisive se produira durant l'été 1946, lorsqu'un analyste du SIS, Meredith Gardner (1912-2002), remarquera des similitudes entre certains messages.

Le système de cryptage soviétique repose, à l'époque, sur l'utilisation d'une double clé. Un lexique de base reprenant des centaines de mots et de noms est créé et des chiffres représentent les mots convenus. Une fois les phrases du

message traduites en nombres, ceux-ci sont, à leur tour, « codés » par l'ajout d'un bloc chiffre puisé dans un livre de code.

Ce bloc n'est utilisable qu'une seule fois et les chiffres supérieurs à neuf ne sont pas exprimés. Si, par exemple, le code du mot « atomique » est 3856 et que le bloc code du message est 1349, « atomique » deviendra dans le message envoyé le bloc 4195.

## *Un coup de chance*

Mais durant la guerre, les Soviétiques vont commettre l'erreur de réimprimer à plusieurs reprises les mêmes pages de code. Et dans les derniers jours de la guerre une équipe du G2 mettra la main sur un livre de code russe partiellement brûlé.

Le 31 juillet 1946, Gardner arrive, précisément, à « traduire » une phrase d'un message envoyé par la Résidence du KGB à New York le 10 août 1944 et concernant une opération secrète menée en Amérique latine. Le 13, puis le 20 décembre, il parvient à lire entièrement deux messages. Le second est loin d'être anodin puisqu'il s'agit de la liste, envoyée à Moscou dès 1944, des principaux savants travaillant au *Manhattan Project* !

L'« exploitation » comporte trois phases : la « collation » (rapprochement de l'information avec d'autres en vue de leur comparaison) ; l'« évaluation » (qualification de l'information et de sa source) ; l'« analyse » (que signifie et qu'apporte l'information) ?

Par la suite, les Anglais et même les Français bénéficieront de certains décodages opérés par le renseignement militaire américain.

Ceux-ci permettront, entre 1948 et 1951, de découvrir l'existence de dizaines de « taupes » haut placées aux États-

Unis et en Grande-Bretagne.

Mais l’on aurait grand tort de croire que les transcriptions *Venona* permettent de lire à livre ouvert dans les messages secrets soviétiques. D’abord, nombre de messages n’ont pas été complètement décodés. Ensuite, certains noms de code d’agents n’ont pas été percés à jour. Enfin, des fautes peuvent altérer le message original et le rendre plus ou moins incompréhensible.

Un chiffre dit tout de la complexité de ce travail de fourmi : sur l’ensemble des messages du NKVD échangés entre New York, Washington et Moscou durant l’année 1945, seulement 1,5 % ont été décodés, soit 36 messages sur un total de 2 400 !

## « Venona » : l’exemple du message 915

Nous avons choisi, pour montrer à la fois l’intérêt et la difficulté des transcriptions *Venona*, de nous pencher sur un télégramme envoyé le 28 juin 1944 au KGB à New York. Le texte original décrypté était en russe et a été traduit en anglais à Arlington Hall. Nous en donnons ici une libre traduction en français.

« De : NE W YORK

À : MOSCOU

N° 915

28 juin 1944

À VIKTOR.

Votre N° 2712.

La rencontre de SERGUEÏ avec GOMMER s'est déroulée le 25 juin. GOMMER n'a rien apporté. La prochaine rencontre prendra place le 30 juillet à TYR. On a établi une procédure permettant à G. de contacter SERGUEÏ en cas de besoin. Les instructions originales SIDON ayant été mal interprétées,

[34 blocs non décodés]

voyage à TYR où son épouse vit avec sa mère […de là…] [2 blocs non décodés] avec STEPAN

[11 blocs non décodés]

sur la question de l'après-guerre [les relations] de ISLAND avec COUNTRY, la France et l'Espagne

[16 blocs non décodés]

sur ISLAND et le matériel

[8 blocs non décodés]

sur plusieurs questions touchant les intérêts de ISLAND

[6 blocs non décodés]

nos propositions que

[20 groupes non décodés]

G.

[36 groupes non décodés] »

Tentons de comprendre le texte.

Il est envoyé de la Résidence du NKVD à New York au Centre de Moscou, le 28 juin 1944, et adressé personnellement au chef de la Première Direction principale, le général Pavel Mikhaïlovitch Fitine (nom de code : *Viktor*). Il relate une rencontre clandestine entre *Sergueï* et *Homer*. *Sergueï* est le nom de code du vice-directeur de la Résidence du KGB à New York, de son vrai nom Roland Abbiate.

*Homer* est un agent de haut niveau du renseignement soviétique : il s'agit, en fait, de Donald Maclean, un diplomate britannique de haut rang appartenant au cercle dit des *Cinq de Cambridge*. Si *Homer* est écrit *Gomer*, c'est tout simplement parce que la lettre *h* n'existe pas dans l'alphabet cyrillique. La prochaine rencontre aura lieu à New York (TYR), où Maclean peut se rendre sans attirer l'attention puisque son épouse y réside avec sa mère. SIDON est Washington.

Lors de ce rendez-vous, Maclean et Abbiate se sont plus penchés sur la question des relations de la Grande-Bretagne (ISLAND) avec les États-Unis (COUNTRY), la France et l'Espagne dans l'après-guerre.

Nous avons donc ici la preuve qu'un diplomate, Donald Maclean, est un agent soviétique. Et nous pouvons déduire que son travail est important puisqu'il est « traité » par le numéro deux de la Résidence de New York et que celui-ci prend le risque de le rencontrer une fois par mois, mais c'est tout.

### *Coup d'accélérateur à la fin de la guerre*

La fin des hostilités en Europe va, bien entendu, accélérer ce mouvement.

Mais pour faire face à la nouvelle menace qui se profile à l'Est, les alliés occidentaux doivent se doter d'un nouvel appareil de renseignement. Il se mettra progressivement en place entre 1945 et 1950.

## *Le douloureux enfantement de la CIA*

Les États-Unis, s'ils avaient déjà une longue tradition du renseignement militaire, ne disposaient toutefois d'aucune agence de renseignement civile avant la guerre. Ce n'est que le 13 juin 1942 que Franklin Roosevelt avait créé l'OSS et en avait donné la direction au général Donovan.

Dès 1944, il avait présenté un plan proposant la transformation de l'OSS en une agence centralisée, disposant de son propre budget, dotée d'une grande autonomie et ne rendant compte qu'au Président.

Le 25 août 1945, *Wild* Bill Donovan récidive : « Dans notre Administration, aujourd'hui, il n'y a pas d'agence permanente capable de reprendre les activités que l'OSS cesserait d'exercer. Ces fonctions […] sont en fait essentielles pour permettre à notre nation d'assumer ses responsabilités dans l'organisation et le maintien de la paix. »

### *La rivalité entre Donovan et le FBI*

Mais Donovan a des rivaux. Le plus acharné d'entre eux est peut-être bien J. Edgar Hoover, le patron du tout-puissant FBI.

Le 6 septembre, Hoover trempe sa plume dans le fiel le plus pur pour écrire à l'attorney général (ministre de la Justice) : « J'ai reçu aujourd'hui des informations relatives aux plans du général William Donovan en vue de perpétuer sa dynastie au sein de l'OSS en prolongeant la vie de cette agence, sous un autre nom, sur le terrain du renseignement mondial… »

Deux semaines plus tard, le 21 septembre, Hoover abat ses cartes : « Le FBI mène des opérations de renseignement dans l'hémisphère occidental. Il [ce plan] est adaptable au niveau mondial… »

Toujours est-il que, le 20 septembre 1945, Harry Truman signe l'ordre exécutif 9621, qui entraîne la dissolution de l'OSS et répartit les fonctions qu'elle exerçait entre les Départements d'État et de la guerre.

Dans une lettre séparée, il charge James Byrnes, son secrétaire d'État, de la coordination d'un groupe interdépartemental chargé de développer un « programme de renseignement extérieur ».

Au Département de la guerre, les services hérités de l'OSS sont rassemblés sous le nom de Strategic Services Unit (SSU) et confiés au général Magruder.

## *Liquidation du passé et querelles intestines*

Outre la poursuite du travail de renseignement et de contre-espionnage, la SSU est chargée de liquider les branches de l'OSS impliquées notamment dans le soutien des groupes de guérilla et de résistance ainsi que dans le sabotage et la propagande. Elle doit, parallèlement, mener à bien une drastique réduction de personnel : le 26 octobre 1945, des 13 000 membres de l'OSS, plus de 5 000 ont déjà été rendus à la vie civile.

Le moment semble bien choisi aux militaires mais aussi au FBI pour tenter de tirer leur épingle du jeu. Étant donné que le « Bureau » a conduit depuis 1941 en Amérique latine, avec un certain succès, diverses opérations de contre-espionnage, ne serait-il pas logique qu'il soit chargé de mettre sur pied, au niveau mondial, le nouveau programme de renseignement américain ?

Mais Hoover fait peur à Washington. Les dossiers qu'il détient sur les uns et sur les autres interdisent de l'attaquer de front.

Les propositions de l'état-major – une structure nationale unique de renseignement étroitement contrôlée par l'armée – sont mieux reçues à la Maison Blanche. C'est ainsi que voit le jour le Central Intelligence Group (CIG), confié au général Hoyt Vandenberg (1899-1954). C'est sous sa direction que le FBI sera contraint de renoncer à ses activités à l'étranger et de céder la place, essentiellement en Amérique latine, aux hommes du CIG.

Mais le CIG de Vandenberg n'est pas encore une véritable agence. Il lui manque entre autres un budget propre, mais aussi la capacité de développer sa propre stratégie à long terme. Et il doit toujours faire face à la concurrence du renseignement militaire. Le 14 août 1946, l'armée décide, unilatéralement, d'établir des antennes de ses SR dans certains consulats américains. Mais dès le lendemain, Truman coupe l'herbe sous le pied de ses généraux en affirmant « qu'il croit fermement que cette action ne doit pas être entreprise ».

Le 30 août 1946, les diplomates opposent une fin de non-recevoir aux demandes répétées de Vandenberg de se voir remettre les analyses politiques du Département d'État.

## *Naissance de l'Agence*

À compter de mai 1947, le successeur de Vandenberg, le contre-amiral Roscoe H. Hillenkoetter, achève l'œuvre entreprise par son prédécesseur.

Le 26 juillet 1947, Harry Truman signe le National Security Act, qui réforme l'ensemble de la politique de sécurité américaine. Les forces armées sont désormais unifiées et soumises au Département de la défense tandis que le National Security Council (chargé de conseiller le Président) voit le jour et qu'est créée la Central Intelligence Agency (CIA).

Mieux : le directeur de la CIA est également responsable de l'ensemble des autres organisations américaines actives dans le domaine du renseignement extérieur.

Quoi qu'il en soit, le paysage est désormais clairement balisé : le renseignement extérieur et l'action politique clandestine sont du ressort de la CIA, et l'information purement militaire revient aux organes du Département de la défense et de l'état-major. Le contre-espionnage et la lutte contre la subversion sur le sol américain restent, eux, l'apanage du seul FBI.

## *En France, un amalgame difficile*

Avec les États-Unis, la France est certainement le pays de l'hémisphère occidental dont la communauté du renseignement sera la plus affectée par le retour de la paix.

Après la Libération, le fragile consensus imposé par de Gaulle va voler en éclats.

### *Dix mille agents, 105 immeubles…*

Résistants véritables, combattants de la 24$^{e}$ heure, aventuriers et escrocs affluent dans les bureaux de la DGSS, avides de

reconnaissance et de pouvoir.

Des milliers d'« agents » et d'« officiers » de la DGSS se répandront ainsi, durant quelques mois, dans les rues de Paris et de province, exhibant leurs armes et menant une « chasse aux collabos » d'autant plus intense que la justice est sommaire, et que si le « collabo » présumé est assez riche, on peut toujours faire main basse sur ses possessions.

En novembre 1944, la DGSS devient la DGER (Direction générale des études et de la recherche), mais la réforme se limite, pour l'essentiel, à un changement de nom. Le 19 avril 1945, après divers scandales, le colonel Passy est rappelé à la tête des services secrets français.

Et d'abord, il dégraisse : de plus de 10 000 hommes, le cadre de la DGER passe assez rapidement à 1 500 fonctionnaires, militaires dans leur grande majorité. Les services se recentreront dans la légendaire caserne du boulevard Mortier. La présence, toute proche, d'une piscine municipale donnera à l'endroit un nom largement popularisé par la littérature populaire et le cinéma : « la Piscine ». Les agents français préfèrent parler de « la Centrale », « la Maison », « la Boîte » ou encore de « Mortier ».

## *Naissance du SDECE*

En décembre 1945, la DGER devient le SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage). Les SR français vont œuvrer sous cet intitulé jusqu'en avril 1982.

Deux mois plus tard, en février 1946, Passy cède la place, mais il sera rapidement rattrapé par une vilaine affaire.

Les services français avaient, en effet, gardé à Londres quelques comptes en banque abritant un « trésor de guerre ». Négligence ? oubli ? volonté de constituer une « cagnotte »

pouvant servir, le cas échéant, à faire face à une situation insurrectionnelle provoquée par les communistes ? Toujours est-il que cet argent ne sera jamais intégré dans les comptes officiels de la DGER et encore moins rendu aux Britanniques.

Lorsque le pot aux roses est découvert, en avril 1946, la presse communiste tire à boulets rouges sur des « services » censés abriter des revanchards d'extrême droite. Passy restera quelques mois aux arrêts de rigueur. Libéré et maintenu dans son grade, il quittera l'armée en 1948 pour se consacrer à une brillante mais discrète carrière dans le secteur privé.

## *Création de la DST*

Aux côtés du SDECE et des services de renseignement militaire, deux autres services collaborent au renseignement français : la Direction de la surveillance du territoire (DST) et les Renseignement généraux (RG).

La spécificité de Paris aidant, les Renseignements généraux disposent en effet d'une importante antenne à la préfecture de police de la capitale (les RGPP). Et les RGPP fonctionnent comme un service autonome et ne rendent compte qu'au préfet de police de Paris.

La DST n'est que l'ultime avatar du contre-espionnage traditionnel. Son premier chef sera Roger Wybot. La DST est un service de police dont les membres (environ 1 500 personnes de nos jours) sont officiers de police judiciaire. Ils peuvent donc agir dans le cadre de dossiers mis à l'instruction et procéder à tous les devoirs d'enquête nécessaires (arrestations, perquisitions, etc.).

## *Les Renseignements généraux survivent à la guerre*

Les Renseignements généraux (RG et RGPP) ont une histoire plus complexe et nettement plus sulfureuse. Ils descendent en droite ligne de la police secrète, créée par Joseph Fouché sous le Directoire.

Durant la guerre, si la majorité des hommes des RG sont d'un attentisme prudent, quelques-uns passent dans la Résistance et d'autres, malheureusement, se mettent au service de la collaboration.

Les brigades spéciales des RGPP s'illustreront tragiquement dans la répression de la Résistance. Les chefs, Lucien Rottée et Fernand David, seront fusillés le 5 mai 1945. Environ 20 % des fonctionnaires des RG et des RGPP se verront révoqués.

Le nouveau patron de la police, Charles Chevreux, définit la nouvelle mission des Renseignements généraux : être les yeux et les oreilles du gouvernement.

Pour remplir cette mission, les RG seront dotés, à compter de 1964, de leur propre institut de sondage, l'Office central de sondages et de statistiques (OCSS), mis en place par le commissaire Marcel Coullerez.

Avant sa dissolution – en 1997 – , l'OCSS réalisera plus de 650 enquêtes d'opinion portant aussi bien sur les prévisions de résultats électoraux que sur des thèmes « sociétaux » : les Français et l'armée, les Français et l'Europe, etc. Il se dit dans les milieux politiques qu'ils étaient très souvent plus précis et plus fiables que les enquêtes réalisées par les instituts d'étude de l'opinion.

Les événements amèneront les RG et les RGPP à créer des sections très spécialisées. Ces sections, dites « fermées » s'intéresseront à la subversion, au terrorisme, aux violences urbaines, au crime organisé et au blanchiment d'argent.

Reste à noter une importante spécificité des RG : bien que s'agissant d'un service de la police nationale, ses membres ne disposent, sauf exception, d'aucun pouvoir judiciaire.

## *À Londres : « business as usual »*

Des trois Occidentaux, celui dont les services secrets changeront le moins après 1945 sera la Grande-Bretagne.

### *La fin du SOE*

Un seul service, le Special Operation Executive, ne survivra pas au conflit. Sir Colin Gubbins, son chef, s'y attendait d'ailleurs.

Dès le printemps 1944, en effet, la direction des opérations spéciales passe peu à peu aux commandements militaires directement impliqués sur le terrain.

À compter de la dissolution du service, au début de 1946, les services secrets reviendront donc à la situation qui prévalait avant 1940. Le renseignement extérieur relève du MI6 et le contre-espionnage intérieur du MI5, le « bras armé » de celui-ci restant la Special Branch de Scotland Yard.

L'armée dispose de ses propres services de renseignement et les missions jadis remplies par le SOE seront dévolues aux commandos du SAS, qui s'illustreront dans tous les conflits ouverts (et dans d'autres beaucoup moins visibles) de l'après-guerre. Les SAS compteront au nombre des meilleurs spécialistes au monde des opérations de pénétration en profondeur et de la lutte antiterroriste.

## *L'Organisation Gehlen et la renaissance du renseignement allemand*

La division de l'Europe en deux camps opposés et la menace militaire soviétique placent évidemment l'Allemagne vaincue dans une position des plus particulières. Elle ne dispose plus d'aucune armée, ni, *a fortiori*, de services.

Dans leurs filets, en 1945, les agents américains en Allemagne n'ont pas ramené que des tueurs et des escrocs au renseignement de la classe de Klaus Barbie. Leur meilleure recrue sera un général en fuite qui, lui, a vraiment beaucoup à vendre.

Pendant la guerre, Reinhard Gehlen a dirigé le Fremde Heere Ost (FHO, le SR de la Wehrmacht plus spécialement dirigé contre la Russie). C'est à la tête de ce service qu'il réussira l'un des plus beaux « coups » du renseignement allemand : le retournement du général Andreï Vlassov.

### Le dossier Vlassov

Figure ambiguë et tragique que celle d'Andréï Andréïvitch Vlassov !

Né en 1901, à Nijni-Novgorod, sa carrière est des plus classiques. Général de division au début de la Grande Guerre patriotique, il est nommé, le 13 décembre 1941, général de corps d'armée. Bon tacticien, il est aimé par ses hommes. Toujours est-il que c'est en 1942 qu'on lui confie les rênes de la 2$^{e}$ armée de choc, censée briser l'encerclement de Leningrad.

Vlassov est encore, à ce moment, un stalinien pur et dur.

Mais à la fin du printemps, le sort des armes bascule. Vlassov est écrasé et il se cache dans les marécages, où il va errer durant trois semaines. C'est durant cette vingtaine de jours qu'il prend la décision qui va sceller son destin.

S'il se rend, sa famille sera arrêtée. Mais s'il regagne Moscou, son sort ne sera guère mieux.

Dans la nuit du 12 juillet il est capturé par une patrouille allemande.

À la fin du mois de juillet, il est transféré dans un camp spécial établi à Vinnitza, en Ukraine. L'installation est dirigée par le colonel Reinhard Gehlen. En quelques semaines, l'ancien général de l'Armée rouge signe son premier « appel » aux« Camarades commandants » : la clique stalinienne est responsable de tous nos malheurs. C'est elle qui a ruiné le pays par le système des kolkhozes. C'est elle qui a exterminé des milliers de braves gens. Il n'y a qu'une issue : tous ceux qui aiment leur patrie doivent s'employer à terrasser le régime stalinien ! »

Quelques jours plus tard, Vlassov est à Berlin, où on l'affecte aux services de propagande de la Wehrmacht. Mais le maréchal Keitel, chef des armées allemandes, est opposé à toute idée de création d'un gouvernement ou d'une armée russes.

Au début de 1943, pourtant, les Allemands annoncent la création d'un « gouvernement russe libre » et de son armée. C'est un leurre : 500 000 « volontaires »

russes sont bien engagés aux côtés des Allemands et portent l'écusson de la ROA (« Armée de libération russe »), mais cette « armée » n'existe même pas sur le papier.

Gehlen, pourtant, utilise Vlassov pour faire des tournées de propagande.

En novembre 1944, un Comité de libération des peuples soviétiques est créé sous la présidence de Vlassov. Ainsi l'a voulu Himmler, le chef des SS, qui doit avoir du mal à réprimer un sourire cynique en écoutant le programme du comité : liberté de la presse, liberté de conscience, liberté d'association…

L'éphémère Armée de libération russe n'existera que quelques mois. Ironie du sort, le 1er mai 1945, la première division de la ROA aidera la Résistance tchèque à libérer Prague en retournant ses armes contre les SS…

Arrêté par les Américains le 10 mai, Vlassov est intercepté par une patrouille russe deux jours plus tard, à l'occasion d'un transfert, et directement emmené à Moscou. Anglais et Américains livreront aux Soviétiques près de 80 000 soldats perdus qui ont suivi Vlassov dans sa trahison. La plupart d'entre eux seront internés dans les camps de Sibérie. Quant à Vlassov, il sera pendu, le 31 juillet 1946, à Moscou, avec onze de ses officiers supérieurs.

Dans les semaines qui suivent la capitulation de l'Allemagne, Gehlen est certainement l'un des hommes les plus recherchés d'Allemagne. Les Russes souhaitent le capturer parce qu'ils

estiment qu'il pourra leur livrer les noms de milliers d'agents russes.

C'est exactement la même raison qui pousse les Américains à rechercher l'ancien chef de la FHO.

Pour échapper aux uns et aux autres, Gehlen a choisi l'anonymat d'un camp de prisonniers de guerre.

Pourtant, un homme le trouvera : Edwin Luther Sibert, le chef du G2 à l'état-major du général Omar Bradley. Au cours de son débriefing, Gehlen insiste sur le fait qu'il a caché la documentation et les archives de son service et, surtout, qu'il dispose encore de réseaux structurés et d'agents opérationnels. Les Américains l'expédieront rapidement aux États-Unis en compagnie de Gerhard Wessel, son adjoint. Après une dizaine de mois, Gehlen et Wessel sont renvoyés en Allemagne.

## *L'Organisation Gehlen*

L'Organisation Gehlen (OG, ou encore ORG Gehlen) n'est pas, à proprement parler, un service de renseignement officiel. Il s'agit bien davantage, dans les premières années au moins, d'un groupe officieux, entièrement financé et équipé par les Américains.

Très rapidement, ils donneront des preuves de leur savoir-faire. Ce sont les agents de Gehlen qui sont les premiers à photographier le Mig 15, prototype du chasseur à réaction russe.

En quelques années, celui que l'on surnommera un jour *le Général gris* met sur pied une structure cohérente et rentable capable de renseigner Washington sur tout ce qui se passe à l'Est. La maison Gehlen évoque une amicale des anciens du

III[e] Reich – , l'OG remportera pourtant de grands succès, surtout en Allemagne de l'Est.

En 1955, lorsque l'Allemagne récupérera son autonomie politique et militaire, l'Organisation Gehlen se transformera tout naturellement en service officiel de renseignement de la RFA et deviendra le Bundesnachrichtendienst (BND, ou « Service fédéral de renseignement »). Gehlen restera encore treize ans à la tête du BND.

Dans les années 1950, il apportera une large assistance aux Égyptiens dans la modernisation et la restructuration de leurs services de renseignement. Mais, mû peut-être par quelque secret sentiment de culpabilité, il fera également beaucoup pour le rapprochement de la nouvelle Allemagne et du jeune État israélien, et jouera entre autres un rôle décisif dans l'un des grands succès du Mossad, l'affaire Lotz.

En mai 1968, quand Gehlen part à la retraite et laisse la place à Gehrard Wessel, qui modernisera le BND.

## *Aux côtés du BND : MAD, BFV et BKA*

Comme aux États-Unis, en France et en Grande-Bretagne, le renseignement extérieur « civil » cohabite, en Allemagne fédérale, avec deux autres agences, l'une militaire et l'autre entièrement consacrée au contre-espionnage.

Du côté militaire, c'est en 1956, un an après la naissance officielle du BND, que le Militärische Abschirmdienst (MAD), voit le jour. À sa création, il est dirigé par Gerhard Wessel, l'ancien adjoint de Gehlen. Le MAD n'est pas seulement le service de renseignement extérieur de la Bundeswehr, la nouvelle armée allemande : il fait également office de « sûreté militaire ». Présent dans les ambassades de RFA, chargé des

relations avec les services de l’Otan, il dispose d’une dizaine d’antennes régionales en Allemagne.

Le BFV (Bundesamt für Verfassungsschutz, ou « Agence de protection de la Constitution ») est le contre-espionnage ouest-allemand. Mis sur pied en 1950 avec l’aide des Anglais et des Américains, le BFV ressemble au MI5 britannique. Comme le « 5 », et contrairement au FBI ou à la DST française, le BFV est dépourvu de tout pouvoir judiciaire : il mène des enquêtes, pénètre les milieux et organisations hostiles et peut « retourner » agents étrangers, mais si une action judiciaire est nécessaire, c’est le BKA qui s’en charge.

En théorie « simple » police judiciaire fédérale, le BKA (Bundeskriminalamt) a développé des méthodes de surveillance et d’action qui ne sont pas sans évoquer celles d’un service spécial.

Il est clair que le BKA (comme la Special Branch anglaise) contribue à la cohésion et à l’efficacité de la démarche allemande en matière d’espionnage et de contre-espionnage.

# Sixième partie

# La guerre froide

***Dans cette partie***

***C***es chapitres aborderont les décennies décisives qui, de 1945 à 1991, verront des services de renseignement devenir des acteurs majeurs de la guerre froide. Entre infiltrations, trahisons, opérations spéciales et complots, nous revisiterons les coulisses de cette période durant laquelle, plus d'une fois, le monde se retrouvera au bord d'un nouveau conflit armé.

Nous y suivrons la genèse et les premiers pas d'un nouvel acteur de la guerre secrète, le Mossad israélien, et le rôle des services secrets dans les guerres de décolonisation, au Vietnam, et au Moyen-Orient.

# Chapitre 34

# Espionnage atomique

***Dans ce chapitre :***

- Une défection aux terribles conséquences pour Moscou
- Une opération majeure coiffée par le NKVD
- Un agent soviétique très prudent
- Un réfugié allemand contre son pays d'accueil
- Un couple sacrifié pour le principe

***L***e décor est planté pour ce qui va être la plus longue bataille que se soient livrée les services secrets : la guerre froide. Le premier chapitre de cet affrontement s'était, d'ailleurs, ouvert dès 1941 avec l'espionnage atomique mené par les Soviétiques.

## *La défection d'Igor Gouzenko*

Igor Sergueievitch Gouzenko (1919-1982) est à peine âgé de 26 ans lorsqu'il arrive au Canada, en 1943, en qualité de secrétaire-traducteur, cet officier du GRU est en fait employé au chiffre de la Résidence des services spéciaux à l'ambassade d'Ottawa.

La *Rezidentura* (en français : « Résidence ») est l'antenne des renseignements dans une ambassade soviétique (ou, aujourd'hui, russe). Elle regroupe chacune des grandes directions (« Lignes ») du NKVD puis, plus tard, du KGB. On y trouvera donc une Ligne PR (renseignement politique), une Ligne X (renseignement scientifique et technologique), une Ligne N (soutien des agents illégaux), etc. C'est là que sont situées la salle « Zenith » (télécommunications et renseignement électronique) et la *Referentura*, salle blindée dans laquelle sont entreposés les archives et dossiers des officiers.

En clair, Gouzenko voit passer l'ensemble des messages ainsi que les directives de Moscou.

Dès le début de son séjour, Gouzenko est séduit par sa nouvelle vie : au Canada, les gens ont l'air heureux, ils vivent dans de bonnes conditions, et surtout ils sont libres.

Il n'hésite pas à en parler à ses collègues. Il reçoit un ordre de rappel à Moscou. Par chance pour lui, ses supérieurs ne peuvent se séparer du jeune agent. L'ambassade d'Ottawa est submergée de messages et autres rapports à envoyer au Centre.

Mais Gouzenko a déjà pris sa décision : il décide de préparer son passage à l'Ouest.

Dans tout service de renseignement, l'emploi de chiffreur est essentiel. Il est par définition au courant de tous les secrets du service et des grandes lignes des opérations en cours.

Au tout début de l'été 1945, Gouzenko verra ainsi transiter par sa table de travail les rapports d'un agent, *Alex*, qui dispose de renseignements extrêmement précis sur le programme nucléaire américain.

## *Un départ bien préparé mais difficile*

Moins naïf qu'il n'en a l'air, le jeune chiffreur a alors un trait de génie. Il veut déserter, certes, mais il se méfie : l'URSS et le Canada sont encore alliés. Par contre, s'il apporte la preuve de la duplicité des Russes, il aura entre les mains les moyens de négocier son avenir…

Dans la soirée du 5 septembre 1945, il fourre sous son pull une centaine de documents échangés entre la Résidence et le Centre avant de quitter son bureau.

Gouzenko se présente dans les rédactions de plusieurs grands journaux et leur raconte son histoire. Mais aucun rédacteur en chef ne le prend au sérieux.

Il réitère alors son offre auprès des ministères des Affaires étrangères et de la Justice : même réaction. Il comprend rapidement que si sa défection ne semble guère intéresser les Canadiens, elle n'a cependant pas échappé aux Soviétiques. Il se cache alors chez un voisin. C'est de ce poste d'observation qu'il assistera, terrorisé, à la mise à sac de son ancien logement. Et c'est ce raid musclé qui poussera les autorités canadiennes à réagir : vers minuit, plusieurs officiers de la police montée canadienne finissent par arriver et prennent les Gouzenko sous leur protection.

Coup de chance, William Stephenson, l'un des responsables du MI6, d'origine canadienne, mieux connu sous le nom de code *Intrepid*, est précisément de passage à Ottawa. Il estime immédiatement à leur juste valeur les informations apportées par Gouzenko.

La crise entre le Canada et l'URSS est presque immédiate.

Les renseignements que livre Gouzenko sont effectivement considérables puisqu'ils dévoilent un réseau entier du GRU, une partie de l'organigramme de l'espionnage soviétique en Amérique du Nord et les manœuvres de Moscou pour « pirater » les recherches scientifiques menées conjointement par la Grande-Bretagne, les États-Unis et le Canada en vue de l'arme atomique.

Au cours de son débriefing, il révèle également l'existence de deux agents du GRU infiltrés dans l'Administration anglaise et répondant au même nom de code : *Elli*.

Si le premier est facilement identifié – il s'agit de Kathleen Willsher, greffier adjoint à la High Court britannique – , la recherche du second donnera du fil à retordre aux contre-espions anglais durant de longues années.

C'est Oleg Gordievsky qui dissipera, enfin, le mystère en 1981 : il s'agit de Léo Long. Un agent tellement important que, lorsque les rapports qu'il avait transmis arrivaient à Moscou, une employée se tenait prête à les apporter directement à Staline. C'est que Long occupait durant la guerre un poste particulièrement sensible à *Ultra*. Après la guerre, affecté en Allemagne, il y deviendra directeur adjoint du renseignement.

## *Sur la trace des « espions atomiques »*

Mais les révélations de Gouzenko sont surtout à l'origine de l'arrestation de l'agent *Alex*, en réalité le savant atomiste anglais Alan Nunn May.

Alan Nunn May (1911-2003) est un physicien qui avait rejoint le PC anglais en 1930. Intégré dans le *Manhattan Project*, il commencera à renseigner Moscou en 1945.

C’est également à la suite de la défection de Gouzenko que le Congrès américain votera, le 1er août 1946, la loi Mac Mahon imposant le secret absolu autour de toutes les fabrications militaires liées au nucléaire, une rupture du secret pouvant entraîner la peine de mort.

## *Une fin de vie en pleine paranoïa*

Durant les décennies qui suivront son passage à l’Ouest, l’homme se cachera au Canada sous une fausse identité dans le but d’échapper aux tueurs que le NKVD puis le KGB pourraient lancer sur sa trace. Il sombrera peu à peu dans la paranoïa. Le 27 mars 1981, la tête couverte d’une cagoule, Igor Gouzenko donne une dernière interview et déclare qu’aucune action n’a été entreprise contre la présence de traîtres aux plus hauts échelons des services secrets britanniques.

Ultimes et tardives révélations ou besoin d’argent d’un homme qui faisait payer 1 000 dollars la moindre interview ? Les spécialistes estiment que Gouzenko ne pouvait plus être considéré comme une source très fiable.

Un an plus tard, en juin 1982, il décédera prématurément, à l’âge de 63 ans, près de Toronto.

Ses funérailles seront entourées d’un halo de mystère : la messe est anonyme, et c’est le cercueil d’un « Monsieur Brown, réfugié tchèque » que les assistants accompagneront au cimetière.

Les employés du chiffre soviétique occuperont désormais l’un des postes les moins enviés de la Résidence. Quant aux journalistes de l’*Ottawa Journal*, qui a raté l’un des scoops du siècle, ils se verront contraints de recevoir toute personne ayant des révélations à leur faire.

## *Le message crucial du 25 septembre 1941*

Si Gouzenko avait des choses à dire, il le devait largement à un message envoyé le 25 septembre 1941 au Centre par la Résidence de Londres : « le rapport le plus secret de la Commission gouvernementale concerne le développement de l'énergie atomique de l'uranium aux fins de produire une matière explosive. » Suivaient plusieurs paragraphes, très techniques, transmises à *Vadim* par l'un de ses agents, *Lizt*.

La Commission gouvernementale n'est autre que l'instance scientifique consultative présidée par Lord Hankey. C'est auprès de Lord Hankey que John Cairncross (*Lizt*), l'un des *Cinq de Cambridge,* s'active comme secrétaire particulier.

## *L'exceptionnelle importance de l'agent « Elli »*

C'est sans doute ce zèle qui permettait au colonel Oleg Tsarev, ancien officier opérationnel du KGB et « consultant » auprès du SVR, de déclarer, il y a une quinzaine d'années : « Cairncross est sans doute le plus important des *Cinq de Cambridge*. Non seulement il nous a fournis, durant toute la guerre, des documents *Ultra*, mais il est également le premier à nous avoir alertés sur les recherches atomiques anglo-américaines… »

Ce n'est pas seulement à cause des doutes de Staline que Moscou ne réagira En ce mois de septembre 1941, toute l'énergie des autorités soviétiques est concentrée sur les moyens d'enrayer l'opération *Barbarossa* contre l'URSS.

Ce n'est qu'au printemps 1942 que le Centre pourra se pencher sur les estimations des projets anglo-américains envoyées par Gorsky.

Passé les premiers moments de scepticisme Staline décide de confier à un groupe de savants triés sur le volet et rassemblés

autour d’un jeune physicien, Igor Vasilievitch Kourtchatov, cette affaire sensible.

## *Le NKVD chapeaute le renseignement atomique*

Immédiatement, Kourtchatov, qui a réuni autour de lui les meilleurs physiciens russes et les a intégrés dans le Labo 2, « pris en main » par le NKVD, qui lui attribue le nom de code de *Borodine*. Régulièrement, le jeune physicien prend connaissance des renseignements venus de Londres, et, bientôt, des États-Unis.

Au NKVD, deux hommes, sous le strict contrôle de Beria, ont la haute main sur la collecte du « renseignement atomique » : Pavel Mikhaïlovitch Fitine, le responsable du Département étranger, et son chef du renseignement scientifique et technique, Leonid Romanovitch Kvasnikov.

Trois autres officiers vont jouer un rôle fondamental. Il y aura Vassili Zaroubine, « résident » du NKVD à Washington à partir de janvier 1942, où il travaille sous le nom de guerre de *Zoubiline*. C’est lui qui sera l’interface principale entre l’ensemble des réseaux soviétiques des États-Unis et le Centre. Ensuite, Anatoli Antonovitch Yatskov, dit *Johnny*, qui succédera à Kvasnikov à la fin de 1945. Et enfin Alexandre Feklissov, qui sera, à plusieurs reprises, affecté aux États-Unis.

Voilà, donc, pour les officiers traitants. Mais il n’y a pas de « traitants » sans agents. Et dire que ceux-ci seront nombreux relève de l’euphémisme.

Un officier traitant est un officier de renseignement délégué par une centrale à la direction d’agents. Il n’effectue pas lui-même de missions d’infiltration ou de collecte de renseignements mais dirige les recherches et les transmet à sa hiérarchie.

## *Une galaxie d'agents pour la bombe atomique russe*

Outre John Cairncross, les Soviétiques peuvent compter sur plusieurs recrues de tout premier plan. L'une des plus importantes est une femme.

Melita Sirnis est née en 1912, d'un père letton et d'une mère anglaise. Connue sous son nom d'épouse (Norwood), elle est recrutée par le NKVD en 1937. Totalement acquise à l'idéal communiste, elle fait ses premières armes d'agent de renseignement au sein d'un réseau à l'arsenal de Woolwish mais doit rapidement être « mise en sommeil » : trois membres de son groupe ont été arrêtés.

Pour autant, le MI5 ne l'identifie pas. Réactivée à la fin de 1938, elle sera « traitée », pendant quelques années, par une femme remarquable, Ursula Hamburger Beurton (*Sonia*) qui travaille pour le GRU. Toujours est-il que la jeune femme, employée comme secrétaire à l'Association britannique de recherche sur les métaux non ferreux, sera à même de transmettre des renseignements sur *Tube Alloys*.

Mais, au début des années 1940, le plus prometteur des « espions atomiques » n'est ni John Cairncross ni Melita Sirnis, mais un jeune physicien d'origine allemande, Klaus Fuchs.

## *Klaus Fuchs, l'espion au-dessus de tout soupçon*

Selon certains experts, Klaus Fuchs aurait permis à l'URSS de gagner trois années décisives dans les recherches sur la bombe atomique !

# Klaus Fuchs, le réfugié qui trahit son pays d’adoption

En 1933, Klaus Fuchs se réfugie en Angleterre pour poursuivre ses études de physique, où il comptera, parmi ses maîtres, le futur Prix Nobel Sir Neville Mott. Les autorités britanniques n’ignorent pas que ce fils de pasteur est membre du parti communiste allemand, pourtant, ils ne le soupçonneront jamais d’aucune activité suspecte.

Étudiant sérieux, solitaire et peu bavard, Fuchs, en apparence du moins, est supérieurement doué.

Il commence sa très prometteuse carrière de physicien dans un laboratoire de l’université d’Édimbourg. Trois ans plus tard, il demande la citoyenneté britannique mais la guerre éclate et Fuchs, qui sera même brièvement interné sur l’île de Man puis au Canada, devra attendre juin 1942 pour que sa démarche aboutisse.

L’Angleterre a besoin en effet de chercheurs de talent, et Fuchs, dont la loyauté semble inattaquable, est l’un des meilleurs spécialistes de la physique nucléaire.

Pourtant, fin 1941, le physicien qui rend tant de services à son pays d’adoption commence également à transmettre aux Russes les informations qu’il récolte sur les projets atomiques. Resté militant communiste, il a assidûment fréquenté les réunions de l’Association pour les relations culturelles avec l’Union soviétique. Fuchs est un stalinien de la plus

belle eau : introverti, renfermé, il semble ne s'intéresser qu'à ses recherches et son idéal. Car Fuchs est resté un membre clandestin du parti communiste allemand en exil, et c'est l'un des membres influents de ce parti, Jurgen Kuczynski, qui le mettra en contact avec un réseau du GRU.

Les informations transmises par Fuchs (*Rest* puis *Charles*) sont d'autant mieux venues que, depuis quelques semaines, le Centre tente de découvrir la moindre information sur les recherches atomiques en cours en Grande-Bretagne.

En 1943, un accord secret passé entre Franklin Roosevelt et Winston Churchill prévoit un échange d'informations.

Fuchs est donc envoyé aux États-Unis en décembre pour participer aux travaux du *Manhattan Project* au centre de Los Alamos. Parallèlement, il change de contrôleurs à Moscou : contraints et forcés, les officiers du GRU doivent le céder à leurs collègues et rivaux du NKVD.

L'espionnage atomique soviétique est encore loin d'avoir livré tous ses secrets. Pas moins de 200 agents de Moscou seront concernés en Grande-Bretagne comme aux États-Unis, par l'opération *Enormoz*. Mais on sait aujourd'hui que Fuchs n'était pas le seul agent russe présent à Los Alamos.

## *Theodore Alvin Hall, alias « Jeunot »*

Dans son livre *Missions spéciales*, Pavel Soudoplatov affirme que c'est… Robert Oppenheimer, considéré comme le père de la « bombe A » américaine qui a contribué à informer Moscou de l'avancée des travaux.

Outre le fait que Soudoplatov n'apporte aucune preuve à l'appui de ses dires, ceux-ci ont été démentis par le SVR (le service russe « héritier » du KGB).

Il y avait pourtant d'autres « agents atomiques » à Los Alamos.

Dans un livre paru en 1996, le colonel Vladimir Tchikov identifiait l'un d'eux par les deux pseudonymes : *Persée* puis *Mlad* (« le Jeunot »). Tchikov n'identifiait pas plus précisément *Mlad*. Il faudra attendre le 25 février 1996 pour que le *Washington Post* affirme que *Mlad*, en fait, n'est autre que le physicien américain Theodore Alvin Hall, alors âgé de 70 ans et retiré à Cambridge.

L'expression *walk-in* désigne un agent qui offre volontairement ses services, sans subir aucune pression. Tout simplement il « entre » de lui-même (*to walk in*) dans la « carrière »…

## Theodore Hall : un « walk-in » de l'espionnage

Hall (1925-1999) est né à New York, le 20 octobre 1925. Entré à Harvard à 16 ans, il se verra offrir un poste de physicien à Los Alamos un peu après ses 18 ans. Hall est un *walk-in* typique : au printemps 1942, il s'est contenté de pousser la porte de l'Amtorg, la mission commerciale soviétique à New York, et a demandé à être mis en relation « avec quelqu'un du consulat soviétique »… Il transmettra dès lors au Centre des informations techniques cruciales.

Hall fera l'objet, de 1950 à 1952, d'une enquête du FBI, mais il a, à cette époque, rompu avec le réseau : il ne sera pas inquiété. Au milieu des années 1990, les progrès dans les décryptages permettront d'établir définitivement le double jeu de Hall. Atteint d'un cancer incurable, il acceptera de reconnaître que, à l'âge de 19 ans, « il avait agi comme quelqu'un d'immature, d'inexpérimenté et de trop sûr de lui… ». Hall se livra, enfin, à un demi-aveu : « Peut-être que le cours de l'histoire, s'il n'avait pas été changé, aurait conduit à une guerre atomique dans les cinquante dernières années. Par exemple, la bombe aurait bien pu être lâchée sur la Chine en 1949 ou au tout début de 1950. Eh bien, si j'ai aidé à empêcher cela, j'en accepte le poids. »

Son épouse et l'une de ses filles, Ruth, affirment que Theodore Hall n'a jamais regretté ce qu'il avait fait mais que ce secret lui avait longtemps pesé et que la révélation de ses activités d'espionnage avait peut-être été une forme de libération pour lui.

Enfin, en liaison étroite avec *Mlad*, un troisième homme travaille pour les Soviétiques à Los Alamos : Saville Savoy Sax. Encore un génie précoce : Sax, condisciple de Ted Hall à Harvard, n'avait qu'une année de plus… Ces douze mois lui vaudront le surnom de *Star* (« le Vieux »). Avec trois hommes dans la place en comptant Klaus Fuchs et près de 200 autres participants à l'opération, on devine que Moscou ne devait pas ignorer grand-chose de ce qui se passait…

## *Les Cohen : de la guerre d'Espagne à l'espionnage atomique*

Le réseau atomique russe est complexe : tant à Moscou qu'en Grande-Bretagne, au Canada ou aux États-Unis, officiers et agents forment une véritable phalange secrète, extrêmement dense. Cela n'est pas sans poser de graves problèmes de sécurité. En particulier d'autoriser des officiers soviétiques à multiplier les contacts avec les agents infiltrés en profondeur dans le complexe nucléaire allié. Tôt ou tard, ces relations ne pourraient que conduire *Sprout* (« la Pieuvre », le nom de code du FBI dans les télégrammes échangés entre les Résidences américaines et Moscou) sur la piste du réseau.

Pavel Fitine décide donc, respectant ainsi les règles de la *conspiratsya*, de créer sur le sol américain un centre de coordination et de communication secret.

Le terme *conspiratsya* désigne, pour les services russes, les méthodes clandestines à appliquer au renseignement.

## *Mise en place d'une Résidence clandestine*

Encore faut-il trouver la personne *ad hoc* pour gérer ce « centre clandestin ». Il doit s'agir d'un Américain. C'est à ce moment qu'un message atterrit sur le bureau de Fitine : la Résidence demande l'autorisation de recruter un certain Altman, nom de code *Luis.* Fitine se fait immédiatement remettre par Anatoli Yatskov le dossier concernant *Luis*.

Israel Pickett Altman, fils d'immigrés juifs russes, a adhéré très jeune au parti communiste et a été volontaire dans les Brigades internationales. C'est dans les Brigades qu'il a été approché par un officier soviétique. Et pas n'importe lequel puisqu'il s'agit d'Alexandre Orlov, une légende du renseignement. Orlov est à cette époque « résident » clandestin en Espagne, où il s'emploie à organiser la chasse aux trotskistes. Grièvement blessé, Altman a été évacué sur un hôpital militaire de Barcelone. C'est là qu'il va rencontrer le « *companero* Brown », une des identités d'emprunt d'Alexandre Orlov.

# Alexandre Orlov : l’art de l’assurance vie

Alexandre Orlov (1895-1973) a vu le jour dans une famille juive de Biélorussie. Il « travaillera » sous les pseudonymes les plus divers : Nikolski, Nikolaïev, Berg, Brown ou encore Orlov. Son nom de code est *Chved* (« le Suédois »).

Il appartient à cette génération des « grands illégaux », souvent d’origine juive, venus au communisme dans les feux de la révolution bolchevique. Après avoir rempli de nombreuses missions dans la moitié des pays d’Europe, Orlov reçoit, en 1938, l’ordre de se rendre à Anvers.

Très au fait des purges, il subodore que le Centre ne lui veut pas que du bien et décide de prendre la tangente. Il disparaît de Barcelone avec sa famille. Deux semaines plus tard, un inconnu dépose à l’ambassade soviétique à Paris un pli « à l’intention de Nikolaï Ivanovitch Iejov. De la part de Chved ». En travers, on a écrit : « Ne doit être ouvert par personne d’autre »…

Dans cette lettre, Orlov explique qu’il ne rentrera pas à Moscou mais que, par ailleurs, il ne trahira jamais les intérêts soviétiques et la cause communiste. Bien entendu, précise-t-il, plusieurs doubles de ces documents ont été déposés en lieu sûr et seront rendus publics si on attente à ses jours. Aussi incroyable que cela paraisse, le NKVD cédera au chantage…

Réfugié aux États-Unis, Orlov y publiera, après la mort de Staline, un livre de révélations sur l'espionnage soviétique puis acceptera de témoigner devant diverses commissions sénatoriales et deviendra une sorte d'expert fréquemment consulté par le FBI. Pourtant, il ne révélera jamais l'identité des agents qu'il avait recrutés.

Des émissaires de Moscou le rencontreront à deux reprises pour lui offrir de rentrer en URSS, mais il préférera rester aux États-Unis, où il mourra à l'âge de 77 ans. À la fin des années 1990, le colonel Tsarev sera autorisé à publier un livre à la gloire du transfuge. Alexandre Orlov est donc, à notre connaissance, le seul officier à avoir fait chanter les organes de sécurité russes et à être pourtant considéré par ceux-ci comme un véritable héros.

Brown-Orlov, donc, a amorcé, en Espagne, le recrutement d'Altman, que nous désignerons désormais sous son véritable patronyme : Morris Cohen. Ce recrutement est un véritable chef-d'œuvre. On en a gardé la trace par un compte rendu rédigé par Altman et on y découvre, entre autres, qu'Alexandre Orlov ne cache rien de ses intentions à son interlocuteur : « Staline est une tragédie pour notre pays… mais je lui resterai fidèle jusqu'à la fin de mes jours. »

## *Un couple au cœur de la clandestinité*

Lorsque Fitine prend connaissance des rapports établis par Orlov, ce dernier est déjà « passé à l'Ouest » depuis plus de deux ans. *Luis* propose de recruter sa propre femme, Léontine, née Petka. Elle aussi est communiste. Après avoir mûrement réfléchi et avoir pesé le pour et le contre, Fitine décide

d’engager le couple. Il va faire des merveilles : c’est Léontine Cohen, devenue, pour le NKVD, *Leslie*, qui ramènera à New York des centaines de pages de notes, de plans et de diagrammes dont surgira, à la fin des années 1940, la bombe atomique soviétique.

Désormais, Moscou sera informé quasiment en temps réel, des progrès réalisés par les équipes de chercheurs anglo-saxonnes. Ainsi, à la mi-juin 1945, Leonid Kvasnikov est en mesure de prévenir le Centre que le premier test de l’arme aura lieu le 10 juillet.

Lorsque Staline est officiellement averti du succès de ce test par Winston Churchill et Harry Truman lors de la rencontre des chefs alliés à Postdam, il est, en fait, beaucoup plus au courant que le nouveau président américain. En tant que vice-président, Truman n’avait, en effet, jamais été mis dans le secret qu’il ne découvrira que le 12 avril.

Quatre ans plus tard, durant l’été 1949, l’URSS fera exploser sa première bombe. Les « espions atomiques » de Moscou avaient bien travaillé.

## *Chute d’un réseau*

Mais en Occident, les nuages s’amoncellent au-dessus de la tête de leurs agents. Les révélations faites au Canada par Gouzenko ont en effet déclenché une gigantesque chasse à l’homme.

Les Cohen, mis en sommeil, ne seront réactivés qu’au printemps 1947, après avoir rencontré Yatskov à Paris. Ils continueront à servir, à New York, collaborant avec d’autres officiers de renseignement soviétiques.

Klaus Fuchs, démasqué, sera jugé à Londres. En fait, c’est le décodage des télégrammes *Venona* qui mettra le FBI sur la

piste de *Charles*. À son retour dans son pays d'accueil, en 1946, il a occupé d'importantes fonctions au nouvel institut de Harwell, un centre secret, où les Britanniques préparent, à l'insu des Américains, la fabrication de leur première bombe atomique. Après une nouvelle enquête de routine, le MI5 a délivré un avis favorable sur le physicien.

## *Fuchs sort de sa retraite*

Nous avons été en mesure de révéler que Klaus Fuchs était resté en contact avec le renseignement soviétique. C'est ce que nous avait expliqué le colonel Feklissov, dernier traitant soviétique de Fuchs : « Après qu'il a été transféré en Angleterre, nous avons cherché comment reprendre contact avec lui. Il était difficile d'utiliser un de nos agents anglais. C'est moi qui ai été désigné pour cette mission. Londres avait été à moitié rasé par le Blitz et les bombes volantes et il était difficile de trouver à se loger, mais je ne pensais qu'à une chose : renouer le contact avec Fuchs. »

Le rendez-vous a été fixé dans un bar. Feklissov l'appréhende un peu, cela fait maintenant quinze mois que Fuchs n'a plus été « traité ». Les deux hommes prennent contact : « Il m'a dit : je suis vraiment ravi. Je pensais que vous m'aviez oublié… »

Près de cinquante années s'étaient écoulées depuis cette première rencontre entre le génial savant et le jeune officier de renseignement qui était alors âgé de 31 ans. Mais le colonel Feklissov était resté sous le charme : « Fuchs était un véritable génie, j'en avais été prévenu. Mais il m'a stupéfié. Lors de ce premier rendez-vous, il m'a remis un calepin. Cinquante pages de notes de première importance sur le traitement de l'uranium. C'est Fuchs qui nous a livré les secrets qui, parallèlement à la bombe atomique, nous ont permis de développer la bombe H. »

## *Où l'on retrouve… Kim Philby*

L'ironie de l'histoire veut que le premier officier de renseignement anglais prévenu par les Américains des soupçons qui pèsent sur Klaus Fuchs soit un autre agent soviétique : Kim Philby. Mais Philby ne peut sauver Fuchs sans gravement s'exposer et, en décembre 1949, le savant est arrêté. Il passera aux aveux le 27 janvier 1950 et sera condamné à quatorze ans de prison.

Pour protéger le secret de *Venona*, Américains et Britanniques laisseront accréditer une version officieuse voulant que c'est de sa propre initiative que Klaus Fuchs aurait pris contact avec un agent du contre-espionnage.

Au cours de son procès il plaide coupable. « J'ai utilisé la dialectique marxiste pour établir dans mon esprit deux compartiments distincts : dans l'un, je m'autorisais des amitiés, des relations personnelles. […] Je pouvais me sentir libre sans crainte d'être découvert, car je savais que l'autre compartiment prendrait le relais si je m'aventurais en eaux profondes […] », déclare-t-il. Et il ajoute que « l'Union soviétique devait connaître les résultats de ces travaux, l'équilibre des forces dans le monde devant être meilleur si l'arme suprême était partagée ».

Libéré en 1959, il gagnera l'Allemagne de l'Est. Directeur de l'Institut de physique nucléaire de Rosendorf, près de Dresde, élu à l'Académie des sciences, décoré pour ses travaux scientifiques, il deviendra alors un dignitaire du régime est-allemand.

Le 16 mai 1950, le Centre envoie à la Résidence de New York un télégramme comminatoire : « En raison de la conjoncture actuelle susceptible d'affecter "*Luis*" et "*Leslie*", je vous demande de les informer, par l'intermédiaire de "*Claude*", que le Centre est préoccupé par la répression politique croissante à l'encontre des esprits indépendants [*sic* !] et des personnes liées

au parti communiste et à la Brigade internationale Abraham-Lincoln. Faites savoir à “*Luis*” et “*Leslie*” que cette évolution des choses risque d’aboutir à leur arrestation. C’est pourquoi l’occasion leur est offerte de quitter les États-Unis… » Après avoir quelque peu renâclé, les deux agents s’exécuteront pourtant.

## *Julius et Ethel Rosenberg, une tragédie américaine*

Mais tous n’auront pas cette chance. Au mois de mai 1950, le FBI arrête Harry Gold, l’un des courriers de Klaus Fuchs.

Harry Gold déclare en effet avoir eu une entrevue, en juin 1945, avec un certain Greenglass à Albuquerque, une ville voisine de Los Alamos. Or, David Greenglass, jeune sergent de 23 ans, est déjà connu du FBI, qui le soupçonne d’avoir volé de l’uranium à Los Alamos.

Le 15 juin, David Greenglass est convoqué au bureau du FBI de New York. À la grande stupéfaction des « agents spéciaux », il « craque » immédiatement et avoue avoir dérobé des secrets atomiques pour le compte de l’Union soviétique. Mais, précise-t-il, il n’a agi que sur les conseils de son beau-frère, Julius Rosenberg.

Julius Rosenberg et sa femme, Ethel, tous deux d’origine juive, comme les Cohen, vivent alors au sud de l’île de Manhattan. La jeune femme travaille comme secrétaire et son mari trouve un emploi d’ingénieur.

Peu de temps après, Julius, accusé d’être membre du parti communiste, perd son emploi. Il décide alors de créer une petite société de machines provenant des surplus de guerre, et prend comme associés les deux frères d’Ethel, Bernard et David Greenglass. Mais les affaires ne rapportent guère et

Julius se retrouve seul et incapable de rembourser leurs parts. Très vite, leurs relations se dégradent et David menace de le poursuivre en justice.

## *Chasse aux sorcières*

Le lendemain des aveux de Greenglass, des agents du FBI se présentent chez les Rosenberg et procèdent à un premier interrogatoire de Julius. Celui-ci, stupéfait, affirme ne rien comprendre aux accusations de David Greenglass. Ruth, la femme de ce dernier, soutient de son côté que son mari a bien remis des documents à Gold mais sur les recommandations des Rosenberg. Et elle ajoute que le couple a reçu d'énormes sommes d'argent des Soviétiques. Le 17 juillet, Julius Rosenberg est arrêté, inculpé et incarcéré.

Aussitôt, la presse et la radio se déchaînent, encourageant la « chasse aux sorcières », qui sévit déjà depuis un an. Julius Rosenberg se voit désigné comme le chef du principal réseau d'espionnage soviétique aux États-Unis.

Bien à tort, évidemment, mais il a, malheureusement, tout pour faire un « coupable idéal ».

Du reste, les accusations de Greenglass se font de plus en plus précises. Il déclare ainsi avoir rédigé de mémoire les plans de la bombe A, que Julius a lui-même remis aux Soviétiques. Et il ajoute que c'est Ethel qui a dactylographié ce rapport. Arrêtée à son tour pour complicité, la jeune femme rejoint son mari en prison.

Pendant des mois, le FBI tente de recueillir des preuves contre les Rosenberg. Harry Gold persiste à affirmer qu'il ne connaît pas les Rosenberg. Greenglass exagère manifestement, jusqu'à la plus grotesque des caricatures, le rôle qui a été le sien : comment un simple mécanicien aurait-il été capable de

transmettre (de mémoire, qui plus est…) les plans d'une bombe conçue par un cénacle des meilleurs physiciens de l'époque ?

## *Un procès perdu d'avance*

Lorsque le procès Rosenberg s'ouvre le 6 mars 1951 à New York, un sentiment de malaise plane : David Greenglass répète tranquillement son absurde histoire.

Des savants atomiques viennent témoigner à la barre mais à huis clos ; Einstein lui-même écrira au président des États-Unis pour lui faire part de sa conviction que la déposition de Greenglass ne peut être plausible. La seule certitude est que les Rosenberg sont, ou ont été, communistes.

Devant le courage tranquille de l'homme qu'elle aime passionnément et qui garde la bouche cousue, Ethel adopte la même stratégie. Malgré l'incroyable faiblesse de l'accusation, les jurés les déclarent coupables de « complot en vue de commettre le crime d'espionnage ».

Le 5 avril 1951, le juge Kaufman prononce la peine de mort contre Ethel et Julius Rosenberg. David Greenglass s'en tire avec une peine de quinze ans de prison.

La majorité des Américains accueille le verdict avec satisfaction. Le monde pourtant va s'émouvoir et, très vite, une formidable campagne d'opinion se développe en faveur des Rosenberg.

« Clémence au bénéfice du doute », réclament aussi bien Einstein que Pie XII ou Vincent Auriol, président de la République française. »

Le 19 juin 1953, après vingt-sept mois de procédure d'appel, les Rosenberg sont exécutés l'un après l'autre sur la même chaise électrique.

« Jamais on ne pardonnera au gouvernement américain ce scandaleux déni de justice, et cette sentence odieuse contre deux innocents », écrivait Julius Rosenberg à son épouse dix-huit jours avant leur exécution.

## *Les confidences du colonel Feklissov*

Pendant des décennies, les services secrets soviétiques, puis russes s'en sont tenus à la même version : les Rosenberg n'ont jamais été employés par Moscou.

Officieusement, c'est un peu différent. Le colonel Feklissov, qui avait été affecté une première fois à New York entre 1941 et 1946 avant de « reprendre en main » Klaus Fuchs, nous déclarait quant à lui : « Les Rosenberg n'avaient aucune connaissance technique ou scientifique leur permettant de travailler dans ce domaine. Et nous n'avions pas besoin d'eux en appui parce que nous avions déjà une autre équipe (les Cohen, *Luis* et *Leslie*). S'il est vrai que Julius a été notre agent, cela n'a jamais été le cas d'Ethel… »

L'émotion du colonel Feklissov était visible : il avait, lui-même « travaillé » avec les Rosenberg et leur mort était restée pour lui comme une blessure ouverte.

Et pourtant, après des décennies de débat et d'anathème, le débat est aujourd'hui tranché : Julius Rosenberg était bel et bien un agent soviétique, mais il n'avait rien du « superespion ».

En fait, l'appartement des Rosenberg à New York servait à des réunions clandestines et faisait office de laboratoire photo où l'on reproduisait plans et documents divers.

Julius Rosenberg y est désigné sous ses pseudonymes successifs (*Antenna* puis *Liberal*) et son travail y est évoqué à

plusieurs reprises.

## Le message qui identifie les Rosenberg

« DE : NEW YORK

À : MOSCOU

N° : 1657

À VIKTOR

Votre n° 5356. Le nom de famille de l'épouse de LIBERAL est le même que celui du mari. Le prénom est ETHEL. Âgée de 29 ans. Est FELLOWCONTRYMAN DEPUIS 1938. Bien éduquée politiquement. Elle connaît le travail de son mari et celui de METR et NIL. On peut la caractériser comme étant positive et dévouée…

ANTON »

Quelques précisions : *Viktor* est Pavel Fitine, le chef du renseignement extérieur au NKVD, et *Anton* est le pseudonyme de Leonid Kvasnikov. La mention « FELLOWCOUNTRYMAN » (en code russe : ZEMLYAK) désigne un membre du parti communiste américain. METR et NIL sont des agents collaborant avec Julius Rosenberg.

Il n’en reste pas moins que la sentence appliquée à *Liberal* est hors de toute proportion avec ce que l’on pouvait réellement lui reprocher. Car il est clair que l’espionnage atomique n’entre pas dans le lot.

Ainsi, ce message d’*Anton* à *Viktor*, le 16 décembre 1944. Après avoir fait allusion à un contact avec *Kalibr* (David Greenglass), *Anton* explique : « *Liberal*, argumentant qu’il ne connaît rien à tout cela, demande qu’un de nos hommes rencontre directement *Kalibr*. »

Quant au cas d’Ethel Rosenberg, on peut réellement parler d’une erreur judiciaire et même d’un vrai déni de justice.

Il est clair que le fait d’être de nationalité américaine a fortement desservi les Rosenberg : ils devenaient, non plus des « espions », mais des « traîtres ».

Mais si les Rosenberg ont été les seuls agents soviétiques à être jamais exécutés en Occident, ils le doivent probablement à deux facteurs. D’abord, les États-Unis traversaient dans les années 1950, avec le maccarthysme, la plus grave crise d’intolérance de leur histoire. Ensuite, la guerre de Corée est à son apogée.

# Chapitre 35

# Premiers affrontements de la guerre froide

***Dans ce chapitre :***

- Les nouveaux alliés du renseignement soviétique
- Une CIA très « syndiquée »
- Des réseaux dormants en prévision de l'invasion soviétique
- Paranoïa et procès spectacles dans les pays satellites
- De Berlin à la Corée, une guerre parfois très chaude
- Une prise de choix pour le KGB
- Un espion de papier aimé par Kennedy

***Q***u'on ne s'y trompe pas, la guerre froide est une « vraie guerre ». Avec, pour corser le tout, bien entendu, une guerre secrète sans pitié.

L'état d'esprit de la communauté occidentale du renseignement était alors celui d'une citadelle assiégée. De la fin des années 1940 au milieu des années 1980, de l'établissement du Rideau de fer à la mise au pas de la Pologne, le bloc communiste n'arrêtera pas de marquer des points.

Il faudra attendre la fin des années 1980 pour comprendre que le géant avait, en fait, des pieds d'argile.

Le monde était fasciné par la force apparente du géant soviétique et qui écoutait les sceptiques ? L'heure n'était pas aux tergiversations mais au combat. Les SR allaient y prendre leur place.

Soyons clairs : si nous portons un jugement moral sur le système communiste, il n'est pas question pour nous de juger les hommes qui le servent dans l'ombre.

Il est légitime, pour un Soviétique ou un Polonais, de travailler pour les services de renseignement de son pays, tout comme cela l'est pour un Français ou un Américain de servir sa patrie. Mais il reste que beaucoup ont gaspillé leur courage, leur intelligence et leur talent (et parfois leur liberté ou leur vie) au service d'une cause qui a été balayée par cette « marche de l'histoire » dont aimaient à disserter les marxistes…

## *Les principaux services spéciaux communistes de la guerre froide*

Quels sont, donc, les grands intervenants de la guerre secrète ?

En Union soviétique, deux organismes de renseignement continuent à se partager le travail. Au sein de l'armée, le GRU (Glavnoïe Razvedïvatelnoïe Upravelnïe) s'intéresse au renseignement militaire et technologique, tandis que le NKVD de Staline, devenu en 1954, après de nouvelles mutations, le KGB (Komitet Gosurdarstvennoï Bezopasnosti, ou « Comité de la sécurité d'État »), s'intéresse à tous les autres secteurs du spectre du renseignement, et monte une garde vigilante contre les ennemis de l'État.

On notera d’ailleurs que le GRU est étroitement surveillé par le KGB, qui jouit d’une prépondérance absolue.

## *Un rapprochement avorté*

En 1947, Moscou sera tenté par une plus grande coordination, justifiée en partie par la méfiance maladive de Staline, qui voit d’un mauvais œil la concentration de trop de pouvoirs entre mains de Beria, qui pourrait devenir un dangereux rival. Sous la houlette de Vyatcheslav Mikhaïlovitch Molotov, ministre des Affaires étrangères, le Comité pour l’information (KI, ou Komitet Informatsyi) voit le jour. Il réunit les organes de collecte du renseignement étranger du NKVD (rebaptisé MGB) et du GRU.

Tout d’abord, Molotov et ses adjoints étant étrangers au métier du renseignement, ils manifestent une attention quasi paranoïaque au moindre détail. Tout doit être approuvé par Moscou. Ensuite, les ambassadeurs soviétiques reçoivent mission de contrôler le travail des professionnels du GRU et du MGB. Ils ne connaissent ni ne comprennent rien.

Bref, un an à peine après la réforme le KI sera officiellement dissous.

## *VPK et GKNT : à l’assaut de la technologie occidentale*

La recherche, dans le domaine industriel et technologique, sera coordonnée par la VPK (« Commission d’État militaro-industrielle ») et le GKNT (« Commission d’État pour la science et la technologie »).

## *Coordonner les partis communistes*

Enfin, au sein du parti communiste lui-même existe un Département international, qui s'occupe des relations avec les « partis frères ». C'est ce département qui décide du financement des partis communistes étrangers. Ses opérations « conspiratives » sont menées par des agents prêtés par le KGB.

## *L'appui des pays satellites*

Ce qui est fondamentalement nouveau, après 1945, c'est que les services soviétiques peuvent désormais s'appuyer sur ceux de plusieurs pays tiers. Ainsi, l'AVO (Allamvedelni Asztaly) puis l'AVH (Allamvelmi Hatosag) hongrois, la DIE (chargée du renseignement extérieur) et la DGSP (Directoratul General al Sigurantei Poporuli, mieux connue sous le sinistre vocable de Securitate) roumaines, le DS (Durzhavna Sigurnost) bulgare, le HvA (Hauptverwaltung Aufklärung) et le K5 puis le SSD (passé à la postérité sous le nom de Stasi) est-allemands, l'UB (Urzad Bezpieczenstwa) puis le SB polonais, le StB (Statni Bezpecnosti) de Tchécoslovaquie seront de fidèles auxiliaires du renseignement soviétique.

Enfin, le KGB collabore ponctuellement avec les services secrets de certains « clients » de l'URSS : Égypte, Irak, Libye, Syrie, organisations palestiniennes.

Bref : une véritable pieuvre employant directement des centaines de milliers d'hommes et de femmes.

## *Des services « frères » étroitement contrôlés*

Soulignons encore que les Soviétiques disposent de trois clés pour contrôler ces services satellisés. D'abord, dans les pays socialistes, les services de sécurité dépendent étroitement des partis communistes locaux. Ensuite, le KGB assure la formation des cadres et provoque régulièrement des

conférences dans le but de coordonner, plus étroitement encore, le travail commun.

Enfin, la centrale moscovite dispose, dans chacun de ces services, de véritables « taupes ».

Dans une telle nasse, aucun élément de la vie des citoyens ne peut échapper à l'observation attentive des « organes ».

Oleg Gordievsky en témoigne : « L'une des inventions les plus cyniques de l'UB consista à entraîner l'un de ses agents, le lieutenant-colonel Jierek Labanovski, à se faire passer indifféremment pour un prêtre catholique, un pasteur protestant ou un rabbin lorsque des condamnés à mort exerçaient leur droit de demander la présence d'un ecclésiastique à leur exécution. »

Ce que les interrogateurs de l'UB n'avaient pu obtenir par la torture et les pressions psychologiques, ce curieux conseiller moral l'apprenait ainsi par la la confession d'hommes qui, à leurs derniers moments, pensaient se confier à un ami…

## Évolution et fonctionnement des grands services anglo-saxons durant la guerre froide

Aux États-Unis, c'est la CIA (Central Intelligence Agency) qui est en charge du renseignement à l'étranger. Elle partage toutefois cette responsabilité avec les militaires de la DIA (Defense Intelligence Agency), qui regroupe, depuis 1947, les services de renseignement de l'US Army et de l'US Navy, et avec

le State Department Bureau of Intelligence and Research (SDBIR).

Le système ouvre la porte à toutes les rivalités. Ainsi, selon le colonel William V. Kennedy, « plus de vingt ans après l'événement, la DIA et la CIA présentent encore chacune à la presse des arguments différents pour prouver que leur service d'interprétation des photos aériennes avait "découvert" à Cuba ».

Le contre-espionnage est confié au FBI (Federal Bureau of Investigation), mais la CIA comme la DIA possèdent leur propre organe de CE « offensif » travaillant hors des frontières. Les recrues ont, pour faire leurs classes, accès à toute une galaxie d'écoles, de « la Ferme » de Camp Peary à l'école Sigint (interception radioélectrique, cryptage et décryptage) d'Arlington Hall, l'US Army Investigative Training School de Chicago, la Military Intelligence Service Language School de Fort Snelling, le Military Intelligence Training Center de Camp Ritchie dans le Maryland ou encore la FBI Academy de Quantico (Virginie).

En Grande-Bretagne, MI5 et MI6 partagent le terrain avec le renseignement militaire et ont accès aux observations réalisées par le GCHQ (Government Communications Headquarters). L'ensemble de ces activités est coordonné par le Joint Intelligence Committee (JIC). Chaque service évalue lui-même les informations dont il est le producteur mais, avant que celles-ci ne soient soumises aux échelons politiques, elles passent par le filtre du Committee. De même, en cas de crise spécifique le JIC peut demander à chacun des services de détacher quelques spécialistes dans une cellule commune mise sur pied pour l'occasion. Travaillant à temps plein sur la question, ces

spécialistes peuvent s'appuyer sur toutes les ressources de leurs « maisons » respectives.

La Grande-Bretagne collabore assez étroitement avec les services secrets des pays anglo-saxons du Commonwealth (police montée et Service canadien de renseignement et de sécurité, Australian Security and Intelligence Organisation, Asio, en Australie, etc.).

## *L'Asio, un aperçu du renseignement australien*

C'est le 16 mars 1945 que le Premier ministre australien signe la directive créant le SR australien.

Sa première tâche sera de reprendre le matériel issu des décryptages *Venona* et pouvant mettre les enquêteurs du contre-espionnage sur la trace de « taupes » soviétiques dans le pays.

En 1954, l'Asio réussit sa première grande opération en poussant Vladimir Mikhaïlovitch Petrov, officiellement secrétaire d'ambassade et en fait officier supérieur du renseignement soviétique, à demander l'asile politique. Le Premier ministre, Robert Menzies, annonce la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'espionnage communiste.

En 1960, le Telephonic Communications (interception) Act assoit la légalité de l'Asio en entérinant les écoutes téléphoniques. Trois ans plus tard, nouveau succès : l'espion-diplomate Ivan Fedorovitch Skripov est déclaré *persona non grata* et expulsé ; en poste en Australie, il a mené une longue approche, en vue de recrutement, d'une jeune femme, en fait un agent de l'Asio.

À la fin des années 1970, l'Asio se verra accorder des droits : interception et ouverture du courrier, perquisitions clandestines, « sonorisation » de locaux suspects sont désormais autorisées.

Dans les années 1980, enfin, l'Asio verra ses activités sensiblement réorientées vers l'antiterrorisme et la lutte contre le crime organisé.

## *1945-1948 ou les prémices de l'affrontement*

La fin de la Seconde Guerre mondiale voit les centrales occidentales tourner leur dispositif vers des objectifs « communistes ».

La communauté américaine du renseignement, encore balbutiante, prend conscience qu'elle dispose d'un véritable trésor : les archives nazies, parmi lesquelles, les dossiers de la *Kulturabteilung* du ministère allemand des Affaires étrangères, de nombreuses analyses sur la vie du parti communiste soviétique, les questions nationales en URSS, l'Armée rouge, les services secrets mais aussi des dossiers biographiques soigneusement tenus à jour…

La traduction et l'exploitation de cette manne constitueront un important noyau autour duquel se bâtira peu à peu la formidable documentation de la CIA.

### *Guerre d'influence dans les pays fragiles*

Rapidement, outre l'Allemagne, deux États « fragiles » retiennent l'attention des services de renseignement américains : l'Italie et la France.

Ces deux pays ont un point commun : le parti communiste, l'une des forces vives de la Résistance, occupe une place prépondérante et jouit, dans la classe ouvrière et dans les milieux intellectuels, d'une aura de prestige.

Mais à partir de 1946, plus que sur les partis communistes eux-mêmes, c'est sur leur tentative de prendre le contrôle des grandes centrales syndicales que va se focaliser l'attention des agents américains. Ainsi, à Rome, les experts américains, estiment que « le contrôle de la CGIL par les communistes doit être brisé ou bien le gouvernement De Gasperi restera à la merci d'offensives politiques… »

## *La CIA se lance dans… le syndicalisme*

Dès lors, la CIA choisira de soutenir un syndicat catholique « dissident » et des forces politiques démocratiques.

En France, c'est sur Force ouvrière que s'appuieront les Américains : « Les communistes français contrôlent la CGT. Elle est extrêmement bien financée. La majorité de ses membres ne sont pas communistes mais n'ont pas voix au chapitre. Son but à long terme est le renversement du gouvernement… »

Mais face à cette CGT puissante et bien encadrée, les trois autres centrales, dont la principale est FO. Au passage, les hommes de la CIA n'hésitent pas à égratigner le « patron » de FO : « Léon Jouhaux est un opportuniste âgé qui doit être poussé par sa base pour prendre des positions. »

Dans le but de briser le monopole de la CGT et d'isoler sa direction communiste, les efforts américains se porteront sur la détection de militants dont on favorisera les progrès dans

l'appareil qui recevra, lui aussi, une aide substantielle. Ce sera l'opération *Largo*.

### *Jusqu'où est allée l'Agence ?*

Les activités de la CIA dans l'Italie des années 1940 et 1950 restent un sujet de polémique. Pour lutter contre la menace communiste, les services secrets américains ont-ils soutenu des formations d'extrême droite, voire encouragé les tentations putschistes ? Laissons la parole à William Colby, qui fut en poste à Rome au début des années 1950 : « Le but principal de l'opération était de soutenir des partis politiques du centre. Nous étions partisans d'une Italie démocratique et non pas seulement adversaires d'une Italie communiste. Aussi bien à Washington qu'à Rome, la décision avait été formellement prise de n'apporter aucune aide d'aucune sorte aux néofascistes et aux monarchistes. »

En choisissant de soutenir contre vents et marées les démocrates-chrétiens, Washington bloquait la scène politique locale et allait favoriser la perpétuation d'un régime politique certes formellement démocratique mais foncièrement corrompu.

## Naissance des opérations clandestines américaines

Toutes les opérations sont, bien entendu, éminemment secrètes. Dans une note du 18 juin 1948, le National Security Council établit : « Le Conseil de sécurité nationale, après avoir pris connaissance des activités occultes et agressives de l'URSS, des pays satellites et des groupes communistes en vue de combattre les

efforts des États-Unis et des autres puissances occidentales, a estimé que les activités étrangères du gouvernement US devaient être complétées par des opérations clandestines [NDLA : dans le texte original *covert operations*]. »

Le Conseil de sécurité déclare : « Il ne lui a pas semblé souhaitable de créer une nouvelle agence, mais bien d'en déléguer la responsabilité à l'Agence centrale et de coordonner ces opérations avec les activités de renseignement et de contre-espionnage. »

Dès lors est créée au sein de l'Agence une Direction des projets spéciaux chargée de préparer, de planifier et de conduire les « opérations clandestines ».

« Les termes "opérations clandestines" doivent être compris comme recouvrant toutes les opérations conduites par ce gouvernement contre des États ou des groupes étrangers hostiles. Plus spécifiquement, ces opérations incluront toutes les activités telles que : propagande, guerre économique, actions préventives directes : sabotage, anti-sabotage, destructions, évacuation de personnes ; subversion contre des États ennemis. Mais ces opérations ne comprendront pas les conflits armés menés par des détachements militaires identifiables, le renseignement et le contre-espionnage ainsi que les mesures de désinformation menées en liaison avec des opérations militaires… »

En résumé, la CIA disposera désormais de tous les moyens nécessaires pour mener de véritables guerres secrètes. Cette directive, récemment déclassifiée, sera à la base de quatre décennies de coups tordus, assassinats, coups d'État et autres guerres larvées. Ce que l'on nomme aussi les « opérations noires ».

Ce texte aide à tracer une délimitation claire entre « services offensifs » et « services défensifs ». De nos jours, une majorité d'États démocratiques sont dotés de service « défensifs ». Seuls quelques pays (les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, l'Australie et, mais dans une bien moindre mesure, l'Allemagne) possèdent également des services offensifs.

## *Gladio : un Glaive pour la liberté*

Au milieu de l'automne 1990, la nouvelle éclate comme une bombe et fait le tour de l'Europe : depuis quarante ans, des réseaux clandestins sommeillent dans les pays de l'Alliance.

Rapidement, le scandale, né en Italie, va croître et embellir. La matière, il est vrai, est prometteuse : les services secrets, un réseau clandestin s'étendant par-delà toute frontière, des armes… Bref, de quoi « pisser de la bonne copie ». D'autant plus que tous les fantasmes peuvent s'en donner à cœur joie.

### *Le scoop n'en était pas un*

La réalité est beaucoup plus prosaïque. Tout d'abord, les investigateurs les plus sérieux se rendront rapidement compte que le « scoop » est largement éventé, l'existence des réseaux Gladio n'était plus depuis longtemps un secret.

Dès 1978, leur créateur avait partiellement vendu la mèche. Dans ses Mémoires, William Colby consacrait de longues pages à expliquer la genèse de ces groupes dénommés Stay Behind.

### *Préparer une future résistance contre les Soviétiques*

C’est en novembre 1950 que Colby entendit parler du plan *Stay Behind* : « Une invasion de l’Europe occidentale par les Russes était alors loin d’être invraisemblable. En cas de succès des Soviétiques, Miller [NDLA : directeur adjoint de la branche « Europe occidentale » de l’Office of Policy Coordination (OPC), le Service Action de la CIA] m’expliqua que l’OPC souhaitait être en mesure de compter sur le soulèvement contre l’occupant de partisans bien armés et bien organisés. Il fallait implanter des capacités de résistance et de sabotage. »

Voilà pour la philosophie de l’opération.

## *Une opération étroitement encadrée*

Dans la pratique, sous le contrôle de Frank Wisner, le patron de l’OPC, elle rassemble quelques vieux briscards de la clandestinité : on trouve ainsi à leur tête, à côté des hommes de la CIA, des anciens du MI9 (chargé, pendant la guerre, de l’organisation de filières d’évasion) ou du SOE et des membres de la Special Operation Branch du MI6.

Par la suite, se créera un Comité clandestin de planification (CCP), au sein duquel les rôles clés seront tenus par les services spéciaux américain et français.

En schématisant, on peut dire que le CCP et la CIA se sont réparti les rôles : le Comité coiffe les réseaux Gladio dans les pays membres de l’alliance atlantique et l’Agence les organise dans les pays neutres.

## *Un rôle clairement délimité*

Le contexte théorique de leur éventuelle activation est toujours le même : le pays envahi par les troupes soviétiques, son gouvernement légitime se réfugie à l’étranger et les hommes de

Stay Behind passent à l’action. Leur rôle est, pour l’essentiel, de susciter, d’encadrer et d’entraîner des réseaux de résistance.

Sa principale activité consiste à repérer, durant les périodes de service militaire, les jeunes appelés jugés assez sûrs pour appartenir au réseau.

L’appartenance aux réseaux Stay Behind est totalement incompatible avec une fonction dans les services de sécurité officiels. Les membres du réseau doivent être des citoyens « ordinaires »…

Au début des années 1980, un jeune officier de réserve dans l’armée française, racontait aux auteurs : « J’ai été convoqué dans une petite ville de Bretagne à proximité de laquelle je savais qu’il y avait une importante base militaire. On me dit de me trouver au buffet de la gare vers 11 heures du soir. Tout se passe bien, mais à un moment, alors que je montai dans une voiture, on me banda les yeux. Un peu plus tard, je me retrouvais dans une cave avec quelques camarades que je connaissais. On venait nous soumettre à des interrogatoires poussés, mais sans violence. Nous ne savions pas à qui nous avions affaire, mais nos geôliers nous bombardaient de questions sur la structure à laquelle nous appartenions. Pas un seul d’entre nous n’a parlé. Cela a duré une nuit et un jour, mais, au bout de vingt-quatre heures, nous avons eu l’opportunité de nous évader. Bien entendu c’était un exercice. Le reste de la semaine s’est passé plus calmement : maniement des armes, révision des codes, filature, quelques largages en parachute. Je crois que nos instructeurs étaient plutôt satisfaits… »

# Stay Behind : quelques cas concrets

En France, l'état-major du Glaive est composé, à l'origine, d'anciens résistants non communistes. En 1990, lorsque François Mitterrand prendra la décision de mettre fin à leur existence, tous les réseaux français du Glaive seront passés sous le contrôle exclusif de la DGSE, héritière du SDECE. Leur dernier patron sera le général Jean Heinrich, alors chef du Service Action.

En Belgique, deux réseaux existeront dès janvier 1949 ; le premier, dépendant du SR civil (Sûreté de l'État), est chargé de maintenir ouverts des réseaux de communication radio ; le deuxième, coiffé par le SR militaire, est destiné à organiser l'action militaire. Un troisième réseau aura pour mission essentielle de favoriser l'exfiltration du gouvernement belge vers sa colonie congolaise. C'est d'ailleurs le chef du Service général de renseignement (SGR) de l'armée belge, à l'époque le général Raymond Van Calster, qui occupe la présidence du CCA lorsqu'éclate le scandale, en 1990.

Aux Pays-Bas, Gladio, dirigé par l'ancien chef du SR hollandais à Londres durant la guerre, entretiendra, jusqu'en 1983, des stocks d'armes disséminés sur tout le territoire. L'un des dirigeants de la Section O (Opérations) commettra toutefois l'erreur de créer, dans les années 1960, une structure de documentation assez active pour être repérée par le KGB, dont elle deviendra dès lors une cible privilégiée.

C’est en Italie que Gladio connaîtra ses dérives les plus graves. Formé au départ par des survivants du régime fasciste, il drainera tout naturellement nostalgiques de l’« ordre noir » et militants néonazis. C’est d’ailleurs en enquêtant sur Carlo Cicuttini et Vincenzo Vinciguerra, accusés d’être liés à un attentat ayant coûté, en mai 1972, la vie à trois policiers italiens, que le juge Felice Casson découvrira, en décembre 1989, l’existence de dépôts d’armes secrets dispersés dans toute la péninsule.

En Grèce, les « gladiateurs » de l’organisation Toison rouge disposent, depuis 1955, de 800 caches d’armes clandestines. Ils participeront activement à la réalisation du coup d’État militaire.

La Suisse, enfin, offre un cas d’école intéressant. Pays neutre, elle aura malgré tout son réseau habituellement appelé, comme en Allemagne, Schwert (« glaive » en Allemand). L’agent secret belge André Moyen déclarait, en novembre 1990 : « La Suisse a été l’un des premiers pays à adhérer au projet *Stay Behind*. Sans doute à la demande de la France. »

## *Les purges s’étendent aux pays satellites de l’URSS*

Les réseaux Stay Behind ne sont que la réponse à la menace soviétique. Et cette menace est bien réelle.

Dernier avatar du stalinisme : la fin des années 1940 voit s’abattre sur l’Europe de l’Est une longue suite de procès qui vont décimer la vieille garde des dirigeants communistes de l’avant-guerre.

Laszlo Rajk – en Hongrie – , Kosto Tchaïkov – en Bulgarie – , Rudolf Slansky – en Tchécoslovaquie – , et des dizaines d'autres communistes sincères seront ainsi accusés d'être des traîtres.

Moscou, alors que la Yougoslavie du maréchal Tito venait de rompre avec l'URSS, devenant le premier « pays non aligné », cherchait à purger les partis frères de leurs éléments « douteux ».

La plupart des victimes de ces parodies de justice ont participé à l'aventure des Brigades internationales en Espagne et y ont été en contact avec des trotskistes ou des hommes devenus des camarades de Tito.

Certains, comme Arthur London, ont passé la guerre en Occident, la plupart, en tout cas, n'ont pas vécu les années du conflit à Moscou. Or il n'y a à peu près que ces chefs communistes-là, qui ont été protégés de toute impureté idéologique, qui trouvent grâce aux yeux de Staline.

Ce que l'on sait permet d'avoir une idée très claire de ce qui s'est passé. On le doit entre autres aux révélations de Karel Kaplan.

Historien, membre éminent du parti communiste à Prague, Kaplan sera chargé, durant les quelques brefs mois du Printemps de Prague, en 1968, de participer à la rédaction d'une histoire véritable du PC voulue par Dubcek.

## *Noel Field : agent américain ou prétexte de Staline ?*

L'instrument du destin sera un individu complexe et tourmenté : Noel Haviland Field. Né le 23 janvier 1904 à Londres, mais naturalisé américain, Field entamera sa carrière au Département d'État en 1926. En 1933, il est recruté par les services de renseignement soviétiques, très probablement par

l’intermédiaire d’un couple, Hede et Paul Massing, tous deux agents de la Résidence du NKVD à Washington. Il est également en contact avec Alger Hiss, autre « taupe » soviétique, et travaille, lui, pour le GRU.

En 1936, Noel Field décide de quitter les États-Unis : il est affecté à la Ligue des nations (l’ancêtre de l’ONU), à Genève.

C’est là qu’il entre en relation avec le général Walter Krivitsky, *Groll* pour le Centre.

Mais en 1937, rappelé à Moscou, Krivitsky fait défection. Il se fixera, avec femme et enfant, aux États-Unis, où, après avoir témoigné devant diverses commissions d’enquête parlementaire.

Le 10 février 1941, une femme de chambre découvrira son corps dans l’hôtel Bellevue. Krivitsky a été tué d’une balle dans la tempe tirée à bout portant. La porte de la chambre est verrouillée de l’intérieur et on trouvera trois lettres d’adieu. La police de Washington conclura tout naturellement au suicide, mais le monde du renseignement a toujours été persuadé que Krivitsky a été retrouvé par les tueurs du NKVD.

## *Suspect sans le savoir*

Revenons à 1937. Coupé de son « contact », Field devient également suspect aux yeux de Moscou. En 1939, Field devient l’un des responsables européens d’une association caritative américaine, l’Unitarian Service Committee (USC). De nombreux témoignages permettent d’établir que Field, à l’époque, est un marxiste convaincu. Mais ce communiste, coupé de ses liens avec Moscou, a également des relations avec l’OSS américaine et plus spécialement avec Allen Dulles.

En avril 1945, c’est donc naturellement qu’il écrit à Dulles, pour lui demander d’aider un de ses protégés, le dirigeant

communiste hongrois Tibor Szonyi. Une fois la paix revenue, il collabore étroitement avec de nombreux dirigeants communistes est-européens pour favoriser le retour rapide dans leurs pays des cadres. Le carnet d'adresses de Field est, à cette époque, un véritable *Bottin mondain* du gotha communiste européen. Mais tout a une fin et, en 1947, Field perd son emploi. Field décide de rester un peu en Europe et d'en profiter pour rédiger un livre sur la naissance des États socialistes.

Il multiplie les voyages dans le bloc communiste, ce qui n'est pas sans éveiller les soupçons. À Varsovie, le lieutenant-colonel Josef Swiatlo, chef du Dixième Bureau de l'UB, suspecte Field de n'être, en fait, qu'un agent américain.

## *Les pièces se mettent en place*

À Prague, Bedrich Geminder, secrétaire du Comité central du PC, et Karel Svab, responsable du Secteur du renseignement (Evideneni Oddeleni) du Secrétariat général et futur chef de la police secrète, ne perdent pas un geste de Field. Svab obtient de Field qu'il s'entretienne longuement avec des responsables de la sécurité qui, rapidement, connaissent tout de sa vie passée.

Entre-temps, les Massing ont renié le communisme et témoigné devant la Commission des activités antiaméricaines. Au passage ils ont dénoncé leurs anciens camarades, dont Noel Field. Puis un autre ex-agent communiste, Whittaker Chambers, déclare que, dans les années 1930, deux réseaux d'agents soviétiques coexistaient au Département d'État, l'un dirigé par Alger Hiss et l'autre par… Noel Field. La route de Washington lui est désormais fermée.

Mais à l'insu de Field, qui s'imagine un avenir calme et heureux dans la société communiste, ce n'est pas aux États-Unis qu'il a désormais les ennemis les plus dangereux mais dans son propre camp. À Prague vient d'arriver une copie de la lettre envoyée en avril 1945 à Allen Dulles. Un contretype de la

missive est remis aux représentants du renseignement soviétique à Prague, qui l'expédient aussitôt à leur quartier général européen, dirigé par le général Fedor Belkine. Or c'est Belkine qui a été chargé par Staline de purger les partis communistes…

Belkine, apparemment déçu du manque d'intérêt de ses camarades de Prague pour la lettre fatale, décide de la remettre aux Hongrois.

## *Lever de rideau à Budapest*

Après tout, cette missive ne concerne-t-elle pas, au premier chef, Budapest ?

Dans la deuxième moitié de janvier 1949, le colonel Szücs, l'un des principaux responsables de l'AVO hongroise, arrive à Prague, où il demande que l'on arrête Noel Field. Klement Gottwald, le maître de la Tchécoslovaquie, finit par céder : « Si même le général Belkine a vérifié les faits, agissez comme ils le demandent ». Le 5 mai 1949, Field est attiré à Prague, où il est arrêté le 11 mai pour être immédiatement transféré à Budapest.

Il y sera interrogé sans relâche durant trois mois par des agents secrets hongrois encadrés par les conseillers Likhachov et Makarov. En vain : Field ne peut confesser l'inexistant.

Après trois mois, le dossier est toujours pratiquement vide : aucun aveu de Field, aucune preuve de ses activités d'espion américain, aucune trace du réseau qu'il aurait prétendument mis sur pied. Il n'y a rien. Ou plutôt si mais des éléments sans signification propre : la fameuse lettre écrite à Allen Dulles concernant Tibor Szonyi et la liste exhaustive des dirigeants communistes est-européens que Noel Field a rencontrés pendant la guerre, alors qu'il les aidait à rentrer chez eux…

Cela suffira à Belkine et à ses hommes, donc à Staline : les noms ne peuvent être que ceux des « agents » recrutés par Field.

En mai 1949, à Budapest, Laszlo Rajk, proche ami de Field et ancien ministre de l'Intérieur du gouvernement communiste, est arrêté. Des dizaines de ses camarades le suivront. Lors des procès qui se succéderont, on verra des communistes convaincus s'accuser des pires crimes.

Si ces hommes ne risquaient pas leur tête, l'affaire serait risible tant l'accusation est excessive et grotesque.

## *Théâtre d'ombres*

Ainsi Lazlo Rajk déclare-t-il : « C'est au camp américain du Vernet qu'un citoyen américain nommé Field, qui était le chef du service de renseignement américain pour l'Europe centrale et orientale, voulait me faire parvenir en Hongrie pour que je puisse chercher à désorganiser et à désagréger le parti… »

À Varsovie, Josef Swiatlo, inlassablement, continue son travail : le 22 août 1949, il arrête Hermann Field, le frère de Noel qui s'est lancé à sa recherche (cinq jours plus tard, à Prague, c'est Herta, l'épouse de Noel, qui est incarcérée à son tour) puis, en juillet 1951, il arrête Wladyslaw Gomulka, le chef du parti polonais. Mais celui-ci, contrairement aux Rajk, London, et autres Kostov, n'avouera jamais…

Jamais les Field ne seront exhibés lors de ces procès à grand spectacle. Ils ont « disparu » tous les trois, et c'est tout.

La plupart des accusés, brisés par la torture ou croyant ceux qui leur ont promis la vie sauve, avouent. Rien qu'en Allemagne de l'Est, 300 dirigeants de haut niveau seront limogés et arrêtés.

En tout des dizaines d'accusés seront exécutés ou mourront en prison.

Puis viendra le coup de théâtre, Joseph Staline meurt. En décembre 1953, son successeur, Beria, ancien chef des « organes », est exécuté. Khrouchtchev arrive au pouvoir. Bientôt, il lancera la « déstalinisation ».

Au milieu de ces événements planétaires, un fait-divers passe quasiment inaperçu : le 21 décembre 1953, le colonel Josef Swiatlo est passé à l'Ouest. C'est l'un des faits dont se nourriront les tenants de la thèse du complot. Selon eux, Swiatlo, l'un des hommes qui a monté de toutes pièces le dossier de Noel Field, est en fait un agent américain : il aurait été recruté, en 1948, par le MI6 britannique, mais celui-ci a passé son contrôle à la CIA. Et celle-ci se serait servie de Swiatlo pour tailler un costume d'espion américain à Field. Staline et sa paranoïa ont permis la réussite de l'opération *Splinter Factor* (« Facteur d'éclatement »), destinée à déstabiliser les pouvoirs communistes en place à l'Est.

Les révélations de Kaplan ne corroborent pas cette piste. Swiatlo n'a joué qu'un rôle mineur.

À la fin du mois de septembre 1954, Hermann Field sera libéré de sa prison polonaise. Quelques jours plus tard, Noel et Herta verront s'ouvrir les portes de leur geôle.

Hermann Field retourne aux États-Unis, où il devient professeur d'université, mais Noel et Herta se fixeront à Budapest, où Noel mourra en 1970 et sa femme dix ans plus tard.

# Joseph McCarthy et la chasse aux sorcières

Le 2 novembre 1945, le chef du FBI, John Edgar Hoover, fait parvenir à la Maison Blanche un rapport accusant une douzaine de hauts fonctionnaires américains d'avoir fourni des secrets diplomatiques et militaires aux Soviétiques, mais le président Truman refuse de le prendre au sérieux. Ni les révélations de l'officier soviétique Igor Gouzenko ni celles d'Elizabeth Bentley, une Américaine « repentie » après avoir servi de courrier aux Résidences du NKVD aux États-Unis, n'arrivent à convaincre le président américain. Jusqu'en 1948...

Cette année-là, un autre communiste repenti, le journaliste Whittaker Chambers, dévoile la réalité : 75 fonctionnaires de divers services d'État, y compris le FBI, auraient livré des informations capitales durant la Seconde Guerre mondiale. Sur cette liste figurent les noms d'Alger Hiss – haut fonctionnaire du Département d'État et membre de la délégation américaine à Yalta – et de Harry Dexter White, principal collaborateur du ministre des Finances, Henry Morgenthau.

Une véritable psychose frappe alors les États-Unis, qui s'enfoncent dans le « maccarthysme », du nom de son principal promoteur, le sénateur Joseph McCarthy.

Bientôt la Maison Blanche lui emboîte le pas. Le président Truman « prie chaque citoyen de signaler les activités suspectes qu'il pourrait découvrir ».

Désormais, chaque Américain soupçonne son voisin, et le FBI, qui reçoit des dizaines de milliers de lettres de délation, multiplie les enquêtes en marge des travaux de la Commission sénatoriale des activités antiaméricaines, qui se voit dotée de pouvoirs exorbitants.

Les grands procès d'espionnage débutent, aux États-Unis, en 1949 : Alger Hiss est condamné à cinq ans de prison pour parjure (libéré en 1953, il clamera toujours son innocence ; on sait aujourd'hui qu'il était bel et bien un espion), tandis que Judy Coplon, analyste politique au ministère de la Justice, est condamnée à dix ans d'emprisonnement. Puis viennent les victimes les plus connues de la « chasse aux sorcières » : les époux Rosenberg. Le FBI, qui ne cesse de faire l'éloge de McCarthy, n'hésite pas à faire pression sur les témoins et à utiliser des mesures d'intimidation envers la défense. « Je n'ai pas à juger ici les méthodes de la commission de McCarthy, déclare John Edgar Hoover, mais c'est un fait que les commissions d'enquête font du bon travail. »

Ce sont surtout les intellectuels et les artistes qui font les frais de l'hystérie collective. Plus de 200 personnalités de Hollywood seront, ainsi, victimes de la chasse aux sorcières. Joseph Losey, Elia Kazan, John Huston, Jules Dassin et bien d'autres sont interrogés, inquiétés ou contraints à l'exil. Charlie Chaplin verra sa carrière hollywoodienne brisée pour longtemps.

Pendant plusieurs décennies, le thème des persécutions injustes qui s'abattaient sur des intellectuels réputés dont le seul crime était de penser « différemment » sera repris par les contempteurs des États-Unis, mais les progrès de la recherche historique

doivent aujourd'hui nuancer le tableau. Certes McCarthy est une figure éminemment peu sympathique et les excès de la « chasse aux sorcières » sont trop évidents pour être ignorés.

Mais d'un autre côté, on sait désormais ce qu'il en est de l'espionnage soviétique, qui pesait, aux États-Unis, d'un poids considérable depuis 1941. Or, le gros des phalanges du renseignement soviétique provenait bel et bien du parti communiste et des rangs des anciens combattants de la Brigade internationale Abraham-Lincoln. C'est le cas notamment des époux Cohen, des Rosenberg, de Noel Field, de la majorité des « espions atomiques », d'Alger Hiss et de bien d'autres.

## *La guerre froide se réchauffe*

Tout naturellement, c'est d'abord en Europe que les tensions de la guerre froide vont se faire le plus sentir. Et plus particulièrement à Berlin. Du point de vue opérationnel, Berlin, situé loin à l'intérieur de la zone d'occupation soviétique, offre d'incomparables possibilités comme plate-forme de renseignement sur ce qui se trame du côté soviétique. Au niveau symbolique, la détermination des alliés occidentaux à défendre Berlin est un peu le baromètre de leur attitude face à l'URSS.

### *1948 : la première crise de Berlin*

C'est en Allemagne que les services britanniques, grâce à l'opération *Matchbox*, qui consiste à attirer à l'Ouest

techniciens et savants allemands, pourront accomplir leurs avancées les plus importantes dans l'évaluation du potentiel industriel et économique soviétique.

C'est là également que, en observant les achats décidés par Moscou auprès de sociétés allemandes, Londres et Washington pourront se faire une idée assez précise du niveau de développement technologique de l'économie russe : Moscou n'achète que ce que ses propres usines ne peuvent encore fabriquer.

Mais les Russes ne peuvent accepter ce coin enfoncé dans leurs positions les plus à l'ouest. Le 24 juin 1948, ils décident du blocus de la ville. Faux calcul : les Américains mettent en place le « pont aérien ». La seule conséquence politique du blocus sera de convaincre Américains et Européens de l'Ouest d'unir leurs forces au sein de l'Otan, créée en 1949. La même année voit la naissance des deux républiques allemandes antagonistes.

La crise de Berlin sera l'occasion d'un des premiers (et rares, à l'époque) succès du renseignement américain de l'après-guerre : la CIA, récemment créée, avertira, dès le 27 décembre 1947, le président Truman de « la possibilité que les autorités soviétiques prennent des mesures afin de contraindre les autres puissances occupantes à se retirer de Berlin ».

## *1950 : début de la guerre de Corée*

Mais c'est en Corée que l'on approchera le plus d'un affrontement direct.

Les accords de Yalta avaient prévu, en 1945, que la Corée, libérée de l'emprise japonaise, deviendrait indépendante après cinq années de tutelle des États-Unis, de l'URSS et de la Grande-Bretagne.

Mais le 25 juin 1950, les forces communistes du Nord envahissent le Sud. Trois mois plus tard, une vigoureuse contre-offensive du général Mac Arthur, placé à la tête du contingent de l'ONU, permet de dégager Séoul. Mac Arthur commettra pourtant une grave erreur en ne poursuivant pas les troupes nord-coréennes en déroute au-delà du 38e parallèle, qui marque la limite entre le Sud et le Nord. Quand il s'y décide enfin, c'est pour découvrir une armée nord-coréenne reconstituée et fermement décidée à se battre et, surtout, des « volontaires » chinois.

La CIA avait bien été prévenue de cette menace par ses agents, mais nul n'avait accordé foi à leurs rapports.

La guerre durera encore jusqu'en 1953. La guerre de Corée est ainsi le premier des conflits « limités » ou « périphériques » de la guerre froide. Elle est aussi l'occasion pour Moscou de recruter l'un des agents soviétiques les plus importants de la guerre froide.

## *Omniprésence des réseaux soviétiques*

La découverte d'une « taupe » adverse, à plus forte raison s'il s'agit d'un responsable assez haut placé, donne toujours lieu à d'interminables enquêtes internes. L'arrestation de George Blake, en 1961, ne fait pas exception. D'autant plus que Blake a été mêlé à plusieurs opérations importantes.

### *George Blake, l'espion qui ne regrette rien*

Contrairement à Kim Philby, Blake n'était pas communiste avant d'entrer dans les services spéciaux ; l'homme est totalement désintéressé, n'agit que par conviction et refuse la moindre rétribution. Les enquêteurs anglais finissent par se

convaincre qu'il a été victime d'un « lavage de cerveau » durant sa détention dans les camps communistes, au cours de la guerre de Corée. On se rassure comme on peut…

La réalité est très différente.

Né aux Pays-Bas d'un père juif et d'une mère hollandaise, Blake, de son vrai nom Behar, entre dans la Résistance hollandaise durant la guerre, puis dans la Royal Navy, où il devient officier de renseignement. Assez curieusement, le contre-espionnage anglais ignore que sa nouvelle recrue est le cousin… d'Henri Curiel, fondateur du parti communiste égyptien.

Exilé à Paris, après son expulsion d'Égypte, Curiel y jouera un rôle de premier plan dans le soutien aux « mouvements de libération » dans le tiers-monde. Les circonstances de son assassinat, en 1978, ne seront jamais éclaircies. Ce n'est toutefois que quelques années après son incorporation dans les services secrets anglais que Blake, approché par le KGB, « passe à l'ennemi ».

Capturé par les communistes lors de la guerre de Corée, il ne cache pas son scepticisme face à l'intervention occidentale en Asie. À sa libération, en 1953, il a franchi le pas et appartient aux services soviétiques.

À l'automne 1951, il rencontrera Vassili Alexeïevitch Dojdalev. Il lui fera une si bonne impression que le résident du KGB à Londres, Nikolaï Borissovitch Rodine, fera lui-même le déplacement jusqu'en Corée pour le rencontrer.

De sa libération à 1961, il livrera à Moscou de nombreux agents britanniques et américains travaillant derrière le Rideau de fer ; il trahit tous ceux dont il connaît l'identité, de même que de nombreuses manœuvres secrètes, comme l'opération *Gold* : la construction, à Berlin, d'un tunnel secret de 500 m

permettant d’intercepter les communications du QG militaire et des SR soviétiques.

Démasqué et dénoncé par l’agent double est-allemand Horst Eitner, et par un haut responsable du renseignement polonais, Michal Golenievski, Blake est condamné à quarante-deux ans de prison pour trahison.

Après cinq ans de détention, Blake s’évade de manière spectaculaire de la prison de Wormwood Scrubs, dans la nuit du 21 au 22 octobre 1966 et réussit à gagner Moscou.

L’homme n’hésite pas à affirmer : « Les années que j’ai passé dans ce pays à vivre au milieu des Russes, comme un des leurs, ont été la période la plus heureuse et la plus stable de ma vie. » Au début de 2001, il vivait toujours à Moscou. Mais il a toujours refusé tout contact. Au printemps 1995, à Moscou, un porte-parole du Service fédéral de sécurité (FSB) nous affirmait : « Qu’on ne compte pas sur nous pour “régler des cas” comme celui de George Blake. Il a travaillé pour nous et nous le protégerons. » À bon entendeur…

## *La (double) crise de conscience d’Otto John*

Le 22 juillet 1954 est une très mauvaise journée pour le chancelier Konrad Adenauer. Aux petites heures de la matinée, l’un de ses conseillers vient lui annoncer la défection d’un haut responsable des services secrets.

Le Dr Otto John n’est pas n’importe qui : opposant à Hitler, il a fui l’Allemagne en juillet 1944. Passé à Londres, Otto John finira la guerre dans les services de propagande anglais, avant de rentrer en Allemagne avec les Alliés, et de travailler comme conseiller de l’accusateur public britannique au procès de Nuremberg.

Ses brillants états de service et son attachement aux idéaux démocratiques valent à Otto John d'être nommé, avec l'appui de Londres, à la tête du Bundesamt für Verfassungschutz – le BFV, ou contre-espionnage – dès 1950. Mais l'Allemand est persuadé que, à la tête du BFV, il pourra présider à la dénazification de l'Allemagne. Il n'a pas compris que l'époque exige de lui qu'il fasse taire ses scrupules et devienne un rouage essentiel de la guerre froide.

Dans la soirée du 19 juillet 1954, Otto John et son épouse, Lucie, prennent l'avion à Bonn pour se rendre à Berlin-Ouest et assister aux cérémonies célébrant le dixième anniversaire de la tentative de putsch contre Hitler.

Le lendemain soir, Otto John raccompagne sa femme avant de gagner, seul, le domicile d'un de ses amis, le chirurgien Wolfgang Wohlgemuth. Vers 21 heures, dans la voiture du médecin, les deux hommes sont passés à l'Est. Dans un message envoyé à sa secrétaire, Wohlgemuth fait savoir que c'est de son plein gré qu'Otto John a fait défection.

Le 23 juillet au soir, ceux qui pensent encore pouvoir étouffer le scandale doivent déchanter : Radio Berlin-Est retransmet un discours enregistré du Dr Otto John : « Je n'ai jamais pu jouir de la liberté politique. J'ai été constamment calomnié par des nazis et le ministère de l'Intérieur faisait obstacle à la continuation de ma tâche. »

Il est vrai que bon nombre d'anciens nazis ont habilement pu tirer parti de la guerre froide pour faire des offres de service. Certains se sont rapidement retrouvés dans les sphères dominantes de la République fédérale. C'est le cas de Reinhard Gehlen, qui ne perd pas une occasion de se plaindre de la « tiédeur » d'Otto John dans la lutte contre les activités subversives communistes. Le chef du BFV le savait, ses jours étaient comptés, et ce serait Gehlen, l'ancien nazi, qui tirerait les marrons du feu.

Le ministre de l'Intérieur déclarera à la presse qu'Otto John n'a pas trahi et a certainement parlé sous l'influence de drogues ou de menaces. Otto John multiplie toutefois les conférences de presse. Le ministère de l'Intérieur modifie sa position : Otto John est effectivement passé à l'Est, mais il y est retenu contre sa volonté.

Il faut maintenant passer aux choses sérieuses, à savoir ces feuilles blanches que les « collègues » déposent régulièrement devant Otto John en lui demandant d'y inscrire les noms des agents ouest-allemands en Europe orientale.

Seulement voilà, le Dr John n'a rien d'un traître… Et, dix-huit mois après la nuit du 20 au 21 juillet 1954, c'est l'incroyable coup de théâtre : Otto John revient à l'Ouest.

Aussitôt placé sous mandat d'arrêt, l'ancien chef du BFV est condamné à quatre ans de prison, le 22 décembre 1956, pour « avoir séjourné en Allemagne orientale et s'être mis au service de la propagande communiste ».

On sait aujourd'hui que c'est sans doute quelques jours avant le 20 juillet 1954 qu'il a décidé de sauter le pas. Ce jour-là, il a reçu la visite d'un vieil ami, Wolfgang Höfer. Ce dernier, juif allemand réfugié aux États-Unis, devenu américain et agent à la CIA, a expliqué à Otto John que sa mission principale en Allemagne consistait à le surveiller. Et Otto John a craqué. Pour son malheur, son principal confident, le Dr Wohlgemuth, est un authentique agent communiste. C'est lui qui, le manipulant adroitement, l'amènera à passer à l'Est. Le Dr Otto John sera gracié et libéré le 25 juillet 1958, mais l'« affaire John » reste toujours un profond mystère…

# « 007 », un pur produit de la guerre froide

James Bond, l'agent secret de Sa Gracieuse Majesté Élisabeth II, est devenu un véritable mythe de la littérature d'espionnage, il est aussi un très fidèle reflet de son époque.

« L'odeur d'un casino, mélange de fumée et de sueur, devient nauséabonde à 3 heures du matin. James Bond s'aperçut soudain qu'il était fatigué. » C'est avec ces premières phrases de *Casino Royale*, paru en 1953, qu'apparaît James Bond. Le roman, malgré un accueil chaleureux de la critique, ne remportera qu'un modeste succès et son auteur, Ian Fleming, devra attendre presque dix ans avant de se faire connaître du grand public.

C'est John Kennedy qui va devenir l'artisan du mythe de James Bond en citant *Bons baisers de Russie*, de Ian Fleming, comme son livre de chevet.

Ian Fleming prétend avoir créé son personnage à la suite du choc émotionnel. À l'entendre, James Bond aurait été inventé de toutes pièces. Pourtant, selon certains biographes, le superhéros n'est autre que la projection idéale idéalisée de l'homme qu'il aurait souhaité être.

Écossais comme son héros, Ian Fleming est né le 28 mai 1908 à Mayfair. Après des études au collège d'Eton (comme Bond), il perfectionne son allemand dans le Tyrol autrichien. Engagé par l'agence de

presse Reuters, il effectue son premier reportage en 1933 à Moscou, où il couvre le procès de six ingénieurs anglais accusés d'espionnage.

En 1933, il quitte le milieu de la presse ; il mène alors une vie mondaine et raffinée comme James Bond.

Lorsque la guerre éclate, Fleming est mobilisé au Service naval de renseignement britannique. Son directeur, l'amiral John Godfrey, servira de modèle au personnage de M. Fleming crée l'Unité d'assaut 39, qui se spécialise dans les coups de main en vue de se procurer du renseignement technologique. Quant au 00 de Bond – « permis de tuer en mission » – il n'est qu'une réminiscence du système de classement des documents secrets de son service. Ses nombreux voyages lui fourniront l'atmosphère de ses romans.

En 1945, Fleming entre dans le groupe de presse de Lord Kemsley, où il occupe le poste de directeur du service étranger, ce qui lui donne à nouveau l'occasion de voyager. C'est son roman *Dr No*, puis le film réalisé par Terence Young en 1962 qui marquent le véritable début du succès de James Bond. …

Avec ce mélange de violence, d'érotisme, d'humour et de féerie, les péripéties de Bond ne ressemblent guère aux romans d'espionnage classiques. L'univers de Ian Fleming, dont il faut saluer la qualité de l'écriture, s'inspire à la fois des romans d'aventures, de la bande dessinée et du roman noir de l'après-guerre où la violence est omniprésente. Quant aux gadgets, ils relèvent, eux, totalement de la science-fiction.

James Bond ne rencontre que des adversaires d'une envergure semblable à la sienne. Mais ses ennemis

sont de véritables incarnations du mal, des êtres ridicules, laids, voire monstrueux.

Autre ingrédient des romans de Ian Fleming (et non des moindres) : l'érotisme. « Aucune femme n'a jamais retenu cet homme-là. Aucune femme ne le retiendra jamais.

James Bond n'est pas seulement une projection de son auteur, il est, et c'est évidemment le secret de son immense réussite, celle de chacun des lecteurs.

C'est évidemment dans le fichier du KGB que l'on trouve la meilleure description de James Bond : « Taille : 1, 83 m. Poids : 76 kg. Yeux : bleus… un visage à la peau brune, aux traits bien dessinés. Cet homme est un dangereux tueur professionnel et un espion. Il travaille pour le service secret britannique depuis 1938 et porte maintenant le numéro 007. »

Le cinéma, de Sean Connery à Daniel Craig, a beaucoup fait pour la réputation de 007 : on estime qu'environ un milliard de personnes ont vu au moins un *James Bond* au cinéma.

## *Rudolf Abel, l'artiste*

Depuis des années, sans doute, celui qui se fait appeler Martin Collins vit dans l'attente de ce moment inéluctable : son arrestation.

Mais de l'étouffante matinée de ce 21 juin 1957, l'histoire du renseignement retiendra l'une des plus belles réussites du contre-espionnage américain. En interpellant Collins – alias Goldfus, alias Kayotis – les trois agents du FBI mettent un

terme à la carrière de l'illégal Rudolf Ivanovitch Abel et saisissent toute la panoplie du parfait espion : émetteurs radio, boutons de manchettes, épingles de cravate et toute une gamme d'objets destinés à abriter des messages secrets.

Envoyé au Canada en 1947, Abel est entré aux États-Unis un an plus tard et exerce à New York, sous le nom d'Emil Goldfus, des activités diverses : homme d'affaires, photographe d'art ou encore peintre de talent. Pour le reste, sous le nom de code *Mark*, il est à peine une silhouette esquissée sur la toile de fond de l'histoire de l'espionnage…

L'homme, pourtant, suscitera l'admiration d'Allen Dulles. Jusqu'au début des années 1980 on ignorait même son véritable nom : William Guenrikhovitch Fisher.

Il est né en Grande-Bretagne, en 1903, dans une famille d'immigrés russes qui regagnera Moscou en 1921. En 1927, le jeune Abel, officier dans l'Armée rouge, est recruté par le NKVD.

À son avocat James Donovan il a simplement déclaré que « sa mission n'avait rien à voir avec l'espionnage atomique […] Son travail aux États-Unis consistait uniquement à obtenir des renseignements d'ordre général, de nature non militaire ». Un ouvrage du colonel Vladimir Tchikov permet pourtant d'affirmer que Rudolf Abel était en relation avec plusieurs membres des réseaux atomiques, dont les Cohen.

Ces derniers diront de leur officier traitant : « Travailler avec Rudolf était, pour nous, facile et nous apportait de la joie. Avec lui, nous avions d'excellentes perspectives de collecte de renseignements. "Le travail de renseignement, aimait-il dire, est un grand art. Il réunit le talent, la créativité, l'inspiration." »

En fait, Abel a sans doute été, pendant dix longues années, le véritable résident du KGB en Amérique du Nord. Il est logique que Moscou, qui aimait, de toutes les façons, faire cohabiter

résidences « légales » et « illégales », ait délégué sur place un officier supérieur, qui, n'ayant aucun statut diplomatique, n'en aurait que les mains plus libres. Il aurait été chargé, notamment, d'acheminer les finances nécessaires au fonctionnement de plusieurs réseaux. De plus, Abel, par l'intermédiaire de quatre adjoints, a certainement contrôlé plusieurs dizaines d'agents américains et canadiens.

## *Trahi par un lieutenant qui ne sait presque rien de lui*

C'est d'ailleurs l'un de ses lieutenants – Reino Hayhanen – qui le trahira. Affecté aux États-Unis en 1952 pour seconder le colonel Abel, qu'il ne connaîtra jamais que sous le pseudonyme de *Mark*, Hayhanen, devenu Eugène Nicolai Maki – nom de code *Vik* – , citoyen américain né dans l'Idaho, a, entre autres défauts, celui d'être un espion médiocre et de boire beaucoup plus que de raison. Considéré comme un danger pour tout le réseau, *Vik* est rappelé à Moscou. Mais, craignant de subir les conséquences de son échec, il prend peur et, alors qu'il est en transit à Paris, il se précipite à l'ambassade américaine.

En théorie, il ne sait rien sur Abel. Mais, un soir de 1954, son chef a commis une erreur, peut-être la seule de sa carrière : *Vik* lui a réclamé d'urgence du matériel photographique pour microfilms et, dans la précipitation, le colonel l'a reçu dans l'appartement qu'il loue sous le nom d'Emil Goldfus, au 252 de Fulton Street, à Brooklyn.

Inculpé le 7 août 1957, et défendu par James Donovan, Abel adopte l'attitude que l'on attend d'un maître espion. Il ne desserre les lèvres que pour dire : « Je suis un soldat. Je travaille pour mon pays », et accueille sans émotion une condamnation à trente ans de prison.

Le 10 février 1962, Abel, qui n'a strictement rien révélé, sera échangé contre Francis Gary Powers, dont l'avion espion U2 a été abattu en 1960 au-dessus du territoire soviétique.

Décoré de l’ordre du Drapeau rouge, l’homme mystère du KGB mourra à Moscou le 15 novembre 1971.

# Chapitre 36

# De la mort de Staline aux années 1960

***Dans ce chapitre :***

- Pas de pitié pour les hommes des purges
- À Budapest, une détente sans effet
- Le renseignement soviétique pareil à lui-même
- La fin d'un réseau historique
- Fin de carrière apaisée pour un grand espion
- La paranoïa destructrice d'un contre-espion de la CIA

***S***taline meurt le 5 mars. Dès le lendemain, Gueorgui Malenkov est nommé à la tête du gouvernement. Mais Malenkov est le prototype du bureaucrate terne et autoritaire. Derrière lui c'est Beria qui tire les ficelles. L'ancien chef de la police secrète comprend immédiatement la nécessité de desserrer l'étreinte des « organes » sur la société soviétique.

## *Le « dégel » et le « nettoyage » des services secrets soviétiques*

Un demi-siècle plus tard, on s'interroge encore sur ce que voulait vraiment faire Beria durant les quatre mois où il restera au pouvoir. Des chercheurs estiment que le numéro un souhaitait très probablement libéraliser l'économie du pays.

On ne peut pour autant tirer un trait sur une réalité : Beria a bel et bien été le grand architecte du système concentrationnaire soviétique et a réprimé sans pitié toute opposition, réelle ou imaginaire, à la ligne du parti.

En fait, en lâchant Berlin-Est, il aurait acheté la bienveillante neutralité de l'Occident et en limitant le pouvoir d'un parti communiste qu'il savait ne pas pouvoir dominer, il aurait peut-être été en position de rester au pouvoir. Mais il n'en aura pas le temps : en juillet 1953 il est arrêté et exécuté peu après. Cinquante ans plus tard, on ignore encore ce qui s'est passé exactement.

Ainsi, au moins trois thèses contradictoires circulent.

L'officielle d'abord : Beria est mis en accusation par Nikita Khrouchtchev ; dans les semaines qui suivent, il est jugé et fusillé. Les versions officieuses, il y en a deux : selon la première, des troupes donnent l'assaut à la maison de Beria, et il est tué avec ses gardes du corps lors d'une tentative désespérée de résistance ; selon la seconde, il est abattu dans la salle même où le Bureau politique est en réunion. Ce qui est certain, en revanche, c'est que l'appareil de sécurité est immédiatement repris en main et purgé. Après divers avatars, les organes prennent, en 1954, le nom de KGB.

## Le sort des complices et des proches de Beria

Le fils de Beria, **Sergo**, après un court passage en prison, sera exilé à Sverdlovsk pour dix ans avec sa mère, un sort qui aurait paru enviable à bien des collaborateurs de Lavrenti Pavlovitch. Des centaines d'entre eux furent exclus des services de sécurité et quelques dizaines se virent condamnés à mort ou à de longues peines de prison. Parmi ces derniers :

**Viktor Semionovitch Abakoumov**, commissaire du peuple adjoint à l'Intérieur en 1940 et ministre de la Sécurité d'État en 1946, avait été destitué et arrêté dès 1951. Il est fusillé en décembre 1954.

**Vladimir Guerguïevitch Dekanozov** avait été un proche collaborateur de Beria dans la Tcheka d'Azerbaïdjan dès les années 1920 puis chef du renseignement étranger du NKVD en 1938, dernier ambassadeur d'URSS en Allemagne nazie et vice-ministre des Affaires étrangères après juin 1941. En mars 1953, Beria le nomme ministre de la Sécurité en Géorgie. Il est arrêté en même temps que son maître et fusillé en décembre 1953.

**Leonid Eitington**, l'un des organisateurs de l'assassinat de Léon Trotski. Il est condamné à douze ans de prison en 1953.

**Bogdan Zakharovitch Koboulov** a, lui aussi, fait ses premières armes dans la Tcheka de Géorgie. En 1943, il assiste Beria dans la déportation des peuples du Caucase et des Tatares de Crimée. Fusillé en décembre 1953.

**Vsevolod Nikolaïevitch Merkoulov** : encore un ancien de la Tcheka géorgienne. Vice-commissaire du peuple à l'Intérieur en 1938. Fusillé en décembre 1953.

**Mikhaïl Rioumine**, colonel de la Sécurité d'État, il s'illustrera particulièrement dans l'organisation des purges antisémites de la fin du règne de Staline. Nommé chef de la Section d'instruction des affaires des organes en 1951 puis vice-ministre de la Sécurité, il sera l'architecte du « complot des Blouses blanches ». Il a laissé l'image d'un demi-dément maladivement antisémite. Démis de ses fonctions en novembre 1952, arrêté en avril 1953, il est fusillé en juillet 1954.

**Pavel Anatolievitch Soudoplatov** : l'homme qui avait organisé la traque de Trotski et les « escadrons de la mort » de Staline sera condamné à la prison et libéré en août 1968, après quinze années de détention. Il a écrit un livre déjà cité dans cet ouvrage.

En apparence, donc, c'est la détente, le « dégel ». Mais les gestes de la nouvelle direction ne suffisent pas à remobiliser les forces vives d'une société soviétique.

C'est d'ailleurs l'avis des experts de la CIA en juin 1956 : « Seule une rupture avec le symbole de la politique passée, Staline, peut vraiment influencer le peuple soviétique et le monde. En filigrane, le but recherché était de promouvoir la sécurité politique, de développer la "coexistence compétitive" à l'extérieur et de restaurer la "respectabilité" du communisme. »

La CIA se trompe lourdement : « La rupture avec Staline signifie que les dirigeants du PCUS ne vont plus insister, à l'avenir, sur le fait qu'ils ont le monopole de la "voie correcte" vers le "socialisme". » Et d'enchaîner, évoquant les « satellites » de Moscou : « Du point de vue soviétique, l'intégration militaire et économique de ces pays est

suffisamment forte pour permettre une “déviation nationaliste”. »

## *La semaine sanglante de Budapest*

On sait ce qu’il en sera : à Budapest, cinq mois à peine après et à Prague douze ans plus tard, Moscou enverra les chars.

Mais cette grave erreur de perspective de la CIA est peut-être à l’origine de l’un des moments les plus tragiques de la guerre froide : le sanglant écrasement de l’insurrection de Budapest.

Cette lourde erreur aurait pu être évitée si la CIA avait été plus attentive. Tito ne déclarait-il pas : « Nous étions convaincus que, tant que Staline vivrait, il ne commencerait pas une nouvelle guerre… Malenkov et les autres qui ont pris le pouvoir, plus jeunes et plus ardents, ne commettront-ils pas de gestes inconsidérés ? »

En juin 1953, un soulèvement populaire spontané, à Berlin-Est, est écrasé dans le sang. Mais c’est en 1956 que Monsieur K. va montrer son vrai visage.

Le printemps 1956 voit deux pays du bloc socialiste secoués par de graves crises internes. En Pologne, Wladyslaw Gomulka, un dirigeant communiste qui avait été arrêté en 1951, est libéré le 6 avril. Deux mois et demi plus tard des émeutes éclatent à Poznan, où 15 000 ouvriers se soulèvent pour réclamer « du pain », tandis qu’en juillet c’est à Budapest que Rakosi est forcé à la démission. Ainsi, parce que Staline avait construit à Moscou un magnifique métro, Matyas Rakosi voulut faire de même à Budapest, malgré les objections des ingénieurs. Des milliards furent donc investis en pure perte.

En Pologne, la direction comprend que les émeutes ouvrières sont bien davantage que le résultat des sombres complots de l'ennemi impérialiste : les staliniens sont écartés et, outre Golmuka, plusieurs victimes des purges sont réintégrées dans le parti et appelés à sa direction. Parmi eux, le général Komar, placé à la tête des organes de sécurité. En octobre, après quelques jours de très vives tensions, Moscou finit par accepter le « cours nouveau ».

Il n'en sera pas de même à Budapest. À la tête du gouvernement est nommé Imre Nagy, l'un des principaux opposants à Rakosi, tandis que Janos Kadar devient premier secrétaire du parti communiste. Figure tragique s'il en est que celle de Kadar : militant communiste de la première heure, il avait été arrêté en 1949, lors des purges organisées par Staline. Il convainquit alors son coïnculpé et ami proche, Laszlo Rajk, de reconnaître les crimes dont on l'accusait en lui assurant la vie sauve. Rajk avoua et fut pendu. Kadar devait longtemps porter la culpabilité de ces terribles moments. Mais il s'apprêtait à en vivre d'autres. Bien plus terribles.

## Les prémices de la semaine sanglante de Budapest à travers les rapports de la CIA

Le 26 septembre, commentant la revendication de liberté d'expression posée par l'Union des écrivains, la centrale américaine note : « Des observateurs occidentaux crédibles, à Budapest, ont rapporté le 20 septembre qu'ils pensaient qu'une action soviétique de nature non encore spécifiée était

probable dans un futur proche. Si aucune intervention soviétique ne s'est encore produite, cela peut indiquer que l'URSS accepte la libéralisation progressive de la Hongrie. »

Le 5 octobre 1956, la CIA estime : « Des manifestations antirusses pourraient advenir en Hongrie et en Pologne ces prochains jours. Le parti hongrois a annoncé une cérémonie funèbre à Budapest, le 6 octobre, pour enterrer les restes de Lazlo Rajk, l'ancien titiste et "national déviationniste" maintenant salué comme un "dirigeant exceptionnel de la classe ouvrière hongroise" […].

Dans le même bulletin, la CIA évoque le prêt de 25 millions de dollars que Moscou vient d'accorder à Budapest, probablement destiné « à démentir les propos des "modérés" qui affirment que l'URSS pille l'économie du pays ».

## *L'insurrection chasse les communistes*

Le 23 octobre, une manifestation pacifique rassemble, autour des étudiants de Budapest, des délégations ouvrières venues de toute la ville. D'abord interdite, elle est autorisée, *in extremis*, et c'est le chef de la police, le colonel Kopacsi, et l'un des adjoints du ministre de l'Intérieur, Ladislas Fekete, qui viennent l'annoncer aux protestataires. Ils sont sans doute quinze mille à marcher derrière quelques drapeaux rouges. Sur le parcours du cortège, les gens applaudissent et en fin d'après-midi ils seront sans doute cinquante mille à écouter un écrivain paysan, Pierre Veres, lire le programme en sept points de l'Union des écrivains pour l'extension de la démocratie. Spontanément, des rassemblements naissent dans d'autres quartiers tandis que la foule prend le chemin du Parlement.

Lorsque la nuit tombe, ils sont au moins deux cent mille et les esprits se sont considérablement échauffés. La police secrète ouvre le feu. Un peu avant 22 heures, des affrontements armés se déroulent un peu partout en ville tandis que la gigantesque statue de Staline est abattue. Au même moment, Debrecan, la troisième ville du pays, passe aux mains des insurgés que rejoignent bientôt par milliers soldats et officiers de l'armée régulière. Dans la nuit, Imre Nagy est porté au pouvoir ; le premier acte de son gouvernement sera de demander aux révoltés de déposer leurs armes et d'appeler l'armée soviétique à l'aide.

Le lendemain, les analystes de la CIA commentent : « Les combats en Hongrie constituent la plus importante menace qui ait émergé en Europe de l'Est contre le pouvoir communiste […]. La décision soviétique de ne pas intervenir en Pologne était sans doute justifiée sur la crainte de compromettre gravement la campagne de "déstalinisation". Cette crainte pourrait déjà s'effacer devant la nécessité d'une intervention directe en Hongrie… » Le 26 octobre, l'Agence fait le point : « Les troupes soviétiques sont entrées à Budapest à 4 heures du matin, mercredi. On estime qu'une division d'infanterie mécanisée est déjà sur place […], les troupes hongroises ont été gardées en réserve et ce sont les Soviétiques qui ont été au cœur des affrontements. Des militaires hongrois sont déjà passés du côté de la rébellion […] On a pu observer des blindés soviétiques saisis par les rebelles et, arborant des drapeaux hongrois, ont attaqué des tanks russes […] des morts et des blessés sont visibles dans les rues. »

Le samedi 27 octobre, un nouveau cabinet est constitué ; il comprend des membres de deux anciens partis interdits par les communistes, mais le 28 on se bat toujours dans les rues de Budapest alors qu'il est clair que la province est entièrement contrôlée par les insurgés.

Tard dans l'après-midi, Imre Nagy annonce un accord avec Moscou : l'URSS reconnaît le nouveau gouvernement et les forces russes se retireront de la capitale. De Varsovie et de Belgrade arrivent désormais des conseils de modération : Tito comme Gomulka estiment que la révolution l'a emporté et qu'il faut calmer le jeu.

## *Washington attise les braises*

C'est alors que, de Washington, arrivent des déclarations sans équivoque. Le 25 octobre, le président Eisenhower s'est dit « de cœur avec le peuple hongrois », deux jours plus tard, le secrétaire d'État Foster Dulles (et frère du directeur de la CIA, Allen Dulles) a salué « le défi lancé par le peuple héroïque de Hongrie au feu meurtrier des blindés de l'armée rouge » ; si la Hongrie se libère, ajoute-t-il, elle pourra compter sur une généreuse aide économique américaine.

Le 28 octobre dans la soirée, alors que le monde entier connaît l'accord intervenu entre Nagy et les Russes, le représentant américain au Conseil de sécurité se déchaîne contre Moscou. Le 29 octobre, Radio Free Europe va jusqu'à déclarer : « Ceux qui combattent pour la liberté ne doivent pas perdre de vue, ne fût-ce qu'un instant, le plan du gouvernement qui s'oppose à eux. »

Peut-on, plus clairement, appeler les insurgés hongrois à continuer à se battre tout en leur faisant croire qu'ils peuvent compter sur le soutien américain ? Un demi-siècle plus tard, on reste confondu par cette politique aventuriste.

Le 30, après des combats furieux, des dizaines de permanents et de dirigeants du parti communiste sont abattus. Plusieurs d'entre eux – dont 45 jeunes gens enrôlés de force dans les troupes de l'AVH – ont été brûlés vifs. La sauvagerie inouïe de

la scène choquera profondément les militants restés fidèles au parti communiste.

Le 31 octobre, en tout état de cause, la CIA indique le « retrait total des troupes soviétiques de la ville. » Le 2 novembre, l'Agence annonce : « Le premier secrétaire, Janos Kadar, du parti ouvrier hongrois (communiste) a annoncé qu'un nouveau parti serait formé qui romprait complètement avec le passé stalinien… » Mais le lendemain, « le renforcement des unités soviétiques en Hongrie ces trois derniers jours, indiquent un mouvement imminent des Soviétiques pour bloquer les efforts hongrois… » Le 1er novembre, sous la pression de la rue, elle-même chauffée à blanc, Imre Nagy a franchi le point de non-retour en annonçant que la Hongrie se retirait unilatéralement du pacte de Varsovie et proclamait sa neutralité tout en se plaçant « sous la protection de l'ONU ».

Dans la soirée du 3 novembre, le chef militaire des insurgés, le colonel Pal Maleter, est arrêté par le général Ivan Serov, chef du KGB.

## *La fin du rêve hongrois : nouvel aveuglement de la CIA*

Le 4 novembre à l'aube, l'assaut est donné sur la capitale, un appel de Janos Kadar à l'« assistance soviétique » est rendu public. Les combats dureront plusieurs jours ; les insurgés mesureront alors leur isolement : personne ne répond à leurs appels à l'aide.

Le 8 novembre la CIA note sobrement : « La fin de la résistance sur une large échelle à Budapest peut être la raison de ce mouvement. »

Le même jour, alors que les soldats soviétiques continuent à fouiller Budapest rue par rue et maison par maison pour y

déloger les derniers révoltés, Allen Dulles, le directeur de la CIA, communique : « Bien que le nouveau gouvernement communiste de Budapest clame qu'il va continuer sur la voie de la "libéralisation", il est clair que le régime se repose entièrement sur les baïonnettes russes. En définitive, les Soviétiques ont perdu un satellite et acquis une nouvelle province […] En Europe, l'effet le plus évident [des événements] a été la destruction du mythe de la "coexistence pacifique" et de la "nouvelle ère" de politique raisonnable de la part du Kremlin. À Paris, le QG du parti et le siège de son journal (*L'Humanité*) ont été attaqués […]. Enfin, en Europe, le clivage est plus aigu que jamais : à l'Est un pouvoir militaire soviétique désormais à nu ; à l'Ouest, une prise en compte beaucoup plus claire des réalités de la menace communiste ; le régime soviétique actuel a tombé le masque. »

Imre Nagy, Pal Maleter, Josef Szilagyi, un autre chef militaire des insurgés et nombre de leurs camarades tels Nicolas Gimes ou Pierre Veres seront pendus.

## *Pour le renseignement soviétique, rien ne change*

Le 10 avril 1955, Paris est le théâtre d'une rencontre secrète de la plus haute importance pour le renseignement soviétique. Venus de Londres, deux agents clandestins, Peter et Helen Kroger, rencontrent celui qui va devenir leur chef, Gordon Arnold Lonsdale. De son vrai nom : Konon Trofimovitch Molody.

Molody (*Ben* pour le KGB) a 38 ans. Fils d'un savant soviétique, il a été envoyé très jeune en Californie pour y apprendre l'anglais. En 1954, le KGB l'a envoyé passer quelques mois au Canada ; c'est là qu'il est devenu « Gordon Lonsdale ».

## *Gordon Lonsdale et l'affaire de Portland*

Mais sa destination finale est l'Angleterre et sa cible est la base de la Royal Navy de Portland, où les Britanniques construisent leurs sous-marins nucléaires et les équipent d'hélices « silencieuses ». Les Kroger seront ses assistants. À la Résidence « officielle » du KGB, à Londres, il pourra compter sur le soutien de Vassili Alexeïvitch Dojdalev, le même officier du KGB qui a amorcé le recrutement de George Blake.

À Londres, la couverture de Peter Kroger est d'être un négociant en livres rares. Il se taillera rapidement une solide réputation dans ce milieu au point de devenir membre de l'Antiquarian Booksellers Association…

Gordon Lonsdale, lui, prend des intérêts dans une firme de placement de juke-box. Il est, dira un jour Dojdalev, devenu général : « Très relax, toujours souriant et ayant un grand sens de l'humour. Il était tellement détendu que moi, *a contrario*, cela me rendait encore plus nerveux… » Au printemps 1956, la première phase de la mission de l'équipe est terminée : les espions sont désormais « légalisés ».

Pour un « illégal », la « légalisation » désigne la période et les méthodes par lesquelles il s'installe dans sa nouvelle vie et se fait accepter dans son pays d'accueil.

Le Centre branche alors Lonsdale sur Harry Houghton, un sous-officier de la Navy recruté en 1950, alors qu'il était en poste à Varsovie comme secrétaire de l'attaché naval britannique. Détail : Houghton a été recruté « sous faux pavillon » ; il ne sait pas qu'il travaille pour le renseignement soviétique et est persuadé que ses traitants sont américains.

La technique du faux pavillon consiste, pour un recruteur, à faire croire à un agent qu'il travaillera pour un autre pays ou un

institut de recherche. Elle a été utilisée par les Soviétiques ou les Israéliens.

*Ben* continuera donc dans la même voie : il reprend contact avec Houghton. Très rapidement, la collaboration de ce dernier, devenu *Shah* pour Moscou et qui a également embauché sa petite amie, Ethel Gee (*Assia*), se révélera extrêmement fructueuse. De temps à autre, Lonsdale s'éclipse et « part faire de la voile avec un ami, en mer du Nord ». En fait, il embarque à bord d'un sous-marin soviétique qui l'emmène à Mourmansk et peut, ainsi, passer une ou deux semaines avec sa famille…

Le travail des Kroger est dur, mais il est largement reconnu par Moscou.

## *Une enquête classique*

Mais le temps du réseau est compté. Ce sont des vérifications de routine suivies d'une enquête classique qui vont faire tomber le réseau. Grisé par l'argent facile, *Shah* mène la grande vie. Il est clair que son train de vie n'a plus aucun rapport avec celui d'un sous-officier de la marine. La sécurité militaire s'ouvre de ses doutes au MI5, qui avertit la Special Branch de Scotland Yard tandis qu'à Washington, la CIA reçoit de sa « taupe » polonaise, Michal Golienevski, des informations sur le cas de ce sous-officier. Harry Houghton est placé sous surveillance étroite. Trois mois plus tard, ses anges gardiens assistent à une rencontre, dans un pub, avec un « homme bien habillé » : ils observent que les deux hommes échangent leurs mallettes. Le doute n'est plus permis. Ils suivent l'« homme bien habillé » chez lui et identifient Gordon Lonsdale.

Celui-ci est, à son tour, placé sous surveillance. Lonsdale conduit ses suiveurs jusqu'à la proche banlieue de Londres. Les Kroger sont « logés » eux aussi. Une surveillance statique permet aux Britanniques d'observer qu'après chaque rencontre

avec Houghton, Lonsdale se rend au 45, Cranley Drive. C'est donc là sa base opérationnelle.

Le dossier est bouclé. Il faut maintenant « taper dans la fourmilière ».

Et d'urgence même : par la CIA, le MI5 a appris que la « taupe » polonaise qui avait livré Houghton s'apprête à passer à l'Ouest.

Le 7 janvier 1961, pas moins de 45 agents de la Special Branch suivent Houghton et Gee, qui se rendent à un nouveau contact avec Lonsdale. La police intervient et arrête les trois agents : dans le panier, elle trouvera des dizaines de documents classés secrets. Quelques heures plus tard, vers 17 h 30, on sonne au 45, Cranley Drive.

## *Où l'on retrouve de vieux amis*

Fin de parcours pour les Kroger. Ils seront rapidement identifiés : Peter et Helen Kroger ne sont autres que… Morris et Léontine Cohen, que nous avons vus jouer un rôle central dans l'espionnage atomique russe.

Le procès de l'« affaire de Portland » s'ouvre devant l'Old Bailey le 13 mars 1961. Les Kroger plaident non coupable, Houghton et Gee affirment qu'ils pensaient travailler pour les Américains et Lonsdale, après avoir tout pris sur lui, refuse de témoigner. Le verdict tombe rapidement : quinze ans pour Harry Houghton et Ethel Gee, vingt ans pour les Kroger, vingt-cinq ans pour Gordon Lonsdale.

Mais Lonsdale est échangé contre Greville Wynne, un agent britannique arrêté à Moscou.

Harry Houghton et Ethel Gee seront libérés les derniers, en 1971.

Un mois après sa mort, le 25 juillet 1995, le président Boris Eltsine faisait de Morris Cohen un « Héros de la fédération de Russie ». Il est clair que la médaille, même si elle n'a pu être décernée qu'à Morris, concernait également Léontine. C'est que les services qu'ils ont rendus à Moscou sont réellement immenses.

## *La fin des « Cinq de Cambridge »*

Début 1942, Kim Philby avait fait son entrée dans les services de renseignement britanniques : le MI6 avait un besoin urgent de personnes compétentes. Il grimpa rapidement les échelons. Philby, alias *Stanley*, alias *Soenchen*, alias *Tom*, est chargé de lutter contre les espions soviétiques. Un coup de maître ! Maclean, lui, avait été nommé premier secrétaire à l'ambassade britannique à Washington, Guy Burgess travaillait au service de presse du Foreign Office tandis qu'Anthony Blunt était affecté au SHAEF, le commandement militaire interallié.

En 1949, Donald Maclean prend le chemin du Caire, où, à 35 ans, il vient d'être nommé conseiller diplomatique, obligatoire étape avant une désignation comme ambassadeur. Le Caire est l'un des cinq postes les plus prestigieux. C'est là que se gère la politique moyen-orientale décidée à Londres.

Par un curieux jeu de chaises musicales, Kim Philby, lui, arrive à Washington au moment où Maclean s'en va : il vient d'être nommé officier de liaison avec la CIA et le FBI.

## *Premiers nuages*

Un an plus tard, en pleine guerre froide, Anglais et Américains projettent secrètement une opération paramilitaire dans le sud de l'Albanie pour renverser le gouvernement d'Enver Hoxha. Un commando d'Albanais anticommunistes sont cueillis à

l’arrivée et exécutés ainsi que des agents de la CIA et du MI6. Il ne fait aucun doute que quelqu’un a averti Moscou. Dans sa maison de Washington, il traite somptueusement aussi bien J. Edgar Hoover, le directeur du FBI, que James Jesus Angleton, le futur premier contre-espion de la CIA.

Mais la carrière de Philby s’est pourtant assombrie depuis 1945 lorsque Konstantin Volkov, représentant du KGB à Ankara, a « offert » le nom de trois agents soviétiques de haut niveau dont deux travaillent au Foreign Office et le troisième à la tête d’une section du contre-espionnage à Londres. Il s’agit de Burgess, Maclean et Philby. Sir Maurice Peterson, ambassadeur de Grande-Bretagne à Ankara, alerte Londres par la valise diplomatique… et le message atterrit sur le bureau du responsable Kim Philby.

Enlevé à Ankara par le NKVD, le transfuge potentiel est jugé à Moscou et fusillé. Le service successeur du KGB, le SVR, nie que Volkov ait été exécuté ; il aurait, selon eux, été « simplement » envoyé dans un camp. Selon le colonel Oleg Tsarev : « C’est un peu caricatural. Il n’existe aucune preuve documentée de la mort de Volkov, seulement, comme le régime de Staline était cruel, eh bien Volkov doit mourir… Un collaborateur du KGB m’a raconté il y a des années que Volkov, libéré du camp, avait été relégué dans une région éloignée. Donc, il était toujours vivant… »

## *« Venona » met la CIA sur la piste*

Mais en 1951, les choses se gâtent vraiment : dans le cadre de leur programme *Venona* les Américains découvrent ainsi que le Foreign Office abrite un espion dont le nom de code est *Homer* et que l’homme aurait été en poste à l’ambassade britannique de Washington. Philby est, une fois de plus, étroitement associé à l’exploitation des renseignements issus de *Venona*.

# L’agent « Homer » ou Donald Maclean dans les décryptages « Venona »

Le 5 septembre 1944, la Résidence de New York écrit à *Viktor* (pour rappel : Pavel Fitine, le chef du renseignement étranger du NKVD) : « D’après les informations d’*Homer*, *Kapitan* va rencontrer *Kaban* à Québec, le 9 septembre pour discuter de la future occupation de l’Allemagne. Un rapport détaillé de *Homer* suivra. »

Le 16 mars 1945, Washington envoie à Moscou un télégramme contenant un message personnel d’Anthony Eden, ministre des Affaires étrangères, à Lord Halifax, ambassadeur britannique aux États-Unis. Le télégramme fait référence à du « Matériel de H. ».

Une dizaine de messages de 1944 et 1945 déchiffrés dans le cadre du programme *Venona* font ainsi allusion à *Homer*. Ils apprennent aux Américains (qui savent déjà, entre autres choses, que *Kapitan* est le président Roosevelt et *Kaban* le Premier ministre Churchill) qu’un agent (*Homer*) est introduit à assez haut niveau pour être au courant d’une rencontre de chefs alliés. Cet agent a accès aux messages échangés entre le Foreign Office et l’ambassade britannique. Il s’agit donc d’un diplomate anglais. Enfin, le fait que les messages soviétiques le concernant aient été

envoyés de New York ou Washington prouve que l'homme est en poste aux États-Unis.

Les Américains ne savent pas encore que *Homer* n'est autre que Maclean. À vrai dire il y a des centaines de suspects sur leurs listes.

Philby reçoit alors, de Moscou, l'ordre de le protéger autant qu'il le peut. En fait, il ne pourra pas faire grand-chose.

Entre-temps, Maclean est revenu à Londres. Est-ce l'effet des tensions accumulées ? Toujours est-il qu'en Égypte, il a « craqué ». Il y a retrouvé un vieux camarade, le journaliste Philip Toynbee, et les deux hommes se sont saoulés très consciencieusement tous les jours. Les scandales s'enchaînent, jusqu'au 8 mai 1950 ; ce soir-là, Maclean et Toynbee mettent à sac l'appartement de la secrétaire particulière de l'ambassadeur des États-Unis. Maclean est rappelé. Après un congé de six mois, il est nommé chef du Département américain du Foreign Office, un poste de coordination transatlantique d'autant plus important que l'on est en pleine guerre de Corée…

## *L'erreur fatale de Guy Burgess*

Guy Burgess a rejoint Philby à Washington, le 4 août 1950. Il s'installe « provisoirement » dans un appartement aménagé dans l'entresol des Philby. Il n'y restera pas longtemps. Tout aussi alcoolique que Maclean, le jeune diplomate est totalement incontrôlable. Le 19 janvier 1951, il est à l'origine d'un épouvantable scandale mondain avec Libby Harvey, la femme de William Harvey, à l'époque chef du contre-espionnage de la CIA. Un mois plus tard, le 28 février, il commet trois excès de vitesse. Le gouverneur transmet les procès-verbaux au Département d'État, qui proteste officiellement le 30 mars. Exit Guy Burgess. Son départ rend service à Philby : il vient

d’apprendre que les soupçons de la CIA et du FBI se sont, définitivement, focalisés sur Donald Maclean.

Rentré à Londres début mai, Burgess se précipite chez Blunt, qui, à son tour, avertit Maclean. La situation, cependant, est moins tragique qu’il n’y paraît. Il n’y a, en fait, aucune preuve tangible contre l’ancienne étoile montante du Foreign Office.

Si Maclean nie et s’accroche à sa version, il ne peut à peu près rien lui arriver et tout ce qu’il risque est d’être renvoyé de la fonction publique. Mais Maclean doute de sa capacité à supporter un interrogatoire. Les Soviétiques organisent donc son « exfiltration ». Il est alors décidé que Guy Burgess accompagnera Maclean jusqu’en France, première étape de sa fuite.

Le vendredi 25 mai 1951, Burgess et Maclean gagnent Southampton et embarquent sur un ferry à destination de Saint-Malo.

## *Terminus : Moscou*

Une fois sur le continent, les deux amis gagnent Rennes puis Paris et Berne. L’avion se pose à Prague, d’où un avion militaire les transfère à Moscou. Sergueï Romanovitch Savtchenko, le chef du renseignement étranger, les reçoit personnellement. C’est lui qui apprendra à Guy Burgess qu’il ne reverra jamais Londres.

En fait, on lui a tendu un piège : le Centre a décidé de le mettre « hors jeu » et considère que deux de ses agents sont grillés. Mauvais calcul, car en réalité ils sont trois, sinon plus.

La défection de Guy Burgess scelle, en effet, le sort de Kim Philby. Si seul Maclean avait été concerné, il aurait pu rester loin de la tourmente. Mais avec Burgess, il en va tout autrement.

À la mi-juin, Kim est rappelé à Londres et longuement interrogé. Mais rien ne prouve qu'il est mêlé à l'affaire des « diplomates disparus » et il s'en tire.

Peter Wright, à l'époque simple officier du MI5, dont il deviendra un jour le chef, émettra une autre hypothèse pour expliquer le manque de perspicacité des chasseurs d'espions britanniques : chaque fois que Philby patauge, ses interlocuteurs lui tendent une perche et l'aident à s'en sortir. Pour ne pas déclencher un énorme scandale, les services britanniques ont couvert Philby, en sachant pourtant pertinemment bien qu'il était un agent soviétique.

Philby, officiellement blanchi, est toutefois prié de démissionner. N'ayant dès lors plus accès aux sources des renseignements secrets, il est d'une utilité moins grande pour ses maîtres soviétiques.

Une autre conséquence de la fuite de Burgess concernera John Cairncross. Blunt a soigneusement « nettoyé » l'appartement de Guy Burgess, mais une série de notes manuscrites lui échapperont. Elles conduiront à Sir John Colville, qui identifiera Cairncross. Interrogé, celui-ci se lancera dans une explication compliquée dont il ressort qu'il a, effectivement, transmis des informations aux Russes mais n'a jamais été un espion. Le MI5 se contentera d'exiger qu'il soit limogé et quitte la Grande-Bretagne.

Blunt sera identifié à son tour, mais bien plus tard, en 1963 : il est alors conservateur des collections de peinture de la reine et, pour éviter un nouveau scandale, on ne l'inquiétera pas, à la condition d'une confession complète et détaillée.

## *Le « troisième homme » prend la tangente*

Le 7 novembre 1955, le nom de Kim Philby retrouve brutalement la une des journaux britanniques : la presse ayant révélé, deux mois plus tôt, que Burgess et Maclean se trouvaient bel et bien à Moscou, un parlementaire demande au Premier ministre, Harold Macmillan : « Combien de temps le gouvernement a-t-il l'intention de couvrir les activités douteuses du "troisième homme", j'ai nommé M. Harold Philby ? »

Réponse du Premier ministre : « Nous n'avons aucune raison de conclure que M. Philby ait jamais trahi son pays ! » On appréciera le sang-froid de Harold Macmillan : il sait pertinemment bien qu'il y a même un « quatrième » homme !

En 1955, Philby est envoyé à Beyrouth comme correspondant de l'*Observer* et de l'*Economist* pour le Proche-Orient. Le contre-espionnage continuera de le convoquer assez régulièrement pour des interrogatoires de routine.

Pendant huit ans, Philby poursuivra une brillante carrière de journaliste, tout en continuant à adresser à Moscou ses renseignements sous forme de remarquables synthèses sur les politiques du Moyen-Orient.

Mais, en 1963, la chance tourne à nouveau : l'un de ses amis, Nicholas Elliott, ancien résident du MI5 à Beyrouth, lui annonce que Londres détient désormais les preuves irréfutables qu'il est un agent soviétique. C'est alors que Philby, qui noie une dépression chronique dans l'alcool, craque. Elliott lui accorde quelques jours pour rédiger des aveux complets.

Le 20 janvier 1963, Kim prévient son épouse qu'il sera en retard à une réception à laquelle ils sont invités. Il ne réapparaîtra plus.

Le soir même, il rejoint Moscou, où il demande l'asile politique. Selon lui, les Anglais l'ont laissé partir pour éviter le

scandale.

Une fois à Moscou, il refuse de rencontrer Burgess, un « traître », selon lui. Ce dernier ne souhaite qu'une chose : rentrer en Angleterre. Il mourra sans avoir pu réaliser ce vœu, à la fin de 1963, à l'âge de 52 ans.

## *Kim à Moscou : sauvé par l'amour et le travail*

À Moscou, Philby a donc retrouvé Maclean, devenu Mark Petrovitch Frazer, qui s'est mis à étudier le russe et qui se contente de vivre très simplement. Devenu membre du parti communiste soviétique, il prend une part active aux travaux de l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales.

Philby est logé dans un vaste et luxueux appartement au centre-ville, comme un membre de la nomenklatura.

Toutefois, il regrette de ne pas obtenir une position élevée dans la hiérarchie du Centre.

Eleanor rejoint Kim neuf mois après sa fuite de Beyrouth, mais elle ne s'habituera pas à cette nouvelle existence. Elle rentre à Londres en 1965, après avoir découvert que Philby entretient une relation amoureuse avec Melinda, l'épouse de Maclean. Mais cette aventure ne dure pas. Cinq ans plus tard, Kim Philby rencontre Rufina, une amie d'Ida, l'épouse de George Blake, lui aussi réfugié à Moscou.

## *Rufina, dévouée à la mémoire de Philby*

En 2000, nous l'avions rencontrée, dans l'appartement de l'étang des Patriarches, où, devenue une charmante et douce vieille dame, elle entretient pieusement le souvenir de Kim.

Certains auteurs, souvent assez mal intentionnés, ont prétendu que la rencontre de Kim et Rufina ne devait rien au hasard et avait été organisée par le KGB. Possible, mais une chose en tout cas est certaine : entre Kim et Rufina, il y a eu beaucoup d'amour.

## *Précepteur de jeunes agents*

Voilà donc Kim Philby marié. La vie s'écoule doucement aux étangs du Patriarche. Les enfants viennent régulièrement, de Londres, visiter leur père et adoptent très vite Rufina. Mais il manque encore à Kim : un travail, un rôle à jouer.

C'est le général Oleg Kalouguine qui va le remettre en selle en lui proposant de participer à la formation des officiers qui partent en Grande-Bretagne. Le colonel Oleg Tsarev se rappelle bien cette période. En 1970, il est affecté au Troisième Département (Grande-Bretagne et pays du Commonwealth) de la Première Direction principale (PDP, renseignement étranger) du KGB : « En décembre 1974, je m'apprêtais à partir en poste à Londres, sous la couverture de correspondant du journal *Industrie socialiste*. La réunion avait été organisée par Mikhaïl Lyubimov, qui était notre chef et un ami de Philby. Pour nous, c'était une légende, et voilà qu'il nous racontait son travail opérationnel. Nous avions l'impression de toucher l'histoire du bout des doigts. »

## *Analyste et consultant*

Cinq ans plus tard, Tsarev, revenu de Londres, travaillera presque quotidiennement avec Kim Philby : « On évaluait le travail des agents, on préparait des opérations, et les conseils de Philby étaient très utiles. »

Quand il ne conseille pas les jeunes recrues ou n'émet pas des avis sur une opération précise, Kim Philby passe de longues heures dans son bureau de l'étang des Patriarches. Lorsque Rufina Philby nous l'a fait visiter, rien n'avait changé depuis la mort de Kim : le long des murs, des étagères de bois sombre soutiennent quelques milliers de livres, œuvres littéraires, mais aussi, bien entendu, nombreux ouvrages consacrés à la « guerre secrète ». Face à la table de travail, trois photographies : Saint-John, le père, en costume de Bédouin, Kim et sa mère et un grand portrait de *Che* Guevara.

En 1994, Oleg Kalouguine pourra écrire : « Nous avions réussi. Il était transformé. »

L'exilé, cependant, reste profondément anglais. Oleg Tsarev : « Il s'habillait comme un Anglais, il ne parlait presque pas le russe. Les deux seules choses qui n'étaient pas anglaises, chez lui, c'étaient ses cigarettes – il fumait des Gauloises qu'il allumait à la chaîne – et ses gestes. »

Rufina, elle aussi, témoigne de cet attachement à ses origines : « Certaines choses lui manquaient. Quand il parlait de Londres, il évoquait "un pub tous les dix pas". Mais il était réaliste et il savait que tout retour était impossible. »

De temps à autre, un ami venu du passé rend visite à Kim Philby. Ainsi, Graham Greene…

Dans les dernières années de sa vie, Kim Philby se passionnera pour Gorbatchev et la Perestroïka. Il est resté communiste, mais il a pris la mesure de la faillite soviétique.

Kim Philby donnera sa dernière interview au *Sunday Times* peu de temps avant sa mort. A-t-il des regrets ? Non : « Si c'était à refaire, je le referais. » Le 11 mai 1988, Harold *Kim* Philby, s'éteint à l'âge de 76 ans. Sa dernière volonté a été exaucée : il

repose au cimetière Novo Kountsovskoïe, dans le carré des généraux.

« Philby mérite le pardon, dira l'ancien espion britannique Greville Wynne, car on ne peut imaginer pire sentence que de vivre sous un régime communiste pendant plus de vingt ans. »

Blunt est mort en 1979 ; le dernier des *Cinq* à tirer sa révérence sera John Cairncross. Venu s'installer sur la Côte d'Azur, où il coule des jours heureux, il ne lâchera qu'une phrase lorsque son nom fera les gros titres de la presse anglaise : « Je ne suis pas le cinquième homme, juste un soldat de deuxième classe. » Il mourra en 1995.

À l'heure des comptes, les *Magnificent Five* ont rendu un triple service à l'URSS : pendant une vingtaine d'années, ils ont été de précieux agents de renseignement ; leur découverte a traumatisé les services britanniques ; enfin, l'affaire a fortement perturbé les bonnes relations existant entre les SR anglais et leurs alliés. Du point de vue soviétique, le bilan est largement positif…

## *À Washington, l'ère de la paranoïa*

La communauté américaine du renseignement va, elle aussi, s'en trouver passablement désorganisée. En cause, la paranoïa de James Jesus Angleton, le responsable du contre-espionnage à la CIA.

## *Anatoli Golitsine : le transfuge qui tombe à pic*

C'est en Scandinavie, en novembre 1961, que débute l'une des affaires d'espionnage les plus complexes du XX$^{e}$ siècle. Anatoli Alexandrovitch Golitsine, l'officier du KGB nouvellement affecté à l'ambassade d'URSS à Helsinki qui fait

défection cette année-là, n’est pas un inconnu pour la CIA, qui le tient à l’œil depuis qu’un autre défecteur, Piotr Deriabine, alias Smirnov ou Korobov, a signalé en 1954 que son compatriote était « recrutable » par les Occidentaux. À Moscou, Golitsine passera six ans à la section anglo-américaine du KGB. En 1960, nommé à Helsinki, il se présente au bureau de la CIA, une liasse de documents secrets sous le bras, et demande l’asile politique aux États-Unis.

À Langley, c’est le chef du CE, James Jesus Angleton, qui se charge lui-même du débriefing de Golitsine, désigné au sein de la CIA sous l’acronyme *AE/LADLE*.

*AE/LADLE* a refusé en effet de se confier à d’autres. Car Golitsine s’estime investi d’une mission : démasquer les « taupes » dans les SR occidentaux. Il apporte la tempête…

Pour les Américains, le transfuge semble prometteur car il aligne sinon les noms du moins les descriptions et des éléments permettant de situer certains agents de Moscou. Et l’homme qui est même autorisé à consulter les dossiers les plus secrets de la CIA semble tenir ses promesses. Il dénonce, par exemple, une « taupe » à l’amirauté britannique : il s’agit de John Vassal, qui sera arrêté l’année suivante, grâce aux révélations d’un autre transfuge, Youri Nossenko (pour la CIA : *AE/Foxtrot*).

En Suède, il permet de confondre le colonel de l’armée de l’air Stig Eric Wennerström.

En Allemagne, il accuse plusieurs responsables des SR fédéraux, et il n’a pas tort : Heinz Felfe et Hans Clemens, qui dirigent la Section soviétique du BND, sont arrêtés. Ils ont vendu à Moscou 15 000 documents secrets et des dizaines d’agents. Mais, pour l’Allemagne, le coup le plus dur reste à venir. Le 21 août 1968, les blindés russes écrasent le Printemps de Prague. Coup sur coup, le vice-ministre de la Défense, Jan Sejna, et deux importants officiers du StB, Ladislav Bittman et

Josef Frolik, passent à l'Ouest. Le 8 octobre 1968, le contre-amiral Herman Lüdke, responsable de la logistique de l'Otan, est victime d'un curieux accident de chasse. Horst Wenland, directeur adjoint du BND, est trouvé mort dans son bureau. L'enquête officielle conclura au suicide. Comme pour les quatre autres « taupes du StB » identifiées par Bittman et qui mourront dans les deux semaines suivantes. Curieuse épidémie.

Golitsine continue ses révélations et implique des agents soviétiques travaillant au Canada et en Australie. Quand il vient à la situation en France, il est toutefois moins précis, mais il affirme que plusieurs « taupes » sont infiltrées dans l'entourage du général de Gaulle, qu'un fonctionnaire français de l'Otan renseigne Moscou, et, surtout, qu'un réseau soviétique connu sous le nom de code « Saphir » agit au sein du SDECE.

## *Une lettre personnelle de JFK à de Gaulle*

Au printemps 1962, le général de Gaulle reçoit en main propre une lettre de John Fitzgerald Kennedy qui fait l'effet d'une bombe : de source sûre, le président américain lui affirme que les services français sont infestés d'espions soviétiques. L'interrogatoire de Golitsine par le SDECE et la DST va durer des mois. Des dossiers établis sur des centaines de « suspects », hommes politiques, policiers, diplomates, hauts fonctionnaires, sont présentés au transfuge, sans grand succès. Le travail de fourmi des experts débouche toutefois, en août 1963, sur l'arrestation et la condamnation de Georges Pâques, chef adjoint du service de presse de l'Otan.

Curieuse figure quand même que celle de ce chrétien de gauche, partisan de l'Algérie française et ami d'Yvan Audouard ou de Maurice Clavel, c'est à Alger que Pâques aura ses premiers contacts avec les Soviétiques. Pendant des années, il leur fournira surtout des informations d'ordre général. Chef du Service d'action psychologique de l'état-major en 1959,

directeur d'études à l'Institut des hautes études de défense nationale en 1961, il ne transmettra à Moscou aucune information relative à la défense française mais des documents de nature à nuire à la stratégie américaine. Pour Pâques, le véritable adversaire de la France en Afrique noire et dans le monde arabe, c'est Washington et non pas Moscou…

Il est acquis, donc, que Pâques ne peut pas être l'agent dénoncé par Golitsine. Alors qui ?

Or, si Golitsine dit la vérité quand il prétend qu'un haut fonctionnaire français est en fait une « taupe » du KGB au sein de l'Alliance atlantique, il y a de fortes chances pour qu'il ne mente pas.

Logique imparable – bien que très discutable – qui pousse la DST à exiger du Premier ministre, Georges Pompidou, l'ouverture d'une enquête sur le SDECE.

Les conclusions d'une nouvelle confrontation conduisent, à la fin de 1963, le général Paul Jacquier, directeur général du SR français, à éloigner de son service l'un de ses proches, qui fut pourtant l'un des fondateurs du SDECE, le général Léonard Hounau, patron de la Recherche.

À terme, si Saphir ne dévoile pas ses secrets (mais le réseau a-t-il vraiment existé ?), les doutes distillés par Golitsine déboucheront toutefois sur une véritable déstabilisation du SR français.

D'abord, si la CIA se méfie du SDECE, le contraire est certainement vrai. Les experts du SDECE ne peuvent que se demander si les révélations de Golitsine – que les Français appellent *Martel* – ne sont pas, en fait, directement téléguidées par la CIA. Mais si, en revanche, Golitsine dit la vérité, qui sont les membres du réseau Saphir ?

Le représentant du SDECE à Washington, Philippe Thyraud de Vosjoli, emboîte le pas à la CIA et se met à dénoncer l'infiltration de sa maison par les Soviétiques. Remercié par ses employeurs, Thyraud écrira un livre affirmant que le SDECE est un nid de « taupes » rouges.

L'enquête sur le réseau Saphir n'a donc jamais abouti. Mais on sait, en tout état de cause, que l'affaire Hounau a été montée de toutes pièces par Angleton, peut-être aidé par Thyraud de Vosjoli, pour consolider la position occupée par *son* transfuge, Golitsine…

## Les révélations de Mitrokhine sur le renseignement soviétique en France dans les années 1960

Notons que les « archives Mitrokhine » permettent de combler certains « blancs » dans l'histoire de la pénétration soviétique en France. Ainsi, pour Mitrokhine et Andrew : « Pendant la plus grande partie de la guerre froide, la Résidence de Paris compta sans doute plus d'agents – au moins cinquante en moyenne – que n'importe quelle autre antenne du KGB en Europe occidentale. » Et encore, concernant le SDECE : « Une liste incomplète des "agents particulièrement précieux" de la Résidence en 1953 comprenait quatre fonctionnaires du SDECE (*Nossenko*, *Chirokov*, *Korablev* et *Doubravine*) et un respectivement à la DST (*Goriatchev*), aux Renseignements généraux (*Guiz*), au ministère des Affaires étrangères (*Izvekov*), au ministère de la Défense (*Lavrov*), à la Marine (*Pijo*), à l'ambassade

en Nouvelle-Zélande (*Long*) et dans la presse (*Jigalov*). En 1954, 30 % de tous les rapports de la Résidence de Paris au Centre reposaient sur des informations recueillies par ses agents infiltrés. » Notons que seuls sont identifiés *Pijo* (il s'agit de Georges Pâques) et *Long* : un employé local de l'ambassade de France du nom de Paddy Costello.

L'une des plus importantes recrues du renseignement soviétique sera un chiffreur du Quai d'Orsay dont l'identité n'a pas été percée à jour mais qui répond au nom de code de *Jour*. Durant la crise des missiles de Cuba il fournira la copie des télégrammes échangés entre le ministère des Affaires étrangères et ses ambassades à Moscou et à Washington. Autre agent de poids : le journaliste André Ulmann, affilié secrètement au PCF en 1946 puis recruté en 1946 par le NKVD sous le nom de code de *Durant*. En 1948, il se rapprochera également des SR polonais, qui lui attribueront le nom de code de *Iouli*. André Ulmann restera un agent soviétique jusqu'à sa mort, en 1970. Son hebdomadaire, *La Tribune des nations* (*Eole* pour le KGB) bénéficia en tout cas largement des quelque 3 500 000 francs versés en vingt-quatre ans par Moscou.

Autre homme d'influence, François Saar-Demichel. Sa principale mission semble avoir été d'approcher et de financer certaines personnalités gaullistes. Objectif : persuader Paris que Moscou cherchait une alliance sincère avec la France. Encore un agent d'influence : Pierre-Charles Pathé, l'héritier de l'empire cinématographique. En 1961, le Centre finança la création d'une agence de presse : le Centre d'Informations scientifiques, économiques et politiques. Mais l'affaire se terminera mal pour Pathé. En 1978, la DST ne perdra pas un mouvement de son

officier traitant, Igor Alexandrovitch Sakharovski ; le 5 juillet 1979, il sera arrêté au moment où il remettait documents et argent à Pierre-Charles Pathé. En 1980, il sera condamné à cinq ans de prison.

## *Des ravages à la CIA*

Par un « juste » mais douloureux retour des choses, le syndrome Golitsine fera également des ravages aux États-Unis, où Angleton se jettera sur la piste de *Sacha*, « taupe » mythique de l'Agence. James Angleton suspectera d'abord David Murphy, le directeur de la section soviétique, avant qu'*AE/LADLE* ne se rappelle fort opportunément que le vrai nom de *Sacha* commence par la lettre *K*. Un officier supérieur de la CIA, Peter Karlow, verra ainsi brisée sa carrière et devra quitter l'agence.

Angleton, en fait, sombrait doucement dans la même folie que son protégé ; ainsi, lorsque quelqu'un mettait en doute le bien-fondé du remue-ménage qui bousculait la CIA, le chef de son contre-espionnage le portait immédiatement sur la liste des suspects !

Au début des années 1970, William Colby, nouveau patron de la CIA, aura à prendre la mesure d'Angleton : « J'apportai toute ma bonne volonté à tenter d'accepter ses théories fumeuses sur la toute-puissance et l'ubiquité d'un KGB. J'avoue que je n'y parvins pas. Non seulement les explications d'Angleton étaient impossibles à suivre, mais surtout il étayait ses conclusions de preuves insuffisantes […] ce qui me parut rédhibitoire, ce fut de découvrir que les élucubrations de Jim nuisaient réellement à certains de nos bons agents clandestins. »

En 1974, James Jesus Angleton est donc licencié. Peter Karlow devra attendre vingt-cinq ans avant de toucher un substantiel dédommagement.

### *Une manœuvre de « deception » ?*

Une théorie a été avancée par quelques spécialistes : toute l'affaire Golitsine n'aurait été qu'une gigantesque manipulation soviétique destinée à miner l'ensemble de la famille du renseignement occidental. Golitsine aurait mêlé habilement de véritables informations à d'autres, forgées de toutes pièces à Moscou, le vrai servant à faire passer le faux.

Il est clair que, après la défection de Golitsine, le contre-espionnage américain sera virtuellement paralysé.

L'histoire serait belle et l'explication assez tentante si elle était corroborée par d'autres éléments. Pour Oleg Gordievsky, par exemple, Golitsine est bel et bien un véritable transfuge. Lorsque nous avons posé la question au colonel Karpov, il a répondu : « Non, Golitsine était bel et bien un transfuge, mais nous avons eu beaucoup de chance. Ce qui aurait pu devenir une catastrophe pour nous a, en fait, terriblement nui au renseignement occidental. »

## La CIA et le SDECE règlent leurs comptes au cinéma

L'affaire Golitsine fera au moins deux heureux : les écrivains Léon Uris et Pierre Nord. Le premier, avec l'aide de Philippe Thyraud, écrira l'un de ses meilleurs best-sellers, *Topaz,* qui prend pour argent comptant toutes les révélations de Golitsine et trace

un triste portrait du SR français. Le second prendra, avec *Le Treizième Suicidé*, la défense du SDECE. Deux livres adaptés au cinéma, *L'Étau* pour le premier (et un prestigieux réalisateur, Alfred Hitchcock) et *Le Serpent* (réalisé par Henri Verneuil sur un script de Gilles Perrault) pour le second. Si Philippe Noiret et Michel Piccoli forment, dans *L'Étau*, un couple d'agents soviétiques très crédibles, Brynner campe, dans *Le Serpent*, un Golitsine machiavélique mais très humain. Détail qui passionnera les cinéphiles : le détecteur de mensonges qui apparaît dans plusieurs scènes du film est un appareil authentique.

## *« AE/LADLE » dénonce M. Wilson*

S'il est un pays dans lequel les « révélations » de Golitsine ont eu des conséquences durables, c'est certainement la Grande-Bretagne. En décembre 1962, le dirigeant travailliste Hugh Gaitskell tombe brusquement malade et décède. Harold Wilson lui succède et devient, en 1964, Premier ministre.

Il n'en faut pas plus pour que Golitsine affirme haut et fort que Gaitskell a été empoisonné par le KGB dans le seul but de permettre l'accession à la tête du gouvernement de Wilson, une… « taupe » soviétique.

Jim Angleton est ravi : une fois de plus, son poulain fait parler de lui. Sous la pression de Washington, le chef du MI5, Sir Roger Hollis, crée un comité MI5-MI6 pour tirer l'affaire au clair : ce sera l'opération *Fluency*.

Ni Angleton ni les gentlemen de Londres ne prennent, apparemment, le temps de s'arrêter à un fort malheureux détail. Au moment où Gaitskell est tombé malade, Golitsine était aux

mains de la CIA depuis plus d'un an. Le transfuge ne peut donc pas savoir si le KGB a assassiné le politicien britannique.

Golitsine, du point de vue de l'Agence (et en tout cas de celui d'Angleton…), ne se trompe jamais. Et tant pis si la chronologie joue contre le superdéfecteur.

D'autant plus qu'une autre source va, quelques années plus tard, abonder dans le sens de Golitsine : Josef Frolik, l'homme du StB tchèque à Londres, annonce lui aussi que l'entourage de Wilson est bourré de « taupes ». Or, Frolik, est lui aussi considéré comme une source exceptionnelle.

## *Une opération qui durera des années*

Autour de Wilson, les hommes de *Fluency* vont donc tisser un étroit filet de surveillance.

Certes, le MI5 agit à bon droit : il ne peut ignorer les accusations, fussent-elles saugrenues, lancées contre des hommes politiques de premier plan.

Revenu au pouvoir en 1974 après en avoir été chassé en 1970, Wilson sera toujours, plus de dix ans après, l'objet des attentions du MI5. Une surveillance d'autant moins innocente que les chefs du MI5 sont alors en contact avec un ancien du renseignement qui, lui, poursuit un objectif très clair. Airey Neave a servi au MI9 pour organiser des filières d'évasion de prisonniers de guerre. Membre de l'aile droite du parti conservateur, il s'emploie à favoriser la carrière d'une femme encore inconnue : Margaret Thatcher.

Ces années de recherches ne permettront jamais de trouver la moindre preuve contre Harold Wilson. Mais tous ses proches ne sont pas aussi blancs, Josef Frolik a mis le MI5 sur des pistes sérieuses. D'après lui, trois parlementaires travaillistes,

Will Owen, John Stonehouse et Tom Driberg, sont des agents recrutés par le StB.

## *Quelques « taupes », quand même…*

Il dresse d'Owen (*Lee* pour les Tchèques) un portrait particulièrement cru : « Tout ce qui intéressait *Lee*, c'était la somme de 500 livres que nous lui payions chaque mois… » Démissionnaire en 1970, acquitté par un tribunal faute de preuves, Owen avouera cependant sa trahison au MI5 en échange d'une impunité définitive.

# Chapitre 37

# Du mur de Berlin à la destitution de Khrouchtchev : la période la plus dangereuse de la guerre froide

***Dans ce chapitre :***

- Un Mur rendu possible par les hésitations de l'Occident
- La baie des Cochons, une opération bâclée
- Pour des missiles, le monde au bord de la guerre
- Les canaux parallèles du KGB
- Un Anglais bien tranquille pour le recrutement de l'espion du siècle
- Des renseignements de première qualité
- JFK et Khrouchtchev : des destins liés ?

***I***l serait stupide de prétendre qu'avec la mort de Staline puis l'avènement de Nikita Khrouchtchev, sur le plan intérieur, la détente est très réelle. Une certaine liberté de ton s'installe, la critique (très modérée) des autorités est admise et la crainte s'efface peu à peu. Certes, il y aura encore des arrestations pour délit d'opinion, mais jamais plus on assistera à une répression massive.

À l’extérieur, pourtant, rien ne change : le règne de Nikita Khrouchtchev est une période de tensions et de dangereuses aventures.

Les risques sont d’autant plus grands que, face à *Monsieur K.*, le rôle du challenger est tenu, à compter du 7 novembre 1960, par un jeune Président assez peu au courant des affaires internationales : John Fitzgerald Kennedy.

L’inexpérience du président américain est inquiétante : Moscou pousse ses pions partout où cela est possible et Washington y répond en appliquant strictement la doctrine du *containment*, chère à Harry Truman.

En 1947, George F. Kennan, du Département d’État, définissait le *containment* : « La pression soviétique contre les libres institutions du monde occidental peut être maîtrisée par l’application d’une force contraire sur toute une série de points politiques constamment mouvants. »

Cette politique intelligente quand elle est menée par des gens intelligents sera conduite par Washington avec des hauts et des bas. Parfois elle n’aura aucune influence. Ainsi, lorsque le dalaï-lama fuira le Tibet, en 1959. Certes, des volontaires seront entraînés et des actions de guérilla menées contre l’occupant, mais jamais le mouvement ne prendra assez d’ampleur pour gêner réellement la Chine.

## *La deuxième crise de Berlin, un sommet de la guerre froide*

À Berlin, les États-Unis en revanche arriveront toujours à se maintenir. Nikita Khrouchtchev menacera, en novembre 1958, d’abroger le statut d’occupation quadripartite de la ville. Les

tensions seront telles que l'ex-capitale apparaîtra comme le principal foyer d'une guerre potentielle entre l'Est et l'Ouest. Khrouchtchev doit alors faire face à une double remise en cause de sa légitimité. À l'intérieur, son emprise sur le parti est faible et la nomenklatura peu satisfaite de sa gestion ; à l'extérieur, le leadership russe commence à être battu en brèche par la Chine. À Berlin, il va donc chercher à démontrer sa force.

Dans la nuit du 12 au 13 août 1961, les troupes est-allemandes commencent à fermer les limites séparant l'est et l'ouest, d'abord avec des barbelés. Les Occidentaux tergiversent. On sait aujourd'hui que s'ils avaient réagi énergiquement, Moscou n'aurait pas réagi. Mais il n'en sera rien.

Quatre jours plus tard, dans une lettre secrète à Willy Brandt, Kennedy l'assure que les États-Unis feront « tout ce qu'ils peuvent » mais que, « aussi grave que soit ce problème, il n'y a pas de geste qui pourrait entraîner un changement significatif à la situation actuelle […]. Cette brutale fermeture des frontières est également une décision fondamentale pour les Soviétiques qui ne pourrait être remise en cause que par la guerre. Ni vous, ni nous, ni aucun de nos alliés n'a jamais imaginé que nous puissions déclencher une guerre pour cette question ».

Lors d'une conférence organisée à Berlin du 10 au 12 septembre 1999, Egon Bahr, ancien conseiller de Willy Brandt, concluait avec amertume : « Après trois jours, quand il sera absolument certain pour les communistes qu'aucune réaction majeure ne devait être attendue de la partie occidentale, ils ont commencé à ériger le Mur… »

Washington, donc, recule à Berlin. Ce ne sera pas le cas à Cuba : dans les Caraïbes, le monde se trouvera réellement au bord de la guerre.

# *Aux origines de la crise cubaine*

Le Cuba « précastriste » est une terre de contrastes : pour les touristes, essentiellement américains, l'île est un petit paradis tropical. Le Président, Fulgencio Batista, est un grand ami de Washington. Avec l'aide de la mafia, il a transformé Cuba en un gigantesque tripot. Pour les Cubains, c'est la misère. Le Service d'information militaire (SIM) et le Bureau de répression des activités communistes (Brac) font régner la plus abjecte des terreurs.

En juillet 1953, un groupe d'étudiants menés par Fidel Castro, un jeune avocat, son frère Raul et Abel Santamaria, attaque la caserne Moncada. C'est un massacre.

Si Fidel Castro échappe à la mort, il ne le doit qu'au sens de l'honneur d'un jeune officier, le lieutenant Sarria, qui commande la patrouille, qui découvre les fugitifs dans la Sierra Maestra. Sarria refuse de se salir les mains. Castro est condamné à quinze années de prison et libéré deux ans plus tard ; il s'exile au Mexique. À la fin de 1956, il est de retour, à la tête d'une petite troupe qu'il dirige, assisté de son frère, de Camille Cienfuegos et d'un jeune médecin argentin : Ernesto *Che* Guevara. Les révolutionnaires se réfugient dans la Sierra Maestra, où ils tiennent le maquis. Ainsi commence la révolution cubaine. Les « barbus », guérilleros, peuvent compter sur de nombreuses sympathies. Après deux années de marches et de combats, la guérilla prend La Havane et s'installe au pouvoir. Les communistes – qui n'ont rejoint le maquis que trois mois avant sa victoire – n'occupent encore aucun poste important. Castro se dit « humaniste ».

Après les premières nationalisations, Washington coupe les vivres à La Havane en boycottant les achats de sucre. Il faut à Castro de l'argent, des fournisseurs, des clients. Les Russes se présentent rapidement pour remplacer les Américains. Le 5 février 1960, une délégation soviétique conduite par Anastase

Mikoyan arrive à La Havane. Washington s'inquiète de plus en plus. Au deuxième semestre de 1960, la rupture est consommée entre La Havane et Washington.

## *Opération « JMATE » : le débarquement de la baie des Cochons*

Dès le 30 décembre 1959, la CIA avait estimé que : « Cuba apporte son appui moral et une aide matérielle à des groupes d'opposition au Nicaragua, au Guatemala, à Panama et en République dominicaine ainsi qu'aux grévistes de Costa Rica. »

La crainte fondamentale des États-Unis apparaît clairement : le risque numéro un, c'est que la révolution cubaine fasse tache d'huile et devienne un modèle pour le continent sud-américain.

Et cela, Washington n'en veut pas.

## *Les réseaux américains observent les livraisons d'armes d'Europe de l'Est*

La centrale américaine suit quotidiennement l'évolution de la situation. Plusieurs réseaux sont créés et des dizaines d'agents américains s'agitent sur le terrain. Le 15 septembre 1960, la CIA rapporte : « Le cargo soviétique *Ilya-Mechnikov* est arrivé à La Havane avec la première cargaison d'armes. Il a apparemment livré des blindés légers et de l'artillerie antiaérienne. Le cargo avait aussi chargé des fusils d'assaut, des munitions, un radar et de l'équipement électronique. Certaines de ces armes sont d'origine tchèque. »

Deux semaines plus tard, le 3 octobre, l'Agence s'emploie à démontrer que les *barbudos* tentent de se poser en modèles pour les « opprimés » et les peuples du tiers-monde : le *leader*

*maximo* « envisage de déposer une motion [à l'ONU] contre la ségrégation raciale aux États-Unis ».

Le dossier cubain est, sans aucun doute, « la » priorité du moment et que des moyens considérables y sont dévolus.

## *Toutes les ressources du renseignement sont mobilisées*

Autre preuve de la haute priorité qu'on accorde aux affaires cubaines. Si la CIA envoie ses agents sur le terrain, la NSA (National Security Agency, les « grandes oreilles » des États-Unis), elle, met en branle ses multiples possibilités d'interceptions et d'observations. Le 5 octobre 1960, elle fait le point sur les mouvements de navires soviétiques.

La NSA ne se contente pas, d'ailleurs, de suivre à la trace les mouvements de la flotte soviétique. Elle traque également les hommes.

« Durant la première semaine d'août, une ambassade à La Havane a reçu les demandes de visa de deux officiels de l'Ingénierie soviétique du Comité d'État pour les Relations économiques extérieures, l'organisation soviétique responsable de l'exportation des équipements militaires. M. A Sergeychik et Yastrebov ont demandé des visas pour passer de La Havane à Moscou. C'est la première indication que des officiels du Directorat ont séjourné à Cuba. »

Il serait vain de citer d'autres rapports de ce type : il en existe des dizaines.

Le 17 mars 1960, Eisenhower a autorisé la CIA à constituer une force de guérilla anticastriste avec des exilés cubains. À l'automne, l'opération prend forme : l'agence américaine préconise un débarquement en force.

Le but recherché est de prendre le contrôle d'une petite bande de terre de la côte sud pour permettre aux dirigeants politiques de l'immigration d'y retourner et d'y proclamer un gouvernement démocratique. Les stratèges de Washington pensent que cela suffira à déstabiliser Castro. Lorsqu'il accède au pouvoir, en 1960, John Fitzgerald Kennedy autorise la poursuite des préparatifs. La zone choisie pour le débarquement est formée par deux plages, *Playa Giron* et *Playa Larga* (pour l'agence : *Blue Beach* et *Red Beach*), de part et d'autre de la baie des Cochons. Mais dans les premiers mois de 1961 la NSA transmet des informations inquiétantes.

Le 17 janvier, les écoutes permettent de repérer, sur la base d'aviation de Trencin, en Tchécoslovaquie, un pilote qui s'exprime en espagnol. Les Tchèques sont occupés à former des pilotes cubains.

Dans les semaines qui suivent, on note un accroissement des livraisons d'armes. Désormais, le compteur tourne : il faut agir avant que l'armée cubaine ait été assez renforcée pour pouvoir s'opposer efficacement au débarquement, planifié pour le 17 avril. Ce jour-là, ce sont des vaisseaux américains qui amènent un corps expéditionnaire de 2 000 hommes.

## *Erreur de la CIA, attentisme du Président : l'invasion échoue*

L'intense activité qui a précédé l'opération n'a pas échappé à l'œil avisé du KGB. Le choix de la zone de débarquement, par contre, laisse pantois les officiers de renseignement russe. Écoutons le général Leonov : « C'était tout à fait inattendu pour nous. Choisir cette zone était totalement fou : il n'y avait pas de ville importante, pas de routes, rien que des marécages à perte de vue. »

Et effectivement, après trois jours de combat, le corps expéditionnaire est écrasé et des centaines de « volontaires » sont arrêtés.

C'est le refus total de Kennedy d'accorder au débarquement une couverture aérienne américaine qui entraîna l'échec du débarquement.

Après la bataille, Castro se montrera clément. Entre 200 et 300 volontaires avaient été tués sur les plages : les 1 113 prisonniers seront échangés contre des tracteurs américains. Le négociateur de l'accord sera James Donovan qui avait défendu Rudolf Abel devant les tribunaux américains.

## *Une opération mal préparée*

Une enquête interne de la CIA, confiée à l'inspecteur général Lyman B. Kirkpatrick, conclura que l'opération avait été montée à la hâte, qu'elle avait souffert du fait d'être confiée à des officiers peu expérimentés, que la chaîne de commandement était trop complexe et que, enfin, on avait manqué de rigueur dans le recueil du renseignement.

L'Agence vivait à l'époque sur le souvenir d'un succès passé : en 1954, au Guatemala, le gouvernement de gauche de Jacobo Arbenz avait été renversé après un débarquement d'opposants soutenus par les États-Unis.

Mais il y avait une différence de taille entre cette opération *PBSUCCESS* et *JMATE* : au Guatemala, l'armée d'Arbenz avait été longuement travaillée et ce fut elle qui porta le coup final au président. C'était la manipulation *K-Program*. Mais il n'y avait pas de *K-Program* dans le cadre de *JMATE* : « Le résultat fut la capitulation de *Blue Beach* le 19 avril 1960, lorsque les leçons de l'histoire prirent toutes leurs significations pour des hommes tombés dans un piège. »

Michael Warner, un historien de la CIA, estimait en 1999 : « La CIA et la Maison Blanche pensaient parler la même langue en ce qui concernait Cuba, mais en fait, ils étaient prisonniers d'erreurs d'interprétation mutuelle. » Lorsque Kennedy refusa d'engager l'aviation américaine, il signa l'arrête de mort de l'opération *JMATE*. Et peut-être le sien propre.

Un ancien officier de la CIA nous disait un jour : « Nous l'avons ressentie comme un désaveu et une gifle. Et surtout comme une trahison. Kennedy nous a laissés tomber et nos gars se sont fait tailler en pièces. C'était impardonnable. Ce jour-là, j'ai vu des "anciens", des gens de l'âge de Dulles dire que le Président avait trahi. » Une image qui n'a certainement pas dû s'améliorer lorsque le Président, rejetant sur la CIA toute la responsabilité de l'échec, jura qu'il allait « la briser en mille morceaux et les disperser au vent… »

En tout cas, l'échec de *JMATE* marque la fin de la carrière d'Allen Dulles, directeur de la CIA, forcé à la démission. L'homme dont l'écrivain soviétique Ilya Ehrenbourg écrira un jour : « Allen Dulles est certainement l'homme le plus dangereux du monde. Si, par erreur, il arrivait un jour au paradis, il y organiserait un coup d'État. »

Son successeur, John A. McCone, jouera un rôle majeur dans la crise des missiles et dans le développement des activités de renseignement américain au Vietnam.

## *Cuba, épisode II : la crise des missiles*

Désormais, grâce à ses moyens techniques, c'est la NSA qui prendra le pas sur l'Agence.

Dès 1960, Nikita Khrouchtchev avait évoqué l'idée de riposter à une éventuelle attaque américaine sur Cuba par le feu des

armes nucléaires ; mais une petite idée lui trottait dans la tête : celle d'installer des fusées à Cuba.

Davantage que d'aider la révolution cubaine, le « premier Soviétique » souhaitait ainsi modifier la donne stratégique : en Turquie, les Américains avaient des missiles braqués sur le cœur de l'URSS. En en installant à Cuba, Moscou pensait rééquilibrer les rapports de force.

## *Un intense effort de renseignement*

Dès 1961, le KGB a fait de sa Résidence de Mexico l'une de ses plus fortes implantations des deux Amériques : « Une bonne partie de notre travail au Mexique était dirigé contre les Américains, explique Nikolaï Leonov. Le Mexique était idéalement placé : il a une frontière immense, et qui était à l'époque à peu près ouverte. Il était facile pour nous de prendre une voiture et de passer cette frontière. Il n'était pas beaucoup plus compliqué d'aller au contact avec nos agents. Nous recrutions sans de difficulté, mais nous nous intéressions aussi de très près aux ressortissants américains eux-mêmes. Il y avait, par exemple, vers Miami, une importante communauté de retraités du FBI. Nous avons pu faire en son sein un travail très fructueux. Notre Résidence manipulait plusieurs dizaines d'agents des deux côtés de la frontière américaine ; et il faut y ajouter des centaines de gens qui ne sont pas des agents à proprement parler et non rémunérés, mais qui acceptaient de nous parler, sachant ou non qui nous représentions vraiment. »

## *Les fusées russes sont détectées*

Dès la mi-1961, la NSA avait recommencé à accumuler les preuves de l'implication militaire du pacte de Varsovie à Cuba. Le 23 mai 1961, les Américains captent une conversation téléphonique ; il en ressort que de nouvelles livraisons d'avions

vont avoir lieu et que pilotes, opérateurs et mécaniciens se mettent à des cours intensifs de russe.

La NSA s'intéresse également de très près au trafic maritime soviétique à destination de Cuba et celui-ci s'est considérablement accru. Et il ne s'agit pas seulement de cargos. Le 24 juillet 1962 la NSA note : « Il y a actuellement quatre et peut-être cinq bateaux soviétiques de transport de passagers en route vers Cuba avec, potentiellement, 3 335 passagers embarqués. »

Durant tout l'été 1962, les livraisons de matériel militaire provenant de Tchécoslovaquie ou d'URSS se poursuivent, à un rythme toujours accru.

Plus inquiétant encore : à la fin de l'été, la NSA enregistre la présence de missiles sol-air SA-2 (SAM 2) à Cuba ; or, le SA-2, un véritable bijou de technologie, est une arme chère. Pour John McCone, le nouveau directeur de la CIA, leur déploiement à Cuba ne peut avoir qu'une seule signification : empêcher les États-Unis de mener des vols de reconnaissance à haute altitude. Mais pour cacher quoi ? Une seule explication s'impose : les Russes sont occupés à installer à Cuba des missiles nucléaires.

Mais le 15 octobre, tous doivent se rendre à l'évidence : des photographies prises à haute altitude par un avion espion U2 montrent qu'en plusieurs endroits des bases de lancement de missiles balistiques de portée moyenne sont en cours de construction.

À Washington c'est l'effervescence.

## Le programme « U2 »

L’avion espion U2 est spécialement conçu, à partir de 1953, pour les vols de reconnaissance au-dessus de l’URSS. Volant à 20 000 m, avec une silhouette très caractéristique qui lui évite d’être confondu avec un bombardier, il est virtuellement indétectable. L’avion est équipé de plusieurs caméras et de systèmes de détection des signaux radars.

Le 1er mai 1960, un U2 piloté par Francis Gary Powers est abattu par un missile SA-2. Powers ne peut déclencher le mécanisme d’autodestruction de l’appareil avant de s’éjecter et d’être capturé : les débris sont retrouvés sans difficulté par les Soviétiques, qui les exposent à Moscou. Jugé pour espionnage et condamné à dix années de prison, Francis Gary Powers sera libéré le 10 février 1962 et échangé contre Rudolf Abel. Les avions U2 ne survoleront plus jamais l’URSS mais seront envoyés sur d’autres zones, dont la Chine et Cuba.

## *Dans le secret du bureau Ovale*

Les collaborateurs du Président l’ignorent, mais tout ce qui se passe dans le bureau Ovale est enregistré.

L’entourage de Kennedy est fortement divisé. La majorité des conseillers penchent pour une action militaire rapide et violente : bombardement ou invasion, voire les deux. Kennedy est d’accord avec eux. Seuls deux hommes endossent le rôle difficile de « colombes » : l’ancien ambassadeur à Moscou Llewellyn Thompson et le secrétaire à la Défense Robert McNamara. Ils se font les avocats du blocus.

Mais Kennedy continue à pencher vers les « faucons ». Il propose de détruire les bases de lancement : « … Demain après-midi, on annonce l'existence des missiles et puis on convoque le Congrès. Ce n'est pas un Pearl Harbor [NDLA : une attaque sans sommation]. On aura averti tout le monde… on les bazarde tous ! »

La discussion tourne ensuite autour d'un point fondamental : faut-il prévenir préalablement les Russes, leur laisser une chance de négocier ? L'ambassadeur Thompson : « L'avantage, c'est qu'il [Khrouchtchev] devra en référer à ses collègues […] il me semble qu'en rejetant toute négociation vous jouez ici à la roulette russe, et ça pourrait se terminer par une guerre mondiale. »

## *Le Président tranche : ce sera le blocus*

Mais dans la soirée le ton change. Kennedy se rallie aux modérés. Le 19 octobre, à 9 h 45 : « Si nous attaquions Cuba, cela leur donnerait un bon prétexte pour prendre Berlin. Nos alliés ne nous soutiendraient pas. Cuba, ils s'en foutent ! »

Un peu plus tard, il quitte la pièce et la discussion se poursuit entre les militaires seuls. Rappelons-le, ils ne se savent pas enregistrés.

L'un d'eux lâche : « Escalade, c'est tout ce qu'il sait dire. Bon Dieu, si seulement on pouvait l'empêcher de régler les trucs au coup par coup. Qu'on arrête de déconner, Bon Dieu, qu'on y aille et qu'on détruise les missiles… »

Mais le 21 octobre, les experts militaires expliquent à Kennedy que les bombardements pourraient faire « entre 10 000 et 20 000 morts », et le 22 octobre, JFK apparaît à la télévision et annonce la présence de missiles nucléaires russes à Cuba et, dans la foulée, le blocus de l'île.

La tension ne baisse pas. Plusieurs navires soviétiques arriveront bientôt à hauteur des quelque 200 navires de guerre qui assurent la quarantaine de l'île. Le 23 octobre, les conseillers et ministres discutent de la possibilité d'arraisonner un ou deux bateaux suspects.

Le même jour, les experts remarquent une intensification des échanges entre Moscou et les six navires le plus près de la flotte américaine.

Enfin, le lendemain, la NSA annonce : « Les positions indiquent que le navire cargo soviétique *Urgench* a modifié sa course et est probablement en route pour retourner à son port… »

Dans les heures qui suivent, d'autres messages annoncent le même mouvement pour l'ensemble des bateaux soviétiques.

La première manche a donc été gagnée par les États-Unis, mais la partie est loin d'être terminée : la menace des missiles russes à Cuba, elle, demeure.

Et, à nouveau, des bruits de bottes se font entendre à Washington.

## *Sang-froid de Moscou*

Seuls les Russes gardent leur sang-froid. À Moscou, on commence à comprendre que l'on a peut-être joué un peu trop gros jeu. Écoutons Nikolaï Leonov : « Nous n'avons pas pensé que ce conflit local pouvait vraiment déboucher sur la guerre. L'affaire n'était pas assez importante, ni pour les États-Unis, ni pour nous. Après tout, les Américains avaient des armes atomiques à nos frontières, en Turquie, et nous n'avions jamais réagi de manière hystérique. Seulement voilà : eux, ils n'avaient pas vu la guerre de près, alors ils ont sombré dans la

psychose. L’affaire des fusées a été un corps à corps psychologique très sérieux mais sans risque de guerre. »

## Nikolaï Leonov : le parcours d’un « hispanisant » du KGB

La révolution cubaine modifiera radicalement l’existence de plusieurs officiers hispanisants du KGB. Le cas de Nikolaï Sergueïvitch Leonov, que nous avons pu rencontrer à la fin 2000, est particulièrement exemplaire.

C’est au Mexique, en 1953, que Leonov attire, pour la première fois, l’attention des « organes ». Il est en effet prévu qu’il devienne traducteur « à haut niveau ». La Résidence l’observe attentivement. Rentré à Moscou, Leonov est engagé aux éditions des Belles lettres étrangères, pour lesquelles il traite le secteur espagnol. En 1958, il rencontre un homme qui lui explique que sa personnalité fait penser au KGB qu’il ferait un excellent officier.

Leonov hésite avant d’accepter et d’entrer à l’Institut du renseignement. Les cours y sont très intensifs, l’Institut est une sorte d’internat pour adultes surdoués.

À leur famille, à leurs proches, les élèves doivent expliquer qu’ils travaillent « dans un ministère » : « Mais cela n’a jamais trompé personne, sourit Leonov. Et puis il y avait le logement, confortable et bien placé, les voyages gratuits. »

Après l'école, les nouveaux promus passent une année et demie au Centre pour se familiariser avec les dossiers des agents : « Après les études théoriques, ces dix-huit mois, c'était un peu nos travaux pratiques. » Mais le froid qui s'installe entre La Havane et Washington pousse la PDP à accélérer l'intégration des jeunes officiers qui parlent l'espagnol. Dès 1960, le jeune homme est sur le terrain. Il y restera jusqu'en 1968, à Cuba et au Mexique.

Après avoir passé plus de vingt ans à « travailler » sur l'Amérique du Sud (mais aussi sur les États-Unis, où il se rend fréquemment), Nikolaï Leonov, devenu général, est nommé directeur du renseignement politique pour l'hémisphère occidental. Il quittera le KGB en 1991 et travaillera comme consultant dans un bureau de sécurité privé de haut niveau. Élu à la Douma, il est aussi très proche de l'un de ses anciens subordonnés, Vladimir Vladimirovitch Poutine…

## *Les bons offices du résident Feklissov*

Mais c'est à Washington que la véritable partie se joue alors.

En période de crise, les choses sont si sensibles qu'elles ne peuvent être dites ni même suggérées par un officiel : si la démarche est mal comprise ou échoue, aucun gouvernement ne pourra ainsi en être tenu pour responsable.

Dans la capitale fédérale, c'est l'un des officiers du KGB, Georghi Nikitovitch Boltchakov, qui jouait ce rôle. Boltchakov devint ainsi la « ligne rouge secrète » entre le Kremlin et la Maison Blanche. Depuis mai 1961, il rencontrait Robert Kennedy au moins deux fois par mois. Cette relation impliquait

évidemment que les Américains aient une confiance absolue en Boltchakov. Malheureusement, ce dernier sera compromis dans une grossière tentative de désinformation : le 6 octobre, on l'enverra dire à Kennedy que les armes livrées à Cuba sont purement défensives. Le lendemain, Charles Bartlett, journaliste et ami intime du président Kennedy, déjeune avec Boltchakov et lui demande de lui confirmer le message.

Le 24 octobre, Bartlett sort une vingtaine de photographies représentant les bases de lancement russes de Cuba, et lance au Russe : « Qu'en dites-vous, Géorgie ? Je parie que vous savez certainement que vos missiles se trouvent à Cuba ? » Boltchakov est carbonisé.

Il faut donc, d'urgence, le remplacer. Le résident du KGB à Washington, Alexandre Semionovitch Feklissov, qui se fait appeler *Fomine*, est désigné.

C'est lui qui, à l'époque de l'espionnage atomique, manipulait Julius Rosenberg.

Le 26 octobre, il téléphone au journaliste John Scali : « Aussitôt après mon appel, Scali a téléphoné à Dean Rusk, le secrétaire d'État, et ce dernier a aussitôt prévenu le Président que Scali allait rencontrer le résident du KGB. Scali est donc arrivé avec un message. Il me lance : "Rusk m'a dit : 'Avertissez M. Fomine que le temps presse.' Et il a ajouté : 'Kennedy fait des erreurs, mais Khrouchtchev va bientôt comprendre que cette fois, l'erreur, c'est lui qui l'a faite. Nous pouvons prendre Cuba en quarante-huit heures.'" J'étais énervé, j'ai donc répondu que Kennedy ne tomberait pas dans la provocation. J'ai enchaîné : "Si vous débarquez à Cuba, il faudra vous battre colline par colline. Puis, j'ai ajouté : "Et dites-vous bien qu'à ce moment-là, Khrouchtchev aura les mains libres et pourra riposter où il le voudra, et de préférence là où cela fait mal et où les États-Unis sont moins forts"…

« Scali demande : “Tu veux dire à Berlin ?” Feklissov se jette à l’eau : “À Berlin ? Ce n’est pas exclu.” Scali me dit : “Mais les Occidentaux résisteront”, et, les yeux dans les yeux, je l’achève : “John, si nous marchons sur Berlin, ce sera avec des milliers de blindés. Les Occidentaux seront balayés. Nous, il ne nous faudra pas quarante-huit heures”… »

Les deux hommes se séparent, très nerveux. Vers 16 heures, Feklissov est en train de faire son rapport à l’ambassadeur Dobrinine lorsque le secrétaire de ce dernier les interrompt : Scali veut voir Feklissov de toute urgence. Scali et Feklissov se retrouvent au bar, le Statler. D’entrée de jeu, John Scali annonce la couleur : « La plus haute autorité m’a chargé de te transmettre nos conditions pour le règlement de la crise. Trois phases : un, l’URSS démonte ses missiles et les fait sortir de Cuba ; deux, les États-Unis lèvent le blocus ; trois : les États-Unis s’engagent officiellement à ne pas agresser Cuba. » Feklissov : « J’ai demandé : “Que veut dire la ‘plus haute autorité’ ?” et Scali m’a répondu, en me regardant dans les yeux : “John Fitzgerald Kennedy, président des États-Unis d’Amérique”… »

Feklissov transmet aussitôt à Moscou. Durant toute la journée du samedi, la nervosité reste palpable. Mais dans la soirée, Robert Kennedy rencontre secrètement Anatoly Dobrinine et lui confirme les termes du message de Scali à Feklissov en ajoutant une promesse : les États-Unis s’engagent à retirer, leurs propres missiles de Turquie. Le 28 octobre, Khrouchtchev accepte les conditions américaines. Cette fois, la crise est bien terminée…

Si les Américains arrivent à faire une analyse relativement correcte de la dangerosité de l’arsenal nucléaire soviétique, ils le doivent sans doute à un homme qui vient d’être arrêté à Moscou : le colonel Oleg Penkovsky.

# *L’affaire Penkovsky, succès majeur du renseignement anglo-américain*

Oleg Penkovsky est né en 1919. Durant la Grande Guerre patriotique, Penkovsky commande une batterie d’artillerie. À 30 ans, il est colonel et intègre l’Académie diplomatique militaire, où sont formés les cadres du GRU.

Tout lui sourit alors : de puissantes protections, un bon mariage, un avenir tout tracé.

Sept ans plus tard, il commet un faux pas : en poste en Turquie, il voit le réseau qu’il a formé et qui infiltre les bases de l’Otan confié à un général. Il se plaint à Moscou. Mal lui en prend : il est rappelé.

Le général Varantsov le fait entrer à l’académie où étudient les officiers affectés aux missiles. Quatre ans plus tard, pourtant, c’est la catastrophe : le KGB découvre que le père de Penkovsky était un officier « blanc ». Sa carrière est compromise : il ne sera jamais général.

C’est ce que Penkovsky expliquera, plus tard, à ses nouveaux amis américains et anglais. Mais il est permis de douter : la réalité est que la carrière du colonel reste enviable puisque, à l’automne, il est nommé au Comité d’État pour la science et la technologie et est chargé d’accompagner les délégations étrangères en visite en URSS et même de participer à des voyages à l’Ouest.

En fait, cette histoire de père qui bloque la carrière du fils semble bien être une construction mentale destinée à justifier ce qu’il faut bien appeler une trahison.

Penkovsky ne le sait évidemment pas, mais depuis plusieurs années il a été « ciblé » par le MI6. Mais d’abord, attendre, se

renseigner, s’informer.

Le cinéma où l’on voit les recrutements se faire en un instant, cette étape essentielle du travail de renseignement nécessite une longue préparation, qui, dans certains cas, peut durer des années.

## *M. Greville Wynne, agent secret*

Durant l’été 1955, Greville Wynne reçoit un coup de téléphone d’un vieil ami, que nous connaissons sous le nom de *James*. Wynne a alors 36 ans (comme Penkovsky) ; ingénieur électricien, il a servi, durant la guerre, dans la branche de contre-espionnage. Revenu à la vie civile, il a monté une florissante affaire de courtage industriel en se spécialisant dans la représentation de sociétés anglaises en Extrême-Orient. Les deux hommes parlent beaucoup et Wynne comprend rapidement que son interlocuteur sait tout de ce qu’il a fait ces dix dernières années.

À la fin du repas, *James* lui donne un conseil : « Vous devriez pousser votre prospection un peu plus loin… On dit que les affaires marchent assez bien avec l’Europe orientale, ces temps-ci. » Rien de plus, rien de moins. Un niveau d’*understatement* typiquement *British*.

Il n’en faut pas plus à Wynne. Il commence à s’intéresser à l’Europe de l’Est, se fait des relations et conclut quelques bonnes affaires. Varsovie, Budapest, Moscou, les capitales de l’Est lui deviennent familières. Régulièrement il revoit *James*, qui l’encourage.

Cinq années vont passer puis, en novembre 1960, *James* déclare : « Il existe à Moscou un organisme intitulé le Comité de recherches scientifiques. Il serait intéressant que vous entriez en relation avec ces gens-là… »

Revoici donc Greville Wynne à Moscou, où le Comité l'écoute exposer son idée : organiser le voyage d'une délégation commerciale et industrielle anglaise en URSS. Le projet est adopté. De retour à Londres, Wynne est longuement débriefé, puis on lui montre des photographies, il identifie presque tous ses interlocuteurs jusqu'au cliché qui représente un homme aux cheveux blonds roux.

Wynne raconte :
« Celui-ci, répondis-je, c'est le colonel Penkovsky…
– Comment dites-vous ?
– Oleg Penkovsky. »
« L'on m'annonça : "Voilà votre homme, Greville !" »

Le MI6 avait « retrouvé » la trace de sa cible d'Ankara et repartait sur le sentier de la guerre…

## *Une approche qui commence mal*

Au mois de décembre, un groupe anglais arrive donc à Moscou. C'est Greville Wynne qui le mène et Penkovsky qui le « cornaque ». Mais un curieux incident marque la fin du voyage.

« Le mercredi 21 décembre, un Dr AD Merriman a pris contact avec l'ambassade de Londres pour rapporter les éléments de base de ce qui semble bien être une tentative de provocation… »

« Un individu russe plutôt sympathique nommé Penkovsky l'a pris en main après une réunion et est retourné avec lui à son hôtel (le Leningrad) avec un autre Anglais. Penkovsky a demandé à Merriman si celui-ci avait des cigarettes, et ils se sont retrouvés dans sa chambre pour en récupérer quelques paquets. Dans la chambre, le Soviétique a allumé la radio et sorti un paquet. Il a expliqué qu'il s'agissait de documents

extrêmement secrets qu'il voulait faire passer à l'ambassade américaine. Il ne voulait pas les laisser à Merriman mais lui a demandé de téléphoner à l'ambassade américaine… »

Mais Merriman prend peur et jette dehors celui qu'il prend pour un agent provocateur ; sitôt revenu à Londres, il court se confier à l'ambassade américaine.

Penkovsky, donc, n'a pas entièrement confiance en Wynne mais cherche lui-même à entrer en contact avec une « centrale » occidentale. Pourtant, en avril 1961, un pas décisif est franchi.

Penkovsky a dressé une liste de fonctionnaires soviétiques qui seraient susceptibles de partir pour Londres ; Wynne n'est pas très satisfait du niveau. Et il ne s'en cache pas. Penkovsky tranche : « Ce n'est pas la mission qui est importante ! C'est moi qui dois venir à Londres ! J'ai beaucoup de choses à vous dire, tellement de choses… »

## *Le matériel « Ironbark »*

Quatre mois plus tard, le 20 avril 1961, la délégation russe arrive à Londres. Dès le premier soir, Oleg Penkovsky quitte sa chambre et descend au troisième où l'attendent quatre spécialistes du MI6 et de la CIA.

Le service de renseignement américain sera, en effet, étroitement associé, dès le début, à toute la manipulation.

Wynne, bien entendu, ne participe pas à cette réunion, ni aux suivantes. Les Russes resteront plusieurs semaines à Londres. La routine s'installe : pendant la journée, visites d'entreprises, shopping ou réunions de travail et, dans la soirée, longs débriefings. Il y a de quoi faire : les connaissances de Penkovsky sont encyclopédiques et sa mémoire presque sans faille.

La CIA a diffusé, à la fin des années 1990, des photographies. Penkovsky semble calme et détendu. On le voit souvent le verre à la main. Mais sa vanité et sa naïveté ont quelque chose d'étonnant. Un soir, il dit : « Un jour, il y aura une plaque commémorative dans cette chambre ; c'est un lieu historique ».

C'est peut-être là le moteur secret de sa trahison ; un ego surdimensionné.

De retour à Moscou, Penkovsky se met « au travail ». Son protecteur de toujours, le général Varantsov, lui a fourni les laissez-passer qui permettent d'accéder à la bibliothèque spéciale de l'état-major de l'artillerie. Alors, jour après jour, il pille méticuleusement les secrets de son pays.

Il y aura d'autres réunions, à Londres une nouvelle fois puis à Paris. À Moscou, il est « traité » par Wynne. Puis, on lui affecte Janet Chisolm, l'épouse du chef de station du MI6 en URSS.

Au total, plus de 10 000 pages de dossiers confidentiels photographiées ! Mais dans une ville aussi surveillée que Moscou, ce manège ne peut pas durer très longtemps.

Le 22 octobre 1962 Penkovsky est arrêté. Treize jours plus tard, le 2 novembre, Greville Wynne est enlevé à Budapest et conduit à Moscou, où il est incarcéré.

Quarante ans plus tard, un certain mystère règne toujours autour de la chute du colonel Oleg Penkovsky. Il pourrait avoir été trahi par Jack Dunlap, un sous-officier américain en poste à la NSA, ou encore par le colonel William Whalen, ou par Robert Lee Johnson, deux autres « taupes » russes au sein de l'armée américaine.

Aucun de ces trois hommes n'a évidemment connaissance de Penkovsky, mais ils peuvent avoir transmis à Moscou des informations qui venaient du colonel. Autre possibilité : George

Blake avait dénoncé Chisolm à ses traitants russes. Celui-ci a dû être placé sous étroite surveillance, ainsi peut-être que sa femme.

La version officielle est différente : en janvier 1962, le KGB aurait décidé de mener une très large opération de surveillance des diplomates étrangers. En suivant Janet Chisolm, les hommes du 2, place Loubianka seraient tombés, par hasard, sur Penkovsky.

Le procès s'ouvre le 7 mai 1963 et, exceptionnellement, il est public ; le procureur prend la parole : « Je demande que Penkovsky soit condamné à mort… » Ce sera bientôt chose faite. Greville Wynne, lui, est condamné à dix ans de prison. Il sera échangé contre Gordon Lonsdale, mais la prison l'a profondément marqué.

Deux autres hommes pâtiront de l'affaire Penkovsky, ses protecteurs, Ivan Serov, devenu le chef du GRU, et le général Sergueï Varantsov : tous deux sont limogés. Greville Wynne mourra en 1990. Oleg Penkovsky, lui, avait été exécuté cinq jours après sa condamnation.

## *Une affaire exceptionnelle*

On a dit et écrit que le colonel Oleg Penkovsky avait été « la plus importante taupe de la CIA et du MI6 en URSS ». C'est peut-être un peu exagéré, mais il est vrai que Penkovsky a livré les noms de centaines d'officiers de renseignement russes, il a éclairé les luttes de pouvoir qui opposaient Nikita Khrouchtchev et ceux qui allaient, bientôt, le remplacer. Il a fourni des indications et des statistiques secrètes sur la production industrielle et agricole russe.

Il a, surtout, permis à ses traitants de se faire une idée très précise de l'état des forces nucléaires russes.

La collection d'articles et de monographies de la revue militaire soviétique secrète *Voyenna Mysl* qu'il a consciencieusement photographiés revêt une importance considérable. Ce matériel, diffusé par la CIA sous le nom de code *Ironbark*, aurait joué un rôle majeur dans l'analyse américaine des réactions possibles de Moscou durant la crise des fusées.

## *John Kennedy et Nikita Khrouchtchev, victimes de Cuba ?*

Avant de conclure ce chapitre, une dernière précision. Elle a son importance.

Le 22 novembre 1963, John Fitzgerald Kennedy est tué à Dallas. Dans les heures qui suivent, Lee Harvey Oswald sera lui-même abattu. Il n'entre nullement dans nos intentions de nous livrer ici à la énième enquête sur cette tragédie américaine. En revanche, nous pouvons livrer quelques éléments de réflexion.

On le sait, l'un des mystères de la personnalité d'Oswald est la période où il avait vécu en URSS. Cet épisode de sa vie, comme son passé militaire ont pu faire croire à certains que l'homme était, en fait, un agent américain. Ou même un agent russe.

### *Les années russes d'Oswald*

En octobre 1959, Oswald arrive à Moscou, où il souhaite s'installer. Il est mal reçu et commet une tentative de suicide.

Trois ans plus tard, alors qu'Oswald s'apprête à repartir pour les États-Unis avec son épouse russe, Marina, celle-ci subit une

visite médicale de routine, à l'ambassade des États-Unis. Le médecin qui l'examine est le Dr Alexis Davison. En fait, Davison est un agent de la CIA impliqué dans l'opération Penkovsky. Après l'arrestation de ce dernier, il sera d'ailleurs prié de quitter le pays. La CIA a toujours prétendu que Davison n'avait été mêlé qu'à une seule opération de renseignement (l'affaire Penkovsky).

## *À Mexico, Oswald reprend contact avec les Russes*

En octobre 1963, un peu moins de deux mois avant la mort de Kennedy, Oswald est à Mexico. La CIA le repère quasiment immédiatement. « Le 1er octobre, une source fiable rapportait que Lee Oswald est entré en contact avec l'ambassade soviétique […] »

En 2000, voici le récit que nous a fait le général Leonov, à Moscou : « Oswald est venu nous voir un dimanche. La plupart des membres du personnel étaient absents. On est venu nous prévenir qu'un visiteur voulait voir un diplomate qui parle anglais. J'étais le seul dans ce cas. L'homme m'a dit qu'il avait vécu en URSS et qu'il demandait qu'on lui accorde immédiatement la nationalité soviétique et qu'on l'exfiltre vers l'URSS. Il était extrêmement agité et moi, plutôt inquiet. Je lui ai dit que ces choses-là ne se faisaient pas comme cela mais je lui ai proposé d'écrire une lettre au praesidium suprême pour exposer sa demande. Il n'a pas été capable d'écrire ces quelques lignes. Et puis, il s'est effondré et a commencé à tenir des propos incohérents. Il répétait sans cesse que dans l'hôtel où il logeait, on le surveillait et qu'on avait même fouillé ses bagages. À un moment, il a tiré de sa poche un revolver en hurlant que si on ne le laissait pas tranquille, il ferait justice lui-même. Je n'avais qu'une idée : le faire sortir le plus vite possible de notre ambassade. J'y suis arrivé en lui fournissant l'adresse de l'ambassade cubaine et en sous-entendant qu'ils pourraient peut-être l'aider. Je ne l'ai jamais revu. J'ai

beaucoup repensé à cet incident. Je ne croirai jamais qu'un tel homme, que le stress mettait dans un pareil état, ait pu réussir à tirer sur une cible en mouvement… »

Mais Leonov, qui croit qu'Oswald n'a été qu'un pantin manipulé, a son idée sur la mort du président américain : « Il y a sans doute eu, dans la mort de Kennedy, une coalition d'intérêts. La mafia qui l'avait fait élire et qu'il avait déçue et qui avait tant perdu à Cuba, les émigrés cubains "trahis" à la baie des Cochons, les militaires et certains officiers de la CIA qui le trouvaient trop mou, instable. Cela fait beaucoup de gens. »

Nikolaï Leonov conclut : « Kennedy a trahi ou déçu ceux qui lui faisaient confiance et il est mort le 22 novembre 1963. L'aventurisme de Khrouchtchev a conduit le monde au bord de la guerre : il a été démis et remplacé en 1964. Je pense que ces deux hommes ont payé le prix de leurs aventures cubaines. »

Une chose est certaine : la mort de JFK et le limogeage de Monsieur K. marquent la fin de la période la plus dure et la plus dangereuse de la guerre froide.

# Chapitre 38

# 1970-1990 : les dernières années de la guerre froide

***Dans ce chapitre :***

- Un pragmatique à la tête du KGB
- Argent et désinformation : les mesures actives de Moscou
- Un plan de Moscou pour la CIA
- La fin d'une icône de la guérilla
- Les « illégaux », une aristocratie du renseignement
- Le plus important agent français de l'après-guerre
- Des défecteurs pour comprendre le KGB « de l'intérieur »

***L'***affrontement Est-Ouest va continuer à miner les institutions internationales, à nuire à leur efficacité et à mobiliser l'énergie des diplomates.

La révolution de palais qui amène au pouvoir Brejnev en 1964 ne changera rien à l'activité du monde de l'ombre. Pas plus que la succession à la tête du parti de deux premiers secrétaires mourants (Andropov et Tchernenko).

Tout en protestant d'un indéfectible attachement à l'esprit de la détente, les Soviétiques ne rateront pas une seule occasion de faire progresser leur cause : par les armes parfois, dans le tiers-monde ; par la subversion, l'action politique clandestine ou l'espionnage. Pour le KGB, ce seront les « années Andropov ».

## *Les années Andropov, âge d'or du KGB*

Les deux prédécesseurs de Iouri Andropov à la présidence du KGB, Alexandre Nikolaïevitch Chelepine et Vladimir Iefimovitch Semitchastny, avaient été des hommes assez ternes mais non dénués de talent. Chelepine et Semitchastny, très liés, avaient participé activement au complot qui devait déboucher sur l'éviction de Khrouchtchev, mais ils n'avaient pas pour autant la confiance de Leonid Brejnev.

### Iouri Andropov, le « patron »

Ancien ambassadeur d'URSS à Budapest, Iouri Andropov (1914-1984) arrive à la tête du KGB en 1967.

L'homme marquera profondément le fonctionnement du renseignement soviétique. Certes, il sera l'artisan de la reprise en main, mais il le fait par des méthodes « légales ». On continue à déporter en Sibérie mais après des procès « réguliers ». Usant de l'internement psychiatrique (le plus souvent pour « schizophrénie ») contre les opposants, il n'hésite pas à préconiser l'expulsion des trublions. Bref, c'est un pragmatique qui, par ailleurs, fait la chasse à la corruption.

À l’extérieur, il privilégiera les actions à long terme et l’utilisation de la subversion et de la désinformation.

Sa gestion « honnête » et « légaliste » du KGB en fait une icône du renseignement.

## *L’or de Moscou n’est pas une simple légende*

Le rouage le plus évident de la subversion ce sont les partis communistes. La plupart des PC étaient largement soutenus voire parfois maintenus en survie artificielle par l’argent de Moscou.

Ainsi, dans les années 1980, les communistes suisses du Parti du travail (PDT) touchèrent-ils 2,5 millions de dollars ; quant aux partis communistes français et italien, c’est par année d’exercice qu’ils n’encaissaient pas moins de 2 millions de dollars.

Chaque année, les dirigeants des partis concernés faisaient connaître leurs besoins à Moscou et, presque toujours en février, après que les fonds avaient été dégagés, sur ordre du Politburo, par la Gosbank (Banque d’État), des agents chevronnés du KGB se transformaient en véritables garçons de course pour livrer l’or de Moscou. Ainsi, le 13 octobre 1983, sous l’en-tête « Très secret. Du KGB au comité central du PCUS » : « Compte rendu de la rencontre avec le camarade Gaston Plissonnier (PCF) : conformément à vos instructions du 23 septembre dernier, la rencontre a eu lieu à Berlin où nous avons remis aux amis français la somme de 1 million de dollars. »

Au total, pas moins de 20 à 30 millions de dollars servaient, suivant les années, à arroser les partis communistes.

Ces chiffres n’ont pas été inventés : ils ont été fournis, en 1991 et en 1992, par un juge d’instruction russe, Sergueï Aristov, et par un journaliste de l’hebdomadaire *Rossia*, Alexandre Evlakhov, tous deux ayant eu accès aux archives secrètes du PCUS.

Notons que l’aide fraternelle n’est pas seulement financière : le 10 juillet 1987, le Politburo approuve, « suivant la demande du PCF », la livraison aux communistes français de 1 300 t de papier par an pour les années 1987 et 1988. Au total, de 1971 à 1990, le PCF encaissera ainsi 50 millions de dollars, et le PCI 47 millions.

Le journaliste Vincent Jauvert, du *Nouvel Observateur*, a recueilli, en 1993, les confidences de Mikhaïl Lyoubimov : « Cet argent, nous l’appelions le “tabac” pour les amis. Les sacs de billets partaient par la première valise diplomatique escortée par deux convoyeurs armés. Arrivés à l’ambassade, les courriers remettaient l’argent au résident. C’étaient les deux seules personnes au courant. La remise des fonds se faisait en général le soir, dans un lieu isolé. Lorsque les relations internationales se sont détendues, cela pouvait se faire aussi au siège du parti. »

Les partis n’étaient pas les seuls à bénéficier de cette manne : journaux et syndicats communistes n’étaient guère plus mal lotis. Ainsi, en 1985 et 1986, la CGT percevra une aide.

L’argent, en tout cas, explique certaines choses : le 13 novembre 1979, le Politburo, à la demande de Boris Ponomarev, dégage 6 millions de dollars pour le PCF afin de lui permettre de payer ses dettes. Le 11 janvier 1980 Georges Marchais justifiera, de Moscou, l’invasion de l’Afghanistan.

## *Mesures actives : l’arme de la désinformation*

L’une des méthodes préférées de Moscou sera l’« information dirigée ». L’utilisation de l’information et de la désinformation empruntera bien des canaux, mais, schématiquement, on peut en discerner trois principaux. Cet aspect est géré par le « Service A » (Sloujba Activnikh Meropriiatii, ou « Service des mesures actives ») de la Première Direction générale du KGB.

Premier canal : le Service A peut, par exemple, faire appel aux talents de journalistes étrangers qui lui sont acquis. Deuxième canal, assez fréquemment utilisé : profiter de la course aux scoops, en organisant sciemment une fuite crédible vers un journaliste. Le troisième canal, lui aussi couramment employé, consiste à se servir d’une petite publication neutre pour lui faire sortir une fausse information.

### *Le talentueux Victor Louis*

L’un des plus talentueux vecteurs de l’« information dirigée » sera le journaliste Victor Louis (Vitali Evgennevitch Loui pour l’état civil).

Vivant à Moscou dans un luxe inouï pour un citoyen soviétique, Louis alimentera ainsi des journaux aussi prestigieux que le *Washington Post*, le *New York Times*, *Time Magazine* ou encore le *Bild Zeitung*. En 1961, c’est lui qui est le premier à avertir, avec douze heures d’avance sur l’agence Tass, de la disgrâce de Nikita Khrouchtchev. Il annoncera, en 1969, que l’URSS est susceptible de déclencher une guerre atomique contre la Chine : une manière de mettre en garde les « camarades dissidents » chinois. En 1967, il expédie à l’Ouest les Mémoires de la fille de Staline, Svetlana, et dans les années 1980, c’est lui qui procure à plusieurs journaux les photos du dissident Andreï Sakharov, alors exilé à Gorki.

On n’établira jamais avec certitude que Victor Louis a été lié au KGB, mais son train de vie et ses multiples privilèges permettent de deviner que le régime est très content de lui.

L’une des sources les plus autorisées sur l’histoire du KGB, Oleg Gordievsky, le qualifie de « journaliste lié au KGB » participant à des « mesures actives » du Service A.

En renseignement « pur », le KGB et le GRU feront flèche de tout bois pour arriver à leurs fins. Un seul exemple : en 1960, alors qu’il est déjà un pianiste éminent, Vladimir Ashkenazy est « recruté » par le KGB, qui l’oblige à espionner les étudiants étrangers fréquentant le conservatoire de Moscou. Ayant refusé de participer à une manipulation destinée à faire chanter un diplomate occidental entretenant une relation homosexuelle avec un étudiant, il sera renvoyé au bout de deux ans.

Les spécialistes occidentaux auront ainsi l’attention attirée par l’utilisation que font les Soviétiques des possibilités que leur offrent les jumelages entre villes, et un maire de Brest dénoncera les liens entre sa cité et le port de Tallin : la Marine s’inquiétait, à juste titre, de l’intérêt des chalutiers soviétiques hérissés de curieuses antennes pour l’île Longue, base de sous-marins nucléaires français.

## *Quand le KGB fait son shopping en Europe*

Dès la fin des années 1960, l’URSS et ses pays satellites orientent nettement leurs activités de recherche de renseignements vers la science et l’industrie. Il s’agit de tenter de combler le fossé technologique qui continue à se creuser entre l’Est et l’Ouest.

## *Chaque année, 3 500 éléments à « collecter »*

Dans ce domaine comme dans les autres, rien n'est laissé au hasard, ainsi qu'en témoignent ces quelques extraits d'un rapport en mai 1988 : « La stratégie soviétique en matière d'acquisition de technologie est définie par le comité de l'industrie militaire (VPK) du praesidium du Conseil des ministres et par un département du ministère du Commerce extérieur. » Chaque année la VPK actualise une liste, comptant de 3 000 à 5 000 postes, des matériels à rechercher en priorité. Dans les années 1980, outre l'informatique et l'électronique de pointe, ce sont surtout les systèmes de guidage et de contrôle de chaînes de montage, la robotique, le matériel de communication qui sont recherchés par Moscou. « Cinq agences sont chargées de se procurer les technologies : le KGB, le GRU, le Comité d'État pour la science et la technologie (GKNT), le Comité d'État des relations économiques étrangères (GKES) et le ministère du Commerce extérieur. »

Mais, le GKNT et le GKES se bornant le plus souvent aux acquisitions légales, c'est bien le GRU ou le KGB qui se chargent du gros du travail.

La Direction T (Sciences et technologies) du KGB « emploie un millier de personnes, dont trois cents en poste à l'étranger ».

Encore convient-il de ne pas négliger le GRU, qui « compte environ 1 500 agents à l'étranger ».

Ces efforts considérables permettent, évidemment, des résultats spectaculaires : au début des années 1980, la liste des matériels et documents recherchés par l'Union soviétique comportait chaque année quelque 3 500 postes et le budget consacré annuellement aux acquisitions équivalait, en 1980, à 1,4 milliard de dollars.

Les Soviétiques se procuraient ainsi, chaque année, de 6 000 à 10 000 appareils et près de 100 000 documents. En ce qui concerne l'origine des technologies ainsi acquises, 61,5 %

provenaient des États-Unis, 10,5 % d'Allemagne de l'Ouest, 8 % de France, 7,5 % de Grande-Bretagne et 3 % du Japon.

## *Le renseignement du bloc communiste : quelques affaires*

Pour se faire une (toute) petite idée de l'importance de l'activité du renseignement soviétique et est-européen des années 1960 à 1980, voici quelques-unes des affaires qui ont défrayé la chronique.

**4 août 1969** : arrestation à Bruxelles du Français Francis Roussilhe, surnommé *Tarass Boulba*. Fonctionnaire au secrétariat général de l'Otan, il a livré environ 12 000 documents secrets relatifs à la défense occidentale à un officier des SR roumains, Mihail Caraman.

**11 octobre 1977** : arrestation, à Royan, de l'ancien héros de la Résistance Georges Beaufils. Depuis 1966, l'homme, un des principaux négociateurs du rapprochement entre la Résistance communiste et la France libre, animait un réseau d'espionnage soviétique particulièrement actif dans l'ouest de la France.

**19 août 1980** : un touriste est arrêté à Lille par la DST ; le général Heinz-Bernhard Zorn, ancien chef d'état-major de la République démocratique allemande, est, au moment de son interpellation, en possession de renseignements militaires classifiés concernant des chars et des armes antichars. Il sera échangé le 24 juin 1984.

**Mars 1983** : Robert Juge, un ingénieur radioélectricien, est arrêté à Paris. Inventeur déçu, il a été recruté par deux diplomates russes auxquels il remettra divers documents scientifiques portant sur les fibres optiques, les détecteurs à infrarouge, ou les systèmes radars.

**Décembre 1983** : la DST arrête Pierre Bourdiol, un ingénieur de 56 ans, spécialiste des composants électroniques travaillant chez Thomson qui, en détachement, a travaillé sur les programmes *Ariane*. Il renseignait Moscou depuis dix ans.

**Septembre 1984** : arrestation, en RFA, de l'ingénieur de Messerschmitt-Boelkow-Blohm Manfred Rotsch. Il sera condamné à huit ans et demi de prison en 1986 pour avoir livré des plans de l'avion de combat Tornado.

**Décembre 1984** : sur quelque 500 diplomates et fonctionnaires de pays communistes présents à Vienne, au moins quatre-vingts se livrent à des activités de renseignement. Vienne est un terrain de choix pour le renseignement.

**14 juillet 1986** : Richard Miller, un ancien agent spécial du FBI, est condamné à deux peines de prison à vie pour avoir fourni des informations secrètes à un couple d'immigrés soviétiques travaillant pour le KGB.

**23 août 1986** : arrestation à New York de Guennadi Fedorovitch Zakharov, fonctionnaire soviétique aux Nations unies. Au moment de son interpellation il payait des documents secrets à l'un de ses agents infiltrés dans le FBI. À la suite de son arrestation, 25 diplomates soviétiques seront sommés de quitter les États-Unis.

**9 avril 1987** : le Quai d'Orsay confirme que, de 1974 à sa mort, Maurice Abrivard, chiffreur aux Affaires étrangères, s'est rendu coupable de « complicité avec une puissance étrangère pouvant porter atteinte aux intérêts de la France ». Recruté à Damas, il aurait ensuite travaillé pour le KGB avant d'être nommé à l'ambassade de France à Vienne.

**Mai 1987** : découverte, au Japon, d'un important réseau soviétique impliqué dans l'espionnage d'installations militaires américaines.

**21 août 1987** : le sergent Clayton Lonetree, des US Marines, est condamné à trente ans de prison pour espionnage. Il avait, lorsqu'il était en poste à la sécurité de l'ambassade américaine à Moscou, livré au KGB l'identité de plusieurs agents de la CIA opérant en URSS.

**Septembre 1987** : les États-Unis envisagent de raser les cinq derniers étages de leur ambassade à Moscou pour éliminer les dispositifs d'écoute mis en place par le KGB.

**23 décembre 1987** : arrestation par le Shin Bet israélien du Juif russe Shabtaï Kalmanovitch. L'affaire reste mystérieuse, mais il semblerait que Kalmanovitch ait pu appartenir au GRU. Condamné à une longue peine de prison, il retournera en Russie, où il entamera une florissante carrière d'homme d'affaires. Il sera abattu d'une vingtaine de balles, en novembre 2009, dans le centre de la capitale.

**27 mars 1988** : la collaboration entre les services de contre-espionnage français et allemands permet l'arrestation de six agents ayant fourni au KGB des renseignements sur le chasseur bombardier Tornado.

**30 avril 1988** : un homme d'affaires soviétique se livrant à l'espionnage industriel est expulsé de Suède.

**Juin 1988** : condamnation, à Boston, de Brian Butcher, citoyen britannique accusé d'avoir fourni à Moscou des ordinateurs Hewlett-Packard pouvant servir à des fins militaires.

**21 juin 1988** : huit « diplomates » soviétiques sont expulsés du Canada : ils se livraient à l'espionnage industriel.

**Juillet 1988** : Glen Michael Souther, qui a servi en Italie dans la 6$^{e}$ flotte américaine, demande l'asile politique en URSS. Il avait disparu en mai 1986 après avoir été interrogé par le FBI.

**Novembre 1990** : selon le directeur du BVD, le SR hollandais, un tiers des citoyens soviétiques travaillant aux Pays-Bas seraient des agents du KGB.

**Novembre 1990** : le diplomate américain Felix Bloch est limogé. Bloch aurait entretenu des relations avec plusieurs agents du KGB. Des rencontres auront notamment lieu à Vienne, Paris et Bruxelles avec *Pierre Bart*, alias Reino Gikman. Le rendez-vous de Paris avait été filmé par la DST, qui refusera toutefois de transmettre les images à Washington pour ne pas compromettre une autre enquête.

**Janvier 1991** : arrestation à Berlin de Stephen Laufer, 37 ans. Ancien journaliste, il avait notamment été attaché de presse de la mission militaire américaine à Berlin, puis porte-parole de l'antenne de l'ambassade américaine. Il travaillait en fait, depuis 1977, pour le KGB.

**26 octobre 1998** : confirmation à Vienne et à Prague du fait que l'ancien maire de Vienne, Helmut Zilk, a collaboré avec le StB tchèque dans les années 1950 et 1960.

## *Les multiples difficultés du renseignement occidental*

Face à ce déploiement de moyens, les services occidentaux ne restent pas les bras croisés. Mais leurs moyens humains sont nettement moins importants que ceux de la partie adverse.

De plus, ils sont nettement défavorisés : les agents de l'Est récoltent le renseignement dans des sociétés ouvertes où ils peuvent librement rencontrer leurs interlocuteurs, alors que ceux de l'Ouest doivent agir dans le cadre d'États policiers, étroitement surveillés.

En 1961, Youri Nikolaïevitch Perfiliev part pour New York. Officiellement, il est « officier d'information » au secrétariat général de l'ONU : « J'ai rapidement compris que je devais me créer mon propre "style de travail". Le travail de renseignement implique qu'ils aient une grande facilité à établir des contacts, c'est la base indispensable. Mais il faut encore trouver le "style". J'étais jeune, j'ai donc décidé de travailler avec des jeunes que je pourrais suivre. Et où trouve-t-on des jeunes intéressants ? Dans les universités. Alors je me suis inscrit à des cours à l'université de New York, au département des sciences politiques. J'y ai trouvé les gens dont j'avais besoin… »

## *La CIA crée sa propre carte de Moscou*

Il est difficile d'imaginer, *a contrario*, qu'un officier de renseignement occidental en poste à Moscou ait été autorisé à suivre des cours à l'université…

Pour caractériser la difficulté de « travailler » à Moscou, jusque dans les années 1980, un simple annuaire téléphonique était à peu près introuvable et, en l'absence de plans de la ville fiables, la CIA dut réaliser sa propre carte. Cela prit des années.

Et encore faut-il préciser que l'utilisation de cet outil n'allait pas de soi, du moins au début : dans les années 1950, le fait de déployer, en plein Moscou, un plan de la ville qui n'était manifestement pas *made in USSR* pouvait amener à l'arrestation et à des accusations d'espionnage…

L'obtention d'images aériennes (fournies par *U2)* puis de satellites permit, à partir des années 1960, d'éditer des versions beaucoup plus précises de cet indispensable compagnon du promeneur.

Plus tard, la CIA affecta même à son antenne de Moscou des agents appartement à la section cartographique pour perfectionner leur œuvre.

Pour la petite histoire, on notera que l'association des cartographes américains honora d'un prix le travail de la CIA.

## *Un œil sur Cuba, toujours…*

Le retrait des missiles atomiques russes de Cuba n'a pas convaincu Washington de l'innocuité du système castriste. La CIA continue donc à surveiller la petite île. Ainsi note-t-elle, en 1968, qu'« au moins 1 500 à 2 000 Latino-Américains ont reçu un entraînement militaire à la guérilla ».

Mais l'agence remarque aussi : « En 1964, les efforts subversifs tous azimuts de Castro l'ont amené à un conflit avec Moscou et avec les dirigeants des partis communistes orthodoxes d'Amérique latine. Lors d'une rencontre secrète, à Cuba, en novembre 1964, les Soviétiques ont établi un compromis qui appelait à supporter les efforts révolutionnaires dans quelques pays d'Amérique latine mais spécifiait que les partis locaux devaient déterminer s'il convenait d'utiliser des moyens violents ou non. »

En fait, alors que Fidel Castro et ses amis pensent que seule l'insurrection armée de guérilla pouvait amener à « libérer l'Amérique latine des impérialistes », les partis communistes traditionnels favorisaient un travail politique beaucoup plus classique.

En janvier 1966, lors de la conférence tricontinentale de Cuba, qui rassemblait des révolutionnaires venus d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, Fidel Castro prend très nettement ses distances avec l'accord conclu en novembre 1964. Il se

détourne de plus en plus des partis locaux, pour mettre l'accent sur l'importance des mouvements partis des campagnes.

## *La DGI cubaine soutient la lutte armée*

La DGI, le service de renseignement cubain créé en 1961, s'engage *alors* plus que jamais dans la voie de l'assistance à la lutte armée. Castro peut compter sur la fidélité de son chef, Manuel Pineiro (surnommé *l'Ours rouge*), un proche de son frère, Raul.

La DGI est divisée en trois directions responsables des « centres légaux » (l'espionnage à partir des ambassades), des « illégaux » (les activités de renseignement menées sans couverture diplomatique), et des « mouvements de libération nationale ».

Tout naturellement, le travail de la CIA va l'amener à se focaliser sur Ernesto *Che* Guevara. En 1961, Guevara avait hérité du ministère de l'Industrie. Mais le jeune révolutionnaire romantique se sent mal dans la peau d'un ministre. Début 1965, il disparaît de la scène publique cubaine.

Quinze jours plus tard, la CIA consacre un mémorandum à « La chute de *Che* Guevara et la face changeante de la révolution cubaine » : « La chute du pouvoir de Guevara résulte apparemment de son opposition à la politique pragmatique recommandée par l'Union soviétique […]. Guevara a désapprouvé l'alignement de Castro sur l'URSS dans la querelle sino-soviétique et sa volonté de diminuer le rôle de Cuba comme soutien des révolutions en Amérique latine et en Afrique. »

De plus, les deux hommes auraient eu de graves divergences sur la politique économique : le centralisme excessif de Guevara aurait conduit Cuba à la banqueroute.

## *La CIA et la fin d'Ernesto « Che » Guevara*

Des observateurs avertis ont longtemps estimé que rien ne prouvait que la querelle entre Castro et Guevara soit bien réelle ; on pouvait aussi penser qu'ils s'étaient partagé les tâches pour ne pas heurter de front les camarades soviétiques : à Fidel la gestion des acquis de la révolution, au *Che* l'exportation de celle-ci. Le 17 octobre 1967, la CIA écrit : « À l'automne de 1966, Castro […] a informé Brejnev qu'Ernesto "Che" Guevara était parti en Bolivie avec du matériel et des hommes de Cuba pour y propager la révolution […]. Brejnev a exprimé son désappointement. »

Après quelques mois passés, en 1965, dans les maquis de l'ex-Congo belge, où il a côtoyé Laurent Désiré Kabila, qu'il a trouvé peu sérieux, *Che* Guevara est reparti pour l'Amérique latine. À l'automne 1966, Ernesto *Che* Guevara entre en Bolivie, avec de faux papiers uruguayens. Il souhaite y organiser la guérilla.

Si Castro et lui ont choisi la Bolivie, c'est qu'ils pensent tous deux que les conditions d'extrême pauvreté du pays permettront de recruter facilement des volontaires et que les Américains ne se sentiront pas aussi menacés qu'ils l'ont été à Cuba et mettront donc du temps à réagir.

En mars 1967, la guérilla est à l'œuvre. Mais le 28 avril 1967, le chef des forces armées boliviennes, le général Ovando, signe avec la mission militaire américaine un accord au terme duquel les Américains entraîneront une unité spéciale, le 2$^{e}$ bataillon de rangers. Le 11 mai, le conseiller Walt Rostow écrit au président Johnson qu'il vient de recevoir « les premières preuves crédibles que *Che* Guevara est vivant et à l'œuvre en Amérique du Sud […] ».

## *La CIA en Bolivie pour y traquer Guevara*

En juin 1967, les choses se précisent. Felix Rodriguez, un agent américano-cubain de la CIA, reçoit de son officier traitant la proposition d'une mission : il y assistera les Boliviens dans la traque de Guevara. Son nom de guerre sera Felix Ramos Medina.

En août, Rodriguez et ses hommes – Gustavo Villoldo et Mario Osiris Riveron – sont à pied d'œuvre à La Paz ; à la fin du mois, l'armée rencontre son premier succès. Des informations donnent à penser que la santé de Guevara est mauvaise. Durant les trois semaines qui suivent, le filet se resserre autour de la petite troupe. Ils se réfugient au village d'Alto Seco puis dans un autre village, La Higuera ; un accrochage se produit avec des militaires et trois compagnons du *Che* sont tués. Rodriguez, qui se fait maintenant appeler *Capitaine Ramos*, pousse le colonel Joaquin Zenteno, chef du 2e rangers, à faire mouvement. 650 rangers se déploient. Le 8 octobre, Guevara (que ses hommes appellent *Ramon*) est blessé. Quelques heures plus tard, il livre sa dernière bataille à Quebrada del Yuro et y est blessé plusieurs fois avant d'être capturé. À Vallegrande, Felix Rodriguez reçoit, par radio, un message codé : *Papa Cansado* (« Papa est fatigué »). « Papa », c'est *Che* Guevara, et « fatigué » signifie qu'il a été intercepté…

Le lendemain, Walt Rostow avertit Johnson.

## *Les dernières heures d'une icône*

À 6 heures du matin, Felix Rodriguez et le colonel Joaquin Zenteno sont arrivés en hélicoptère à La Higuera. Rodriguez identifie *Che* Guevara et envoie la nouvelle à l'antenne de la CIA. Il commence ensuite à photographier les pages du « journal de marche » de *Che* Guevara.

Un peu plus tard, il reçoit de l'état-major bolivien un message codé : « Procédez aux opérations 500 et 600. » « 500 » est le

code bolivien pour Guevara, et « 600 » l'ordre de le tuer.

Il en informe le colonel Zenteno mais lui explique qu'il a, de son côté, reçu l'ordre de maintenir l'ancien ministre cubain en vie : la CIA a déjà affrété un avion pour l'évacuer et le transporter à Panama. Mais Zenteno réplique d'obéir à ses supérieurs et Felix Rodriguez décide de « laisser les choses suivre leur cours » et d'abandonner la décision aux Boliviens ; c'est lui qui annonce son sort à *Che* Guevara, celui-ci lui confie un message pour sa femme, les deux hommes s'embrassent (!) et Rodriguez quitte l'école. Ernesto *Che* Guevara est abattu par le sergent Jaime Teran. Un peu plus tard, on coupe ses mains, qui seront conservées dans le formol – elles serviront à l'identifier – , puis il est enterré dans une fosse commune.

Le 11 octobre, Walt Rostow écrit au président Johnson : « Ce matin, nous sommes certains à 99 % que *Che* Guevara est mort […]. »

## *Retour à des cibles « classiques »*

Une fois *Che* Guevara éliminé, le renseignement américain en Amérique latine ne désarmera pas et se retournera contre des « cibles » plus classiques. La situation qui prévaut au Mexique, devenu l'une des bases du KGB, irrite au plus haut point la CIA.

Sa cible principale est alors le résident, Oleg Maximovitch Netchiporenko, qu'elle considère comme l'un des agents les plus dangereux du KGB en Amérique latine.

Quand il ne recrute pas des étudiants ou n'achète pas des patrons de journaux, il surveille la création d'un mouvement révolutionnaire armé. L'antenne de la CIA tente alors de le recruter, mais elle échoue. « Ne pouvant m'acheter, nous dira Oleg Netchiporenko, la CIA me fit expulser du Mexique. À la

fin du mois de mars 1971, avec quatre autres camarades, j'étais déclaré *persona non grata*. »

John Barron est l'un des premiers auteurs occidentaux à avoir publié un ouvrage sur le KGB, qui fit longtemps référence. Il y livrait les noms de centaines d'officiers et d'agents soviétiques. Sur Netchiporenko, Barron écrit qu'il était « … considéré à juste titre par le KGB comme un de ses meilleurs agents… Les Occidentaux lui trouvaient du charme, l'esprit vif et un tempérament exceptionnellement accrocheur. Il était le seul parmi les Russes à comprendre que la meilleure façon d'entrer en contact avec les Mexicains était de les respecter… ».

## *Août 1968 : les « illégaux » du KGB précèdent les chars soviétiques à Prague*

La fin des années 1960 marque une étape importante dans l'évolution de la société. À l'Ouest, les mouvements qui ébranlent les universités marquent l'impatience d'une jeunesse qui a l'impression d'étouffer dans une société figée. À l'Est, une certaine « ouverture » se fait jour également, mais la plus stricte orthodoxie reste de mise.

### *Opérations « Progrès » : les « illégaux » de Moscou dans les pays frères*

L'un des intérêts des « archives Mitrokhine » est d'apporter un nouvel éclairage sur l'action du KGB à l'intérieur du bloc soviétique, notamment les opérations *Progrès*, à savoir l'utilisation d'« illégaux » soviétiques dans l'espionnage des pays frères. Ceux qui sont envoyés en Tchécoslovaquie après le début du Printemps de Prague « se font passer pour des touristes, des journalistes, des femmes ou des hommes d'affaires, des étudiants. Le Centre est persuadé que les

“contre-révolutionnaires” confieront plus volontiers leurs projets à des sympathisants occidentaux. Même au sein de la Première Direction principale, l’opération “Progrès” n’est connue que d’un petit cercle de hauts gradés… »

« Au mois de mars, Andropov ordonne qu’au moins quinze des illégaux pressentis soient à pied d’œuvre : on n’en a jamais vu se déployer autant en un laps de temps aussi court. » Le chef du KGB décide de « doubler » la Résidence légale du KGB à Prague. C’est cette « Résidence cachée » qui coordonnera le travail des illégaux, tandis que la Résidence légale s’emploie à recenser, au sein de la direction du parti communiste, ceux des cadres sur lesquels Moscou pourra compter après l’intervention. Car l’intervention est déjà décidée. Quant aux cibles des illégaux, elles s’imposent d’elles-mêmes : l’Union des écrivains, les journaux « gauchistes » qui soutiennent le mouvement réformateur, la radio et la télévision (dirigées par Jiri Pelikan, un inconditionnel du changement), les universités, le club K-231, qui regroupe d’anciens prisonniers politiques.

Ce sont les illégaux, aussi, qui sont chargés de la mise en œuvre des « mesures actives » qui justifieront une intervention soviétique, par exemple en montant une fausse cache d’armes américaine.

Les services spéciaux eux-mêmes sont touchés par le vent du libéralisme : au cours d’une réunion de la direction, Slavoj Frouz, le chef du Renseignement extérieur, réclame le rappel à Moscou des conseillers qui violent les principes régissant les liaisons entre Renseignement tchécoslovaque et Renseignement soviétique ». Il est fortement appuyé par certains cadres. Après la normalisation, tous seront arrêtés. Mais pas Frouz, ce qui permet de se poser certaines questions sur ses motivations profondes…

Dans la nuit du 19 au 20 août 1968, après d’intenses manœuvres de *deception* (désinformation) : les troupes du pacte de Varsovie envahissent la Tchécoslovaquie.

Ce jour-là, Josef Houska réapparaît dans les locaux du StB et reprend, comme si de rien n'était, la place qui était la sienne quatre mois plus tôt. C'est un « groupe opérationnel » formé par le lieutenant-colonel Bohumil Molnar et encadré d'officiers du KGB qui procède à l'arrestation d'Alexandre Dubcek et des membres réformistes de la direction.

Mais le StB ne pourra empêcher les délégués du parti de se réunir secrètement, le 22 août, dans la banlieue de Prague où le XIV$^{e}$ congrès extraordinaire du parti communiste de Tchécoslovaquie condamne vigoureusement l'invasion et assure la direction démise de son soutien…

## *La déprime des « illégaux »*

Mais le service restera divisé ; sa Première Direction grogne : des officiers passent à la clandestinité, d'autres démissionnent. Plus grave, encore, le comité de la section du StB prend des résolutions hostiles à l'intervention russe.

Les « illégaux » soviétiques eux-mêmes vivront assez mal la mission. Toute leur formation les orientait vers un seul but : porter des coups aux appareils occidentaux ; pas saboter un mouvement réformateur dans un pays « frère ».

Écoutons Mitrokhine : « Ainsi "Alla" fera-t-elle une tentative de suicide quelques années plus tard. Autre réaction plus fréquemment observée : l'alcoolisme. »

## *« Deception », défections…*

Même des officiers seront confrontés à de cruelles remises en cause. Oleg Kalouguine est alors résident du KGB à Washington. Il a accès à des informations qui prouvent que l'Occident n'a aucune visée sur la Tchécoslovaquie : « J'ai

rédigé un câble qui prouvait que la CIA n'était pas impliquée au point décrit par les médias soviétiques, que c'était une affaire interne. Ce n'est que plus tard que j'ai appris qu'Andropov, après avoir lu mon message, a dit : "Ne le montrez à personne. Détruisez-le immédiatement." »

Il y aura d'autres conséquences encore : plusieurs défections.

Celle de Frantisek Vojtasek, d'abord. Attaché militaire adjoint à l'ambassade de Prague à Paris, il propose ses services à la DST et devient agent double. Huit ans plus tard, il est arrêté à Prague et condamné à vingt-cinq ans de prison. Il sera amnistié par le président Vaclav Havel en 1990.

Autre cas, au KGB, celui d'Oleg Gordievsky, le frère cadet de l'illégal *Gromov*. Quelques années plus tard, il propose ses services au MI6 britannique…

Apparemment, le même événement aura également une profonde influence sur un autre futur défecteur : Vassili Mitrokhine lui-même.

## Les « illégaux » du KGB : une aristocratie du renseignement

S'il est une catégorie d'agents soviétiques qui a fait couler beaucoup d'encre, ce sont bien les « illégaux » du KGB.

Mais d'abord, qu'est-ce qu'un illégal ? L'illégal est un agent spécialement entraîné pour partir à l'étranger, où il sera capable de se faire passer pour un ressortissant d'un autre pays. Cela implique qu'il parle parfaitement la langue du pays, qu'il ait assimilé

la culture et le mode de vie de ses « concitoyens » et, bien entendu, qu'il ait une « légende » qui couvre sa vie depuis sa naissance. Sa formation dure des années : l'illégal, recruté en général dès ses études, ne fréquentera jamais l'Académie du renseignement, pour qu'aucun défecteur potentiel n'ait la possibilité de l'identifier. Il suit des cours individuels dans des appartements appartenant secrètement au KGB. L'illégal s'installera ensuite dans le pays « cible » et devra rester en poste durant des années. Il n'a de contacts ouverts avec aucune structure soviétique. En fait, il doit chasser de son esprit le fait même qu'il est soviétique. Il dépend de la Direction S du KGB et peut compter sur des officiers spécialement affectés aux Résidences et appartenant à la Ligne N (« Soutien aux illégaux »). Richard Sorge en était ; de même que le colonel Rudolf Abel ou Gordon Lonsdale et même, d'une certaine manière, les époux Cohen lors de leur deuxième mission, en Grande-Bretagne.

Le général Vadim Vassilievitch Kirpichenko, qui après une carrière au Moyen-Orient s'est vu nommé, en 1974, à la tête du Département des illégaux, nous a expliqué que son premier réflexe avait été de refuser ce poste : « J'ai répondu à Andropov que je n'y connaissais rien. Il a rétorqué : "Vous avez gardé votre calme durant toutes les crises. Vous connaissez le travail de terrain, vous avez une grande expérience…" et il a tranché : "De toute façon, c'est un ordre, et c'est tout"… »

Il ne l'a pas regretté : « Ces gens étaient des personnalités exceptionnelles. Pour trouver un candidat, il fallait examiner des centaines de dossiers. Un jour, j'appelle un de mes agents : "Voilà mon garçon, ta formation touche à sa fin. Tu pars dans six mois aux États-Unis, où tu te feras passer pour un

jeune et riche banquier de Wall Street, avec voiture de sport, maîtresses et appartement somptueux. Nous avons besoin de renseignements sur l'économie américaine." Quelques semaines passent et nos objectifs changent. Je rappelle mon agent : "Tu pars toujours, mais il y a un changement à ta couverture. Je veux que tu infiltres les milieux marginaux. Tu devras te faire passer pour un ancien du Vietnam, clodo et cul-de-jatte"… »

Le général Youri Drozdov a, lui aussi, été affecté, à trois reprises, au Département des illégaux : « L'illégal doit avoir toutes les qualités d'un officier "normal", avec le sens de l'observation, une excellente mémoire et des dons de synthèse ; en plus il a besoin d'un grand esprit de sacrifice. Mais si on partait d'un millier de candidats potentiels, on arrivait à une vingtaine d'hommes et de femmes et après la formation, ils restaient à deux ou trois… Tout compris, la formation dure de cinq à dix ans… » Malicieux, il ajoute : « Certains diplomates, dont un ambassadeur au Vatican, des officiers supérieurs, des artistes, et même un poète français réputé sont ou étaient des illégaux… »

Interrogé sur le fait de savoir si le SVR, qui a succédé à la Première Direction principale du KGB en 1991, employait encore des illégaux, le général Kirpichenko sourit et répond : « Pourquoi se passer d'un outil quand il fonctionne et a fait ses preuves ? »

Reste une question fondamentale : combien d'illégaux ? Le SVR ne communique évidemment aucune information sur ce point. Toutefois, on peut penser que le KGB (et aujourd'hui le SVR) n'a jamais eu plus de quelques dizaines d'illégaux sur le terrain, et encore, le chiffre réel est plus probablement proche

d’une fourchette de 20 à 30 personnes. Outre le KGB-SVR, il n’existe qu’une seule autre « maison » au monde à utiliser des illégaux : le Mossad. Eli Cohen ou Wolfgang Lotz étaient des illégaux israéliens…

## *Le suicide de « l’Agronome »*

En 1975, la Première Direction principale du KGB reçoit d’agents colombiens un renseignement du plus haut intérêt : l’antenne de la CIA à Bogotá a tenté de recruter un citoyen soviétique. Deux précisions : la cible des Américains fréquentait l’hôtel Hilton et y rencontrait une soviétique et il avait été victime d’un accident de voiture peu avant d’être affecté à Bogotá.

Assez rapidement, les soupçons se focalisent sur Alexandre Ogorodnik. Curieusement, alors que de mauvaises notations lui ont valu d’être remercié par le ministère des Affaires étrangères, il a refusé un poste prestigieux que lui proposait l’Académie des sciences, qui voulait en faire un chef de département de l’Institut de l’Amérique latine. Après, il a, à force d’intrigues, pu se faire réembaucher par les Affaires étrangères. Mais à un poste subalterne. Ogorodnik, devenu *Agronom* pour les enquêteurs, est placé sous surveillance et son appartement équipé de micros et caméras. Ce sont ces caméras qui permettront au KGB de repérer l’endroit où il cache son matériel d’espionnage. On y découvre, entre autres, une correspondance accablante prouvant qu’*Agronom* a perçu de la CIA la somme de 319 928 dollars bloqués sur un compte aux États-Unis. La CIA le rétribue à hauteur de 10 000 dollars par mois, ce qui prouve son importance aux yeux des Américains.

Dans la soirée du 21 juin 1977, Ogorodnik est arrêté. Mais l’affaire tourne mal. L’agent s’empare d’un stylo, en mord violemment le capuchon ; il meurt en quelques instants,

empoisonné. Dans les jours qui suivent, le contre-espionnage intercepte des messages qui lui sont destinés : la CIA lui fixe rendez-vous, le 28 juin, avec son officier traitant. L'occasion est belle, mais comment l'exploiter ?

La PDP décide alors d'envoyer au contact un sosie d'Ogorodnik. Une première rencontre avorte, mais une nouvelle rencontre est prévue pour le 14 juillet. C'est une femme, Marta Patterson, qui se jette dans les bras d'un « comité de réception » particulièrement impatient. Travaillant sous couverture diplomatique à l'ambassade américaine, elle sera expulsée quelques jours plus tard.

## *Comment la CIA juge l'URSS en 1975*

Le 1er octobre 1975, la CIA constate : « Les développements des dernières années ont donné à l'URSS une confiance grandissante dans sa propre sécurité ainsi que dans sa capacité à s'opposer à ses adversaires… L'URSS a également été encouragée en voyant les États-Unis souffrir d'une perte d'influence dans certaines régions. Sur la base de ces considérations, Moscou estime que les États-Unis ne jouissent plus, désormais, d'une évidente prédominance mondiale. »

Mais si l'Union soviétique semble désormais plus sûre d'elle, elle craint de devoir faire face à de nouvelles menaces qui, dans les années précédentes, avaient déjà touché l'Europe occidentale. Entre autres l'irruption du terrorisme.

À la fin des années 1970, Oleg Nechiporenko est chargé par Iouri Andropov de créer une Direction antiterroriste au sein du KGB : « Nous devions tenter, d'une part de comprendre le fonctionnement des milieux terroristes et, d'autre part, d'identifier, en URSS, les problèmes qui pourraient prêter à une exploitation violente. Notre but était clair : tout faire pour que cette évolution n'atteigne pas nos frontières… »

## *« Affaires humides » : les Bulgares sortent leur parapluie*

Certains pays du bloc soviétique vont être tentés, pour régler des problèmes délicats, de recourir aux « affaires humides », comme on dit à Moscou (*Mokryé Diéla* désigne les assassinats, « humide » étant une référence transparente au sang). Dans la galerie des gadgets pervers, le « parapluie bulgare » n'est pas déplacé.

En septembre 1978, à Londres, l'écrivain et journaliste dissident bulgare Georgi Markov et travaille à la section en langue bulgare du World Service à la BBC, est hospitalisé, victime d'une mystérieuse infection généralisée. En quelques jours, il décède sans que les médecins anglais aient pu le sauver.

À l'agonie, il n'a cessé de répéter qu'il avait été bousculé par un gros homme muni d'un parapluie et qu'il est persuadé d'avoir été empoisonné par des agents du « Service de sécurité » bulgare.

Une thèse d'autant plus crédible pour les SR occidentaux que le DS a réellement mauvaise presse. Le DS trempe notamment dans toute une série de louches opérations de trafic dans lesquelles il n'hésite pas à côtoyer la mafia turque.

Les camions bulgares sont ainsi devenus le cauchemar du contre-espionnage occidental et des services de police luttant contre les fraudes.

Après deux autopsies de Markov, l'empoisonnement ne fait plus aucun doute : « Le groupe de Scotland Yard conclut que l'agression n'était ni un hasard ni l'œuvre d'un personnage isolé. Une arme aussi sophistiquée ne pouvait être employée que par une organisation disposant de grands moyens d'action ». Début octobre, c'est Vladimir Simeonov, un Bulgare de 30 ans, qui est trouvé mort dans le hall de son

immeuble. Les enquêteurs ont vite fait d'établir un parallèle troublant entre la mort des deux dissidents et l'« accident » dont a été victime, à Paris, un autre réfugié politique bulgare, Vladimir Kostov.

Mais, par miracle, Kostov a survécu, et son témoignage permet aux experts d'affirmer que les deux affaires sont liées.

Markov et Kostov ont tous les deux été victimes d'un poison violent, contenu dans une boule de platine, administré à l'aide d'une seringue camouflée dans la pointe d'un parapluie.

Pendant treize ans, la Bulgarie niera toute implication. Mais depuis la libération de l'Europe de l'Est, divers témoignages apportent quelques précisions sur l'affaire.

C'est ainsi que le général Oleg Kalouguine, ancien chef du contre-espionnage au KGB, affirme que c'est le dictateur et secrétaire général du PC bulgare Todor Jivkov lui-même qui a exigé de son ministre de l'Intérieur, Dimitar Stoianov, l'élimination des dissidents à l'étranger.

Stoianov se serait alors tourné vers le KGB, et en particulier vers Vladimir Krioutchkov, pour obtenir aide et conseil. Oleg Gordievsky affirmait, le 23 octobre 1990, que le poison du parapluie avait été fourni par Sergueï Gogolov, l'un des anciens responsables du KGB.

Mais l'enquête est loin d'être facile : le dossier Markov a été fort opportunément détruit. Et en juin 1991, l'ancien résident du KGB à Sofia, Ivan Savtchenko, déclarait : « J'ai assisté à tous les entretiens entre dirigeants des SR soviétiques et bulgares, jamais il n'a été question du meurtre de Guergui Markov », avant de conclure que l'assassinat « a été organisé par des services secrets occidentaux qui ont tenté de discréditer les services secrets et le régime politique bulgare… »

Le juge d'instruction Bogdan Karayotov, à force de patience, est arrivé à se convaincre que l'exécutant employé par la DS était un italien, Francesco Gulino, un « contractuel » de la DS depuis 1972. Mystérieusement prévenu, Gulino s'évanouira dans la nature en 1993.

## Le spleen de Len Deighton

Les espions de Len Deighton sont, le plus souvent, amers, désabusés et fatigués.

Pour avoir occupé quelques postes subalternes dans les services spéciaux anglais – mais sa formation de plongeur de combat est celle d'un agent du Service Action, et sa connaissance du renseignement doit plus aux lectures, à l'instinct et aux « tuyaux » – Deighton a retenu quelques ficelles du métier. Pourtant, on a parfois l'impression que le monde du renseignement n'est qu'un prétexte, et que ce qui l'intéresse vraiment, ce sont les problèmes personnels auxquels sont confrontés les agents sortis de son imagination.

Les héros de celui que la presse anglaise baptise le « Poète du roman d'espionnage » ou le « Flaubert du thriller » sont gentiment cyniques.

Mais à qui se fier ? Bernard Samson, le héros anonyme des premiers romans auquel il finira par donner une identité dans *Le Réseau Brahms*, l'apprendra à ses dépens, en découvrant fortuitement que son épouse, non contente de le tromper, a le grade de colonel dans le KGB…

Au total, une œuvre peu réaliste, mais néanmoins pas dénuée d'intérêt et à lire, surtout, pour s'imprégner du spleen de l'espion.

## *Danger : la gauche au pouvoir en France*

Le 10 mai 1981, François Mitterrand devient le quatrième Président de la V$^{e}$ République. Mais surtout, il amène aux affaires une coalition socialo-communiste qui ne peut qu'être vue avec méfiance par les hommes du SDECE.

Précisons-le, les hommes de l'ombre n'ont aucune agressivité particulière envers les socialistes. Certains officiers et cadres de la maison ont d'ailleurs sinon leur carte du PS, ce qui est interdit (les membres du service secret français ne peuvent, statutairement, appartenir à aucune formation politique), du moins des idées de gauche.

Non, le problème, c'est le parti communiste. Ses liens avec Moscou n'ont (presque) pas de secret pour le SDECE, qui a de bonnes raisons de craindre que chaque information secret-défense ne prenne la direction de l'URSS. Et puis, même si l'alliance PS-PC de ce printemps 1981 n'a plus rien à voir avec L'Union de la gauche de 1974, les SR ne peuvent que se souvenir que leur sort était réglé, dans ce programme : « Le SDECE sera supprimé. »

Bref, « la Maison » fait le gros dos et attend l'orage. Celui-ci ne viendra pas, même si des mouvements de personnel ont lieu. En effet, le vicomte de Marenches, patron du SDECE, cède la place à Pierre Marion, dont l'une des qualités premières est de partager les options philosophiques du ministre de la Défense, Charles Hernu. Le SDECE, lui, devient DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure).

Le général René Crignola et le colonel Georges Grillot, respectivement directeur du Renseignement et chef du Service Action, sont limogés en même temps que quelques autres. Petit à petit, l'ambiance se détériore : le courant passe mal entre un directeur et des professionnels dont il ne parle pas le langage et qu'il punit avec rapidité. Ainsi, *L'Express* ayant révélé, le 18 décembre 1981, que les directeurs de cabinet des quatre ministres communistes du gouvernement étaient invités à une séance de sensibilisation au siège de la DGSE, Marion limoge-t-il un officier qu'il suspecte, à tort, d'être à l'origine de cette fuite. En quelques mois, des dizaines d'officiers sont écartés, mouvement qui aurait provoqué la rupture de centaines d'« honorables correspondants » avec la maison et l'effondrement de réseaux entiers.

Un « honorable correspondant » (HC) est un « contact » du service qui renseigne celui-ci, ou l'aide dans la mesure de ses moyens, sans contrepartie financière, par pur patriotisme. Il n'est pas un « agent » de renseignement et agit de son plein gré, au coup par coup.

Pierre Marion jette sur ces années un regard quelque peu différent. Comme il l'explique dans son livre *La Mission impossible*, ni le chef de l'État ni le ministre de la Défense, Charles Hernu, ne font preuve d'un grand intérêt pour le service. Il se retrouverait ainsi, dit-il, sans consignes claires. La vérité est sans doute, comme toujours, quelque part entre les affirmations des uns et des autres. S'il est évident que Marion n'était pas préparé à sa mission, il n'en est pas moins clair que certains subordonnés ne feront rien pour lui faciliter la tâche. Dommage.

À la mi-novembre 1982, l'amiral Lacoste, commandant de l'escadre de Méditerranée, prend la relève. Il restera aux commandes de la DGSE jusqu'à l'automne 1985 et sera

entraîné par la catastrophique opération contre le *Rainbow Warrior*.

## *« Farewell », un brevet de bonne conduite*

C’est dans ce contexte que va éclater, en 1985, l’affaire *Farewell*. Le 27 mai 1981, alors que François Mitterrand n’est à l’Élysée que depuis six jours, la DST l’informe de l’existence d’une « taupe » française à Moscou. Identifié sous le nom de code de *Farewell*, cet agent fournit régulièrement au CE français des renseignements de haute importance en provenance directe du KGB.

*Farewell* n’est autre que le lieutenant-colonel Vladimir Ippolitovitch Vetrov, employé à la Direction T (renseignement scientifique et technique) du KGB. Vetrov a été en poste en France de 1965 à 1971. Il y a d’ailleurs été approché par le CE parisien et les rapports établis notent sa francophilie.

Ce qui ne l’empêche pas, sous sa couverture de spécialiste en électronique à la représentation commerciale de l’URSS, de recruter des agents. Comme Pierre Bourdiol, ingénieur chez Thomson-CSF, travaillant sur le projet *Ariane*.

Rappelé à Moscou avant que la DST ait pu engager une manipulation, Vetrov ne sera plus jamais désigné pour un poste étranger. Il commence alors à ressasser une véritable haine pour le KGB. C’est au début des années 1980 qu’il remet à un ami français travaillant à Moscou une lettre destinée à la DST.

Après quelques hésitations, le contre-espionnage français décide rapidement de poursuivre ce contact. Selon Gordievsky, Vetrov a « fait montre d’une incroyable témérité : il avait sorti du PDG des dossiers entiers. Il avait transmis à l’Ouest un véritable monceau de documents ».

D’après le journaliste Thierry Wolton, Vetrov ne livrera pas moins de 4 000 documents « très secrets » à Paris.

*Farewell*-Vetrov est, sans nul doute, l’une des « taupes » les plus importantes jamais recrutées par l’Ouest au sein du SR soviétique et presque certainement le plus important agent des services français dans l’après-guerre.

Il permettra également à François Mitterrand de rassurer les alliés américains de la France : le 19 juillet 1981, au sommet des sept, le président de la République annonce à Ronald Reagan l’existence de la « taupe ».

Le 11 janvier 1983, François Mitterrand apprend par le Quai d’Orsay que, depuis 1976, un dispositif électronique de l’ambassade de France à Moscou permet au KGB d’intercepter toutes les communications entre l’ambassade et Paris. Colère froide du Président, qui décide d’expulser des agents soviétiques résidant en France.

Il faut donc en établir une liste. Les informations de *Farewell* ont permis d’établir une liste exhaustive, précise, indiscutable.

Dans les jours qui ont précédé l’expulsion, la DST, pour noyer le poisson (et protéger son agent), a multiplié les opérations contre les contacts du KGB et du GRU : huit « actions », se soldant par des gardes à vue et des auditions, se déroulent ainsi les 22, 23 et 25 mars. Convoqué au Quai le 27 mars par François Scheer, chef de cabinet du ministre des Relations extérieures, le ministre-conseiller soviétique Nicolaï Afanassievski proteste : « Le diplomate français lui donne alors le “bilan de la VPK pour l’année 1979” dans sa version russe. Afanassievski feuillette la brochure, silencieux… il n’émet aucune réserve sur l’authenticité du document. »

Mais ce geste gratuit va sceller le sort de Vetrov : seules quelques personnes peuvent avoir eu accès au document de la VPK. Le contre-espionnage du KGB se met donc au travail.

En date du 29 mars 1985, Jacques Attali note : « Bruno Masure révèle l'affaire *Farewell* au journal télévisé. Il faut tout arrêter. *Farewell* est perdu. »

Mais *Farewell* est perdu, c'est bien exact, mais depuis près de trois ans. À la fin du mois de février 1982, la « taupe » a en effet cessé de venir aux rendez-vous fixés à Moscou avec son contact français.

Vetrov, qui mène une vie de plus en plus déréglée, a une maîtresse, Ludmilla. Apparemment, il a été trop bavard avec elle et elle le « tient ». Un soir, dans un parc, il tente de l'assassiner. Un passant s'interpose ; fou de rage, *Farewell* le poignarde. Ludmilla survivra, mais Vetrov l'ignore et se confesse à la milice. Jugé, condamné à vingt ans de réclusion, Vetrov est donc en prison lorsque débute l'enquête du KGB.

C'est l'enquête du KGB qui permet de démasquer Vetrov. À Moscou, après quelques interrogatoires, il passe aux aveux en septembre 1983. Vladimir Ippolitovitch Vetrov est condamné à mort le 14 décembre 1984. Environ un an et demi après que ses révélations ont permis l'expulsion de 47 Soviétiques de France et après l'arrestation de Manfred Rotsch, ingénieur en chef chez Messerschmitt, arrêté, après dix-sept ans d'espionnage, grâce aux informations transmises par *Farewell*.

## *Arne Treholt, un diplomate norvégien au service des Soviétiques… et des Irakiens*

Le 20 janvier 1984, Arne Treholt, qui se rend à l'aéroport d'Oslo, ne se doute pas un seul instant que sa carrière si prometteuse va être réduite à néant. Ce brillant diplomate, considéré comme l'un des espoirs du parti socialiste norvégien, nouvellement nommé porte-parole du ministère des Affaires

étrangères, travaille en effet pour le KGB depuis 1967. À l'époque, ses idées avaient de quoi séduire les Soviétiques : il prônait un antiaméricanisme féroce et se battait pour que la Norvège se retire de l'Otan.

Devenu rapidement le principal agent d'influence soviétique en Norvège, Treholt fournit surtout à Moscou des informations relatives à la politique norvégienne, comme l'affaire de la mer de Barents : nommé sous-secrétaire au ministère des Droits de la mer, il participe aux négociations de 1977 sur sa délimitation. Les négociations aboutiront à un traité qui défavorise lourdement la Norvège. Et pour cause : « Les Soviétiques connaissaient d'avance le moindre de nos mouvements ».

L'année suivante, il occupe un poste stratégique, à la mission norvégienne aux Nations unies. Durant son séjour aux États-Unis, il continue sans relâche à fournir des renseignements.

C'est à cette époque que le FBI, à la demande des Norvégiens, commence à le surveiller.

Devenu relativement riche, il joue fréquemment à la Bourse et entretient même un cheval de course.

Malgré les soupçons qui pèsent sur lui, il entre au Collège norvégien de défense, en 1982, où il a accès à des documents de l'Otan classés *cosmic top secret*, qu'il remet en main propre à son officier traitant Gennadi Fedorovitch Titov, qui sera le « résident » en Norvège jusqu'à son expulsion, en 1977, après l'affaire Haavik (Gunvor Galtung Haavik, secrétaire au ministère norvégien des Affaires étrangères, a travaillé pour les Russes pendant trente ans. Il le rencontre régulièrement à Vienne. Mais ces rendez-vous sont photographiés. Début 1984, le ministre des Affaires étrangères le désignera pourtant comme porte-parole durant la visite du secrétaire d'État américain, George Shultz.

Le 20 janvier, il est donc arrêté par la Sécurité norvégienne. Dans sa mallette on trouve 66 documents secrets, dont le contenu de l'entretien que le secrétaire d'État américain vient d'avoir avec son homologue norvégien. Treholt n'oppose aucune résistance.

Lors de son procès, en 1985, Treholt affirme à la cour qu'il est un diplomate « hors du commun qui a jeté des ponts entre l'Est et l'Ouest ». Et que les documents qu'il a transmis au KGB ne revêtaient aucun caractère confidentiel.

Victime de sa vanité, Treholt l'est aussi de sa cupidité.

Le tribunal d'Oslo le condamne en juin 1985, par un verdict en partie secret, dont seules quelques pages seront déclassifiées en 1991, à vingt ans de prison. Dans une lettre qui provoquera un nouveau scandale, il met en doute l'intégrité et l'objectivité des magistrats. Mais le matériel déclassifié en 1991 prouve que cette accusation est fausse.

Le secret ayant entouré certaines phases du procès s'explique par le fait que certains éléments ont été fournis par Oleg Gordievsky. Or, à cette époque, Gordievsky est à Moscou, où il fait l'objet d'une enquête du CE du KGB. La moindre fuite lui serait fatale.

Pour la justice, le traître est aussi un maître du bluff. Un bluff qu'il entretient en donnant des interviews (rémunérées).

## *Gordievsky, la « taupe » devenue écrivain*

Le vendredi 19 juillet 1985, Oleg Gordievsky, en tenue de sport, quitte son appartement moscovite sans éveiller d'inquiétude chez les hommes du contre-espionnage chargés de sa surveillance. Ils ont tort : le colonel Gordievsky ne reviendra

jamais de ce footing. Quelques jours plus tard, il passe clandestinement la frontière soviéto-turque avec l'aide du MI6 et se réfugie en Grande-Bretagne.

Fils de tchékiste, recruté en 1962 par la Première Direction principale (PDP) du KGB, Gordievsky occupera plusieurs postes au Centre, mais aussi à Copenhague.

C'est l'intervention des troupes soviétiques à Prague, en 1968, qui le fait douter du bien-fondé de son action au service de l'URSS. L'historien britannique Christopher Andrew écrira : « Lorsqu'il laisse planer son regard sur Moscou, Philby essaie désespérément de voir "les solides fondations d'un avenir qu'il entrevoyait à Cambridge". À l'inverse, Gordievsky a l'impression qu'il existe un véritable gouffre entre l'image mythique d'une société soviétique équitable et la sinistre réalité de la Russie de Brejnev. »

Lors de son deuxième séjour à Copenhague, il saute le pas et propose ses services aux Anglais du MI6.

Après un passage à Moscou, au début des années 1980, il est nommé à Londres et y devient « résident ». Ce sont les Anglais qui l'ont aidé à décrocher ce poste, en lui fournissant la matière de remarquables analyses de la stratégie de Margaret Thatcher. Impressionnés, ses chefs n'ont pas hésité.

## *Opération « Ryan » : nouvelle poussée de paranoïa à Moscou*

Ces années sont particulièrement pénibles pour la PDP. Tous les résidents sont mobilisés par l'opération *Ryan*, pur produit de la paranoïa ambiante à Moscou : *Ryan* est l'acronyme de *raketno yadernoye napadeniye* (« attaque de missiles nucléaires »). Évoquant cette période, Gordievsky expliquera : « Leonid Brejnev était devenu fou. L'insistance américaine à vouloir déployer des engins à moyenne portée l'avait

convaincu que l’Otan allait partir. Après sa mort, cela ne s’est pas arrangé. L’hystérie devait atteindre son apogée entre le 2 et le 11 novembre 1983, quand les Occidentaux, lors de manœuvres de routine, passèrent en revue leurs procédures de tir de l’arme atomique. Il n’y avait pas, à Moscou, plus d’une demi-douzaine de paranoïaques croyant à ces calembredaines d’apocalypse. Mais c’était les plus hauts personnages de l’État. »

Gordievsky multiplie alors les mises en garde sur l’état d’esprit des maîtres du Kremlin.

Trois ans plus tard, le 17 mai 1985, il est rappelé dans la capitale soviétique. Le télégramme qui l’en informe n’a rien de suspect, mais Gordievsky comprend rapidement que le Centre se doute de sa trahison. Il décide toutefois, contre l’avis de ses amis anglais, de se rendre en Union soviétique, où l’attend le général Krioutchkov, chef de la Premier Direction principale. On le questionne sur des transfuges soviétiques puis, un jour, on le drogue pour le faire avouer sa trahison. Gordievsky, qui sait qu’il risque d’être exécuté comme traître, part au sanatorium de Semionovskoïe, afin de se reposer et, surtout, de préparer son évasion.

Exfiltré par le MI6, il s’installe quelque part en Angleterre, et y participe à la rédaction d’un livre sur l’histoire du *KGB dans le monde*, avec l’historien Christopher Andrew.

L’ouvrage est d’autant plus intéressant qu’il permet, pour la première fois, d’avoir accès à l’appareil de renseignement soviétique.

Signe des temps : après sa défection, Gordievsky devra vivre caché, changeant régulièrement d’aspect physique et placé sous la protection permanente de la Special Branch de Scotland Yard.

## Les archives Mitrokhine

Dans les années 1990, les révélations de Gordievsky seront largement confirmées, et surtout complétées, par Vassili Mitrokhine.

Né dans l'Oural, en 1922, Mitrokhine, entré au KGB, sera en poste à Rome à la fin des années 1970 avant d'être affecté aux archives du KGB.

Passé à l'Ouest en 1992, il sera « pris en main » par le MI6 et fournira à l'historien Christopher Andrew, la matière des « archives Mitrokhine », puis du KGB à l'assaut du tiers-monde, qui livre l'identité de centaines d'officiers et agents (de renseignement ou d'influence) du KGB. Il décédera le 23 janvier 2004.

# *Edward Lee Howard, l'espion malchanceux*

Le 14 septembre 1986, les chefs de la CIA ruminent leur amertume : ils pourront suivre, à la télévision russe, l'interview d'Edward Lee Howard, un de leurs anciens agents passés à l'Est. Ce n'est pas tellement la teneur du discours de Howard qui les exaspère, mais plutôt la certitude que cet homme a ruiné des années d'efforts de l'Agence en URSS.

Né en octobre 1951, Edward Lee Howard flirtera avec le mouvement de contestation de la guerre du Vietnam. Les années suivantes le trouvent voyageant dans différents pays d'Amérique latine, mais certains amis le suspectent déjà de travailler, en fait, pour la CIA. Officiellement, ce n'est qu'en

janvier 1981 qu'il sera engagé par l'Agence, bientôt suivi par sa femme.

Membre de la section soviétique de la CIA en 1981, Edward Lee Howard subira, en 1982 et en 1983, une formation intensive. Outre des cours accélérés de russe, il est formé aux techniques de communication et mis au courant de plusieurs opérations. Il apprend également à mieux connaître l'agent dont il sera l'officier traitant désigné, un ingénieur en électronique spécialisé dans l'aviation du nom d'Adolf Tolkatchev.

Mais en 1983, il échoue au test du détecteur de mensonges. L'enquête de sécurité interne de la CIA révèle alors qu'il est alcoolique et toxicomane : en mai 1984, sa carrière d'agent américain s'achève définitivement.

Dans les deux années qui suivent, Howard voit son train de vie s'améliorer considérablement.

La CIA ne commencera, toutefois, à nourrir des soupçons à son encontre que le 24 juin 1985, quand la presse soviétique annonce l'arrestation de Tolkatchev (pour la CIA : *GTSPHERE*).

Un mois plus tard, Vitali Iourtchenko, un transfuge soviétique, livre à l'Agence des informations qui permettront d'identifier formellement Howard comme le traître qui est en train de livrer tout ce qu'il sait du SR américain à Moscou. Howard s'enfuit et refait surface, l'année suivante, dans la capitale soviétique.

Les informations livrées par Howard permettront l'expulsion de cinq agents américains. Mais surtout, Howard obligera Washington à renoncer à l'une des plus importantes opérations.

En 1979, les Américains avaient appris que le KGB entamait la construction d'un centre de transmission. Ayant infiltré un agent dans l'équipe technique chargée du câblage du bâtiment,

les hommes de la CIA étaient en mesure d'y faire poser des micros. Il « suffisait » alors d'envoyer des équipes dans les conduits d'égout voisins pour capter les conversations. L'opération durera dix ans et elle se serait certainement prolongée sans la défection de Howard.

# Chapitre 39

# Du côté des satellites

***Dans ce chapitre :***

- Un service terrifiant pour l'Albanie
- Dix-sept ans de camp pour un journal intime
- À Bucarest, Ubu roi
- Une pieuvre à Berlin-Est
- Un surdoué pour le renseignement est-allemand

Presque chaque pays de l'Est avait quelque chose d'« atypique » dans sa manière de poursuivre ses propres activités de renseignement.

Ainsi, la DS bulgare traquait les opposants à Todor Jivkov avec une violence qui ne devait pas tellement plaire au KGB : celui-ci pouvait penser que, en cas de problème, c'est l'ensemble du bloc socialiste qui serait montré du doigt.

Les experts estiment que, dans les années 1980, le SB polonais essaya de dissimuler certains agissements, entre autres des recrutements, au « grand frère ».

Mais c'est dans les quatre pays que nous allons maintenant étudier que les « spécificités » étaient les plus marquées.

# *La sinistre Sigurimi : Ubu au Pays des aigles*

Le cas de l'Albanie est évidemment le plus évident, ce pays ayant quitté à la fin des années 1950 l'orbite soviétique.

À la libération, c'est Mehmet Shehu, le bras droit d'Enver Hoxha, le chef du Parti du travail d'Albanie, qui a pris en main le ministère de l'Intérieur et organisé la Sigurimi.

Mais le parti se confond avec Enver Hoxha, qui règne sans partage. L'Albanie d'Enver Hoxha est un pays totalement fermé. Quelques diplomates, des enseignants, une poignée de journalistes, homme d'affaires aventureux, et des groupes de sympathisants maoïstes seront, des décennies durant, les seuls à fréquenter l'hôtel Dajti.

L'un des auteurs de ce livre se rendra à Tirana, à la fin des années 1970, sous couverture d'un groupe de sympathisants. Il constatera qu'en plein centre la capitale existe une rue totalement « fermée ». C'est là que résident Hoxha et les membres de la direction, dans de très confortables villas.

Chacun des faits et gestes des visiteurs est évidemment scruté par les hommes de la Sigurimi.

## *Un paradis coincé entre le bloc soviétique et la Yougoslavie*

L'ambiguïté albanaise veut que ce pays fermé ne soit pas étanche à la mauvaise influence de l'Occident : il n'est situé qu'à une encablure de l'Italie. Radio et télévision italiennes jouent donc un rôle considérable.

Dans les premières années du régime, le pays fera face à de très réelles menaces des pays « impérialistes », et en particulier de la Grande-Bretagne, qui tente de déstabiliser Enver Hoxha.

En 1954, Mehmet Shehu cède son poste à son beau-frère Kadri Hasbiu. C'en est fini des tentatives d'infiltration, mais la Sigurimi reste vigilante. Elle combat non seulement les « pro-occidentaux », mais aussi les « titistes » et les « révisionnistes » ; comprenez, les rares partisans de Moscou. Et bien entendu, les croyants.

Jusqu'au début des années 1980 existait en plein cœur de Tirana un Musée contre la religion, qui aurait été hilarant si la réalité n'avait pas été aussi brutale.

Encore faut-il bien avoir présent à l'esprit que la plupart des victimes des purges n'ont rien fait de plus que de croire qu'il y a, au sein du parti, un espace possible pour la discussion et le « débat idéologique ». C'est compter sans la paranoïa d'Enver Hoxha.

Hoxha a en effet fait sienne la doctrine qui forme le cœur du stalinisme et permet tous les excès : durant la construction du socialisme, « la lutte de classe » s'accentue puisque les forces obscures de la réaction et de la contre-révolution tentent d'infiltrer l'avant-garde des travailleurs (le parti communiste) pour saboter son travail et le faire dévier de sa juste voie.

Munis de ce précieux viatique, les « combattants du front secret » (renseignement et contre-espionnage) vont faire des merveilles…

## *Dix-sept ans de camp pour un journal intime…*

Ainsi, au début des années 1970, le directeur de la radio-télévision d'État se hasarde-t-il à programmer un peu de jazz. Mal lui en prend. Le directeur de la RTS est donc arrêté, avec quelques autres.

Au cours d’une perquisition, la Sigurimi découvre le journal intime de son fils, Fatos Lugonia, alors âgé d’une vingtaine d’années. « Propagande antisocialiste ! »

Fatos Lugonia en 1999 : « J’ai été condamné à neuf années de camp… » Pour commencer, car, alors qu’il est déjà détenu, voici le jeune homme impliqué dans un autre « complot » que l’on découvre fort opportunément dans des camps : il est condamné, secrètement et sans être présent, à huit années de plus. Au total, Fatos Lugonia passera donc dix-sept ans en détention ! Il ne sera libéré qu’au changement de régime, au début des années 1990.

## *Les services de sécurité touchés par la répression*

L’appareil de sécurité lui-même et le sommet du pouvoir n’échappent évidemment pas à la répression. Certains cadres sont poussés au suicide. C’est le cas du commissaire politique de la garde nationale. En 1980, c’est le ministre de l’Intérieur, Kadri Hasbiu. Il est fusillé après un simulacre de procès. Un an plus tard, c’est Mehmet Shehu lui-même qui se suicide (de nombreux observateurs estiment qu’il a quelque peu été « aidé » par la Sigurimi).

## *Le difficile travail de la Sigurimi à l’étranger*

La Sigurimi s’emploie aussi, tant bien que mal, à « travailler » à l’étranger. La chose est loin d’être aisée puisque Tirana n’entretient de relations diplomatiques qu’avec très peu d’États. Au nombre de ceux-ci, la France. À la fin des années 1960 et dans les années 1970, c’est d’ailleurs en France que viendront se perfectionner quelques dizaines de jeunes étudiants albanais. Bon investissement : trente ans plus tard, le président de la République, un président du Parlement,

plusieurs dirigeants, des intellectuels se souvenaient avec émotion de ces années passées à Nice ou à Paris.

## *Hasan Luci, un Albanais à Paris*

En novembre 1961, l'un des trois diplomates de la petite mission albanaise à Paris est un officier de la Sigurimi, Hasan Luci.

Quelques mois après son engagement, Hasan Luci part pour Moscou, avec un groupe de « nouveaux » qui iront étudier à l'École 101, le centre de formation du KGB.

Luci passera trois ans dans cette école, à raison de dix heures de cours par jour et presque sans congés.

Lorsqu'il arrive à Paris, en 1961, l'ambassade, qui ne compte donc que trois diplomates, est compétente pour la France, la Suisse et le Benelux. Faute de personnel, tout le monde doit faire tout. Et Hasan Luci est le seul représentant du renseignement à Paris et se livre au contre-espionnage offensif.

« Je me suis retrouvé en France à une période particulièrement critique, raconte Luci. Nous venions de rompre avec les Soviétiques. J'étais là pour tenter de découvrir si l'Otan, qui était basée, à l'époque, à Paris, nourrissait des projets hostiles à notre égard.

« Mais nous avions très peu de moyens. Je suis arrivé à recruter quelques agents. Ne pouvant leur offrir d'argent, j'essayais de les motiver par l'idéologie. »

« Par contre, il m'était strictement interdit d'utiliser les structures maoïstes existantes. »

Et précisément, Hasan Luci se trouve à Paris, en mai 1968, lorsque se déclenche le mouvement protestataire dans lequel

les organisations maoïstes prochinoise et proalbanaise se feront, pour la première fois, remarquer. J'ai tout de suite pensé que ce n'était pas très sérieux. Depuis Tirana, on m'interrogeait chaque jour : "Mais qu'est-ce qui se passe, est-ce que le régime gaulliste est menacé ?" Et moi je rédigeais des messages pour expliquer que cela n'irait pas très loin… »

Hasan Luci passera à Paris, en tout, quatorze ans avant de rentrer à Tirana pour un poste de direction au contre-espionnage.

Puis il quittera ses fonctions pour aller enseigner à l'Académie du renseignement. Cette position en retrait lui vaudra peut-être de passer à travers toutes les purges.

Encore une preuve nous disant à quel point le régime Hoxha était obtus et fermé. Elle nous a été racontée par Tatiana Gjonaj, la première étudiante albanaise autorisée à poursuivre sa formation en France : « J'étais à Paris depuis un an et je voulais envoyer quelque chose ma mère. J'ai une idée toute simple : je me suis fait photographier, dans ma plus belle robe, au pied de la tour Eiffel. J'ai confié la photo à Hasan Luci. Nous savions ce qu'il faisait, mais avec nous, les étudiants, il était vraiment gentil. À la frontière albanaise on le fouille, on trouve la photographie et un policier lui dit : "C'est quoi, ça ? – Rien, la photo d'une de nos étudiantes à Paris, c'est pour sa maman… – Cela pourrait aussi être une actrice occidentale." »

Et la photographie sera confisquée.

## *Les « enveristes » pris entre la Sigurimi albanaise et l'UDB yougoslave*

L'un des principaux adversaires de la petite Albanie sera la Yougoslavie de Tito. Soutenus par les missions anglaises du SOE, les hommes de Tito ont laminé la Résistance nationaliste

du général Mihaïlovic, les Tchetniks. Mais certains groupes tchetniks sont encore actifs. La première tâche de Marko Rankovic, le chef de l'appareil de sécurité, sera de les écraser. C'est dans ce but qu'il crée l'Ozna (Odeljenje za Zastitu Naroda, ou « Direction de défense du peuple »). Après que les derniers Tchetniks ont été éliminés, l'OZNA devient l'UDB (Uprava Drzavne Bezdenosti).

Tito s'acheminant vers la rupture avec Moscou, l'un des objectifs de l'UDB sera de repérer les « agents de Moscou », les « Kominformistes ».

Les plus chanceux passeront cinq à dix ans en prison avant d'être libérés. C'est de la rupture entre Tito et Staline que date la haine qu'Enver Hoxha voue à Belgrade. Tirana a peur, si le conflit entre Yougoslaves et Russes s'envenime, d'en faire les frais.

Curieuses relations, cependant, que celles entretenues entre ces deux capitales balkaniques dissidentes. Au plus fort de l'antagonisme politique les services de sécurité, eux, poursuivaient une collaboration discrète mais bien réelle. Et sinistre !

À compter des années 1960, un mouvement oppositionnel fort se développe dans la province du Kosovo, autour de la question nationale albanaise. De jeunes universitaires et intellectuels albanophones se regroupent et seront rapidement désignés comme les « enveristes ». Les « enveristes » sont traqués, arrêtés et condamnés à de longues peines de prison. Certains, une poignée, pas plus, arrivent à fuir vers l'Albanie, où ils pensent trouver un refuge. Fatale erreur : aussitôt passé la frontière, ils sont arrêtés et livrés à la Sigurimi. Ainsi, UDB et Sigurimi marchent, dans certains domaines en tout cas, la main dans la main, et les « spécialistes albanais » pouvaient compter sur la collaboration de leurs collègues yougoslaves pour instruire le procès d'opposants kosovars qui seraient un jour condamnés pour… espionnage au profit de Belgrade !

# *Le régime roumain contre les Russes et… la méditation transcendantale*

En août 1944, un gouvernement antifasciste largement ouvert aux communistes voyait le jour.

Conformément aux accords passés entre les alliés occidentaux et Staline, la Roumanie, comme la Tchécoslovaquie, devait appartenir à un groupe de pays qui ne dépendraient ni de Moscou ni de l'Occident.

À compter de ce moment, les communistes concentrèrent leurs efforts sur le noyautage des ministères et des administrations « de force ». Le ministère de l'Intérieur était l'une de leurs cibles principales. En décembre 1947, le « rideau de fer » tombait sur la Roumanie. Les services de sécurité allaient alors devenir l'instrument personnel d'un homme : Nicolae Ceaucescu.

En 1972, alors que la lutte pour le pouvoir atteint son paroxysme à Bucarest et que les blindés russes, dit-on, s'apprêtent à y remettre un peu d'ordre, le général Ion Serb, vice-ministre de l'Intérieur, est arrêté, et accusé d'« espionnage au profit de l'URSS ». Sur ordre de Nicolae Ceaucescu, l'un des chefs des services secrets lance alors une formidable opération de désinformation.

Alors que Serb est enfermé au secret, des agents roumains font courir le bruit qu'il a été fusillé. En fait, Serb, après un procès à huis clos et quatre années de prison, sera libéré et discrètement envoyé travailler dans une ferme collective.

Dix ans plus tard, c'est une autre affaire qui secoue les « organes » : un groupe d'officiers accusés de… s'adonner à la méditation transcendantale sont expulsés du ministère de l'Intérieur. Au nombre des bannis, le général Vasile Moise, lui aussi vice-ministre.

C’est au sein de ce ministère qu’évolue l’un des plus sinistres « services » d’Europe de l’Est : le Département de la sécurité de l’État, ou Securitate.

## *La Securitate, de sinistre mémoire*

Le fer de lance de la Securitate, c’est le Directorat des enquêtes. C’est lui qui recrute des agents. C’est lui qui collecte et contrôle les « biographies » qui servent à détecter toute possibilité de déviance. Il se livre à des perquisitions secrètes et à des filatures et influence jusqu’aux tribunaux.

Le fait de posséder une machine à écrire non déclarée est évidemment considéré comme une grave atteinte à la sécurité de l’État.

Le Directorat des opérations techniques, lui, se charge de la « sonorisation » des locaux publics et privés et de l’écoute des lignes téléphoniques. Pour être complet, ajoutons que le Directorat IV est celui du contre-espionnage militaire et que le Directorat V est chargé de la surveillance des cadres supérieurs et de leur protection physique.

Dernière précision : la Securitate emploie officiellement un peu plus de 8 000 agents et officiers, mais elle peut compter sur une centaine de milliers d’indicateurs…

## *Le DIE infiltre l’émigration roumaine*

Autre « organe » roumain, le DIE (« Direction du renseignement extérieur ») est chargé de l’espionnage hors des frontières roumaines. Il collabore évidemment étroitement avec la Securitate mais aussi avec le Deuxième Bureau de l’état-major général, avec l’aide des « conseillers » soviétiques.

Pivot du DIE, le Directorat des opérations porte la responsabilité de la collecte du renseignement et de la conduite de l'activité clandestine hors des frontières. Sa « Brigade SD » regroupe 300 officiers qui ont également la haute main sur les transferts légaux de technologies dites « à double usage » et les transferts illégaux de matériels dont la vente est interdite au bloc communiste.

La mission de la Brigade des émigrés coule de source : fondus dans la masse des 600 000 émigrés vivant principalement aux États-Unis, en France et en Allemagne fédérale, ses officiers surveillent la diaspora mais tentent également de recruter des agents.

Le Service D est chargé des « mesures actives », de la propagande clandestine et de la désinformation, tandis que le Service Z maintient les contacts avec les groupes terroristes ou mouvements de guérilla.

## *Ion Pacepa, le « défecteur » qui savait tout*

Bien que formant le cœur du régime, la DIE n'est pas à l'abri des défections. Ainsi l'un de ses vice-directeurs, le général Ion Pacepa, passe à l'Ouest en 1978.

Patron de la DIE, l'homme est, en effet l'un des conseillers les plus proches et les plus écoutés de Ceaucescu.

Mais Ion Pacepa n'est pas seulement le domestique zélé de la famille Ceaucescu. C'est lui également qui a la haute main sur le recrutement des principaux agents étrangers de la DIE ou qui, sur ordre de Ceaucescu, essaiera d'embaucher le propre frère du président Carter.

L'arme principale de la DIE, c'est la réputation d'indépendance de Ceaucescu. Certes, il est communiste, mais l'homme est opposé à Moscou.

Une réputation qui relève largement de la légende : certes le dictateur de Bucarest est jaloux de son indépendance, mais il sait fort bien que celle-ci ne lui procure, au mieux, qu'une certaine marge de manœuvre. La DIE et le renseignement soviétique collaborent étroitement.

## *Les Roumains aiment trop la France*

Le 1er avril 1984, en début de matinée, sans un cri, un homme tombé du troisième étage de l'ambassade de Roumanie à Paris vient s'écraser sur le trottoir de l'avenue Bosquet. Début et fin d'une possible histoire d'espionnage. Les Roumains, grands seigneurs, expliqueront que la victime, Nicolae Iossif, un ouvrier chargé de réparations, a mis fin à ses jours dans un moment de déprime. De déprime noire sans doute : avant de se jeter par la fenêtre, Iossif a pris soin de se planter un poignard dans le cœur.

Règlement de comptes pour une sombre affaire de trafic ? Mystère. Une seule certitude : même si la Securitate n'a (peut-être) rien à voir dans cette affaire, elle a pris l'habitude de se comporter en France comme en terrain conquis…

L'une des plus importantes opérations jamais menées en France par le SR roumain sera, sans nul doute, l'organisation, au début des années 1960, d'un réseau particulièrement offensif dirigé contre l'Otan par le lieutenant-colonel Mihail Caraman.

Caraman va recruter une demi-douzaine d'agents français. C'est Dan Jacobescu, qui vendra le réseau à la DST en 1969. Tombent entre autres dans les mailles du filet le documentaliste de l'Otan Francis Roussilhe et un diplomate.

La décision est assez logique, au fond : le Français est toujours très présent en Roumanie, et les compatriotes se sentent, à Paris, comme des poissons dans l'eau…

Mais la démence de Nicolae Ceaucescu sera à l'origine d'une véritable faillite du renseignement roumain en France.

Le 20 mai 1982, l'écrivain roumain dissident Virgil Tanase disparaît en plein Paris.

Le 9 juin, François Mitterrand, dans une conférence de presse, affirme que si un État étranger est à l'origine de cette disparition, la France réagira comme il se doit. Puis, le 31 août, c'est le coup de théâtre : Tanase fait sa réapparition avec un parfait inconnu qui se présente comme le « commandant Z » de la Securitate. Mythomanie ? coup de pub douteux pour l'écrivain ? Non : vrai complot.

« Z », c'est Matei Pavel Haiducu (de son vrai nom : Matei Pavel Hirsch), dit *Visan*. Illégal, chargé d'assassiner Tanase mais aussi l'écrivain Paul Goma, il a préféré se confier à la DST. Celle-ci, avec l'accord de son ministre, Gaston Deferre, a organisé la disparition de Tanase, le temps de faire venir en France, la famille de Haiducu. La DST ne tardera pas à toucher les dividendes de sa bonne action : Haiducu expose les véritables rôles de plusieurs diplomates roumains filmés à leur insu par Antenne 2 devant leur ambassade, à commencer par Dimitriu Aninoiu, l'ambassadeur. Les officiers n'auront d'autre choix que de quitter la France.

## *Les 500 000 informateurs et les quatre millions de dossiers de la Stasi*

Le quatrième « cas particulier » est celui de l'Allemagne de l'Est. Les dirigeants communistes est-allemands mettront autant de méthode à surveiller leurs compatriotes que le firent, en leur temps, les nazis. La Stasi (Sécurité d'état) est bien le véritable « cœur de l'État ».

Dans les étages règne le maître des lieux, Erich Mielke.

Pour le seconder dans ses efforts, il peut compter sur le dévouement de plus de 100 000 officiers et agents et de plus de 500 000 informateurs volontaires ou forcés : 1 Allemand de l'Est sur 24 a été, est ou sera un indicateur de la Stasi !

Les informateurs se recrutaient dans tous les milieux de la société et que les intellectuels les plus en vue et les plus « libéraux » n'étaient pas à l'abri de la compromission. Ainsi, le dramaturge Heiner Müller (noms de code *Zement* ou *Heiner*). De même que Christa Wolf (*Margarete*), romancière de talent.

À régime totalitaire police « totale » : même le sport est une affaire de police. La plupart des dirigeants de fédérations sportives de Berlin-Est émargeaient à la Stasi.

Pour ce faire, tout était bon, depuis l'administration de produits dopants tellement puissants que certaines athlètes féminines développeront d'affolants caractères masculins.

Certains accusent même les médecins de la Stasi d'avoir mis sur pied un véritable « trafic d'organes » à destination de l'Allemagne de l'Ouest. Une certitude, en tout cas : c'est bien la Stasi qui dirigeait le service médical chargé des transplantations d'organes.

Mais si la Stasi fait régner la terreur à l'intérieur des frontières est-allemandes, les services spéciaux de Berlin-Est sont aussi, à l'extérieur, une formidable machine de renseignement. Ils le doivent en grande partie à l'incontestable talent du maître espion Markus Wolf.

## *Markus Wolf, l'espion devenu une légende*

Né le 19 janvier 1923 à Hechingen, près de Stuttgart, dans une famille juive, Markus Wolf se retrouve à Moscou en 1934. Durant l'été 1942, le jeune Markus fréquente l'école secrète de formation des cadres du Komintern, puis il travaille à la radio du PC allemand, à Moscou. Dès le 30 avril 1945, Markus Wolf est de retour dans la capitale.

Le 6 juin, il entre à la rédaction de la *Berliner Rundfunks*, où il travaillera sous le pseudonyme de *Michael Storm*. Le 3 novembre 1949, Wolf s'installe à Moscou : il est premier conseiller à l'ambassade de la RDA. Enfin, en septembre 1951, Wolf est convoqué au Comité central du SED, le parti communiste, où le responsable des Affaires internationales, Anton Ackermann, lui annonce qu'il a été choisi pour être l'un des premiers membres des services secrets est-allemands, l'APN. Cet embryon de SR offensif se camoufle derrière la façade d'un banal centre d'études économiques, l'Institut für Wirtschartswissenschaftliche Forschung (IWF).

Wolf est rapidement versé au contre-espionnage, où il est l'adjoint de Gustav Szinda, le chef du département. La tâche la plus importante du service se révélera être l'envoi de dizaines de jeunes, à charge pour ces derniers de se noyer dans la masse.

À l'automne 1953, l'IWF est rattaché au ministère de l'Intérieur (MFS), dirigé par Ernst Wollweber. Wolf est alors chef du service appelé Service XV. À 29 ans, il est le plus jeune chef d'un SR en Europe.

Dès cette époque, Wolf commence à monter les opérations qui contribueront tant à sa gloire. En août 1954, le travail clandestin du Service XV est mis en lumière par le passage à l'Est de Franz Karl Schmitt-Wittmach, l'un des dirigeants de la CDU, le parti chrétien-démocrate ouest-allemand.

Enfin, en novembre 1957, est créé le HvA, ou Hauptverwaltung Aufklärung, dont Markus Wolf garde la

direction.

Doté d'un flair infaillible, le jeune chef de l'espionnage va inscrire à son palmarès quelques-unes des plus belles opérations de renseignement du bloc communiste.

Il n'est pas excessif d'estimer que Wolf et ses hommes activent des centaines de « taupes » : ses réseaux sont tellement denses qu'aucun secret gardé en RFA ne peut lui échapper plus de quelques jours.

Et, étant donné la place occupée par l'Allemagne dans la défense occidentale et dans la construction de l'Europe, l'intérêt de ces informations est, souvent, immense.

Malgré sa réussite, Wolf n'a pas que des amis.

On ne possédait, avant 1989, quasiment pas de photographie, mais dans le monde du renseignement sa réputation est telle qu'on pensera longtemps qu'il a inspiré John Le Carré.

Le moindre de ses ennemis n'est certainement pas Erich Mielke, le ministre de la Sécurité.

Mais notre maître espion a de puissantes protections : il est l'homme de Moscou à Berlin-Est. Jouissant de la nationalité soviétique, protégé personnel de Iouri Andropov, Wolf est d'abord un homme du renseignement soviétique.

## *Un recrutement ciblé*

Laissons-le s'expliquer : « Je pense que mes hommes et moi, nous avons utilisé toutes les méthodes traditionnelles de recrutement. Et que nous avons aussi utilisé des moyens de pression, l'argent, ou le sexe […]. Mais la chose la plus importante, c'est que nous essayions d'avoir des approches très ciblées […]. Ce que nous attendions d'un agent dépendait de

ses possibilités. Et il s'est avéré qu'un simple sergent dans l'armée américaine ou un employé d'un service technique à Bonn étaient peut-être plus importants et alignaient de meilleurs résultats qu'un secrétaire d'État, un haut fonctionnaire ou un gradé de haut rang… »

La Stasi se procurera, grâce à ses « taupes », les codes et procédures d'accès aux principaux fichiers permettant d'accéder aux données concernant les habitants de Berlin-Ouest. Et ils peuvent écouter, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, plus de 500 000 lignes téléphoniques en Allemagne de l'Ouest.

## Vingt-six « taupes » exemplaires…

En décembre 1991, les services spécialisés d'Allemagne de l'Ouest estimaient que de 5 000 à 6 000 agents de l'ex-RDA n'avaient pas encore été découverts et que 500 agents (!) devraient sans doute être considérés comme des espions de tout premier plan et prononcer une centaine d'inculpations.

Un rapide passage en revue de quelques « taupes » de Berlin-Est permet de comprendre à quel point Wolf et ses collaborateurs avaient pénétré les sphères du pouvoir ouest-allemand.

**Hans Mario Bauer**, collaborateur du SPD (parti social-démocrate). Recruté en 1976, il travaillera jusqu'en 1989. Arrêté en octobre 1992.

**Ute B.**, employée du contre-espionnage ouest-allemand. Arrêtée en décembre 1990 à Hanovre.

**Klaus Croissant**, ex-avocat des membres de la Bande à Baader, travaillera quelques années pour Berlin-Est (nom de code : *Taler*). Arrêté le 14 septembre 1992, il est condamné à vingt et un mois de prison avec sursis.

**Rolf Dobbertin**, chercheur en physique. Chargé de recherche, sous contrat du CNRS à l'université de Paris VII (Jussieu), il est arrêté en janvier 1979 pour « intelligence avec une puissance étrangère » et passe quatre ans en préventive. Condamné, en juin 1990, à douze ans de prison.

**Elke Falk**, secrétaire au ministère de la Coopération. Elle a travaillé, de 1974 à 1977, avec le chancelier Helmut Schmidt. Arrêtée en mars 1988.

**Gerhard Flaemig**, député social-démocrate de 1963 à 1980, chargé des questions nucléaires au sein du SPD. Travaillera pour Berlin-Est jusqu'en 1989.

**Gerhard G.**, expert de la Stasi au sein du CE de Bonn, il disparaît en 1982. Retrouvé et arrêté en Thuringe (ex-RDA) en décembre 1990.

**Gisela G**., engagée par la Stasi en 1968 pour repérer des fonctionnaires ouest-allemands. Arrêtée à Hanovre en décembre 1990.

**Ingrid Garbe**, employée à l'Otan. Séduite par Christophe Willer, elle lui transmettra les documents secrets. Arrêtée le 2 février 1979.

**Thomas Gundelach**, accusé d'avoir livré des informations secrètes de haut niveau à la RDA. Il

reconnaît avoir entretenu des relations confidentielles avec des représentants de Berlin-Est.

**Herbert K.**, journaliste à la *Deutsche Welle*. Travaille pour le HvA de 1977 à 1989. Chargé de faciliter l'introduction d'une autre « taupe » au sein du MAD (Militärischer Abschirmdienst, SR militaire de Bonn).

**Lutz Krusche**, journaliste et ancien président de l'Association des étudiants nationaux-démocrates (NHB, extrême droite), il touchera 380 000 marks pour des informations transmises à la RDA.

**Klaus Kuron**, haut responsable du contre-espionnage ouest-allemand. *Stern* pour le HvA, il touchera 730 000 marks de 1982 à 1990. Au moment de l'unification allemande, il négociera son passage au KGB mais y renoncera. Condamné à douze ans de prison le 7 février 1992.

**Ursel Lorenzen**, proche collaboratrice de l'Otan. Disparaît à Bruxelles, le 5 mars 1979, et réapparaît trois jours plus tard à… la télévision est-allemande. Elle aurait été manipulée par son amant, Dieter Will.

**Sonia Lueneburg**, secrétaire de Martin Bangemann, figure importante de la vie politique allemande (il sera ministre de l'Économie et commissaire européen). Accusée d'espionnage, elle sera arrêtée dans la région de Berlin, en juin 1991.

**Rainer Mueller**, diplomate ouest-allemand, il aurait travaillé pour les SR de 1974 à 1989 pour des « raisons idéologiques ». Arrêté en 1994 alors qu'il était ambassadeur de RFA au Gabon.

**Holger Oerhens**, chef d'édition régionale du *Bild Zeitung*. Aurait informé le HvA sur le groupe Springer, superpuissance de la scène médiatique.

**Werner R.**, haut fonctionnaire au ministère de l'Intérieur de Bonn. Arrêté en novembre 1991.

**Karl-Heinz Rode**, spécialiste des questions économiques et commerciales. Travaillera de 1975 à 1989. Arrêté en octobre 1991.

**Rainer et Ann-Christine Rupp**, alias *Topaze* et *Turquoise*, tous deux employés par l'Otan à Bruxelles. De 1977 à 1988, Rupp et son épouse anglaise transmettront 1 737 documents ultra-secrets à la RDA. Arrêtés en juillet 1993, *Topaze* et *Turquoise* ont été condamnés, respectivement à douze ans et à vingt-deux mois de prison.

**Dirck Schneider**, l'un des responsables des Verts en RFA. Informe Berlin-Est sur les militants « verts » ayant des relations avec les dissidents.

**Klaus von Raussendorf**, diplomate, travaillera de 1960 à 1989. Numéro deux de la représentation ouest-allemande à l'Unesco. Il sera condamné, le 20 juin 1991, à six ans de prison.

**Stein Viksveen**, journaliste norvégien au quotidien *Stavanger Aftenblad*. Inculpé en janvier 2000.

**Heinz Helmuth Werner**, chiffreur à l'Otan. Arrêté en Allemagne le 3 avril 1990. Il aurait travaillé vingt ans pour le renseignement est-allemand.

**X**, infiltré au ministère de la Défense, il livrera, pendant vingt et un ans, des documents top secret sur

les armements de l'Otan. Condamné à dix ans de prison en mai 1992. Son identité n'a pas été révélée.

## *Günter Guillaume, la « taupe » qui fera tomber Willy Brandt*

Le 24 avril 1974, la police ouest-allemande procède à l'arrestation de Günter Karl Heinz Guillaume et de son épouse, Christel, qui s'apprêtent à fuir à l'Est.

Proche conseiller du chancelier Willy Brandt, Guillaume n'a, aux yeux du contre-espionnage ouest-allemand, qu'un seul défaut. Sous son véritable nom de Peter Lohse, il est capitaine de l'armée du peuple est-allemande et agent de Markus Wolf.

Installé à Berlin-Ouest en 1956, Guillaume a pris le temps de se construire une couverture : il est « programmé » pour devenir *Führung-Officier* (FO), c'est-à-dire « officier traitant » (OT). En 1970 il commence à graviter dans l'entourage de Brandt. En quatre ans, Guillaume inondera les services est-allemands d'une véritable marée d'informations ultra-confidentielles concernant le SPD, le gouvernement de Bonn, l'Otan, les rapports franco-allemands et la construction européenne.

Mais le contre-espionnage de Bonn est déjà sur les traces du couple.

Une vérification des messages radio permettra de découvrir un élément décisif : Berlin-Est, comme Moscou, a en effet l'habitude de féliciter ses agents pour leur anniversaire. Or plusieurs télégrammes de ce type ont été envoyés à un couple d'agents non identifiés à des dates qui correspondent à celles de la naissance de Günter et de Christel. Il n'en faudra pas plus : identifié au printemps 1973, le couple est arrêté un an plus tard après une longue surveillance.

Après avoir déclaré devant le Bundestag que Guillaume ne pouvait avoir accès à ses dossiers confidentiels, Willy Brandt se verra forcé de revenir sur sa déclaration. Brandt devra démissionner.

Pour Markus Wolf, c'est une défaite politique grave : « Nous savions que Brandt pratiquait, et allait approfondir son Ostpolitik qui recoupait nos propres intérêts stratégiques. Nous n'avions aucun intérêt à le faire tomber. Bien au contraire ! »

Condamné à treize ans de prison, Günter Guillaume sera échangé en 1981. Il meurt le 9 avril 1995, à l'âge de 68 ans.

## *Le terrorisme, une arme de Berlin-Est ?*

Nom : Weinrich.

Prénom : Johannes.

Date de naissance : 21 juillet 1947.

Pseudonymes : *Steve*, *Schneider*.

Fonctions : a été, dans le « Groupe Carlos », responsable des relations avec les autres groupes terroristes.

Telle pourrait être la fiche de Johannes Weinrich, le lieutenant du terroriste Carlos, arrêté au soir du 1er juin 1995, dans la banlieue d'Aden (Yémen).

Les informations seraient justes mais incomplètes : Johannes Weinrich a été le contact entre Carlos et la Stasi est-allemande.

Johannes Weinrich est à peine âgé de 20 ans quand il crée en 1967, avec Wilfried Böse, les Cellules révolutionnaires, un

groupe de l'ultragauche allemande dont émergera le Groupe Baader-Meinhof. On est alors en pleine guerre du Vietnam, et les intérêts américains en Allemagne sont les premières cibles du tandem.

Leur activisme forcené ne tarde pas à leur attirer l'attention de l'un des patrons légendaires de la scène terroriste internationale : Waddi Haddad.

Cofondateur du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) avec Georges Habache, Waddi Haddad dirigera les opérations avant d'acquérir une indépendance réelle et de faire de son département, le Commandement des opérations spéciales à l'étranger (Cose), une organisation à part entière. Il mourra d'une leucémie le 28 mars 1978.

C'est Haddad qui présentera Weinrich à l'un de ses protégés : Illitch Ramirez Sanchez dit Carlos. Arrêté le 24 mars 1975 à Francfort après avoir, pour le compte de Haddad, dirigé une action, qui a échoué, contre des avions d'El-Al à Orly, Weinrich est libéré pour raisons de santé et passe dans la clandestinité.

Ayant rejoint Carlos en Syrie, il deviendra son principal adjoint.

Mais, quand Carlos lui demande de nouer un contact avec la Stasi, il ignore que Weinrich collabore déjà avec ce service : enregistré sous le nom de *Schneider*, il reçoit ses consignes des colonels Harry Dahl et Helmuth Voigt, qui le considèrent comme un « agent modèle »…

Fort de ses contacts à la Stasi, c'est Weinrich, que tout le monde appelle *Steve*, qui négocie la possibilité, pour son chef et ses amis, de s'installer à Budapest.

La Stasi se sert des membres du groupe pour amasser des informations, notamment sur les centrales nucléaires françaises

dans lesquelles travaillent un certain nombre de scientifiques arabes.

Mais Weinrich va plus loin, et il entre en relation avec la Securitate roumaine, qui versera près d'un demi-million de dollars à Carlos pour un attentat contre Radio Free Europe en février 1981 et la préparation du meurtre d'un opposant roumain réfugié en France. Weinrich proposera même à la Libye d'éliminer Ronald Reagan et Anouar el-Sadate.

## *La Stasi, complice d'un attentat antifrançais à Berlin…*

Lorsque le groupe passe à nouveau sous la tutelle de Damas, au début des années 1980, Weinrich se voit doté d'un passeport diplomatique au nom de Farid Radward. C'est pour le compte de Damas, et avec la complicité tacite de la Stasi, qu'il organisera, sur ordre de Carlos, le plasticage de la Maison de la France à Berlin-Ouest, le 25 août 1983.

Mais l'attentat de Berlin se retournera contre le Groupe. Désormais traqués par les hommes de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) française, Carlos et ses amis sont désormais trop encombrants : la Stasi les lâche.

Pour Carlos et *Steve*, l'heure de la préretraite a sonné. Ils se contentent désormais de gérer leur fortune et de servir de conseillers pour des services spéciaux arabes qui continuent à manipuler des groupes terroristes. Les deux hommes vivent à Damas, mais Weinrich conserve des relations étroites avec le Yémen, qui lui procure un faux passeport diplomatique au nom d'Abdul Nabi Mohamed Hussein.

## *La DST fait tomber Carlos*

En août 1994, alors que Carlos tombe dans les filets tendus par le colonel Philippe Rondot, consultant de la DST pour les affaires terroristes, Weinrich se trouve à Damas. Expulsé de Syrie, il se réfugie au Yémen. Il échappe de peu, début 1995, à un commando du Service Action de la DGSE à Djibouti pour le capturer. Mais les services spéciaux français finissent par le « loger » à Aden, où une équipe le photographie et relève ses empreintes sur la vaisselle d'un restaurant.

Formellement identifié, il fait alors l'objet d'une demande d'arrestation de Bonn et est interpellé dans la soirée du 1er juin.

# Chapitre 40

# Les guerres de décolonisation et le Vietnam

***Dans ce chapitre :***

- En Indochine, une guerre pour rien
- En Algérie, torture et manipulations
- La lucidité de l'Agence à Saigon
- Une compagnie aérienne pour la CIA
- L'aveuglement du commandement au Vietnam
- La démence au service du renseignement ?
- En Chine, observation à distance

***L***a guerre froide, même si elle monopolise de fait une part importante de leurs efforts, n'est cependant pas le seul terrain sur lequel les services spéciaux déploient leurs talents dans l'après-guerre. C'est le cas, notamment, dans les guerres de décolonisation, et dans la gestion de leurs séquelles, parfois d'une grande gravité.

## *En Indochine : la Chine se crée un bouclier*

En 1945, en vue de créer un « abcès de fixation », Tokyo avait restauré l'indépendance du Vietnam.

Après la capitulation nippone, les Chinois occupèrent le nord du pays et les Anglais, très rapidement relevés par des troupes françaises, le Sud. La guerre éclata en 1946, opposant d'un côté les Français et de l'autre les communistes vietnamiens dirigés par Hô Chi Minh et soutenus par Moscou puis par la Chine rouge.

En 1946, des représentants des services secrets américains, dont le colonel Edward Lansdale, proposèrent à la France de l'aider à former un Service Action en Indochine, pour combattre la montée en puissance des communistes. L'armée française montera donc un Groupement des commandos mixtes aéroportés (GCMA), qui devait être l'épine dorsale des maquis menant la contre-guérilla.

Le 18 janvier 1950, la Chine communiste reconnaît la république démocratique du Vietnam. Si la Chine décide de soutenir les communistes indochinois, c'est moins par pure idéologie que pour renforcer sa frontière du Sud.

Si la France est défaite, un État communiste pourra s'installer et il constituera un tampon qui pourra s'interposer entre la Chine et une éventuelle offensive américaine. Il faut y installer des régimes amis. Pékin insistera auprès de Moscou pour que l'URSS aide les forces antifrançaises, notamment en les équipant en armes et en moyens logistiques.

## *Les « services » français ne croient pas à la viabilité du « hérisson » de Diên Biên Phu*

Cette aide va devenir vitale pour le Viêt-minh, l'organisation politico-militaire créée par Hô Chi Minh et commandée par le

général Vo Nguyên Giap.

Dans la matinée du 20 novembre 1953 débute l'opération *Castor :* les meilleurs bataillons parachutistes français sont lâchés au-dessus de Diên Biên Phu.

Leur mission est d'y établir une tête de pont menaçant les arrières du Viêt-minh. Pour l'état-major, l'opération est remarquable et sans grands risques : d'une part, la frontière chinoise est à plus de 300 km, et d'autre part, la configuration du terrain sert les Français. Si l'on parle habituellement de la « cuvette » de Diên Biên Phu, il s'agit en fait d'une grande plaine coincée entre des crêtes effectivement contrôlées par le Viêt-minh mais au-delà de la portée de l'artillerie communiste. Mais les services de renseignement ne sont pas d'accord.

L'interception des messages leur a appris que Giap va passer à l'attaque. Ils savent également que les Russes ont fourni un millier de camions aux communistes. Par chemin de fer, puis par camion et enfin par bicyclette, plus de 70 000 combattants ont acheminé sur les crêtes qui entourent Diên Biên Phu des dizaines de pièces d'artillerie.

Au printemps 1954, on y trouve des mortiers de 120 et des canons de 75 sans recul ou de 105. Le camp retranché n'est plus invulnérable. Mais personne, à Paris, n'écoutera la voix discordante des SR français… Diên Biên Phu tombera.

Le 11 mai 1955, enfin, Paris décide du retrait de toutes les forces françaises d'Indochine. Le colonel Jean Sassi, du 11$^{e}$ régiment parachutiste de choc se souviendra, quarante-cinq ans plus tard, du déchirement de ce retrait : « Sur le terrain d'aviation, Touby Ly Phoung – le chef spirituel des Méo – , accompagné de Vang Pao, à cette époque capitaine formé par le GCMA, me déclara : "Nous nous refusons à croire que vous nous abandonnez. Vous étiez la France parmi nous. Nous sommes prêts à reprendre la guerre contre les communistes, à

mourir ou à combattre. Mais jamais nous ne pourrons croire que notre mère nous rejette dans notre misère.” » Et pourtant la France partira. Ses soldats sont déjà attendus ailleurs, en Algérie.

## *Pour la CIA, en août 1954, l’Algérie est calme…*

Dès le début des années 1950, la CIA avait focalisé une partie de son attention sur l’Afrique du Nord. « Le problème fondamental, en Afrique du Nord, est l’état de tension grandissant créé par le conflit non résolu entre la France et le mouvement nationaliste. »

Ne nous y trompons pas, ce qui inquiète la CIA, c’est que « la résistance nationaliste à la domination française pourrait constituer une menace sérieuse pour la sécurité des bases US dans la région, spécialement si le mouvement nationaliste se rapproche des communistes ».

Les experts de la CIA notent : « Contrairement à la situation dans les protectorats, la situation a été relativement calme en Algérie… » Et d’ajouter : « Les objectifs de nombreux nationalistes algériens devraient rester modérés dans les années à venir… Le conflit entre les Français et les nationalistes en Algérie pourrait, à long terme, s’avérer extrêmement difficile à résoudre, surtout si la Tunisie et le Maroc reçoivent une large indépendance. »

### *La mission « Hors-Jeu » décapite le FLN*

Moins de trois mois plus tard, la guerre d’Algérie éclatait, le 1er novembre 1954. Elle allait durer huit ans. Le Maroc et la Tunisie devaient arriver à l’indépendance dans des conditions

nettement moins tendues, respectivement le 3 mars et le 20 mai 1956…

Au sein du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), l'une des principales composantes de la mouvance nationaliste, c'est en effet la « tendance dure » qui l'avait emporté, avec, entre autres, Ahmed ben Bella et Aït Ahmed.

Un Comité révolutionnaire d'unité et d'action (Crua) donnait naissance au Front de libération nationale.

Le 23 octobre 1956, les principaux chefs du FLN, dont Ahmed ben Bella, quittent le Maroc pour la Tunisie. Se méfiant d'un possible coup de main français, ils souhaitent emprunter l'avion personnel du roi Mohammed V, ce qui assurerait leur sécurité. Au dernier moment, toutefois, c'est dans un appareil civil normal que le groupe prend place. Le décollage de l'appareil de l'aéroport de Rabat donne le signal de la mission *Hors-Jeu* : après avoir tenté de persuader, par radio, l'équipage de se poser à Alger, les SR français le font intercepter par des chasseurs. Ben Bella est arrêté, en même temps que plusieurs autres responsables du FLN. Ils attendront la fin de la guerre en détention en France. Mais cela n'enraiera pas la progression de la révolte.

## *Torture et intoxication*

En 2001, les « révélations » du général Paul Aussaresses (1918-2013) relançaient le vieux débat sur la torture. Celle-ci fut effectivement massivement employée en Algérie. La faute originelle, certainement, est politique. Or la guerre d'Algérie est une guerre de terrorisme : dès 1954, dans les grandes villes, les bombes explosent, tuant non seulement les Européens mais aussi nombre d'Arabes.

Dépassé par ses propres contradictions, l'exécutif cède à la panique et confie le maintien de l'ordre à l'armée. Dès lors, police et justice sont quasiment mises entre parenthèses.

Or, c'est dans les villes, et particulièrement à Alger, que se déroule la majorité des attentats.

Quel est l'état d'esprit de ces officiers que l'on transforme en policiers ? La plupart d'entre eux sont passés par l'Indochine. Ils y ont fait leurs classes et ont appris, au contact du Viêt-minh, ce qu'était la guerre révolutionnaire. Et maintenant, à Alger, ils doivent faire face à la plus cruelle des guerres : celle des grenades lancées dans la foule des marchés, des explosifs dissimulés sous les banquettes des cafés.

Mais qui est Paul Aussaresses ? C'est un ancien du BCRA gaulliste, un résistant donc ; il a été désigné le 1er septembre 1946 pour former le 11e bataillon de choc, qui deviendra le bras armé du SDECE. En Indochine, c'est autour de ce 11e choc que se créeront les Groupements de commandos mixtes aéroportés. Certes, Paul Aussaresses n'est pas un tendre. Mais quand il arrive à Alger, rien ne le prédispose vraiment à devenir un bourreau.

## *La torture légitimée ?*

Ce sont pourtant les renseignements arrachés par la torture qui permettront à l'armée française de remporter, sur le terrain, la bataille d'Alger. Une torture, du reste, qui est « légitimée » par les plus hautes instances militaires. Le 24 février 1959, le général Massu écrit : « L'armée a reçu pour mission de maintenir ou de rétablir l'ordre, de protéger les personnes et les biens. Vis-à-vis de la population, par le respect de la dignité de la personne […] vis-à-vis des fauteurs de troubles, par

l’application d’une justice simple, immédiate et d’une exemplaire sévérité. »

Dans une annexe à cette directive, le général Massu tranche : « Dans un but d’efficacité, la persuasion doit être utilisée au maximum. Lorsqu’elle ne suffit pas, il y a lieu d’appliquer les méthodes de coercition. »

Nombre de militaires se laisseront glisser vers l’affreuse facilité de la torture. Et, bien entendu, ils dépasseront largement les « limites ».

## *La « Bleuite » du capitaine Léger*

Les méthodes du FLN permettront au renseignement français de remporter l’un de ses plus beaux succès avec une manœuvre d’intoxication montée de main de maître : la *Bleuite*.

Le capitaine parachutiste Paul-Alain Léger (1920-1999), un spécialiste du « retournement », affecté au SDECE, arrête une jeune militante indépendantiste, Zora Tadjer. Durant son interrogatoire, il se rend compte qu’elle a pris connaissance de certains documents se trouvant dans son bureau et contenant de fausses listes d’informateurs de l’armée française au sein du FLN. Libérée, Zora Tadjer, qui a été vue en compagnie de Léger, est interrogée par le FLN.

Torturée, elle lâche les noms qu’elle a lus. C’est le début d’une vague d’épuration interne qui coûtera la vie à environ 4 000 cadres et militants du FLN…

Un autre grand succès du SDECE sera la lutte contre les trafiquants d’armes qui fournissent les rebelles algériens. À partir de 1956, de mystérieux attentats revendiqués par une organisation secrète – la Main rouge – détruisent les navires transportant des armes pour le compte des révolutionnaires algériens tandis que des opérations *Homo* (pour « homicide »)

sont lancées contre les trafiquants et des cadres du FLN. La Main rouge n'est qu'une couverture du Service Action du SDECE.

Mais la guerre d'Algérie aura, en métropole, un volet dont les détails resteront longtemps inconnus : le FLN, par l'organisation de ses collectes mais aussi par des attentats, a porté la guerre en France. Dès la fin des années 1950, le SDECE va lui donner la réplique.

## *La guerre d'Algérie en plein Paris*

En mai 1960, un jeune capitaine venu d'Algérie débarque en France. Raymond Muelle (1921-2013) a déjà l'expérience de la guerre secrète. En novembre 1940, il a quitté la France pour l'Afrique du Nord. Il participera à la libération de Grenoble et terminera sa guerre dans le Tyrol. En 1945, la vie qu'il connaît à l'armée lui convient mieux, il y reste donc. La suite, ce sera l'Indochine, puis, après 1954, l'incorporation au 11e choc et l'Algérie.

Après 1958, la guerre s'intensifie, et Muelle, qui travaille désormais à temps plein pour le Service Action, participe à plusieurs opérations visant, en Tunisie, au Maroc et, bien entendu, en Algérie, à détruire des bases arrière de la rébellion. Théoriquement, le SDECE n'a pas vraiment les mains libres en Algérie, mais à Paris, on ferme les yeux.

Au printemps 1960, Raymond Muelle est appelé à Paris. Il sera l'un des cinq officiers traitants à organiser des actions *Homo* en métropole.

Il nous racontait, en 1996 : « On croyait encore que la guerre pouvait être gagnée. Nous n'avions aucun remords ; combattre le FLN en Tunisie, en Algérie ou en France, quelle différence ? »

L’armée a encore l’impression d’être soutenue par de Gaulle et le SDECE ne va pas y aller avec le dos de la cuiller.

Pour autant, le SR français ne prend aucune initiative, il se contente d’exécuter. Jacques Foccart (1913-1997) conseille le chef de l’État et le Premier ministre sur la politique à mener et fait un peu figure de coordinateur de la guerre secrète. Il peut compter sur l’appui de Constantin Melnik (1927-2014), autre conseiller de l’ombre, surnommé *Furax* par le colonel Roussillat, chef du Service Action. « La maison accumulait des renseignements, les transmettait à Matignon, où siégeait Michel Debré, et c’est lui ou ses conseillers qui désignaient au SDECE les cibles à frapper.

Combien y aura-t-il de « sujets traités » ? Impossible de le savoir, mais le chiffre doit être de quelques dizaines. Des cadres du FLN, un « frère » infiltré dans la harka du capitaine Montaner, mais aussi un avocat appartenant au collectif qui défend les membres du FLN.

Mais l’élimination de cadres, de cerveaux et des filières du trafic d’armes vers l’Algérie ne pourra rien contre le désir d’indépendance des Algériens.

## *Qui a tué Jean-Claude Saint-Aubin ?*

À la fin de la guerre d’Algérie, le SDECE est découragé : « On nous avait fait faire le sale travail, explique Raymond Muelle, or, nous devions nous rendre à l’évidence : tous ces morts avaient péri en vain… »

La direction du service refusera donc avec obstination de se mêler aux règlements de comptes : qu’on ne compte pas sur le SDECE pour mener la guerre contre les déçus de l’Algérie française regroupés dans l’OAS.

Ce sont donc les « barbouzes », ces membres du Service d'action civique (SAC) qui vont aller au charbon. Le 5 juillet 1964, il est 7 heures du matin lorsque la gendarmerie découvre un véhicule accidenté dans lequel gît le corps sans vie d'un homme de 23 ans, Jean-Claude Saint-Aubin. Un banal accident ? Pas vraiment. L'enquête poursuivie depuis des années par les parents établit des faits troublants. Un camion militaire aurait été vu sur place un peu avant, et, surtout, la voiture de Jean-Claude Saint-Aubin, domicilié à Genève, est la copie conforme de celle d'un responsable de l'OAS installé dans la même ville. De là à penser qu'il y a eu erreur sur le véhicule… ».

## Frederick Forsyth, une valeur sûre du roman d'espionnage

La guerre d'Algérie, en tout cas, va révéler l'un des talents du roman d'espionnage, l'Anglais Frederick Forsyth. Il s'imposera dès son premier roman, consacré aux attentats de l'OAS contre Charles de Gaulle. Pourtant *Chacal* sera refusé par plusieurs éditeurs britanniques avant d'être publié !

Formé à la dure école de la presse régionale, il entre à l'agence Reuters. En 1965, il a 28 ans quand la BBC l'envoie au Biafra. D'autant plus dégoûté qu'il est sujet à des pressions politiques insistantes, il démissionne et devient « free lance ». Après une vingtaine de mois dans la brousse aux côtés de mercenaires, il publie un document qui remporte un vif succès.

De retour à Londres, sans argent et sans emploi, il écrit en trente-cinq jours, son premier roman, qui connaîtra la réussite que l'on sait : neuf millions d'exemplaires vendus.

Son secret, c'est une documentation sans faille.

Quand on lui demande pourquoi les Anglo-Saxons réussissent mieux dans le roman d'espionnage, Forsyth éclate de rire : « C'est une tradition britannique, qui remonte en tout cas à l'entre-deux-guerres. Il y a eu *Les 39 Marches*, de John Buchan, et puis les formidables livres d'Eric Ambler, et Somerset Maugham et son *Monsieur Ashenden*. Puis il y eut Graham Greene et après la guerre, bien entendu, le James Bond de Ian Fleming et enfin le réalisme de John Le Carré. C'est une sorte de spécialité nationale… »

## *Ben Barka, une bavure française*

Le 29 octobre 1965, le dirigeant de l'opposition marocaine, Mehdi ben Barka, débarque à Paris, où il doit rencontrer, à la brasserie Lipp, le cinéaste Georges Franju, le journaliste Philippe Bernier et un soi-disant producteur, Georges Figon.

Son objectif est de faire réaliser un film « anti-impérialiste ».

Il doit également être reçu en audience privée par le général de Gaulle, le 30 octobre.

Vers 12 h 30, deux policiers français, Louis Souchon et Roger Voitot, l'interpellent courtoisement et l'invitent à les suivre.

Sans méfiance, Ben Barka obtempère. On ne le reverra jamais, ni vivant ni mort.

Il est conduit à une villa de Fontenay-le-Vicomte, où résident quatre truands, Georges Boucheseiche (également ex-homme de main du Service Action du SDECE), Julien Le Ny, Roger Dubail et Jean Palisse. Si les deux policiers agissent ainsi, c'est pour rendre service à Antoine Lopez, « honorable correspondant » du SDECE. Lopez travaille pour le compte du général Oufkir, ministre de l'Intérieur du Maroc, et de son adjoint, le colonel Dlimi, chef des services de sécurité. Les Marocains lui ont laissé miroiter, pour prix de ses services, la direction de la Royal Air Maroc.

Mais Lopez s'est couvert, en avertissant ses chefs du SDECE. Ainsi, le 12 mai 1965, Lopez écrit-il : « 1. Le général m'a confirmé son projet de récupération de Ben Barka… 2. Il n'a pas hésité à me confier le désir des dirigeants marocains de mettre fin à la position de Ben Barka suivant des procédés non orthodoxes. »

Le 22 septembre, Leroy-Finville, patron du Service 7 du SDECE, spécialisé dans les coups tordus, et officier traitant de Lopez, adresse un rapport. La « manip' » y est expliquée et les noms de Bernier et Figon, éléments clés du piège tendu à Ben Barka, sont cités. Le 29 octobre 1965, enfin, Lopez téléphonera à Leroy-Finville, alors absent, pour le prévenir que l'enlèvement a eu lieu…

Pourtant le SDECE ne bougera pas.

Malgré tout ce qui a été dit, la complicité des services français et marocains se limitera à cette étrange passivité.

On sait aujourd'hui que c'est, plus que probablement, Dlimi qui l'assassinera, peut-être après un interrogatoire mené par Oufkir.

Mais si l'enlèvement et le meurtre sont signés des Marocains, ce sont bien les manquements du SDECE qui rendront leur réalisation possible.

La direction de la maison puis le pouvoir politique en tiendront compte : le Service 7 est supprimé. Le 20 janvier 1966, appliquant le principe du chef, Charles de Gaulle limoge le général Jacquier, directeur général qui n'a jamais pu s'imposer au SDECE.

## *Yves Allain, une victime collatérale ?*

L'affaire, cependant, connaîtra encore quelques rebondissements, dont le plus tragique sera, peut-être, l'affaire Allain.

À la mi-octobre 1966, à Rabat, le journaliste Yves Allain, directeur du bureau de l'ORTF, disparaît. On retrouvera son corps trois mois plus tard. Il a été torturé.

Yves Allain était aussi, et surtout, un ancien du SDECE. Grand résistant, il a dirigé le réseau Bourgogne, spécialisé dans des filières d'évasion de pilotes abattus. Pour le SDECE, il sera notamment en poste à Prague : en 1956, il fausse compagnie à ses pisteurs du StB tchèque pour aller enterrer des armes, de l'argent et une radio destinée à l'un de ses réseaux.

En novembre 1957, de retour à Paris, Yves Allain est affecté à des opérations conjointes menées par le SDECE et la CIA. Mais Allain sympathise avec ses homologues d'outre-Atlantique. On ne le lui pardonnera pas. Désormais, sa hiérarchie lui bat froid. Qu'à cela ne tienne, Yves Allain démissionne et devient journaliste. Tout en restant, avoue-t-il à sa femme, un « honorable correspondant » du SDECE.

A-t-il été chargé de profiter de sa nomination à Rabat pour enquêter sur les dessous de l'affaire Ben Barka ? Possible.

Qu'il ait été la dernière victime de l'affaire ou qu'il soit tombé en service commandé pour d'autres raisons, Allain laissera un souvenir ému à ses amis.

## *Au Vietnam, les Américains prennent la relève, mais la CIA doute…*

En juillet 1954, les accords de Genève mettent fin à la guerre d'Indochine et entérinent la création de quatre États indépendants : le Cambodge, le Laos, et un Vietnam divisé en deux entités. En 1955, dans le Sud, le Premier ministre, Ngo Dinh Diêm, dépose Bao Dai et s'autoproclame président de la République. Dès ce moment, l'implication américaine dans le conflit entre le Sud et le Nord ira en s'intensifiant.

Si l'ensemble de la communauté militaire américaine semble enthousiasmé par la « défense du monde libre », il faut bien reconnaître que la CIA, elle, traîne les pieds.

Le scepticisme de l'Agence se nourrissait de nombreux éléments. D'abord, les analystes de Langley comprennent que les communistes ont l'énorme avantage de profiter du sincère patriotisme de leurs compatriotes voulant réaliser le rêve d'un Vietnam indépendant. Cette prise en compte du « phénomène national » dans la lutte du Viêt-cong amène la CIA à remettre en cause la thèse voulant que le régime du Nord soit un simple instrument de Moscou et de Pékin.

Cette façon de penser débouchait sur la théorie des dominos chère à la Maison Blanche : le Sud-Vietnam était la première pièce.

### *Une vision réaliste*

Cela étant, la CIA ne mésestime absolument pas la combativité des communistes. Face à un establishment qui affiche un credo inébranlable, elle explique sans relâche que Hanoi était prêt à une lutte de longue haleine et à tous les sacrifices pour remporter la victoire.

La CIA restait manifestement traumatisée par la défaite de l'armée française, l'une des meilleures du monde, face à la guérilla communiste.

Mais la Maison Blanche et, surtout, le lobby militaro-industriel voulaient « leur » guerre.

## *Les efforts du renseignement militaire : l'exemple du Détachement K*

Le renseignement militaire, lui, abonde dans le sens de l'état-major. Et jette tous ses moyens dans la balance pour appuyer l'effort de guerre.

Mais le problème, au Vietnam, est moins de trouver le renseignement que de trier l'énorme masse d'informations ouvertes.

Il faut donc déployer sur le terrain les moyens humains nécessaires. C'est ce qui est fait, notamment, avec le Détachement K à Bangkok. Il relève du 500e groupe de renseignement militaire américain, lui-même basé à Hawaï et qui s'installa en Thaïlande.

Dans les années 1930 déjà, les Français avaient remarqué que la Thaïlande, avec son importante communauté vietnamienne, était un havre de paix pour de nombreux communistes. Le

renseignement américain tentait en pénétrant cette communauté vietnamienne de recueillir des renseignements.

À la fin des années 1960, le Détachement K avait considérablement élargi son spectre d'activités puisqu'il allait, désormais, jusqu'à conduire des opérations de renseignement en Chine communiste.

Durant l'été 1970, c'est au Laos qu'une section du Détachement K est envoyée, mais elle y entre dans une rude concurrence avec la forte antenne de la CIA à Vientiane. Pour être pleinement acceptés, les hommes du renseignement militaire devront donc prouver que leur Laos Exploitation Team peut s'intégrer au travail de la CIA et l'appuyer.

Enfin, après les accords de Paris (1973), alors que les troupes américaines commencent à être retirées du Vietnam, c'est le Détachement K qui sera déployé dans ce pays. Jusqu'au 30 avril 1975, il devait être la principale source d'information de l'US Army en Asie du Sud-Est. Mais il ne pouvait plus que constater que la CIA avait toujours eu raison et que Hanoi était en train de l'emporter…

## *Air America et la guerre secrète au Laos*

Le Laos sera l'un des terrains du Sud-Est asiatique sur lequel la CIA va mener l'une des plus importantes opérations paramilitaires. En y employant sa propre compagnie aérienne, Air America. Au début des années 1970, trois cents pilotes et mécaniciens veillent sur cette flotte aérienne, qui en une seule année est capable de larguer 25 000 t de ravitaillement, de mener des opérations de récupération de pilotes abattus !

La conférence de Paris avait fait du Laos un royaume indépendant mais le Pathet Lao, communiste, commença très tôt à y être instrumentalisé par Hanoi. Les États-Unis ne

pouvaient pas rester sans réaction : des missions de « conseillers » et une antenne de la CIA s'installèrent bientôt à Vientiane. Plus tard, c'est pour assister la guérilla hmong dirigée par Vang Pao que Air America fut dotée de moyens supplémentaires.

Un premier contingent de 1 000 Hmongs fut rassemblé et armé, en janvier 1961. C'est Air America qui devait les approvisionner en armes. Les Nord-Vietnamiens augmentant la pression, les troupes de Vang Pao passèrent rapidement à 20 000 hommes.

Air America ne survécut pas à la fin de la guerre du Vietnam.

Lorsque celle-ci entra définitivement dans la légende, elle laissait au Laos 23 membres d'équipage tués en mission. La dernière action d'éclat des pilotes sera de participer à l'évacuation de nombreux civils de Saigon, le 30 avril 1975.

Si Air America a parfois eu une réputation sulfureuse, c'est en partie à Vang Pao qu'elle le doit. L'officier hmong n'était pas seulement, en effet, un combattant courageux mais aussi un… trafiquant d'opium.

Il est probable que Vang Pao ait utilisé les avions d'Air America pour acheminer la drogue.

## *Khe San, il est interdit d'informer*

En novembre 1967, à la veille de Thanksgiving, deux officiers du bureau de Saigon de la DIA (Defense Intelligence Agency) mettent le point final à l'un des rapports les plus importants de toute la guerre du Vietnam.

Des mois d'étude de la stratégie de l'armée du Nord-Vietnam les ont convaincus que le général Vo Nguyên Giap s'apprête à

lancer une offensive d’une ampleur sans précédent.

D’après eux, Giap lancera une feinte vers un objectif important, et, avec le gros de son armée, les villes et villages de la plaine côtière. Les deux officiers désignent même l’objectif-leurre : Khe San, la base américaine la plus au nord du Sud-Vietnam. Ils sont même certains de la période : le Thêt (le Nouvel An vietnamien) de 1968.

À l’aube du 20 janvier, Khe San est effectivement attaqué. Les Américains commettent l’erreur attendue par les communistes et y dépêchent tous les renforts disponibles. Le 30 janvier, les unités viêt-congs passent à l’assaut sur la bande côtière, attaquant une centaine de villes, dont Saigon, 39 capitales provinciales (sur 44) et 71 chefs-lieux de district.

Militairement, l’offensive du Thêt sera une sévère défaite pour les communistes, qui perdront 40 000 hommes en cinquante-sept jours de combat, mais leur victoire politique est immense : c’est à l’heure du Thêt que Washington commence à comprendre que la guerre du Vietnam est sans issue.

Non seulement les décideurs n’avaient tenu aucun compte de l’avertissement des officiers de la DIA, mais les services de renseignement militaire seront incapables de détecter les mouvements de près de 100 000 hommes.

## *Quand la CIA lavait les cerveaux*

Durant toute la guerre du Vietnam la CIA portera une attention toute particulière à la question des prisonniers de guerre. Le Viêt-cong a une conception toute particulière du traitement de ces derniers, qui sont des criminels et non des soldats.

Ce qui inquiète surtout Langley, c’est le lavage de cerveaux pratiqué dans les camps de prisonniers. Ainsi, le 14 septembre

1969, la CIA explique : « Une série de quatre leçons est administrée aux prisonniers. La première souligne l'injustice de la participation américaine à la guerre. La deuxième développe le thème que la guerre provoque une fracture profonde dans la société. La troisième traite de la discrimination raciale aux États-Unis. La dernière concerne la politique de clémence du Viêt-cong envers les prisonniers… »

Comment a-t-on pu prendre ainsi le contrôle de l'esprit d'officiers américains ? Répondre à cette question devient rapidement pour la CIA et son directeur Allen Dulles une priorité absolue.

Dulles n'a pas oublié les purges de Moscou, où des apparatchiks ont confessé des crimes qu'ils n'avaient pas commis. La CIA croit que les Russes ont utilisé des drogues et fait appel à l'hypnose.

Sous la direction de Dulles, une équipe de pointe est alors mise en place à la CIA, chargée « d'appliquer des méthodes d'interrogatoire spéciales afin d'évaluer les pratiques russes ». En clair, ce projet baptisé *Bluebird* a pour objectif de comprendre les Soviétiques et, pourquoi pas, de les surpasser.

En juillet 1950, l'Agence décide de passer à l'expérimentation humaine. Pour cela, elle expédie des médecins à Tokyo afin de faire parler quatre Japonais soupçonnés de travailler également pour les Russes. On administre à chacun une piqûre de sodium amytal (un puissant sédatif dérivé des barbituriques) suivie d'une injection de benzédrine (un stimulant). Les rapports de ces interrogatoires resteront secrets, mais selon une rumeur persistante, ils se révèlent positifs.

En 1952, le projet *Bluebird* est placé sous la direction du Technical Services Staff (TSS), qui se voit chargé de recruter des médecins qui accepteraient d'oublier les limites de leur éthique, et des… cobayes. Ceux-ci seront sélectionnés parmi

les délinquants, auxquels on ajoutera quelques agents doubles démasqués.

Dans le jargon de la CIA ils portent le nom délicat de « matériel sacrifiable ». Mais, malgré de multiples expériences, le mystère des techniques de lavage de cerveau utilisées par l'ennemi demeure entier.

Dulles, persuadé que la technique du lavage de cerveau repose sur l'utilisation de drogues dures, fait alors venir spécialement par avion de Suisse des doses de LSD. Les résultats sont impressionnants, cette technique se révèle inefficace pour restructurer la personnalité et le comportement des « patients ».

## *Des sommes folles pour un projet fou*

Mais quatre ans plus tard, en 1957, la recherche sur le contrôle des esprits en est toujours au point mort. C'est dans un pavillon accessible seulement à quelques médecins et infirmières que l'on pratique des électrochocs répétés, des injections d'euphorisants et de drogues dures sur des malades qui diffusent jusqu'à seize heures par jour les mêmes mots répétés sur une bande sans fin.

L'hôpital, soumis à la seule volonté d'un psychiatre dément, financé par l'une des plus puissantes centrales d'espionnage du monde, n'a rien à envier à certains laboratoires nazis…

En septembre 1961, John Alex McCone prend la tête de la CIA. Deux ans plus tard, une réunion se tient à Langley, pour déterminer si l'Agence doit continuer à financer ces travaux. Deux psychologues de la CIA sont dépêchés sur place.

À la suite de leur mission, le médecin fou de Montréal démissionne. Son successeur, le Dr Cleghorn, interrompt toute manipulation psychique.

# *Les insondables mystères de la Chine*

Lorsque les communistes arrivent au pouvoir, à Pékin, en 1949, il ne fait guère de doute, pour les experts américains, que c'est, en fait, l'Union soviétique qui élargit sa sphère d'influence. Il faudra plusieurs années à la CIA pour réaliser que de sérieuses divergences existent entre Pékin et Moscou.

Dès 1953, toutefois, des voix s'élèveront, à l'intérieur de l'Agence, pour attirer l'attention sur la tiédeur des relations entre Moscou et Pékin.

Des analystes rappellent qu'en 1951, la propagande officielle de Pékin avait souligné que « Mao a apporté une importante contribution à la théorie marxiste-léniniste ».

Cette mise en avant de Mao avait laissé froids les « camarades » soviétiques. Au cours des années 1950, l'éloignement progressif de Pékin devait devenir de plus en plus marqué, entre autres dans les questions économiques et industrielles. À tel point que, en 1956, la direction de CIA décide la création d'un groupe spécial d'études sino-soviétiques chargé de se pencher sur les relations entre les deux « grands » du monde communiste. Ce groupe de travail produisit une impressionnante série de monographies dont la lecture ne peut que persuader de l'imminence d'une crise.

Cette opinion, toutefois, demeurait minoritaire au sein de l'Agence.

À compter de 1963, une troisième tendance se fait jour, essentiellement autour de l'influente direction du contre-espionnage dirigée par James Angleton : endossant les divagations du transfuge Anatoli Golitsine, l'entourage d'Angleton estime que la rupture, maintenant consommée, entre Moscou et Pékin n'est rien de plus qu'une vaste manœuvre de *deception* entreprise par le KGB…

## *La CIA décrypte la Révolution culturelle*

Quelques années plus tard, alors qu'elle observe l'inquiétante Révolution culturelle, la CIA montre toutefois une certaine clairvoyance.

La « Grande Révolution culturelle prolétarienne » était le résultat direct des erreurs de Mao Zedong. À la fin des années 1950, celui-ci avait prôné le « Grand Bond en avant », à savoir la collectivisation de l'agriculture. Il en résulta une terrible famine et une grogne au sein du parti. Se sentant menacé, Mao entreprit, en 1965, de reprendre le contrôle de l'appareil en s'appuyant sur les radicaux et en particulier sur l'armée dirigée par Lin Piao. Il fonda les Gardes rouges. Rapidement, ils se signaleront par leurs excès.

Le parti est alors dirigé par trois hommes : Mao, Lin Piao et Chou En-lai. Pour la CIA, ce dernier est « la seule personne raisonnable restée au sommet du pouvoir en Chine ». Certes, Chou est un communiste bon teint, mais il a été élevé dans la tradition confucianiste. Pour la CIA, il était l'homme qui pourrait refréner les excès de la Révolution culturelle. L'Agence ne se trompait pas.

L'une des difficultés auxquelles se heurtait le renseignement occidental face à la Chine était l'absence de relations diplomatiques. Les États-Unis observaient la Chine continentale à partir de Taïwan ; l'Angleterre et la France à partir de Hong Kong.

Le poste français de Hong Kong sera une fenêtre ouverte sur un pays fermé. Le poste peut en effet compter, pour suppléer sa faiblesse endémique, sur quelques « honorables correspondants » bien placés.

# Chapitre 41

# Le Mossad, une légende du renseignement

***Dans ce chapitre :***

- Des services avant un État
- Un Syrien si prévenant
- Un prisonnier sans identité
- Une « taupe » israélienne à Washington
- Série noire pour Jérusalem
- Une maladresse à Dubai ?

***L***e moindre paradoxe du renseignement israélien est certainement d'être apparu des dizaines d'années avant que l'indépendance de l'État juif ne soit proclamée.

Des petits groupes de « sionistes », souvent venus de Pologne ou de Russie, dont ils fuyaient les pogroms, s'étaient installés en Palestine dès le début du XX$^{e}$ siècle.

## *Préhistoire du renseignement israélien*

Très vite, au sein de cette communauté disparate, naît une première organisation d'autodéfense, le Poale Sion.

La Première Guerre mondiale voit le *Yishouv* (la communauté juive de Palestine) se doter d'une autre organisation qui sera, en fait, sa première structure de renseignement organisée, le Nili. Il rendra des services éminents aux Anglais, mais sa découverte entraînera une féroce répression de la communauté juive par les autorités turques.

L'entre-deux-guerres verra monter un nationalisme arabe de plus en plus affirmé qui se traduit par de fréquentes émeutes antijuives. C'est pour répondre à ces massacres que se crée, en 1920, la Haganah – l'ancêtre de l'armée israélienne actuelle. Quinze ans plus tard, il y a assez d'officiers spécialisés au sein de la Haganah pour que se forme le Shai, premier service de renseignement juif en Palestine.

Il va rapidement devenir une source majeure d'informations sur la politique arabe.

Le hasard a en effet voulu que les lignes téléphoniques importantes reliant les villes arabes du Moyen-Orient passent par la Palestine. Les Anglais en profitent donc pour les écouter.

Mais, ne disposant pas d'assez de personnel qualifié dans la langue arabe, ils doivent recruter, et les membres du Notrim (la police juive suppléante) qu'ils ont engagés sont tous membres du Shai…

C'est en 1937 que le pas décisif est franchi. Avec la création du Mossad Le Alyah Beth (« Organisation pour la deuxième *alyah* », l'*alyah* étant l'immigration – « montée », en hébreu – des Juifs en Israël), l'Agence juive se dote d'une nouvelle organisation, clandestine, chargée d'organiser la fuite des Juifs menacés.

Plus tard, la direction du *Yishouv*, qui a compris que le sauvetage des Juifs n'est pas une priorité pour l'effort de guerre allié, arrivera à convaincre les Britanniques de former des parachutistes juifs et de les larguer sur les territoires occupés.

Trente-quatre parachutistes juifs seront ainsi lâchés sur la Yougoslavie et sur l'Europe centrale, souvent au sein de missions du SOE. Sept d'entre eux ne reviendront jamais.

## *Naissance du Mossad*

Après l'indépendance, le 15 mai 1948, la Haganah disparaît pour se fondre dans Tsahal, les Forces de défense d'Israël. Le Shai, dirigé par le lieutenant-colonel Isser Beeri ne lui survivra pas longtemps.

Le 30 juin 1948 sont créés quatre services de renseignement distincts. Les Renseignements militaires, qui prendront par la suite le nom d'Aman. Le Sherout ha Bitahon ha Klali (services secrets généraux), communément désigné Shin Bet, s'occupera de la sécurité intérieure. Avec quelques fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères, nouvellement créé, est fondé un Département politique, chargé de l'acquisition du renseignement étranger non militaire. Enfin, le Mossad Le Alyah Beth garde ses attributions.

Les premiers mois d'existence du renseignement seront catastrophiques : exécution sommaire d'un « traître » qui se révélera innocent, torture de suspects, fabrication de fausses preuves et assassinat d'un informateur arabe marqueront tristement ses débuts. Isser Beeri n'est pas en fonction depuis six mois que le Premier ministre, Ben Gourion, le fait rayer des cadres de l'armée.

## *La grève des espions*

Entre la Direction des services et les agents en poste à l'étranger, l'incompréhension grandit. Les chefs reprochent à leurs agents de mener la belle vie sans produire de travail satisfaisant, et ceux-ci accusent leur direction de ne pas comprendre la mentalité européenne.

Le 2 mars 1951, l'inimaginable se produit : la plupart des agents européens du SR israélien se mettent en grève.

Cette fois c'en est trop : Reuven Shiloah, le coordinateur des SR, dissout le Département politique et, le 1er avril 1951, crée le Mossad le Modiin ule Tafkidim Meyuhadim, ou « Institut pour le renseignement et les missions spéciales ».

Le 20 septembre 1952, il trouvera son premier chef légendaire, Isser Harel. En trente ans, ce service va écrire l'une des plus formidables sagas de l'histoire du renseignement.

## *Les agents du Mossad se forment… au cinéma*

Au départ, les membres du Mossad ne disposent d'aucune formation. Les hommes de l'ombre israéliens se formeront donc de manière empirique, ce qui ne les empêchera pas d'accumuler les succès.

Fondamentalement, le milieu israélien du renseignement se divise toujours en trois branches : Shin Bet, Aman et Mossad. La mission du Shin Bet correspond, à peu près, à celle du FBI américain : il a en charge le contre-espionnage, la lutte antiterroriste. L'Aman est la branche de l'armée qui contrôle, entre autres, l'activité des attachés militaires dans les ambassades et gère le système d'écoutes. Il dirige également les forces spéciales en territoire ennemi. Le Mossad, lui, gère la collecte de renseignements et l'action à l'étranger.

Pour que le tableau soit complet, il faudrait parler de la Division spéciale de la police, dont certaines compétences recoupent et complètent celles du Shin Bet.

Tous les services de renseignement israéliens sont directement soumis à l'autorité du Premier ministre. Celui-ci est entouré de quelques conseillers spéciaux et peut compter sur les avis de la « coordination » (« Commission des chefs de service », souvent désignée sous l'acronyme Varash).

## *Naissance d'une légende*

La nuit tombe sur Moscou, en cette soirée du 24 février 1956, quand les délégations étrangères assistant au XX$^{e}$ congrès du parti communiste soviétique sont priées de quitter la salle.

Restés entre eux, les 1 436 délégués soviétiques ne savent pas encore qu'ils vont assister à l'un des actes les plus importants de l'histoire de leur pays : monté à la tribune, Nikita Khrouchtchev, premier secrétaire du parti, donne lecture d'un rapport secret. En quelques heures, Khrouchtchev déboulonne la statue de Staline et dénonce ses nombreux crimes.

Tard dans la nuit, une étrange procession d'hommes en noir quitte le Kremlin. De taciturnes fonctionnaires vont réveiller les chefs de toutes les délégations communistes étrangères. Ils leur remettent un porte-documents fermé à clé, contenant une copie du rapport.

Ils sont laissés libres de communiquer le contenu du rapport à leurs camarades, mais aucune copie ne pourra en être faite. Pourtant, dès le 16 mars, de premiers extraits du rapport secret sont publiés dans la presse occidentale.

## *Grâce au Mossad, le rapport Khrouchtchev passe à l'Ouest*

D'où vient la fuite ? On a longtemps pensé que c'était la CIA. Mais c'est faux. Ce n'est pas elle qui se l'est procuré, mais un petit service secret encore inconnu : le Mossad.

Au début du mois de mars 1956, un jeune journaliste polonais, Victor Greiyevssky, rend visite à une amie, Lucia Branowsky, qui occupe une position en vue dans la hiérarchie du parti communiste polonais. Sur le bureau de Lucia trône un dossier « Très confidentiel. Discours du secrétaire général Khrouchtchev ».

Le journaliste racontera : « Je pris le dossier et je dis à Lucia : "Puis-je y jeter un coup d'œil ?" Elle me répondit que c'était là un document des plus secrets. Elle me fit promettre de le ramener à 16 heures. »

Dès qu'il entame sa lecture, Victor comprend qu'il a de la dynamite dans les mains. Il se déguise et se rend à l'ambassade d'Israël, où un diplomate photocopie les 58 pages du rapport Khrouchtchev.

Le Mossad perçoit aussitôt à quel point cette réussite totalement inattendue peut le servir : il tient là son billet d'entrée dans la cour des grands.

Mais Washington commence par se méfier, estimant sans doute que les Israéliens tentent un coup de bluff. À moins qu'ils ne se soient fait intoxiquer. C'est l'historien Ray Cline, l'un des proches collaborateurs d'Allen Dulles, qui emportera la décision.

Étonnant personnage que ce Ray Cline ; historien et politologue de formation, il était entré à l'OSS à 25 ans avant

de rejoindre la CIA en 1949. Il occupera trois postes à l'étranger ; Londres, Taipei et Francfort.

Il examine attentivement le document : le texte est bien de la plume du numéro un soviétique. Mieux : Cline persuadera Dulles de l'intérêt de publier le texte explosif. Le 5 juin 1956, le *New York Times* publie l'intégralité du rapport.

## Coopération franco-israélienne durant la guerre du Sinaï

En 1956 toujours, la communauté israélienne du renseignement fera un autre pas important dans son intégration à la « grande famille » du renseignement occidental.

Alors que Gamal Abdel Nasser vient de nationaliser le canal de Suez, un rapprochement s'opère entre Londres, Paris et Tel-Aviv. C'est ainsi que naissent les opérations *700* (dites « opération *Mousquetaire* »), qui prévoient le largage de parachutistes français et britanniques dans la zone du canal, et *750* : l'appui à une attaque israélienne au sol. Des liens relativement étroits existent déjà entre la DST française et le Mossad : le second renseigne épisodiquement la première, essentiellement sur l'évolution du mouvement nationaliste algérien, très présent au Caire. Un deuxième canal va alors se mettre en place entre l'Aman et le SDECE. La coopération est totale : le 10 juillet 1956, Israël fournira à Paris des informations précises sur un avion bourré d'armes du FLN.

Pour la France et l'Angleterre, la campagne de Suez sera un cinglant échec, mais elle scellera la coopération de Paris, Londres et Tel-Aviv dans le domaine de l'échange du renseignement.

## *La traque d'Eichmann*

Au début des années 1960, Isser Harel est obsédé par la chasse aux nazis. Souvent, ce travail s'effectue en vain, pourtant d'anciens SS ont connu la fin qu'ils méritaient.

Parmi les hommes dont le nom symbolise la Shoah, il en est quelques-uns qui occupent la place d'honneur. C'est le cas du Dr Mengele, le médecin responsable de la sélection à Auschwitz, ou encore d'Adolf Eichmann, artisan de la Solution finale.

En 1957, des informations transmises par le Dr Fritz Bauer, avocat général en Allemagne fédérale, et par le chasseur de nazis Simon Wiesenthal – qui, contrairement à une légende tenace, n'a jamais appartenu au Mossad – mettent les services spéciaux israéliens sur la piste de l'ennemi numéro un du peuple juif. Eichmann vivrait avec sa famille à Buenos Aires.

Une équipe d'une vingtaine d'agents du Mossad et du Shin Bet est expédiée en Argentine, où se rend également Isser Harel. Presque tous sont des survivants des camps nazis : « Seuls des volontaires ont pris part à la mission Eichmann. »

Il est, évidemment, tout à fait inhabituel que le chef du Mossad soit présent sur un terrain d'opérations, mais Eichmann ne doit pas être abattu, mais bien capturé vivant afin d'être jugé.

Eichmann, qui vit sous le nom de Ricardo Klement, sera rapidement identifié.

Un mois et demi plus tard, le 11 mai 1960, Eichmann est aux mains de ceux qu'il craint le plus au monde. L'homme coopère sans se faire prier, et le 22 mai 1960, à 7 heures du matin, il arrive en Israël ; le lendemain, Ben Gourion peut déclarer : « Les services de sécurité d'Israël ont retrouvé Adolf Eichmann… Il sera prochainement jugé devant la justice d'Israël. »

Jugé un an plus tard en présence de la presse mondiale, Eichmann sera exécuté le 31 mai 1962, et ses cendres seront dispersées en mer. Il est, à ce jour, le seul individu à avoir subi le châtiment suprême en Israël.

## *Recherche Yossele, désespérément…*

Le cas est sans doute unique dans les annales : pendant plusieurs mois, en 1962, les hommes du Mossad rechercheront la trace d'un petit garçon qui menace la sécurité de l'État. C'est au début de mars 1962 que Ben Gourion a lancé à Isser Harel : « Dis, pourrais-tu retrouver l'enfant ? »

« L'enfant. » Tout Israël sait qu'il s'agit de Yossele Schumacher, un gamin de 8 ans enlevé à ses parents au début de 1960 par son grand-père maternel, Nahum Shtarkès, un fanatique religieux qui veut en faire un Juif orthodoxe. L'affaire déchire le pays : jamais l'opposition entre laïcs et religieux n'a été aussi forte.

Le Mossad en arrive à se convaincre que Yossele a été emmené à l'étranger. Partout en Europe et en Amérique du Nord, les agents du SR israéliens reçoivent un ordre peu commun : pénétrer les milieux ultra-orthodoxes et retrouver le lieu où est retenu l'enfant.

C’est la censure militaire qui viendra en aide au SR. Dans une lettre envoyée par un jeune soldat religieux à une femme habitant Bruxelles, les censeurs s’arrêtent à une phrase laconique : « Et comment va le garçon ? » La femme est Madeleine Frei, une catholique française convertie au judaïsme. Isser Harel comprend immédiatement qu’il tient, enfin, le bon bout. Mais Madeleine refuse de parler.

Harel devra utiliser l’arme du chantage pour la faire craquer.

Alors Madeleine parle : c’est elle qui a fait quitter Israël à Yossele, déguisé en petite fille, et qui l’a amené à Paris, puis à New York. Le lendemain, Robert Kennedy, alors attorney général, reçoit une demande d’entraide internationale. Une importante équipe du Mossad débarque à New York et perquisitionne une laiterie kasher de Brooklyn. C’est là que Yossele sera retrouvé.

## *Eli Cohen : « notre homme à Damas »*

La nuit du 17 au 18 mai 1965 est longue pour les chefs du Mossad. C’est que, à quelques centaines de kilomètres de là, tout près mais pourtant hors d’atteinte, à Damas, en Syrie, on pend un homme que ses amis arabes ont connu sous le nom de Kamal Amin Taabes, mais que les Israéliens appellent, eux, Eli Cohen.

Né le 16 décembre 1924 dans le quartier juif d’Alexandrie, Eli Cohen participe au travail clandestin du SR israélien en Égypte au sein d’un réseau d’« amateurs » qui sera entièrement démantelé. Arrivé en Israël en 1957, il entre deux ans plus tard dans les services de renseignement israéliens.

C’est son instructeur, *le Derviche*, qui prend conscience des formidables potentialités d’Eli Cohen. Après avoir été l’un des responsables d’une organisation terroriste juive particulièrement redoutée, le Groupe Stern, il est entré au

Mossad en 1948. Pour le compte de sa centrale, il a déjà monté de nombreuses opérations. Avant qu'il n'entame une brillante carrière politique et oublie son surnom, pour se faire connaître sous son patronyme : Yitzhak Shamir…

En novembre 1960, Shamir lance à Eli Cohen : « Désormais, tu t'appelleras Kamal Amin Taabes, tu es né à Beyrouth, mais tu es Syrien… »

La préparation d'Eli à sa mission durera encore un an. Il effectue un séjour de quelques mois à Buenos Aires, juste le temps de se faire des relations profitables dans l'importante communauté arabe d'Argentine. Entre autres personnalités de premier plan, il se lie avec l'attaché militaire de l'ambassade de Syrie, un certain Amin al-Hafez. Le 10 janvier 1961, Eli Cohen met enfin le pied sur la terre syrienne.

À Damas, Kamal Amin Taabes devient rapidement l'intime du ministre de la Défense, Samy al-Goundi, mais surtout, il fréquente assidûment le palais présidentiel, où loge Amin al-Hafez, l'ancien attaché militaire de Buenos Aires, porté au pouvoir peu de temps auparavant par un coup d'État.

Un autre des amis de Taabes, le colonel Salim Hatoum, l'emmène régulièrement lors de ses tournées d'inspection, tandis que le lieutenant Maazi, le propre neveu du chef d'état-major général, le traîne plus d'une fois jusque sur les hauteurs du Golan. Là, les deux hommes devisent, échafaudant des plans pour la destruction de l'ennemi israélien…

Régulièrement, Taabes prend des photos souvenirs. Il mitraille ainsi des dizaines de batteries de mortiers de 122 et même les nouvelles installations de canons de 130.

C'est un homme attentionné : dans la région du Golan, il obtient que l'on plante des bouquets d'arbres pour procurer un peu d'ombre aux soldats. Ces mêmes arbres serviront, durant la

guerre des Six Jours, au réglage des tirs de l'artillerie israélienne…

Taabes est parfait. Seulement, comme il n'a jamais été à l'armée, dès que la conversation devient un peu trop technique, il avoue, à sa grande confusion, qu'il a un peu de mal à suivre. Ses camarades officiers sont alors trop heureux d'étaler leur savoir.

Alors, resté seul, Cohen transmet à Tel-Aviv la moisson de la nuit.

En novembre 1964, prétextant un voyage d'affaires en Europe, Cohen débarque en Israël afin d'assister à la naissance de son troisième enfant et de rencontrer ses nouveaux officiers traitants. À ses chefs, il ne cache pas l'état de perpétuelle tension dans lequel il vit, mais assure qu'il souhaite poursuivre sa mission. On le laisse donc repartir. Il est arrêté quelques semaines plus tard, en janvier 1965.

Torturé pendant des semaines par des experts formés par d'anciens « gestapistes », Cohen n'avouera que son nom.

Le 18 mai 1965, alors que les appels à la clémence du pape et de nombreux gouvernements européens n'ont produit aucun effet, Cohen est pendu sur la place des Martyrs, à Damas. À Tel-Aviv, lorsque la trappe s'ouvre sous les pieds d'Eli Cohen, son épouse, Nadia, tente de se suicider en s'ouvrant les veines.

## *Wolfgang Lotz, l'aryen…*

Une autre « taupe » légendaire d'Israël aura plus de chance. Le 22 février 1965, la police secrète égyptienne arrête Wolfgang Lotz, un Allemand propriétaire d'un élevage de chevaux. Ici aussi, ce sont les spécialistes de radiogoniométrie du GRU soviétique qui ont aidé le Moukhabarat égyptien à repérer le

poste émetteur de Lotz. Très vite, l'Allemand avouera qu'il a aidé le renseignement israélien pour des motifs financiers.

En réalité, il est exact que Lotz est aussi citoyen et officier israélien.

C'est à la fin de 1959 que le général Gehlen s'est vu demander par le Mossad de l'aider à faire passer un agent en Égypte.

Né à Mannheim, immigré en Palestine, le major Zeev Gur-Aryeh (1921-1993), de Tsahal, est un véritable « aryen » : grand, blond, les yeux clairs, parlant couramment la langue de Goethe.

Au début de 1960, il réside quelques mois à Pullach, non loin du siège du BND. C'est en se faisant passer pour un ancien officier de l'Afrikakorps que Lotz arrivera au Caire en janvier 1961.

Il y fréquente très vite la meilleure société, fraie avec des militaires de haut rang et devient la coqueluche des autres Allemands résidant en Égypte. Une précieuse source de renseignements pour Tel-Aviv.

Lotz participera à la campagne d'intimidation des savants allemands qui construisent des fusées capables de toucher les villes israéliennes.

En juin 1961, en France, Lotz rencontre Waltraud, une belle Allemande qu'il épouse immédiatement, oubliant au passage qu'il a une femme légitime en Israël. En tout cas, elle participera activement à son travail d'espion.

Condamnés à la prison à vie après leur arrestation, « les Lotz » seront libérés trois ans plus tard, le nouveau chef du Mossad, Meir Amit, ayant obtenu qu'ils soient inclus dans les trocs de prisonniers qui ont suivi la guerre des Six Jours.

# *La guerre des Six Jours, gagnée par le renseignement ?*

En juin 1967, Israël déclenche la troisième guerre de son histoire. Estimant que ses voisins arabes s'apprêtent à l'attaquer, l'État hébreu a décidé de mener une guerre préventive celle dite « des Six Jours ». Les aviations de l'Égypte, de la Syrie et de la Jordanie sont écrasées tandis que Tsahal, débarrassée de toute menace aérienne, s'empare sans coup férir du Sinaï, du plateau du Golan et, surtout, de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie. Moshe Dayan, à l'époque ministre de la Défense, déclare : « Tout ce que je peux dire, c'est que le rôle du renseignement a été au moins aussi important que celui de l'aviation et des blindés… »

C'est peu de le dire, car, de fait, les services de renseignement ont été étroitement associés à la conception des plans offensifs des différentes armes. Ainsi, ce n'est pas par hasard que l'armée de l'air choisit de mener ses premières frappes sur les aérodromes militaires égyptiens à 8 h 45, heure locale. Les stratèges de l'aviation israélienne savent qu'à cette heure-là les chasseurs égyptiens se seraient posés après leur première sortie et seraient en train de se ravitailler et que nombre de pilotes seraient coincés dans les embouteillages.

Mieux : la veille de l'attaque, un agent israélien infiltré dans la meilleure société du Caire, Anouar Ephraïm, organisera une soirée très arrosée à laquelle il invitera ses amis, les pilotes d'une base cairote d'où étaient censés décoller les Mig 21. La soirée s'achèvera au petit matin et, tandis que ses amis pilotes allaient cuver leur vin, Ephraïm quittera Le Caire par le premier vol.

Quelques minutes plus tard, l'attaque surprise débutait. Le Mossad pouvait d'ailleurs compter sur d'autres agents bien placés au Caire, dont Ali al-Afti, le propre masseur de Nasser,

ou encore *Suleiman*, un officier de transmissions recruté par l'Aman (le SR de l'armée). Malheureusement, *Suleiman* devait être, en quelque sorte, victime de son propre zèle : il fut tué au troisième jour des hostilités, au cours d'un bombardement israélien.

### *L'étrange affaire du « Liberty »*

Le 8 juin 1967, un peu avant 9 heures du matin, l'USS *Liberty* navigue face à la péninsule du Sinaï, quand il est survolé par des avions israéliens apparemment à la recherche d'une flottille de vedettes lance-torpilles égyptiennes. Armé par la National Security Agency, le *Liberty* est chargé de suivre l'évolution des combats. Quelques heures après, le navire américain est attaqué par quatre Mirage III de Tsahal. À 15 heures, c'est sous la protection de deux navires de guerre… russes qu'il ralliera la 6e flotte américaine. Les installations électroniques du bateau sont détruites et les Américains comptent 34 morts et 171 blessés !

Officiellement, tant les Américains que les Israéliens ont retenu la thèse de la méprise : le *Liberty* aurait été confondu avec un vaisseau ennemi. Une explication peu plausible.

Certains experts estiment que c'est pour couper les Américains d'une source de renseignements de première main que l'attaque fut menée : Washington commençait à exercer des pressions assez fortes sur Tel-Aviv pour mettre fin à des hostilités. Or, Tsahal préparait, pour le lendemain, la prise du plateau du Golan.

## *Aux origines de « la liste » : la vengeance de Munich*

Le 5 septembre 1972, à 4 h 30 du matin, tout dort encore au village olympique de Munich, et personne ne remarque la dizaine de silhouettes vêtues de noir.

Le commando investit le pavillon israélien et prend en otage la délégation de l'État hébreu. Cette action terroriste, l'une des plus médiatiques de tous les temps, sera courte mais sanglante : elle ne dure qu'une journée et se solde, à la suite d'une catastrophique intervention de la police allemande, par la mort de 11 athlètes israéliens.

Depuis longtemps déjà, Zvi Zamir, chef du Mossad depuis 1968, préconise la lutte à outrance contre les terroristes. Après ce massacre, il obtiendra gain de cause : c'est dans la période de deuil qu'est créée la Commission X, l'un des groupes les plus secrets de l'establishment occulte israélien.

La mission de la Commission X n'est pas banale : ce sont ses membres qui, après avoir soigneusement étudié le dossier, dressent « la liste ». Ce document recense ceux des terroristes que l'État hébreu condamne à mort.

Le Premier ministre israélien, Golda Meïr, donne le feu vert à Zvi Zamir : « Dorénavant Israël mènera un combat d'extermination des terroristes meurtriers. Israël les frappera à mort, où qu'ils se trouvent, avec habileté et courage. »

Le Mossad reçoit l'ordre de traquer les 11 chefs de l'OLP, responsables de l'opération de Munich. À travers l'Europe, l'unité spéciale mise en place par Zamir et dirigée par un agent connu que sous le nom de *Mike* (il s'agit en fait de Mike Harari, qui des années plus tard deviendra le bras droit du général Noriega à Panama), repère et abat plusieurs cadres de Septembre noir. En quelques mois sont ainsi tués Wael Zwaiter, Mahmoud Hamshari et Basil el-Koubaissi. Le premier, Zwaiter, travaille comme traducteur à l'ambassade libyenne de Rome. Deux mois plus tard, à Paris, Mohamed Hamchari, un

« journaliste », en fait représentant officieux de l'OLP, décroche son téléphone. Il est tué sur le coup par l'explosion d'une bombe placée dans le combiné. Le 6 avril 1973, enfin, toujours à Paris, Basil el-Koubaissi prend son dernier dîner au café de la Paix lorsque neuf balles de pistolet le jettent à terre…

Mais la mission la plus audacieuse du Mossad se déroulera à Beyrouth, cinq jours plus tard. C'est l'opération *Printemps de jeunesse* : venus par la mer, guidés par les hommes du Mossad, 40 parachutistes des forces spéciales israéliennes dirigés par leur chef Ehoud Barak (un futur Premier ministre), déguisé en femme, et Yoni Netanyahou donnent l'assaut à plusieurs bâtiments occupés par l'OLP.

Des cadres de l'organisation terroriste – dont son porte-parole, Kamal Nasser, et des fondateurs de Septembre noir, Mahmoud Youssouf al-Naggar et Kamal Adwan – sont tués et les Israéliens mettent la main sur des centaines de kilos d'archives dont l'exploitation permettra d'éliminer nombre de pièces maîtresses des réseaux de soutien. Parmi eux, Mohammed Boudia, un dramaturge algérien, qui sera tué, le 28 juin 1973, à Paris.

Mais la vengeance de Munich donnera aussi lieu à une incroyable bavure : croyant abattre Ali Hassan Salameh, les justiciers du Mossad assassinent un réfugié politique en Norvège, Ahmed Bouchiki.

Plusieurs agents seront arrêtés, jugés et condamnés. En 1996, Israël versera, en dédommagement, une somme importante à la famille de Bouchiki, mais refusera de reconnaître officiellement sa responsabilité. Le destin rattrapera Ali Hassan Salameh, *le Prince rouge*, le 22 janvier 1979, lorsqu'une voiture piégée explosera sur son passage. Les cinq agents du Mossad venus d'Europe ne rateront pas leur cible. Au grand dam des Américains : Salameh, agent de liaison entre l'OLP et la CIA était, en fait, un homme de l'Agence…

# *Marcus Klingberg, le masque de fer israélien*

Fin février 1994, des hommes sont réunis. Fonctionnaires, magistrats, représentants des services de police et de sécurité, ils ont à traiter divers dossiers relatifs à la mise en liberté conditionnelle de détenus. Au terme de leur rencontre s'est évanoui l'espoir nourri par un homme de 76 ans qui, dans une prison dans le sud du pays, attendait depuis des années un geste de clémence.

Scientifique de renommée internationale, Marcus Klingberg a été arrêté secrètement en 1983, jugé à huis clos et condamné à vingt ans de prison pour espionnage. Depuis, il est détenu sous une fausse identité et dans un isolement total. Il est le « masque de fer » israélien. Ou plus exactement l'un de ses masques de fer : une dizaine d'hommes pourraient partager ce triste honneur.

Marek Klingberg voit le jour en octobre 1918 en Pologne. Entré à l'université de Varsovie en 1936 pour y étudier la médecine, ce petit-fils de rabbin se réfugie derrière les lignes de l'Armée rouge, qui occupe la partie orientale du pays.

Alors que les équipes spéciales du NKVD éliminent impitoyablement les officiers et l'élite polonaise, Marek est autorisé à poursuivre ses études à Minsk, en Biélorussie. Devenu citoyen soviétique, il se porte volontaire pour servir au front. En 1945, il est capitaine dans l'Armée rouge et est déjà spécialisé en épidémiologie.

Rentré en Pologne en 1944, il y épouse Wanda Jasinska, une microbiologiste juive. Mais de leurs familles il ne reste rien. Après un bref passage en Suède, Marek et Wanda s'embarquent pour la Palestine. Klingberg y combattra pour l'indépendance dans les rangs de la Haganah.

Après quelques années passées dans le service médical de l'armée, l'expérience de Klingberg lui vaut d'être affecté dans un laboratoire très spécial des environs de Tel-Aviv, Nes Ziyona. Dès 1953, il en est le sous-directeur. Officiellement spécialisé dans la génétique, le centre de recherche appartient au domaine le plus réservé de la défense nationale israélienne : on y poursuit des travaux sur plusieurs types d'armes chimiques et biologiques. Pour des raisons évidentes, les activités sont couvertes de l'épais manteau du secret.

Marcus Klingberg en sera le directeur adjoint jusqu'en 1972. C'est durant cette période, entre la fin des années 1950 et le début des années 1960, qu'il commence à livrer des informations au KGB.

## *Fidèle à lui-même*

Au début des années 1980, et alors que Klingberg a sans doute arrêté ses livraisons depuis des années, il est « donné » à la CIA par un transfuge du KGB.

Washington prévient aussitôt Jérusalem et une enquête est ouverte. En janvier 1983, Menahem Begin autorise l'arrestation de Klingberg. Du jour au lendemain, le destin bascule : Klingberg disparaît.

Seules six personnes – son épouse, Wanda, sa fille Sylvia et quatre amis proches – sont autorisées à le visiter de loin en loin. Sous condition de maintenir le secret. Cette insupportable situation durera dix ans.

En 1991, un journal de Tel-Aviv assigne le gouvernement israélien dans une affaire de censure liée à la sécurité de l'État. Le jugement fait jurisprudence et le mur du silence commence alors à se fissurer. On peut désormais écrire que Marcus

Klingberg est en prison. Mais on ne sait toujours pas, officiellement, pour quels motifs…

Des professeurs d'université, des médecins et une figure historique de la gauche israélienne, Hayka Grossmann (1919-1996), ont plaidé la cause de Klingberg. En vain. Il est surtout le détenteur du secret des recherches menées à Nes Ziyona. Marcus Klingberg finira toutefois par être relâché, en 1998. Mais il était déjà trop tard : Wanda Jasinska-Klingberg est morte à Paris, en octobre 1990…

Après cinq années de résidence surveillée, il peut quitter Israël et s'installe à Paris.

## *Jonathan Pollard : l'homme de Jérusalem à Washington*

Le 21 novembre 1985, un homme, totalement paniqué, tente, au volant de sa voiture, de forcer les grilles de l'ambassade d'Israël à Washington. « Je suis un agent israélien… Je demande l'asile politique ! » s'exclame-t-il en brandissant son passeport. Refoulé par les *shomrim* (gardiens), il est aussitôt arrêté par le FBI, en planque dans la rue. L'affaire Pollard commence.

Né en août 1954, Jonathan Jay Pollard a toujours rêvé d'être un espion, et de préférence israélien. Ayant à peine terminé ses études, il tente de se faire engager à la CIA, mais sa candidature est rejetée.

Tout n'est pas perdu, puisqu'il obtient un poste d'analyste à l'Atac, le Centre d'alerte antiterroriste dépendant de plusieurs services de renseignement dont celui de l'US Navy. Une fonction en or pour qui souhaite trahir son pays, car Pollard a accès à toutes les informations classées top secret.

Très peu de temps après son arrivée à l'Atac, il rencontre à New York le colonel Aviem Sella. « Je suis juif et militant sioniste. Par mon travail j'ai accès à des informations secrètes. Je suis prêt à les donner à Israël », lui confie-t-il. C'est ainsi que Jonathan Pollard, à peine âgé de 30 ans, devient ce qu'il a toujours voulu être : une « taupe ».

Au cours d'un des nombreux séjours qu'il effectue en Europe, le couple Pollard est présenté à Rafi Eitan et à Joseph Yagur, le conseiller scientifique de l'ambassade d'Israël à Washington.

Cette rencontre, qui a lieu à Paris, semble prouver que Pollard travaille non pas pour le Mossad, comme il le croit, mais pour un microservice concurrent, le Lekem (dépendant du ministère de la Défense israélien), fondé par Eitan et qui opère hors des frontières d'Israël.

On connaît peu de chose sur le Lekem et les raisons de son existence, mais il est possible qu'il ait été créé dans le seul but d'agir sur le territoire américain, là où le Mossad ne peut intervenir à cause des risques encourus : la dernière chose que peut se permettre Israël, c'est de se brouiller avec les États-Unis.

Dès lors, il subtilise et livre à un rythme effréné de nombreux documents secrets, relatifs notamment aux pays arabes, dont le plan de défense du quartier général de l'OLP à Tunis.

Mais sa nervosité grandissante au fil des semaines et ses absences remarquées finissent par intriguer ses employeurs de l'Atac : un matin de novembre 1985, il est appréhendé par des agents du FBI et de la sécurité de l'Atac. Ils souhaitent simplement lui poser quelques questions. Mais Pollard perd son sang-froid et demande à téléphoner à sa femme. Dans la conversation, il lui fait comprendre que la situation est critique. Anne Pollard contacte aussitôt le colonel Sella. Elle est

persuadée que les Israéliens vont les tirer d'affaire et c'est avec stupeur qu'elle apprend qu'aucun plan n'a été prévu pour les exfiltrer.

## *Une arrestation qui provoque bien des tensions*

Le FBI préférera ne pas l'arrêter tout de suite afin d'accumuler les charges. Le 21 novembre, alors qu'il se rend à l'ambassade israélienne avec sa femme, il est filé par les Fédéraux. Son arrestation provoquera un véritable scandale à Washington, mais Reagan a décidé de réagir avec fermeté : Pollard sera jugé même si un procès public risque d'envenimer les relations entre Israël et les États-Unis. Le gouvernement israélien finira par admettre ses torts.

Le 4 mars 1987, Pollard est condamné à la prison à vie pour espionnage. Alors que de nombreuses associations se forment pour solliciter la libération du couple Pollard, l'hebdomadaire *Newsweek* annonce en février 1988 la possibilité d'un échange triangulaire : Israël libérerait un Soviétique détenu pour espionnage, en échange de la libération par Moscou d'un agent américain, si Washington acceptait de son côté de libérer Pollard. Il n'en sera rien.

En juillet 2015, ses avocats annonçaient qu'il serait libéré sur parole le 20 novembre. Ce qui fut fait.

## *Objectif Rabin*

Le 4 novembre 1995, le monde assiste, quasiment en direct, à l'assassinat d'Yitzhak Rabin, Premier ministre d'Israël. Son meurtrier, aussitôt arrêté, est un militant extrémiste, Ygal Amir, appartenant au groupuscule d'extrême droite Eyal.

Le 27 mars 1996, Amir est condamné à la prison à vie. Épilogue de l'affaire du point de vue judiciaire, certes, mais pas du point de vue du renseignement.

Le chef d'Eyal, Avishaï Raviv, n'était autre, sous le nom de code de *Champagne*, qu'un agent provocateur du Shin Bet. Raviv avait signalé depuis longtemps qu'Ygal Amir proclamait ouvertement sa volonté d'assassiner le Premier ministre.

Comment se fait-il que le Shin Bet n'ait pas placé Amir sous surveillance ? Comment a-t-il pu s'approcher de Yitzhak Rabin au point de le toucher, de dégainer son arme et de tirer ? Trois thèses s'affrontent.

La première, la thèse officielle, est celle de la Commission Shamgar. Elle conclut à un effondrement total des services de sécurité chargés de la protection du Premier ministre et à un fatal enchaînement d'erreurs de commandement et d'exécution.

La deuxième thèse est celle du complot : des éléments du Shin Bet auraient été parfaitement au courant des projets d'Amir et l'auraient laissé faire pour éliminer le « traître » Rabin. La troisième théorie, présentée au printemps 1996 par les journalistes Uri Dan et Dennis Eisenberg, et rejoignant partiellement la thèse de la Commission Shamgar, est celle de l'accident : le Shin Bet, parfaitement au courant des projets du jeune tueur, l'aurait laissé faire, non pas pour éliminer Rabin, mais pour arrêter Amir la main dans le sac. Par un fâcheux concours de circonstances, le service aurait perdu le contrôle et l'attentat aurait bien eu lieu.

## *Cana, 100 morts sur ordonnance ?*

Le 18 avril 1996, alors que les bombardements de l'opération *Raisins de la colère*, censés déloger les militants du Hezbollah du Sud-Liban font rage, entre cinq et quinze obus de 155

tombent sur un camp des Nations unies, à Cana. Une centaine de réfugiés civils y trouveront la mort. Officiellement, Israël plaide l'erreur. Pourquoi l'armée israélienne bombarderait-t-elle une base de l'ONU ?

La réponse est double : d'abord, les Israéliens supportent très mal la présence « onusienne », qui n'a jamais empêché les terroristes des factions palestiniennes d'agir au Sud-Liban. Dans le cas précis de Cana, un rapport de l'ONU reconnaîtra que les combattants du Hezbollah avaient l'habitude de s'y réfugier.

Soit Israël a délibérément bombardé une base de l'ONU, soit il y a bien eu erreur. Mais cette erreur serait-elle due au renseignement ? Selon plusieurs témoignages, deux hélicoptères d'observation et un avion espion sans pilote survolaient la région au moment du bombardement.

Mais la communauté israélienne du renseignement n'aura pas le temps de se livrer à une trop profonde introspection : les années 1990 s'achèveront, pour elle, par une véritable série noire.

## *Mauvaise passe pour le Mossad*

Le 25 septembre 1997, un leader du Hamas vivant à Amman, Khaled Meshal, est attaqué par deux hommes qui lui injectent un poison. Manque de chance, ses agresseurs sont immédiatement arrêtés ; interrogés par la police, ils ne tardent pas à révéler qu'ils appartiennent au Mossad. Fureur du roi Hussein : pour faire libérer les deux agents, le gouvernement israélien devra envoyer un médecin muni de l'antidote et accepter de libérer cheikh Ahmed Yassine, le chef spirituel du Hamas.

Cheikh Yassine sera tué dans une « frappe ciblée » israélienne à Gaza, le 22 mars 2004.

## *L'officier était un escroc*

Cinq mois plus tard, la tête de Danny Yatom, le chef du Mossad, tombe : une commission d'enquête lui a reproché d'avoir agi en solo. En décembre 1997, les services de sécurité s'apercevaient, un peu tard, qu'un vétéran du Mossad, Yehouda Gil, avait consciencieusement truqué, durant des années, les rapports qu'il remettait à sa direction. Gil, prétendant disposer d'une « taupe » bien en cour à Damas, inondait le Mossad de nouvelles alarmistes.

Durant l'été 1996, il faillit même être à l'origine d'une nouvelle guerre avec la Syrie : selon Gil et son agent imaginaire, Damas s'apprêtait à attaquer !

Fort heureusement, l'Aman put prouver qu'il ne s'agissait que de simples manœuvres… c'est cette « erreur » qui amena les services de renseignement à mettre sur pied une commission d'enquête qui devait démasquer Yehouda Gil.

## *La série noire continue*

En février 1998, c'est au moment où il va « sonoriser » l'appartement d'un important responsable du Hezbollah en Europe qu'un agent du Mossad est interpellé. À la fin de la même année, plusieurs autres agents de renseignement israéliens sont interceptés, à Chypre cette fois.

Enfin, un an plus tard, un banal vol à l'effraction tourne à l'affaire d'État : un voleur s'introduit dans une villa de Tel-Aviv et y dérobe, entre autres choses, un ordinateur portable. Pas de chance : la maison servait de domicile au général

Amiram Levin, le nouveau chef du Mossad… Le voleur avouera l'avoir vendu à un receleur chez qui l'appareil sera retrouvé. Mais les experts suspecteront fortement que le contenu de l'ordinateur ait été copié…

## *Une opération qui tourne mal à Dubai*

Le 20 janvier 2010, on découvre dans une chambre de l'hôtel Rotana, à Dubai, le corps sans vie de Mahmoud al-Mahbouh, un cadre important du Hamas, chargé notamment de l'approvisionner en armes. L'affaire tourne rapidement au cauchemar pour le Mossad. L'exploitation des images de vidéosurveillance permet d'identifier 26 personnes, hommes et femmes.

Leur véritable identité ne sera pas découverte, mais il sera établi qu'ils ont utilisé des faux passeports français, irlandais, britanniques, australiens et allemands.

Certains estiment que c'est de manière volontaire que le Mossad aurait laissé des traces, de manière à envoyer un message clair : le bras d'Israël est long et frappe où il veut, quand il veut.

# Chapitre 42

# Guerre secrète en Orient

***Dans ce chapitre :***

- Un complot pour le pétrole iranien
- Une révolution inattendue à Téhéran ?
- La France en première ligne au Liban
- Des otages russes libérés par la menace
- Un complot contre Kadhafi pour lui faire « payer » Lockerbie ?

***L***a découverte et l'exploitation d'importantes ressources pétrolières dans le golfe Arabo-persique et dans le sous-sol de l'Iran, durant la Première Guerre mondiale, devaient profondément modifier l'économie et l'évolution de ce pays. Mais cette richesse nouvelle aiguisait les appétits des grandes puissances et surtout de la Grande-Bretagne, qui devait tenter de faire de l'Iran un protectorat. La manœuvre échoua, mais des accords léonins garantirent cependant à l'Anglo-Iranian Oil Company le monopole de l'exploitation des gisements.

Cette question, et l'autocratisme du souverain en place, favorisa un bouillonnement nationaliste et libéral qui, en 1925, se concrétisa par la fondation de la dynastie des Pahlavi et la montée sur le trône, le 12 décembre 1925, de Reza shah. En septembre 1941, son attitude ambiguë face aux forces de l'Axe

amenèrent les Alliés à occuper Téhéran. Reza shah abdiqua en faveur de son fils, Muhammad Reza.

Au printemps 1951, le député Muhammad Mossadegh devenait Premier ministre. Son premier acte de gouvernement fut de nationaliser l'industrie pétrolière : les actifs de l'Anglo-Iranian passèrent aussitôt à la National Iranian Oil Company (Nioc).

La Grande-Bretagne (et les États-Unis, de plus en plus présents dans la région) le prit mal, mais le blocus et l'embargo des compagnies pétrolières qui refusaient de traiter avec la Nioc ne suffirent pas à faire tomber Mossadegh, même si le marasme économique convainquit les grands propriétaires, les « clients » de Londres et Washington et une partie des classes moyennes (le *bazar*, comme on dit en Iran) de s'opposer à sa politique. Celle-ci bénéficiait du soutien du Toudeh, le parti communiste local.

On a longtemps supputé que le renversement final du gouvernement nationaliste de Mossadegh, en août 1953, était dû à une action combinée des services secrets américains et anglais. Mais les preuves manquaient. Ce n'est qu'à la fin des années 1990 que la « déclassification » de rapports de la CIA permet de retracer avec précision l'enchaînement de décisions et d'opérations qui ont abouti à la chute de Mossadegh.

## *Les analystes de la CIA redoutent un accroissement de l'influence soviétique à Téhéran*

En novembre et en décembre 1952, plusieurs représentants du MI6 et de la Near East and Africa Division (NEA) de la CIA se rencontrent à Washington. Leur but : discuter de l'activation d'un réseau Stay Behind en Iran. Du côté anglais, sont présents : Christopher Montague Woodhouse, ancien chef de la station du MI6 à Téhéran, l'un de ses adjoints, Samuel Falle, et

John Bruce-Lockhart, représentant du SIS à Washington. La délégation américaine, elle, est menée par Kermit Roosevelt, le chef de la NEA. Les Anglais sont venus demander l'assistance de la CIA dans une manipulation destinée à faire tomber Mossadegh.

## *Washington pèse le pour et le contre*

Le 9 janvier 1953, la CIA publie une note. On peut y lire : « … Il est probable que le gouvernement pourra conserver l'appui du shah et le contrôle des forces de sécurité. »

« Nous ne croyons pas que les facteurs économiques en eux-mêmes vont amener au renversement du Front national en 1953. »

« Bien que le danger d'une sérieuse infiltration du Toudeh dans le Front national et la bureaucratie persiste, le Toudeh ne semble pas à même de prendre le contrôle de la situation par ces méthodes en 1953. Néanmoins, des événements inattendus augmenteraient fortement les possibilités du Toudeh. Et, si les tendances actuelles en Iran persistent, la multiplication des tensions intérieures et la détérioration continuelle de l'économie […] sont de nature à conduire à une chute de l'autorité gouvernementale et à ouvrir la voie, pour le moins, à une prise de contrôle progressive par le Toudeh. »

Enfin, l'agence conclut que, si Mossadegh était renversé par ses propres amis, ce serait, très probablement, pour laisser la place à plus extrémiste que lui.

Pour qui sait lire entre les lignes, les choses semblent claires : Mossadegh devrait rester au pouvoir, mais son maintien en place, du fait des complications qu'il risque d'entraîner, joue, à terme, en faveur du parti communiste et de l'Union soviétique.

## Kermit Roosevelt, l'« amateur »

C'est un peu par effraction et en tout cas en amateur que Kermit Roosevelt, petit-fils du président Theodore Roosevelt entre dans le monde du renseignement. En 1927, avec l'un de ses amis, Vincent Astor, il a créé The Room, un groupe d'amis appartenant tous à la bonne société, qui récolte des informations secrètes qu'elle transmet aux plus hautes autorités.

Professeur d'histoire à Harvard en 1941, il rejoint naturellement les rangs de l'OSS dès l'entrée en guerre des États-Unis et est affecté au Moyen-Orient. Considéré comme un expert de cette région, il est engagé par la CIA au début des années 1950 et nommé à la tête de la section Near East and Africa. Le renversement de Mossadegh marquera le sommet de sa carrière.

### *« TPAjax » : le M16 et la CIA contre le Dr Mossadegh*

En mars 1953, c'est par des officiers iraniens que la CIA est approchée. On l'interroge sur l'attitude qui serait la sienne face à une tentative militaire de pousser Mossadegh vers la porte.

Puis, les choses évoluent rapidement : « Vu l'attitude totalement destructrice et sans concession, du gouvernement du Premier ministre Mossadegh, le général Walter Bedell Smith détermina que le gouvernement américain préférerait voir lui

succéder un exécutif qui ne comprendrait pas de membres du Front national. Et la division NEA fut avisée qu'elle était autorisée à considérer des opérations qui contribueraient à la chute du gouvernement Mossadegh. »

À la fin du mois, Donald Wilber est envoyé à Nicosie, où, en étroite collaboration avec le SIS – avec Norman Matteheh Darbyshire, le chef de sa section iranienne – , il travaille au plan de renversement du dirigeant nationaliste. Les deux agences évolueront désormais la main dans la main.

Quoi qu'il en soit, à Nicosie, les deux « maisons » mettent en commun tous leurs moyens et, notamment, les agents dont elles disposent à Téhéran. L'*Art Group* de l'Agence rassemble quelques talents dans les domaines artistiques les plus variés, se voit ainsi commander « un nombre considérable de caricatures anti-Mossadegh » que les agents iraniens de la CIA et du SIS répandront dans la capitale.

## *La CIA règle les derniers détails*

Le 9 juin, tous les membres de la CIA impliqués dans l'opération se retrouvent à Beyrouth : Kermit Roosevelt ; Roger Goiran, le chef d'Antenne à Téhéran ; Donald Wilber ; et George A. Carroll. Carroll est aussi un expert en opérations paramilitaires et c'est à lui qu'il incombera de prendre en charge les aspects militaires de *TPAjax*. Le séminaire durera quatre jours. Le dimanche matin, chacun repart à ses occupations. Roosevelt et Wilber s'embarquent pour Londres, où ils vont rencontrer leurs collègues britanniques. Les rencontres de travail se déroulent au siège légendaire du SIS, sur Broadway. Les Anglais se rallieront à toutes les propositions des Américains.

## 54, Broadway, la maison des espions

Plusieurs générations d'officiers de renseignement britanniques passeront par le *Broadway's Building*, au 54 de Broadway, en plein cœur de Westminster. Le SIS occupera les lieux de 1924 à 1966. Sur la façade, une discrète plaque de cuivre annonce que le bâtiment abrite le siège de la Minimax Fire Extinguisher Compan*y*.

Sur les toits, Stewart Menzies, qui demeura à la tête du service de 1939 à 1952, avait fait installer un pigeonnier : il se méfiait de tout autre moyen de communication.

Au long des années, les effectifs du MI6 augmenteront et, peu à peu, les quatre étages deviennent trop exigus. Les 2 000 officiers sont désormais basés à Vauxhall Cross. L'architecture y est tellement compliquée que, vu de l'extérieur, personne ne peut dire si la construction compte neuf ou douze étages.

La pierre angulaire de l'opération est une idée simple : au sein de l'armée, nombre d'officiers et de simples soldats restent fidèles au shah. Si celui-ci dépose le Premier ministre et lui désigne un remplaçant, les régiments loyaux occuperont les points sensibles qui leur garantiront le contrôle absolu de la capitale et de la situation.

Il faut donc convaincre Muhammad Reza Pahlavi, mais le shah est farouchement antibritannique. Le coup de génie de Kermit Roosevelt sera de lui envoyer le général Norman Schwarzkopf, qui a commandé la mission militaire américaine de Téhéran et la garde impériale durant la Seconde Guerre mondiale, un homme que l'empereur apprécie.

Sa tâche : obtenir des documents essentiels de la main du souverain, à savoir un *firman* (décret) nommant le général Zahedi chef d'état-major, un deuxième *firman* faisant obligation aux soldats et aux officiers de lui obéir.

Mais il apparaît bientôt que le général américain a surestimé ses possibilités : le shah hésite et il ne fait qu'une concession : il accepte de rencontrer plusieurs officiers influents et de leur confirmer, oralement, qu'il a pleinement confiance en Zahedi, qui agit en son nom. Les Américains font alors monter la pression : leurs agents dans l'entourage du shah informent celui-ci qu'il perdra tout appui de Washington s'il ne prend pas fermement parti pour le changement. Le 10 août, Muhammad Reza shah cède et accepte de signer deux *firman*, le premier limogeant Mossadegh et le second nommant le général Zahedi Premier ministre.

## *Du 15 au 19 août 1953 : cinq journées décisives font basculer l'Iran*

Mossadegh est informé de tous les détails du complot par une fuite. Le général Tahi Riahi, son chef d'état-major, met la première brigade blindée, une unité fidèle au gouvernement, en alerte. Les militaires qui ont choisi de suivre Zahedi commencent à arrêter les proches du Premier ministre, dont Hosseyn Fatemi, son ministre des Affaires étrangères. La confusion est totale, il devient clair que la troupe ne suit pas. Tout semble perdu.

À 5 h 45, la radio annonce que le coup d'État a échoué. Un peu plus tard, on apprend que le shah a pris la fuite. L'entourage du Premier ministre minimise les événements en faisant valoir que les décrets sont des faux.

## *Le « coup » échoue*

L'antenne de la CIA joue alors son va-tout et décide de diffuser des copies des documents, auprès de journalistes américains et iraniens. Les comploteurs fabriquent une fausse interview de Zahedi affirmant que, puisqu'il a agi sur ordre du souverain, il n'y a jamais eu de coup d'État.

À Londres et à Washington, cependant, on fait profil bas : l'affaire a échoué. Le Département d'État rejettera ainsi une proposition de la CIA qui demande que le shah, réfugié à Bagdad, fasse une déclaration à la radio.

Mais à Téhéran, l'antenne de la CIA n'a pas renoncé. Dans la nuit du 16 au 17 avril, excédés par les manifestations du Toudeh, des militaires, pourtant fidèles à Mossadegh, ont affronté les membres du parti à plusieurs reprises.

## *Une erreur de Mossadegh*

Le lendemain se révélera être la journée décisive. Et celle où Mossadegh commet sa plus grosse erreur politique. Les journaux qui lui sont favorables brodent tous sur le même thème : en s'impliquant dans un complot souhaité par l'étranger, la dynastie des Pahlavi a signé son arrêt de mort, l'heure de la république a sonné. Arrivé à Rome, le shah fait une courte déclaration largement diffusée par les radios captées en Iran. Elle tient en trois points : en décidant de se séparer de Mossadegh et en nommant Zahedi, il n'a fait qu'exercer ses

prérogatives constitutionnelles ; il n'a aucune intention d'abdiquer ; il a confiance dans la loyauté de son peuple.

Durant la soirée, la violence explose dans les rues de Téhéran : des manifestants du Toudeh s'en prennent à tous les symboles de la monarchie et pillent des boutiques. Ils se heurtent durement aux forces de sécurité.

Dans la matinée du 19 août, des groupes fidèles au shah s'assemblent dans le *bazar*. L'armée, emportée par sa fidélité au shah, hésite et commence à basculer. Une foule nombreuse occupe les artères du centre en chantant *Shah piruz ast* (« Le shah est vainqueur »).

Les militaires ne bougent pas. Les officiers comploteurs commencent, à la tête de petits groupes d'action, à occuper les points névralgiques désignés dans le plan *TPAjax*.

À 14 h 12 très précisément, l'antenne de la CIA apprend qu'après une rapide échauffourée, la radio est tombée aux mains des insurgés. Kermit Roosevelt peut entendre un journaliste donner lecture des *firman* signés par le shah. Des officiers se succèdent ensuite au micro pour assurer la population de leur indéfectible soutien à la dynastie.

La suite est connue et appartient à l'histoire. Le shah, revenu en Iran, y instaurera un régime ultra-autoritaire et la Savak, sa terrible police secrète, pourchassera sans pitié nationalistes, communistes et opposants.

Les ministres passeront, mais le shah restera. Pendant vingt-six ans, jusqu'au mois de décembre 1978, qui le verra balayé par la Révolution islamique.

## *Deuxième manche à Téhéran*

L’automne 1978 voit se développer en Iran d’impressionnantes manifestations de rue : la jeunesse avide de liberté, le *bazar* inquiet de certaines réformes économiques et le clergé chiite, fortement réprimé par le régime, se soulèvent. Après avoir tenté de réprimer l’émeute par la force, le shah ne peut que s’incliner et prend la fuite. Un régime révolutionnaire inspiré par l’ayatollah Khomeiny, qui rentre de quinze années d’exil en France, cède bientôt la place à une république islamique issue du référendum du 1er avril 1979. Rapidement, les troubles gagnent en intensité et les prisons se remplissent, vidées à tour de bras par des tribunaux révolutionnaires qui, le plus souvent, ne connaissent qu’une peine : la mort.

## *Leonid Tcherbachine : un résident du KGB au cœur de la Révolution islamique*

Un officier de renseignement soviétique va vivre ces événements en première ligne : Leonid Tcherbachine, le résident du KGB à Téhéran.

Sorti de l’Institut des relations internationales en 1958, il a commencé sa vie active comme diplomate au Pakistan. Ce n’est qu’en 1962 qu’on lui a proposé d’entrer à la Première Direction principale du KGB. C’est au début de 1979 qu’il est expédié à Téhéran.

« La Résidence n’avait pas été surprise par la révolution, contrairement à la CIA, nous expliquera-t-il. Nos hommes avaient compris que les jours du shah étaient comptés. Mais l’attitude du nouveau pouvoir s’est rapidement avérée être très négative par rapport à l’URSS. Si les États-Unis étaient le *Grand Satan*, nous avons vite compris que l’Union soviétique, comme la France, était un *Petit Satan*. »

## *Le KGB craint une prise d’otages*

La tourmente révolutionnaire a considérablement compliqué le travail quotidien du KGB. Les manifestations sont quotidiennes devant l'ambassade soviétique, à tel point que Tcherbachine craindra un moment que les diplomates russes soient pris en otages, comme l'ont été, en novembre 1979, les diplomates de l'ambassade américaine.

Un an à peu près après la prise de l'ambassade américaine, l'ambassade soviétique sera effectivement attaquée, à l'occasion du premier anniversaire de l'invasion de l'Afghanistan : « La partie de l'ambassade qui servait aux réceptions protocolaires a été saccagée. C'est ainsi qu'a été mise à sac la salle où s'était tenue la conférence interalliée de 1943. Nous nous sommes défendus, mais nous n'aurions pas pu soutenir un long siège. Mais nous avions bien appris la leçon de l'ambassade américaine, où les révolutionnaires avaient mis la main sur de nombreuses archives brûlantes de la CIA. Étant donné notre implantation et notre travail en Iran, chez nous, ils auraient pu faire des découvertes encore plus intéressantes. Mais la plus grande part de notre documentation avait été ramenée à Moscou à la fin de 1979 et, lors des incidents de 1980, nous avons brûlé le reste, jusqu'à nos carnets de notes personnels… Par la suite, nous avons pris l'habitude de ne garder qu'un jour ou deux les câbles que nous recevions de Moscou ou ceux que nous envoyions. Après, ils étaient systématiquement détruits… »

## La CIA se fait son cinéma : en Iran, Hollywood permet une « exfiltration » peu banale

Lorsque l’ambassade américaine tombe aux mains des « étudiants révolutionnaires », en novembre 1979, six diplomates attachés à la section consulaire et à la mission commerciale parviennent à s’échapper et se réfugient à l’ambassade du Canada. Aussitôt, la CIA se met en alerte rouge et échafaude une opération complexe pour les « exfiltrer » de Téhéran.

C’est l’OTS (Office of Technical Services) et le GAD (Graphics and Authentification Division) de l’Agence qui sont chargés de ce dossier. Son travail se complique du fait que le GAD ne connaît pas les six diplomates concernés et que ces derniers, n’étant pas des professionnels du renseignement, n’ont pas l’habitude de vivre sous une fausse identité.

Antonio J. Mendez, le nouveau chef du GAD, va monter une opération exemplaire. Grâce à Ottawa : une loi canadienne permet en effet d’attribuer de « vrais faux passeports » à des ressortissants étrangers pour des « motifs humanitaires », en revanche les agents de la CIA qui procéderont à l’exfiltration ne pourront bénéficier de la même facilité.

Le Département d’État propose de faire passer les six diplomates pour des spécialistes de la nutrition employés par l’ONU ou pour un groupe d’enseignants au chômage. Deux scénarios qui emballent peu Antonio Mendez.

C’est alors qu’il a une illumination : pourquoi ne pas choisir une « légende » tellement visible et tellement « exotique » que personne ne pourrait supposer qu’elle recouvre une opération des services secrets ? Pour les besoins de son travail, le GAD entretient des relations étroites avec plusieurs « honorables correspondants » à Hollywood : Mendez les consulte

et décide de faire passer les « six » pour une équipe de cinéma en repérage.

Avec l'aide de *Jérôme*, l'un de ses agents, il crée une société de production dont le nom est, à lui seul, un clin d'œil : Studio Six Productions. Une campagne de presse et des annonces publicitaires éclairent le public sur les projets pharaoniques de Studio Six : entre autres la réalisation d'un long métrage de science-fiction, dont une partie de l'action se déroulerait en Iran : *Argo*.

Les diplomates sortiront d'Iran, le 28 janvier, sans aucun problème, avec leurs accompagnateurs de la CIA. Ils seront suivis, quelques heures plus tard, de l'ambassadeur du Canada, Ken Taylor, chacun quittant l'Iran sur un vol différent pour ne pas attirer l'attention. Les rescapés de Téhéran seront fêtés comme des héros à leur arrivée aux États-Unis.

## *La vie d'un homme du KGB en pleine tourmente révolutionnaire*

Leonid Tcherbachine tente de vivre normalement. Chaque fois qu'il le peut, il sort se promener en ville pour « respirer ce qui s'y passe ». Il note ainsi qu'au plus fort de la crise, la « petite économie » continue à tourner : les échoppes des bouquinistes et des antiquaires sont toujours ouvertes, de même que les bureaux des changeurs.

Certains, d'ailleurs, n'ont jamais fait d'aussi bonnes affaires : les proches du shah liquident leurs biens avant de tenter de s'exiler.

Chez les bouquinistes, il recherche ardemment les œuvres d'explorateurs russes et anglais qui ont voyagé en Iran dans les siècles précédents et, ayant observé les choses de l'intérieur, peuvent l'aider à comprendre la mentalité persane. Khomeiny avait un véritable don pour utiliser la foule. Il mettait une volonté de fer au service d'une foi sans bornes.

Il profite, aussi de la réputation de son pays : les Russes, comme les Britanniques, ont une longue histoire en commun avec les Iraniens. Une occasion parmi d'autres pour recueillir des informations et continuer à « faire du renseignement ».

« Il y avait les *Pasdaran* (les « Gardiens de la révolution ») mais aussi une foule d'indicateurs qui nous suivaient et rapportaient le moindre de nos faits et gestes. Nous avons perdu de nombreuses sources. De toute façon, ces gens ne pouvaient plus vraiment nous être utiles puisqu'ils étaient totalement coupés du nouveau pouvoir… »

## *Une défection en pleine révolution*

Mais la vie de la Résidence continue. En 1982, alors que Tcherbachine et sa femme se reposent dans un « sanatorium » du KGB, près de Moscou, Kouzitchkine quitte l'ambassade : il passe la frontière turque avec un passeport britannique, et est amené à Londres par le MI6 : « Les Anglais l'ont présenté comme une recrue de choix, un de nos principaux directeurs d'agents pour le Moyen-Orient. Pour moi, il s'agissait plutôt d'un homme usé et démoralisé. Moscou m'a ordonné d'aller voir le chargé d'affaires anglais, Nicolas Babington, pour lui demander comment un diplomate soviétique avait pu se voir attribuer un passeport britannique. Babington a été très "anglais", poli, agréable, mais il riait sous cape et moi j'étais honteux… »

Puis, arrive la fin : en janvier 1983, de nouvelles vagues d'arrestations achèvent de désorganiser les réseaux du KGB.

« En février 1983, j'ai embarqué sur le *Gouriev* à destination de Bakou… »

## *Au service du prophète de Qom*

Après une période de troubles et de désordre le régime islamique se donne les moyens de sa politique en organisant un monde secret qui n'est pas sans évoquer celui des communistes des années 1920.

Le cœur du pouvoir de l'ombre, à Téhéran, ce sont les *Pasdaran* (« Gardiens de la révolution ») de Mohsen Rafiqdoust, un ancien garde du corps de Khomeiny. C'est lui qui sera le maître d'œuvre de la politique d'exportation de la Révolution islamique et qui orchestrera l'élimination des opposants (comme Chapour Baktiar, tué à Paris le 6 août 1991), mais également les prises d'otages du Liban dans les années 1980.

À l'intérieur, Rafiqdoust peut compter sur une terrible police secrète, la Savama, qui a remplacé la Savak. À l'extérieur, la Vevak, activée par le ministère du Renseignement, lui est tout acquis. Enfin, fers de lance de la Révolution islamique, les services s'appuient sur les réseaux intégristes rattachés à la mouvance du Hezbollah, le Parti de Dieu, né au Liban en 1983.

### *Objectif : Paris !*

Quand l'Iran voudra obtenir de la France la libération d'Anis Naccache, détenu à Paris à la suite d'une tentative d'assassinat de Chapour Baktiar, c'est Rafiqdoust qui dirigera les opérations, mais ce seront des hommes de Hassan Gosh et du Hezbollah qui, sous la couverture du fantomatique CSPPA

(Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes), mèneront les sanglants attentats de 1986 censés faire fléchir la France.

On aurait tort, pour autant, de croire que les services iraniens ne sont qu'un ramassis de tueurs. Les « soldats de l'imam caché » sont capables de mener de belles opérations de renseignement.

La DST s'en rendra compte en juin 1986, quand elle arrêtera une femme de 44 ans, secrétaire administrative de Matignon, accusée d'avoir fourni à son ami des documents confidentiel-défense.

Or, son manipulateur, Mohamed Ali Hansari, est un Iranien résidant en Allemagne ; il travaille pour la Vevak.

En mai 1992, ce sont les Allemands qui découvriront une « taupe » iranienne au sein du service de presse du gouvernement.

## *La galaxie du renseignement syrien*

L'Iran n'est pas la seule puissance moyen-orientale à s'adonner aux joies du renseignement et de l'action. D'autre pays, comme la Syrie, se tailleront une flatteuse réputation dans le monde de l'action secrète. Le Moukhabarat el-Askariyya (G2, Renseignements militaires) du général Ali Douba, le Moukhabarat el-Ama (Renseignements généraux) ou le SR de l'armée de l'air du général Mohammed el-Khouli s'illustreront dans les guerres secrètes que mène le régime de Damas, contre ses rivaux régionaux (l'Iran ou l'Irak).

Quand ils affrontent Bagdad, les SR de Damas se heurtent à l'*Estikhabarat* militaire, au Moudiraiyat el-Moukhabarat el-

Ama (Renseignements généraux) ou encore à El-Amn Wa el-Shurta (Sûreté de l'État).

## *Au Liban, la France paie le prix fort*

Au Liban, la France tentera d'y mener une politique complexe censée préserver l'équilibre d'un pays qui ne tardera pas à sombrer dans la guerre civile.

L'OLP viendra bouleverser le jeu politique national en appuyant la gauche (musulmane et druze) et la France se trouvera rapidement prise entre les intérêts divergents des chrétiens et ceux des Palestiniens.

L'intervention israélienne de 1982 viendra compliquer ce jeu. Son principal résultat ne sera pas tant de chasser l'OLP du Liban que de favoriser la radicalisation des chiites. Le 7 août 1983, deux véhicules piégés explosent au poste Drakkar du 1er RCP français et au quartier général américain à Beyrouth. Bilan : 241 Américains et 58 Français tués… Le 7 novembre, une action de représailles de la DGSE, appuyée par les Crap (Commandos de recherche et d'action en profondeur), est menée. L'opération *Santé* est un échec. Comme échouera, dans l'après-midi du 17 novembre, *Brochet 8 bis*, le bombardement de la caserne Cheikh-Abdallah, occupée par les *Pasdaran* à Baalbeck. Cinquante minutes avant l'attaque, les Iraniens ont reçu l'ordre d'évacuer immédiatement Cheikh-Abdallah.

La cible de *Brochet 8 bis*, pourtant, n'avait pas été choisie au hasard. Depuis plusieurs mois, les hommes de la DGSE travaillaient à cerner les structures du Hezbollah dans la Beqaa. La région de Baalbeck abritait les groupes des opérations suicides organisés par Khalil el-Aawtat, « conseiller religieux et militaire très qualifié dans le lavage des cerveaux » : « La caserne "CHEIKH AABDALLAH" est le siège de l'un de ces

groupes. Le responsable se nomme FARAJ BALOUQ. Son groupe se compose de 75 éléments dont les plus importants sont : MOHAMMAD HUSSEIN EL LAQISS, HASSAN ALI BALOUQ, HASAN ALI CHAMS, ALI SOUBHI EID, HUSSEIN ALI FARHAT, MAOHAMMAD MOUSTAPHA BALOUQ.

## *Jacques Merrin, la mort d'un espion*

Le 3 février 1988, un titre barre la une du quotidien *Libération* : « Beyrouth, mort d'un espion ». C'est la veille, un peu avant 13 heures, que Jacques Meurant a été abattu alors qu'il venait de quitter les bureaux de la Sûreté libanaise.

Très vite, des « sources autorisées » reconnaissent que Meurant, en réalité Jacques Merrin, est un agent de la DGSE.

Ce que l'on sait se résume à fort peu de choses. Jacques Merrin enquêtait, au moment de sa mort, sur l'assassinat, le 11 novembre 1987, d'un autre Français, Richard Gimpel.

Richard Gimpel était un « honorable correspondant » de la DGSE et travaillait avec Merrin. Pour le compte de ce dernier, il maintenait un contact étroit avec Elie Hobeika, le chef des SR des Forces libanaises.

Richard Gimpel a-t-il été victime des sourdes rivalités opposant les différentes factions chrétiennes ? Merrin est-il mort pour avoir approché de trop près la vérité ? Le mystère demeure, mais les assassins de Jacques Merrin semblent s'être emparés d'un dossier concernant la mort de Gimpel après avoir commis leur meurtre.

Bien d'autres Français perdront la vie au Liban, comme l'ambassadeur Louis Delamare (abattu le 4 septembre 1981) ou le colonel Christian Gouttière (assassiné le 18 septembre 1986).

Les Américains, « valets du *Grand Satan* », ne seront pas épargnés : enlevé en février 1988, le colonel Robert Higgins est pendu le 31 juillet 1989. Il appartenait à la DIA. Six ans plus tôt, l'antenne de la CIA à Beyrouth avait été victime d'un attentat. William Buckley, le chef d'antenne de la CIA, sera kidnappé le 16 mars 1984, et mourra d'épuisement et des tortures subies, le 3 juin 1985.

## *À Beyrouth, les Russes récupèrent leurs otages*

« C'est une opération unique dans l'histoire du terrorisme au Liban. Il ne nous a fallu que trente jours pour récupérer nos otages. Les Français, eux, ont mis cinq ans et, pour certains Américains, il a fallu attendre huit ans ! » L'homme qui nous reçoit est content de lui. Très légitimement : le colonel Youri Nikolaïevitch Perfiliev a en effet réussi un véritable exploit. C'est en 1985, alors qu'il vient d'être nommé résident à Beyrouth que Perfiliev est confronté à l'inimaginable : pour la première fois, des diplomates russes sont pris en otages par un groupe terroriste. « Nous avons rapidement appris que c'est une petite organisation palestinienne qui avait fait le coup. Basée à Tripoli, elle était assiégée par les Syriens et voulait faire pression sur nous pour que nous calmions le jeu. Par principe, nous ne voulions pas céder au chantage. Mais nous étions d'accord sur le fait que les Syriens allaient trop loin, alors nous sommes intervenus. Les combats ont cessé, mais nous n'avons pas récupéré nos otages : les Palestiniens les avaient déjà cédés au Hezbollah. Ce genre de pratique était monnaie courante… L'un des trois était d'ailleurs déjà mort. Andreï Katkov, un jeune employé du consulat. »

Perfiliev est extrêmement bien implanté dans la société beyrouthine. Mais c'est avec les Druzes de Walid Joumblatt qu'il a les meilleurs contacts. Joumblatt lui délègue donc son

conseiller militaire personnel, Abou Saïd, qui dirige également son service de renseignement.

Grâce à Abou Saïd, les Russes localisent rapidement leurs ressortissants dans une prison du Hezbollah.

## *Le double jeu de Yasser Arafat*

« Les choses ont commencé à se compliquer. Nous avons reçu plusieurs offres de bons offices, dont celle de Yasser Arafat. À vrai dire, il m'ennuyait beaucoup parce qu'il me faisait perdre un temps précieux. Puis, il m'a envoyé deux intermédiaires que nous avons identifiés comme étant les premiers preneurs d'otages ! En fait, il voulait les "blanchir" en les faisant participer aux négociations. Nous les avons écartés et ils ont été arrêtés par les Druzes… »

À la demande de Moscou, Perfiliev rencontre alors directement cheikh Fadlallah, le chef spirituel du Hezbollah : « C'était la première fois qu'il s'entretenait avec un non-musulman, soviétique de surcroît ! Il a nié toute responsabilité dans l'enlèvement… »

## *Le hasard fait bien les choses…*

C'est alors que, dans un affrontement entre Druzes et membres du Hezbollah, l'un des chefs de ce mouvement perd son frère : « Des rumeurs ont commencé à se répandre à Beyrouth. Il se disait que nous avions identifié chaque responsable. J'ai décidé de laisser dire. Quelques jours plus tard j'ai revu Fadlallah. Je voyais qu'il était inquiet. Il devait penser que nous étions prêts à tout. J'ai alors eu une idée. Je me suis levé et, le dominant de ma hauteur, je lui ai déclaré, sur un ton calme mais très froid : "Tout a ses limites, y compris notre patience. Si nos otages ne nous sont pas remis dans les plus brefs délais, il se pourrait

bien qu'un missile soit tiré par accident par un navire soviétique patrouillant dans le Golfe. Ce missile tiré par accident pourrait toucher la ville sainte de Qom, où réside l'ayatollah Khomeiny. Fadlallah est devenu blanc comme un linge. Puis, d'une petite voix, il a dit : "Mais moi je pense que tout se terminera bien." » Trois jours plus tard, les otages russes étaient libérés…

***Poker menteur au Caire***

Le Moyen-Orient est bien une zone où tout peut se produire. Les Américains en font l'amère expérience en juin 1988 en constatant la duplicité de leur allié égyptien.

Tout allait pourtant pour le mieux entre Le Caire et Washington. Lors d'une visite officielle, le ministre égyptien de la Défense, Abdul Halim Abu Ghazala, n'a-t-il pas signé un protocole d'étroite coopération avec son homologue, Frank Carlucci ? Et voilà que le FBI découvre une tentative d'exportation illégale d'équipements militaires au profit de son allié méditerranéen !

Le 23 juin 1988 en Californie, la justice vient en effet d'inculper Abdelkader Helmy, un scientifique égyptien qui tentait d'acquérir des équipements de pointe. Le réseau auquel semblent appartenir Helmy est dirigé, en Autriche, par le colonel Hussam Yosef.

Il projette d'organiser l'exportation, par une navette militaire régulière entre les États-Unis et l'Égypte, de dizaines de tonnes de combustible, de plaques d'acier spécial et de centaines de kilos de carbone utilisé pour rendre les missiles quasiment indétectables. Or, des conversations enregistrées entre Helmy et Yosef d'une part et le vice-amiral Abdel Rahim Elgohary, spécialiste des problèmes d'acquisition de matériel à la mission militaire égyptienne en Égypte, d'autre part, ne laissent presque

planer aucun doute : le général Abu Ghazala n'ignore rien de l'opération en cours.

### *Une bombe à Grasse*

D'ailleurs, les Américains ne sont d'ailleurs pas les seuls à être sur la trace des acheteurs : le 27 mai 1988, à Grasse, dans le sud de la France, la voiture d'un certain Ekkerhard Schrotz, le directeur général d'une société suisse, explose sans faire de victime. Un mystérieux groupe des « Gardiens de l'Islam » revendiquera l'attentat, en affirmant avoir voulu punir Schrotz de son implication dans la fourniture d'armes à… l'Irak.

## *Lockerbie : le vol 103 n'arrivera pas*

Le 21 décembre 1988, un Boeing de la Pan Am assurant le vol 103 Francfort-Londres-New York explose au-dessus du village de Lockerbie, en Écosse : 259 passagers et membres d'équipage et 11 habitants de Lockerbie sont tués.

Les enquêteurs s'orientent rapidement sur la piste d'un attentat. En effet, dans les deux semaines qui ont précédé, des avertissements étaient arrivés à des ambassades américaines en Europe.

Le Département d'État avait prévenu ses diplomates européens du danger et certains passagers importants qui auraient dû se trouver à bord de ce vol, le 21 décembre, avaient annulé, au dernier moment, leur réservation. Parmi eux, de hauts responsables sud-africains. Le public, lui, avait été tenu dans l'ignorance de cette menace…

En novembre 1991, les justices américaine et écossaise prononcent deux inculpations à l'encontre d'officiers supérieurs des services secrets libyens, Abdel Basset Ali

Mohhamed al-Megrahi et Ali Amin Khalifa, et affirment que la décision a été prise en septembre 1988 par Abdullah Senoussi, beau-frère du colonel Kadhafi et chef de ses services de renseignement.

## *Quand le MI6 veut faire assassiner Kadhafi*

Le 12 février 2000 est un mauvais jour pour Robin Cook, le ministre britannique des Affaires étrangères. Un site web américain publie un document des plus embarrassants pour le gouvernement de Sa Majesté. Depuis plusieurs mois, le ministre affirme que, contrairement à des rumeurs persistantes, les autorités britanniques n'ont jamais été informées d'un complot qui visait à assassiner le colonel Mouammar Kadhafi. Or le document prouve tout le contraire. Codé « CX95/53452 », il est marqué *UK Eyes Alpha*, le plus haut niveau de secret pratiqué par la communauté britannique du renseignement.

Il prouve, au minimum, que le MI6 était totalement au courant du complot en préparation : « À la fin de novembre 1996, *Tunworth* [NDLA : nom de code de la source des Britanniques] a décrit le plan dans lequel il est impliqué et qui vise à renverser le colonel Kadhafi. »

Le plan est simple : les putschistes se procureront des voitures semblables à celles de la sécurité de Kadhafi et se mêleront à son escorte lors d'un déplacement officiel, le 14 février 1996. Ensuite, « les comploteurs formeront un gouvernement intérimaire et mèneront des négociations avec les dirigeants tribaux. Ils espèrent diviser le pays en petites régions dirigées par des gouverneurs et un Parlement élu démocratiquement. Ce serait un système fédéral ».

En lui-même le rapport n'indique pas que Londres ait été directement impliqué dans cette tentative avérée, mais son

existence vient corroborer les déclarations de David Shayler, un ancien officier du MI5, qui licencié, s'est donné pour mission de dénoncer les « bavures » de ses anciens collègues.

En août 1998, il déclarait que le MI6 avait remis à *Tunworth*, une centaine de milliers de livres en vue de lui permettre d'acheter des véhicules et des armes devant être utilisés dans le complot.

À l'époque, ces révélations avaient été rejetées en bloc par Robin Cook et d'autres responsables britanniques qui avaient nié l'existence même du complot.

# Septième partie

# Les femmes dans le renseignement

***Dans cette partie***

***L***es deux chapitres de cette partie thématique sont entièrement consacrés au rôle des femmes dans l'espionnage et les services secrets, des grandes aventurières légendaires aux professionnelles des années 2000, en passant par les anonymes qui ont fait honneur à la profession et marqué l'histoire. Nous y tordrons le cou à bon nombre d'idées toutes faites et de préjugés et l'on comprendra pourquoi les services de renseignement sont, aujourd'hui, largement féminisés.

# Chapitre 43

# Aventurières, idéalistes et patriotes

***Dans ce chapitre :***

- Les femmes, mal-aimées du renseignement ?
- Des femmes fatales contre les réseaux alliés
- Des patriotes prêtes à tous les sacrifices
- Des femmes sacrifiées, pour tant de raisons…

***L***e rôle des femmes dans le renseignement a, longtemps, été minimisé, ou encore passé sous silence. Pourtant, de nombreuses femmes ont, de tout temps, exercé leurs talents dans cette branche.

## *De Gaulle ne veut pas de femmes au BCRA*

« Le général n'aimait pas les agents féminins et l'idée de parachuter de jeunes Anglaises du SOE en France occupée ne lui plaisait pas. Mais je fus en mesure de lui prouver que certaines de nos dames avaient obtenu des succès remarquables qui n'auraient jamais pu être remportés par des hommes », a déclaré un jour le colonel Passy, chef du BCRA.

Le préjugé nourri par l'homme du 18 Juin a été partagé par la plupart des chefs des services secrets, rejoignant ainsi l'opinion du grand espion soviétique Richard Sorge, qui aurait affirmé que « la femme est trop émotive, trop dépourvue de raison et de sang-froid ».

Ce n'est pas l'avis de Sir Basil Thomson, qui fut à la fois le chef du Criminel Investigation Department (CID) de Scotland Yard et un redoutable chasseur d'espions : « Je ne suis pas d'accord avec ces gens qui croient que les femmes sont incapables de garder des secrets. Il faut qu'ils se défassent de ce préjugé. »

Elles seraient même, selon Lavrenti Beria, maître de toutes les polices et premier garde-chiourme de Staline, plus habiles que les hommes à recueillir les bavardages.

Si les avis sont controversés, grand nombre de spécialistes ont néanmoins longtemps estimé dangereux d'utiliser des femmes, car elles seraient trop souvent victimes de leurs sentiments. C'est effectivement parfois le cas, comme nous l'a démontré la danseuse Lea Niako, qui, folle de jalousie, a livré son amant polonais, le capitaine Jurek de Sosnowski, à l'Abwehr.

Depuis les temps bibliques, l'espionne mythique est donc décrite comme une femme vénale, aventurière et manipulatrice, prête à user de ses charmes pour conduire les hommes à lui livrer les secrets. Piège dans lequel est tombé, entre autres, Samson, qui, doté d'une force physique inexplicable, a été trahi par la belle Dalila. Il finit par lui avouer que sa force réside dans ses cheveux, et faillit ainsi à sa mission de sauveur d'Israël. C'est également de cette manière que la belle comtesse Virginia de Castiglione a procédé auprès de Napoléon III, pour le convaincre de soutenir la cause de l'unité italienne.

Mais s’il est vrai que l’histoire offre de nombreux exemples d’espionnes séductrices, elle n’a pas négligé celles qui se sont livrées au renseignement, en risquant leur vie et ont fait preuve du plus grand professionnalisme.

## *Des exemples à foison*

La tourmente révolutionnaire en 1789 verra ainsi quelques femmes jouer un rôle secret dans les multiples conspirations. De même que la guerre de Sécession, aux États-Unis (1861-1865), où plusieurs femmes ont traversé les lignes ennemies pour espionner.

Parmi elles, Emma Edmonds, qui s’est faufilée chez les confédérés. Le Sud a également compté des personnalités telle l’aristocrate Rose O’Neal Greenhow, qui recueillait des informations auprès des politiciens, diplomates et généraux qui fréquentaient son salon.

La Première Guerre mondiale a connu son lot d’héroïnes. Si l’histoire a principalement retenu Mata Hari, dont le rôle d’espionne a souvent été très largement exagéré, il serait injuste de ne pas rendre hommage à toutes celles qui, telles que Gabrielle Petit, Edith Cavell et d’autres femmes, ont occupé une place particulière au sein de ce conflit. Faisons également référence, dans l’autre camp, à Elsbeth Schragmüller, à qui de nombreux auteurs n’ont pas hésité à prêter de dramatiques aventures teintées d’érotisme et une fin tragique dans un asile.

De tous ces ragots, seul est vrai le fait qu’elle ait occupé un poste important au sein du service de renseignement allemand : elle a dirigé l’école d’espionnage d’Anvers et, selon les dires de certains, elle n’aurait pas hésité à sacrifier quelques-uns de ses agents pour en protéger d’autres.

La Seconde Guerre mondiale et les horreurs nazies ont suscité encore plus de vocations féminines en Europe.

Rappelons le cas de Marie-Madeleine Fourcade, qui, en 1941, à peine âgée de 30 ans, a pris le commandement d'Alliance, le réseau de renseignement militaire le plus important en France, s'entourant de 3 000 agents. Arrêtée en 1944, elle est parvenue à s'échapper de sa cellule quelques heures plus tard.

Violette Szabo, membre du réseau de Clara Malraux, a également fait preuve d'un courage exceptionnel au cours des combats qui l'ont opposée à des divisions SS. Capturée et internée avec 40 000 autres femmes au camp de concentration de Ravensbrück, elle y est morte le 26 janvier 1945.

Contrairement aux Américains – l'accès au FBI a été interdit aux femmes jusqu'à 1972 – , les Soviétiques ont largement utilisé les femmes.

Selon les déclarations de certains transfuges soviétiques, la séduction était enseignée dans les camps d'entraînement.

Les Japonais encouragent également la séduction. En Israël, par contre, Isser Harel, premier chef du Mossad, interdisait formellement aux quelques femmes d'user de leurs charmes pour recueillir des renseignements.

Finalement, les femmes deviennent espionnes pour les mêmes raisons que les hommes : par goût de l'aventure et du risque mais également par idéalisme et patriotisme.

Quant à savoir si elles sont plus ou moins efficaces que les espions, écoutons l'accusation, en l'occurrence Thomas Johnson, un responsable des services de sécurité de l'armée américaine pendant la Première Guerre mondiale. Selon lui, elles auraient trois défauts : elles remettent des rapports inexacts, elles n'ont pas la résistance physique des hommes et,

surtout, elles tombent amoureuses de l'homme qu'elles sont chargées de surveiller.

Point de vue nullement partagé par Elsbeth Schragmüller, alias *Fräulein Doktor* : « Le service de renseignement est fondé sur des forces psychologiques, sur des aptitudes qui ne s'apprennent pas et qui ne sont pas l'apanage d'une profession… Ces exigences, une femme peut les remplir aussi bien qu'un homme. » Et l'histoire donne sans doute raison à cette femme hors du commun qui aurait dirigé de 400 à 500 agents dont une majorité de femmes.

# *Femmes fatales*

## *« Fräulein Doktor » : la légende d'une patriote allemande*

Elsbeth Schragmüller – connue sous les sobriquets de *Fräulein Doktor*, *Mademoiselle Docteur*, *The Fair Lady* ou *La Baronne* et sous le pseudonyme de *Mademoiselle Schwartz* – voit le jour dans le royaume de Prusse, le 7 août 1887. Son doctorat, obtenu en 1913 à l'université de Fribourg, portait sur les sciences politiques.

Devenue professeur d'éducation civique, elle se rend en Belgique (occupée) peu après le début de la Première Guerre mondiale et est affectée à la censure postale. En décembre 1914, son fiancé est tué au front. Elle décide de passer au service du III B, le renseignement militaire. Rattachée à l'état-major allemand de Lille, elle est remarquée par le colonel Walter Nicolaï, qui lui confie la direction du Kriegsnachrichten d'Anvers.

Cette aile locale du III B joue un rôle particulièrement important, Anvers n'est pas seulement un port important, c'est aussi la plus grande ville occupée à proximité des Pays-Bas. Or, ce pays est une plate-forme du renseignement britannique dirigé.

À Anvers, elle dirige une école de renseignement, mais aussi des opérations menées aux Pays-Bas.

Elle ne sera jamais identifiée et son nom véritable ne sera d'ailleurs connu des Alliés qu'après 1945.

Rentrée en Allemagne, elle y reprend sa carrière universitaire et milite dans les cercles nationalistes.

Le mystère qui entoure les activités d'Elsbeth Schragmüller a permis à beaucoup de répandre l'image d'une « veuve noire » maléfique qui ne correspond en rien à la réalité. Elsbeth Schragmüller est morte de la tuberculose, à Munich, le 24 février 1940…

## *Principale activité de « la Chatte » : la trahison*

La personnalité énigmatique de Mathilde Carré (1908-2007) a dérouté plus d'un expert en psychologie et c'est la raison pour laquelle, sans doute, sa condamnation à mort n'a pas été exécutée. Mais un fait demeure certain : ses nombreuses trahisons découlent de la jalousie, de la peur et d'une totale absence de scrupules.

C'est presque un soulagement pour Mathilde Carré lorsque la guerre éclate en 1939. Installée près d'Oran depuis six ans, la jeune Jurassienne saisit cette occasion pour échapper à la vie monotone qu'elle mène auprès de son mari.

Elle se rend aussitôt en France et s'engage comme infirmière à la Croix-Rouge.

En 1940, elle se joint aux flots de réfugiés et aboutit à Toulouse. C'est là qu'elle rencontre l'homme qui va bouleverser sa vie. Brillant officier de l'armée de l'air polonaise, Roman Czarniawski est immédiatement séduit par la jeune femme et cette grâce féline qui lui vaudra le surnom de *la Chatte*. Le Polonais lui propose de l'aider à organiser en France un réseau d'espionnage allié.

En l'espace de quelques mois, le groupe Interallié devient ainsi l'une des organisations de résistance les plus actives de la Résistance. Au début de 1941 il transmet aux Britanniques de précieux détails sur les mouvements des troupes allemandes.

C'est alors que Czarniawski, alias *Armand*, commet une erreur dont les conséquences seront dramatiques. Malgré sa relation avec Mathilde Carré, il propose à son ancienne maîtresse, Renée Borni, de venir se joindre au groupe. *La Chatte* n'approuve guère cette décision et fait part à *Armand* de son inquiétude quant à l'honnêteté de sa compagne, qui, rapidement, est devenue un agent de transmission.

Mais le Polonais, convaincu que Mathilde Carré n'est guidée que par la jalousie, ne prête qu'une oreille distraite à ses conseils.

Le 17 novembre 1941, le couple est arrêté à son domicile par la Geheime Feldpolizei (GFP), agissant sur instructions de l'Abwehr. Mathilde Carré est capturée quelques jours plus tard. Au moment de monter dans la voiture de la GFP, elle aperçoit Renée Borni avec un Allemand et a juste le temps d'entendre : « C'est bien elle, c'est *la Chatte*. »

Mathilde est écrouée à la Santé, où elle perd rapidement son assurance légendaire. Il est probable que l'idée de collaborer

l’ait frôlée dès cette première nuit. Car, dès le lendemain, elle accepte la proposition du sergent Hugo Bleicher : « Travaillez loyalement avec moi et vous serez libre. Sinon, je vous fais exécuter. »

Simple sergent interprète, Hugo Bleicher (1899-1982) est recruté par l’Abwehr en octobre 1941. Sa parfaite connaissance du français, sa psychologie et sa maîtrise du *Funkspiel* (« jeu radio ») lui permettront d’infiltrer et de démanteler pas moins de quatre réseaux de la Résistance et du SOE (Interallié, Autogiro, Spindle et Donkeyman). Après la guerre, il passera plusieurs années dans un camp de prisonniers en Grande-Bretagne.

Dès lors, les choses se précipitent. *La Chatte* est conduite à l’Abwehr. « Je me souviens seulement que Bleicher me conduisit à “ma chambre” ; il commença lui-même à se déshabiller […] J’étais donc devenue la maîtresse de Bleicher […]. » Et d’ajouter : « J’avais des vertiges et des nausées. »

Des regrets ? Difficile de la croire. Après quatorze mois d’incontestable courage et de dévouement, il n’aura pas fallu huit heures à Mathilde Carré pour basculer dans la trahison et remettre entre les mains de Bleicher les 35 membres de son réseau. Elle assiste personnellement à presque toutes les arrestations.

Elle confie à Bleicher que le premier souci de la Résistance est de rétablir le contact avec Londres. L’Allemand la persuade alors de prendre contact avec Pierre de Vomécourt (1906-1986), alias *Lucas*, agent du SOE (Special Operations Executive).

C’est cet homme qui, le premier, la soupçonnera de double jeu. Emmenée à Londres, elle est placée en détention. Condamnée à mort à Paris le 7 janvier 1947, elle verra sa peine commuée et sera libérée le 7 septembre 1954.

## *Violette Morris, la drôle de dame a du sang sur les mains*

Curieux personnage que cette athlète internationale dont le palmarès sportif s'étend à la boxe, à la compétition automobile et au lancer de poids ou de javelot.

Violette Morris est née à Paris le 20 avril 1893. Elle développe à la fois son goût pour les disciplines sportives et pour l'homosexualité. En 1914 la jeune femme offre ses services comme ambulancière de la Croix-Rouge française.

À la fin de la Première Guerre mondiale, elle reprend la compétition et s'illustre dans plusieurs disciplines, de l'athlétisme au football en passant par le water-polo.

Prête à tout sacrifier pour sa passion pour le sport, elle n'hésite pas en 1929 à subir une double mastectomie, jugeant sa poitrine trop encombrante pour piloter des voitures de course.

## *Une femme trop libre ?*

Dans le tourbillon des Années folles, ses mœurs et agissements déplaisent à la Fédération féminine sportive de France, qui lui refuse le renouvellement de sa licence. C'est donc une femme désabusée que retrouve en 1933 Gertrud Hannecker, qui fut l'une de ses rivales sur les stades avant de devenir journaliste sportive.

Mais ces retrouvailles ne sont pas le fruit du hasard : l'Allemande a pour mission de recruter la championne, qui ne cache pas son admiration pour le Reich. Invitée le 12 avril 1936 par le Comité d'organisation des Jeux olympiques allemand, c'est dans la tribune présidentielle qu'elle suivra les Jeux. Un mois plus tard, elle devient un agent des services secrets allemands.

La nouvelle recrue parvient à se procurer, pour le compte du SD, les plans de la ligne Maginot, ainsi que de nombreuses autres informations de nature militaire et stratégique.

Dès 1940, elle a été engagée par Helmut Knochen, le sinistre chef du SD en France : en marge de ses activités délictueuses, elle infiltre des réseaux, recrute des agents et permet de multiples arrestations.

Passée à la Gestapo française de la rue Lauriston, sous les ordres du délinquant Henri Lafont et de Pierre Bonny, ex-« premier policier de France ». Elle n'hésite pas à diriger les interrogatoires de résistants, se spécialisant dans la torture des femmes. Son sadisme inimaginable lui vaudra le surnom de *Hyène de la Gestapo*.

L'étendue des ravages qu'elle cause est connue des services secrets britanniques, qui décident de l'éliminer. Le 26 avril 1944, Violette Morris est abattue par des résistants sur une route de Normandie.

Bonny et Lafont, eux, seront fusillés les 26 et 27 décembre 1944.

### *Au service de la patrie*

Les cas d'une Mathilde Carré ou d'une Violette Morris ne doivent pas faire oublier que beaucoup d'autres femmes ont risqué (et parfois perdu) leur vie pour de nobles motifs.

## *Louise de Bettignies, « the Queen of the spies »*

Née le 15 juillet 1880 à Saint-Amand-les-Eaux, Louise de Bettignies s'est longtemps destinée à la vie religieuse.

Comme beaucoup d’habitants du nord de la France et de la Belgique, Louise de Bettignies se réfugie en Angleterre.

Interrogée par un officier des services de renseignement dès son débarquement à Folkestone, elle lui fournit aussitôt une profusion d’informations qu’elle a récoltées avant sa fuite. L’Intelligence Service ne manque pas d’apprécier son esprit d’observation et sa parfaite connaissance de l’anglais et de l’allemand. Le major Edward Cameron propose aussitôt à la jeune femme de retourner en zone envahie afin de renseigner.

Munie de faux papiers d’identité au nom d’Alice Dubois, elle rejoint Lille. Elle y fonde le Réseau Alice en recrutant une quarantaine d’agents, parmi lesquels le chimiste Geyter, fabricant d’encres sympathiques, et le cartographe Paul Bernard.

Le Réseau Alice est donc la branche française de La Dame blanche, active dans tout le nord du pays. Lors de la visite, en théorie secrète, de Guillaume II à Lille, son convoi est mitraillé par des avions britanniques : Louise avait transmis à Londres l’heure de l’arrivée du convoi.

Mais l’étau se resserre peu à peu autour de la jeune femme.

Le 23 septembre 1915, Marie-Léonie Vanhoutte (*Charlotte*), qui seconde Louise de Bettignies, est arrêtée à Bruxelles et incarcérée à la prison de Saint-Gilles. Elle a toutefois eu le temps de donner l’alerte. Mais elle ne parvient pas à prévenir *Alice Dubois*, qui sera arrêtée quelques semaines plus tard.

Le 16 mars 1916, elle est condamnée à mort avant de voir sa peine commuée en travaux forcés.

Louise de Bettignies continue son combat patriotique. Elle sème le trouble au sein de la forteresse, ce qui lui vaut brimade sur brimade. Elle est alors jetée au cachot.

C’est dans cette cellule qu’on la retrouve un matin terrassée par une pneumonie.

Elle est rongée par la tuberculose et seule une opération chirurgicale peut la sauver. Mais il faut la transférer dans un hôpital de Bonn ou de Cologne. Le directeur de la prison s’y oppose catégoriquement. L’intervention a donc lieu sur place. Les conséquences sont dramatiques : la plaie ne cicatrise pas et Louise s’affaiblit de jour en jour.

Sur intervention du pape et du roi d’Espagne, la jeune femme est finalement transportée à l’hôpital Sainte-Marie de Cologne. Mais elle s’éteint sans avoir prononcé un mot, le 27 septembre 1918, quarante-cinq jours à peine avant l’armistice.

## *Joséphine, « la Perle noire »*

Freda Joséphine McDonald est née dans une famille pauvre du Missouri, le 3 juin 1906. Alternant parcours scolaire et travaux domestiques, elle manifeste très tôt son talent pour la danse et épouse, à 16 ans, un certain Willie, dont elle gardera le nom après son divorce, devenant Joséphine Baker.

Elle part pour Paris, où elle devient, en 1925, la vedette incontestée de la *Revue nègre*. Au milieu des années 1930, celle qui n’a encore qu’une trentaine d’années est la première star noire.

Très attachée à la France, elle accepte immédiatement, en 1939, les propositions que lui fait Jacques Abtey, un officier du contre-espionnage.

Détail amusant : Jacques Abteyse fait passer pour son secrétaire, arbore sur son passeport à la rubrique « Profession » : « Accompagne Mme Joséphine Baker. »

Baker et Abtey collecteront d'importants renseignements sur les troupes allemandes dans le sud-ouest de la France, renseignements recopiés à l'encre sympathique sur les partitions de l'artiste. Suivront des tournées en Espagne, au Portugal et au Maroc, autant de pays où *la Perle noire* profite de ses relations pour collecter le renseignement utile aux Alliés.

Fascinée par le chef de la France libre, Joséphine Baker sera liée au général de Gaulle par une longue amitié.

Militante antiraciste et pour les droits civiques aux États-Unis, elle dépense beaucoup et pourra compter jusqu'à la fin sur le soutien généreux de Grace de Monaco et Rainier. Remontée sur les planches à partir de 1968, elle multiplie les galas de bienfaisance. Elle meurt le 12 avril 1975, à l'âge de 69 ans, deux jours après avoir fait un accident cérébral à la sortie d'un spectacle.

## *Elizabeth Pack, nom de code « Cynthia »*

Si la vie d'Amy Elizabeth Thorpe (1910-1953) ressemble à un roman, ce n'est certainement pas son mari qui campe le personnage principal. Attaché commercial de l'ambassade britannique, Arthur Pack n'a effectivement rien d'un héros.

C'est sans doute pendant la guerre d'Espagne que « Betty » a été recrutée « de façon non officielle » par les services de renseignement britanniques. Mais Arthur Pack est muté sur-le-champ à Varsovie.

Entreprenant aussitôt une idylle avec Edward Kulikowski, un jeune diplomate polonais bavard, Betty apprend que Hitler s'apprête à envahir la Tchécoslovaquie et que la Pologne sera autorisée à en annexer une petite partie. C'est, semble-t-il, cette information, qu'elle transmet à Jack Shelley, un « diplomate » anglais, qui aurait persuadé le MI6 de la recruter.

Ses instructions consistent à cultiver l'amitié d'hommes haut placés dans le gouvernement polonais et à les encourager à parler. Betty ne tarde pas à séduire le chef du cabinet du ministre des Affaires étrangères, Michal Lubienski.

Certains ont affirmé qu'elle avait transmis des rapports sur l'un des plus grands secrets de la Seconde Guerre mondiale, à savoir la machine à coder allemande *Enigma*.

Peu de temps après, elle apprend avec stupeur que Lubienski a avoué son idylle à sa femme, et à Beck, le ministre des Affaires étrangères, son intention d'épouser Mme Pack. Consterné, ce dernier s'en plaint auprès de l'ambassadeur britannique qui n'a pas d'autre choix que d'exiger qu'Elizabeth Pack quitte immédiatement la Pologne.

Ayant perdu tout contact avec les services britanniques, elle accompagne Arthur à Santiago. Elle tente de renouer avec le MI6. Déçue, elle se lance alors dans le journalisme et publie, sous pseudonyme, de nombreux articles de propagande antigermanique.

En juin 1940, les services secrets britanniques la « réveillent » et elle se retrouve à Washington. Sous le nom de code de *Cynthia*, elle y dépend de la British Security Coordination de William Stephenson. C'est alors qu'elle rencontre Charles-Emmanuel Brousse à l'ambassade du régime de Vichy. *Cynthia* se servira de lui pour accéder aux codes diplomatiques de Vichy et à ceux de la marine italienne.

Son malheureux mari s'étant suicidé en 1945, c'est avec Charles Brousse que Betty choisit de passer sa vie, mais elle mourra d'un cancer le 1er décembre 1961.

## *Du côté de Moscou*

Le colonel Igor Damaskine est, durant la Seconde Guerre mondiale, un très jeune officier de renseignement attaché à l'artillerie. Il participe à la bataille de Berlin. Après quatre années en Allemagne, il rentre en URSS. En 1963, il entre au KGB, qu'il quitte en décembre 1990. Il sera « le seul spécialiste russe des femmes dans le renseignement ». On trouvera ici deux cas hors du commun sortis de ses dossiers.

## *Daria Levine, maîtresse du tsar et espionne*

Sœur du comte Benkerdorff, chef de la gendarmerie impériale, et épouse de l'ambassadeur russe à Paris puis à Londres (de 1809 à 1834), Daria Levine est affublée d'un mari joueur et plus enclin à mener la grande vie qu'à exercer ses activités diplomatiques. La jeune comtesse prend, très tôt, l'habitude de le remplacer dans ses fonctions et de rédiger elle-même les dépêches.

Informé du rôle important qu'elle joue, Alexandre I$^{er}$ lui demande de lui écrire directement. C'est au congrès de Vienne que Daria Levine rencontre le tsar. Devenue sa maîtresse, elle accepte de mener pour lui des missions de renseignement

La première de ces missions consistera à séduire le comte Metternich, ministre de l'empereur d'Autriche.

Après le décès de son mari, la comtesse, alors âgée de 50 ans, s'installe à Paris, où elle entame une liaison avec François Guizot, ministre libéral de l'Intérieur sous Louis-Philippe. Jusqu'à la veille de la guerre de Crimée (1854-1855), Daria Levine fournira à Saint-Pétersbourg d'appréciables renseignements d'ordre militaire. C'est elle qui préviendra les Russes de l'entrée en guerre de Paris aux côtés de Londres et d'Istanbul.

# Anna Morozova

En 1941, Anna Morozova est à peine âgée de 20 ans. Lorsque les Allemands prennent la ville en octobre 1941, ils installent sur son aéroport une importante base de bombardiers. Anna s'y fait engager et entre en contact avec les SR militaires.

Anna Morozova organise des rencontres entre elles et des prisonniers tchèques, employés à la maintenance des avions. Après quelques tâtonnements, les agents s'organisent et procurent de nombreux renseignements au GRU : un masque à gaz de type nouveau, une carte détaillée de la zone occupée. Tous ces renseignements aboutiront en 1942 au bombardement de l'aéroport durant la bataille de Stalingrad et celle de Koursk.

Le groupe d'Anna Morozova décide alors de saboter les avions. Les Polonais et les Tchèques y introduisent des bombes à retardement fournies aux femmes par les maquisards. Pendant la seule bataille de Koursk, 16 avions sont ainsi détruits en vol. Mais à la fin de l'été 1943, les conditions météo empêchent trois avions de décoller et ils explosent sur la base. Les Allemands comprennent qu'ils ont été sabotés et arrêtent les auteurs.

Le 18 septembre 1943, lorsque la région est libérée, Anna Morozova entre dans une école de radio.

Le 27 juillet 1944, elle est parachutée avec d'autres agents dont une femme, Zinaïda Bardecheva, sur les arrières des Allemands en Prusse-Orientale. Mais le groupe d'Anna est repéré et traqué et son chef, Pavel Krelatich, tué. Malgré des conditions extrêmement difficiles, les agents russes parviennent à localiser la principale ligne de défense allemande.

En novembre 1944, le groupe envoie le message suivant : « Les membres de notre groupe ne sont plus des hommes mais des ombres. Nous demandons l'autorisation de nous replier en Pologne, sinon nous sommes perdus. »

Peu de temps après, Zinaïda Bardecheva est tuée.

Le groupe se disperse et Anna rencontre une autre bande de partisans, dirigée par le capitaine Tchenik, auquel elle se joint, mais le réseau est rapidement anéanti.

Elle se cache quelques jours dans une cabane avec un partisan, Pavel Iassinovski. Mais les Allemands les découvrent et, après plusieurs heures de combat, elle est abattue.

## *Les malchanceuses*

Quelques femmes du renseignement, mal préparées, trahies, ou simplement victimes des circonstances, ont connu un destin particulièrement tragique.

### *Edith Cavell, une héroïne exécutée pour l'exemple*

En 1914, dans la confusion de l'invasion allemande en Belgique, les armées alliées submergées abandonnent derrière elles une partie de leurs blessés. Ces soldats sont alors recueillis, soignés et cachés par les Belges. La Résistance belge crée alors une organisation clandestine d'hébergement et de

transport de ces soldats. C’est dans ce réseau que s’enrôle spontanément Edith Cavell.

Quadragénaire anglaise, elle est arrivée en Belgique en 1907 à l’initiative du Dr Antoine Depage, désireux de créer une école d’infirmières.

Dès le début de la guerre, avec l’aide de ses amis, parmi lesquels l’architecte bruxellois Philippe Baucq, la princesse de Croy et la Française Louise Thuliez, Miss Cavell recherche les soldats blessés, qu’elle recueille et soigne, à l’insu du personnel de la clinique.

L’entreprise connaît un tel succès qu’au fil des mois le nombre des fugitifs ne cesse de croître et il devient de plus en plus difficile de les cacher. Il faut leur faire franchir la frontière. La seule solution est de filer par la Hollande. Par groupes de 20 à 60, habillés en ouvriers, ils sont acheminés par des passeurs jusqu’à Flessingue, d’où ils rejoignent l’Angleterre. Pendant onze mois, environ 1 500 soldats anglais et français parviennent ainsi à s’évader.

Mais la jeune Anglaise poursuit également d’autres activités relevant directement, elles, du renseignement. C’est par son intermédiaire que le SR britannique recrutera Alexandre Szek, ce génie de la radio qui travaille à Bruxelles pour le commandement allemand.

À la suite de l’infiltration d’un indicateur, Philippe Baucq, Louise Thuliez, Edith Cavell et plusieurs dizaines d’autres membres du réseau sont arrêtés.

Edith Cavell comparaît le 8 août 1915 devant le groupe de police B du gouvernement général. Elle tombe dans le piège tendu : convaincue que ses complices sont déjà aux mains de la police allemande et qu’ils ont avoué elle livre de nombreuses informations.

Lors du procès, les 7 et 8 octobre 1915, ils sont 35 à comparaître, unis par la même foi patriotique et la haine commune de l'envahisseur.

Lorsque le verdict est prononcé, le 11 octobre, c'est à cinq reprises que retentit le sinistre *Todesstrafe* (peine de mort) : elle frappe Philippe Baucq, Edith Cavell, le pharmacien Louis Severin, le professeur Louise Thuliez et la comtesse de Belleville.

Edith Cavell et Philippe Baucq sont fusillés dès le lendemain matin.

## *Gabrielle Petit, face au peloton d'exécution à 22 ans*

« Je t'adresse mes adieux ; ne regrette rien, c'est tellement naturel. C'est la vie courante, vois-tu, on part comme on est venu. Je ne regrette rien. Sois sage et courageuse surtout […]. »

C'est entre les derniers points d'une broderie qu'une autre héroïne, belge celle-ci, écrit, le 31 mars 1916, cette ultime lettre d'adieu à sa sœur.

Seconde fille d'une famille de Tournai, la petite Gaby est une enfant gaie lorsque survient le drame qui va modifier le cours de sa vie.

Sa mère, meurt brutalement. Gabrielle est alors placée à l'orphelinat de Brugelette.

Nullement brisée par ces années d'épreuves, Gabrielle décide de prendre sa revanche sur son enfance malheureuse. La jeune fille, fort jolie, impressionne beaucoup les garçons par son intelligence et son sens de la repartie. Et c'est chez Mme Collet, où elle loue une petite chambre, à Bruxelles, que Gabrielle trouve enfin un véritable foyer.

En 1915, elle décide de servir son pays : ayant gagné Londres, elle est recrutée par l'Intelligence Service.

Rentrée clandestinement en Belgique, elle se lance dans l'aventure avec sang-froid et courage. Experte dans l'art de se travestir, la jeune femme opère du front d'Ypres à Maubeuge. Elle n'a pas son pareil, flirtant avec les officiers allemands pour mieux entendre leurs conversations et apercevoir le numéro cousu à l'intérieur de leur képi.

À l'occasion, la jeune femme circule sous l'uniforme d'un lieutenant prussien, du nom de Walter Henning, lorsqu'elle voyage aux Pays-Bas.

Arrêtée une première fois fin 1915, elle est libérée au bout de trois jours, faute de preuves.

Mais le 2 février 1916, dénoncée par un courrier, elle est à nouveau arrêtée. Condamnée à mort le 3 mars 1916, elle est fusillée le 1er avril.

## *Mata Hari : ni génie de l'espionnage ni virtuose de la danse*

Depuis que Margaretha Zelle, alias Mata Hari, est tombée, le 15 octobre 1917, sous les balles d'un peloton français d'exécution, elle est devenue un mythe.

La danseuse a elle-même bâti sa légende que certains auteurs se sont empressés d'enrichir. Son rôle d'espionne a sans doute été très exagéré.

Fantasque et mythomane, la danseuse hollandaise s'est évertuée à brouiller la vérité. Elle prétend ainsi être la fille d'un

prince javanais du nom d'Assivapatam et d'une célèbre bayadère du temple de Kanda-Swani.

La vérité est tout autre. De son vrai nom Margaretha Geertruida Zelle, elle a vu le jour le 7 août 1876 aux Pays-Bas. Elle est alors envoyée chez un de ses oncles à La Haye, lieu de villégiature de nombreux officiers permissionnaires de l'armée coloniale des Indes orientales néerlandaises (l'actuelle Indonésie).

C'est là que le 11 juillet 1895, après avoir répondu à une annonce matrimoniale, elle épouse le capitaine Rudolph Mac Leod, un aristocrate d'origine écossaise de vingt ans son aîné.

Après la naissance de leur fils, le couple embarque pour rejoindre les Indes néerlandaises. Finalement, lasse du climat tropical, bafouée par un mari brutal et alcoolique, Margaretha demande une séparation « de table et de lit », et rentre en Europe.

Après avoir cherché sans succès du travail à Amsterdam et à La Haye, elle arrive à Paris début 1904. C'est pourtant comme danseuse orientale qu'elle fait ses débuts dans les salons parisiens. Le succès est immédiatement au rendez-vous, et pour cause, elle sera l'une des premières à oser se montrer nue en public.

Gabriel Astruc, son imprésario, lui bâtit alors, sous le nom de scène Mata Hari, une carrière époustouflante. Elle part conquérir l'Europe : Madrid, Monte-Carlo, Milan et Berlin, où elle devient la maîtresse du lieutenant Alfred Kiepert, du 11$^{e}$ régiment de hussards de Westphalie.

## *Recrutée aux Pays-Bas*

En 1914, elle fuit aussitôt l'Allemagne et se réfugie à Amsterdam.

Devenue très française pendant ses longues années d'absence, la danseuse s'ennuie en Hollande et n'a qu'une idée : retourner à Paris. Selon les archives de l'armée allemande, c'est en juin 1915 que Mata Hari aurait été recrutée par les services allemands, et plus précisément par Karl Cramer, consul d'Allemagne et agent du colonel Nicolaï. Devenue l'*agent H 21*, elle obtient un visa de séjour pour la France et un second, de transit, pour l'Angleterre, où Scotland Yard lui fait subir un simple interrogatoire de routine.

Quelques jours plus tard, la police britannique diffuse néanmoins une note : « Mata Hari […] est apparue comme très suspecte, et il faut lui refuser l'autorisation de revenir dans le Royaume-Uni. » Cette information est communiquée à Paris, où on la prend à la légère, puisque Mata Hari ne fait l'objet d'aucune surveillance particulière.

En 1916, elle est recrutée par le capitaine Ladoux, du contre-espionnage français. Il la soupçonne d'être une espionne allemande à la suite des mises en garde des Anglais. Suivent alors des mois de double jeu sur lequel l'absence de pièces probantes ne permet pas de se faire une idée claire et nette. Seule certitude, Mata Hari est secrètement arrêtée à son hôtel des Champs-Élysées, le 13 février 1917 et maintenue au secret.

Interrogée par le capitaine Bouchardon, juge d'instruction militaire, elle nie son appartenance aux services allemands et tente désespérément de prouver que l'argent qu'elle recevait provenait de ses différents amants.

Le 24 juillet 1917 s'ouvre le procès en huis clos de la danseuse-espionne. Ultime paradoxe, le procès de celle que la presse présente comme l'« espionne du siècle » durera moins

de quarante-huit heures, au terme desquelles elle est, sans surprise, condamnée à mort.

Elle est fusillée le 15 octobre 1917, dans les fossés du château de Vincennes.

« Techniquement », Mata Hari est bien une espionne. Mais elle fut certainement plus écervelée que réellement nuisible, car elle n'avait accès à aucun renseignement important.

## *Le sacrifice de la princesse Noor Inayat khan*

Contrairement à Mata Hari, Noor-un-nisa Inayat khan est véritablement une princesse indienne. Elle est née le 2 janvier 1914 en Russie, où son père avait été invité par Raspoutine à fonder des loges de bénédiction soufies en Russie.

Peu avant la révolution de 1917, la famille quitte Moscou pour s'installer à Paris.

Juste avant la défaite de la France, Noor délaisse son pays adoptif pour se rendre à Londres. Elle s'engage aussitôt dans le service auxiliaire féminin de la RAF et suit une formation d'opérateur radio avant de devenir un agent du SOE.

Le maître espion canadien William Stephenson la décrit comme une femme à la beauté éblouissante, timide et d'une innocence que rien ne peut corrompre. En tant qu'auteure de livres pour enfants, Noor est convaincue que l'amour et la tolérance sont les seules armes contre la cruauté et la barbarie.

En dépit de rapports défavorables, elle est parachutée en France le 16 juin 1943, sous l'identité de « Jeanne-Marie Régnier », avec pour nom de code *Madeleine*. Chargée de rejoindre le réseau Prosper à Paris, elle y arrive au moment où les services allemands commencent à démanteler le groupe. Londres ordonne à la jeune femme de cesser toute activité dans l'attente

d’être rappelée en Angleterre. Mais *Madeleine* refuse d’abandonner son poste.

Changeant sans cesse d’appartement, elle continuera d’émettre durant trois mois, mais elle accumule les erreurs.

Arrêtée le 13 octobre, Noor est amenée au quartier général de la Gestapo. Interrogée par Kieffer, elle refuse de livrer la moindre information. Elle est transférée au camp de concentration de Dachau, où elle est exécutée, le 12 septembre 1944.

## Deux cas d’école

En 1959, à Londres, Christine Keeler, call-girl de luxe, rencontre le Dr Stephen Ward, célèbre ostéopathe. Introduite dans les cercles les plus mondains, Christine, tout en demeurant fidèle, « dans l’âme », à son protecteur, collectionne les amants. Un soir de juillet 1961, elle fait la connaissance de John Profumo (1915-2006), qui n’est autre que le ministre de la Guerre. Ce dernier, bien que marié à l’ex-actrice Valérie Hobson, succombe aussitôt aux charmes de la jeune femme. Une imprudence qui coûtera cher à l’homme politique, car Christine Keeler entretient en même temps une idylle avec Evgueni Ivanov, attaché naval soviétique. Début 1963, l’affaire Profumo éclate et le ministre est contraint de démissionner en entraînant la chute du gouvernement conservateur. Tandis qu’Ivanov est prudemment rappelé à Moscou, Stephen Ward est traîné dans la boue par la presse. Le 3 août 1963, il se suicide. Homme d’une grande séduction, courtois, raffiné, il apparaît comme la victime typique de la froide hypocrisie de la haute

société anglaise de l'époque. Christine Keeler, elle, retombera dans l'anonymat. À l'occasion de la sortie du film de Michael Caton-Jones, *Scandal* (1989), elle en a profité pour publier sa propre version de l'affaire Profumo. Selon elle, Stephen Ward était au service des Soviétiques et se serait servi d'elle à des fins politiques. Dès que les choses ont mal tourné, il aurait alors tenté de la faire éliminer. Pathétique tissu de mensonges, bien évidemment. L'autre grande victime de l'affaire, John Profumo, a expié sa « faute » en se dévouant sans compter comme bénévole dans des foyers de sans-abri londoniens. En 1987, la reine Élisabeth, visitant l'un de ces centres, le réhabilitait de fait. Il faudra attendre la mort d'Evgueni Ivanov, en janvier 1994, pour avoir la confirmation que le beau diplomate russe était bel et bien un espion. Mais, officiellement, le mystère demeure : agissait-il en service commandé ou fut-il le jouet de ses sentiments ? Connaissant la rigueur avec laquelle étaient formés les agents soviétiques, on peut facilement écarter cette thèse que la carrière d'Evgueni Ivanov ne semble pas avoir souffert le moins du monde de ses incartades londoniennes.

C'est à la suite de sa rencontre avec l'amour de sa vie, Karl Heinz Schneider, alias *Karliczek*, que Gaby Gast a été recrutée par le HvA (Hauptverwaltung Aufklärung, service d'espionnage de l'ex-Allemagne de l'Est). Elle réussit parfaitement sa mission qui consiste à approcher un éminent universitaire afin de se faire engager au BND (Bundesnachristendienst, service de renseignement de l'Allemagne de l'Ouest). Elle est chargée de rédiger des synthèses sur les pays de l'Est. Entre 1973 et 1990, tous ses rapports sont ainsi transmis en même temps au chancelier de RFA et aux services secrets d'Allemagne de l'Est.

Markus Wolf, le légendaire chef du HvA reconnaît lui-même qu'elle était un agent exceptionnel.

Dénoncée par un officier du HvA, au moment de la dissolution de ce service, Gaby est arrêtée, trois jours avant la réunification de l'Allemagne. Elle est condamnée à six ans de prison en 1991 et sera libérée en 1994.

# Chapitre 44

# L’ère des professionnelles

***Dans ce chapitre :***

- La féminisation des services en marge
- La course en tête des Anglo-Saxons
- Des agentes américaines à tous les niveaux
- Deux femmes de tête pour le MI5
- Une illégale russe à la mode

***M***algré le rôle important joué par les femmes dans la Résistance et dans l’effort de guerre, de nombreux États n’entrouvriront que très lentement ou tardivement la porte de leurs services de sécurité.

Ainsi, le FBI sera interdit à la gent féminine jusqu’en 1972, alors que les femmes étaient déjà très nombreuses à travailler pour la CIA.

Un demi-siècle plus tard, les choses ont évolué mais de manière très inégale suivant les pays. Ainsi, en France, on est encore loin de la parité. On peut estimer que la DGSE (renseignement extérieur) emploierait entre 25 et 30 % de femmes et la DGSI seulement 12 %.

## *Les Anglo-Saxons à la pointe*

Les États-Unis continuent à faire la course en tête. Au moins 46 % des employés de la CIA sont des femmes.

Ainsi, 50 % de l'état-major du directeur, 40 % des agents clandestins et 47 % des analystes de l'Agence sont de sexe féminin.

Ces progrès sont le fruit d'une politique volontariste. Ancien directeur de la CIA, le général David Petraeus avait demandé à Madeleine Albright, ex-secrétaire d'État, un rapport sur la place des femmes dans l'Agence.

### *En Grande-Bretagne : la course à la féminisation*

En Grande-Bretagne, si la population active est formée à 46 % de femmes, on en trouve 53 % dans la fonction publique mais seulement 37 % au MI5.

Cela étant, si la première femme à diriger une agence de renseignement en Europe fut danoise (il s'agissait de Hanne Bech Hansen, nommée à 49 ans, en 1988) et si ce fut encore une femme, Brigitte Stampe, qui lui succéda, plusieurs représentantes du sexe prétendu « faible » ont dirigé des agences britanniques.

Stella Rimington a été nommée à la tête du MI5 en 1992, après en avoir dirigé la section F (subversion politique). Toujours à Londres, le Joint Intelligence Committee a été dirigé, après 1993, par Pauline Neville-Jones.

## *Galerie de portraits*

## *Les femmes de la CIA*

Officiers clandestins, analystes, spécialistes du contre-espionnage ou expertes dans la traque des terroristes, de nombreuses femmes se sont illustrées dans les rangs de la CIA.

## *Jeanne Vertefeuille fait tomber la « taupe » la plus importante de l'histoire de l'Agence*

Jeanne Vertefeuille (1932-2012) entre à la CIA en 1954. Engagée comme dactylo, ses diplômes et son travail lui valent rapidement d'être nommée analyste. Elle se spécialisera dans l'étude de l'Union soviétique et sera notamment en poste en Éthiopie, en Finlande et aux Pays-Bas. En 1986, Langley s'inquiète de la disparition de plusieurs agents recrutés en URSS.

Placée à la tête d'un petit groupe de travail secret, elle mènera une minutieuse enquête de huit ans qui permettra de démasquer et de juger le traître Aldrich Ames.

## *Mary Ann Baumgartner : notre agente à Paris*

En avril 1992, à Paris, une dynamique quinquagénaire américaine, Mary Ann Baumgartner, rencontre un jeune très haut fonctionnaire du Conseil d'État, Henri Plagnol. Officiellement, la dame représente en France le Dallas Market Center, une fondation.

Conversation animée, courant de sympathie : les nouveaux amis se verront une demi-douzaine de fois, notamment au très sélect Club Interallié. En décembre, la relation est assez solide pour que Mme Baumgartner demande à son interlocuteur de réaliser une « étude » sur le contentieux entre Paris et Washington sur quelques questions internationales. Henri

Plagnol accepte et perçoit une petite rémunération de 2 000 francs français. Quatre mois plus tard son amitié pour Nicolas Bazire, le chef de cabinet d'Édouard Balladur, lui vaut un poste au cabinet du Premier ministre. La DST, qui a, depuis quelque temps déjà, identifié Mary Ann Baumgartner comme « officier traitant » de l'antenne parisienne de la CIA, prend alors contact avec Plagnol pour l'avertir qu'il est en contact avec un « agent d'une puissance étrangère ».

Mary Ann Baumgartner est en effet une experte de la France… et des Français. Quinze ans plus tôt, à Washington, elle s'était déjà fait une spécialité du « tamponnage » (recrutement) de diplomates de l'Hexagone.

Prévenu du double jeu de son amie, il accepte de devenir un agent double et est désormais « traité » par la DST.

Contrairement à ce que l'on pense parfois, un agent double n'est pas toujours un traître. Un « double » peut tout à fait être infiltré dans un service de renseignement adverse en vue d'une part de le désinformer et, surtout, d'identifier agents et méthodes. Ce qu'on appelle parfois le « jeu à trois » (l'agent, son service d'origine et celui qu'il infiltre) est extrêmement complexe et dangereux mais peut s'avérer très payant.

En septembre 1993, Mary Ann lui présente un nouvel ami, américain, censé travailler pour le lobby céréalier. Le fonctionnaire français est désormais bien « en main » : à chaque rencontre on lui remet un questionnaire et une somme de 5 000 francs français, à charge pour lui de répondre aux questions posées.

En règle générale, pour autant que le « double » soit autorisé à garder tout ou partie de l'argent remis par le service adverse, on lui demandera malgré tout de le confier au service qui le contrôle vraiment, qui le lui restituera. Cette manipulation a pour but d'empêcher que l'agent, qui se trouve par définition

dans une position schizophrénique, ne subisse un brouillage des repères : il travaille bien et seulement pour un service, le sien.

Période faste pour la DST, car le service peut tout à la fois intoxiquer la CIA et faire passer des messages sur l'intransigeance de Paris dans les négociations des accords de commerce mondial : les renseignements transmis par le jeune homme aboutissent sur le bureau d'un proche de Bill Clinton… De plus, l'étude attentive de chaque *shopping list* américaine permet aux spécialistes de cerner la connaissance exacte que la CIA a des positions et des mécanismes de décision français.

Au bout de quelques mois, l'affaire sera arrêtée, mais, fait inhabituel, lorsque le gouvernement français demandera à Washington, en février 1995, de rapatrier cinq de ses « diplomates » – dont Dick Holm, le chef d'antenne de la CIA, et Joseph Detrani, le responsable des opérations clandestines pour l'Europe – toute l'histoire se retrouvera à la une du quotidien *Le Monde*.

## *Valérie Plame : trahie par la Maison Blanche*

Valérie Plame s'attendait à tout, mais pas à être trahie par ceux qu'elle servait. Née dans une famille de militaires, parlant couramment le français, l'allemand et le grec, elle entre à la CIA en 1985.

Après avoir occupé un poste d'agent clandestin à Athènes, elle est affectée à Bruxelles. Elle y travaille officiellement pour une société de consultants en énergie, Brewster, Jannings and Associates (BJA), en fait une *front organization* créée en 1974 par la CIA pour fournir des couvertures à ses agents clandestins et enquêter sur les trafics nucléaires.

Rappelée à Washington en 1997, elle mène des investigations dans le domaine nucléaire et épouse, en 1998, l'ancien

ambassadeur Joseph C. Wilson.

En 2002, malgré les réticences de Valérie Plame, son mari est envoyé au Niger pour enquêter sur de possibles livraisons d'uranium à Bagdad. Le 6 juillet de la même année, Wilson publie dans le *New York Times* un article intitulé « *What I didn't find in Africa* » (« Ce que je n'ai pas trouvé en Afrique »), mettant fortement en doute la version des avocats de la guerre en Irak. Une semaine plus tard, plusieurs journaux font état de l'appartenance de son épouse à la CIA et affirment que c'est elle qui l'a choisi pour la mission au Niger. Ces révélations ont pour but de discréditer Joe Wilson.

Elles ont pour effet immédiat de stopper la carrière clandestine de Valérie Plame et de mettre en danger plusieurs de ses sources.

Valérie Plame a, depuis, entamé une nouvelle carrière d'auteure de romans d'espionnage.

## *Maya : la « reine de la torture » ?*

Dans le film *Zero Dark Thirthy*, consacré à la traque et à la mort d'Oussama ben Laden, l'actrice Jessica Chastain incarne Maya, un officier de renseignement que le scénario crédite du succès de l'opération.

S'agissant d'une opération très récente, nombre de ses tenants et aboutissants sont encore inconnus, mais il apparaît que Maya a une personnalité très controversée. Et ce jusqu'au sein même de la communauté américaine du renseignement.

Il lui est ainsi reproché d'avoir commis des erreurs d'appréciation qui ont, peut-être, participé à rendre possibles les attentats du 11 septembre 2001. Mais on l'accuse également d'avoir été l'une des « architectes » du très décrié programme d'interrogatoires « renforcés » de l'Agence.

Mais elle a été plus loin en participant elle-même à la torture par *waterboarding* (simulation de noyade) de plusieurs suspects détenus dans des « sites noirs » de la CIA. On la suspecte, enfin, d'avoir inspiré voire rédigé les argumentaires utilisés par Langley devant le Sénat pour justifier ces méthodes extrêmes devant une commission sénatoriale.

Décrite par ses collègues comme « extrêmement combative mais d'un caractère difficile », Maya n'en aurait pas moins joué un rôle décisif dans la découverte de la cache de Ben Laden, mais elle a accusé plusieurs de ses collègues d'avoir « constamment essayé de la bloquer ». Identifiée par plusieurs médias américains, elle continuerait à occuper une position importante dans la lutte contre le « djihad global ».

Plusieurs autres femmes de la CIA ont joué un rôle de premier plan dans la recherche du chef d'Al-Qaida. Citons entre autres les analystes Susan Hasler, Nada Bakos, Cindy Storer, Gina Benett ou encore Barbara Sude. Elles sont surnommées *the Band of Sisters*, une référence transparente à la série *Band of Brothers*. Jennifer Matthews, elle, a payé son dévouement de sa vie : elle a été tuée en décembre 2009 dans un attentat en Afghanistan…

# *L'ère du commandement*

## *Stella Rimington : de l'Inde à la tête du British Security Service*

Née Stella Whitehouse, à Londres, en 1935, elle fera des études d'anglais avant de suivre une formation de bibliothécaire puis de commencer une carrière d'archiviste. Son mari, John Rimington, ayant été affecté à la Haute Commission

britannique (qui sert d'ambassade dans les pays du Commonwealth) en Inde, le couple s'installe à Delhi en 1963.

Elle y travaille pendant deux ans comme assistante du représentant du MI5 en Inde et, rentrée à Londres, elle postule tout naturellement au service. Affectée successivement au contre-espionnage, à la contre-subversion et au contre-terrorisme, elle devient directrice générale adjointe du service en 1990 et sera envoyée à Moscou en 1991 pour y diriger la première mission de contact officiel avec les services du KGB. C'est au retour de ce voyage historique qu'elle sera promue à la direction générale du MI5.

Désireuse d'ancrer son service dans la modernité, Stella Rimington parviendra, avec quelques difficultés, à convaincre le gouvernement de la laisser publier la première brochure sur les activités du MI5 et deviendra ainsi le premier chef de ce service à être officiellement identifié.

### *Elizabeth Manningham-Buller : une spécialiste du contre-terrorisme*

Entrée au MI5 en 1974, après avoir passé quelques années dans l'enseignement, Elizabeth Lydia « Eliza » Manningham-Buller deviendra, en 2002, le 15$^{e}$ directeur général du service et la deuxième femme à avoir occupé ce poste. Elle choisira de s'intéresser au contre-terrorisme, ce qui lui vaudra de jouer un rôle important dans l'enquête sur l'attentat de Lockerbie, en 1988. Elle sera ensuite affectée à la K-Branch du service, chargée de combattre les tentatives de pénétration du renseignement britannique, et mènera plusieurs opérations contre l'IRA en Ulster. Chargée de la liaison avec les services de renseignement américains, à Washington, en 1990, elle reviendra, en 1992, aux affaires irlandaises pour prendre la direction de l'ensemble des opérations antiterroristes. Elle dirigera le service de 2002 à 2007.

Si la baronne Manningham-Buller a continué les efforts d'ouverture de Stella Rimington, les deux femmes se sont opposées à propos de la lutte antiterroriste. Alors que Dame Stella Rimington s'est prononcée contre des mesures portant atteinte à la vie privée, Dame Manningham-Buller s'est faite l'avocate d'une guerre sans concession contre le terrorisme et a défendu l'utilisation d'informations transmises par des services « amis » mais obtenues par la torture.

## *À Moscou, de plus en plus de femmes dans les services*

### *Anna Chapman : une « illégale » à New York*

Anna Kouchtchhenko, née le 23 février 1982, est la fille d'un officier du KGB qui a, notamment, été en poste à l'ambassade soviétique à Nairobi. Elle s'installe à Londres en 2001 avant de rencontrer Alex Chapman et de l'épouser, ce qui lui permet d'obtenir un passeport britannique. Après son divorce, en 2006, elle effectue un court séjour à Moscou avant de gagner New York.

En fait, elle est une « illégale », en immersion profonde, particulièrement chargée de se procurer des renseignements politiques sur les intentions de l'Administration Obama à l'égard de l'Iran et de la Russie.

### *Trahie par… son chef*

Ce qu'Anna Chapman ignore bien évidemment, c'est que son propre chef, un certain colonel Alexander Vasilievich Shcherbakov, est, en fait, une « taupe » américaine. Chargé

d’implanter des « illégaux » aux États-Unis, il les livrera tous au FBI.

Un agent du contre-espionnage américain entre en contact avec Anna Chapman tandis que d’autres espions venus du froid sont placés sous une étroite surveillance. L’opération *Ghost Stories* permet ainsi à Washington de se familiariser avec les méthodes des illégaux.

Le 27 juin 2010, dix « cibles » identifiées, dont Anna Chapman, sont arrêtées. En quelques jours, un accord est trouvé entre Washington, Londres et Moscou : les illégaux seront expulsés vers la Russie en échange de quatre personnes détenues à Moscou : Igor Sutyagin (un chercheur accusé, apparemment à tort, d’espionnage), Sergei Skripal (un colonel du GRU recruté par le MI6 et condamné à treize ans de détention en 2006), Aleksandr Zaporoshsky (un colonel du SVR condamné à dix-huit ans pour espionnage au profit des Américains), Gennady Vasilenko (un ancien membre du KGB aux activités assez obscures).

Rentrée à Moscou, Anna Chapman, se lance dans une double carrière apparemment prometteuse d’animatrice de télévision et de mannequin. En janvier 2014, elle créera sa propre ligne de mode.

# Huitième partie

# Un monde meurt, un autre naît

***Dans cette partie***

***D***ans cette partie, nous regarderons les services secrets du bloc soviétique se débattre pour tenter de freiner l'inéluctable fin des régimes, puis après la période de flottement qui suivra la chute du mur de Berlin, nous assisterons à la réorientation du travail des services tout en constatant que certaines choses ne changent jamais. Enfin, nous comprendrons que la guerre antiterroriste qui est désormais le lot quotidien des services secrets est aussi l'un des défis les plus graves qu'ils aient à relever.

# Chapitre 45

# La fin d’un monde

***Dans ce chapitre :***

- À Varsovie, des services pris en tenailles entre le Parti et l’histoire
- Les derniers feux de la guerre froide
- Un coup pour rien à Prague
- Les terribles archives de la Stasi
- La fin de l’ubuesque Securitate
- Le KGB et le « putsch » de 1991
- Rivalités des « nouveaux » services à Moscou

***L’***agonie du bloc soviétique commence dans les années 1980. L’URSS s’est enfoncée dans une « opération limitée » qui, en Afghanistan, va se transformer en véritable guerre et la saigner à blanc. La direction du Parti, après la mort de Brejnev, en novembre 1982, aura bien du mal à se choisir un chef, et, enfin, dans les pays satellites, les oppositions se réveillent.

C’est dans ce contexte que vont se jouer les derniers actes de la guerre froide. En 1979, Moscou donne un coup de chaud à l’affrontement entre les blocs en se lançant dans l’aventure afghane.

On a longtemps épilogué sur une question importante : jusqu'à quel point les États-Unis n'ont-ils pas tendu à Moscou un piège pour déstabiliser leur vieil adversaire ? On peut penser que la CIA, entre autres *via* ses sous-traitants pakistanais et en utilisant l'arme dangereuse de l'intégrisme islamique, a effectivement aggravé les tensions qui existaient en Afghanistan pour forcer Moscou à intervenir. Ce sera chose faite en décembre 1979.

## *Le général Youri Drozdov crée le Groupe Wimpel*

L'un des anciens dirigeants du KGB que nous avons pu rencontrer, à Moscou, a joué un rôle clé dans l'« affaire afghane ». À la fin de 1979, le général Youri Drozdov quitte Washington, où il vient de passer cinq années en tant que « résident ». Revenu à Moscou, il prend la tête du Département des illégaux, pour la direction duquel Iouri Andropov cherchait un nouveau « patron », le général Vadim Kirpichenko ayant été appelé à la prestigieuse fonction de premier vice-président de la PDP (renseignement extérieur). Drozdov raconte : « Iouri Andropov me dit : "Nous avons un détachement spécial en Afghanistan, je veux que tu ailles les voir. Il y passera dix jours, et participera à la prise du palais présidentiel qui accompagne l'entrée massive des troupes russes dans le pays. J'étais intimement persuadé que nous avions un besoin vital de créer un groupe de forces spéciales au sein du KGB. En fait, certains officiers recevaient une formation poussée, puis rentraient dans leur unité. Lorsqu'ils en recevaient l'ordre, ils devaient tout laisser tomber et rejoindre l'unité spéciale, c'était le Groupe Zenith. Mon idée à moi était de créer une unité permanente, très soudée, dont les membres auraient l'habitude de travailler ensemble. Andropov m'a soutenu et c'est comme cela qu'est né, le 19 août 1981, le Groupe Wimpel, qui pouvait être mobilisé en trois heures et non plus en trois jours… »

Pour s’être intéressé aux forces spéciales américaines, Drozdov sait « qu’une demi-douzaine d’hommes motivés et bien entraînés peut mener une “opération d’interdiction” qui désorganisera et finira par immobiliser une unité de régulière de 700 à 1 000 hommes… »

Bien entendu, la création du Groupe Wimpel n’est pas sans faire des jaloux. En 1985, le KGB décide de profiter d’un exercice à très grande échelle : « Nous avons largué une soixantaine de groupes Wimpel sur une ligne qui allait de Mourmansk à Sébastopol. Environ 180 hommes en tout. Eh bien chaque groupe a rempli sa mission et aucun de nos hommes n’a été arrêté… »

## *La crise polonaise*

En 1980, les grèves des chantiers navals, à Gdansk, font basculer la Pologne : à la fin de l’été, le gouvernement autorise l’existence de syndicats libres. Plusieurs concessions importantes sont faites à l’Église. Bref : du jamais vu dans le bloc communiste. À Moscou, on s’étrangle de rage, mais les faits sont têtus : Lech Walesa, le dirigeant du syndicat Solidarnosc, est désormais considéré comme un interlocuteur représentatif par le parti communiste polonais.

Durant un an et demi, la Pologne va vivre au rythme de la crise : périodes de tension et de relâchement alternent.

Contrairement à ce que l’on a longtemps pensé, le général Jaruzelski, qui deviendra Premier ministre en 1981, n’a pas été le docile exécutant des ordres de Moscou. Au contraire, chaque fois qu’il le peut, il défend face au « grand frère » russe la spécificité polonaise.

Mais Jaruzelski est aussi un bon communiste. Et il sait qu'il n'a pas le choix : si les Russes ne viennent pas, ce sera à lui à « remettre de l'ordre dans la maison ». Le 13 décembre 1981, l'état de guerre et la loi martiale sont proclamés. S'ensuivront plusieurs nouvelles années de crises. En tout, l'« état de guerre » fera moins de trois cents morts. Trois cents morts de trop, mais si l'on pense aux milliers de victimes qui auraient probablement été provoquées par une intervention directe de Moscou, on peut penser que l'état de guerre de Jaruzelski a été un moindre mal. Les contradictions au sommet de l'appareil communiste et dans les services de sécurité vont se cristalliser, à l'automne 1984, autour d'une affaire tragique…

## *Le prêtre qui devait mourir*

Le 19 octobre 1984, des policiers arrêtent une voiture. Le passager du véhicule n'est pas n'importe qui : le père Jerzy Popieluszko est considéré comme l'aumônier du syndicat interdit Solidarnosc ; il est l'une des bêtes noires du régime. Nul ne le reverra vivant : sauvagement tabassé par les trois hommes, il est jeté, agonisant, dans un lac. Le 30 octobre : le corps du prêtre martyr a été retrouvé.

## *Un « inside job » qui fait vaciller le régime*

Tout de suite, les hommes du SB, le service de sécurité, ont compris que c'est de leurs propres rangs que venait ce mauvais coup. Sous les ordres du vice-ministre de l'Intérieur, Wladislaw Ciaston, une équipe spéciale identifie les auteurs de l'enlèvement : le capitaine Grzegorz Piotrowski, et les lieutenants Leszek Pekala et Waldemar Chmielewski sont arrêtés. Tous trois appartiennent au Quatrième Département du SB, plus spécifiquement chargé de la surveillance de l'Église. Officiellement, ils ont agi de leur propre initiative, encouragés par leur chef direct, le colonel Adam Pietruszyk.

L’arrestation des auteurs du crime sera suivie d’un bouleversement profond des organes de sécurité : mutations disciplinaires, sections supprimées et même dissolution de la section du parti communiste dans les organes. Quelques mois plus tard, Miroslaw Milewski, le secrétaire chargé des problèmes de sécurité intérieure, sera limogé…

En 1985, les inculpés seront condamnés à vingt-cinq ans de prison. Ils seront libérés quelques années plus tard, à la faveur d’une amnistie.

Dans ses Mémoires, le général Jaruzelski écrit : « Ce que je sais, ce dont nous fûmes aussitôt convaincus, c’est que ce meurtre nous visait autant que la politique d’entente entre l’État et l’Église. » La thèse généralement admise est que le meurtre de Jerzy Popieluszko était bien dirigé contre le pouvoir : certains secteurs du SB, liés aux services soviétiques, auraient cherché à faire tomber l’équipe du général Jaruzelski…

À Moscou, cependant, les choses commencent à changer. Alors qu’au début de 1985 l’URSS soutient les pays « durs » du bloc, quatre ans plus tard, elle sera l’avocate des réformes. Entre ces deux dates sont passées la Glasnost (transparence) et la Perestroïka (restructuration) de Mikhaïl Gorbatchev. Mais à partir de 1989, le régime soviétique va s’affaiblir, Gorbatchev se révélant incapable de choisir entre la « droite » (communistes conservateurs) et la « gauche » (partisans des réformes économiques et démocratiques) du parti.

## *Dernières passes d’armes*

Le KGB ne dépose pas les armes. Quelques affaires retentissantes vont donc défrayer la chronique du monde de l’ombre.

## *Vitali Iourtchenko, le double transfuge*

En l'espace de quatre mois, Vitali Sergeïevitch Iourtchenko effectuera un étonnant aller-retour Moscou-Washington, en provoquant l'un des plus importants scandales de l'histoire des services de renseignement américains. « J'ai été enlevé par la CIA, drogué et manipulé », proclamera l'agent soviétique dès 1986. « C'est faux », rétorque le journaliste américain Ronald Kessler, qui l'a interviewé : « Iourtchenko était un véritable transfuge. »

Le 28 juillet 1985, Iourtchenko, jusque-là responsable du service de contre-espionnage de la Première Direction principale (PDP) du KGB, est en poste à Washington lorsqu'il débarque dans la capitale italienne. Officiellement, il vient préparer l'arrivée d'une délégation de savants russes devant participer à un congrès international sur les armes nucléaires. Le 2 août, l'officier soviétique quitte la Résidence de l'ambassadeur soviétique, s'engouffre dans un taxi et se rend aux musées du Vatican. Deux heures plus tard, il se présente à l'ambassade américaine, où, reçu par des agents de la CIA, il signe une demande d'asile politique. Puis, discrètement escorté, il prend l'avion pour retourner aux États-Unis.

Les Américains se frottent les mains. Après avoir débuté comme responsable du contre-espionnage au sein des forces armées, il a successivement occupé le poste d'officier des opérations du Département de la flotte de la mer Noire puis de conseiller auprès de la flotte égyptienne, pour finalement être nommé, en 1975, officier de sécurité à l'ambassade de Washington.

Sa mission consiste en fait à surveiller ses concitoyens mais aussi à recruter des agents étrangers, comme Ronald W. Pelton.

Après avoir travaillé pendant quatorze ans au sein de la NSA (National Security Agency), cet Américain est entré un beau matin à l'ambassade soviétique à Washington pour vendre des

secrets d'État. Accueilli par Iourtchenko, il a immédiatement été engagé par le KGB.

Selon certains, Iourtchenko aurait été l'une des meilleures sources de l'Agence, mais d'autres affirment qu'il n'a rien donné que de secondaire. Seule certitude : c'est lui qui permettra à l'Agence d'identifier Edward Lee Howard.

Début octobre 1985, Iourtchenko est autorisé à rendre visite à sa maîtresse à Montréal, Valentina Yereskovski, épouse d'un diplomate soviétique. Mais elle lui avoue n'avoir aucune intention de quitter son mari et l'ancien agent du KGB rentre à Washington très déprimé.

Le 2 novembre, il propose à l'agent de la CIA chargé de le protéger d'aller dîner au Pied de cochon, un restaurant français à deux pas de l'ambassade soviétique. « Je m'en vais pour une dizaine de minutes. Si je ne reviens pas, ce ne sera pas de votre faute », déclare le transfuge à son interlocuteur au milieu du repas. Sur ce, il se rend, à pied, à l'ambassade soviétique.

Le 6 novembre, il rentre à Moscou, accompagné d'un autre officier du KGB, Valéry Martinov. Il laisse derrière lui une CIA ridiculisée.

Curieuse coïncidence, Valéry Martinov est lui-même une « taupe » américaine au sein du renseignement russe. Dénoncé par Aldrich Ames, il sera arrêté le 28 mai 1987 et exécuté.

## *Francis Temperville, l'espion qui volait des gommes…*

L'« affaire Temperville » restera, dans les annales, comme un cas d'école : entre 1988 et 1992, ce physicien particulièrement doué du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), a livré plus de 6 000 documents secrets (dont de nombreuses notes relatives aux tirs nucléaires de Mururoa) au KGB.

Orphelin de père à l'âge de 9 ans, élevé dans le Nord par sa mère, Francis Temperville obtient un DEA de physique nucléaire à Orsay ; il sortira de l'Institut national des sciences et techniques nucléaires (INSTN) avec les félicitations du jury pour sa thèse de doctorat sur les produits de fusion.

Il commence sa carrière dans l'enseignement, mais la fonction publique paie mal et le jeune homme passe des petites annonces dans le but de donner des cours particuliers.

L'un de ses premiers élèves sera un dénommé Serge. Temperville dira, plus tard, l'avoir pris pour un Britannique. Mais qu'importe, car les deux hommes sympathisent rapidement. Dès le début, Serge, qui paie chaque leçon en espèces – entre 300 et 400 francs français – , s'intéresse tellement à la matière que Temperville lui remet spontanément des copies d'articles scientifiques peu accessibles au grand public. Rien que de très normal, si ce n'est que Serge prend l'habitude de payer ces « extras ».

Régulièrement, Serge invite Francis à dîner. Il devient aussi de plus en plus en plus curieux. À sa demande, le jeune physicien commence à lui livrer (contre des sommes variant de 2 000 à 4 000 francs français) des documents provenant de l'INSTN.

Lorsque, le 1er octobre 1989, Francis Temperville intègre la Direction des applications militaires du CEA, il est bel et bien devenu un véritable espion. Sans même, sans doute, s'en être rendu compte.

En juillet 1990, un curieux concours de circonstances entraînera son éviction du CEA : le service de sécurité intérieure l'a convaincu d'avoir volé… des fournitures de bureau.

En septembre 1991, Serge passe la main à René. Et le petit jeu continue. Jusqu'à l'arrestation de Temperville, le 13 septembre

1992 : l'ingénieur a été « balancé » par Victor Otchenko – *O* – . L'enquête établira que Temperville a été pris en main par Sergueï Jmyrev (*Serge*), deuxième secrétaire à l'ambassade, et Valentin Makarov (*René*), troisième secrétaire à la délégation soviétique à l'Unesco, deux vieux routiers du KGB.

Affaire exceptionnelle, puisqu'elle a été jugée assez importante pour que Mikhaïl Gorbatchev lui-même en soit tenu informé. Mais également parce qu'elle démontre que la Russie a pris la succession de l'URSS.

On sait aujourd'hui que le KGB avait travaillé « au chalut » en collationnant les noms de près de 3 000 personnes proposant des leçons particulières de physique.

Francis Temperville, qui aurait touché près de 2 millions de francs français des services moscovites, sera condamné à neuf années de prison, le 30 octobre 1997. *Serge*, lui, était rentré à Moscou.

## *Un colonel trop tranquille : l'affaire Binet*

L'arrestation du colonel Guy Binet, à Bruxelles, au cours de l'été 1988, fait l'effet d'une bombe dans le monde politique belge. Responsable de la liaison entre l'armée de l'air belge et l'Otan, et chef du bureau de « gestion et planification des matériels volants » au ministère de la Défense, Guy Binet a la confiance de son ministre. Il s'agit aussi de la « taupe » le plus haut placée jamais découverte en Belgique. L'homme a eu accès, entre autres, au dossier des équipements ECM (les contre-mesures électroniques, ou systèmes antiradars et antimissiles embarqués dans les chasseurs F16 de l'Otan).

Guy Binet avait tout pour tomber dans les filets des services adverses, un peu aigri parce qu'il estimait ne pas avoir fait la carrière à laquelle il pensait avoir droit, il était séparé de sa femme et de ses enfants.

Un jour, dans un cocktail, il rencontre un homme qui le comprend et le valorise. Durant deux ans au moins, en échange de quelques millions de francs belges, il livrera des centaines de dossiers secrets.

Guy Binet sera condamné, en juin 1989, à vingt ans de réclusion criminelle…

## *Automne 1989 : la fin du « bloc soviétique »*

Le 23 octobre 1989, le parti communiste hongrois (PSOH) renonce à la « dictature du prolétariat » et accepte le principe du partage du pouvoir avec le Forum démocratique. En Pologne, l'évolution est similaire : en 1989, Solidarnosc est légalisé. Moins d'un an plus tard, Lech Walesa deviendra président de la République.

Dans ces deux pays, les services de police secrète vont se voir dissous. En Hongrie est créé un Office national de sécurité cumulant des activités de contre-espionnage et de renseignement. En Pologne, l'UOP (« Office de protection de l'État ») est placé sous la responsabilité de Jersy Konieczny et étroitement surveillé par des anciens de Solidarnosc. Tant en Hongrie qu'en Pologne, cela étant dit, les SR font largement appel au savoir-faire des anciens espions communistes.

Les choses seront un peu plus délicates en Tchécoslovaquie. Durant le Printemps de Prague de 1968, la graine de la liberté avait été semée. Elle germera neuf ans plus tard, avec la création d'un mouvement dissident, la Charte 77, qui ne rassemblera jamais que quelques dizaines d'activistes, dont le dramaturge Vaclav Havel (1936-2011), qui sera le premier président de la République tchèque.

## *Prague : échec d'une manipulation*

À l'automne 1989, les auteurs seront à Prague, lorsque débute la révolution de Velours. Ils sont frappés par la violence des unités anti-émeutes.

Le 17 novembre 1989, les manifestants, comme ils en ont pris l'habitude depuis quelques jours, marchent vers la place Wenceslas. Plusieurs affrontements ont lieu et la police tire. Plusieurs étudiants sont blessés et l'un d'eux, Martin Smid, est tué. En quelques jours, l'émeute renverse le régime.

On l'apprendra plus tard, il n'y a pas de « Martin Smid ». Ou plutôt, il y en a deux. Un est absent de Prague, l'autre, bien vivant, sera exhibé à la télévision pour calmer les esprits. Que s'est-il passé ?

C'est à la fin de 1988 qu'un petit groupe de communistes réformateurs, acquis aux idées de Mikhaïl Gorbatchev, a compris qu'il était temps de faire quelque chose, ils ont pris langue avec les Soviétiques, qui les ont renvoyés au KGB, et ce dernier les a mis en contact avec le général Alois Lorenc, chef du StB (le service de sécurité de Prague), lui aussi favorable à de nécessaires réformes.

Le StB a alors usé de ses agents d'infiltration dans l'opposition pour radicaliser celle-ci, qui n'avait peut-être pas vraiment besoin qu'on la pousse. Ce sont ces infiltrés et des cadres de la police qui ont provoqué les bagarres du 17 novembre 1989.

Ce jour-là, un jeune lieutenant du StB, Ludek Zvicak, se trouve en tête d'un des cortèges. Au QG de la police, le général Lorenc est aux commandes de l'opération pour éviter tout dérapage. À ses côtés, le résident du KGB à Prague et l'un des responsables du Centre, venu en droite ligne de Moscou, Viktor Grouchko. Dans la bousculade, Zvicak tombe. Des secouristes recouvrent son corps d'un drap et la police l'emmène

immédiatement. Zvicak se porte à merveille, mais « Martin Smid », sa couverture, vient de mourir. Mission réussie.

Mais le plan a trop bien marché, car plus personne ne peut contrôler le mouvement, et un grain de sable va se glisser dans la machine bien huilée de la conspiration : le dissident Zdenek Mlynar, un ancien ministre d'Alexandre Dubcek, refuse de prendre la tête du parti, comme le souhaitent les comploteurs. Faute de solution de rechange, le régime communiste s'écroule…

L'instauration de la démocratie à Prague sera l'occasion de bien des révélations. On apprendra par exemple que 52 journalistes de l'agence de presse tchèque CTK collaboraient au StB.

De même, on saura que le StB avait installé, dans l'hôtel Yalta, un poste d'observation permettant d'espionner toutes les chambres de l'hôtel. Or, le Yalta était l'adresse préférée de bon nombre d'hommes d'État, de diplomates, d'industriels et de journalistes.

Enfin, l'ouverture des archives secrètes permettra d'en savoir un peu plus sur les agissements de quelques organisations internationales, comme l'Union internationale des étudiants (IUS), l'Organisation internationale des journalistes (OIJ) ou la Fédération syndicale mondiale (FSM) ; autant de *front associations* du KGB.

## *Berlin-Est : le colonel Kouzmine est sans illusion*

En Allemagne de l'Est aussi, le KGB aurait bien aimé tenter de jouer la carte du changement en douceur. Mais il ne le pourra pas. Cela fait longtemps que sa Résidence attire l'attention du Centre sur l'impopularité croissante du régime. En décembre 1984, le colonel Ivan Kouzmine vient d'être renvoyé

à Berlin comme directeur du service des analyses politiques de l'antenne du renseignement.

« En 1986, on m'a demandé de faire une conférence, au "Centre", pour les officiers. La question de la réunification de l'Allemagne était désormais posée.

Nous, les spécialistes, nous savions tous que le point de non-retour était atteint… »

Voilà pour le côté positif, l'envie d'être à nouveau rassemblés au sein de la même « famille » nationale. Mais il y a le côté négatif : le rejet du régime communiste par des Allemands de l'Est. « Les gens en avaient assez de leurs conditions de vie. Ils avaient accès aux radios et aux télévisions de l'"autre Allemagne". Et dans la compétition de l'information, l'Est perdait, de manière très nette… Et puis, il y avait la Stasi… Avec le recours à la délation généralisée, elle faisait peser une chape de plomb sur la société. »

À Berlin-Est, en 1986, le pouvoir est totalement divisé. D'un côté, Erich Honecker et son clan, le « béton du parti » : orthodoxes, rigoureux. De l'autre, un petit groupe de « réformistes » dans lequel on retrouve Egon Krenz ou Gunter Schabowski, le patron de la direction de Berlin.

Kouzmine l'affirme : Berlin trompait Moscou. « Les réformistes ont rassemblé un dossier accablant. Il y avait l'analyse de la faillite économique du régime sur les tensions à l'intérieur du parti, des preuves que Honecker ne soutenait pas les réformes en cours à Moscou, et qu'il mentait sciemment à Gorbatchev. Ils ont remis une copie du dossier à l'ambassadeur et une autre à la Résidence. »

Le groupe proposait d'enlever et de le déclarer malade et incapable de continuer à exercer. Après, on l'aurait mis dans une belle villa, et les « jeunes » auraient commencé à redresser

le pays. Le KGB appuie ce plan, mais le Kremlin n'y donnera jamais suite. Trois ans plus tard, en 1989, il sera bien appliqué par les mêmes « comploteurs ». Mais il est trop tard…

## *La chute de la « maison Stasi »*

La réunification allemande, à laquelle aucune force n'aurait pu s'opposer, marquera la fin de l'histoire de la Stasi.

La chute du Mur sera suivie d'un flot de révélations qui se poursuivra pendant près de vingt ans.

Ainsi, on apprendra que Markus Wolf et Erich Mielke, le ministre de l'Intérieur et chef de la Stasi, avaient été, en 1979 au cœur de l'opération conjointe menée par la RDA et l'URSS pour mettre au point un système baptisé poétiquement *Saisie unifiée d'informations sur les opposants*.

Lorsque le régime communiste se lézardera, le Premier ministre réformateur, Hans Modrow, tentera d'opérer un lifting de dernière heure sur la Stasi, « démocratisée » et rebaptisée pour la circonstance ANS – Amt für Nationale Sicherheit, ou « Office national de sécurité ».

Ne pouvant plus s'opposer à la volonté de changement de la population, les agents de la Stasi et du HvA sont au moins bien placés pour assurer leur survie individuelle. On distribuera, à partir de début 1990, aux officiers les plus menacés en cas de chute du régime, argent et faux papiers. Enfin, au soir du 3 octobre 1990, lorsque la réunification allemande s'effectue, c'est le « chacun-pour-soi ».

Si la réunification de l'Allemagne a mis la grande majorité des anciens de la Stasi et du HvA au chômage, d'autres ont été récupérés par le « grand frère » soviétique, voire par certains services plus « exotiques » – Libye, Syrie, Irak.

Certains spécialistes estiment que, dès 1986, le KGB a commencé à débaucher certains officiers expérimentés et efficaces. Si des centaines d'agents de la Stasi et du HvA à l'Ouest ont été démasqués depuis la réunification, il existerait encore plusieurs milliers d'ex-« taupes » non identifiées un peu partout en Allemagne et en Europe.

## *Le poison des archives de la Stasi*

D'abord, bien entendu, une part importante de ces archives a été détruite. Dès le mois de février 1990, le HvA avait quitté la Normanenstrasse pour se replier sur un bâtiment plus discret. Klaus Eichner, chef de la Section des analyses du Département IX (contre-espionnage) du HvA, a témoigné. Le général Bernd Fischer, responsable de la dissolution du HvA, donnera des instructions claires : « Tout ce qui pourrait amener à la découverte d'agents ou de sources doit être détruit. Mais tout le reste doit demeurer à la disposition des historiens… »

En 2000, nous avions posé la question de ces archives à Boris Labusov, l'un des porte-parole du SVR. Sa réponse a été nette et précise : « C'est la CIA qui a récupéré les archives de la Stasi. Je peux vous dire que cela ne plaît pas tellement aux Allemands… » Désinformation ? Pas vraiment : à la fin de décembre 1999, le coordinateur du renseignement pour le chancelier fédéral allemand, Ernst Uhrlau, avait reconnu que les données rapatriées de Washington « pourraient permettre une meilleure évaluation de cas déjà connus… »

Dans les bureaux de la Normanenstrasse, devenus un musée, se poursuit depuis 2007 l'une des opérations de restauration les plus ambitieuses de l'histoire. Plus de 16 000 sacs en papier contenant environ 16 millions de pages seront traités et indexés.

# *Dernier acte en Roumanie*

La prétendue révolution roumaine de décembre 1989, qui a coûté la vie aux Ceaucescu, a-t-elle bénéficié de la complicité d'une partie de la direction de la Securitate ? La question risque de rester ouverte pour un certain temps encore.

Tout commence à Timisoara, un endroit sensible puisque y vit une importante minorité hongroise et surtout l'un de ses dirigeants, le pasteur Laszlo Tökes. Le 15 décembre 1989, la Securitate serait sur le point d'arrêter Tökes. Dans l'après-midi du 15, ils sont plusieurs centaines à se rassembler devant le temple. Mais la police reste des plus discrètes.

## *Des problèmes de communication qui se résolvent comme par miracle*

Dans la nuit, pourtant, les bagarres éclatent : c'est l'émeute. Le 17 décembre, quand le bureau politique du parti communiste se réunit, l'ambiance est tendue. Aux questions du Conducator, les responsables du maintien de l'ordre n'apportent que des réponses évasives. Rassuré, Ceaucescu s'envole, le 18 décembre, pour l'Iran après avoir envoyé sur place un fidèle, le vice-ministre de la Défense Victor Stanculescu.

Dès que le patron a tourné le dos, très curieusement, les « problèmes de communication » avec Timisoara s'arrangent instantanément. Mais c'est au profit des médias occidentaux.

Les médias s'emballent : les agences de presse affirment que plusieurs milliers de personnes ont été tuées à Timisoara. De même les images de « charniers » tournent en boucle sur les écrans. Des mois plus tard, on saura la vérité : « on » est allé déterrer des corps dans des cimetières ou les voler dans des

morgues. L'affaire des charniers de Timisoara sera l'un des grands succès de la désinformation au XX$^{e}$ siècle.

Victor Stanculescu, lui, n'est pas parti à Timisoara : il s'est fait hospitaliser pour une fracture de la jambe…

Rentré de Téhéran, Ceaucescu sent confusément que les choses sont en train de lui échapper. Dans la soirée, il s'exprime par un message télévisé, mais la reprise en main, le Conducator la prévoit pour le lendemain. Le 21 décembre, à 14 heures, un grand meeting de soutien est convoqué place de la République, devant le siège du Comité central.

Au moment où il apparaît au balcon, Nicolae Ceaucescu ne sait pas encore qu'il ne lui reste que quelques minutes de pouvoir. Et un peu plus de vingt-quatre heures à vivre.

Dès qu'il prend la parole montent de la foule des cris et des sifflets. Scène hallucinante que cette fin, en direct, car la télévision roumaine retransmet l'événement. Au bout de quelques minutes, l'image est coupée. Rideau. Ou presque…

L'émeute gagne le pays ; à nouveau, l'armée tire avant de basculer, comme par miracle, dans le camp des révoltés.

À midi, le 22 décembre, Ceaucescu quitte son bureau et s'envole avec sa femme en hélicoptère pour gagner une caserne tenue par des éléments qu'il croit fidèles. À sa descente de l'appareil, le couple est arrêté et mis au secret. Dans la soirée se déroule le « procès » au cours duquel Ceaucescu a la mauvaise surprise de retrouver son fidèle Stanculescu. Reconnus coupables, les Ceaucescu sont entravés et immédiatement exécutés.

Reste que la question du rôle exact joué par la Securitate dans ces sanglants événements est toujours posée.

## *Heurs et malheurs de la Securitate*

Car la police secrète était partout. Selon des chiffres publiés en mars 1990, la Securitate n'utilisait les services « que » de 8 400 agents permanents, mais il fallait y ajouter 1 700 spécialistes des écoutes et 3 000 soldats des troupes de sécurité et, surtout, une cinquantaine de milliers de « contractuels » à temps partiel.

Dans les années 1980, la crise économique frappe de plein fouet la Roumanie. Qu'à cela ne tienne ! Les Roumains ne se chaufferont plus et vivront dans la pénombre. C'est la Securitate du général Iulian Vlad qui est chargée de surveiller l'application des mesures.

À la même époque, Ceaucescu s'avise que la courbe de la natalité est en chute libre. On va y remédier. Désormais chaque grossesse doit être déclarée immédiatement et être suivie par les médecins pleins de sollicitude de… la Securitate.

La Securitate espionne (énormément), menace (beaucoup), corrompt (quotidiennement), interroge et emprisonne (les incorrigibles), tabasse (chaque fois que nécessaire) et enfin élimine (quand le patron le souhaite).

Malgré l'exécrable réputation de leur service, nombreux sont les anciens de la Securitate qui ont été « recyclés » au sein du SRI (Serviciul Román de Informatii, ou « Service roumain de renseignement »), créé en mai 1990. Le premier chef du SRI sera, d'ailleurs, Mihail Caraman.

## Quand la Securitate se faisait la complice d'escrocs…

En 1976, le cargo *Lucona* coule dans l'océan Indien. Six hommes d'équipage périssent dans le naufrage. À son bord, une « usine d'enrichissement d'uranium » fabriquée en Roumanie et devant être livrée à l'Inde. Le propriétaire, l'Autrichien Udo Proksch, réclame aux assurances le remboursement du matériel. Mais les compagnies commencent à nourrir quelques doutes. Qui accepterait de croire que la Roumanie de Ceaucescu possède la technologie nécessaire à la construction d'une usine aussi sophistiquée ?

Les protections gouvernementales dont jouit Proksch freinent l'enquête. Un ami du suspect, le ministre des Affaires étrangères, Leopold Gratz, ira même jusqu'à utiliser la valise diplomatique pour ramener des documents confidentiels prouvant l'existence de l'usine. Des faux, fabriqués par la Securitate. Ce service aurait facturé à Proksch la bagatelle de 125 000 dollars : tout était bon pour remplir les caisses roumaines… Bien plus tard, on prouvera que la cargaison du cargo n'était composée que de vieille ferraille.

## *L'Union soviétique avance vers sa fin*

Les dernières années du KGB vont être l'objet de toutes les attentions des services spéciaux occidentaux.

Les services de renseignement naviguent à vue, ainsi que la CIA le constate en 1990 : « Les incertitudes de la communauté du renseignement sont plus grandes aujourd'hui qu'elles ne l'ont jamais été dans les quarante années durant lesquelles nous avons produit des estimations sur l'URSS… »

En avril 1991, pourtant, la CIA s'avance : « Les forces anticommunistes s'attaquent à l'Empire soviétique et à son modèle de gouvernement », ce qui crée les bases d'une tentative de reprise en main par les durs, « avec ou sans Gorbatchev ».

À Moscou, cependant, l'instabilité persiste. En octobre 1988, Viktor Tchebrikov, qui avait succédé à Iouri Andropov, quittera la présidence du KGB pour être remplacé par Vladimir Krioutchkov, l'un des six vice-présidents du Centre, jusque-là patron de la Première Direction principale (PDP, renseignement étranger), jugé plus réformateur.

C'est lui qui fera passer le KGB du côté de la Glasnost et de la Perestroïka. C'est sous Krioutchkov qu'on verra le KGB s'exprimer dans la presse, afficher une plus grande ouverture. Il ne néglige pas pour autant ses devoirs élémentaires…

## *Le putsch d'août 1991 : une comédie ?*

Mais le pouvoir de l'ombre, s'il est plus résistant, s'effrite malgré tout. À la fin des années 1980, le KGB sera incapable de prévoir et, surtout, d'enrayer les troubles dans le Caucase ou sur les bords de la Baltique. Ce ne sera pourtant pas faute d'avoir essayé : il continuera à surveiller l'évolution de la société. Il dispose des dizaines de milliers d'officiers et des centaines de milliers d'agents.

C'est ainsi, par exemple, que presque tous les membres du clergé orthodoxe sont des agents rétribués de la police secrète. Sa Béatitude Philarète, métropolite de Kiev et d'Ukraine ? L'agent *Antonov*. Sa Béatitude le métropolite Juvelanius ? L'agent *Adamant*. Le métropolite Pitirim, chef du département d'édition du patriarcat de Moscou ? L'agent *Abbé*. Jusqu'à Alexis II, patriarche de Moscou et de toutes les Russies de 1990 à sa mort, en 2008, qui collaborait avec les organes en

tant qu'agent *Drozdov*. Son successeur, Cyrille I$^{er}$ (intronisé le 1$^{er}$ février 2009), ne fait pas exception : dans les années 1970, il renseignait le KGB sous le nom de *Mikhailov*…

C'est sans doute ce formidable réseau qui convaincra le KGB qu'il faut remettre de l'ordre dans le pays. Le 19 août 1991, le Comité d'État à l'état d'urgence (GKTchP) annonce qu'il assume le pouvoir, Mikhaïl Gorbatchev étant malade. Vladimir Krioutchkov figure en bonne place dans ce GKTchP.

En 1991, le général Leonov dirige, à la Première Direction principale, le Département analytique : « Si une armée entre dans une ville réputée hostile et que ses blindés n'emportent pas de munitions, c'est qu'on ne se prépare pas vraiment à utiliser la force. Or : les chars qui ont investi Moscou étaient désarmés. Tout au long des trois jours fatidiques d'août 1991, il y aura des affrontements mais seulement trois morts : tous les chefs de département étaient en vacances. Il n'y a pas eu de putsch. Ce qui s'est passé, c'est un arrangement entre les "grandes chapkas" [les gros bonnets] qui voulaient restaurer un peu d'ordre mais continuer les réformes. Plus tard, Krioutchkov m'a affirmé que les dirigeants politiques étaient avertis de ce qui allait se passer. Même Gorbatchev et Eltsine… Et puis, l'inattendu s'est produit : Boris Eltsine a vu passer la chance de sa vie et il l'a saisie en se posant comme le chef de la "résistance démocratique". Et cela a été la fin de l'URSS… »

Deux ans plus tard, en 1993, le Parlement décidait de démettre le président Eltsine. Écoutons encore Leonov : « Là, on a vu ce que c'était qu'un coup d'État : les blindés ont pris position face au Parlement ; ils ont tiré et puis l'assaut a été donné. Mais cette fois-là, l'Occident a applaudi… »

Cette même année, Leonid Tcherbachine est chef de la PDP et vice-président du KGB : « De quel coup d'État peut-on parler si le Premier ministre et le chef des organes de sécurité y

participent ? Pour moi, Gorbatchev était au courant : si cela marchait, il montait dans le train en marche, sinon, il condamnait le coup… Mais l'erreur énorme, cela a été de faire entrer les blindés dans la ville. C'est-à-dire de donner l'image d'un coup d'État. Cela a agi comme un électrochoc. Sinon, tout se passait en douceur : il n'y a même pas eu d'arrestations. Bizarre, non… Songez que j'étais le numéro deux ou trois du KGB et que je ne savais rien. Résultat, tout a foiré. D'abord cette idiotie de faire entrer les chars, puis la radio, et la télévision qui diffuse *Le Lac des cygnes*. On prenait vraiment les gens pour des imbéciles. Et puis la conférence de presse du GKtchP : minable ! Les mains du chef tremblent, il répond à côté. Et ce sont ces gens-là qui allaient "sauver" la Russie ? »

## *Le KGB hésite puis recule, le putsch échoue*

Durant les premières heures du putsch, tout se déroule (presque) comme prévu : on annonce des arrestations (en fait il y en a très peu), des blindés quadrillent la capitale, mais, curieusement, les communications téléphoniques ne seront jamais coupées ! Dès l'annonce du coup d'État, Boris Eltsine, le président récemment élu de la Fédération de Russie, s'est retranché dans ses bureaux de la Maison Blanche. Des milliers de sympathisants entourent le bâtiment. Théoriquement, le groupe A-7 doit prendre l'immeuble d'assaut et s'assurer de la personne d'Eltsine. Il ne le fera pas. Certes, entre 40 000 et 80 000 personnes forment un véritable bouclier humain autour de la Maison Blanche. Mais aucun d'entre eux n'est armé.

Pour rappel, sept mois plus tôt, à Vilnius, les hommes d'A-7 avaient traversé une foule de plus de 15 000 personnes et donné l'assaut au bâtiment de la télévision sans tirer un seul coup de feu.

Mais à Moscou la machine se grippe. Il est clair que si les forces spéciales avaient agi de manière décidée, le putsch aurait réussi. Mais après ? Le pays aurait été paralysé par la

contestation et, peut-être, par la guerre civile. Le KGB en a connaissance. À un moment donné, les responsables du Centre décident donc de ne pas obéir à leur chef. Les commandos A-7 se retirent discrètement de l'esplanade : Vladimir Krioutchkov donne ses ordres, mais personne ne les exécutera. Et le lendemain, c'est un général du KGB qui arrêtera son ancien patron. Le putsch a échoué. Quatre mois plus tard, l'URSS n'existera plus.

## Quatre transfuges parmi d'autres

La fin des années 1980 et le début de la décennie qui suit seront marqués par une véritable hémorragie dans les réseaux soviétiques à l'étranger. Nombre d'officiers passent à l'Ouest, démoralisés ou simplement inquiets pour leur avenir.

**Igor Tcherpinski**, diplomate de haut rang à l'ambassade soviétique à Bruxelles, demande, en avril 1990, l'asile politique aux États-Unis. Sa défection entraînera l'arrestation du chiffreur de la délégation allemande à l'Otan et la démission de Guy de Muyser, ambassadeur du Luxembourg.

**Sergueï Illarionov**, consul soviétique à Gênes, fait défection en février 1991 et se réfugie aux États-Unis. Un an plus tard, le contre-espionnage italien démantèle son réseau : 20 personnes sont impliquées dans la filière qui s'intéressait essentiellement au renseignement industriel.

**Vladimir Komopliev**, premier secrétaire à l'ambassade russe de Bruxelles, se réfugie, début 1992, chez les Américains. Cinq Belges seront inculpés d'espionnage et trois diplomates (Vladimir Kosmatov, Alexandre Novikov et Andreï Spiridov) déclarés *persona non grata*.

**Viktor Ochtchenko**, conseiller à l'ambassade russe à Paris, colonel du KGB et agent double travaillant en fait pour le MI6 britannique se réfugie en Grande-Bretagne en août 1992. Quatre officiers russes sont expulsés de France et la DST arrête trois ingénieurs français, dont Didier Dehout, de la Direction générale de l'armement, et Francis Temperville.

### *La restructuration du renseignement soviétique*

Pour le KGB, août 1991 marque le début de plusieurs années de tourmente. Dès le 21 août, d'épaisses colonnes de fumée s'échappent des cheminées de la Loubianka : les officiers responsables brûlent les dossiers les plus compromettants tandis que, sous leurs fenêtres, la foule déboulonne la statue de *Felix de fer*. Mikhaïl Gorbatchev nomme à la tête des « organes » l'un de ses fidèles, Vadim Viktorovitch Bakatine, et ne lui donne qu'une mission : détruire le KGB.

## Les héritiers du KGB

En octobre, le KGB n'existe plus : il a éclaté en quatre services distincts.

La Première Direction principale (PDP), toujours responsable du renseignement à l'étranger, est devenue le SVR (« Service de reconnaissance extérieure ») et est placée sous la direction d'Evgueni Primakov. Ancien journaliste à la *Pravda*, spécialiste du Moyen-Orient, il a travaillé pour la PDP dès les années 1960 sous le nom de code de *Maxime*.

L'ancienne Deuxième Direction principale deviendra le FSB (« Service fédéral de sécurité »). Il est chargé du contre-espionnage, de la lutte antiterroriste, contre le crime organisé et de la protection du gouvernement.

Les anciennes Huitième et Seizième Directions formeront une agence autonome, la Fapsi (« Agence fédérale pour l'Information et les communications gouvernementales »), chargée de la gestion des écoutes mais aussi du Sigint et l'Elint (Signal Intelligence, Electronic Intelligence. La Fapsi sera dissoute le 11 mars 2003 et ses missions réparties entre le SVR et le FSB.

Enfin, les gardes-frontières formeront une administration théoriquement autonome mais sont, en fait, très liés au FSB. La Neuvième Direction, qui se consacrait à la protection des hautes personnalités, est devenue, sous le sigle SBP, la garde prétorienne des Présidents russes.

Un seul service est passé à travers les gouttes : le GRU, qui travaille à 95 % à l'extérieur de la Russie, ne se mêlait pas à la politique intérieure. Seule exception : le Caucase, où les officiers du GRU poursuivaient des missions particulières liées à la lutte contre les influences turque et iranienne.

## *L’URSS n’existe plus, la coopération demeure*

Enfin, si l’URSS pouvait s’appuyer sur le travail des services amis, les SR russes ne sont pas dépourvus, eux non plus, de fidèles alliés. Tatiana Samolis, très proche collaboratrice d’Evgueni Primakov, a été chargée, à la fin de 1991, de coordonner les négociations entre le Centre et les SR des ex-républiques soviétiques : « Nous collaborons avec les services des autres républiques issues de l’URSS. Nous ne sommes pas censés “travailler” en Ukraine. Je dois reconnaître, cependant, que c’est assez théorique. Les relations amicales n’empêchent évidemment pas la collecte de renseignements. D’autre part, ces accords ne concernent pas les États Baltes. »

Les trois pays Baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie) ayant, depuis, rejoint l’Otan et l’Union européenne, leurs services sont aujourd’hui intégrés à la communauté du renseignement occidentale. Mais beaucoup d’eau a coulé sous les ponts en vingt ans et les services ukrainiens ou géorgiens, par exemple, ne collaborent plus avec leurs homologues russes, bien au contraire.

## *Rivalités et guerre des services*

Automne 1994. C’est le mardi noir russe : soumis à une énorme pression des spéculateurs, le rouble s’effondre. Le 2 décembre, en plein cœur de Moscou, c’est l’incident. De puissantes berlines s’arrêtent devant le siège de la Most Bank, l’un des plus gros établissements bancaires russes, notoirement lié au maire de la capitale, Iouri Loujkov, grand rival politique du président Eltsine. La Most, d’ailleurs, a son siège à un jet de pierre de la mairie. Des hommes puissamment armés se ruent dans les locaux de la banque. Le commando entame une fouille approfondie des bureaux lorsque les locaux sont cernés par d’autres hommes armés. Ce sont des membres des unités spéciales du service de sécurité intérieure, envoyés par les hommes du général Sevastianov, qui dirige à l’époque le FSK

de Moscou et a été averti que peut-être une attaque criminelle ou terroriste se déroulait à la mairie.

Las : les hommes encagoulés sont ceux du SBP du général Korjakov. On ne saura jamais ce qui permet aux gardes du corps d'Eltsine de s'intéresser, surtout de manière aussi musclée, aux activités bancaires, mais le bruit courra rapidement qu'ils cherchent à identifier ceux qui jouent contre le rouble et qui pourraient être liés à l'opposition.

## *Conflit de compétences autour du renseignement étranger*

Dès 1995, il apparaît clairement que le FSB aimerait bien mettre la main sur la « reconnaissance extérieure ». En d'autres termes, la question est de savoir si, à terme, une sorte de KGB compétent à la fois pour les questions extérieures et intérieures ne risque pas de se recréer.

Pour Viatcheslav Fedorovitch Lashkoul, un ancien des *Izvestia*, « le fait que le FSB puisse se livrer à la reconnaissance extérieure ne signifie pas grand-chose. Il est probable, en fait, qu'il se bornera à poursuivre à l'étranger des affaires commencées à l'intérieur des frontières russes, que celles-ci concernent le contre-espionnage proprement dit ou la lutte contre les circuits mafieux. Le renseignement extérieur d'initiative restera donc, pour l'essentiel l'apanage du SVR. C'est lui qui a hérité de toutes les compétences de l'ancienne Première Direction principale du KGB ».

Natalia Guevorkian, experte des questions de sécurité aux *Nouvelles de Moscou*, n'était pas de cet avis : « La réforme du FSB est importante parce que désormais "ils" ont à nouveau toutes les compétences de l'ex-KGB à l'exception des gardes-frontières. En particulier, le FSB reçoit une compétence de "reconnaissance extérieure", mais personne aujourd'hui ne sait

exactement comment ils vont agir dans ce domaine. En plus de la reconnaissance extérieure, on leur a rendu le service d'investigation et les groupes spéciaux du genre Alpha. Après le putsch, en 1991, on a voulu briser le KGB. Mais ce n'est qu'en 1993 que la réforme a vraiment commencé. Mais cela a été, en fait, une fausse réforme, on le voit aujourd'hui. Quand je demande aux officiers du FSB pourquoi ça ne change pas, ils rient et me répondent : "Ça ne change pas parce que nous sommes trop forts, ou peut être aussi que quelqu'un, quelque part, a besoin de nous"… »

Boris Toumanov, excellent connaisseur de la politique russe, penchait pour Natalia Guevorkian : « Après 1991, quand la question de l'évolution des organes a été tranchée, le KGB n'était pas vraiment en position de s'agiter énormément pour défendre ses prérogatives. Aujourd'hui, les temps ont changé, et le FSB aimerait bien chausser les bottes qui furent celles du KGB… »

## *Le SVR, sûr de lui*

Cette évolution n'inquiétait pas vraiment le SVR, où l'on affichait, il y a vingt ans, la plus parfaite sérénité. Ancien officier de la PDP, Yuri Kobaladze souriait quand on lui posait la question (en 1995) : « Nous ne sommes pas des rivaux, le FSB ne peut en aucun cas s'occuper de la collecte de renseignement à l'extérieur. En fait, il est autorisé à faire du renseignement à l'extérieur uniquement dans le cadre de la lutte contre la mafia et la corruption. Il est également autorisé à disposer d'officiers de liaison dans les ambassades, comme le FBI américain. Mais ses attributions étrangères s'arrêtent là… »

De même, insistait Yuri Kobaladze, « Le SVR peut s'intéresser aux questions militaires, par exemple dans le domaine de la recherche et de l'industrie, mais le GRU, lui, ne peut

s’intéresser aux questions politiques ou économiques que si elles sont directement liées à des problèmes militaires ».

Dès lors se pose évidemment la question de la coordination. Qui les commande ? La réponse tient en un mot : le Président lui-même. Eltsine et davantage encore Poutine.

## *Le rôle du Conseil de sécurité*

Pour l’assister, le maître de la Russie peut compter sur le Conseil de sécurité de la Fédération de Russie.

Le Conseil se livre à des évaluations de fond sur la base des renseignements bruts et des synthèses transmises par les « organes ».

En théorie, nous expliquait Oleg Lobov, qui dirigea le Conseil entre 1993 et 1996, « le Conseil peut contrôler le travail des organes de sécurité, mais il faut bien comprendre qu’il ne remplace aucune structure existante… »

Outre le président de la Fédération et son secrétaire général, le Conseil compte trois membres permanents ayant le droit de vote : le Premier ministre, le président de la Douma d’État et le président du Conseil de la Fédération (chambre haute du Parlement) ; le Président peut, toutefois, décider d’attribuer le droit de vote aux autres membres du Conseil. Cela a notamment été le cas pour la décision de l’intervention en Tchétchénie, en décembre 1994. Selon nos informations, seul Evgueni Primakov, le patron du SVR, aurait alors voté contre la guerre.

Les « ministres de force » et d’autres responsables gouvernementaux participent, en permanence, à ses travaux. Sont ainsi représentés au Conseil le ministère de la Défense nationale, le ministère de l’Intérieur (MVD), le ministère des

Affaires étrangères (MID) et quelques-uns de leurs collègues ainsi que les chefs du SVR, du FSB et des gardes-frontières.

## *Le renseignement privé, une nouvelle industrie russe*

La réforme des « organes » et les licenciements jettent sur le pavé nombre d'incontestables talents de l'ex-KGB. Dans le même temps, l'essor de l'économie privée, l'implantation de nombreuses sociétés étrangères et l'explosion de la criminalité créent un double besoin jusque-là inconnu dans le pays : celui de l'obtention rapide d'une information économique, mais aussi celui d'une protection. Cette évolution parallèle va être à l'origine d'une floraison de sociétés de sécurité privées.

Il existerait, ainsi, plus de 1 000 entreprises de sécurité privée, mais 90 % d'entre elles sont des sociétés de protection ou de convoyage de fonds et seule une centaine s'occupe de renseignement commercial.

### *Manque de transparence*

Première condition à l'entrée sur ce marché très particulier : obtenir une licence qui dépend du bon vouloir de l'Administration. Une fois ce document en poche, on peut constituer des bases de données et les vendre, mais aussi réaliser la collecte des renseignements proprement dite. Mais, comme en Occident, des moyens utilisés par les services d'État, comme l'interception de conversations téléphoniques ou la sonorisation de locaux, sont évidemment interdits.

Les sociétés de renseignement et de sécurité les plus efficaces ont, évidemment, été formées par des anciens des « organes ».

L’ancien chef de la PDP, le général Leonid Tcherbachine, a, ainsi créé la SIS (Special Information Service), une société de renseignement commercial ; Filip Bobkov, l’ancien numéro deux du KGB, est, lui, devenu le chef des services de renseignement et de sécurité de la Most Bank.

Sergueï Sveshnikov, un ancien de la PDP, ne cachait pas que des rapports ambigus peuvent exister entre les hommes du secteur privé et leurs amis restés au service de l’État : « Certaines sociétés collaborent, de temps à autre avec les services de sécurité officiels pour des missions précises. Les officiels renvoient les ascenseurs quand il le faut, ce qui peut nous aider considérablement : quand on cherche quelque chose, il est toujours plus simple de savoir où le prendre… »

Pour décrire cette relation, les Russes ont inventé une belle formule : le secteur privé du renseignement serait le deuxième mur de la sécurité nationale…

# Chapitre 46

# D’une guerre, l’autre ?

***Dans ce chapitre :***

- Le passage à vide des services de renseignement
- Échelon et Prism, deux opérations globales pour Washington
- Les Français à la pointe du renseignement électronique
- Des tensions entre Moscou et l’Occident
- Deux « taupes » de premier plan pour Moscou
- La privatisation du renseignement

***L***e philosophe américain Francis Fukuyama, après la chute des dictatures (dans le bloc soviétique mais également en Amérique du Sud) annonçait une ère de paix et de prospérité. Vingt-cinq ans plus tard, on sait ce qu’il en est : « l’histoire » s’est vengée de ceux qui souhaitaient l’enterrer et est revenue en force. Une nouvelle sorte de guerre froide est née entre Moscou et l’Occident, l’Europe a connu la guerre dans les Balkans, des groupes mafieux sont à l’œuvre et les pays musulmans font face à un terrorisme auquel sont confrontés les États-Unis, l’Europe, la Russie et même la Chine.

Le renseignement est plus nécessaire que jamais. Et plus compliqué : les intérêts nationaux n’ont pas disparu : la crise

économique aidant, ils sont même devenus plus prégnants. Des services de pays différents peuvent donc s'allier sur une thématique mais se combattre sur d'autres.

## *Après 1991 : la valse-hésitation du renseignement*

Pour certains services occidentaux, ce sera une période difficile, un véritable « spleen du mur de Berlin » : moins de budget, un cadre réduit, des missions manquant de clarté, l'absence d'un « grand adversaire ». Autant de facteurs qui pousseront nombre d'agents à quitter leur service pour exercer dans le secteur privé.

Les structures, elles, se cherchent d'autres missions. Certaines s'investissent dans l'espionnage économique. Si les États-Unis y excelleront, et si l'Allemagne tirera son épingle du jeu, les résultats des Anglais et des Français seront beaucoup plus mitigés.

L'espionnage économique peut se diviser en deux activités principales. D'abord se renseigner. Le deuxième volet est nettement plus ardu. Pour mettre la main sur un secret de fabrication, une technologie nouvelle ou la formule d'un médicament innovant, il faut employer des spécialistes d'un niveau au moins égal à celui des chercheurs ciblés. Au début des années 1990, ce personnel hautement qualifié fait cruellement défaut dans des maisons comme la DGSE ou le MI6.

Un autre champ d'application sera la lutte contre le crime organisé. Mais là aussi, la mue est difficile. Les services de renseignement ne sont pas des services de police. Leur apport peut être l'identification des connexions entre groupes criminels, des soutiens dans les milieux politiques de leurs pays, et la détermination des circuits et méthodes de blanchiment d'argent.

Certains prouveront leur valeur ajoutée. Ce sera notamment le cas du MI5. En mettant ses capacités au service de la police durant l'opération *Trinity*, qui permettra de porter des coups sévères au Clerkenwell Crime Syndicate, l'une des organisations criminelles les plus puissantes de Grande-Bretagne, dirigée par la famille Adams.

Mais avec l'apparition de « nouvelles » menaces de grande ampleur, comme le terrorisme islamiste, les services se recentreront sur des missions plus classiques. Aujourd'hui, en Grande-Bretagne, ce n'est plus le MI5 mais la National Crime Agency qui s'attaque au crime organisé.

## *Mon allié, mon rival*

Les opérations globales de renseignement décidées par Washington illustrent parfaitement cette vérité : les États ont des intérêts et peuvent avoir des partenaires voire des alliés, mais ils n'ont pas d'amis…

### *Quand Paris espionne Washington*

En mai 1994, le *New York Times* publie un document, attribué à l'Administration, reprenant une liste d'entreprises aéronautiques et informatiques américaines à cibler plus particulièrement dans le but d'acquérir illégalement des informations pouvant profiter à l'industrie hexagonale. À la même époque, l'Administration conseille fermement de renoncer à la classe « Affaires » de la compagnie Air France : elle serait truffée de micros.

La France ne serait d'ailleurs pas la seule à menacer la prospérité américaine, à tel point que le président Clinton a fait adopter, le 11 octobre 1996, une loi sur l'espionnage

économique qui donne de nouveaux outils au FBI. Des amendes pouvant aller jusqu'à 10 millions de dollars sont ainsi prévues. Le NACIC (National Counter Intelligence Center), chargé de la coordination de la lutte contre l'espionnage économique aux États-Unis, recense environ 25 pays qui se livreraient à cette activité.

## *Le bal des hypocrites*

La vertueuse indignation de Washington gagnerait en crédibilité si un réseau de la CIA n'avait pas été démantelé en France, en février 1995. Deux ans plus tard, le 16 mars 1996, à en croire *Libération*, c'est un avion espion américain U2 qui survolera longuement différents sites stratégiques français. Selon les Américains, il « brûlait du pétrole » afin de se poser plus léger. Certes, mais pourquoi aller consommer ce combustible au-dessus d'un centre du CEA, de la base aérienne de Dijon ou encore à la verticale des pistes d'essais du char Leclerc ?

Les Américains ne sont pas les seuls à se livrer à ce petit jeu. Le 16 juin 1996, le *Sunday Times* révélait qu'en 1995 le MI6 britannique s'était procuré, en recrutant un ingénieur français travaillant à Brest, des informations capitales sur les récents progrès de la marine.

L'amélioration de la coopération franco-britannique n'a pas retenu le MI6. La Royal Navy avait appris que la France venait d'enregistrer des progrès considérables dans le domaine de la détection des sous-marins et Paris refusait de partager cette connaissance : « Si la France dispose d'un système de détection efficace des sous-marins, cela peut menacer notre dissuasion. La Royal Navy accorde la plus haute importance à l'indétectabilité de ses submersibles »…

## *« Échelon » : la pieuvre technologique du renseignement américain*

Fin 1994, les négociations internationales sur la modification des accords commerciaux du Gatt battent leur plein. Washington et l'Union européenne s'affrontent sur certains points. Quelle n'est pas la stupéfaction des négociateurs de Bruxelles lorsqu'ils se rendent compte que leurs homologues américains semblent préparés à contrer chacun de leurs arguments.

## *Réseaux informatiques infiltrés*

La CIA aurait réussi à pirater les ordinateurs de la Commission européenne.

La rumeur court que cette histoire de réseau informatique piraté ne serait qu'un écran de fumée répandu, *via* la presse britannique, par la CIA elle-même dans l'unique but de cacher le fait qu'elle posséderait, au siège de la Commission européenne, une source humaine en la personne d'un(e) très haut(e) fonctionnaire.

Dernière précision, mais elle vaut son pesant d'or : le quotidien *Libération* révélait, en 2000, que le gestionnaire des réseaux informatiques de la Commission européenne, un Britannique, avait, pour « sécuriser » ces systèmes, fait appel à un ami américain en étroite relation avec… la NSA !

## *Aux origines du réseau « Échelon » : le pacte Ukusa*

Mais le véritable scandale, ce sera la révélation de l'existence du réseau *Échelon*. C'est la National Security Agency qui a été chargée de sa mise en place. Elle collabore avec la CIA, et s'appuie sur des « petites » agences de renseignement,

inconnues du public (entre autres l'Air Intelligence Agency, et le Naval Security Group [NSG]).

La NSA travaille avec les services secrets membres de l'association informelle dite « Group Ukusa Sigint ». Sont ainsi mises à contribution la Grande-Bretagne (Government Communications Headquarters, ou GCHQ), l'Australie (Defense Signal Directorate, ou DSD) et la Nouvelle-Zélande (Government Communications Security Bureau, ou GCSB).

Le pacte Ukusa (à l'époque secret) a été signé le 5 mars 1946 par Washington et Londres, ensuite rejoints par trois membres du Commonwealth : l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande. Outre ces cinq partenaires, il est prévu que Londres peut faire profiter les autres pays du Commonwealth de la manne d'informations ainsi collectées.

Mais ce n'est pas tout, le pacte de 1946 autorise également le partage de renseignements obtenus par *Échelon* avec environ 35 autres pays (dont la majorité des États européens, la Turquie, des États arabes, Singapour, le Japon, Taïwan, la Thaïlande…)

Un pays comme la France peut donc être à la fois une victime d'*Échelon* et un bénéficiaire du système dans la lutte contre le terrorisme ou la gestion de crises régionales.

L'appartenance au groupe Ukusa est d'ailleurs loin d'être une garantie suffisante d'échapper à la curiosité des services américains : en mai 1999, plusieurs parlementaires britanniques se sont émus de l'utilisation de la base de Menwith Hill pour l'écoute d'entreprises anglaises.

## *Un gigantesque aspirateur virtuel*

Sans entrer dans les détails techniques, disons qu'*Échelon* est une sorte de gigantesque aspirateur virtuel qui capte en

permanence la totalité des conversations téléphoniques, des échanges de fax, des signaux radio et des transferts de paquets de données par modem ou par Internet.

*Échelon* a bien évidemment évolué au cours des années et les anciens « programmes de mots-clés » qui permettaient dans le passé de filtrer les communications (Bombe, Plastic, Clinton, Castro, Cocaïne, Airbus, Boeing, etc.), sont aujourd'hui renforcés par l'application des théories les plus récentes de la logique et de la sémantique permettant, par exemple, de découvrir une pensée intentionnelle derrière un texte ou un dialogue en apparence banal.

On sait également que certains dispositifs de cryptage disponibles pour le public ont été « affaiblis » pour faciliter le travail des ordinateurs de l'agence. Dans d'autres cas, la NSA a utilisé les techniques classiques des services de renseignement pour infiltrer des entreprises étrangères afin de « piéger » les programmes de cryptage qu'elles mettaient sur le marché.

Le « réseau global » avait toutefois une faiblesse : l'expansion de l'utilisation des fibres optiques qui nécessite un « branchement » direct sur les câbles, comme au bon vieux temps des « bretelles » téléphoniques…

Pour qualifier le travail d'*Échelon*, le patron de la NSA, John Michael McConnell, déclarait : « Considérez la bibliothèque du Congrès, la plus grande bibliothèque du monde. Eh bien *Échelon* doit traiter le même volume d'informations… toutes les trois heures… »

## *« Prism », le petit frère d'« Échelon »*

Une vingtaine d'années après les remous provoqués par la révélation de l'existence d'*Échelon*, le renseignement

américain se retrouvera une fois de plus sur la sellette pour le programme *Prism*.

Il s'agit cette fois d'un système de surveillance électronique permettant d'espionner les échanges *via* Internet. La NSA agit à la fois sur les réseaux (interception) de signaux mais aussi très en amont de ceux-ci, en forçant la main aux entreprises dans la Silicon Valley afin qu'elles mettent en place, dès la conception des programmes, des failles et autres *back doors* secrètes.

La NSA peut ainsi intercepter des quantités astronomiques d'e-mails, mais également écouter, en temps réel, les échanges ou fouiller le Net à la recherche de toute indication.

Toute l'affaire *Prism* sera livrée aux médias par un jeune informaticien américain, Edward Snowden. Brièvement employé par la CIA, il démissionne pour entrer au service d'un prestataire privé de la NSA puis de la société Booz Allen Hamilton, pour laquelle il sera administrateur système pour la même NSA.

## *Un scandale énorme, mais justifié ?*

Frappé de ce qu'il décrit comme une crise de conscience, au début du printemps 2013 il révèle au *Guardian* et au *Washington Post* l'existence et l'étendue de *Prism*. Il expose aussi l'existence de trois autres programmes, britanniques : *Tempora*, qui cible les données transitant par fibre optique, *Muscular*, qui vise à s'emparer des données des utilisateurs de Google et Yahoo, et *Optic Nerve*, permettant la collecte des images de webcams.

Le scandale est d'autant plus énorme que Snowden agrémente ses propos d'autres scoops. Il explique comment la CIA aurait compromis et recruté un banquier à Genève ou même écouté

les téléphones portables de plusieurs décideurs européens, dont la chancelière Angela Merkel.

Washington se trouve ainsi sommé de s'expliquer.

Les responsables américains, et au premier chef le président Obama, affirment que le but de *Prism* n'est pas d'espionner les entreprises ou les gouvernements mais de lutter contre le terrorisme et de préserver la sécurité des États-Unis.

Près de vingt ans après que le programme *Échelon* a été révélé au monde, les fuites concernant *Prism* n'apprennent pas grand-chose de nouveau, si ce n'est que le renseignement américain s'est adapté à la modernité et que ses moyens techniques et financiers semblent sans limite. Des pays européens ont directement bénéficié de renseignements obtenus grâce à *Prism*. Ensuite parce que certains États pratiquent l'identique.

## La communauté du renseignement aux États-Unis

Là où la majorité des grands États n'alignent que trois centrales de renseignement (compétentes pour l'intérieur, l'extérieur et les questions militaires), Washington peut s'appuyer, aujourd'hui, sur une communauté de… 17 membres.

Autour de la CIA, on trouve ainsi une agence au sein du Département de l'énergie (OICI, ou Office of Intelligence and Counterintelligence), trois au sein du Homeland Security, le Département de sécurité intérieure (I & A, ou Office of Intelligence and Analysis ; CGI, ou Coast Guard Intelligence ; et HIS,

ou Homeland Security Investigations), une au Département d'État (Bureau of Intelligence and Research) ou une au Trésor (TFI, ou Office of Terrorism and Financial Intelligence).

Mais c'est évidemment le Pentagone qui fournit le plus de membres : Defense Intelligence Agency, National Security Agency, Central Security Service, National Geospatial-Intelligence Agency, National Reconnaissance Office, Marine Corps Intelligence Activity, Office of Naval Intelligence, etc.

Le Département de la justice, enfin, coiffe le FBI et la DEA (Drug Enforcement Administration).

Jusqu'en 2005, le directeur central du renseignement, principal conseiller du Président, du Conseil national de sécurité et du Conseil de sécurité intérieure en matière de renseignement, était également (et surtout) le directeur de la CIA. Il a été remplacé, depuis, par un directeur indépendant qui peut se concentrer totalement sur sa mission de conseil et de coordination.

Une mesure indispensable quand on sait que le budget global du renseignement était en 2013 de 52,7 milliards de dollars et qu'elle emploie environ 100 000 personnes…

## *Un « Prism-Échelon à la française »*

Le 4 juillet 2013, *Le Monde* révélera l'existence d'un *Big Brother* français : la DGSE « collecte systématiquement les signaux électromagnétiques émis par les ordinateurs ou les téléphones en France. L'ensemble des mails, des SMS, des

relevés d’appels téléphoniques, des accès à Facebook, Twitter sont ensuite stockés pendant des années ».

La DGSE s’intéresse autant, voire plus, à la forme des messages qu’à leur contenu. L’exploitation de ces « métadonnées » permet ainsi de savoir qui parle à qui, à quel moment et à quelle fréquence, donc de dresser des organigrammes et d’identifier des réseaux.

Le système s’appuie sur une vingtaine de « stations d’écoute » installées en France et dans les DOM-TOM, sur des satellites espions et sur le « branchement » de câbles sous-marins en fibre optique. La France serait ainsi dans le top 5 du renseignement électronique, derrière les États-Unis, la Grande-Bretagne, Israël et la Chine. Les supercalculateurs installés dans les sous-sols de la DGSE permettent de traiter des dizaines de milliards de milliards de bits.

## *Moscou contre l’Occident, ou l’inverse…*

La volonté de Vladimir Poutine de rendre à la Russie toute sa place sur la scène internationale, et l’extension de la zone d’influence de l’Otan vers l’Est, ont été à l’origine de plusieurs crises graves : en Géorgie en 2008, en Ukraine en 2015.

### *Moscou : échec aux espions de Sa Majesté*

Le 6 mai 1996, le gouvernement russe demandait le rappel de plusieurs diplomates britanniques pour espionnage. À l’origine de l’affaire, l’arrestation, fin avril, d’Alexandre Zdanovitch, un fonctionnaire russe suspecté de travailler pour le MI6. Zdanovitch, qui semblait avoir été repéré par le FSB, avait été arrêté lors d’un contact avec son officier traitant anglais. Une perquisition du FSB aurait alors permis de saisir du matériel de

transmission et des documents ne laissant aucun doute sur ses activités.

L'homme « dans le gouvernement fédéral avait accès à des secrets d'État de caractère politique et militaire » et avait trahi pour des motifs financiers « et non pas idéologiques ».

Le gouvernement russe devait fournir à l'ambassadeur de Grande-Bretagne, Andrew Wood, une liste de neuf agents britanniques et des éléments de preuve sur « leurs liens avec l'agent russe ».

Ces informations pourraient accréditer l'idée que cette affaire n'était qu'un prétexte permettant au FSB de nettoyer l'antenne du MI6 de Moscou, et surtout d'adresser aux services secrets occidentaux un message d'une grande clarté : « Le temps du désordre est fini, vous vous êtes bien amusés pendant cinq ans, mais il est temps de revenir aux saines réalités… »

La Russie n'était pas exactement une pauvre victime abusée par des puissances étrangères. Le SVR avait hérité du KGB un formidable appareil de renseignement, qui n'en restait pas moins d'une grande efficacité. Pour preuve, l'édifiante histoire de la « taupe rouge ».

## *Richard Ames, le pire cauchemar de l'Agence*

C'est en 1985 qu'Aldrich Ames, haut fonctionnaire à la CIA, mais criblé de dettes, se présente à l'ambassade soviétique pour y proposer ses services. Le KGB saute sur l'occasion. Il ne le regrettera pas.

Ames connaît en effet l'identité réelle de tous les agents américains travaillant en URSS. Il permettra donc au KGB d'épier les faits et gestes de ces hommes qui, sans se douter de rien, continuent leur travail.

Parmi eux, Valéry Martinov, troisième secrétaire au service culturel de l'ambassade soviétique à Washington, exécuté en novembre 1985 en même temps que Sergueï Motorine.

On pense également que Aldrich Ames aida les Soviétiques à mettre un terme à la plus belle opération que les Britanniques aient jamais menée en URSS. C'est lui qui aurait « donné » Oleg Gordievsky, la supertaupe du MI6 à la Première Direction principale.

Aldrich Ames a-t-il des remords ? Pas vraiment : « Je savais que certains seraient exécutés… mais je ne les ai pas trahis pour causer leur mort. »

C'est le niveau de vie extravagant d'Ames, totalement incompatible avec ses revenus, qui finira par attirer l'attention de Jeanne Vertefeuille, dont le travail acharné permettra de démasquer le traître.

## *Le « retour » des Russes*

Dès la deuxième moitié des années 1990, les Russes étaient, donc, « de retour » dans le « Grand Jeu ». Elle semblait loin, alors, cette époque où le liquidateur du KGB remettait aux Américains les schémas d'implantation de systèmes d'écoute dans leur ambassade de Moscou et où Evgueni Primakov, le patron du SVR, affirmait que plus jamais son service n'utiliserait la couverture journalistique pour ses agents.

Quand nous lui rappellerons ces propos, Yuri Kobaladze, l'ex-maître espion soviétique à Londres devenu porte-parole du SVR, éclatera de rire : « L'Occident a mal compris les paroles de Primakov. Ce qu'il voulait dire, c'est que nous n'allions plus forcer les médias à engager nos officiers. Nous avons étudié le problème et nous voyons qu'à part nous il n'y a quasiment que les Anglais qui utilisaient les médias pour "couvrir" les

activités de renseignement. Aujourd'hui, nous préférons utiliser de vrais journalistes comme agents contractuels ou comme sources d'information. Ce travail est basé sur une relation de confiance, et rémunérée. Il reste évident que la couverture journalistique est la meilleure qui soit… »

La Russie revendique, dès la moitié des années 1990, une nouvelle place dans le grand jeu du renseignement, sans ennemis mais sans amis, avec seulement des alliés et des intérêts qui peuvent varier : « Les nationalistes nous reprochent d'avoir "vendu le pays" à l'étranger, explique Kobaladze. En fait, notre nouvelle doctrine est qu'il n'y a ni ennemi permanent ni allié permanent, mais un monde mouvant et difficile. De plus, il existe différents niveaux. Nous pouvons très bien collaborer avec l'Occident en matière de lutte contre les trafics de stupéfiants et nous opposer à certains pays quand ils cherchent à élargir l'Otan… »

## *Robert Philipp Hanssen, l'espion qui n'avait pas de nom*

« Tant qu'il y aura des États, il y aura des espions et certains seront arrêtés… » C'est la seule réaction officielle du SVR à l'arrestation, le 20 février 2001, de Robert Philipp Hanssen, l'une des « taupes » russes les plus importantes jamais découvertes aux États-Unis. Devenu l'un des porte-parole du SVR, le sympathique Boris Labusov a longtemps été un agent opérationnel du KGB.

En novembre 2000, il nous déclarait : « Il faut dédramatiser les affaires de renseignement. L'espionnage est une activité normale entre États. » Le même Labusov refusait toutefois de préciser si les États-Unis étaient toujours la cible principale du renseignement russe.

L’affaire Hanssen, cela étant, n’a évidemment pas amélioré le climat.

En arrêtant l’un de ses propres agents, le FBI a mis en évidence deux réalités : la permanence de l’effort de renseignement russe et le haut niveau des agents recrutés par Moscou.

La longévité de Hanssen (il a renseigné les Russes pendant quinze ans) s’explique par les extraordinaires mesures de précaution prises par la « taupe ». Il ne communiquait avec ses employeurs que par courrier. Le KGB puis le SVR ne connaissaient pas son visage ni même son identité réelle. Hanssen, un *walk-in*, a sans doute fait un tort considérable à la sécurité des États-Unis. Agent de haut niveau, spécialement chargé de la surveillance des espions de l’URSS puis de la Russie, il connaissait tout des procédures des services de sécurité américains.

Il reste que le renseignement russe est (probablement) le seul à avoir recruté et contrôlé deux hauts responsables du contre-espionnage de deux agences adverses (Aldrich Ames à la CIA et Hanssen au FBI).

## *Au Japon, l’économie commande*

Le renseignement économique est évidemment d’une importance capitale. Les premiers à l’avoir compris sont les Japonais. Les SR japonais se sont, dès les années 1950, attelés à une toute nouvelle tâche : contribuer au redressement et à la prospérité de leur nation.

Ainsi, le Miti (ministère du Commerce international et de l’Industrie) et le Jetro (Japanese External Trade Organization) entretiennent-ils, aux États-Unis et en Europe, des antennes particulièrement actives chargées de collecter tout ce qui peut renforcer l’appareil industriel et financier japonais.

Les associations industrielles se sont mises dans la partie, utilisant leurs propres représentations à l'étranger pour tenter de peser sur les décisions de leurs partenaires ou découvrir les secrets commerciaux.

Le spécialiste Richard Deacon évalue ainsi de 85 à 90 % du total des informations collectées par la communauté japonaise du renseignement celles « qui doivent aider le pays à devenir plus prospère ».

Après la défaite de 1945, le pays s'est retrouvé avec une armée à peine suffisante à sa propre défense. « Le Japon limita au minimum l'équipement des Renseignements, analyse Deacon. L'argent servit à organiser un système global de collecte d'informations, sur le commerce, le développement technologique, la recherche économique et tout ce qui pouvait, de près ou de loin, améliorer le niveau de vie. Comment les autres font-ils face au syndicalisme ? Quelles sont les demandes les plus fréquentes des consommateurs étrangers ? etc. »

## *Vers la privatisation du renseignement ?*

Le renseignement d'État sera-t-il, à l'avenir, privatisé ? Non, mais l'extraordinaire prolifération des agences et autres bureaux spécialisés dans l'intelligence économique, la sécurité des entreprises, la veille technologique ou le conseil stratégique, devrait déboucher sur une certaine symbiose entre les secteurs privés et publics.

Cette tendance est nettement plus importante dans le monde anglo-saxon.

La pratique des « carrières courtes » au service de l'État y favorise en effet l'essaimage des services dans le monde de l'entreprise. Reste qu'à Washington ce mouvement est encore

plus poussé : des centaines d’anciens de la CIA, de la NSA, du FBI ont créé leurs propres sociétés ou rejoint des structures existantes ou même des think tanks. Il n’est pas rare d’y rencontrer des analystes qui, ayant quitté leurs anciennes fonctions officielles, n’en gardent pas moins toutes les habilitations de sécurité. Une situation (encore ?) impensable en France.

Nul doute cependant que les contraintes budgétaires, la multiplication des crises exigeant des experts aux profils « pointus » et la « privatisation de la guerre » pousseront, à terme, l’Europe à une évolution incontournable.

On pourrait tout à fait imaginer, par exemple, que l’État conserve ses prérogatives régaliennes et la gestion des agents étrangers mais que des pans importants de l’analyse et de l’influence soient dévolus, au moins en partie, à un secteur privé souple, efficace et, bien entendu, étroitement contrôlé.

Les plus grandes entreprises françaises sont conseillées par des « SRP » (sociétés de renseignement privées), qui, parfois, peuvent rendre des services au gouvernement.

# Chapitre 47

# La guerre à la terreur : un « nouveau » front pour le renseignement

***Dans ce chapitre :***

- Le 11 Septembre et ses suites
- Erreurs et succès du renseignement américain
- L'indispensable collaboration avec le renseignement arabe
- New York, la seule ville au monde à disposer de son service de renseignement
- Face aux défis nouveaux de l'État islamique

***A***vant septembre 2001, les services de renseignement s'étaient bien intéressés au contre-terrorisme mais de manière assez marginale. Cinq pays faisaient exception à cette règle : Israël ; la Grande-Bretagne, qui combattait l'IRA ; l'Espagne, confrontée à l'ETA basque ; et enfin la France et les États-Unis, qui commencèrent à être régulièrement « ciblés » par des groupes moyen-orientaux, palestiniens (FPLP, Carlos, Abou Nidal), chiites (le Hezbollah) ou salafistes (le GIA algérien et ses émanations).

Les attentats du 11 septembre 2001, de Madrid le 11 mars 2004 et de Londres le 5 juillet 2005, la dégradation de la situation sécuritaire, les centaines de complots terroristes découverts depuis quinze ans, l'irruption de l'État islamique ont placé le terrorisme au centre des préoccupations des États.

Pour des raisons évidentes nous nous contenterons de passer en revue quelques grands dossiers, sans rien révéler des méthodes employées qui n'aient déjà été rendues public.

## *Pouvait-on éviter le 09/11 ?*

Car il s'agit bel et bien d'une tragédie *annoncée*. Et ce, depuis de très nombreuses années.

Tout d'abord, il est évident que, trop longtemps, Washington et ses services ont sous-estimé ou négligé le risque du terrorisme salafiste, émanant du courant sunnite (majoritaire) de l'islam. Pour les Américains, le danger, c'était l'Iran.

### *La fixation des Américains sur l'Iran…*

Depuis 1979, la révolution iranienne et la crise sans précédent qui s'ensuivit obnubilaient les spécialistes américains. Ce sont les « étudiants révolutionnaires » qui envahirent et occupèrent l'ambassade américaine à Téhéran, le 4 novembre 1979, prenant en otages, pour 444 jours, plusieurs dizaines de diplomates. C'est le Hezbollah – une organisation libanaise mais créée, entraînée et financée par l'Iran – qui attaqua l'ambassade américaine à Beyrouth, le 18 avril 1983 – faisant 63 morts. C'est le Hezbollah, encore, qui, le 14 juin 1985, détourna le vol 847 de la TWA. Ce sont des terroristes manipulés par l'Iran qui furent les responsables de

l'interminable crise des otages de Beyrouth et des sanglants attentats de Paris en 1985 et 1986.

### *… La France, elle, voyait juste !*

*A contrario*, en France, dès le début des années 1990, le « risque salafiste » est clairement pris en compte. Il faut dire que Paris avait payé un tribut très lourd à la guerre civile algérienne. En Afrique du Nord d'abord, où des dizaines de Français furent assassinés par les Groupes islamiques armés (GIA) ; sur le territoire national, où plusieurs attentats – dont celui du RER Saint-Michel, en 1995 – se produisirent dans les années 1990.

La DGSE, tout autant que la DST, ou dans une moindre mesure les RG, multiplièrent donc les opérations de recherche de renseignements et de démantèlement des réseaux. Le tout avec un certain succès, puisque de nombreux attentats furent déjoués en France, dont ceux planifiés contre la Coupe du monde de football, en 1998.

À Washington, on regardait cette agitation de loin et de haut. Les Américains voulaient tout savoir sur les réseaux chiites, se passionnaient pour chaque détail concernant tel fonctionnaire de la Savama ou du Vevak (les services secrets iraniens). Mais quand un représentant européen en venait à évoquer le salafisme, courant sunnite auquel se rattache l'idéologie d'Al-Qaida, les américains balayaient tout argument d'un revers de la main.

Fondé en 1977, le Groupe Kilowatt regroupe une douzaine de pays européens, les États-Unis, le Canada et Israël dans le but d'échanger des renseignements sur le terrorisme international tandis que *Totem* est le nom de code attribué aux procédures d'échange de renseignements entre États membres de l'Alliance atlantique.

Cette belle assurance devait voler en éclats le soir du 11 septembre 2001, lorsque le décompte des passeports des terroristes fit apparaître que 17 d'entre eux (sur 19) étaient saoudiens…

## *Le « signal » incompris du 26 février 1993*

Le 26 février 1993, une camionnette chargée d'explosifs détonait dans le parking de la tour nord du World Trade Center (WTC). Le plan des terroristes était simple et diabolique : ils pensaient que l'explosion pouvait déstabiliser les fondations de l'immeuble, le faire s'effondrer sur la tour sud, provoquant des milliers de morts. L'enquête conduisit à une mosquée extrémiste de Brooklyn, mais les agences de renseignement échouèrent à établir les liens éventuels existant entre les suspects et une quelconque organisation internationale.

Écoutons Richard Clarke : « La CIA et le FBI ont insinué que c'était un groupe de gens qui n'aimaient pas les États-Unis. Puis ils s'étaient dit "Tiens, faisons sauter le WTC". Ça semblait totalement invraisemblable. Nous leur avons rétorqué : "Mais qu'est-ce que vous racontez ? Ce serait comme un match de basket improvisé ? C'est insensé"… »

L'enquête sur le premier attentat contre le WTC sera pourtant un succès puisque tous ses auteurs seront condamnés à de longues peines de prison.

L'idée s'installa alors, dans le petit cercle des décideurs, que les États-Unis étaient bien équipés pour faire face à la menace.

## *La CIA commence à s'intéresser à Oussama ben Laden*

Dès cette époque, pourtant, Oussama ben Laden (OBL), n'est déjà plus tout à fait un inconnu pour les services de

renseignement américains, mais ceux-ci n'ont pas encore pris l'exacte mesure de l'individu.

OBL, lui, jouit encore de cette relative tranquillité pour mettre sur pied Al-Qaida.

Le 29 décembre 1992, une bombe de forte puissance explose dans un hôtel d'Aden dans lequel des soldats américains avaient séjourné. La bombe d'Aden est le premier attentat attribuable au groupe Ben Laden. Le 3 octobre 1993, dans une embuscade non loin de Mogadiscio, la capitale somalienne, 18 soldats américains et plusieurs centaines de Somaliens sont tués. Les premiers succès de son organisation ne font pas oublier à OBL que le terrain de l'affrontement principal, ce doit être l'Amérique elle-même.

Dès avant le premier attentat contre le World Trade Center, un élément matériel important était tombé entre les mains des services américains. En fouillant les bagages d'un voyageur, les inspecteurs de l'immigration avaient découvert de nombreux documents. Entre autres des manuels techniques expliquant comment fabriquer différentes sortes de bombes. Parmi ces documents, plusieurs étaient estampillés Al-Qaida. Des erreurs de traduction amènent les experts du FBI à penser qu'ils avaient été publiés à Amman en 1982 et qu'ils s'intitulaient « La règle de base ». En réalité, des contre-expertises réalisées, notamment à la demande d'investigateurs du *New York Times*, permettront de découvrir que le manuel a été édité en Afghanistan en 1989 et que, plutôt que « La règle de base », il fallait lire, on l'aura deviné, « La base » : Al-Qaida…

## *À Washington, une communauté du renseignement morcelée et morose*

Dans les années 1970, la CIA et le FBI avaient été sévèrement attaqués, par les médias mais aussi par le monde politique pour les « abus » auxquels ces organismes s'étaient livrés. Ont ainsi été décortiquées les tentatives d'assassinat de Fidel Castro, le coup d'État de 1973 au Chili et autres turpitudes.

De nombreux officiers de renseignement ont été chassés ou ont démissionné. Les agences se sont de plus en plus appuyées sur le renseignement d'origine technique – observation et imagerie aériennes ou spatiales, interception des communications – , mais qui ne peut apporter toutes les réponses.

Durant l'été 1990, les satellites pouvaient révéler que Saddam Hussein massait ses troupes à la frontière du Koweït, mais seule une source humaine, un « agent en place » pouvait vous apprendre quelles étaient ses véritables intentions.

De plus, à Washington comme ailleurs, la fin de la guerre froide avait taillé des coupes sombres dans les budgets et les effectifs du renseignement.

Enfin, Bill Clinton méprisait la CIA et ne s'intéressait en général aux affaires du monde que *via* le prisme de l'économie. La CIA était assaillie de demandes portant sur les concurrents d'entreprises américaines ou sur les conditions de passation d'offres publiques. Des missions peu motivantes…

Certains, pourtant, tentaient de résister à la morosité ambiante. Ainsi, à la fin des années 1980, Dewey Claridge persuada ses chefs de créer le Counterterrorist Center (CTC), qui s'intéressait non pas à une région ou à un pays donné mais à la menace terroriste, partout dans le monde. Le CTC avait du mal à s'imposer à l'intérieur de la Centrale.

## *Alec Station : cible, Oussama ben Laden*

En 1996, sous l’impulsion de David Cohen, directeur des Opérations, la CIA créa, au sein du CTC, une « cellule Ben Laden » : la Bin Laden Issue Station, connue sous son nom de code *Alec Station*. L’expérience est novatrice puisque cette unité, pourtant basée au siège de l’Agence, fonctionnera sans interruption, de 1996 à 2005, comme une « station à l’étranger » virtuelle. Comptant une douzaine d’agents, Alec Station est autorisée à utiliser toutes les ressources du renseignement : traitement de sources humaines, photographie aérienne, moyens satellitaires, écoutes et interceptions. Elle peut même commanditer ses propres opérations.

Le fonctionnement compliqué de la CIA rend particulièrement difficile la désignation d’un chef d’unité. Chacune des branches traditionnelles de l’Agence voit d’un mauvais œil la création « transversale » qui bouscule les baronnies. Le fait qu’on y trouve non seulement des officiers de la CIA mais aussi des agents détachés par le FBI ou la NSA n’arrange rien.

Le choix se porte sur un officier du CTC, Michael (Mike) Scheuer. Entré à l’Agence comme analyste, Scheuer est le chef de la branche « Extrémistes islamistes » du CTC. Sous son emprise, une vision nouvelle d’Oussama ben Laden commence à émerger. Non plus celle d’un milliardaire dilettante mais celle d’un homme dangereux et intelligent, prêt à tout pour frapper les États-Unis.

Les agents d’Alec commencent alors à envisager d’enlever Ben Laden, ou même de le tuer. Des photos aériennes de Tarnak Farms sont soigneusement étudiées, un défecteur est longuement débriefé, des mercenaires afghans recrutés par l’antenne de la CIA à Islamabad.

Tarnak Farms, c’est le quartier général de Ben Laden, non loin de l’aéroport de Kandahar. Il s’agit d’un complexe de 80 bâtiments de brique et de béton entourés d’un mur de 3,5 m de haut, dans une zone désertique.

En tout, l'Agence aura au moins une dizaine de possibilités d'éliminer ou de faire enlever Ben Laden. Aucune ne fut mise à profit, le plus souvent à cause de la frilosité de la Maison Blanche ou du National Security Council.

Au début de 1999, par exemple, Ben Laden est localisé dans un camp de chasse, dans le sud de l'Afghanistan. Prenant des risques inouïs, les hommes d'Ahmed Shah Massoud l'ont suivi et informent Gary Schroen, chef de station à Islamabad. La Maison Blanche refuse l'opération.

Des années plus tard, en 2006, Gary Schroen ne cachait pas sa rancœur : « Ils nous ont dit qu'on pourrait avoir Ben Laden plus tard. Est-ce que j'étais furieux ? Oui ! Est-ce je regrette que nous n'ayons pas agi ? Oui, beaucoup, cela aurait pu changer toute l'équation… »

## *Le FBI et la DIA ont également leur « cellule Ben Laden »…*

La CIA n'est pas la seule agence américaine à s'intéresser à OBL. Le FBI et la DIA (Defense Intelligence Agency) disposaient également de leur programme *Ben Laden*.

Au début d'octobre 1999, à la suite d'une directive du *Joint Chiefs of Staff*, le Special Operation Command (Socom) et la DIA ont lancé l'opération *Able Danger*, dans le but de développer des opérations spéciales contre le terrorisme transnational.

En fait, *Able Danger* est, pour une large part, un programme expérimental. Les analystes du Pentagone y croisent des « sources ouvertes » (c'est-à-dire des informations librement accessibles et des renseignements « classifiés », dans le but de

faire apparaître de nouvelles tendances et de discerner des liens entre des individus ou des organisations.

Le Département de la justice et le FBI, eux, avaient créé, en janvier 1996, la Squad I-49. Le but est de bâtir un dossier d'accusation solide permettant d'arrêter OBL, de le transférer aux États-Unis et de le juger. De plus, I-49 collabore étroitement avec Alec Station, l'un de ses chefs, l'agent Dan Coleman, étant également le représentant officiel du FBI au sein de la « station virtuelle » de la CIA.

Mais même si, à certains moments, la coopération est effective entre les différents groupes travaillant sur le cas Ben Laden, il est évident que cette dispersion des moyens entraîne des pertes considérables de temps, d'interminables querelles de juridiction.

Ce risque est alors aggravé par le fait que deux des principaux responsables américains de la traque du terroriste ne s'entendaient pas. C'est peu dire…

D'un côté, Mike Scheuer était un vétéran de la CIA, adepte, quand il le fallait, de la méthode musclée. Au FBI, son alter ego n'est autre que John O'Neil, un « agent spécial » de 45 ans, expansif, liant, et très extraverti.

Pour John O'Neil, la capture de Ben Laden était un défi personnel, mais il ne fut guère suivi et deux des seuls hommes qui auraient pu le soutenir et travailler avec lui, Richard Clarke et Mike Scheuer, l'appréciaient fort peu.

Ayant fini par démissionner du FBI, John O'Neil sera engagé par le WTC comme directeur de la sécurité. Il y trouvera la mort le 11 septembre 2001…

## *Malgré tout, le renseignement s'accumule*

Le 4 décembre 1998, par exemple, le *Presidential Daily Brief* (PDB) comporte un article titré : « Ben Laden se prépare à détourner des avions américains et à d'autres attentats ».

Cette affirmation est, toutefois, atténuée par un jugement ambigu. Le PDB signale : « Aucun groupe directement lié à AQ, l'organisation de Ben Laden, n'a jamais procédé à un détournement d'avion. »

Entre le 20 janvier et le 10 septembre 2001, au moins 40 articles concernant OBL et Al-Qaida seront insérés dans les PDB réalisés par la CIA.

Le 28 juin, Richard Clarke écrit à Condoleezza Rice, conseillère du nouveau Président, George Bush, pour la sécurité nationale : « Une série de nouveaux rapports continue à nous convaincre qu'un attentat de grande envergure est probable en juillet… quelque chose de très, très, très, très grave se prépare. » Le 30 juin, un *Senior Executive Intelligence Briefing* (SEIB, l'équivalent du PDP, mais réservé à la haute Administration) est titré « OBL prépare des attentats très médiatisés ».

## *« Tous les clignotants étaient au rouge… »*

Durant l'été 2001, « tous les clignotants étaient au rouge », déclara un jour l'un des principaux responsables de la Commission nationale d'enquête sur les attentats. Et il avait raison.

En juillet, Ken Williams, un agent du FBI en poste en Arizona, écrivait à sa hiérarchie un document connu depuis sous le nom de « Mémo de Phoenix », qui fait état du nombre

« anormalement élevé » de jeunes hommes d'origine moyen-orientale s'entraînant au pilotage dans des écoles d'aviation américaines. Mais le bureau de Phoenix n'accordait pas une grande priorité aux affaires de terrorisme.

La « menace Ben Laden » sera abordée dans de très nombreuses réunions entre des dirigeants de la CIA et l'entourage du Président. Mais aucune décision ne sera prise.

Enfin, le 6 août 2001 est diffusé le document le plus accablant. Dans son PDB, la CIA publie un article titré « Ben Laden, déterminé à frapper aux États-Unis ».

Reste qu'à aucun moment n'est arrivé *le* renseignement « décisif » qui permet de requalifier le « danger » en « menace » précise. Au mieux, durant l'été 2001, la CIA et le FBI – donc la Maison Blanche – savaient que Ben Laden envisageait, peut-être, des détournements d'avions et que deux opérateurs du groupe, au moins, se trouvaient à l'intérieur des frontières américaines. Ces données auraient dû alerter le sommet du pouvoir et le pousser à déclencher une opération de collecte de renseignements massive.

## *Un dysfonctionnement généralisé et systémique*

Ce n'est pas seulement la « chance » qui a manqué aux enquêteurs et aux agents américains. L'erreur est plus grave. Elle est systémique et plonge ses racines dans le fonctionnement même du renseignement.

D'abord, le renseignement extérieur aussi bien qu'intérieur avait fort mauvaise presse aux États-Unis. Ensuite les moyens étaient mal répartis. En 2000, deux fois plus d'agents du FBI travaillaient à la lutte contre les stupéfiants qu'au contre-terrorisme.

Mauvaise gestion ensuite. Au FBI, toujours, les performances des antennes et des agents étaient mesurées par la statistique. Ce qui comptait, c'étaient le nombre d'arrestations et de condamnations. Or le travail du contre-espionnage est long, très long. Il ne favorise donc pas les carrières.

Enfin, la « règle du bureau source » incite peu à se saisir d'une enquête que l'on n'a pas entreprise. Le bureau de New York avait été saisi des investigations sur les attentats contre les ambassades en Afrique. Il devint donc le « bureau source » sur OBL et AQ. Les bureaux régionaux étaient réticents quand on leur demandait de participer à des enquêtes longues et complexes.

Une autre règle bureaucratique limitait les capacités du FBI, celle du « mur » qui impose un strict cloisonnement entre le travail des équipes chargées de la lutte contre la criminalité et celles qui travaillent sur le renseignement. En théorie, toute communication d'information entre ces deux mondes est impossible, afin de mieux protéger les droits et les libertés civiles. Il en résulte évidemment une énorme déperdition d'information.

La CIA, elle aussi, souffrait de ses propres problèmes structurels. Les commissions et les campagnes de presse hostiles des années 1970 ont affaibli l'Agence. Échaudés, les hommes de Langley rechignaient souvent à l'action clandestine.

Pire : la CIA était devenue moins attractive pour les jeunes universitaires. En 1995, seuls 25 stagiaires avaient choisi de faire carrière dans les services clandestins de l'Agence. Les vrais talents s'étaient faits rares. En 2002, l'ensemble des universités américaines n'avaient « produit » que… six diplômés en langue arabe….

Au printemps 2004, Richard Clarke devait tirer, sobrement, les conclusions de la somme d'erreurs : « Votre gouvernement a

failli. Ceux qui étaient chargés de vous protéger ont failli. Et j'ai failli. Nous avons failli… » Plus tard, il ajoutera : « Je crois que toute personne impliquée dans la lutte contre le terrorisme avant le 11 Septembre se sent coupable… »

## *Objectif Bagdad : la politisation du renseignement*

À partir du printemps 2002, estimant que la situation en Afghanistan est « sous contrôle » et que la capture de Ben Laden n'est plus qu'une question de temps, George Bush et son entourage tournent leurs regards vers l'Irak. Des ressources essentielles à la poursuite de l'effort en Afghanistan sont retirées du terrain. C'est le cas, entre autres, pour des officiers de l'armée ou de la CIA parlant l'arabe.

Certains à la CIA voyaient cette évolution avec inquiétude. Les responsables d'Alec Station, entre autres, répétaient inlassablement à George Tenet qu'une invasion de l'Irak tournerait non seulement au cauchemar mais qu'elle risquait, de plus, de briser les reins à la stratégie antiterroriste des États-Unis.

Mais pour convaincre l'opinion que les efforts de la communauté internationale devaient désormais se détourner des montagnes afghanes et se concentrer sur l'Irak, il fallait un bon dossier. Durant la plus grande partie de l'année 2002, Washington s'emploiera donc à expliquer au monde que Saddam devait être renversé parce qu'il avait soutenu le terrorisme et Al-Qaida et, surtout, parce que ses programmes d'armes nucléaires, biologiques et chimiques menaçaient le monde.

## *Rumeurs et manipulations*

L’argument voulant que Saddam ait soutenu Al-Qaida fit long feu. Il était incontestable que le dictateur avait eu recours au terrorisme. Mais il s’était, en général, appuyé sur des organisations palestiniennes d’extrême gauche ou sur des entités mercenaires, comme le Groupe Abou Nidal ou encore l’Organisation arabe du 15 mai d’Abou Ibrahim. Bien qu’il ait volontiers manié une rhétorique faisant référence à l’Islam, Saddam Hussein était profondément laïc.

En définitive, le seul élément un peu solide de l’accusation était le programme d’armes de destruction massive de Saddam Hussein.

Dès l’automne 2002, un climat malsain commence à se développer à Washington. Les analystes qui osent mettre en doute la dangerosité du régime irakien sont marginalisés.

À d’autres occasions, on les somme de commenter des… articles de journaux favorables aux thèses de l’Administration.

Pire encore : la présidence mettra la communauté du renseignement en concurrence avec une petite unité créée à l’automne 2002 au sein du Pentagone : l’Office of Special Plans (OSP). Cette unité est placée sous l’autorité directe du sous-secrétaire à la Défense, William Luti, et est totalement coupée des grandes agences.

L’OSP méprise les pratiques habituelles du renseignement, comme le recoupement des sources. La seule chose qui lui importe est de conforter la vision de l’entourage de George Bush.

L’OSP se repose largement sur les rumeurs dont le Conseil national irakien, une organisation d’exilés très active et dirigée par Ahmed Chalabi, abreuve le Congrès et l’Administration. Le grand avantage de Chalabi étant, aux yeux de Donald Rumsfeld, le secrétaire à la Défense, de lui dire exactement ce qu’il a envie d’entendre.

Le 14 septembre 2002, le président Bush avertit ses compatriotes qu'« aujourd'hui, Saddam Hussein a les scientifiques et l'infrastructure pour son programme d'armes nucléaires. Si ce régime arrivait à acquérir du matériel fissile, il serait capable de construire [cette arme] en un an… »

Trois jours plus tard, devant la commission sénatoriale du renseignement, George Tenet affirme, péremptoire : « L'Irak a fourni à Al-Qaida toutes sortes de facilités : entraînement au combat, à la confection des bombes, à l'utilisation d'armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires… » Son témoignage se fonde sur les « aveux » extorqués à un terroriste emprisonné. L'homme était ensuite revenu sur ses dires, mais le directeur de la CIA préfère passer sous silence son revirement.

## *Curveball, « la » source providentielle*

Au base-ball, le terme *curveball* désigne une forme de lancer particulière qui induit l'adversaire en erreur. En argot, « lancer une *curveball* » signifie introduire une inflexion significative à un concept déjà connu. Mais, depuis 2002, le même terme désigne l'un des « escrocs au renseignement » les plus néfastes de l'histoire contemporaine. L'homme à l'origine de la guerre d'Irak.

L'escroc au renseignement, c'est le cauchemar de tout service qui se respecte. Aussi loin que remonte la mémoire de l'espionnage, ces aventuriers ont toujours existé et leur existence justifie les nombreuses mesures de sécurité et de contrôle dont s'entourent les « services ».

La manipulation de *Curveball* ne répond à aucun critère professionnel. À vrai dire, il s'agit du parfait contre-exemple.

Précision : cette manipulation ratée ne sera pas le fait de la CIA mais bien du BND allemand.

L'histoire de Rafid Ahmed Alwan al-Janabi, un jeune trentenaire irakien, commence en novembre 1999, lorsqu'il atterrit à l'aéroport de Munich. Il demande aussitôt le statut de réfugié politique et est envoyé au camp de regroupement de Zirndorf. Au bout de quelques semaines, il végète toujours à Zirndorf, attendant qu'une décision soit prise, mais il a compris, *via* des conversations avec ses camarades d'infortune, qu'il existe un moyen très simple d'accélérer les choses : intéresser les services secrets allemands. Or, le BND dispose d'une antenne à l'extérieur du camp et Al-Janabi s'y rend et livre son histoire.

Il a étudié à l'université technique de Bagdad. Spécialiste des armements, il a travaillé pour la Commission, chargée de la mise au point des armes « nouvelles ». Les deux officiers du BND présents envoient un rapport à Pullach, le siège de leur service.

Le document atterrit sur le bureau d'un officier expérimenté et ambitieux. *Le Docteur*, comme le surnomment ses collègues, est titulaire d'un doctorat en biologie et travaille pour le service de renseignement allemand depuis une douzaine d'années. Il est spécialisé dans l'étude des programmes d'armement nucléaire, biologique et chimique irakiens. Il décide aussitôt de rencontrer Al-Janabi et fait le voyage de Nuremberg pour s'entretenir avec le jeune Irakien. Il ne sera pas déçu.

## *L'obstination du BND emporte l'adhésion de la CIA*

« Si les inspecteurs de l'ONU ne sont jamais arrivés à trouver les traces du programme d'armes de destruction massive de Bagdad », explique-t-il, c'est tout simplement parce que celui-

ci était… mobile. Les services spéciaux irakiens avaient fait construire plusieurs camions géants abritant chacun un véritable laboratoire sur roues. Et les détails ne manquent pas. Ainsi, raconte l'ingénieur irakien, en 1998, un accident s'est produit et 12 chercheurs ont été contaminés et sont morts. Leurs corps ont été enterrés dans des cercueils en acier…

Le fait qu'Al-Janabi ait un intérêt évident à raconter de belles histoires n'effleure pas l'esprit du *Docteur*. Le BND tient une source, celle dont rêvent secrètement tous les services de renseignement occidentaux : un acteur important du programme de Saddam Hussein.

À l'automne 2001, l'intérêt d'Al-Janabi s'accrut encore aux yeux du renseignement allemand. Ne lui permettrait-il pas de rétablir sa réputation, mise à mal par le fiasco de Hambourg ? Pendant plusieurs années, Mohamed Atta et certains de ses complices s'étaient radicalisés dans la vieille cité hanséatique.

Les Américains vérifieront ce qui peut l'être. Les résultats de ces contrôles seront une véritable douche froide. Ainsi, des photographies satellites de l'usine de Djerf al-Naddaf, où Al-Janabi prétend qu'étaient fabriqués les laboratoires mobiles montrent qu'un mur de béton de 3 m en protège la porte principale et rend toute manœuvre d'un véhicule d'un certain volume impossible. « Camouflage », répondra le BND !

Le 13 novembre 2002, un mercredi, la commission des Affaires étrangères du Parlement allemand se réunit à huis clos pour entendre August Hanning, le patron du BND. Hanning déclare que les informations que le BND possède « proviennent d'une source secrète » mais qu'elles « n'ont pu être vérifiées… » Dans une lettre envoyée à la CIA le 20 décembre, August Hanning, tout en répétant que rien ne pouvait être confirmé, jugera que les informations de *Curveball* sont « plausibles et convaincantes ».

À Washington, cependant, l'officier de liaison du BND s'ouvrira de ses doutes à Tyler Drumheller, le directeur des Opérations de la CIA pour l'Europe. *Curveball*, prévient-il son interlocuteur, est « psychologiquement instable ».

En 2001, un expert du MI6 avait rencontré *Curveball*. Son comportement, conclut-il alors, « est typiquement celui d'un escroc au renseignement ». Un an plus tôt, en 2000, c'est un spécialiste du Pentagone qui avait pu s'entretenir avec l'Irakien. L'impression que l'homme lui avait laissée était désastreuse.

Certains à la CIA commencent à sentir que toute cette histoire risque de fort mal tourner et demandent avec insistance à rencontrer *Curveball*. Berlin refuse. Mais la CIA se résignera.

Le 5 février 2003, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, le secrétaire d'État Colin Powell se lance dans le plus important discours de sa carrière. Un discours qui est sans doute celui qu'il regrette le plus. Il tente de convaincre la communauté des nations du bien-fondé du dossier à charge patiemment rassemblé par l'Administration américaine pour justifier une opération contre l'Irak.

Dans la nuit précédente, Tyler Drumheller avait vainement tenté de prévenir Powell des doutes importants que les rapports venus d'Allemagne soulevaient. Puis, il téléphona à George Tenet : « Eh patron, soyez prudent avec cette histoire allemande… »

Le 19 mars 2003, à 5 h 36 du matin, la deuxième guerre d'Irak commençait.

## *Tous les moyens sont-ils bons ?*

En Afghanistan comme en Irak, la CIA va commettre des erreurs tragiques qui vont, durablement, entacher sa réputation.

## *Les « extraordinary renditions », une pratique discutable mais courante*

L'expression *extraordinary rendition* est devenue publique en 2007. Il s'agit, ni plus ni moins, que d'une « extradition non légale » dans laquelle un sujet est appréhendé par des agents américains hors du territoire des États-Unis et ensuite amené sur ce territoire ou dans un pays tiers pour y être interrogé ou jugé. En clair un enlèvement qui se déroule, le plus souvent, à l'insu du pays dans lequel la capture a lieu et en dehors de tout mécanisme judiciaire traditionnel.

Aux yeux de la loi américaine, toutefois, les *renditions* sont parfaitement légales puisqu'elles découlent d'un ordre présidentiel.

Même si Washington a usé et abusé des *renditions*, celles-ci n'ont pas été le fait des seuls Américains. Ainsi, en 1963, le colonel Antoine Argoud, l'un des chefs de l'Organisation armée secrète fut enlevé à Munich et transféré secrètement en France avant d'être jugé. L'une des plus célèbres *renditions* est sans doute l'enlèvement d'Adolf Eichmann par le Mossad, à Buenos Aires, le 11 mai 1960.

Le premier cas connu et documenté de *rendition* par les Américains remonte à octobre 1985 : des avions de l'US Navy détournèrent un appareil civil dans lequel avaient pris place les terroristes du Front de libération de la Palestine (FLP) qui venaient de détourner l'*Achille Lauro* et d'assassiner un otage américain, Leon Klinghoffer. L'avion fut forcé de se poser sur une base de Sicile et les terroristes furent transférés aux États-Unis pour y être jugés.

La méthodologie est toujours la même. Identifiées par la CIA ou le FBI, les « cibles » font l'objet d'une surveillance. Quand leurs habitudes sont connues et que la *rendition* est autorisée par le Président, une équipe d'agents enlève le suspect et le

transfère endormi par un sédatif, dans un avion appartenant à une compagnie privée sous contrat avec Langley.

L'homme est alors emmené vers un « site noir » de la CIA. C'est là qu'intervient la partie la plus discutable de tout le processus. Dans la plupart des cas, le prisonnier sera soumis à la coercition physique voire à la torture pure et simple.

Les « sites noirs » sont de véritables prisons secrètes, créées et administrées par la CIA. On sait aujourd'hui que des « sites noirs » ont existé en Afghanistan et en Irak, dans plusieurs pays du Moyen-Orient, au Maroc, au Kosovo, mais aussi dans au moins deux États de l'Union européenne, la Pologne et la Roumanie.

## *Que savaient les services européens ?*

La présence de prisons illégales en Europe pose une question cruciale : que savaient les services secrets européens sur ce programme ? Officiellement : « Rien ! » La réalité est moins nette.

Certes, deux pays, l'Allemagne et l'Italie, ont lancé des inculpations, le premier contre 13 officiers supposés de la CIA et le deuxième contre 26 fonctionnaires de l'Agence pour deux cas d'enlèvements. La première affaire concerne Khalid al-Masri, un ressortissant allemand kidnappé à la fin de 2003 et envoyé en Afghanistan. La seconde est celle de Hassan Mustafa Osama Nasr (dit Abou Omar), enlevé à Milan le 17 février 2003 et qui dit avoir été sauvagement torturé en Égypte.

Le manque de précaution des équipes semble indiquer qu'elles se souciaient assez peu d'être repérées. On peut donc penser que l'Agence jouissait (ou pensait jouir) de certaines protections locales.

En Irlande, la police de l'aéroport de Shannon avait reçu l'ordre de « ne pas s'approcher » des avions affrétés par la CIA et suspectés de participer au programme des *renditions*. En Suède, la coopération entre les autorités locales et la CIA a été encore plus directe. En décembre 2001, deux demandeurs d'asile égyptiens ont été livrés par la police à une équipe de la CIA à Stockholm. L'Agence les a transférés en Égypte, où ils ont été torturés.

Combien y a-t-il eu de *renditions* ? Le Parlement européen estimait, en février 2007, que 1 245 vols suspects de la CIA avaient eu lieu. Les enquêtes publiques entreprises par le Parlement européen et le travail de la presse permettent d'estimer à environ trois cents le nombre de personnes ayant fait l'objet d'une *rendition*. Parmi eux, Khalid Sheikh Mohamed, l'architecte des attaques du 11 septembre, arrêté dans la nuit du 28 février 2003 au Pakistan et transféré en Pologne pour y être interrogé.

## *Quand la CIA torture ses prisonniers*

La deuxième grande erreur, à la fois morale et politique, de la CIA sera d'avoir autorisé et même encouragé la torture de prisonniers.

La majorité des officiers de la CIA auxquels il a été proposé de suivre des cours d'« interrogatoires renforcés » ont décliné l'offre. L'Agence a donc, le plus souvent, opté pour des contractants moins qualifiés et sur lesquels elle avait moins de contrôle.

Ainsi, à la prison d'Abou Ghraib, en Irak, certains ont profité de cette opportunité pour assouvir leurs plus bas instincts.

On soulignera aussi que ces traitements « spéciaux » ont été utilisés systématiquement, y compris à l'encontre de suspects qui ne détenaient aucune information. Il n'y avait donc aucune « urgence » et rien ne justifiait des interrogatoires renforcés. Enfin, les « traitements spéciaux » ont parfois été appliqués sur des périodes très longues. Or, la violence devait être employée pour une durée limitée. L'autorité supérieure (la CIA) devait approuver chaque nouvelle étape et un médecin devait être présent. Surtout, la pression physique devait cesser dès que la personne manifestait sa volonté de parler.

Cette règle ne fut pas respectée. Khalid Sheikh Mohamed, par exemple, eut à subir plusieurs dizaines de séances de *waterboarding*. Une femme officier de la CIA fut d'ailleurs sanctionnée.

## *Une CIA réticente mais soumise aux pressions*

À la décharge de la CIA, on peut évoquer le fait qu'elle n'était nullement préparée au rôle qu'on allait lui faire jouer et qu'elle était soumise à une pression énorme pour obtenir des résultats. Alvin Bernard *Buzzy* Krongard, le directeur exécutif de la CIA, déclarera : « Nous n'avions jamais dirigé de prisons. Nous ne parlions pas les langues des suspects et nous n'avions pas les interrogateurs… »

Ce simple constat aurait dû amener la CIA à refuser cette mission. Mike Scheuer se souvient que « nous avons dit, "Écoutez. Nous ne sommes pas des geôliers. Nous n'avons pas l'autorité d'arrêter ces gens. Où allons-nous les mettre ?" Le Conseil national de sécurité nous a répondu : "C'est votre job." »

La CIA conçut donc ses manuels et ses formations en s'inspirant de ce qui se fait dans les forces spéciales. Et en particulier du programme *SERE* (Survival, Evasion, Resistance

and Escape, qui comprend entre autres un module de « résistance à la torture »). Le raisonnement était simple : si nos soldats peuvent supporter cela, les terroristes le peuvent. Mais il était faux : les stagiaires sont des volontaires endurcis, l'épreuve est collective et de courte durée.

### *Une défaite morale et des résultats mitigés*

Les résultats de ces pratiques furent pour le moins discutables. Nombre de terroristes avouèrent des complots imaginaires.

Pour Michael Scheuer, « la plupart des gens capturés en Afghanistan ou en Irak étaient des insurgés qui pouvaient vous expliquer comment fonctionnait Al-Qaida, ou au maniement de quel type d'armes ils avaient été entraînés. Mais aucun n'avait des renseignements utiles pouvant nous aider à localiser Ben Laden… »

Plus grave encore, le tort porté à l'image de la CIA, aux forces armées américaines et, au-delà, aux États-Unis et à leurs alliés fut immense.

## *Sur tous les fronts, une guerre sans merci*

### *La réorganisation du renseignement américain et la valse des directeurs de la CIA*

La faillite de la maison CIA se traduisit, logiquement, par une valse de ses directeurs. Après la démission de George Tenet, John McLaughlin lui succéda pour un mois. Puis vint Porter Goss. Il resta en place moins de deux ans et céda son siège au général Michael Hayden, qui allait l'occuper près de trois ans.

Ce fut ensuite le tour de Leon Panetta, qui resta en poste vingt-quatre mois.

En avril 2011, enfin, Barack Obama nommait à nouveau un militaire à la tête de l'Agence. Mais pas n'importe lequel : le général David Petraeus, l'un des esprits les plus brillants du Pentagone, qui s'était illustré dans les guerres d'Afghanistan et d'Irak.

Malheureusement, un an et demi plus tard, il était emporté par le scandale. Ayant entamé une relation adultère avec sa biographe, Paula Broadwell, il l'avait de plus autorisée à accéder à des documents secret-défense.

Il a, depuis, été remplacé par John Brennan, un vétéran de l'Agence, arabisant, l'ancien conseiller de Barack Obama pour la sécurité intérieure et la lutte antiterroriste.

En matière de renseignement, l'une des réformes principales de l'ère Bush fut certainement la création d'un poste de directeur du renseignement national (DNI). Jusque-là, la fonction était remplie par un directeur central du renseignement (DCI), en même temps directeur de la CIA.

## *Des résultats inégaux*

Cette évolution n'empêcha pas de nouvelles erreurs. La plus grave d'entre elles fut sans doute de ne pas avoir pu détecter les préparatifs de l'attentat manqué du vol Amsterdam-Détroit, le 25 décembre 2009. Le Président estimait que les services avaient bénéficié de tous les renseignements nécessaires pour déjouer le complot du jeune Nigérian, Umar Farouk Abdulmutallab.

Le propre père d'Abdulmutallab avait signalé à l'ambassade américaine à Lagos la disparition de son fils, qu'il suspectait d'être lié à la mouvance islamiste radicale. La CIA n'entreprit pour autant aucune recherche. Personne ne s'aperçut que l'intéressé possédait un visa en bonne et due forme pour les États-Unis et il ne fut jamais inscrit sur la *no-fly list*, ce qui l'aurait empêché de s'embarquer pour les États-Unis.

S'il y a eu faillite, c'est une fois de plus, celle du système : au premier chef, l'incapacité des agences à communiquer entre elles.

À la suite de cet « incident », le National Counter Terrorism Center (NCTC) décida de créer un « groupe de poursuite ». Formé de 40 analystes déchargés de toute tâche administrative et de la routine quotidienne, le groupe a pour mission de suivre et d'exploiter toute information concrète – un nom, une localisation, un numéro de téléphone, un voyage suspect – pouvant être liée à une menace.

Un mois et demi avant l'attaque manquée d'Abdulmutallab, un autre attentat, réussi celui-là, avait mis en évidence de nouvelles faiblesses.

Le 5 novembre 2009, le major Nidal Malik Hassan, un psychiatre militaire, pénètre dans la base de Fort Hood. Armé de deux pistolets automatiques, il ouvre immédiatement le feu en hurlant *Allah Ô Akhbar !* Treize militaires seront tués et trente autres blessés.

Or, de multiples signaux auraient permis d'éviter le drame.

Le major Hassan s'était fait remarquer à plusieurs reprises par son discours islamiste. Il avait fréquenté une mosquée radicale de Great Falls, en Virginie, où Nawaf al-Hamzi et Hani Hanjour, deux des terroristes qui devaient participer aux attentats du 11 Septembre, étaient également des fidèles assidus. Et en 2008, une vingtaine d'e-mails envoyés par

Hassan à un terroriste connu, Al-Awlaki, avaient été interceptés.

Mais à aucun moment, ces faits n'alertèrent les autorités. Le FBI ne communiqua pas ses informations au Pentagone et alla jusqu'à classer les enquêtes ouvertes à l'encontre du major. Ses collègues choqués par ses propos furent dissuadés de porter plainte.

## *Alliance Base, une coopération exemplaire*

Tout ne fonctionnait, pourtant, pas si mal, comme en témoigne la création d'Alliance Base.

Alliance Base voit le jour en 2002. Installée à Paris, elle regroupe des représentants des services de renseignement des États-Unis, de Grande-Bretagne, de l'Allemagne, du Canada, de l'Australie et de la France et est dirigée par un général français délégué par la DGSE.

Sa création découle en partie d'une initiative de Jacques Chirac, qui, après les attaques du 11 Septembre, avait ordonné aux services français de « partager l'information avec vos homologues américains comme s'ils appartenaient à votre propre service ». Rien d'étonnant, dès lors, à ce que John McLaughlin, ancien directeur général adjoint de la CIA, ait déclaré un jour que la « coopération entre la DGSE et la CIA » était « l'une des meilleures du monde ».

Pour preuve : l'élimination, au Yémen, en novembre 2002, d'Abu Ali al-Harithi, important responsable local d'Al-Qaida. Le véhicule fut « traité » par des missiles Hellfire, tirés depuis d'un drone opéré par la CIA et qui avait décollé d'une base française à Djibouti.

Alliance Base a une activité strictement opérationnelle. Elle ne s'intéresse qu'à des cibles individuelles de haute valeur d'Al-Qaida et des organisations associées.

Au printemps 2003, par exemple, Alliance Base s'intéressera de près à un converti allemand, Christian Ganczarski, et à l'un de ses lieutenants, Ahmed Medhi. Ganczarski était considéré comme l'un des chefs d'Al-Qaida en Europe. Paris et Berlin le suspectaient d'être le maître d'œuvre de l'attentat qui fit 21 morts à la synagogue de Djerba, le 11 avril 2002.

Le 20 mai 2003, Alliance Base apprenait que Mehdi, vivant en Allemagne, s'apprêtait à partir pour La Réunion. Le BND suspectait que se profile la préparation d'un attentat, mais manquait de preuves utilisables devant les tribunaux. Un agent infiltré manipulé par la CIA lui suggéra une escale à Paris. Le 1er juin, il était arrêté à l'aéroport de Roissy. Deux jours plus tard, sur l'intervention de Washington et de Paris, Christian Ganczarski était expulsé d'Arabie saoudite pour un problème de visa et embarquait dans le premier avion disponible : un vol d'Air France pour l'Allemagne avec escale à… Roissy. En février 2009, il était condamné à dix-huit ans de réclusion pour complicité dans l'attentat de Djerba.

En tout, Alliance Base aurait traité, en toute discrétion, plusieurs dizaines de cas similaires.

Alliance Base n'est pas une initiative isolée. En tout, la CIA serait impliquée dans le travail de plus d'une vingtaine de bases communes avec des services amis. On les appelle des CTIC, pour Counter Terrorist Intelligence Centers. Des CTIC fonctionnent en Ouzbékistan, en Indonésie, en Jordanie, au Yémen et dans une vingtaine d'autres États arabes, asiatiques ou eurasiens.

## *L'indispensable apport des services arabes*

Mais s’il est une coopération réellement cruciale, c’est bien celle menée avec le monde arabe. Au printemps 2011, ce sont des renseignements venus d’Arabie saoudite qui ont permis de déjouer le complot visant à faire exploser plusieurs avions de transport de fret au-dessus du sol américain.

Les services arabes offrent l’immense avantage de combiner une approche « culturelle » du phénomène djihadiste et de disposer d’une connaissance « fine » des réseaux terroristes.

Le Printemps arabe a, évidemment, compliqué les choses : certains services, comme ceux de la Libye ou du Yémen, sont totalement désorganisés. En Tunisie, une grande part de l’expertise a été perdue à la suite de l’épuration après le renversement du président Ben Ali. Mais la coopération reste bonne avec le Maroc, l’Égypte ou les pays du Golfe et une capitale tire nettement son épingle du jeu : Amman.

## *Le cas exemplaire de la Jordanie*

Dans un appartement d’Europe orientale, un homme d’une cinquantaine d’années attend le bon moment pour abattre son atout majeur. Il contemple le jeune homme prostré devant lui.

Après des mois de traque, ses collaborateurs ont fini par « loger » un djihadiste de rang intermédiaire. Correctement pris en main et manipulé, il pourrait infiltrer la mouvance et remonter haut dans sa hiérarchie. Peut-être jusqu’au sommet. Mais l’homme reste sur ses gardes.

Soudain le quinquagénaire sort de sa poche son téléphone mobile, compose un numéro et tend l’appareil : « Parle à ta mère… »

Le jeune extrémiste, s’empare de l’appareil et écoute sa génitrice se féliciter d’avoir un si bon fils, qui lui a offert une

télévision neuve, un magnifique canapé et qui lui envoie régulièrement de l'argent. Il n'a rien fait de tout cela. Mais le quinquagénaire, oui. Le message est clair : « Regarde ce que nous pouvons faire pour toi… » Et : « Devine ce qui se passera si nous décidons de te détruire… » Ce jour-là, le service de renseignement jordanien s'attache un nouvel informateur. Tout en douceur.

Cette scène vous l'avez vue dans *Body of Lies*, le film de Ridley Scott tiré du roman de David Ignatius, l'un des meilleurs auteurs d'espionnage américain, chroniqueur au *Washington Post*.

Le personnage de Hani Pasha, le chef des renseignements jordaniens, joué par l'acteur britannique Mark Strong, est directement inspiré du général Saad Kheir, le directeur du Dairat al-Moukhabarat al-Ammah, la Direction des renseignements généraux (mieux connue sous ses initiales anglaises : GID).

De l'avis de tous, Kheir était un véritable seigneur. Jeune officier prometteur, il avait fait ses classes en pénétrant l'organisation d'Abou Nidal. Puis, à force de manipulations, il avait semé la zizanie au sein du groupe, menant à son implosion.

Son service a été accusé d'utiliser la torture, mais Saad Kheir méprisait la violence. Tout était dans le sous-entendu : « Nous savons tout de toi, nous connaissons tous tes proches. Si tu n'es pas un gentil garçon… »

Traditionnellement, la Jordanie a longtemps été une chasse gardée du MI6. Puis vint Jack O'Connell. Entré à la CIA à la fin des années 1940, O'Connell servit à Beyrouth avant Amman. Il s'illustra également en défendant bec et ongles la Résolution 242 du Conseil de sécurité, qui devait rétablir la

paix après la guerre des Six Jours. Et il devint l'un des principaux conseillers du *Petit Roi*.

Aujourd'hui, les officiers de la CIA en poste à Amman disent s'être sentis « comme chez eux » au quartier général du GID.

Depuis 2001, puis après l'invasion de l'Irak, en 2003, la Jordanie a fourni à Langley des renseignements d'une valeur inestimable.

## *Catastrophe à Chapman Base*

Mais parfois, l'agent se retourne contre celui qui le manipule. Humam al-Balawi est de ceux-là. Pédiatre jordanien, membre d'Al-Qaida, il propose ses services au GID en 2008. Envoyé dans les zones tribales du Pakistan, le *walk-in* fait parvenir à ses manipulateurs des rapports documentés et intéressants.

Jordaniens et Américains pensent alors qu'il est leur meilleur atout pour découvrir Ayman al-Zawahiri, le lieutenant d'Oussama ben Laden. Mais une telle opération ne s'improvise pas. Il faut « débriefer » Al-Balawi en face-à-face. Mais où ? Pour son officier traitant jordanien, le capitaine Sharif Ali bin Zeid, la rencontre ne peut avoir lieu qu'à proximité de la frontière pakistanaise, dans une base américaine d'Afghanistan.

Le 29 décembre 2009, Al-Balawi se présente à la Forward Operating Base Chapman, à Khost, l'une des installations les plus secrètes de la CIA en Afghanistan. À peine entré, il fait exploser sa veste piégée, tuant huit personnes.

## *Le cas unique de la police de New York*

Les attentats du 11 septembre 2001 ayant principalement touché New York, et cette ville-monde restant une cible extrêmement attractive pour le terrorisme, il est logique que sa

police se soit adaptée à ce nouveau contexte. Mais ce qu'elle a accompli est unique : le NYPD (New York Police Department) est probablement la seule police au monde à s'être dotée d'un véritable service de renseignement spécialisé. Elle le doit à deux hommes : Michael Bloomberg, le nouveau maire de la ville, et celui qu'il a choisi pour diriger sa police, Raymond Kelly.

Ray Kelly est certainement l'un des meilleurs experts des problèmes de sécurité à New York. Et pour cause. Il a dirigé le Secret Service, qui protège le président des États-Unis et il a passé trente et un ans au NYPD.

Lorsqu'il revient à la tête du Département en 2002, Raymond Kelly est donc une légende : il est le seul *Commissionner* à avoir commencé sa carrière tout en bas de l'échelle, mais il est également le seul à avoir été deux fois nommé au poste de *Commissionner*, qui plus est par deux maires n'ayant pas, de surcroît, la même sensibilité politique.

Il imposera sa vision des choses en embarquant les deux hommes qui vont l'aider à mener à bien la transformation du Département : David Cohen et Frank Libutti. En janvier 2002, il crée en effet deux nouveaux postes : commissaire adjoint pour le renseignement et commissaire adjoint pour le contre-terrorisme.

Placé à la tête du renseignement, David Cohen avait passé trente-cinq ans à la CIA et s'était intéressé au terrorisme, au crime organisé, au trafic de stupéfiants, au blanchiment d'argent et à la prolifération des armes de destruction. Décrit par ceux qui l'ont approché comme studieux, discret voire secret, il est l'« homme de l'ombre » jusqu'à la caricature.

Placé à la tête du contre-terrorisme, le général Frank Libutti a commencé sa vie active au Vietnam en 1966 comme sous-lieutenant de marines. Il a ensuite occupé diverses fonctions de

commandement jusqu'au poste de commandant du corps, de la flotte et des bases des marines pour le Pacifique avec autorité sur 80 000 hommes.

### *Une stratégie claire : la ville ne peut compter que sur elle-même*

Avec le maire, Bloomberg et le chef de la police, Kelly, Cohen et Libutti partagent deux sentiments. D'abord, ils savent que c'était la deuxième fois que le World Trade Center est la cible d'un attentat. Ensuite, ils sont convaincus que la ville doit avant tout compter sur ses propres forces pour se protéger.

L'une des premières décisions vraiment « révolutionnaires » sera de créer des postes d'agents de liaison à l'étranger, d'abord au Canada et en Israël puis à Montréal, à Singapour, à Saint-Domingue et à Londres. Un officier de liaison sera également envoyé au siège d'Interpol, à Lyon, et deux autres au siège du FBI à Washington.

Leur feuille de route est simple : accélérer la transmission du renseignement. Ils sont là également pour « s'assurer partout et toujours que la question de New York sera posée ».

Dans le même temps, un effort particulier est consenti pour détecter au sein même des forces du NYPD ceux des officiers qui connaissent une langue pouvant se révéler utile dans la lutte antiterroriste. L'arabe bien entendu, mais aussi le turc, l'ourdou ou encore le pachtou.

Cet effort ne s'est jamais démenti et, aujourd'hui, le NYPD a plus d'officiers arabophones que… le FBI et « prête » régulièrement des linguistes au Département de la défense ou à des agences de renseignement étrangères…

### *Des capacités analytiques propres pour une vision très opérationnelle*

Dès 2002, Kelly décide également d'engager ses propres analystes, le but étant de « comprendre les racines » du terrorisme.

Les différents moyens mis en place par le NYPD génèrent de tels flots d'informations – « tuyaux » des informateurs, signalement à la « ligne verte » mise en place pour recueillir des témoignages – que la mise en perspective de ces éléments consomme déjà une bonne partie du temps de ces spécialistes. Le but est de produire du « renseignement pratique », ayant une valeur tactique immédiate

Enfin, plusieurs opérations récurrentes sont mises en place pour mieux sécuriser la ville. Tout d'abord, neuf équipes « spéciales » sont créées, dans le but de détecter les cibles les plus probables : la mairie, le siège de la police, les ponts, les tunnels, l'Empire State Building ou encore le Rockefeller Center. Un millier d'entreprises « sensibles » seront également visitées.

## *En France, l'affaire Merah provoque une réforme du renseignement*

Entre le 11 et le 19 mars 2012, Mohamed Merah, un petit voyou radicalisé de la banlieue de Toulouse, tue sept personnes, dont trois militaires et trois enfants de confession juive. Il est abattu le 22 mars, lors de l'assaut donné par le Raid. Merah était « connu des services » pour ses faits de délinquance d'abord, mais aussi pour sa radicalisation et ses accointances avec les milieux djihadistes. Il n'en faut pas plus pour lancer une nouvelle polémique sur la « faillite du renseignement ».

Devenu ministre de l'Intérieur, Manuel Valls a ordonné à deux hauts fonctionnaires de police, le contrôleur général Guy Desprats et l'inspecteur général Jérôme Léonnet, de mener une mission d'information. Celle-ci a donné lieu à un rapport.

Le rapport pointe le manque de coordination et de communication des services, le déficit de leurs capacités d'évaluation ainsi que l'inexistence (ou la mauvaise utilisation) de méthodes d'enquête adaptées à la menace djihadiste. Dans ses conclusions, cependant, il ne mettra pas en cause ce qui est peut-être l'une des raisons profondes de l'échec à repérer Mohamed Merah : la fusion des Renseignements généraux et de la DST.

Or, les missions des deux services dont le rapprochement allait donner naissance à la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) étaient très différentes. Si la DST avait vocation à gérer de « grands dossiers » de contre-espionnage ou de terrorisme, ayant des ramifications à l'étranger, les Renseignements généraux, eux se caractérisaient par une parfaite connaissance du terrain local. Leur ancrage leur donnait un point de vue inégalé sur les mouvances criminelles et extrémistes. Ce sont d'ailleurs les RG qui, les premiers, « repéreront » Mohamed Merah, et procéderont à son premier signalement. Mais le savoir-faire des RG a été en grande partie perdu lors de la création de la DCRI.

En 2013, les députés Jean-Claude Urvoas et Patrice Verchère, à l'issue d'une enquête parlementaire, mettent en cause les carences, le manque de prise en considération du travail des antennes locales, le manque de capacités linguistiques et le « splendide isolement » de la DCRI.

Ce rapport marque la fin de la DCRI, qui, le 17 juin 2013, change à nouveau de nom pour devenir la DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure). Elle est désormais rattachée

non plus à la Direction de la police nationale mais bien directement au ministre de l'Intérieur, ce qui devrait lui donner plus d'autonomie.

## *Guerre à l'État islamique : l'heure de vérité pour les services secrets ?*

Au printemps 2014, une nouvelle menace terroriste se concrétisait : ancienne filiale d'Al-Qaida en Irak, l'État islamique, solidement implanté en Syrie, prenait le contrôle d'un tiers de l'Irak et proclamait l'instauration de son califat.

Quelques semaines auparavant, le 24 mai 2014, Mehdi Nemmouche, un tueur français formé par cette organisation, avait inauguré une longue série d'attentats en assassinant quatre personnes au Musée juif de Belgique, à Bruxelles. Depuis, l'État islamique a frappé partout : au Canada, aux États-Unis, en Australie, au Danemark et bien entendu en France ou, les 7, 8 et 9 janvier 2015, trois attentats – contre *Charlie Hebdo*, la police et le supermarché Hyper-Cacher – faisaient 15 morts. Les frères Chérif et Saïd Kouachi (auteurs de la tuerie de *Charlie Hebdo*) agissaient au nom d'Al-Qaida au Yémen tandis qu'Amedy Coulibaly (qui assassinera une jeune policière à Montrouge le 8 janvier et prendra en otages l'Hyper-Cacher le lendemain, tuant quatre d'entre eux) se revendiquait de l'État islamique.

Après janvier 2015, des dizaines d'attentats seront empêchés, mais d'autres réussiront, en Europe, en Tunisie, au Koweït et en d'autres lieux. Ses succès, l'ampleur de son recrutement et sa sauvagerie ont permis de décrire l'État islamique comme étant « la plus grave menace sécuritaire des trente dernières années ».

Et il est vrai que, pour les services de renseignement, Daech pose un défi de taille.

Jamais ils n’ont eu à combattre une organisation terroriste d’une telle importance : avec des dizaines de milliers de membres, environ 20 000 volontaires étrangers dont 6 000 Occidentaux, un trésor de guerre de plusieurs milliards de dollars et le contrôle non seulement d’une partie de la Syrie et de l’Irak mais également de « provinces » en Égypte, en Libye, en Afrique, l’État islamique apparaît comme totalement atypique.

Le deuxième problème est l’impact de sa propagande. On a vu ainsi des terroristes qui pouvaient mener des actions de leur propre initiative ou en s’appuyant sur de très petits groupes logistiques, ce qui rend leur détection avant l’attentat particulièrement difficile, voire impossible.

## *Un rôle essentiel mais difficile pour le renseignement*

Plusieurs des terroristes qui ont frappé l’Occident depuis 2012 étaient connus des services de police et de renseignement. C’est le cas, notamment, de Mohamed Merah, de Mehdi Nemmouche, des Canadiens Rouleau-Couture et Zehaf-Bibeau, des frères Kouachi, d’Amedy Coulibaly ou encore d’Omar Abdel Hamid el-Hussein. Ont-ils été empêchés d’agir ? Non.

C’est donc que les services compétents ont mal évalué leur dangerosité, ont mal interprété les signaux ou ont mal géré leur communication interne ou leurs échanges avec les autres services.

## *Vers de nouvelles réformes ?*

Sous la pression des événements, la France s'est dotée, au printemps 2015, d'une nouvelle loi sur le renseignement qui a été décriée par certains, qui lui reprochent d'être liberticide. Mais il ne fait guère de doute que d'autres pays suivront.

En tout état de cause, il faut bien pallier l'insuffisance des moyens humains : une surveillance « physique » permanente mobilise entre 20 et 30 fonctionnaires spécialement formés, parfois plus ; il y a des centaines de suspects à tenir à l'œil. L'ensemble des effectifs disponibles ne suffirait pas à la tâche.

On est bien obligés de constater une nouvelle « schizophrénie » de la société. Au lendemain d'un attentat, il y a unanimité pour demander des comptes aux services de renseignement et à la police, et la même société se met à grogner quand on lui parle de caméras de surveillance ou d'interception des communications.

## *Quel sera le jugement de l'histoire ?*

Les hommes et les femmes de l'ombre que nous avons suivis tout au long de cet ouvrage, et les services qu'ils ont créés se définissent souvent, avec le recul, par l'utilité qui a été la leur. Les espions de César ont facilité la conquête des Gaules, ceux d'Élisabeth I$^{re}$ ont protégé les îles Britanniques. Les espions de Louis XV n'ont rien pu contre l'affaiblissement de la France, mais les agents américains de la guerre d'Indépendance ont fortement contribué à la victoire. L'Okhrana des tsars, la Tcheka puis le KGB de l'URSS ou les services nazis n'ont pas empêché les régimes de s'effondrer, mais le BCRA, le SOE, ou encore l'OSS ont payé le prix fort pour combattre le mal, puis le SDECE, la DGSE, le MI6 et bien entendu la CIA ou le FBI ont été du côté des « vainqueurs » à l'issue de la guerre froide.

Il est entendu que, contrairement à ce que pensent les complotistes de tout poil, les services secrets ne font pas l'histoire. Mais ils y contribuent. La manière dont ces services arriveront à « gérer » la menace terroriste, l'importance de leur contribution à cette « nouvelle » guerre et les résultats définiront sans doute, un jour, leur place dans l'histoire du XXI$^{e}$ siècle.

# Neuvième partie

# La partie des Dix

***Dans cette partie***

***C***ette partie a été, pour les auteurs, la plus difficile à écrire, car elle suppose un choix. Et choisir, c'est d'abord éliminer. Que privilégier dans les milliers de romans, films, séries télévisées et documentaires consacrés à l'espionnage et aux services secrets ? Nous serons donc ici dans le domaine du subjectif le plus affirmé, mais nous l'assumons.

# Chapitre 48

# Dix idées reçues sur les services secrets

***Dans ce chapitre :***

- Beaucoup de fantasmes et quelques réalités
- Des méthodes plus « douces » que violentes
- La mort, toujours au rendez-vous
- Des services mieux contrôlés qu'on ne le pense

***O***bjets de fantasme, de fiction et de craintes multiples, les services secrets traînent dans leur sillage, de nombreuses idées reçues, la plupart d'entre elles étant, faut-il vraiment le préciser, négatives. Entre raccourcis schématiques, demi-vérités et peurs infondées, tentons d'y voir clair.

## *On ne quitte jamais les services de renseignement*

C'est l'un des mythes les plus courants : « Espion un jour, espion toujours ! » C'est globalement faux, mais…

En fait, les services comprennent très bien que l'on ne peut forcer une personne à continuer dans une profession qu'elle

souhaite quitter. Il est donc « difficile d'y entrer mais aisé d'en sortir ». Cela étant, dans certains pays (entre autres aux États-Unis, en Russie, en Israël), les « anciens » peuvent être réembauchés, même des années après. En France, les choses sont très différentes : celui qui quitte le service le fait pour de bon et il n'existe pas, sauf exception, de possibilité de retour.

La plupart des anciens du renseignement choisissent de le faire dans une branche qu'ils connaissent. I peut donc être intéressant pour leur ancienne « maison » de les garder à l'œil et, le cas échéant, d'en faire des « honorables correspondants ».

Le fait de quitter un service ne libère en rien le partant de ses obligations à respecter l'engagement au secret qu'il a signé. Il est hors de question, donc, de se répandre dans les médias ou d'écrire des mémoires trop précises. Ceux que la plume démange devront choisir la fiction ou attendre de très longues années s'ils veulent vraiment faire des révélations, sinon, gare aux tribunaux.

## *Les espions sont des militaires*

C'est faux. Même les services de renseignement strictement militaire (la DRM en France, la DIA aux États-Unis, etc.) font travailler un certain nombre de civils. Les autres services qui ont une origine militaire ou qui peuvent être rattachés au ministère de la Défense (la DGSE) sont très majoritairement composés de civils.

Mais la plupart des grands services occidentaux (CIA, MI6, MI5) sont exclusivement constitués de civils et d'autres, comme la DGSI, sont formés de policiers et rattachés au ministère de l'Intérieur.

## *Les services secrets recrutent leurs sources par le chantage et la menace*

C’est souvent vrai dans les dictatures, ce ne l’est pas, sauf exception, dans les démocraties. L’exception peut se justifier par la situation (par exemple, un état de guerre) ou du fait du milieu ciblé. Pour recruter une source, on privilégiera donc l’argent, des avantages, l’idéologie ou la soif de revanche.

Durant la guerre froide, la CIA utilisait le terme MICE pour désigner les motivations les plus courantes : Money, Ideology, Compromise (ou Coercion) et Ego. Parfois le *c* se voyait remplacé par un *s*, pour *sex*. On utilise aujourd’hui une autre formule : RASLS (Reciprocation, Authorithy, Scarcity, Commitment, Liking et Social Proof).

Fondamentalement, beaucoup de professionnels estiment que le « chasseur de talents » et les officiers traitants (OT) ne sont en fait que les révélateurs d’un désir profond de trahir ou de servir chez la personne recrutée.

De même, une source qui déciderait de rompre sa collaboration avec le service fera rarement l’objet de pression : forcer quelqu’un à travailler contre son gré est la porte ouverte à bien des ennuis, le premier étant la trahison.

## *Les services secrets sacrifient leurs sources sans hésiter*

C’est faux, même si certaines (rarissimes) exceptions justifient la règle. La « source » est à la fois l’outil et la raison d’être de l’officier traitant et de son service. Et la déontologie est stricte : on n’expose pas et on sacrifie encore moins sa source ! Cela peut évidemment poser des problèmes de conscience : peut-on

protéger un criminel, un terroriste ou un criminel de guerre ? Tout OT qui se respecte répondra la même chose : oui, on peut. Le service qui aurait la réputation de ne pas protéger ceux qu'il utilise se trouverait rapidement dans l'incapacité de recruter.

## *Les services secrets influencent la politique*

C'est faux. Les services sont un outil de l'État et, donc, de la politique. Ils l'appliquent, mais ne la définissent pas. Cela est même vrai dans les dictatures. Même dans l'Allemagne nazie ou l'Union soviétique, la Gestapo, l'Abwehr ou le KGB n'ont jamais influencé la politique.

## *Les services secrets déstabilisent des pays*

C'est à la fois vrai et faux. La grande majorité des pays démocratiques ne disposent plus que de services « défensifs », c'est-à-dire de services de contre-espionnage et de sécurité agissant à l'intérieur de leurs frontières pour protéger l'ordre constitutionnel et lutter contre des organisations criminelles ou terroristes.

Seuls une poignée d'États (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Allemagne, Russie, Chine et quelques autres) ont encore des services offensifs (c'est-à-dire agissant dans l'illégalité, en dehors des frontières).

Quand un service offensif est doté à la fois de capacités de renseignement, d'influence et d'action (au sens militaire du terme), comme la CIA ou la DGSE, on préférera parler de « services spéciaux ».

Si des États ont bien été déstabilisés par les « services » (et des gouvernements renversés) entre 1945 et les années 1970 (la

France l’a fait en Afrique, les États-Unis en Amérique latine et en Asie, la Grande-Bretagne en Asie et au Moyen-Orient), cette pratique a largement disparu aujourd’hui.

## *Les services secrets ne collaborent pas entre eux*

Thèse séduisante qui a beaucoup circulé, dans les médias, après les attentats du 13 novembre 2015 et qui n’a en fait, qu’un seul défaut : elle est fausse.

En fait les “services” troquent en permanence des renseignements, mais il ne s’agit, évidemment pas d’une vaste foire de l’information. Les échanges sont codifiés, se passent en général en direct entre deux “maisons” et répondent à des règles précises : on échange uniquement quand chacun des protagonistes y a intérêt et le “donnant-donnant” s’impose. De plus, certaines pratiques comme la “règle du tiers” (qui veut qu’un renseignement continue à appartenir au service qui l’a émis et ne peut donc être communiqué à une autre centrale) sont impératives. Enfin, il va de soi que l’identité des sources et les méthodes opérationnelles ne peuvent être compromises.

Mais il reste aussi que la qualité des échanges dépendra de leur équilibre (et de la satisfaction de chaque partie), de la bonne définition des “intérêts communs” et des relations personnelles existant entre les acteurs. Et il est vrai que la “nature de la bête” est de collecter et d’accumuler le renseignement, pas de le disséminer aux quatre vents.

## *Les services secrets « font ce qu’ils veulent » et ne sont l’objet d’aucun contrôle*

En démocratie, c’est faux. La règle qui tend à se généraliser est celle du contrôle parlementaire ou par des commissions indépendantes *ad hoc*. L’exemple le plus abouti est celui des États-Unis, où une commission mixte (rassemblant des députés et des sénateurs) contrôle en temps réel l’action des services de renseignement.

Dans ce domaine, la France est en retard : il n’y existe aucune commission parlementaire spécifique contrôlant les « services ». Seule exception, la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS), chargée de vérifier la légalité des écoutes. Elle publie chaque année, à la Documentation française, un rapport des plus instructifs.

Le contrôle parlementaire, ou par une commission *ad hoc*, doit donner lieu à des rapports publics pour être crédible. Mais en matière de renseignement, la transparence atteint vite ses limites. Les parlementaires ou experts sont donc soumis, eux aussi, au secret-défense le plus strict.

## *Les services secrets pratiquent l’assassinat*

C’est parfois vrai. Cela l’a été assez souvent dans le passé (durant la Seconde Guerre mondiale et la guerre froide), mais la pratique a nettement diminué par la suite. Elle renaît toutefois aujourd’hui au titre de la guerre contre le terrorisme. Les meilleurs exemples en sont Israël et les États-Unis. Israël a éliminé plusieurs responsables du Hamas et du Hezbollah depuis les années 1980. Les États-Unis, surtout, ont mis au point un programme de *targeted killing*, notamment à l’aide de drones. Ces opérations, gérées par la CIA, se déroulent depuis 2013, presque tous les jours et au moins plusieurs fois par semaine. En 2015, la France et la Grande-Bretagne ont entamé en Irak et en Syrie des « frappes ciblées » contre des terroristes européens considérés comme représentant une « menace grave et imminente » parce qu’ils prépareraient des attentats en

Europe. À part les quatre pays, seules la Russie et la Chine utilisent les mêmes méthodes.

Les services n'agissent pas de leur propre initiative : ils fournissent renseignement et parfois moyens d'action, mais la décision finale (frapper ou non) est toujours prise au plus haut niveau de l'État.

## *Les femmes des services secrets se servent de leurs charmes*

C'est de moins en moins vrai. L'évolution du statut de la femme, la morale et la prudence ont largement fait tomber en désuétude ce que l'on surnomme le « piège à miel » (*honey trap*, en anglais).

En 2010, le MI5 a diffusé, auprès de centaines d'hommes d'affaires britanniques, une note les mettant en garde contre l'utilisation du piège à miel par le renseignement chinois. Les espions de Pékin emploieraient de belles jeunes femmes pour séduire leurs cibles…

# Chapitre 49

# L’espionnage en dix lieux mythiques

***Dans ce chapitre :***

- Aux origines de l’affaire Dreyfus
- Londres, capitale du renseignement allié en 39-45
- Les goûts alimentaires d’un chasseur d’espions

***D***es centaines de lieux permettent, de Londres à Paris, de Washington à Moscou, en passant par Bruxelles et Berlin, de se replonger dans l’atmosphère de l’espionnage. Nous avons retenu les plus emblématiques.

## *2, place Loubianka (Moscou)*

En plein centre de Moscou, à un jet de pierre de la place Rouge et du Kremlin et encore plus près de l’ancien siège du Comité central du parti communiste, au numéro 2 de la place Loubianka (rebaptisée durant l’ère communiste « place Dzerjinski » en l’honneur du fondateur de la Tcheka) se dresse l’ancien siège du KGB (et aujourd’hui du FSB, le service de sécurité intérieure).

L’immense immeuble de brique jaune qui occupe tout un côté de l’esplanade a été construit en 1898 pour abriter les bureaux de la compagnie d’assurances Rossia. Réquisitionné en 1920, il deviendra le siège de la Tcheka, puis du NKVD et, enfin, du KGB. C’est d’ici que, sur six étages, travaillaient les hommes qui organisaient les opérations d’espionnage à l’Ouest, mais aussi la répression terrible de l’ère stalinienne.

Dans les années 1930, de nombreux détenus seront exécutés dans les caves de l’immeuble, d’une balle dans la nuque. Le nombre exact des victimes ne sera jamais connu, mais on peut estimer qu’ils furent au minimum plusieurs dizaines de milliers.

Le bureau de Iouri Andropov, chef révéré du KGB et éphémère dirigeant de l’URSS, y a été conservé à l’identique et est montré aux visiteurs officiels. Mais la statue de Felix Dzerjinski a été déboulonnée à l’automne 1991, après l’échec du coup d’État conservateur contre Mikhaïl Gorbatchev.

Au début des années 1970, la Première Direction principale du KGB (PDP), en charge du renseignement à l’étranger, déménage dans la banlieue de Moscou. Le siège du SVR, le service de renseignement extérieur, s’y trouve toujours.

## *141, boulevard Mortier (Paris)*

Dans le 20e arrondissement de la capitale, le 141, boulevard Mortier abrite, depuis 1944, les services de renseignement extérieur français. Le SDECE s’y installera dès 1946.

Pendant plusieurs décennies, les « espions » français y ont été à l’étroit, entre autres dans des préfabriqués. Dans les années 1990, le service a, enfin, pu se mettre un peu plus à

l’aise grâce à la construction d’un grand bâtiment central de huit étages. Un peu plus tard la DGSE put « annexer » les casernes qui se trouvent en face de son siège.

Une partie importante des services de la DGSE se trouve au fort de Noisy-le-Sec, dans la banlieue de Paris.

Cette partie du boulevard Mortier étant une « zone militaire », on ne photographie pas, sous peine de sérieux problèmes… Mais, pour les curieux, les locaux de la DGSE ont été fidèlement reconstitués dans la série *Le Bureau des légendes*, d’Éric Rochant.

## *231, boulevard Saint-Germain (Paris)*

Construit en 1714, cet hôtel particulier a été habité par le maréchal de Richelieu, vainqueur de la bataille de Fontenoy (1745), puis par Lucien Bonaparte, l’un des frères de Napoléon.

En 1894, c’est dans ce bâtiment rattaché au ministère de la Guerre qu’était logée la Section de statistique, le Deuxième Bureau de l’époque. C’est donc ici que prit naissance le pire scandale de l’histoire du renseignement français : l’affaire Dreyfus.

À quelque pas, au numéro 282 du même boulevard, était abritée en 14-18 la Section de centralisation du renseignement (SCR), du commandant Ladoux, qui recrutera puis fera fusiller Mata Hari.

## *Vauxhall Cross (Londres)*

C’est à Vauxhall Cross, au 85, Albert Embankment, que s’est installé, depuis 1994, le Special Intelligence Service, dans un mmeuble moderne, surnommé *Babylon-on-Thames* ou encore *Legoland*.

L’architecture de Terry Farrell est tellement tarabiscotée que nul ne semble capable de dire combien d’étages compte le siège du MI6.

Le cas est certainement unique au monde d’un service dont l’essence est d’être discret et qui soit logé dans un bâtiment aussi voyant.

Avant Vauxhall Cross, le MI6 a connu plusieurs adresses nettement moins prestigieuses : le *Broadway Building*, et *Century House*, sur Westminster Bridge Road.

## *18, Carlyle Square (Londres)*

C’est dans cette belle maison de Chelsea que la « taupe » soviétique au MI6, Kim Philby, s’installe en 1944. C’est lorsqu’il habite Carlyle Square qu’il dénonce Constantin Volkov, consul soviétique à Istanbul et responsable du NKVD pour le Moyen-Orient. C’est de là qu’il partira pour Ankara, en 1946, d’où il pourra livrer à Moscou des dizaines d’agents arméniens et géorgiens infiltrés en URSS par les services occidentaux.

À Moscou, on peut voir l’immeuble des étangs du Patriarche, où Philby vivra, au début des années 1960, à sa mort, en 1988.

## *Baker Street et ses environs (Londres)*

Baker Street n’est pas seulement la rue où habita Sherlock Holmes. C’est également dans ce quartier que s’installa, entre 1940 et 1945, le Special Operations Executive (SOE), auquel Winston Churchill avait donné pour mission de « mettre le feu à l’Europe ». Le SOE étant rapidement devenu une énorme machine, un nombre conséquent d’immeubles a été réquisitionné pour loger ses différentes sections.

Au 82 de la même rue, l’organisation occupait le dernier étage de *Michael House*, où était installé le principal magasin de la chaîne Marks and Spencer. Les membres du service entraient et sortaient discrètement par l’arrière de l’immeuble.

Au 83, *Norgeby House* abritait la plus grande partie de la Section F (la plus importante du SOE, active sur la France).

Une autre partie de la Section F était logée sur Portman Square, dans le bas de Baker Street. C’est ici que les volontaires français et anglais étaient interrogés avant d’être acceptés.

Dans le même quartier on trouve également d’autres vestiges du SOE. À Dorset Square étaient situés les anciens bureaux de la Section RF (pour « République française »).

Ivor Court, sur Gloucester Place, servait de point de chute aux opérateurs de l’OSS américaine.

La Section N (Pays-Bas) occupait des bureaux au 140, Park Lane. C’est ici que fut écrite la page la moins glorieuse (mais l’une des plus tragiques) de l’histoire du SOE. De graves erreurs entraînèrent la capture de dizaines d’agents parachutés en Hollande.

## *10, Duke Street (Londres)*

C’est dans ce bâtiment que le colonel Passy installa les bureaux du BCRA, le Bureau central de renseignement et d’action, les services secrets de la France libre. Durant toute son existence, le BCRA collaborera très étroitement avec le SOE. La Grande-Bretagne sera payée en retour : on estime que près de 80 % du renseignement utile au débarquement du 6 juin 1944 fut fourni aux Alliés par le BCRA.

Quand ils voulaient se détendre, les gens du BCRA pouvaient faire un saut au pub York Minster, 49, Dean Street. Ils se donnaient couramment rendez-vous Chez Berlemont, mais l’affluence de *Free Frenchies* y était telle que les gens du quartier évoquait *The French House*. Une légende urbaine affirme que c’est dans ce restaurant que Charles de Gaulle écrivit son « Appel du 18 juin ». L’histoire est belle, mais malheureusement fausse.

## *Pont de Glienicke (Allemagne)*

Grande structure métallique, le pont de Glienicke relie Berlin à Postdam en passant au-dessus de la Havel. À l’époque de la guerre froide, il reliait le secteur américain de Berlin au secteur d’occupation soviétique puis à la RDA. C’est donc ici qu’eurent lieu de nombreux échanges d’espions.

En février 1982, Gary Powers, pilote de l’avion espion U2 abattu par les Soviétiques, y fut échangé contre William Ficher, mieux connu comme colonel Rudolf Abel, l’un des plus extraordinaires « illégaux » du KGB.

## *101, rue des Atrébates (Bruxelles)*

Dans cette longue rue de la commune d’Etterbeek, non loin du quartier européen, on peut toujours voir la maison qui abritait

le quartier général clandestin de l’Orchestre rouge de Leopold Trepper. C’est d’ici que partirent la plupart des messages radio destinés à Moscou, une bonne partie provenant du réseau Schulze-Boysen, l’antenne berlinoise de l’Orchestre.

C’est une descente des services allemands rue des Atrébates, en décembre 1941, qui mit fin à la première période des activités de l’Orchestre rouge. En quelques mois, plus de 150 personnes seront arrêtées.

## *Restaurant La Niçoise (Georgetown, Washington)*

Le 1721, Wisconsin Avenue est aujourd’hui occupé par une pizzeria. Mais entre 1969 et 1994, c’était un restaurant français à la mode, La Niçoise. James Jesus Angleton, le chef légendaire du contre-espionnage de la CIA, y déjeunera presque tous les jours. Celui dont la paranoïa faillit détruire la CIA avait ses habitudes, pour ne pas dire ses manies.

Certains auteurs évoquent des déjeuners entre Angleton et Kim Philby. C’est évidemment impossible : lorsque le restaurant ouvrit ses portes, la « taupe » soviétique avait déjà fait défection. En fait, les déjeuners entre le chasseur de « taupes » et son ami se déroulaient chez Harvey’s, au coin de Connecticut Avenue et de C Street et à quelques centaines de mètres de la Maison Blanche. John Fitzgerald Kennedy sera d’ailleurs, lui aussi, un habitué de Harvey’s.

# Chapitre 50

# Les services secrets dans dix musées

***Dans ce chapitre :***

- Des lieux de mémoire
- Des souvenirs du sacrifice et de l'oppression
- Une plongée dans le passé par des vestiges fascinants

***À*** notre connaissance, il existe un seul musée au monde qui soit consacré au renseignement. Mais de nombreuses collections de musées d'histoire abordent le sujet.

## *International Spy Museum (Washington)*

Ouvert depuis le 19 juillet 1962 et situé à quelques centaines de mètres du FBI, l'International Spy Museum est le seul musée à être intégralement et exclusivement consacré au renseignement. Il fait l'objet de toutes les attentions d'un comité directeur au sein duquel on trouve James Woolsey, un ancien directeur de la CIA, le juge William Webster, ancien patron du FBI, le général Oleg Kalugin, ancien chef de la Première Direction principale du KGB (responsable du renseignement à l'étranger) ou encore

Dame Stella Rimington, première femme à avoir dirigé le MI5. Son directeur exécutif, Peter Earnest, a passé trente-six ans à la CIA, dont vingt dans ses services clandestins.

Autant dire que l'endroit vaut le détour. Les collections sont très riches et de nature à intéresser tous les publics. Une présentation très didactique mais aussi ludique, une conception muséologique moderne en font une expérience inoubliable.

On peut y découvrir une très fidèle reconstitution du tunnel secret aménagé à Berlin-Est par la CIA et le MI6 dans les années 1950.

## *National Museum of American History (Washington)*

Toujours à Washington, mais sur le Mall, on peut faire le détour par le National Museum of American History.

Les sections *Government, Politics and Reform* et *Military* contiennent d'intéressants souvenirs de grandes figures du renseignement américain depuis la guerre d'Indépendance et de la guerre civile jusqu'à la guerre froide, et quelques pièces fascinantes (une machine *Enigma*).

## *National Air and Space Museum (Washington)*

Toujours sur le Mall, le National Air and Space Museum. On y découvrira un grand nombre de caméras et autres systèmes utilisés par le renseignement aérien. Citons un Vought OS2U-3 Kingfischer (le premier avion de reconnaissance de l'US Navy durant la Seconde Guerre mondiale), un avion espion U2, un

avion de reconnaissance Lockheed SR-71 Blackbird et même un drone.

## *Musée canadien de la Guerre froide (Ottawa)*

C’est en 1959 que le Premier ministre John Diefenbaker ordonne la construction, non loin d’Ottawa, d’un vaste abri souterrain pouvant abriter son gouvernement et l’état-major en cas de conflit nucléaire. Plusieurs constructions du même type prendront place dans d’autres régions, mais le *Diefenbunker*, la plus importante, prendra le nom de Siège central du gouvernement d’urgence (nom de code *Project Emergency Army Signals Establishment* ou *Ease*).

Enfoui 22 m sous terre, il a été conçu pour résister à une explosion nucléaire de 5 mégatonnes et il offre une autonomie de trente jours à 535 personnes.

Mis en service en 1961, il restera en activité jusqu’en 1994 et deviendra un musée en 1997.

## *Musée du KGB (Moscou)*

Installé à l’arrière du siège du KGB (aujourd’hui, du FSB), place Loubianka, ce musée poursuivait d’abord un but pédagogique : faire comprendre aux jeunes recrues en formation quel héritage est le leur.

Nous l’avons visité et l’objectivité nous oblige à dire que la présentation des choses est honnête. Aucune impasse n’est faite, même pas sur les purges dont la Tcheka puis le NKVD furent les principaux outils, mais la présentation insiste sur le fait que les « organes » furent aussi les premières victimes de ces tragédies.

Cela étant, il est intéressant du point sociologique et psychologique de constater que le FSB d'aujourd'hui assume pleinement sa filiation avec tous les services.

Celui-ci est ouvert aux officiels étrangers et peut, parfois, être accessible pour des groupes, mais exclusivement sur rendez-vous.

## *The Israel Intelligence Heritage and Commemoration Center (Tel-Aviv)*

Non loin de Tel-Aviv s'élève le Mémorial et centre de commémoration du renseignement israélien. Créé dans les années 1980, il ne s'agit pas vraiment d'un musée mais plutôt d'un lieu de mémoire. Mais la partie la plus intéressante (et la plus émouvante) est ailleurs. À quelques mètres de l'immeuble, on trouve un long et bas mur de calcaire blanc, sur lequel sont gravés des centaines de noms : ceux des agents du renseignement israélien morts en mission. Les trois agences, le Mossad, le Shin Bet (sécurité intérieure) et l'Aman (renseignement militaire), sont commémorées ici.

Le centre, géré par l'Aman, est le théâtre régulier de cérémonies d'hommage et de colloques. Il ne se visite que sur rendez-vous.

Une partie des noms gravés dans la pierre sont dissimulés derrière un voile. Il s'agit de ceux d'hommes et de femmes dont l'identité ne peut encore être révélée sans mettre en danger des modes opératoires des services.

## *Stasi Museum (Berlin)*

Au 103 de la Rucherstrasse, au cœur de l'ancien Berlin-Est, se trouve un vaste quadrilatère de bâtiments qui abritèrent autrefois le ministère de la Sécurité de l'État. Une importante exposition permanente y retrace l'histoire de la Stasi.

Le premier étage du musée présente la mission et les méthodes d'espionnage de la Stasi, on peut y découvrir l'importance des centaines de milliers d'informateurs du service, mais aussi des centaines d'appareils de surveillance. Au deuxième étage ont été préservés le bureau, les salles de réunion et l'appartement privé d'Erich Mielke. Au troisième niveau sont décrites les méthodes utilisées par la Stasi pour briser les opposants. On trouve l'aile de détention où des cellules et des salles d'interrogatoire peuvent être visitées.

## *Alliertenmuseum (Berlin)*

De retour dans ce qui fut Berlin-Ouest, on se rendra à la Clayallee, où le musée des Alliés retrace la vie de Berlin de 1945 à 1989 : crise de Berlin et pont aérien, construction du Mur, etc. L'importance de la ville pour les alliés occidentaux, notamment du point de vue du renseignement, y est clairement expliquée.

Le musée est installé en plein centre de l'ancien secteur américain de la ville.

Il serait dommage de quitter Berlin sans visiter deux autres lieux emblématiques. Sur Friedrichstrasse est reconstitué *Checkpoint Charlie*, l'un des principaux points de passage entre l'Est et l'Ouest. Au même endroit, le Mauer Museum rappelle l'histoire du Mur et décrit les mille méthodes inventives ou désespérées de ceux qui tentèrent de le franchir.

Près de la Potsdamer Platz, à quelques centaines de mètres de la chancellerie du Reich et du Führerbunker, se trouvait, entre

1933 et 1945, le quartier général de la SS, de son service de renseignement (SD) et de la Gestapo. L'exposition permanente « *Topographie des Terrors* » (« Topographie de la terreur ») raconte l'histoire des « services de sécurité » du III$^{e}$ Reich.

## *Hôtel des Invalides (Paris)*

Le splendide hôtel des Invalides est le siège de deux musées qui retiendront notre attention : celui de l'armée et celui de l'ordre de la Libération. Au musée de l'Armée, le département des deux guerres mondiales permet de placer en perspective l'importance du travail des services de renseignement français en 14-18 et en 39-45 et le concours que leur apporta la Résistance. Le musée de l'Ordre de la Libération présente des souvenirs des Compagnons de la Libération et de leur action clandestine.

## *Imperial War Museum (Londres)*

L'Imperial War Museum (IWM) a subi une très importante rénovation, et c'est dans un cadre moderne et fonctionnel qu'il propose ses collections. Une part importante de celles-ci est consacrée aux services de renseignement britanniques.

Les *Churchill War Rooms*, situées en plein cœur de la capitale, sous Whitehall, servaient d'abri à Winston Churchill. Elles ont été entièrement restaurées et constituent une superbe réalisation d'histoire vivante.

# Chapitre 51

# Dix romans d’espionnage

***Dans ce chapitre :***

- Une nette domination anglo-saxonne
- Œuvres de fiction ou romans « à clés » ?

***D***epuis les débuts du XX$^{e}$ siècle, le roman d’espionnage, encore appelé *thriller*, a connu un succès croissant. On y trouve tout, le bon comme le moins bon, le réaliste comme le fantasmé, le caricatural comme le documenté.

Par ailleurs, si certains auteurs laissent toute latitude à leur imagination, d’autres s’inspirent de la réalité, voire, si ce sont des « anciens », de ce qu’ils ont personnellement vécu ou appris. Le roman d’espionnage devient alors un roman « à clés ».

Difficile, donc, de faire un choix. Voici notre sélection. Incomplète, imparfaite et frustrante ? Certainement. Mais c’est la règle du jeu. C’est en Grande-Bretagne et aux États-Unis que l’on trouve les plus grands maîtres du genre. Tel est, du moins, notre avis…

## *« L’Espion » (États-Unis, 1821)*

Publié par James Fenimore Cooper (1789-1851) sous le titre *The Spy : a Tale of the Neutral Ground*, ce livre est généralement considéré comme le premier « roman d’espionnage ». L’auteur a placé l’action durant la Révolution américaine. Inspiré de la vie de Harvey Birch, un très réel espion de George Washington, le livre prend de larges libertés avec la vérité historique mais présente un témoignage intéressant sur la vie dans les premières décennies de l’Indépendance.

*L’Espion*, le deuxième roman de Fenimore Cooper, a connu un succès immédiat. L’auteur a laissé de beaux romans sur les Indiens, dont le plus connu est certainement *Le Dernier des Mohicans*, qui inspirera Balzac pour l’écriture des *Chouans*.

## *« Les Trente-neuf Marches » (Grande-Bretagne, 1915)*

*The Thirthy Nine Steps* est un remarquable roman d’« intrigue internationale », écrit par John Buchan en 1915. Il se déroule à Londres, à la fin du printemps 1914. Un beau soir un Écossais reçoit la visite d’un Américain qui dit craindre pour sa vie, après avoir découvert un complot visant à assassiner le Premier ministre grec, qui va arriver incessamment dans la capitale britannique. Le héros pense être en présence d’un affabulateur jusqu’au moment où son visiteur est assassiné…

C’est dans ce roman que l’on découvre pour la première fois Richard Hannay, l’un des héros fétiches de Buchan. Il apparaîtra dans quatre autres livres de Buchan, deux se déroulant durant la Première Guerre mondiale.

Ce roman est l'un des premiers exemples de fiction basée sur la personnalité et les aventures d'un homme seul, traqué à la fois par les autorités et par des ennemis puissants et mystérieux.

Énorme succès de librairie, *Les Trente-neuf Marches* ont également été adaptées à la radio et pas moins de cinq fois au cinéma ou à la télévision entre les années 1930 et 2008.

John Buchan (1875-1940) a poursuivi une carrière politique intense, étant même élu au Parlement en 1927. En 1935, il deviendra gouverneur général du Canada, où il mourra. *Les Trente-neuf Marches* ayant été écrites durant la guerre, on peut se demander quel était le but recherché, mais il reste que ce roman est excellent.

## *« Mr Ashenden, agent secret » (Grande-Bretagne, 1928)*

*Ashenden : or the British Agent* est une nouvelle écrite en 1928 par Somerset Maugham (1874-1965), partiellement inspirée de ses propres souvenirs d'agent secret durant la Première Guerre mondiale et en Russie, juste après la révolution de 1917. Plus que d'un roman, il s'agit d'une suite de 16 courts récits qui mettent Ashenden (un reflet probable de Somerset Maugham lui-même) aux prises avec diverses situations qui donnent à comprendre les difficultés du métier d'espion. La force de l'ouvrage repose sur la psychologie du héros dont on estime qu'il influencera Ian Fleming.

C'est après avoir commencé la guerre comme infirmier que Maugham entrera au MI6 et sera affecté en Suisse pour y contrer les manœuvres d'indépendantistes indiens financés et manipulés par Berlin. En juin 1917, il sera envoyé en Russie pour y participer aux efforts des Alliés qui tentaient de protéger le gouvernement provisoire contre les bolcheviques.

## *« Casino Royale » (Grande-Bretagne, 1953)*

Impossible d'ignorer le premier roman de Ian Fleming où apparaît le plus connu des espions de fiction contemporains, James Bond. Dans cette première aventure, il affronte, au jeu, *le Chiffre*, trésorier d'une organisation criminelle française et agent russe…

Pour écrire *Casino Royale*, Fleming s'est inspiré de son expérience de guerre : il avait passé plusieurs années à la Naval Intelligence Division. Cela étant, 99 % des aventures de « Bond, James Bond » relèvent de l'imagination et des fantasmes de l'auteur…

## *« Un Américain bien tranquille » (Grande-Bretagne, 1955)*

*The Quiet American* est un livre politique et engagé, écrit par Graham Greene (1904-1991) pour dénoncer la guerre d'Indochine et l'intervention américaine qui annonçait la guerre du Vietnam, c'est aussi un magnifique roman. Mêlant habilement intrigue amoureuse et analyse de la situation politique complexe de l'Indochine, *Un Américain bien tranquille* reste un ouvrage très attachant. Le personnage qui donne son titre au livre est Alden Pyle, un officier de la CIA intellectuel et idéaliste qui veut sincèrement changer le monde mais fait preuve d'une naïveté curieuse pour un homme du renseignement. Son rival, Thomas Fowler, est un journaliste quinquagénaire, cynique mais non dénué de charme à défaut de courage. Entre les deux hommes, la ravissante Phuong, une danseuse de 20 ans qui sera l'outil du destin. Un quatrième personnage, Vigot, incarne un policier français de la Sûreté.

Le livre sera très bien reçu en Grande-Bretagne mais beaucoup plus froidement aux États-Unis. S'il est vrai que Greene

évoluera vers une critique ouverte de l'« impérialisme américain », ce n'est toutefois pas ce sentiment qui domine mais plutôt les problèmes de conscience de ses personnages, marque de sa profonde imprégnation religieuse.

L'espionnage servira d'inspiration à Graham Greene pour d'autres œuvres. Notamment *Le Ministère de la peur* (*The Ministry of Fear*, 1943), *L'Agent secret* (*The Confidential Agent*, 1939). Dans la même veine, on ne peut, évidemment, ignorer *Le Troisième Homme* (*The Third Man*, 1949), *Notre agent à La Havane* (*Our Man in Havana*, 1958) ou encore *Le Facteur humain* (*The Human Factor*, 1978).

Grand voyageur, devenu un auteur réputé dès sa première nouvelle, en 1929, Graham Greene sera recruté par le MI6. Durant la Seconde Guerre mondiale, il sera stationné en Sierra Leone par la centrale britannique de renseignement et aura pour superviseur un certain… Kim Philby, avec lequel commencera une amitié qui ne se démentira jamais. En 1968, c'est lui qui préfacera les Mémoires de l'ancienne « taupe » soviétique, *Ma guerre silencieuse*…

## *« L'espion qui venait du froid » (Grande-Bretagne, 1963)*

En 1963, en pleine guerre froide, John Le Carré publie *The Spy Who Came in From the Cold*, un roman sombre qui contient une critique acerbe des services secrets occidentaux.

Devenu un best-seller mondial, le livre sera consacré l'une des « Cent nouvelles de tous les temps » par le magazine *Time*. On y retrouve Hans-Dieter Mundt, un ancien officier de terrain est-allemand ayant dû quitter Londres dans le premier roman publié par Le Carré (*L'Appel du mort*, 1961). Deux ans plus tard, il est solidement installé à la tête de l'Abteilung, le

« département ». Alec Leamas, ancien chef de la station de Berlin du Cirque (le MI6), est chargé d'une mission particulièrement dangereuse : se faire passer pour un défecteur, gagner l'Allemagne de l'Est et exposer Mundt comme une « taupe » britannique…

*L'espion qui venait du froid* dépeint une atmosphère glauque et sinistre. À cause de cette vision pessimiste, Le Carré avait révolutionné le genre du roman d'espionnage.

John Le Carré, de son vrai nom David Cornwell, a enseigné le français et l'allemand à Eton, avant d'entrer au MI5, en 1958, et de travailler comme officier de terrain. Son premier roman sera publié en 1961, alors qu'il a été transféré au MI6 depuis un an et est affecté, sous couverture de « second secrétaire », à l'ambassade britannique de Bonn. Il quittera le service en 1964 pour se consacrer à plein temps à l'écriture. Le plus connu reste sans doute *La Taupe* (*Tinker Tailor Soldier Spy*), publié en 1974. Les 25 romans publiés par Le Carré ont donné lieu à une dizaine d'adaptations cinématographiques.

## *« Topaz » (États-Unis, 1967)*

À Copenhague, en 1962, un officier du KGB sous couverture diplomatique fait défection avec sa famille et est emmené aux États-Unis. Durant son débriefing, il livre deux révélations : l'URSS compte installer des armes nucléaires à Cuba et les services de renseignement de plusieurs pays européens, dont la France, sont pénétrés par l'espionnage soviétique. La CIA ne dispose plus d'agents à La Havane, mais les Français si. C'est donc le représentant du SDECE à Washington, André Devereaux, qui compte de nombreux amis au sein de l'agence américaine, qui est chargé d'aller vérifier sur place ce qui se passe réellement…

À sa parution, le livre de Léon Uris (auquel on doit aussi *Exodus*, en 1959), diplomate soviétique de haut rang, connut un certain succès. Il s'inspire, en les mélangeant, de la défection d'Anatoli Golitsine et de la crise des missiles de Cuba.

Le personnage de Devereaux s'inspire de Philippe Thyraud de Vosjoli, chef de poste du SDECE à Washington et très proche d'Angleton, qui épousa les thèses de ce dernier donnant crédit aux révélations de Golitsine. Il démissionna et choisit de rester aux États-Unis, où il passera plusieurs années à dénoncer la pénétration supposée des services de renseignement français par le KGB.

L'adaptation cinématographique de *Topaz* par Alfred Hitchcock (en français : *L'Étau*), en 1969, est l'un des rares échecs commerciaux du réalisateur…

## *« Le Treizième Suicidé » (France, 1969)*

Un officier du KGB de passage en France, le colonel Vlassov, demande l'asile politique aux États-Unis. Lors de son débriefing, il livre les noms d'une dizaine de « taupes » du KGB en Europe, essentiellement en Allemagne et en France. Les suspects commencent à se « suicider » les uns après les autres et, bientôt, Lucien Berthon, le patron de la DST, est lui-même mis en cause et doit quitter son poste…

En écrivant *Le Treizième Suicidé*, Pierre Nord a un but très clair : répondre à *Topaz*. Lui aussi prend comme point de départ la défection et les révélations de Golitsine, mais il prend le contre-pied de la thèse d'Uris : à ses yeux, le défecteur n'est pas sincère mais est le vecteur d'une opération de *deception* destinée à affaiblir le renseignement occidental.

Comme *Topaz*, *Le Treizième Suicidé* fera l'objet d'un film, *Le Serpent*, tourné par Henri Verneuil en 1973.

Pierre Nord a très probablement été inspiré par ses amis du SDECE. Lui-même ancien du Deuxième Bureau dans les années 1930 puis de la résistance qu'il fera dans le renseignement (réseau Éleuthère), il est resté très proche de la communauté française du renseignement. Ses romans défendent le renseignement « à la française » et plaident pour une entente entre l'Europe et l'Afrique pour contrebalancer l'influence américaine, une idée très gaulliste…

## *« Le Réseau Brahms » (Grande-Bretagne, 1983)*

Publié sous le titre anglais de *Berlin Game*, ce n'est pas le premier roman de Len Deighton (il s'agit de *The Icpress File*, paru en 1962, qui traitait des manipulations mentales par les services de renseignement), mais il introduit un personnage attachant, Bernard Samson.

Agent dévoué et intuitif, germanophone accompli, Bernard Samson effectue l'essentiel de sa carrière au sein du MI6 à Berlin. Il vit une relation compliquée avec ses supérieurs. Il trouve un certain réconfort auprès de son épouse, Fiona, qui occupe un poste de direction dans le service britannique. Jusqu'au jour où il comprend qu'elle est, en fait, un agent infiltré du KGB. Mais les choses sont-elles aussi « simples » ?

## *« Un espion innocent » (États-Unis, 1987)*

*Agents of innocence* racontent la carrière de Tom Rogers qui, ayant fait ses premières armes à Beyrouth, ne quittera plus jamais le Moyen-Orient. Il y recrutera même une supertaupe, Jamal, terroriste sans pitié mais qui souhaite ouvrir un canal de communication avec Washington. Mais on ne « couche pas

avec le diable » impunément. Rogers apprendra à ses dépens que l'interminable conflit du Moyen-Orient finit par se nourrir de lui-même.

David Ignatius, l'auteur d'*Un espion innocent*, a passé sa vie dans la presse américaine, essentiellement au *Washington Post* et au *Wall Street Journal*, pour lesquels il couvrira la CIA et sera correspondant au Moyen-Orient.

Le personnage de Rogers est directement inspiré de Robert Ames, qui fut effectivement l'officier traitant d'Ali Hassan Salameh (surnommé *le Prince rouge*), le chef de la Force 17, le service de renseignement de Yasser Arafat. Ames, devenu directeur des opérations au Moyen-Orient, sera tué le 18 avril 1983, lorsque le Hezbollah lancera un camion piégé contre l'ambassade des États-Unis à Beyrouth. En 2014, Kai Bird a publié une biographie de Robert Ames (*The Good Spy : the Life and Death of Robert Ames*), qu'il peut être intéressant de lire en parallèle avec *Un espion innocent*…

# Chapitre 52

# Dix films d'espionnage

***Dans ce chapitre :***

- Un genre à part entière
- Entre divertissement et film « engagé »

***D***epuis les premiers essais des années 1930, le film d'espionnage a acquis ses lettres de noblesse et est devenu un genre à part entière, avec ses codes, ses règles et son public. Certains réussissent, d'autres pas. Une fois de plus, ceux qui tirent leur épingle du jeu sont, dans leur immense majorité, anglais ou américains.

## *« The Mandchurian Candidate » (États-Unis, 1962)*

Durant la guerre de Corée, une patrouille américaine est capturée par les Soviétiques et transférée en Mandchourie (Chine). Lorsque les hommes (sauf deux) réapparaissent, le sergent Shaw est traité en héros pour avoir sauvé les hommes, mais, peu après, le capitaine Marco (Frank Sinatra) commence à souffrir d'un cauchemar dans lequel il voit Shaw assassiner les deux soldats disparus. Il est autorisé à enquêter…

*Un crime dans la tête* (titre français) a été réalisé par John Frankenheimer en pleine guerre froide. L'argument (le lavage de cerveaux, la programmation mentale, l'infiltration de l'espionnage soviétique aux États-Unis…) est bien traité, le suspense garanti et les personnages intéressants.

Jonathan Demme a réalisé, en 2004, un remake. Même titre et même histoire, donc, à part que cette fois-ci elle se déroule après la guerre du Golfe de 1990.

## *« Le Secret du rapport Quiller » (Grande-Bretagne, 1966)*

Les services de renseignement anglais envoient l'un de leurs officiers, Quiller, à Berlin (Ouest) pour enquêter sur le meurtre d'agents britanniques par des néonazis. Quiller est un franc-tireur, se faisant aider d'une Allemande, Inge, et tombe entre les mains d'*Oktober*, le chef de l'organisation néonazie.

*The Berlin Memorandum* (titre anglais) a vieilli, mais le film garde un certain charme rétro.

La base du scénario, un solide roman d'Adam Hall (de son vrai nom Trevor Dudley Smith, 1920-1995), fait beaucoup pour donner de la densité à une histoire manquant quand même un peu d'épaisseur.

## *« No Way Out » (États-Unis, 1987)*

*Sens unique* (titre français) est un bon film d'espionnage de Roger Donaldson sur l'un des phénomènes les plus fascinants de l'histoire du renseignement, les « illégaux » mis en place

sous couverture théoriquement indétectable par le renseignement soviétique.

Un commandant de l'US Navy, Tom Farrell (Kevin Costner), rencontre une séduisante jeune femme dont il devient aussitôt l'amant, Susan Atwell (Sean Young). Travaillant pour le secrétaire à la Défense, David Brice (Gene Ackmann), Farell ne tarde pas à comprendre que Susan est également la maîtresse de son patron. Mais celle-ci, un soir, est tuée accidentellement par Brice. Un de ses conseillers invente une légende pour couvrir les traces du ministre : Susan a été assassinée par Yuri, un illégal du KGB dont on suspecte l'existence. Farrell est désigné pour mener l'enquête alors que tout le désigne comme un possible suspect.

Ce n'est que dans les toutes dernières minutes du film que la vérité sera révélée et que Yuri, l'homme dont son officier traitant soviétique dit « il reviendra, il n'a nulle part où aller », est démasqué.

## *« Munich » (États-Unis, 2006)*

*Munich*, c'est du Spielberg. Et Spielberg, c'est du spectacle. Ce film qui retrace l'histoire de l'élimination des terroristes responsables de l'attentat des Jeux olympiques de Munich, en septembre 1972 est donc une réussite. On comprend bien, en particulier, la psychologie de ces hommes, rassemblés pour une mission difficile et chez qui, peu à peu, la paranoïa va s'installer.

Malgré sa prétention *Munich* doit être pris pour ce qu'il est : un film de fiction bien monté. Ni plus ni moins. Il repose sur le livre écrit en 1984 par le journaliste canadien George Jonas et qui reposait lui-même sur une seule source : le témoignage de Juval Aviv dans ce que montre Spielberg, rien n'est jamais venu corroborer le récit d'Aviv.

## *« The Good Shepherd » (États-Unis, 2006)*

Produit et réalisé par Robert De Niro, *Raisons d'État*, selon son titre français, est une bonne fiction dépeignant l'« histoire inédite » du contre-espionnage à la CIA. Matt Damon y joue le personnage d'Edward Wilson, un reflet de James Jesus Angleton. Mêlant le vrai et le faux, *The Good Shepherd* est agréable à regarder, mais on en sort avec une vision assez négative de la profession. Le caractère moralement exténuant du travail de contre-espionnage qui conduit, à tort ou à raison, à se méfier de tous y est bien rendu, de même que le côté bureaucratique de la tâche, mais on regrettera, en revanche, l'absence totale de sentiments des personnages principaux. Un peu trop caricatural pour être vrai.

Milton Bearden, qui a passé trente ans à la CIA, a servi de conseiller pour le film. Si Matt Damon incarne un personnage inspiré d'Angleton, d'autres « grandes figures » sont évoquées. Comme William Donovan, le créateur de l'OSS, Richard Bissell, un ancien responsable des opérations, ou encore Allen Dulles et Richard Helms, directeurs de l'Agence.

## *« Das Leben der Anderen » (Allemagne, 2006)*

RDA, 1984 : un capitaine de la toute-puissante Stasi, le capitaine Gerd Wiesler (Ulrich Mühe), est chargé de surveiller un dramaturge en vue, Georg Dreyman (Sebastian Koch). Après avoir fait truffer l'appartement de Dreyman de micros, il s'installe dans un grenier. Il ignore qu'en fait sa mission a été commanditée par le ministre de la Culture, qui veut faire de la compagne de Dreyman sa maîtresse. Peu à peu, Wiesler se prend d'amitié pour l'homme qu'il surveille et commence à éprouver du respect pour lui. Il ira, à sa manière, jusqu'à le protéger et à tromper ses chefs…

Tournée en trente-sept jours, à Berlin par Florian Henckel von Donnersmarck, *La Vie des autres* (son titre français) est un chef-d'œuvre d'humanité. Mais si la philosophie qui le sous-tend est belle et juste, le film, lui, est un conte : on ne connaît pas, à ce jour, de cas d'un officier de la Stasi qui aurait protégé des dissidents.

## *« Body of Lies » (États-Unis, 2008)*

Transféré en Jordanie, Roger Ferris (Leonardo DiCaprio), un officier de la CIA qui a servi en Irak, est sur la ligne de front de la lutte antiterroriste alors que les attentats sèment la mort en Europe. Il y fait la connaissance de Hani Salaam (Mark Strong), le chef du service de renseignement du royaume jordanien, et se retrouve bientôt pris entre l'estime qu'il a pour cet homme raffiné et les exigences d'efficacité de son chef direct, Ed Hoffman (Russell Crowe). Alors qu'il tombe sous le charme d'une jeune infirmière, Ferris met au point une opération délicate qui pourrait lui permettre de capturer l'insaisissable Al-Saleem, chef d'un redoutable réseau djihadiste.

Servi par un scénario de William Monahan, adapté du livre de David Ignatius, journaliste américain spécialisé de longue date dans la couverture des affaires de sécurité nationale, Ridley Scott réalise ici un film intelligent qui montre toute la difficulté et la subtilité du renseignement quand il est pratiqué par des professionnels intelligents. En France, *Body of Lies* a été distribué sous le titre *Mensonges d'État*.

## *« Fair Game » (États-Unis, 2010)*

Valérie Plame (Naomi Watts), une femme officier de la CIA, est mariée à un diplomate (Sean Penn) chargé de rechercher des

informations sur la fourniture éventuelle par le Niger d'uranium à Saddam Hussein. George Bush souhaite trouver un prétexte justifiant une intervention en Irak. La guerre ayant été déclenchée malgré les résultats négatifs de la mission du diplomate, celui-ci écrit un article dénonçant la manipulation. En rétorsion, la couverture de sa femme est compromise par la présidence, mettant instantanément fin à sa carrière.

*Fair Game*, c'est évidemment l'histoire de Valérie Plame et de son mari, Joe Wilson. Le film est d'ailleurs fondé sur leurs livres respectifs. Malgré quelques inexactitudes sur des détails, on peut considérer que le film de Doug Liman retrace fidèlement l'atmosphère empoisonnée qui régnait à Washington en 2002-2003.

## *« La Taupe » (Grande-Bretagne, 2011)*

*Tinker Tailor Soldier Spy*, réalisé en 2011 par Tomas Alfredson, est la plus récente adaptation cinématographique du roman éponyme de John Le Carré.

En octobre 1973, Control, le chef du Cirque (le MI6), envoie l'un de ses officiers, Jim Prideaux, à Budapest pour rencontrer un général hongrois susceptible de faire défection. C'est un piège : Prideaux est grièvement blessé et emprisonné. Control et son adjoint, George Smiley (un personnage récurrent des romans de Le Carré) sont limogés. Un peu plus tard, Ricky Tarr, un autre officier du MI6 qui a été accusé de défection prend contact avec Oliver Lacon, conseiller du Premier ministre, et lui affirme qu'il y a une « taupe » au plus haut niveau du service. Lacon tire Smiley de sa retraite et le charge d'une enquête secrète. Lentement, avec l'aide de Ricky Tarr, de Connie Sachs (une femme officier qui a été limogée), Smiley et ses adjoints vont reconstituer deux histoires parallèles : ce qui s'est passé à Istanbul, le soir où Tarr est accusé d'avoir trahi, et les événements qui se sont déroulés la nuit qui a suivi

l'arrestation de Prideaux à Budapest. Au bout de la route, c'est l'identité de la « taupe » et la découverte d'une magistrale opération d'intoxication du KGB qui les attend…

L'accueil de la critique a été enthousiaste : *Tinker Tailor Soldier Spy* est resté en tête du box-office britannique durant trois semaines et a rapporté plus de 80 millions de dollars.

## *« Zero Dark Thirty » (États-Unis, 2012)*

*Zero Dark Thirty*, c'est le code militaire utilisé par les Américains pour dire « minuit et demi ». Avec ce film, Kathryn Bigelow a réalisé une œuvre qui arrive à coller de très près à la réalité historique de la préparation et de l'exécution de l'opération *Neptune Spear* : le repérage de la « planque » d'Oussama ben Laden à Abbottabad, au Pakistan, et son élimination par un commando des Navy Seals, dans la nuit du 1er au 2 mai 2011.

Acclamé par la presse, *Zero Dark Thirty* a pourtant été critiqué pour avoir montré des scènes de torture.

Le personnage joué par Jessica Chastain (Maya) est celui d'une femme officier de la CIA, qui sera surnommée par ses propres collègues *la Reine de la torture* pour avoir abusé de la violence dans de nombreux interrogatoires.

# Chapitre 53

# L’espionnage à la télévision : dix séries et documentaires

***Dans ce chapitre :***

- La télévision à l’âge adulte
- La fiction comme véhicule de vérité

***P***our clôturer cette partie des Dix, un tour par le petit écran nous a semblé indispensable. Un média vivant qui est, aujourd’hui (en tout cas dans certains pays), l’un des meilleurs repaires de la création.

## *« Spooks » (Grande-Bretagne, 2002-2011)*

*MI5*, en français, n’a pas eu beaucoup de mal à se trouver un public lors de son lancement. Empreinte de réalisme, elle a su maintenir l’intérêt et la curiosité de ses spectateurs en renonçant au plaisir douillet du happy end.

Pour le reste, une photographie dynamique, des histoires bien ficelées, et un art consommé de l’utilisation du *cliffhanger*

expliquent que *Spooks* ait été consacré « meilleure série dramatique » à plusieurs reprises.

## *« Nom de code : DP » (France, 2005)*

Divine surprise : une minisérie française d'espionnage de qualité.

L'argument est simple : la France étant sous la menace d'attentats islamistes, les services de renseignement décident d'infiltrer un agent dans un réseau terroriste. C'est Nathalie (Anne Brochet), une jeune capitaine de police, qui est chargée de la « manip' ». Elle recrute Léon, un délinquant sans envergure, qui va se prendre au jeu. En deux épisodes, tout est dit. Réalisé par Patrick Dewolf, *DP* repose sur un solide scénario de Frédéric Krivine, ex-romancier devenu scénariste et auquel on doit par ailleurs *Un village français*. Pour scénariser *Nom de code : DP*, Krivine a longtemps côtoyé policiers et hommes du renseignement. Le résultat est à la hauteur du temps investi.

## *« The State Within » (Grande-Bretagne, 2006)*

Ambassadeur de Grande-Bretagne à Washington, Sir Mark Brydon s'implique personnellement dans des négociations entre le gouvernement américain, représenté par la secrétaire d'État Lynne Warner, et un dirigeant de l'opposition d'un pays d'Asie centrale s'entrecroisent pour former un écheveau dense dont Brydon ne saisit pas tout de suite la nature exacte. Et peut-il vraiment compter sur le chef d'antenne du MI6 à son ambassade ?

La minisérie qui se caractérise par la grande qualité des productions de la BBC est sortie en France sous le titre

d’*Affaires d’État*.

## *« The Company » (États-Unis, 2007)*

Tirée d’un roman de Robert Littell, l’un des maîtres américains du (bon) roman d’espionnage, et réalisée par Mikael Salomon, *The Company* raconte en trois épisodes l’histoire de la CIA de l’immédiat après-guerre à la chute de l’Union soviétique, en 1991.

Les destins croisés d’une poignée de jeunes étudiants de Yale entrés à la CIA par idéalisme et de leurs adversaires du KGB nous font découvrir heurs et malheurs de la centrale américaine.

On y retrouve l’inévitable James Jesus Angleton, mais le postulat de Littell est plus nuancé que d’autres : si le chasseur d’espions, au-delà de sa paranoïa, avait eu raison ? Et si la CIA avait bien été pénétrée par une « supertaupe », dans les années 1960 ?

## *« Homeland » (États-Unis, 2011…)*

*Homeland* a rapidement trouvé son rythme et ses fans. Inspiré de la série israélienne *Hatufim*, *Homeland* met en scène une femme officier de la CIA particulièrement intuitive, Carrie Mathison, qui est la seule à s’inquiéter du possible retournement d’un sous-officier, Nicholas Brody, détenu par Al-Qaida pendant plusieurs années.

L’intrigue est menée de main de maître. Une histoire forte, des personnages complexes, l’absence de tout manichéisme et une excellente distribution expliquent le succès d’une production qui enchaîne les saisons. Le public semble conquis. Barack

Obama n’a-t-il pas déclaré que *Homeland* était « sa série préférée » ?

## *« The Americans » (États-Unis, 2013)*

C’est l’histoire d’un ancien agent secret qui voulait faire une série sur le couple et qui, à l’arrivée, se retrouve scénariste d’une histoire d’espionnage. Joe Weisberg, un ancien officier de la CIA, racontait : « La chose la plus intéressante que j’ai observée, c’était la vie de famille d’agents qui servaient à l’étranger avec femmes et enfants. »

Ses héros, Elizabeth et Philip Jennings sont russes. Ce sont des « illégaux » du KGB. Nadeshda et Mischa sont installés aux États-Unis depuis une quinzaine d’années. Tout est faux chez eux. Ce sont deux agents que l’on a « mariés ». Seulement quinze ans plus tard, ils ont deux enfants, qui, bien entendu, ignorent tout de la réalité. Entre leur vie de tous les jours, leur travail d’espions et leur nouveau voisin qui est un agent du FBI spécialisé dans le contre-espionnage, rien n’est simple…

## *« Le Bureau des légendes » (France, 2015)*

*Le Bureau des légendes* (BDL), que l’on doit à Éric Rochant, est une excellente surprise : une série française novatrice, intelligente, crédible et pour tout dire assez réaliste.

La première saison faisait découvrir une cellule très secrète de la DGSE : le Bureau des légendes, chargé de former et de gérer les « clandestins » du service. Or le BDL a « perdu » un de ses clandestins, installé à Alger, et l’« atterrissage » d’un autre qui revient d’une très longue mission à Damas est plutôt problématique… Si l’on oublie deux ou trois invraisemblances, le BDL passe bien. Très bien, même.

La DGSE n’a pas de « clandestin en place » pour des missions de six à sept ans, la durée moyenne étant plus proche de deux à trois ans. Si un officier traitant utilisait sa couverture à des fins personnelles, il aurait vraiment de très gros problèmes. Enfin, un agent sous couverture ne raconte pas ses états d’âme à ses traitants *via* Skype…

## *« The Fog of War : Eleven Lessons From the Life of Robert S. McNamara » (États-Unis, 2003)*

Réalisé par Errol Morris, *The Fog of War* (*Brumes de guerre*, en français) n’est pas directement consacré au renseignement mais bien à un homme qui connaît les coulisses du pouvoir et a été mêlé de près à la gestion de deux des crises les plus graves des relations américano-soviétiques : celle des missiles de Cuba, et la guerre du Vietnam. Mêlant images d’archives et des extraits d’une longue interview de McNamara, le film raconte sa vie jusqu’aux hautes positions qu’il a occupées sous les Administrations Kennedy et Johnson. Les 11 leçons s’appliquent à la guerre : de la manière de la mener à celle de l’éviter.

## *« The Gatekeepers » (France et Israël, 2012)*

Réalisé par Dror Moreh, cet exceptionnel documentaire de quatre-vingt-quinze minutes donne la parole à six anciens chefs du Shin Bet, la Sécurité intérieure de l’État hébreu. Ils expliquent le rôle du Shin Bet entre la guerre des Six Jours et les années 2000. L’un des intérêts de ce travail est de montrer le fossé entre des politiques qui ne veulent pas voir la réalité en face et des hommes qui savent (et disent) qu’il n’existe aucune

solution en dehors d’une fin de l’occupation des territoires palestiniens.

À sa sortie, *The Gatekeepers* a secoué la classe politique israélienne et a suscité la colère de ceux qui accusaient les « six » de trahir leur devoir de réserve.

## *« Histoire des services secrets français » (France, 2010)*

Réalisé par David Korn-Brzoza et Jean Guisnel, ce documentaire en quatre volets (*L’heure des combats, 1940-1960* ; *Les années chaudes de la guerre froide, 1961-1981* ; *Le grand malentendu, 1981-1989* ; *Nouvelles guerres d’un monde nouveau, 1989-2009*) est tout aussi exceptionnel que *The Gatekeepers*. Jean Guisnel, spécialiste des questions de défense, a en effet réussi à amener devant la caméra de très nombreux témoins directs, dont plusieurs anciens hauts responsables de la DGSE et de la DST.

# ANNEXE

# Pour aller plus loin

***I***l existe une très abondante littérature historique de qualité sur les services secrets. Nous nous bornerons donc ici à indiquer des sources intéressantes en français et en anglais.

## *Généralités*


Alem (Jean-Pierre), *L'Espionnage à travers les âges*, Paris Stock, 1977.

Allen (Thomas B.) et Polmar (Norman), *Spy Book. The Encyclopedia of Espionnage*, London, Greenhill Books, 1997.

Aumale (Geoffroy d') et Faure (Jean-Pierre), *Guide de l'espionnage et du contre-espionnage*, Pari, Cherche Midi, 1998.

Buchheit (Gert), *Secrets des services secrets*, Paris, Arthaud, 1974.

Calvi (Fabrizio) et Schmidt (Olivier), *Intelligences secrètes, annales de l'espionnage*, Paris, Hachette, 1988.

Dulles (Allen), *Les Grandes Histoires d'espionnage*, Paris, Stock, 1968.

Étienne (Genovefa) et Moniquet (Claude), *Histoire mondiale de l'espionnage* (2 vol.), Paris, Éditions du Félin, 2000-2002.

Faligot (Roger) et Kauffer (Rémi), *Histoire mondiale du renseignement (depuis 1870)*, Paris, Robert Laffont, 1993.

Gheysens (Roger), *Aventuriers de l'histoire. Les espions*, Bruxelles, Elsevier, 1973.

Kauffer (Rémi), *Histoire mondiale des services secrets*, Paris, Perrin, 2015.

Kennedy (Colonel William V.), *La Guerre secrète moderne*, Paris, Bordas, 1994.

Maclean (Fitzroy), *Il était 9 espions*, Paris, Tallandier, 1979.

Newman (Bernard), *Le Monde secret de l'espionnage*, Paris, La Pensée Moderne, 1963.

Singer (Kurt), *Omnibus pour l'espionnage*, Verviers, Marabout, 1963.

Volkman (Ernest), *Spies. The Secret Agents Who Changed the Course of History*, New York, John Wiley and Sons, 1994.

## *Histoire du renseignement de l'Antiquité à la Révolution française*

Blanc (Olivier), *Les Espions de la Révolution et de l'Empire*, Paris, Perrin, 1995.

Bourgeois (Émile), *La Diplomatie secrète au XVIII$^{e}$ siècle* (3 vol.), Paris, Armand Colin, 1909.

Broglie (Charles de), *Le Secret du roi, correspondance secrète de Louis XV avec ses ministres. 1752-1774*, Paris, Calmann-Lévy, 1878.

Castries (Duc de), *La Vie quotidienne des émigrés*, Paris, Hachette, 1966.

Castries (Duc de), *Beaumarchais*, Paris, Tallandier, 1985.

César, *La Guerre des Gaules*, Paris, Garnier-Flammarion, 1964.

Constant (Jean-Marie), *Les Conjurateurs, le premier libéralisme politique sous Richelieu*, Paris, Hachette, 1987.

Dechamps (Jules), *Les Îles Britanniques et la Révolution française (1789-1803)*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1949.

Desmarest (Pierre-Marie), *Quinze ans de haute police sous le Consulat et l'Empire*, Paris, Garnier, 1900.

Deuve (Jean), *Les Services secrets normands*, Condé-sur-Noireau, Éditions Charles Gorlet, 1990.

Elmer (Alexandre), *Schulmeister. L'agent secret de Napoléon*, Paris, Payot, 1932.

Éon de Beaumont (Charles Geneviève, Chevalier d'), *Mémoires du chevalier d'Éon* (2 vol.), s. l., Éditions De Saint-Clair, 1967.

Favier (Jean), *De l'or et des épices, naissance de l'homme d'affaires au Moyen Âge*, Paris, Fayard, 1987.

Flexner (James Thomas), *The Traitor and the Spy*, Benedict Arnold and John André, New York, Harcourt, 1953.

Garros (Louis), *Le Général Malet, conspirateur*, Paris, Plon, 1936.

Gaubert (Henri), *Conspirateurs au temps de Napoléon I^er^*, Paris, Flammarion, 1962.

Hauterive (Ernest d'), *La Police secrète du I^er^ Empire*, Paris, Perrin, 1908.

Hauterive (Ernest d'), *La Contre-police royaliste en 1800*, Paris, Perrin, 1931.

Huxley (Aldous), *L'Éminence grise*, Monaco, Éditions du Rocher, 1945.

Lenôtre (Georges), *La Conspiration de Cadoudal*, Paris, Flammarion, 1934.

Moreels (Édith), *Le Chevalier d'Éon. L'histoire du plus étrange espion de tous les temps*, Alleur, Marabout, 1996.

Mousnier (Roland), *L'Homme rouge ou la Vie du cardinal de Richelieu*, Paris, Robert Laffont, 1992.

Muller (Paul), *L'Espionnage militaire sous Napoléon I^er^*, Paris, Berger-Levrault, 1896.

Perrault (Gilles), *Le Secret du roi*, Paris, Fayard, 1992.

Pingaud (Léonce), *Un agent secret sous la Révolution et l'Empire : le comte d'Antraigues*, Paris, Plon, 1893.

Richings (Mildred Gladys), *Le Service secret de la couronne d'Angleterre depuis le Moyen Âge jusqu'à nos jours*, Paris, Payot, 1935.

Savant (Jean), *Les Espions de Napoléon*, Paris, Hachette, 1957.

Tatistcheff (Serge), *Alexandre I^er^ et Napoléon d'après leur correspondance inédite, 1801-1812*, Paris, Perrin, 1891.

Thiers (Louis Adolphe), *Histoire du Consulat et de l'Empire* (6 vol.), Bruxelles, Méline Cans et compagnie, 1845.

Zweig (Stefan), *Joseph Fouché*, Paris, Grasset, 1935.

## *Sur le XIX^e^ siècle et les débuts du XX^e^*

Asprey (Robert B.), *Suicide sur commande*, Paris, Fayard/La guerre secrète, 1966.

Defrasne (Colonel J.), *L'Armée française à l'époque de l'affaire Schnaebelé*, Paris, publié en supplément au n^o^ 2-1973 de la *Revue historique de l'armée*, 1973.

Dreyfus (Alfred), *Cinq années de ma vie*, Paris, Fasquelle, 1962.

Esterhazy (Ferdinand Valsin), *La Vérité sur l'affaire Dreyfus*, Paris, Hayard, 1898.

Fenner (Jocelyne), *Les Terroristes russes*, s. l., Éditions Ouest-France, 1989.

Fervacque (Pierre), *Le Secret d'Azeff*, Paris, Nouvelle Critique, 1930.

Guillemin (Henri), *L'Énigme Esterhazy*, Paris, Gallimard, 1962.

Hingley (Ronald), *La Police secrète russe*, Paris, Albin Michel, 1972.

Miquel (Pierre), *L'Affaire Dreyfus*, Paris, PUF, 1973.

Paléologue (Maurice), *Journal de l'affaire Dreyfus*, Paris, Plon, 1955.

*Revue militaire de l'étranger*, Paris, L. Baudoin et C$^{ie}$, Imprimeurs, 1871.

Ruud (Charles A.), *Fontanka 16. The Tsar's Secret Police*, Montreal, McGill-Queens University Press, 1999.

Serge (Victor), *Ce que tout révolutionnaire doit savoir de la répression*, Paris, Maspero, 1976.

Stieber (Wilhelm), *Espion de Bismarck*, Paris, Gérard Watelet/Pygmalion, 1985.

Thomas (Bernard), *Les Provocations policières*, Paris, Fayard, 1972.

## *Sur la Première Guerre mondiale*

*L'Affaire Bolo Pacha au 3$^{e}$ conseil de guerre, Revue des causes célèbres* (5 vol.), Paris, s. d.

Allard (Paul), *Les Dessous de la guerre révélés par les comités secrets*, Paris, Les Éditions de France, 1932.

Aston (Sir George), *Secret Service*, Paris, Payot, 1932.

Boucard (Robert), *Les Dessous de l'espionnage allemand*, Paris, Les éditions documentaires, 1931.

Boucard (Robert), *Les Dessous des archives secrètes*, Paris, Les Éditions de France, 1929.

Bywater (Hector C.) et Ferraby (H.C.), *Intelligence Service. Souvenirs du service secret de l'amirauté britannique*, Paris, Payot, 1932.

Crozier (Joseph), *Mes missions secrètes. 1915-1918*, Paris, Payot, 1933.

*L'Espionnage et le contre-espionnage pendant la guerre mondiale. D'après les archives militaires du Reich*, Paris, Payot, 1934.

Foch (Maréchal Ferdinand), *Mémoires pour servir à l'histoire de la guerre de 1914-1918*, Paris, Plon, 1931.

Hoy (H.C.), *40 OB, la chambre secrète de l'amirauté*, Paris, Payot, 1933.

Johnson (Thomas M.), *G2. L'Intelligence Service américain pendant la guerre*, Paris, Payot, 1933.

Lacaze (L.), *Aventures d'un agent secret français, 1914-1918*, Paris, Payot, 1934.

Ladoux (Commandant), *Mes souvenirs (contre-espionnage)*, Paris, Les Éditions de France, 1937.

Ladoux (Commandant), *Les Chasseurs d'espions*, Paris, Éditions du Masque, 1932.

Lawrence (T.E.), *Dépêches secrètes d'Arabie*, Paris, Robert Laffont, 1992.

Lawrence (T.E.), *Les Sept Piliers de la sagesse*, Paris, Payot, 1963.

Massard (Émile), *Les Espions à Paris*, Paris, Albin Michel, 1923.

Nicolaï (Walter), *Forces secrètes*, Paris, Nouvelle Revue Critique, 1932.

Poincaré (Raymond), *Au service de la France. Neuf années de souvenir*, Paris, Plon, 1926.

Thomson (Sir Basile), *La Chasse aux espions. Mes souvenirs de Scotland Yard (1914-1918)*, Paris, Payot, 1933.

Tuchman (Barbara), *Le Secret de la Grande Guerre*, Paris, Fayard, 1965.

Von Rintelen (Lieutenant de vaisseau), *Mes souvenirs de guerre secrète. The Dark Invader*, Paris, Payot, 1933.

Rowan (Richard W.), *L'Évolution de l'espionnage moderne*, Paris, Éditions de la Nouvelle Revue critique, 1935.

## *Sur l'entre-deux-guerres*

Alexandrov (Viktor), *L'Affaire Toukhatchevsky*, Verviers Marabout, 1978.

Bruce-Lockhart (R.H.), *Mémoires d'un agent britannique en Russie (1912-1918)*, Paris, Payot, 1933.

Faligot (Roger) et Kauffer (Rémi), *As-tu vu Crémet ?*, Paris, Fayard, 1991.

Gauché (Général), *Le Deuxième Bureau au travail (1935-1940)*, Paris, Amiot-Dumont, 1953.

Knight (Amy), *Beria*, Paris, Aubier, 1994.

Kriegel (Annie) (sous la direction de), *L'Œil de Moscou à Paris. Jules Humbert Droz, ancien secrétaire de l'Internationale communiste*, Paris, Julliard, 1964.

Lastours (Sophie de), *Toukhatchevski. Le bâtisseur de l'Armée rouge*, Paris, Albin Michel, 1996.

Pearson (Michael), *Le Wagon plombé*, Paris, Belfond, 1975.

Soljenitsyne (Alexandre), *Lénine à Zurich*, Paris, Le Seuil, 1975.

Soudoplatov (Pavel) et Soudoplatov (Anatoli), *Missions spéciales*, Paris, Le Seuil, 1994.

Valtin (Jean) (Richard Krebs, alias…), *Sans patrie ni frontières*, Paris, Éditions Dominique Wapler, 1947.

Volkogonov (Dimitri), *Le Vrai Lénine d'après les archives secrètes soviétiques*, Paris, Robert Laffont, 1995.

Witlin (Thaddeus), *Beria, vie et mort du chef de la police secrète soviétique*, Bruxelles, Elsevier, 1976.

## *Sur la Seconde Guerre mondiale*

Accoce (Pierre) et Quest (Pierre), *La guerre a été gagnée en Suisse*, Paris, Presse Pocket, 1966.

Alexandrov (Victor), *OS1, services secrets de Staline contre Hitler*, Paris, Planète, 1968.

Alsop (Stewart) et Braden (Thomas), *OSS, l'Amérique et l'espionnage*, Paris, Fayard,1964.

Arsenijevic (Drago), *Genève appelle Moscou*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1981.

Bertrand (Gustave), *Enigma*, Paris, Plon, 1973.

Borchers (Major), *Abwehr contre Résistance*, Paris, Amiot-Dumont, 1949.

Breitman (Richard), *Official Secrets. What the Nazis Planned, What the British and Americans Knew*, London, Penguin Books, 1998.

Broché (François), *Heydrich*, Paris, Balland, 1978.

Calic (Édouard), *Heydrich, l'homme clef du III^e Reich*, Paris, Robert Laffont, 1985.

Calvi (Fabrizio), *OSS. La Guerre secrète en France*, Paris, Hachette, 1990.

Casey (William), *La Guerre secrète contre Hitler*, Paris, Robert Laffont, 1991.

Cave Brown (Anthony), *La Guerre secrète. Le rempart des mensonges* (2 vol.), Paris, Pygmalion/Gérard Watelet, 1981.

Chapman (Eddie), *Ma fantastique histoire*, Paris, Robert Laffont, 1966.

Chatel (Nicole) et Guérin (Alain), *Camarade Sorge*, Paris, Julliard, 1965.

Churchill (Peter), *Missions secrètes en France*, Paris, Presses de la Cité, 1967.

Cookridge (E.H.), *Les Secrets de l'Intelligence Service*, Paris, Éditions de la Paix, 1949.

Cookridge (E.H.), *Missions spéciales*, Paris, Fayard, 1966.

Crawley (Aidan), *Les Grandes Évasions*, Paris, Fayard, 1965.

Deakin (F.W.) et Storry (G.R.), *Le Cas Sorge*, Paris, Robert Laffont, 1966.

Dulles (Allen W.), *L'Allemagne souterraine*, Genève, Trois collines, 1947.

Faligot (Roger), *Markus, espion allemand*, Paris, Messidor, 1984.

Faligot (Roger) et Kauffer (Rémi), *Service B*, Paris, Fayard, 1985.

Faligot (Roger) et Kauffer (Rémi), *Le Croissant et la Croix gammée*, Paris, Albin Michel, 1990.

Farago (Ladislas), *Détruire après lecture*, Paris, Presses de la Cité, 1962.

Farago (Ladislas), *La Guerre des grands espions*, Paris, Stock, 1972.

Feldt (Éric), *Espions suicides*, Paris, Fayard, 1964.

Foot (M.R.D.), *SOE. The Special Operations Executive. 1940-1946*, London, Pimlico, 1999.

Frogner (Carsten), *Le Front invisible*, Lausanne, Marguerat, 1944.

Gallagher (Thomas), *Parachutage en Norvège, neuf hommes contre la bombe atomique nazie*, Paris, Fayard, 1976.

Ganier-Raymond (Philippe), *Le Réseau étranglé*, Paris, Fayard, 1967.

Garlinski (Josef), *Poland, SOE and the Allies*, London, George Allen and Unwin LTD, 1969.

Gimpel (Erich), *Ma vie d'espion*, Paris, Arthaud, 1956.

Goliakov (S.) et Ponizovsky (V.), *Le Vrai Sorge*, Paris, Fayard, 1967.

Gourievitch (Anatoly), *Un certain monsieur Kent*, Paris, Grasset, 1995.

Groussard (Georges A.), *Service secret. 1940-1959*, Paris, La Table Ronde, 1964.

Guillain (Robert), *L'espion qui sauva Moscou*, Paris, Le Seuil, 1981.

Hagen (Walter), *J'étais le faussaire d'Hitler*, Paris, Éditions Del Duca, 1956.

Hall (Roger), *Les Paras terribles*, Paris, Fayard, 1964.

Hautefeuille (Roland), *Constructions spéciales*, Paris, à compte d'auteur, 1995.

Hedley (Major John), *Jungle Fighter (Infantry Officer, Chindits and SOE agent in Burma, 1941-1945)*, Brighton, Tom Donovan, 1996.

Höhne (Heinz), *Canaris*, Paris, Balland, 1979.

Infield (Glenn B.), *Skorzeny. Chef des commandos de Hitler*, Paris, Pygmalion/ Gérard Watelet, 1984.

Jaquillard (Colonel R.), *La Chasse aux espions en Suisse*, s. l. (Suisse), Presse française et étrangère, s. d.

Jones (R.V.), *La Guerre ultra-secrète*, Paris, Plon, 1978.

Kramish (Arnold), *Le Griffon*, Paris, Sylvie Messinger, 1987.

Kimche (Jon), *Un général suisse contre Hitler*, Paris, Fayard, 1961.

Mader (Julius), *Les généraux espions d'Hitler déposent*, Paris, Hachette, 1973.

McGovern (James), *La Chasse aux armes secrètes allemandes*, Paris, Stock, 1965.

Moniquet (Claude), *Touvier, un milicien à l'ombre de l'Église*, Paris, Olivier Orban, 1989.

Perrault (Gilles), *Le Secret du « jour J »*, Paris, Fayard, 1964.

Perrault (Gilles), *L'Orchestre rouge*, Paris, Fayard, 1967.

Pinto (Oreste), *Chasseur d'espions*, Paris, Corréa, 1952.

Pinto (Oreste), *Espions ou amis ?*, Paris, Corréa, 1954.

Piquet-Wicks (Éric), *Quatre dans l'ombre*, Paris, Gallimard, 1957.

Pirie (Anthony), *Opération Bernhard. Les mystères du lac Toplitz*, Paris, Presses Pocket, 1962.

Prange (Gordon W.), *Le Réseau Sorge*, Paris, Pygmalion, 1984.

Read (Anthony) et Fischer (David), *Opération Lucy*, Paris, Fayard, 1982.

Ruffin (Raymond), *Résistance normande et jour J*, Paris, Presses de la Cité, 1994.

*SA Opération Epsilon, dix physiciens allemands aux mains des Anglais*, Paris, Flammarion, 1993.

Schramm (Wilhelm von), *Les espions ont-ils gagné la guerre ?*, Paris, Stock, 1969.

Singer (Kurt), *Espions et traîtres de la II^e Guerre mondiale*, Paris, Arthaud, 1946.

Skorzeny (Otto), *La Guerre inconnue*, Paris, Albin Michel, 1975.

Stafford (David), *Churchill and Secret Service*, London, John Murray, 1997.

Stead (Philip John), *Le 2^e Bureau sous l'Occupation*, Paris, Fayard, 1966.

Stephan (Enno), *Espions allemands en Irlande*, Paris, Trévise, 1964.

Stevenson (William), *Nom de code : Intrepid*, Paris, L'Étincelle, 1979.

Tompkins (Peter), *Un espion dans Rome*, Paris, Robert Laffont, 1963.

West (Nigel), *Counterfeit Spies*, London, St Ermin's Press, 1998.

Wighton (Charles) et Peis (Gunter), *Les Espions de Hitler*, Paris, Fayard, 1965.

Wilkinson (Peter) et Bright Astley (Joan), *Gubbins and SOE*, London, Leo Cooper, 1993.

## *Sur la guerre froide*

*L'Affaire Rajk*, Paris, Les éditeurs français réunis, 1949.

Barron (John), *KGB. Le travail occulte des agents secrets soviétiques*, Paris-Bruxelles, Elsevier, 1974.

Barron (John), *Enquête sur le KGB*, Paris, Fayard, 1983.

Bailey (Geoffrey), *La Guerre des services secrets soviétiques*, Paris, Plon, 1960.

Beria (Sergo), *Beria mon père. Au cœur du pouvoir stalinien*, Paris, Plon, 1999.

Blake (George), *Une vie d'espion*, Paris, Stock, 1990.

Boukovsky (Vladimir), *Jugement à Moscou. Un dissident dans les archives du Kremlin*, Paris, Robert Laffont, 1995.

Brossat (Alain), *Agents de Moscou*, Paris, Gallimard, 1988.

Colby (William), *Trente ans dans la CIA*, Paris, Presses de la Renaissance, 1978.

Conquest (Robert), *La Grande Terreur*, précédé de *Sanglantes moissons. La collectivisation des terres en URSS*, Paris, Robert Laffont, 1995.

Cookridge (E.H.), *La Vérité sur Philby, l'agent double du siècle*, Paris, Fayard, 1968.

Cookridge (E.H.), *L'Espion du siècle. Reinhard Gehlen*, Paris, Fayard, 1973.

Corson (William), Trento (Susan B.), et Trento (Joseph J.), *Veuves, des taupes soviétiques au cœur des services secrets américains*, Paris, Belfond, 1989.

Crozier (Brian), *Free Agent, the Unseen War. 1941-1991*, London, Harper Collins, 1993.

Deriabine (Piotr) et Gibney (Frank), *Policier de Staline*, Paris, Fayard, 1966.

Donovan (James), *L'Affaire Abel*, Paris, Fayard, 1965.

Dulles (Allen), *La Technique du renseignement*, Paris, Robert Laffont, 1963.

Epstein (Edward J.), *Intox. CIA-KGB, la guerre des mots*, Paris, Stock, 1989.

Faligot (Roger) et Kauffer (Rémi), *KGB, objectif Pretoria*, Lausanne, Pierre-Marcel Favre, 1986.

Freemantle (Brian), *Le KGB*, Paris, Plon, 1986.

Gohier (Gérald), *Otto John, l'espion aux scrupules*, Paris, Éditions de Paris, 1958.

Gordievsky (Oleg) et Andrew (Christopher), *Le KGB dans le monde. 1917-1990*, Paris, Fayard, 1990.

Guérin (Alain), *Le Général gris*, Paris, Julliard, 1968.

Henkine (Cyrille), *L'Espionnage soviétique. Le cas Rudolf Abel*, Paris, Fayard, 1981.

Hinchley (Vernon), *Les Transfuges*, Paris, Dargaud, 1969.

Kaplan (Karel), *Procès politique à Prague*, Bruxelles, Complexe, 1980.

Khleveniouk (Oleg), *Le Cercle du Kremlin. Staline et le Bureau politique dans les années 1930*, Paris, Éditions du Seuil, 1996.

Koriakov (Michel), *Je me mets hors la loi*, Paris, Éditions du Monde nouveau, 1947.

Kostov (Vladimir), *Le Parapluie bulgare*, Paris, Stock, 1986.

Kriegel (Annie), *Les Grands Procès dans les systèmes communistes*, Paris, Gallimard, 1972.

Laurent (Éric), *La Puce et les Géants*, Paris, Fayard, 1983.

Lazitch (Branko), *Le Rapport Khrouchtchev et son histoire*, Paris, Éditions du Seuil, 1976.

Le Carré (John), *Une paix insoutenable*, Paris, Robert Laffont, 1991.

Loftus (John), *L'Affreux Secret. Quand les Américains recrutaient des espions nazis*, Paris, Plon, 1985.

Loftus (John) et Aarons (Mark), *Des nazis au Vatican*, Paris, Olivier Orban, 1991.

Martin (David C.), *KGB contre CIA*, Paris, Presses de la Renaissance, 1981.

Mitrokhine (Vassili) et Chistopher (Andrew), *The Mitrokhine Archives. The KGB in Europe and the West*, London, Allen Lane, 1999.

Modine (Youri Ivanovitch), *Mes camarades de Cambridge. J'étais au KGB l'officier traitant de Philby, Burgess, Maclean, Blunt, Cairncross*, Paris, Robert Laffont, 1994.

Moniquet (Claude), *Histoire des Juifs soviétiques*, Paris, Olivier Orban, 1989.

Navasky (Victor), *Les Délateurs*, Paris, Balland, 1980.

Pacepa (Ion), *Horizons rouges*, Paris, Presses de la Cité, 1988.

Page (Bruce), Knightley (Philip) et Leitch (David), *Philby. L'Intelligence Service aux mains d'un agent soviétique*, Paris, Robert Laffont, 1968.

Penkovsky (Oleg), *Carnets d'un agent secret*, Paris, Tallandier, 1966.

Perry (Roland), *The Fifth Man*, London, Pan Books, 1994.

Philby (Eleonor), *Femme d'espion*, Paris, Presses de la Cité, 1968.

Philby (Harold), *Ma guerre silencieuse*, Paris, Robert Laffont, 1968.

*Le Procès de Traïtcho Kostov et de son groupe*, Sofia, 1949.

Rönblom (H.-K.), *L'Affaire Wennerström*, Paris, Robert Laffont, 1964.

Rosenberg (Julius et Ethel), *Lettres de la maison de la mort*, Paris, Gallimard, 1953.

Rozenzweig (Luc) et Le Forestier (Yacine), *L'Empire des mouchards. Les dossiers de la Stasi*, Paris, Jacques Bertoin, 1992.

*Soviet Spies in the Shadow of the U.N.*, s. l. (États-Unis), 1969.

Steven (Stewart), *Le Grand Piège*, Paris, Robert Laffont, 1974.

Stevenson (William), *L' Affaire Gouzenko. Les révélations de l'agent secret Intrepid*, Paris, Carrere, 1986.

Tchikov (Vladimir) et Kern (Gary), *Comment Staline a volé la bombe atomique aux Américains*, Paris, Robert Laffont, 1996.

Tesselin (Basile), *Guillaume, l'espion tranquille du chancelier*, Paris, Éditions France-Empire, 1979.

Villemarest (Pierre de), *GRU, le plus secret des services soviétiques*, Paris, Stock, 1988.

Villemarest (Pierre de), *Le Coup d'État de Markus Wolf. La guerre des deux Allemagnes. 1945-1991*, Paris, Stock, 1991.

Voslensky (Michaël), *Les Nouveaux Secrets de la Nomenklatura*, Paris, Plon, 1995.

Wolf (Markus), *L'Œil de Moscou. Entretiens avec Maurice Najman*, Paris, Balland, 1992.

Wolton (Thierry), *Le KGB en France*, Paris, Grasset, 1986.

Wynne (Greville), *L'Homme de Moscou*, Paris, Fayard, 1971.

Zaleski (Eugène) et Wiener (Helgard), *Transferts de techniques entre l'Est et l'Ouest*, Paris, OCDE, 1980.

Zolling (Hermann) et Höhne (Heinz), *Le Réseau Gehlen*, Paris, Calmann-Lévy, 1973.

## *Sur le rôle des femmes*

Blackburn (Douglas), *The Martyre Nurse*, London, Ridd Masson, 1915.

Butler (Josephine), *Espionne de Churchill. Février 1942-juin 1944*, Paris, Pygmalion/Gérard Watelet, 1984.

Carré (Mathilde, dite Lily), *On m'appelait la Chatt*e, Paris, Albin Michel, 1975.

Got (Ambroise), *L'Affaire Cavell, d'après les documents inédits de la justice allemande*, Paris, Plon, 1921.

Knightley (Phillip) et Kennedy (Caroline), *Profumo, les dessous d'une affaire d'État*, Paris, Christian Bourgeois, 1987.

Ladoux (Commandant Georges), *Marthe Richard, espionne au service de la France*, Paris, Librairie des Champs-Élysées, 1932.

Lovell (Mary S.) et Pack (Betty), *L'espionne qui changea le cours de l'histoire*, Paris, Albin Michel, 1995.

Redier (Antoine), *La Guerre des femmes*, Paris, Éditions de la Vraie France, 1924.

Richard (Marthe) (Marthe Richer, dite), *Ma vie d'espionne au service de la France*, Paris, Les éditions de France, 1935.

Rimington (Stella), *Open Secrets. The Autobiography of the Former Director-General of MI5*, London, Hutchinson, 2001.

Ronvaux (Pierre), *Gabrielle Petit, la mort en face*, s. l., Illustra, 1994.

Schirmann (Léon), *L'Affaire Mata Hari. Enquête sur une machination*, Paris, Tallandier, 1994.

Singer (Kurt), *Les Plus Grandes Espionnes du monde*, Paris, Gallimard, 1952.

Waagenaar (Sam), *Mata Hari ou la danse macabre*, Paris, Fayard, 1985.

Young (Gordon), *L'Espionne n$^{o}$ 1 : la Chatte*, Paris, J'ai lu, 1957.

## *Sur la restructuration des services spéciaux à l'Est après 1989-1991*

Albats (Evguenia), *La Bombe à retardement*, Paris, Stock, 1994.

Crozier (Brian), *Le Phénix Rouge*, Monaco, Éditions du Rocher, 1995.

Pettifer (James) et Vickers (Miranda), *Albania From Anarchy to a Balkan Identity*, London, Hurst and Company, 1999.

## *Sur la CIA et les services spéciaux américains*

Agee (Philip), *Journal d'un agent secret, dix ans dans la CIA*, Paris, Le Seuil, 1976.

Andrew (Christopher), *For the President's Eyes Only*, New York, Harper Collins, 1996.

Bearden (Milton) et Risen (James), *The Main Enemy. The Inside Story of the CIA's Final Showdown With the KGB*, New York, Random House, 2003.

Bird (Kai), *The Good Spy. The Life and Death of Robert Ames*, New York, Broadway Books, 2014.

Blum (William), *Killing Hope. US military and CIA interventions since World War II*, Monroe, Common Courage Press, 2004.

Charles (Douglas M.), *J. Edgar Hoover and the Anti-interventionists. FBI Political Surveillance and the Rise of the Domestic Security State, 1939-1945*, Columbus, The Ohio State University Press, 2007.

Charpier (Frédéric), *La CIA en France. 60 ans d'ingérence dans les affaires françaises*, Paris, Le Seuil, 2008.

Colby (William), *30 ans de CIA*, Paris, Presses de la Renaissance, 1978.

Daninos (Franck), *La Double Défaite du renseignement américain*, Paris, Ellipses, 2006.

Daninos (Franck), *CIA. Une histoire politique (1947-2007)*, Paris, Tallandier, 2007.

Denoël (Yvonnick), *Le Livre noir de la CIA. Les archives dévoilées*, Nouveau Monde éditions, 2007.

Clarridge (Duane R.) et Diehl (Digby), *A Spy For All Seasons. My Life in the CIA*, New York, Scribner, 1997.

Freemantle (Brian), *La CIA, les secrets de l'honorable compagnie*, Paris, Plon, 1986.

Gates (Robert M.), *From the Shadows. The Ultimate Insider's Story of Five Presidents and How They Won the Cold War*, New York, Simon & Schuster, 1996.

Gillet (Jean-Pierre), *Les Bérets verts, les commandos de la CIA*, Paris, Albin Michel, 1981.

Kessler (Ronald), *The FBI. Inside the World's Most Powerful Law Enforcement Agency*, Pocket Books Publications, 1993.

Lert (Frédéric), *Les Ailes de la CIA*, Histoire & Collection, 1998.

Maas (Peter), *Client Kadhafi*, Paris Hachette, 1986.

*Manuel des agents du Narcotic Bureau*, Paris, Barrault, 1987.

Marchetti (Victor) et Marks (John D.), *La CIA et le culte du renseignement*, Paris, Robert Laffont, 1974.

Pillas (Jean-Marc), *Nos agents à La Havane*, Paris, Albin Michel, 1995.

Ramos (Raphaël), *De l'OSS à la CIA. La centralisation du renseignement américain au lendemain de la Seconde Guerre mondiale à travers l'expérience du Central Intelligence Group*, Montpellier, Publications de l'université Paul-Valéry, 2006.

*Report of the congressional committees investigating the Iran-Contra Affair*, New York, Times Book, 1988.

Schweizer (Peter), *Les Nouveaux Espions. Le pillage technologique des USA par leurs alliés*, Paris, Grasset, 1993.

Snepp (Frank), *Sauve qui peut*, Paris, Balland, 1977.

Sulick (Michael J.), *Spying in America. Espionnage From the Revolutionary War to the Dan of the Cold War*, Washington, Georgetown University Press, 2012.

Theoharis (Athan G.), Poveda (Tony G.) ; Rosenfeld (Susan), Gid Powers (Richard), *The FBI. A Comprehensive Reference Guide*, Checkmark Books, 2000.

Theoharis (Athan G.), *The FBI and American Democracy. A Brief Critical History*, Kansas, University Press, 2004.

Thomas (Gordon), *Enquêtes sur les manipulations mentales*, Paris, Albin Michel, 1989.

Turner (Stansfield), *Burn Before Reading. Presidents, CIA Directors, and Secret Intelligence*, New York, Hyperion, 2006.

Volkman (Ernest) et Baggett (Blaine), *L'Empire des espions*, Paris, Olivier Orban, 1989.

Wallace (Robert), Melton (H. Keith) et Schlesinger (Henry R.), *Spycraft. The Secret History of the CIA's Spytechs, From Communism to Al-Qaeda*, New York, Dutton, 2008.

Weiner (Tim), *Legacy of Ashes. The History of the CIA*, New York, Doubleday, 2007.

Weiner (Tim), *Enemies. A History of the FBI*, New York, Random House, 2012.

Whitehead (Don), *Le FBI*, Paris, Morgan, 1957.

Wise (David), *L'État espion*, Paris, Messidor, 1982.

Wise (David), *La Stratégie du soupçon. Enquête sur la paranoïa de la CIA*, Paris, Plon, 1994.

Wise (David), *Un espion disparaît*, Paris, Olivier Orban, 1988.

Woodward (Bob), *Veil. The Secret Wars of the CIA. 1981-1987*, New York, Simon and Schuster, 1987.

## *Sur la DGSE et les services français*

Barril (Capitaine Paul), *Missions très spéciales*, Paris, Presses de la Cité, 1984.

Bernert (Philippe), *Roger Wybot et la bataille pour la DST*, Paris, Presses de la Cité, 1975.

Bernert (Philippe), *SDECE service 7*, Paris, Presses de la Cité, 1980.

Bourget (Jacques-Marie) et Stefanovitch (Yvan), *Des affaires très spéciales*, Paris, Plon, 1986.

Bunel (Pierre-Henry), *Crimes de guerre à l'Otan*, Paris, Éditions n° 1, 2000.

Bunel (Pierre-Henry), *Mes services secrets*, Paris, Flammarion, 2001.

Burdan (Daniel), *DST, neuf ans à la division antiterroriste*, Paris, Robert Laffont, 1990.

Chalet (Marcel) et Wolton (Thierry), *Les Visiteurs de l'ombre*, Paris, Grasset, 1990.

Charpier (Frédéric), *Les RG et le parti communiste*, Paris, Plon, 2000.

Dufourg (Jean-Marc), *Section manipulation. De l'antiterrorisme à l'affaire Doucé*, Paris, Michel Lafon, 1991.

Faligot (Roger) et Kropp (Pascal), *La Piscine*, Paris, Le Seuil, 1985.

Faligot (Roger) et Kropp (Pascal), *DST. Police secrète*, Paris, Flammarion, 1999.

Faure (Claude), *Aux services de la République. Du BCRA à la DGSE*, Paris, Fayard,2004.

Guisnel (Jean) et Violet (Bernard), *Services secrets*, Paris, La Découverte, 1988.

Guisnel (Jean) et Korn-Brzoza (David), *Au service secret de la France*, Paris, Éditions de La Martinière, 2014.

Harstrich (Jacques) et Calvi (Fabrizio), *RG. 20 ans de police politique*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.

Jacquin (Henri), *La Guerre secrète en Algérie*, Paris, Olivier Orban, 1977.

Jaubert (Capitaine Hervé), *Il n'y a plus de secrets dans les services*, Paris, Odilon-Media, 1995.

Kropp (Pascal), *Les Secrets de l'espionnage français de 1870 à nos jours*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1993.

Lacoste (Pierre) (sous la direction de), *Le Renseignement à la française*, Paris, Economica, 1998.

Marion (Pierre), *La Mission impossible. À la tête des services secrets*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.

Marion (Pierre), *Le Pouvoir sans visage*, Paris, Calmann-Lévy, 1990.

Melnik (Constantin), *Un espion dans le siècle*, Paris, Plon, 1994.

Muelle (Raymond), *La Guerre d'Algérie en France*, Paris, Presses de la Cité, 1994.

Navarre (Henri) et un groupe d'anciens membres du SR, *Le Service de renseignements. 1871-1944*, Paris, Plon, 1978.

Néaumet (Jean-Émile), *Les Grandes Enquêtes du commissaire Chenevier. De la Cagoule à l'affaire Dominici*, Paris, Albin Michel, 1995.

Péan (Pierre), *Secret d'État*, Paris, Fayard, 1986.

Pontaut (Jean-Marie) et Dupuis (Jérôme), *Les Oreilles du Président*, Paris, Fayard, 1996.

Porch (Douglas), *Histoire des services secrets français* (2 vol.), Paris, Albin Michel, 1997.

Rochet (Jean), *Cinq ans à la tête de la DST*, Paris, Plon, 1985.

Silberzahn (Claude), *Au cœur du secret. 1 500 jours aux commandes de la DGSE, 1989/1993*, Paris, Fayard, 1995.

Thyraud de Vosjoli (P.L.), *Lamia*, Montréal, Les Éditions de l'homme, 1970.

Zamponi (Francis), *Les RG à l'écoute de la France. Police et politique de 1981 à 1997*, Paris, La découverte, 1998.

## *Sur les SR anglais*

Aldrich (Richard J.), *The Hidden Hand. Britain, America and Cold War Secret Intelligence*, London, John Murray, 2006.

Aldrich (Richard J.), *GCHQ. The Uncensored Story of Britain's Most Secret Intelligence Agency*, London, HarperPress, 2010.

Allason (Ruper), *The Branch. History of the Metropolitan Police Special Branch*, London, Secker & Warburg, 1983.

Andrew (Christopher), *The Defence of the Realm. The authorized history of MI5*, London, Allen Lane, 2009.

Bruce (Paul), *The Nemesis File*, London, Blake, 1995.

Davies (Philip HJ), *MI6 and the Machinery of Spying*, London, Frank Cass, 2004.

Dorril (Stephen), *MI6. Fifty Years of Special Operations*, London, Fourth Estate Limited, 2000.

Faligot (Roger), *Les Services spéciaux de Sa Majesté*, Paris, Messidor, 1982.

Jeffery (Keith), *MI6. The History of the Secret Intelligence Service, 1909-1949*, London, Bloomsburry, 2010.

Judd (Alan), *The Quest for C. Sir Mansfield Cumming and the Founding of the British Secret Service*, London, Harper Collins, 1999.

Mac Nab (Andy), *Les Brumes du Golfe*, Paris, Ifrane Éditions, 1995.

Ramsay (Jack), *SAS. The Soldier's Story*, London, Macmillan, 1996.

Smith (Michael), *SIX. A History of Britain's Secret Intelligence Service Pt 1 Murder and Mayhem 1909-1939*, London, Dialogue, 2010.

Strawson (John), *Le Régiment SAS*, Paris, Éditions France-Empire, 1985.

Tomlinson (Richard), *The Big Breach. From Top Secret to Maximum Security*, Edinburgh, Cutting Edge, 2001.

Walton (Calder), *Empire of Secrets*, London, Harperpress, 2012.

Wilson (Ray) et Adams (Ian), *Special Branch. A History. 1883-2006*, London, Biteback Publishing, 2015.

Wright (Peter), *Spycatcher*, Paris, Robert Laffont, 1987.

## *Sur le Mossad et les services israéliens*

Bar-Zohar (Michel), *Les Vengeurs*, Paris, Librairie Athème Fayard, 1968.

Bar-Zohar (Michel), *J'ai risqué ma vie. Isser Harel, le n$^{o}$ 1 des services secrets israéliens*, Paris, Fayard, 1971.

Betzer (Colonel Moshe), *Le Commando secret*, Paris, Plon, 1996.

Dan (Ben), *L'espion qui venait d'Israël*, Paris, Fayard, 1967.

Dan (Ben), *Poker d'espions à Tel-Aviv et au Caire*, Paris, Fayard, 1970.

Dan (Uri), *Mossad. 50 ans de guerre secrète*, Paris, Presses de la Cité, 1995.

Dan (Uri) et Eisenberg (Dennis), *Crimes d'État. L'assassinat de Rabin et les attentats*, Paris, Belfond, 1996.

Deacon (Richard), *The Israeli Secret Service*, London, Sphere Books, 1979.

Derogy (Jacques) et Carmel (Hesi), *Israël ultra-secret*, Paris, Robert Laffont, 1989.

Eisenberg (Dennis), Landau (Eli) et Dan (Uri), *Mossad. Les services secrets israéliens*, Ottawa, Stanké, 1977.

Eytan (Steve), *L'Œil de Tel-Aviv*, Paris, Éditions publications premières, 1970.

Fenwick (Jean-René), *Les Vedettes de Cherbourg*, Bruxelles, Elsevier, 1976.

Hersh (Seymour M.), *Opération Samson. Comment Israël a acquis la bombe atomique*, Paris, Olivier Orban, 1991.

Jonas (Georges), *La Vengeance d'Ephraïm*, Paris, Robert Laffont, 1984.

Lester (Norman), *L' Affaire Gerald Bull*, Montréal, Méridien, 1991.

Ostrovsky (Victor), *Mossad. Un agent des services secrets israéliens parle*, Paris, Presses de la Cité, 1990.

Ostrovsky (Victor), *The Other Side of Deception*, New York, HarperPaperbacks, 1995.

Piekalkiewicz (Janusz), *Les Services secrets d'Israel*, Paris, La Pensée Moderne, 1977.

Porat (Ben) et Dan (Uri), *Opération Babylone*, Paris, Balland, 1986.

Raviv (Dan) et Melman (Yossi), *Tous les espions sont des princes. La véritable histoire des services secrets israéliens*, Paris, Stock, 1991.

Shimron (Gad) et Malka (Victor), *Histoire secrète du Mossad*, Paris, Dagorno, 1995.

Steven (Stewart), *The Spymasters of Israel*, New York, Ballantine Books, 1980.

Thomas (Gordon), *Les Ombres du Mossad*, Paris, Presses de la Cité, 1999.

Tinnin (David B.), *La Vengeance de Munich*, Paris, Robert Laffont, 1976.

## *Sur le renseignement japonais*

Choate (Pat), *Agents of Influence*, New York, Touchstone Books, 1990.

Deacon (Richard), *Les Extraordinaires Réussites des services secrets japonais*, Paris, Jacques Grancher, 1986.

Seth (Ronald), *Espions du Soleil-Levant*, Paris, Presses de la Cité, 1961.

## *Sur la Chine*

Faligot (Roger) et Kauffer (Rémi), *Kang Sheng et les services secrets chinois*, Paris, Robert Laffont, 1987.

## *Sur le renseignement dans la guerre contre le terrorisme depuis septembre 2001*

Apuzzo (Matt) et Goldman (Adam), *Enemies Within. Inside the NYPD's Secret Spying Unit and Bin Laden's Final Plot Against America*, New York, Touchstone Books, 2013.

Baud (Jacques), *La Guerre asymétrique ou la défaite du vainqueur*, Paris, Éditions du Rocher, 2003.

Bergen (Peter), *The Longest War. The Enduring Conflict Between America and Al-Qaeda*, New York, Free Press, 2011.

Bergen (Peter), *Manhunt. The Ten-Year Search for Bin Laden From 9/11 to Abbottabad*, New York, Crown Publishing Group, 2012.

Bowden (Mark), *The Finish. The Killing of Osama bin Laden*, New York, Atlantic Monthly Press, 2012.

Broadwell (Paula), *All-In. The Education of General David Petraeus*, New York, Penguin Press, 2012.

Bruguière (Jean-Louis), *Ce que je n'ai pas pu dire*, Paris, Robert Laffont, 2009.

Carter (Stephen L.), *The Violence of Peace. America's Wars in the Age of Obama*, New York, Beast Books, 2011.

Clarke (Richard A.), *Against All Enemies. Inside America's War on Terror*, New York, Free Press, 2004.

Cooley (John K.), *CIA et jihad. 1950-2001*, Paris, Autrement, 2002.

Crumpton (Henry A.), *The Art of Intelligence. Lessons From a Life in the CIA's Clandestine Service*, New York, Penguin Press, 2012.

Davis (Paul K.) Cragin (Kim) et autres, *Social Sciences for Counterterrorism*, Rand Corporation, Santa Monica, 2009.

Dickey (Christopher), *Securing the City. Inside America's Best Counterterror Force-The NYPD*, New York, Simon and Schuster, 2009.

Filkins (Dexter), *The Forever War*, New York, Alfred A. Knopf, 2008.

Francart (Loup) et Piroth (Christian), *Émeutes, terrorisme, guérilla. Violence et contre-violence en zone urbaine*, Paris, Economica, 2010.

Galula (David), *Contre-insurrection, théorie et pratique*, Paris, Economica, 2008.

Glyn (Brian), *Predators. The CIA's Drone War on Al-Qaeda*, Washington DC, Potomac Books, 2013.

Gray (Colin S.), *La Guerre au XXI^e siècle*, Paris, Economica, 2005.

Hersh (Seymour M.), *Chain of command : the Road From 9/11 to Abu Ghraib*, New York, The Penguin Group, 2004.

Hull (Edmund J.), *High Value Target : Countering al-Qaeda in Yemen*, Washington, Potomac Books, 2011.

Jones (Ishmael), *The Human Factor. Inside the CIA's Dysfunctional Intelligence Culture*, New York, Encounter Books, 2008.

Kilcullen (David), *The Accidental Guerrilla. Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, Oxford, Oxford University Press, 2009.

Kurth Cronin (Audrey) et Ludes (James M.), *Attacking Terrorism. Elements of a Grand Strategy, Washington*, Georgetown University Press, 2004.

Malcolmson (Scott L.), *Generation's End. A Personal Memoir of American Power After 9/11*, Washington, Potomac Books, 2010.

Malis (Christian), Strachman (Hew), Danet (Didier) et autres, *La Guerre irrégulière*, Paris, Economica, 2011.

Miniter (Richard), *Losing Bin Laden. How Clinton's Failures Unleashed Global Terror*, Washington, Regnery Publishing, 2003.

Moniquet (Claude) et Étienne (Genovefa), *Histoire de l'espionnage mondial*, 2e volume : *De la guerre froide à la guerre antiterroriste*, Paris, Éditions du Félin, 2002.

Moniquet (Claude), *Guerre secrète*, Paris, Encre d'Orient, 2012.

Naftali (Thimothy), *Blind Spot. The Secret History of American Counterterrorism*, New York, Basic Books, 2005.

Notin (Jean-Christophe), *La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan. 1979-2011*, Paris, Fayard, 2011.

Nouzille (Vincent), *Les Tueurs de la République. Assassinats et opérations spéciales des services secrets*, Paris, Fayard, 2015.

Owen (Mark), *No Easy Day. The Navy Seal Mission That Killed Osama Bin Laden*, New York, The Penguin Group, 2012.

Peritz (Aki) et Rosenbach (Eric), *Find, Fix, Finish. Inside the Counterterrorism Campaigns That Killed Bin Laden and Devasted Al-Qaeda*, New York, Public Affairs, 2012.

Prados (John), *Les Guerres secrètes de la CIA*, Paris, Les Éditions du Toucan, 2008.

Scahill (Jeremy), *Dirty Wars. The World Is a Battlefield*, New York, Nation Books, 2013.

Senate Select Committee on Intelligence, *Committee Study of the Central Intelligence Agency's detention and interrogation program*, 2014, New York, Melville House, 2014.

Shawcross (William), *Justice and the Enemy : Nuremberg, 9/11 and the Trial of Khalid Sheikh Mohammed*, New York, Public Affairs, 2011.

Stoller (Irène), *Procureur à la 14e section : une femme face à l'insécurité et au terrorisme international*, Paris, Michel Lafon, 2002.

Storm (Morten), Cruickshank (Paul) et Lister (Tim), *Agent Storm : My Life Inside Al-Qaeda and the CIA*, New York, The Penguin Group, 2014.

Thiel (Gilbert), *On ne réveille pas un juge qui dort* (entretiens avec Daniel Carton), Paris, Fayard, 2002.

Trinquier (Roger), *La Guerre moderne*, Paris, Economica, 2008.

Wares (T.J.), *Class 11. My Story Inside the CIA's First Post 9/11 Spy Class*, New York, Plume, 2006.

Weisman (John), *Kill Bin Laden*, New York HarperCollins Publishers, 2011.

Weiss (Murray), *The Man Who Warned America. The Life and Death of John O'Neill, the FBI's Embattled Counterterror Warrior*, New York, Regan Books, 2003.

Woodward (Bob), *Les Guerres d'Obama*, Paris, Denoël, 2010.

## *Sur les lieux et les musées de l'espionnage*

Berkeley (Roy), *A Spy's London*, London, Leo Cooper, 1994.

Faligot (Roger), *Paris, nid d'espions. Les services de l'ombre dans la Ville lumière*, Paris, Parigramme, 2009.

Kessler (Pamela), *Undercover Washington. Where Famous Spies Lived, Worked and Loved*, Sterling, Capital Books, 2005.

## *Sur l'espionnage au cinéma*

Lacourbe (Roland), *La Guerre froide dans le cinéma d'espionnage*, Paris, Henri Veyrier, 1985.

Lacourbe (Roland), *La Seconde Guerre mondiale dans le cinéma d'espionnage*, Paris, Henri Veyrier, 1985.

# Index

« Pour retrouver la section qui vous intéresse à partir de cet index, utilisez le moteur de recherche »

## *SYMBOLES*

El-Din, émir Fakhr

## *A*

Abakoumov, Viktor Semionovitch
Abbiate, Roland
Abdallah, roi de Transjordanie
Abdulmutallab, Umar Farouk
Abel, Rudolf Ivanovitch
Abou Omar
Abrivard, Maurice
Abtey, Jacques
Abu Yusuf Ja’kab ibn Ibrahim
Ackermann, Anton
Ackmann, Gene
Adams, famille
Adenauer, Konrad
Adwan, Kamal
Afanassievski, Nicolaï
Affry, Louis Auguste d’
Ageloff, Sylvia
Ahmed, Aït
Aiguillon, d’
Akhenaton

Al-Afti, Ali
Alais, père Alexandre d’
Alamo, Carlos
Al-Awlaki
Al-Balawi, Humam
Albright, Madeleine
Al-Din Tûssi, Khadjeh Nassir
Alexander, général Harold
Alexandre *I^er^*
Alexandre II
Alexandre III
Alexandre le Grand
Alexandre, tsar
Alexis II, patriarche
Alfred le Grand, roi
Alfredson, Tomas
Al-Goundi, Samy
Al-Hafez, Amin
Al-Hamzi, Nawaf
Al-Harithi, Abu Ali
Al-Janabi, Rafid Ahmed Alwan
Allain, Yves
Allenby, général
Allen, William, cardinal
Al-Mahbouh, Mahmoud
Al-Masri, Khalid
Almasy, Laszlo
Al-Megrahi, Abdel Basset Ali Mohhamed
Al-Mulk, Nizam
Al-Naggar, Mahmoud Youssouf
Al-Rachîd, Hârûn
Altman, Israel Pickett
Altmann, Klaus
Al-Zawahiri, Ayman
Ambler, Eric
Ambros, Otto
Aménophis II

Aménophis III
Ames, Aldrich
Ames, Robert
Amir, Ygal
Amit, Meir
Ammien
Andigné de Maynent, Fortuné d’
Andlauer
André, major John
Andrew, Christopher
Andronicus
Andropov, Iouri
Angleton, James Jesus
Aninoiu, Dimitriu
Antonov, Alexandre
Antraigues, Louis-Alexandre de Launay, comte d’
Arafat, Yasser
Arbenz, Jacobo
Argoud, colonel Antoine
Argyrus, Eustace
Aristagoras
Aristov, Sergueï
Arnold, général Benedict
Artagnan, comte d’
Arundel, Charles
Arundell, Isabel
Ashkenazy, Vladimir
Aston, major général Sir George
Aston, Sir John
Astor, Vincent
Astruc, Gabriel
Attali, Jacques
Atta, Mohamed
Auchinlek, général
Audouard, Yvan
Auguste
Auriol, Vincent

Aussaresses, général Paul
Autriche, Anne d’
Autriche, Marie-Louise d’
Aviv, Juval
Azeff, Evno
Azev

## *B*

Babel, Isaac
Babington, Anthony
Babington, Nicolas
Babington-Smith, Constance
Bacher, Théobald
Bacler d’Albe
Bahr, Egon
Bakatine, Vadim Viktorovitch
Baker, Joséphine
Baker, Lafayette
Bakos, Nada
Baktiar, Chapour
Balladur, Édouard
Ballard, Jean
Ballegeer, Mlle
Balzac
Bancroft, Dr Edward
Bangemann, Martin
Bao Dai
Barak, Ehoud
Barbie, Klaus
Barcza, Margaret
Bardecheva, Zinaïda
Bardin, commandant
Bardonnie, Louis de la
Baring, lieutenant
Barlier, Maurice

Barron, John
Bartlett, Charles
Bastian, Marie
bataille de Qadesh
Batista, Fulgencio
Batyuchine, colonel Nikolai Stepanovitch
Baucq, Philippe
Baudus, lieutenant-colonel de
Bauer, Dr Fritz
Bauer, Hans Mario
Baumgartner, Mary Ann
Baxter, James Phinney III
Bazaine, maréchal
Bazeries, commandant
Bazire, Nicolas
Bazna, Elyesa
Beach, Thomas Miller
Bearden, Milton
Beaufils, Georges
Beaumarchais, Pierre Augustin Caron, dit
Bechtell, William
Bedford, duc de
Beeri, lieutenant-colonel Isser
Begin, Menahem
Behn, Aphra
Behncke, amiral
Belin
Belkine, général Fedor
Belleville, comtesse de
Ben Ali, Zine el-Abidine
Ben Barka, Mehdi
Ben Bella, Ahmed
Benckendorff, général Alexandre von
Benes, Edvard
Benett, Gina
Ben Gourion, David
Ben Israel, Manasseh

Benjamin, Judah
Benjamin Wenzel
Benkerdorff, comte
Ben Laden, Oussama
Bentivegni, Egbert
Bentley, Elizabeth
Berden, Nicolas
Beria, Lavrenti
Beria, Sergo
Bernard, Paul
Bernier, Philippe
Bernis, abbé de
Bernstorff, comte
Bertrand, René
Berzin, général Jan
Bethell, contre-amiral
Bettignies, Louise de
Bevan, lieutenant-colonel John
Beyer, Georges
Bezymensky, Lev
Bibes, Louis
Bigelow, Kathryn
Binet, colonel Guy
Bin Zeid, capitaine Sharif Ali
Birch, Harvey
Bird, Kai
Birk, Roman
Bismarck, Otto von
Bissell, Richard
Bittman, Ladislav
Blake, George
Blau, colonel
Bleicher, Hugo
Bloch, Felix
Bloomberg, Michael
Blumenthal-Kalamatiano, Xénophon de
Blunt, Anthony

Bobkov, Filip
Bogarde, Dirk
Bogrov, Dmitry
Bohlen, Charles (Chip)
Bohr, Niels
Boisdeffre, général de
Bolingbroke, Lord
Boltchakov, Georghi Nikitovitch
Bonaparte, Lucien
Bond, James
Bonnac, M. de
Bonner
Bonny, Pierre
Borghèse, princesse Pauline
Boris, Georges
Bormann, Martin
Borni, Renée
Böse, Wilfried
Bouchardon, capitaine
Boucheseiche, Georges
Bouchiki, Ahmed
Boudia, Mohammed
Boukharine, Nicolas
Boulay, Antoine
Bourbon-Condé, 10e duc d'Enghien, Louis-Antoine-Henri de
Bourdiol, Pierre
Bourges, Pierret de
Bourrienne, M.
Bourtzeff, Vladimir
Bouvet de Lozier, M.
Boyce, lieutenant Ernest
Boyd, Belle
Boy-Ed, capitaine
Braden, Spruille
Bradley, général Omar
Brandt, Willy
Branowsky, Lucia

Braun, Eva
Braun, Magnus von
Braun, Wernher von
Brejnev, Leonid
Brennan, John
Breteuil, Louis Charles Auguste baron de
Bridou, Marie-Madeleine
Brie, Colin de
Briser, Nicolas
Broadwell, Paula
Brochet, Anne
Broglie, comte de
Bronch-Brouïevitch, Vladimir
Brossolette, Pierre
Brouillard, André
Brousse, Charles-Emmanuel
Bruce-Lockhart, John
Bruce-Lockhart, Robert
Brun, Jomar
Bry, M. de
Buchan, John
Buchardt, Friedrich
Buckley, William
Bünz, Dr
Burchard, Adolf
Burger, Ernest
Burgess, Guy
Burton, Richard
Bush, George
Butcher, Brian
B., Ute
Butler, Benjamin
Byrnes, James

## *C*

Cadoudal, Georges
Caillaux, Joseph
Cairncross, John
Caïus Lelius
Caïus Volusénus
Callières, François de
Calster, général Raymond Van
Cameron, major Edward
Campionnet, chef d’escadron
Canaris, Wilhelm
Canning, George
Caraman, Mihail
Carbon, François-Joseph
Cardigan, Lord
Carina, capitaine Alexandre von
Carlos
Carlucci, Frank
Caron de Beaumarchais
Carré, Mathilde
Carroll, George A.
Carter, président
Casal, Hyacinthe de
Casement, Sir Roger
Casey, lieutenant William J.
Casson, Felice
Castiglione, comtesse Virginia de
Castro, Fidel
Castro, Raul
Catherine II
Catherine la Grande
Caton-Jones, Michael
Cavaignac
Cave Browne, Anthony
Cavell, Edith
Ceaucescu, Nicolae
Cecil, Robert
Cecil, William

César, Jules
Chalabi, Ahmed
Chalais, comte de
Chambers, Whittaker
Chambrier, baron de
Chamillart, Michel
Chandragupta Maurya, roi
Chaplin, Charlie
Chapman, Alex
Chapman, Anna
Chapman, Eddie
Charles I$^{er}$
Charles II
Charles Quint
Charles VIII, roi
Charles X
Chastain, Jessica
Chelepine, Alexandre Nikolaïevitch
Chenevier, Charles
Chevigné, colonel de
Chevreux, Charles
Chirac, Jacques
Chisolm, Janet
Chkravaski, Dr Faust
Chmielewski, lieutenant Waldemar
Choiseul, Étienne-François de
Chou En-lai
Christie, Agatha
Churchill, Winston
Ciaston, Wladislaw
Cicuttini, Carlo
Cienfuegos, Camille
Cinq-Mars, Henri d'Effiat, marquis de
Cirot, sergent
Claridge, Dewey
Clarke, colonel
Clarke, Dudley

Clarke, Richard
Clausewitz, Carl von
Clavel, Maurice
Clay, Clement C.
Cleghorn, Dr
Clemenceau, Georges
Clemens, Hans
Cline, Ray
Clinton, Bill
Clinton, général Henry
Cohen, David
Cohen, Eli
Cohen, Léontine
Cohen, Morris
Cohen, Morris et Léontine
Coigny, chevalier de
Colby, William
Coleman
Coleman, Dan
Colepaugh, William Billy
Colinet de Puiseux
Collet, Mme
Collins, Martin
Collins, Michael
Collot d'Herbois
Colomb, Christophe
Colville, Sir John
Conan Doyle
Condé, prince de
Connery, Sean
Conrad, Joseph
Conrad, révérend Thomas
Constantin, empereur
Constantini, Francesco
Constantini, Secundo
Constantin V, empereur
Conti, prince de

Cook, Robin
Coplon, Judy
Corbin, Alfred
Cornwell, David
Cortese, Luca
Costello, Paddy
Costner, Kevin
Coulibaly, Amedy
Coullerez, Marcel
Craig, Daniel
Cramer, Karl
Crawley, Aidan
Creighton, père
Crépon, Guillaume de
Crésus
Crignola, général René
Croissant, Klaus
Cromer, Lord
Cromie, capitaine
Cromwell, Oliver
Cromwell, Thomas
Crowe, Russell
Croy, princesse de
Cuignet, capitaine
Culper, Samuel
Cummings, Mansfield
Curda, Karel
Curiel, Henri
Cuvinot
Cyrille I$^{er}$, patriarche
Cyrus
Cyrus le Jeune
Czarniawski, Roman

## *D*

Dabringhaus, Ehrard
Dahl, colonel Harry
Dai Li
Dalila
Dalton, Hugh
Damaskine, colonel Igor
Damon, Matt
Dandino, Anselmo
Danton, Georges
Dan, Uri
Darbyshire, Norman Matteheh
Darius
Darius *I^er^*
Dasch, George
Dassin, Jules
David, Fernand
Davis, Jefferson
Davison, Dr Alexis
Dayan, Moshe
Deacon, Richard
Debré, Michel
Declanchet
Décrion, Victor
Dee, John
Deferre, Gaston
Defoe, Daniel
Degayev, Sergei
Dehout, Didier
Deighton, Len
Dekanozov, Vladimir Guerguïevitch
Delamare, Louis
Delatouche, Méhée
Demme, Jonathan
De Niro, Robert
Depage, Dr Antoine
Deriabine, Piotr
Desmarets, Charles

Desprats, Guy
Detrani, Joseph
Deutsch, Arnold
Deuve, Jean
Dewavrin, André
Dewolf, Patrick
DiCaprio, Leonardo
Diefenbaker, John
Dioclétien
Dlimi, colonel
Dobbertin, Rolf
Dobb, Maurice
Dobrinine, Anatoly
Dojdalev, Vassili Alexeïevitch
Donaldson, Roger
Donovan, James
Donovan, William
Doornik, Jan
Dornberger, général Walter
Douba, général Ali
Doucet, colonel
Doudot
Douglass, chevalier
Drailly, Nazarin
Drake, Francis
Dreyfus, capitaine Alfred
Driberg, Tom
Drozdov, général Youri
Droz, Jules Humbert
Drumheller, Tyler
Dubail, Roger
Dubcek, Alexandre
Dubois, abbé Guillaume
Dubois, Louis Nicolas
Dubois, préfet
Dulles, Allen
Dulles, Foster

Dumas, Alexandre
Dunlap, Jack
du Paty de Clam
Dvornik, Francis
Dzerjinski, Felix

## *E*

Earnest, Peter
Eden, Anthony
Eden, William
Edmonds, Emma
Édouard, roi
Efremov, Constantin Loukitch
Ehrenbourg, Ilya
Eichmann, Adolf
Eichner, Klaus
Einstein, Albert
Eisenberg, Dennis
Eisenhower, président
Eitan, Rafi
Eitington, Leonid
Eitner, Horst
El-Aawtat, Khalil
Elgohary, Abdel Rahim
El-Hussein, Omar Abdel Hamid
Élisabeth II
Élisabeth I^re^
Élisabeth I^re^, impératrice
Élisabeth Petrovna, princesse
Élisabeth, reine
El-Khouli, général Mohammed
El-Koubaissi, Basil
Elliott, Nicholas
Eltsine, Boris
Énée le Tacticien

Engels, Friedrich
Éon, chevalier d’
Ephraïm, Anouar
Eppler, Johannes
Espinchal, Gaspard d’
Essarts, Pierre des
Esterhazy, commandant
Esterhazy-Wyps
Estienne d’Orves, Henri Honoré d’
Evlakhov, Alexandre
Ewing, Sir Alfred

## *F*

Fadlallah, cheikh
Falk, Elke
Falle, Samuel
Falstaff
Farichon, M.
Farrell, Terry
Fatemi, Hosseyn
Fauché-Borel, Louis
Favier, Jean
Fawkes, Guy
Fayçal, émir
Fekete, Ladislas
Feklissov, Alexandre
Felfe, Heinz
Fellgiebel, colonel Erich
Fenimore Cooper, James
Ferdinand II de Habsbourg, empereur
Ferdinand III
Ferguson, Pr Niall
Férier de Thiérache, Yolande
Ficher, William
Field, Hermann

Field, Noel Haviland
Field, Noel Haviland et Herta
Figon, Georges
Finé, père Édouard
Fischer, général Bernd
Fischer, Jean-Chrétien
Fisher, William Guenrikhovitch
Fitine, général Pavel Mikhaïlovitch
Flaemig, Gerhard
Fleming, Ian
Foccart, Jacques
Ford, John
Forsyth, Frederick
Fouché, Joseph
Fourcade, Marie-Madeleine
François-Ferdinand, archiduc
François *I^er^*
François Ier de Lorraine
François Ier, empereur
Franju, Georges
Frankenheimer, John
Franklin, Benjamin
Frazer, Mark Petrovitch
Frédéric-Guillaume IV
Frédéric-Guillaume IV, roi
Frédéric II
Frei, Madeleine
Frolik, Josef
Frouz, Slavoj
Fuchs, Klaus
Fukuyama, Francis

# *G*

Gabcik, Jozef
Gaché, Émile

Gaessler, Alfred
Gaffar, Hussein
Gaitskell, Hugh
Galliffet, général Gaston de
Gambetta, Léon
Ganczarski, Christian
Garbe, Ingrid
Gardner, Meredith
Gast, Gaby
Gasti, chevalier
Gaulle, général Charles de
Gee, Ethel
Gehlen, général
Gehlen, Reinhard
Geminder, Bedrich
Gengis khan
George I$^{er}$
George III
Georgel
Gerard, Hughlin
Geyter, chimiste
G., Gerhard
G., Gisela
Ghazala, Abdul Halim Abu
Giap, général Vo Nguyên
Gibbes, Richard
Giering, Karl
Gieslingen, colonel baron Giels von
Gifford, Gilbert
Gikman, Reino
Gil, Yehouda
Gimes, Nicolas
Gimpel, Erich
Gimpel, Richard
Girardin, Pierre
Giraud, général
Givierge, lieutenant-colonel

Gjonaj, Tatiana
Godfrey, amiral John
Godwinson, Tostig
Goebbels, Joseph
Goering, Hermann
Gogolov, Sergueï
Goiran, Roger
Goldfus, Emil
Gold, Harry
Golenievski, Michal
Golet
Golienevski, Michal
Golitsine, Anatoli Alexandrovitch
Golmuka
Goma, Paul
Gompers, Samuel
Gomulka, Wladyslaw
Gonse, général
Gorbatchev, Mikhaïl
Gordievsky, Oleg
Gorki, Maxime
Gorsky, Anatoli Veniaminovitch
Gosh, Hassan
Goss, Porter
Gottwald, Klement
Gougenheim, frères
Gourevitch, Anatoly
Gouttière, colonel Christian
Gouzenko, Igor Sergueievitch
Grabeel, Gene
Grant, major Colquhoun
Gratz, Leopold
Gravel
Gravier d'Ortières, capitaine
Grécourt, abbé de
Greene, Graham
Greenglass, Bernard

Greenglass, David
Greenglass, Ruth
Grégoire90
Greiyevssky, Victor
Grenard, Fernand
Grenier, Albert
Grenier, Fernand
Grévy, Jules
Grigourievitch, Iossif
Grillot, colonel Georges
Grisot, colonel Paul-Adolphe
Grossmann, Hayka
Grossvogel, Leo
Gröttrup, Helmuth
Grouchko, Viktor
Gubbins, Sir Colin
Guerchy, comte de
Guevara, Ernesto Che
Guevorkian, Natalia
Guidal, général Maximin-Joseph Emmanuel
Guillaume
Guillaume d'Orange. Voir Guillaume
Guillaume, Günter Karl Heinz
Guillaume I$^{er}$, empereur
Guillaume II
Guillaume le Bâtard
Guillaume le Conquérant
Guinand, Marcel
Guisnel, Jean
Guizot, François
Gulino, Francesco
Gundelach, Thomas
Gur-Aryeh, major Zeev

## *H*

Haavik, Gunvor Galtung
Haddad, Waddi
Hager, François
Haiducu, Matei Pavel
Hakenet (ou Hakynet), Nicolas
Hale, capitaine Nathan
Hale, Frank de
Halifax, Lord
Halil Pacha
Hall, Adam
Hallock, Richard
Hall, Sir Reginald
Hall, Theodore Alvin
Hamburger Beurton, Ursula
Hamilton, Alexander
Hammourabi
Hamshari, Mahmoud
Hanako, Miyake
Hanjour, Hani
Hankey, Lord
Hannecker, Gertrud
Hannibal
Hanning, August
Hansari, Mohamed Ali
Hansen, Hanne Bech
Hanssen, Robert Philipp
Harari, Mike
Hardinge, lieutenant-colonel Henry
Hardraata, Harald
Hardy, Thomas
Harel, Isser
Harnack, Arvid
Harold, comte du Wessex
Harriman, Averell
Harte, Sheldon
Harting, général
Harvey, Libby

Harvey, William
Hasbiu, Kadri
Hasler, Susan
Hassan, major Nidal Malik
Hatoum, colonel Salim
Hausaman, Hans
Havel, Vaclav
Haverna, commissaire adjoint
Hayden, général Michael
Hayhanen, Reino
Heinrich, général Jean
Heitmann, Rudolf
Hekailo, lieutenant-colonel Sigmund
Helms, Richard
Helmy, Abdelkader
Helphand, Alexandre Lazarevitch
Hemingway, Ernest
Henckel von Donnersmarck, Florian
Henning, Walter
Hennion, Célestin
Henri II
Henri III
Henri IV
Henri VIII
Henry, commandant
Henry, lieutenant-colonel
Henson, Philipp
Hernu, Charles
Hérode
Herschell, Lord
Herzl, Theodore
Hessel, Stéphane
Heurtaux, Alfred
Heydrich, Reinhard
Higgins, colonel Robert
Hill, capitaine George
Hillenkoetter, Roscoe H.

Himmler, Heinrich
Hiss, Alger
Hitchcock, Alfred
Hitler, Adolf
Hobeika, Elie
Hobson, Valérie
Hoche
Hoekelman
Höfer, Wolfgang
Hogarth, David
Hollard, Michel
Hollis, Sir Roger
Holm, Dick
Holmes, Sherlock
Honecker, Erich
Honeyman, John
Hoover, J. Edgar
Hopkins, Harry
Hordliczka, colonel Eugen
Hötzendörf, général von
Houghton, Harry
Houlagou
Hounau, général Léonard
Houska, Josef
Howard, Edward Lee
Hoxha, Enver
Hromodka, Stephan
Hugon, Alain
Hunter, Eljiah
Hussein, chérif
Hussein, roi
Hussein, Saddam
Huston, John
Hyde de Neuville
Hystiée

# *I*

Iagoda, Henrik Grigorievitch
Iakouchev, Alexandre
Iassinovski, Pavel
Ibn Hawqal
Ibn Hodeïl al-Andalusy
Ibn Moundiqh, Ousâma
Ibn Séoud
Ibrahim, Abou
Iejov, Nikolaï
Iejov, Nikolaï Ivanovitch
Ignatiev, Semyon Denisovitch
Ignatius, David
Illarionov, Sergueï
Inayat, Noor-un-nisa
Inglis, Charles A.
Iossif, Nicolae
Iourtchenko, Vitali
Ivanov, Evgueni

# *J*

Jacobescu, Dan
Jacques *I^er^*
Jacquier, général Paul
Jaruzelski, général
Jasinska, Wanda
Jaspar, Jules
Jauvert, Vincent
Jay, John
Jean-Baptiste, saint
Jeanne d'Arc
Jivkov, Todor
John, Dr Otto

Johnson, Lyndon B.
Johnson, Robert Lee
Johnson, Thomas
Jonas, George
Joseph, père
Joseph Wilson
Jouhaux, Léon
Joukov, général
Joukov, maréchal
Joumblatt, Walid
Jovien
Juge, Robert
Jurek de Sosnowski, capitaine
Justinien, empereur
Juvelanius, métropolite

## *K*

Kabila, Laurent Désiré
Kadar, Janos
Kadhafi, colonel Mouammar
Kahn, Lambert
Kalmanovitch, Shabtaï
Kalouguine, général Oleg
Kaltenbrunner, Ernst
Kalugin, général Oleg
Kamenev, Lev
Kang Sheng
Kaplan, Fanny
Kaplan, Karel
Kappenberg, M.
Kapp, Nelly
Karakozov, Dmitri Vladimirovitch
Karayotov, Bogdan
Karlow, Peter
Karpov, colonel

Karski, Jan
Katkov, Andreï
Katz, Hillel
Kaufman, juge
Kaunitz, Wenceslas Antoine de, comte de Rietberg
Kautilîya
Kazan, Elia
Keeler, Christine
Keitel, maréchal
Kell, Vernon
Kelly, Raymond
Kemsley, Lord
Kennan, George F.
Kennedy, colonel William V.
Kennedy, John Fitzgerald
Kennedy, Robert
Kent
Kerensky
Kessler, Ronald
Khaibar
Khalifa, Ali Amin
Kheir, général Saad
K., Herbert
Khomeiny, ayatollah
Khrouchtchev, Nikita
Kieffer
Kiepert, lieutenant Alfred
Kipling, Rudyard
Kirkpatrick, Lyman B.
Kirov, Sergueï Mironovitch
Kirpichenko, général Vadim Vassilievitch
Klein, Tobias
Kleist, capitaine Karl von
Klement, Ricardo
Klimenko, lieutenant-colonel
Klingberg, Marcus
Klingberg, Marek

Klinghoffer, Leon
Klugmann, Norman John
Knochen, Helmut
Kobaladze, Yuri
Koboulov, Bogdan Zakharovitch
Koch, baron Ignaz de
Koch, Sebastian
Koenig, général Pierre
Koestler, Arthur
Kolbe, Fritz
Komar, général
Komopliev, Vladimir
Konieczny, Jersy
Konovalets, Yevhen
Konoye, prince
Kopacsi, colonel
Korjakov, général
Korn-Brzoza, David
Kosmatov, Vladimir
Kostov, Vladimir
Kouachi, Chérif et Saïd
Kouchtchhenko, Anna
Kourtchatov, Igor Vasilievitch
Koutiepov, général
Koutouzov
Kouzmine, colonel Ivan
Krauss, inspecteur
Krebs, Firelei
Krebs, Richard
Krelatich, Pavel
Krenz, Egon
Krioutchkov, Vladimir
Krivine, Frédéric
Krivitsky, général Walter
Kroger, Peter
Kroger, Peter et Helen
Krongard, Alvin Bernard Buzzy

Krüger, capitaine Bernhard
Krusche, Lutz
Kubis, Jan
Kuczynski, Jurgen
Kulikowski, Edward
Kuron, Klaus
Kvasnikov, Leonid Romanovitch

## *L*

Labanovski, lieutenant-colonel Jierek
Laborde, chef de bataillon
Labusov, Boris
Lacoste, amiral
Ladoux, commandant
Lafont, Henri
Lagarde, capitaine Hubert de
La Horie, général Victor Fanneau de
Laillier, Michel de
Lambling, capitaine Frédéric
Landau, capitaine Henry
Landesen
Landrieux, Jean
Lansdale, colonel Edward
Lansing, Robert
Largilla, Charles de
Las Casas
Lashkoul, Viatcheslav Fedorovitch
Lattre de Tassigny de
Laufer, Stephen
Lavrov
Lawrence d'Arabie, Thomas Edward
Lawrence, Joseph
Lebed, Vassili
Leblois, Louis
Le Borgne, général Guy

Le Carré, John
Leclerc, abbé
Le Clerc du Tremblay, François
Le Clerc, Perrinet
Leddy, Raymond
Ledochowski, père
Lee, Arthur
Lefebvre d'Orval, Robert
Léger, Paul-Alain
Lénine
Lenormand, Frédéric
Lenôtre, Georges
Le Ny, Julien
Léonnet, Jérôme
Leonov, général Nikolaï
Léon VI
Le Queux, William
Leroy-Finville
Levine, Daria
Levin, général Amiram
L'Hoste, Nicolas
Libutti, Frank
Liddell Hart, Basil
Likhachov, conseiller
L'Île-Adam, sire de
Liman, Doug
Lincoln, Abraham
Lindbergh, Charles
Lin Piao
Littell, Robert
Litvinov, Maxime
Lloyd George, David
Lobov, Oleg
Lody, Karl Hans
Löhde, Wolfgang
Lohse, Peter
London, Arthur

Lonetree, sergent Clayton
Long, Léo
Lonsdale, Gordon Arnold
Lopez, Antoine
Lorenc, général Alois
Lorenzen, Ursel
Losey, Joseph
Lotz, Wolfgang
Lotz, Wolfgang et Waltraud
Loubet, Émile
Louis-Philippe
Louis, Victor
Louis XIII
Louis XIV
Louis XV
Louis XVI
Louis XVIII
Loujkov, Iouri
Loustanau-Lacau, Georges
Louvois
Louvois, Michel Le Tellier, marquis de
Lubienski, Michal
Luci, Hasan
Lüdke, contre-amiral Herman
Lueneburg, Sonia
Lugonia, Fatos
Luther, Martin
Luti, William
Luxembourg, Rosa
Lyoubimov, Mikhaïl
Lysandre
Lyubimov, Mikhaïl

## *M*

Maazi, lieutenant

Mac Arthur, général
Mackenzie
Mack, feldgeneral
Maclean, Donald
Maclean, Fitzroy
Mac Leod, Rudolph
Macmillan, Harold
Magruder, général John
Mahârakshah, Mohammed
Mailly, Mme de
Maintenon, Mme de
Makarov, conseiller
Makarov, Mikhaïl
Makarov, Valentin
Maki, Eugène Nicolai
Malenkov, Gueorgui
Maleter, Pal
Malet, général Claude-François de
Malinovski, Roman
Malraux, Clara
Maly, Teodor
Mandelstam, Ossip
Manfredini
Manier, Stéphane
Manningham-Buller, Elizabeth
Manouilov
Mao Zedong
Marc Antoine
Marchais, Georges
Marchand, René
Marcuse, Herbert
Marenches, Alexandre de
Maret, duc de Bassano, Hugues Bernard
Margot, Huon
Marguerite, archiduchesse
Marie-Antoinette
Marie de Hongrie, reine

Marie-Thérèse, impératrice
Marion, Pierre
Markov, Georgi
Marshall, général
Martin, major William
Martinov, Valéry
Marx, Karl
Mason, Theodore
Massing, Hede et Paul
Massoud, Ahmed Shah
Massu, général
Masterman, Sir John Cecil
Masure, Bruno
Mata Hari
Matthews, Jennifer
Maubert
Maugham, Somerset
Maurice, empereur
Maximovitch
McCarthy, Joseph
McClellan, général George
McCone, John A.
McConnell, John Michael
McDonald, Freda Joséphine
McKittrick, Thomas B.
McLaughlin, John
Mc Nally, major George
McNamara, Robert
Medhi, Ahmed
Médicis, Catherine de
Médicis, Marie de
Medvedev, Filipp
Megabyze
Meïr, Golda
Melnik, Constantin
Mendez, Antonio J.
Mendoza, Bernardino de

Méneptah
Mengele, Dr
Menjinsky, Viatchseslav Rudolfovitch
Menzies, Robert
Menzies, Stewart
Merah, Mohamed
Mercader del Rio, Ramon
Merkel, Angela
Merkoulov, Vsevolod Nikolaïevitch
Merrill, général Frank
Merriman, Dr AD
Merrin, Jacques
Merveld, général
Meshal, Khaled
Metternich, comte
Metternich, prince de
Meurant, Jacques
Mézières, Philippe de
Michaud, Louis-Gabriel
Mielke, Erich
Mihaïlovic, général Draza
Mikler, Adam
Mikoyan, Anastase
Milano, major James V.
Miles de Saulx
Milewski, Miroslaw
Miller, Richard
Milton, Thomas de
Mirabeau
Mitrokhine, Vassili
Mitterrand, François
Mlynar, Zdenek
Modine, Youri Ivanovitch
Modrow, Hans
Mohamed, Khalid Sheikh
Mohammed V
Moise, général Vasile

Molay, Jacques de
Molnar, lieutenant-colonel Bohumil
Molody, Konon Trofimovitch
Molotov, Vyatcheslav Mikhaïlovitch
Moltke, Helmuth von
Monaco, Grace de
Monahan, William
Monkaster, Peter
Monsieur K.
Montague Woodhouse, Christopher
Montaner, capitaine
Montgaillard, Jean Gabriel Maurice Rocques, dit comte de
Moons, abbé
Moor, Karl
Morande, Charles Théveneau de
Moravec, Frantisek
Moreh, Dror
Morgan, Thomas
Morgenthau, Henry
Morland
Morozova, Anna
Morris, Errol
Morris, Violette
Mossadegh, Muhammad
Motorine, Sergueï
Mott, Sir Neville
Moulin, Jean
Mout-est-Satisfaite
Moyen, André
Muelle, Raymond
Mueller, Rainer
Mühe, Ulrich
Müller, Heiner
Müller, Heinrich
Münzenberg, Willy
Murphy, David
Mussolini, Benito

Muyser, Guy de

# *N*

Naccache, Anis
Nagy, Imre
Napoléon I$^{er}$
Napoléon III
Nardini
Nasr, Hassan Mustafa Osama
Nassau, Guillaume de
Nasser, Gamal Abdel
Nasser, Kamal
Naujocks, Alfred
Navarre, général Henri
Neave, Airey
Nebe, Arthur
Nechiporenko, Oleg
Nelson, amiral
Nemmouche, Mehdi
Netanyahou, Yoni
Netchiporenko, Oleg Maximovitch
Neville-Jones, Pauline
Newcombe, capitaine C.F.
Ney
Ngo Dinh Diêm
Niako, Lea
Nicolaï, Walter
Nicolas Briser
Nicolas Ier
Nicolas II
Nicole, ancien policier
Nikitine, Ivan
Nizetas, Nikon
Noiret, Philippe
Nord, Pierre

Noriega, général
Norton, Edward
Nossenko, Youri
Novikov, Alexandre
Nunn May, Alan
Nye, sous-chef d’état-major Archibald

## *O*

Obama, Barack
O’Brien, lieutenant-colonel Robert
Ochtchenko, Viktor
O’Connell, Jack
odomètre. Voir Tripmaster
Oerhens, Holger
Oestrich, Hermann
Ogataï
Ogorodnik, Alexandre
Ohashi
Ohlendorf, Otto
O’Neal Greenhow, Rose
O’Neil, John
Onosander
Oppenheimer, Robert
Oppenheim, major
Opperput, Alexandre Eduardovitch
Orléans, Gaston d’
Orléans, Philippe d’
Orlov, Alexandre
Osenberg, professeur
Oster, Hans
Ostrovsky, Radoslav
Oswald, Lee Harvey
Oswald, Marina
Otchenko, Victor
Ott, colonel Eugen

Oufkir, général
Ouritsky, Moïsseï
Ovando, général
Owen, Will
Ozaki, Hotsumi

## *P*

Pacepa, général Ion
Pack, Arthur
Pack, Elizabeth
Padover, Saul Kussiel
Pahlavi, dynastie
Pahlavi, Muhammad Reza
Paillole, capitaine Paul
Palisse, Jean
Panetta, Leon
Pannizardi
Pannwitz, Heinz
Panzinger, Friedrich
Papen, capitaine von
Pâques, Georges
Parvus
Pasha, Hani
Paskevitch, général Ivan
Passy, colonel
Pathé, Pierre-Charles
Patterson, Marta
Patti, Archimedes Leonidas Attilio
Payne Best, Sigismund
Pekala, lieutenant Leszek
Pelikan, Jiri
Pelton, Ronald W.
Penkovsky, colonel Oleg
Perfiliev, Youri Nikolaïevitch
Perrault, Gilles

Pérussel
Peruzzi
Pétain, maréchal
Peter, Gabor
Peterson, Sir Maurice
Petit, Gabrielle
Petraeus, général David
Petrov, Vladimir Mikhaïlovitch
Peulevé, Harry
Peusol, Marianne
Phelippes, Thomas
Philarète, métropolite
Philby, Kim
Philby, Rufina
Philipp, André
Philippe Auguste, roi
Philippe II
Philippe le Bel
Phillips, Cecil
Phoung, Touby Ly
Piccoli, Michel
Pichegru, général Charles
Picot de Limoëlan, Joseph
Picquart, Georges
Pieckenbrock, Hans
Pierre Ier le Grand
Pierre III
Pierre II, tsar
Pierre le Grand
Pietruszyk, colonel Adam
Pie XII
Pilsudski, général
Pineiro, Manuel
Pinkerton, Allan
Piotrowski, capitaine Grzegorz
Pitirim, métropolite
Pitt l'Aîné, William

Pitt le Jeune, William
Pitt, William
Pitt, William, le Jeune
Plagnol, Henri
Plame, Valérie
Plissonnier, Gaston
Poli
Pollard, Anne
Pollard, Jonathan Jay
Polo, Marco
Polo, Niccolo et Matteo
Pompadour, Mme de
Pompidou, Georges
Pomponne, Arnault de
Ponomarev, Boris
Popieluszko, Jerzy
Popov, Dusan
Poutine, Vladimir Vladimirovitch
Powell, Colin
Powers, Francis Gary
Primakov, Evgueni
Princip, Gavrilo
Prior, Matthew
Procope
Profumo, John
Proksch, Udo
Prützmann, Hans

# *Q*

Qabus Ibn Iskandar

# *R*

Rabin, Yitzhak
Rado, Alexandre

Rado, Sandor
Rafiqdoust, Mohsen
Rainier, prince
Rajk, Laszlo
Rakosi, Matyas
Ramsès II
Ramsès III
Rankovic, Marko
Rataïev
Ratchkowsky, Piotr
Ratel, abbé
Raussendorf, Klaus von
Raviv, Avishaï
Reagan, Ronald
Récamier, Mme
Redl, Alfred
Régnier, Jeanne-Marie
Reich, Wilhelm
Reilly, Sidney
Reinstein, Boris
Reiss, Ignace
Rémy, colonel
Renaud, Gilbert
Reza, Muhammad
Reza shah
Riahi, général Tahi
Rice, Condoleezza
Richardot, Jean
Richelieu, cardinal de
Riegner, Gerhart
Rimington, John
Rimington, Stella
Rintelen, lieutenant de vaisseau von
Rioumine, Mikhaïl
Rioutine, Mikhaïl
Rippmann
Riveron, Mario Osiris

Rivet, colonel
Roberjot
Robertson, Thomas Argyll
Robespierre
Robinault de Saint-Régeant, Pierre
Robinson, Harry
Robinson, William T.
Rochant, Éric
Rochefort
Rode, Karl-Heinz
Rodine, Nikolaï Borissovitch
Rodriguez, Felix
Roe, Austin
Roger de la Pasture. Voir Van der Weyden, Rogier
Rohan, prince de
Romanov, grand-duc Serge Alexandrovitch
Rommel, Erwin
Romodanovski, Théodore
Rondot, colonel Philippe
Ronge, Maximilien
Roosevelt, Franklin Delano
Roosevelt, Kermit
Roosevelt, Theodore
Rosenberg, Ethel
Rosenberg, Julius
Rosenberg, Julius et Ethel
Rosenberg, Walter
Rosmer, Alfred et Marguerite
Rossi, François
Rossignol
Rössler, Rudolf
Rostow, Walt
Rothschild, Mayer Amschel
Rothschild, Nathan
Rotman, Patrick
Rotsch, Manfred
Rottée, Lucien

Rouff, Marcel
Rouleau-Couture
Roussilhe, Francis
Roussillat, colonel
Roux, colonel
Rubrouck, Guillaume de
Rughini
Rumsfeld, Donald
Rupp, Rainer et Ann-Christine
Rusk, Dean
Russie, Élisabeth de
Russie, Élisabeth de, tsarine
Russie, grand-duc Pierre de
Rutzki, lieutenant
R., Werner

## *S*

Sadate, Anouar el-
Saïd, Abou
Saint-Aubin, Jean-Claude
Saint-Simon
Sakharov, Andreï
Sakharovski, Igor Alexandrovitch
Salameh, Ali Hassan
Salomon, Mikael
Samolis, Tatiana
Samonas
Samson
Samuel, capitaine
Sandherr, colonel
Sandstede, Hans Gerd
Sandys, Duncan
Santa Cruz, amiral
Santamaria, Abel
Sargon

Sarrazin, général
Sarria, lieutenant
Sassi, colonel Jean
Sauvigny, M. de
Savary, Anne Jean Marie René
Savinkov, Boris
Savtchenko, Ivan
Savtchenko, Sergueï Romanovitch
Sax, Saville Savoy
Scali, John
Schabowski, Gunter
Scheele, Dr Walter
Scheer, François
Schellenberg, Walter
Scheuer, Michael
Scheurer-Kestner
Schildbach, Gertrude
Schmettau
Schmidt, Helmut
Schmitt-Wittmach, Franz Karl
Schnaebelé, Guillaume
Schneider, Dirck
Schneider, Karl Heinz
Schragmüller, Elsbeth
Schroen, Gary
Schrotz, Ekkerhard
Schulmeister, Charles
Schulze-Boysen, Harro
Schumacher, Yossele
Schwartzkoppen, major
Schwarzkopf, général Norman
Scobell, John
Scott, George
Scott, Ridley
Sebold, William
Sedlacek, Karel
Sedov, Lev

Segredo, ambassadeur
Sejna, Jan
Selianinov, Pavel Ivanovitch
Sella, colonel Aviem
Semitchastny, Vladimir Iefimovitch
Senoussi, Abdullah
Septime Sévère
Serb, général Ion
Serebryansky, Iacha
Sergeychik, M. A
Serov, général Ivan
Servius Sulpicius Galba
Sevastianov, général
Severin, Louis
Sextus Julius Frontin
Shah, sultan Malik
Shamir, Yitzhak
Sharpe, colonel George H.
Shaw, George Bernard
Shaw, Henry B.
Shayler, David
Shcherbakov, colonel Alexander Vasilievich
Shehu, Mehmet
Shelley, Jack
Shiloah, Reuven
Shtarkès, Nahum
Shultz, George
Sibert, Edwin Luther
Sierra, Vincent
Silber, Julius
Simeonov, Vladimir
Simons
Sinatra, Frank
Siqueiros, David Alfaro
Sirnis, Melita
Skala, Oskar
Skinnerland, Einer

Skobline, général Nikolaï Vladimirovitch
Skorzeny, Otto
Skouratov, Maliouta
Skripal, Sergei
Skripov, Ivan Fedorovitch
Slansky, Rudolf
Smid, Martin
Smith, général Walter Bedell
Smith, Trevor Dudley
Smolianoff, Solly
Snowden, Edward
Soloviev, Alexandre
Somerset Maugham, William
Sophie, princesse
Sorge, Richard
Soubise, maréchal de
Souchon, Louis
Soudoplatov, Pavel Anatoliévitch
Soukoulov, Viktor
Soustelle, Jacques
Souther, Glen Michael
Speke, John Hanning
Spielberg, Steven
Spiridov, Andreï
Stafford, Edward
Staline, Joseph
Staline, Svetlana
Stampe, Brigitte
Stanculescu, Victor
Standen, Anthony
Stanhope, James
Staniero, Mgr
Stanislavovitch Fürstenberg, Iakov
Staps, M.
Staver, capitaine Robert
Steiner, Renate
Stephens, colonel Robin

Stephenson, William
Stevenson, lieutenant
Stevens, Richard H.
Stieber, Wilhelm
Stirling, David
Stoianov, Dimitar
Stolypine, Piotr
Stonehouse, John
Storer, Cindy
Stormont, Lord
Straight, Michael
Strong, Mark
Stuart, Charles
Stuart, général
Stuart, Marie
Stucki, Walter
Sude, Barbara
Sudeykin, lieutenant-colonel Gregory
Suétone
Sun Tzu
Suttill, major Francis
Sutyagin, Igor
Svab, Karel
Sveshnikov, Sergueï
Swiatlo, Josef
Syphax
Szabo, Violette
Szek, Alexandre
Szilagyi, Josef
Szinda, Gustav
Szonyi, Tibor
Szücs, colonel

# *T*

Taabes, Kamal Amin

Tadjer, Zora
Talleyrand-Périgord, Charles-Maurice de
Tallmadge, colonel Benjamin
Tanase, Virgil
Tarass Boulba
Taylor, Daniel
Taylor, Ken
Tchaïkov, Kosto
Tchang Kaï-chek
Tchebrikov, Viktor
Tchenik, capitaine
Tcherbachine, Leonid
Tchernichev, colonel
Tcherpinski, Igor
Tchikov, colonel Vladimir
Temperville, Francis
Tenet, George
Teran, sergent Jaime
Thatcher, Margaret
Thémistocle
Théodore, patriarche d'Antioche
Théodose Ier, empereur
Thomason Jr., colonel John
Thompson, Llewellyn
Thomson, Sir Basil
Thorpe, Amy Elizabeth
Thugut, Johann Amadeus Franz de Paula, baron von
Thuliez, Louise
Thurgut
Thurloe, John
Thyraud de Vosjoli, Philippe
Tiglath-Pileser Ier
Tikhon, patriarche
Tillon, Charles
Timroth, lieutenant
Tito
Titov, Gennadi Fedorovitch

Todeschini, Mgr
Tökes, Laszlo
Tolkatchev, Adolf
Toukhatchevski, maréchal Mikhaïl
Toumanov, Boris
tout chemin. Voir Tout-terrain
Touthmôsis II
Townsend, Robert
Toynbee, Philip
Trebitsch Lincoln, Timothy
Treholt, Arne
Trepper, Leopold
Trillisser, Mikhaïl Abramovitch
Tronstad, Pr Leif
Trotski, Léon
Trotti de La Chétardie, Jacques-Joachim
Troubetzkoï, prince
Truman, Harry
Tsarev, colonel Oleg
Tuberville, Thomas
Tudor-Hart, Alex
Tudor-Hart, Alex et Edith
Tudor-Hart, Edith
Tudor, Marie
Tyron, William
Tzeleric

## *U*

Uhrlau, Ernst
Ulmann, André
Underhill, Amos
Urbanski von Ostrymiecz, colonel
Uris, Léon
Urvoas, Jean-Claude

# *V*

Valérie Plame
Valerio Magni
Vallade, sous-lieutenant
Valls, Manuel
Van Bergen, Henri
Vandenberg, général Hoyt
Van der Voort, Corneille
Vang Pao
Vanhoutte, Marie-Léonie
Varantsov, général Sergueï
Vasilenko, Gennady
Vassal, John
Verchère, Patrice
Vercingétorix
Veres, Pierre
Vergennes
Verneuil, Henri
Vertefeuille, Jeanne
Verthamont, Henri de
Vetrov, lieutenant-colonel Vladimir Ippolitovitch
Victoire-dans-Thèbes
Viksveen, Stein
Villars, maréchal de
Villaume, Claude
Villemarest, Pierre de
Villoldo, Gustavo
Vimeur de Rochambeau, général Jean-Baptiste-Donatien de
Vinciguerra, Vincenzo
Vlad, général Iulian
Vlassov, général Andreï
Voigt, colonel Helmuth
Voitot, Roger
Vojtasek, Frantisek
Volkman, Ernest

Volkogonov, Dimitri
Volkov, Konstantin
Vomécourt, Pierre de
Von Eckhardt
Von Lahousen, Erwin
Von Lucius
Von Rueff, Joseph

## *W*

Wagnée
Waldeck-Rousseau
Walesa, Lech
Wallis, Dr John
Walsingham, Francis
Ward, Stephen
Warner, Michael
Washington, George
Wattiez, Arthur
Watts, Naomi
Wavell, général Archibald
Weathley, Dennis
Webster, Timothy
Webster, William
Weil, Maurice
Weingarten, Maximilien de
Weinrich, Johannes
Weisberg, Joe
Wellesley, duc de Wellington, Arthur
Wenland, Horst
Wennerström, Stig Eric
Wentworth, Paul
Wenzel, sous-lieutenant Herbert
Werner, Heinz Helmuth
Wessel, Gerhard
Westfall Thompson, James

Wetzler, Alfred
Whalen, colonel William
White, Harry Dexter
Wieckowski, major von
Wiesenthal, Simon
Wilber, Donald
Wilkes Booth, John
Will, Dieter
Willer, Christophe
Williams, Ken
Willsher, Kathleen
Wilson, colonel Jack
Wilson, Harold
Wilson, Joseph
Wingate, général Orde Charles
Winwood, Ralph
Wisner, Frank
Wohlgemuth, Wolfgang
Wolf, Christa
Wolff, général Karl
Wolf, Markus
Wollweber, Ernst Friedrich
Wolpert, capitaine
Wolsey, cardinal
Wolton, Thierry
Wood, Andrew
Woodhull, Abraham
Woolley, Leonard
Woolsey, James
Wotton, Sir Francis
Wouters
Wright, Peter
Wu Peï Fu, général
Wybot, Roger
Wynne, Greville

## *X*

Xénophon
Xerxès

## *Y*

Yagur, Joseph
Yassine, cheikh Ahmed
Yastrebov
Yatom, Danny
Yatskov, Anatoli Antonovitch
Yeo-Thomas, Forest
Yereskovski, Valentina
Yosef, colonel Hussam
Yoshikawa
Yotoku, Miyagi
Young, Sean
Young, Terence
Yves, Louis d’

## *Z*

Zahedi, général
Zakharov, Guennadi Fedorovitch
Zamir, Zvi
Zaporoshsky, Aleksandr
Zaroubine, Vassili
Zautzes, Stylianos
Zautzes, Zoé
Zborowski, Mark
Zdanovitch, Alexandre
Zehaf-Bibeau
Zelle, Margaretha
Zenteno, colonel Joaquin

Zhao Jung
Zilk, Helmut
Zimmermann, Arthur
Zinoviev, Grigori
Zopyre
Zorn, général Heinz-Bernhard
Zubatov, Sergei
Zvicak, lieutenant Ludek
Zwaiter, Wael

This file was downloaded from Z-Library project

*Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.*

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library